La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes

Iliyas Sarsembaev

▶ **To cite this version:**

Iliyas Sarsembaev. La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes. Sciences de l'Homme et Société. Institut d'études politiques de Paris - Science Po, 2005. Français. NNT : 2005IEPP0004 . tel-04044054

HAL Id: tel-04044054

https://sciencespo.hal.science/tel-04044054

Submitted on 24 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Etudes Politiques de Paris
Cycle supérieur d'analyse comparative des aires politiques

Année Universitaire 2004-2005

LA QUESTION TERRITORIALE :

ENJEU GEOPOLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

DANS LES RELATIONS SINO-RUSSES

Thèse de doctorat presentée par Iliyas Sarsembaev, sous la direction de Monsieur le Professeur Dominique Colas, en vue de l'obtention du doctorat de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en sciences politiques, mention Russie, C.E.I.

Jury : Dominique Colas, François Godement, Jean Christophe Romer, Anne de Tinguy

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord au Professeur Dominique Colas qui a accepté de guider dans la réalisation de cette thèse et de me faire découvrir la science politique française.

A Amandine Monteil, sans laquelle cette thèse n'aurait vu le jour.

A François Godement, pour son aide pratique et ses conseils utiles.

A Jean Louis Rocca, pour son assistance.

A Kirabaev Nur Serikovitch, Doyen de la Faculté des sciences humaines à l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou.

A Kozmenko Vladimir Matceevitch, directeur de la Chaire d'Histoire russe à l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou, qui m'a guidé dans les sources russes.

A Maslov Aleksei Aleksandrovitch, pour son aide précieuse dans le choix des pistes à étudier plus particulièrement dans la perspective de cette thèse.

A Podhsekoldin Aleksandre Père, pour ses conseils et pour la formation qu'il ma transmise.

A Podhsekoldin Aleksandre Fils, pour ses conseils pratiques toujours judicieux.

A I. Vitaly Vladimirovitch, N. Aleksei Borisovitch, N. Sergey Yakovlevitch, P.Vladimir Vladimirovitch, A Z. Sergei Borisovitch, pour leur confiance, leur soutien pratique et leur aide pour accéder aux sources.

A Eric Lejoindre, pour ses critiques constructives et son soutien constant.

A Christile Druhle, pour son aide attentive.

A Hélène Naudet, Ghislaine Fau et Joëlle Moras pour leurs importante participation à mon arrivée en France. A Nadine Dada, directrice de la bibliothèque de l'école doctorale de Sciences Po pour ses bons conseils et son aide.

A Monsieur Lacroix, pour ses cours de Français particulièrement nécessaires.

A l'administration de l'école doctorale de Sciences Po, qui m'a supporté pendant quatre longues années.

A Patrick Pena, pour son aide pratique.

A Venskovsky Vladimir pour son aide financière.

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS ET TERMES 4

INTRODUCTION 10

- PARTIE I - LA QUESTION TERRITORIALE, ENJEU GEOPOLITIQUE RECURRENT DES RELATIONS SINO-RUSSES DEPUIS LE 17EME SIECLE 20

Chapitre 1. La question frontalière, source et facteur récurrent de tensions 21

Diversité des approches historiographiques 22

Bibliographie russe : de l'historiographie impériale à l'historiographie moderne, prépondérance des postulats idéologiques 23

Les cinq champs principaux de recherche de la sinologie russe : 23

Historiographie chinoise : le « précédent historique », outil de défense des intérêts nationaux 34

Bibliographie occidentale : des analyses fondées sur des sources secondaires 50

Etude critique des fondements de la sinologie occidentale 50

Les sinologues japonais, observateurs privilégiés des tensions sino-russes 63

Histoire de la question frontalière 69

Processus de formation du secteur de Est de la frontière 72

Processus de formation du secteur Ouest de la frontière 81

Le 20ème siècle : révolutions et volonté de rapprochement 90

Chapitre 2. Fondements idéologiques de la crispation des relations sino-soviétiques : maoïsme vs. marxisme-léninisme. Plans de Moscou d'exportation du modele soviétique en Chine. 107

L'U.R.S.S. et la victoire de la révolution chinoise 114

Rôle ambivalent de l'U.R.S.S. dans la création du P.C.C. 114

La stratégie chinoise du Komintern 114

La victoire de la révolution chinoise 150

Négociations entre Staline et Mao : les première défaite géopolitique de l'U.R.S.S. 165

Participation de l'armée soviétique à la défense de la Chine contre les Etats-Unis – la guerre de Corée 178

- PARTIE II - LA QUESTION TERRITORIALE, ELEMENT DE LEGITIMATION DU CONFLIT IDEOLOGIQUE SINO-SOVIETIQUE 190

Chapitre 3. Les véritables motifs des dirigeants chinois pour créer une superuissence dans les années 60. Raisons de la crise : du rejet d'un modèle exporté à la « voie chinoise vers le socialisme » 191

Les thèses des prétentions maoïstes sur le camp socialiste. 192

La volonté de sortir de l'ombre soviétique pour devenir une puissance mondiale 196

Le stade « froid » du conflit 199

L'arrière-plan politique de la rupture politique entre les deux pays et les facteurs subjectifs 205

Le Grand Bond en Avant, facteur aggravant pour les relations bilatérales 212

Les normes morales chinoises de politesse et Khrouchtchev – Comment le dirigeant soviétique « perdit la face » 214

La visite à Pékin du ministre des affaires étrangères soviétique Gromyko pour résoudre la crise du détroit de Formose 222
Le conflit frontalier indo-chinois, facteur de la rupture des relations sino-soviétiques 224
La visite de Khrouchtchev à Pékin en octobre 1959 met le feu aux poudres. L'article « Vive le léninisme » 227
La création de l'image de l'ennemi. 237
La chance gâchée 240
La nouvelle doctrine de défense de la Chine et le changement de priorités militaires 242
Prémices de confrontation militaire sur la ligne frontalière sino-soviétique 245
La première tentative avorté de résoudre la question frontalière. 251

Chapitre 4. Les faits inconnus de la politique soviétique pendant la résolution du conflit frontalier avec la Chine populaire. Longue voie vers la réconciliation 257

Craintes chinoises d'une intervention militaire soviétique 257
Le conflit militaire sur l'île Damansky et le lac Jalanashkol 259
La décennie 1969-1979 : les négociations permanentes 266
Les négociations de 1979 274
L'affaiblissement réel des tensions (1980-1985) 278
Facteurs de la vie politique chinoise ayant favorisé le rétablissement des relations bilatérales 284
Evolution de la situation intérieure soviétique avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et son influence sur la politique chinoise de l'U.R.S.S. 288
Reprise des négociations frontalières (1987 – 1991) et problèmes légués aux générations futures 292
La normalisation définitive des relations bilatérales en 1989 302
La déclaration de normalisation des relations bilatérales tout en consacrant le développement séparé des deux pays voisins 304
Analyse de la fin de l'U.R.S.S. à la lumière des événements de Tian An Men 309
Genèse de la crise au sein du P.C.C. 310
La crise de Moscou en août 1991 317
La stabilité intérieure de la Chine, prérequis à la construction d'une super-puissance 320

- PARTIE 3 - COOPERATION FRONTALIERE OU CONFLIT TERRITORIAL EN EXTREME-ORIENT ? 323

Chapitre 5. Enjeux régionaux des tensions en Extrême-Orient russe 324

L'historiographie contemporaine sur les relations sino-russes en Extrême-Orient russe 335
Bibliographie russe 335
Bibliographie chinoise 337
Bibliographie occidentale et japonaise 338
Aspects juridiques de la coopération sino-russe en Extrême-Orient 340
Aspects économiques de la coopération sino-russe en Extrême-Orient 348
La lutte contre la présence économique de la Chine en Extrême-Orient russe au milieu des années 90 356
Mythes et réalité de « l'expansion ethnique » chinoise en Extrême-Orient russe 362
L'apparition de la sinophobie en Extrême-Orient au début des années 90 362
L'histoire des relations inter-ethniques en Extrême-Orient russe 366
Réalité de l'influence chinoise en Extrême-Orient russe 375
La lutte contre l'immigration illégale dans les régions d'Extrême-Orient 382

L'échec des plans de coopération régionale, preuve de la réermergence de la conscience des intérêts nationaux russes en Extrême-Orient 387
L'échec du projet de Tumannaya : refus russe de créer des profits pour la Chine 390

Chapitre 6. Capacité de la Russie à répondre aux défis du 21ème siècle en Asie 400

Analyse de la politique russe en Extrême-Orient à travers le prisme des tensions sino-russes 400
La Chine, super-puissance asiatique ? Le point de vue russe sur cette question 403
Enjeux géopolitiques de la question nucléaire coréenne 412
Défis et menaces en Asie Centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après 11 septembre 2001 420
Le « Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération » de 2001 440

CONCLUSION 445

Approche historique 445
Approche géopolitique 448

BIBLIOGRAPHIE 457

Structures dans lesquelles ont été effectuées les recherches de terrain (1999-2005) 458
Partie I – La question territoriale, enjeu géopolitique récurrent des relations sino-russes depuis le 17ème siècle 460
Partie II - la question territoriale, élément de légitimation du conflit idéologique sino-soviétique 476
Partie III - Coopération frontalière ou conflit territorial en Extrême-Orient 498
Base juridique des relations bilatérales contemporaine sino-russes (Accords bilatéraux et intergouvernementaux sino-russes en vigueur (1949-2004) 498

- ANNEXES - 525

ABREVIATIONS ET TERMES

A.S.S.C.	Académie des Sciences Sociales de Chine
A.P.L.	Armée Populaire de Libération
A.V.P. R.F.	*Arhiv Vnešnej politiki Rossijskoj Federacii* (Archives de la politique étrangère de la Fédération de Russie)
A.P.R.F.	*Arhiv prezedenta Rossijskoij Federacii* (Archive du Président de la Fédération de Russie.)
C.C.	Comité Central
V.I.Ž.	*Voenno-Istoričeskij Žurnal* (Revue historique militaire)
V.V.S.	*Voenno- Vozdušnye sily* (Les forces aériennes)
V.K.	*Voennaâ komissiâ* (Commission militaire du Comité Central du PCC - terme couramment utilisé au sein du Komintern dans les années 20-30)
V.K.P. (B.)	*Vserosijskaâ Komunističeskâ partiâ (bol'šivikov*) (Parti communiste russe des bol'šivik)
Voenved.	*Voennoe vedomstvo, Narodnij komissariat po voennym i morskim delam R.S.F.S.R.* (Département militaire et commissariat populaire à l'armée et aux navires)
Voenka.	Les structures de base de la commission militaire du C.C. du P.C.C.
V.C.S.P.S.	*Vsesoûznyj Central'nyj Sovet professional'nih Soûzov* (Conseil central des unions professionnelles de l'U.R.S.S. - Syndicat)
G.A.R.F.	*Gosudarstennyj Arhiv Rossijskoj Federacii* (Archives d'Etat de la Fédération de Russie)
G.K.Č.P.	*Gosudarstvennj Komitet po Čerezvyčajnoj Situacii* (Comité d'Etat de la Situation d'Urgence)
Glavkom.	*Glavnokomanduûsij* (Commandant en chef)
G.M.D.	Guomindang = Kuo Min Tang
G.U.P.V.	*Glavnoe Upravlenie Pogranič*nyh Vojsk* (Direction Principale des Régiments des Gardes Frontière)
Gosplan	*Komitet Gosudarstvennogo Planirovaniâ* (Comité de la planification d'Etat)
Dal'bûro.	*Dal'nevostočnoe bûro* (Bureau d'Extrême Orient du Komintern)

D.V.B.	même sens que Dal'bûro
D.V.P.	*Dokumenty Vnešnej Politiki* (Documents de politique étrangère)
Devâtka	*Devâtoe upravlenie K.G.B.* (Département n°9, chargé de la sécurité des hauts dirigeants)
EvrAzEs	*Evrazijskoe Ekonomičeskoe Sotrudničestvo* (La coopération économique Euro Asiatique)
I.A.K.	*Istrebitel'nyj Aviacionnyj Korpus* (Corps des avions de chasse)
I.D.V.	*Institut Dal'nego Vostoka* (Institut de l'Extrême-Orient)
I.S.A.A.	*Institut Stran Azii i Afriki* (Institut des Pays d'Asie et d'Afrique)
I.K.K.I.	*Ispolnitel'nyj kommitet Kommunističeskogo Internacionala* (Comité exécutif du Komintern)
Instanciâ	*Instanciâ* (L'instance : titre désignant le bureau politique du parti communiste russe)
K.Č.Ž.D.	*Kitajskaâ Čan'čun'skaâ Železnaâ Doroga* (Le chemin de fer chinois de Changchun)
K.V.Ž.D.	*Kitajskaâ Vostocnaâ Zeleznaâ Doroga* (Compagnie des Chemins de Fer de l'Est de la Chine. 1898-1950)
K.G.B.	*Komitet Gosudarstvennoj Bezopasnosti* (Comité de la Sécurité d'Etat)
K.I.	*Kommunističeskij Internacional*. Komintern
K.I.M.	*Kommunističeskij Internacional Molodeži* (Komintern, section de la jeunesse)
Kitkomissiâ	*Kitajskaâ komissiâ* (Commission chinoise du bureau politique)
Kitrabota	*Kitajskaâ rabota* (Activités en Chine)
Kitpra.	*Kitajskoe pravitel'stvo* (Le gouvernement chinois)
Kitkompartâ	*Kitajskaâ komunističeskaâ partiâ* (P.C.C. - terme utilisé dans les années trente au sein du Komintern)
K.K.P.	même sens que *Kitkompartiâ*
Komkor	*Komadnir korpusa* (Commandement de corps -grade militaire ayant existé jusqu'à fin des années 1940.)
K.N.R.	*Kitajskaâ Narodnaâ Respublika* (République Populaire de Chine)
K.P.K.	*Komunističeskaâ partiâ Kitaâ* (P.C.C. - abréviation utilisée dans la presse soviétique à partir des années 1940)

K.U.R.	*Kantonskij ukreplennyj rajon* (Système de fortification de la région de Canton dans les années 1922-1930)
K.U.T.K.	*Kommunističeskij universitet trudâŝihsâ Kitaâ* (L'université des ouvriers de Chine)
K.U.T.V.	*Kommunističeskij universitet trudâŝihsâ Vostoka* (L'université des ouvriers de l'Orient)
M.V.D.	*Ministerstvo Vnutrennih Del* (Ministère des Affaires intérieures)
M.I.D.	*Ministerstvo Inostrannyh Del* (Ministère des Affaires étrangères)
M.I.M.O	*Moskovskij Institut Meždunarodnyh Otnošenij* (Institut des Relations Internationales de Moscou)
M.O.	*Ministerstvo Oborony* (Ministère de la Défense)
Narkomat	*Narodnyj Komisariat* (Commissariat populaire) La structure des *Narkomats* existé jusqu'à la fin des années 40
Narkomvoenved.	Même sens que « *Voenved* »
Narkomvneštorg.	*Narodnyj komisariat vnešnej torgovli* (Commissariat populaire du commerce international)
Narkomindel.	*Narodnyj komisariat inostrannyh del* (Commissariat populaire des affaires étrangères)
Narkomtorg.	*Narodnyj komisariaat torgovli* (Commissariat populaire du commerce)
Narkomfin.	*Narodnyj komisariat finansov* (Commissariat populaire des finances)
Nararmii.	*Narodnye armii* (Armées populaires - terme utilisé pour désigner l'armée communiste chinoise. 1922-1949)
Nacpra.	*Nacional'noe pravitel'stvo* (Le gouvernement populaire)
Nacrevdviženie.	*Nacional'no revolucionnoe dviženie* (Le mouvement révolutionnaire populaire)
Načdiv.	*Načal'nik divizii* (commandant de division)
Naštakor.	*Načal'nik Štaba korpusa* (chef d'état-major de corps)
N.E.P.	*Novaâ Ekonomičâ Politika* (Nouvelle politique économique.1920-27)
N.K.V.D.	*Narodnyj Komisariat vnutrennih del* (Commissariat populaire des affaires intérieures - ancêtre du K.G.B. dans les années 20-30)

N.K.I.D.	*Narodnyj komisariat inostrannih del* (Commissariat populaire des affaires étrangères)
N.K.P.S.	*Narodnyj komisariat putej i soobŝenij* (Commissariat populaire des communications)
N.R.A.	*Nacional'no revolucionnaâ Armiâ* (Armée nationale révolutionnaire. Terme utilisé jusqu'en 1927)
O.V.A.	*Ob''edenennaâ Vostočnaâ Armiâ* (Armée unie de l'est. 1950-1953)
O.G.P.U.	*Ob"edenënnoe gosudarstvennoe političeskoe upravlenie* (Direction Politique d'Etat Unifié)
O.D.V.	*Osobaâ Dal'nevostočnaâ Armiâ* (Armée spéciale - créée pour combattre en territoire chinois et pour défendre l'U.R.S.S. contre une éventuelle attaque de la Chine ou du Japon)
O.D.K.B.	*Organizaciâ Dogovora Kollektivnoj Bezopasnosti* (organisation de sécurité collective)
Odvar.	La même que *O.D.V.*
Otdel	Département ou Section
O.M.S.	*Otdel meždunarodnih svâzej* (Section des relations internationales)
P.B.	*Političeskoe bûro*. (Bureau politique)
P.D.V.	*Problemy Dal'nego Vostoka* («Problèmes d'Extrême Orient » - revue actuellement publiée à Moscou par l'Institut de Recherches sur l'Extrême Orient)
Pogranvojska	*Pograničnye Vojska* (Régiments de gardes-frontière)
Politbûro.	Même sens que *P.B.*
Profintern.	*Krasnyj Internacional Profsoûzov* (Internationale syndicale)
P.S.S.	*Polnoe Sobranie Sočinenij* (Les Œuvres Complètes de Lénine)
P.U.R.	*Političeskoe Upravlenie* (Département politique – dans l'armée)
P.V.	*Problemy Vostokovedeniâ* («Problèmes de l'Orientalisme » -revue actuellement publiée par l'Institut d'Orientalisme)
R.A.N.	*Rossijskaâ Akademiâ Nauk* (Académie des Sciences de la Russie)
Razvedupr.	*Razvedyvatel'noe upravlenie* (Département du renseignement -dans l'armée)
R.V.S.	*Revolûcionnyj voennyj sovet* (Conseil révolutionnaire militaire)

R.V.S.R.	*Revolûcionnyj voennyj sovet Respubliki* (Conseil révolutionnaire militaire de la République)
R.G.V.A.	*Rossijskij Gosudarstvennij Voennyj Arhiv* (Archives militaires de l'Etat russe)
R.G.A.S.P.I.	*Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv social'nih i političeskih issledovanij* (Archives des recherches politiques et sociales de l'Etat russe)
Revvoensovet	même sens que R.V.S.
R.K.K.A.	*Raboče Krest'ânskaâ Krasnaâ Armiâ* (Armée rouge des ouvriers et paysans)
R.K.P. (B)	même sens que V.K.P. (B)
R.S.F.S.R.	République Socialiste Fédérale Soviétique de Russie
R.F.	*Rossijskaâ Federaciâ* (Fédération de Russie)
R.C.H.I.D.N.I.	*Rossijskij Centre hraneniâ i izučeniâ dokumentov novejšej istorii* (Centre de conservation et d'étude des documents d'histoire moderne)
S.A.	*Sovetskaâ Armiâ* (Armée Soviétique)
S.V.R.	*Služba Vnešnej Razvedki* (Service de Renseignement Etranger)
Sektor	Départements dans les différentes structures soviétiques
Specnaz	*Vojska Special'nogo Naznačeniâ* (forces spéciales)
Sibbûro	*Sibirskoe bûro* (Bureau sibérien - structure du Komintern)
S.N.G.	*Soûz Nezavisimyh Gosudarstv* (S.E.I.)
S.N.K.	*Sovet Narodnih Komisarov* (Conseil des commissaires populaires)
Socmol.	*Socialističeskij soûz molodeži* (Union socialiste de la jeunesse)
S.S.S.R.	*Soûz Sovetskih Socialističeskih Respublik* (L'U.R.S.S.)
S.T.O.	*Sovet truda i oborony* (Conseil de travail et de défense)
T.A.S.S.	*Telegrafnoe agentstvo Sovetskogo Soûza*
C.I.K.	*Central'nij Komitet* (La même chose que C.C.)
C.K.K.	*Central'naâ kontrol'naâ komissiâ* (Commission du contrôle central)
C.C.	Comité Central
P.C.C.	Parti Communiste Chinois
R.P.C.	République Populaire de Chine
U.D.N.	*Universitet Družby Narodov* (Université de l'Amitié des Peuples)

Û.M.Ž.D.	La même chose que K.Č.Ž.D. et K.V.Ž.D.
Upravlenie	Département
U.R.A.F.	*Upravlenie registracii administrativnh fondov F.S.B.* (Département des Fonds administratives de F.S.B.)
U.T.K.	*Universitet trudâŝihsâ Kitaâ* (Université des ouvriers chinois)
F.P.S.	*Federal'naâ Poraničnaâ Služba* (Service Fédéral des Gardes Frontière)
F.S.B.	*Federal'naâ Služba Bezopasnosti* (Service Fédéral de Sécurité)
Š.O.S.	*Šanhajskaâ Organizaciâ Sotrudničestva* (Organisation de coopération de Shanghai

INTRODUCTION

La Russie et la Chine, géants géographiques de l'Eurasie, entretiennent depuis le tout début du 17ème siècle[1] des relations bilatérales rendues inévitables par plus de 4000km de frontière commune. La situation géographique et l'évolution historique du rôle géopolitique de la Russie lui assignent la double fonction de pont et de barrage entre l'Europe et la Chine.

Bien que voisins, les deux pays ont créé des civilisations au développement historique et culturel fortement différencié : slavo-orthodoxe[2] pour la Russie et sino-confucéenne pour la Chine. Dans ce contexte, toute analyse comparative du développement national des deux Etats est impossible.

Sur la scène internationale, les deux Etats ont à défendre des intérêts souvent contradictoires, ce qui les conduit à bâtir leurs relations bilatérales sur l'analyse mutuelle de leurs points forts et faibles. Les sinologues russes estiment que l'un des traits les plus remarquables dans les relations bilatérales sino-russes est la permanence de tensions sur la ligne frontalière, entretenues par la récurrence de conflits locaux suffisamment maîtrisés pour ne pas dégénérer en réelle guerre. La Chine teste régulièrement les réactions de la Russie sur la frontière et, s'étant convaincu de ses capacités militaires, revient au statu quo.[3] Les sinologues russes estiment que s'il advient que la Russie fasse preuve de faiblesse face aux provocations chinoises, les frontières russes ne pourront être maintenue dans leur état actuel.

Dans l'histoire des relations bilatérales, des phases historiquement courtes de confrontation ont succédé à des périodes plus longues de coexistence pacifique et de maintien du statu quo. En ce début de 21ème siècle, le potentiel conflictuel augmente et les efforts de prévention de l'escalade des tensions sont appelés à jouer un rôle clé pour la stabilité

[1] Antérieurement à cette période, les relations entre les deux pays se réduisaient à des contacts sporadiques entre marchands, nomades, missionnaires,… ne s'accompagnant d'aucune relation institutionnelle suivie au plan gouvernemental.
[2] Si l'élément slavo-orthodoxe est majoritaire en Russie, la composante turque est également très importante.
[3] C'est ce qui a eu lieu à Albazin en 1681, à Yili en 1878, en Mandchourie en 1900, le long de la ligne frontalière et contre le K.V.Ž.D. à de nombreuses reprises des années 1920 aux années 1940 et enfin pendant la crise des années 1960.

régionale des prochaines décennies. A cet effet, il est crucial de prendre conscience de ce que la coopération sino-russe ne se construit pas en terrain vierge et qu'il est impossible de faire abstraction de plus de quatre siècles d'histoire de relations bilatérales. La crise des années 1960 illustre à quel point l'illusion d'une re-création des relations sino-russes en faisant table rase du passé peut mettre en péril la paix entre les deux Etats.

Dès l'aube du 17ème siècle, la question des relations sino-russes s'est inscrite dans la sphère militaire. Les premiers contacts entre autorités russes et chinoises ont été dictés par la nécessité de résoudre les conflits engendrés par les contacts entre les deux populations. La sinologie russe possède une longue tradition d'étude de la sphère militaro-politique chinoise. Notre travail gardera cette dimension au cœur de l'analyse des relations sino-russe, au détriment de considérations de nature économique, commerciale ou culturelle. Néanmoins, lorsque cela permettra d'éclairer des décisions politiques importantes, nous soulignerons des facteurs culturels, ethnologiques et psychologiques. Les contacts économiques dans les régions frontalières seront envisagés dans la perspective de la sécurité régionale.

Ce travail ne prétend pas fournir un éclairage exhaustif de quatre siècles de contacts militaro-politiques mais cherchera à dégager des lignes de force et à souligner les événements ayant joué le rôle de catalyseur ou de détonnateur dans le développement des relations sino-russes. Le choix de l'arrêt sur un nombre limité de moments clés est destiné à éviter de tomber dans une description chronologique dépourvue de toute analyse géopolitique.

Une large place sera réservée à des sources peu accessibles aux chercheurs occidentaux et au grand public russe, telles que les mémoires de vétérans des services secrets, travaux de sinologues russes et soviétiques, documents des archives russes et soviétiques. Les points de vue défendus par certains experts russes sont parfois politiquement incorrects en Europe mais offrent un éclairage utile pour comprendre la complexité des relations intergouvernementales ainsi que les tensions entre les populations russes et chinoises en Russie. L'ignorance des courants nationalistes extrémistes développés en Russie peut être dangereuse.

D'autre part, identifier les intérêts nationaux russes et chinois libérés de la gangue idéologique communiste nous aidera à comprendre et anticiper les réactions de la Chine et

de la Russie sur l'arène locale et régionale. Comprendre l'importance des facteurs nationalistes en Chine et en Russie est indispensable pour l'Union Européenne dans le cadre des projets de coopération qu'elle nourrit.[4]

Notre étude évitera d'entrer dans une revue trop détaillée de la littérature occidentale. Celle-ci est vaste mais ne parvient pas à saisir de façon convaincante la réalité des processus à l'œuvre entre la Chine et la Russie. Chaque pays possède sa propre tradition d'études sur la Chine et la Russie aboutissant à des points de vue très diversifiés quant à la question sino-russe à propos desquels nous ne pouvons rien apporter de nouveau. Nous ne citerons qu'un nombre très limité d'auteurs occidentaux dont l'analyse nous paraît la plus remarquable. Ce travail a davantage pour ambition d'encourager les chercheurs occidentaux à utiliser de nouvelles sources explorer sous un angle renouvelé la question des relations sino-russes.

Afin d'esquisser ces nouvelles perspectives, nous chercherons à mettre en relation les analyses de spécialistes russes relatives à quatre éléments clés de l'Histoire des relations sino-russes : le développement historique de la question frontalière, le conflit idéologique des années 60-70, la fondation de la République Populaire de Chine en 1949 et l'activité des services secrets soviétiques et du Komintern dans les années 20 à 40. Chacun des quatre thèmes fait l'objet de recherches indépendantes en Russie, en Chine et en Occident. Notre travail s'attachera à dégager les liens étroits entre ces facteurs.

Ce travail se composera de trois parties possédant chacune leur propre logique argumentaire. La première et la troisième partie envisageront la question frontalière dans une perspective géopolitique et son déroulement historique, tandis que la seconde partie s'attachera à dégager en quoi l'exportation de la révolution et du modèle étatique soviétique en Chine auront échoué à résoudre les tensions territoriales et légué une situation dégradée aux générations futures. Dans un premier temps, nous présenterons les fondements historiques des argumentations chinoises et russes quant à la question frontalière. Cela nous permettra de montrer dans une deuxième partie comment Mao a pu utiliser l'argument du « précédent historique » pour nourrir l'aggravation des relations entre le P.C.C. et le P.C.U.S., comment il a pu accuser les dirigeants soviétique de trahison

[4] A titre d'exemple, la raison principale de l'échec du projet de développement d'une zone économique ouverte dans la région frontalière de Tumen Jiang est qu'il contredit l'intérêt national russe en ce que sa réalisation nécessiterait de modifier le statut de la frontière sino-russe.

de la révolution chinoise et pourquoi la partie soviétique ne pouvait réfuter ces accusations. La réponse à ces questions est en effet en grande partie à chercher dans la période des contacts initiaux que le gouvernement soviétique, le V.K.P.B. et le Komintern ont noué avec le Kuomintang et le P.C.C. Nous soulignerons l'intervention des services soviétiques dans la détente des relations sino-soviétiques dans les années 70-80, et montrerons en quoi Andropov plus que Gorbatchev a joué un rôle crucial dans ce processus. Dans la troisième partie, nous analyserons les questions de sécurité régionale à travers le prisme du problème territorial et frontalier sino-russe. Nous y présenterons l'historiographie chinoise du début du 21ème siècle qui remet à l'ordre du jour les prétentions territoriales chinoises, les appuyant sur des arguments historiques remontant au 17ème siècle et faisant écho aux accusations maoïstes de trahison de la révolution chinoise et d'impérialisme soviétique. Depuis 1991, un décalage se creuse dans la discussion car les questions liées à l'idéologie marxiste-léniniste, qui ne sont plus pertinentes pour les Russes, demeurent au cœur de l'argumentation chinoise. Ainsi, la Chine demeure déterminée à utiliser des ressorts idéologiques et historiques obsolètes pour atteindre ses objectifs géopolitiques dans ses relations avec la Russie et ses autres voisins.

D'un point de vue méthodologique, nos recherches sur la questions frontalières sont allégées par l'extrême concentration des arguments : les tensions des années 60 ont donné l'occasion aux deux parties de souligner de façon exhaustive l'ensemble des facteurs constituant les fondements de la question frontalière. Les dernières décennies n'ont vu aucun renouvellement dans l'argumentation relative à ce problème. Les lignes directrices de la stratégie territoriale chinoise s'enracinent dans plus de 2000 ans d'Histoire. La force de la tradition historique empêche les Chinois de faire évoluer leur position sur la question frontalière : les ajouts apportés par Mao et les autres dirigeants de la R.P.C., loin d'infléchir cette trajectoire, l'actualisent et la renforcent. Même les réformes économiques des dernières décennies qui donnent l'illusion d'une ouverture de la Chine sur le monde ne constituent pas un reniement ou une transformation du système traditionnel chinois mais plutôt son adaptation à l'environnement mondial – mouvement toujours réversible. La compréhension des différences profondes entre les deux civilisations, de leur histoire et de leurs contradictions réelles et potentielles n'est réapparue qu'au début des années 90.

La continuité de la tradition culturelle chinoise est un phénomène fondamental : les concepts moraux et éthiques ancestraux tels que le confucianisme et le légisme déterminent

depuis deux mille ans les normes de conduite de la société. Bouddhisme et taoïsme ne contredisent pas l'Etat et les structures sociales chinoises. L'ordre communiste ne modifie pas en profondeur du système. Mao a réussit à donner les traits impériaux à l'Etat chinois : l'idéologie communiste s'est integrée au fonds traditionnel des dynasties chinoises. Dans la nouvelle mythologie communiste, Mao fut identifié à la figure de « *l'Empereur juste* » et ses proches collaborateurs à celle des héros mythiques de la tradition chinoise. C'est pourquoi l'historiographie communiste chinoise n'a aucun problème à citer la tradition ancienne et utiliser des arguments comme celui du « *précédent historique* ». Dans la société chinoise, les contradictions idéologiques entre mouvements philosophiques sont résolues par décision impériale. Le côté perdant est alors condamné au silence, mais peut réapparaître ultérieurement, et même regagner les honneurs.

Les positions de l'école sinologique russe du début du 21ème siècle sont fragiles face aux arguments chinois[5]. Comme la Chine, la Russie n'a pas renouvelé son approche de la question frontalière depuis les années 60. Même la disparition de l'U.R.S.S. n'a pas permis l'émergence d'une nouvelle stratégie sur le plan territorial[6]. Si la reprise par la Russie de certains symboles tsaristes aurait pu signifier un retour à l'idéologie impériale, ces changements formels ne se sont pas réellement accompagnés d'un abandon de l'idéologie soviétique : pour ce qui est de la question territoriale, l'historiographie russe ne cherche pas à retrouver ses positions d'avant 1917 et continue à défendre les arguments des années 60-70. Ainsi, l'historiographie russe proclame que l'élargissement des frontières au détriment de la Chine est le produit naturel de l'agrandissement de l'espace vital de la nation et ne reconnaît pas qu'il soit la conséquence d'une volonté délibérée de conquête de l'empire russe. La violence inhérente à ce processus de croissance de l'empire continue à être soigneusement masquée. Faute de réévaluer ses positions pour pouvoir

[5] En Russie, plusieurs ruptures dans la tradition historique et culturo-philosophique sont observables. Contrairement à la Chine, la Russie changea plusieurs fois de visage politique et ethnique. Alors qu'en Chine la nation Han s'est formée par assimilation à une culture dominante unique mongoloïde, la nation Russe connut une ethnogenèse complexe qui fait de la Russie est une nation ethniquement très fragmentée. Des ruptures culturelles majeures ponctuent également l'histoire russe. Les combats idéologiques se sont toujours soldés par l'abolition brutale du système précédent. Ces clivages demeurent forts aujourd'hui.

[6] L'historiographie soviétique a longtemps placé au fondement des tensions sino-russes les contradictions idéologiques entre partis communistes. Tandis que Moscou appelait à l'internationalisme prolétaire, invoquait l'amitié fraternelle et la nécessité de garder un front idéologique uni contre l'impérialisme mondial, Pékin se dirigeait vers la rupture. Cette attitude ne doit pas s'analyser comme une trahison de Mao : celui-ci avait toujours placé son identité chinoise avant son appartenance communiste. Le changement de traitement historiographique de la question des relations entre les deux peuples n'est apparu qu'après la disparition des pressions idéologiques. Malheureusement en Russie le processus d'abandon des clichés idéologiques est lent

pragmatiquement défendre l'intérêt territorial national, la partie russe en est réduite à toujours réitérer en vain sa relecture pacifique et diplomatique de l'Histoire. Tandis que l'historiographie chinoise clame les droits du peuple chinois sur les territoires perdus et évoque les besoins énergétiques, naturels et fonciers qui pourraient être satisfaits par le retour de ces territoires à la Chine, la partie russe continue à en appeler à « l'amitié éternelle entre les deux peuples frères » et à signer des traités utopiques sur le « partenariat stratégique pour le 21ème siècle ».

Notre travail s'efforcera de prendre de la distance avec ce travers des analyses russes. Bien que l'auteur de cette étude soit de nationalité russe, il se refusera à blanchir la politique passée et actuelle de l'Etat russe en Extrême-Orient : au contraire, l'accent sera mis sur les priorités stratégiques nationales de la politique étrangère russe dans cette région auxquelles le gouvernement actuel s'intéresse peu. Nous tracerons également un parallèle entre la conception stalinienne de la politique étrangère et la tradition impériale de la Russie tsariste.

Les matériaux fondamentaux pour la construction de notre travail sont conservés dans un nombre restreint de lieux : les archives des services de renseignement à l'étranger (S.V.R.), celles du service fédéral de sécurité (F.S.B.), celles du Ministère de la Défense (M.O.) et du renseignement militaire (G.R.U.), celles du Ministère des Affaires Etrangères, celles du Président de la Fédération de Russie, celles de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou. Les sources issues d'autres endroits en Russie peuvent difficilement apporter des informations fiables et pertinentes. Néanmoins, malgré la relative concentration des sources, l'accès à l'information demeure matériellement délicat car le caractère des activités menées par ces structures tend à limiter les possibilités d'investigation dans la documentation, même pour un citoyen russe. Nous n'avons ainsi pas pu accéder aux archives du S.V.R. et du G.R.U., mais ces lacunes sont compensées par l'existence d'informations similaires dans les archives du F.S.B. et par des entretiens avec des vétérans des services secrets.

Cette thèse tentera de produire une synthèse de douze ans de recherches théoriques et expériences pratiques de l'auteur en territoire chinois, en Asie Centrale et en Extrême-

---

et difficile. Beaucoup de sinologues continuent à espérer de la gratitude pour la contribution soviétique à la victoire de la Révolution chinoise et la reconstruction de l'amitié fraternelle.

Orient russe, dans le domaine des relations sino-russes. En 1996 et 1997, l'auteur a travaillé dans l'équipe du professeur A. Maslov[7] menant des recherches de terrain dans le Henan et le Heilongjiang à propos du système de relations claniques et familiales dans la société criminelle chinoise. Entre 2000 et 2001, l'auteur a participé aux recherches de équipe du professeur V. Kozmenko sur le thème de la coopération régionale sino-russe dans les régions frontalières de l'Extrême-Orient russe (Vladivostok, Khabarovsk, Irkoutsk, Blagoveshensk) et dans les centres de recherche des universités de ces villes. Ces deux équipes sont affiliées à l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou et répondaient à des demandes du gouvernement de la Fédération de Russie. Cette compréhension de la complexité des contacts entre les populations chinoises et russes en Extrême-Orient est cruciale pour tenter de proposer une image claire et objective des problèmes existant actuellement dans cette zone. Ce travail fera également appel aux résultats des recherches menées par l'auteur dans le cadre de son doctorat en cours sur la chaire d'Histoire de la Russie sous la direction du professeur Kozmenko à propos du rôle des structures de sécurité d'Etat soviétiques dans la création du système étatique de la République Populaire de Chine. Ces recherches ont donné lieu à trois voyages d'étude en Chine, dans les provinces du Heilongjiang, du Jilin, de la Mongolie Intérieure et du Xinjiang.

L'aide du service de sécurité de la Fédération de Russie nous permet de mobiliser des sources non accessibles aux chercheurs occidentaux. Les sources de certains des documents consultés pour ce travail ne seront pas mentionnées car les informations correspondantes ne peuvent être publiées sans autorisation des structures officielles russes. Le F.S.B. nous a donné son accord pour citer en France les sources contenues dans ses archives et le témoignage des vétérans du K.G.B. ; le fait que le F.S.B. n'ait pas donné son accord pour la mention de certains documents et personnages ne s'explique pas par le caractère secret des informations correspondantes mais par la lourdeur administrative qu'engendre les nombreuses autorisations nécessaire à leur diffusion. En outre, lorsque les personnages considérés sont encore en vie ou lorsque les événements mentionnés peuvent toujours avoir des répercussions sur les relations bilatérales actuelles, il est nécessaire de ne pas divulguer les sources (cela correspond d'ailleurs souvent à une demande explicite

[7]A. MASLOV, *Tajnye Obŝestva i sektanstkaâ tradiciâ v Političeskoj culture Kitaâ XX veka* (Les sociétés secrètes et la tradition sectaire dans la culture politique de la Chine du 20ème siècle), Moscou, 1997, I.D.V.

de la partie chinoise). Pour contourner ces obstacles, l'U.R.A.F. du F.S.B. a proposé d'utiliser alors les formules « d'après les vétérans du K.G.B. » ou « selon des officiers du F.S.B. » ou encore « une hypothèse encore non prouvée est que… ».

En Union Soviétique, les publications ayant trait aux activités du renseignement soviétique à l'étranger, en particulier sur le sol chinois étaient strictement interdites. Seuls quelques vétérans des services secrets soviétiques encouraient les sanctions de leur hiérarchie et publiaient leurs mémoires. Un simple chercheur ne pouvait ni accéder aux sources ni publier aucune information sur la question. Quelques ouvrages relatifs aux activités du renseignement soviétique en Chine dans les années 20 à 40 se dégagent de cette masse d'information, et en particulier les « Notes sur l'Histoire du renseignement russe à l'étranger »[8] sous la direction de l'académicien E. Primakov, publié par le S.V.R., étude académique inédite sur le sujet. La monographie de Viktor Ousov, « Kang Sheng – Beria chinois »[9] et « Le renseignement politique en Chine » constituent des ouvrages de référence. Quelques publications soviétiques relatives au renseignement politique en Chine, tirées à un nombre très réduit d'exemplaires et à usage uniquement interne demeurent inaccessibles au grand public.

Les transformations politiques du début des années 90 changèrent cette situation : après la disparition de l'U.R.S.S., le limogage d'un grand nombre d'officiers du K.G.B. permis à ces spécialistes libérés de toute contrainte hiérarchique de publier leur opinion. Ainsi, en ce début de 21ème siècle, les librairies moscovites regorgent de mémoires de vétérans du K.G.B. et d'ouvrages relatifs à l'histoire des services secrets soviétiques. Les informations des transfuges soviétiques réfugiés en occident, comme Gordievsky et Souvorov (Rezun) doivent être analysées avec précaution car aucun d'entre eux n'est spécialiste de la question orientale.[10]

Nous nous appuierons également sur des sources électroniques russes. L'internet russe constitue un espace virtuel de rencontre et de partage d'information, scène d'expression

[8] *Očerki istorii vnešnej razvedki Rossii* (Notes sur l'Histoire du renseignement russe à l'étranger), Moscou, S.V.R., 1999

[9] Cette monographie est conservée seulement à la bibliothèque de l'I.D.V., à la bibliothèque d'Etat et à la bibliothèque de l'I.S.A.A.

[10] La grande majorité des transfuges soviétiques en occident n'occupait qu'une place peu importante dans la hiérarchie soviétique et possédait peu de connaissances académiques.

privilégiée de l'opposition aux gouvernements de Eltsine et Poutine.[11] La plupart des mouvements politiques nationalistes radicaux dirigés par d'anciens hauts-gradés militaires sont aujourd'hui privés de l'accès aux media traditionels et tentent de toucher le grand public en communiquant sur Internet. D'autre part, la guerre de 2003 en Irak a provoqué la constitution de forum dans lesquels se sont même exprimés des fonctionnaires du gouvernement à titre non-officiel.[12] Certains forums dédiés aux questions chinoises rassemblent des spécialistes travaillant officiellement et clandestinement en Chine.

A l'heure de la rédaction de ce travail, l'absence d'accès aux archives chinoises continue à représenter un obstacle important, en particulier pour les chercheurs russes. Les chercheurs chinois considèrent que le partage de ces informations historiques avec leurs confrères russes constitue une menace pour la sécurité nationale. Les chercheurs chinois en Russie se heurtent aux mêmes réticences.

Notre doctorat étant mené dans le cadre de la spécialité Russie & CEI de l'Institut d'Etudes Politiques, nous nous appuierons en priorité sur les sources russes. La transcription utilisée respectera les normes de l'école doctorale de l'I.E.P. de Paris. Nos recherches nous aurons également conduit à consulter des sources en chinois dont la traduction en français n'existe pas, notamment des matériaux des congrès parti communiste chinois. La bibliothèque François Mitterrand propose certaines de ces sources en français, mais la qualité de la traduction laisse parfois à désirer, d'autant que le texte français est parfois issu d'une traduction des sources cantonaises en mandarin puis en anglais ou en russe. D'éminents sinologues français tels que J.L. Rocca et F. Godement préfèrent bâtir leur travail sur des sources originales en langue chinoise. Dans ce contexte, nous nous appuierons préférentiellement sur la traduction en russe de ces documents, qui a été réalisée avec davantage de soin du fait de leur grande importance pour les relations entre le P.C.U.S. et le P.C.C. et entre la Russie et la Chine. Le conflit idéologique des années 60-70 avait obligé les deux pays à former des traducteurs maîtrisant parfaitement le vocabulaire complexe mobilisé par le débat politique. Par exemple, dès les années 40, un traducteur russo-chinois accompagnait Mao de façon permanente, afin de lui apporter l'essence du

[11] Les sites http://www.patriotica.ru et http://www.zavtra.ru proposent de nombreux liens vers des sites Internet de gauche, extrême-gauche et anarchistes.
[12] Par exemple un agent du G.R.U. s'est exprimé sous le pseudonyme de « Ramzaï » sur les sites d'analyses militaires http://www.wif2.ru et http://www.vif2ne.ru (consultation de avril 2003)

marxisme-léninisme dans sa langue maternelle.[13] Nous nous appuierons également sur les traductions du sinologue américain Stuart R. Shram, qui a étudié avec particulièrement de soin les documents et résolutions des plénum et congrès du P.C.C. et qui est considéré par les sinologues russes comme l'un des meilleurs traducteurs en anglais des sources chinoises.

Si ce travail se veut une synthèse des recherches et débats ayant trait aux tensions frontalières sino-russe, il s'efforce d'apporter aussi des éléments utiles aux historiens étudiant les relations sino-russes, le P.C.C. et le P.C.U.S., la révolution soviétique et la révolution chinoise, la deuxième guerre mondiale en Asie-Pacifique, la formation des frontières en Asie Centrale et en Extrême-Orient, ainsi qu'aux ethnologues, sociologues et spécialistes des questions de sécurité en Asie-Pacifique.

[13] Les mémoires de Vladimirov affirment que Mao ne commença réellement à étudier le marxisme qu'à partir de 1939, quand les dirigeants soviétiques exaspérés par les erreurs idéologiques contenues dans sa correspondance lui envoyèrent un formateur.

- PARTIE I -

LA QUESTION TERRITORIALE, ENJEU GEOPOLITIQUE RECURRENT DES RELATIONS SINO-RUSSES DEPUIS LE 17EME SIECLE

Chapitre 1. LA QUESTION FRONTALIERE, SOURCE ET FACTEUR RECURRENT DE TENSIONS

L'étude des tensions sino-russes au 20ème siècle requiert d'analyser précisément un large spectre de matériaux publiés en Chine et en Russie depuis le 17ème siècle, documents d'archives mais aussi autres sources d'information moins officielles. En effet, les nombreux discours et argumentations développés à l'époque contemporaine font largement appel aux traités historiques ou à la « tradition historique », dont les fondements sont plus délicats à retrouver et démêler. Du côté chinois, une attention particulière sera apportée aux sources de la dynastie des Qing, de l'époque du Guo Ming Dang et de la République Populaire chinoise, de 1949 à nos jours. De même, on étudiera l'évolution des relations sino-russes au travers des documents russes et soviétique, de la période impériale jusqu'à l'époque contemporaine post-août 1991.

En outre, l'analyse des recherches publiées dans des pays «tiers» tels que l'Europe, les Etats-Unis ou le Japon, doit apporter un éclairage supplémentaire sur la question sino-russe. En effet, la position évolutive de ces pays en fonction de leurs intérêts dans l'aire de l'Extrême-Orient leur donne tour à tour un rôle d'observateur neutre ou de protagoniste dans la zone, permettant de varier les angles d'approche du problème des relations sino-russes.

Devant la multiplicité des sources, il est nécessaire d'en questionner les fondements, d'en comprendre le cadre historique et géopolitique et d'en appréhender les limites. Cette revue critique de la littérature constituera l'objet d'une première partie dans ce chapitre.

Dans un deuxième temps, il s'agira de replacer dans leurs contextes les relations bilatérales en rappelant les péripéties de la formation de la frontière étatique sino-russe depuis le 17-ème siècle (au temps des premier contacts entre les Russes et les Chinois et des avatars de l'armée impériale faces aux troupes cosaques sur la rivière Amour), et jusque dans les

années 30 du 20ème siècle. L'étude des traités intergouvernementaux occupera une place importante dans cette analyse. Un détour conséquent par l'histoire des relations intergouvernementales sino-russes est en effet indispensable pour éclairer l'analyse de leurs problèmes frontaliers : il est impossible de comprendre les racines du conflit du milieu du 20ème siècle et le « statu quo » actuel sans connaître les premiers contacts entre le royaume russe, bien avant l'époque de Pierre le Grand, et les Chinois de l'Empire « Da Qing[14] » du 17ème siècle. Les différentes interprétations du terme « statu quo » données par les Chinois et les Russes seront abordées plus en détails ultérieurement.

Diversité des approches historiographiques

Par souci de clarté, nous nous attacherons dans un premier temps à étudier les modèles de recherche produits en Russie, de l'époque tsariste jusqu'à la fin de l'Union soviétique, puis à l'histoire historiographique chinoise concernant la question « territoriale ».

Celle-ci prend racines dans les positions de l'école officielle de l'empire des Qing, et n'a subi aucune transformation profonde depuis le 17ème siècle. Encore aujourd'hui elle reste fondamentalement fidèle à sa tradition millénaire, malgré l'apparent éclat rhétorique de l'époque de la « fraternité prolétaire ».

La vision des sinologues occidentaux sera ensuite questionnée. L'analyse des recherches publiées aux État Unis, en Angleterre et au Japon s'avère particulièrement fructueuse, car elle propose un regard extérieur propre sur le problème du conflit sino-russe. Les publications des sinologues japonais sont particulièrement intéressantes car elles démontrent la volonté de construire leurs propres méthodologies d'étude des développements sur la ligne frontalière sino-russe. C'est en effet le rôle principal du Japon en Asie Pacifique qui l'a conduit dès l'aube du 20ème siècle à élaborer une vision spécifique de la scène géopolitique en Extrême Orient. Mais au-delà de la mesure de leur apport à la compréhension des relations sino-russes, il faut envisager ces différentes sources dans leurs limites. Ainsi, la sinologie soviétique s'est elle pendant longtemps montrée très sceptique

[14] Ce terme peut se traduire par « Grand Qing » ou « Qing toute puissant »

quant à la pertinence des recherches occidentales considérées comme lacunaires et partiales car se fondant sur des sources subjectives. Par exemple le regard globalement très négatif porté par les chercheurs américains sur les positions russes ou soviétiques peut en partie s'expliquer par le fait que la plupart des matériaux utilisés proviennent de la diaspora chinoise américaine. Bien sûr, ce biais est partiellement dû aux difficultés d'accès aux sources soviétiques durant la période du « rideau de fer » et jusqu'en 1991. Cela étant, étudier le problème sino-russe a travers le prisme de la russophobie constitue un travers dangereux dans lequel de nombreux analystes se sont égarés (particulièrement dans les années 1950-1990). Les sinologues russes mettent en garde contre une vision occidentale trop « sinocentriste » des relations sino-russes en Extrême-Orient.

Bibliographie russe : de l'historiographie impériale à l'historiographie moderne, prépondérance des postulats idéologiques

Les cinq champs principaux de recherche de la sinologie russe :

La recherche russe a développé des approches diverses, dépendante du contexte politique dans lequel elles virent le jour mais présentant aussi des caractéristiques constantes, qui permettent de les regrouper en 5 catégories distinctes :

Une première vague de la sinologue russe a vu le jour au 18ème siècle, marquée par une volonté de collecte d'informations sur les peuples voisins d'Extrême-Orient[15].

[15] N.F. DEMIDOV, N.S. MÂSNIKOV, *Pervye russkie diplomaty v Kitae* (Les premiers diplomates russes en Chine), Moscou, 1966 ; V.A. ALEKSANDROV, *Rossiâ na dal'nevostočnyh rubežah* (La Russie et la frontière en Extrême-Orient), Moscou, 1969 ; *Russko-kitajskie otnoseniâ v 17 veke* (Les relations sino-russes au 17ème siècle), Moscou, 1969-1972, volume 1.2. ; L.G.BESKROVNIJ, S.L.TIHVINSKIJ, V.M.HVOSTOV, *K istorii formirovaniâ russko-kitajskoj granicy* (Histoire de la formation de la frontière sino-russe), Moscou, 1972, revue *Meždunarodnaâ zizn'*, n.6 ; *Iz istorii zaklûčeniâ Nertchinskogo dogovora 1689* (Histoire de la conclusion du traité de Nertchinsk en 1689), Voir aussi les mêmes auteurs : *La Russie à l'époque des reformes de Pierre le Grand,* Moscou, 1973
B.P.GOREVIČ, *Vtorženie Cinskoj imperii v Cental'nuû Aziû vo vtoroj polovine 18 veka i politika Rossii.* (Ingérence de l'Empire Qing en Asie Centrale pendant la deuxième moitié du 18ème siècle et politique de la

La prise de conscience du décalage d'appréciation des relations bilatérales entre les parties russe et chinoise – en particulier quant à l'appréciation du caractère nomade des ethnies d'Extrême-Orient, ne connaissant aucune forme d'Etat constitue l'une des premiers pas importants de la sinologie de l'époque.

Les sinologue se rendent également compte de ce que le rapprochement entre la Russie et la Chine est le résultat des extensions territoriales concomitantes des deux Etats en Extrême-Orient. Mais l'appropriation de ces « terres libres » ou « vides », au sens du droit international est caractérisée « d'entrée » des territoires de Sibérie du Sud et de l'Est alors que l'occurrence des mêmes événements de l'autre coté de l'Amour, dans le Hei Long Jiang, est qualifiée d'« expansion » voir de « campagne de conquête » chinoise.

Ils mettent aussi en exergue le rôle-clé du premier traité sino-russe, conclu à Nertchinsk en 1689 et de son échec[16] à établir une véritable ligne frontalière au sens du droit international contemporain. Après le déploiement d'efforts diplomatiques dès le début du 18ème siècle, l'Empire russe réussit à la fin du 19ème siècle à recouvrer les territoires perdus au 17ème siècle du fait des imprécisions de ce traité.

Il leur revient aussi d'insister sur l'importance d'une détermination diplomatique, et non militaire, de la ligne frontalière. Ils soulignent à cet égard l'importance des traités d'« Aigun » (1858) et de « Pekin » (1860). Les fondements des principes du bornage territorial entre les deux pays en Asie Centrale ont également été définis à la même époque par le protocole de « Tchugutchak » (1864) et le traité de « St-Petersbourg » (1881).

Les sinologues russes du 18ème s'intéressent particulièrement à l'étude de l'histoire ethnographique des peuples « aborigènes » ou « autochtones » de Sibérie, Extrême-Orient et Asie Centrale. De larges zones d'Extrême-Orient sont alors considérées comme espaces de peuplement nomades. L'analyse détaillée des traits ethniques et ethnographiques des peuples aborigènes d'Extrême-Orient, corroborée par les recherches linguistiques, donne l'image de peuples autochtones sans rapport étroit avec la nation chinoise qui, si elle était

---

Russie), Moscou, 1973, revue *Istoriâ SSSR*, n.2 ; A.L.NAROČINSKIJ, L.G.BESKROVNIJ, *K istorii vnešnej politiki Rossii na Dal'nem votoke* (Histoire de la politique étrangère russe en Extrême-Orient au 19ème siècle), 1974, Moscou, revue *Voprosy istorii*, n.6 ; M.I.SLADKOVSKIJ, *Otnošeniâ meždu Rossiej I Kitaem v seredine 19 veka* (Les relations entre la Russie et la Chine au milieu du 19ème siècle), 1975, Moscou, revue *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, n.3

[16] Comme le souligne l'historiographie chinoise, la ligne frontalière fut imposée à la Chine par le gouvernement du tsar russe et ne répondait pas aux intérêts nationaux chinois. Néanmoins, le contexte géopolitique et militaire du 19ème siècle, marqué par la faiblesse de la Chine et l'importance pour les Russes de contrer la progression anglaise, rendait l'imposition d'une telle frontière nécessaire.

loin de les avoir assimilés, ne les avait en réalité même pas fait entrer dans son "aire culturelle"[17]. En outre, suite aux découvertes géographiques des expéditions russes en Sibérie, Extrême-Orient et Asie Centrale, la primauté de la Russie dans la découverte de ces territoires ainsi que leur haut niveau de mise en valeur et de développement agricole[18] ont été soulignés pour légitimer les positions de l'Empire russe dans ces contrées.

D'autres sinologues russes et soviétiques préfèrèrent concentrer leur attention sur les relations sino-soviétiques d'octobre 1917 à 1991, période marquée par le primat du facteur idéologique. La frontière est alors avant tout conçue comme le résultat de la politique de Lénine, empreinte de la conviction du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les premiers décrets du pouvoir soviétique sont considérés comme les événements clé pour la compréhension de toutes les prises de décision postérieures. Pendant toute la durée de vie de l'U.R.S.S., le gouvernement soviétique restera ainsi fidèle à la déclaration faite juste après la révolte bolchevique, selon laquelle la République Soviétique n'a pas et n'a jamais eu de dette envers la Chine.

Toutes les prétentions territoriales de la Chine envers l'U.R.S.S. sont analysées comme des provocations de Mao et sa « clique », et comme des fruits de la propagande des milieux impérialistes[19]. L'évolution politique des dirigeants de la République Populaire de Chine entre 1959 et 1989 est appréhendée dans ce contexte comme une preuve supplémentaire de ce que l'entière responsabilité des tensions sur la frontière sino-soviétique incombait exclusivement à Mao et au gouvernement chinois de l'époque, tandis que la partie soviétique campe en position de défense[20]. A cet effet, il devient essentiel de démontrer que l'Union Soviétique ne menait pas et n'avait jamais mené de politique expansionniste contre le peuple chinois ni aucun autre territoire tiers.

---

[17] Ainsi le sinologue russe Šepeleva remarque que les expansions massives et conquêtes territoriales des époques Han, Tang et Qing au delà des frontières nord-ouest de l'empire chinois ont vu la rencontre des chinois avec des peuples ethniquement très dissemblables.

[18] G.I.NEVEL'SKOJ, *Podvigi russkih morskih oficerov na krajnem vostoke Rossii.* (Les exploits des officiers de la navire russe en Extreme-Orient russe)*,* Khabarovsk, 1969
A.I.ALEKSEEV, *Amour-reka podvigov* (La rivière Amour-la rivière des exploits), Habarovs, 1971
A.I.ALEKSEEV, *Syny otvažnye Rossii* (Les fils courageux de la Russie), Magadan, 1970
A.I.ALEKSEEV, *Amourskaya ekspediciâ 1849-1855* (L'expédition sur l'Amour en 1849-1855), Moscou, 1974
P.LIHAČEV, *Putešestvie v vostočnyj Altaj* (Le voyage en Altai de l'est), Moscou, 1974
A.I.POPOV, *Amurskij Ŝit* (Le bouclier de l'Amour), Khabarovsk, 1974

[19] M.I.SLADKOVSKIJ, *Istoriâ torgovo-ekonomičeskih otnošenij narodov Rossii s Kitaem do 1917 goda* (Histoire des relations économiques et commerciales des peuples de Russie avec la Chine d'avant 1917), Moscou, 1974

Une troisième école sinologique s'est attachée à chercher et comprendre les racines profondes de l'état actuel des relations intergouvernementales en Extrême-Orient et Asie Centrale. Une attention toute particulière est dévolue à la question de l'impérialisme, de la colonisation culturelle, en particulier au travers de l'étude de la croissance de l'Empire de Qing entre 1644 et la révolution Xin Hai 1911.

N'importe quelle entité impériale aspire à l'agrandissement au détriment des voisins. L'Empire russe ne fit pas exception à la règle ; mais contrairement à la nation chinoise, les colonisateurs russes n'avaient pas pour but une colonisation culturelle des nations minoritaires. Aujourd'hui encore, tandis que la politique chinoise envers ses 55 « minorités ethniques » se place sous le signe de l'assimilation culturelle par érosion des caractères spécifiques ethniques, la Russie a créé pour ses plus de 200 ethnies 90 entités fédérales, dont la plupart jouissent d'une réelle autonomie, allant jusqu'à l'utilisation des langues nationales sur leur territoire.

L'étude des dynasties non-Han (dynastie turque des Tang, mongole des Yuan et mandchoue des Qing) est un excellent révélateur de la relation entre les Han et les ethnies minoritaires. Toutes ces dynasties eurent à faire face à plusieurs révoltes, explosions de haine fortement empreintes de nationalisme et de nationalisme religieux, réclamant la restauration de la dynastie nationale. Le dernier empereur Yuan fut finalement poignardé lors d'une révolte qui avait pris d'assaut le palais impérial, alors que par la succession de générations et les mariages mixtes, il était devenu chinois à part entière, n'ayant plus de mongol que le nom. Cette totale intégration était typique pour des peuples auxquels la fascination de la culture chinoise faisait rapidement oublier leurs racines de nomades. A la suite des Tang et des Yuan, la dynastie mandchoue dû faire face dès sa création en 1644 au rejet, doublé de mépris, que nourrissaient l'ethnie Han (majoritaire en Chine) envers ces envahisseurs nomades venus de la steppe. Le mécontentement des masses Han se cristallisa dans une agitation qui s'épanouit en une multitude de révoltes dont les deux plus fameuses furent les révoltes des «Taiping» et des «Boxers ». L'Empire Qing constitue également un objet privilégié d'étude de l'expansionnisme[21] chinois : l'élite féodale

[20] *Istoriâ Sibiri* (Histoire de la Sibérie), volumes 1-5, collectif d'auteurs de l'Institut National des Recherches sur l'Extrême-Orient de Moscou, Moscou, 1967-1972

[21] Dans l'histoire chinoise, l'arrivée d'une nouvelle dynastie était généralement marquée par une expansion territoriale et la recherche d'une sécurité renforcée aux frontières. Lors de la fondation de leur dynastie, au 17ème siècle, les Qing s'employèrent à étendre l'Empire dans quatre directions : en Mongolie et dans les territoires des autres ethnies mongoles (Djungarie…), au Tibet, dans le Xinjiang et au sud (Vietnam et Birmanie).

mandchoue s'efforçait de transformer l'énergie défensive patriotique et indépendantiste de la Nation Han contre les envahisseurs étrangers en force d'expansion au-delà des limites de l'Empire[22].

Un parallèle direct fut tracé entre la politique impériale des mandchous et celle de Mao et du gouvernement chinois d'après 1959. Mao Tsé-toung lui-même s'était d'ailleurs plusieurs fois appuyé sur des documents datés des époques Qing, Ming, et Yuan[23]. Pour les chercheurs soviétiques, c'est à partir de multiples relectures des documents anciens que Mao bâtit «le précédent historique» de droit sur «les territoires perdus» sur lequel il fonda, sa politique de défense des intérêts nationaux - à l'opposé de l'U.R.S.S. qui ne parvenait pas à prendre ses distance avec la politique « des préceptes internationalistes de Lénine d'aide fraternelle » au monde entier. Cette instrumentalisation artificielle de la question destinée à renforcer la pression politique sur le « pays-partenaire » fut testée, avant l'U.R.S.S., sur des pays alors relativement faibles militairement comme le Viêt-Nam, la Mongolie ou l'Inde.

D'autres sinologues se penchèrent sur les conditions de formation du territoire chinois, en analysant l'impact des facteurs socio-économiques sur le climat politique intérieur et, de là, sur la politique extérieure de l'Empire, justifiant les stratégies de conquêtes territoriales ainsi que les mesures administratives dans les régions frontalières. L'usage immodéré du «dogme sino-centriste », emprunté à l'arsenal de la politique traditionnelle de la Chine médiévale, fut mis en évidence. C'est au moment où les tensions se firent de plus en plus aiguës, dans les années 50-60, qu'un grand nombre de travaux furent publiés en U.R.S.S. sur ces questions[24].

---

[22] *Istoriâ diplomatii* (Histoire de la diplomatie), 2ème édition, volumes 1-2, Ministère des Affaires Etrangères soviétique, Moscou, 1959-1963
Diplomatičeskij slovar' (Dictionnaire diplomatique), volumes 1-3, Ministère des Affaires Etrangères soviétique, Moscou 1971-1973

[23] A.KRUČININ, V.OL'GIN, *Territorialnyj reestr Mao Dze-duna. Istoriâ i sovremennost'*, (Liste des territoires réclamés par Mao Tsé-toung - Approche historique et conséquences actuelles), Moscou, 1971
E.D.KOSTIKOV, *Velikoderžavnye ambicii i pogranični̊aâ politika pekinskogo rukovodstva* (Les ambitions impérialistes et la politique frontalière du gouvernement de Pékin), Moscou, 1973, revue *Problemi Dal'nego Vostoka*, n.1

[24] *Man'čžurskoe vladyčestvo v Kitae* (La domination mandchoue en Chine), Moscou, 1966, collections d'articles
Kitaj I sosedi v drevnosti i srednevekov'e (La Chine et ses voisins aux l'époques antique et médiévale), Moscou, 1970
Novaâ istoriâ Kitaâ, (Histoire moderne de la Chine), manuel, Moscou, 1972
Istoriâ Kitaâ s drevnejših vremen do naših dnej (Histoire de la Chine, de l'époque antique à aujourd'hui), Moscou, 1974

Les matériaux concernant les activités militaires et politiques des mandchous au temps de la conquête de la Chine au 17ème siècle furent rassemblés dans le livre de N. I. Fomina[25] pour décrire les méthodes de dépossession et de privations alimentaires ayant pour but de chasser la population de l'Etat ennemi de son propre territoire. Quelques travaux de G.V. Melihov[26] s'attachèrent aux questions de stratégie et aux tactiques d'expansion territoriale de l'armée mandchoue en mettant en évidence, au travers des documents officiels, la phase de croissance de l'Etat manchou dès son arrivée au pouvoir.

La deuxième partie du 17ème siècle vit le début de la politique d'expansion territoriale des mandchous. Les premières interventions furent effectuées en direction des régions de l'Amour, à travers la Mongolie, la Djungarie, la Kashgarie et jusqu'à la région himalayenne. Sur l'Amour, les Chinois rencontrèrent les premières forteresses des colonisateurs russes (*gorod*) et les postes des cosaques (*zaseka)*. Mais si les Chinois s'octroyèrent sans difficulté notable le droit de soumettre des peuples qu'ils considéraient comme primitifs, cette politique ne put être mise en oeuvre avec autant de succès avec les Russes, prêts à combattre pour leurs territoires. S'appuyant sur les matériaux historiques décrivant les tactiques de destruction du khanat des djoungares[27] et Halha[28], les sinologues soviétiques prouvèrent l'inconsistance scientifique de l'argument avancé par l'historiographie chinoise aux termes duquel la « pacification» des khanats mongols était strictement «une affaire intérieure» chinoise.

Au 19ème siècle le système traditionnel des relations étrangères chinoises essuya une cuisante défaite face aux pays européens[29] contre lesquels l'Etat patriarcal et féodal n'était pas capable de mettre en oeuvre des stratégies de défense cohérentes[30]. C'est la

---

[25] N.I.FOMINA, *Bor'ba protiv Cinov na Ûgo-vostoke Kitaâ. Seredina 17 veka* (La résistance du Sud-Ouest de la Chine contre les Mandchous au milieu du 17ème siècle), Moscou, 1974

[26] G.V.MELIHOV, *Man'čžury na Srcero-Vostoke v 17 veke* (Les Mandchous dans le Nord-est de la Chine au 17ème siècle), Moscou, 1974

G.V.MELIHOV*, Èkspansia cinskogo Kitaâ v Priamurye et Central'noj Azii* (L'expansion des mandchous dans la région de l'Amour et en Asie Centrale), Moscou, 1974, revue *Voprosy Istorii*, n.7

[27] Les džungars sont ethnie mongole, dont descendent les kalmouks. Les Halha sont originaires de régions situées au sud du Kazakhstan actuel

[28] I.A ZLATKIN, *Istoriâ Džungarskogo hanstva 1635-1758* (Histoire du Khanat des Dzungars 1635-1758), Moscou, 1964

I.S.ERMAČENKO, *Politika man'čžurskoj dinastii Cin v Ûžnoj i Severnoj Mongolii v 17 ve*ke (La politique de la dynastie Qing en Mongolie du Sud et du Nord au 17ème siècle), Moscou, 1974

[29] S.I. ZARECKAÂ, *Vnešnaâ politika Kitaâ 1856-1880 godah : otnošeniâ s Angliej i Franciej* (La politique étrangère de la Chine de 1856 à 1880 : les relations avec la France et l'Angleterre), Moscou, 1976

[30] Un exemple très significatif à cet égard est celui de la part de budget attribuée à la construction de navires de guerre que l'impératrice Ci Xi préféra dépenser dans la construction de son « palais d'été » géant à Pékin (*Yi He Yuan)*.

combinaison entre le règne de la dynastie mandchoue et les concessions européennes qui conduisit à l'explosion de la colère nationale et à la révolution « Xin Hai » de 1911.

Enfin, d'autres sinologues russes appréhendent la situation chinoise à travers l'analyse des problèmes liés à la situation actuelle des minorités ethniques (non-Han) des régions périphériques – en particulier Xinjiang, Tibet, Mongolie intérieure, Heilongjiang, Yunnan - et sur la politique « nationale » chinoise[31].

Ces « minorités», qui rassembleraient 75 à 100 millions d'habitants (données imprécises liées à la fiabilité douteuse des statistiques) occupent 60% du territoire chinois, et ont pour certaines déjà possédé de réelles structures étatiques. Leur inclusion dans l'Etat chinois ne pouvant dès lors passer que par la contrainte, laissant toujours ouverte la porte à la menace d'un combat pour la libération nationale. Après 1949, Mao pris le parti placer les intérêts de la révolution prolétaire chinoise au-dessus des divisions ethniques. La résolution de la question nationale en Chine allait s'étirer jusqu'à la fin des années 50, marquée par la « libération » du Tibet. S'inspirant du droit « des peuples à disposer d'eux-mêmes » énoncé par les premiers décrets du pouvoir soviétique, la Chine maoïste construisit un système d'«autonomies régionales», bien plus rigide que le système fédéral soviétique. Ce système permet de qualifier la Chine d'aujourd'hui d'Etat unitaire dominé par l'une de ses entités constitutives.

[31] T.RAHIMOV, *Velokoderžavnaâ politika Mao Cze-duna I ego Gruppy v nacional'nom voprose* (La politique impérialiste de Mao Tsé-toung et sa bande à propos de la question nationale), Moscou, 1967, revue *Kommunis*t, n.7
T.RAHIMOV, V.BOGOSLOVSKIJ, *Velikoderžavnij Šovinizm Mao Dze-duna* (Le nationalisme de Mao Tsé-toung), Moscou, 1967, revue *Azia I Afrika segodnâ*, n.7
T.RAHIMOV, *Podmena leninskogo učeniâ o nacional'nom voprose velikoderžavnym šovenizmom* (La substitution du nationalisme de Mao à l'approche léniniste de la question nationale), Moscou, 1971, collection *Lenin I problemy sovremennogo Kitaâ*, édition de l'Institut de l'Extrême Orient de Moscou
T.RAHIMOV, V.TALDOMSKIJ, *Velikohan'skij šovenizm* (Le nationalisme de Grand «Han»), Moscou, 1972, revue *Novoe Vrema*, n.5
L.M. GUDOŠNIKOV, *Velikoderžavnyj šovenizm rukovodstva KNR v voprosah nacional'no-gosudarstvennogo stroitel'stva,* (Nationalisme et impérialisme du gouvernement de la Chine à propos des questions de construction étatique et nationale), Moscou, 1973, revue *Gosudarstvo i pravo*, n.9
T.RAHIMOV N.A.TEŠILOV, *Velikohan'skij šovenizm Pekina v nacional'nom voprose* (L'approche nationaliste de Pékin sur la question nationale), Moscou, 1974, revue *Problemy Dal'nego Vostoka*, n.2
V.A.BOGOSLOVSKIJ, T.RAHIMOV, N.A.TEŠILOV, *Nacional'nyj vopros v knige "Kitajskaâ Narodnaâ Respublika. Političeskoe i ekonomičeskoe razvitie v 1973 godu* (La question nationale dans «La République Populaire de Chine . Développement politique et économique en 1973), Moscou, 1975

Périodisation de l'historiographie soviétique

La première période englobe les années 1920-1930 et correspond au moment où la jeune science historique soviétique tourne le dos à l'héritage de l'historiographie de la Russie tsariste. C'est une période de formation et de consolidation pour la science historique soviétique. Malgré la pluralité des écoles et mouvements de la science historique actuelle russe, celle-ci est loin de renier l'héritage soviétique de cette période.

La deuxième période, dans les années 1940-1950, voit une large révision des appréciations des moments clés de l'histoire des relations sino-soviétiques, et fait appel à de nouvelles sources et à des faits inconnus auparavant. L'intense pénétration soviétique dans toutes les sphères de la vie politique, économique et militaire chinoise, à des fins d'assistance technique, a donné aux chercheurs soviétiques les moyens d'observer en profondeur la réalité chinoise.

La période de 1960-1980 est caractérisée par le combat actif contre les vues « anti-marxistes » et « anti-soviétiques » de l'historiographie chinoise, dans un contexte de prétentions territoriales ouvertement affichées par Mao. Cette lecture de l'Histoire s'est globalement maintenue jusqu'aux événements d'août de 1991 qui ont initié la complète ré-appréciation des legs «totalitaires» de l'U.R.S.S., à grand renforts de «dés-idéologisation» des manuels d'histoire.

A l'heure actuelle, les historiens russes n'ont pas réussi à retrouver ou créer une meilleure appréhension de la question des relations sino-russes que celle des années soviétiques. La «nouvelle» science historique russe, malgré plusieurs tentatives de se faire un nom - par exemple celui d'école « eurasiatiste» (*evrazijcy*) ou de « mouvement nationaliste », n'a pas réussi à construire de système de compréhension innovant.

Cette analyse préliminaire du développement de la sinologie soviétique permet d'appréhender combien, encore aujourd'hui, l'étude de l'histoire de la Chine demeure une arène où se livre un combat idéologique acharné.

A l'époque de l'U.R.S.S., l'on se plaisait à parler de « sinologie et d'orientalisme marxiste-léniniste », mais en même temps on réfutait et même ignorait tout autre point de vue

« déviant », immédiatement qualifié d'anti-scientifique ou antisoviétique. La scène sinologique soviétique des années 60-80 se devait en effet de combattre l'historiographie nationaliste et bourgeoise chinoise, présentée comme sujette à une profonde crise idéologique et prenant appui sur des conceptions féodales médiévales. Un défaut récurrent de la sinologie soviétique resta pourtant l'incapacité d'étayer d'informations précises la perception de tel ou tel péril[32].

La critique actuelle d'une science historique chinoise encore sous profonde influence maoïste demeure largement répandue dans le milieu scientifique russe. Celle-ci met ainsi en avant que, concernant les questions touchant à l'histoire et à l'état actuel de ses frontières nationales, la science historique chinoise campe sur les positions nationalistes créées par l'historiographie d'un Kuomintang aujourd'hui réfugié à Taïwan.

De 1981 à 1991, l'historiographie soviétique relative à la question sino-russe se contenta de reprendre des sources et thèses déjà plusieurs fois utilisées. Le fait que l'Institut de Recherche de l'Extrême-Orient à Moscou appartenant à l'Académie des Sciences de l'URSS possède un monopole sur les recherche explique en partie ce manque d'innovation du milieu scientifique étudiant le problème frontalier. Depuis les années 40, l'ensemble du corps diplomatique soviétique était issu de quatre écoles (M.I.M.O., I.S.A.A., Institut Maurice Thorez et à partir de 1963, U.D.N.). A la fin de leur carrière, ces diplomates devenaient chercheurs ou experts de l'Institut de Recherche de l'Extrême-Orient. Ce système de rotation des cadres au sein d'une même nomenklatura empêcha, jusqu'à l'époque actuelle, le renouvellement d'une sinologie russe centrée uniquement autour des questions de sécurité et de défense. Les bouleversements politiques de 1991 n'ont en rien modifié ce système et ses conséquences sur les recherches concernant les relations sino-russes.

En 2001 fut publiée une monographie collective sous la direction de l'académicien Mâsnikov[33] intitulée : « la Chine : histoire de la formation des frontières ». Elle est considérée en Russie comme un travail fondamental rassemblant l'ensemble des ressources relatives à la question frontalière depuis la Russie tsariste. Ce travail intègre également des recherches occidentales considérées comme les plus objectives par les chercheurs russes.

[32] Ainsi les connaissances sur le «mouvement internationaliste », ancêtre du P.C.C. et la réalité de son influence demeurent floues dans les archives soviétiques

[33] V.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

Cet ouvrage témoigne d'un biais constant de la sinologie russe depuis 1991 : le campement sur des positions défensives passives face aux thèses offensives de l'historiographie chinoise. L'historiographie russe concentre son argumentation sur le caractère pacifique de la colonisation russe des territoires d'Extrême Orient au 17ème siècle et ignore volontairement qu'il se soit s'agit d'une campagne de conquêtes de groupes de cosaques motivés par la recherche de richesses naturelles[34]. Jusqu'au 18ème siècle, le gouvernement russe ne fit qu'entériner *a posteriori* le placement de fait de ces territoires sous sa souveraineté, sans l'avoir recherché. Le refus de reconnaître que l'expansion russe du 17ème siècle n'ait pas été qu'une progression pacifique et naturelle crée une situation de blocage dans les négociations avec la Chine, qui ne peut en aucune façon accepter cette re-lecture de l'Histoire. La reconnaissance de l'existence d'une conquête militaire russe de marges chinoises sans défense serait un pas important pour dénouer la situation et offrir de nouveaux fondements aux discussions.

La persistance de ce contexte éloigne les perspectives de renforcement de la coopération économique transfrontalière et d'apaisement des relations bilatérales. Ainsi, le spécialiste des relations économiques en Extrême-Orient, Viktor Larin, apporte de nombreuses illustrations de la difficulté du développement de relations économiques mutuellement enrichissantes entre la Chine et la Russie. Le traité conclu entre les deux pays en 2001 a davantage mis à jour de problèmes qu'il n'en a résolu.

A partir de 1991, les transformations de l'environnement politiques ont néanmoins permis aux sinologues russes d'accéder à de nouvelles sources qui leur étaient auparavant inaccessible. Ces matériaux apportent notamment un éclairage nouveau sur les causes du conflit idéologique des années 50 ayant mené à la crise frontalière de la fin des années 60. La confrontation idéologique s'enracine dans les accusations de trahison par les soviétiques de la révolution prolétaire chinoise dans les années 1920 à 40. Les arguments de nature territoriale ne furent mobilisés que dans un deuxième temps, pour renforcer le discours anti-soviétique du gouvernement chinois. Les principaux chercheurs russes ayant analysé les tensions sino-soviétiques à la lumière du différend idéologique sont Mamaeva, Kartunova, Mirovickaâ, Pancov, Maslov, Ûrkevič.

Une première catégorie de sources nouvellement accessibles aux chercheurs sont celles

[34] Néanmoins, il faut noter que le rapport de force du 17ème siècle aurait permis à l'Empire Qing de défendre ses territoires contre quelques milliers de cosaques s'il en avait eu la volonté.

conservées dans les archives des services spéciaux et celles du président de la Fédération de Russie, créées à partir des archives du comité central du P.C.U.S.[35]. Ainsi, le recueil de textes à caractère politique et militaire, intitulé « Le V.K.P.B., le Komintern et la Chine »[36] publié en 1999 par l'Institut de Recherches sur l'Extrême-Orient permet ainsi une avancée significative dans la compréhension de la stratégie soviétique vis-à-vis des débuts de la révolution chinoise.

A côté de ces documents d'archive dont l'accès demeure difficile pour les chercheurs étrangers, des sources indirectes permettent d'enrichir l'analyse des relations sino-russes. Il s'agit par exemple des recherches menées des chercheurs russes contemporains sur des sujets connexes tels que les relations entre la Chine et le Japon et l'U.R.S.S. et le Japon[37] au 20ème siècle, la question coréenne ou encore la présence soviétique dans le Xinjiang et en Mongolie. Ces questions, qui constituaient des priorités de la politique orientale de l'Union Soviétique, apportent un éclairage sur l'environnement dans lequel se développèrent les relations sino-soviétiques. Un autre ensemble de sources indirectes est constitué par les mémoires des conseillers militaires et politiques en poste en Chine des années 1920 aux années 1960 qui furent les témoins de la création du système administratif et politique de la Chine moderne très largement inspiré du système soviétique.

I.D.V. de Moscou, l'I.S.A.A., la R.U.D.N., l'Université d'Etat de Khabarovsk, l'Université d'Etat d'Irkutsk, l'Université d'Etat de Vladivostok, l'Université d'Etat d'Ulan-Ude (République de Bouriatie) et l'Université d'Etat de St Petersbourg sont les principaux centres des recherches sinologiques actuels et publient chacun leur *vestnik* (journal trimestriel). Certains centres, tel celui de « Namakon » (dirigé par le général Yuri Drozdov) et « l'Académie des Problèmes Géopolitiques » (dirigée par le général Ivashov), ne sont pas centres sinologiques en tant que tel mais mènent des recherches sur les questions d'équilibre géostratégique en Extrême-Orient, notamment avec la Chine.

Les articles de presse des années 90 doivent être analysés avec circonspection : la plupart sont le fruit de journalistes n'ayant aucune expertise dans ce domaine et ayant des subi des pressions de la part des élites régionales qui ont instrumentalisé le « péril jaune » et

[35] Il faut noter néanmoins que seule une petite partie des documents des années 20-30 a été déclassifiée.
[36] *V.K.P.B., Komintern, I Kitaj. Dokumenty* (Le V.K.P.B., le Komintern et la Chine. Documents), Moscou, I.D.V., 1999
[37] Les documents relatifs aux conflits soviético-japonaises de Halhin-gol (Mongolie) et Hasan (lac frontalier de la région de Vladivostok) offrent une image claire de la situation militaire et des enjeux de puissance en Extrême Orient à la veille de la seconde guerre mondiale.

entetenu la psychose sinophobe pour masquer leurs échecs économiques dans un Extrême-Orient russe dont le gouvernement central avait déjà perdu le contrôle[38]. Le quotidien national *Nezavisimaâ Gazeta* et l'hebdomadaire *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* proposent néanmoins des analyses pertinentes, grâce à leur coopération avec des experts militaires et des sinologues.

Historiographie chinoise : le « précédent historique », outil de défense des intérêts nationaux

Les frontières sont un objet fondamental de droit international. Préciser le sens de notions et terminologies telles que «territoire d'un Etat» ou «ligne frontalière » n'est pas qu'un exercice de style : l'étude des qualifications utilisées est déjà au cœur du problème frontalier.

Le droit international moderne reconnaît deux principes fondamentaux parfois contradictoires : l'«argumentation historique » et « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Si l'argumentation historique dominait jusqu'au début du 20ème siècle, mettant en avant l'ancienneté de la possession de tel ou tel territoire pour en justifier la propriété, le Droit International actuel privilégie le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc à jouir d'un territoire indépendant protégé de toute atteinte. De plus, l'évaluation de la validité d'actes juridiques anciens doit se fonder sur le principe d'historicité : la légitimité de l'acquisition d'un territoire au 15ème siècle doit alors être jaugée à l'aune des normes existantes à cette époque, même si ce celles-ci paraissent injuste. La Chine s'est toujours positionnée en contradiction avec ce principe, utilisant pour justifier ses prétentions territoriales une argumentation historique reposant sur les théories d'«injustice historique» des frontières de la Chine et d' «humiliation du peuple chinois» par les étrangers.

[38] La presse de Vladivostok a ainsi gonflé les statistiques d'émigration chinoise et même préconisé des remèdes extrémistes à ce danger : fermeture des frontières et même une attaque nucléaire contre la Chine, engendrant ainsi une panique parmi la population de l'Extrême Orient russe.

Grande lignes de la politique chinoise quant à la question frontalière

Plusieurs lignes de force traversent l'histoire du traitement de la question frontalière. L'historiographie chinoise considère toujours toutes les conquêtes territoriales des dynasties non-Han qui ont régné sur la Chine comme des victoires nationales, fermant les yeux si nécessaire sur le rejet viscéral de la population envers ces «envahisseurs étrangers» qui continue à provoquer des révoltes. La diplomatie contemporaine chinoise continue d'utiliser ces procédés «traditionnels», mêmes lorsque ceux-ci se réfèrent à des méthodes normatives antiques et médiévales.

Les Chinois transposent la «question frontalière» de la sphère du droit international à l'arène idéologique. Les traités conclus aux 19ème et 20ème siècles fondant la délimitation actuelle des frontières sont présentés comme illicites car «imposés» par les pays impérialistes. Les discussions frontalières avec les gouvernements des Etats voisins ont été élargies au sort de régions dont le statut laisse un large espace à l'interprétation (grâce à l'absence de documentation ou à la difficulté à déchiffrer les textes anciens) voir à la falsification de matériaux historiques[39].

Ce faisceau de facteurs explique que les dispositions nationalistes trouvent et ont toujours trouvé un soutien populaire fort. En conséquence, la discussion géopolitique liée à la frontière n'est jamais loin du champ idéologique.

Permanence des principes impériaux

Jusqu'au début du 20ème siècle, l'ensemble de la littérature scientifique se base sur les canons confucéens, avec pour postulat principal le pouvoir de l'empereur.

La collecte systématique par les historiens impériaux des documents émis par les plus hautes structures du pouvoir impérial, en particulier la Chancellerie et le Conseil d'Etat, constitua une base de données considérable couvrant l'ensemble des relations de l'Empire Qing avec les Etats voisins. Ce *Da Qing Li Chao Shi Lu* (Chronique de la grande dynastie

Qing), publié à Tokyo en 1937- 1938[40] constitue une source d'une immense valeur. Pourtant, pour étayer des prétentions territoriales par des preuves historiques, ce document de référence fut falsifié – la version publiée dans les années 30 contenait des ajouts bien postérieurs à l'époque Qing[41]. Les publications de l'Empire Qing sont elles-mêmes marquées par une rhétorique pro-expansionniste forte, transparaissant dès le titre du célèbre *Ping Ding Fan Lue* (Plans stratégiques de pacification*)*. Au 17ème et 19ème siècle, les travaux de Wei Yuan et He Qing Tao, *Shen Yu Zi* (Annales des guerres impériales) et *Shuo Fan Bei Cheng* (A propos de la préparation des chars de combat pour l'expédition en pays *De Minuit*) sont une source précieuse sur la formation de l'Empire Qing par extension vers la Mongolie, Russie, et Corée. Les aspects juridiques de l'établissement de la frontière sino-russe sont consignés dans le recueil *Zhong E Yu Zhang Hui Yao* publié à Pékin en 1882[42].

L'analyse de ces matériaux[43] permet de distinguer un certain nombre de concepts officiels de la Chine impériale, qui n'ont subi depuis lors que de minimes modifications[44].

---

[39] Les analyses linguistiques soviétiques ont ainsi daté des documents, présentés par les Chinois comme des témoignages des époques « Han » et « Tang », du début du 20ème siècle.

[40] G.V.MELIHOV, *Da Qing li chao shi lu- kak istoričeskij istočnik* (Da Qing Li Chao Shi Lu, les source historique de l'epoque Ging)**,** Moscou, 1969, revue *Strany Dal'nego Vostoka I Ûgo-Vostočnoj Azii*

[41] V.S.MÂSNIKOV, *Vtorženie man'žurov v Priamurye I Nertchinsky dogovor 1689 goda- Russko-kitajskie otnošeniâ v 17 veke* (L'invasion mandchoue dans la région de l'Amour et le traité de Nertchinsk de 1689 – Les relations sino-russes au 17ème siècle), Moscou, 1972, p.s 45-47

I.S.ERMAČENKO, *Politika dinastii Cin v Ûžnoj i Severnoj Mongolii v 18 veke*, (La politique de la dynastie Qing en Mongolie du Sud et du Nord), Moscou, 1974, p. 9

[42] V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

[43] La stratégie impériale de «pacification » des mongols, djoungars, et russes a été exposée en détails dans *Yu Zhi Qing Ren Ping Ding Sha Mo Fan Lue* (La confirmation impériale du plan strategique de pacification du désert de Gobi) de 1698.

Qing Ding Ping Ding Zhun Ge Er Fan Lue de 1772 pour la politique de « pacification » des djoungars

Ping Ding Luo Cha Fan Lue (Les plans stratégiques de « pacification » des russes)

Qing Ding Ping Ding Shan Gan Xin Jiang Hui Feng Fan Lue (Confirmation impériale des plans stratégiques de pacification des peuples musulmans des provinces de Shangxi, Gansu, et Xinjiang) publiée à Pékin en 1896.

Ping Ding Hui Feng Fan Lue (Les plans stratégiques de pacification des révoltes musulmanes de la province du Yunnan)

L'un des meilleurs exemples d'exposition de l'historiographie officielle de la dynastie Qing est la série documentaire *Dong Hua Lu* (Notes d'historien dans la pavillon Dong Hua), publiée pour la première fois en 1765.

Voir aussi, V.S.MÂSNIKOV, *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle), Moscou, 1996

[44] Une excellente analyse des sources anciennes a été réalisée dans les travaux de l'académicienne MÂSNIKOV à la fin des années 50 du 20ème siècle, notamment *Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916* (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S.

L'ensemble de la politique étrangère chinoise traditionnelle, est articulée autour d'un schéma sino-centré selon lequel la Chine est le suzerain et tous les autres peuples ses vassaux. Tous les documents officiels et travaux des auteurs de l'époque Qing témoignent de relations avec les Etats voisins exclusivement fondées sur le principe de vassalité, indépendamment de la réalité des contacts, de leurs modalités et de leur contenu[45].

A ce titre, l'empereur chinois s'adjugeait le droit de s'ingérer dans les affaires des peuples voisins en qualité d'arbitre suprême[46], qui n'était cependant jamais présenté comme un droit à priori mais toujours argumentée par des prétextes particuliers. Une politique de «pacification » était justifiée par la menace émanant de tel ou tel peuple, ou bien par «l'intention charitable» d'aider au règlement de «querelles» dans l'Etat voisin qui ne contrôlait plus sa situation intérieure. Parfois, plus explicitement, une guerre ou une conquête était légitimée par des allégations quant aux relations traditionnelles avec la Chine et au « devoir tributaire » de l'Etat voisin prétendument violé. Plusieurs empereurs n'hésitèrent pas à mobiliser un rhétorique quasi-religieuse[47].

Les traités conclus avec des pays tiers étaient sujets à interprétation et parfois même transformés par les diplomates chinois jusqu'à en devenir méconnaissables. Dans le texte de l'accord de Nertchinsk, les Chinois « oublièrent », ou plutôt rejetèrent à dessein, les clauses ayant trait au territoire s'étendant au sud de la rivière Ud, que cet accord qualifiait de non-limité, ce qui leur permit d'inclure ce territoire dans leur zone d'intérêts[48].

---

[45] *Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916* (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S.

[46] *Vnešnaâ politika gosudarstva Cin v 17 veke*, monographie collective sous la direction de L.I.Duman (La politique étrangère de l'Etat des mandchous au 17eme siècle), l'institut de l'Extreme Orient à Moscou, Moscou, 1977

J.K.FAIRBANK, *The Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Mass, Cambridge, 1968

[47] L'empereur Kang Xi avait ainsi envoyé l'armée dans la région de l'Amour (Priamour'e) et en Mongolie en déclarant qu'il travaillait à la « paix » avec ses voisins, ou qu'il avait besoin de «tranquillité sous le ciel». Un autre empereur, Qian Long, avait déclaré, qu'il accomplissait «la volonté des ancêtres» en prenant la décision de conquérir la Djoungarie et le Turkestan oriental.

[48] *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003. Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*

L'instrumentalisation de la question frontalière par les conflits idéologiques du 20ème s.

En 1911 la Révolution *Xinhai* mit fin au règne de la dynastie allogène mandchoue. Le mouvement de libération nationale chinois se saisit alors de la thèse de «l'humiliation nationale de la Chine par les nations étrangères» pour avancer le contre-argument de «la restitution des terres perdues» pendant les « crises nationales ».

Les documents diplomatiques concernant les relations sino-occidentales sont un élément clé pour la compréhension de ces crises qui avaient frappé la Chine à partir de la signature du traité sino-anglais de Nanjing en 1842. En 1929-31, à Pékin, la commission sur la documentation de la Cité Interdite publia un grand corps de documents- *Chou ban yi wu shi mo* (Histoire de la gestion des affaires avec les barbares) incluant tous les matériaux diplomatiques de 1836 aux années 1880. Les documents diplomatiques du dernier quart du 19ème siècle jusqu'à la révolution Xin Hai ont été rassemblés dans le *Qing zi wai jiao shi liao* (Matériaux d'histoire des relations diplomatiques de la fin du règne de la dynastie Qing), publié en Chine en 1932-35.

Les «territoires perdus » furent aussi un thème récurrent de l'historiographie du régime du Kuomintang. Les analystes soviétiques soulignent la récurrence dans les publications de cette époque du thème de la priorité que doit constituer pour la Chine la récupération des «territoires perdus»[49], par tous les moyens possibles. Et ces territoires sont vastes : Hua Qi Yun[50] considère que les «frontières historiques» de la Chine vont du Kamchatka à Singapour, et du lac Balhash aux Philippines. Des pays comme la Corée, la Birmanie, le Viêt-Nam, le Népal ou le Bhutan sont donc considérés comme des Etats tributaires de la Chine[51]. Des zones considérables du territoire russe en Asie orientale - notamment l'île

[49] SU YANG CUN a publié à Shanghai en 1916 *Zhong guo jin ze bian jian da shi kao* (Tendance générale du changement des frontières chinoises). C'est dans ce livre que, pour la première fois dans l'histoire moderne chinoise, fut lancé le mot d'ordre de «combat pour les territoires perdus».

[50] Le livre de Hua Qi Yun avait été publié deux ans après « les événements du K.V.Ž.D. » du printemps de 1930 (K.V.Ž.D. - *Kitaiskaâ Vostočhaâ Železnaâ Doroga*, était une entreprise coopérative sino-soviétique pour de chemin de fer) : un groupe de personnel russe travaillant en territoire chinois avait alors été assassinés, tandis qu'une partie du territoire soviétique avait été attaqué par l'armée chinoise. Cet «incident du K.V.Ž.D.» était alors entré dans l'histoire des relations sino-soviétiques comme l'un des principaux facteurs ayant mené à la rupture des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et le gouvernement de la République chinoise.

[51] Le très populaire à l'epoque *Zhong guo bian jian* (Les frontières de la Chine) de Hua Qi Yun fut publié à

Sakhaline, et pratiquement toutes les républiques soviétiques d'Asie Centrale, plusieurs secteurs des frontières sino-afghane et indo-chinoise, et même l'archipel Rukku (Japon) furent inscrits dans la liste des pertes territoriales de la Chine. La souveraineté de la République Populaire de Mongolie fut totalement ignorée et cet Etat inclus à l'intérieur des frontières chinoises[52]. Les auteurs chinois des années 30 accordèrent une importance primordiale à l'idée « d'initiation des peuples barbares à la culture et la civilisation chinoises», refusant à ces nations le droit à un développement historique autonome.

Sous le régime du Kuomintang, les communistes chinois formulèrent un programme sur la question nationale et territoriale très différent de celui de Sun Yat Tsen caractérisé par l'«égalité des nation ». En 1931, lors du premier congrès des Soviets chinois de Rui Jin, fut déclaré que :

«La République Soviétique chinoise reconnaît catégoriquement et absolument le droit pour toutes les nations qui demeurent en Chine à disposer d'elles-mêmes»[53].

Une résolution du congrès souligne : «dans les régions de Mongolie, Tibet, Xinjiang, Yunnan, Guizhou, et dans les autres provinces multinationales, les ouvriers d'origine minoritaire ont le droit de décider de quitter la République soviétique chinoise et créer leurs Etats indépendants, d'entrer dans l'Union des républiques soviétiques, ou de bénéficier de l'autonomie nationale au sein de la République chinoise. La République soviétique chinoise va apporter son soutien au mouvement de libération nationale et au combat des minorités nationales en faveur de l'indépendance, comme cela fut fait avec la république de Mongolie extérieure... ». Cette attitude semble plus relever du romantisme révolutionnaire que d'une vision pragmatique de l'intérêt national. Mao, vingt ans plus tard, abandonnerait la cause de la libération des minorités au profit d'une vision stalinienne

---

Shanghai en 1932. L'auteur était le plus grand spécialiste de problèmes frontaliers au sein du Kuomintang (le parti nationaliste créé par Sun Ya Tsen – *Zhong Shan Lu* suivant la transcription officielle en chinois-mandarin). A cette même période, il publia également une série d'autres publications dont voici quelques titres : *La renaissence de l'Asie*, *Le probléme mongolo-mandchourien*, *La question du Xinjiang*, *La question tibétaine*, *Le problème du Yunnan* (la province Yunnan, à l'extrême sud de la Chine, est frontalière avec le Viêtnam et la Birmanie) *Plan général de renforcement des régions frontalières*, *Le problème mongolien*, *Le problème mandchourien*.

[52] La Chine ne reconnut officiellement la Mongolie en tant qu'Etat souverain qu'en 1949, et suite à des pressions personnelles de Staline sur Mao. Et encore aujourd'hui, la Chine continue ses démarches envers le gouvernement de Mongolie dans l'espoir de transformer le statut indépendant de cet Etat en «autonomie large» au sein de la République Populaire chinoise.

[53] *Sovety v Kitae* (Les soviétiques en Chine), Moscou, 1933, éditions du Komintern, p. 4

de l'Etat[54].

[54] Après la chute de l'Union Soviétique s'ouvrit un débat sur la nature de l'Etat construit par Staline, qui visait aussi à comprendre les raisons de la chute de l'Union Soviétique. La science historique russe fut confrontée à l'absence d'information fiable sur les processus politiques s'étant déroulés entre 1917 et 1953. Les dernières recherches russes sur les documents déclassifiés par les archives du service de la sécurité fédérale ont révélé au moins deux grandes falsifications de l'histoire soviétique. Les répressions des années 30 et le véritable nombre de leurs victimes constituent un premier ensemble de questions sur lesquelles les chercheurs se sont divisés à l'extrême. Les événements de politique intérieure pendant le Deuxième guerre mondiale (Affaire de Katyn, accusations contre Staline sur le fait que l'armée soviétique ne s'était pas préparée à l'attaque allemande, rôle des tribunaux militaires et des organes de sécurité intérieure sur le front, nombre de victimes soviétiques, etc) constitue un deuxième thème pour lequel les informations révélées par Khrouchtchev diffèrent grandement de celles fournies par les sources récemment analysées. La première étape de la réécriture de l'Histoire fut initiée par Khrouchtchev, avide de se blanchir aux yeux de l'opinion soviétique et de masquer sa responsabilité dans les répressions en ternissant le personnage de Staline. La deuxième vague de falsification de l'Histoire eut lieu à l'époque de Gorbatchev, quand le secteur idéologique du comité central du P.C.U.S. (en particulier sous l'impulsion de A. Yakovlev et le général Volkogonov) publia une abondante littérature de fausses informations sur la période stalinienne, afin de répondre aux besoins de la nouvelle conjoncture politique.
Paradoxalement, c'est la destruction du P.C.U.S. qui, en permettant un débat public sur ces questions, a permis de révéler ces falsifications historiques. Entre 1991 et 1998, l'accès aux archives soviétiques était relativement aisé et même encouragé. En Russie commencèrent à être publiés des recherches et des ouvrages sur la période de la naissance de l'Etat soviétique et le rôle ultérieur de Staline. La plupart de ces travaux sont très discutables, mais leur côté positif est de ne pas être fondé sur des besoins idéologiques mais sur des données d'archive. Les ouvrages les plus intéressants sur ce sujet sont : M. ALEXANDROV, *Vnešnepolitičeskaâ doktrina Stalina*, (Doctrine de politique étrangère de Staline), Camberra, 1999 (l'auteur travaille à l'Université Nationale d'Australie, à Camberra) ; I. PYHALOV, *Beriâ i čistka v N.K.V.D.* (Beria et la purge du N.K.V.D.), Moscou, 1999 ; Û. MUHIN, *Ubijstvo Stalina i Beria*, (L'assassinat de Staline et Béria) ; *Rossiâ i S.S.S.R v vojnah 20 veka. Poteri i statistika*, (La Russie et l'U.R.S.S. dans les guerres du 20ème siècle. Pertes et statistiques), Moscou, 2001, sous la direction du général G. KRIVOŠEEV ; S. KREMLEV, *Rossiâ i Germaniâ : Napst' ! Novyj vzglâd na staruû vojnu* (La Russie et l'Allemagne : Attaque ! Un nouveau regard sur la vieille guerre), Moscou 2002 ; V. KOŽINOV, *Rossiâ v 20 veke*, (La Russie au 20ème siècle), Moscou, 2000 ; S. MAKAROV, *Vojna i my ; stat'i napisannye V. Bogomolov*, (La guerre et nous ; Articles écrits par V. BOGOMOLOV) ; V. KARPOV, *Generalisimus*, (Généralissime), Moscou, 2001, (Travail écrit avec l'aide de l'ex-ministre de la Défense soviétique, le maréchal Yazov, l'ex chef du renseignement militaire soviétique G.R.U., le général F. LADYGIN, le chef du secteur du contrôle intérieur du parti du comité central du P.C.U.S., E. MALOV, l'ex chef adjoint de l'état-major général des fores unies du bloc de Varsovie, le général E. MALAŠENKO) ; La thèse de M. Alexandrov est particulièrement digne d'attention : selon lui, Staline aurait provoqué une révolte intérieure au sein du Parti afin d'en changer radicalement le caractère. Ayant éliminé Troski et la vieille garde léniniste, il se serait émancipé du devoir de sacrifier la Russie à la nécessité de la révolution mondiale. Il était ainsi libre de d'orienter l'U.R.S.S. vers un socialisme impérial proche du nationalisme traditionnel.
Les changements de l'Etat produits par Staline tendaient vers un objectif prioritaire : préparer le pays et le peuple à la prochaine guerre mondiale. Pour cela, il fallait construire une machine efficace et gouvernable ainsi qu'une armée combative. Cela n'existait pas jusqu'à la fin des années 30. En 1936, il apparut que l'Armée Rouge n'était qu'un rassemblement de paysans en uniformes dont les commandants se laissaient guider par des rêves bien éloignés de la science militaire. Dès le début de l'hiver 1941, l'Armée Rouge fut décimée par l'armée Allemande. Mais cette défaite conduisit à la victoire de la nouvelle Armée soviétique qui mena la bataille de Moscou en décembre 1941. Hitler n'a pas perdu la guerre en 1945 mais en décembre 1941, quand entrèrent dans le combat les « régiments sibériens ». Il ne s'agissait plus de l'Armée Rouge créée par Trotsky en 1918 et dirigée par les fidèles léninistes, mais d'une nouvelle armée soviétique dirigée par des paysans aux épaulettes de maréchaux. Au plus fort de la bataille de Moscou, l'Eglise Orthodoxe appela le peuple à s'élever pour protéger la patrie de l'invasion allemande. Dès lors, cette guerre devint une « Grande Guerre Patriotique ». La légende veut que Staline soit même venu se confesser au patriarche de la Russie. En tous cas, à partir de 1941, les répressions contre l'Eglise orthodoxe cessèrent.
Selon Alexandrov, le plus grand mérite de Staline est d'avoir fondé une politique étrangère originale. Dès 1927, cette politique tenta de se développer en Chine, mais échoua provisoirement du fait de l'intervention des trotskystes. La création « d'Etats tampons » était l'une des clés de voûte de cette politique : ils devaient

Après la victoire de la révolution populaire de 1949, l'histoire de la formation des frontières nationales resta un thème idéologique fédérateur. La sinologie russe distingue deux mouvements dans la science historique chinoise post-1949 : le «mouvement internationaliste» et le «mouvement nationaliste». Le P.C.C. reprit intégralement à son compte les concepts caractéristiques du Kuomintang[55] quant à la question territoriale - et n'émis aucune réaction lorsque Taiwan dévoila des revendications identiques sur les «territoires perdus»[56]. Une large propagande sur la «problématique frontalière»[57] fut déployée, passant par la publication d'une littérature spécialisée[58] : brochures officielles et documents historiques[59] servaient d'étalon à une réécriture de l'histoire de la formation des frontières chinoises[60].

A la fin des années 50 et début des années 60, alors que le gouvernement chinois commença à prendre la direction de la confrontation sur certains secteurs frontaliers – et en premier lieu la frontière sino-indienne, l'historiographie chinoise se développa dans deux directions majeures : la préparation d'une confrontation avec des Etats voisins et

---

protéger l'Union Soviétique à toutes ses marges. Le premier de ces Etats fut la Mongolie en 1921, la seconde étape fut la création du système de Yalta en 1943, la création de la Chine communiste, contre-poids au système capitaliste, vint couronner ces efforts en 1949. Cette vision continue à jouer un rôle clé dans la géopolitique de l'Extrême-Orient.

[55] YU YUAN AN, *Trista let družby kitajskogo i sovetskogo narodov* (traduction du chinois de titre russe- *Li shi yan jiu* Les trois cent ans d'amitié des peuples chinois et russe), Pékin, 1957, p.11
PING MIN, *Istoriâ kitajsko-sovetskoj družby* (Histoire de l'amitié sino-soviétique), Moscou, 1959

[56] O.B.BORISOV, B.T.KOLOSKOV, *Sovetsko-kitajskie otnošeniâ* (Les relations sino-soviétiques), Moscou, 1971, p. 272

[57] YAN DE YI, *Bian jian di li diao cha shi lu*, Shanghai, 1950. Yan De Yi partage dans ces « Notes sur les recherches géographiques dans les régions frontalières » l'expérience reçue au cours d'une expédition au sud de la Chine, dans le province frontalière du Yunnan, au cours de sa participation aux négociations diplomatiques avec l'administration anglaise en Birmanie sur la délimitation de la ligne frontalière. Le livre met en particulier l'accent sur la question des «secteurs non-délimités» de la frontière sino-birmane.
LIU PEI HUA, *Jin dai Zhong guo jian shi*, Pékin, 1953.Le travail de Lu Pei Hua «Histoire concise de la Chine moderne» est l'une des publications les plus remarquables de l'après Révolution Populaire. L'auteur y reproduit la carte «des territoires nationaux perdus» en y incluant des Etats entiers, comme Vietnam, ou de grands secteurs d'autres Etats voisins, en Birmanie, Inde, Russie.

[58] DENG YAN LIN, *Zhong guo bianjian tu zilu* (L'historiographie des frontières chinoises), Shanghai, 1958.
FU SHU, *Guan yu wo guode lin hai wen ti* (Limites littorales de la Chine), Pékin, 1959
FU SHU, *Zhong Yin bian ze wen ti* (sur le problème sino-indien), Pékin, 1962
FU SHU, *Guan yu Zhong Yi bian ze wenti* (sur la question frontalière sino-indienne), Fuzhou, 1962

[59] Une sélection de documents officiels de l'empire Qing (de 1599 à 1911) sur la politique impériale envers les peuples de la région de l'Amour fut rééditée par le Département des Recherches Socio-Historiques sur les Minorités de Mongolie intérieure et l'Institut d'Histoire de Mongolie intérieure de l'Académie des Sciences de la République Populaire Chinoise. Mais la plupart de ces documents étant publiés sans commentaire, l'ouvrage semble plus propagandiste qu'analytique.

[60] V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

l'élimination de la résistance intellectuelle et idéologique[61]. La mise au pas des cadres intellectuels fut exécutée par des méthodes aussi extrêmes que le lavage de cerveau et la rééducation par le travail en zone rurale. La vieille élite intellectuelle chinoise restait forte. Bien que depuis toujours très nationaliste, allant pour cela jusqu'à falsifier des documents historiques, elle restait d'une fidélité absolue envers les positions des multiples écoles antiques et traditionnelles, comme le confucianisme ou le légisme. Dans la situation de la Chine nouvelle, la référence aux sages traditionnels comme l'appui des faits historiques ne pouvait que venir appuyer la pensée du camarade Mao, quitte à en modifier la substance, ce que les vieux représentants de la science historique chinoise ne pouvaient évidemment pas accepter. Leur résistance s'enracina dans une longue pratique chinoise selon laquelle les hommes de sciences, jouissant de la haute considération de la population, pouvaient se permettre de critiquer le pouvoir impérial. Si la réaction du pouvoir pouvait être parfois cruelle, les noms de ceux qui avaient osé étaler la vérité devant le « fils du Ciel » resteraient gravés à tout jamais le panthéon des héros du peuple. Devant la critique de la communauté scientifique, Mao se trouva acculé à une réaction violente et révolutionnaire, pour casser de façon radicale la colonne vertébrale des traditions idéologiques chinoises et uniformiser les idées de l'intelligentsia. Un autre danger provenait de l'intérieur même du parti communiste, des camarades de combat originels qui se souvenait du faible rôle de Mao dans les années 20 et ne pouvaient accepter que Mao tourne le dos à l'internationalisme prolétaire au nom duquel ils avaient fait la révolution. Les membres du parti communiste chinois qui avaient longuement étudié en Union Soviétique constituaient également un obstacle potentiel dans la mise en oeuvre de nouvelles relations avec le grand voisin : ils étaient bien placés pour rappeler au président Mao l'incompatibilité entre l'idéologie de l'internationalisme prolétaire et la confrontation entre les deux pays soviétiques. Les « moscovites », comme les avait surnommés Mao, furent considérés comme aussi dangereux que la vieille élite intellectuelle. Il leur fallut abandonner «les idées révisionnistes de Moscou» sous peine d'être éliminés. L'unification au sein de l'intelligentsia chinoise et du parti laissa à Mao les mains libres pour prendre la direction de la création d'une base idéologique nouvelle, mobilisable en cas de future confrontation avec les pays voisins, et en particulier la Russie.

[61] V.S.MÂSNIKOV, *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle), Moscou, 1996

Après 1959, la Chine commença à créer une idéologie hybride, entre nationalisme et «maoïsme» que l'on retrouve en grande partie dans « le socialisme respectant la spécificité chinoise » de Deng Xiao Ping. L'idéologie du P.C.C. évolua insensiblement de l'exaltation de l'internationalisme prolétaire à celle de l'esprit national. C'est donc paradoxalement le Parti communiste qui devint l'organisateur de la propagande nationaliste. A cette occasion le rôle de la dynastie mandchoue dans l'histoire du peuple chinois fut réévalué. Ils furent élevés du rang d'envahisseurs étrangers à celui de dynastie nationale et leurs succès dans l'élargissement de l'Empire chinois furent mis en exergue. L'idée paradoxale selon laquelle la Chine soviétique serait le successeur légal de l'Empire Qing devint dominante dans l'historiographie chinoise communiste postérieure au Kuomintang[62]. A l'Académie des Sciences de la Chine fut organisé un débat sur les limites du territoire national chinois. Au cours de la session, les historiens de la nouvelle génération s'essayèrent à préciser la ligne frontalière moderne de la Chine en s'appuyant sur deux questions majeures : Peut-on considérer les frontières actuelles comme critère d'appréciation de tout le passé historique de la Chine ? Faut-il, sinon, appliquer des méthodes différentes d'analyse historique des conquêtes territoriales de telle ou telle dynastie étrangère ou nationale dans l'histoire du pays[63] ? Les historiens de l'époque conclure à l'identité non-chinoise des conquérants nomades, tout en les considérant parties intégrantes de l'Etat-Nation chinois et acteurs majeurs de l'histoire de la Chine.

La sinologie soviétique remarqua que la déviance du communisme chinois par rapport à la ligne soviétique était devenue très importante dès la fin de 1959, époque à laquelle les dirigeants soviétiques commencèrent à recevoir d'alarmants rapports sur la construction en Chine d'un régime reniant le modèle orthodoxe soviétique et même le marxisme. Les réactions critiques du Kremlin ne firent qu'empirer l'état des relations bilatérales.

Au cours des trente années de combat idéologique avec l'U.R.S.S., de 1959 à 1989, « la question territoriale » s'installa au centre des controverses. A partir de la « Révolution Culturelle » furent diffusés en Chine des centaines de milliers de brochure expliquant au grand public par des phrases simplistes que : « la Russie et L'Union Soviétique était depuis toujours le principal ennemi du peuple et de l'Etat chinois » ; « la Russie était le pays

---

[62] *Li Shi Yan Jiu* (Les recherches historiques), Pékin, 1961, revue, n.3
Xinjian she, Pékin, 1962, revue, n.1
Guangmin ribao, Pékin, 22.12.1961, journal.
[63] *Wen hua bao*, Pékin, 02.08., 1962

étranger ayant conquis le plus de territoires en Chine»[64] ;

Après la rupture, le décalage vers la droite du P.C.C. finit de rendre sa position sur la question frontalière totalement semblable à celle du Guomindang de Taiwan[65]. Le thème des «territoires perdus» fut formulé de façon précise le 8 octobre 1969 par le Ministère des Affaires Etrangères chinois[66]:

«Depuis déjà plus de deux mille ans, la Chine est un Etat uni et multinational. La Chine a toujours existé en tant qu'Etat multinational, en dépit des changements de dynasties régnant sur le pays et quelle que soit l'ethnie qui exerçait le pouvoir».

L'historiographie officielle communiste considérait donc l'histoire des djungars, mongols, turcs, et mandchous comme celle d'entités incluses dans l'histoire générale chinoise. L'article de Shi Yu Xin, publié en 1974 dans le premier numéro de la revue Lishi Yanjiu est tout à fait significatif[67] en ce qu'il entend apporter les preuves de l'appartenance à la Chine des territoires du Xinjiang, des républiques soviétiques d'Asie Centrale et de l'Extrême-Orient russe en s'appuyant sur des extraits de chroniques officielles de l'époque. L'argumentation souffre également de décalages chronologiques entre des périodes mises en correspondance[68]. Cette incapacité et parfois même ce refus d'opérer une véritable somme des matériaux historiques, ainsi que la difficulté à concevoir les interactions entre événements dans leur progression historique et le contexte du développement ethnique et culturel des différents peuples est caractéristique d'une historiographie chinoise qui ne met l'accent que sur les périodes de contacts de ces peuples avec la Chine. Les autres événements qui ont marqué l'Histoire de la grande steppe - fondations d'Etats, guerres, développement économique, etc - ne trouvent leur place ni dans les chroniques officielles, ni dans les travaux ultérieurs des historiens chinois. L'intermittence de la ligne de développement politique, mais aussi ethnique et culturel, dans les régions d'Asie Centrale

---

[64] V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

[65] E.D.KOSTIKOV, *Političeskaâ kartografiâ na službe velikoderžavnogo nacionalizma* (La cartographie politique au service de l'impérialisme et du nationalisme), Moscou, 1973, revue *Problemy Dal'nego Vostoka*, n.4

V.S.OL'GIN, *Èkspansionizm v pograničnoj politike Pékina* (L'expansionnisme dans la politique frontalière de la Chine), Moscou, 1975, revue *Problemy Dal'nego Vostoka* (Les problèmes de l'Extrême orients), n.1

[66] *Renmin ribao*, 1969.09.10, Pékin, Publié comme brochure début 1974.

[67] Une analyse détaillée des notions anti-marxistes de Shi Yu Xin et leur critique scientifique fut réalisée par l'éminent sinologue soviétique Pr. S.L.TIHVINSKIJ dans son article *Vikohan'skij gegemonizm i publikacii na istoričeskie temy v KNR* (L'hégémonisme grand Han et les publications sur les questions historiques en R.P.C) publié dans la revue *Voprosy Istorii*, 1975, n.11

[68] Revue *Lishi Yanjiu*, (Recherches historiques), 1974, n.1, p.s : 114, 119-120

et d'Extrême-Orient peut être utilisée pour démentir la thèse de la «présence permanente» de la Chine dans ces régions. Cela n'empêche pas l'historiographie actuelle chinoise de continuer à mentionner la «mémoire historique du peuple chinois » et «sa position historique particulière» vis-à-vis des pays voisins[69]. Au moment de la révolution culturelle, il fut même fait appel aux revues archéologiques *Kao Gu* et *Wen Wu*[70] pour justifier les prétentions territoriales[71].

A partir de 1975, l'historiographie chinoise concentra son attention sur la critique des travaux soviétiques ayant trait à la formation de la frontière sino-russe. La Russie fut présentée comme un agresseur contre lequel le peuple chinois devait mener une guerre patriotique, avec l'aide de l'armée manchoue. Pour soutenir cette affirmation, les Chinois commencèrent à déformer les faits dès le traité de Nertchinsk, présenté comme conclu sur une base égalitaire. Les gains de terre russes au détriment du territoire chinois[72] furent présentés comme de généreuses concessions chinoises pour établir la paix[73]. De même, l'histoire des relations entre les Mandchous et la dynastie Ming fut déformée : les Chinois alléguèrent de ce que le territoire au nord-est de Pékin, irrigué par les rivières Amour et Oussouri leur avaient de tous temps appartenu. Dès lors, les agressions de l'armée mandchoue contre les Russes en Extrême-Orient du 17ème au début du 20ème siècle sont considérées comme des épisodes de «guerre populaire» (selon les termes de Mao[74]) contre l'expansion russe. Encore aujourd'hui, les Chinois mettent en avant l'injustice des tous les traités conclus avec l'Empire russe et l'U.R.S.S. depuis le 17ème siècle, et réclament la révision de ces accords[75].

Après 1991, l'historiographie chinoise se mit à la recherche de nouvelles voies de légitimation de l'affrontement idéologique avec le successeur de l'Union Soviétique. La disparition de l'U.R.S.S., du P.C.U.S. et l'idéologie soviétique n'allait pas dans le sens des intérêts chinois car il faisait disparaître l'un des facteurs structurants de la politique extérieure chinoise. Pour la partie russe, la disparition du facteur idéologique permettait de

---

[69] V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

[70] Les titres de ces deux revues peuvent se traduire par « Examens archéologiques » et « Patrimoine culturel».

[71] *Arhiologiâ po maoistki*, (L'archéologie selon Mao), 1972, Moscou, revue *Novoe Vremâ*, n.15

[72] Aux alentours de Nertchinsk, à l'est du lac Baïkal ainsi que près de la rivière Ud

[73] *Li shi yan jiu,* Pékin, 1975, revue, n.2, p. 99

[74] *Li shi yan jiu*, Pékin, 1975, revue, n.4, p.s : 105-106

[75] *Li shi yan jiu*, Pékin, 1975, revues : n.2, p.s 113, 124-130 ; n.3, p.s 110-119 ; n.4, p.s 105-116, 117-129 ; n.5, p.s 86-94

Guan min ri bao, Pékin, 1976 04.08.

quitter la sphère de la confrontation au profit de celle des recherches historiques. En 1995, lors d'une conférence organisée par l'A.S.S.C. et le Centre d'Etude des Relations Sino-soviétiques de l'Université de la province du Heilongjiang à Tongjiang, les historiens tentèrent de soulever à nouveau la question idéologique : ils ne rencontrèrent que l'incompréhension des sinologues russes. En effet, la nouvelle élite politique russe ne s'intéressait plus aux relations entre les partis communistes chinois et soviétiques. Galenovič indique que lors de cette conférence, les intervenants chinois s'efforcèrent de souligner les points de friction dans les relations entre la Chine, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. et évoquèrent un « *marché* » qui aurait été conclu entre les soviétiques et les américains aux termes duquel les Russes retrouveraient leurs prérogatives dans le nord de la Chine (perdues après la guerre contre le Japon) en échange de la promesse de ne pas soutenir les communistes chinois. Finalement, Staline aurait trompé les américains et choisi d'aider le P.C.C. Lors de cette même conférence, les historiens chinois affirmèrent que Mao n'aurait choisi l'alliance avec le P.C.U.S. au détriment de celle avec les américains que sous la pression de l'Histoire. Cette affirmation passe sous silence le rôle décisif de l'aide soviétique dans la réussite de la révolution chinoise.

Shen Zhihua, éminent spécialiste des relations bilatérales, développa la thèse selon laquelle la Chine avait été obligée par l'U.R.S.S. à combattre contre les Etats-Unis durant la guerre de Corée pour défendre les seuls intérêts soviétiques. Shen accusa le gouvernement soviétique de n'avoir jamais accordé sa confiance au gouvernement chinois et affirma que les sinologues russes avaient été les vecteurs d'une propagande anti-chinoise en U.R.S.S.

Le professeur Xue Santian se concentra sur la face secrète des relations bilatérales. Il souligna qu'à partir de 1950, suite à la conclusion du Traité d'Amitié sino-soviétique, les chercheurs et savants chinois avaient été forcé de taire les points de tension de l'histoire des relations sino-russe et sino-soviétique. La rupture des années 60 avait ainsi libéré les historiens chinois du carcan de « l'amitié sino-soviétique ». Pr. Xue souligna également la complexité des relations sino-russe du fait de la symbiose existant entre les partis et les systèmes étatiques, dans laquelle ce sont les relations entre les partis qui orientaient les relations intergouvernementales. Selon lui, les chercheurs chinois et soviétiques font une interprétation erronnée de l'Histoire lorsqu'ils affirment que les tensions idéologiques seraient la cause de la rupture sino-soviétique : en fait, l'opposition idéologique n'aurait été pour la Chine qu'une forme passive de défense de ses intérêts nationaux. Pr. Xue affirma

que le terme « internationalisme prolétaire » proposé par Lénine n'avait été qu'un instrument masqué du nationalisme russe et serait devenu, après la seconde guerre mondiale, une contrainte pesant sur l'ensemble des pays du bloc socialiste. A l'époque de Khrouchtchev et Brejnev, « l'internationalisme prolétaire » érigé en impératif absolu avait transformé l'U.R.S.S. en pays social-impérialiste. Dans un tel contexte, la nation chinoise n'avait eu d'autre choix qu'engager le combat idéologique pour défendre son intérêt national.

En septembre 2000, une conférence organisée par l'A.S.S.C. à Pékin, marqua le début du déplacement de la grille d'analyse des russologues chinois de la sphère idéologique vers la sphère géopolitique. Maslov, Galenovič, Ûrkevič, et Larin se réjouissent de cette évolution : ils estiment qu'ils est plus aisé de faire avancer des discussions fondées sur la défense d'intérêts géopolitiques que sur des considérations idéologiques.

Xue Santian présenta lors de cette conférence un rapport intitulé « Evaluation et description de ce que l'U.R.S.S. a démantelé et ramené de la Chine du Nord-Est après la seconde guerre mondiale ». La Chine y était présentée comme le pays ayant le plus souffert de la seconde guerre mondiale, méritant d'obtenir d'importantes réparations du Japon qui avait commis toutes ces extractions. Mais l'accord secret conclu entre les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne avait lésé la Chine des fruits de la victoire. La Chine, qui aurait joué un rôle décisif dans la victoire alliée en Asie-Pacifique, aurait perdu 2 milliards de dollars suite au démantèlement par l'Union Soviétique de la base industrielle construite en Mandchourie par le Japon. En prenant la défense du gouvernement chinois de l'époque, le Pr. Xue se posait ainsi en défenseur du nationalisme chinois et non plus en de l'idéologie communiste. Il défend même des positions plus extrêmes que celle du Kuomintang de l'époque qui n'avait pas reproché à Staline le démantèlement des usines mandchoues. Au contraire, l'accord de 1945 entre Staline et Tchang-Kaï-tchek avait entériné les droits exceptionnels de l'U.R.S.S. en Chine du Nord.

Lors de cette conférence, Luan Jinhe, de l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'A.S.S.C. présenta « Quelques réflexions sur la visite secrète de Liu Shaoqi à Moscou en 1949 »[76]. Galenovič, Ûrkevič et Maslov estiment que l'auteur y fait une analyse pertinente des relations sino-soviétiques des premières années du régime maoïste. Il y dévoile des

[76] GALENOVIČ Û., *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

données des archives chinoises concordant avec les sources des archives soviétiques, signe encourageant d'une accessibilité améliorée des archives chinoises.

Le rapport de Shen Zhihua sur « la confrontation des intérêts pendant la négociation du Traité d'Amitié sino-soviétique de 1950 et leur résolution » s'attache à souligner les points de désaccord entre Staline et Mao et à prouver que le traité ne répond qu'aux intérêts soviétiques[77]. Pr. Shen affirme que les premiers succès de Mao, transformant la donne politique en Chine, incitèrent Staline à modifier sa stratégie et à utiliser les communistes chinois comme instrument de combat contre les Etats-Unis dans le contexte du début de la guerre froide. Pourtant Shen avait consulté les sténogrammes des discussions préparatoires au traité et savait que l'Union Soviétique n'avait pas obligé la République Populaire de Chine à conclure un traité qui lui aurait été néfaste et qu'au contraire Staline avait attendu la demande de Mao de créer un tel accord sans lequel l'U.R.S.S. n'avait aucune base juridique légitime pour protéger la jeune R.P.C.[78]. En outre, cet accord obligeait Staline à montrer de la considération envers Mao et la révolution chinoise. Shen Zhihua affirme que les tensions entre l'U.R.S.S. et la Chine se sont accentuées à cause de différends sur la situation en Mongolie, en Mandchourie et au Xinjiang : en 1945, l'U.R.S.S. obligeait la Chine à reconnaître l'indépendance de la Mongolie en échange du retrait des forces soviétiques du Xinjiang et l'U.R.S.S. recevait des concessions privilégiées en Mandchourie. Cet accord eut néanmoins des conséquences favorables pour la Chine puisqu'il initia l'abandon par l'U.R.S.S. de son accord avec Tchang-Kaï-tchek et la rétablissement par la Chine de sa souveraineté sur Port-Arthur et K.Č.Ž.D.

Dans le même esprit, Lü Cunkuan présenta un rapport intitulé « Une alliance inégale : tentative d'analyse du traité de 1950 ». Il estime qu'en 1949, le rapport de force entre le V.K.P.B. et le P.C.C. était si déséquilibré que le traité préparé entre ces deux partis devait nécessairement être inégal. Pour lui, Mao considérait que cet accord ne répondait pas aux intérêts chinois. Lü Cunkuan voit en ce traité une sorte de paiement à l'U.R.S.S. pour

[77] Shen Zhihua avait travaillé dans les archives russes où il avait eu accès aux différentes variantes de l'accord en préparation. Il est difficile de discerner si le rapport s'appuie également sur des sources chinoises, tous les faits soulignés par l'auteur étant présents dans les archives russes. La plupart des sinologues russes considèrent que les archives chinoises relatives à cette négociation demeurent encore aujourd'hui secrètes.
Voir : GALENOVIČ Û., *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

[78] Cette thèse, reconnue par la plupart des sinologues russes, ne rencontre pas l'accord des historiens chinois. Maslov estime que Mao avait essayé de gagner du temps avant la conclusion du traité et prit prétexte de la nécessité de consulter des docteurs pour attendre l'arrivée de Zhou Enlai à Moscou, en train, deux semaines plus tard.

l'aide reçue dans les années 30-40 et estime qu'il ne répond qu'aux intérêts du nationalisme russe. L'affront principal subi par la Chine à cette époque est le retrait de la Mongolie. Il est intéressant de noter que Lü Cunkuan délaisse les termes de « anti-populaire » et « anti-révolutionnaire » pour qualifier le Kuomintang : la nouvelle historiographie chinoise souligne que le gouvernement de Tchang Kaï-tchek avait été un allié des communistes dans la guerre contre le Japon.

Le rapport présenté par Nü Jun, de l'Institut des Etats-Unis de l'A.S.S.C., « La perception de la crise chez Mao Tse-Toung et les racines de la rupture sino-soviétique » est mentionné par Galenovič[79] comme particulièrement remarquable. Les deux apports majeurs de Nü Jun sont la mise en évidence du rôle de la personnalité des dirigeants chinois et soviétiques dans la conduite des relations bilatérales et de la défense par Mao de l'indépendance chinoise face au nationalisme soviétique. Nü Jun se penche en particulier sur la période 1957-1959, pendant laquelle Mao s'écarta du cours politique dicté par l'Union Soviétique et lança le mouvement anti-droitier et le Grand Bond en Avant. Il souligne l'importance du plénum de Lushan, en 1959, pendant lequel le P.C.C. se prononça contre les résolutions du congrès des partis communistes et ouvriers s'étant déroulé en 1957 à Moscou. Nü Jun affirme que les discussions s'y étant mené à propos de la bombe atomique, des sous-marins nucléaires, de la base militaire soviétique en Chine et de la position soviétique par rapport au conflit sino-indien avaient joué un rôle décisif dans la transformation de l'attitude de Mao envers l'Union Soviétique. Nü Jun décrit comment Mao se sentit alors environné de forces hostiles, sentiment aggravé par le refus de Khrouchtchev de partager avec la Chine les secrets de la technologie nucléaire. Dès lors, Mao ne considéra plus les Russes comme ses alliés et devint extrêmement sensible à toute menace sur la scène internationale. Cette faiblesse psychologique de Mao semble constituer un élément convainquant pour expliquer les changements brusques de la politique extérieure chinoise. Galenovic qualifie la « perception de la crise » décrite par Nü Jun de « syndrome du danger ». Si Nü Jun note une aggravation des tensions sino-soviétique lors de l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, il estime que le processus de rupture n'était alors pas encore inéluctable, et que Mao aurait tenté à plusieurs reprises de se rapprocher de Khrouchtchev, jusqu'en 1959[80]. Nü Jun souligne que c'est que le ressentiment de Mao envers les soviétiques, accumulé depuis le

[79] Û.GALENOVIČ, *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

[80] Maslov, dans ses conférences à l'Université de l'Amitié des Peuples, partage ce point de vue et précise que c'est l'affaire Lin Biao, en 1959, qui marqua un point de non-retour dans la dégradation des relations.

début de sa carrière politique dans les années 20, refit alors surface et catalysa l'aggravation de la situation. Enfin, Pr. Nü décrit le paradoxe de la figure de Staline pour l'historiographie chinoise, à la fois source d'humiliation et guide de la révolution chinoise. Ce paradoxe s'épanouit dans le fait que, pendant que Mao accusait le P.C.U.S. de trahison envers Staline, il initiait au sein du P.C.C. une grande vague de critiques contre l'attitude de Staline dans la révolution chinoise et dans la défense des intérêts territoriaux chinois.

Bibliographie occidentale : des analyses fondées sur des sources secondaires

Etude critique des fondements de la sinologie occidentale

En 2001, l'Institut de Recherches sur l'Extrême-Orient publia une monographie collective « Chine : histoire de la formation des frontières »[81] rassemblant un nombre inédit de sources, et incluant de nombreuses analyses occidentales. Les auteurs russes considèrent que, parmi toutes les analyses des chercheurs occidentaux relatives à la question frontalière sino-soviétique, celles des années 60-70 sont les plus remarquables.

Notre travail s'efforcera de mettre en lumière le point de vue des sinologues russes quant à la question frontalière, car celui-ci demeure relativement méconnu dans la sphère scientifique internationale, contrairement à la plupart des analyses occidentales. On s'efforcera donc de proposer aux chercheurs occidentaux, à travers l'étude des positions des sinologues russes, des pistes de recherche nouvelles pour aborder la question frontalière en Extrême-Orient.

Du 16ème au 19ème siècle, les premières études européennes sur la question frontalière

[81] V.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001. Voir aussi, *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty.1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003, Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*. La monographie dirigée par Mâsnikov constitue une étude plus récente de l'état des recherches sur la question frontalière sino-russe en occident.

sino-russe furent liées à l'expansion coloniale. C'est aux missionnaires catholiques et grands explorateurs du 16ème et 17ème siècles que l'on doit ces premières véritables études en langue européenne sur la politique frontalière chinoise et l'évolution des frontières de l'Empire. Les nombreux missionnaires catholiques présents à la cour impériale chinoise jouèrent également un rôle considérable sur le développement de la science cartographique chinoise. Ils bénéficièrent d'une telle influence qu'ils eurent même l'occasion de participer directement aux négociations ayant trait à la délimitation frontalière, comme ce fut le cas à Nertchinsk en 1689[82].

Au 19ème siècle les Etats occidentaux commencèrent à s'intéresser plus directement à l'Asie et à la Chine et à y mener une politique agressive de partage des sphères d'influence. Il ne s'agissait alors pas seulement d'interventions ponctuelles sur le sol chinois mais de véritable conquête coloniales en Asie du Sud et du Sud-Est, qui étaient historiquement des zones d'influence politique et militaire de l'Empire des Qing. Au milieu du 19ème siècle, la sinologie britannique en Extrême-Orient faisait état de la «protection des principes de libre commerce et des droits de la nation britannique en Chine», et du «droit de défense des pays européens et des Etats-Unis contre les prétentions de l'Empire chinois sur les pays d'Asie-Pacifique, devenues des zone d'intérêts des pays occidentaux»[83]. Dans l'Angleterre des années 1860-70, la «protection des principes de la civilisation contre la barbarie orientale» fut liée à la doctrine de la défense de la Grande-Bretagne contre les Etats concurrents – dont la Russie faisait partie. Plusieurs publications anglaises de cette époque suggérèrent la création d'une union pan-asiatique entre la Grande-Bretagne, le Japon et la Chine, et dirigée contre la Russie, dont le rôle dans la région Asie-Pacifique était perçu comme une menace croissante[84].

Depuis ses débuts au 19ème siècle, la sinologie américaine tend à s'appuyer essentiellement sur des témoignages chinois. Le sinologue John Fairbank et ses étudiants étudièrent avec

---

[82] Au 18ème siècle furent publiées des ouvrages synthétisant la somme considérable de matériaux collectée par les missionnaires européens. On peut en particulier remarquer l'éminente description historico-géographique de l'Empire Qing de Du Halde, ainsi que les 13 volumes de « l'Histoire de la Chine » de De Mailla.J.B.
Du HALDE, *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de Chine et de Tartariechinoise*, Paris, 1735
De MAILLA, *Histoire générale de la Chine*, Paris, 1777-1785

[83] L'analyse la plus complète des analyses européennes du 17ème au début du 20ème siècle fut réalisée par l'académicien soviétique A.L.NAROČINSKIJ, dans son oeuvre - *Kolonial'naâ politika kapitalističeskih deržav na Dal'nem Vostoke 1860-1895* (La politique coloniale des pays capitalistes en Extrême-Orient de 1860 à 1895), Moscou, 1956

[84] Ibid. Conclusions sur la nature spéculative du concept anglais de «menace russe» pour les pays asiatiques. Pages 31-34

précision les relations entre l'Empire Qing et les pays occidentaux. Ils développèrent le concept selon lequel la culture chinoise constituerait un système incompatible avec l'espace culturel occidental, en s'appuyant sur l'analyse des caractéristiques institutionnelles de l'Etat chinois tel que créé par les nomades mandchous[85]. Fairbank proposa également d'analyser les relations de la Chine avec les pays voisins à travers le modèle suzerain-vassaux[86]. Les travaux d'un autre auteur américain, J.E.Wills, demontre, également leur biais sino-centriste dans leur étude des relations bilatérales entre la Chine et les Etats voisins. Par exemple, la politique de la Chine au nord et à l'ouest de ses frontières est analysée de la façon suivante :

«L'expansion de la Chine vers le nord et l'ouest constitue la meilleure stratégie que les Mandchous puissent mettrent en oeuvre pour défendre les frontières terrestres de l'Empire contre les pays voisins»[87].

L'Empire est considéré comme jouant un rôle pacificateur en empêchant les peuples vassaux de se rebeller. De même, la sinologue américaine d'origine chinoise Agnès Chen réaffirma l'argument de la nécessité historique comme justification des annexions et conquêtes territoriales de l'Empire Qing[88]. Dans les années 1960, O.Lattimore renouvela la sinologie américaine en établissant le rôle principal joué par les peuples nomades de la « Grande Steppe » dans l'établissement des frontières chinoises. Il permit de considérer comme de vrais acteurs de l'Histoire chinoise les Mongols, Mandchous, Ouïgours et Turcs anciens, dont les droits territoriaux avaient été transgressés par l'Empire chinois[89]. Il donna également une appréciation exacte de « la palissade de saules » qu'il qualifia de territoire

---

[85] L.A.BEREZIN, *Kritika metodologii amerikanskoj buržuaznoj istoriografii Kitaâ* (Critique de la méthodologie de l'historiographie bourgeoise chinoise), Leningrad, 1968, pp. 147-180
L.A.BEREZIN, *Nacalo kolonial'noj èkspansii v Kitaj i sovremennaâ amerikanskaâ istoriografiâ* (Le début de l'expansion coloniale en Chine et l'historiographie moderne américaine), Moscou, 1972

[86] J.K.FAIRBANK, TENG SU-YU, *On the Ch'ing Tributary System.- Ch'ing Administration: Three Studies*, Cambridge, Mass, 1960, pp 107-218
J.K.FAIRBANK, *Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Cambridge, Mass, 1968,

[87] J.E.WILLS, *Ch'ing relations with the Dutch.- «The Chinese World Order»*, p.253

[88] CHEN AGNES FANG-CHIH, *Chinese frontier Diplomacy: Kyakhta boundaries treaties and agreements*, *The Yenching Journal of Social Studies*, N.Y., 1948, vol.2, pp.151-205
China's northern frontiers: historical background - ibid, 1948, vol.4, pp.15-87
Chinese frontier diplomacy: the coming of the Russians and the Treaty of Nertchinsk- ibid, 1949, vol.4, pp.99-149
Chinese frontier diplomacy: the eclipse of Manchuria -ibid, 1950, vol.5, pp.69-141

[89] O.LATTIMORE, *Inner Asian Frontiers of China*, N.Y., 1940
L'ouvrage fut traduit en chinois en 1946 sous le titre *Zhong Guo de bian jian*, Shanghai, 1946. En 1951, il fut republié une seconde fois aux Etats-Unis.
Un autre ouvrage fondamental du même auteur est *Studies in Frontiers History. Collected papers 1928-1958*, Paris, 1968, La Haye

«tampon» entre les Mongols, les Mandchous et les Chinois[90].

Les années 1960 : la sinologie occidentale, arbitre partial

A partir des années 1960, les sinologues occidentaux commencèrent à chercher les raisons et sources de la «nouvelle ligne politique» de Pékin dans les régions frontalières. Pour juger du bien fondé de cette politique agressive, les auteurs occidentaux portèrent leur attention sur les aspects historiques du conflits et cherchèrent l'appui du droit international. Cependant, leur effort d'objectivation se heurta à la campagne de propagande nationaliste qui faisait rage en Chine et catalysait l'énergie des «masses» pour le combat contre l'«impérialisme mondial» et «le révisionnisme soviétique»[91].

Ainsi, l'américain Ishvar Ojha, s'appuyant sur une analyse détaillée des conflits frontaliers impliquant la Chine, proposa une variante théorique pour justifier la politique pékinoise. Selon lui, la Chine ne pouvait agir autrement dans le contexte de l'époque. Cette politique ne serait selon lui à comprendre que comme une stratégie particulière de «consolidation de la souveraineté à l'époque nationaliste»[92]. En outre, il analyse la poussée expansionniste chinoise comme un phénomène temporaire destiné à perdre peu à peu de sa vigueur au fur et à mesure du développement chinois.

La plupart des publications occidentales[93] se concentrèrent sur la description de la situation sur un nombre limité de secteurs de la frontière chinoise et l'explication de la propension du gouvernement chinois à attiser les crises dans ces régions frontalières. Les travaux sur ce sujet commencèrent à être publié au moment de l'éclosion des conflits sino-indien et sino-birman[94]. Ainsi, lors des périodes les plus tendues de la crise sino-indienne, quand les

---

[90] O.LATTIMORE, *The Mongols of Manchuria*, N.Y., 1934, p 225

[91] F.WATSON, *The Frontiers of China*, N.Y.-Washington, 1966,

[92] I.OJHA, *Chinese Foreign Policy in the Age of Transition. The Diplomacy of Cultural Despair*, Boston, 1971, 2d.ed., pp.49-50; 146-173

[93] Une excellente analyse des sources occidentaux a été réalisée dans les travaux de l'académicienne MÂSNIKOV à la fin des années 50 du 20ème siècle, notamment *Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916* (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S. et *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

[94] CHANG CHI-JEN, *The Minority Groups of Yunnan and Chinese Political Expansion into Southeast Asia*, Michigan, 1956,
NYNT KHIM MAUNG, *The Burma-China Boundary since 1868*, London, 1960
D.WOODMAN, *The Making of Burma*, London , 1962

deux parties en vinrent à déployer l'artillerie lourde, les auteurs occidentaux purent produire des analyses détaillées de la situation sur chacun des secteurs disputés entre les deux pays[95].

La région de l'Asie Centrale a recommencé à attirer l'attention des chercheurs occidentaux au moment du déclenchement du conflit frontalier entre l'U.R.S.S. et la Chine dans les années 60-70. En effet, l'essentiel des tensions militaires eurent lieu dans les régions de montagne d'Asie Centrale. Cet intérêt s'est encore accru après le début de soviétique en Afghanistan à laquelle la Chine participa, de façon clandestine, aux cotés des rebelles afghans. Cet intérêt demeure très fort à l'heure actuelle parce que la chute de l'Union Soviétique a fait rentrer la Russie dans ses frontières du 17ème siècle, après plusieurs siècles de domination de la vie politique des peuples de l'Asie Centrale. L'émergence du régime Taliban puis sa chute, le combat contre l'islamisme radical et l'engagement américain en Afghanistan peuvent être observés comme une sorte de renouveau en Asie Centrale du « Grand Jeu » auquel s'étaient livrées les puissances mondiales (russes, britanniques et Qing) au 19ème siècle. A l'heure actuelle, les relations inter-ethniques millénaires des peuples de cette région constituent un enjeu fondamental.

Dans *The Russian Empire and the world, 1700-1917 : The Geopolitics of Expansion and Containment*[96] John Le Donne offre une intéressante analyse historique critique du rôle de la Russie dans cette région, en s'attachant à décrire le processus d'extension territoriale dans lequel s'est engagée la Russie entre 1700 et 1917. L'auteur explique la motivation et les buts de cette croissance dans les profondeurs de l'Asie. Il s'appuie sur les particularités et traits caractéristiques des différents peuples d'Eurasie pour expliquer le succès de l'Empire russe à s'implanter durablement dans cette zone.

L.E.ROSE, *The role of Nepal and Tibet in Sino-Indian relations*, Berkeley, Cal., 1960
H.P.SRIVASTAVA, *The Sino-Indian Boundary: a Study of Political Geography*, Florida, 1961
L.F.BRAKEMAN, *The Indian Foreign Policy: The Dilemmas of an Ideal*, *Fletcher school of law and Diplomacy*, 1963, Chapt.5:Indian Response to Chinese Border Incursions,
G.K.OSBORN, *Sino-Indian Border Conflicts: Historical Background and Recent Developments*, Stanford 1963,
W.F.VAN EKELEN, *Indian Foreign Policy and the Border Dispute with China*, Utrecht,1964
E.M.COULTER, *The Diplomacy of the Sino-Indian Border Dispute 1950-1962*, Virginia, 1965

[95] M.W.FISHER, L.E.ROSE, R.A.HUTTENBACK, *Himalayan Battleground: Sino-Indian Rivalry in Ladakh*, N.Y. 1963
Voir aussi, *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003. Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*
R.D.TICE, *Geopolitics and the Ladakh Boundary*, St.Louis, 1965,

[96] J. LE DONNE, *The Russian Empire and the world, 1700-1917 : The Geopolitics of Expansion and Containment*, New York, 1997

Edmund Clubb, dans *China and Russia: The Great Game*, decrit la formation de la frontière sino-russe en s'appuyant uniquement sur des matériaux littéraires, sans aucune utilisation de documents d'archive. Cette livre a été vivement critiqué par le sinologue russe A. Postnikov dans *Shvatka na « Kryshe mira ».Politiki, razvedčiki i geografy v bor'be za Parir v 19 veke* (Dispute sur le ″toit du monde″ : hommes politiques, éclaireurs et géographes dans le combat pour le Pamir au 19ème siècle).[97] Postnikov explique que Clubb ne parvient pas à montrer l'histoire de la formation des différents secteurs de la frontière sino-russe et commet même une erreur historique quand il affirme que les diplomates anglais et russes n'avaient pas trouvé d'accord quant à la délimitation de leurs intérêts dans les montagnes d'Asie Centrale[98].

L'anglais Peter Hopkirk met l'accent sur le rôle clé des agents militaires et politiques qui agissaient des deux cotés de l'espace centrasiatique et sur le conflit des intérêts militaires des empires russe et britannique[99]. Mais il ne s'intéresse pas aux aspects géographiques, notamment cartographiques, du problème. En revanche, son travail a le mérite d'exploiter les riches matériaux conservés dans les archives britanniques (*Public Record Office*).

Dans les années 80-90, deux autres chercheurs anglais, Carry Alder et Waller Derek, publièrent leurs recherches sur l'activité des éclaireurs et militaires anglais en Asie Centrale et au Pamir[100].

---

[97] A.POSTNIKOV, *Shvatka na « Kryshe mira » Politiki, razvedčiki i geografy v bor'be za Parir v 19 veke* (Dispute sur « le toit du monde » : hommes politiques, éclaireurs, et géographes dans le combat pour le Pamir au 19ème siècle), monographie publiée sous la direction de l'académicien Mâsnikov, Moscou, 2001
Postnikov a travaillé de nombreuses années sur ce livre. Il a pu recueillir et classifier beaucoup de sources différentes issues des archives et bibliothèques de pays différents : archives de la politique étrangère de l'Empire russe à Moscou, archives de l'histoire militaire de l'Etat à Moscou, archives de l'histoire de l'Etat à Saint-Pétersbourg, archives de l'Histoire du Kazakhstan à Alma-Ata, archives nationales de l'histoire de l'Ouzbékistan à Tachkent, archives régionales de la Sibérie et de la république fédérale d'Altaï, secteurs des scripts de la Bibliothèque nationale russe à Saint-Pétersbourg et de Bibliothèque de l'Etat à Moscou. Il a également eu accès aux archives britanniques, polonaises, finlandaises, suédoises et aux ressources de la Bibliothèque Nationale de France. Enfin, le centre des recherches slave de l'université de Hokkaido a aussi aidé l'auteur dans ses recherches.

[98] E.CLUBB, *China and Russia: The Great Game*, New York, London, 1971

[99] P.HOPKIRK, *The Graet Game: On the Secret Service in High Asia,* London, 1990. Ce chercheur a publié un autre livre sur le même sujet sous le titre *Trespassers on the Roof of The World. The Race for Lhasa*, London, 1982

[100] ALDER CARRY, *The Dervish of Windsor Castle. The Life of Arminius Vambery*, London, 1979
ALDER CARRY, *Beyond Bokhara. The life of William Moorcroft*, London, 1985
W.DEREK, *The Pundits: British Exploration of Tibet and Central Asia*, Lexington, Kentucky, 1990
Pundit (Pandit, Bandid) est le nom donné aux moines-lamaïstes menant une vie itinérante. Au 19ème siècle, les services britanniques (et russes) utilisèrent largement cette méthode clandestine de pénétration dans des régions interdites pour les européens. Parmi les éclaireurs militaires russes, Tchokan Valihanov est particulièrement connu : fils cadet du Khan kazakh Vali et officier de l'état major de l'armée impériale, il

Postnikov estime que, de tous les ouvrages publiés en occident, la recherche la plus moderne et la plus fondamentale sur les différents aspects géopolitiques et diplomatiques du conflit frontalier a été réalisée par le professeur américain Paine, qui, pour la première fois, s'appuya sur des documents d'archive russes et chinois.[101] Grâce aux changements politiques en Chine et en Russie, l'auteur put en effet mener des recherches dans les fonds documentaires des deux pays et utiliser des matériaux qui avaient été classifiés jusqu'au début des années 90. Paine travailla pendant trois mois dans les archives de politique étrangère de l'Empire Russe à Moscou. Il put prendre connaissance de documents conservés dans l'archive du ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, mais l'accès à certains matériaux (en particulier les instructions aux diplomates russes) lui fut refusé. Ainsi, le professeur Paine propose une analyse tout à fait pertinente de la période comprise entre 1858 (signature de l'accord d'Argougne) et 1924 (création de la République Mongole).

Un chercheur australien, John Prescott donne également une analyse précise des accords et traités sino-russes concernant la question frontalière[102]. Il indique que les empires russe et britannique découpaient les territoires et les peuples, avec pour seul critère la recherche de points facilitant la défense des territoires conquis. L'apport principal de ce livre est de montrer que ni les Russes, ni les britanniques, ne respectèrent la souveraineté des peuples qui se trouvaient dans les limites de leur empire.

---

effectua une mission secrète en Kachgarie. Après son retour à Petersbourg, il publia *Putišestvie v Kašgar* (Voyage à Kachgar).
Un dernier personnage dont l'apport à l'orientalisme russe fut fondamental est Gambojola Tcibikov, membre de la Société géographique russe (*Russkoe Geografičeskoe Obŝestvo*) à Petersbourg. D'origine bouriate et maîtrisant parfaitement les langues tibétaine et mongole, il se déguisa en moine lamaïste et pénétra à Lhassa où il obtint une rencontre avec le Dalaï-Lama.

[101] S.C.M.PAINE, *Imperial Rivals : China, Russia, and Their Disputed Frontier, 1858-1924*, New York, 1996

[102] J.PRESCOTT, *Map of Mainland Asia by Treaty*, Melbourne University Press, 1975

La définition des termes employés dans les accords et traités sino-russes

L'un des points distinguant notablement la nature des relations sino-russe (puis sino-soviétique) de la tradition diplomatique européenne, comme l'a montré V.Mâsnikov,[103], est la forte occurrence dans les documents diplomatiques de confusions dans les termes utilisés dans les accords et leurs différents préambules. Ces imprécisions linguistiques laissèrent une marge d'interprétation largement exploitée par les deux parties. Ces textes recèlent en particulier de nombreuses fautes dans l'écriture des noms de membres des délégations, titres officiels, ainsi que l'absence de certaines expressions obligatoires. Ces négligences s'expliquent d'une part par la mauvaise qualité du travail des traducteurs officiels et d'autre part par les circonstances particulières ayant présidé à la préparation de tel ou tel document – certaines situations ne permettant pas de contrôler précisément les règles du protocole officiel. Ainsi, l'accord de Pékin de 1860 fut préparé sous la canonnade d'artillerie des pays Européens, ce qui poussa les diplomates russes à recherche le plus vite possible un moyen de protéger les intérêts de l'Empire Russe en Extrême-Orient, sans s'attacher de trop près au respect de l'étiquette diplomatique. Pourtant, ces erreurs répétées font que l'accord de Nerchinsk de 1689, ne devrait pas, selon les sinologues russes, être considéré comme un document valide, car les deux parties, ne maîtrisant pas la langue l'une de l'autre, ont utilisé le latin comme langue médiatrice.

Les termes « accord » (*dogovor*) et « traités » (*soglašenie*) sont souvent utilisés de façon interchangeable par les chercheurs travaillant sur les relations sino-russes. Pourtant, dans la pratique diplomatique russe, l'accord a une valeur supérieure par au traité. En outre, les accords sont dotés d'un préambule, dont est dépourvu un traité. La conclusion d'un nouvel

[103] V.Mâsnikov est un des dirigeants de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou et l'un des plus grands maîtres de l'école sinologique russe. Il a réussi à classer et synthétiser une immense base documentaire relative aux relations sino-russes (accords, contrats, *memorandum* et traitées depuis la conclusion de l'accord de Nerchinsk en 1689). Son travail fondamental *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle) a été publié en 1996, au moment où la société russe était agitée par des discussions autour du problème frontalier avec la Chine. Ce travail peut être considéré comme une affirmation de la position de l'école sinologique russe par rapport à la question territoriale soulevée par la Chine. Mâsnikov montre la vanité des prétentions territoriales chinoises et souligne les fautes et faiblesses de la diplomatie russe du 19ème siècle comme facteurs principaux de l'apparition du problème territorial, demeurant jusqu'à ce jour « une question léguée aux générations futures ».

accord entre deux pays ne peut s'appuyer que sur un accord antérieur, et non un traité. Par exemple, l'accord sino-russe de 2004 est fondé sur l'accord de 2001.

Cependant la conclusion de deux traités bilatéraux sur les secteurs oriental et occidental de la frontière complété, en 2004, par un accord sino-russe, ne signifie par la résolution définitive du problème frontalier entre les deux pays. La Fédération de Russie et République Populaire de Chine n'ont réglé que les problèmes de délimitation et de démarcation frontalière relatifs aux secteurs *oriental* et *occidental* de la frontière commune, sans signer d'accord général sur l'ensemble de la ligne frontalière.

L'Histoire des relations sino-russes distingue deux périodes : les actes de la première moitié du 17ème siècle jusqu'à la moitié du 19ème siècle eurent généralement pour objet les questions territoriales, frontalières et économiques,[104] tandis que le dernier quart du 19ème siècle jusqu'à 1917, vit le déploiement d'une activité massive de la Russie en Extrême-Orient. A cette époque, les deux empires eurent à résoudre un large spectre de questions pratiques : constructions de voies de communication, établissement de concessions commerciales, crédits, location (*arenda*), liens postaux et télégraphiques, prospection géologique et exploitation commune des ressources naturelles, etc.

Dans la pratique diplomatique sino-russe antérieure à la révolution d'octobre, les documents bilatéraux portèrent des noms russes différents : *dogovor, trktat, soglašenie, deklaraciâ, protokol, konvenciâ, opisanie*, *nota*. Les Chinois utilisèrent, en général, trois noms : *Xie Ding* (accord), *Xie Yi* (traité), *He Tong* (contrat).

Plusieurs travaux de chercheurs occidentaux[105] estiment, à tort, que la frontière sino-russe a été définie par l'accord de Pékin de 1860, ou le traité d'Aïgun de 1858. Sur le plan juridique, cette frontière resta indéterminée jusqu'en octobre 2004. De plus, le processus de délimitation frontalière lui-même dura plus que trois cent ans. Mâsnikov indique que le seul processus de séparation territoriale entre la Chine et Russie donna naissance à 198 documents diplomatiques. [106] Il est donc trop réducteur de ne s'appuyer que sur deux ou trois accords pour comprendre l'histoire de la frontière sino-russe.

[104] tentatives du gouvernement russe d'établir les liens commerciaux permanents avec l'Empire Qing
[105] Comme ceux de Sébastien Colin
[106] Dans son livre *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle), V.Mâsnikov a décrit précisément 262 documents diplomatiques et consulaires que les deux gouvernements avaient signés entre le 27 août 1689 et le 10 juillet 1916.

Le format de notre thèse ne nous permet pas d'offrir une analyse de tous les accords et traités bilatéraux relatifs à cette question. Nous devons nous contenter de citer les principaux documents concernant le conflit territorial, c'est-à-dire essentiellement les accords qui définissent tel ou tel secteur de la ligne frontalière ayant provoqué des tensions. Un certain nombre de ces textes fondamentaux ont été portés en annexe de ce travail.

La sinologie occidentale[107] s'intéressa aussi de près à l'histoire de la formation du secteur frontalier sino-russe (sino-soviétique) et aux questions liées à l'aggravation des relations entre les deux pays après la mort de Staline. Après 1959, le gouvernement chinois commença à mettre en oeuvre une stratégie de «*provocations frontalières*» (terme abondamment utilisé dans la presse soviétique) sur le secteur de la frontière avec l'Union soviétique, tout en dévoilant ses prétentions territoriales. Les recherches occidentales sur la question des relations sino-soviétiques furent initiées par des sinologues d'origine chinoise, défendant en général des positions pro-chinoises, qui imprimèrent un biais durable dans l'analyse de ce problème[108].

Les années 1960 virent un fort accroissement du nombre de publications consacrées à cette portion de la frontière chinoise, au gré de l'envenimement de la situation entre les deux pays. En 1962 Douglas Jackson publia «La frontière sino-russe : zone de contact pacifique ou conflit potentiel» dont une version augmentée fut publiée en 1968[109]. Il y présenta les aspects historiques, ethniques et politiques de l'évolution de la zone frontalière, ainsi qu'une riche documentation juridique. Il en vint à qualifier la politique de Pékin par rapport à l'Union Soviétique de «politique d'un Etat communiste envers un autre Etat communiste », en opposition à la propagande en vigueur qui visait à faire de ces tensions territoriales un conflit de valeurs entre le communisme et le «révisionnisme ». Cette analyse coïncidant parfaitement avec la position officielle des idéologues du P.C.U.S., l'ouvrage fut largement citée en U.R.S.S. L'une des conclusions majeures de l'auteur fut de voir dans l'évolution politique de Mao un danger réel non seulement pour l'Union

[107] *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003. Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*

[108] A cet égard, en addition des travaux d'Agnès Chen, on peut se référer aux articles de T.C. Lin sur les traités sino-russes du milieu du 19ème siècle et à la thèse doctorale de HU LIANG CHEN, *Etude critique du problème des frontières sino-russes au Nord-Est de la Chine*, Paris, 1956.

Soviétique mais aussi pour l'ensemble de la zone Asie-Pacifique.

La volonté des politiques occidentaux à vouloir se poser en arbitres neutres dans le dialogue frontalier sino-soviétique leur fit publier des recueils de documents issus des archives russes, apparus en Europe et aux Etats-Unis après la révolution d'octobre, ainsi qu'une abondante documentation chinoise ayant trait à la question frontalière entre les deux pays[110]. Aux Etats-Unis fut publiée la traduction anglaise complète des traités frontaliers ainsi que la chronique *Qing Shi Lu*[111]. Tous ces documents évoquant les relations difficiles entre l'Empire Qing avec les pays occidentaux apportèrent un éclairage précieux sur la position du gouvernement chinois par rapport à l'Empire russe. A la même période, Klifford Foust proposa une véhémente critique de la théorie du sinologue américain d'origine chinoise J.Hsu[112], selon laquelle les Russes avaient comme but principal de mener des conquêtes territoriales contre la Chine, que Foust qualifia de tendancieuse et manichéiste[113].

Des fondements lacunaires

Si l'historiographie sinologique occidentale réserve une large place aux travaux concernant la période du retour des territoires de la région de l'Amour dans le giron russe, elle fait largement l'impasse sur le 17ème siècle, qui avait présidé à leur perte par l'Empire russe.

Dans «*La frontière mandchoue dans l'histoire de l'Empire Qing*», Robert Lee porta son attention sur le système administratif de la Mandchourie pendant tout le période d'existence de la dynastie Qing, et décrivit les opérations commerciales des marchands

---

[109] W.A. DOUGLAS JACKSON, *The Russo-Chinese Borderlands Zone of Peaceful Contact or Potential Conflict*, N.Y., 1968, 2d ed.

[110] *China-USSR Boundary*, International Boundary Study, Washington , State Dep., 14.02.1966,
D.J.DOOLIN, *Territorial Claims in the Sino-Soviet Conflict. Documents and analyses*, Stanford, 1965, 2d ed.-1973. L'ouvrage de Doolin fut amplement critiqué en Union Soviétique, où l'on considéra plusieurs des faits avancés comme des erreurs historiques. Ainsi, l'auteur prétend que le traité de Nertchinsk reconnut le territoire de Halha (Mongolie orientale) et la région des kalmouks du Xin Jiang du Nord (Turkistan chinois) comme des sphères d'influence politique de la Chine. Pourtant le texte original du traité ne mentionne aucune de ces deux assertions. voir-*Russko-kitajskie otnošeniâ v 17 veke,* (Les relations sino-russes au 17ème siècle), Moscou, 1972, vol.2

[111] LO SHU FU, *Documentary Chronicle of Sino-Western Relations 1644-1820*, Tucson, 1966, 2 vol.

[112] C.M.FOUST, *Moscowite and Mandarin: Russia's trade with China and its Setting 1727-1805*, Chapel Hill, 1969, pp.44-45

[113] G.J.I.HSU, *The Ili Crisis. A Study of Sino-Russian Diplomacy 1871-1881*, Oxford, 1965,

mandchous sur la côte russe de l'Amour comme la levée d'un tribut chez des vassaux de l'Empire chinois. Cependant les recherches de Lee souffrent de la faiblesse de leurs sources, essentiellement chinoises- les matériaux russes utilisés étant des oeuvres littéraires sans réelle valeur historique[114]. La monographie de R.Quested[115] est consacrée à l'histoire diplomatique du processus de délimitation de la frontière entre les deux pays[116] tout en se focalisant essentiellement sur les événements des années 50-60 du 19ème siècle, la période 1792-1851 étant considérée comme le stade d'équilibre entre les empires russe et chinois. Cette analyse fait ainsi une totale impasse sur les événements du 17ème siècle et en particulier le traité de Nertchinsk, dont les conséquences pesèrent pourtant lourd dans l'histoire des relations sino-russes. C'est pourquoi, malgré une démonstration fondée sur des connaissances approfondies des matériaux en langue russe et chinoise et une très bonne analyse des sources historiques des deux pays, la fresque historique rendue par Quested est entachée de graves erreurs.

Pour autant, ce n'est pas l'historiographie occidentale dans son ensemble qui ignora les événements du 17ème siècle, et les péripéties des premières rencontres réelles entre les deux nations. Dans les ouvrages de Vincent Chan et Mark Mancall, l'irruption des mandchous dans la région de l'Amour et la conclusion du traité de Nertchinsk occupent plusieurs pages destinées à expliquer la situation initiale des relations entre les deux peuples[117]. Mais les recherches de Chan reprennent les thèses sino-centristes d'Agnes Chen que le sinologue soviétique G.Melihov s'attacha à récuser en en soulignant la faiblesse des fondements historiques[118]. Quant à l'ouvrage de Mancall[119], il fut considéré par les sinologues russes comme un très sérieux travail de recherche, dans la lignée de l'école de Fairbank. Mancall caractérise l'Etat russe du 17ème siècle de la façon suivante :

«Moscou, c'est l'est de l'ouest, suivant dans une très large mesure les grandes orientations

---

[114] R.H.G.LEE, *The Manchurian Frontier in Ch'ing History, Cambridge*, Mass, 1970

[115] Selon V. Mâsnikov. Voir, *Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916* (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S.

[116] LIN HSIENG TUNG, *Border Disputes between Imperial China and Tsarist Russia*, Claremont, 1967
R.K.I.QUESTED, *The Expansion of Russia in East Asia 1857-1860*, Kuala Lumpur, 1968

[117] Mark Mancall détourna en source historique l'œuvre littéraire de V.K.ARSENEV*, Dersu Uzala*, qui fut traduite en anglais sous le titre *Dersu the Trapper* , N.Y., 1941

[118] V.CHAN, *Sino-Russian Relations in the Seventeenth century*, Hague, 1966
G.V. MELIHOV, *Man'džury na Severo-Vostoke. 18 vek* (Les Mandchous du Nord-Est, 18ème siècle), Moscou, 1974, pp.21-22

[119] M.MANCALL, *China and Russia, Their Diplomatic Relations until 1728*, Cambridge, Mass, 1971
Voir aussi : V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

de la tradition européenne, qui n'était à cette époque pas encore universelle. Moscou insistait dès cette époque sur l'égalité des Etats nationaux et l'autonomie de leur gouvernement. A la même période, les Mandchous fondaient leur système sur la reconnaissance d'une seule civilisation aux ambitions universelles. La confrontation militaire entre ces deux visions du monde convainquit les deux parties de cesser de vouloir s'imposer par la force et résultat dans l'élaboration progressive de réseaux d'institutions neutres visant à améliorer les relations politiques et culturelles».

Cependant, la démonstration[120] de Mancall pèche par la périodisation qu'elle propose qui semble ignorer les facteurs économiques et de politique intérieure pour ne se concentrer que sur les actes politiques bilatéraux. De plus, il s'appuie sur des sources chinoises dont il ne questionne pas un instant l'authenticité, ce qui le conduit à accepter l'assimilation des tribus des nomades de la taïga de l'Amour à des vassaux de l'Empire Qing et à reprendre à son propre compte un certain nombre de contradictions des documents chinois du 17ème siècle dont la subsistance n'inquiétait pas beaucoup les Mandchous - après la victoire, le subterfuge diplomatique devenu inutile était abandonné, sans tentative d'en effacer les traces.

En 1969 éclata le conflit militaire sur l'île de Damansky[121] sur la rivière Ussuri[122]. La confrontation entre deux pays, qui mettaient russes et chinois en situation de véritable guerre, provoqua une vague de publications en Occident. Eudjen Hon alla jusqu'à affirmer que «l'incident de Damansky» avait transformé la Chine en «troisième superpuissance» et que dès lors la guerre entre les deux pays était devenue inévitable. L'auteur en conclut que dans cette situation permettrait de créer une alliance militaire entre les Etats-Unis et la

[120] La périodisation proposée par Mancall est la suivante :
1. Etablissement des contacts entre les deux peuples et premières tensions. Cette période débute en 1670 par la mission conduite par Milovanov, un *boyard* (grade du service russe d'avant les réformes administratives de Pierre le Grand) du *posol'skij prikaz* (équivalent du Ministère des Affaires Etrangères) du tsar Alexej Mihajloviĉ. Cette époque se caractérise par la volonté de la Russie d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays.
2. Traité de Nertchinsk : la conclusion du premier traité intergouvernemental entre les deux pays en 1689 ne constitue pas seulement une date majeure de l'histoire des relations sino-russe. Elle résulte d'un ensemble complexe d'événements dans la région de l'Amour sur laquelle l'analyste s'arrête avec justesse longuement.
3. 1689-1851, tensions et incidents. Cette période de relations tendues à travers de fréquents contacts s'achève par l'établissment de l'hégémonie de l'Empire russe en Extrême-Orient.
Voir aussi : V.S.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

[121] Sur les cartes politiques chinoises, cette île porte le nom de Zhen bao dao.

[122] http://www.specnaz.ru/kakbylo/br_moi.htm : voir en particulier l'article « Brat'â moi bratiki, russkie soldatiki » (Mes frères- mes soldats russes) de Aleksandr Čudakov, à propos de l'incident de Damansky ayant opposé les gardes frontières russes à l'APL chinoise

République Populaire de Chine[123]. A la même époque, An Tai Sung justifia dans son ouvrage «*La dispute territoriale sino-soviétique*» la vision maoïste de la politique étrangère chinoise[124]. A côté d'une foule d'ouvrages de propagande, furent publiées quelques recherches donnant une estimation objective des actions politiques entreprises par Pékin dans les régions frontalières. Ainsi, le travail de G. Ginsbourgs consacré à l'analyse de «la diplomatie de la crise» applique avec précision et de façon systématique les canons du droit international pour fournir une explication des raisons de l'apparition du conflit frontalier entre la Russie et la Chine[125].

Les sinologues japonais, observateurs privilégiés des tensions sino-russes

N'étant pas japonisant, l'auteur s'appuie de deux spécialistes russes des relations russo-japonaises, Maslov et Ûrkevič qui lui ont permis de rassembler une bibliographie de chercheurs japonais s'étant penché sur la question frontalière sino-russe[126].

Pourquoi était-il important d'accorder une attention particulière au point de vue des spécialistes japonais ? Pendant toute la première moitié du 20ème siècle, l'Empire japonais mena une politique expansionniste en Asie-Pacifique et dans le nord-est de la Chine, bouleversant les frontières des Etats de la région. Ainsi, la richesse de la longue tradition d'études sinologiques du Japon s'appuie sur la stratégie de long terme d'un gouvernement intéressé par la conquête de l'Extrême-Orient, au sein de laquelle la Russie comme la Chine, considérés comme des concurrents, étaient à étudier avec soin[127]. Les recherches de Miasnikov sur l'histoire de la formation des frontières chinoises attachent ainsi une large

[123] E.HON, *Nixon's Peking Trip - the road to China-Russian war*, San Francisco, 1972
[124] AN TAI SUNG, *The Sino-Soviet Territorial Dispute*, Philadelphia, 1973
[125] G.GINSBURG, *The Damansky (Zhen bao dao) Island Incidents: A Study of Syntactic Patterns in Crisis Diplomacy*, Edwardsville, 1973
[126] Une analyse des sources japonaises a été réalisée dans les travaux de l'académicienne MÂSNIKOV, notamment, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001. Voir aussi : *Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916* (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S. et *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1816), Moscou, 2003. Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*
[127] La défaite russe dans la première guerre contre le Japon en 1905 s'explique en partie par les lacunes du renseignement russe sur la situation en Chine et la disposition des forces militaires dans la région. La plupart des publications des historiens japonais sur la Chine à la fin du 19ème et au début du 20ème siècle se fondèrent

place aux sources japonaises depuis le début du 20ème siècle jusqu'à la fin des années 1960, et considère que l'Extrême-Orient pourrait constituer à nouveau un enjeu pour la défense des intérêts nationaux japonais au 21ème siècle.

Certains orientalistes occidentaux se sont intéressés à la vision japonaise de la question de la frontière sino-russe. Ainsi, J. Spense[128] propose une analyse militaro-politique de la situation dans le nord-est de la Chine (Mandchourie) dans les années 1930-40. Il cite de nombreuses sources japonaises et les analyse du point de vue de la sinologie américaine.

Les tensions actuelles entre le Japon et la Chine à propos des îles de la mer du Japon sont analysées en détails dans « An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islest, Senkoku Gunto »[129]. Les modifications de l'équilibre stratégique dans cette zone peuvent avoir des conséquences importantes pour l'évolution de la situation sur la frontière en Extrême-Orient. La perspective d'un conflit sino-japonais porte en germe la menace de l'éclatement d'une guerre de grande envergure à laquelle les Etats-Unis pourraient prendre part. L'intérêt des chercheurs occidentaux et japonais pour la question frontalière en Extrême-Orient prouve qu'un tel scénario est loin d'être écarté de tous les esprits[130].

Parmi les travaux les plus remarquables sur l'histoire générale de l'Empire Qing, les recherches extensives de Inaba Ivakiti publiées sous le titre «Histoire de la dynastie des Qing»[131] constituent une référence. En effet, l'auteur puisa largement à la fois dans les sources chinoises et dans les recherches européennes.

---

sur les informations fournies par les structures de renseignement japonaises implantées en Mandchourie sous des couvertures plus ou moins légales.

[128] Janathan D. SPENSE, *The Search for Modern China*, New York, 1990

[129] Hungdah CHIU, *An analyis of the Sino-Japanese dispute over the T'iaoyutai islets, Senkaku gunto*, Baltimore, 1999

[130] Allen S. WHITING, *China eyes Japan*, Berkrley, 1989

Chih-yu SHIH, «Defining Japan: the nationalist assumption in China's foreign policy», *International Jornal*, Toronto, 1995

J.M. BOUISSOU, « Le Japon et la Chine: amour, haine et géostratégie », revue *Politique étrangère*, 1996

J.M. BOUISSOU, *Seigneurs de guerre et officiers rouges : 1924-1927, la relatione chinoise*, Tours, 1974

[131] Inaba IVAKITI, *Sintee dzensi*, Tokyo, 1914, vols.1-3

La vision « agressive » du début du 20ème siècle

A partir de 1907, la filiale de la compagnie des chemins de fer du Sud de Mandchourie Û.M.Ž.D. *(Ûžnaâ Man'žurskaâ Železnaâ Doroga)*[132] créa à Dalian (*Dalniy* selon l'historiographie russe) un «bureau de recherche», travaillant à la collecte d'informations sur l'histoire et la géographie économique de la Mandchourie et de la Mongolie intérieure. Or ces deux régions avaient fait l'objet d'une attention particulière de la part des services spéciaux du Japon dès la fin du 19ème siècle. Ainsi, il semble que les méthodes cartographiques et topographiques appliquées par le bureau de Dalian étaient en réalité déployées sous le contrôle et dans l'intérêt des structures militaires et de l'état-major général de l'armée. En 1922, ce bureau prépara le «Rapport 17 sur les recherches accomplies», aussi appelé «Etude des relations sino-russes dans la région de l'Amour à l'époque contemporaine»[133]. Le rapporteur, Midzayaki Masayesi, membre de bureau, s'attacha à éclairer l'histoire de la formation du secteur de la frontière sino-russe en Extrême-Orient et décrivit l'évolution de la situation, des débuts de la colonisation au 17ème siècle jusqu'à l'établissement de l'hégémonie totale russe.

L'aggravation des relations sino-soviétiques devint flagrante dans les années 1930, du fait de provocations de l'armée chinoise sur la frontière avec l'U.R.S.S. Si les deux pays n'étaient pas véritablement en situation de conflit armé, on assista tout de même à une série d'actes de diversion en territoire soviétique, produits par des groupes des forces spéciales de l'armée chinoise. Selon les rapports officiels de l'O.G.P.U.-N.K.V.D. *Osoboe Glavnoe Političeskoe Upravlenie*, (Département politique principal) et *Narodnij Kommisariat Vnutrennih Del*, (Commissariat populaire des affaires intérieures) ces groupes étaient équipés et dirigés par des officiers de l'armée impériale japonaise, et en particulier par des spécialistes du renseignement militaire. A cette même époque, le Département des recherches du Japon publia un ouvrage collectif intitulé «*Le blocage de la frontière sino-russe et son influence sur la K.V.Ž.D. et l'Û.M.Ž.D.*» K.V.Ž.D. *Kitajskaâ Vostočnaâ*

[132] Après la guerre russo-japonaise de 1904-1905, le traité du paix conclu par l'Empire Russe et le Japon fit revenir la section du K.V.Ž.D. entre la ville chinois Chan Chun et Da Lian au Japon. Ce secteur japonais de la voie fut rebaptisé Û.M.Ž.D.

Železnaâ Doroga (la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est de la Chine)[134]. Plus tard, les spécialistes de ce bureau travaillèrent à la production des preuves des droits du Japon sur les territoires de Mandchourie, du Nord-Est de la Chine ainsi que sur certaines régions appartenant à l'Union Soviétique, qui figuraient sur les plans stratégiques de l'armée japonaise en vue d'une prochaine annexion[135]. Pour créer et assembler ces «preuves», les historiens japonais analysèrent un large faisceau de sources chinoises et mandchoues sur l'histoire de la Mandchourie, et en particulier sur les relations de la Mandchourie avec la Chine aux époques antiques et médiévales, ainsi que des documents de l'époque Qing[136]. Les données ainsi rassemblées et analysées par les historiens japonais furent utilisées comme matériaux de propagande anti-chinoise et anti-soviétique[137].

Dans «*La concurrence de la Grande-Bretagne et de la Russie dans les régions frontalières de la Chine*»[138] Irei Keysiro s'intéressa à l'histoire de la formation des frontières terrestres chinoises et donna une image originale du problème frontalier inséré dans le complexe des relations internationales en Extrême-Orient dans les années 30.

Le tournant de la fin de la seconde mondiale

C'est au moment de la deuxième guerre mondiale que la question frontalière en Extrême-Orient prend toute son acuité dans les recherches des sinologues japonais[139]. A cette

---

[133]Midzayaki MASAYESI, *Kindai Ro-Si kankei-no kenkyu-Enkokkuryu tihono bu1922, Dairen* (nom japonais de la ville chinoise Da Lian), revue *Tesa hokoku*, n.17.

[134] *Rosi kokke fusa-to Tosi oebi Mantecu-ni-oebosu eyke*, Dairen, 1929

[135] *Mansu-ni okeru Nihon-ko ho:ken* (Les droits du Japon sur la Mandchourie), Dairen, 1931, 2ème édition
Enkokuryu tiho oebi Enkai-syu gappai-ni kansuru rekisi kosatcu (Etudes historiques de l'annexion de la région de l'Amour et de la côte pacifique), Dairen, 1934
Nagosima TAKARU, *Man-so kokke mondai tembo* (Examen des problèmes sur la frontière mandchoue-soviétique), Dairen, 1937

[136] Siro SATO, *Shen jin Ji lin Hei long jiang de chubiao zhu zhan ji yu tu* (Atlas commenté des combats de Mukden, Girin, Hei long jiang et autres lieux), Dairen, 1935, vol.1.
Da Qing li chao shi lu jin yng bian (Notes véritables sur le gouvernement de tous les empereurs de la grande dynastie Qing), Tokyo, 1937, (publication lithographique)

[137] Yano DZIN'ITI, *Mansyu koku rekisi* (Histoire du Man Zhou Guo), Tokyo, 1933
Inaba IVAKITI, *Mansyu: koku curon* (Etude générale de l'histoire de de Man Zhou Guo), Tokyo, 1935
Esida KIN'ITI, *Rokoku-no Kekuto sinryaku-ni-kansuru tesase* (Recherches sur la question de l'agressivité russe en Extrême-Orient), Tokyo, 1933

[138] Irei KEYSIRO, *Sina hence-no eyro-no kakutiku*, Tokyo, 1935

[139] Yano DZIN'ITI, *Mansyu: Kindai si* (Histoire actuelle du Man zhou guo), Tokyo, 1941
Toyeda EDZO, *To: A seysaku to Mansyu* (La politique de la Russie en Asie de l'est et Mandchourie), Chan Chun, 1942,

époque, le Japon est présent sur plusieurs théâtres de combat en Asie Pacifique. En Mandchourie, l'armée japonaise compta jusqu'à un million de soldats, prêts à attaquer l'Union Soviétique à tout moment.[140] C'est la résistance de l'Armée Rouge à Stalingrad et les difficultés imprévues rencontrées sur le front chinois qui dissuadèrent les Japonais de concrétiser ces plans de guerre contre l'U.R.S.S. En août 1945, l'armée japonaise en Mandchourie capitula devant le commandement soviétique, marquant la fin de quatorze ans d'occupation japonaise sur ce territoire. Après la deuxième guerre mondiale, les sinologues japonais continuèrent à publier leurs recherches sur les péripéties de la naissance de l'Etat mandchou en 1644.

Un axe important de l'historiographie japonaise consiste à souligner le rôle particulier du Japon au sein du système complexe gouvernant l'évolution des relations sino-russes, en tant que voisin asiatique de la Chine et ennemi naturel de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis. Au sein de ce système, l'Union Soviétique apparaît comme l'ennemi principal, dont la seule existence suffit à justifier la création d'une union pan-asiatique sino-japonaise dirigée contre elle. Néanmoins, la sinologie japonaise n'accepta jamais tels quels les concepts officiels chinois, tels que l'image d'une Chine « unie et multinationale ». Ayant accumulé une grande expérience de recherche sur les sources chinoises et mandchoues, les sinologues furent à même de proposer la vision concurrente d'une Chine médiévale à la vie politique dominée par les Mandchous, suite à la vague de conquêtes de ces nomades, qui ont donc créé leur propre Empire national sur un territoire ne leur appartenant pas historiquement.

L'époque contemporaine : entre compétition et alliance

A l'époque contemporaine, les auteurs japonais attachent encore une attention particulière à l'histoire de la formation des frontières de la Chine et à la politique frontalière de la Chine avec les pays voisins, au processus de délimitation territoriale entre la Chine et la

[140] La raison pour laquelle le Japon n'a pas attaqué l'U.R.S.S. pendant la deuxième guerre mondiale demeure mystérieuse et les sources japonaises relatives à cette question inaccessibles. Entre 1941 et 1943, la situation sur le front germano-soviétique offrait au Japon une chance de progresser en Extrême-Orient soviétique. Mais l'empereur Hiro-Hito ne donna pas l'ordre d'attaquer, malgré les demandes pressantes d'Hitler.

Russie[141], ainsi qu'à l'état des relations entre les deux pays dans leurs régions frontalières d'Extrême-Orient[142].

Cette attitude s'inscrit dans la continuité historique des velléités japonaise d'hégémonie en Asie Pacifique, depuis la deuxième moitié du 19ème siècle[143], dans une zone présentant un intérêt stratégique pour de nombreux acteurs : Chine et Russie, mais aussi Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne. C'est avec sa victoire inespérée de 1904-1905 sur la Russie que le Japon gagna son statut de puissance régionale. La Corée fut peu après placée sous protectorat japonais. Puis en 1931 c'est le nord-est de la Chine qui fut occupé et transformé en Etat fantoche. Mais cette domination japonaise pris fin avec la défaire de l'allié Hitler. Néanmoins, être confiné dans la position passive de spectateur des évolutions de la zone Asie-Pacifique ne pouvait convenir au Japon. Devant l'obligation de céder sa position aux Etats-Unis, certains suggérèrent la possibilité d'une alliance avec le voisin chinois. La viabilité de cette union est cependant sujette à de nombreuses contingences[144]. Si l'on considère néanmoins cette hypothèse, il s'agit de comprendre quelle cible serait assez sérieuse pour maintenir ensemble ces deux corps que tout pousse à opposer. Russie ? Etats-Unis ? Aucune de ces perspectives n'est à exclure. Qu'il y ait ou non alliance d'intérêt contre un ennemi commun, le statu quo de long terme entre les deux pays semble en tous cas garanti par l'impossibilité pratique de chacun des protagonistes de conquérir militairement l'autre.

Le travail mené par les spécialistes japonais intéresse tout particulièrement la sinologie russe, dans la mesure où il a des implications directes sur les plans stratégiques de défense

---

[141] Nobue KANDA, *Manzhoubidan*, Tokyo. 1955-1963. vols.1-5 (L'archive secrète de Mandchourie), *Tyugoku-no kokkye mondai-to Tyuso tairicu,* Tokyo, 1964
Tyuu: goku-o meguru kokke funso, sous la direction de Irie et Hidenaga, Tokyo, 1967. Publiée par une autre Société japonaise spécialisée dans l'étude des relations internationales en Asie et Afrique, «*Les conflits sur les frontières de la Chine*» constitue une analyse du cours politique mené par Mao.

[142] Esida KIN'ITI, *Kindai Ro-sin tankei si* (Histoire des relations sino-russes à l'époque actuelle), Tokyo,1974
Tyu: so kokke:mondai sire:syu (Collection de matériaux sur les questions de frontière sino-soviétiques), préparé par *La société d'étude des problèmes des relations sino-soviétiques*, publié par l'édition du département de recherche du Ministère des Affaires Etrangères du Japon

[143] C'est à partir du milieu du 19ème siècle que le Japon commença à renforcer son armée, en la dotant d'armements modernes tout en restant fidèle aux traditions des samouraï, ce qui lui permit de se positionner dès le début du 20ème siècle comme une puissance régionale importante, représentant une menace pour les autres acteurs de la zone.

[144] Tandis que de nombreux auteurs japonais présentent le Japon et la Chine comme partageant le « même destin historique », s'appuyant sur la proximité ethnique et linguistique, l'histoire semble prouver le caractère « contre-nature » de cette union. En particulier la Chine entretient un profond ressentiment envers les atrocités commises par les occupants japonais – l'historiographie chinoise évoque 200 millions de victimes.

en Extrême-Orient russe – territoire qui continue d'être considéré comme zone d'intérêt national par la Chine et le Japon. Mais tandis que le Japon se contente d'une « colonisation économique », la Chine continue de réclamer le « retour » de ses territoires « volés ».

Histoire de la question frontalière

« Le problème frontalier » apparaît comme le facteur clé de tension entre la Russie et la Chine, mais aussi comme un indicateur des relations entre les deux régimes communistes et de leurs conceptions respectives de « l'intérêt national » en Extrême-Orient. L'illustration la plus explicite en a été les événements de 1959, menant à la rupture des relations bilatérale de 1966 et aux actions militaires de 1969. Pourtant les racines sont bien plus anciennes.

Les accords inter-gouvernementaux sont des documents juridiques ayant fixé, pour une longue période, les cadres de l'histoire des relations diplomatiques entre la Russie et la Chine. L'intérêt particulier que présentent ces accords bilatéraux est aussi lié directement à l'histoire de la formation des écoles nationales diplomatiques. Chacune des deux écoles diplomatiques présentait des traits particuliers relatifs à la disposition géographique des deux Etats et à la diversité des caractères ethniques et culturels des peuples russes et chinois.

La question géographique

Au moment des premiers contacts entre les deux Etats, en 1618, les territoires de Sibérie et d'Extrême-Orient constituaient une grande zone de communication entre les peuples russes et chinois. Cet espace immense, sans délimitation précise, mesurait de quelques centaines à quelques milliers de kilomètres de large et plusieurs milliers de kilomètres de long. Au cours du processus d'extension territoriale, cette zone fut peu à peu absorbée par les deux

---

Encore 55 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale cette question reste très sensible. L'alliance sino-

peuples, conduisant à l'établissement d'une ligne frontalière commune, de façon diplomatique et sans intervention militaire. Si les deux côtés firent à plusieurs reprises l'étalage de leur force militaire, ils parvinrent toujours à éviter d'en venir aux armes au sujet de la définition territoriale.

Les peuples et ethnies autochtones de ce large territoire (mongols, kazakhes, mandchous, kirghizes, ouigours) qui disposaient d'une grande expérience des relations avec la Chine constituaient des médiateurs naturels pour la Russie dans ses contacts avec le peuple chinois, avant que ces peuples ne soient partagés entre les deux empires. Ainsi, les Etats mongols situés à l'Est et l'Ouest de la Chine transmettaient au gouvernement russe ses premières informations sur « le royaume chinois ». C'est depuis ces Etats que les officiers et ambassadeurs russes recevaient la permission d'entrer en Chine. Longtemps, la langue mongole fut même la langue de communication diplomatique entre les deux pays.

La question culturelle et ethno-sociale.

Ce problème est plus complexe par comparaison au facteur géographique et s'avère souvent décisif dans l'analyse des difficultés diplomatiques ayant ponctué l'Histoire des relations sino-russes. Par ses relations avec des pays étrangers, la Chine cherchait à résoudre des problèmes politiques, alors que la Russie, à l'image des pays européens, menait sa politique étrangère dans une perspective d'élargissement des liens économiques. Le système féodal chinois avait créé des formes particulières de contacts commerciaux avec les peuples étrangers. Le commerce n'était pas considéré comme un métier honorable par la noblesse chinoise. Le commerce extérieur n'avait par pour fonction de générer un profit économique mais de réitérer la soumission des peuples barbares. Les échanges de marchandises entre Pékin et les autres pays constituaient une forme de démonstration de la générosité et de l'humanisme de l'Empereur chinois envers les pays « périphériques ». Les marchés visant à l'échange de marchandises internationales n'étaient autorisés à se tenir que dans les villes frontalières. Les commerçants étrangers étaient autorisés à se rendre dans la capitale chinoise à condition d'accompagner une ambassade de leur pays. En

japonaise semble donc très difficilement réalisable.

revanche, les caravanes commerciales n'avaient pas le droit d'aller dans les régions centrales du pays et les marchands chinois n'étaient pas autorisés à quitter le pays.

La culture politique de la Russie est basée sur les normes morales du christianisme et la tradition européenne, qui concevaient les relations bilatérales comme des relations égales entre Etats-nations : les gouvernements des Etats étaient considérés comme égaux. Au contraire, la culture politique de la Chine, ancrée dans la tradition confucéenne, reposait sur une hiérarchie de toutes les sphères de la vie sociale et se fondait sur une vision sino-centrique du monde. La culture politique chinoise à l'époque de Qing excluait donc la possibilité de construire des relations égales avec des pays voisins, qui étaient tous ramenés au même rang de « barbares ».[145] Pendant près d'un siècle, la Chine tenta d'obliger la Russie à accepter la conception confucéenne des relations internationales. Le refus du gouvernement russe provoqua une suspension des relations diplomatiques. Pendant longtemps, les deux parties cherchèrent un compromis, une sorte de « troisième voie »[146], pour établir des relations normales entre deux Etats[147]. Ce n'est qu'à la fin du 18ème siècle, que les Chinois comprirent que l'Etat russe représentait une puissance considérable à la frontière de l'Empire Qing et commencèrent à chercher à bâtir un compromis avec la Russie.

L'académicien grand maître de la sinologie russe Mâsnikov propose de distinguer deux étapes dans l'histoire diplomatique sino-russe.

La première étape serait caractérisée par deux siècles de tentatives des diplomates et émissaires russes de « percer » la voile « impénétrable » créé par le gouvernement chinois. La Russie avait ainsi envoyé 18 missions diplomatiques, dont presque aucune n'avait pu aller au-delà de la frontière mongole. Seule l'ambassade dirigée par S.Vladislavič-Raguzinskij réussit sa mission, et parvint à la conclusion de *l'accord de Khiyahta* en 1727.

La seconde étape voit l'établissement de relations sur le modèle des relations sur le fondement de l'égalité, à partir de la deuxième moitié du 19ème siècle et jusqu'en 1917. C'est pendant cette période que les deux pays conclurent le plus grand nombre d'accords et

[145] J.K.FAIRBANK, *The Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1968
[146] V.S.MÂSNIKOV, *Istoriko-kul'turnye osobennosti ekonomičeskogo vzaimodejstviâ Rossii s Kitaem* (Les particularités historiques et culturelles de la coopération économique entre la Russie et la Chine), Moscou, 1993, Edition de I.N.I.O.N.
[147] V.S.MÂSNIKOV, *Imperiâ Cyn i Russkoe gosudarstvo v XVII veke* (L'empire Qing et l'Etat russe au 17ème siècle), Khabarovsk, 1987

de traités bilatéraux au sujet de la ligne frontalière et de la détermination des positions des deux pays en Extrême-Orient et en Asie Centrale. De nombreux sinologues russes soulignent que pendant cette période, la Russie, qui appartenait pourtant au 19ème siècle au bloc des pays impérialistes, avait mené une politique envers la Chine tout à fait différente de celle des autres puissances européenes, des Etats-Unis et du Japon. Cette thèse est récusée par l'historiographie chinoise qui place au même plan les Russes et les européens dans leur position impérialiste vis-à-vis de la Chine au 19ème siècle.

Processus de formation du secteur de Est de la frontière[148]

La configuration de la ligne frontalière actuelle découle d'un processus de plusieurs siècles, dont les avancées principales furent enregistrées par des traités et actes diplomatiques qui constituent jusqu'à aujourd'hui l'assise légale de la frontière sino-russe[149]. Ce processus commença au 17ème siècle, avec les premiers contacts entre les corps militaires expéditionnaires russe et chinois et le choix de la rivière Amour comme ligne de démarcation.

Les traités fondateurs du 17ème et 18ème siècles

C'est en 1649-52 que quelques groups de cosaques commandés par Habarov, s'installent sur le territoire bordant la rivière Amour (*Priamurye* en russe) et le déclarèrent propriété du Tsar russe. Les cosaques n'y trouvèrent à leur arrivée que des nomades ou semi-nomades

[148] On entend par «secteur de l'est » l'espace compris entre l'intersection des frontières russes, chinoise et mongole (point Tarbagan-Dahu) d'une part, et celle des frontières entre la Russie, la République Démocratique de Corée et la Chine (la rivière Tumannajâ, en chinois Tu Meng Jiang) d'autre part. Cette section frontalière s'étend sur 4 375 km.

[149] *Collection des traités russo-chinois 1689-1891*, St Pétersbourg, 1889. Il s'agit de la seule édition multilingue (russe, chinois, mongol, mandchou, latin) jusqu'à l'heure actuelle.
T.P. ÛZEFOVIČ, *Traités politiques et commerciaux entre la Russie et les pays orientaux*, St Pétersbourg, 1869.*Collection de réglementations internationales déterminant les relations bilatérales sino-russes*, St Pétersbourg, 1900. *Collection des traités internationaux signés par la Russie*, Moscou, 1952. *Les relations sino-russes de 1689 à 1916*, Moscou, 1959

ne possédant aucune structure d'Etat et dont la vie était essentiellement réglée par une organisation familiale. Les rapports rédigés par les cosaques précisent qu'ils n'ont rencontré aucune population chinoise dans cette région[150]. Peu à peu, des colons russes s'installèrent et les autochtones prêtèrent serment au tsar russe. Au milieu du 17ème siècle les possessions russes s'étendaient jusqu'à la rive gauche de l'Amour (avec quelques poussées au-delà, comme près d'Albazin) et, à l'ouest, de la rivière Argoun jusqu'au Grand Hingan. En 1685 fut créé sur la rivière Amour le *voïvodat* (région militaire) « *Albazinskoe* », par lequel la région devint administrativement gérée comme un territoire russe. De nombreux villages et forteresses furent établis[151]. La frontière nord de l'Empire Qing se trouvait alors à mille kilomètres de l'Amour, dans les steppes mandchoues, appelée dans les documents russes «*Ivovyj Palisad*» (*la région plantée de saules*). Même les sources chinoises, ne considéraient par les grandes villes mandchoues de Ninguta et Girin et les territoires les entourant comme des parties administrées l'Empire Qing. Ces terres étaient nommées *Zi Li* (Les terres qui immobilisent les forces ennemies). Le territoire au nord de la région de Zi Li était conçu comme un espace frontalier, dont la traversée était à sujette une autorisation spéciale du gouvernement de Pékin, même pour les officiers et soldats de l'armée mandchoue. Aucune population chinoise Han n'était installée au nord de la région de Zi Li, et l'ensemble de l'appareil administratif était aux mains des féodaux mandchous et des militaires[152].

L'avancée des russes jusqu'aux rives de l'Amour rapprocha les frontières russe et mandchoue. Si le territoire conquis par les cosaques n'était pas formellement inclus dans les limites de l'Etat mandchou ou chinois, il appartenait indéniablement à leur zone d'intérêts. Dès le 17ème siècle, les zones du sud de l'Amour furent sujette aux pénétrations

---

Tous ces documents sont accessibles dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Institut National de Recherches sur l'Extrême-Orient ainsi qu'à la Bibliothèque Nationale.

[150] B.O.DOLGIH, *Rodovoj i plemennoj sostav narodov Sibiri v 17 vek*e (La société familiale et tribale des peuples de Sibérie), Moscou, 1960, p. 350-351

[151] On connaît, grâce aux chroniques russes du 17ème siècle, le nom des villages et «*ostrog*» (petite forteresse) des cosaques établis dans le région de l'Amour : Albazinskij, Kumarskij, Kosogorskij, Ačanskij, Soldatovo, Ignašino, Popovo, Pokrovskoe, Čulkovo, Monastyršina, Andrûkino, Ozernaâ, ainsi que deux grande villes, Anadyrskij ostrog et Ohotsk.

[152] WU ZHEN CHEN écrivait au 17ème siècle dans ses Notes de Ninguta, traduction de V.P. Vasil'ev, 1857, pp 80 et 106 : « mon père Wu Han Cuo fut envoyé en 1657 dans la garnison de la ville de Ninguta. Il y partit lors de la 8ème lune de 1658, 15ème année du règne de Shun Zhi. Là bas, la frontière était appelée « palissade de saules », car la ligne frontalière était plantée de saules pleureurs marquant la limite entre nos terres de l'étranger ».L'historien japonais Dzinyti YANO évoque aussi l'existence d'une telle ligne de saules délimitant la frontière à l'époque de la dynastie des Qing : Mansu koku rekysi, Tokyo, 1933, p. 171

concurrentes des deux nations[153], la nouvellement fondée dynastie des Qing ayant décidé de « *repousser* » les Russes de la région de l'Amour par la force militaire. Le « premier contact » eut lieu dans les terres vides de la taïga sibérienne[154]. Dans le dernier tiers du 17ème siècle, l'empereur Kang Xi prit la décision, après avoir écrasé les poches de résistance Ming du sud de la Chine, de mener une politique active dans la région de l'Amour ainsi qu'envers les khanats mongols. La campagne débuta par un renforcement d'influence sur les tribus nomades mongoles de la région de l'Amour, avant d'entrer dans sa phase militaire : en 1685, les Mandchous assiégèrent Albazin, avant-poste de la colonisation russe en Extrême-Orient. Les cosaques, d'abord contraints de quitter la forteresse, reprirent la ville quelques semaines plus tard. En 1686, les Mandchous échouèrent dans leur nouvelle tentative de prendre la place forte.

En 1687 Kang Xi donne l'ordre de se retirer d'Albazin après avoir appris l'imminente arrivée d'une ambassade conduite par Fedor Golovin[155] en vue d'un règlement pacifique du différend[156]. Les négociations diplomatiques ne commencèrent que le 12 août 1689, une guerre entre le Khanat des Oïrat (kalmouks) et la Mandchourie ayant retardé l'arrivée de la délégation chinoise. Ainsi, même les régions frontalières appartenant à la Chine étaient devenues des zones du combat entre les nomades et l'armée impériale. Des instructions claires furent données aux deux délégations par leur gouvernement[157] : pour les Russes, il

[153] Les avancées de l'Empire Qing furent réalisées par les Mandchous et non des Han.
[154] *Les relations sino-russes de 1689 à 1916*, Moscou, 1959
[155] Il devint ensuite l'un des plus grands diplomates de l'époque de Pierre le Grand
[156] En prise avec les raids dévastateurs permanents des Tatars de Crimée, le gouvernement ne pouvait permettre le développement d'une autre zone d'instabilité. Le pays étant en outre la proie d'une sévère crise économique, envoyer l'armée dans une région si éloignée de Moscou que l'information mettait un an à y parvenir n'était pas envisageable.
[157] Du côté russe, il fut entendu que :
-La frontière entre les deux Etats était délimitée par la rivière Amour (*Hei Long Jiang*)
-Au cas où les Chinois écarteraient cette proposition, on proposerait de placer la frontière au niveau des rivières Zeâ et Bystraâ situées au nord de l'Amour, dans un territoire déjà tenu par les Russes.
-Si cette variante était encore refusée, les Russes pourraient proposer une frontière passant par la ville Albazin. Les territoires des rivières Amour, Bystraâ, Zeâ seraient alors transformées en zones d'exploitation commune (*Promysly*).
-En dernier recours, on déclarerait que pour assurer la paix, le tsar russe irait jusqu'à abandonner ses droits sur les forteresse, population civile et militaire de la ville Albazin
- En cas d'échec total, Golovin conclurait un armistice et on préparerait une action militaire contre la Chine.
Pour la délégation chinoise, les positions à avancer étaient que :
-Nertchinsk, même occupée par les Russes, restait une aire de campement de la tribu Mao Lin Nan, vassale des Mandchous, donc devait rester sous administration mandchoue.
-Albazin avait historiquement toujours appartenue à la tribu Daur, également sous allégeance mandchoue.
-L'Amour, qui permet l'accès à la rivière Sungari et, de là, aux autres rivières du bassin fluvial de l'Amour (Non-ni, Kur-ha, Ou-lu, Nin-gu-ta) et à la Mer du Japon, constitue un intérêt vital de l'Etat chinois. En outre, la région de l'Amour est peuplée par les tribus Si-bo, Ko-rin, So-lon et Da-ur qui ont déjà prêté serment à l'empereur chinois.

s'agissait d'arriver à tout prix à un compromis en cédant des territoires à la Chine. Pour les Chinois, il fallait faire valoir l'intérêt national de la Chine et s'appuyer sur une argumentation historique. Mais alors que les négociations se mettaient en place, la Chine eut à faire front à une attaque mongole. Les Mandchous furent donc soudainement soumis à la nécessité d'obtenir le plus rapidement possible un traité de paix avec les Russes pour concentrer leurs forces sur la question mongole. Les réclamations furent donc revues à la baisse et les Chinois proposèrent une délimitation de la frontière suivant le tracé de la rivière Argoun. Les problèmes intérieurs poussèrent donc les deux parties à parvenir au plus vite à un accord. Au cours des négociations les Chinois commencèrent pourtant par émettre des prétentions territoriales sur les terres russes jusqu'à la rivière Lena, alléguant du fait que tout ce territoire était une terre historiquement chinoise, depuis l'époque d'Alexandre de Macédoine et de Gengis Khan appartenait à la Chine. Les Russes mirent en doute le fait que la généalogie des khans mandchous inclue ces deux personnages historiques. La délégation chinoise réclama alors l'ensemble des territoires des régions de l'Amour et du lac Baïkal, et appuya sa position par une démonstration militaire de la flottille fluviale incluant canons et corps de cavalerie[158]. Sous la menace de la force armée, Golovin céda et fit des concessions qui en toute autre circonstance eut été impensables. Le 29 août fut ainsi signé le premier traité sino-russe, première étape du processus de délimitation territoriale entre les Etats russe et chinois.

Aux termes du traité, «Toute les petites et grandes rivières qui se jettent dans l'Amour, au nord de ces montagnes, appartiennent à l'Empire Qing». «Toute les rivières qui coulent vers le nord de ces montagnes appartiennent à la Russie.» L'avant-poste russe d'Albazin doit être détruit. Le libre commerce entre les citoyens des deux pays doit être garanti. Des instruments légaux de résolution des différends frontaliers sont également mis en place.

L'historiographie russe met en évidence le fait que le traité «Nertchinsky de 1689 » n'établit pas la frontière entre la Chine et la Russie de façon adéquate en regard des normes du droit international moderne. Ce traité ne répond pas davantage aux coutumes du droit international du 17ème siècle ayant trait à la préparation de documents diplomatiques

---

-La perte de ces territoires et l'installation des russes aux portes de l'Etat Mandchou serait une menace grave pour la stabilité des frontières de l'Empire et risquerait de déstabiliser la situation dans les régions intérieures de Mandchourie.

[158] A.V.P.R. (Archive de politique étrangère de la Russie), Fonds des traités avec la Chine, op. 466 v, d. N.1. Voir les commentaires dans : *Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916* (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003. Sous la rédaction académique, V. Mâsnikov, Edition, *Pamaâtniki istoričeskoj mysli*

légaux. On peut par exemple lire dans le texte du traité :

«La frontière s'étend de la source de la rivière Gorbica jusqu'à l'est, et suit les montagnes «Kamennye[159]» jusqu'à la mer ».

Mais la délégation chinoise fur trompée par les Russes : ils n'avaient à cette époque pas exploré ce territoire et ne savaient pas que ces montagnes ne se jetaient pas dans la mer du Japon. Une importante faiblesse du traité est linguistique : après de longs pourparlers, il avait été décidé que chaque partie conserverait une version du traité dans sa langue (russe et mandchou) ainsi qu'une en latin, langue officielle des négociations couramment utilisée par les officiels russes et par les jésuites[160] assistant la délégation chinoise. Or dans les années 1960 furent découverts des différences de rédaction entre les textes russe et chinois, qui laissaient la place à l'interprétation et à des manipulations du sens des différents articles[161]. La numérotation des articles ne correspond même pas dans les deux versions - en guise de numéro, les Mandchous accolaient au texte l'expression «è*mu hačin'*» (« article »). Tandis que les versions russe et latine sont composées de six articles chacune, la version mandchoue comporte deux articles supplémentaires. Et même si les textes russe et latin ont une numérotation identique, le contenu de leurs articles diffère. Mais la plus grande difficulté d'interprétation du traité Nertchinsky vient de ce que les articles expliquent de façon totalement différente dans les trois langues les noms des rivières, des montagnes, et autres points de repère du passage de la frontière de l'époque. Ces points ne sont déterminés par aucune coordonnée géographique précise, seulement énoncés en termes très généraux – et le traité reste même muet quant à l'appartenance des îles de la rivière Argoun celles du territoire au sud de la rivière Ud jusqu'aux «montagnes frontalières » Kamennye[162]. Les deux parties n'échangèrent pas non plus de carte, qui aurait pu fixer précisément la délimitation de la ligne frontalière dans la région de l'Amour. Les deux pays ne procédèrent ni à la ratification du traité, ni à l'échange des

[159] Dans le texte mandchou, ces montagnes s'appellent Amba-Hingan, c'est à dire « le Grand Hingan »
[160] Le français François Gerbiton et le portugais Thomas Pereira
[161] A cette époque les différences de rédaction des textes étaient normales du fait de la mutuelle ignorance de la langue de la partie adverse. Pour les correspondances officielles et négociations, c'est la langue mongole qui fut choisie car les deux parties la maîtrisaient. Pourtant, pendant ces négociations, à cause des intrigues des Jésuites, le latin fut choisit comme langue officielle. Le traducteur de la délégation russe était Andrej Belobckij tandis que les Jésuites Gerbillon et Pereira assuraient la traduction pour les Chinois, ayant ainsi l'accès aux secrets d'Etat russes et chinois. Voir : G. CAHEN, *Histoire des relations de la Russie avec la Chine*, Paris, 1912, p. 29
[162] G.F.MILLER, *Iz"âsnenie sumnitel'stv, nahodâšihsa pri postanovke granic Rossijskim I Kitajskim gosudarstvami 7197 (année 1689) Ežimesâčnye sočineniâ k pol'ze I uveseleniû služašie*, St Pétersbourg,

instruments de ratification. Aucune démarche de démarcation de la frontière dans la zone frontalière ne fut entreprise de façon coordonnée par les membres des deux délégations.

Si tant d'importance est attachée à un événement du 17ème siècle s'étant déroulé dans un lieu qui n'était même pas répertorié par les cartes géographiques de l'époque, c'est parce que c'est en lui que s'enracine l'ensemble du problème frontalier. Les manipulations permises par les lacunes du traité et dont ont su profiter aussi bien les Chinois que les Russes ont insidieusement miné la situation sur la ligne frontalière jusqu'en 1959, quand les prétentions territoriales énoncées par Mao achevèrent de faire voler en éclat «l'amitié des deux peuples frères». Avec la remise en cause par les chinois des « traités injustes » imposés par les « pays impérialistes » - au premier rang desquels la Russie, le Traité de Nertchinsk demeure le seul traité « juste » reconnu par l'historiographie chinoise moderne.

Le traité de Nertchinsk ne disait mot de la frontière mongole. A cette époque, la Russie continuait à entretenir des liens multi-séculaires avec les khanats et tribus de Mongolie occidentale et orientale, sans que la frontière entre la Russie et ces Etats ne soit fixée par aucun traité ou accord officiel. La frontière n'était reportée sur aucune carte mais seulement estimée en jours du trajet pour le voyageur. Au printemps 1691, quelques tribus mongoles de Halha[163] demandèrent la citoyenneté russe, qui leur fut accordée peu après. C'est à partir de cette époque que l'Empire chinois commença à discuter avec le gouvernement russe de la délimitation de la frontière dans ces régions. Le 29 août 1727 fut signé le traité de « Burinsk»[164], rédigé en langues mongole, mandchoue et russe - la langue chinoise n'étant pas utilisée car les Mandchous ne se considéraient pas encore comme chinois. La frontière sino-russe dans le secteur mongol était fixée à l'est par le monticule Abagaitu, proche de la rivière Argoun et à l'ouest par la crête Shabin-Dagaba, près de la rivière Ienisseï. Le 21 octobre 1727 fut conclu le traité de « Kyahta », composé en russe, latin et mandchou et qui incorporait le traité de « Burinsk». Ce traité définit les conditions de commerce entre les deux pays, sanctionna l'activité de l'église orthodoxe russe à Pékin et fixa les règles de correspondance diplomatique.

1757, p. 308. Le titre est en langue russe du 18ème siècle ; en français on peut le traduire par *Explication des soupçons pendant la démarcation de la ligne frontalière entre la Russie et la Chine* .

[163] Ces tribus vivaient sur l'actuel territoire de la République Populaire de Mongolie et de la République Tuva incluse à la Fédération de Russie

[164] Il fut signé par la délégation envoyée en 1726 à Pékin par Catherine Ière, épouse de Pierre le Grand

Les sombres heures de la Chine au 19ème siècle

A l'aube du 19ème siècle deux questions inadéquatement couvertes par les traités empoisonnaient les relations sino-russes : le statut de l'«*Udskoe prostranstvo*» (l'espace de la rivière Ud) et le contrôle de la rivière Amour par les autorités impériales chinoises. Celles ci ne laissaient pénétrer aucun bateau russe – même les canots de pêcheurs. La Russie, puissance mondiale du début du 19ème siècle ne pouvait supporter cet affront. Le Sénat russe adressa plusieurs fois au gouvernement chinois des demandes d'autorisation de navigation sur le fleuve, qui se heurtèrent à un refus systématique.

Mais ce n'est qu'au milieu du 19eme siècle, quand l'empire Qing commença à s'enfoncer dans la crise économique et politique, que la Russie se permit une politique beaucoup plus audacieuse en Extrême-Orient. La «première guerre de l'opium» de 1840-1841 avait détruit l'équilibre des puissances dans la région, transformant la Chine en pays partialement colonisé par les pays occidentaux. La pénétration en Chine de ces pays et l'ouverture forcée des ports maritimes menaçait également les intérêts économiques de l'Empire russe : l'apparition de navires militaires ou de baleiniers occidentaux à proximité des côtes russes était perçue comme une menace d'occupation des riches régions des rivières Amour et Oussouri qui n'étaient encore contrôlées par aucun Etat, suite à l'énoncé de leur statut neutre dans les trois traités sino-russes conclus à la fin du 17ème et au début du 18ème siècles. En 1849 fut envoyée en Extrême-Orient l'expédition militaire de Nevelskij, qui pour la première fois réalisa une description géographique précise de toute la région d'Extrême-Orient et prépara les cartes géographiques détaillées des trois régions disputées à la Chine. Le 29 juin 1850, les Russes établirent l'hivernage (*Zimov'e*) sur la péninsule Kuegda où fut planté le drapeau militaire des navires impériaux. Plus tard y fut fondée la ville Nikolaevsk na Amure (Nikolaevsk-sur-l'Amour). Le 17 février 1851 fut envoyée à Pékin une lettre officielle du gouvernement russe dans laquelle étaient exprimées les craintes à propos de l'activité militaire des pays occidentaux à proximité des frontières russes en Extrême-Orient et qui priait avec insistance le gouvernement chinois de résoudre au plus vite le problème de la délimitation de la frontière dans les régions de l'Amour et de l'Oussouri. Comme les missives précédentes, celle-ci resta sans réponse[165]. Devant ce refus caractérisé de coopérer, la Russie commença à défendre de façon unilatérale ses

[165] Les Chinois avaient déjà à plusieurs reprises ignoré les lettres envoyées au *Li Fa Yuan,* Tribunal Impérial des Relations Etrangères – l'équivalent du ministère des Affaires Etrangères actuel.

intérêts territoriaux en Extrême-Orient par des transferts de flottille et la construction de forteresses[166]. Une typologie des tribus et peuplades locales selon leur sentiment d'appartenance à la nation chinoise ou russe fut communiquée à l'Empereur Nikolaj Ier en personne et lui fit prendre conscience de l'urgence du règlement de la question frontalière.

En 1854, les troupes franco-anglaises attaquèrent Petropavlovsk. La Russie répondit par un transfert massif de régiments de cosaques. Sur l'Amour furent établies de nombreuses garnisons[167]. En juin 1855, le gouvernement russe décida de s'assurer le contrôle total de la rive gauche de l'Amour et de requérir auprès du gouvernement de chinois le droit de libre commerce avec les régions méridionales de Chine, afin de développer la Sibérie. C'est la fin de «la guerre de Crimée» en 1956 qui laissa les mains libres au gouvernement russe pour résoudre le problème de l'Amour. La voie pacifique fut choisie, en demandant par voie diplomatique à la Chine la permission de libre navigation sur l'Amour[168]. Comme toujours jusqu'alors, la confrontation directe put être évitée. Tous les territoires nouvellement assimilés par les Russes au bas de l'Amour, le long du détroit Tatarsky, sur la péninsule du Kamchatka, aux bords de la mer Ohotskoe et dans la région de Ud furent englobés dans la région «*Primorskaâ*» de Sibérie orientale, avec pour capitale régionale Nikolaevsk. Treize bureaux de poste de l'Empire russe furent établis dans la région. Le déploiement de ces mesures militaro-administratives ne se heurta à aucune résistance chinoise.

Le 16 mai 1858, après trois ans de négociations interrompues à plusieurs reprises et sous la menace directe d'intervention militaire occidentale[169], le gouvernement chinois signa avec la Russie «le traité Aigun[170]». La Russie recevait l'intégralité de la rive gauche de l'Amour, de son embouchure maritime à la rivière Argoun, tandis que la rive droite restait chinoise. La zone entre l'Oussouri et la mer du Japon demeurait sous contrôle commun jusqu'à sa délimitation définitive. La navigation sur les rivières Amour, Sungari et Oussouri n'était autorisée qu'aux navires chinois et russes et le libre commerce y était

[166] La base de la flottille fluviale sibérienne fut transférée de la ville d'Ohotsk à Petropavlovsk na Kamtchatka (*Petropavlovsk-kamtchatski*). En 1853 furent construites au bord de la rivière Oussouri les forteresses (*voennij post*) de Aleksandrovsky, Mariinsky et Konstantinovsky, qui furent pourvues de régiments de l'armée russe.

[167] Mihajlovskoe, Novo-Mihajlovskoe, Bogorodskoe, Voskresenskoe et de nombreux autre plus petits. Une garnison militaire russe fut aussi établie devant la ville mandchoue de Sahalân'-Ula.

[168] Les bateaux russes n'attendirent pas la permission formelle des autorités chinoises pour naviguer sur l'Amour.

[169] En particulier le plan franco-anglais de prise de Da Gu pour s'assurer la mainmise sur la route de Pékin

permis. La Russie retrouvait donc la possession de territoires perdus après le traité de Nertchinsk. L'établissement du statut neutre de la région de l'Oussouri (*Ussurijskij kraj*) fut une mesure préparatoire au « rattachement » définitif de cette région à l'Empire Russe. Contrairement aux traités analogues signés par la Chine avec les gouvernements des pays occidentaux, aucune concession russe ne fut établie en territoire chinois, ni aucune juridiction consulaire ou privilèges commercial pour les Russes en Chine. Le traité laissait aussi aux autorités chinoises le droit de juridiction sur les Mandchous, citoyens chinois, vivant dans l'Empire Russe[171]. Profitant de la confusion conséquente à l'occupation de la ville de Tianjin par les occidentaux en mai 1858, la Russie put imposer le traité de Tianjin (*Tianjinskij traktat*). Celui-ci accordait à la Russie la clause de la nation la plus favorisée[172]. Une clause établit que les citoyens russes accusés de crime sur le sol chinois seraient jugés selon les lois impériales russes. L'église orthodoxe obtint le droit d'ouvrir des missions en terre chinoise. Mais la victoire inespérée de la marine chinoise sur les armées franco-anglaises près de Da donna au gouvernement chinois la force de refuser de reconnaître l'ensemble des traités conclus avec des pays étrangers. La Russie reprit en vain ses efforts pour obtenir la ratification des traités Aigun et Tianjin. La rhétorique de la terre *mandchoue,* et non *chinoise*, qui émaille tous les textes officiels Qing, est un point important d'achoppement des interprétations chinoises et russes. Le gouverneur Muraviev reçut en janvier 1860, sur ordre de l'empereur, le titre de « Prince de l'Amour », en récompense de ses succès dans la région de l'Amour. Sa première grande mesure fut de déclarer que toute la population de nationalité chinoise, incluant mongols, mandchous et d'autres ethnies sibériennes, pourraient volontairement demander la citoyenneté russe, sans discrimination ethnique ou religieuse. L'intégralité de leurs propriétés serait protégée et ils bénéficieraient d'exonérations d'impôts.

Les archives du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie abondent en témoignages relatifs à la menace d'une offensive terrestre franco-anglaise en Chine. Les autorités russes se tenaient prêts à s'engager[173] pour défendre leurs intérêts nationaux en

---

[170] Le traité fut ratifié par le Sénat impérial russe le 8 juillet 1858. L'empereur chinois avait alors déjà signé son exemplaire, le 2 juin 1858

[171] *Meždunarodnye otnošeniâ na Dal'nem Vostoke* (Les relations internationales en Extrême-orient), Moscou, IDV, 1973, volume 1, p. 96

[172] Tous les droits, avantages et préférences qu'avaient obtenu les Etats occidentaux en Chine devraient automatiquement être accordé à l'Empire Russe.

[173] L'ensemble des navires de la flottille de l'Amour fut mis en état d'alerte et un ordre de préparation au combat fut envoyé aux régiments de l'armée russe et régiments de cosaques stationnés le long de la frontière sino-russe.

Extrême-Orient et la stabilité de leur ligne frontalière avec la Chine. En septembre 1860, les armées franco-anglo-américaines entrèrent dans le golfe de Zhi li, première étape sur la route de Pékin. L'empereur Xian Feng avait fuit la capitale, laissant les rênes du pouvoir à son frère cadet, Gong Wang. C'est dans Pékin assiégé qu'entra Ignat'ev, chef de la délégation russe, pour débuter les négociations sur la ligne frontalière entre les deux pays. Il est indiscutable que la Russie sut tirer profit de la situation de crise dans laquelle était plongée la Chine. Néanmoins il faut noter que l'émissaire Ignat'ev fit valoir que la chute de la dynastie n'était pas souhaitable et constituait même une menace pour la stabilité de l'Empire russe[174]. Ignat'ev ignitia un jeu complexe entre chinois et occidentaux afin de pousser le gouvernement chinois à faire des concessions aux pays occidentaux tout en empêchant ces derniers de dicter leurs conditions dans les relations chinoises avec l'Empire Russe. Il aussi tenta de faire ratifier les traités d'Aigun et Tianjin[175]. Le 2 novembre 1860 fut signé le protocole additionnel de Pékin (*Dopolnitel'nyj Pekinskij protokol)* par lequel la Russie garantissait le droit pour tout citoyen chinois résidant sur le territoire russe de continuer à vivre en Russie. Il fut confirmé que toutes les terres de la rive gauche de l'Amour appartenaient à la Russie, celles de droite à la Chine. Les territoires à l'est des rivières Oussouri et Sungac revenaient à la Russie, ceux de l'ouest à la Chine. La ligne frontalière en Asie Centrale fut également fixée.

Processus de formation du secteur Ouest de la frontière

Pendant cinq millénaires, les Chinois durent combattre pour défendre leur territoire contre les invasions des nomades de la Grande Steppe (s'étendant de la Mandchourie jusqu'à la partie européenne de la Hongrie moderne). Ceux-ci bouleversèrent à plusieurs reprises la

[174] Sur ce point, même les alliés de la coalition occidentale comprenaient l'impérieuse nécessité de protéger un pouvoir stable, capable de contrôler la population chinoise qui manifestait son mécontentement à la fois contre l'agression des pays étrangers et contre la dynastie mandchoue.

[175] *Otčetnaâ zapiska, podannaâ v Aziatskij departament general-ad"ûtantom N.P.Ignat'evym o diplomatičeskih snošeniah ego vo vremâ prebyvaniâ v Kitae v 1860 godu* (Rapport du general-adjoint Ignat'ev sur les relations diplomatiques pendant sa présence en Chine en 1860), St Pétersbourg, Archives du Ministère des Affaires Etrangères, 1895, pp. 218-219

structure même de la Chine, détruisant des Etats et renversant des dynasties[176], pour créer leur Empire. La formation du secteur occidental de la frontière sino-russe est liée aux politiques de conquête de la Russie et de la Chine en Asie Centrale. Ce n'est qu'à la fin du 19ème siècle que le niveau de colonisation permis aux deux Etats d'y avoir une frontière commune. Les formes de la colonisation et leur attitude envers les peuples colonisés étaient différentes.

L'assimilation par les Russes de grands espaces de steppes au Kazakhstan et la conquête des oasis des khanats d'Asie Centrale, s'accompagna parfois d'exactions de l'armée impériale russe[177], mais de façon générale ce processus fut non seulement pacifique mais aussi admis comme mutuellement avantageux. La pénétration de la culture russe et de la civilisation européenne au cœur de pays asiatiques apportait à ces peuples certains avantages, tandis que les autorités russes ne s'immisçaient pas dans la gestion des affaires intérieures des territoires d'Asie Centrale. Dans ces zones majoritairement musulmanes, l'église orthodoxe ne mena aucune politique de prosélytisme et n'ouvrit pas de mission religieuse. Ainsi, la présence de l'Empire russe en Asie Centrale à cette époque fut caractérisée par une relativement large autonomie nationale. Après la révolution d'octobre, les droits et libertés des peuples d'Asie Centrale furent élargis par la création de républiques fédérées soviétiques de l'U.R.S.S., dont les constitutions admettaient, en théorie du moins, la possibilité de l'indépendance (selon le principe d'autodétermination de Lénine). Ces républiques soviétiques étaient doté d'un système législatif propre, d'un code civil et pénal et émettaient leurs lois - qui étaient très similaires aux lois de l'union. Il existait des écoles nationales où l'enseignement était prodigué en langues nationales, de même que la correspondance administrative et officielle était rédigée en langue locale. C'est ce système qui explique la rapidité avec laquelle les pays d'Asie Centrale de l'ex Union Soviétique purent acquérir leur indépendance dès 1991.

La situation était toute différente pour les territoires conquis par les Chinois, comme l'illustre l'exemple de la colonisation du «Turkestan»[178]. En 1756 les Chinois commirent

[176] Trois dynasties furent fondées par les khans des nomades : celle des Tang au 7ème siècle, celle des Yuan au 13ème siècle, et celle des Qing au 17ème siècle. Tous finirent par changer leurs habitudes et traditions nomades pour devenir de vrais chinois.
[177] Notamment lors des conquêtes des khanats de Bukhara, Kokand, Hiva
[178] Le terme «Turkestan», utilisé en Russie tsariste pour désigner les territoires d'Asie Centrale, fut délaissé par l'Union Soviétique qui préférait aux mots «Turk» et «Stan» celui de «république». De plus, dans l'historiographie moderne des républiques indépendantes, le mot «Turkestan» est tabou, à cause de sa référence au mouvement de libération islamique à l'étranger appelant à la «libération du Turkestan» d'une

un vrai génocide contre la nation djungare – environ un million d'habitants furent exterminés. Les survivants trouvèrent refuge en Russie, sur la Volga et dans les steppes kazakhs[179]. L'Empire féodal chinois, déjà affaiblit, en dépit de ses prétentions à devenir un modèle culturel, ne pouvait apporter le progrès aux peuples des régions conquises qui avaient déjà bâti leurs propres cultures nationales. Alors que les pays occidentaux et la Russie entraient dans l'ère capitaliste et commençaient à recherche une ouverture mondiale pour élargir leurs marchés, l'Empire Qing campaient sur ses positions conservatrices, soumettant sa politique dans les régions frontalières à l'impératif de sauvegarder l'obéissance de ses vassaux.

L'analyse des problèmes frontaliers doit s'attacher à l'étude des territoires, mais aussi prendre en considération la population qui s'y trouvait historiquement. L'histoire ethnique des zones disputées est un argument largement avancé pour étayer les prétentions territoriales.

Ainsi l'historiographie moderne chinoise et les cercles politiques attachent une grande importance à démontrer l'appartenance historique des peuples du Xinjiang et de Mongolie à la nation chinoise[180]. Une dynastie mongole ayant régné sur la Chine, tout pays ou nations ayant été conquis par les Mongols depuis le 13ème siècle peut être considéré comme une partie de la nation chinoise. Or, comme les Mongols avaient étendu leur hégémonie sur toute la Grande Steppe, la Russie de Kiev (*Kievskaâ Rus'*) et quelques terres allemandes et tchèques, cela reviendrait à considérer russes, allemands et tchèques comme des « chinois potentiels ». Cette théorie descend directement de la conception mongole antique qui avait fait dire Gengis Khan à ses descendants : «*Toute terre où se sera posé le pied d'un cheval mongol sera vôtre*». L'argument du «précédent historique» proposé par l'historiographie officielle chinoise est aussi contredit par l'histoire politique et ethnique des peuples d'Asie Centrale, dont l'existence peut être considéré comme totalement séparée de l'histoire de la nation chinoise. La dynastie Han avait eu des contacts

---

part, et l'idée panturque encore d'actualité de créer un Etat du «Grand Turan», ou «Grand Turkistan» sur les territoires des pays de l'Asie Centrale et Xinjiang chinois. En Union Soviétique, le mot « Turkestan » se rapportait donc aux provinces du Xinjiang chinois (l'Asie Centrale chinoise) où existaient à l'époque féodale les Etats souverains de Djungarie et Kashgaristan.

[179] Aujourd'hui il s'agit de la république de Kalmykiâ incluse à la Fédération de Russie

[180] Ainsi le Khan mongol Kubilay, fondateur de la dynastie Yuan renversée par une insurrection populaire contre le joug étranger fut qualifié par l'historiographie contemporaine d'empereur national : c'est parce que le khan mongol était devenu empereur chinois que son peuple devait être considéré comme une partie de la nation chinoise.

avec les tribus Sunnu[181], Usun', Dawan' et beaucoup d'autres encore. Mais quand la dynastie Tang arriva sur les mêmes terres, elle y trouva déjà d'autres peuplades qui avaient remplacé les ethnies de l'époque Han. Il s'agissait de turcs antiques, d'ouïgours, d'arabes et de protokirghizes. La filiation entre les tribus de turcs antiques et celles des sunnus et difficile à établir : les sunnus avaient disparu 4 à 5 siècles avant l'apparition des tribus turques. Cet exemple illustre la fragilité des théories chinoise admettant une continuité des contacts fondée sur la succession d'une tribu à l'autre. De même, l'histoire ethnique du Kazakhstan et du Turkestan chinois donne d'intéressantes informations sur les «flux» et «reflux» de population chinoise en Asie Centrale. En effet, à l'époque de la dynastie Han, avant notre ère, les Etats chinois antiques menèrent des campagnes de conquête dans le «Pays de l'Ouest», c'est à dire l'actuelle province chinoise du Xinjiang. Plus tard, à l'époque Tang, entre les 7ème et 10ème siècles, la région connut une nouvelle fois l'administration militaire chinoise. Ensuite, pendant sept siècles, la Chine perdit le contrôle de la région et y vit son influence quasiment disparaître. Ce n'est qu'à la fin du 17ème siècle que l'Empire chinois contrôlé par la dynastie Qing se mit en campagne pour «pacifier» ses vassaux et reprendre le contrôle du Xinjiang. A cette époque, au Xingjiang, les Chinois nouèrent des contacts avec les peuples nomades Oirats, Djungars et Kazakhes et évoquèrent sur les « devoirs [182]» des Kazakhes, hérités de leurs « ancêtres » turcs. Pourtant, là encore, la filiation directe entre les Turcs du 7ème siècle et les Kazakhes du 17ème siècle est douteuse.

L'historiographie actuelle des pays d'Asie Centrale institue une claire séparation entre l'histoire ethnique des tribus de nomades de la Grande Steppe et celle de la Chine – aussi bien dans les temps anciens que dans une période plus récente. Les Russes et les Chinois y sont de la même façon désignés comme des envahisseurs dont l'activisme avait placé le peuple asiatique entre le marteau et l'enclume. Dans les pays d'Asie Centrale et de la C.E.I., les questions de «conscience nationale» et de «choix de la voie nationale» sont très aiguës. Ni au Kazakhstan, ni en Ouzbékistan, l'élite nationale ne peut accepter la vision chinoise de l'histoire de l'Asie Centrale comme satellite, voir partie intégrante de la « Grande Chine ». Pour étayer leur opposition, les historiens d'Asie Centrale développent donc leur propre conception historique du développement national.

[181] Une théorie proposée par l'ethnologue russe Lev Gumilev envisage l'identité entre les Sunnus et les Huns, entrés dans l'historiographie européenne avec les conquêtes d'Attila.
[182] Ces « devoirs » furent énumérés dans des rouleaux du 16ème siècle disparus dans un incendie au 19ème siècle.

Délimitation territoriale entre la Chine et la Russie en Asie Centrale: «Le traité de Pékin» et «le protocole de Tchugutchak»

Au milieu du 19ème siècle, la Russie chercha à développer ses relations économiques avec ses régions périphériques méridionales et orientales. Elle commença à assimiler des terres en Asie Centrale (à l'emplacement de l'actuel Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan) en Sibérie. Au sud, les limites de l'Empire Russe furent repoussées jusqu'à la «porte de Džungarie» (D*žungarskie vorota*), au niveau de la frontière actuelle entre le Kazakhstan et la Chine, au point appelé désormais «*Družba-A la shan kou*». La Russie pénétra ainsi profondément sur la Route de la Soie, ne rencontrant que de faibles résistances de la part des nomades du Kazakhstan. Au 18ème et 19ème siècles, les trois khanats kazakhes (Les *Džuz* aîné, moyen et cadet) demandèrent de leur propre gré la protection des tsars « blancs » russes contre les agressions džungares et chinoises et obtinrent la citoyenneté russe. La seule exception à cette « colonisation pacifique » fut la guerre qui opposa les Russes aux khanats de Hiva, Bukhara et Kokand (aujourd'hui Ouzbékistan) et s'acheva par une facile victoire russe. A partir des années 1860, pour parfaire l'assimilation des territoires d'Asie Centrale, le gouvernement russe commença à envoyer des cosaques et paysans de Russie centrale au Turkestan et commanda la construction de garnisons militaires, forteresses et autres ouvrages permanents. La présence des russes en Asie Centrale était donc devenue un fait tangible, que le gouvernement chinois ne pouvait que constater, n'ayant aucune influence sur les khanats des kazakhs devenus parties de l'Empire Russe. Les Chinois durent donc se résoudre à accepter la présence russe à proximité du Xinjiang.

En 1851, les deux empires conclurent le traité de Kuldzha, par lequel la Russie recevait le droit d'ouvrir des consulats au nord du Xinjiang, à Kuldzha et Tchugutchak[183]. La même année, les Russes fondèrent la forteresse de Vernyj (devenue à l'époque soviétique Alma-Ata, capitale du Kazakhstan). La présence militaire russe poussa les grandes unions familiales et tribus kazakhes et kirghizes à demander la citoyenneté russe et se mettre sous la protection de l'armée avec leurs propriétés foncières, ce qui repoussa vers le sud la ligne frontalière sino-russe, vers les montagnes Tianshan et le Kashgaristan. Le problème de la délimitation de la frontière devint alors aigu, sur ce territoire dont de larges zones restèrent

[183] *Russko-kitajskie otnošenia* (Les relations sino-russe), Moscou, 1958, pp. 26-27

inexplorées jusque dans les années 1970. La ligne frontalière tracée par le traité de Pékin[184] de 1860 resta en vigueur 150 ans, durant lesquels elle subit de nombreux changements. La frontière n'y était définie que brièvement et en termes généraux, du fait de la connaissance approximative que les deux parties avaient d'une région qui ne fut totalement explorée qu'à la fin du 20ème siècle. La frontière restait donc plus une construction théorique qu'une limite concrète : la démarcation sur le terrain n'eut lieu qu'après la chute de l'U.R.S.S., entre les trois pays d'Asie Centrale ayant conclus des accords frontaliers avec la Chine. En effet, si le troisième article du traité prescrivait un processus de délimitation de la frontière, la situation de crise[185] dans laquelle la Chine du milieu du 19ème siècle commençait à s'enfoncer ne permit pas sa réalisation. Le 28 juin 1861, à l'embouchure de la rivière Belekhe, sur l'avant-poste militaire russe Tury Rog, fut procédé à l'échange des cartes décrivant la zone du condominium en Asie Centrale. Mais les grandes unions familiales Kazakhes et kirghizes déclarèrent aux autorités chinoises du Xinjiang qu'ils avaient prêté serment à l'empereur russe et ne pouvaient donc être considérés comme les vassaux de l'empereur chinois. La réponse était délicate pour les Chinois car les régiments de l'armée russes avaient été déplacés, sur demande des nouveaux citoyens russes, pour protéger ces territoires des menaces chinoises de rétablir leur pouvoir en « matant la révolte » par la force armée. Le gouvernement de la province du Xinjiang envoya deux équipes de soldats vers les avants-postes des cosaques russes pour les contraindre à quitter le territoire chinois. La confrontation[186] entre les deux armées fut brève et illustra la supériorité d'une armée russe pourvue d'équipements modernes. Ayant compris la vanité d'une action militaire contre l'armée russe, le gouvernement chinois proposa d'entamer des négociations sur le dossier de la démarcation frontalière au Turkestan du nord et de conclure le protocole de démarcation selon le traité conclu à Pékin deux ans auparavant.

Mais les autorités locales Russes avaient pris l'initiative de repousser la ligne frontalière

[184] D'après le traité de Pékin, la frontière sino-russe prenait naissance au col de «Shabin-Dagaba», le plus occidental des repères frontaliers définis par le traité Kyahta de 1727 et s'étendait vers le sud-ouest en direction du lac Zaijsan, jusqu'aux montagnes Tianshan, au sud du lac Issyk-Koul. La frontière suivait ensuite la ligne de crête de ces montagnes jusqu'aux limites du Khanat de Kokand, qui ne serait inclus au territoire russe que plus tard, en 1868, après une expédition de conquête. Le secteur occidental de la frontière sino-russe (plus tard entre l'U.R.S.S. et la Chine) passait ainsi dans les régions des hautes montagnes du Pamir, région défavorable à une activité économique normale, désertique aujourd'hui.

[185] La perte de contrôle par le gouvernement central des régions peuplées de «minorités ethniques » du Xinjiang, Mongolie et Tibet et les répercussions des révoltes des «Taiping» et des «Boxers» furent aggravés par l'ingérence des pays occidentaux et conduisit à la destruction totale du système étatique chinois. La Chine avait de facto arrêté son existence d'Etat souverain.

[186] La rencontre des deux armées (alignant cependant de chaque côté au maximum cinq cent soldats) advint dans la région du lac Issyk-Koul et de la rivière Karatal.

plus profondément que prévu aux termes du traité de Pékin, conformément à la volonté exprimée par les tribus kazakhes et kirghizes d'obtenir la nationalité russe. Les négociation sur ces problèmes s'annonçait donc difficiles : le côté chinois réclamait des concessions territoriales et le retour des tribus kazakhes sous nationalité chinoise, ce que la délégation russe envoyée par l'empereur russe refusa d'accepter. Le 25 septembre 1862, le protocole de Tchugutchak sur la démarcation frontalière dans les régions du Turkestan du nord était signé[187]. La Russie recevait les régions de Zaysan, Kurum, et les vallées des rivières Kegen, Naryn et Irtysh noir. L'article 6 du protocole était consacré à la procédure de démarcation. Dans les zones frontalières de haute montagne, c'est le sommet de ces montagnes qui devait être considéré comme ligne frontalière. Si la frontière passait par une rivière, elle devait être déterminée par les bords de la rivière. A tout endroit où la frontière était située au niveau d'une crête ou d'une rivière, des «signes frontaliers» devaient la baliser. Mais encore une fois, la frontière ne put être démarquée : une insurrection armée ouïgoure menée par Akub-bek éclata au Xinjiang, appelant au djihad islamique contre les Chinois. L'administration chinoise ne parvint pas à contrôler la situation, en particulier en Kashgarie et Djungarie. Les insurgés s'emparèrent de la quasi totalité des villes du nord du Xinjiang : Urumqi, Kuldzha, Tchugutchak. Le gouverneur du Xinjiang, Ming Xu, fut tué pendant le siège de la forteresse de Kuldzha. Sur le territoire du Xinjiang furent créés des Etats indépendants de la Chine : Džety-Shaar, où régnait Akub-bek, le sultanat des tarančis dans la région de Yi li, et quelques autres petites formations nationales. Les voies commerciales entre le Xinjiang et le Turkestan russe furent paralysées. En outre, la ligne frontalière qui restait non protégée du côté chinois permettait aux groupes islamistes ouïgours de pénétrer sur le territoire russe et d'y commettre de nombreuses exactions et oeuvres de déstabilisation parmi les musulmans citoyens de l'Empire Russe.

Finalement, le processus de démarcation de la ligne frontalière eut lieu à l'automne 1870[188], mais de façon assez imprécise[189]. Le processus de démarcation s'accompagna d'expéditions communes des régiments militaires russes et chinois. Dans le contexte de

[187] Selon ce protocole, la frontière continuait à naître au col «Shabin-Dagaba» et à passer à travers le lac Zajsan, mais elle allait ensuite jusqu'à l'avant-poste «Manitu-Gatulhan» (qui n'existe plus à l'heure actuelle). De «Manitu-Gatulhan» la frontière suivait les montagnes «Tarbagataj» jusqu'aux premiers avant-postes de l'armée chinoise dans les montagnes «Altan-Tebim». A partir d'«Altan-Tebim», la frontière allait vers «Tianshan» par la crête «Alatau».

[188] Vers 1870, les deux protocoles de démarcation principaux étaient la «Description de la frontière étatique entre les Empires Russe et Da Qing à partir du col Bogosuk (sur la crête frontalière Sajlugem) jusqu'au col Sabin-Dagaba» et la *Ha Ma Er Da Ba Han* (Description de la frontière entre les Empires Russe et Da Qing des montagnes Ak-tube jusqu'au passage Habar-Asu).

révolte islamique latente, travailler sur la ligne frontalière était en effet une mission hautement dangereuse[190].

Mais ce processus de démarcation fut une nouvelle fois interrompu par la «*Crise d'Yi Li*»[191], provoquée par l'ingérence militaire de la Russie au Xinjiang, dans le contexte de révolte islamique qui menaçait d'embraser la région. Le gouvernement russe avait dans un premier temps demandé au gouvernement chinois la permission de localiser sur le territoire du Xinjiang quelques groupes d'insurgés islamistes particulièrement radicaux, Pékin ne pouvant, vu sa faiblesse, envoyer un contingent militaire. Le gouvernement chinois donna son accord, sous condition de retrait immédiat des russes du territoire chinois dès stabilisation de la situation, le pouvoir devant revenir à l'administration chinoise dans les plus brefs délais. En août 1870, l'armée russe occupa la région de Yi Li, sécurisa la ligne frontalière et stoppa le passage des rebelles en territoire russe. Mais en 1878, le gouvernement chinois parvint à rassembler des moyens suffisants à l'organisation d'une action militaire et lança une expédition punitive de «pacification» contre les Ouïgours, sous la direction du géneral Zuo Zong Tang. Rapidement, ils reprirent le contrôle de tout le territoire du Xinjiang et demandèrent aux russes de leur rendre Yi Li. Les Russes y répondirent en présentant une note de « frais de gestion du territoire d'Yi Li » d'environ 120 millions de roubles et exigèrent du gouvernement chinois des concessions territoriales, consulaires et commerciales dans la région du Xinjiang. A Saint-Pétersbourg, le courant opposé à la rétrocession d'Yi Li était fort. La perspective d'une confrontation militaire entre la Russie et la Chine devint plus forte que jamais. A l'été 1878, l'armée chinoise arriva devant les garnisons militaires russes du Xinjiang. L'empereur russe Alexandre IIème prit alors la décision de rendre Yi Li à la Chine, en échange de quelques concession : le traité de «Livady» (*Livadijskij dogovor*) permit donc à la Russie de recevoir de grandes concessions territoriales et une importante compensation financière. Mais le gouvernement chinois, arguant de ce que le chef de la délégation chinoise, Chong Hou aurait outrepassé ses pouvoirs en signant un traité ne répondant pas aux intérêts nationaux chinois, refusa de ratifier le traité et demanda l'ouverture de nouvelles négociations[192].

---

[189] *Izvestiâ MID*, St Pétersbourg, 1914, volume 4, Priloženie (supplément), pp. 31-37

[190] Ainsi, le commissaire attitré à la question de la démarcation fut accompagné par une brigade de 250 soldats et auxquels furent ajoutés 100 cosaques.

[191] HSU, *The Ili crisis*, Oxford , 1965, pp. 32-33

[192] H.CORDIER, *Le mémorandum de Zong Li* (*Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales 1860-1900),* Paris, 1902, p.189

Le Traité de Saint-Pétersbourg

Après de nouvelles longues négociations, la Russie fut contrainte de rendre Yi Li à la Chine. Le 12 février 1881 fut conclu le traité Peterburgskij, ratifié au mois de mai de la même année[193]. Aux termes de ce traité, la Russie recevait une compensation financière de 9 millions de roubles et quelques privilèges commerciaux au Xinjiang, où elle obtenait également le droit d'ouvrir des consulats. Aux termes de l'article 1, l'Empire Russe acceptait le rétablissement du pouvoir de la Chine dans la région Yi Li, dont seule la partie occidentale resterait sous contrôle russe. Le même article décidait d'un nouveau tracé de la frontière au Turkistan[194]. Dans l'histoire diplomatique russe «le traité St-Petersbourg de 1881» est considéré comme le grand échec de la diplomatie russe : la Russie avait plié sous le risque d'une confrontation directe avec la Chine. Néanmoins, le mérite du traité fut de mettre un point final au différend sino-russe en Asie Centrale, et de régler le problème national au Turkestan du nord, à propos de la citoyenneté des tribus kazakhes et kirghizes[195]. Le mécontentement de ces nations ne refit surface qu'après l'effondrement de l'U.R.S.S., la séparation établie entre kazakhes et kirghizes étant jugée insatisfaisante, ce qui risque de provoquer la création de mouvements séparatistes dans un proche avenir.

Une autre question épineuse du 19ème siècle fut celle du «méridien d'Uzbel'», point ultime du secteur occidental de la frontière sino-russe, dans la région des hautes montagnes du Pamir, actuellement situé entre le Tadjikistan, l'Afghanistan et la Chine. Cette zone est hautement stratégique[196] car elle permet une influence stratégique et militaire sur le territoire de ces trois pays. Ni au temps de l'Empire Russe, ni à l'époque de l'U.R.S.S. ne put y être établie la ligne frontalière. L'Empire Russe, après avoir absorbé les khanats d'Asie Centrale, s'étendait quasiment jusqu'à la frontière indienne, zone d'intérêts de l'Angleterre. L'installation dans la région du Pamir était donc de la plus grande importance dans le contexte du « Grand Jeu » en Asie Centrale. Si le gouvernement russe s'efforcait de contrôler la zone, il lui restait difficile de comprendre avec exactitude ses intérêts dans une

[193] Voir le Protocole de ratification du traité dans *Les relations sino-russes de 1689 à 1916,* Moscou, 1959
[194] La frontière partirait des montagnes Bedjintau, suivrait la rivière Horgos jusqu'à la rivière Yi Li et vers les montagnes d'Uzuntau. A partir des montagnes d'Uzuntau, la frontière resterait celle qui avait été déterminée dans le protocole de Tchugutchaksij de 1864. L'article 9 fixa les règles de procédure de démarcation de la nouvelle ligne frontalière dans le Turkestan du nord et dans les zones pour lesquelles les Chinois avaient accepté l'application du protocole de Tchugutchak
[195] A.V.P.R., Kitajskij stol (Table chinoise), opis' (Inventaire) 491, doc.1171, l.l.120-121

région encore largement inexplorée. A cela s'ajoutait sa difficulté à utiliser les matériaux cartographiques rapportés des missions militaires en Extrême-Orient et Asie Centrale, imprécis et parfois contradictoires, plusieurs fois à l'origine d'erreurs dans les traités conclus avec la Chine.

L'U.R.S.S. hérita des problèmes frontaliers envenimant les relations entre la Chine et l'Empire Russe. Un exemple caractéristique de cet immobilisme diplomatique russe fut la réaction du gouvernement impérial à la proposition de reformuler l'expression du différend frontalier faite en 1892 par l'ambassadeur de Chine à Paris, Xu Jin Cheng. L'expression «*Statu Quo*», appliquée systématiquement à toutes les questions épineuses aboutit à la conservation en l'état du problème et continue à jouer le rôle d'une bombe à retardement.

Le 20ème siècle : révolutions et volonté de rapprochement

Cette analyse des racines contemporaines des tensions sino-soviétiques évoquera les événements du vingtième siècle, jusqu'à la césure de 1959, date de la rupture idéologique. Etudier dans cette partie la succession des faits historiques jusqu'en 1959 et non jusqu'en 1991, lorsque l'Union Soviétique cessa son existence, vise à mettre en valeur l'importance de cette césure, avant laquelle les relations sino-russes présentaient la configuration inédite d'une véritable entente et à partir de laquelle la situation évolua dans le sens d'une confrontation totale entre les deux plus grands systèmes communistes du monde. Le dévoilement des prétentions territoriales dirigées contre l'Union Soviétique se déroula sur fond de combat idéologique contre un système communiste « révisionniste ». Le problème territorial entre les deux pays apparaît dès lors comme inséparable de la querelle idéologique durant cette période. C'est pourquoi le chapitre suivant y sera consacré.

[196] L'installation en 2001 des forces aériennes américaines à Bichkek, à seulement quelques minutes de vol du Xinjiang chinois et de ses infrastructures militaires, est une illustration récente de l'intérêt stratégique que revêt la région encore aujourd'hui.

Dans l'élan révolutionnaire[197], de réels efforts de rapprochement

Dans l'élan de la révolution d'octobre, à partir de 1918, le Komintern mit en place une «aide prolétaire» aux partis communistes frères, qui devint ensuite un soutien du «frère aîné» à tous «les petits frères» ayant choisi la voie de la construction d'avenir communiste. Du point de vue frontalier, la révolution d'octobre eut comme conséquence la redéfinition des frontières de l'Empire russe. En effet Lénine, proclamant le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, ouvrit la voie à la création d'Etats nationaux[198]. D'autre part, en 1918, la paix de Brest-Litovsk, par laquelle la République Soviétique au bord de la guerre civile et dans une situation économique catastrophique se retirait de la Première Guerre Mondiale, fit perdre à la Russie les immenses territoires d'Ukraine et de Biélorussie. Ces frontières neuves restèrent en vigueur 23 ans, jusqu'au pacte «Ribentropp-Molotov» par lequel l'Union retrouva ses frontières impériales d'avant 1917. Mais, tandis que la frontière ouest de la Russie subissait ces multiples bouleversements, la frontière en Extrême-Orient demeura identique à elle-même, dans les limites définies par les traités signés par le régime tsariste, dont l'U.R.S.S. respecta l'héritage.

En 1917, la frontière sino-russe était divisée en deux secteurs distincts entre lesquels la Russie avait une frontière commune avec la Mongolie (extérieure) et la République de Tuva. Tandis que le mouvement de libération nationale du peuple mongol prenait son essor dans le sillage de la révolution chinoise «Xin Hai» de 1911, les tribus de Tuva commencèrent à se soulever. Ces révoltes aboutirent à des déclarations d'indépendance envers la Chine. A cette même période, la Russie avait également à faire face à une guerre civile, faisant du territoire de Mongolie le théâtre de combats violents entre les armées rouge et blanche. L'Armée Rouge victorieuse se fit garante de l'indépendance de la Mongolie, qui fut officiellement reconnue par la R.S.F.S.R. (République Socialiste Fédérale Soviétique de Russie). Le 20 octobre 1945 eut lieu le plébiscite en faveur de l'indépendance, dont le résultat fut reconnu par le gouvernement du Kuomintang le 5 janvier 1946.

Les relations de l'U.R.S.S. avec la Chine républicaine du Kuomintang furent complexes et

[197] Révolution Xin Hai de 1911 en Chine et Révolution d'Octobre 1917 en Russie
[198] Notamment en Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne et Finlande.

demeurent à certains égards encore aujourd'hui mystérieuse[199]. Les communistes russes projetaient d'organiser la révolution prolétaire en Chine par une transformation interne du Kuomintang qui, bien que parti bourgeois, agissait comme un allié dans la poursuite des objectifs de la révolution nationale tels que définie par Lénine. De 1945 à 1949, la Chine du Kuomintang reconnut progressivement l'hégémonie de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient et en Asie-Pacifique. Mais tout en favorisant ouvertement le Kuomintang, l'U.R.S.S. soutenait en secret ses opposants communistes. Cette politique clandestine était sous l'influence de deux tendances distinctes : le Komintern, dirigé par les «romantiques de la révolution» estimait que le parti communiste chinois était suffisamment fort sur la scène politique intérieure pour prendre immédiatement la tête de la Révolution. Parallèlement, les rapports comité central du V.K.P.B. soulignaient la faiblesse d'un mouvement communiste ne rassemblant dans chaque région que quelques dizaines de membres.

En 1949, suite à sa reconnaissance officielle de la République Populaire de Chine, Staline renonça à tout accord politique avec le Kuomintang, et par là même aux clauses concernant le statut définitif de la frontière sino-soviétique d'après janvier 1945. Si la Chine républicaine reconnut formellement les accords et traités signés après 1917 avec l'U.R.S.S., la Chine communiste, suivant une doctrine de « table rase », refusa de reconnaître ceux entérinés par le gouvernement du Guo Ming Dang avant 1949, ainsi que ceux datant de l'Empire Qing. Mais, paradoxalement, elle entendit obliger l'Union Soviétique à respecter certaines clauses de deux de ces vieux traités (Nertchinsk et le Protocole de Tchugutchak) dont elle-même contestait la validité générale. Néanmoins, d'un point de vue idéologique, il était impensable que les deux pays communistes frères soient tiraillés par des dissensions territoriales et que puissent exister des concessions de l'un sur le territoire de l'autre. C'est pourquoi l'U.R.S.S. fit tout pour régler les problèmes territoriaux et frontaliers existants avec la Chine communiste : sur décision personnelle de Staline, la Mandchourie fut rendue en 1949 à la Chine, à l'encontre des intérêts du K.V.Ž.D. [200]. La même année, Staline fit le choix de reconnaître le Xin Jiang comme territoire chinois, tournant le dos aux indépendantistes ouïgours alors en position de force.

[199] L'Institut des Recherches sur les questions d'Extrême-Orient publia récemment à Moscou quelques conclusions d'un collectif de chercheurs, dévoilant au grand public l'histoire de la diplomatie secrète menée par le V.K.P.B. (*Vserosijskaâ Kommunističeskaâ Partiâ Bol'ševikov* - Parti communiste des Bolcheviks de Russie) et le Komintern.

[200] Aussi appelé Û.M.Ž.D ou K.Č.Ž.D, il s'agit de la ligne de chemin en fer correspondant à la route actuelle du Transsibérien en territoire chinois, dont les droits de propriété et d'exploitation furent partagés par les gouvernements russe et chinois dès la fin du 19ème siècle et jusqu'à la fin des années 1950.

En 1956, Khrouchtchev abandonna la base des navires soviétique de Port-Arthur et les concessions dans le port stratégique de Da Lian. L'Union Soviétique démontra ainsi pendant toute une décennie sa volonté de construire une relation amicale avec la Chine et d'aider à son développement, sans se rendre compte qu'elle nourrissait sa future rivale et ennemie. Finalement, cette décennie de «fraternité» se transforma en confrontation de plus en plus aiguë, jusqu'à mener les deux pays au bord de la guerre en 1969.

Le 14 février 1950, lors de la conclusion du «Traité de Paix, d'Amitié et d'Aide réciproque», les ministres des affaires étrangères russe et chinois (Vyshinski et Zhou En Lai) constatèrent l'indépendance de la Mongolie. En 1962, la Chine et la Mongolie conclurent le traité définissant leur frontière commune. Quant à l'enclave mongole de la République de Tuva (*Tannu*), elle devint en octobre 1944 une région autonome de l'U.R.S.S.

La question frontalière soumise à la résolution des crises intérieures

Après la Révolution de 1911, la Chine entra dans une situation de crise permanente[201]. Les combats firent rage en Mandchourie, Mongolie et Xin Jiang, qui en arriva à quasiment proclamer son indépendance : les forces des généraux chinois alliées aux nationalistes musulmans s'étaient assurées un contrôle total des provinces du nord de la Chine. En même temps, le Japon s'installa dans le nord-est de la Chine et créa l'Etat fantoche du Man Zhou Guo. Dans ces régions où la situation échappait au contrôle du gouvernement chinois se réfugièrent un grand nombre de régiments défaits de l'Armée blanche et de cosaques, que les Japonais surent utiliser temporairement comme «forces de choc» contre l'U.R.S.S. La perte de contrôle par le gouvernement chinois des territoires de l'ouest, nord et nord-

[201] Une analyse complète de cette époque a été faite dans les publications du chercheur attaché à l'institut de l'Extrême-Orient Aleksandre Ûrkevič. Voir : A.G. ÛRKEVIČ, *Sovetskaâ voennaâ politika v Kitae i dva podhoda k stroitel'stvu armii Gomin'dana* (Politique militaire soviétique en Chine et deux attitudes différentes dans la construction de l'armée du Kuomintang), Moscou, 2003 et *Voennaâ škola Huanpu i kitajskaâ revolûcâ* (Ecole militaire Huang Pu et révolution chinoise), 1985, P.D.V. n.4
Voir aussi : V. USOV *Internacional'naâ pomoŝ S.S.S.R. v podgotovke revolûcionnyh kadrov kitajskoj kompartii v 20-30 godah* (L'aide internationale de l'U.R.S.S. dans la préparation des cadres révolutionnaires du parti communiste chinois dans les années 20-30), P.D.V. 1987. n°5.

ouest où passait la frontière avec l'Union Soviétique, ajournait de fait toute possibilité de règlement du différent frontalier. L'U.R.S.S. n'eut d'autre choix que d'accepter comme un état de fait la constitution des deux « Etats tampons » du Man Zhou Guo et du Xin Jiang à sa frontière. Dans ce contexte, pour la Russie, la question de la frontière se posa pendant toute la première moitié du 20ème siècle en termes de stabilité des territoires périphériques contigus à la Chine et de défense des régions frontalières d'Extrême-Orient russe.

Pour la Chine, après la première guerre mondiale, la question principale était bien davantage la liquidation des droits des Etats étrangers sur son territoire qu'un quelconque différent avec la Russie : le ressentiment contre les concessions étrangères qui avaient été imposées par les occidentaux au travers des traités «injustes» du 19ème siècle devenait une menace de plus en plus aiguë pour la stabilité intérieure. Ainsi, «le mouvement de 4 mai 1919» fut l'expression du rejet violent d'un traité de Versailles ne récompensant en rien l'engagement de la Chine aux côtés des pays de «l'Entente» - les futurs dirigeants communistes jouèrent à cet égard un rôle catalyseur de la colère populaire. Ce n'est que bien plus tard, lorsque la Chine communiste fut débarrassée de toute concession étrangère (à l'exception de Hong Kong et Macao) que la question de la frontière « injuste » avec la Russie fut avancée par la Chine.

En novembre 1917, à Petrograd, Trotsky, commissaire du peuple des Affaires Etrangères de la R.S.F.S.R., tenta de négocier avec la mission diplomatique chinoise dirigée par Lu Jin Ren un nouveau traité sino-soviétique. Le gouvernement bolchevik proposa un traité annulant tous les « traités injustes » opprimant la Chine et fondant les nouvelles relations entre les deux pays sur le principe d'égalité et d'amitié. Le 25 juin 1919, le Conseil des Commissaires du Peuple (*S.N.K. Sovet narodnyh kommisarov*) s'adressa solennellement aux peuples et gouvernements de la Chine du Sud et du Nord[202]. Tandis que la Russie soviétique établissait des relations diplomatiques avec le gouvernement des seigneurs de guerre de Pékin, le Komintern menait des tractations politiques avec le gouvernement de Sun Yat Sen et le V.K.P.B. procurait au Kuomintang réfugié dans le Guangdong des armes et moyens financiers. Les émissaires du Komintern et les conseillers de l'Armée Rouge permirent ainsi une réforme profonde d'une armée républicaine alors quasiment au niveau féodal. Le stratégie d'aide au mouvement révolutionnaire en Chine fut dessinée pendant les

[202] A cette époque en effet, la Chine n'avait pas d'Etat centralisé : le pays etait déchiré en plusieurs zones contrôlées par des généraux. A Pékin, le pouvoir était aux mains du général Wu Pei Fu. Au sud, le Président Sun Yat Sen (*Zhong Shan Lu*, en mandarin) régnait sur l'Etat auto-proclamé de la République Chinoise.

deuxième et troisième congrès du Komintern en juillet 1920 et novembre 1922[203]. En parallèle à ce soutien au Kuomintang, les communistes russes travaillaient déjà en secret à la création du parti communiste chinois. Les négociations sur l'annulation des traités «injustes» et la restitution au peuple chinois de ce que s'était approprié le gouvernement impérialiste russe aboutirent à une série de traités secrets sur des concessions économiques et consulaires en territoire chinois[204] : la Russie communiste ne pouvait mener de discussions intergouvernementales avec la Chine car elle n'était pas reconnue par le reste du monde[205] - l'une des raisons étant la suspicion des pays occidentaux envers une Russie qui faisait si bon marché de ses intérêts.

Peu après la révolution d'Octobre, le gouvernement de Lénine, fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proposa de rendre tout ce que la bourgeoisie russe s'était indûment appropriée et d'établir la paix «sans annexion ni indemnité» (*mir bez aneksij i kontribucij*) . Le gouvernement soviétique se départit de la Mandchourie, de tout pouvoir extra-territorial en Chine et de toute concession commerciale. Ces déclarations furent confirmées par la note du N.K.I.D.[206] du 27 septembre 1920 remise au chef de la mission diplomatique militaire pékinoise, Zhang Si Lin. Les grandes lignes d'une proposition de traité entre la R.S.F.S.R. et la Chine y étaient tracées. Le premier article indiquait que «Le gouvernement de R.S.F.S.R. déclare invalides tous les traités signés par le gouvernement impérial russe avec la Chine. Le gouvernement soviétique renie toutes les conquêtes territoriales en Chine menées par l'Empire russe avant 1917. La R.S.F.S.R. refuse toute concession en territoire chinois. La R.S.F.S.R. rend sans indemnité et éternellement tout ce dont s'était emparé le gouvernement impérial et la bourgeoisie russe

[203] Textes issus de :
2ème congrès du Komintern (28 juillet 1920) : « thèses sur les questions nationale et coloniale » et «thèses supplementaires sur les questions nationale et coloniale ».4ème congrès du Komintern (5 décembre 1922) : « thèses générales sur la question orientale, et le rôle du Komintern envers la révolution chinoise.
Voir A.I.KARTUNOVA, *Politika Moskvy v nacional'nom-revolucionnom dviženii v Kitae : voennyj aspekt (1923-1927)* (La politique de Moscou dans le mouvement national et révolutionnaire en Chine : aspect militaire, 1923-1927), Moscou, 2001. Actuellement Kartunova est chercheur à l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou.

[204] La déclaration était ainsi libellée : «*Que le gouvernement soviétique, en 1917, dès qu'il avait eu le pouvoir en main, avait déclaré l'abolition de tous les traités secrets. Sont concernés tous les traités par lesquels le gouvernement impérial russe, les autres pays occidentaux et le Japon ont mis sous le joug le peuple de Chine. La même année, le gouvernement soviétique avait proposé au gouvernement chinois d'ouvrir des négotiations sur la question de l'annulation du traité de 1896, du protocole de Pékin de 1901 et de tous les accords avec le Japon de 1907 jusqu'en 1916* ». Voir la revue *Izvestiâ,* 26 août 1919 ; *Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ, 1917-1957* (Les relations sino-soviétiques, 1917-1957), Moscou, collection de documents, 1959, p.43.

[205] Même après la révolution d'Octobre, c'est le gouvernement de Kerinsky qui continua à être reconnu internationalement.

en territoire chinois»[207].

Les raisons ayant guidées les première déclarations politiques des commissaires du peuple soviétiques demeurent sujettes à des interprétations diverses : ingénuité révolutionnaire, ignorance géopolitique bolchevique ou croyance sacrée en l'idéologie internationaliste... Le premier gouvernement de Lénine avait enfermé l'U.R.S.S. dans un piège :« *L'annulation de tous les traités injustes*» ne pouvait signifier autre chose que la perte de l'intégralité de leur validité, ce que les Russes tentèrent rapidement de contester, prétendant que l'annulation des traités ne devait pas s'appliquer à certaines clauses, en particulier celles régissant la frontière bilatérale, qui devait subsister dans l'intérêt des deux pays. La gravité de la situation à laquelle jeune république soviétique eut à faire face la força en effet à prendre conscience de ses intérêts et évaluer le prix du cadeau ainsi concédé au «*prolétariat chinois*». L'intervention militaire des pays occidentaux en Russie et l'occupation de l'Extrême-Orient par l'armée japonaise obligèrent en outre le gouvernement soviétique à procéder à des contre-attaques dont certaines inclurent de brèves incursions en territoire chinois.

La déclaration de Lénine allait pourtant avoir de durables conséquences : dans les années 50-60, Mao rappela à son «frère aîné» de Moscou les promesses de 1917, dont les Chinois attendaient de voir la traduction en actes. Les fonctionnaires du bureau idéologique du comité central du P.C.U.S. eurent donc à chercher une formulation permettant de prouver que « *l'annulation des traités injustes*» ne pouvait concerner «*les frontières justes*». Pour ce faire ils s'appuyèrent sur les paroles de Lénine lors du deuxième congrès des conseils de la Russie :

«Il existe différentes sortes de traités, camarades. Les gouvernements pillards ne signèrent pas seulement des traités de pillage - parmi ces accords, il y a aussi des clauses de bon voisinage entre les peuples…Nous refusons les articles de pillage, mais tous les articles portant sur les conditions de bon voisinage, nous ne pouvons pas les refuser»[208].

Mais ces arguments ne suffirent pas à convaincre les Chinois qui continuèrent à réclamer une révision du tracé de la ligne frontalière, considérant (comme c'est encore le cas aujourd'hui) l'ensemble de la ligne frontalière avec la Russie comme établie injustement.

---

[206] *Narodnij komissariat inostrannih del*- Commissariat du Peuple aux Affaires Etrangères
[207] A.V.P. (Arhiv Vnesnej Politiki) U.S.S.R (à partir de 1991), *Archive de la politique étrangère*, Fonds 100a, papka (cahier) 1, delo (dossier) 9, litera (lettre) 4.
[208] V.LENINE, *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres complètes de Lénine), Moscou, vol.35, p.20

Pourtant, durant les négociations sino-soviétiques menées à Pékin en 1921-22, où la délégation soviétique était dirigée par A.K.Pajkes puis par A.A. Ioffe, la partie chinoise n'avaient officiellement pas émis de réclamation quant à une redéfinition des frontières. Les discussions s'étaient concentrées sur des points techniques de contrôle de la démarcation existante.

Néanmoins, la proposition soviétique d'invalidation de tous les traités antérieurs fut évoquée quant à la question mongole[209] : la Mongolie venait de déclarer son indépendance par rapport à la Chine et permettait à des régiments de l'Armée Rouge de venir combattre les restes de l'Armée Blanche[210]. Le gouvernement chinois demandait donc la non-reconnaissance par la R.S.F.S.R. de l'indépendance de la Mongolie, et le retrait de l'Armée Rouge de ce territoire « chinois »[211]. Mais la Russie soviétique ne pouvait en aucun cas accepter de reconnaître «le retour» de la Mongolie à la Chine, car elle percevait déjà l'importance stratégique de ce « tampon » en Extrême-Orient, face à la menace des «impérialistes chinois et japonais».

Dans les discussions ultérieures des années 20-30, le gouvernement chinois ne tenta pas davantage de faire réviser la ligne frontalière entre les deux pays. La troisième mission diplomatique soviétique, envoyée à Pékin en août 1923 sous la conduite de L.M. Karakhan, ne fut confrontée à aucune mise en doute de la légitimité de la ligne frontalière.

Le 31 mai 1924 fut signé « l'accord de principe généraux sur la régularisation des différends entre l'U.R.S.S. et la République Chinoise». Dans l'article 3, les deux gouvernements convenaient d'annuler toute convention, traité, accord, protocole, contrat, et toute autre document conclu entre la Russie tsariste et la Chine, et de les remplacer par des accords fondés sur les principes d'égalité, de réciprocité et d'équité, dans l'esprit des déclarations du gouvernement soviétique de 1919 et 1920. Dans l'article 7, les deux parties

[209] Cette question mongole reste pour la Chine une question « sensible » encore à l'époque actuelle : malgré la reconnaissance de l'indépendance de cette Etat, la Chine continue à oeuvrer pour transformer le statut actuel en « large autonomie » au sein de l'Etat chinois.

[210] Deux cent soldats et officiers de l'armée impériale continuèrent le combat contre le régime soviétique, à l'image de la division du baron Ungern et de ses troupes de cosaques, qui avaient trouvé asile chez les féodaux mongols et présentaient une menace réelle pour la stabilité de Sibérie de l'Est.
Après la révolution d'octobre, environ deux millions de russe quittèrent le pays. Entre 1917 et 1945, sept cent milles russes trouvèrent asile en Chine.

[211] Le ministère des affaires étrangères chinoises (gouvernement de Pékin) y réclamaient avec insistance l'annulation du traité de 1921, conclu entre la Mongolie et L'Union Soviétique et demandaient au gouvernement soviétique de reconnaître la Mongolie comme partie inséparable de la Chine.

s'entendirent sur la nécessité de procéder à un examen de l'état actuel de la ligne frontalière et d'en conserver et protéger le statut. Cet article 7 ne mettait pas en jeu une quelconque révision des frontières mais un simple contrôle de sa démarcation. Aux termes de cet article, une redémarcation ne se justifierait que pour remédier à une potentielle infraction. En effet, la démarcation de la frontiere n'avait eu lieu qu'une fois, bien avant la révolution chinoise de 1911, et partiellement.

La conservation des frontières entre les deux pays étaient réaffirmée dans l'article 8 de l'accord qui exigeait le règlement des conditions de navigation sur les rivières, lacs et autres voies navigables, sur les fondements de l'égalité et de la réciprocité. Les secteurs de ligne frontalière passant par les rivières Amour, Ussuri et le lac Hanka, seuls rivières ou lac navigables en Extrême-Orient étaient clairement visés par cet article.

Le 20 septembre 1924, le gouvernement soviétique conclut un accord avec les autorités de la Mandchourie dans la ville de Shen Yang (*en japonais -Mukden*) reprennant les termes de l'accord du 31 mai. Ce doublage était nécessaire, car le pouvoir réel en mandchourie était détenu par le général Zhang Zuo Ling, en totale indépendance vis à vis du gouvernement de Pékin. Cet accord de Shen Yang insistait plus concrètement sur la redémarcation de la ligne frontalière par la commission mixte, en attendant laquelle les deux parties avaient la responsabilité de conserver en l'état actuel la frontière. Dans les fait, l'accord de Shen Yang stipulait donc bien l'invariabilité de la frontière établie antérieurement par les traités conclus entre les Empires russe et chinois[212].

La majeure partie de ces accords ne put cependant être appliquée.

D'une part, la situation intérieure en Chine était d'une instabilité extrême. Les tensions entre groupes de généraux s'étaient envenimées.[213] Le choc militaire eut lieu à l'automne de 1924, quand le général Feng Yu Xiang, soutenu par les soviétiques, s'allia à Zhang Zuo Ling pour défaire les autres généraux du nord de la Chine[214], dont Wu Pei Fu, et prendre Pékin. La situation de guerre civile relaya donc au second plan les questions de politique

[212] A.V.P. U.R.S.S., Fonds 100a, cahier 163, dossier 2, lettres 74-80

[213] L'histoire de la confrontation entre les différents groupes militaires chinois à partir du début de 20ème siècle est amplement étudiée dans l'étude du sinologue et spécialiste militaire soviétique Viktor Žukov.
Voir : Victor ŽUKOV, *Kitajskij militarizm 1910-1920* (Le militarisme chinois des années 1910-1920), Moscou, 1988

[214] En 1918, plusieurs groupes de militaires prétendirent au pouvoir central de la Chine: le groupe du Nord, Fen Jian ou Mukden, était dirigé par Zhang Zuo Ling, le groupe d'Anfu, avec Duan Qi Ruan à sa tête, le groupe du Centre, ou groupe de Zhili, mené par Cao Kun et Wu Pei Fu et le petit groupe du Sud avec pour chef Sun Yat Sen.

extérieure.

D'autre part, la stabilité sur la frontière sino-soviétique, en particulier sur son secteur mandchourien, ne répondait pas aux intérêts du Japon, qui affermissait chaque année sa présence militaire et économique en Mandchourie, et considérait toute la région de l'Extrême-Orient soviétique comme sa zone d'intérêts géopolitiques.

Des années 20 aux années 60 : montée progressive des tensions.
La question frontalière instrumentalisée par le nationalisme chinois.

La conception de la jeune Russie soviétique allait fournir des arguments de poids à Mao Tsé-toung, 50 ans après la révolution d'Octobre 1917. En effet, si la question frontalière n'était pas objet d'attention particulière dans les négociations diplomatiques des années 1920-1950, les paroles imprudentes de Lénine à propos des traités «injustes» eurent de profondes répercussions dans la société chinoise.

Dès 1925-26 parurent des publications appelant à «sauver la Chine». Sous ce slogan, les auteurs chinois développaient les idées de «retour» des territoires « occupés » ou conquits militairement par des pays étrangers. Ainsi, tandis que l'Angleterre, la France ou les Etats-Unis continuaient à être l'objet de critiques sporadiques, les attaques se concentrèrent peu à peu sur l'Union Soviétique et sa politique d'expansion en Extrême-Orient et Asie Centrale. «Histoire des pertes de territoire chinoises» de Xi Bin publié a Shanghai en 1925 et de nombreuse oeuvres de Zhong Shan Lu (*Sun Yat Sen*) reprennent cette rhétorique de l'injustice causée à la Chine par les étrangers. La Chine commença aussi à publier «les cartes de la honte nationale» ou «cartes des territoires perdus»[215] - une méthode largement reprise dans la Chine communiste d'après 1949.

Dans ce contexte, la déclaration du gouvernement soviétique de 1919 et la note officielle de 1920 étaient interprétées par les auteurs chinois comme la décision du gouvernement soviétique d'annuler tous les traités sur la ligne frontalière actuelle entre les deux pays et de reconnaître pleinement «les droits historiques» de la Chine sur «les territoires perdus».

[215] E.D.KOSTIKOV, *Politiceskaâ kartografiâ na službe velikoderžavnogo nacionalizma* (La cartographie politique au service du nationalisme), Moscou, 1973, n.4 revue *Provlemy Dal'nego Vostoka*

Le 28 novembre 1924, l'ambassadeur soviétique en Chine, Karakhan, écrivit au Commissaire du Peuple des Affaires Etrangères Tchetcherin :

«...Les Chinois ont l'intention de mettre à l'ordre du jour la question frontalière et de présenter des réclamations territoriales. Ils ne le font pas parce qu'ils désirent réellement recevoir quelque chose mais seulement pour démontrer leur patriotisme... »[216]

La commission frontalière créée lors de la première session de la conférence sino-soviétique, le 26 août 1925 ne commença à fonctionner que le 25 mai 1926. La partie chinoise demanda immédiatement une clarification des positions sur l'ensemble des différends territoriaux entre les deux pays. Un désaccord persistant sur la frontière entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan fut alors mis à jour. Le 16 juin 1925, le N.K.I.D. envoya une note officielle à Pékin pour informer le gouvernement chinois de la création des républiques soviétiques Ouzbekistan et Turkménistan (avant 1925, il n'existait aucune république en Asie Centrale, seulement un vaste territoire appelé «Turkestan»).

Le 15 mars 1926, Karakhan remit au chef de la délégation chinoise Wang Zhen Ting le «projet d'accord concernant les frontières entre les deux pays» exposant la conception soviétique du passage de la ligne frontalière. Les diplomates soviétiques y soulignaient les difficultés du processus de démarcation : la frontière avait parfois été repoussée par la population ou les autorités locales, tant du côté soviétique que chinois. Cela ne présentait aucune difficulté dans une zone où la frontière n'était souvent matérialisée que par un tas de pierres, voir une seule grosse pierre. Jusqu'au début du 20ème siècle, repousser la frontière pour s'approprier un pâturage était pratique courante chez les paysans d'Asie Centrale. Ces fréquentes modifications de la frontière n'étaient consignées dans aucun document. D'autres cas de dégradation volontaire des bornes frontières furent rapportés. Ainsi, le 8 décembre 1919, le commissaire frontalier Kuzmin envoya un rapport sur la disparition de la borne-frontière «Liter E» marquant l'embouchure des rivières Ussuri et Amour et protesta auprès des autorités chinoises.

La partie soviétique mit donc l'accent sur le rétablissement de la ligne frontalière dans les limites fixées par les traités et accords sino-russes antérieurs à la révolution d'Octobre. Etait exigée la restauration de toutes les borne-frontières, avant-postes et autres marques distinctives de la frontière dans les lieux où ils avaient étaient détruits. La proposition de

---

Nouvel atlas de la Chine, Shanghai, 1926

[216] A.V.P. U.R.S.S Fonds 04, opis' (Inventaire) 22, cahier 160, dossier 137

conclusion d'un accord sur la défense et le régime de la frontière accompagnait ces exigences.

La réponse de la partie chinoise eut lieu sous la forme d'une note non-officielle dans laquelle étaient refusées toutes les propositions soviétiques et proposée la formule selon laquelle *«la ligne frontalière actuelle entre la République soviétique et la Chine est le résultat de l'agression militaire de l'ex-gouvernement russe»*[217]. La délégation soviétique avait donc les poings liés par la déclaration de Lénine. En outre, une partie du texte de l'article 7 de l'accord de 1924, portant sur la redémarcation des frontières nationales, fut interprété de manière erronnée par le gouvernement chinois qui souligna que, la disposition des frontières ne pouvant satisfaire la Chine, elle devait être modifiée. Une interprétation différente du terme « redémarcation » (*« redemarcate »* dans le texte original en anglais de l'accord) : les Chinois refusaient l'interprétation soviétique, conforme au sens communément accepté par le Droit International, de « restauration de la frontière dans les lieux où elle a été effacée, où l'on y a dérogée, où elle a été modifiée ou dans les endroits ou elle n'a jamais été démarquée »[218]. Ils préféraient prendre appui sur une interprétation textuelle de l'article 3 de l'accord du 31 mai 1924 évoquant l'annulation de tous les traités «injustes».

Le 6 mai 1926, les diplomates chinois proposèrent une nouvelle démarcation de la frontière avec l'U.R.S.S., en s'appuyant sur le traité du 31 mai 1924 et l'esprit des déclarations du gouvernemnt soviétique de 1919 et 1920[219]. A l'Est (en Extrême-Orient), elle serait conforme aux clauses du traité de Nertchinsk de 1689 ; dans le secteur central, elle suivrait le traité de Kâhta de 1727 ; à l'ouest (Asie Centrale) elle serait établie selon le protocole de Tchugutchak de 1864[220]. La délégation chinoise évita soigneusement de mentionner l'existence des traites d'Aigun de 1858, de Pékin de 1860, et de St Pétersbourg de 1881 qu'elle considérait comme devant être annulés. Cette proposition permettait à la Chine de revendiquer 1.1 millions de kilomètres carrés du territoire soviétique en Extrême-Orient, en Asie Centrale (Kazakhstan, Kirgistan, Tadzhikistan), l'intégralité du territoire de Mongolie extérieure et la République Tannu-Tuva.

[217] A.V.P. U.R.S.S, Fonds 100, opis' (Inventaire) 10, cahier 124, dossier 18, lettre 179
[218] Dans le texte authentique du traité du 31 mai 1924 était inscrit le terme de « redémarcation », en anglais «redemarcate», à la signification ambivalente de contrôler ou réviser. Voir A.V.P. U.R.S.S.R Fonds 100, Inventaire 9, cahier 7, lettres 149-150
[219] A.V.P. U.R.S.S, Fonds 100, Inventaire 10, cahier 124, dossier 18, lettre 173
[220] A.V.P. U.R.S.S, Fonds 100, Inventaire 10, cahier 124, dossier 18, lettres 180-181

Cependant, dans un contexte d'aide aux «forces progressistes et révolutionnaires » du Kuomintang, le gouvernement soviétique n'attacha que peu d'importance à l'échec des négociations de Pékin de 1926. Pourtant, ce sont les mêmes exigences qui furent reprises 34 ans plus tard par la Chine communiste « fraternelle » de Mao Tsé-toung.

Les décennies suivantes virent le renforcement de la Russie dans la zone. La base militaire russe de Port-Arthur (*Lu Shun*) et les concessions du port commercial de Da Lian constituent un symbole des fluctuations auquelles la frontière fut soumise au début du 20ème siècle. En 1886 avait été signé «le traité secret sino-russe d'union et de construction du K.V.Ž.D» selon lequel la Russie avait reçu le droit de placer des forces militaires sur le sol chinois. La construction du chemin de fer avait donné la possibilité aux russes de dominer économiquement dans le Nord-Est de la Chine. En 1898 fut signée «la convention sur la construction de la base marine de guerre de Port-Arthur et les concessions commerciales de Da Lian (*Dalniy*)». La présence militaire et économique de l'Empire russe en Mer Jaune en sortait considérablement renforcée. Ni les pays occidentaux, ni surtout, le Japon ne pouvaient accepter la domination russe dans cette région stratégique. L'agravation des conflits d'intérêt entre les acteurs principaux de la zone chinoise amena à la guerre de 1904-1905 entre la Russie et le Japon, suite à laquelle la Russie perdu une partie de ses positions en Extrême-Orient. La nouvelle donne géopolitique dura jusqu'en 1945, où l'U.R.S.S., dans le camps des vainqueurs, put reprendre tous les territoires abandonnés au Japon au début du 20ème siècle et épouser à nouveau les limites de l'Empire russe d'avant 1904.

Le 14 août 1945, l'U.R.S.S. et la République Chinoise signèrent un traité «d'amitié et d'union», selon lequel Moscou recevait de larges territoires en Extrême-Orient. Grâce à la défaite du Japon, l'U.R.S.S. retrouvait sa base de navires militaires dans la ville chinoise de Port-Arthur (*Lu Shun*), dont l'administration revenait à la juridiction militaire soviétique. Le traité confirma aussi les droits particuliers de l'U.R.S.S. dans le port commercial de Da Lian. Le chemin de fer K.Č.Ž.D. (*Kitajskaâ Čan'čun'skaâ Železnaâ Doroga- Le chemin de fer chinois de Chan Chun*) passa sous contrôle total soviétique, mettant fin à la période de co-actionnariat sino-russe.

Mais en 1949 le Ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine Zhou En Lai (à l'époque le numéro 2 de la hiérarchie politique de la Chine communiste) vint à Moscou signer le traité de reconaissance officielle de la R.P.C. par le gouvernement

de l'Union Soviétique. Suite aux négociations au Kremlin avec Staline, Zhou envoya à Mao un télégramme annonçant la bonne nouvelle : les Russes offraient toutes leurs possessions en territoire chinois au nouvau gouvernement de la Chine populaire, au nom de l'internationalisme prolétaire. Aujourd'hui encore les historiens russes débatent sur l'attitude de Staline envers la jeune Chine communiste : celui-ci mesurait-il bien toutes les conséquences d'une telle décision ? Le chapitre suivant reviendra sur cette polémique.

En 1926 le gouvernement soviétique avait donc à faire face à deux impératifs inconciliables : la défense des intérêts nationaux et la fidélité à la ligne idéologique de Lénine. Le 13 juin 1929, le N.K.I.D. envoya au gouvernement chinois une note affirmant que :

«Le gouvernement de l'U.R.S.S. de 1919 a pris l'initiative de proposer au peuple chinois la liquidation de tous les traités injustes conclus entre la Russie tsariste et la Chine. »

Le traité de 1924 a déjà pleinement réalisé cette tâche, que le gouvernement soviétique considère donc comme terminée. A partir de cette date, le terme de « traité injuste» ne fut plus mentionné en U.R.S.S.

1929 fut marquée par une recrudescence de l'activité militaire sur le secteur est (Extrême-Orient) de la frontière sino-soviétique. Dans ce contexte de rupture des relations diplomatiques, l'U.R.S.S. eut à faire face aux attaques des régiments de l'armée chinoise. L'armée chinoise prit le contrôle du K.V.Ž.D., sous la direction de l'un des généraux du nord de la Chine, Zhang Xue Liang. Le 18 août 1929, l'armée chinoise commença des incursions en territoire soviétique. Le gouvernement soviétique créa en tout urgence une «armée spéciale d'Extrême-Orient» (*Osobaâ Dal'nevostočnaâ Armiâ)*. Ce corps parvint à stabiliser la situation dans la zone frontalière. Le 2 décembre 1929, les deux gouvernements signèrent le protocole de Habarovsk, qui rétablissait «le statu quo» de la frontière. Dans les années 30-40, ni le gouvernement du Kuomintang de Tchang Kaï-tchek, ni les autres gouverneurs militaires du Nord de la Chine ne réussirent à faire signer un accord permettant de repousser la frontière. L'une des raisons était que Tchang Kaï-tchek et Feng Yu Xiang dépendaient en fait des experts et aides militaires russes. D'autres part, les quatorze ans de guerre contre le Japon poussèrent la Chine à rechercher en l'U.R.S.S. un allié contre l'ennemi commun plutôt qu'une confrontation supplémentaire. Du côté des communistes de Mao, l'appui de l'U.R.S.S. était également recherché, cette fois pour lutter contre le Kuomintang de Tchang Kaï-tchek.

En 1931, la création par les Japonais du Man Zhou Guo au nord-ouest de la Chine fut à la fois un facteur de tension et d'équilibre. En effet, la contiguité d'un espace contrôlé par les Japonais avec le territoire soviétique laissa planer jusqu'en 1945 la menace d'une guerre entre les deux puissances. Mais d'autre part, le gouvernement du Man Zhou Guo déclara dès le début des années 30 qu'il reconnaissait la frontière avec l'U.R.S.S. ainsi que tous les traités conclus avec le gouvernement impérial russe. De plus, les autorités mandchouriennes se montrèrent coopératives envers l'Union Soviétique sur les questions de navigation sur les rivière frontalières et signèrent le 31 août 1934 l'accord de Blagoveŝensk relatif à ces questions.

Mais subsistait le problème des îles des rivières Amour, Sungari et Ussuri. Selon la carte établie en 1861 en application du traité de Pékin de 1860, la plupart des îles des rivières Amour et Ussuri revenaient à la Russie. Mais du fait du faible peuplement des berges russes de ces rivières et de l'absence d'intérêt économique soviétique, étaient tolérées des incursions de la population chinoise pour ramasser les branches sèches, du bois ou du foin. Mais dans les années 30, l'armée japonaise repris à son compte cette pratique et occupa la plupart des îles soviétiques. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, cela permis aux régiments japonais d'organiser des sorties en territoire soviétique, voir d'y provoquer des confrontations directes avec l'armée. Ainsi, en juin 1936, la frontière fut violée par un détachement de cavalerie japonais dans la région de Mandchourie et l'ambassadeur japonais à Moscou Ota déclara alors que la frontière dans ce secteur était sujette à discussions[221]. La très claire carte de 1861 présentée en contre-argument par le Commissaire du Peuple des Affaires Etrangères, Litvinov, n'ébranla pas les positions japonaises. En 1945, l'U.R.S.S. reprit le contrôle de toutes ces îles, sans pour autant parvenir à un règlement négocié de leur statut. Finalement, ce furent les traités conclus à l'époque de Gorbatchev, par lesquels la Russie cédait quelques îles à la Chine, qui réglèrent la querelle.

De même, le passage de la frontière contre la rive chinoises et non au milieu du fleuve, tel qu'il fut décidé par les traités sino-russes d'Aigun et de Pékin demeura controversé par la Chine jusqu'à la fin du 20ème siècle. Cette question ne cessa de constituer un agent irritant des relations sino-russes jusqu'en 1992, quand la Fédération de Russie reconnut officiellement le passage du chenal de navigation et de la ligne frontalière au milieu du

fleuve, en vertu d'une coutume du Droit International.

Dans ces mêmes années 30-40, au plus fort de la guerre sino-japonaise, le secteur ouest de la frontière sino-soviétique (Xin Jiang et Asie Centrale) était calme et stable. L'Union Soviétique accomplissait ses livraisons d'armes, munitions et techniques au gouvernement de Tchang Kaï-tchek via le Turkistan chinois, qui restait hors des théâtres de combat de la deuxième guerre mondiale. En outre, l'U.R.S.S. entretenait une forte présence militaire au Xin Jiang. Le gouverneur du Xin Jiang, Sheng Shi Cai, qui menait une politique totalement indépendante de celle du gouvernement de Tchang Kaï-tchek, adressa à plusieurs reprises au gouvernement soviétique des demandes d'aide militaire pour combattre la résistance musulmane des ouïgours. Ainsi, c'est non seulement avec l'accord des autorités du Xin Jian, mais bien sur leur demande, que les régiments de l'Armée Rouge menèrent leurs activités en territoire chinois.

Après 1945, Tchang Kaï-tchek se rendit à l'évidence de ce que la frontière sino-russe était désormais solidement établie. Dans son livre, «Le destin de la Chine» il admit la frontière sino-russe au nord-est de la Mandchourie comme «*frontière naturelle de la Chine*» et rabattit ses prétentions territoriales sur les espaces du sud et sud-ouest de la Chine. Il alla jusqu'à qualifier la Mongolie Extérieure de «*forteresse nécessaire à la défense et la sécurité de la nation chinoise*», admettant implicitement le bien-fondé de l'indépendance du pays[222]. Le gouvernement de Tchang Kaï-tchek signa deux traités fondamentaux avec l'U.R.S.S. : celui du 21 août 1937 et celui du 14 août 1945. Aucun de ces documents ne faisait allusion à un quelconque désaccord frontalier entre les deux Etats. Au contraire, ils fixaient les droits de possession territoriale de l'U.R.S.S. en Chine (Port-Arthur, Dalian, K.Č.Ž.D.). Ainsi, la République Chinoise du Kuomintang, comme le Man Zhou Guo, avaient reconnus officiellement le tracé de l'ensemble de la ligne frontalière.

A partir de 1959, Mao utilisa la rhétorique « internationaliste » bolchevik-léniniste pour défendre l'intérêt national chinois et se servit de cette arme idéologique pour défendre ses

---

[221] *Vnešnaâ politika SSSR* (La politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1946, vol.4, pp.52-54, 70-71, p.168

[222] Le journaliste américain Edward SNOW nota dans *Red Star over China*, N.Y, 1938, p.88 que Mao Tsé-toung, dès 1936, avait exposé l'idée selon laquelle, après la victoire de la révolution populaire chinoise, la république de Mongolie deviendrait automatiquement une partie de la fédération chinoise, « de par sa propre volonté ». En 1944 Mao Tsé-toung renouvella sa déclaration sur le futur de la République Populaire Mongole. Voir : N.I.KAPČENKO, *Politika, čuždaâ socializmu* (La politique étrangère au socialisme), Moscou, 1967, p.129.En 1954, pendant les négociations sino-soviétiques, le gouvernement chinois mis à l'ordre du jour «la question mongolienne». Voir : Pravda, 2 septembre 1964

positions dans la question frontalière. Dès lors, peut-on analyser la décision de Staline de soutenir Mao au détriment de Tchang Kaï-tchek comme une erreur stratégique ou comme le choix réfléchi d'un moindre mal ?

Chapitre 2. FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DE LA CRISPATION DES RELATIONS SINO-SOVIETIQUES : MAOÏSME VS. MARXISME-LENINISME. PLANS DE MOSCOU D'EXPORTATION DU MODELE SOVIETIQUE EN CHINE.

Pourquoi, est-il nécessaire de soulever les questions du Komintern et de l'aide militaire soviétique dans notre travail ? Quel lien entre la question de l'exportation de la révolution mondiale et le problème frontalier sino-russe ? Sans une connaissance approfondie de toute la complexité de la politique clandestine du Kremlin en Chine dans les années 1920-40, ces questions pourraient sembler nous écarter du sujet de cette thèse. En fait, il n'en est rien.

D'une part, la question de la présence de conseillers militaro-politique soviétiques doit être considérée dans le contexte du conflit idéologique sino-soviétique des années 1960-70. Aujourd'hui, l'historiographie chinoise fait tout son possible pour dissimuler ce fait de l'histoire contemporaine chinoise. Les communistes chinois ne peuvent pas accepter la vérité historique que la révolution chinoise est un produit du plan géopolitique de Staline de créer encore un pôle, un contrepoids, dans la politique mondiale. Au moment aigu du conflit idéologique, les dirigeants soviétiques avaient creusé un abîme entre les deux Etats par leurs attitudes irrespectueuses par rapports aux communistes chinois. Dans les discussions informelles, ils rappelaient tout le temps aux Chinois qu' « ils ne sont pas de vrais marxistes », ce qui était une faute grave. En effet, dans la culture chinoise, il est très dangereux de faire « perdre la face » à son interlocuteur. Mao, ainsi que les autres hauts dirigeants de la République Populaire Chinoise, s'étaient retrouvés dans une position humiliante pour leur entité nationale. Dans ce cas, les « frères aînés soviétiques[223] » ne se distinguent guère des « colonialistes occidentaux » et des « occupants japonais » et passent du statut d'amis à celui d'ennemis.

Pendant la discussion entre les deux partis communistes dans les années 60, les Chinois rappelaient toujours aux Russes les « mauvais comportements» des agents du Komintern

[223] En Chinois : *Da Ge,* terme que les Chinois utilisent couramment dans plusieurs contextes de la vie sociale. il montre aussi un très haut niveau du respect par rapport à son ami, mais cela ne signifie pas du tout que les Chinois acceptent une quelconque « supériorité » Russe.

dans les années 20-30. Mais était-ce un argument légitime ? Est-ce que le Parti communiste soviétique (et Staline personnellement) pouvait porter la responsabilité de la politique, des activités et du comportement des agents du Komintern en Chine? Dans ce travail, l'auteur va prendre le risque de dire qu'il existait une grande différence entre la politique du parti bolchevik et du Komintern par rapport à la question de la révolution chinoise, au problème de savoir qui devait porter toute la responsabilité de l'échec de la révolution chinoise de la fin des années 20 et sur les raisons qui expliquent pourquoi Staline « a attendu jusqu'en 1949 pour aider la révolution prolétaire chinoise. »
Aujourd'hui, les communistes chinois accusent parti communiste soviétique, le gouvernement et Staline personnellement d'avoir trahi la nation chinoise. Du point du vu de l'auteur, il est important d'expliquer pourquoi dans les années 20-30, Staline a choisit le plan de la construction de « l'Empire soviétique » (comme continuation de l'Empire russe tsariste) et abandonné le plan de l'exportation immédiate de la révolution en Chine.

D'autre part, notre travail n'est pas consacré à la question du Komintern en Chine. Mais il doit expliquer les mécanismes d'accomplissement « des taches spéciales » et la responsabilité de la prise de décision du gouvernement soviétique sur le plan géopolitique en Chine. Dans cette partie du travail, l'auteur précisera les termes et expliquera pourquoi il est erroné de mettre le signe d'égalité entre la politique du Staline et celle du Komintern en Chine et notamment, la confusion des termes « agent du Komintern » et « agent du renseignement. » Aujourd'hui, l'historiographie chinoise confond ces deux notions pourtant différentes. Il est important de dire que, dans les années 60-70, les historiens chinois ont mélangé tous ces termes et les ont mis en vrac. C'est pourquoi il est nécessaire d'expliquer le rôle des services spéciaux soviétiques qui servaient d'instruments chirurgicaux entre les mains du gouvernement soviétique, dans la tache de la création d'Etats satellites en Asie Orientale. Du point de vue de l'auteur, cette tache a été accomplit parfaitement par les émissaires spéciaux de Moscou.

Troisièmement, l'auteur défendra une hypothèse qui a été proposée par le grand sinologue russe Kulik selon laquelle la question frontalière entre l'Union Soviétique et la République Populaire de Chine pouvait simplement ne pas réapparaître du tout dans les années 60, si les dirigeants soviétiques avaient respecté les formules de politesse traditionnelles chinoise.

A partir de 1689 et jusqu'en 1969, la question frontalière n'était pas un problème de premier plan dans les relations intergouvernementales sino-russe, donnant l'impression que les deux nations préféraient ne pas passer par « une limite naturelle » : la rivière Amour, et préserver « le statu quo ». Au 17ème-18ème siècle, l'Empire des Qing a eu suffisamment de capacités militaires pour « repousser » les Russes vers les profondeurs de la Sibérie Orientale et sauvegarder tout l'Extrême-Orient pour la nation chinoise. Les historiens russes ne peuvent pas donner de réponse précise, à la question de savoir pourquoi ils ne l'ont pas fait.

On ne peut pas dire que la question était complètement inexistante pour les Chinois, mais le véritable processus de délimitation des sphères de cohabitation a été commencé uniquement après la première moitié du 19ème siècle. Et même, ce processus n'a pas provoqué de tension grave entre les deux Empires. La question de la frontière, qui a été à moitié formalisée par les accords bilatéraux, pouvait simplement continuer à exister au 20ème siècle, comme un élément stable de la vie quotidienne de deux peuples. Le gouvernement soviétique, et Khrouchtchev personnellement, portent la responsabilité de la rupture avec la Chine. En effet, la discussion, le conflit, idéologique qui a finalement provoqué des combats sur la ligne frontalière, était le résultat des changements politiques à l'intérieur du parti communiste soviétique et de la société russe après la mort du Staline. Il ne s'agit pas ici d'une tentative de blanchir les personnes de Staline et Mao mais de tenter de démontrer que la situation dans les années 60 du 20ème siècle est le résultat de la confusion de différentes conceptions et de la vision idéologique des deux partis communistes.

D'une part, il y avait le projet de Staline de retrouver l'ancienne grandeur impériale russe, projet qui a été réalisé mais a été abandonné par Khrouchtchev, qui cherchait la co-existence pacifique avec l'Occident et le « Monde capitaliste ». D'autre part, il y avait Mao qui était un grand rêveur révolutionnaire et qui cherchait à créer son propre « projet de grande Chine ». Les actions politiques du Comité central du P.C.U.S. après le 20ème congrès du parti avaient mis en danger la politique intérieure du gouvernement chinois.

Dans cette situation, Mao a eu besoin de « ranimer » le problème frontalier qui n'était pas un problème central mais qui devait sauver la révolution chinoise. A partir ce moment, Mao Ze Dong estime qu'il est seul vrai apprenti de Staline, accusant les communistes soviétiques de trahison de l'idée de la révolution mondiale.

Dans les années 60-70, les communistes soviétiques ne comprenaient pas que le débat sur les questions relatives au Komintern, sur le rôle important du communisme dans le mouvement mondial, sur le révisionnisme idéologique communiste, sur la trahison de l'héritage de Staline, allait créer un véritable problème géopolitique pour les générations futures Russes et Chinoises du 21ème siècle. L'acuité du conflit idéologique a disparue définitivement après la mort de Mao, mais cela n'a pas mis automatiquement fin au problème frontalier. Paradoxalement, le départ des personnages principaux du conflit sino-soviétique devait normalement aider à améliorer les relations entre les deux nations. Mais, au contraire, la question territoriale (qu'il faut comprendre beaucoup plus largement que la simple délimitation frontalière mais aussi comme un problème de co-existence pacifique entre Russes et Chinois en Asie du Nord) commence à jouer un rôle central dans les relations bilatérales sino-russes, bien que ces deux pays partagent les mêmes conceptions idéologiques. Les dirigeants de l'Union soviétique n'avaient pas compris que le conflit avec la Chine n'était plus idéologique.

D'où ce qui fut considéré comme un paradoxe du côté russe : le fait que Deng Xiao Ping ait abandonné le postulat d'internationalisme prolétaire, auquel appelaient depuis longtemps les communistes soviétiques, et qu'il ait préféré défendre les intérêts nationaux de la Chine.

A la fin du 20ème siècle, la société russe commence à réfléchir profondément sur ses priorités nationales et surtout sur son rôle en Extrême-Orient. Malgré tout, certains milieux sinologues et politiques russes évoquent l'idée chimérique d'une grande union (ou de sa renaissance) « des grands peuples-russe et chinois. »

Un retour sur les relations sino-russes entre 1949 et 1989 s'impose pour comprendre le paradoxe de la montée des tensions entre deux régimes communistes que l'idéologie aurait dû rapprocher. Durant cette période, l'idéologie marxiste a joué le rôle d'un frein permanent à la défense des intérêts nationaux russes en Extrême-Orient, au nom de laquelle le gouvernement soviétique (en particulier Gorbatchev) fit de nombreux « cadeaux » sous forme de reddition aux pays « frères » dans le monde entier, et en particulier en Extrême-Orient. Comme se plaisaient à le répéter les idéologues marxistes-léninistes : deux Etats soviétiques ne peuvent par définition connaître de contradictions politiques ou géopolitiques. La déclaration de prétentions territoriales par Mao, apprenti de Lénine et Staline, constitua donc une onde de choc de grande ampleur. L'histoire des relations entre l'U.R.S.S. avec les autres régimes socialistes présenta peu de cas de

confrontations idéologiques[224] - les rapports de force ne le permettant pas : entreprendre une action armée pour «remettre la Chine dans les rangs» aurait eu un coût financier, humain et militaire trop important. Même s'il était capital pour l'U.R.S.S. de remettre les brebis perdues chinoises dans le droit chemin, Moscou commença à perdre le contrôle de la situation à la fin des années 50, Pékin créant un centre parallèle ouvertement concurrent d'idéologie marxiste. Mao accusa l'U.R.S.S. de révisionnisme et de trahison à la cause de la révolution mondiale. Mais la crise ne prit toute son acuité que quand aux tensions idéologiques vinrent s'ajouter les prétentions territoriales : Mao transforma ainsi une question purement idéologique en conflit géopolitique, plaçant les intérêts de la Chine devant l'intérêt du bloc communiste, rejoignant les apôtres de la cause nationale, Sun Yat Sen et Tchang Kaï-tchek.

Après la mort de Mao, Deng Xiaoping (agent du Komintern) ne rejeta pas les prétentions territoriales sur l'Union Soviétique et exigea même le renvoi de l'armée soviétique d'Afghanistan, aidant aux côtés des Etats-Unis l'opposition moudjahidin, envenimant encore la situation.

L'Empire russe – puis l'U.R.S.S., n'eut de confrontation qu'avec l'Empire Qing puis la République nationaliste du Guomindang. Néanmoins, si la Russie n'était pas un ennemi, elle restait un concurrent. Dès lors, la position de la frontière revêtait une grande importance stratégique en tant que délimitation des espaces ethniques, historiques et culturels de deux nations qu'aucune base idéologique commune ne reliait.

Les dirigeants de l'U.R.S.S. et ceux du Komintern du début des années 1920 commencèrent à mener un travail de propagande sur la traduction de l'idéologie marxiste en Chine. Le Komintern s'efforça d'incorporer des éléments marxistes au programme du Kuomintang, ce qui fut accompli vers 1927, année de la révolte anti-démocratique de Tchang Kaï-tchek qui extermina les communistes et l'aile gauche du Kuomintang. Par son influence sur le programme du Kuomintang, le Komintern entendait apporter des changements sociaux dans la Chine militaro-féodale. Dans les années 20, la plupart des leaders du Komintern et du V.K.P.B. gardaient une approche européano-centrée et ne comprenaient pas la société chinoise. A côté des tentatives de réforme interne du Kuomintang, le Komintern s'engagea dans le soutien à la création d'un Parti Communiste Chinois de type léniniste. Alors que l'action au sein du Kuomintang était menée de façon

[224] Deux exceptions notables cependant : avec la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968.

tout à fait officielle[225], le programme d'aide au P.C.C. entra dès ses origines dans la clandestinité totale. Celle-ci était justifiée par le fait que le Kuomintang, officiellement partenaire du V.K.P.B., était dans les hautes sphères du pouvoir soviétique considéré comme un allié peu fiable[226]. Dès lors il devenait nécessaire qu'une structure puisse en cas d'urgence se séparer du Kuomintang pour initier la révolution prolétaire[227].

Dès 1926-27, Tchang Kaï-tchek analysa, sur indication de ses services secrets, que les communistes étaient en train de préparer une révolte interne au sein du Kuomintang. Il frappa préventivement les organisations communistes dans toute la Chine. Cela ne paralysa qu'un temps l'essor du mouvement communiste chinois. A partir de la fin des années 20, le P.C.C. commença à mener des activités militaires contre le Kuomintang. C'est à cette époque que l'Union soviétique commença à mener son double jeu : tandis qu'elle procurait une importante aide[228] militaire, technique et économique à Tchang Kaï-tchek pour permettre l'unification du pays par la suppression des seigneurs de la guerre régionaux et à partir de 1931 pour lutter contre l'envahisseur japonais, Moscou continuait à renforcer Mao comme élément perturbateur de Tchang Kaï-tchek. Jusqu'en 1945[229], Mao ne représentait aucune menace sérieuse. Selon les mémoires de l'émissaire de Staline auprès de Mao, Vladimirov, l'armée maoïste ne possédait qu'un vieux fusil pour trente hommes et aucun armement automatique lourd. Les soldats ne portaient même pas de vêtements et de chaussures normaux. La réussite de cette bande de vagabonds sur l'armée de Tchang Kaï-tchek équipée et entraînée par les Etats-Unis et qui avait tenu le front contre le Japon pendant 14 ans semble relever du miracle…

Pourquoi l'U.R.S.S. permit-elle au marxisme tiède de Mao[230] de l'emporter, faisant fi des

[225] Le chef des chanceliers soviétiques auprès du Kuomintang, le camarade Borodin (Gruzenberg de son vrai nom) fut nommé adjoint de Sun Yat Sen, devenant la deuxième figure au sein du Kuomintang.
[226] R.MIROVICKAÂ, *Straegiâ Gomindana v Sovetskom Sûze 1920-1930* (La stratégie du Kuomintang en Union Soviétique des années 1920-1930), Moscou, 1990. Mirovickaâ est l'un des plus grands spécialistes de la question des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. dans les années 20-30 et en particulier des liens entre le V.K.P.B et le Kuomintang. A l'heure actuelle, il travaille à l'Institut de l'Extrême Orient de Moscou.
[227] La révolution prolétaire était peu probable en Chine : selon les statistiques, les prolétaires ne représentaient dans les années 20 que 0,001% de la population et le secteur industriel que 0,1% de l'emploi. Mao déclara que la révolution serait celle de la paysannerie, tout en utilisant la phraséologie du prolétariat.
[228] L'aide militaire de l'U.R.S.S. à la Chine débuta en 1922 et dura jusqu'en 1959 (on prend ici en considération aussi bien l'aide au Kuomintang qu'au P.C.C.).
[229] Cette année là, Staline prit la décision d'équiper les forces de Mao avec les armements de l'armée japonaise qui venait de capituler.
[230] Staline compara un jour Mao à un radis, rouge à l'extérieur mais blanc à l'intérieur. En 1943, Mao envoya un message codé à Staline pour lui demander de l'aider à former sa pensée de façon marxiste et le prier de lui envoyer un spécialiste idéologue. Il répéta cette demande en 1948 à Mikoïan.

intérêts géopolitiques représentés par Tchang Kaï-tchek qui garantissait les positions économiques soviétiques en Chine et avait accédé aux demandes territoriales de Moscou ?

L'ingratitude de Mao en 1959 n'en apparaît que plus étonnante. Pourquoi Mao avait-il transformé le conflit idéologique en tensions géopolitique par le biais de la question territoriale ? Pourquoi Mao s'est-il senti plus libre après la mort de Staline ? Pourquoi le thème des territoires perdus trouva-t'il plus d'appui au sein de la population chinoise que celui de l'internationalisme prolétaire ? Pourquoi les dirigeants de l'U.R.S.S. s'obstinèrent-ils à ne pas voir que la société chinoise préféraient la défense de leur spécificité nationale à la défense d'un partenariat idéologique avec leur grand frère communiste ?

Ce chapitre tentera aussi de répondre à ces questions et d'analyser l'émergence d'un « néo-marxisme »[231] en Chine, destiné à concurrencer l'idéologie exportée de Moscou[232].

Nous envisagerons dans un premier temps la question de la création du P.C.C., le rôle du Komintern dans ce processus et ré-évalurons la place de Mao au sein du parti communiste originel. Le rôle de la personnalité de Staline dans la création du P.C.C. sera également souligné, en particulier en ce qui concerne la militarisation du jeune parti, la création d'une base révolutionnaire en Mandchourie et l'action de l'armée soviétique dans la « libération » de la Chine. Il s'agira ensuite d'évaluer en quoi Khrouchtchev précipita la rupture sino-russe et en quoi la mort de Staline permit à Mao de créer un centre communiste parallèle pour s'emparer de l'étendard de la révolution mondiale. La mise en jeu du nationalisme chinois doit être perçue comme un moyen pour Mao de justifier la rupture, tandis que les chocs militaires de Damansky et Jalanashkol[233] constituèrent les pics de la crise. Enfin, nous retracerons les étapes du processus de négociations entre l'U.R.S.S. et la Chine à partir des années 50 et les différentes stratégies mises en œuvre.

Voir : A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999

[231] Nous entendons par le terme de « néo-marxisme » la volonté de Mao de développer une idéologie fondée sur l'idéologie marxiste mais adaptée à la situation chinoise et appelé à évoluer avec la société chinoise : ainsi le fait que Jiang Zemin et Hu Jintao appelent les entrepreneurs à entrer dans le parti communiste doit s'inscrire dans l'évolution d'une telle idéologie.

[232] Il est assez difficile de qualifier les idées de Mao de marxistes ; mais de la même façon il est abusif d'assimiler l'idéologie soviétique au marxisme originaire.

[233] Jalanashkol est une crête du Kazakhstan du sud.

L'U.R.S.S. et la victoire de la révolution chinoise

Aujourd'hui encore, les historiens chinois sont soumis à des pressions pour maintenir la version officielle selon laquelle Mao joua un rôle prépondérant dans la création du parti communiste chinois. Jusqu'au milieu des années 1940, Mao ne pouvait pourtant pas régner en maître sur son parti. Et même quand il parvint à contrôler le P.C.C., il lui fallu encore 25 ans de lavages de cerveau incessants des membres du parti et de nettoyages physiques des vétérans qui savaient son vrai rôle historique. Mais le cauchemar de Mao, c'est que la vérité sur lui était parfaitement connue à Moscou, jusque dans ses moindres maladies… C'est pourquoi Mao s'était assigné deux tâches principales : transformer un parti communiste chinois de type léniniste[234] créé selon le schéma et avec la participation directe du Komintern en une formation lui appartenant personnellement, et se débarrasser de l'encombrant allié moscovite qui pouvait dévoiler des secrets gênants.

Rôle ambivalent de l'U.R.S.S. dans la création du P.C.C.

La stratégie chinoise du Komintern

Lors de sa création en 1919, le Komintern se définit comme le parti de la révolution mondiale et se donna pour objectif de préparer l'avènement de cette révolution. La nécessité de la révolution fut considérée comme un impératif supérieur aux normes du Droit et de la Morale et affranchi des considérations liées à la souveraineté des Etats. Dans les premières années de leur gouvernement, les bolcheviks fondèrent leur politique sur un ensemble de décisions n'obéissant aux normes d'aucun système pré-établi (décrets), légitimées par le seul principe de la nécessité de la révolution socialiste prolétaire mondiale.

Dans les pays impérialistes, l'incendie de la révolution pouvait être allumé par le biais d'une révolution nationale dans les colonies. A cet effet, l'appareil du Komintern avait préparé des instructions pour les communistes travaillant dans l'armée, afin qu'ils puissent accélèrer leur putrification. Le plus connu de ces documents était intitulé « Instructions pour le travail dans l'armée », traduit en allemand, français et anglais. Ce document détaillant les principes de l'organisation d'une émeute armée et les bases du travail clandestin était en claire violation avec le droit pénal des pays où les agents du Komintern menaient leurs activités. Ainsi, le pouvoir soviétique s'efforcer de garder secrète toute information relative à la structure et l'organisation du Komintern dont les activités violaient la souveraineté de pays tiers. C'est pourquoi de nombreuses opérations du Komintern demeurent encore aujourd'hui inconnues des chercheurs. La rareté des sources relatives au Komintern s'explique également par le fait que la plupart des opérations effectuées à l'étranger n'étaient ni préparées ni archivées par écrit, et par la disparition d'une centaine de figures-clés du Komintern entre 1937 et 1940[235].

A partir des années 20[236], les cellules clandestines du Komintern ont commencé à être utilisées par le gouvernement soviétique comme des unités de renseignement pour la préparation d'actions militaires à l'étranger. Le Komintern commença à fournir la majorité des cadres des services spéciaux soviétiques. Ainsi, Berzin, Adibekov, Shahnazarova, Širânâ sont parmi les plus célèbres dirigeants du renseignement soviétique passés par le Komintern. Même après les bouleversements de 1991 nombreux noms d'agents du Komintern demeurent secrets car les opérations dans lesquelles ils ont participé ont encore actuellement le pouvoir d'affecter les relations de la Russie avec ses voisins. Comme les services de renseignement, les cellules du Komintern bénéficiaient de la couverture des missions diplomatiques soviétiques à l'étranger. Leur effectif était comparable à celui des services de renseignement politique et militaire tout en demeurant une structure totalement distincte. Parfois, les activités du Komintern allaient même à l'encontre de celles du renseignement politique ou militaire.

---

[234] Le parti léniniste était caractérisé par la force du principe de l'internationalisme prolétaire. Le parti maoïste utilisa le lexique marxiste tout en se fondant sur les thèses de Mao insistant sur les spécificités nationales de la révolution chinoise. La paternité de cette approche est en fait à attribuer à Sun Yat Sen.

[235] Ces explications ont été avancées au cours d'entretiens avec le général Vinogradov et le colonel Savel'ev.

[236] Cette période correspond à celle pendant laquelle la position de Staline dans la hiérarchie du V.K.P.B. s'est renforcée. En effet, Staline attachait une grande importance aux activités de renseignement politique et militaire à l'étranger.

En octobre 1921 fut créé le bureau d'organisation du Komintern (*Organizacionnoe Bûro I.K.K.I.*) chargé de la coordination et de la surveillance de tous les partis communistes et des différentes sections du Komintern. En 1921-1922, après son troisième congrès, le Komintern fut doté de trois sections chargée d'organiser les actions en Asie : la section du Proche-Orient, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient. Le secrétariat du secteur de l'Extrême-Orient se trouvait à Irkoutsk, avec un effectif d'une centaine de fonctionnaires, et comprenait quatre divisions : Mongolie-Tibet, Chine, Corée, Japon. En 1922 par décision du quatrième congrès du Komintern ces trois sections furent fondues en un Secrétariat Politique de l'Orient (*Vostočnyj političeskij Sekretariat*). En 1923, fut nommé à sa tête Karel Radek, assisté par Voytinsky. Il fut remplacé en 1924 par Petrov[237]. Entre 1923 et 1926, cette structure fut plusieurs fois réorganisée, et ses dirigeants fréquemment remplacés. Le 1er avril 1926, suite au rapport de Voytinsky sur l'échec de sa mission, cette structure fut dissoute. Pour renforcer l'activité du Komintern en Chine fut créé un Bureau de l'Extrême-Orient basé à Shanghai où travaillèrent notamment Voytinsky, Borodin, Roy, Rozenberg, Geller, Rafes, Mandalyan, Fomin, Cheng Duxu et Qu Qiu Bo. Le 10 mars 1929, le bureau politique du comité central du V.K.P.B. prit la décision de prendre directement la direction des activités du Komintern dans toute la zone Asie-Pacifique. A partir de 1931, avec l'occupation de la Mandchourie par le Japon exacerbant la menace d'une guerre soviético-japonaise, l'impératif de la sécurité nationale soviétique en Extrême-Orient prit le dessus sur les préparatifs révolutionnaires. Les opérations du Komintern en Chine ne cessèrent pas mais diminuèrent.

Les opérations clandestines à l'étranger étaient supervisées par l'O.M.S.[238], la plus secrète des structures du Komintern, à l'organisation très semblable à celle de n'importe quel service de renseignement. L'O.M.S. travaillait en étroite coordination avec le gouvernement soviétique. En 1921-1922, l'O.M.S., alors dirigée par Pyatnitsky, créa plusieurs cellules clandestines en Chine, en particulier dans les concessions étrangères de Shanghai. Ces cellules étaient totalement indépendantes du P.C.C. qui n'en connaissait même pas l'existence. Le travail clandestin était mené par des agents qui n'étaient ni chinois ni soviétiques. Après la découverte des cellules de Pékin par le gouvernement chinois, qui mena à l'élimination des dirigeants de plusieurs hauts dirigeants du P.C.C. qui s'étaient cachés dans l'ambassade soviétique, l'activité des agents du Komintern en Chine

[237] Son pseudonyme « Raskolnikov » ou « Ilyin »est resté célèbre dans l'historiographie soviétique.

s'enfonça encore davantage dans la clandestinité. L'I.K. interdit aux agents du Komintern de rencontrer des membres du P.C.C. sur le territoire des missions diplomatiques soviétiques, conserver des archives ou fabriquer de faux-papiers. Plusieurs agents désobéirent à cet ordre, ce qui provoqua des crises entre le Komintern et la mission diplomatique soviétique, entre le Komintern et le P.C.C., entre le P.C.C, les agents de renseignement soviétique et le Komintern. Les dirigeants du P.C.C. furent désarçonnés par les désaccords entre les différentes structures soviétiques et l'absence de ligne générale cohérente. Les accusations de trahison de la révolution chinoise par les soviétiques s'enracinent largement dans l'incompréhension chinoise des luttes internes soviétiques de cette période. Le 15 mars 1928, le bureau politique du comité central du V.K.P.B. finit par se réunir pour discuter des moyens de remettre en ordre les relations entre le P.C.C., le Komintern et le Profintern. Suite à cette réunion, Staline signa un document organisant la coordination des activités du Komintern et des services secrets soviétiques dans le nord-est de la Chine[239]. Les vétérans des services secrets soviétiques indiquent que dès cette époque, Staline préféra s'appuyer sur les services du renseignement politique et militaire plutôt que sur le Komintern.

La préparation des cadres chinois à la révolution

Le rôle de l'U.R.S.S. dans la formation des communistes chinois est un élément susceptible de remettre en cause les assertions chinoises selon lesquelles Moscou n'aurait pas soutenu la révolution chinoise.

Dès les années 20, le gouvernement soviétique s'intéressa à la possibilité de l'éclosion d'une révolution en Chine. Etant donnée la taille du pays, il apparut qu'un millier de militaires ne pouvait suffire à organiser les masses populaires en une armée révolutionnaire. Il était techniquement difficile de mettre au point rapidement un système permettant de recevoir en Russie suffisamment de cadres chinois pour les former à diriger

[238] Avant 1921, cette structure s'appelait *Konsperativnyj Otdel* (Secteur clandestin)
[239] La répression menée contre les communistes chinois par Tchang-Kai-tchek en 1927 aboutit à la disparition des cellules du renseignement soviétique et du Komintern en Chine centrale et méridionnale. Les

des divisions militaires. C'est pourquoi le gouvernement soviétique décida de commencer par former un nombre réduit de hauts-cadres pour qu'ils puissent à leur tour organiser un processus de formation en Chine. De 1921 à 1927, ce programme permit au parti communiste chinois de créer les fondements d'un système d'éduction militaire en Chine. Mais en 1927, la purge des éléments communistes de l'armée nationaliste chinoise dirigée par Tchang-Kai-tchek réduisit ces efforts à néant. En février 1921, sur décision du comité central du R.K.P.B. furent créé à Moscou l'Université Communiste de l'Orient (K.U.T.V.), nommée en 1923 « Université Communiste de l'Orient de Staline ». Elle fut en activité jusqu'en 1938 ; après sa disparition, les professeurs continuèrent leur travail à l'I.S.A.A. et M.I.M.O. La première année, seuls 36 élèves chinois y étudièrent. En 1922, l'effectif des étudiants chinois fut porté 42 et en 1923 à 90 étudiants[240]. En 1925, l'effectif des étudiants devint si important par rapport aux capacités d'accueil qu'il fut décidé de créer une école qui leur serait réservée : l'U.T.K. (Université des Ouvriers de la Chine de Sun Yat-sen). Celle-ci fut renommée « Université Communiste des Ouvriers de Chine » (K.U.T.K.) en 1927 et exista jusqu'en 1930. En 1925, le Kuomintang et le P.C.C., avec l'aide de Borodyn, sélectionnèrent 310 étudiants pour étudier dans cette université. En février 1926, leur nombre était déjà de 340 étudiant. L'effectif fut porté à 800 étudiants en 1927. Au printemps 1927, 40 des meilleurs élèves rentrèrent en Chine ; certains diplômés demeurèrent à Moscou comme traducteurs et instructeurs ; d'autres furent envoyés se perfectionner dans d'autres écoles supérieures militaires. En 1930, plus de 1200 étudiants chinois se trouvaient en U.R.S.S. Pendant l'été 1922, une filiale de la K.U.T.V. fut ouverte à Irkoutsk tandis que l'Ecole Léniniste Chinoise (*Kitajskaâ Leninskaâ Škola*) et l'Ecole Soviétique du Parti (*Sovpartškola*) furent créées à Vladivostok. Zhou Enlai et d'autres dirigeants du P.C.C. demandèrent aussi au gouvernement soviétique de créer des stages intensifs de courte durée pour les révolutionnaires chinois. L'état-major de l'armée rouge fut chargé d'organiser ces stages. Après une session de cours de langue russe, les étudiants chinois pouvaient intégrer l'académie militaire de Frunze, les académies militaires et politiques de Lénine et Tolmačev ou les écoles militaires de Kiev et Tver. Des camps d'entraînement d'été fournirent aux révolutionnaires chinois une opportunité de pratiquer des exercices de terrain. Dès 1922, la sélection des étudiants chinois à envoyer en U.R.S.S.

activités de renseignement soviétique se concentrèrent ensuite sur les territoires les plus proches de l'U.R.S.S.

[240] V. Usov. L'aide internationale de l'U.R.S.S. dans la préparation des cadres révolutionnaires du parti communiste chinois dans les années 20-30. P.D.V. 1987. n°5.

fut réalisée par les structures du P.C.C., sans l'aide de conseillers militaires et politiques soviétiques. Outre les Han, un nombre important de représentants des « minorités ethniques » furent formés en U.R.S.S. : les Ouïgours et Coréens étaient les plus nombreux.

Pendant l'hiver 1928, arrivèrent à Moscou 500 cadres militaires qui avaient pris part à la révolte de Nanchang les 31 juillet et 1er août avec pour objectif de créer un comité révolutionnaire au sein du Kuomintang[241]. Parmi eux, étaient He Long, E Ting, Zhu De, qui deviendraient des héros mythiques de la révolution chinoise, ainsi que Shi Zhe, qui deviendra le traducteur personnel de Mao. A partir du printemps 1929, les cadres militaires chinois formés en U.R.S.S. commencèrent à bâtir l'Armée Populaire de Libération, en utilisant les méthodes soviétiques. Les vétérans du F.S.B. soulignent que l'ensemble de la hiérarchie à partir du niveau de commandant de régiment avait été formée en U.R.S.S., ce qui a été décisif pour la survie de l'Armée Populaire dans les premières années de son existence. Ainsi, dès le début des années 30, l'A.P.L. possédait suffisamment de cadres pour organiser son propre système de formation dans les « zones rouges ». Malgré tout, le flux d'étudiants chinois en U.R.S.S. ne tarit pas mais se diversifia : outre des militaires, l'U.R.S.S. forma des techniciens, médecins, ainsi que du personnel administratif.

Une attention particulière fut apportée à la formation idéologique de ces étudiants, la plupart d'entre eux ignorant tout du marxisme et du communiste à leur arrivée. Dans les années 60, cela fut reproché aux soviétiques, accusés de ne pas avoir respecté les communistes chinois. L'archive du F.S.B. conserve les dossiers de nombreux étudiants chinois qui montrent que des étudiants, entrés en Chine en tant que « communistes » étaient en fait des anarchistes, ce qui leur avait valu d'être extradés. Certains étudiants refusaient d'obéir aux règles du P.C.C. et aux directives du Komintern. D'autres trahissaient le P.C.C. et passaient au Kuomintang. Les incidents opposant les étudiants chinois et l'administration soviétique étaient courants ; les problèmes de discipline étaient particulièrement sérieux dans les écoles militaires. Le Komintern dut créer une commission spéciale pour résoudre ces tensions entre les étudiants chinois et l'administration soviétique ; mais l'efficacité de cette commission était limitée.

[241] Le 1er août 1927 est considéré comme la date de création de l'Armée Populaire de Libération dont l'anniversaire continue à être célébré en Chine.

Près de 70 % des étudiants chinois en U.R.S.S. étaient atteint de maladies infectieuses ou vénériennes. C'est pourquoi ils étaient préalablement soignés avant d'être autorisés à poursuivre leurs études.

Le soutien hésitant de l'U.R.S.S. au parti communiste chinois naissant

Le Parti Communiste Chinois est né en juin 1921 : son premier congrès se déroula du 23 juin au 5 août 1921 à Shanghai. Mais des contacts avec le Komintern avaient préludé à cet avènement.

Dès janvier 1920, selon la décision du Komintern, arriva en Chine Georgij Vojtinskij, chef de la section étrangère du bureau de l'Extrême-Orient du Comité Central du R.K.P.B[242]. Il fut chargé de l'aide pratique et financière aux premiers cercles marxistes et de la publication des premières revues communistes. Il travailla à Pékin en étroite coordination avec le fondateur du Parti Communiste Chinois, Chen Du Xu[243]. A l'initiative de Vojtinskij fut créée une ligue de jeunesse socialiste. Après avoir accompli l'ordre de Lénine – enquêter en profondeur sur l'état réel du marxisme en Chine il repartit à Shanghai[244]. Il continua ensuite sa route vers le sud pour établir des contacts avec Sun Yat Sen et sonder les chances d'établir un contact avec le Kuomintang[245].

En 1920 se déroula à Moscou le second congrès du Komintern pendant lequel Lénine[246] recommanda de soutenir les forces révolutionaro-démocrates dans les colonies et demi-

[242] Dans la transcription russe, cette structure s'appelait *Dal'buro* (*Dal'evostočnoe bûro*). Le Parti Communiste Soviétique s'appela successivement R.S.D.R.P. avant la révolution d'Octobre, R.K.P.B. puis V.K.P.B. Après la deuxième guerre mondiale, il prit son nom définitif : K.P.S.S.

[243] Cheng Du Xu (1879-1942). Le sinologue américain Philip Short le range parmi les libéraux radicaux. Cheng lança la publication de la revue *Xin qing nian* (La nouvelle jeunesse), qui posait les bases du mouvement révolutionnaire du «4 mai» 1919. Cheng Du Xu est considéré, avec Li Da Zhao, comme le fondateur du parti communiste chinois. Il en a été le secrétaire général de 1921-1927. Plus tard, il fut accusé de « trotskysme » et d'activité fractionniste.

[244] Shanghai était à cette époque la seule ville industrielle de Chine, donc la seule où existait un milieu ouvrier prolétaire sur lequel s'appuyer en cas de révolution communiste. Le Komintern voulait jauger la capacité des chinois à entrer dans un combat actif contre l'impérialisme mondial.

[245] Selon les informations des agents du Komintern, le Kuomintang était à considérer comme un potentiel allié de la révolution mondiale.

[246] V.LENINE, *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres complètes de Lénine), vol. 41, Moscou, 1963, p.234

colonies[247] des pays impérialistes et leur combat contre l'impérialisme, à l'expresse condition de préserver l'indépendance structurelle des éléments communistes[248]. Le Congrès entérina avec enthousiasme cette stratégie de création d'un front anti-impérialiste général, unissant tous les éléments progressistes – et non seulement les communistes. Le soutien au Kuomintang s'intégrait donc parfaitement à cette stratégie. Mais la situation s'avéra être plus complexe que les prévisions de Lénine. Le marxisme en Extrême-Orient n'était qu'au stade primitif, ce qui rendait la mise en pratique de la tactique du front de combat du Komintern difficile à réaliser, les communistes chinois ne comprenant pas clairement cette stratégie.

Pour soutenir le mouvement naissant et permettre une meilleure coordination, le Komintern, en accord avec Lénine, envoya en Chine le communiste hollandais, Jörg Maring (Hendrik Sneevlit de son vrai nom), agent du Komintern. Pendant le premier congrès des communistes chinois, à Shanghai, éclata un conflit entre la ligne politique proposée par Moscou et défendue par Maring, et une ligne proposée par les communistes chinois. Chen Du Xu et Li Da Zhao[249], pères fondateurs du P.C.C., ne participèrent pas au Congrès et se firent représenter par Zhang Guo Tao[250]. Le Parti Communiste Chinois refusa la stratégie du Komintern de création du front anti-impérialiste mondial, défiant le principe fondateur du « centralisme démocratique »[251]. Cette incompréhension générale de la tactique du Komintern s'explique par le fait que les premiers marxistes chinois n'avaient aucun contact avec le mouvement révolutionnaire russe. Au début des années 20 n'existait

[247] Sont couvertes par ce terme l'Inde, la Chine, l'Indonésie,…

[248] Documents du deuxième congrès du Komintern, *Thèses (tezisy) sur la question nationale et coloniale* , 28 juillet 1920 ; *Thèses additionelles sur les questions nationales et coloniales* , 29juillet 1920 ; Documents du 4ème congrès du Komintern, *Thèses générales sur la question orientale* , 5 décembre 1922.Voir *Kommunistiĉeskij internacional i kitajskaâ revoluciâ* , documents et matériaux, sous la rédaction de M.L.Titarenko, Moscou, 1986, pp.6-11(document 6), pp.11-14 (doc.2), pp.26-37 (doc.9), p.14 ;Lénine i nacional'no osvoboditel'noe dviženie v stranah vostoka (Lénine et les mouvements de libération nationale dans les pays d'Orient) ; V.I.Lenine i Kommunistiĉeskij internacional (V.I.Lénine et le Komintern), Moscou, 1970 ; La libération nationale dans les pays d'Orient, Moscou, 1970 ; Komintern i vostok (Le Komintern et l'Orient), Moscou, 1969 ; Komintern. Kratkij istoriĉeskij oĉerk (Le Komintern. Abrégé historique), Moscou, 1969

[249] Li Da Zhao fut le fondateur du premier cercle marxiste à l'Université de Pékin.

[250] Zhang Guo Tao (1897-1979), leader des étudiants de l'Université du Pékin, est l'un des fondateurs du parti communiste chinois. A partir 1925, il devint membre du « Bureau Central » (plus tard transformé en « Bureau Politique ») du parti. Pendant la guerre civile il dirigea « la zone rouge » de E Yu Wan, au nord du Yang Tsé. Son armée fut finalement exterminée par le Kuomintang. En 1937, il a fut révoqué de toutes les postes hiérarchiques qu'il occupait dans le parti. En 1938, il trahit ses ex-camarades et passa aux côtés du Kuomintang. Il termina sa vie en exil au Canada.

[251] Le marxisme révolutionnaire russe avait vaincu le régime tsariste après un long combat au 19ème siècle. La discipline révolutionnaire et l'obéissance rigoureuse aux décisions du courant majoritaire furent les conditions expresses de sa victoire.

aucun matériau marxiste en chinois – la première traduction du Manifeste du Parti Communiste n'étant publiée qu'en avril 1920 et les travaux de Lénine demeurant longtemps totalement absents. Dans leurs mémoires, Dong Bi Wu et Chen Gong Bo[252] évoquent le seul aboutissement du Congrès : « Nous avons adopté un manifeste[253] anti-impérialiste et anti-militariste ». L'éminent sinologue soviétique V.I.Glunin[254] montra par une analyse du contenu de ce congrès que la plupart des délégués étaient loin de comprendre les mécanismes qui leur permettraient de faire une révolution et ignoraient le rôle principal du prolétariat. Ils insistaient sur la nécessité du combat du prolétariat chinois contre l'ensemble du spectre des forces politiques chinoises, refusant toute alliance, et appelant de leurs vœux une révolution immédiate qu'ils n'avaient pas les moyens de mener. Les critiques de sectarisme[255] (*sektantism*) formulées par Maring ne furent pas écoutées. Mais surtout les délégués du Congrès refusèrent de reconnaître le rôle de leader de Moscou et du Komintern, considérés comme des partenaires égaux et non comme des organisateurs.

En septembre 1921, Chen Du Xu, Secrétaire du Comité Central Exécutif provisoire, apprit que Maring avait été chargé de demander des rapports réguliers sur le travail accompli et avait reçu carte blanche pour donner des ordres aux cadres du parti. Longtemps, Chen Du Xu refusa tout contact avec le Komintern, arguant de la spécificité de la Révolution chinoise[256].

Les documents d'archive de la politique étrangère russe du Ministère de la Défense et du Président de la Fédération de Russie montrent que pendant le premier Congrès du P.C.C.,

---

[252] CH'EN KUNG-PO, *The Communist Movement in China. An Essay Written in 1924,* N.Y., 1966, p.25, pp.81-82, pp.103-103, p.105. Voir aussi:Nym WALES, Helen FOSTER SNOW, *Red Dust* , Stanford, 1952, p.40; *Zhong Guo Qin nian bao* (Jeunesse de Chine), 15.09.1956 ; *Ren Min Ri Bao* (Revue populaire), 30.06.1961 ; Û.M.GARUŠANC, *Bor'ba kitajskih marksistov za sozdanie Kommunistiĉeskoj partii Kitaâ* (Le combat des marxistes chinois pour la création du P.C.C), revu *Narody Azii i Afriki* , Moscou, 1961, n°3, pp. 94-95

[253] Pas un seul exemplaire de ce manifeste n'a survécu jusqu'à aujourd'hui. Les historiens chinois affirment que le texte a été sauvegardé dans les archives du P.C.C. mais refusent de les produire en public. Le silence de l'historiographie officielle quant à ce document demeure inexpliqué. Une hypothèse consiste à supposer que ce document était témoin de la faiblesse du marxisme du jeune P.C.C.

[254] V.I.GLUNIN, *Kommunistiĉeskaâ partiâ Kitaâ nakanune i v period nacional'noj revolucii 1925-1927* (Le parti communiste chinois à la veille et pendant la révolution nationale de 1925-1927), vol. n°1 (période 1920-1925), Moscou, 1975, pp.47-61 ; K.V.ŜEVELEV, *Iz istorii obrazovaniâ Kommunistiĉeskoj partii Kitaâ* (L'histoire de la création du P.C.C), Moscou, 1976

[255] V.LENINE, *Detskaâ bolezn' levezny v kommunizme*, *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres complètes de Lénine)

[256] Ainsi la rhétorique de la « spécificité chinoise » est loin d'être une création de Mao.

le rôle de Mao était infime[257] - son nom n'était même pas mentionné dans les messages codés des agents du Komintern[258]. Zhang Guo Tao, dans ses mémoires, notait : « J'ai aperçu Mao, jeune homme au visage cireux, que sa longue tunique faisait ressembler à un moine taoïste ». En décembre 1921, Mao devint Secrétaire du Comité du Parti de la province du Hunan. Au printemps 1922, il fut invité par Chen Du Xu, avec les autres secrétaires des comités régionaux, à participer aux travaux du Comité Central du Parti à Shanghai visant à préparer une stratégie générale de réponse à la ligne du Komintern, incluant une résolution[259] refusant l'alliance avec le Kuomintang suggérée par Moscou. Mao ne participa néanmoins pas au deuxième congrès du P.C.C. de juin 1922[260] (mais les plus hautes personnalités du Parti n'y participèrent pas non plus) qui entérina, sous la pression de Moscou qui finançait le P.C.C., une résolution acceptant l'union des forces démocratiques pour le combat contre l'ennemi commun. Jusqu'à la réunion de Zun Yi de 1935, Mao n'occupa aucune place importante au sein des structures du Parti Communiste[261]. Ce n'est qu'à la fin des années 1940, après avoir écrasé toute l'opposition au sein du P.C.C., que Mao créa le mythe de son rôle fondateur dans l'histoire de la formation du Parti[262].

---

[257] Ce n'est qu'au troisième congrès du P.C.C. que Mao fut élu au C.C. (Comité Central) dont il devint le secrétaire (le premier et le deuxième corps du C.C. se composaient respectivement de 3 et 5 membres. Avant le 3ème congrès il n'existait pas de Bureau Central). Le deuxième congrès déclara le combat contre l'individualisme et l'anarcho-communiste ; il exigea l'établissement d'une centralisation dure et d'une discipline de fer. Après le troisième congrès, le C.C. se composa de 9 membres élus et 5 *kandidat*. De juin 1923 à la fin de 1924, Mao fut membre du Bureau Central. En mai 1927 il devint *kandidat* au C.C.. En 1928 il fut élu membre du C.C., qu'il ne quitta pas pendant les 48 années suivantes. En septembre 1930, le troisième plenum du C.C. élut Mao *kandidat* au Bureau Politique du C.C.. De 1931 jusqu'en janvier 1934, il n'y eut pas de Bureau Politique, mais un Centre Provisoire dirigé par Bo Gu et Zhang Wen Tian, qui n'étaient pas membres du Bureau Politique. En janvier 1935, eut lieu une célèbre réunion à Zun Yi où Mao devint de facto le chef du P.C.C. De jure, le leader reconnu par Moscou était Wang Min

[258] L'information sur la situation en Chine arrivait à Moscou via trois canaux différents :

- Agents du Komintern (à ne pas confondre, comme c'est souvent le cas au sein de l'historiographie occidentale, avec les agents du N.K.V.D.) – cette structure détenait dans les années 20 plus de pouvoir que n'importe qu'elle autre institutions soviétique. Ses rapports étaient directement au bureau politique du C.C., sans que d'autres structures (N.K.V.D. et G.R.U.) puissent y avoir accès.
- Agents du N.K.V.D.
- Agents de l'Etat Major (G.R.U.) de l'Armée Rouge, puissant réseau indépendant de la Lubyanka

La double utilisation des agents entre ces trois structures était et demeure absolue. Comme le montre l'histoire des services secrets soviétiques, le renseignement militaire joua un rôle principal sur le territoire chinois.

[259] Cette résolution fut envoyée par Chen Du Xu à Vojtinskij pour le Dal'buro du Komintern.

[260] Il expliquerait plus tard qu'il s'était perdu à Shanghai car il connaissait mal la ville.

[261] Le livre de Wang Min, *Polveka KPK i predatel'stvo Mao Dze Duna* (Un demi-siècle de P.C.C. et la trahison de Mao Tsé-toung) fournit des détails intéressants sur les luttes de factions au sein du Parti et le mouvement Zheng Feng, initié par Mao.

[262] L'ouvrage de Vladimirov, *Osobij rajon Kiaâ 1942-1945* (Les régions spéciales de la Chine, 1942-1945) permet de mieux appréhender ce processus d'auto-sanctification. Vladimirov (Vlasov de son vrai nom) était un général du renseignement militaire envoyé personnellement par Staline pour surveiller Mao et rapporter

Selon l'historiographie soviétique, c'est en 1922 que se structura au sein du P.C.C. un axe marxiste, en lutte avec les fractions gauchistes et anarchistes du mouvement. Cependant les recherches les plus récentes de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou montrent qu'aucun des membres du P.C.C., des dirigeants jusqu'aux simples membres, ne suivait réellement les principes marxistes, au sens soviétique du terme. Si l'historiographie soviétique travestit ainsi la réalité, ce fut afin de prouver que les vétérans du mouvement, avant la prise de contrôle par Mao, ne connaissaient aucune tension avec Moscou – ce qui s'avère totalement faux : des contradictions se firent jour dès l'origine même du P.C.C. Selon cette version officielle soviétique, Mao est présenté comme le fidèle disciple de Li Da Zhao et Chen Du Xu, qui refusaient l'union avec le Kuomintang voulue par Moscou et admiraient l'exemple révolutionnaire russe tout en refusant de se contenter de copier en tout le modèle. Le parti communiste soviétique accoucha du mythe selon lequel Mao était l'inspirateur exclusif du thème de la spécificité de la voie chinoise vers la révolution. En fait, la paternité de ce postulat de la Chine communiste ne revient ni à Mao, ni à Deng Xiaoping mais à Li Da Zhao.

L'apparence et le cérémonial jouent un rôle primordial au sein d'une société chinoise où « perdre la face » est le pire danger. Les envoyés du Komintern, non initiés aux spécificités de la mentalité chinoise, firent une immense erreur en critiquant avec grossièreté et en public leurs homologues chinois. Le terme de « frère aîné » (*Da Ge* ou *Su Lian Da Ge*), inventé dans les années 20 par les Chinois et fréquemment réutilisé par la propagande soviétique était compris en U.R.S.S. comme une marque de respect, mais dénotait pour les chinois le mépris colonialiste qu'il percevaient de la part des soviétiques avec lesquels ils regrettaient de n'avoir pas établi un partenariat égal. Le ton catégorique avec lequel le Komintern donnait des ordres au lieu d'expliquer sa stratégie engendra un profond ressentiment. Même si l'accomplissement des directions de Moscou était important pour permettre la victoire de la révolution, et si ce genre de pratiques était accepté en Europe, il s'inscrivait en porte-à-faux avec la mentalité chinoise. Cette blessure à l'esprit national se grava dans la mémoire collective et réapparut au moment de la rupture comme un facteur irritant savamment entretenu par Mao.

Entre 1920 et 1922, les émissaires moscovites collectèrent des informations précises sur

---

des informations précises sur la vie interne du parti communiste chinois. Après 1949, il devint ambassadeur de l'U.R.S.S. en Chine. Mao lui vouait une haine personnelle profonde.

l'ensemble du spectre des forces politiques et militaires chinoises et établirent des contacts avec chacune d'entre elles. Contrairement à une croyance couramment répandue dans les historiographies soviétique et occidentale, l'activité de renforcement du Parti Communiste par les agents soviétiques, bien qu'ayant été menée à grande échelle, ne représentait qu'une part minoritaire des actions alors entreprises en Chine par l'U.R.S.S. De plus, Staline, devenu homme d'Etat, prit systématiquement le contre-pied de Trotsky, romantique révolutionnaire prêt à sacrifier la Russie à l'incendie de la Révolution mondiale. Cette tension au sein du pouvoir russe tendit à atténuer l'influence révolutionnaire des émissaires soviétiques. Dès les années 20, Staline mit à contribution toute la palette des structures soviétiques pour s'implanter de façon durable dans la vie politique intérieure chinoise. Avant tout Moscou s'intéressait aux forces sur lesquelles il pourrait potentiellement s'appuyer dans son dessein révolutionnaire[263]. En plus de l'activité des agents du Komintern et de ceux du renseignement politique et militaire, la mission diplomatique soviétique fut mobilisée pour trouver des alliés potentiels au sein du paysage politique[264]. Ainsi, le plus haut représentant de l'U.R.S.S. en Chine,[265] A.A. Ioffe et l'attaché militaire Gekker, dans leurs rapports officiels à Moscou, proposèrent de miser sur un des seigneurs militaires du nord de la Chine, Wu Pei Fu[266], présenté comme un leader progressiste. Staline considérait que Sun Yat Sen et Wu Pei Fu était en mesure de former un gouvernement favorable aux intérêts de l'Union Soviétique. Mais malgré les efforts de la diplomatie secrète soviétique, cette union contre nature ne vit jamais le jour. A partir de 1922, Sun Yat Sen échangea avec les dirigeants de la R.S.F.S.R. un courrier nourri[267]. Il

---

P.P.VLADIMIROV, *Osobij rajon Kiaâ 1942-1945* (Les régions spéciales de la Chine, 1942-1945), Moscou, 1973.

[263]Plus tard, l'émissaire du Komintern en Chine, Vojtinskij, publia un article dans la Pravda intitulé « Mes rendez-vous avec Sun Yat Sen » (récit de rencontres ayant eu lieu entre 1920 et 1925) dans lequel il présenta la vision qu'avait Sut Yat Sen de l'échiquier politique de la Chine d'alors.
Pravda, 15.03.1925

[264] *V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae* (Le parti communiste des bol'ševik russes, le Komintern et le mouvement révolutionnaire et national en Chine), Documents, sous la rédaction M.L.Titarenko (Directeur de l'Institut National de l'Extrême Orient de Moscou) et Guo Heng Yu, Moscou, 1994, vol.1 (1920-1925), doc. N°24, 25, 27, 36, 39,43

[265] Le titre d'ambassadeur n'existait pas en Union Soviétique ; le terme consacré était « *polpred* » (političeskij predstavitel')

[266] Wu Pei Fu dirigeait le groupe militaire de Zhi Li qui vainquit les forces de Fen Tian en mai 1922.
Voir LÜ DE XI, *Su e gong chan guo ji lian he Wu Pei Fu zhen ce de fa sheng he fa zhan* (Naissance et développement de l'union entre la Russie Soviétique, le Komintern et Wu Pei Fu), Pékin, l'édition Jin dai shi yan jiu, 1986, N°.4
V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae, vol, doc. n° :26,37,38,39,40,45,47,48,51.

[267] *V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae*, vol, doc. n° :25,27,36,39,43,50,51.

s'adressa à Lénine[268] en ces termes :

« Vos déclarations ont suscité un grand espoir chez mon peuple et l'ont poussé à considérer la Russie comme le grand ami de la Chine qui va l'aider à se libérer des pays impérialistes ».

Peu après, Moscou prit la décision d'apporter un appui important au Kuomintang.

En août 1922, le Komintern diffusa à tous ses agents travaillant en Chine une brochure présentant les éléments principaux de la tactique du Komintern par rapport au mouvement nationalo-révolutionnaire en Chine.

Il y était souligné que toute activité doit être fondée sur les résolutions du deuxième congrès du Komintern. Le Kuomintang devait être considéré comme un parti révolutionnaire et les communistes chinois en conséquence. Ils devaient ainsi s'employer à former des éléments idéologiquement indépendants qui pourraient évoluer en un fœtus de parti communiste, accentuer, dans la mesure du possible, la rupture entre prolétariat, grande bourgeoisie et petite bourgeoisie et soutenir de façon transitoire le Kuomintang et son aile gauche (qui s'appuyait sur les ouvriers et artisans et était menée par Wang Zen Wei). Les communistes devaient aussi se faire des alliés au sein du Kuomintang et des syndicats (qui représentaient à cette époque une force négligeable)

Il est nécessaire de créer une organisation de propagande pour lutter contre les impérialistes étrangers. La tâche principale du Komintern en Chine est d'organiser les masses du prolétariat en syndicats. Cette mission est rendue difficile par l'existence traditionnelle en Chine de guildes et corporations sectorielles, segmentées encore selon la provenance géographique de leurs membres. En outre, ces structures avaient une

[268] Il semble Sun Yat Sen faisait ici référence à la déclaration de S.N.K. R.S.F.S.R au gouvernement de la République Chinoise du 27.09.1920. Voir *Dokumenty vnešnej politiki S.S.S.R.* (Documents de politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1957, vol.3, pp.213-216 ; On ne peut écarter l'hypothèse qu'il s'agisse d'un autre document : *Nota N.K.I.D. M.I.D.u Kitaâ ot 27.10.1920* (Note de Commissariat populaire des affaires étrangères au ministère des affaires étrangères de la Chine, du 27.10.1920). Voir *Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ. 1917-1957* (Les relations sino-soviétiques. 1917-1957), Collection des documents, Moscou, 1959, p.52. La lettre de Lénine à Sun Yat Sen ne fut pas retrouvée dans les archives russes. Par contre, la veuve de Sun Yat Sen, Sun Ci Ning nota dans ses mémoires publiées en 1956 que son époux avait attaché une grande importance à la lettre de Lénine.

dimension religieuse (culte des ancêtres et esprits locaux) et secrète contraire à l'idéologie communiste[269].

La centralisation des syndicats doit se produire dans les centres industriels où ils existent déjà[270].

Plusieurs raisons expliquent la méfiance de Moscou envers les communistes chinois. Le personnage de Maring fut très critiqué par l'historiographie officielle chinoise, en ce qu'il fut celui qui donna les informations les plus complètes et la vision la plus juste sur l'état de faiblesse du parti communiste chinois et son incapacité à accomplir le travail révolutionnaire actif. Il fut un des premiers à comprendre la situation politique intérieure de la Chine et à conseiller à Moscou un partenariat exclusif avec le Kuomintang, seule force politique fiable. Mais il demeurait méfiant envers les chances du Kuomintang, du fait de sa faiblesse militaire. L'historien chinois Zhen Yin Xia fit remarquer l'accord total de Sun Yat Sen avec le plan qui lui avait transmis Maring[271]. Ce plan pour le Kuomintang prévoyait l'organisation d'un parti politique capable d'unir les différentes strates du peuple, et en particulier les ouvriers et les paysans. Il préconisait aussi la création d'une école militaire destinée à former les cadres militaires révolutionnaires.

Au début de 1923, le bureau politique du comité central du R.K.P.B prit la décision définitive de soutenir de façon totale le parti du Kuomintang, un an après le Komintern[272]. Il proposa au Commissariat des Affaires Etrangères et aux délégués du R.K.P.B. au Komintern de renforcer le travail dans cette direction[273]. Le 12 janvier 1923, le Comité Exécutif du Komintern (*ispolkom-ispolnitel'nij kommitet)* adopta la résolution qualifiant le Kuomintang de «*seul groupe national-révolutionnaire sérieux »* et ajouta que « Le Komintern considère la nécessité de coordination entre le Kuomintang et le Parti Communiste Chinois… Il est important que les membres du P.C.C. deviennent membres du Kuomintang ». Quarante ans plus tard, Mao, au cours d'un entretien avec

[269] Un large champ de recherche de la sinologie soviétique se consacra aux sociétés secrètes chinoises (gangs, triades, milices locales, sociétés religieuses et mafias). Le Professeur A.A. Maslov est l'un des plus éminents représentants actuels de cette école de recherche.
[270] Rossijskij gosudarstvennij arhiv social'nih i političeskih issledovanij R.G.A.S.P.I. (Archive d'Etat des recherches sociales et politiques), Fonds 514, Inventaire 1, document 19, lettres 11-12
[271] ZHENG YING XIA, *Guan yu dang nei he zuo wen ti tan tao* (Sur la question de la coloration à l'intérieur du parti [Kuomintang]), Pékin, Jin dai shi yan jiu, 1984, n°1, pp.56-73
[272] N.MAMAEVA, *Komintern i Gomindan* (Komintern et Kuomintang), Moscou, 1999. Le père de Mamaeva avait été envoyé en Chine par l'état major général de l'armée rouge avec pour mission secrète de s'occuper de la formation des régiments militaire de Kuomintang.
[273] *V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae,* vol.1, p.170, doc. N°55

Khrouchtchev, lui aurait reproché « Vous n'avez jamais fait confiance aux communistes chinois et ne nous prenez pas au sérieux… Votre Staline avait fait l'erreur de miser sur le Kuomintang». Néanmoins, la préférence affichée par le Komintern envers un mouvement bourgeois, demeure étayée par l'analyse de sa documentation qui montre combien le Parti Communiste Chinois du début des années 20 était incapable de formuler les activités à mener pour faire la Révolution et, à plus forte raison, de prendre la tête de cette dernière. De plus, la collaboration avec le Kuomintang présentait plusieurs avantages : les dirigeants du Komintern étaient conscients de ce que si le Parti Communiste Chinois démarrait prématurément la lutte armée contre la bourgeoisie, il serait immédiatement exterminé par le milieu hostile dans lequel il évoluerait (notamment du fait de l'absence de milieu prolétaire en Chine. En outre, le Parti Communiste, encore trop faible pour prendre la tête de la Révolution, pouvait jouer le rôle de cheval de Troie et détruire le Kuomintang pour diriger la Révolution dès que la situation lui deviendrait favorable.

Un certain nombre de documents concernant l'activité officieuse du Komintern en Chine à cette période demeurent secrets, 80 ans après leur occurrence, et dans un contexte d'ouverture quasi-totale des archives russes depuis les années 1990. Une rumeur persistante suggère l'existence d'un accord des gouvernements (et des services secrets) chinois et russe sur la non-promulgation de sujets sensibles risquant de mettre en péril le partenariat stratégique entre les deux pays[274]. L'Institut de Recherche sur l'Extrême-Orient de Moscou à commencé récemment à publier des matériaux contenant des éléments susceptibles d'éclairer la nature des relations entre le P.C.C. et le Komintern.

Jusqu'au début des années 1930, le Komintern n'était pas soumis au bureau politique du comité central du V.K.P.B. : il constituait une structure au-dessus du Parti dont l'unique mission était de préparer la Révolution mondiale. A l'origine, le comité central du V.K.P.B. ne menait ses activités en Chine que par l'intermédiaire des agents du Komintern. Mais l'ouverture récente des archives montre que rapidement les deux structures menèrent une politique indépendante sur le territoire chinois – voir contradictoire, du fait des fortes

[274] Par exemple le fait que Deng Xiaoping ait étudié en Union Soviétique est largement connu. Par contre, le silence est de mise quant aux allégations de vétérans des services secrets russes concernant sa probable appartenance au réseau des agents du Komintern et son engagement dans le renseignement militaire soviétique. Alexandre Pancov, dans son livre *L'histoire secrète des relations sino-soviétiques,* révèle que Deng Xiao Ping, connu sous les pseudonymes de « Krezov » et d' « Ivan Sergueevitch Dozorov », a suivi dans les années 1930 une formation à l'Institut des peuples d'Orient à Moscou, à la faculté de langue et de culture chinoises, Institut placé sous l'autorité directe du Komintern et du Comité central du V.K.P.B. Le

tensions entre ces structures. Pourtant, les Chinois continuèrent à assimiler la politique du Komintern à celle des communistes russes – une erreur qui serait largement reprise dans l'historiographie occidentale. Cette faute est aisément compréhensible du fait que certains hauts dirigeants du V.K.P.B. étaient également des membres importants du Komintern.

L'histoire des relations entre le P.C.C. et le Komintern a été marquée de façon durable par l'aide apportée par le Komintern au P.C.C. dans les années 20. Ainsi, les racines des tensions des années 1960 à 1980 sont grandement à rechercher dans les erreurs commises durant cette période.

La figure de Staline joue également un rôle clé dans l'histoire des relations entre les deux partis. Staline est en effet systématiquement désigné par l'historiographie chinoise comme le grand responsable des échecs du Parti Communiste Chinois naissant. C'est sa stratégie qui aurait mené au grand échec de 1927, la révolte militaire de Tchang Kaï-tchek. La validité de cette hypothèse est à questionner. Les recherches russes récentes tendent à la remettre en cause : si des années 1930 jusqu'à la fin de l'existence du Komintern en 1943, les instructions de Staline avaient valeur d'ordre, cela n'est pas vrai de la période précédente, pendant laquelle celui-ci était loin de prendre personnellement toutes les décisions. Le ou les réels inspirateurs de la stratégie du Komintern envers le P.C.C. tellement critiquée par les Chinois reste donc à rechercher.

Enfin, le rôle de l'aide du R.K.P.B et du Komintern aux communistes chinois, présentée par l'historiographie chinoise comme minime et par les Russes comme fondamentale, nécessite une réévaluation à la lumière de documents classés secrets jusqu'à récemment.

A partir de 1920, l'intérêt du Komintern pour l'Orient augmenta, parallèlement à la prise de conscience de ce que les chances d'émergence de la révolution en Europe diminuaient. Au mois d'avril fut mis en œuvre une restructuration et un agrandissement du « secteur oriental » du Komintern (*vostocnij otdel*)[275]. En son sein furent créées deux branches (*podotdel*), l'une responsable de l'organisation, l'autre de la propagande. Vingt-quatre représentants originaires de huit pays orientaux étaient employés dans ces structures[276].

---

livre relate les tentatives du parti bolchévique soviétique d'exporter le modèle d'Etat soviétique (l'exportation de la révolution mondiale selon Trotsky-Staline) du Komintern au Kuomintang.

[275] V.N.USOV, *Sovetskaâ razvedka v Kitae. 20-e gody 20 veka* (Le renseignement soviétique en Chine. Années 20), Moscou, 2002

[276] A fin du mois de juin 1920, lors d'une réunion du comité exécutif du Komintern à laquelle avaient participé les délégués des pays orientaux fut prise la décision de réunir « Le congrès des peuples de l'Orient »

Ces changements structurels étaient justifiés par l'affaissement de l'activité révolutionnaire en Occident consécutif à la Paix de Versailles qui poussèrent le chef du Komintern, Zinoviev, à chercher les signes avant-coureurs de la Révolution à l'Est. Dès lors, la stratégie du Komintern devait accomplir des changements de fond par rapport à la Révolution chinoise : il s'agissait de pousser les révolutionnaires à lancer celle-ci le plus rapidement possible en commençant à créer des *soviets* au niveau local, multipliant les mouvements de grève et résolvant la question foncière par des expropriations. Cette évolution stratégique impliquait pour les communistes chinois d'entreprendre des actions qui leur étaient auparavant interdites pour éviter de mettre en péril la relation avec le Kuomintang. Cette situation paradoxale de deux stratégies opposées du Komintern et du R.K.P.B ne fut pas relevée par les chercheurs chinois, russes et occidentaux : la confrontation entre le « romantisme révolutionnaire » de Zinoviev et Trotsky et les calculs géopolitiques pragmatiques de Staline demeura confidentielle.

Les documents fondamentaux à partir duquel le R.K.P.B. et le Komintern construisaient leur politique orientale et chinoise étaient les décisions du deuxième et quatrième congrès du Komintern (respectivement juillet 1920 et novembre-décembre 1922). Ils s'intitulaient « Thèses sur la question nationale et coloniale » (*Tesisy po nacyonal'nomu i kolonialnomu voprosu*) et « Thèses sur la question coloniale » (*Tesisy po kolonial'nomu voprosu*)[277]. Le deuxième congrès avait assigné aux pays colonisés et dépendants la tâche de faire aboutir le communisme, non à travers le développement capitaliste mais sous la direction du prolétariat éclairé des pays développés. En Chine, cela poussa le Komintern à lancer dès 1921 un processus d'accélération du développement du mouvement ouvrier, qui aboutit à la création du Parti Communiste Chinois entre le 21 juin et le 5 août 1921[278]. Au deuxième congrès du Komintern fut également décidé que les partis communistes des pays colonisés devaient faire alliance avec la bourgeoisie progressiste pour combattre l'impérialisme des pays qui les opprimaient, à la seule condition que le mouvement prolétaire conserve son indépendance. Cette ligne directrice fut suivie en Chine jusqu'en 1927, avec l'alliance

---

Voir G.V.SORKIN, *Pervij s''ezd narodov vostoka* (Le premier congrès des peuples de l'Orient), Moscou, 1961 ; The Communist International. 1919-1943. Documents. Vol.2. P.247

[277] MAMAEVA N., *Komintern i Gomindan* (Komintern et Kuomintang), Moscou, 1999

Voir aussi : MIROVICKAÂ R., *Straegiâ Gomindana v Sovetskom Sûze 1920-1930* (La stratégie du Kuomintang en Union Soviétique des années 1920-1930), Moscou, 1990

[278] *Kommunističeskij Internacional i Kitajskaâ Revoluciâ* (Le Komintern et la révolution chinoise), Documents, Sous la direction de Titarenko, Moscou, 1986

entre le P.C.C. et le Kuomintang[279]. Le quatrième congrès du Komintern précisa les tâches du P.C.C. par une résolution spéciale intitulée « Thèses supplémentaires sur la question orientale du 5 décembre 1922 » (*Dopolnitel'nye Tesisy po vostočnomu voprosu*) qui ordonnait aux communistes chinois de constituer l'avant-garde de l'unité nationale de la Chine et de faire alliance avec les forces militaires ne collaborant pas avec les impérialistes. Cette stratégie visait à l'unification de la Chine par l'union de toutes les forces progressistes et non par la victoire militaire d'un clan sur un autre.

Au 14ème Congrès du R.K.P.B., Staline annonça :

« La force du mouvement révolutionnaire en Chine est grandiose. Elle ne s'est pas encore totalement révélée, mais elle s'exprimera bientôt… Nous compatissons et nous soutiendrons leur révolution dans son combat pour la libération contre les impérialistes et l'unification du territoire national en un Etat. Qui ignorera cette force sera perdant sur toute la ligne.[280] »

Cette citation permet de lever toute ambiguïté sur le fait que Staline considérait la Révolution chinoise comme un mouvement national et non prolétaire. Il n'évoque pas l'aspect social de la Révolution, la question principale étant selon lui géopolitique – l'unification de la Chine. La forme étatique qui serait adoptée à l'issue de la Révolution n'était qu'une question de deuxième ordre. Il était important que l'Etat chinois devienne un allié de la Russie soviétique au sein de la zone Asie-Pacifique qui pourrait équilibrer les délicats rapports de force avec le Japon, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux.

La création d'une armée du Kuomintang forte était considérée comme un indispensable pré-requis. Staline précisa :

« Les communistes chinois doivent attacher une attention toute particulière à l'aspect militaire …, renforcer le travail politique dans l'armée et s'assurer de ce que l'armée soit devenue dans les faits un vecteur modèle de la Révolution chinoise.[281] »

L'attention accordée à la construction militaire ne répondait pas aux critères marxistes-léninistes : ni Marx, ni Lénine n'évoquent l'armée révolutionnaire comme point originel pour la Révolution. Néanmoins, Staline développa l'idée de Lénine de la Révolution de

[279] *V.K.P.B., Komintern i Nacional'no-revolûcionnoe dviženie v Kitae* (V.K.P.B., Komintern et mouvement national et révolutionnaire en Chine) Sous la direction de Titarenko. Documents, 2 volumes (1vol. 1920-1925, 2 vol. 1926-1927), Moscou, 1999
[280] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.7, pp.293-294
[281] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946, vol. 7, p.363

libération nationale :

« La révolution chinoise, qui est originellement une révolution bourgeoise démocratique, porte simultanément le caractère de la libération nationale qui s'élève contre l'impérialisme étranger[282]».

Staline exprime ici sa préférence pour un combat contre les envahisseurs occidentaux au détriment de la lutte des classes, ce qui nécessite des moyens armés importants.

Contrairement aux accusations de trahison de la révolution émises plus tard par les Chinois, la tactique de Staline n'était pas contradictoire avec les thèses professées par Lénine en 1920, lors du deuxième congrès du Komintern, sur la question orientale. Elle était par contre opposée au tournant stratégique de 1925 imprimé sous l'influence de Zinoviev et Trotsky : ceux-ci avaient cru reconnaître dans la manifestation du 30 mai 1925, au cours de laquelle des ouvriers de Shanghai furent fusillés par les soldats anglais, le bourgeonnement de la Révolution. Suite à cet événement, le Komintern publia un manifeste affirmant que la patience des ouvriers chinois prenait fin et que les derniers développements en Chine montraient clairement la croissance continue du mouvement pour la libération nationale et le rôle directeur du prolétariat chinois dans ce mouvement[283]. Cette estimation du Komintern de la situation en Chine était erronée : les événements comme celui de Shanghai n'étaient qu'un des nombreuses avatars de la vie sociale chinoise depuis 1911 et Zinoviev avait surestimé le potentiel rôle de leader des ouvriers chinois dans la révolution chinoise. Mais en décembre 1925, lors du 14ème congrès du V.K.P.B., Zinoviev plaça la Révolution chinoise au centre du processus révolutionnaire mondial, et en janvier 1926 le Komintern publia des thèses selon lesquelles :

« Nous sommes à nouveau entrés dans une période où le mouvement révolutionnaire est fort. Nous voyons que dans de vastes régions du monde se développe une situation révolutionnaire, et en premier lieu en Chine. L'importance des événements en Chine est incommensurable… C'est un grand signe de l'imminence de la Révolution mondiale[284]».

Cette affirmation entrait en contradiction avec la ligne de propagande de l'année précédente qui soulignait la « *stabilisation du capitalisme dans le monde entier* ». En mars

[282] I.STALINE , *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.7, p.358.
[283] JANE DEGRAS, *The Communist International,* 1919-1943, Documents, 3 Vols,Oxford Univ. Press, London, 1956
Vol.2, P.219-220

1926, lors du 6ème plénum du Komintern, Zinoviev alla plus loin[285], en déclarant que le parti communiste chinois était désormais prêt à prendre la tête de la révolution. Le Komintern commença alors à mener sa propre politique, contradictoire avec les idées de Lénine et Staline. La nouvelle ligne de Zinoviev passait sous silence la question de l'armée du Kuomintang et proposait aux communistes chinois de se concentrer sur le renforcement de la structure politique du parti et son autonomie. Il insistait sur le caractère temporaire de l'union avec le Kuomintang, annonçant publiquement son intention de rompre. Au plénum du Komintern était présent un représentant du Kuomintang, personnellement lié à Tchang Kaï-tchek, Hu Han Min, qui permit à l'information de remonter rapidement en Chine.

Ces bouleversements politiques internes au Komintern menaçaient de faire échouer la stratégie de Staline. Pour s'opposer aux activités nuisibles du Komintern, ce dernier dut mobiliser toute la force de l'appareil du comité central du V.K.P.B. et du renseignement politique. En février 1926 arriva en Chine une délégation secrète, menée par le chef du département politique de l'Armée Rouge (*Politupravlenie raboce krestânskoj krasnoj armii « R.K.K.A »)*, Bubnov, qualifié par Trotsky d' «*agent de Staline*[286]». Deux missions principales lui furent confiées : évaluer l'état de préparation de l'armée du Kuomintang et sa capacité à effectuer une « expédition au nord »[287] et neutraliser les partisans de Zinoviev

---

[284]JANE DEGRAS, *The Communist International,* 1919-1943, Documents, 3 Vols,Oxford Univ. Press, London, 1956, Vol.2, P.249

[285] JANE DEGRAS, *The Communist International,* 1919-1943, Documents, 3 Vols, Oxford Univ. Press, London, 1956,Vol.2, P.277-278.

[286] C. Martin WIBUR, Julie LIEN-YING HOW, *Missionaries of Revolution, Soviet Advisers and Nationalist China. 1920-1927*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1989. P.259
L'ouvrage de Martin Wibur est particulièrement bien informé : l'auteur a consulté de très nombreuses sources chinoises, soviétiques et russes (en particulier les recherches de Mirovickaâ, Kartunova, Mamaeva publiées par I.D.V.).

[287] L'expédition au nord (*severnij pohod)* constituait depuis le tout début des années 20 l'un des points principaux du programme de Sun Yat Sen, afin d'unifier tout le territoire chinois sous la férule du Kuomintang. De son vivant, il avait partagé son idée avec les dirigeants moscovites, espérant que ceux-ci, y voyant l'intérêt de la Révolution mondiale, enverraient l'Armée Rouge en Chine. Mais Staline, comprenant le risque de guerre mondiale conséquent à la mise en jeu des intérêts occidentaux, proposa comme alternative un soutien de long terme à l'armée du Kuomintang sous la forme d'une aide financière et technique (provision d'armements notamment). Le corps des conseillers militaires fut dirigé par le conseiller militaire principal Blüher. Chaque division de l'armée nationaliste fut dotée d'un à deux conseillers militaires soviétiques. L'expédition de l'armée nationaliste au nord, planifiée en 1927 par Blüher, fut un grand succès. La sinologue A. Kartunova propose dans *Politika Moskvy v nacional'nom-revolucionnom dviženii v Kitae : voennyj aspekt (1923-1927)* (La politique de Moscou dans le mouvement national et révolutionnaire en Chine : aspect militaire, 1923-1927), Moscou, 2001, une périodisation en trois étapes de cette opération. La première étape avait été marquée par les offensives contre Wu Peifu dans le Hunan et le Hubei de juillet à octobre 1926 et contre Sun Quanfang dans le Jiangxi et le Fujian entre septembre et décembre 1926. Les offensives Sun Quanfang contre dans la province du Zhejiang, à Shanghai et Nangjin en février et mars 1927 caractérisent la seconde étape. La reprise des combats contre Zhang Zuolin en mai 1927 constitue la troisième étape. Au 1er octobre 1925, le nombre de régiments possédés par Tchang-Kai-tchek était :
1er corps : 3 divisions sous le commandement direct de Tchang-Kai-chek ;

et Trotsky parmi les conseillers politiques et militaires de l'armée nationale chinoise, Razgon (adjoint-chef de la mission militaire sur les questions politiques) et Rogachov (adjoint-chef du conseiller militaire principal).

Le 18 mars 1926, la profondeur du désaccord au sein du triangle Komintern-P.C.C.-Kuomintang[288] fut illustrée par la manœuvre de combat déclenchée devant l'école militaire de Guan Pu, par Li Zhen Long, le chef communiste du croiseur du Kuomintang, Zhong Shan, sans la permission de son commandement. Dès qu'il apprit la nouvelle, Tchang Kaï-tchek, considérant l'événement comme une tentative de mutinerie militaire, ordonna de changer l'équipage du navire. L'historiographie chinoise souligne que pourtant, les dirigeants communistes n'avaient pas non plus donné l'ordre d'entamer ces manœuvres et qu'il s'agissait au contraire d'une tentative de révolte réactionnaire provoquée par Tchang Kaï-tchek[289].

Aujourd'hui, l'historiographie taiwanaise prétend que la responsabilité de l'événement revient aux conseillers soviétiques. La documentation militaire de l'ambassade soviétique confisquée en 1927[290] montrait pourtant que les conseillers militaires ne planifiaient aucune action au sein du Kuomintang et n'en avait aucun besoin puisqu'ils contrôlaient déjà la majorité des régiments ainsi que l'ensemble des commandants communistes. Une hypothèse proposée par Maslov mais qui demeure difficile à étayer par des sources

---

2ème corps commandé par Tan Yangkai (ancien Seigneur de la Guerre du Henan) ;
3ème corps commandé par Zhu Beide (ancien Seigneur de la Guerre du Yunnan) ;
4ème corps commandé par Li Jishen (ancien Seigneur de la Guerre de Canton) ;
5ème corps commandé par Li Fulin (ancien Seigneur de la Guerre de Chine centrale) ;
Division de Wu Techeng
Division de Cheng Can
Paradoxalement, par décision de Sun-Yat-sen, chacun de ces régiments comprenait plusieurs commissaires politiques dont la plupart étaient communistes.
Voir : KARTUNOVA A.I., *Politika Moskvy v nacional'nom-revolucionnom dviženii v Kitae : voennyj aspekt (1923-1927)* (La politique de Moscou dans le mouvement national et révolutionnaire en Chine : aspect militaire, 1923-1927), Moscou, 2001 et MAMAEVA N., *Komintern i Gomindan* (Komintern et Kuomintang), Moscou, 1999

[288] ÛRKEVIČ A.G., *Sovetskaâ voennaâ politika v Kitae i dva podhoda k stroitel'stvu armii Gomin'dana* (Politique militaire soviétique en Chine et deux attitudes différentes dans la construction de l'armée du Kuomintang), Moscou, 2003

[289] Le 21 mars, la plupart des communistes membres de l'équipage du croiseur furent néanmoins libérés, ce qui tend à infirmer l'hypothèse officielle de l'historiographie chinoise.

[290] La police chinoise reçut des informations indiquant que l'ambassade soviétique à Pékin était devenu le centre d'une intense activité révolutionnaire clandestine. Quand la police réussit à pénétrer sur la territoire de la mission diplomatique, elle découvrit des stocks d'armements et de la littérature révolutionnaire. En outre, la résidence de l'ambassadeur abritait des dirigeants du parti communistes chinois, dont le secrétaire général du parti, Li Da Zhao. Plus tard, ils furent tous exécutés.
Cet événement engendra la rupture des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la Chine

écrites[291], est que Kuibyshev, le chef de la mission du Kuomintang, et Rasgon, tous deux fidèles à Trotsky, pouvaient de leur propre initiative, au nom de l'idée de la conscience révolutionnaire, pousser les Chinois à entreprendre une telle action. Quoi qu'il en soit, les historiographies chinoise, russe et occidentale s'accordent à remarquer que les tensions atteignirent alors un point critique et notent que le parti communiste chinois, et en particulier le comité du parti à Canton, porte une lourde responsabilité dans l'incident. L'opposition anti-stalinienne des conseillers du Komintern joua sans doute un grand rôle dans cette radicalisation. La réaction rapide de Tchang Kaï-tchek montra que le rapport des forces au sein du Kuomintang n'était pas à l'avantage des communistes, ce que les dirigeants du Komintern ne surent pas voir.

Dans son ouvrage *Mao Tsé-toung*, le sinologue américain Philip Short affirme que Mao acceptait avec enthousiaste l'idée d'une radicalisation de la révolution chinoise prônée par Zinoviev et Trotsky[292]. S'il semble délicat d'affirmer que Mao ait été un trostkiste convaincu, l'influence des idées trostkistes sur le parti communiste chinois et Mao peut s'être diffusée par l'intermédiaire de chinois ayant étudié en U.R.S.S. dans les années 20 et 30. En effet, Pansov affirme que beaucoup de ces étudiants chinois appartenaient à la fraction trotskiste du Komintern et du V.K.P.B. En outre, l'Histoire de la République Populaire de Chine démontre un extrémisme révolutionnaire de Mao rappelant la fièvre trotskiste.

Le 24 mars 1926 Bubnov intervint devant les membres de la mission militaire et dégagea trois erreurs majeures commises par les militaires soviétiques en Chine : 1) surestimation des forces et de l'organisation des communistes à Canton (dissoute à l'initiative de Chen Du Xu) ; 2) centralisation excessive de l'état-major général, du département de la logistique et du département politique ; 3) contrôle excessif sur les généraux de la part des commissaires politiques qui offensait la mentalité chinoise. De façon surprenante, Bubnov en tira comme conséquence un appel aux conseillers militaires soviétiques et aux communistes chinois à approfondir la révolution nationale et renforcer le partenariat avec le Kuomintang :

[291] La difficulté ne vient pas de ce que les documents soient classifiés mais de ce que les archives qui les abritent n'ont pas encore été totalement explorées.
[292] Les dossiers des étudiants chinois victimes des purges staliniennes que nous avons pu consulter dans les archives du F.S.B. confirment cette assertion.

« Nous[293] croyons que le parti communiste chinois s'est trop investi dans l'armée – non pour ce qui concerne le travail militaire mais pour la propagande. Nous considérons qu'il est regrettable d'éparpiller vos forces à travers toute l'armée.»

Un autre document, rédigé par le remplaçant de Kuibyshev, Stepanov[294], qui rapportait directement à Staline, abonde dans le même sens :

« Le parti communiste commit beaucoup de fautes dans la construction du parti et la propagande au sein des régiments militaires. Les membres du parti ne comprenaient pas la nécessité de la politique de consolidation par l'intérieur du Kuomintang et de sa transformation. Ils ne cherchent qu'à augmenter le nombre de membres du parti communiste et cherchèrent à établir partout un contrôle total. Cette politique poussa le Kuomintang à se méfier des communistes ».

En effet, la propagande radicale des communistes dans l'armée et le Kuomintang mettait à mal les fondements du front national uni et par là la stratégie stalinienne.

Les résultats de l'émeute du 18 mars 1926 permettent de faire l'hypothèse surprenante que celle-ci répondait parfaitement aux intérêts stratégiques de Staline en Chine. Elle permit ainsi à Tchang Kaï-tchek, partisan de l'unification du pays, de recevoir l'intégralité du pouvoir militaire ; elle engendra une centralisation du pouvoir de type léniniste au sein du Kuomintang ; elle eut pour conséquence la dissolution du comité du parti communiste de Canton, portant par là un coup sérieux aux alliés de Zinoviev ; elle amena à la limitation de l'influence des communistes dans le Kuomintang, mesure nécessaire pour briser la tendance excessive vers la lutte pour la révolution mondiale et permettre le renforcement du front uni anti-impérialiste. Une interprétation alternative de l'événement consisterait à supposer que Staline fut le réel initiateur de l'incident. Il connaissait bien Tchang Kaï-tchek et son caractère hésitant et avait donné carte blanche à Bubnov pour pousser Tchang Kaï-tchek à une radicalisation de son action contre les communistes. D'autre part, le lendemain de l'incident, M. Borodin (chancelier politique principal auprès du Kuomintang et ami de Sun Yat Sen ayant une grande influence sur Tchang Kaï-tchek) et l'ambassadeur soviétique à Pékin, Karakhan annoncèrent à Moscou que l'événement ne provoquerait pas de dégradation durable des relations avec Tchang Kaï-tchek[295]. Connaissant le système de

[293] Bubnov prend alors position au nom du C.C. du V.K.P.B.

[294] C.Martin WIBUR, Julie LIEN-YING HOW, *Missionaries of Revolution, Soviet Advisers and Nationalist China. 1920-1927*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1989, P.259, P.705

[295] D.N. JACOBS, *Borodin, Stalin's Man in China*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1981, P.202-203

subordination au sein du comité central du V.K.P.B., on peut conclure que le rédacteur de ce message à Staline possède des informations sûres pour annoncer une telle nouvelle.

En avril 1926, le courant favorable à Trotsky et Zinoviev (*trockistko-zinov'evskaâ oppozicyâ)* forma un bloc d'opposition à Staline en vue du plénum du bureau politique du mois de mai[296]. Staline fut acculé à faire des concessions et infléchit sa stratégie chinoise[297] : les communistes furent autorisés à se séparer du Kuomintang et commencer indépendamment la préparation de la révolution prolétaire. C'est cette décision du bureau politique arrachée à Staline qui amènerait aux événements de 1927 qui faillirent être fatals au P.C.C. L'année 1926 vit l'aggravation des tensions entre le P.C.C. et le Kuomintang. Le dirigeant du P.C.C., Chen Du Xu, demanda au Bureau de l'Extrême-Orient du Komintern d'envoyer aux communistes 5000 fusils pour équiper les paysans. Cette demande lui fut refusée. En réponse, il envoya une note au Komintern dans laquelle il déclara sa rupture avec le Kuomintang[298]. Cet événement s'inscrivit dans un contexte de crise à intérieure du Komintern, après que Trotsky eut préparé un rapport sur la tactique du P.C.C. envers le Kuomintang, dans laquelle il insistait sur la nécessité de la rupture entre les deux partis[299]. En réponse, les 8 et 15 mai, Staline envoya un courrier aux membres de la délégation du V.K.P.B. au Komintern critiquant l'activité destructrice de Zinoviev et Trotsky, ce qui fut considéré comme une déclaration de guerre à l'intérieur du V.K.P.B. L'opposition fut accusée de créer, aux côtés des mouvements ultra-gauchistes, un blocage international, de détourner l'appareil du Komintern aux fins de sa propre propagande et de créer la zizanie en déclenchant au sein du Komintern un mouvement hostile au V.K.P.B[300]. Du 23 au 26 octobre se rassembla le plénum commun du comité central de contrôle (*centrl'nij*

[296] A partir du moment où la conception stalinienne de la politique intérieure et extérieure (isolationnisme et auto-renforcement ; par opposition à l'idéal de la révolution mondiale) se fut imposée, Staline initia un nettoyage de l'appareil étatique en éloignant puis éliminant les personnes dont il doutait de la fidélité. C'est ainsi que fut éliminée l'opposition droitière (Boukharine, Rykov, Tomsky…). Ainsi, en novembre 1929, Boukharine fut exclu du bureau politique et du présidium de l'I.K.K.I ; il dut également abandonner son poste de dirigeant de la délégation du V.K.P.B. auprès du Komintern. Cette purge de la fin des années 20 toucha également les fonctionnaires moyens du Komintern et des services secrets.

[297] C.BRANDT, *Stalin's Failure in China. 1924-1927*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958. P.78-80.

[298] C.Martin WIBUR, Julie LIEN-YING HOW, *Missionaries of Revolution, Soviet Advisers and Nationalist China. 1920-1927*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1989, P.290

[299] C.Martin WIBUR, Julie LIEN-YING HOW, *Missionaries of Revolution, Soviet Advisers and Nationalist China. 1920-1927*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1989P.290

[300] Alexandre PANCOV, *Sekretnaâ Istoriâ sovetsko-kitajskih otnošenij* (L'histoire secrète des relations sino-soviétiques), Moscou, 2001. Cette étude repose sur l'analyse de documents d'archive de la section du Komintern du P.C.U.S., jusqu'alors classés secrets. Alexandre Pancov, professeur de l'Université de l'Ohio aux Etats-Unis, spécialiste de l'Internationale communiste, des mouvements de libération nationaux, du

kontrol'nij komitet-C.K.K.) et du comité central du V.K.P.B. auquel fut invitée une délégation du comité exécutif du Komintern (*Ispolnitel'nij komitet komunisticeskogo internacionala-I.K.K.I.*). Il adopta une résolution affirmant que Zinoviev ne représentait plus la position du V.K.P.B. et qu'il ne pouvait rester chef du Komintern. Zinoviev démissionna le 21 novembre 1926[301]. Au 7ème plénum de l'I.K.K.I, du 22 novembre au 16 décembre 1926, le poste de chef du Komintern fut définitivement aboli – Staline supprimant ainsi la possibilité de formation d'un centre parallèle de pouvoir.

Mais pour ce qui était de la Révolution chinoise, les dégâts étaient déjà immenses. Staline décida alors de prendre en charge le dossier personnellement. Le 30 novembre, il formula les axes clés de la politique qu'il entendait mener en Chine. Il affirma que la priorité de la révolution était la libération du peuple chinois du joug des pays impérialistes, et qu'à cet égard, le Kuomintang avait un rôle tout particulier à jouer[302]. Il estimait donc que les communistes chinois ne devraient pas se séparer du Kuomintang. Il s'opposa clairement à la position maoïste en fustigeant l'idée de la formation d'une union des paysans et en critiquant la politique agricole proposée par les communistes chinois et reposant sur la confiscation des terres qu'il qualifia de « fuite en avant » (*zabeganie vpered*).

L'opposition de Trotsky[303] et Zinoviev prit le parti de s'opposer frontalement et irrémédiablement aux décisions du 7ème plénum, insistant sur ses effets dévastateurs pour la Révolution mondiale. Staline avait en effet consciemment prit le parti de sacrifier la Révolution mondiale à sa vision géopolitique. Il habilla cependant sa politique d'une rhétorique révolutionnaire, afin de ne pas se laisser déborder par « l'opposition trotskyste ». En 1926-27, la victoire de Staline sur l'opposition était encore fragile, son

---

mouvement communiste chinois et du trotskysme-stalinisme, est également l'auteur de *The Bolsheviks and the Chinese Revolution 1919-1927*

[301] JANE DEGRAS, *The Communist International,* 1919-1943, Documents, 3 Vols, Oxford Univ. Press, London, 1956,, Vol.2. P.310

[302] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946*,* vol.8, p.166.

[303] L.TROTSKY, *The Challenge of the Left Opposition 1926-27*, New York, Ed. N.Allen and G.Saunders, Pathfinder Press, 1980, P.369-370.

« La résolution du 7ème plénum du Comité exécutif du Komintern de novembre de 1926 n'avait même pas suivit une position léniniste quant au développement des évènements révolutionnaires en Chine, mais s'était ralliée aux positions menchevik…Cette résolution ne contient pas même une allusion au premier coup d'état contre-révolutionnaire de Tchang Kaï-tchek en mars de 1926, ni à la fusillade des ouvriers et paysans et aux autres répressions menées par le gouvernement de Canton à l'été et l'automne 1926…Elle ne soulevait aucune demande d'armer les ouvriers, aucun appel au combat contre l'état major contre-révolutionnaire, aucun appel à la création d'une presse communiste et d'un parti communiste indépendant. Selon la résolution de I.K.K.I. l'armée de Tchang Kaï-tchek pouvait être considérée comme une force révolutionnaire. Le septième plénum exhorta même les communistes à entrer dans le gouvernement national ».

contrôle sur le Komintern n'étant pas encore total : il avait par exemple besoin de l'appui du chef de la délégation du V.K.P.B. au Komintern, Bukharin, figure politique indépendante, pour prendre l'avantage sur Zinoviev et Trotsky. Mais même après la défaite formelle de ces derniers, il restait à Staline un difficile travail de neutralisation de leurs partisans au sein du Komintern et des partis communistes étrangers. En particulier, ce sont en effet les agents de niveau intermédiaire des partis communistes étrangers qui jouèrent un rôle décisif dans la dispute entre la Russie soviétique et la Chine du Kuomintang ainsi que dans la catastrophe de 1927 après laquelle les communistes chinois retirèrent leur confiance aux communistes russes et mirent personnellement Staline en accusation.

Le principal conseiller politique du Kuomintang, Borodin[304], un fidèle de Staline, mena de difficiles négociations avec Tchang Kaï-tchek pour le convaincre de redonner vie à une gouvernance collective du Kuomintang incluant les communistes. Il réussit également à obtenir de Tchang Kaï-tchek la permission de développer le mouvement paysan, en échange de sa promesse personnelle d'empêcher les communistes de faire croître le mouvement ouvrier urbain. Mais Borodin de contrôlait plus les communistes, dont l'inertie était grande, et qui agissait encore sous l'influence des vieilles directives radicales du Komintern[305]. En réponse, le pouvoir républicain commença à mettre en œuvre une répression partielle du mouvement communiste. Le principal conseiller militaire du Kuomintang, Blüher[306], envoya un message codé à Borodin :

« Les dernières informations sur les mouvements d'ouvriers et de paysans, en particulier à Canton, ont effrayé beaucoup de monde. On en considère le P.C.C. comme l'initiateur. Des rumeurs courent sur des négociations secrètes pour une rupture entre le P.C.C. et le Kuomintang… La situation actuelle réclame d'urgence votre arrivée. Tchang Kaï-tchek travaille avec la branche gauchiste à ses propres intérêts[307]».

Les négociations ultérieures entre Tchang Kaï-tchek et Borodin mirent fin à l'amitié des deux hommes : Tchang Kaï-tchek qualifia Borodin d'*impérialisme rouge* et le rendit responsable de la dilapidation de l'héritage de Sun Yat Sen, l'union entre le P.C.C. et le

[304] Il opérait sous le pseudonyme de « Banquier ».
[305] A.V.BLAGODATOV, *Zapiski o kitajskoj revolucii 1925-1927* (Notes sur la révolution chinoise), Moscou, 1979, p.186
[306] Son pseudonyme fut d'abord « *Ural'skij »* puis « *Galin* ».
[307] A.I.ČEREPANOV, *Severnij pohod nacional'no-revolucionnoj armii Kitaâ* (La campagne du nord de l'armée national-révolutionnaire), Moscou, Nauka, 1968, pp.222-223

Kuomintang[308]. Au début de 1927, Tchang Kaï-tchek déclara ouvertement son désir d'expulser Borodin de Chine, ce qui aurait équivalu à une répudiation du V.K.P.B. et à un désaveu personnel pour Staline. Conscient de la gravité de la crise, Staline déclara au cours d'une conférence du comité du V.K.P.B. de Moscou que Tchang Kaï-tchek était un vrai combattant contre l'impérialisme, qu'il obéissait à la discipline du Kuomintang et restait un allié sûr[309]. Cette déclaration, à la suite de la conduite de Borodin, était une erreur stratégique, comme le prouverait l'attitude ultérieure de Tchang Kaï-tchek.

La raison de l'aggravation de l'antagonisme avec Tchang Kaï-tchek était l'existence de négociations entre Borodin et Wang Jing Wei[310], alors chef du Kuomintang et considéré par Moscou comme gauchiste. Tchang Kaï-tchek se sentit offensés par cet affront que lui faisait Borodin, son ami proche. Wang Jing Wei accepta de faire des concessions au profit des communistes et rencontra leur secrétaire général, Chen Du Xu, pour commencer à élaborer une politique commune. Le 12 avril 1927, Tchang Kaï-tchek organisa une révolte interne dans le Kuomintang qui aboutit à l'extermination physique des communistes qui en faisait partie ainsi que des principaux syndicats. Les chiffres proposés par l'historiographie chinoise actuelle reviennent à dépeindre l'anéantissement complet du parti communiste de l'époque. Pendant plusieurs jours, Moscou ne réagit pas et tous les canaux diplomatiques de communication avec Tchang Kaï-tchek continuèrent à fonctionner normalement. Même l'extermination des communistes ne constituait pas aux yeux de Staline une raison valable de rompre avec Tchang Kaï-tchek. Ce n'est que le 21 avril que la Pravda publia une déclaration du Comité Central du V.K.P.B.[311] officialisant la rupture. Ce n'était pas le massacre des communistes en lui-même qui avait décidé Staline à couper les relations avec le Kuomintang, mais une phrase malheureuse de Tchang Kaï-tchek :

« Les membres du Kuomintang sont unis, mais les communistes essaient de nous diviser… Ils ont insufflé l'esprit de révolte au peuple et l'ont transformé en facteur puissant de combat politique. La violence et le désordre initiés par les communistes ont poussé les

[308] K.FURUYA, *Chiang Kai-shek: His Life and Times*, New York, St. John's University, 1981, P.195.
[309] L.TROCKIY, *The Challenge of the Left Opposition (1926-27),* P.371
[310] Wang Jing Wei était l'un des premiers démocrates bourgeois de Chine. Mais il collabora avec les Japonais et fut mis à la tête du gouvernement collaborationniste de Nanjing.
[311] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946 , vol.9, p.226
…L'émeute de Tchang Kaï-tchek marque la trahison de la révolution et la naissance d'un centre de contre-révolution nationale au sein de la bourgeoisie chinoise ; elle est considérée comme le résultat d'un marchandage entre l'aile droite du Kuomintang et l'impérialisme étranger contre la révolution chinoise.

grandes puissances à créer un front uni contre notre pays.[312]»

Cette déclaration avait fait comprendre à Staline que la véritable intention de Jiang était de se concilier l'Occident.

La rupture avec Moscou constitua une erreur majeure pour Tchang Kaï-tchek : il avait sous-estimé sa force par rapport à Staline. Quelques décennies plus tard, le Kuomintang perdit la Chine continentale, face à un parti communiste désormais soutenu par Staline, qui était devenu bien davantage qu'une armée de paysans et ouvriers. En avril 1927 Staline avait encore les moyens de peser sur la balance politique en Chine : le gouvernement créé par Tchang Kaï-tchek à Nanjing ne représentait pas l'ensemble du Kuomintang, qui continuait à être dirigé de Wuhan par Wang Jing Wei et n'avait pas coupé ses relations avec Moscou. Mais c'est alors que l'opposition de Zinoviev demeurée au sein du Kuomintang mena à la rupture définitive. Le 27 avril eut lieu le 5ème Congrès du P.C.C. qui avait à redéfinir la tactique du parti après la rupture avec le Kuomintang. Les dirigeants du Kuomintang y furent invités. L'accent fut mis sur la radicalisation des réformes agricoles, contre laquelle intervint un représentant du Kuomintang, Xu Can[313]. Le Komintern était représenté par le communiste indien M.Roy[314], membre du courant favorable à Trotsky et Zinoviev, qui profita du congrès pour présenter le radicalisme de son point de vue : il appela à l'approfondissement de la Révolution, exigea l'arrêt de « l'expédition vers le nord », et prôna le renforcement communiste au plan local[315], accompagné d'une neutralisation des éléments bourgeois. Cette déclaration ne reflétait en rien la stratégie du V.K.P.B., de Staline et du Komintern d'après la scission trotskyste et zinovienne. Malgré les efforts de Borodin pour changer le cours des discussions dans un sens plus mesuré et conforme à la ligne du V.K.P.B., l'impression générale resta radicale. En outre, les dissensions entre Borodin et Roy induirent la confusion dans l'esprit des participants. Cela acheva de convaincre Wang Jing Wei de la justesse de l'approche de Tchang Kaï-tchek, et il comprit que les communistes ne voulaient qu'utiliser le Kuomintang pour s'approprier le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat – et ce à l'appel du représentant du Komintern.

---

[312] *The Communist International, 1919-1943*, Documents, Vol.2, P.360
[313] V.V.VIŠNÂKOVA-AKIMOVA, *Dva goda v vosstavšem Kitae 1925-1927* (Deux ans dans la Chine en révolte), Mémoires, Moscou, Nauka, 1965, p.351
[314] C.BRAND, *Stalin's Failure in China. 1924-1927*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958, P.121
[315] S.SHRAM, *Mao Tse-tung*, Middlesex, Penguin, 1966, P.110-111

Suite à sa confrontation publique avec Borodin, Roy envoya au Komintern une demande d'éclaircissement sur la ligne à défendre durant la suite du congrès. Au même moment à Moscou se déroulait le 8ème plénum du comité exécutif du Komintern, du 18 au 30 mai 1927 qui vit les participants s'entre-déchirer sur la question de la Révolution chinoise. Malgré la marginalisation de Zinoviev, Trotsky demeurait une figure de la Révolution russe qui continuait à menacer les positions de Staline. La « lettre de Shanghai » illustra la lutte acharnée à laquelle donnait lieu la question chinoise. Trois agents du Komintern, membres du courant trotskyste au sein du V.K.P.B., Nazonov, Fokin et Albrecht envoyèrent une missive au comité exécutif du Komintern dans laquelle ils affirmaient leur adéquation avec les positions de Roy. S'appuyant sur cette lettre, Trotsky put accuser le Komintern et le V.K.P.B. de trahir la Révolution chinoise – une accusation que Mao se plairait fréquemment à reprendre dans les années 1960-70. Trotsky[316] profita de l'occasion pour appeler à la rupture avec le gouvernement de Wuhan, à la création de *soviets* et à l'approfondissement de la révolution prolétaire (stimultanément, Mao, qui n'occupait encore aucun poste clé du P.C.C., appelait lui aussi à l'accentuation de l'effort révolutionnaire et à la radicalisation des réformes foncières[317]). Staline fut acculé au compromis, et le 8ème congrès adopta la ligne proposée par Trotsky. Cela constituait une nouvelle erreur tactique de Staline qui pensait être en mesure de continuer à mener sa propre politique en Chine, de par son contrôle sur les ressources administratives (N.K.I.D. ainsi que le renseignement politique et militaire).

Suite au plénum, le Komintern répondit à Roy[318] en présentant la ligne qu'il venait

---

[316] Trotsky était l'un des leaders historiques de la Révolution russe, excellent théoricien et propagandiste. Cependant, il ne comprenait pas la spécificité du travail en Chine et n'avait pas de connaissance de l'échiquier politique chinois. Les structures de renseignement politique et militaire avaient dépensé beaucoup de forces et de temps pour faire comprendre au Kremlin la situation chinoise (absence de prolétariat, pouvoir des seigneurs de la guerre régionaux, faiblesse idéologique, numérique et matérielle des communistes), ce dont Trotsky n'avait pas bénéficié.

[317] Aujourd'hui, certains chercheurs suggèrent que Mao aurait été très influencé par Trotsky : dans les années 1960-70 ses idées sur la lutte mondiale entre deux système politiques incompatibles se positionne dans la droite ligne trotskyste.

[318] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.10, pp.32-33

…Sans révolution agricole la victoire est impossible. Sinon le C.C. de Kuomintang se transformera en jouet des généraux réactionnaires. Il faut combattre non avec la force militaire mais par la création d'unions de paysans. Nous sommes tout a fait favorables à la prise de contrôle de la terre « par le bas ». Certain vieux leaders du C.C. du Kuomintang ont peur d'approfondir la révolution, ils hésitent, ils cherchent le compromis. Il faut que les leaders des paysans et ouvriers viennent au comité central. Leurs voix fortes vont rendre les vieux dirigeants plus courageux et décidés, ou les mettront dehors. Il faut changer la structure actuelle du Kuomintang. Il faut regénérer la tête du Kuomintang avec des leaders de la révolution agricole… il faut se débarasser de la dépendance des généraux réactionnaires. Mobilisez vingt mille communistes, ajoutez cinquante mille ouvriers révolutionnaires des provinces du Hunan et du Hubei ; formez quelques nouveaux régiments, utilisez les étudiants de l'école militaire et créez le plus vite possible une nouvelle

d'adopter. Mais quand Roy voulut opposer celle-ci à Borodin[319], ce dernier refusa d'entendre ses arguments. Roy tenta alors de convaincre Blüher – en vain. L'appareil des conseillers militaires refusait d'obéir aux nouvelles décisions du Komintern. Roy communiqua alors à Wang Jing Wei le document secret contenant les dernières directives du Komintern sur l'approfondissement de la Révolution. Cette action est considérée par les sinologues russes comme une provocation de Trotsky contre Staline. La réaction de Wang Jing Wei fut immédiate : le Kuomintang de Wuhan rompit avec les communistes et rejoint Tchang Kaï-tchek. Les régiments obéissant au gouvernement de Wuhan reconnurent le commandement de Tchang Kaï-tchek. Tous les communistes chinois furent exclus du Kuomintang et licenciés du service gouvernemental. Les brigades d'ouvriers communistes furent désarmées. Tous les conseillers russes furent contraints à quitter immédiatement la Chine. Les efforts de Trotsky et Zinoviev avaient réussi à neutraliser la politique de Staline en Chine.

Le 29 juillet 1927 se rassemblèrent en un plénum commun le Comité Central du V.K.P.B. et le Comité Central de Contrôle du V.K.P.B. L'opposition tenta de déstabiliser Staline en l'accusant de la défaite de la Révolution chinoise. Trotsky intervint alors : « La raison principale du tour défavorable que prend la révolution en Chine actuellement est la contradiction entre les politiques des dirigeants du R.K.P.B. et du Komintern. Conséquemment, au moment décisif, aucun parti bolchevik n'était prêt. Il est malhonnête de charger les communistes chinois de l'entière responsabilité de cet échec. En Chine fut appliquée une tactique typiquement menchevik de révolution bourgeoiso-démocratique.[320] Staline réfuta l'accusation et à son tour critiqua l'opposition pour son approche ultra-gauchiste de la question chinoise. Alléguant de la rupture avec le Kuomintang et de la

---

armée fiable…Organisez le tribunal révolutionnaire avec les membres non-communistes du Kuomintang. Pénalisez les officiers qui sont en faveur de l'union avec Tchang Kaï-tchek. Il n'est plus possible de chercher le consensus. Il faut commencer à agir. Il faut exterminer ces salauds. Si les membres du Kuomintang n'apprennent pas à être jacobins, ils seront perdus pour le peuple et la révolution.

L'authenticité de cet extrait de discours au plénum du Komintern est contestée, car le style ne ressemble pas à celui de Staline. Il entre néanmoins dans la listes des textes à porter à son crédit, puisqu'il se l'appropria une décennie plus tard, après avoir anéanti l'opposition, pour prouver a posteriori son attachement à la Révolution mondiale.

C'est en s'appuyant sur cette version officielle soviétique que de nombreux chercheurs affirmèrent à tort que Staline avait été l'initiateur de l'envoi du télégramme à Roy. Le rapport de force au sein du V.K.P.B. et du Komintern à cette époque n'aurait en effet pas permis à Staline de prendre seul une telle décision.

[319] Les historiographies occidentales et chinoises affirment que ce télégramme avait été signé par Staline. Conformément à une pratique courante de l'époque, Staline, en tant que secrétaire général du V.K.P.B., avait apposé sa signature sur le télégramme, non pour signifier que lui ou le V.K.P.B. en était l'auteur, mais seulement pour indiquer qu'il avait pris connaissance de son contenu.

[320] L.TROTSKY, *The Challenge of the Left Opposition*, p.370

création des *soviets,* Staline commentait :

« L'aventurisme politique et le banditisme au sein des questions chinoises minent l'opposition trotskyste »[321].

Le plénum se conclut à l'avantage de Staline ; Zinoviev et Trotsky reçurent une « critique sévère avec avertissement » (*strogoe zamečanie s vneseniem v ličnoe delo*), premier pas vers l'exclusion du parti.

La défection de Tchang Kaï-tchek et l'élimination physique d'un grand nombre de communistes ébranlèrent durement le développement du jeune parti communiste chinois. Pendant les vingt-deux années suivantes, le P.C.C. ne put que mener une longue guérilla contre la Chine démocrate et en fut réduit à concentrer son action sur les « *zones rouges* » (ou « *régions soviétiques* »). Les années de guérilla permirent aux communistes chinois de qualifier leur mouvement de « *marxisme paysan ».*

Les événements de 1927 aboutirent à l'élimination des cadres les mieux préparés sur le plan de l'idéologie marxiste (Chen Du Xu fut pendu). Dès lors, cela condamnait le parti à une longue période sans axe idéologique solide. C'est de Moscou, que Wang Ming[322] servit de guide au Parti Communiste Chinois jusqu'en 1943. De même Kang Sheng, qui deviendrait ultérieurement chef des services secrets chinois, travaillait à Moscou. C'est l'absence de figure forte en Chine qui permit à Mao de prendre le contrôle du parti en 1935, lors de la réunion de Zun Yi. L'activité des agents du Komintern eut une influence négative et durable sur le développement du marxisme en Chine ce qui conduisit à la formation d'une « voie chinoise marxiste ». En particulier pendant la Révolution Culturelle, Mao fit largement appel à la terminologie trotskyste, en particulier celle d'attiser les braises de l'incendie mondial. Les luttes de fractions au sein du parti communiste russe eurent donc des conséquences considérables sur la préparation de la Révolution chinoise. Si Trotsky fut physiquement éliminé en 1940 par un agent du N.K.V.D. commandité par Staline, son combat restait vivant au travers de l'action de Mao.

Mao et l'historiographie officielle chinoise accusent Moscou d'avoir trahi les communistes en 1927. Mais ni Zinoviev ni Trotsky ne furent visés par l'attaque. C'est Staline et le Parti Communiste Russe qui étaient stigmatisés pour ne pas avoir laissé les communistes chinois

[321] I.STALINE, *Sobranie sočinenij* (Oeuvres), Moscou, 1946*,* vol.10, pp.28-29
[322] Wang Ming, leader du PC chinois avant 1943, supplanté par Mao et décédé en exil en U.R.S.S. en 1974.

approfondir la Révolution. Pourtant sa position était justifiée par la faiblesse extrême du mouvement communiste à cette époque qui rendait leur Révolution prématurée. Les événements de 1927 montrèrent que la machine militaire chinoise modernisée par Staline était capable de réduire à néant les forces communistes – ce pourquoi les communistes chinois gardaient un profonde rancune envers Staline qui avait préféré armer le Kuomintang que les ouvriers. Aujourd'hui, l'élite intellectuelle russe accuse Staline de tous les échecs et pertes de la nation russe. Il est nécessaire de réviser ce jugement : si Staline commit plusieurs erreurs graves, il aboutit finalement à son objectif en 1949 : faire de la Chine un allié fraternel. Et jusqu'à la mort de Staline, Mao ne fit pas la moindre tentative de sortir de l'orbite stalinienne.

Préparation des cadres militaires communistes chinois en Russie

Aujourd'hui le volet militaire de la politique de Moscou en Chine demeure le sujet le plus secret des relations sino-russes. Pendant la dernière décennie du 20ème siècle, l'accès à certains documents auparavant classés secrets fut autorisé. Néanmoins, aujourd'hui encore, l'intégralité des matériaux ayant trait à ce sujet n'est toujours pas accessible. Les archives les plus facilement consultables sont celles du P.C.U.S. et du K.G.B. (aujourd'hui F.S.B.-S.V.R.), tandis que celles se trouvant sous la compétence du G.R.U.[323] (Direction du renseignement de l'Etat-Major de l'armée russe) demeurent étroitement gardées.

L'analyse des raisons du sérieux revers enregistré par le mouvement communiste chinois en 1927 constituait une nouvelle pierre d'angle pour la politique de Moscou sur la question chinoise. La nouvelle situation demandait un infléchissement important des formes de l'aide aux camarades chinois et le renforcement de l'activité clandestine. Dès lors, ce sont les structures de renseignement militaire de l'Armée Rouge qui furent chargées en priorité de la mise en œuvre d'un soutien prenant en compte la spécificité de la situation chinoise.

[323] La publication difficile (les autorisations nécessaires prirent 5 ans à être accordées) de l'ouvrage de l'éminent sinologue russe chercheur à l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou, V.Usov, *Le renseignement soviétique en Chine dans les années 1920* apporte des informations détaillées sur à les relations sino-russes durant cette période. Son travail s'appuyait sur les archives désormais ouvertes du renseignement militaire russe des années 1920 – il ne put élargir ses recherches aux années 1930, les archives correspondantes n'ayant pas, malgré ses efforts, été dé-classifiées.

Cette inflexion fut généralement peu remarquée par l'historiographie occidentale, qui tend à confondre ces structures militaires avec le réseau de renseignement politique du N.K.V.D. En novembre 1927, Yakov Berzin, chef du renseignement militaire[324], envoya un rapport officiel au Commissaire du Peuple de l'Armée Rouge, Vorošilov :

« Les événements en Chine nous obligent à considérer la nécessité de mesures concrètes pour l'organisation du processus de consolidation des forces révolutionnaires. La création de l'armée révolutionnaire est une tâche de la plus haute priorité[325] ».

Un autre rapport destiné à Vorošilov montre que Moscou ne resta pas insensible à ces suggestions et accentua son envoi de conseillers militaires aux régiments de l'Armée Rouge chinoise[326]. Moscou y préconisait l'envoi en Chine d'un fonctionnaire responsable (issu du Comité Central du V.K.P.B.) en qualité de représentant politique du Komintern, ou même de créer en Chine un triumvirat de fonctionnaires soviétiques, afin que le représentant du Komintern soit secondé d'un responsable militaire et d'un spécialiste du secteur agricole chinois. Ils bénéficieraient d'une autorité omnipotente, n'ayant pas à requérir l'autorisation de Moscou préalablement à leur prise de décision. Cet élément était d'une grande importance dans le contexte de l'époque, du fait de la lenteur des communications entre la Chine et la Russie (jusqu'aux années 1940, le courrier mettait au moins 3-4 mois à arriver) et des risques de fuite des instructions vers les membres de l'opposition politique.

L'envoi d'un groupe de 10 à 15 fonctionnaires militaires pour travailler au plan local en qualité de conseillers politiques et militaires était également demandé. La connaissance d'une langue étrangère et la possession d'un passeport non-soviétique devaient servir de couverture à ces activités clandestines[327].

Le rapport soulignait aussi la nécessité de créer des canaux de communication performants avec le « centre ». Le courrier devait transiter de Vladivostok à Moscou. Les télégrammes chiffrés passeraient par l'Allemagne ou par des sociétés commerciales allemandes en Chine, le renseignement soviétique bénéficiant de positions très stables en Allemagne. Le « *Centrsoüz* », seule société commerciale étatique soviétique habilitée à conduire des

[324]V.N.USOV, *Sovetskaâ razvedka v Kitae. 20-e gody 20 veka* (Le renseignement soviétique en Chine. Années 20), Moscou, 2002

[325]Archive M.O. Ministerstvo Oborony (Ministère de la défense), 1927, Inventaire 18 763, dossier 1, lettre 8

[326] Archive M.O., 1928, Inventaire 18 796, dossier 10, lettre 181

[327] MIROVICKAÂ R., *Straegiâ Gomindana v Sovetskom Sûze 1920-1930* (La stratégie du Kuomintang en Union Soviétique des années 1920-1930), Moscou, 1990

opérations commerciales avec les pays étrangers, serait utilisé comme couverture pour faire passer le courrier. La branche du K.V.Ž.D. de Shanghai serait également sollicitée à cet égard.

La formation des étudiants chinois à Moscou connut aussi d'importants changements. Les groupes d'étudiants chinois nouvellement accueillis dans les instituts et académies de l'Armée Rouge devaient être mêlés aux étudiants chinois communistes qui avaient déjà passé une longue période dans les instituts civils soviétiques[328]. Deux universités accueillirent en particulier ces étudiants : l'Institut des Ouvriers de l'Orient du Drapeau Rouge (*Krasnoznamenny Universitet Trudâŝihsâ Vostoka*) et l'Université de Sun Yat Sen (dirigée par Miff puis par Karl Radek), créés par le Komintern et ultérieurement unifiés. Les statistiques des archives du G.R.U.[329] recensent précisément les Chinois faisant leurs études à Moscou[330]. Le programme de formation de chaque étudiant était décidé par la délégation chinoise au Komintern. La formation des cadres militaires sur le territoire chinois se déroulait sur les bases de l'Armée Rouge chinoise[331].

En juillet 1928, l'Etat-Major général envoya à tous les centres de formation militaire soviétiques une directive :

«Les académies doivent former les Chinois aux fonctions de direction politique et militaire de grandes masses militaires en Chine».

---

[328] En 1927, des groupes d'étudiants chinois furent admis à « l'Université Sun Yat Sen », université communiste des ouvriers de l'Orient, ainsi que dans plusieurs écoles militaires soviétiques. Les Chinois n'avaient pas de ligne politique commune : certaines étaient communistes, d'autres membres du Kuomintang, d'autres officiers des armées du nord de la Chine. Les service spéciaux soviétiques s'appliquèrent donc à identifier leur appartenance politique de façon à pouvoir l'utiliser au profit du travail révolutionnaire du P.C.C. Avant 1927, les étudiants étrangers en Russie Soviétique étaient en effet placés sous la responsabilité du Komintern. Après l'échec de la révolution chinoise telle qu'imaginée par les agents de Komintern, tous les étudiants étrangers furent désormais laissés à la compétence du renseignement politique(G.P.U.) ou militaire(G.R.U.), qui rencontrèrent de grandes difficultés en tentant d'utiliser les données laissés en désordre par le Komintern. Si chaque chinois recevait un nom russe dès son arrivée en U.R.S.S., les changements de pseudonyme compliquait encore davantage la tâche du renseignement. Malgré tout, l'état-major de l'Armée Rouge parvint à former une trentaine de chinois, issus du régiment communiste E Ting. Selon les sources de ministère de la défense, ce groupe fut le premier fidèle a l'idée communiste.

[329] Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 4, lettre 321.

[330] Les effectifs des promotions d'étudiants chinois pour chaque école sont les suivants :

Académie Militaire Frunze	6	Ecole des Ingénieurs Militaires	15
Académie Politico-Militaire	14	Ecole des Théories de Pilotage	13
Cours « *Vystrel* »	31	Ecole de Pilotage	3
Ecole d'artillerie de Moscou	63	Ecole de Pilotage de Combat	7
Ecole de chevalerie de Tver	5	Ecole des Techniques Militaires	9
Ecole des fantassins de Moscou	13	Ecole des Services Spéciaux Militaires	9

[331] MIROVICKAÂ R., *Straegiâ Gomindana v Sovetskom Sûze 1920-1930* (La stratégie du Kuomintang en Union Soviétique des années 1920-1930), Moscou, 1990

Conséquemment, les académies de l'Armée rouge soviétiques élaborèrent un plan triennal de préparation académique des groupes spéciaux chinois. Le programme incluait des cours spéciaux sur la tactique d'insurrection militaire, des cours théoriques sur la conception de l'insurrection selon la Troisième Internationale, Marx, Lénine, des études de cas sur les tactiques mises en œuvre au cours des grandes insurrections militaires de Hambourg, Canton, Shanghai, des jeux de rôle militaro-politiques sur le thème de l'insurrection (préparation de l'insurrection dans les villes, villages et à la campagnes ; techniques de clandestinité ; formation de groupes de guérilla, préparation et armement de ces groupes), des cours sur la théorie et les pratiques du Komintern ainsi que sur l'histoire du parti communiste chinois[332].

Sur décision du Comité Central du V.K.P.B., ces programmes devaient en sus comprendre l'enseignement des tactiques et expériences du combat de guérilla ainsi que la formation à l'enseignement de ces tactiques. Furent assignés à ce programme des militaires expérimentés ayant exercé en Chine : V.K. Blüher, N.Â. Lapin, I.K. Mamaev[333]…

Ces préparatifs se firent dans un contexte de déchirements du Komintern entre les conceptions de Staline et Trotsky/Zinoviev - les mêmes débats se déroulaient au cœur du P.C.C.[334]. En 1928, la commission gouvernementale sur la question chinoise, qui rassemblait des représentants des différentes structures soviétiques, prit la décision de « *nettoyer* » des instituts militaires les « *éléments non-fiables*[335]». En décembre 1928, Berzin[336] rapporta au chef du Bureau Politique de l'Armée Rouge, P.D. Unšliht :

---

[332] Il s'agit de la conférence du P.C.C. ayant eu lieu en 1927. En 1928, le 4ème congrès du P.C.C. eut lieu dans la région de Moscou, dans le village de Pervomajskij, du district de Moscou Narofominskij.
Voir *Komintern i Vostok* (Le Komintern et l'Orient), Moscou, 1969, pp.313-350

[333] ÛRKEVIČ A.G., *Voennaâ škola Huanpu i kitajskaâ revolûcâ* (Ecole militaire Huang Pu et révolution chinoise), 1985, P.D.V. n.4

[334] Le vétéran du P.C.C. Zhang Wen Tian écrivit : "Le combat politique que nous avons mené en Russie était subordonné aux intérêts personnels de chacun d'entre nous: place à l'université, peur de rentrer dans la Chine de la terreur contre-révolutionnaire…"
Zgang Wen Tian (1900-1976) fut étudiant à Moscou. Dans l'entourage de Mao, il était qualifié de « moscovite » (communiste -internationaliste). En 1931-1934, il fut adjoint de Bo Gu (alors secrétaire général du parti). Avant « la Grand campagne » il se rangea aux côtés de Mao. Zhang joua un rôle important pendant la réunion à Zun Yi qui mit le parti dans les mains de Mao. Jusqu'à 1938, il fut « le chef du parti par intérim ». En 1949, il a été écarté, avant de perdre ses dernières fonctions officielles après le plénum de Lu Shan en 1959. Emprisonné pendant la Révolution Culturelle, il y mourut et ne fut réhabilité qu'après la mort de Mao.

[335] Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 5, lettre 1

[336] Yan Karlovitch Berzin (1889-1937), de son vrai nom -Petr Yanovitch Kyuzis, dirigea le renseignement militaire soviétique de 1924 à 1937. Grâce a lui, l'Union Soviétique fut en possession d'un efficace réseau d'espions. Berzin est aussi considéré comme le père du G.R.U. alors que la révolution d'Octobre avait laissé le pays sans appareil de renseignement ni de contre renseignement, la plupart des professionnels de la Russie

« L'apprentissage dans nos écoles militaires des communistes chinois se trouve dans la situation suivante : notre mission générale – préparer les communistes chinois au travail militaire clandestin en Chine, a bien été accomplie. Selon notre ordre de mission, les heures académiques étaient les suivantes : 40% de disciplines militaires et 40% de disciplines politiques… L'état moral et politique des élèves est à souligner : ils n'aiment pas étudier les disciplines politiques et générales mais demandent toujours davantage d'enseignement des disciplines militaires. Ce penchant est à combattre… Dans leur grande majorité, ces « camarades » portent une idéologie très lümpen-prolétaire... Si l'un d'entre eux démontre un grand intérêt à l'étude, il se fait immédiatement traiter par ses camarades de chien russe ».

Berzin fit un rapport spécial au Comité Central du V.K.P.B. pour que celui-ci demande à la délégation chinoise auprès du Komintern de réparer la situation. Mais celle-ci ne fit que s'aggraver. La délégation chinoise auprès du Komintern était elle-même déchirée en plusieurs fractions. Ses membres principaux poussaient les étudiants chinois à des actions démagogiques, menaçant de les exécuter en cas de manque d'obéissance[337] - ce que les étudiants chinois rapportaient à leur professeurs russes comme constituant une méthode normale d'éducation à l'intérieur du P.C.C.[338]. Pour des raisons de sécurité, tous les étudiants chinois en Russie avaient été affublés d'un nom russe.

Un certain nombre d'entre eux restèrent en Union Soviétique après la fin de leurs études, en prirent la nationalité, et devinrent officiers de renseignement et de contre-renseignement du N.K.V.D., créant ainsi un large, fiable et puissant réseau d'agents originaires de Chine, fidèles au marxisme-léninisme et à Staline. Créé entre les années 1920 et 1940, ce réseau constitua jusqu'à la fin des années 1950 un bras efficace pour l'Union Soviétique et joua un rôle important dans la politique étrangère de Staline, auquel ils fournissaient une information de qualité. Cependant, beaucoup furent victimes des purges de 1936-37, accusés de trotskysme. Puis, sur décision personnelle de Khrouchtchev, le nom de ces agents fut révélé à Mao, en témoignage de l'amitié fraternelle entre les peuples russes et chinois. Dans ses mémoires, le chef du département de renseignement clandestin, Iûrij

---

tsariste ayant refusé de prêter allégeance au régime bolchevik. Si l'appareil de renseignement soviétique au début des années 30 ne se composait que de 30 officiers et agents opérationnels, la période ouvre le « les années dorées » du renseignement qui posa les fondations de la victoire de la deuxième guerre mondiale

[337] Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 5, lettre 279

[338] Dans *La diplomatie clandestine soviétique*, Pancov expose l'histoire de la présence des étudiants chinois en Russie. Il y aborde en particulier un thème relativement peu étudié par ailleurs, celui du trotskysme de beaucoup de ces étudiants.

Drozdov, évoquant l'événement, s'indigne :

« Ce geste stupide de Khrouchtchev avait paralysé toute l'activité du renseignement soviétique en Chine».

A partir de la fin des années 50, l'U.R.S.S. avait perdu tous ses alliés politiques à l'intérieur de la Chine. Pendant la Révolution Culturelle, les « *moscovites* » (selon les termes de Mao) furent exterminés.

Un grand nombre de militaires chinois, vétérans de la Révolution chinoise (Zhu De, Lin Biao, He Long, Ye Ting, Nie Zhong Zhen, Xu Xian Can, Ye Jian Ying, Deng Xiao Ping,…) passèrent ainsi par les instituts et écoles d'U.R.S.S.[339].

La victoire de la révolution chinoise

En 1927-28, l'échec de la première tentative géopolitique de Staline était patent. La décennie suivante fut consacrée à l'élimination de l'opposition, en Russie comme à l'étranger. Trotsky fut ainsi éliminé au Mexique en 1940 au cours d'une action organisée et menée par un général du renseignement politique, Pavel Sudoplatov. La bataille géopolitique se concentra ensuite sur l'Europe, à la faveur de la guerre. Ce n'est qu'en 1945 que Staline revint à la question chinoise. C'est alors que fut lancée la phase active du combat militaire du P.C.C. contre le Kuomintang. Pourquoi Staline n'avait il pas davantage soutenu les communistes chinois auparavant ?

Pendant les années 30, la débat sur le développement intérieur faisait rage en U.R.S.S. – l'historiographie soviétique qualifie cette période de « grande rupture ». Staline commença à lancer la politique de collectivisation du secteur agricole et d'industrialisation forcée. Le combat politique atteignit un pic en 1937, quand commencèrent les années de répression stalinienne durant lesquelles Staline élimina tous ses opposants au sein du V.K.P.B. et du

[339] Les communistes chinois participant au 4ème congrès du P.C.C. reçurent une préparation spéciale organisée par l'état major général de l'Armée Rouge pour approfondir leurs connaissances des tactiques de combat clandestin, maîtrise des différents armements et explosifs, commandement des groupes des guérillas. Ces cours avaient été créés à le demande de Zhou En Lai, délégué du 4ème congrès. Ultérieurement, il fut décidé de pérenniser ce type de cours qui permettait de dispenser aux chinois des formations courtes en Russie.

Komintern – qui devint une sorte de département des affaires étrangères du comité central du V.K.P.B. C'est seulement après cette « unification idéologique », que Staline eut les mains libres pour s'occuper du parti communiste chinois.

D'autre part, la compréhension de la vision léniniste de la révolution par les communistes chinois était un préalable indispensable à l'avènement de celle-ci. Les premiers communistes chinois avaient une position bien plus proche de l'anarchisme de Kropotkin que du marxisme-léninisme, et des pratiques qui s'inspiraient plus des sociétés secrètes traditionnelles que du communisme soviétique[340]. Jusqu'à la mort de Staline en 1953, Mao obéissait aveuglément à Moscou et n'émettait pas la moindre allusion à un quelconque désaccord avec la politique soviétique. C'est ensuite qu'advint ce que prévoyait Staline : Mao montra au grand jour combien il se situait loin du marxisme orthodoxe. Les émissaires soviétiques de l'entourage de Mao rapportaient à Moscou que celui-ci se conduisait davantage comme un gangster que comme un dirigeant communiste – ce qui fut en particulier vérifié de façon éclatante par les exactions de la Révolution Culturelle.

Enfin, l'agression du Japon contre la Chine avait contraint l'U.R.S.S. à se préoccuper des questions de défense en Extrême-Orient – il s'agissait de chercher tous les alliés possibles en cas de guerre. Staline reprit alors contact avec Tchang Kaï-tchek et le Kuomintang, qu'il recommença à aider sur le plan technique et militaire. A partir de 1931, des milliers de « volontaires » militaires soviétiques participèrent au combat contre les Japonais en territoire chinois. Le Komintern décida de créer un front uni du P.C.C. et du Kuomintang contre le Japon. Mao n'obtempéra pas : la faible participation des communistes aux opérations anti-japonaises fut justifiée par Mao par le prétexte qu'il ne voulait pas sacrifier la vie de ses soldats au parti bourgeois du Kuomintang. Ultérieurement, Mao allèguerait également de cet épisode pour appuyer ses accusations de trahison soviétique des communistes chinois. La vision géopolitique de Staline s'exprimait bien dans ce soutien au Kuomintang : la priorité était de l'emporter sur les Japonais, et le développement du parti

[340] Alexei Maslov note qu'encore à l'heure actuelle les Chinois ordinaires des villages tendent à considérer le P.C.C. comme une société secrète ayant conquit pour un temps le pouvoir, remplaçant la dynastie précédente dirigée par Tchang Kaï-tchek. La figure de Mao devient alors celle de « l'Empereur Rouge ». Le Kuomintang et le Gong Chang Dang (le parti communiste) ont en commun le caractère « dang » qui porte une connotation de société mystico-religieuse ou criminelle qui l'éloigne de la signification de « parti » au sens européen du terme. Il faut dire que Sun Yat Sen, au début de son activité révolutionnaire avait cherché l'appui financier des sociétés secrètes de la diaspora chinoise aux Etats-Unis et aux Philippines et adhéra même à l'une d'entre elles. Dans les années 30 et 40, quand Mao était à Yang Nan, le P.C.C. se finança en cultivant et vendant de

communiste devait se subordonner à ce but premier. Si le Japon, cédant aux pressions allemandes, avait ouvert un front contre l'U.R.S.S. en Extrême-Orient, le cours de la seconde guerre mondiale aurait pu être changé. Conformément aux prévisions de Staline, le Japon de la fin des années 30 s'embourba dans le marais chinois. Le Japon concentra ses forces en Chine et n'eut plus les moyens d'envisager l'ouverture d'un autre front en U.R.S.S.

La deuxième guerre mondiale avait transformé l'ordre géopolitique en Asie. Alors que la Chine du Kuomintang d'avant-guerre appartenait à la sphère d'influence de son allié américain et que le Japon constituait un concurrent à l'expansion américaine en Asie-Pacifique, la défaite japonaise donnait aux Etats-Unis l'hégémonie dans la région. Pour faire face aux Etats-Unis, l'U.R.S.S. avait besoin d'un allié solide. La Chine du Kuomintang n'était pas un allié fiable pour Staline, qui misa dès lors sur les communistes, alors isolés dans la zone rouge de Yang An. Le génie de Staline fut de retourner durablement l'alliance sino-américaine. Même après sa mort, quand Mao démontra combien il exécrait l'Union Soviétique, la Chine ne retomba pas dans les bras des Etats-Unis – malgré les efforts continus des dirigeants chinois, la Chine demeure aux yeux des américains un pays communiste, avec lequel l'alliance est impossible tant que l'élite politique actuelle conserve le pouvoir. La multi-polarité du monde aujourd'hui ne serait pas envisageable sans les choix de Staline dans les années 40.

Après la défaite japonaise, l'U.R.S.S. rétablit son influence géopolitique en Extrême-Orient, qu'elle avait perdu après la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Le 14 août 1945 fut signé à Moscou le traité de paix et d'amitié entre l'U.R.S.S. et la République chinoise. Il couvrait l'aide de l'U.R.S.S. à la Chine dans sa lutte contre le Japon, la promesse de ne pas entamer de négociations secrètes avec le Japon, l'accord mutuel de ne pas conclure d'armistice ou de traité de paix avec le Japon.

Ce traité réglait définitivement la question du K.V.Ž.D., celle du statut de Dalian et de Port-Arthur. Il établissait le règlement des relations entre le commandement de l'armée soviétique et l'administration chinoise en Mandchourie, sur les territoires auparavant occupés par le Japon. La république chinoise reconnut officiellement l'indépendance de la

---

l'opium aux occupants japonais. Ce fait avait été rapporté par le général Vladimirov – Vlasov de son vrai nom, émissaire de Staline auprès de Mao.

Mongolie et l'U.R.S.S. reconnut la souveraineté de la Chine sur la Mandchourie. Tchang Kaï-tchek pensait que ses importantes concessions à l'U.R.S.S. pousserait Staline à ne pas aider les communistes[341] : il interdit également la publication en Chine de toute publication anti-soviétique. Cependant, Staline trompa Tchang Kaï-tchek. Aux termes du traité d'amitié, l'Union Soviétique aurait dû quitter la Mandchourie 3 mois après la capitulation japonaise ce qui ne fut pas respecté, sous prétexte que la situation climatique ne permettait pas l'évacuation de l'armée russe[342]. L'administration militaire soviétique (dirigée par le maréchal Malinovskij) bloqua la région, empêchant la prise de contrôle chinoise, et déclara que toute l'industrie qui avait travaillé pour l'armée japonaise lui revenait, en qualité de trophée militaire. Une partie des équipements de ces usines fut ramenée en U.R.S.S. Dans le même temps, le gouvernement soviétique aida en secret les troupes de Mao à quitter la zone rouge encerclée par l'armée du Kuomintang et, traversant le territoire soviétique, à rejoindre la Mandchourie.

La création de la base révolutionnaire en Mandchourie fut présentée par l'historiographie chinoise comme le résultat du travail des ouvriers et paysans ; en fait, il s'agissait d'une construction soviétique, réalisée sur ordre personnel de Staline. Parmi les dirigeants chinois mis à la tête de cette base, on peut noter Gao Gang et Zhou Enlai. L'Armée Populaire de Libération prit alors le nom d'Armée Démocratique Unifiée, qui rassembla un million de soldats[343]. Gao Gang fut mis à la tête du gouvernement communiste chinois de Mandchourie, tandis que M.F. Ûr'ev[344] résolvait toutes les questions pratiques ayant trait à l'activité sociale, politique et militaire. Pendant les trois années suivantes, Moscou pris en charge un large éventail d'aide technique et militaire. La question de la base militaire en Mandchourie fut largement traitée par les historiographies russe et chinoise et peu d'éléments sont à ajouter. En 1949, l'armée des communistes chinois, dont la croissance avait été protégée par l'armée soviétique en Mandchourie[345], fut capable d'affronter

[341] A.M.LEDOVSKIJ, *Kitajskaâ politika S.Š.A. i sovetskaâ diplomatiâ* (La politique chinoise des Etats-Unis et la diplomatie soviétique), Moscou, 1985, pp.89-108

[342] Ce n'est qu'en 1946 que l'armée soviétique quitta la Mandchourie ; mais alors, l'armée communiste contrôlait entièrement la situation au nord-ouest de la Chine.

[343] Une tradition chinoise voulait que lorsqu'un soldat était fait prisonnier, on lui proposait d'épargner sa vie s'il joignait les rangs de ses vainqueurs. Cela permit à l'armée communiste de s'agrandir rapidement.

[344] Il devint plus tard vice-recteur de l'Université de Moscou.

[345] O.BORISOV, *S.S.S.R i Man'čžurskaâ revolucionnaâ baza* (L'U.R.S.S. et la base révolutionnaire de Mandchourie), Moscou, 1975

l'armée du Kuomintang. Staline accepta de mener des négociations[346] avec le représentant de Tchang Kaï-tchek, son fils, Jiang Jing Guo[347]. Il lui confirma que l'U.R.S.S. n'aidait et n'aiderait pas les communistes chinois et prétendit ne rien savoir de l'activité des communistes en Chine… mentant sciemment.

L'historiographie moderne chinoise évite de mentionner l'aide soviétique aux communistes en Mandchourie et préfère proposer l'image propagandiste selon laquelle l'armée de Mao, endurcie par le combat contre les Japonais, accomplit l'exploit révolutionnaire. Le rôle de l'U.R.S.S. est décrit comme un obstacle à la lutte des communistes chinois. Cette hypothèse aurait supposé que Staline ait effectivement quitté la Mandchourie en 1945… alors que les preuves existent de ce qu'il a au contraire concentré ses troupes dans la région. Dans les années 60, Mao Tsé-toung affirma que Staline lui aurait interdit de faire la révolution. Les chiffres parlent d'eux-mêmes pour contester la validité de cette version : en 1946, face à l'armée de 5 600 000 d'hommes de Tchang Kaï-tchek (dont 30 divisions équipées et entraînées par les Américains), vainqueur de l'armée japonaise, Mao ne disposait, selon les archives officielles du Président de la Fédération de Russie, que de 378 000 soldats[348] sous-équipés et mal-formés. Si Mao avait tenté de commencer la révolution avec de telles forces, il aurait été exterminé rapidement. En trois ans, à partir de l'été 1945, Moscou équipa un million de chinois, sous la direction de Lin

---

[346] Des informations plus précises sur ces négociations sont fournies par l'ouvrage d'un vieux diplomate soviétique et sinologue, Ledovskij, qui participa à tous les grands moments de la politique orientale de Staline en Extrême-Orient.
Ledovskij Andrej Mefod'evič était un diplomate soviétique. Entre 1942 et 1952 il fut successivement secrétaire de l'ambassade, consul général a Pékin et consul général à Mukden (nom japonais de Shen Yang, Mandchourie). De 1955 à 1959, il fut conseiller politique de l'ambassade soviétique aux Etats-Unis. De 1959 à 1966, il fut ambassadeur russe en Birmanie. Jusqu'à sa démission en 1980, Ledovskij occupa toujours des postes clés au ministère des affaires étrangères de l'U.R.S.S. en particulier dans la détermination de la politique soviétique envers la Chine. Après 1980, il travailla à l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou.
A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999.

[347] Jiang Jing Guo avait un nom russe : Nikolaï Elizarov. Il fut membre du V.K.P.B., diplômé de l'Institut Sun Yat Sen de Moscou et de l'académie militaro-politique de Leningrad, marié à une femme russe. Envoyé en Russie par son père, il y passa plus de 10 ans. En 1927 il condamna vivement son père dans la presse soviétique. A son retour en Chine, il devint néanmoins deuxième figure du Kuomintang et prit la tête des services secrets nationalistes. Après la mort de son père, il devint chef du Kuomintang et président de Taiwan… après avoir commencé sa carrière comme directeur de kolkhoze en U.R.S.S. !

[348] L'armée de Mao se composait de :
120ème division 80 000 soldats
129ème division 62 000 soldats – disposant de seulement 25 000 fusils
115ème division 43 000 soldats – 23 000 fusils
Le groupe armé de Nie Yun Zheng et Wu Ta Shan (dans les régions du Hebei et Shanxi) comptait 80 000 soldats. L'armée de Xi Xian Chen rassemblait 81 000 soldats. La nouvelle 4ème armée du sud n'avait que 17 000 soldats tandis que celle du nord en avait 18 000. La garnison de Yang Nan rassemblait 27 000 soldats.

Biao[349], d'armes allemandes et japonaises[350] (trophées de guerre), leur permettant de défaire l'armée de Tchang Kaï-tchek. Parallèlement, Staline et les américains contraignirent Tchang Kaï-tchek à négocier avec les communistes[351] - sans résultat probant. De cette époque, Tchang Kaï-tchek écrivit :

« Nous n'avons pas reçu la paix et avions perdu la chance de l'emporter militairement[352]».

La stratégie de Staline fonctionna : les communistes bénéficièrent du temps nécessaire pour se préparer à la confrontation décisive. L'aide soviétique militaire démultipliée par le fanatisme révolutionnaire des communistes chinois conduisit à la victoire. La description détaillée des actions militaires entre le P.C.C. et le Kuomintang fut abondamment mise en scène par les historiographies chinoise et taiwanaise. Trois événements sont néanmoins à dégager pour éclairer les relations entre le P.C.C. et le V.K.P.B. dans le contexte de l'avènement de la République Populaire de Chine : la mission secrète d'Anastas Mikoïan en janvier-février 1949, la visite secrète à Moscou d'une délégation du P.C.C. de juin à

[349] Au cours de la 4ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU en 1949, le représentant du gouvernement du Kuomintang rendit public un document intitulé *La menace que fait peser la violation par l'U.R.S.S. du Traité d'Amitié et de d'Union de 1945 sur l'indépendance politique et la souveraineté de la Chine et la paix en Extrême-Orient.* L'U.R.S.S. y était accusée d'infraction aux règles de l'ONU pour avoir conclu en secret un traité avec les communistes en Mandchourie et signé un contrat d'aide matérielle et technique. Le représentant chinois qualifia les actions de l'U.R.S.S. de facteur décisif de la victoire du P.C.C. dans la guerre civile.
Au début de 1949, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France avaient fait quelques tentatives d'arrêter la guerre civile en Chine. L'ambassadeur américain en Chine J.L. Stuart essaya d'inviter l'ambassadeur soviétique Rošin à des négociations avec le ministre des affaires étrangères du Kuomintang et les ambassadeurs des pays occidentaux. Mais Rošin tomba brusquement malade et refusa les contacts avec ses collègues occidentaux. En fait, les diplomates soviétiques ne pouvaient participer à aucune réunion aux côtés du Kuomintang car Mikoïan menait simultanément des négociations avec Mao à Xi Bai Po. L'académicien S.L. Tihvinskij participant à la mission diplomatique auprès du gouvernement du Kuomintang, rapporte dans son livre que l'ambassadeur américain pronostiqua alors avec justesse que l'U.R.S.S. ne s'engagerait pas en faveur de la pacification de la situation intérieure chinoise.
Voir : la revue *Novaâ i novejšaâ istoriâ* (Histoire nouvelle et moderne), Moscou, n°4-5, pp.132-140
F.R.U.S. (Foreign Relations of the United States), Washington, 1972, "1949 China", vol.8, pp.25, 47.

[350] Au cours des discussions du 5 février 1949 entre Mao et Mikoïan, Mao affirma qu'après la capitulation du général du Kuomintang, Fu Zuo Yi, tout l'armement soviétique des troupes de Lin Biao avait été remplacée par le matériel américain de l'armée défaite. Cet acte politique visait à prouver l'aide des Etats-Unis au Kuomintang et à montrer que les communistes avaient été capables de gagner au combat des armes américaines.

[351] TCHANG KAÏ-TCHEK, *Soviet Russia in China*, New York, 1965

[352] Le 10 octobre 1945, Mao, Zhou En Lai et Wang Ruo Fei (chef – adjoint de la « nouvelle 4ème armée ») se rendirent à l'ambassade soviétique. Mao s'y vanta d'avoir réussi à tromper Tchang Kaï-tchek : il avait feint d'accéder aux demandes du Kuomintang de réduire les régiments communistes à 20 divisions et de les placer sous les ordres de l'armée nationales. En fait, Mao restructura effectivement l'armée mais assura aux diplomates soviétiques qu'il n'aurait procédé à aucune réduction d'effectif, faisant simplement entrer tous ses soldats dans ces "vingt divisions".
Voir la sténogramme des discussions entre l'ambassadeur soviétique A.A.Petrov et Mao Tsé-toung, Zhou En Lai, Wang Ruo Fei, le 10 octobre 1945.
A.V.P.R.F., Fonds 0100, Inventaire 40, dossier 248

août 1949 et les négociations entre Staline et Mao de décembre 1949 à février 1950.

Les analyses de Ledovskij publiées en 1999 proposent un éclairage nouveau sur ces événements. Dans les années 60, Mao ne s'inquiéta pas des accusations de trahison lancées à tort contre l'U.R.S.S. : en effet le Comité Central du P.C.U.S. ne pouvait se permettre de publier la vérité sur le rôle joué par l'U.R.S.S. en Chine (et donc sur le peu de crédit imputable à Mao dans la victoire de la Révolution) car cela était le fruit d'une diplomatie secrète[353]: des années 30 aux années 90, la diplomatie soviétique produisit en effet de très nombreux accords et protocoles négociés en secrets ainsi que des accords oraux fondés sur le travail discret d'agents d'influence. Révéler la vérité sur ces pratiques aurait conforté les accusions d'impérialisme de l'U.R.S.S. Ce n'est qu'après 1991 que le gouvernement démocrate russe, n'ayant plus aucun intérêt à cacher ces informations, publia certains documents de l'époque stalinienne[354]. D'autre part, les archives du Ministère des Affaires Etrangères russe ne possèdent aucun documents sur les contacts entre Mao et Staline : ceux-ci utilisaient pour toutes leur communications particulières une radio spéciale ultra-secrète dont personne en Union Soviétique ne connaissait l'existence, et en particulier pas le Ministère des Affaires Etrangères ou l'ambassade soviétique en Chine nationaliste (les diplomates soviétiques étaient sous l'interdiction de contacter les communistes chinois). C'est le renseignement militaire soviétique qui faisait fonctionner cet outil - à cet effet, se trouvait à Yang Nan un général du service médical de l'Armée Rouge, A.Â. Orlov[355]. Les messages envoyées à Moscou subissaient un processus de double-codage et signés par un autre pseudonyme, Terebin.

[353] Le terme de « diplomatie secrète » fut proposé pour la première fois par Pancov, sinologue russe travaillant aux Etats-Unis. Cette expression faisait essentiellement référence à la diplomatie stalinienne.

[354] A la faveur de la désorganisation du système de sécurité des archives du C.C. du P.C.U.S., celles-ci furent totalement dé-classifiées pendant 2 à 3 années. Elles furent ensuite placées sous la direction des archives du Président de la Fédération de Russie et redevinrent alors secrètes.

[355] Son vrai nom reste inconnu. Selon certaines rumeurs, il serait en mort dans un accident de voiture en 1949. D'autres suggèrent qu'il fut éliminé par Staline. Cependant, comme l'écrivit le diplomate soviétique Ledovskij, il était essentiel de tuer son nom mais pas forcément sa personne : il était important que les Chinois croient mort cet homme, qui savait tout des maladies de Mao. Il semble néanmoins que le dénommé Orlov ait continué à travailler à l'Institut de l'Extrême-orient de Moscou, au moins jusqu'à la fin des années 80. Mel'nikov collaborait avec lui à Yang Nan (dont le nom véritable demeure également secret). Le fait que les soviétiques travaillant à la communication entre Mao et Staline soient tous de très haut grade illustre l'importance toute particulière qui été accordée à celle-ci

La mission secrète de Mikoïan

A partir de 1947, Mao Tsé-toung commença à demander avec insistance de visiter Moscou. Dans un premier temps, Staline donna son accord, sous condition de secret total[356]. Deux semaines plus tard, il se rétracta, arguant de ce que Moscou avait déjà autorisé le démarrage des actions de combat contre la Chine républicaine, qui requérait la présence de Mao. Le prétexte était grossier, Mao n'étant pas un militaire hors-pair. Sa visite en U.R.S.S. fut régulièrement reportée pendant deux ans, sous des excuses variées. La raison du revirement de Staline puis de son obstination à empêcher la présence de Mao à Moscou demeure encore aujourd'hui mystérieuse. Le texte complet de l'un des télégrammes de Mao à Staline, daté du 28 août 1948, fut publié par Ledovskij dans son livre : Mao y détaille à Staline les buts de sa visite à Moscou et pourquoi celle-ci est essentielle à la réussite de la Révolution[357]. L'analyse des télégrammes indique que les noms des vrais protagonistes ne figuraient pas dans la communication. Il est hautement probable, vue la position de Mao à cette époque, que celui-ci ignorait que ses messages étaient directement transmis à Staline en personne. Ainsi, dans un télégramme du 28 septembre 1948, il écrivit :

« Sur certaines questions, il me faut rapporter personnellement au Comité Central du V.K.P.B. et à mon maître… Je vous supplie de transmettre ce message au Comité Central

[356] Dans le télégramme de Staline à Orlov était spécifié : «*Dites à Mao Tsé-toung que le V.K.P.B. considère que sa visite à Moscou est nécessaire – mais sans aucune publicité. Il est mieux qu'il transite par Harbin. S'il le faut, nous pouvons envoyer un avion.».*
Voir : LEDOVSKIJ A.M., *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999

[357] Les questions à aborder étaient les suivantes :
- les formes des relations avec les petits partis, groupes et partisans démocrates – en particulier la possibilité de créer un conseil politique rassemblant l'ensemble des forces politiques chinoises
- l'union des forces révolutionnaires d'Orient et les liens entre partis communistes orientaux
- le plan stratégique de combat contre les Etats-Unis et Tchang Kaï-tchek
- la reconstruction et la création d'un vrai secteur industriel en Chine et d'une industrie militaire ; la construction de voies de communication (chemin de fer et réseau routier)
- la possibilité d'un emprunt de 300 millions USD
- l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angleterre et la France.

et au camarade-maître principal.[358]».

Début janvier 1949, Staline prit la décision d'envoyer Mikoïan[359] à Mao[360]. Pendant les premiers jours de sa visite à Xi Bai Po, au quartier général du P.C.C., Mao fit tout son possible pour montrer à l'émissaire de Staline un visage idéologique positif, à savoir qu'il avait réussi à sauver le parti des activités fractionnaires de Wang Ming[361] et Li Li Xian (les dirigeants des ailes droite et gauche du P.C.C.). Suivant les directives de Staline, Mikoïan évita d'orienter les discussions sur les divisions idéologiques au sein du P.C.C. : Moscou connaissait la délicate position de Wang Ming grâce à son représentant en Mandchourie, Kovalev[362]. La question abordée en priorité fut celle de l'occupation des grands centres industriels comme Nanjing et Shanghai dans lesquels Mao refusait d'entrer. Son argumentation reposait sur le manque de cadres du P.C.C. pour diriger les ouvriers dans ces villes et le risque que leur prise aggrave la situation des communistes, le P.C.C. étant un parti de paysans devant d'abord répandre son influence à la campagne. Mikoïan insista au contraire sur l'urgence de la prise des centres industriels et la création d'une vraie strate prolétaire au sein du P.C.C. D'autre part, Mao s'opposait à la création d'un gouvernement de coalition tandis que Staline, via Mikoïan, arguait de ce que cela légitimerait les communistes et créerait les conditions pour une reconnaissance officielle de la Chine communiste dans le monde entier. Sur le plan géopolitique, Moscou proposait à Mao d'éliminer la base soviétique à Port-Arthur. Dans le télégramme du 5 février 1949, Staline exprima aussi sa volonté de supprimer le «*traité injuste*» du 14 août 1945. Mao en fut

[358] A.P.R.F. – *Arhiv prezedenta Rossijskoij Federacii* (Archives du Président de la Fédération de Russie), Fonds 39, Inventaire 1, dossier 31, lettres 40-42

[359] Ses messages codés étaient envoyés sous le pseudonyme de « Andreev » et destinés à « Filipov », qui désignait en fait Staline lui-même.

[360] Dans les archives du P.C.U.S., le rapport officiel de Mikoïan en Chine fut désigné sous le titre de *Zapiska A.I.Mikoïana v Prezidium C.K. K.P.S.S. o poezdke v Kitaj v ânvare-fevrale 1949* (Note de A.I.Mikoïan adressée au C.C du P.C.U.S sur son voyage en Chine, janvier -février 1949).Le document avait été classé « Top secret ».

[361] WANG MING, *Polveka K.P.K. i predatel'stvo Mao Ze Duna* (Cinquante ans de parti communiste chinois et la trahison de Mao Tsé-toung), Moscou, 1975

Wang Ming constitue une figure fondamentale du mouvement communiste chinois, soutenu par le Komintern et Staline. Il représenta la « ligne de Moscou » pendant les années de formation du parti communiste chinois – un rôle que lui reconnut dans son livre Li Ke Nong, l'un des compagnons de la première heure de Mao. Au cours du mouvement Zheng Feng initié par Mao et mené par Kang Sheng, pendant lequel les communistes internationalistes furent exterminés, Wang Ming fut sauvé par Vladimirov et Orlov. Il réussit finalement à quitter la Chine au début des années 50 et se réfugia en U.R.S.S. où il mourut en 1974.

[362] Vladimirov et Orlov quittèrent la Chine en 1945. Le rôle de représentant de Staline auprès de Mao échut au général Kovalev, alors Ministre des Chemins Ferrés d'U.R.S.S.Kovalev I.V. (1901-1993), fut de 1948 à 1949 le chef du groupe des conseillers soviétiques sur les questions de développement économique et le représentent du C.C. du P.C.U.S. auprès du C.C. du P.C.C.

profondément choqué : le retrait des forces soviétiques de la Chine ne répondait pas du tout aux intérêts de Mao. La présence de l'armée soviétique jouait un rôle décisif dans le renforcement du régime maoïste dans les années 50 ainsi que pendant la guerre de Corée (elle dissuadait les américains d'attaquer la Chine). Au plan territorial, Mao présenta à Mikoïan sa vision sur les questions du Xinjiang et de la Mongolie. Si Staline le soutenait sur la question du Xinjiang[363], étant favorable à la souveraineté chinoise sur ce territoire, les vues divergeaient sur la situation de la Mongolie : Mao souhaitait que les soviétiques fassent pression sur les dirigeants de Mongolie indépendante pour qu'ils regagnent le giron chinois[364]. Mao estimait que l'existence de deux territoires mongols séparés était une aberration et que comme la Chine bourgeoise et réactionnaire avait cessé d'exister, la confrontation entre frères prolétaires n'avait plus de raison d'être[365]. Mikoïan exposa le point de vue du Comité Central du V.K.P.B. selon lequel le destin de la Mongolie doit être décidé par les Mongols eux-mêmes[366]. La dernière question importante débattue fut celle de l'éducation marxiste des cadres du P.C.C. au sujet de laquelle Mikoïan émis quelques conseils pratiques (il fit par exemple remarquer l'absence d'enseignement théorique sur l'expérience révolutionnaire chinoise). Mao prétexta de ce qu'il ne méritait pas de faire figurer son nom après ceux de Marx, Engels, Lénine et Staline et que Staline avait déjà construit toute la trame théorique en 1927. Dans un télégramme du 5 février 1949, Mao souligne encore sa conviction que l'essentiel réside dans les ordres de Staline dont il se fait

[363] Dans la région d'Yi Li existait déjà un mouvement indépendantiste alimenté par les ethnies kazakhes et ouïgoures, qui avait créé un véritable gouvernement national. Après la déclaration de la République Populaire de Chine le 1er octobre 1949, les dirigeants de la République musulmane du Xinjiang partirent à Pékin pour participer aux négociations sur l'avenir de leur région. Tous périrent dans un énigmatique accident d'avion sur la route de la capitale. Une hypothèse suggère que le gouvernement du Xinjiang ait été éliminé par les Russes (l'avion utilisé étant soviétique), ou que leur assassinat avait été réalisé avec l'accord de Moscou (ce gouvernement qui avait été soutenu par les soviétiques était devenu encombrant depuis que Moscou prônait le rattachement du Xinjiang à la Chine auprès de Mao).

[364] Au début des années 50, Staline avait réussit a créer une situation géopolitique unique. D'une part, un *camp des pays socialistes* en Europe et Asie et d'autre part, un camp socialiste pouvant être considéré comme «tampon protecteur » des frontières de la Russie et en Asie et en Europe. En Mongolie, les intérêts géopolitiques russes passaient avant ceux de « l'internationalisme prolétaire » et du mouvement communiste mondial. L'existence de la Mongolie indépendante entre la Chine et la Russie demeure fondamentale, encore aujourd'hui. En cas de guerre entre l'UR.S.S. et la Chine, « le tampon mongol » aurait pu constituer une première ligne de défense qui protégerait les régions industrielles de Sibérie. Au contraire, Staline ne voyait pas d'inconvénient à sacrifier le Xin Jiang et ses positions dans le Turkestan chinois, la partie européenne de la Russie étant déjà protégée par les républiques soviétiques de l'Asie Centrale.

[365] La Mongolie indépendante proposait également l'unification des deux territoires mongols, mais en un Etat souverain. Mais le renforcement du tampon mongol ne constituait pas une priorité pour Moscou qui préférait conserver le problème en l'état à la confrontation avec Mao.

[366] Mikoïan rapporta à Moscou que « *Notre C.C. ne recommande pas au P.C.C. de donner l'indépendance aux minorités nationales et par là de réduire le territoire chinois. Il est nécessaire de concéder l'autonomie – pas l'indépendance. De cette façon, Mao appréciera notre position.* »

l'apprenti fidèle[367], et que la Révolution chinoise n'est qu'une partie de la Révolution mondiale.

A la fin de son séjour en Chine, Mikoïan envoya à Staline un télégramme récapitulatif de l'état du P.C.C. Il y jugeait que les membres du bureau politique du P.C.C. sont en général compétents sur les questions de politique générale et l'agriculture, ainsi qu'en ce qui concerne la construction du parti. En revanche, il estimait que les membres du bureau politique du P.C.C. n'étaient pas compétents sur les questions économiques et n'avaient aucune notion sur le fonctionnement des secteurs industriel, bancaire et les transports. Ils n'étaient pas capable de détailler leurs actifs (usines,…) : « ils sont installés dans un village isolé et coupés de la réalité ». De même, Mikoïan indiqua que les communistes chinois ne comprenaient pas le fonctionnement des entreprises et banques étrangères établies en Chine et n'arrivaient pas à définir clairement ce que sont les entreprises de capital bureaucratique[368] et à identifier celles qu'ils entendaient nationaliser. Ils étaient donc incapables de construire une base économique pour leur Etat[369].

Mikoïan souligna aussi que le programme économique du P.C.C. restait purement déclaratif (dazibao), sans implication concrète claire. Il apparaissait ainsi que les dirigeants communistes n'avaient pas d'idée précise de ce qu'ils feraient du pouvoir qu'ils luttaient pour conquérir.

La trame du traité sino-soviétique qui serait conclu trois ans plus tard illustre bien ce phénomène. Ce traité, signé par Staline et Zhou Enlai[370], accorde à Mao une large aide financière, matérielle, militaire, idéologique et humaine. Pour coordonner la préparation du traité, une délégation chinoise dirigée par Liu Shaoqi vint à Moscou en juin-juillet 1949 – comme la visite de Mikoïan en Chine, celle-ci était totalement secrète.

---

[367] Ce télégramme se situe dans un contexte de combat au sein du P.C.C. (le mouvement Zheng Feng, de 1942 à la fin des années 40) contre le « dogmatisme soviétique » et contre Wang Ming, valet de Moscou. Dans ses interventions publiques devant les communistes chinois, Mao se plaisait à mettre en garde contre les dangers de mettre en œuvre une copie fidèle de l'exemple soviétique en Chine. La teneur mensongère des propos de Mao à Mikoïan est donc claire.
Ce télégramme est conservé dans les archives du président de la Fédération de Russie. Son texte intégral est publié dans l'ouvrage LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sUdbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux évènements de 1937-1952), Moscou, 1999, pp.77-79.

[368] Ni Staline, ni Mikoïan ne comprenaient ce qu'entendait Mao par l'expression « capital bureaucratique ».

[369] A.P.R.F., Fonds 39, Inventaire 1, dossier 31, lettres : 28-29, 89-90

[370] Ledovskij a fait une analyse précise de la situation avec les deux traités sino-soviétiques de 1945 et 1950 sur les pages de son livre.
Voir A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux évènements de 1937-1952), Moscou, 1999, pp.77-79.

La mission secrète de Liu Shaoqi (26 juin – 15 août 1949)

A l'image de la mission de Mikoïan, celle de Liu Shaoqi[371] fut organisée de façon exclusivement clandestine[372]. L'historiographie soviétique qualifia cette mission de déterminante dans les relations entre le P.C.C. et le V.K.P.B., tout en n'en retraçant que les lignes générales, sans précision concrète sur les objectifs de la visite, ayant pris place dans un contexte de victoire déjà certaine du P.C.C.. La reconstruction d'organes efficaces de gouvernement constituait alors la tâche principale des nouveaux dirigeants, suite à la fuite à Taiwan du Kuomintang. Divers documents conservés dans les archives du président de la Fédération de Russie prodiguent quelques informations sur les buts de cette mission[373] : la note protocolaire pour l'accueil de la délégation du P.C.C. par Staline, le rapport de la délégation chinoise à Staline (personnellement corrigé et annoté par ce dernier), la lettre de Liu Shaoqi à Staline du 6 juin 1949 dans laquelle étaient développé l'ordre du jour envisagé pour cette visite, ainsi que les notes des discussions entre Liu Shaoqi et le commissaire populaire des affaires étrangères soviétique, A.Â. Vyshinski. Liu Shaoqi exprima sa volonté de ce que les soviétiques aident les communistes chinois à créer des structures étatiques solides.

Pendant deux mois et demi, la délégation chinoise à Moscou s'efforça de se renseigner sur le système étatique soviétique et en particulier la hiérarchie au sein du pouvoir, les relations entre gouvernement central et gouvernements locaux, la structure des organes de pouvoir locaux, les relations entre le gouvernement, le parti et les masses populaires, l'organisation de l'armée, le fonctionnement des tribunaux populaires et des organes de sécurité, la structure du service diplomatique.
La délégation chinoise s'intéressa aussi à la politique économique soviétique et tout particulièrement à l'articulation entre le développement de l'agriculture, au développement de l'industrie et du commerce, à la gestion du budget de l'Etat et des budgets locaux, à la gestion des usines, écoles, sovkhozes et kolkhozes, aux relations entre les entreprises d'Etat, à la structure du système bancaire, à l'organisation des coopératives, au

[371] Liu Shaoqi était membre du bureau politique du C.C. du P.C.C.
[372] Parmi les délégués figuraient Gao Gang et Wang Jia Xiang, tous deux membres du C.C. du P.C.C. et dirigeants de la base militaire de mandchourie.
[373] Afin de donner une façade légale à l'opération, celle-ci fut présentée comme une délégation commerciale mandchoue venant à Moscou quémander une aide économique.

fonctionnement du système de douane et le commerce extérieur ainsi qu'à la levée des impôts.
Enfin, la délégation chinoise voulut tirer parti de l'expérience soviétique en matière de mise en place de structures éducatives et s'intéressa à la structure et aux procédures internes des syndicats et du V.K.P.B., notamment pour ce qui est de son organisation au plan local et de ses méthodes de propagande.

Liu Shaoqi demanda également à Staline l'envoi de spécialistes pour la création de nombreuses structures : conseil des ministres, ministère des affaires intérieures, ministère de la sécurité d'Etat, ministère de l'éducation, ministère des affaires étrangères, comité pour la planification, banques, ministères du commerce et du commerce extérieur, ministère des finances, comités régional et municipal du parti, conseil municipal. Le gouvernement soviétique fut également appelé à l'aide pour la création d'instituts supérieurs formant les futurs cadres nationaux.

Les communistes chinois demandèrent à approfondir des questions techniques, et en particulier l'établissement de systèmes de communication (poste, télégraphes, voie aérienne) entre la Chine et l'U.R.S.S. ainsi que la construction d'usines d'aviation et la préparation de ses cadres. Ils s'intéressèrent aussi à la préparation de cadres pour les navires militaires, à la livraison de navires démineurs et au système de défense maritime du littoral. Enfin, ils se renseignèrent sur la possibilité d'utilisation des forces aériennes soviétiques pour le transfert des troupes chinoises au Xin Jiang en vue de son occupation[374].

La rencontre entre Liu Shaoqi et Staline fut organisée le 28 juin 1949[375]. Le sténogramme de la discussion constitue une preuve supplémentaire du caractère mensonger des allégations chinoises sur le rôle mineur joué par l'U.R.S.S. dans la construction de la Chine communiste. Staline fit une longue intervention d'une heure, détaillant sa nouvelle ligne politique envers la nouvelle Chine, et accéda à toutes les demandes de Mao. En particulier, un prêt de 300 millions de dollars à une échéance de 10 ans pour un taux d'intérêt annuel de 1% fut accordé et un groupe nombreux de spécialistes fut envoyé en Chine. Le

[374] Staline donna son accord et l'opération se déroula au début des années 1950. L'armée soviétique aida les communistes chinois à prendre le contrôle de la région. Le même type d'aide fut utilisé par Mao quelques années plus tard pour occuper le Tibet.
[375] Du côté chinois, Gao Gang (chef de la Mandchourie indépendante), Wang Jia Jiang et le traducteur Shi Zhe (agent du Komintern sous le pseudonyme de Karskij) participèrent à la rencontre. Molotov, Malenkov, Mikoïan, tous membres du C.C. du V.K.P.B., et Kovalov, conseiller de Mao, se tinrent aux côtés de Staline.

déminage des eaux territoriales chinoises par les navires soviétiques et le renforcement[376] de la marine chinoise furent également promis. L'occupation du Xin Jiang par les troupes chinoises fut appréciée par Staline comme une défense contre les tentatives anglaises d'attiser l'agitation musulmane et suggéra à Mao de peupler le Xin Jiang de populations Han de la Chine centrale. A cet effet, quelques régiments et 40 avions furent envoyés au Xin Jiang. La délégation chinoise réclama une aide soviétique pour la défense du port de Qing Dao contre les troupes américaines et le Kuomintang. Staline promit qu'après la déclaration d'indépendance de la Chine populaire, l'U.R.S.S. y enverrait une escadre pour une « visite amicale ». Cette décision joua un rôle majeur dans l'établissement du pouvoir de Mao à Pékin[377].

Staline proposa le rapatriement des forces soviétiques stationnées en Chine (ce qui aurait eut pour corollaire le retour de Port-Arthur sous juridiction chinoise) mais Liu Shaoqi déclina l'offre, confirmant le télégramme de Mikoïan à Staline de l'année précédente. Quand Mao, dix ans plus tard, qualifieraient les soviétiques de force d'occupation de Dalian et Port-Arthur, il passa ainsi sous silence les événements qui avaient préludé à l'établissement de son régime.

Dans le livre du diplomate Ledovskij[378] est publié le rapport de la délégation du C.C. du P.C.C. rédigé le 4 juillet 1949 à Moscou (longtemps classé secret) annoté par Staline. Y sont détaillés les progrès de la révolution chinoise, la structure du nouveau conseil politique consultatif et du gouvernement central, la conception maoïste des relations étrangères de la Chine ainsi qu'une étude des relations sino-soviétiques.

Le document atteste du haut niveau de confiance atteint entre les deux partis communistes, le P.C.C. y fournissant à Staline des informations claires et détaillée sur la situation chinoise présente et ses projets à court-terme. Les sinologues russes en déduisirent surtout l'incompétence et l'ignorance chinoises sur la situation intérieure de leur pays.

Liu Shaoqi rencontra Vyshinski le 30 juillet 1949 (le sténogramme de la discussion fut

[376] La récupération et remise en état des navires chinois coulés pendant la guerre contre le Japon et le transfert de plusieurs navires soviétiques furent les deux moyens principaux mis en œuvre.
[377] La flotte américaine, approchant de Qing Dao, demandèrent à y pénétrer, son statut de « ville ouverte » ayant été déclaré lors de la conférence de Yalta en 1943. Le commandement soviétique à Qing Dao enjoignit les américains de quitter immédiatement la zone.
[378] A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sud'bah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans le destin de la Chine. Documents et les témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999, pp.88-103

également classifié[379]) afin de demander des conseils généraux sur la gestion des affaires diplomatiques, et se faire expliquer en détails les principes fondamentaux pour le fonctionnement du ministère des affaires étrangères : la structure du ministère (méthodes de travail, préparation et utilisation des cadres), l'organisation de représentations plénipotentiaires et de services consulaires à l'étranger, les techniques de base du combat dans l'arène diplomatique. Liu Shaoqi demanda également l'autorisation pour quelques chinois de recevoir une formation spéciale dans les structures du ministère des affaires étrangères soviétique. Vyshinski, s'estimant non-compétent pour répondre à cette question, la transmit à Staline, qui donna son accord. Ces cours de courte durée permirent ultérieurement la naissance de l'académie du ministère des affaires étrangère à Pékin, dont les programmes de préparation des cadres répliquait à l'identique le système soviétique.

Le même jour, Liu Shaoqi signa avec le secrétaire du C.C. du V.K.P.B., Malenkov, l'accord secret permettant un crédit de 300 millions de dollars du parti communiste russe au parti communiste chinois. Cette configuration inédite de prêt entre deux partis étrangers s'explique par l'absence en Chine de structure étatique avec laquelle signer un accord de valeur légale.

Après avoir visité de nombreuses régions soviétiques (en particulier les centres industriels de la Sibérie et de l'Oural), Liu Shaoqi regagna la Chine le 14 août.

[379] A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sud'bah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans le destin de la Chine. Documents et les témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999, pp.110-113

Négociations entre Staline et Mao : les première défaite géopolitique de l'U.R.S.S.

Le rencontre entre Staline et Mao (décembre1949 - février 1950)

La rencontre entre Staline et Mao s'inscrit dans la logique historique de trente ans de contacts entre les deux partis communistes[380]. A court terme, cette visite de Mao à Moscou doit être considérée comme l'aboutissement des négociations secrètes menées par Mikoïan avec Xi Baipo et Liu Shaoqi à Moscou.

La rencontre entre les deux chefs d'Etat constitue un événement qui a fait l'objet de deux approches tout à fait différentes dans les historiographies russe et chinoise. Il est

[380] Dans le livre de *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999, Ledovskij mette les accents sur négociations entre les dirigeants du parti communiste chinois et soviétique (Visite de Mikoïan à Xi Bai Po, de Liu Shao Qi à Moscou et l'apothéose : la rencontre de Mao avec Staline à Moscou) entre 1948-1950, pendant lesquels la décision de créer l'état socialiste en Chine a été prise par Staline. Ledovskij fut le premier sinologue russe qui a émettre une thèse longtemps demeurée taboue dans l'historiographie soviétique, selon laquelle la Chine de Mao est le fruit de la volonté politique de Staline » et selon laquelle « sans la décision de Staline, la révolution en Chine n'aurait eut aucune chance d'aboutir ». Ledovskij fut ainsi le premier sinologue soviétique à souligner le rôle décisif de Staline dans la création de l'Etat socialiste en Chine. Dans les années 1990, il s'est livré à une analyse des télégrammes et rapports confidentiels que recevaient les dirigeants de l'Union Soviétique. Alors en fin de carrière gouvernementale, ce grand diplomate soviétique s'efforcer de déclassifier de nombreux dossiers de courriers spéciaux envoyés à cette époque à Moscou. Ledovskij fut aussi le premier chercheur soviétique ayant eu accès aux dossiers personnels de Staline dans lesquels avait été conservée la correspondance secrète entre Mao et Staline. Selon Alexeï Maslov, les découvertes faites dans les archives par Ledovskij ne constituent toutefois qu'une petite partie des courriers clandestins du Staline : ceci montre au à quel point le rôle de I. Staline dans les affaires chinoise des années 30-50 était global.
Les principales œuvres de Ledovskij sont les suivantes : *Stenogrammy peregovorov I.V.Stalina s Čžou En'laem v avguste-sentâbre 1952* (Les notes sur les négociations entre I.V. Staline et Zhou En Lai en août-septembre 1952), Moscou, 1997 ; *Peregovory I.V.Stalina s Mao Dze Dunom v dekabre 1949-fevrale 1950 goda. Novye arhivnye dokumenty* (Les négociation de I.V.Staline avec Mao Ze Dong en décembre 1949-février 1950. Documents nouveaux d'archive), Moscou, 1997 ; *Zapiski diplomata* (Notes d'un diplomate), Moscou, 1991, P.D.V., N.1. Il est avéré que Ledovskij n'a pas donné toute l'information dont il disposait dans ses livres, comprenant que certaines information étaient susceptibles de bouleverser les relations actuelles entre la Russie et la Chine. Aujourd'hui (2005), l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou a lancé un programme de recherches pour mieux éclairer cette période de l'histoire de la politique orientale de l'U.R.S.S.

intéressant de noter que, dans les deux pays, les historiens gardent des positions demeurant très proches de celle de l'époque. Ces postures idéologiques nous éloignent de la vérité historique au sujet de cette importante rencontre. Les Chinois appréhendent cet épisode historique comme une rencontre entre personnages de rang équivalent, ce qui n'était pas le cas, l'un étant le dirigeant d'un pays ayant gagné la seconde guerre mondiale, l'autre le chef d'une guérilla. Mais la conjecture politique chinoise actuelle ne permet certainement pas de réévaluer la position de Mao.

Lors d'une conférence d'historien, organisée à Pékin en septembre 2000, Shen Zhihua, chercheur à l'Institut de la Chine contemporaine fit une intervention intitulée : « *Confrontations d'intérêts pendant les négociations sur l'accord sino-soviétique de 1950* ». L'auteur insiste sur les divergences au sujet du Xinjiang, de la Mongolie, et du Nord-Est de la Chine (Mandchourie) révélées au cours de ces négociations. Il souligne que, grâce à Mao, la Chine pu reprendre le Xinjiang et la Mandchourie qui se trouvaient jusqu'alors sous occupation soviétique. En revanche, Mao n'avait pu imposer son point de vue au sujet de la Mongolie, qui demeura séparée de la nation chinoise. Mais le peuple chinois avait également gagné l'abolition des privilèges soviétiques en Chine : chemin de fer K.V.Ž.D., port militaire de Port-Arthur (Lüshun) et port commercial de Dalny (Dalian).

En 1997, Shen Zhihua avait prit connaissance des notes des discussions entre Mao et Staline, conservées dans les archives centrales de la Fédération de Russie. Les autorités russes lui avaient donné la permission d'accéder à une grande partie des notes. Les historiens russes, comme les Chinois préfèrent ne pas insister sur l'ouverture totale des archives qui liées à la présence du Mao à Moscou. Le sinologue russe Galenovič affirme que Shen Zhihua passe volontairement sous silence des faits connus des sinologues russes, de façon à ne mettre en lumière que les moments montrant le dirigeant chinois sous un angle avantageux. Par ailleurs, plusieurs des affirmations de Shen Zhihua sont contradictoires : ainsi, il dit d'une part que Staline ne voulait pas signer de nouvel accord avec la Chine, et d'autre part, que c'est Mao qui ne voulait pas signer un tel document dont il estimait qu'il aurait portait atteinte à la souveraineté de la Chine. Shen soutient que la Chine de 1949 aurait simplement pu se passer de relations amicales avec l'U.R.S.S., mais que Staline avait obligé Mao à incorporer la Chine dans le système de Yalta.

Cependant, les notes des discussions entre Mao et Staline, conservées dans les archives du Président de la Fédération de Russie russe montrent que Staline n'éprouvait pas de respect pour le système de Yalta et avait, le premier, proposé une union entre les deux pays[381].

Parmi les sinologues russes, seuls Galenovič, Kulik et Ledovskij bénéficièrent de l'accès aux notes officielles des négociations sino-soviétique de 1949. Tous trois soulignent que la situation semblait profondément paradoxale : Mao a choisi une ligne de conduite que personne auparavant ne s'était permise vis-à-vis de Staline. A la proposition de Staline de signer un nouvel accord entre les deux peuples, Mao avait répondu en accusant Staline et le P.C.U.S. d'avoir maltraité les communistes chinois. Ils souligna que Staline, dans les années 20-30, avait misé sur le Guomindang plutôt que sur le Gongchandang (Parti Communiste chinois), faisant ainsi acte de trahison envers la révolution chinoise. Il souligna que la révolution chinoise aurait pu avoir lieu dès le début des années 30, si l'Union Soviétique avait davantage aidé le P.C.C. en équipant les révolutionnaires. Enfin, Mao accusa le Komintern et sa politique de front unis d'avoir gêné le parti communiste chinois dans son combat contre Tchang Kai-Tchek.

Toutes ces affirmations furent officiellement notées par la partie soviétique.

Etonnamment, Staline ne réagit pas à ces paroles de Mao. Pendant quelques dizaines de minutes, il sembla que Staline n'avait pas entendu les accusations. Les Chinois prétendent que Staline aurait répondu : « On ne juge pas les vainqueurs ». Mais les notes officielles n'ont pas gardé trace d'une telle expression.

Shen Zhihua affirme que Mao aurait finalement réussi à faire pression sur Staline pour imposer sa variante de l'accord inter-gouvernemental. Mais les rapports de force et les documents historiques dont nous disposons rendent l'hypothèse de pressions sur Staline

[381] Voici quelques noms de sinologues russes ayant travaillé dans les archives du comité central du P.C.U.S. (actuellement Archive du Président de la Fédération de Russie), notamment avec « les papiers du Staline ». Ces sont : A. Ledovskij, V. Kulik, Û. Galenovič, V. Usov, A. Kartunova, R. Mirovickaâ, N. Mamaeva, A. Ûrkevič, A. Pancov, Kapica, O. Rahmanin, B. Vereŝagin. Leurs travaux ont renouvelé la science sinologique russe sur le rôle du Staline dans la politique soviétique en Extrême-Orient. L'analyse de ces savants russes quant à l'époque des années 1940-50 peut être considérée comme assez objective dans la mesure où, après la chute du régime soviétique en 1991, les chercheurs russe n'ont plus eu besoin de se conformer à des impératifs idéologiques et ont pu s'appuyer sur les données d'archives. A. Ledovskij, V. Kulik, Û. Galenovič et Kapica, B. Vereŝagin, O. Rahmanin, sont non seulement des chercheurs ayant travaillé avec ces sources d'archives, mais aussi des témoins et protagonistes de tous les événements de la politique soviétique en Chine à partir la fin des années 1940, pendant lesquelles ils se trouvaient en service diplomatique soviétique sur le territoire de la Chine.

peu crédible. Les historiens russes estiment que c'est en fait Mao qui aurait évité au maximum d'aborder la question de l'union des deux Etats socialistes.

Ledovskij et Galenovič disent que Mao, d'une part, ne savait pas du tout quel sujet aborder avec Staline et, d'autre part, ne savait pas comment parler avec lui. Ils soulignent que Mao avait démontré une attitude de peur et de gêne dans ses discussions avec Staline. Ne voulant porter l'entière responsabilité de l'accord entre deux pays, il avait alors insisté pour que Zhou Enlai le rejoigne à Moscou.

L'arrivé de Zhou à Moscou, quelques jours après celle du chef du parti communiste chinois, constituait un acte stratégique de Mao. Au cas où les négociations tourneraient mal pour la Chine, la responsabilité pourrait en incomber à Zhou , permettant à Mao de conserver une réputation étincelante.

Il est évident que Mao voulait rendre caduc l'accord sino-soviétique de 1945, mais en même temps, il craignait le contenu d'un nouvel accord. Mao ne se rendait pas compte que sans alliance avec l'U.R.S.S, son régime était vulnérables à des attaques extérieures. Sans accord, l'Union Soviétique n'avait aucune base légale pour protéger l'Etat communiste chinois, et ne pourrait donc « s'ingérer » dans les affaires chinoises au cas où les Etats-Unis tenteraient de débarquer sur le littoral chinois.

Les notes des discussions tenues pendant les négociations montrent que Staline exprima sa profonde incompréhension vis-à-vis de la position négative de Mao sur la conclusion d'un accord bilatéral. Toutes les questions principales ayant déjà été discutées entre Mikoïan et Liu Shaoqi, il n'y aurait pas dû avoir d'obstacle à la signature du document dès l'arrivée de Mao à Moscou.

Un autre chercheur chinois, Lü Cunkuan souligne l'atmosphère émotionnelle autour des dirigeants des deux nations. Lors de la conférence de Pékin en 2000, il montra que, le 24 décembre 1949, après une discussion avec Staline, Mao avait crié sur le conseilleur soviétique auprès du Comité Central du P.C.C. Kovalev[382]. Selon Lü Cunkuan , le but de cette explosion de Mao était montrer à ses « camarades » soviétiques que les communistes chinois n'entendaient pas suivre aveuglément les directives de Moscou.

[382] Û.GALENOVIČ, *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

Ledovskij, Borisvol et Galenovič montrent que la partie soviétique avait fait savoir à Mao à plusieurs reprises (par ses représentants aux négociations, spécialistes de la question chinoise : Kovalev, Mikoïan, Vychinski) qu'il est grand temps de signer l'accord, faute de quoi sa présence à Moscou n'était pas nécessaire[383].

A la conférence de Pékin, Lü indiqua aussi que Staline voulait obliger la nation chinoise à reconnaître la validité du vieil accord « inégal » sino-soviétique de 1945 que Moscou avait signé avec le Guomindang. En fait, la reconnaissance de l'accord d'amitié de 1945 par le nouvel gouvernement chinois n'était que l'une des variantes ayant pu permettre de légitimer les relations étroites entre la Chine et la Russie. Il est vrai que le gouvernement soviétique craignait que ne soit remise en cause l'accord sur les îles Kouriles et Sakhaline, trouvé à Yalta.[384] C'est pourquoi, le gouvernement soviétique avait initialement proposé de signer un accord complémentaire, qui permettrait de conserver l'essentiel de l'accord de 1945 tout en modifiant les clauses relatives aux avantages et concessions soviétiques en Mandchourie, à Port-Arthur et à Dalian. Au cas où cette proposition n'agréerait pas à Mao, Staline était prêt à signer un nouvel accord, faisant table rase de tout ce qui avait fait les fondements des relations bilatérales avant 1949. Mais la phrase de Mao, rapportée par les historiens, selon laquelle celui-ci aurait réussi à « *arracher quelque chose pour manger de la bouche du tigre* » est considérée par les sinologues russes comme une légende[385].

Lü Cunkuan affirme que l'accord sino-soviétique de 1950 demeure inégal pour la nation chinoise et sert le chauvinisme et l'impérialisme soviétique.

Cette partie de notre travail va tenter de prouver que l'accord d'amitié sino-soviétique de 1950 a protégé l'Etat communiste chinois et sauvé le régime de Mao, même si pour les communistes chinois, il est difficile d'accepter que l'Etat chinois et le parti communiste doivent leur survie à Staline.

[383] Ibid.
[384] L'abandon de l'accord de 1945 par Staline a créé un précèdent juridique : aujourd'hui le Japon peut facilement mettre en pièces la position de la Russie en s'appuyant sur les accords entre Mao et Staline entre 1949 et 50.
[385] Û.GALENOVIČ, *Moskva-Pekin, Moskva-Tajbej* (Moscou- Pékin, Moscou-Taibei), Moscou, 2003

L'objet du marchandage entre Mao et Staline

Cette rencontre devait être mythique : le chef de la guérilla chinoise accomplissait enfin son vieux rêve d'être accueilli par Staline. La diplomatie secrète[386] soviétique prépara méticuleusement le voyage.

Suite à la reconnaissance de la Chine communiste par l'U.R.S.S. qui rendait caduque la nécessité de cacher l'alliance entre les deux partis, Mao envoya à Staline une nouvelle demande[387] de visite à Moscou, à l'occasion de l'anniversaire du dirigeant. L'historiographie et les hommes politiques chinois soutinrent dans les années 60 que Staline avait négligé Mao pendant son séjour à Moscou. En fait, si l'objectif principal de la visite était la négociation d'un nouveau traité sino-soviétique, aboutissement des négociations menées par Mikoïan et Liu Shaoqi, il se doublait de la volonté de Mao de recevoir un traitement médical en Union Soviétique – le temps de soin et de repos nécessaires ne pouvaient donc être employés à des rencontres avec les dirigeants soviétiques. Les problèmes de santé de Mao demeurèrent longtemps un sujet tabou. Ainsi Ledovskij[388], lorsqu'il aborde le sujet dans son livre, s'appuie sur un document des archives du Président de la Fédération de Russie relatif aux traitements reçus par Mao en U.R.S.S., sans en donner les références précises. Les vétérans des services secrets soviétiques en Chine évoquent les vraies maladies de Mao : le général Orlov, qui avait été docteur personnel de Mao, traitait celui-ci pour des maladies vénériennes, dont la syphilis.[389] L'U.R.S.S. et la Chine se tinrent à l'accord tacite de secret quant à ces

[386] La diplomatie russe utilisa de tous temps des méthodes clandestines. Néanmoins, c'est la période soviétique qui permit à ce style de devenir dominant. Les sources des années 20-30-40 indiquent un vide documentaire : les formules propagandistes remplacent toute donnée factuelle et les informations précises sur cette période demeurent difficile à trouver aujourd'hui.

[387] Zhou Enlai transmit la requête à l'ambassadeur Roŝin

[388] A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sud'bah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans le destin de la Chine. Documents et les témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999, p.118

[389] Pourquoi un docteur avait-il été envoyé à Mao ? Le C.C. de P.C.U.S. et Staline personnellement accordaient une attention particulière à la question de la santé des dirigeants des partis communistes frères. Pour la plupart des sinologues soviétiques, Staline aurait reçu un rapport secret de l'ambassade soviétique a Pékin affirmant que le gouvernement nationaliste du Kuomintang ne prenait pas en sérieux l'armée communiste de Mao car les communistes «*vont mourir bientôt à cause de toxicomanie et de maladies vénériennes* ». Cela l'aurait poussé à envoyer à Yang An un docteur chargé de « reconstituer » le santé de Mao et de ses compagnons. Vladimirov, note que l'envoi de ce docteur aurait joué un rôle positif pour le

informations dangereuses. L'existence de telles maladies chez Mao constitue désormais une hypothèse à laquelle de nombreux spécialistes se rattachent[390], sans que des preuves concrètes puissent l'étayer formellement.

L'historiographie chinoise des années 60 émit l'accusation que Staline n'aurait pas reçu Mao immédiatement à son arrivée à Moscou. En fait, un sténogramme relate le contenu des échanges de Mao avec Staline au Kremlin le jour de son arrivée à Moscou. La partie soviétique était représentée par Staline, Molotov, Malenkov, Bulganin, Vyshinski, tandis que la délégation chinoise n'était composée que de deux personnes : Mao et son homme de confiance, Shi Zhe. L'absence des autres délégués chinois, à l'initiative de Mao, permit d'éviter de garder trace en Chine de cette rencontre. Le sténogramme permet également de réfuter un autre mythe apparut en Chine dans les années 60 selon lequel Staline aurait affirmé « On ne juge pas les vainqueurs » et demandé à Mao des excuses pour n'avoir pas cru à la victoire de la Révolution chinoise.

Les discussions du 16 décembre 1949 portèrent en priorité sur la nécessité de la conclusion d'un nouveau traité soviétique et son contenu. En effet, Staline avait d'abord proposé à Mao de préserver la validité du traité qu'il avait conclu avec Tchang Kaï-tchek en 1945. Mais Mao souhaitait faire symboliquement table rase de l'héritage du Kuomintang – Zhou Enlai, seul personnage du C.C. du P.C.C. ayant invariablement défendu des positions nationalistes fortes (illustrées par sa rencontre avec Staline en 1952[391]) s'avéra être le plus ardent défenseur de la re-conclusion du traité. S'adaptant à la nouvelle donne politique chinoise, Staline accepta de modifier le traité. Les questions de Port-Arthur, Dalian et du K.Č.Ž.D.-K.V. Ž .D. furent ré-étudiées. Mao déclara :

« La situation actuelle en ce qui concerne le K.Č.Ž.D.-K. V. Ž .D. et Port-Arthur répond aux intérêts de la Chine qui manque de forces pour combattre l'agression impérialiste.[392]».

Staline répondit : « Même si notre armée quitte la Chine, cela ne signifie pas que l'U.R.S.S. refuse de l'aider… Nous sommes communistes – nous ne pouvons donc laisser

---

rétablissement des relations entre les conseillers soviétiques et Mao. Au cours des longues soirées passées avec Orlov, Mao aurait livré beaucoup d'informations sur la situation du P.C.C., informations immédiatement transmises à Staline.

[390] L'une des anciennes épouses de Mao, He Ze Zhen, décédée en 1984, passa plusieurs années dans un hôpital psychiatrique soviétique. Son fils, Mao An Yin, officier de l'armée soviétique vétéran de la deuxième guerre mondiale sur le front de l'est, la soutenait en Russie.

[391] A.M.LEDOVSKIJ, *Stenogrammy peregovorov I.V.Stalina s Čžou En'laem v avguste-sentâbre 1952* (Notes sur les négociations entre I.V. Staline et Zhou En Lai en août-septembre 1952), Moscou, 1997

notre armée en territoire ami[393]».

Dans sa volonté d'être aidé par l'U.R.S.S., Mao alla jusqu'à demander l'envoi de pilotes volontaires ou de régiments soviétiques secrets pour prendre le contrôle de Taiwan. Staline, conscient des risques de confrontation avec les Etats-Unis, fit son possible pour éviter que la discussion ne s'engage sur ce terrain. Devant le peu d'enthousiasme de Staline pour une action directe soviétique, Mao proposa la livraison d'avions soviétiques à l'A.P.L. pour permettre le déclenchement d'une insurrection à Taiwan par des parachutistes chinois[394]. Finalement, Staline n'accepta que d'envoyer des instructeurs clandestins[395].

Pendant son séjour à Moscou, Mao fit prendre connaissance à Staline de cinq télégrammes qu'il recevait de Chine sur l'état de la situation. Le premier télégramme concernait la situation d'urgence de la station hydroélectrique de Xiao Fen Shen sur la rivière Sungari, en Mandchourie et pour laquelle les Chinois demandaient de l'aide pour la reconstruction du barrage. Le second faisait état de la nécessité urgente de spécialistes dans l'armée populaire chinoise et de la livraison de pétrole aux forces militaires. Ce télégramme était issu d'un message codé de Peng De Hui au C.C. du P.C.C. concernant les difficultés de la réorganisation et de la ré-éducation politique[396] des régiments du Kuomintang et mettant en garde sur l'importance de la question nationale et religieuse au Xin Jiang. Le troisième télégramme avait trait à la présence de 16 000 Coréens dans l'armée chinoise que le C.C. du P.C.C. proposait à Mao d'envoyer en Corée combattre les Américains. Le quatrième télégramme était un message d'un agent du renseignement communiste chinois à Hong Kong sur les négociations secrètes du chef du renseignement du Kuomintang, Zhen Ze Min avec un représentant américain, à propos de l'avenir de Taiwan, et révélait l'étendue de l'influence politique et la présence militaire américaines à Taiwan ainsi que la probabilité d'une action militaire contre le territoire chinois avec participation américaine (en échange de laquelle les américains négocieraient le contrôle total politique et militaire sur l'île). Le

---

[392] N.T.FEDORENKO, *Stalin i Mao Dzedun* (Staline et Mao Tsé-toung), revue *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, 1992, n°5-6 ; A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 11

[393] Ibid.

[394] A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettres : 13-14

[395] Des forces aériennes soviétiques furent placées en Chine pendant la guerre de Corée pour dissuader les Etats-Unis de bombarder les centres industriels chinois.

[396] Après 1945, les nombreux régiments du Kuomintang qui capitulèrent furent incorporés à l'armée populaire chinoise, sans que la hiérarchie de l'armée bourgeoise chinoise ne soit modifiée. Cette tactique d'incorporation, préférée aux pratiques soviétiques d'élimination de la partie opposée, rendait nécessaire une « ré-éducation » politique.

cinquième télégramme avait été envoyé par Zhou Enlai à propos des perspectives de reconnaissance diplomatique de la Chine par l'Inde.

Le 6 janvier 1950, Mao rencontra le ministre des affaires étrangères soviétique, Vyshinski à propos de la conclusion du nouveau traité sino-soviétique, arguant du nouvel ordre politique en Asie-Pacifique engendré par la fin de la seconde guerre mondiale : victoire de la révolution chinoise, défaite du Kuomintang et destruction de la machine militaire japonaise. Le traité de 1945 visant à l'alliance militaire contre l'hégémonie japonaise était donc caduc. Vyshinski était réticent à conclure un nouveau traité qui provoquerait l'hostilité des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et isolerait politiquement la Chine. Pourtant, quelques jours plus tard, Staline intervint personnellement pour infléchir l'opposition soviétique. Le 20 janvier Zhou Enlai arrivèra à Moscou, accompagné par une large délégation de communistes de Mandchourie[397] dont Gao Gang, Li Fu Chun, Peng Zhen, Cheng Yun et Lin Biao. Le nouveau traité négocié posait les fondations d'une renaissance de la Chine au détriment de l'U.R.S.S. : le romantisme révolutionnaire de Mao avait cédé la place au rationalisme nationaliste de Zhou Enlai qui infléchissait le cours politique des communistes chinois en plaçant à la première place les intérêts de la nation chinoise.

Le 22 janvier 1950 se déroula une rencontre entre Staline, Zhou Enlai et Mao, au cours de laquelle Mao prononça un discours sur la nécessité de la conclusion d'un nouveau traité entre les deux pays. Staline répondit que le traité de 1945 constituait un anachronisme. Pourtant, la validité du traité conclu avec Tchang Kaï-tchek était de trente ans[398], et il

[397] La Mandchourie joua un rôle principal dans le processus de construction de la Chine communiste. Après la défaite japonaise, son territoire fut entièrement contrôlé par l'armée soviétique. Certains historiens russes estiment que c'est Staline, qui voyait avec réticence le renforcement des positions de Mao, qui avait décidé de créer un centre parallèle politique communiste en Mandchourie. Cela aurait permis que les communistes de la base de Mandchourie assurent le contrôle du pays au cas où l'élimination de Mao serait devenue nécessaire pour Moscou. En 1946 se produisit en Mandchourie une catastrophe aérienne durant laquelle périrent plusieurs jeunes communistes chinois arrivant d'U.R.S.S. pour renforcer la base mandchoue. Il n'existe pas de documentation précise sur cet accident, mais d'après le sinologue A. Maslov, ces communistes chinois étaient des officiers des services secrets soviétiques et avaient été envoyés en Mandchourie pour renforcer l'influence de l'U.R.S.S. en Chine. A la même époque fonctionnait en Mandchourie un « réseau de cheminots » dirigé par I.V. Kovalev, ministre des chemins de fer soviétiques et contrôleur politique soviétique en Mandchourie. Les années 1940 furent marquées par la confrontation à forces égales entre le service de sécurité du P.C.C. dirigé par Kang Sheng et les agents du renseignement militaire de l'armée soviétique qui furent finalement neutralisés par les communistes chinois, en particulier en Mandchourie. La documentation relative à cette période demeure actuellement secrète mais l'ouverture des archives pourrait être permise par une évolution des relations sino-russes.

[398] A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 29

continuait à répondre aux intérêts géopolitiques russes. Staline aurait pu éviter de faire tant de concessions à la Chine nouvelle – il tenait en effet en main de nombreux leviers pour contrôler Mao et son entourage et la Chine de l'époque dépendait entièrement de l'U.R.S.S., en particulier pour sa défense contre les Etats-Unis. Moscou avait apparemment les moyens d'assurer la sécurité de son pays pour plusieurs générations en poussant à la création d'Etats tampons : création d'un Xin Jiang indépendant, unification de la Mongolie, création d'un Etat Mandchou indépendant, sauvegarde du statut indépendant du Tibet. Il abandonna ce programme au profit de la construction d'une « Grande Chine » fraternelle et amie. La sinologie russe souligne que le choix opéré par gouvernement soviétique d'alors constituait une préférence pour le « mauvais ami » Mao plutôt que le « bon ennemi » Tchang Kaï-tchek qui avait pourtant satisfait à tous les intérêts géopolitiques de Staline en Extrême-Orient. Le choix de Staline semble donc constituer un spectaculaire retournement stratégique, affirmant désormais le primat de l'idéologie sur l'intérêt géopolitique.

Suite à la visite de Mao à Moscou, Zhou Enlai et Vyshinski préparèrent le texte du nouveau traité. Le 14 février 1950, le nouveau traité fut signé. En plus du traité sur « l'amitié, l'union et l'entraide entre l'U.R.S.S. et la R.P.C. » furent conclu plusieurs autres accords : « l'accord sur le K.Č.Ž.D. », « le Traité sur Port-Arthur et Dalniy (Dalian) », « le traité sur le prêt accordé à la R.P.C. » et « la déclaration commune sur la reconnaissance de l'indépendance de la Mongolie ». Un document secret fut également signé : « l'accord additionnel sur la non-cession de droits de concession et l'interdiction de l'activité des pays tiers sur les territoires d'Extrême-Orient et Républiques d'Asie Centrale de l'U.R.S.S., de Mandchourie et du Xinjiang ». Staline offrait ainsi de sa propre initiative tout ce pour quoi l'U.R.S.S. était entrée en guerre contre le Japon en août 1945, se rendant responsable au nom de l'internationalisme communiste des premières pertes territoriales russes depuis 1905, et entrant en contradiction avec ses engagements pris à Yalta.

Le traité du K.Č.Ž.D. de 1945 indiquait que le chemin de fer demeurerait pendant trente années sous la souveraineté russe, et serait ensuite rendu à la Chine. Le traité de 1950 sur le même sujet ne prévoyait l'exploitation commune du chemin de fer que pendant deux ans avant son retour à la Chine. Selon le traité de 1945, Port-Arthur et Dalian seraient sous

---

Voir aussi : A.M.LEDOVSKIJ, *Peregovory I.V.Stalina s Mao Dze Dunom v dekabre 1949-fevrale 1950 goda. Novye arhivnye dokumenty* (Les négociations entre I.V.Staline et Mao Ze Dong en décembre 1949 - février 1950. Les documents nouveaux d'archive), Moscou, 1997

contrôle administratif et militaire soviétique pour trente ans. Aux termes du traité de 1950, ces deux villes devaient revenir à la Chine sous deux ans, qui ne rembourserait à l'Union soviétique que les dépenses de reconstruction engagées depuis 1945, et non depuis 1896. Entre 1950 et 1952, le contrôle de ces villes serait mixte[399].

Mao exprima ainsi sa gratitude pour le don d'un régiment d'avions à l'Armée Populaire chinoise permettant le transfert de troupes chinoises au Xinjiang. Il demanda à Staline de prolonger la mission des conseillers militaires soviétiques auprès des régiments chinois du Tibet ainsi que poursuivre la mise à disposition des avions soviétiques dans la zone. Cela lui fut accordé et permit aux troupes de Lü Bo Cheng d'arriver au Tibet[400]. Les sténogrammes de ces discussions ainsi que les sources dé-classifiées récemment prouvent donc sans ambiguïté la participation directe des soviétiques au processus d'expansion de l'hégémonie chinoise au Tibet et au Xinjiang.

Les dimensions de ce travail ne permettent pas d'insister sur l'aide soviétique à la Chine au plan économique, qui fut pourtant gigantesque – Staline accédait à presque toutes les demandes qui lui étaient présentées.

La réévaluation objective et dépassionnée du rôle de Staline dans l'histoire de l'U.R.S.S. est actuellement l'un des travaux majeurs des historiens russes. En Chine, l'écriture de l'histoire récente suit un cours différent : Mao, Zhou Enlai et Deng Xiaoping demeurent des héros de la Révolution, élevés au rang de personnages de légendes, dont l'autorité ne peut être mise légèrement en question que dans la mesure où le C.C. du P.C.C. accepte ces minces critiques de surface. C'est pourquoi toute interprétation nouvelle proposée par la sinologie étrangère est invariablement condamnée à être réfutée par les Chinois, en raison de leur tradition confucéenne et de leur conjoncture politique actuelle… une situation présentant des similitudes avec le crépuscule de l'Union soviétique, quand le gouvernement s'avérait incapable de débattre et d'accepter la moindre critique émise par l'étranger.

Dans ce contexte, l'un des enjeux principaux pour les relations sino-soviétique est de

---

[399] *Sovetsko-kitajskie otnošeniâ 1917-1957* (Les relations sino-soviétiques de 1917 à 1957), Collections de documents, Moscou, 1959, pp.217-224

[400] A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 38
Voir aussi : A.M.LEDOVSKIJ, *Peregovory I.V.Stalina s Mao Dze Dunom v dekabre 1949-fevrale 1950 goda. Novye arhivnye dokumenty* (Les négociations entre I.V.Staline et Mao Ze Dong en décembre 1949 - février 1950. Les documents nouveaux d'archive), Moscou, 1997

comprendre ce qui a poussé Staline, en possession d'informations exhaustives sur la situation chinoise et qui n'appréciait guère Mao, à abandonner les intérêts géopolitiques de l'U.R.S.S. – une attitude peu cohérente avec les efforts déployés dans les années 1926-27, pour lutter contre « la révolution permanente trotskyste » et renforcer les positions soviétiques en Extrême-Orient et l'entente avec Tchang Kaï-tchek. L'efficace machine politique mise en route par Staline en Chine dans les années 1920 avait été grippée par l'action des agents trotskystes du Komintern qui finirent par la faire exploser. Dans les années 1950, ni le Komintern, ni Trotsky, ni aucun révolutionnaire romantique ne menaçait plus la puissance de Staline, qui dirigeait le puissant appareil bureaucratique de l'empire soviétique, initiant des révolutions socialistes partout dans le monde. Pourtant, les décisions de 1950 semblent relever davantage d'une approche trotskyste que d'une politique étrangère stalinienne fidèle à elle-même.

Pourtant quelques facteurs permettent de tenter une explication de cette attitude apparemment illogique de Staline. Ledvoskij dégage plusieurs moments-clés ayant pu motiver la décision de Staline de 1950.

Bien que Tchang Kaï-tchek ait conclu en 1945 un traité répondant en tous points aux intérêts soviétiques, Staline se souvenait de la liquidation des communistes qu'il avait ordonnée en 1927 et se défiait désormais de cette « marionnette de l'impérialisme mondial ».

Staline comprenait que la conclusion de ce traité ne ferait pas pencher décisivement la Chine du côté de l'U.R.S.S. et n'offrait pas de garantie de ce que Tchang Kaï-tchek ne laisserait pas les Américains entrer en Chine. Mao apparaissait dès lors comme un allié à ménager. Pourtant, en 1944-45, Vladimirov confie dans ses mémoires que Mao se serait prononcé ouvertement en faveur de l'union entre la Chine et les Etats-Unis et aurait fait tout son possible pour obtenir des Américains la reconnaissance de la force politique constituée par les communistes. Mais les efforts américains de réconcilier communistes et nationalistes furent insupportables à Mao et réduisirent à néant les chances d'une entente avec les Etats-Unis.

Au cœur du système bipolaire entériné par Staline, Roosevelt et Churchill à Yalta, les combats dans la Chine de l'après 1945 peuvent s'analyser comme la transposition en Extrême-Orient de la guerre froide. Dans ce contexte, la déclaration de la R.P.C. le 1er

octobre 1949 peut être considérée comme une victoire de Staline face à l'impérialisme mondial, mais comme une défaite de la Russie dans l'arène géopolitique orientale.

A partir des années 1940, Mao réclama incessamment des livraisons massives d'armements pour combattre le Kuomintang, ce à quoi Moscou s'opposa. Staline, restait en effet sceptique quant à la profondeur du marxisme de Mao, malgré les efforts de se dernier pour prouver sa loyauté - les milliers de télégrammes de Mao à Staline conservés dans l'archive du Président de la Fédération de Russie constituent autant de déclarations de fidélité envoyées à l'U.R.S.S.Mao déclara même la soumission du P.C.C. aux décisions du V.K.P.B., reconnu comme étant l'état-major général du mouvement communiste mondial[401]. Ces déclarations d'obéissance se situaient dans la droite ligne de la tradition confucéenne de codification du rapport entre l'élève et son professeur ou le fils et son père. Elles finirent par convaincre Staline d'accorder sa confiance à Mao : le régime de l'amitié fraternelle fut établit et préservé jusqu'à la fin de sa vie. Cependant dès la mort de Staline, Mao commença à essayer d'affaiblir de la tutelle de Moscou[402], allant jusqu'à accuser Staline de ne pas avoir cru en la Révolution chinoise. La patience de Mao lui avait permis de tirer le meilleur profit de l'aide soviétique pour créer sa propre machine militaire. Mais dès que l'armée chinoise fut totalement rénovée par les soins soviétiques et prouva son efficacité dans ses actions contre les américains dans la péninsule coréenne, Mao décida de s'écarter de son encombrant tuteur.

[401] A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 328, lettres : 11-50
Voir aussi : A.M.LEDOVSKIJ, *Zapiski diplomata* (Les notes du diplomate), Moscou, 1991, P.D.V., N.1.
A.M.LEDOVSKIJ, *Peregovory I.V.Stalina s Mao Dze Dunom v dekabre 1949-fevrale 1950 goda. Novye arhivnye dokumenty* (Les négociations entre I.V.Staline et Mao Ze Dong en décembre 1949 - février 1950. Les documents nouveaux d'archive), Moscou, 1997

[402] Un épisode caractéristique des relations difficiles entre Moscou et les communistes chinois se déroula pendant la visite de Mao en U.R.S.S. : au cours d'une discussion avec le chef du Département d'Extrême-Orient du Ministères des Affaires Etrangères d'U.R.S.S., I.F. Kurdûkov, Mao réclama le rappel par Moscou de l'ambassadeur soviétique à Pékin, N.V. Roŝin. La demande fut immédiatement rapportée au ministre Vyshinski sous forme de note protocolaire qui fut profondément irrité par l'affront de Mao qui n'avait aucun droit de nommer ou relever de leurs fonctions les ambassadeurs.
Voir : A.M.LEDOVSKIJ, *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999

Participation de l'armée soviétique à la défense de la Chine contre les Etats-Unis – la guerre de Corée

La propagande chinoise propose une version enjolivée des exploits héroïques de l'A.P.L. dans la lutte pour la libération de la Chine des impérialistes étrangers et en Corée. Pourtant, sans aide extérieure, elle n'aurait eu aucune chance de vaincre.

Quelques étapes principales permettent de mettre en lumière l'étendue de l'intervention soviétique directe en Chine.

De 1922 à 1927, des conseillers militaires soviétiques furent envoyés au sud de la Chine. Ils créèrent des écoles militaires dans les régions du centre et du nord de la Chine (il s'agit tout d'abord de l'armée de Feng Yu Xiang) et acomplirent un travail clandestin au cœur des régiments communistes jusqu'à l'émeute de 1927.

Les années 30 virent le développement d'une intense activité clandestine des militaires soviétiques dans l'armée de Mao (en particulier l'action d'Otto Braun, communiste allemand, agent du Komintern puis du renseignement militaire en Chine, principal conseiller militaire de Mao dans les années 30 et témoin des événements de Zun Yi). A la même époque, l'U.R.S.S. apportait une aide militaire à Tchang Kaï-tchek, suite au rétablissement des relations diplomatiques de 1931. Enfin, des volontaires soviétiques, participèrent à la guerre sino-japonaise en tant qu'aviateurs et conseillers militaires.

A la fin des années 30 et au début des années 40, l'activité clandestine de renseignement politique et militaire se concentra dans les régions « soviétiques » de Yang'An (1942-1945), sous la direction de Vladimirov, Orlov et Rimmar. L'Armée Rouge soviétique opéra aussi en Chine sous la forme de « régiments de l'Altaï[403] », qui étaient en fait des

[403] Dans les années 30-40, la Russie Soviétique était largement présente au Xin Jiang. Sous le nom « *Altajskij Polk* » (le régiment de l'Altaï) des régiments de l'Armée Rouge et des détachements spéciaux du N.K.V.D. (forces mobiles des gardes frontières soviétiques) opérèrent sur le territoire du Turkestan chinois. La présence des forces militaires soviétiques visait à protéger les concessions soviétiques en territoire chinois et la vie des citoyens soviétiques travaillant au Xinjiang. Les opérations de l'armée rouge contre les islamistes du Xinjiang étaient menées avec l'accord préalable du gouvernement de Tchang Kaï-tchek, l'armée chinoise mobilisée sur le front contre le Japon ayant laissé les séparatistes musulmans déclarer l'indépendance du Xin Jiang.
Voir sur http://www.rkka.ru/oper/sinc/sinc.htm un article sur l'activité des troupes du N.K.V.D. au Xinjiang dans les années 1930-1940. L'auteur, Pavel Aptekar', s'appuie sur des sources jusqu'alors indisponibles car

forces soviétiques déguisées en régiments de l'Armée Blanche défaite.

La période de 1945 à 1949 fut marquée par l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon, l'occupation de la Mandchourie par l'armée soviétique et la création de la base communiste de Mandchourie ainsi que la reprise de Port-Arthur et Dalian. Les armements trophées de l'armée japonaise vaincue furent offerts aux communistes chinois. L'U.R.S.S. protégea les communistes chinois contre l'armée du Kuomintang. L'armée soviétique intervint même directement dans la guerre civile, protégeant l'espace aérien chinois des avions américains et de ceux du Kuomintang et protégeant le littoral chinois. Enfin et surtout, l'U.R.S.S. joua un rôle décisif dans la reconstruction de la nouvelle armée chinoise communiste. Son aide s'accompagna d'un contrôle total de l'U.R.S.S. sur l'armée chinoise pendant une longue décennie et initia une influence profonde et durable du système militaire et administratif soviétique sur le système chinois. Encore actuellement, l'armée chinoise demeure une copie de son homologue soviétique, tout comme l'ensemble des structures administratives de l'Etat chinois continue largement à fonctionner à la manière soviétique.

1950-1953 : participation de l'armée soviétique à la Guerre de Corée[404].

L'analyse comparative des données russes récemment rendues publiques sur l'armée de Mao avant et après 1945 montre clairement l'incapacité des chinois de mener des actions stratégiques de grande envergure, non seulement contre les Japonais mais aussi contre le Kuomintang. L'enthousiasme révolutionnaire, l'héroïsme des masses et le génie du « soleil

---

classées: l'activité de l'armée russe en Chine devait rester inconnue afin de préserver les relations sino-soviétiques et de ne pas laisser apparaîtres les ambitions russe de créations d'Etats-tampons au Xinjiang et en Mandchourie. L'auteur a bénéficié d'un accès aux archives militaires de la Fédération Russe (R.G.V.A., fond n°25895, op 1, doc 879, classeur 139) aux archives des gardes-frontières de la Fédération de Russie (F.P.S.-F.S.B., collection de documents sur les forces des gardes-frontières soviétiques pendant la Deuxième Guerre Mondiale, Moscou, 1969, p.616-618, p.622-624) qui dépendaient alors du N.K.V.D.
Voir : Pogranične *vojska v gody Velikoj Otečestvennoj Vojny 1941-1945* (Les régiments de gardes frontières pendant deuxième guerre mondiale), Collection de documents, Moscou, 1968, pp.616-618, 622-624 ;
R.G.V.A. Rossijskij Gosudarstvennij Voennyj Arhiv (Archive militaire de l'Etat russe), Fonds 38447, Inventaire 1, dossier 5, lettre15.

[404] A l'heure actuelle, les travaux d'analyse russes les plus complets sur la guerre en Corée, et les autres conflits militaires hors d'U.R.S.S. dans lesquels a participé l'armée soviétique, sont ceux du général Zolotarev : *Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka* (L'armée soviétique

rouge » Mao pouvaient-ils suffire à permettre à ces troupes réfugiées à Yang Nan de vaincre la puissante machine militaire du Kuomintang – comme le suggère l'historiographie chinoise ? A l'époque de Deng Xiao Ping la version de l'héroïsme populaire connut une inflexion, au profit d'une réelle mythification de Mao, Deng Xiao Ping, Zhou Enlai, Peng De Hui, et bien d'autres « héros de la Révolution ». Encore actuellement, l'historiographie officielle continue à passer sous silence le rôle décisif de l'U.R.S.S. dans la victoire communiste.

La Guerre de Corée, à laquelle participèrent à la fois la Chine et l'U.R.S.S., est devenue un mythe idéologique en Chine comme en Corée du Nord. Jusqu'au début des années 90, ce « conflit local » resta une guerre secrète, d'où aucune information ne filtrait, ce qui lui permet de constituer une excellente base pour les spéculations historiques. Une constatation fondamentale avérée est que l'armée chinoise était équipée d'armements soviétiques et combattait suivant des méthodes (*ustav*) élaborées en Union Soviétique. Du point de vue de l'U.R.S.S., la Guerre de Corée est perçue comme la mise en pratique de l'opposition entre les blocs américain et soviétique. Lors de la première confrontation, il n'y eut aucun vainqueur. Les documents devenus récemment accessible apportent un éclairage nouveau sur les événements de Corée entre 1950-1953 : en particulier l'ouvrage « L'armée soviétique dans les conflits locaux »[405] fournit des indications précieuses sur les dimensions de la présence militaire soviétique dans la zone à cette époque. Un grand nombre de raids aériens américains et du Kuomintang dirigés sur les centres industriels de Shanghai, Nankin et de la province du Shandong sont également à analyser à travers le prisme de la Guerre de Corée.

La guerre de Corée : échec de la tentative soviétique de créer un Etat tampon

Encore aujourd'hui, l'historiographie officielle chinoise continue à passer sous silence le rôle décisif de l'U.R.S.S. dans les victoires communistes, afin de glorifier l'A.P.L. dont les

dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

[405] *Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka* (L'armée soviétique dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

succès se seraient fondés sur l'enthousiasme révolutionnaire, l'héroïsme des masses et le génie des figures mythiques de la révolution. Pourtant, les données russes sur l'armée maoïste avant et après 1945, rendues récemment publiques, montrent clairement l'incapacité des faibles troupes chinoise réfugiées à Yang'An de mener des actions stratégique de grande envergure contre les Japonais ou contre la puissante machine militaire du Kuo Min Tang.

Dans ce contexte, la guerre de Corée constitue l'un des grands mythes fondateurs d'une Chine tenant tête par ses propres forces aux impérialistes. Les spéculations historiques sur le rôle des différentes forces en présence furent facilitées par le sceau du secret marquant chaque épisode de ce « conflit local ».

La guerre de Corée venait pourtant couronner plusieurs décennies d'aide ininterrompue de l'Union Soviétique à la Chine. Cet appui militaire avait commencé à se renforcer dès les années 20 : de 1922 aux émeutes de 1927, de nombreux conseillers militaires soviétiques furent envoyés dans les régiments du sud de la Chine et créèrent des écoles militaires dans le centre et le nord du pays[406]. Dans les années 30, cette activité clandestine des militaires soviétiques se renforça au cœur de l'armée de Mao[407], alors que l'U.R.S.S. continuait parallèlement à aider Tchang Kaï-tchek, suite au rétablissement des relations diplomatiques en 1931. Des aviateurs et conseillers militaires soviétiques participèrent également à la guerre sino-japonaise. Au tournant des années 40, l'activité clandestine de renseignement politique et militaire se concentra dans les régions « soviétiques » de Yang'An tandis que l'Armée Soviétique mena différentes actions sous le déguisement de « régiments de l'Altaï » se faisant passer pour des régiments de l'Armée Blanche défaite. Au cours de la seconde guerre mondiale, l'armée soviétique occupa la Mandchourie et commença à y créer une base communiste. A la fin de la guerre, les armements trophées de l'armée japonaise vaincue furent redistribués par les soviétiques aux communistes chinois. De 1945 à 1956 les régiments soviétiques, navires et avions basés à Dalian et Port Arthur jouèrent un rôle déterminant dans la guerre contre le Kuo Min Tang et dans la protection de l'espace aérien et du littoral chinois contre l'armée américaine. Cette participation décisive de l'U.R.S.S. à la formation et au renforcement de

[406] Il s'agit tout d'abord de l'armée de Feng Yu Xiang

[407] Otto Braun, communiste allemand, joua un rôle important en tant qu'agent du Komintern puis du renseignement militaire sovietique en Chine. Il fut l'un des principaux conseillers militaires de Mao dans les années 30 et prit part à la rencontre de Zun Yi. Voir : O.BRAUN, *Kitajskie zapiski (1932-1939)* (Les notes chinoises), Moscou, 1974, Traduction de V.A.Žavoronkov

l'armée chinoise communiste s'accompagna d'un contrôle total de l'U.R.S.S. sur l'armée chinoise pendant une décennie et d'une influence durable des structures soviétiques sur l'ensemble des structures militaires et administratives chinoises qui perdure encore aujourd'hui.

Des documents devenus récemment accessibles[408] apportent un éclairage nouveau sur l'implication militaire soviétique en Extrême-Orient pendant la guerre de Corée et viennent contredire les allégations chinoises. La guerre de Corée fournissait à l'Union Soviétique un champ de combat indirect contre les Etats-Unis.

Cet intérêt soviétique pour le conflit se doubla d'une grande faiblesse de l'armée chinoise, victime des nombreux bombardements du Kuo Min Tang sur Shanghai, Nanjing ou Suzhou qui avaient détruit les plus grandes usines, centrales, nœuds ferroviaires et aérodromes chinois. L'armée communiste était à l'époque dépourvue d'aviation et 70% de la défense anti-aérienne était quasiment inutilisable. Il n'est alors pas étonnant de constater que, pendant la guerre de Corée, l'armée chinoise ait été équipée d'armements soviétiques et ait combattu suivant des stratégies élaborées en Union Soviétique.

Aux termes du traité d'amitié entre l'Union Soviétique et la République Populaire de Chine du 14 février 1950, Moscou se devait d'aider la Chine sur tous les plans, y compris militaire. Le jour même de la signature du traité, le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. promulgua un arrête secret (n° 582-227cc), ordonnant à l'état major de l'Armée Rouge d'organiser le système de défense aérienne des villes de Shanghai, Nanjing et Tianjin[409]. Entre 1950 et 1953, 1514 militaires chinois bénéficièrent d'une « formation spéciale[410]» en Russie, tandis que les officiers de la 52ème division anti-aérienne soviétique prodiguèrent en Chine 2 591 heures de cours sur le maniement des armes et les techniques de base de

[408] Voir en particulier *Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka* (L'armée soviétique dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

[409] V.N.VARTANOV, *Operaciâ « Z ». Sovetskie dobrovol'cy v antiâponskoj vojne kitajskogo naroda 30-40 gody*, (La mission « Z ». Les volontaires soviétiques dans la guerre anti-japonaise en 1930-40) Moscou, 1992, pp. 36-48, 96-120

[410] Le terme « formation spéciale » désigne une spécialisation dans les disciplines de renseignement, contre-renseignement et actions de guérillas (*special'nye meropriâtiâ*). Ces 1514 militaires suivirent différents types d'enseignement : 97 se spécialisèrent dans les techniques de l'armée de terre, 178 dans la défense anti-aérienne D.C.A., 466 dans les force aériennes, 608 dans la marine, 99 dans la logistique, 66 dans les actions de guérilla (*specnaz*). Archives du Président de la Fédération de Russie (A.P), Fonds 45, Inventaire 1, dossier 328, lettre 34, 139-140

gestion des régiments. En outre, 3 642 militaires soviétiques furent assignés en Chine[411] sous la direction d'un «groupe opérationnel[412]» lui-même directement dirigé par des structures de commandement soviétiques[413].

Le 16 février 1950, selon l'ordre N°0040, le ministre de la défense soviétique délimita le secteur d'activité de l'armée soviétique : les avions de chasse soviétique ne dépasseraient pas une zone allant de 70 kilomètres au nord-est de Shanghai au sud de l'île Hengsha, et des côtes septentrionales du golfe de Hangzhou à la ville Hangzhou. Ainsi, l'armée soviétique ne feraient que répondre à l'ennemi et ne pénètrerait sous aucun prétexte l'espace aérien de Taiwan, afin de ne pas donner aux Etats-Unis un prétexte pour s'allier au Kuo Min Tang et entrer en guerre contre l'U.R.S.S. Au début de la guerre de Corée, les avions du Kuo Min Tang qui, en alliés des américains, effectuaient de façon régulière des allers-retours en Corée du Sud, commencèrent à violer l'espace aérien contrôlé par les soviétiques mais se furent rapidement mis en échec par les soviétiques[414].

Le 17 octobre 1950 fut créé une commission sino-soviétique destinée à sélectionner les meilleurs cadres chinois pour l'organisation des nouveaux régiments anti-aériens de l'A.P.L. et le transfert d'armements aux chinois. Le rapport de cette commission au

---

[411] A la veille de la rupture sino-soviétique, en 1959, leur nombre était passé à 6 695 : 68 généraux, 6083 officiers, 208 soldats, 386 ouvriers du ministère de la défense.
Les régiments soviétiques en Chine furent placés sous le commandement du lieutenant-général P. Batickij. Le colonel B. Vysockij fut nommé chef de l'état-major du groupe soviétique. Le lieutenant- général des forces aériennes S. Slûsarev en était le chef-adjoint. Le colonel S.Spiridonov était le chef des forces anti-aériennes (il commandait aussi la 52ème division de la D.C.A.). Le lieutenant- général P.Kotov-Legon'kov joua le rôle de conseiller militaire principal auprès du gouvernement de Mao. Du côté chinois, le maréchal Zhu De fut chargé de coordonner l'activité commune du groupe soviétique et de l'A.P.L.

[412] Ce groupe opérationnel (O*perativnaâ gruppa)* était composée du 29ème régiment d'avions de chasse (MIG-15), du 351ème régiment d'avions de chasse (LA-11), du 829ème régiment aérien mixte (TU-2 et Il-10), du 1er régiment des projecteur-chercheur anti-aérien, du bataillon n°64 (V.N.O.S.) de surveillance aérienne et communication, des bataillons de logistique n° 278, 286, 300, de la compagnie spéciale n°45 (petit détachement à la disposition du G.R.U.), d'un groupe d'avions de transport (LI-2), d'une station radiotechnique et d'oxygène.
Le 13 juillet 1950 le ministère de la défense soviétique envoya un télégramme codé (N°3365) à l'état-major du groupe ordonnant de former les cadres de l'A.P.L. aux techniques militaires soviétique les plus modernes. Suite à la décision du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. du 21 juillet, tous les équipements et propriétés du groupe soviétique en Chine furent donné au gouvernement chinois.
Voir : *Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka* (L'armée soviétique dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

[413] Il s'agissait de la 52ème division anti-aérienne et de la 106ème division des avions de chasses (qui comptait 118 avions dont 39 MIG-15, 40 LA-11, 10 TU-2, 25 Il-10, 4 Li-2).
Voir : *Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka* (L'armée soviétique dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

[414] Entre le 20 février et le 20 octobre, le Kuo Min Tang perdit 7 avions : 2 B-24, 2 B-25, 2 Mustang et 1Lighting.

Kremlin indiqua que les Chinois étaient devenus capables de mener des combats anti-aériens dans des conditions météorologiques normales[415]. Deux jours plus tard, l'ensemble du système anti-aérien du groupe soviétique fut transféré sous commandement chinois. Une partie du personnel soviétique rentra en U.R.S.S. et une autre fut envoyée dans le nord-est de la Chine où le commandement soviétique avait déjà commencé à former le 64ème corps des avions de chasse en vue des combats futurs en Corée du Nord. Ainsi, Moscou entreprit en parallèle de reconstruire l'ensemble de la structure de l'armée chinoise et de la réarmer.

En septembre 1956, des spécialistes soviétiques des missiles tactiques furent envoyés en Chine. Un an plus tard, la Chine reçut quelques missiles R-1 dotés d'ogives explosives (*naĉinka*) puis 63 missiles de deuxième génération R-2. A la même époque, Mao insista auprès de Khrouchtchev pour obtenir la bombe atomique. Celui-ci n'y opposa pas de refus de principe et permit aux physiciens chinois d'étudier dans le centre nucléaire de Kutrchatov (*Kurĉatovskij institut)*. En 1958, les spécialistes soviétiques se préparèrent à fournir à a Chine des missiles modernes R-5, capables de porter des ogives nucléaires. Mais l'envoi n'eut finalement jamais lieu, le K.G.B. et le G.R.U. ayant entre temps mis Khrouchtchev en garde contre les velléités de « révolution prolétaire permanente » de Mao[416]. En 1959, l'aggravation des relations bilatérales mit définitivement fin à la coopération dans le domaine nucléaire. Ainsi, si Moscou apporta une aide importantes aux scientifiques chinois dans le domaine nucléaire, il n'alla pas jusqu'à créer pour eux la base technologique nécessaire à la fabrication du « produit fini[417] ».

Entre 1946 et 1950, l'U.R.S.S. s'employa également a renforcer l'armée coréenne[418] : le 8 février 1948, jour officiel de naissance de l'armée populaire coréenne, fut créé l'institut des

[415] Pour assurer la défense anti-aérienne de nuit ou par mauvais temps, des connaissances radiotechniques poussées sont nécessaires. Celles-ci nécessitent une formation longue. Les premiers officiers chinois, techniciens des radars de guidage anti-aérien, arrivèrent en Chine à la fin des années 50.
[416] *Krasnaâ Zvezda* (Etoile rouge), 23.06.1998
[417] Aujourd'hui encore, l'historiographie officielle chinoise accuse Khrouchtchev d'avoir trahi l'amitié entre les peuples chinois et soviétique par son refus de partager le secret de la bombe atomique avec ses camarades de combats contre l'impérialisme mondial.
[418] L'on peut se demander comment l'armée de Corée du Nord fut capable de tenir tête seule aux forces internationales. En fait, la Corée du Nord fut « créée de toutes pièces » par Staline. Même Kim Il Sung ne serait pas né, comme l'indique le mythe coréen, dans une grotte des montagnes de Pektusan mais à Khabarovsk, en Extrême-Orient russe, où il aurait fréquenté l'école secondaire soviétique. Après l'école militaire des fantassins de l'armée rouge, il serait devenu officier d'un régiment de la frontière entre l'U.R.S.S. et le Mandchoukouo. Il finit la deuxième guerre mondiale au grade de major et chef de bataillon. Après 1945, quand Staline décida de créer l'armée populaire de libération coréenne sur la base de la division n°88 de fantassins soviétiques d'origine, il mit à sa tête Kim il Sung, auquel un professeur de langue coréenne envoyé par Moscou, M. Pack, fut chargé d'apprendre « sa langue maternelle ».

conseillers militaires soviétiques de Pyongyang, rattaché au département de la défense nationale. Ses 209 membres[419] étaient des vétérans de la 25ème armée du front de l'Extrême-Orient (*Dal'nevostoĉnyj front*) ayant prit part aux opérations de libération de la Mandchourie et de la Corée en 1945.

La guerre éclata le 25 juin 1950. Le 14 septembre, l'armée de Corée du nord passait le 38ème parallèle et poussait l'offensive jusqu'à la rivière Nakton-gan et Séoul. La contre-offensive qui s'ensuivit, sous mandat de l'O.N.U., permit aux régiments américains de pénétrer dans les régions méridionales de Corée du Nord le 24 octobre. En réponse, les Chinois envoyèrent des corps de « volontaires » dirigés par Peng Dehui qui repoussèrent les américains de Corée du Nord. Le front se stabilisa dans la zone du 38ème parallèle où les combats se déroulèrent jusqu'à l'armistice de 1953.

Les véritables causes du déclenchement de la guerre demeurent sujettes à controverse et les documents de l'époque demeurent strictement classifiés dans les archives chinoises et russes. Bien au delà des rhétoriques de guerre froide, de véritables stratégies géopolitiques et enjeux idéologiques semblent avoir présidé au déclenchement du conflit. Pour l'U.R.S.S., la Corée du Nord avait un rôle fondamental d'Etat-tampon à jouer. En cas de défection chinoise, c'est elle qui permettrait à l'Union Soviétique de rester présente militairement en Asie du Nord-Est. La situation contemporaine démontre en effet la capacité de la Corée du Nord à se positionner comme antagoniste face à la Chine, aux Etats-Unis et à leur allié, le Japon. L'échec total des négociations sur l'abandon du programme nucléaire de Pyongyang a souligné l'indépendance dont pouvait faire preuve Kim Jong-Il vis-à-vis de Pékin[420].

Le 22 juin 1960, à Bucarest, Khrouchtchev déclara à une délégation chinoise que la guerre de Corée avait été engagée suite à un accord entre Staline et Mao. Mais dans ses mémoires posthumes, obéissant à des impératifs idéologiques, il transforme Staline d'initiateur en opposant à la guerre[421]. Cette assertion est un non-sens historique : si Staline avait été

[419] Parmi eux 1 général, 173 officiers, 35 sergents.
Le conseiller militaire principal était le lieutenant-général N.Vasil'ev, qui devait agir en coordination avec l'ambassadeur soviétique à Pyongyang T.Štykov. Avant d'être nommé ambassadeur, Štykov avait été commandant-adjoint de la région militaire Primorskij (*Primorskij voennyj okrug*) et lieutenant-général. Tous deux furent limogés par Staline suite à la défaite de l'armée coréenne, en novembre 1950. Le deuxième ambassadeur soviétique en Corée du Nord, N.Vasil'ev, le général de l'état-major de l'armée soviétique, fut en même temps conseiller principal de Kim Il Sung.
[420] *Problemy Dal'nego Vostoka* (le revue « Problèmes d'Extrême-Orient » est publiée par l'institut de l'Extrême-Orient à Moscou), 1990, n 6, pp. 105-107, voir : « Les mémoires de Khrouchtchev »
[421] Ibid.

opposé à cette guerre, elle n'aurait pas eu lieu[422]. La Corée du Nord, fruit de la pensée géopolitique de Staline resterait, jusqu'en 1989, bien plus fidèle à la sphère d'influence soviétique que la Chine « fraternelle ». Quant à Mao, Eric Short[423] montre toutes ses réticences à se lancer dans une guerre dont il craignait les conséquences : s'il n'avait envoyé le corps expéditionnaire de volontaires chinois, ce ne pouvait être que sous la pression de Staline. Khrouchtchev prétendit également que Staline aurait donné l'ordre d'évacuer les conseils militaires soviétiques en poste auprès du gouvernement de Kim Il Sung et de rapatrier les régiments soviétiques demeurés en Corée à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant l'ouvrage « l'U.R.S.S. dans les guerres locales » publié par le ministère de la défense russe indique que « dans le ciel de Corée du Nord, une division aérienne de l'Armée Soviétique prit part activement aux combats ». L'historiographie chinoise propose une version radicalement différente : du 17 au 22 septembre 1960 au cours du Congrès des Partis Communistes et Ouvriers du Bloc des Pays Socialistes, le Maréchal Peng Zhen indiqua que : « la décision de commencer les combats fut prise par Staline et Kim Il Sung et ne fut annoncée à Mao qu'ensuite». Pour prouver cette assertion, Peng Zhen, cita le télégramme de Mao à Staline : « Si l'ennemi passe le 38ème parallèle, l'Union Soviétique pourra difficilement envoyer son armée pour protéger la Corée du Nord. La Chine est prête, au nom de l'amitié de nos deux pays et au nom de la défense des intérêts socialistes, à envoyer ses volontaires en Corée.[424]».

Ainsi, si formellement l'U.R.S.S. ne prit pas part à la guerre de Corée, c'est elle qui en avait créé les conditions de possibilité et s'efforça d'en tirer parti. L'historiographie moderne chinoise reste muette quant à la participation des forces aériennes soviétiques dans la guerre et prétend que Staline aurait trompé Mao en lui refusant la protection aérienne du sol chinois qu'il lui aurait promis. Le diplomate et sinologue soviétique V. Kulik, mentionne néanmoins une discussion entre Zhou Enlai et l'ambassadeur soviétique en République Populaire de Chine, V. Kuznecov : « Parmi les militaires américains capturés en Corée du Nord se trouvent des pilotes ayant vu les militaires soviétiques, ce qui donnera une raison aux américains d'accuser les soviétiques d'ingérence dans les affaires coréennes. »

L'ambassadeur soviétique lui aurait répondu : « La partie chinoise pourra déclarer que les

[422] Ibid.
[423] P. SHORT, *Mao*, Moscou, 1999 (Traduction de l'anglais en russe)

américains ont vu des militaires chinois originaires du Xinjiang [de type europoïde][425] ». En outre, les sources officielles russe, recèlent de statistiques précises[426] et attestent l'implication dans le conflit du « corps 64 I.A.K.[427]» chargé de la couverture aérienne de la zone. Les cadres de ce corps étaient régulièrement remplacés, Moscou ayant donné l'ordre de former des cadres chinois et nord-coréens au pilotage aérien. Une « Armée Orientale Unie » (O.V.A. - *Ob''edenennaâ Vostočnaâ Armiâ*) fut créée. Elle se composait de corps mixtes russes, chinois et coréens et été commandée par le général chinois Lü Zhen, conseillé par le major-général Galunov. Les forces aériennes nord-coréennes étaient dirigées par le chinois Wang Lei conseillé par le colonel soviétique A. Petračev.

Quand, en octobre 1950, Kim Il Sung en situation désespéré requis l'aide d'urgence de la Chine, celle-ci se tourna vers Moscou, espérant que Staline enverrait ses forces terrestres contre les américains. Mais Staline n'accepta que de fournir les armements nécessaires à l'entrée de l'Armée Populaire de Libération en Corée du Nord. Certaines sources indiquent que Staline aurait été retenu par la crainte d'une attaque nucléaire américaine. Réciproquement, les américains craignaient la puissance nucléaire soviétique, et ce d'autant plus qu'ils ignoraient la quantité d'ogives nucléaires possédée par Moscou[428].

Pour l'armée soviétique, la guerre de Corée constitua un champ de test des nouveaux armements qui rassura les soviétiques sur leur capacité à combattre les américains à niveau égal. Pour l'armée chinoise, cette guerre fut également une étape clé sur la voie de la maturité. L'ingérence de la Chine dans le conflit intra-coréen constitua un tournant décisif pour cette guerre, dans laquelle la Chine aurait perdu, selon l'historiographie chinoise, 200

---

[424] *Problemy Dal'nego Vostoka* (le revue « Problèmes d'Extrême-Orient est publiée par l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou), 1990, n 6, pp. 107

[425] Arhiv vnešnej politiki M.I.D. (Archives de politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 46, dossier 13

[426] De novembre 1950 jusqu'en juillet 1953 auraient été engagés dans le conflit en Corée 26 000 soldats et officiers. Au 1er novembre 1952, le corps 64 I.A.K. disposait de 441 aviateurs et 321 avions (MIG 15 bis, LA 11, LA 18 qui furent plus tard remplacés par des MIG 17). De 1950 à 1952, le corps fut commandé par les majors généraux I. Belov et G.J. Lobov, le lieutenant général S. Slusarev. Au cours de la guerre, le corps effectua 19 203 vols de combat et initia 307 combats aériens. De novembre 1950 à janvier 1952, le corps détruisit 564 avions ennemis, tandis que la partie soviétique perdit 34 pilotes et 71 avions[426]. En 1953, le corps perdit encore 25 pilotes et 78 avions. Les Américains perdirent cette année là 139 avions. Pendant toute la guerre, les américains perdirent 1,9 fois plus de pilotes et d'avions que les Russes. Les pertes soviétique du 25 juin 1950 au 27 juillet 1953 s'élèvent à 275 hommes : 142 officiers (dont 9 conseillers) et 133 soldats et sergents. Les sources américaines avancent des chiffres totalement différents : les forces communistes auraient perdu 949 avions, tandis qu'eux mêmes n'en auraient perdu que 78. Les statistiques du Ministère de la Défense russe indiquent également qu'ont participé à la guerre de Corée 12 divisions d'avions de chasse, 4 divisions d'artillerie, 30 régiments d'avions de chasse, 10 régiments d'artillerie anti-aérienne, 2 régiments de projecteurs, 2 divisions logistiques, et d'autres régiments de moindre taille.

[427] *Istrebitel'nyj Aviacionnyj Korpus* (« corps des avions de chasse »)

[428] L'U.R.S.S. procéda à son 1er essai nucléaire en 1949.

mille soldats – dont le propre fils de Mao. Cette guerre eut pour la Chine des conséquences majeures sur les plans politique et psychologique. Le régime communiste nouvellement installé avait été capable de tenir tête aux américains. Le 20 août 1952, Staline reçut Zhou Enlai. Celui-ci, au nom de Mao, déclara à Staline :

«Pouvons nous conserver nos positions ? - Nous avons prouvé que nous le pouvions. Pouvons-nous contenir l'ennemi ? –Nous avons prouvé que nous le pouvions. Pouvons-nous attaquer l'ennemi ? – Nous avons prouvé que nous étions assez forts pour battre les américains.[429] »

Le 3 janvier 1953 eut lien un entretien entre le maréchal Zhu De et l'ambassadeur soviétique A. Panûškin au cours duquel Zhu De déclara que la Chine était capable de mener la guerre en Corée jusqu'à son terme, que les Etats-Unis n'étaient plus capable de conduire une guerre longue par manque de ressources. Zhu De écarta tout danger de débarquement américain sur les côtes chinoises[430]. Selon la « Brève histoire du P.C.C., 1921-1991 », le bureau politique du Comité Central du P.C.C., aurait indiqué en 1991 à propos de la participation chinoise à la guerre de Corée :

« Nous aurions pu réussir à défaire l'adversaire sur le sol coréen. Nous étions prêts à faire face à une attaque américaine sur notre sol et à subir leurs bombardements.»

Pékin considérait en effet que l'objectif principal poursuivi par les Etats-Unis pendant la guerre en Corée n'était pas de faire plier Pyongyang mais de renverser le régime communiste en Chine pour restaurer le Kuo Min Tang.

Staline rejoignait l'analyse de Mao selon laquelle la guerre de Corée avait démontré la faiblesse des Américains :

« Les Américains ne peuvent pas vaincre la petite Corée. Il faut être durs avec eux. Les américains sont des marchands. Chaque soldat américain est un spéculateur. Les Allemands vainquirent la France en vingt jours. Les Américains se battent contre la petite Corée depuis deux ans. Qu'est ce que cette puissance ? Non, les Américains ne savent pas mener une guerre. Ils mettent tous leurs espoirs dans leur bombe atomique et dans leurs raids aériens. Mais cela ne leur permettra pas de gagner la guerre. Pour gagner, il faut des

[429] De 1950 à 1955, l'U.R.S.S. aida la Chine à se réarmer en fournissant des armements neufs à 60 divisions. Au 20 août 1952, 10 divisions chinoises stationnant sur le front coréen avaient reçu des armements neufs.p8 B.T.KULIK, *Sovetsko-Kiatajskij raskol : Pričiny i posledstviâ* (La rupture sino-soviétique. Causes et conséquences), Moscou, IDV, 2000, p.92

[430] Arhiv vnešnej politiki M.I.D. (Archive de la politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 46, dossier 12

fantassins. Mais leurs fantassins ne sont pas nombreux, et ils sont faibles.[431] »

Cette phrase de Staline il y a plus d'un demi-siècle résonne avec une grande actualité encore aujourd'hui.

Cette déclaration de Staline marqua profondément la pensée de Mao, sa vision de la guerre et la paix, de l'alchimie entre facteur technique et humain dans la guerre, son estimation du potentiel de l'impérialisme américain. Plus tard, le principe maoïste du « *tigre de papier* » serait directement issu de ces analyses de Staline. Tandis que ni Kim Il Sung, ni Staline ne parvinrent à leur fin d'unification de la péninsule coréenne par la force, la Chine peut être considérée comme la grande gagnante du conflit. Aujourd'hui, l'historiographie chinoise note que cette guerre eut une influence ambivalente sur les relations sino-soviétique : dans les années 60, au moment du conflit idéologique entre les deux régimes, Mao se permis d'attaquer ouvertement Staline, l'accusant d'avoir commis une erreur stratégique – les soviétiques auraient dû envoyer des régiments de fantassins pour lutter contre les américains. Pourtant, cela aurait très vraisemblablement précipité le monde dans une troisième guerre mondiale.

[431] Archives du Président de la Fédération de Russie (A.P), Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 68

- PARTIE II -

LA QUESTION TERRITORIALE, ELEMENT DE LEGITIMATION DU CONFLIT IDEOLOGIQUE SINO-SOVIETIQUE

Chapitre 3. LES VERITABLES MOTIFS DES DIRIGEANTS CHINOIS POUR CREER UNE SUPERUISSENCE DANS LES ANNEES 60. RAISONS DE LA CRISE : DU REJET D'UN MODELE EXPORTE A LA « VOIE CHINOISE VERS LE SOCIALISME »

Trois thèse sont principalement évoquées pour expliquer la rupture des relations bilatérales sino-soviétiques : la mise en doute de l'existence de l'amitié sino-russe, celle des prétentions politiques de Mao sur l'ensemble du camp socialiste suite à la mort de Staline et celle d'une volonté d'autonomisation de la Chine envers l'UR.S.S.

Afin d'expliquer la rupture, certain chercheur mettent aujourd'hui en doute que l'amitié entre l'U.R.S.S. et la Chine de la première moitié du vingtième siècle ait réellement existé. Ils avancent que la rhétorique fraternelle n'aurait été qu'une mise en scène idéologique.

Pourtant de nombreux signes prouvent l'existence de liens bien réels. La lutte des classes et le marxisme-léninisme constituent un ciment puissant. L'histoire des relations entre les deux partis ne manque pas d'illustration de cette solidarité, en particulier pendant l'âge d'or du Komintern, dans les années 20-30-40 : aide financière et militaire aux communistes chinois pendant la guerre civile et l'occupation japonaise, choix de soutenir Mao contre le Kuomintang avec lequel l'U.R.S.S. avait tissé des liens, création de la base militaire de Mandchourie, reconnaissance diplomatique de la Chine communiste en 1949, signature du traité d'amitié en 1950… La création d'une base industrielle en Chine, la modernisation et le réarmement de l'A.P.L. avec l'aide de l'Union Soviétique, quasiment jusqu'au don de la bombe nucléaire constituent les sommets de cette relation de confiance.

L'existence d'une amitié forte guidant les relations bilatérales semblent donc difficile à mettre en doute. Dans une telle optique, la rupture serait le résultat d'une série de malentendus sur le sens de « l'amitié fraternelle ».

Les thèses des prétentions maoïstes sur le camp socialiste.

Une seconde thèse met en valeur les prétentions de Mao au rôle de dirigeant du bloc socialiste comme facteur principal de la dégradation des relations bilatérales. Cette thèse, quoique pouvant être étayée par différents faits, est loin d'être totalement satisfaisante. Le processus de réécriture de l'Histoire mis en œuvre par Khrouchtchev et pendant la période du conflit idéologique, laisse aujourd'hui de profondes tensions au sein de la société russe quant au rôle de Staline. Cela rend d'autant plus difficile l'analyse des relations entre Mao et Staline.

Le décès de Staline avait effectivement laissé la place de « chef du bloc socialiste » vacante. Mao aurait même pu s'appuyer sur les paroles de Staline de 1950 : « La Chine doit se transformer en arsenal de l'Asie »[432] et « la Chine doit être le leader en Asie et guider les masse du prolétariat du continent »[433].

Mais dans le contexte du début des années 50, personne ne semblait en position de pouvoir le remplacer. Avant 1959, Mao ne tenta pas de présenter la révolution chinoise comme un modèle général pour le communisme mondial, insistant au contraire sur ses spécificités. Jusqu'au congrès du P.C.U.S. de 1956, tous les dirigeants de P.C.C. et Mao déclarait avec fierté être les apprentis fidèles de Staline et s'engageaient à suivre les instructions de leurs maître[434]. En outre, les communistes chinois se tenaient à l'époque relativement à l'écart du mouvement communiste mondial : dès 1943, le Komintern avait cédé la place à l'Informbûro[435], rassemblement des partis communistes européens auquel le P.C.C. ne prenait pas part. Au regret de Staline, les communistes chinois refusèrent de prendre un rôle moteur dans l'expansion du communisme en Asie et se cantonnèrent dans un rôle de subordination absolue vis à vis du V.K.P. (B).

[432] Archives du Président de la Fédération de Russie (A.P.), Fonds 45, Inventaire 329, Lettre 83-84
Après 1991 le centre d'archives de l'Administration présidentielle centralise les archives les plus importantes des anciennes structures de l'U.R.S.S.Certaines sont aujourd'hui accessibles à tous.
[433] Staline disait : « La population des pays de l'Asie regarde dans votre direction avec de grands espoirs. Dans le monde il n'y a pas d'autre parti ayant des perspectives telles que les vôtres et qui jouisse de positions aussi fortes que les vôtres. Vous devez devenir des éducateurs pour les peuples de ces pays ».
[434] On se rappelle les télégrammes de Mao envoyés à Staline dans lesquels il l'appelait « *hozâin* ».
[435] Informbûro est le nom officiel de cet organe que les étrangers ont pris l'habitude d'accoler du préfixe « Kom » : « Kominform ».

Mao était largement redevable à Staline dans son ascension politique : sa voie vers le pouvoir absolu par l'élimination, souvent physique[436], de ses concurrents politiques ressemblait à celle du dictateur soviétique. Et surtout il n'aurait pu s'emparer du pouvoir sans l'aide soviétique : les sinologues russes avancent actuellement l'hypothèse qu'entre 1942 et 1949, un plan pour abandonner Mao et appuyer un autre dirigeant aurait circulé au sein des sphères du pouvoir soviétique. Le jour de la mort de Staline, Mao déclara :

« La victoire de la révolution chinoise est inséparable du soin et soutien permanent que le camarade Staline lui a apporté pendant ces derniers 30 dernièrs années»[437].

Néanmoins, la volonté de Mao de renforcer son pouvoir en s'émancipant du contrôle de Moscou se renforça peu à peu. Ainsi, des procès politiques (*zheng feng*, « correction de style ») furent organisés dès les années 40, en particulier par Kang Sheng, en s'appuyant sur les informations recueillies par les services de renseignement du P.C.C. en Chine et en U.R.S.S.Wang Min et Gao Gang[438], deux des « moscovites » les plus connus du bureau politique du P.C.C. furent ainsi victimes de ces procès. La révolution culturelle s'inscrivit encore dans ce processus. En outre, les rapports confidentiels envoyés à Moscou avaient toujours fait état de mouvements de mécontentement de Mao envers différentes prises de position soviétiques, mais jamais, avant 1956, il ne s'en était publiquement ouvert.

L'ensemble de ces éléments poussent aujourd'hui les sinologues russes à affirmer que Mao aurait très tôt voulu se débarrasser de la tutelle de Moscou en empoisonnant les relations bilatérales deux pays mais n'aurait pendant longtemps pas pu mettre ses plans en pratique par crainte de la réaction de Staline.

Mais le sinologue russe B. Kulik propose une version radicalement différente de la succession des évènements des années 50.[439] Selon lui, c'est le choc éprouvé par Mao

[436] Il s'agit des évènements de l'année 1935, au moment de la réunion de Zun Yi au cours de laquelle Mao avait été élu secrétaire général du P.C.C.
[437] Arhiv vnešnej politiki M.I.D. (Archives de politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 46, Dossier l3, Lettre 40
[438] Alors qu'il dirigeait la « Base mandchoue », Gao Gang a ordonné d'y installer des portraits de Staline, ce qui a provoqué le mécontentement de Mao. En outre, sa proposition à l'administration militaire soviétique d'inclure la Mandchourie au nombre des républiques soviétiques fit scandale au sein de P.C.C. Selon l'historiographie soviétique, ce projet fut refusé par Staline. En réalité, en 1946, l'Union Soviétique contrôlait tout le Nord-est de la Chine : si Staline avait voulu annexer la Mandchourie, il n'aurait eu aucune difficulté à en faire la « 16ème république » de l'U.R.S.S.
[439] B.T.KULIK, *Sovetsko-Kiatajskij raskol :Pričiny i posledstviâ* (La rupture sino-soviétique. Causes et conséquences), Moscou, IDV, 2000

devant les critiques de Staline émanant du discours prononcé par Khrouchtchev lors du 20ème congrès du P.C.U.S.[440].

Avant 1959, Pékin se trouvait encore dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. et laissait les directives de Moscou, état-major du mouvement révolutionnaire mondial, guider son cours politique. Les critiques de Mao envers Staline restaient sous la forme de débat internes et n'étaient en aucun cas reprises dans les publications destinées au grand public ou sous forme de slogans[441]. Début 1956, Mao exprime son soutient aux décisions du 20ème Congrès du P.C.U.S. et à sa critique du culte de la personnalité qu'avait imposé Staline. Cette position a des conséquences importantes pour la politique intérieure chinoise[442] : l'aide soviétique était indispensable pour résoudre les problèmes économiques de la Chine, et Khrouchtchev confirma que l'U.R.S.S. était prête à aider la Chine a construire 51 usines, à fonder 3 instituts de recherche scientifique à vocation militaire. L'U.R.S.S. s'engageait aussi à construire une voie de chemin de fer entre Urümqi et Alashankou-Družba (*Družba* signifie « l'Amitié » en russe). D'autre part, cela permettait à Mao de se débarrasser des fidèles de Staline (ou « moscovites ») au sein des structures du P.C.C. et ainsi de consolider son pouvoir. Se joindre aux critiques contre Staline mettait Mao à l'abri d'éventuelles critiques des communistes russes ou chinois. Khrouchtchev fustigea avec émotion les entorses à la loyauté socialiste, les répressions et purges dans l'armée et le parti et l'existence de système des goulags[443] (*glavnoe upravlenie lagerej* – direction principale des camps). Cela produisit une grande émotion au sein des partis communistes soviétique et européens. Mais pour la tradition chinoise, la mort n'a pas la même signification que dans la culture européenne ou russe. En Orient, la vie n'a pas le même

[440] Le rapport de Khrouchtchev fut préparé avec l'aide de Šepilov et Pospelov, sans l'accord du Comité Central et du Présidium. Son contenu fut divulgué par Khrouchtchev dans un discours prononcé après que le Congrès eut officiellement achevé son travail et élu les nouveaux organes dirigeants. Les députés du Congrès avaient alors perdu formellement leur légitimité et n'avaient le pouvoir de se comporter qu'en observateurs passifs. Ce n'est que 32 ans plus tard que la société civile soviétique fut informée du contenu de ce rapport. Voir : KHROUCHTCHEV, *O kul'te ličnosti i ego posledstviâh*. *Doklad XX s''ezdu ommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza 25 fevralâ 1956 goda* (A propos du culte de la personnalité de Staline. Rapport au 20ème congrès du P.C.U.S.) , *Izvestia C.K. K.P.S.S.*, 1989, n°3, pp.128-170

[441] Mao a exprimé des critiques envers Staline devant l'ambassadeur soviétique à Pékin Ûdin entre 1954 et 1956 et en 1957 devant Gromyko. Mao avait alors fait part d'offenses que lui aurait fait subir Staline mais ne s'était pas hasardé à critiquer le cours politique qu'il avait imprimé à l'U.R.S.S.

[442] Au 7ème Congrès du P.C.C. en septembre 1956, Deng Xiaoping affirma : « l'un des mérites du 20ème Congrès du P.C.U.S. est d'avoir dévoilé les extrémités auxquelles peut mener le culte de la personnalité. C'est pourquoi notre parti refuse catégoriquement un tel culte de la personnalité ».
Voir: DENG XIAOPING, *A propos des changements dans les statuts du Parti*. Rapport au 8ème congrès du P.C.C. le 16 septembre 1956, Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956.

prix qu'en Europe. L'accent mit par le rapport de Khrouchtchev sur les purges ne produisit aucune impression sur Mao. Les dirigeants du P.C.C. n'acceptèrent pas la direction proposée par Khrouchtchev. Mao n'avait jamais eu pour objectif d'exterminer le prestige de Staline. Pendant plusieurs décennies, Staline avait été le maître de tous les communistes de chinois. Pour Mao, Staline avait pris les traits du chef de famille féodale chinoise, où le père est un sévère despote mais où l'obéissance demeure une norme séculaire inébranlable. Pour Mao comme pour le chinois ordinaire, blasphémer le père constitue la trahison suprême ne pouvant conduire qu'au suicide social. Khrouchtchev avait fait « perdre la figure» (*diu lian*) à Mao – acte d'une gravité extrême au regard de la mentalité chinoise. La plupart des sinologues russes étudiant les causes de la rupture des relations bilatérales négligèrent à tort ce facteur culturel, alors que des sinologues occidentaux, tel P. Short, en comprit toute l'importance.

En outre, Khrouchtchev n'émettait pas seulement des critiques envers la personnalité de Staline. Il mettait aussi en doute la valeur du processus révolutionnaire stalinien et le bien fondé de la dictature du prolétariat. Cela provoqua de vives polémiques entre les deux partis communistes. Le 4 avril 1956, le *Renmin Ribao* publia un article sur « L'expérience historique de la dictature du prolétariat » dans lequel le comité central du P.C.C. exprimait son point de vue collectif quant à la question de la dictature de prolétariat dans le contexte de la vague de critiques envers Staline. Le 29 décembre 1956 fut publié dans le même journal « Encore un fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat ».

Ainsi, la mauvaise conduite de Khrouchtchev envers Mao et le P.C.C. ou les divergences d'intérêts géopolitiques n'auraient constitué la vraie cause de la rupture. Elles n'étaient que des facteurs subjectifs additionnels ou un catalyseur de causes profondes davantage ancrées dans l'idéologie. Si c'est aujourd'hui l'intérêt national qui guide les prises de position de chacune des deux puissances, cela n'était nullement le cas il y a 50 ans.

[443] Pourtant, dans les années 30, Khrouchtchev avait fidèlement exécuté les ordres de Staline. Il fait partie des responsables de la famine en Ukraine et de l'extermination de l'élite intellectuelle ukrainienne.

La volonté de sortir de l'ombre soviétique pour devenir une puissance mondiale

Une troisième thèse quant aux causes de la rupture souligne la volonté de Mao de prendre de la distance par rapport à l'U.R.S.S. afin de pouvoir devenir une puissance mondiale. L'historiographie russe contemporaine privilégie cette approche qui semble confortée par la situation économique et géopolitique actuelle. Aujourd'hui, le rôle international de la Chine n'est plus dicté par la politique étrangère russe – au contraire. L'inversion du rapport de force est manifeste : tandis que la Russie a régressé à l'échelon de puissance régionale, la Chine est en passe de devenir l'une des superpuissances du 21ème siècle. En 1959, la situation était stable : les sources chinoises de l'époque ne mentionnent aucun signe de mécontentement par rapport aux positions respectives de la Chine et de la Russie. Au contraire, Mao, dans son discours introductif pour le 8ème Congrès du P.C.C., le 15 septembre 1956, ré-affirme sa volonté d'apprendre de l'Union Soviétique :

« Depuis les origines, notre parti a étudié de l'Union Soviétique – la conduite des masses, le travail politique, la dictature du prolétariat… nous les tirons de la révolution d'octobre… Bien que Staline ait rejeté quelques principes de Lénine, le slogan « Apprendre de l'Union Soviétique » est toujours d'actualité »[444].

Au 8ème Congrès, Mao se permit quelques mots de critique envers Staline en laissant entendre que « celui-ci avait parfois abandonné les principes léninistes, qu'il s'était coupé des masses et qu'il avait eu tendance à dévier du courant marxiste-léniniste comme l'avait prouvé sa négation des contradictions.[445] » Cette phrase de Mao demeure énigmatique pour de nombreux sinologues encore aujourd'hui. Mao affirme également que « Staline représente l'expérience soviétique de base. Cela signifie que son action est à 70 % positive pour le mouvement soviétique, tandis que 30 % sont des erreurs ». Après la mort de Mao, cette déclaration serait reprise par Deng Xiaoping à propos de celui-ci.

L'idée d'abandonner l'écrasante supériorité de l'U.R.S.S. au sein du camp socialiste ne venait pourtant pas du gouvernement chinois mais du Kremlin. En novembre 1957, pendant la préparation des documents de conclusion de la conférence des partis

[444] MAO ZEDONG, *Discours d'ouverture du 8ème congrès du P.C.C. (15 septembre 1956)*, Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956
[445] MAO ZEDONG, Discours de clôture du 2ème plénum (8ème convocation) du Comité Central de P.C.C. (15 novembre 1956), Pékin, 1957, pp. 100-114

communistes et ouvriers les représentants du comité central du P.C.U.S. proposèrent d'abolir la formulation « le camp socialiste avec l'U.R.S.S. à sa tête... ». Mao s'opposa à la proposition du dirigeant polonais Gomulka proposa de qualifier l'Union Soviétique de « premier et plus grand Etat socialiste » : « Nous faisons face à un camp impérialiste extrêmement fort. Et il a une tête. Je crois qu'il faut reconnaître l'U.R.S.S. comme notre guide[446] ». En 1958, Moscou proposa la formule : « deux guides du mouvement communiste mondial : l'U.R.S.S. et la République Populaire de Chine ». Mais le représentant du ministère des affaires étrangères chinois expliqua aux représentants soviétiques que le Président Mao s'est prononcé contre le principe d'une domination bicéphale du camp socialiste :

« Un organisme ne peut pas avoir deux têtes. Rien dans la nature n'a deux têtes. Si le camp socialiste a deux têtes, cela risque de nuire à l'unité du mouvement et devenir source de tensions et confusions[447]».

Les analyses des causes de la rupture sino-soviétique proposées par la plupart des sinologues russes de l'après-perestroïka soulèvent des perspectives intéressantes, mais n'abordent cette problématique qu'à travers leur prisme propre, en analysant un nombre limité des facteurs qui satisfont l'analyse d'aspects particuliers de la crise sans parvenir à restituer une image globale des mécanismes complexes y ayant abouti. Ainsi Kulik parvient à montrer les responsabilités de Khrouchtchev dans l'escalade de la tension, mais ne tient pas suffisamment compte de l'enracinement du conflit dans les relations sino-soviétiques des années 20 et 30. Galenovič tend à faire porter la responsabilité de la rupture à la partie chinoise mais se contente de mentionner les offenses subies par les dirigeants chinois sans parvenir à lier la dégradation des relations bilatérales avec les processus complexes se déroulant au sein du P.C.U.S. à la même période. Les publications de Ledovskij sont plus descriptives qu'explicatives : elles offrent de riches matériaux sur l'histoire des relations bilatérales officielles et clandestines, sans pour autant pousser l'analyse jusqu'à son terme. Le point de vue de Maslov semble le plus satisfaisant, en ce qu'il tient compte à la fois des facteurs de politique intérieure soviétique et chinoise, de

[446] MAO ZEDONG, *Discours à la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou (14 novembre 1957*), Pékin, 1957, pp. 78-81
[447] B.T.KULIK, *Sovetsko-Kiatajskij raskol : Pričiny i posledstviâ* (La rupture sino-soviétique. Causes et conséquences), Moscou, I.D.V., 2000, pp. 40

l'histoire des relations bilatérales et des relations secrètes entre les deux pays. Néanmoins, le revers de l'importance accordée à la diplomatie secrète est que les thèses qui en découlent sont difficiles à étayer dans le contexte d'un accès limité aux archives justifié par la nécessaire sauvegarde de bonnes relations bilatérales.

L'article de décembre 1956 «Une nouvelle fois au sujet de l'expérience historique de la dictature du prolétariat » est considéré par l'ensemble des chercheurs travaillant sur la rupture sino-soviétique comme un matériau d'une grande valeur historique dévoilant les ressorts du débat idéologique entre les deux partis :

« L'avant-garde du prolétariat s'organise en parti communiste. Ce parti politique utilise le marxisme-léninisme et se construit suivant le principe du centralisme démocratique. Il est lié avec les masses et les éduque dans l'esprit du marxisme-léninisme. »

« Le prolétariat, sous la direction du parti communiste, unit les ouvriers et arrache le pouvoir à la bourgeoisie par la lutte révolutionnaire. »

« Après la victoire de la révolution prolétaire, sous la direction du parti communiste, s'appuyant sur l'union des ouvriers et paysans et unifiant les larges masses populaires, il faut établir la dictature du prolétariat au-dessus des classes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Il faut supprimer la défense des éléments contre-révolutionnaires, nationaliser l'industrie, effectuer la collectivisation de l'agriculture, liquider le système d'exploitation et la propriété privée sur les outils de production, abolir les classes. »

« L'Etat, dirigé par le prolétariat et le parti communiste, guide les masses populaires et combat pour le passage à la société communiste. Quand nous nous référons à la révolution d'octobre, c'est pour revenir aux principes fondateurs, et non pour prendre en compte leur expression dans un lieu et un temps particuliers. La vérité du marxisme-léninisme est valide pour tout le monde.[448] »

Cet article révèle la position du comité central du P.C.C. : « Bien que la révolution dans notre pays ait beaucoup de traits particuliers, les communistes chinois la considèrent comme la continuation de la révolution d'octobre. »

[448] *Eshe raz ob istoričeskom opyte diktatury proletariata* (Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat), Pékin, 1960, pp. 22-68, (en russe)

Dans les années 60, au moment de l'affrontement idéologique entre la Chine et l'U.R.S.S., la question de la survie constituait la priorité des communistes chinois. Ceux-ci étaient placés devant l'alternative suivante : suivre Moscou et le nouveau cours politique impulsé par le 20ème Congrès en abandonnant l'idée de la révolution, ou demeurer fidèle à la vision de Lénine et Staline en continuant à poursuivre l'objectif de transformation de la société. Mao opta pour la fidélité à la voie stalinienne, provoquant ainsi le mécontentement des dirigeants soviétiques.

Quant à la question d'une éventuelle ambition de la Chine de devenir « le frère aîné de l'U.R.S.S. », elle n'était même pas envisageable au début des années 60. L'U.R.S.S. avait gagné la guerre mondiale, et, selon le mot de Churchill, « Staline avait pris une Russie de paysans et l'avait laissée avec la bombe nucléaire ». Même à la fin des années 80, l'U.R.S.S. était encore une puissance supérieure à celle de la Chine, et il semblait inimaginable de concevoir le renversement de la situation qui a eu lieu à la fin du 20ème siècle et a mené la Russie au fond de la crise et la Chine à l'orée de la superpuissance.

Le stade « froid » du conflit

Après 1956, on observe une situation paradoxale dans les relations entre l'U.R.S.S. et la Chine. Les dirigeants chinois reconnaissent le fait que le programme du 20ème Congrès du P.C.U.S. (ainsi que les formulations prises et mises au programme du parti lors du 22ème Congrès) entre en irréductible contradiction l'idéologie du P.C.C. et les intérêts de la nation chinoise. Pourquoi le nouveau cours politique de Moscou et le « dégel » khrouchtchévien menaçaient ils la révolution chinoise ?

Le début de la construction socialiste en Chine plaça le P.C.C. face au problème de la création des conditions de la renaissance nationale. Il ne s'agissait pas seulement du renforcement d'un nationalisme avait toujours existé en Chine, mais de la reconstruction de l'économie nationale et de l'Etat. La théorie marxiste-léniniste avait à cet effet été d'une grande aide pour Mao – en particulier le fait que le seul régime pouvant assurer la transition du capitalisme vers le communisme est la dictature du prolétariat. Selon Lénine,

« la nature de l'étude de Marx sur l'Etat est compréhensible seulement pour qui sait que la dictature d'une classe est une nécessité non seulement pour toute société de classe en général, non seulement pour le prolétariat qui a repoussé la bourgeoisie, mais aussi pour la période historique entière qui sépare le capitalisme du communisme.[449] » Le 20ème Congrès, en critiquant vigoureusement le culte de la personnalité de Staline, mettait en doute ces principes fondamentaux de Lénine. Le P.C.C. n'était pas d'accord avec la thèse proposée au 20ème Congrès sur « la possibilité d'une transition pacifique du capitalisme au communisme par la voie parlementaire ». Bien que la dictature du prolétariat n'ait pas été condamnée, elle avait cessé d'être présentée comme la seule voie possible. Dans son rapport au 20ème Congrès, si Khrouchtchev évoque « une transition large et non-pacifique vers le socialisme » il met l'accent sur la possibilité d'un processus pacifique. Pour lui, dans un contexte où les partis bourgeois et les gouvernements droitiers vont à la faillite, « la classe ouvrière, unissant autour d'elle les paysans laborieux, l'intelligentsia et toutes les forces patriotiques, pour se battre contre les éléments opportunistes… a les moyens de vaincre les forces réactionnaires et anti-populaires, de gagner la majorité au parlement et de le transformer en outil de la volonté réelle du peuple. » Mais Khrouchtchev remarqua également que « dans les pays où le capitalisme est encore fort et maîtrise l'appareil militaro-politique, le combat contre les forces réactionnaires est inévitable et la transition au socialisme y passera par une lutte des classes vigoureuse ».

Après le 20ème Congrès, les dirigeants du P.C.U.S. continuent à propager l'idée d'une transition pacifique. Au cours des consultations de préparation à la conférence des partis communistes et ouvriers, le comité central du P.C.U.S. envoya ses propositions de nouvelle conception idéologique. Plus tard, en 1963, quand la polémique trouva écho dans la presse, les dirigeants du P.C.C. déclarèrent : « Cette conception est par nature une révision ouverte de l'étude marxiste-léniniste sur l'Etat et la révolution. Elle néglige le sens général de la révolution d'octobre. » Les Chinois accusèrent Khrouchtchev d'avoir délibérément ignoré les mérites de Staline, pervertit la dictature du prolétariat, l'Etat socialiste. La négation des apports de Staline revenait à nier la dictature du prolétariat. L'article publié en Chine à la fin des années 50, « A propos de la question de Staline », montre que la position du P.C.C. est claire : le soi-disant combat contre le culte de Staline mené par le P.C.U.S. n'a pas pour but la reconstruction des normes léninistes de la vie du

[449]V.LENINE, *Gosudarstvo i revoluciâ* (L'Etat et la Révolution), *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres

parti. L'article critique le fait que Khrouchtchev qualifie Staline de « tueur, criminel, bandit, joueur, despote du type d'Ivan le Terrible, plus grand dictateur de l'Histoire de la Russie, imbécile, idiot, etc. » et conclue « que le peuple soviétique et le P.C.U.S. vécurent pendant 30 ans, non sous la dictature du prolétariat mais sous le règne d'un despote féodal, que le premier Etat socialiste était mené par un espèce de bandit, que le chef du P.C.U.S. était un imbécile, que le commandant suprême de l'armée soviétique qui avait écrasé le fascisme était un idiot, que le mouvement communiste mondial avait été dirigé par un tueur ». L'injure à la mémoire du défunt maître est un grand sacrilège pour la tradition morale chinoise. En 1956, Khrouchtchev et l'ensemble du P.C.U.S. perdirent leur respectabilité aux yeux de Mao. Les communistes russes avaient perdu l'auréole de héros révolutionnaires et de combattants de la révolution prolétaire.

Au cours d'entretiens menés à l'Université du Peuple en 2000-2001, à Pékin de jeunes chercheurs en histoire ont défendu la thèse selon laquelle Mao serait devenu le protecteur de Staline car il aurait voulu protéger son parti et les ouvriers contre la dégradation idéologique qui menaçait de se produire si le P.C.C. continuait à évoluer suivant le processus politique de l'Union Soviétique. Ce que demandait Khrouchtchev et le bureau politique du P.C.U.S. à Mao était impossible à réaliser dans les conditions chinoises La tradition culturelle chinoise accorde une place fondamentale aux héros mythiques[450]. Dans ce contexte, aux yeux des chinois, la figure de Staline, sauveur du peuple ouvrier, ne pouvait se transformer soudainement en personnage néfaste. Pendant plusieurs décennies, Mao avait été un disciple de Staline. Si, à la suite de Khrouchtchev, il reniait publiquement les mérites de celui-ci, il risquait de perdre la considération de tous ses camarades du P.C.C.

Dans les années 50, quand la Chine déclara vouloir suivre la voie socialiste, ses sphères intellectuelles et culturelles étaient encore très largement marquées par le féodalisme. Dans certaines régions comme le Tibet, l'esclavage existait encore. En outre, l'industrie était très

---

complètes de Lénine) , Moscou, 1977

[450] Pour la grande majorité du peuple chinois, les noms de Mao, Zhou Enlai, Staline,… sont associés aux héros du folklore chinois. Même au plan étymologique, l'un des sens du caractère « Dang » apparaissant dans « Gong Chang Dang » (Parti Communiste) est « bande » ou « groupe de combattants ». Dans l'histoire des révoltes chinoises, les insurgés avaient toujours utilisé ce terme. Ainsi, pour le simple peuple, Mao est un « Empereur Rouge », dans la lignée du premier empereur de la dynastie Ming, paysan arrivé au pouvoir avec une rhétorique populaire. Dans nos enquêtes de terrain, nous avons recueilli de nombreux témoignages de paysans faisant référene à l'époque de Mao comme à une période faste pendant laquelle le peuple mangeait à sa faim, tout en étant incapable de définir plus précisément quelles étaient les idées de Mao.

peu développée et le secteur privé et marchand était encore en cours de nationalisation[451]. Dans de telles conditions, il aurait été suicidaire pour les dirigeants chinois d'abandonner le postulat de la dictature du prolétariat et de le remplacer par la nouvelle conception proposée par Moscou dans laquelle le parti communiste et l'Etat serait une émanation du peuple dans son ensemble.

En 1956, si le comité central du P.C.C. avait suivi la nouvelle ligne de Moscou, cela aurait pour conséquence sur le plan économique la conservation du système féodal – puisque les classes féodales auraient gagné le droit d'être reconnues par l'Etat. Mao choisit la fidélité à la voie stalinienne vers le socialisme, se démarquant ainsi de l'évolution privilégiée par l'Union Soviétique. Mao voulut donc chercher de nouvelles voies offertes par le socialisme pour surmonter la dégradation économique de la Chine.

Au 8ème Congrès du P.C.C., la Chine fut qualifiée d'« *Etat socialiste* ». L'une des résolutions du Congrès indique :

« Le parti a achevé la révolution bourgeoise démocratique et à peu près atteint la victoire de la révolution socialiste. Cela signifie que dans notre pays ont été résolues les contradictions fondamentales entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'exploitation de classe millénaire n'est plus. Le système socialiste a été créé[452].»

Cette déclaration eut d'importantes conséquences. La Chine était désormais fondée à parler de plein droit de la construction socialiste. Pékin pouvait désormais exprimer ouvertement ses désaccords avec d'autres membres du camp des pays socialistes. Les divergences entre les lignes politiques du P.C.C. et du P.C.U.S. ayant mené à la rupture des deux partis frères.

Suite au 20ème Congrès, l'U.R.S.S. commença à envisager son développement comme le processus de transition du stade final du socialisme au communisme. Le P.C.U.S. pouvait se permettre des déclarations politiques éclatantes de ce genre : le niveau des forces productives était haut car le système économique forcé impulsé par Staline et qui avait

[451] Le secteur privé resta à l'abri des nationalisations jusqu'à la fin des années 50. En 1948, à Xi Bai Po, lorsqu'il discutait avec Mao des perspectives de développement pour la Chine, Mikoïan tempéra son impatience en lui transmettant le conseil de Staline de ne pas s'attaquer à la bourgeoisie nationale et de préserver le secteur privé, afin de ne pas détruire une économie chinoise déjà très affaiblie par la guerre.
Galenovič, traducteur officiel de plusieurs négociations sino-soviétiques, indique que Mao avait à plusieurs reprises accusé Staline d'avoir freiné l'élan révolutionnaire.

permis de gagner la seconde guerre persistait[453]; de même, suite à la victoire de 1944, les positions géopolitiques de l'U.R.S.S. après la étaient fortes. La transition du socialisme au communisme supposait le refus de la dictature du prolétariat et la création d'un « *Etat de tout le peuple* ». La lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. du 14 juin 1963 affirme : « après la victoire du socialisme, quand il ne reste dans la société que des ouvriers et d'autres classes amicales transformées dans leur nature, quand il ne reste plus d'opposants à réprimer, la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire. »

En Chine, la société en était à un autre stade de développement. Selon la terminologie soviétique, le socialisme s'y développait sous la forme de la lutte des classes, qui exigeait donc la mise en œuvre de la dictature du prolétariat (c'est à dire d'un Etat répressif). Simultanément, aucune base matérielle ne permettait de surmonter le déclin économique. Le non-développement et la faiblesse de l'économie nationale étaient aggravés par l'isolation par rapport aux grandes puissances occidentales.

A la fin des années 50, les deux pays connurent donc une mutation du rôle du parti communiste dans la vie sociale. Le P.C.C. devenant « l'avant-garde la classe ouvrière » accentua son combat contre « la contre-révolution ». Ainsi, Mao lança une large offensive contre les sociétés secrètes et religieuses, les gangs et écoles de *wushu* (kung-fu), dépositaires de la tradition spirituelle de la Chine ancienne[454]. Cette campagne aboutit à l'élimination des chefs des triades tandis que les survivants se réfugièrent dans la clandestinité. En U.R.S.S., le P.C.U.S., au zénith de sa gloire, chercha à se transformer en « parti de tout le peuple ».

Le 20ème Congrès du P.C.U.S. définit de nouvelles priorités pour la société soviétique : le P.N.B. devait dès que possible rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus développés. Cela supposait en particulier de généraliser la mécanisation de l'agriculture. La satisfaction des besoins croissants du peuple soviétique devenait également une

---

[452] Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956

[453] Cette forme de système économique était nécessaire à la veille de la guerre et pendant le conflit, quand l'unique objectif de l'Etat était de vaincre pour permettre la survie de la nation. Ce système fut maintenant pendand les années 60 et commença à montrer des signes d'essoufflemet dans les années 70.

[454] A. Maslov a consacrée sa thèse doctorale à l'histoire des sociétés secrètes et spirituelles en Chine depuis le deuxième millénaire avant JC au début des années 1990. Ces recherches dévoilent un aspect de la culture chinoise peu étudié par les sinologues russes jusqu'alors. Il montre comment les sociétés secrètes chinoises arrivent à créer un système « d'Etat dans l'Etat ».

priorité[455]. Au contraire, en Chine, le 8ème Congrès gardait le silence sur ce point et indiquait que :

«Pour permettre l'accomplissement de l'industrialisation socialiste, l'ensemble du peuple doit subordonner ses intérêts personnels aux intérêts collectifs, combattre avec acharnement, mener son ménage avec économie, et participer à l'accroissement de la productivité du travail et au renforcement des réserves étatiques »[456]. « En période d'industrialisation, il faut déployer davantage d'efforts, économiser sur les dépenses de repas et d'habillement et être prêt à souffrir[457]».

Après 1956, les deux pays commencèrent à mener des doctrines différentes en matière de politique étrangère. Le 20ème Congrès proposa la « coexistence pacifique entre Etats aux systèmes sociaux différents ». Les relations entre Moscou et les pays du bloc capitaliste s'améliorèrent. Khrouchtchev imprima un tournant à la politique étrangère soviétique en posant comme priorité l'allègement de la tension internationale et la stabilité de la paix. A la même époque, le 8ème Congrès du P.C.C. insiste au contraire sur l'importance de soutenir tout combat en Asie, Afrique ou Amérique Latine contre le colonialisme et l'impérialisme et pour l'épanouissement de la souveraineté nationale. Il prône également le soutien aux mouvements socialiste des classes ouvrières de par le monde et au renforcement des solidarités internationalistes[458]. L'opposition entre les politiques de l'U.R.S.S. et la R.P.C. sur la scène internationale devenait donc manifeste.

La Chine possédait un handicap supplémentaire : sa non-reconnaissance internationale par la majorité des Etats. Jusqu'à la fin des années 70, Pékin demeura donc isolé sur la scène internationale. Mais cet isolement était considéré comme plutôt avantageux par le régime car il l'émancipait des obligations et normes de la communauté internationale. Au cours de sa discussion avec l'ambassadeur soviétique Ûdin, Mao affirma que la Chine n'était

---

[455] KHROUCHTCHEV, *Otčetnyj doklad Central'nogo Komiteta Kommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza XX s''ezdu partii 14-23 fevralâ 1956* (Rapport du Comité Central de P.C.U.S. au 20ème congrès), Moscou, 1956

[456] *Les matériaux de 8ème congrès de P.C.C. 15-27 septembre 1956* (en russe), Moscou, 1956 [accessible dans la bibliothèque d'I.D.V.]

[457] Borotsâ za mobilizaciû vseh sil dlâ prevraŝeniâ našej strany v velikoe socialističeskoe gosudarstvo. Tezisy dlâ izučeniâ i propagandy general'noj linii partii v perehodnyj period (Mobiliser toutes les forces pour transformer notre pays en grande puissance socialiste ». Ces thèses ont été préparées par le secteur de propagande et agitation du Comité Central du P.C.C. en décembre 1953) Moscou, 1954 [la brochure est disponible dans le bibliothèque d'I.D.V.]

[458] *Les matériaux de 8ème congrès de P.C.C. 15-27 septembre 1956* (en russe), Moscou, 1956, pp. 482-483

intéressée ni par une reconnaissance par les Etats-Unis, ni par son entrée à l'O.N.U. car cela laissait « la liberté d'éduquer le peuple dans l'esprit anti-américain et de mener les préparatifs pour la liquidation des classes » dans le pays. « Si les Etats-Unis refusent encore de nous reconnaître pendant 8 à 10 ans, nous aurons le temps de créer les bases du socialisme[459]». La position de forteresse assiégée permit au P.C.C. de mobiliser les masses pour le travail acharné et de préparer le pays à la guerre des classes.

L'arrière-plan politique de la rupture politique entre les deux pays et les facteurs subjectifs

A partir de 1957, Mao commença à poser les fondations de la rupture avec Moscou. Au sein du P.C.C., les critiques envers les soviétiques se firent plus fréquentes. La réapparition de la question territoriale, après plusieurs décennies d'absence, marqua le point culminant de ce mouvement. Mais cette émergence de la question territoriale trouvait directement son fondement dans les décisions prises au 20ème Congrès du P.C.U.S. : il est clair que ce sont Khrouchtchev et le comité central du P.C.U.S., malgré les affirmations de l'historiographie soviétique, qui ont provoqué des tensions qui ne seraient résolues qu'à la fin des années 80, quand l'U.R.S.S. avait déjà presque cessé de vivre.

Avant 1963, l'interpénétration entre les deux partis était tellement profonde que n'importe quelle parole prononcée au Kremlin ou à Zhongnanhai était connue le jour même dans la capitale du pays frère. Il demeure encore aujourd'hui difficile de déterminer si des agents d'influence chinois étaient présents au Kremlin. Mais l'immense autorité morale de l'U.R.S.S. sur les membres du P.C.C. est indiscutable. Et de nombreux agents soviétiques œuvraient au sein du P.C.C. pour maintenir la Chine dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S.Ceux-ci furent pratiquement tous éliminés pendant la Révolution Culturelle. Seul Wang Min réussit à sauver sa vie en se réfugiant à Moscou[460].

[459] B.T.KULIK, *Sovetsko-Kiatajskij raskol : Pričiny i posledstviâ* (La rupture sino-soviétique. Causes et conséquences), Moscou, IDV, 2000, p172

[460] Wang Min finit sa vie dans une dacha de la région de Moscou, où il écrivit *« Polveka KPK i predatel'stvo Mao Dze Duna » (Un demi-siècle de P.C.C. et la trahison de Mao Tsé-toung)*, qui fut publié à titre posthume. Les vétérans du contre-renseignement soviétique affirment que le gouvernement soviétique avait nourri le

Les mémoires des diplomates soviétiques révèlent de nombreux détails sur les circonstances de l'apparition du conflit sino-soviétique. Ces sources peuvent être considérées comme fiables. Malheureusement, la retranscription des discussions entre Khrouchtchev et Mao reste rigoureusement classée « top-secret »[461]. Dans un tel contexte d'impossibilité d'accéder aux matériaux historiques, le seul moyen d'éclairer l'enchaînement des faits est de s'appuyer sur des théories et hypothèses que nous estimons fiables car faisant l'objet d'un large consensus parmi les sinologues soviétique.

Le 19 juillet 1957, à Qingdao, Mao émit une critique très forte sur la vie politique intérieure de l'U.R.S.S., et pour la première fois, critiqua personnellement Khrouchtchev. Il affirma que la révolution chinoise s'était déroulée sans l'aide du Komintern. Le Informbûro aurait été une formation-marionnette, sans pouvoir au sein du mouvement communiste mondial. Mao affirma que le P.C.U.S. était devenu un dictateur pour les autres partis communistes. Il indiqua que Staline n'aurait pas voulu signer le traité d'Amitié du 14 février 1950 et prétendit que ce traité n'aurait été signé qu'après que les Chinois aient montré leur mécontentement. Une preuve de son mensonge est le fait que sa venue en U.R.S.S., négociée par Mikoïan à Xibaipo pour permettre la signature de ce traité, ait nécessairement été approuvée par Staline. Il qualifia le Xinjiang et la Mandchourie de colonies soviétiques. Il alla jusqu'à dire qu'il « existe encore des territoires à propos desquels des questions demeurent[462] ». Le 9 octobre 1957, au cours du 3ème plénum, Mao continue sa critique de Khrouchtchev et du P.C.U.S.. Il affirme son désaccord avec Khrouchtchev lorsqu'il traîne Staline dans la boue. La question du statut de Staline n'est pas qu'une affaire intérieure soviétique. Mao souligne que le portrait de Staline sur la place Tienanmen témoigne du désaccord de la Chine avec la direction prise par Moscou. Il indique également sa désapprobation de la théorie de la « transition pacifique du socialisme au communisme » et dénonce dans ce slogan une simple tactique tandis que la prise de pouvoir par les armes constitue l'essence de la stratégie du marxisme-léninisme. S'il continue à exprimer sa volonté d'étudier de l'Union Soviétique, il souligne qu'il s'agit

projet de faire appel à nouveau à Wang Min en cas de changement de la situation politique en Chine. En effet, Wang Min avait été un compagnon de la première heure de Mao, aux côtés de Zhu De, Deng Xiaoping et Zhou Enlai. A ce titre, il constituait un témoin très dangereux pour Mao.

[461] Cette explication a été fournie par le général de F.S.B. Hristoforov (chef d'U.R.A.F.) au cours d'un entretien avec l'auteur de cette thèse.

[462]MAO, *Discours à la conférence à Qin Dao des 17 et 18 juillet 1957*. Discours non-publiés de Mao, Moscou, 1970, deuxième édition, pp. 32-41[ouvrage disponible à la bibliothèque de l'I.D.V.]

autant de relever les expériences positives que d'apprendre des erreurs des camarades soviétiques.

En novembre 1957, Mao arriva à Moscou, formellement pour célébrer le quarantième anniversaire de la révolution d'octobre. Il participa les 14 et 16 novembre à la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes. Il se permet d'y exprimer ouvertement son désaccord avec la position du P.C.U.S. Pourquoi la question secondaire de la prise du pouvoir déchaîne-t-elle les foudres de Pékin ?

En 1957, le P.C.C. comme le P.C.U.S. pouvaient être considérés comme des partis vainqueurs ayant tous deux assis leur pouvoir sur le combat révolutionnaire – contrairement aux partis communistes d'Europe orientale où la révolution avait été exportée. Les dirigeants du P.C.C. considéraient que Moscou avait abandonné la lutte des classes et l'idéal de la prise de pouvoir par les forces armées. Dès lors, toute justification de la part du P.C.U.S. insistant sur le fait que la prise de pouvoir par les armes n'était pas condamnée n'était pas prise au sérieux par la partie chinoise. Au cours des consultations préparatoires à la conférence, le 10 novembre 1957, la délégation chinoise indiqua que :

« La conquête de la majorité au parlement ne signifie pas la destruction de la vieille machine étatique. Tant que la machine *militaro-bureaucratique* de la bourgeoisie n'est pas brisée, la majorité au parlement pour le prolétariat sera impossible ou instable. La bourgeoisie peut toujours déclarer les élections non-légitimes, mettre le parti hors la loi et dissoudre le parlement. Aucune issue parlementariste vers le socialisme n'est viable[463]».

A la même période, Liu Shaoqi déclara à Pékin : « dans les conditions de la Chine actuelle, une seule voie est possible : sans la guidance du prolétariat, la dictature de la bourgeoisie et des seigneurs de la terre restera inébranlable. L'avènement de la dictature de la bourgeoisie marquera le retour de la Chine dans l'ère mi-féodale mi-coloniale. Aucune troisième voie n'existe[464]».

---

[463] *Vozniknovenie i razvitie raznoglasij mejdu K.P.S.S. i nami* (Apparition et développement des contradictions entre le P.C.U.S. et nous), Pékin, 1963, (en russe)

[464] LIU SHAOQI, *Reč' na sobranii obŝestvennosti Pekina, posvâŝennom 40-oj godovŝine Velikoj Oktâbr'skoj socialističeskoj Revolûcii 6 noâbrâ 1957* (Discours sur la réunion des habitants de Pékin à l'occasion du 40ème anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre), p. 372
Ce discours a été publié dans *Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ 1917-1957 : Sbornik dokumentov,* (Les relations sino-soviétiques 1917-1957 : documents), Moscou, 1959, sous la direction de I.F.KURDÛKOV, V.N. NIKIFOROV, A.S.PEREVERTAJLO

La conférence eut un résultat important pour les communistes chinois. Une déclaration commune entre le P.C.C. et le P.C.U.S. fut adoptée. Les communistes chinois y forcèrent Moscou à reconnaître l'égalité dans les relations entre les deux partis. Ils insistèrent également pour que Moscou modifie les résolutions du 20ème Congrès du P.C.U.S. En particulier, il s'agissait d'ajouter que « l'impérialisme américain est au centre de la réaction mondiale. Il est l'ennemi de toutes les masses populaires » et que « si l'impérialisme déclenche la guerre mondiale, il sera condamné à mort ». La partie chinoise demanda également que soit réaffirmé que « les lois communes de la révolution et construction socialistes valent pour tous les pays ; les principes marxistes-léninistes sont communs pour tous les pays mais peuvent prendre des traits particuliers dans certains pays. Il est important d'appliquer la dialectique matérialiste dans le travail pratique ». Enfin il s'agit se réaffirmer que la présence de l'influence de la bourgeoisie était une source interne de révisionnisme et que la capitulation sous la pression des impérialistes en était une source externe.

Les exigences de correction des résolutions antérieurement adoptées ne doivent pas être comprise comme une tentative d'expérience idéologique des communistes chinois. Ceux-ci voulaient seulement mettre l'accent sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme. L'acceptation par le P.C.U.S. et Khrouchtchev de ces corrections vaut reconnaissance de ce que les résolutions prises au 20ème n'avaient pas été conformées à ces principes léninistes.

L'historiographie soviétique accuse les communistes maoïstes de radicalisme gauchiste et d'immaturité politique. Certains chercheurs comme Volkogonov établissent à tort une analogie avec le trotskysme et sa théorie de la révolution permanente[465]. Le 13 janvier 1958, lors d'une réunion à Hangzhou, Mao avait effectivement émis l'idée d'une « révolution permanente », mais avait précisé :

« Ce que j'entends sous le terme de révolution permanente se distingue radicalement de ce qu'avait proposé Trotsky. Pour nous, la révolution c'est : la prise du pouvoir politique en 1949, la réforme agraire en 1950-1952, la réforme agraire socialiste (création de

[465] *Maoizm i voennoe stroitel'stvo v Kitae* (Maoïsme et édification du système militaire en Chine).
Les conclusions de Volkogonov sur les tendances trotskistes de Mao s'appuient une analyse incomplète privilégiant des sources soviétiques aux matériaux chinois (Volkogonov ne maîtrisait pas la langue chinoise).

coopératives agricoles), la révolution socialiste sur le front idéologique par l'unification du style (« *zhengfeng* »), la révolution technique ».

Pour Mao, la révolution permanente, c'est la nécessité de « continuer toujours la révolution sur le front idéologique. Parce que passées une ou deux années, l'homme se couvre à nouveau de moisissures ». Quant à la conception maoïste de la révolution technique, elle se résume par une phrase de Staline : « les cadres résolvent tout ». Mais la révolution technique ne signifie pas d'arrêter de s'occuper de la politique. Politique et technique sont inséparables. L'idéologie et la politique font la force du commandement. La technique, c'est la garantie de connaissances professionnelles[466].

En mars 1958, lors d'une réunion du parti à Chengdu, Mao proposa au parti de se débarrasser de « la croyance aveugle » et de « libérer l'esprit ». L'historiographie soviétique accuse Mao d'avoir alors tenté de faire tourner le dos du P.C.C. à l'expérience soviétique. En fait, ce que Mao critiquait, c'est que le « calque » politique de l'U.R.S.S. ait pénétré toutes de la vie sociale chinoise. Mao lui même fait son autocritique :

« Pendant 3 ans, je n'ai mangé ni œuf ni bouillon de poule, seulement parce qu'en Union Soviétique avait été publié un article prétendant que c'était dangereux. Ensuite on m'a dit que ce n'était pas dangereux et j'en ai mangé à nouveau[467] ». Vingt ans plus tard, au début des réformes économiques utilisera encore une fois la formule de Mao sur la « libération de l'esprit ».

La première fois que Mao se prononça explicitement contre l'expérience soviétique fut, le 25 avril 1956, son discours célèbre sur les « dix relations importantes » : « On ne peut pas toujours s'appuyer sur le vent du nord. Il faut se renforcer par l'esprit. Il faut augmenter la conscience nationale du peuple chinois. Il faut dire à l'homme qu'il doit être grand pour qu'il soit grand[468]. »

Ces publications sont plus descriptives qu'analytiques et se laissent accaparer par la description des événements sans en analyser les ressorts idéologiques.

[466] MAO, *Intervention sur la conférence à Hang Zhou (3-4 janvier 1958*), Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 102-114

[467] MAO, *Les répliques sur la conférence à Cheng Du (mars 1958),* Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 196-222

[468] MAO, *Sur dix corrélations principales (25 avril 1956),* Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 66-68

En juillet 1959, à Lushan eut lieu une réunion fameuse au cours de laquelle furent mises à jour des tensions internes au P.C.C. entre Mao et le groupe du maréchal Peng Dehui[469] dont faisaient partie Huang Kecheng (chef d'état major général de l'A.P.L.), Zhang Wentian (adjoint au ministre des affaires étrangères, candidat au bureau politique du comité central du P.C.C.) et Zhou Xiaozhou (premier secrétaire du P.C.C. de la province du Hunan). Le groupe de Peng Dehui exposa en effet son désaccord face au cours général du Grand Bond en Avant, soulignant ses effets néfastes : désorganisation de l'économie du pays, gaspillage des forces humaines et des ressources matérielles suite aux efforts de production de métaux, difficultés à partager les biens à l'intérieur des communes populaires, débordements gauchistes lors du processus de création des communes. Ce qui poussa les figures clés du monde militaire à s'ingérer dans les affaires économiques reste peu claires, autant pour l'historiographie chinoise qui se contente de stigmatiser l'opportunisme droitier de ce groupe, que pour l'historiographie soviétique qui garde le silence quand aux raisons d'une telle intervention. Pour éclairer ce point, nous avons voulu consulter les matériaux ayant trait à Peng Dehui dans les archives du F.S.B.[470]. Etonnamment, il nous fut répondu que ces documents se trouvaient dans les archives du président et n'étaient pas accessibles. Mais parmi les vétérans des services secrets soviétiques circule une hypothèse non vérifiée mais largement acceptée, selon laquelle l'intervention de Peng Dehui avait été planifiée à Moscou. Cette théorie semble plausible car en 1958 la délégation du ministère de la défense de la Chine, dirigée par Peng Dehui, avait effectué une visite officielle à Moscou. Apparemment, Peng Dehui aurait eu l'occasion d'y discuter les problèmes du pouvoir en Chine. L'autorité de l'A.P.L. en Chine était (et demeure) inébranlable. Pendant plusieurs décennies, la plupart des militaires chinois de haut niveau passèrent par les académies militaires d'Union Soviétique. Moscou pouvait donc se permettre de considérer les militaires en Chine comme une force politique indépendante. Dé-classifier même une partie infime de l'affaire de Peng Dehui pourrait démontrer l'existence de plans du Kremlin d'un renversement de Mao. L'historiographie chinoise créa l'hypothèse de « l'opportunisme droitier » dans le comité central parce qu'il ne pouvait pas se permettre de douter même une seconde de la loyauté de l'A.P.L.

[469] Peng Dehui est l'un des héros de la guerre civile en Chine. En 1959, il était ministre de la défense et membre du bureau politique du comité central du P.C.C.

[470] U.R.A.F. *Upravlenie registracii administrativnh fondov F.S.B.* (Département des Fonds administratives de F.S.B.) Après 1991, une restructuration conduit à la création du centre d'archives du M.B. *Ministerstvo Bezopasnosti*, puis du F.S.K. *Federal'naâ slujba kontrazvedki* et enfin du F.S.B. On peut maintenant accéder sur Internet à l'histoire de cette évolution http://www.fsb.ru http://svr.gov.ru

Un autre fait notable fut l'élimination en 1954 du groupe de Gao Gang et Rao Shushi. Les vétérans du renseignement soviétique font état de liens très étroits entre Gao Gang et Lavrenti Beria[471]. Avant 1954, Gao Gang était pratiquement le dirigeant indépendant de la Mandchourie, que Mao ne pouvait forcer à démissionner. Après l'arrestation de Beria suite au coup d'Etat de l'été 1953 à Moscou, Gao Gang fut arrêté en Chine.

Les affaires de Gao Gang et Peng Dehui ouvrent davantage de question qu'elles n'apportent de réponses. Il est certain que Moscou disposait de moyens de contrôler la situation en Chine – moyens qui disparurent avec l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev qui s'empressa de limoger les meilleurs spécialistes de Beria, les généraux Sudoplatov et Eytingon, du colonel I.Starinov, et bien d'autres encore. Plus tard, l'affaire de Lin Biao et son décès constituèrent un nouvel épisode énigmatique des relations sino-soviétiques.

Au 8ème plénum du 16 août 1959, Peng Dehui perdit son poste de ministre de la défense mais conserva sa place au comité central. Mao ne jouissait pas encore d'une autorité suffisante pour se débarrasser complètement des cadres du P.C.C. et de l'armée en lesquels il n'avait plus confiance. L'historiographie soviétique en conclut avec justesse à l'existence de deux lignes politiques en contradiction : la ligne moscovite et la ligne maoïste. Mais elle ne précisa pas qui luttait contre qui : elle cite des noms, sans pour autant indiquer qui soutenait qui, en particulier à l'échelon provincial. La révolution culturelle fut avant tout une purge dirigée contre les éléments pro-moscovites dans les régions.

[471] Lavrenty Beria dirigeait les services secrets de la Lubianka. Voir par exemple, V.BUŠKOV, *Lavrentij Beriâ-Poslednij rycar' Stalina* (Lavrentij Beria-Dernier chevalier du Staline), Moscou, 2005

Le Grand Bond en Avant, facteur aggravant pour les relations bilatérales

L'historiographie soviétique ne s'attache qu'à décrire les éléments négatifs du Grand Bond en Avant. Deux facteurs expliquent ce parti-pris : d'une part l'existence réelle et objective d'effets néfaste de ces événements, et d'autre part l'abondances de critiques de la presse, rendues difficiles à calmer par l'aggravation concomitante des relations sino-soviétiques. L'historiographie soviétique évite également d'expliciter les raisons ayant poussé Mao à jeter la Chine dans cette course effrénée vers le « socialisme ».

Le Grand Bond en avant n'est pas qu'une expérience sociale guidée par le romantisme et l'idéalisme révolutionnaires. En 1958, la Chine était encore un pays agraire. Malgré des avancées encourageantes, l'économie nationale demeurait très faible, bien loin du niveau des pays occidentaux et même de celui de l'Union Soviétique. Face aux succès soviétiques tels que le lancement du premier satellite dans l'espace, Mao se prit à rêver que l'économie chinoise permette les mêmes résultats. C'est pourquoi, en secret, Pékin prit la décision de modifier sa politique économique. Les plans chinois avaient été élaboré avec la participation du Gosplan de l'U.R.S.S[472]. (*gosudarstvennyj plan* - le plan d'Etat) et de nombreux conseillers économiques et techniques soviétiques, après une analyse approfondie de la situation chinoise et du potentiel de son économie. Mais Mao se disait déjà insatisfait de l'application des méthodes soviétiques de planification économique en Chine[473] et entendait prouver qu'il pouvait aboutir au même résultat économique que Staline en suivant une voie chinoise d'industrialisation[474]. Ainsi naquit l'idée du Grand bond, politique une industrialisation stalinienne « à la chinoise ». Lors du troisième

[472] Pour mieux apprécier l'ampleur de l'aide économique de l'U.R.S.S. à la République Populaire de Chine, consulter le livre de O.Vladimirov, *Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ v sorokovyh-semidesâtyg godah* (Les relations sino-soviétiques dans les années 1940-80), Moscou, 1984. Ce livre a été écrit à l époque de la tension entre les deux pays, mais peut être considéré comme un travail économique, dans lequel l'élément idéologique est relativement faible. Vladimirov a utilisé des statistiques de *Goskomstat* et s'appuie sur des chiffres précis pour prouver que toute l'industrie chinoise a été crée après 1950, grâce à l'aide de l'U.R.S.S.

[473] MAO, *Les notes sur le manuel « Economie politique » (1960)*, Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp.172-265

[474] Pendant le premier «pâtiletka » soviétique (plan quinquennal), entre 1928 et 1932, le produit brut de la construction des machines et industrie des métaux a été atteint sept fois celui de 1913. (L'historiographie soviétique avait l'habitude de comparer la situation économique avec le niveau d'avant la révolution d'Octobre).

plénum, Mao proposa d'augmenter radicalement la production de métaux par la construction dans tout le pays de petites unités de fonte[475]. Suite à ce plénum, Mao indiqua au Conseil Suprême de l'Etat son vœu que la production annuelle de métal passe de 5,2 à 20 millions de tonnes à l'issue des trois prochains plans quinquennaux.

Le 13 novembre 1957, le *Renmin Ribao* publia un article critiquant les « droits conservateurs » et les comparant à des « escargots » qui ne comprennent pas le sens du Grand Bond en Avant. Ce fut la première fois que le terme « Grand Bond en Avant » était utilisé. Moscou s'efforça de modérer l'enthousiasme de Mao. Le *Gosplan* soviétique émit un avis négatif sur les plans du Grand Bond en Avant et le Comité Central du P.C.U.S. critiqua vivement, via les « canaux fermés » (*zakrytyj kanal svâzi*). En réponse, Mao exhorta le parti à « libérer son esprit », c'est à dire rester sourd aux critiques soviétiques. Bien que Khrouchtchev ait soutenu Mao dans ses déclarations sur le rattrapage de l'Angleterre par la Chine et des Etats-Unis par l'U.R.S.S[476], il ne tarda pas à critiquer violemment la création des communes populaires. Mao et Zhou En Lai lui opposèrent « la passion de la nation chinoise » et sa capacité à réaliser des «exploits miraculeux » [477].

En juillet 1960 il y avait 1500 spécialistes civils soviétiques qui travaillaient alors dans 16 villes chinoises et furent témoins du tournant dramatique que prit la situation. Les Chinois commencèrent à refuser de suivre les normes technologiques de production sous prétexte que les technologies ayant été créées par des révisionnistes, elle ne pouvaient être correctes et que le camarade Mao avait conseillé de ne pas «suivre aveuglement les conseils données par les étrangers » et de «libérer son esprit ». La libération des esprits dans ce domaine produisit plusieurs catastrophes. Les Chinois se retournèrent alors contre les soviétiques, les accusant d'avoir provoqué des erreurs techniques.

Ces tensions et malentendus liés à l'aide technique soviétique aurait pu être résolus par l'intervention du conseiller principal de l'U.R.S.S. en Chine. Mais l'intervention des services secrets chinois mit en route un engrenage irréversible. Les Chinois commencèrent

[475] La production d'un petit four devait produire 70 à 80 mille tonnes par an.

[476] MAO, *Le discours sur la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou (14 novembre 1957*), Les œuvres complètes, Pékin,1977, pp. 78-81
Le sinologue français Jean Luis Rocca explique qu'il est assez difficile de et comprendre le sens du discours des dirigeants chinois parce qu'ils s'apparentaient à des « formules magiques » difficile à déchiffrer.

[477] Le peuple chinois ne put accomplir cet exploit. Même aujourd'hui, dans les villages de toute la Chine, on peut retrouver les vestiges de cette expérience grandiose : des tas des lingots de fonte de moulage. Ces

à provoquer les disputes avec les Russes en exigeant qu'ils déclarent publiquement leur soutien avec les positions du comité central du P.C.C.. Depuis l'origine des relations sino-soviétiques, dans les années 20, certains sujets étaient tabous, obéissant au principe de l'interdiction de «travailler contre les amis soviétiques ». Les services chinois commencèrent à essayer de recruter au sein de la diaspora soviétique en Chine de nouveaux collaborateurs. Mais le service de renseignement de l'ambassade fit avorter ces tentatives : les citoyens ayant reçu des propositions chinoises étaient sur le champ rapatriés en Union Soviétique. Le 16 juin 1960, l'ambassade de l'U.R.S.S. en Chine notifia au ministère des affaires étrangères chinois que tous les conseillers et militaires soviétiques quittaient la Chine. Cette note fut remise par le Représentant Soviétique en Chine, N. Sudarikov. Le sinologue russe s'interroge sur la nécessité d'un tel acte et propose une hypothèse différente de celle de l'historiographie soviétique : selon lui, cette décision disproportionnée s'explique par l'impulsivité de Khrouchtchev (désignée par l'historiographie officielle sous le terme de «*volûntarism»*). Kulik avance que le chef de la section des relations avec les partis ouvriers du comité central, Y. Andropov, aurait exprimé dans un rapport à Khrouchtchev son désaccord avec la décision de faire sortir les conseillers et militaires soviétiques de Chine. Mais Khrouchtchev voulait punir les Chinois. Cet événement enclencha un cercle vicieux d'attaques et contre-attaques.

Les normes morales chinoises de politesse et Khrouchtchev – Comment le dirigeant soviétique « perdit la face »

Certains sinologues russes concluent à tort que les injures proférées par Khrouchtchev envers les hauts dignitaires chinois constituent l'une des causes importantes de la rupture. En fait, il semble qu'elles n'interviennent que de façon indirecte. Les facteurs subjectifs, tels ces éclats ou encore le refus de transfert de technologie dans le domaine nucléaire, le rappel des spécialistes soviétiques de Chine et de nombreuses autres « maladresses déplorables » jouèrent un rôle de catalyseur de la rupture mais n'en expliquent pas la raison de fond. Le premier affrontement personnel eut lieu en janvier 1957, entre Zhou

métaux produits sans aucun respect des processus technologiques ne peuvent pas être retraités et restent

Enlai et Khrouchtchev, en présence d'un cercle étroit de membres du comité central du P.C.C. et de celui du P.C.U.S.[478]. Le sujet de la discussion entre Khrouchtchev et Zhou Enlai demeure inconnu. Néanmoins, une section des mémoires de Mao publiées en 1974 est consacrée aux relations bilatérales sino-soviétiques en 1956-1957. Y est indiqué que Mao aurait ordonné par téléphone à Zhou Enlai de critiquer sans se retenue les camarades soviétiques : « J'ai dit à Zhou Enlai que ces gens sont aveuglés par les biens matériels et que le meilleur remède pour eux est de les critiquer. Cette fois, camarade Zhou Enlai ne fut donc pas limité par la politesse à Moscou. Il discuta avec eux et les conduisit à dispute. ». Dans ses mémoires, Vereŝagin note que les deux parties élevèrent le ton. Si Khrouchtchev s'est permis lors du 20ème Congrès du P.C.U.S. de qualifier Staline de bandit et d'imbécile devant des milliers de députés, quelles paroles peut-il avoir proférées en cercle restreint ? L'accusation de révisionnisme aurait été prononcée pour la première fois au cours de cette discussion. Vereŝagin, conseiller politique de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Pékin en 1957-1960, témoigne de ce que, bien que l'apparence de normalité ait été sauvegardé, les signes d'aggravation des tensions entre les deux pays se multipliaient. Le 21 juillet 1958 eut lieu une discussion entre Mao et l'ambassadeur soviétique Ûdin à laquelle participèrent également Liu Shaoqi, Zhu De, Zhou Enlai, Peng Dehui, Peng Zheng pour la partie chinoise, ainsi que Vereŝagin et le conseiller Antonov pour la partie soviétique. Ainsi, si presque toutes les figures principales du P.C.C. prirent part à la rencontre, seuls l'ambassadeur et deux conseillers représentaient la partie soviétique. Il serait inimaginable aujourd'hui que le président chinois se déplace avec tous ses principaux conseillers pour rencontrer un simple ambassadeur. Dans le contexte de l'époque, cela témoigne de la permanence de traditions héritées de l'époque du Komintern, où le représentant soviétique en Chine était la bouche, les yeux et les oreilles de Staline, et illustre le niveau très élevé et inédit des relations intergouvernementales et personnelles des dirigeants des deux pays. Outre des considérations sur l'intervention américaine au

comme autant de monuments à la mémoire de « la passion » du peuple chinois.

[478] Selon l'historiographie officielle soviétique, il n'existe pas de notes des discussions personnelles entre Khrouchtchev et Mao parce qu'elles constituaient une affaire privée entre les deux dirigeants. Aujourd'hui, cette affirmation est largement ébranlée. Il semble que ces documents soient classifiés, à la demande de la partie chinoise [B.VEREŜAGIN, *V starom i novom Kitae. Iz vospominanij diplomata,* (Dans l'ancienne et la nouvelle Chine. Mémoires d'un diplomate soviétique)]. Un autre diplomate soviétique, Ledovskij, affirme également que les sténogrammes de ces discussions ont été conservés. Même en supposant que l'intégralité de la discussion n'ait pas été prise en note, il est fort probable que selon une pratique courante en Union Soviétique, les échanges aient été consignés par écrit de mémoire juste après la réunion. Aujourd'hui, l'archive du président de la Fédération de Russie ne permet pas l'accès aux archives postérieures aux années

Liban et le problème de Tito en Yougoslavie, Mao adressa au gouvernement soviétique une demande d'aide pour la construction d'une flotte moderne, dotée de sous-marins nucléaires. Aujourd'hui les historiens chinois prétendent que l'U.R.S.S. aurait dû construire cette flotte gratuitement, au nom de l'internationalisme prolétarien sur lequel Mao comptait[479]. L'ambassadeur répondit, suivant les directives moscovites, que la construction de sous-marins nucléaires était un projet tout nouveau, et que même l'U.R.S.S. n'en était qu'au début de son développement. En revanche, Moscou proposait de bâtir cette flotte en commun, en créant une force militaire mixte. Vereŝagin rapporte que la réaction de Mao fut extrêmement négative et déclina l'invitation d'envoyer Zhou Enlai et Peng Dehui à Moscou pour de plus amples négociations. Il continua d'insister sur la nécessité de la construction gracieusement de cette flotte au nom de l'internationalisme prolétaire et de l'amitié fraternelle entre les deux pays. Le lendemain, une nouvelle rencontre eut lieu. Cette fois, presque tous les membres du gouvernement chinois[480] accompagnaient Mao, manifestant ainsi le mécontentement de la Chine envers l'U.R.S.S. et en particulier envers le comportement de Khrouchtchev. Pendant deux heures, Mao fit une longue déclaration politique non formelle, dans laquelle il souligne combien l'U.R.S.S. est un pays fort et la Chine un pays faible. Cette dernière, qui ne dispose ni de l'arme atomique, ni d'une flotte nucléaire, ne peut que mettre tous ses espoirs en l'Union Soviétique. Si la Chine a besoin de l'aide de l'U.R.S.S., elle ne peut néanmoins accepter l'installation de bases militaires sur son territoire, la base de Port-Arthur ayant laissé un souvenir douloureux[481]. De même, la Chine ne peut se satisfaire d'une flotte mixte avec l'Union Soviétique : cette dernière doit donc l'aider à construire cette flotte, afin de lui permettre une participation efficace à la lutte contre l'impérialisme mondial.

En 1957, Moscou avait demandé à la Chine la permission de construire en sol chinois une station de radio-guidage («*Stanciâ R.E.B.» - Radio Elektronnoj Bor'by*). Cet outil de renseignement militaire sur des cibles aériennes et maritimes était de première importance pour l'Union Soviétique. Si cette station avait été construite dans la région de Canton, elle

30. Les vétérans des services secrets russes disent qu'au début des années 90, le gouvernement chinois proposa au président Eltsine de lui vendre quelques matériaux importants – offre déclinée par la Russie.

[479] L'éminent sinologue et diplomate, Kapica fournit de précieuses informations sur les projets militaires des soviétiques en Chine – arme nucléaire, missiles…*Na raznyh paralelâh. Zapiski diplomata* (Sous différentes longitudes. Notes d'un diplomate), Moscou, 1996

[480] En plus des participants de la veille arrivèrent Lin Biao, Cheng Yun, Deng Xiaoping, Dong Biwu, Wang Jiaxiang, Yang Shankun.

[481] Mao oublie qu'il avait demandé à Mikoïan de laisser l'armée soviétique stationner à Port-Arthur.

aurait permit de contrôler la zone sud de l'Océan Pacifique. A la fin des années 60, une station analogue fut construite à Cuba (Lourdes). Dans les années 70, le système de renseignement électronique fut également développé au Vietnam (Kamran'). En ce 22 juillet 1958, Mao proposa la construction de cette station sur le sol chinois, non au bénéfice de l'Union Soviétique mais de la Chine, cette dernière garantissant de transmettre l'information à l'U.R.S.S.

Mao évoqua aussi les offenses et injustices commises par Moscou envers la Chine dans les années 20-30. Il accusa le Komintern, et en particulier Staline et Wang Ming, de trahison de la révolution chinoise. Après avoir critiqué Staline, Mao s'en prit à Khrouchtchev pour sa dépréciation de la personne de Staline. Comme le souligne Verešagin, la position de Mao envers les dirigeants soviétiques ne cessa d'osciller entre 1927 et 1949, rendant difficile pour les diplomates soviétiques l'analyse des paroles du président Mao.

Mao accusa le gouvernement soviétique de créer une « atmosphère d'espionnage » autour des chinois travaillant à Moscou et de négliger les canaux officiels d'échange entre le P.C.C. et le P.C.U.S. tandis qu'il reprocha aux diplomates soviétiques en poste dans la région du Xinjiang d'entretenir des relations personnelles très étroites avec les communistes de cette région au détriment du pouvoir central à Pékin, attitude rappelant la politique coloniale russe du 19ème siècle. Effectivement, les missions consulaires soviétiques au Xinjiang disposaient d'un puissant réseau d'agents menant des activités clandestines dans cette région qui demeurait une zone stratégique pour les intérêts russes. La présence en Asie centrale chinoise consolidait en effet l'influence politique de Moscou dans une région musulmane dont les habitants étaient étroitement liés avec ceux du Kazakhstan et d'Asie Centrale soviétique. Beaucoup de musulmans de Xinjiang porteraient encore longtemps l'espoir que l'U.R.S.S. permettrait l'indépendance des ouïgours.

Mais à la fin des années 50, Khrouchtchev décida de communiquer à Mao la liste des agents chinois travaillant pour les soviétiques depuis le fin des années 20. Les agents soviétiques d'origine musulmane (ouïgours, kazakhs, kirghizes…) ne furent cependant pas dénoncés. Après la rupture entre les deux pays, ils continuèrent donc à travailler

activement pour l'Union Soviétique, constituant presque l'unique source fiable de Moscou pendant la révolution culturelle[482].

En 1958, la Chine ne possédait pas de représentation consulaire en U.R.S.S.Cela constituait une inégalité de la relation bilatérale. En effet, deux consulats soviétiques demeuraient à Shanghai et Shenyang, suite à la fermeture du consulat de Dalian (la ville étant repassée sous juridiction chinoise, la présence d'un consulat ayant pu y raviver les blessures coloniales), puis, juste avant la révolution culturelle, au moment du refroidissement des relations sino-soviétiques, l'U.R.S.S., des consulats de Canton et Urumchi. Les tentatives de Mao d'empêcher la fermeture du consulat de Canton échouèrent[483].

Mao laissa le maréchal Peng Dehui exposer ses vues sur le conflit ayant éclaté entre les officiers chinois de Shenyang et les conseillers soviétiques des circonscriptions militaires soviétiques de Zabajkal'skij et Dal'nevostočnyj. Le refus des militaires chinois de suivre les instructions soviétiques sur l'organisation de la défense anti-aérienne aurait été à l'origine des tensions. Les Chinois auraient en effet décidé de « libérer leur esprit », à l'image de l'ensemble de la nation chinoise, refusant donc de suivre aveuglément l'expérience soviétique. Le refus des officiers soviétiques de partager avec les Chinois les plans *opérationnels* de développement stratégique de l'armée soviétique en Extrême-Orient. Le maréchal Peng De Hui critiqua le secret dont s'entouraient les soviétiques et qui défiait l'amitié entre les deux pays.

Mao émit l'hypothèse que les dirigeants soviétiques ne comprenaient pas la complexité des processus politiques à l'œuvre en Chine (Grand Bond en Avant, Mouvement des Cent

[482] L'activité de renseignement soviétique au début des années 60 se concentra surtout dans les régions du Xinjiang et de Mongolie intérieure. Elle dépendait de deux structures principales :

- le renseignement militaire de la circonscription militaire d'Asie Centrale (*Sredneaziatskij voennyj okrug*), l'état major était basée à Tachkent, (après la disparition de l'U.R.S.S., cette structure fut léguée à l'Ouzbékistan mais fut détruite récemment sur la décision du président Karimov. La plupart de ses officiers s'engagèrent en Russie ou dans le service de renseignement kazakhe)
- la direction régionale du K.G.B. à Almaty (*Alma-Atinskoe upravlenie K.G.B.*) , responsable de l'infiltration des agents clandestins au Xinjiang. Après 1991, l'Etat kazakhe réussit à fonder sur cette structure l'un des puissants services secrets de C.E.I..

Aujourd'hui, la Russie n'a plus les moyens de jouer un rôle actif dans la région du Xinjiang. Elle recourt à l'aide de ces partenaires sous l'égide des mécanismes de coopération de l'organisation de Shanghai ou obtient des informations par les canaux des représentants des services secrets.

[483] Aujourd'hui, la Russie dispose de représentations consulaires à Beijing, Shanghai, Shenyang, Hong Kong.

Fleurs) et accusa les diplomates soviétiques de ne pas rendre compte correctement de la réalité de ces processus à Moscou.

Mao conclut son discours-fleuve en indiquant que si l'Union soviétique n'acceptait pas de construire de flotte de sous-marins nucléaires pour la Chine, il n'était plus la peine qu'il rencontre Khrouchtchev. Il ajouta néanmoins que cela n'aurait pas d'incidence sur les relations bilatérales.

Ce refus de Mao de discuter avec son homologue soviétique constitua un événement extraordinaire qui provoqua la colère de Khrouchtchev quand la conversation lui fut rapportée par téléphone. Suite à cette discussion téléphonique, Ûdin prépara un rapport officiel, aujourd'hui conservé dans l'archive du président de la Fédération de Russie et classé top-secret. Suite à cela, il fut annoncé aux chinois que Khrouchtchev ne se rendrait pas à Pékin. Quelques jours plus tard, l'U.R.S.S. changea soudainement sa décision : Khrouchtchev insistait pour que son rendez-vous avec Mao ait lieu. Les raisons de ce revirement de dernière minute demeurent énigmatiques. Le 31 juillet 1958, Khrouchtchev arriva à Pékin accompagné de son ministre de la défense, Malinovski, du premier adjoint au ministre des affaires étrangères, Kuznecov, du chef du service des affaires internationales du P.C.U.S., Ponomarev, du premier adjoint du chef du comité des relations économiques internationales, Arhipov (qui joua un rôle majeur, au début des années 80, dans la résolution du conflit entre les deux pays), du premier adjoint du chef de l'état major de l'armée soviétique, Antonov, du chef de la section de l'Extrême-Orient du ministère des affaires étrangères soviétique, Zimânin et son adjoint Lihačev, du diplomate et sinologue Fedorenko. Contrairement aux autres visites de Khrouchtchev en Chine, celle-ci ne fut ni méticuleusement préparée, ni annoncée dans la presse, signe de la gravité des relations entre les deux pays. Verešagin rapporte que l'ambassadeur soviétique, qui venait d'être victime d'une attaque cérébrale, ne put participer à la rencontre entre Mao et Khrouchtchev. Il semble en fait que l'ambassadeur n'ait pu supporter la pression consécutive à la dégradation des relations sino-soviétiques.

Les documents ayant trait aux négociations de l'été 1958 entre Mao et Khrouchtchev ne sont pas conservés dans l'archive de M.I.D. russe. En effet, la délégation soviétique avait alors travaillé en groupes séparés et les contacts avec la partie chinoise s'était principalement déroulés sous forme non officielle. Une rencontre entre Mao et

Khrouchtchev au bord de la piscine de la résidence Zhong Nan Hai faisant suite aux négociation menées avec l'ambassadeur soviétique Ûdin dix jours plus tôt[484] est même restée fameuse[485]. L'arrivée du dirigeant soviétique en Chine pour résoudre les incompréhensions et malentendus sino-soviétiques tend à prouver la bonne volonté de Khrouchtchev d'améliorer les relations sino-soviétiques. Il indiqua que les soviétiques n'insisteraient pas sur le principe d'une flotte mixte sous contrôle soviétique. Il revint également sur son projet initial de construction en Chine d'une station soviétique de guidage électronique[486] et proposa à Mao de débloquer des crédits pour la construction d'une base chinoise à condition que les officiers soviétiques aient accès à l'ensemble des informations de cette station et qu'une présence soviétique permanente y soit assurée. Il alla jusqu'à proposer d'installer la base en U.R.S.S., près de Mourmansk. Mais la présence soviétique restait inacceptable pour Mao, car rappelant trop l'occupation étrangère en Chine.

L'incompatibilité des positions de Khrouchtchev et Mao pendant l'été 1958 peut être éclairée par différentes hypothèses.

Une première thèse souligne que la proposition soviétique de construire une flotte mixte et de créer une nouvelle base de sous-marins en territoire chinois rappelait trop « les traités injustes » conclus avec l'empire russe au 19ème siècle. Parallèlement, les réticences de Khrouchtchev pour construire pour la Chine une station du guidage électronique s'expliqueraient par sa méfiance envers les communistes chinois et envers Mao qui risquerait alors de s'enhardir à réclamer l'accès à toutes les innovations techniques soviétiques dans le domaine du renseignement ou de la bombe nucléaire.

Une seconde version indique que des imprécisions de traduction aurait empêché Mao de bien comprendre l'étendu des propositions moscovites ou l'aurait poussé à les considérer comme une démonstration de la malice de Khrouchtchev[487].

Une troisième hypothèse avancée est celle de l'aveuglement du gouvernement soviétique qui ne se serait pas aperçu de ce que la Chine ait opté pour la piste de la construction de la

[484] Ûdin, accusé d'incompétence et rendu responsable de l'échec de la politique soviétique en Chine, fut renvoyé à Moscou puis limogé.
[485] Khrouchtchev, *Vospominaniâ* (Mémoires), Moscou, 1997, page 331
[486] Khrouchtchev, *Vospominaniâ* (Mémoires), Moscou, 1997, pages 334-335

« puissance nationale » s'appuyant en particulier sur une armée moderne. Les Russes, continuant de se laisser bercer de l'idée de la fraternité prolétaire, n'auraient pas compris que la Chine se servait d'eux pour sa renaissance nationale[488].

Une dernière thèse est celle de l'incompatibilité géopolitique absolue des pistes soviétique et chinoise : en 1958 l'accord entre les deux pays sur une politique commune sur la scène mondiale était déjà impossible. L'Union Soviétique, pays opportuniste, avait opté pour la « cohabitation pacifique » avec le système capitaliste tandis que Mao entendait toujours allumer l'incendie de la révolution mondiale. Après la guerre en Corée et la mort de Staline, la stabilisation du système socialiste rendait inutile l'éclosion d'une guerre mondiale comme catalyseur du processus révolutionnaire. L'Union Soviétique avait eu besoin d'une stabilité en Extrême-Orient qui entrait en contradiction avec les plans de Mao. Dans ce contexte, construire des sous-marins nucléaires pour la Chine et en laisser le contrôle à Mao constituait un risque intolérable. La crise militaire avec Taiwan renforça la conscience de Moscou de l'imprévisibilité de Mao. Ainsi, aux accusations maoïstes de révisionnisme, Khrouchtchev répondait en stigmatisant le gauchisme radical de Mao.

Les discussions entre Mao et Khrouchtchev aboutirent à la signature d'un communiqué final dans lequel les deux dirigeants lancèrent un « avertissement rigoureux » aux « maniaques impérialistes » occidentaux. La visite de Khrouchtchev à Pékin en août 1958 n'atténua que partiellement les tensions entre les deux parties sans pour autant résoudre les contradictions qui tendaient toujours à s'approfondir. Dans ses mémoires, Verešagin indique qu'au mois de septembre Khrouchtchev envoya un télégramme à Zhou Enlai dans lequel il exprimait son accord d'aider la Chine à construire une flotte de sous-marins nucléaires. Malheureusement Verešagin n'indique pas la forme qu'aurait dû prendre cette aide.

[487] La version de la mauvaise traduction a été proposée par le professeur Maslov, spécialiste des questions de traduction dans les négociations gouvernementales.

[488] Khrouchtchev ignorait les nombreux rapports des services de renseignements qui signalaient la présence de dangers réels dans les plans de Mao « d'allumer l'incendie de la révolution mondiale ». Il ne mit donc pas un terme au processus de modernisation de A.P.L. et de création d'un complexe militaro-industriel.

La visite à Pékin du ministre des affaires étrangères soviétique Gromyko pour résoudre la crise du détroit de Formose

Le 23 août 1958, l'armée populaire chinoise commença à bombarder les îles Jin Men et Ma Zu de plus de 28 000 obus. Le 24 août, les attaques se reproduisirent. Ces actions militaires dans le détroit de Formose créèrent une situation de crise. L'historiographie chinoise officielle affirme que les régiments du Kuomintang qui se trouvaient sur ces îles menaçaient alors de débarquer sur les côtes chinoises de la province du Fujian. Cette opération militaire constitua une surprise totale pour Moscou. La ligne directe entre le P.C.C. et le P.C.U.S. ne fut pas utilisée pour fournir des éclaircissements sur la situation. Afin de tirer la lumière sur cette affaire, Gromyko se rendit à Pékin, accompagné de Soldatov, membre du collège du ministère des affaires étrangères et chef de la section « Etats-Unis » du M.I.D. et Kapitsa, chef de la section « Chine » du M.I.D. Leur présence à Pékin était justifiée par le fait que l'action militaire chinoise avait une influence directe sur les relations soviéto-américaine. Il s'agissait donc d'élaborer des plans pour contrer une *possible* attaque américaine et prévenir l'élargissement du conflit à la zone Asie-Pacifique. Au cours de la rencontre entre Mao, Zhou Enlai, Gromyko, Soldatov et Kapitsa ; les Chinois précisèrent leurs positions : l'armée du Kuomintang se serait livrée à des provocations sur la côte chinoise, ayant même creusé des tunnels sur le littoral, afin de faire reculer le gouvernement populaire. Il s'agissait donc de leur donner une bonne leçon – une assertion que la sinologie russe n'a pas pu appuyer de preuves historiques jusqu'à présent. Zhou Enlai affirme que cette action militaire a permis à la Chine de démontrer sa force en matière de politique intérieure et étrangère, montrant ainsi aux américains que la Chine était prête à la guerre. En outre cette initiative avait forgé la conscience politique de la population du Fujian. Dans ses mémoires, Kapitsa, Mao et Zhou Enlai auraient assuré la délégation soviétique que la Chine ne nourrissait pas le dessein de libérer Taiwan et que les américains apeurés ne risquaient pas de se lancer dans une guerre et que la tension autour de Taiwan répondant à l'intérêt national de la Chine, l'U.R.S.S. doit s'abstenir de s'ingérer dans cette affaire. Mao affirme que même en cas d'attaque nucléaire américaine contre la Chine, le P.C.C. se réfugiera dans les provinces centrales et continuera y mènerait la guérilla jusqu'à la victoire. Un mois après avoir demandé l'arme nucléaire, Mao se déclarait prêt à l'utiliser dans son propre pays ! Mao avait quitté la réalité. Alors que les Chinois déclarèrent avoir cessé leurs attaques, celles-ci continuaient. Des régiments étaient

préparés pour un débarquement à Taiwan tandis que les américains positionnaient des troupes nombreuses dans la zone du conflit[489]. Gromyko envoya à Moscou un rapport indiquant que Mao s'employait à envenimer la situation à dessein. C'est peut-être alors que Khrouchtchev prit la décision définitive de ne pas apporter son soutien à la Chine pour le développement de sa capacité nucléaire. Pour résoudre la crise, l'U.R.S.S. proposa la tenue d'une conférence inter-gouvernementale entre toutes les parties intéressées. Cette proposition fut déclinée par Mao. Zhou Enlai , chargé de transmettre la requête à Mao, avertit qu'une réponse n'était pas à attendre trop rapidement car l'affaire n'était pas urgente, ce qui réduisit les efforts de Gromyko à néant. Ainsi, Zhou Enlai recourait aux traditions de la diplomatie de la Chine classique consistant à rallonger les délais de réponse indéfiniment. Un précédent remarquable avait été, au 19ème siècle, lorsque les lettres du général Murav'ev-Amurskij et de l'amiral Putâtin pour demander la mise en place d'une commission pour résoudre la question de la délimitation frontalière sur l'Amour étaient restées sans réponse pendant plusieurs années. Ce n'est qu'après l'intervention militaire occidentale que les Chinois se résolurent à apporter une réponse à se pencher sur cette question. En 1958, Mao se plaça donc dans la lignée de ces pratiques impériales face à ses « alliés soviétiques » alors que du vivant de Staline, Mao se déplaçait jusque dans la grotte du général Vladimirov à Yang An. Gromyko ne pouvait comprendre cet affront. Au cours de sa dernière rencontre avec Zhou Enlai, ce dernier exposa sa méthode de résolution du conflit avec les américains : la situation s'apaisera d'elle-même d'ici deux ou trois mois car les américains hésitent à bombarder la Chine. Zhou Enlai expliqua également que Pékin comptait ralentir les négociations de Varsovie, (territoire neutre où les négociations entre deux pays n'ayant pas de relations diplomatiques pouvait être menées) menées par Wang Bing Nan et l'ambassadeur D. Bim. Face aux menaces grandissantes américaines, l'assurance de Zhou Enlai paraissait incompréhensible. En fait, il se dit confiant la retenue des américains qui, face aux déclarations de soutien soviétique, n'oseraient pas déclencher la troisième guerre mondiale. Zhou Enlai indiquait néanmoins que si les américains se passaient eux-même la corde au cou, les Chinois combattraient avec joie leurs armées impérialistes. Néanmoins, cette option était considérée comme peu probable – l'U.R.S.S. ayant tendance à surestimer les risques de guerre.

[489] 7 porte-avions, 3 grands croiseurs, 4 contre-torpilleurs, 600 avions de combat furent rassemblés par les américains. En réponse, l'Union soviétique mit en état d'alerte sa flotte du Pacifique. Moscou n'excluait pas du tout la possibilité d'une attaque nucléaire américaine contre la Chine.

Par les « canaux fermés » (*zakrytyj kanal, specsvâz' V.Č.)*, les Chinois exprimèrent au Kremlin leur mécontentement face à la position soviétique et en particulier face à la proposition de conférence inter-gouvernementale. Ils accusaient l'Union Soviétique de pacifisme et de capitulation devant les forces impérialistes. Mais ils durent obtempérer aux pressions de Moscou : le ministre de la défense, Peng Dehui, déclara finalement qu'il cessait les attaques. Le conflit du détroit de Formose avait été l'occasion d'une premier désaccord majeur de politique étrangère entre les gouvernements soviétique et chinois. Là où Khrouchtchev avait poursuivi la stabilité et l'équilibre avec les Etats-Unis, la Chine avait cherché la guerre.

Le conflit frontalier indo-chinois, facteur de la rupture des relations sino-soviétiques

Dans les années 1956-59, les Chinois perdirent leur retenue et se mirent à accuser ouvertement l'Union Soviétique de servilité envers l'Occident. Le conflit indo-chinois constitua une nouvelle étape dans la voie de la rupture des relations bilatérales, chacun s'installant dans un paradigme différent de développement géopolitique. De l'avis de la plupart des sinologues soviétiques et russes, Mao se serait employé à dessein à aggraver les relations entre les deux pays. Provoquer un conflit avec l'Inde entrait dans cette perspective. Entre temps, l'année chinoise était entrée en Birmanie, sous prétexte de poursuivre les restes de l'armée du Kuomintang. Selon les mémoires de Û. Drozdov[490], cela avait pour but de provoquer un conflit entre l'Union Soviétique et les pays occidentaux. Alors que Pékin multipliait les slogans fondés sur la rhétorique de la solidarité prolétarienne contre l'impérialisme capitaliste, l'Union Soviétique se refusait à provoquer une confrontation avec les pays occidentaux, préférant préserver l'équilibre nucléaire. Mao, fidèle à sa mentalité de chef de guérilla, ne pouvait accepter une telle situation et concevait l'arme nucléaire comme un outil pour vaincre l'ennemi de classe. L'Union Soviétique s'efforça d'empêcher Mao de glisser vers des aventures ultra-gauchiste et de le faire obéir à la discipline du bloc communiste. Mais Pékin fit la sourde-oreille et continua à mener une politique de préparation à la révolution mondiale. Le

[490] Û.DROZDOV, *Vospominaniâ načal'nika nelegal'noj razvedki* (Mémoires du chef du renseignement clandestin), Moscou, 1999

bureau politique du P.C.U.S. ne voyait pas que Pékin avait choisi, sous couvert de défense de la révolution mondiale, la voie de la renaissance nationale et de l'affirmation de la Chine sur la scène mondiale.

Le conflit entre l'Inde et la Chine ne s'enracine pas dans l'indétermination du tracé de la frontière mais dans l'insurrection tibétaine causée par l'offensive chinoise en 1959[491], suite à laquelle le Dalaï Lama et 50 000 réfugiés tibétains s'étaient enfuis en Inde. Ces insurrections étaient le fait de groupes de guérilla tibétains réfugiés en Inde. Des régiments chinois provoqués par les tibétains les poursuivirent jusqu'en territoire indien, où ils furent arrêtés par des garde-frontières indiens[492]. Le 29 août 1959, les régiments chinois et indiens ouvrirent pour la première fois le feu[493].

Suite à la visite en Inde de Khrouchtchev en 1955, l'U.R.S.S. commença à attacher une grande importance à ses relations avec ce pays. Aujourd'hui, les relations de coopération entre l'Inde et la Fédération de Russie sont excellentes, ce qui permet à la Russie de tirer

---

[491] La ligne frontalière indo-chinoise fut créée artificiellement au 19ème siècle par les anglais sous le nom de « ligne Mc Magon ». Pourtant, l'historiographie chinoise actuelle considère sérieusement l'hypothèse selon laquelle cette ligne serait une démarcation naturelle de l'ère culturelle et ethnique Han et refusent ainsi de reconnaître l'existence historique de l'Etat tibétain.

[492] La ligne frontalière dans l'Himalaya passe de pic en pic et n'était pas rigoureusement démarquée : en 1959, il était donc difficile d'indiquer avec précision la place de la frontière indo-chinoise.

[493] A partir des années 1960, la Chine a adopté dans cette région la politique suivante : « le voisin de mon voisin est mon ami ». En pratique, cela aboutit à une alliance militaire avec le Pakistan au détriment l'Inde. Aujourd'hui, par contre, cette alliance peut aboutir à plusieurs surprises « risquées » et conséquences néfastes pour Pékin. Le conflit Indopakistanais sur la région du Cachemire, dans lequel la Chine prit position en faveur du Pakistan, persiste. La Chine revendique les terres d'Aksay-Qin, une partie de Ladakh (région au Nord Est de Djamuu-Cachemire). Dans les années 1950, la Chine construit dans cette région la route qui relie le Xinjiang et le Tibet. L'Inde considérait cet acte comme une violation de son territoire.
Voir: S.SINGH, *Sino-Indian Ties : Moving Beyond Confidence-Building Measures*, The South African Jornal of International Affairs, Johannesburg, 1997, Vol.4, N.2. En 1964, les essais nucléaires chinois ont entraîné le lancement du programme nucléaire indien qui s'est concrétisé par le premier essai nucléaire en 1998. Cet essai permit à l'Inde d'atteindre une « parité psychologique » avec la Chine et de la débarrasser du « complexe » et de la pression de la menace militaire chinoise. Voir: B.VIVEKANANDAN, *CTBT and India's Future*, International Studies. New Delhi, 1999, vol.36, n.4. Pour les politiques indiens, l'équilibre des forces nucléaires permet de maintenir la stabilité stratégique de leurs relations avec la Chine.
Voir: .N.DIXIT, *External Threats and Challenges*. *An Overview of India's Foreign Policy,* World Affairs, New Delhi, 1999, Vol.3, n.1. Aujourd'hui, les relations sino-indiennes se rétablissent avec lenteur. En Inde, le sentiment profond de suspicion à l'égard de la Chine persiste dans toute relation. En Inde de nombreuses analyses sont publiées sur la situation Sino-indienne. Elles font ressortir deux caractéristiques : la Chine est une menace pour tous les pays de l'Asie du Sud et la Chine est une alliée stratégique qui s'intéresse à l'émergence d'un ordre mondial bipolaire. En 2002, le professeur Devendr Kayshik dans un article de la revue russe *Slovo* indiquait que le gouvernement indien menait une étude sérieuse sur la perspective de construire la route commune avec la Chine menant vers l'Asie Centrale et ses ressources en gaz et pétrole. Mais, les experts chinois et indiens objectent au détriment de ce projet optimiste de coopération pour le développement mutuel que le problème frontalier est un obstacle insoluble.

parti des tensions entre la Chine et l'Inde. L'Inde est considérée par la Russie comme le contre-poids de l'expansion chinoise en Asie du Sud.

Le représentant de l'U.R.S.S. en Chine, Antonov, dut donc entreprendre une série de consultations avec la partie chinoise et s'employer à résoudre le conflit en s'appuyant sur « l'esprit de l'amitié historique entre les peuples chinois et indien ». Liu Shaoqi exposa à Antonov le point de vue de Pékin sur la situation à la frontière indienne :

Il n'y a pas de raison de mener une guerre. L'Inde mène une guerre de papier contre la Chine, soutenue en ce sens par les impérialistes occidentaux. L'Inde de Nehru ne doit pas soutenir le Dalaï Lama ni offrir une base de combat aux séparatistes tibétains. Les Chinois demandent à Moscou son soutien pour s'opposer à l'Inde derrière laquelle agit l'Angleterre impérialiste. Mais Moscou ne céda pas et continua à promouvoir une résolution pacifique du conflit.

Le 9 septembre, Antonov s'entretint avec le ministre des affaires Chen Yi et exposa le projet de déclaration de T.A.S.S. qui indiquait que l'U.R.S.S. entretenait de bonnes relations avec l'Inde et que la Chine était son alliée et se disait confiante en la capacité des deux pays à régler leurs malentendus en prenant en compte leurs intérêts communs. La partie chinoise accueillit très froidement cette proposition et demanda à Moscou de ne pas la publier. Antonov transmit ces réactions à Khrouchtchev, ce qui n'empêcha pas la publication dans la presse de cette déclaration, en violation des usages en vigueur au sein du camp socialiste. Cela fut considéré par la Chine comme une grave trahison de l'amitié sino-soviétique. Le 13 septembre, Cheng Yi transmit la réponse officielle du P.C.C. qui qualifiait la déclaration de T.A.S.S. de néfaste à l'Etat chinois. Verešagin et Kulik considèrent que Khrouchtchev aurait pu s'abstenir de prendre ouvertement position en faveur de l'Inde, où l'U.R.S.S. n'avait aucune intérêt géopolitique et géostratégique. En soutenant la Chine, il aurait pu freiner le processus d'aggravation des relations sino-soviétiques.

La visite de Khrouchtchev à Pékin en octobre 1959 met le feu aux poudres. L'article « Vive le léninisme »

L'historiographie soviétique a beaucoup critiqué « l'aventurisme politique et militaire » de Mao qui avait cherché à provoquer des conflits avec les pays voisins. Aujourd'hui, l'historiographie russe qualifie ces prises de position de la Chine communiste de retour à la politique impériale traditionnelle pro-Han. La crise du Détroit de Formose comme la guerre sino-indienne marquèrent l'abandon par Mao du cours politique de Moscou fondé sur la coexistence pacifique avec les pays occidentaux au profit de la poursuite d'une voie nationale de développement. Ces choix politiques de Mao en faveur de la renaissance de la nation chinoise et leur application en politique étrangère par Zhou Enlai perdureraient avec Deng Xiaoping en prenant la forme d'une modernisation économique de la Chine.

Si la thèse de la possibilité du maintien de la Chine dans la sphère d'influence soviétique ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique russe, il semble néanmoins que l'Union Soviétique aurait eu les moyens de conserver une influence importante sur la Chine en acceptant de traiter avec elle d'égal à égal. A la fin des années 50, Staline étant décédé, Mao pouvait ne plus se comporter en sujet obéissant. Tous ceux qui auraient pu faire perdurer l'ordre stalinien avaient été éliminé par le Kremlin lui-même. Beria, ministre des affaires intérieures de l'U.R.S.S., fut éliminé, ainsi que ses proches par les militaires dirigés par le maréchal Joukov pendant le « coup d'état » de l'été 1953. Or, il avait l'habitude de diriger en personne ses agents au bureau politique du P.C.C. – sa disparition avait donc également des conséquences considérables sur le plan de la politique extérieure. Khrouchtchev, contrairement à Staline, ne possédait pas le charisme nécessaire pour se faire obéir aveuglément. Son manque de respect envers les dirigeants chinois rendait d'autant plus difficiles les relations sino-soviétiques.

Le 1er octobre 1959, des délégations des partis communistes du monde entier participèrent à Pékin aux commémorations du 10ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Mais les félicitations de l'Union Soviétique furent présentées par Suslov et non par Khrouchtchev, qui n'arriva que deux jours plus tard en Chine. C'était une gifle personnelle pour Mao, pire que toutes les critiques politiques qui avaient pu être prononcées auparavant. L'affront était d'autant plus douloureux que le retard de Khrouchtchev était dû à la prolongation de sa visite officielle aux Etats-Unis. Le 3 octobre,

jour d'arrivée de Khrouchtchev, avait lieu un banquet commémoratif au cours duquel celui-ci prononça une expression qui surprit beaucoup les délégués de tous les partis communistes du monde : « Nous, les communistes soviétiques,… », Dit-il, - comme si une vérité soviétique existait, différente de celle des autres partis communistes. Le 4 octobre se déroula une rencontre entre Mao, Khrouchtchev et des membres du comité central des deux partis, dont il n'existe officiellement aucun sténogramme, seulement un compte-rendu général. Kulik, Kapica, Tihvinskij, Verešagin et Maslov, résument les points principaux de ce rendez-vous :

Mao réclama catégoriquement à l'U.R.S.S. la bombe nucléaire. La Chine ne se satisferait pas de la possession du processus technologique : il lui fallait une arme toute prête car la Chine ne possédait pas encore l'infrastructure nécessaire à la production d'une telle bombe. Mao appela Khrouchtchev à reconnaître que la Chine était attaquée par les marionnettes impérialistes d'Inde et de Taiwan et que la Chine, pour se protéger, avait besoin de davantage que des promesses soviétiques, c'est à dire de l'arme nucléaire, seule garantie possible de la puissance et de l'autonomie de la Chine. Fournir la bombe atomique à la Chine constituait le devoir moral des communistes soviétiques envers les Chinois qui mènent le combat contre les impérialistes.

Quand Khrouchtchev fit part de la requête du président Eisenhower de libérer les militaires américains capturés par la Chine pendant la guerre de Corée, cela fit scandale. Les captifs américains constituaient en effet l'un des enjeux des relations sino-américaines[494].

Les Chinois émirent de vigoureuses critiques de la politique extérieure soviétique – particulièrement en ce qui concerne le conflit sino-indien. Cheng Yi affirma que l'U.R.S.S. protégeait l'Inde capitaliste au détriment de la Chine socialiste. Khrouchtchev rétorqua qu'il ne comprenait pas l'enjeu de cette guerre : quelques sommets himalayens, des zones désertes et sans intérêt militaire. Khrouchtchev essaya d'expliquer aux chinois le rôle stabilisateur d'une Inde neutre. Les Chinois accusèrent alors Khrouchtchev de trahison ce qui provoqua un flot d'obscénités de la part de ce dernier. Verešagin se souvient que la délégation soviétique proposa de détruire immédiatement toutes les notes de cette discussion et de considérer ces événements comme des malentendus. L'historiographie

[494] Les vétérans des services secrets soviétiques indiquent que certains citoyens américains furent envoyés de la Chine en Union Soviétique. L'archive de la Lubyanka ne fournit pas d'information sur cette hypothèse. Cela ne suffit néanmoins pas à conclure à l'absence de ces citoyens américains en territoire soviétique.

chinoise indique également que ces notes sont secrètes, tout en insistant sur le fait que ce discours de Khrouchtchev avait produit une très mauvaise impression sur Mao et sur les membres du comité central.

Khrouchtchev quitta Pékin immédiatement après cette rencontre, bien avant la date initialement prévue.

Le 14 octobre 1959, Mao rencontra Antonov. Verešagin fut chargé de transcrire ces discussions. Son livre constitue aujourd'hui le seul témoignage direct de cette période complexe des relations sino-soviétiques. Selon lui, cette réunion fut une manœuvre politique de Mao qui se félicita du cours politique de Moscou et de ses résultats – en particulier la récente visite aux Etats-Unis. Il chargea Antonov de dire à Khrouchtchev que le conflit avec l'Inde ne s'élargirait pas[495]. Il donna son accord pour faire reculer ses troupes à 20 km de la ligne de combat et commencer à négocier avec l'Inde, tout en critiquant la provision d'avions de combat envoyés par l'U.R.S.S. à la Chine. Il expliqua aussi que la question taiwanaise était une question de première importance pour l'unification de la patrie chinoise et qu'il ne pouvait pas céder sur ce point aux américains – le seul compromis acceptable était que la Chine attende dix à quinze ans, période à l'issue de laquelle les américains devraient accepter que Taiwan revienne dans le giron de Pékin.

Il peut sembler étrange que deux pays alliés règlent leurs querelles internes de politique intérieure par des prises de position dans des crises internationales avec des pays tiers. Si cela arriva, c'est parce que critiquer l'expression en politique intérieure de l'idéologie du pays frère aurait été une ingérence intolérable. Les critiques ayant trait à la politique intérieure ne pouvaient sortir du cercle des discussions internes entre les deux partis. Dans les années 50-60, les pensées politiques soviétique et chinoises ne pouvaient mutuellement s'imposer une norme de forme étatique. Pourtant, les historiographies chinoise et soviétique s'accordent sur le fait que les accusations de Mao de « révisionnisme » et « capitulation devant l'impérialisme » seraient vérifiées par les faits historiques dans les années 80. La capitulation de Gorbatchev est directement enracinée dans le révisionnisme

[495] Pourtant, le 21 juin 1962 se déroula une importante confrontation entre les armées chinoise et indienne, sur tout le secteur est de la frontière sino-indienne.

de Khrouchtchev. Parallèlement, la Chine survécut à la purge terrible de la révolution culturelle et l'héritage de Mao repris par Deng Xiaoping aboutit au « miracle chinois ».

La politique étrangère des deux pays s'opposait sur les enjeux principaux de l'époque. C'est la vision fondamentale du monde qui était en jeu : la question de la guerre et de la paix, l'attitude par rapport à l'impérialisme, l'idée de la révolution mondiale, le rôle des armes nucléaires. Le désaccord entre les deux partis se transforma en polémique idéologique irréductible. Si Moscou, bien que désapprouvant la politique chinoise à Taiwan et en Inde, pouvait comprendre que celle-ci était dictée par l'intérêt national, Pékin ne considérait pas la visite de Khrouchtchev aux Etats-Unis comme une simple étapes des relations américano-soviétiques, mais aussi comme un événement ayant des répercussions sur les relations sino-soviétiques. Pékin en conclut que Khrouchtchev avait tendance à sacrifier ses relations avec la Chine au profit des relations avec les Etats-Unis.

Dès 1959, la Chine commença à mener son propre jeu avec l'occident, et particulièrement avec les Etats-Unis. C'est alors qu'apparut dans le lexique des relations internationales le terme de « triangle stratégique U.R.S.S.- Chine - Etats-Unis ».

Le 2 août 1959, le représentant de l'U.R.S.S. en Chine, Sudarikov, avait informé Cheng Yi de l'invitation reçu par Khrouchtchev de se rendre aux Etats-Unis, et celle de Eisenhower de venir à Moscou. Cheng Yi répondit que la visite de Khrouchtchev aux Etats-Unis démontrait la faiblesse de l'impérialisme américain[496]. Mais après la publication de la déclaration T.A.S.S. dans la presse[497], le ton de la diplomatie chinoise changea.

Les 8, 16 et 22 avril 1960, la revue *Hongqi* publia une série de trois articles consacrés au 80ème anniversaire de la naissance de Lénine. Le 22 avril, au cours de la conférence consacrée à cet anniversaire, le chef de la section de la propagande du comité central du P.C.C., Lu Ding Yi[498], fit un long discours. Ces quatre textes furent rassemblés et restèrent célèbre sous le titre de « Vive le Léninisme », présenté comme la réponse du P.C.C. à la politique schismatique du P.C.U.S., visant à défense le marxisme-léninisme contre les hésitations idéologiques au sein du mouvement communiste mondial, et à protéger les

[496] Arhiv vnešnej politiki M.I.D. (Archives de politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 52, dossier 10, cahier 443, lettres 232-240
L'accès aux archives du ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a été effectué après autorisation administrative du F.S.B., dans le cadre de la préparation de cette thèse.
[497] *Pravda*, 09.09.59

décisions de la déclaration de 1957. Le P.C.C. y déclarait vouloi protéger les postulats du marxisme-léninisme contre l'impérialisme mondial, la guerre dans le monde, pour imposer l'idée de la révolution prolétaire et la dictature du prolétariat. L'article se devait de corriger les thèses erronées propagées par le P.C.U.S.[499]. Ce rapport de Lu Ding Yi fut beaucoup critiqué via les canaux de communication entre les deux partis. A la même période, la coopération économique, scientifique et culturelle entre les deux pays s'arrêta presque. Les étudiants chinois des différentes villes soviétiques commencèrent à diffuser autour d'eux, sur ordre de leur ambassade, des copies de ce rapport. Cela provoqua les protestations diplomatiques soviétiques. Le sommet de l'affaire fut une tentative de manifestation de ces étudiants sur la Place Rouge. Le gouvernement soviétique extrada alors tous les étudiants chinois d'Union Soviétique. Le 6 septembre 1963 fut publié en Chine un article intitulé « Apparition et développement des contradictions entre les dirigeants du P.C.U.S et nous ». En réponse, le comité central du P.C.U.S. publia une lettre ouverte le 14 juillet 1963 débutant par « En avril 1960, les camarades chinois dévoilèrent ouvertement leurs désaccords avec le mouvement communiste mondial dans un recueil intitulé « Vive le léninisme » composé à partir de fragments des œuvres de Lénine traités hors-contexte ou mal expliqués. « Vive le léninisme » aurait était dirigé contre la déclaration de 1957 et les thèse de Mao s'opposeraient à la vision léniniste de coexistence pacifique de pays aux systèmes sociaux différents et à la prévention d'une nouvelle guerre mondiale, contre la piste pacifique de développement du socialisme[500]. Les allégations sur les travaux de Lénine des deux parties étaient globalement justifiées. Le problème est plutôt que Lénine avait proposé des thèses très différentes au cours de sa vie[501]. Ainsi, à la veille de la révolution d'octobre, il excluait la possibilité d'une révolution prolétaire en Russie. C'est pourquoi juste avant la révolution d'octobre, il eut besoin de théoriser la révolution d'urgence, ce qu'il fit à Smolnyj, au moment où les matelots révolutionnaires de *Centrobalt*[502] étaient en route pour arrêter le gouvernement provisoire de Kerenski.

---

[498] Pendant la révolution culturelle, Lu Ding Yi disparut de la scène politique chinoise.

[499] *Vozniknovenie i razvitie raznoglasij mejdu K.P.S.S. i nami* (Apparition et développement des contradictions entre le P.C.U.S. et nous), Pékin, 1963, (en russe)

[500] *Otkrytoe pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza partijnym organizaciâm, vsem kommunistam Sovetskogo Soûza* (Lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. aux cellules du parti et à tous les communistes de l'Union Soviétique), Moscou, 1963

[501] Staline de même

[502] Comité des députés des matelots révolutionnaires de la mer balte est l'une des structures sur lesquelles le parti bolchevik s'est appuyé pendant la révolution d'Octobre.

En juin 1960, à Bucarest, la conférence des partis communistes et ouvriers fut consacrée à l'ouverture du 3ème congrès du parti communiste roumain. Pendant cette conférence eut lieu une confrontation forte et publique entre le P.C.U.S. et le P.C.C. initiée par Khrouchtchev : devant l'ensemble des délégués, il traita le P.C.C. de chien enragé s'étant rangé sous l'étendard de la bourgeoisie monopoliste et impérialiste. Le conflit sino-indien serait également une pure manifestation du nationalisme chinois. Le P.C.C. serait un « Trotsky » empli de haine envers le parti communiste soviétique[503].

L'année 1963 vit l'apogée des tensions. Khrouchtchev prit la décision de « punir » la Chine en fermant presque tous les programmes de coopération économique entre les deux pays. Khrouchtchev pensait pouvoir ainsi faire plier Mao, qui restait dépendant de l'aide économique soviétique. Mais au contraire, cela renforça les Chinois dans leur opposition car ils y virent la preuve de la trahison soviétique.

L'« aide soviétique au peuple fraternel chinois » était l'une des composantes majeures des relations intergouvernementales entre la Russie et la Chine. Le rappel des spécialistes constituait donc une rupture unilatérale de contrats importants entre les deux pays. Formellement, le gouvernement chinois avait le droit de se plaindre auprès des soviétiques du départ des spécialistes. Mais pour la Russie, l'arrêt de cette aide extraordinaire à la Chine ne constituait que le retour dans les limites de relations intergouvernementales classiques, grâce l'arrêt du parasitage par la Chine de l'aide économique, financière et militaire soviétique. Au nom de l'internationalisme prolétaire, l'Union Soviétique avait dû créer pour l'Etat voisin, avec lequel il avait eu à régler plusieurs situations conflictuelles, un complexe militaro-industriel capable de se retourner à tout moment contre les soviétiques. L'U.R.S.S. avait aussi transféré gratuitement à la Chine 24 000 dossiers *scientifico-techniques* d'une valeur estimée à plusieurs milliards de dollars américains. Kulik insiste sur le fait que les relations entre les deux pays étaient fondées, au moins pour les soviétiques, sur la croyance en l'internationalisme socialiste et prolétaire. Cet arrêt du don de ressources de l'Union Soviétique vers un pays allié était inédit dans l'histoire du bloc communiste. Khrouchtchev avait dépassé les bornes de ce que pouvaient supporter les délégués chinois. En plus de cette humiliation publique arriva un grave incident : les délégués du P.C.U.S. diffusèrent parmi les autres délégués une note

[503] *Vozniknovenie i razvitie raznoglasij mejdu K.P.S.S. i nami* (Une apparition et développement des contradictions entre P.C.U.S. et nous), Pékin, 1963, (en russe)

d'information du comité central du P.C.U.S. datée du 21 juin dans laquelle tous les dirigeants chinois étaient critiquées pour leur vision déviante. A partir de cette date, les communistes chinois déclarèrent ouvertement leur combat contre le P.C.U.S.

Le 6 juillet 1960, le conseiller de l'ambassade de l'U.R.S.S. en Chine, Soudarikov, annonça au chef de la section de la propagande du comité central du P.C.C. Zhang Zi Yi, que Moscou arrêtait la publication des revues chinoises en russe, « *Družba* » (L'Amitié) et de « *Sovetsko-kitajskaâ družba* » (l'Amitié soviético-chinoise). La justification d'une telle décision est que les articles publiés dans ces revues étaient idéologiquement incompatibles avec la doctrine soviétique.

Du 17 au 22 septembre 1960, une délégation chinoise menée par Deng Xiaoping[504] se rendit à Moscou pour tenter de résoudre le problème du départ des spécialistes soviétiques de Chine. Les négociations furent marquées par une atmosphère très pesante. Moscou posa ses conditions au retour des spécialistes : le rappel en Chine des fonctionnaires de l'ambassade ayant organisé la diffusion de « Vive le léninisme » sur la Place Rouge et l'arrêt des violations de la ligne frontalière sino-soviétique. Deng Xiaoping protestait contre le fait que les communistes soviétiques déplacent le débat idéologique dans la sphère des relations intergouvernementales. Aux grossièretés de Khrouchtchev il répondit par des grossièretés, ce que son ancienneté pouvait lui permettre face au dirigeant soviétique : dans les années 30, il était déjà l'un des chefs charismatiques du P.C.C. quand Khrouchtchev n'avait qu'un poste de moindre importance politique en Ukraine. Avant son arrivée à Moscou, Deng Xiaoping avait rencontré l'ambassadeur soviétique Červonenko et lui avait expliqué sa position : « les communistes n'ont pas peur de la discussion. Sinon on peut jeter le marxisme dans la corbeille à papier. Le marxisme se forge dans la lutte. Pour atteindre la compréhension entre nos deux partis, dans les conditions actuelles, les délégations ne doivent pas masquer leur point de vue ». Les négociations n'aboutirent pas.

---

[504] Mao pensait que si Deng Xiaoping se rendait en personne à Moscou, cela pourrait peser dans les négociations car celui-ci avait une bonne connaissance de l'U.R.S.S. où il avait étudié dans les années 20. Mais à la fin des années 60, Deng Xiaoping ne pu renouer le contact avec ses anciens amis, qui n'avaient pour la plupart pas survécu aux purges staliniennes et à la seconde guerre mondiale ou avaient été démis de leurs fonctions par Khrouchtchev qui détestait les cadres staliniens. Les représentants de la nomenklatura soviétique qu'il rencontra n'avaient aucun point commun avec les jeunes communistes romantiques qu'il avait fréquenté plusieurs décennies auparavant. Il avait néanmoins participé en 1956 au 20ème congrès du P.C.U.S. et à une réunion à Moscou sur les cas de la Pologne et de la Hongrie. En 1957, il avait également participé au congrès des partis communistes et ouvriers à Moscou.

Des années 60 aux années 80, Deng Xiaoping se trouva toujours en première ligne des disputes idéologiques entre les deux partis. Quand il reçut le pouvoir en 1976, Deng ne changea pas sa position politique par rapport à l'Union Soviétique. Il n'excusa pas le révisionnisme du P.C.U.S. En 1989, quand Gorbatchev arriva à Pékin, il se trouva face au témoin de la grande époque soviétique, et de l'avis des observateurs soviétiques, il eut l'air très fragile face à ce vétéran qu'était Deng Xiaoping.

Entre le 1er et le 20 octobre 1960 se réunit à Moscou la commission préparatoire pour la conférence des partis communistes et ouvriers de 1960. Les vétérans des services secrets soviétiques racontent que les travaux de cette commission échouèrent à cause de profonds désaccords entre les délégués du P.C.C. et du P.C.U.S.

En 1960 eurent lieu les premiers incidents à la frontière sino-soviétique. Si des incidents mineurs avaient eu lieu auparavant, ils avaient toujours immédiatement été résolus au niveau local. En 1960, les nomades chinois (kazakhe de la région Yili du Xinjiang) passèrent la ligne frontalière et arrivent dans le secteur de Buz-Aygyyr. Mis en demeure par les garde-frontières de quitter le territoire soviétique, ils répondirent qu'ils se trouvaient en territoire chinois. L'enquête menée par les services soviétiques montra que ces nomades avaient agi sur ordre des services de sécurité intérieure (*Gong An Bu)* chinois. Les archives du F.S.B. indiquent que cette opération aurait été planifiée assez longtemps à l'avance et aurait constitué l'une des premières provocations des services secrets chinois. En 1960, le gouvernement soviétique ne se rendait pas compte des conséquences graves auxquelles mèneraient les disputes idéologiques.

Au début des années 60, la question frontalière en était restée au stade des négociations diplomatiques de 1931 entre l'U.R.S.S. et le Mandchoukouo. Les dirigeants soviétiques s'imaginaient que l'émergence d'une Chine communiste avait aboli les possibilité d'existence mêmes du problème frontalier : deux Etats partageant l'idéologie marxiste-léniniste ne pouvaient développer de prétentions territoriales l'un envers l'autre. Au moment des premières consultations de 1961 visant à « préciser » la position de la ligne frontalière, les garde-frontières du K.G.B. envoyèrent un rapport au comité central du P.C.U.S. dans lequel ils expliquaient la situation paradoxale selon laquelle la ligne de la frontalière délimitée depuis 1687 par le traité Nerchinsk n'avait jamais été démarquée : la frontière était donc plus « virtuelle » que « physique ». La partie soviétique se trouvait

ainsi devant la nécessité de respecter le statut quo d'un « espace non-déterminé » entre les deux pays, sans que la ligne frontalière puisse être tracée sur une carte géographique[505].

De 1959 à 1961, les relations sino-soviétiques évoluèrent graduellement de la discussion politique à l'opposition géopolitique, avec une montée des slogans nationalistes. En 1961 eut lieu le 22ème congrée du P.C.U.S., pendant lequel se dessina profondément la confrontation entre les lignes politiques du P.C.C. et du P.C.U.S. Si le 20ème congrée du P.C.U.S. avait déclaré l'avènement d'un cours politique nouveau « post stalinien », le 22ème congrès couronnait la victoire de Khrouchtchev et de sa vision du « stalinisme ». Au cours du congrès, de nouvelles attaques furent menées contre Staline. Elles étaient rendues nécessaires par le manque de légitimité du rapport de Khrouchtchev rendu après la fermeture officielle de la session du 20ème congrée. Cette fois, la critique prit la forme d'un document officiel et de l'adoption d'un nouveau programme du P.C.U.S. rompant avec le modèle stalinienne du socialisme économique et politique. Ce nouveau cours politique proposé par Khrouchtchev n'était pourtant pas neuf pour l'Union Soviétique : il reprenait la politique de la N.E.P. *Novaâ ekonomiĉeskaâ politika* (La politique d'économie neuve) lancée par Lénine dans les années 20 pour relever l'économie nationale du désastre après la première guerre mondiale et la guerre civile[506].

Mais la société soviétique, affaiblie par les privations de la deuxième guerre mondiale et la reconstruction à marche forcée de l'économie nationale, n'était pas mûre pour les transformations idéologiques proposées par le P.C.U.S. « renouvelé », en particulier pour le remplacement de l'idéal du service à la patrie et à la société par l'idée la tyrannie de la satisfaction des besoins de l'individu[507]. L'admiration à peine dissimulée de Khrouchtchev pour l'agriculture des fermiers de Texas aboutit à des résultats déplorables : à la veille de la démission de Khrouchtchev, en 1964, le pain de blé avait disparu de toute l'U.R.S.S.

[505] Au niveau régional, il s'agissait d'une pratique normale, établie depuis déjà plus de deux siècles, permettant aux paysans et nomades chinois des incursions ponctuelles en territoire soviétique ou des pêches en eau territoriale soviétique.

[506] Ce que a été qualifiée par l'historiographie soviétique d' « industrialisation stalinienne ». Mais Staline n'avait pas laissé la système étatique soviétique se développer hors la théorie du communisme scientifique et « tendre » vers le capitalisme, penchant naturel de la N.E.P.

[507] Les causes de la mort de la société soviétique ont été expliquées dans l'article de Gennadij Zûganov sous le titre « Smysl i delo Oktâbrâ » (le sens et l'affaire d'Octobre) publié dans le revu *Sovetskaâ Rossiâ* (La Russie soviétique), 6.11.1997. Zûganov y affirme que le slogan « de rattrapage » de l'occident proposé par Khrouchtchev était devenu son obsession et s'était diffusée dans toutes les sphères de la vie en U.R.S.S.

Selon le sinologue Kulik qui a proposé une analyse comparative des sociétés chinoise et soviétique, c'est Khrouchtchev et son « rattrapage » de l'Occident qui ont rendu possible la perestroïka de Gorbatchev.

La délégation chinoise dirigée par Zhou En Lai a quitté le congrès sept jours avant son terme officiel du fait de violentes contradictions entre Khrouchtchev et les communistes chinois. Le P.C.C. restait représenté par Peng Zhen. Le départ de la délégation du P.C.C. fit scandale. A l'aéroport de Pékin, Mao vint personnellement à la rencontre de Zhou En Lai pour témoigner de son soutien absolu à sa prise de position de Moscou. Pour les communistes chinois, le 22ème congrée de P.C.U.S. démontrait que Khrouchtchev et son équipe avaient abandonné l'idée de construire le socialisme et commencé à se régresser vers le capitalisme et la société de consommation.

Le période entre 1961-1963 marqua un affaiblissement des critiques réciproque. Les échanges empruntèrent les canaux internes et restèrent inconnu du grand public.

Si les dirigeants du P.C.U.S. et du P.C.C. continuaient à s'accuser réciproquement de trahison du marxisme-léninisme et du socialisme, ils spécifiaient que cette trahison ne touchaient que les fractions les plus hautes de l'Etat et du parti et non l'ensemble du pays. En résulta une situation absurde dans laquelle les deux parties s'excommuniaient mutuellement du marxisme-léninisme tout en s'abstenant du geste ultime de refuser au parti et à l'Etat d'en face le titre de « socialiste » ou « communiste ». C'est pourquoi de simples membres du P.C.C. se trouvant en Union Soviétique commencèrent à faire de petites manifestations dans plusieurs villes, en appelant au peuple communiste soviétique pour qu'il cesse d'obéir aux décisions révisionnistes des têtes du P.C.U.S. Au début de 1962, au moment où les accusations de Moscou et Pékin atteignaient leur apogée, fut organisée à Canton une conférence scientifique à laquelle participèrent Liu Shaoqi, Zhou Enlai et Chen Yi et où ils appelèrent à distinguer le révisionnisme du comité central du P.C.U.S. et le simple peuple communiste. Il s'agissait donc de combattre le révisionnisme tout en protégeant l'amour pour l'Union Soviétique.

Si la polémique idéologique entre le P.C.U.S et le P.C.C. prit un tour si aigu, c'est parce qu'elle était sous-tendu par la question du type de relations que pourraient entretenir l'Union Soviétique et la Chine en avenir : coopération de deux pays socialistes ou

coexistence de deux Etats aux systèmes sociaux différents. La valeur du système politique du pays voisin était jaugé à l'aune de sa pureté idéologique – chacun étant persuadé de la justesse de ses arguments. Pour éviter de telles confrontations idéologiques, la conférence de 1957 avait eut pour objectif de s'accorder sur la formulation des principes fondamentaux du marxisme-léninisme[508]. Mais les historiographies russes et chinoises oublient le développement historique du marxisme-léninisme : le socialisme et les lois de son développement n'ont pas été inventés par Marx et Lénine. Ces derniers n'ont que décrit et théorisés les principes fondamentaux d'un processus social qui existait déjà auparavant. Le rappel des spécialistes soviétiques ne signifiait ainsi pas que l'un des deux pays cessait d'être socialiste. Mais ces tensions renforcèrent des tendances de politiques intérieures ayant des conséquences contraires au marxisme-léninisme sur la scène internationale. Tandis que l'Union Soviétique devenait « social-impérialiste » ayant abandonné la lutte des classes, la Chine se tournait vers le « social-extrémisme », dont l'ultra gauchisme menaçait de produire des guerres dans des situations où celles-ci ne favoriseraient pas la lutte des classes. En effet, le politique étrangère étant la continuation de la politique intérieure par d'autres moyens, celle-ci reflète la lutte des classes, dans tous les pays et quel que soit le système politique. Ainsi, contrairement à ce que clamaient les Chinois qui ne reconnaissaient de valeur qu'à la lutte armée, la coexistence pacifique pouvait également constituer une forme de cette lutte des classes. Mais celle-ci démontra son inefficacité puisque la lutte fut finalement remportée par les Etats-Unis.

La création de l'image de l'ennemi.

En septembre 1963 la section idéologique du P.C.C. prit l'initiative de publier une série d'articles en réponse à la « Lettre ouverte du 14 juillet 1963» du comité central de P.C.U.S.

Entre septembre 1963 et juillet 1964, le *Ren Min Ri Bao* et *Hong Qi* publièrent neuf articles critiquant la politique étrangère menée par Khrouchtchev. Mao corrigeait

[508]*Deklaraciâ predstavitelej kommunističeskih i rabočih partij socialističeskih stran. Manifest Mira* (Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes à Moscou 14-16 novembre 1957. Manifeste pour la paix), Moscou, 1957

personnellement ces articles et s'intéressait à la réaction de la presse soviétique à ces publications en Chine. Le but de cette initiative était de présenter le P.C.U.S. et l'U.R.S.S. comme irréductibles du P.C.C. et du peuple chinois comme traîtres de la révolution mondiale. Mao transforma la polémique idéologique entre Moscou et Pékin en contradictions majeures entre classes antagonistes. Le côté soviétique n'était pas prêt à cette démarche. Le 29 novembre 1963, Khrouchtchev envoya une lettre au comité central du P.C.C. dans laquelle il exprima son inquiétude par rapport à l'aggravation de cette polémique et sa volonté de parvenir à une amélioration des relations entre P.C.C. et P.C.U.S. Il insista sur les points de concorde entre les deux partis : la lutte des classes, le combat contre l'impérialisme, le rôle fondamental de la dictature du prolétariat… Il fit part de son souhait pour préserver mais aussi renforcer la coopération entre les deux pays[509]. Khrouchtchev souligna que la polémique entre les deux partis porte un coup sérieux au mouvement communiste mondial pour lequel l'unité est fondamentale. Il se déclara prêt à des concessions et proposa de renouer la coopération technique et économique des deux pays et à faire revenir les spécialistes soviétiques en Chine, tout en indiquant qu'il désirait laisser les débats idéologiques momentanément hors des discussions, pour laisser le temps au deux partis de les résoudre naturellement. Mais la bonne volonté manifeste de Khrouchtchev et du P.C.U.S. fut entravée par la réaffirmation de Khrouchtchev la fidélité absolue du P.C.U.S. à la ligne du mouvement communiste international décidée lors de la conférence des partis communistes et ouvriers de 1957 et 1960 démontra aux chinois que Moscou ne cèderait pas sur la question idéologique.

Deux mois plus tard, le 14 février 1964, Suslov[510], dans un rapport au plénum du comité central du P.C.U.S., attaqua le cours politique suivi pas les communistes chinois : « Les dirigeants chinois ont aggravé leurs contradictions avec le mouvement communiste mondial jusqu'à leur point ultime. Ils essaient d'opposer le parti communiste soviétique au peuple soviétique. La presse et la radio chinoises appellent le peuple soviétique à combattre contre le comité central de notre parti et notre gouvernement. Tout cela démontre le déplacement du parti communiste chinois vers des positions d'anti-soviétisme

[509] *Pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza Central'nomu Komitetu Kommunističeskoj partii Kitaâ ot 29 noâbrâ 1963. Perepiska meždu C.K. K.P.K. i C.K. K.P.S.S. Sem' pisem* (Lettre du comité central du P.C.U.S. au comité central du P.C.C. le 29 novembre 1963. Sept lettres), Pékin, 1963, pp. 57-71, (en russe)

[510] Suslov était l'éminence grise du comité central du P.C.U.S. et fut responsable de la question idéologique au sein du comité central jusqu'à sa mort en 1982.

déclaré. Les plans véritables des dirigeants chinois n'ont rien à voir avec le marxisme-léninisme et les intérêts du socialisme mondial. Il faut dire ouvertement que l'ensemble des points de vue théoriques et politiques du P.C.C. reflètent une ré-émergence du trotskysme qui avait été rejeté par le mouvement communiste mondial[511]».

Il releva les fautes principales commisses par les communistes chinois : leur tentative gauchiste de brûler les étapes du développement social, leur exploitation de la démagogie nationaliste, leur volonté de s'imposer dans le mouvement communiste mondial, le culte de la personnalité créé autour de Mao et la volonté de la diffuser au sein de l'ensemble du mouvement communiste mondial.

Si les tensions politiques entre les dirigeants des deux pays existaient depuis longtemps dans les cercles internes et laissaient filtrer des rumeurs, ce discours constitua la première critique en public du gouvernement chinois. Le sinologue et diplomate soviétique Usov indique que l'intervention de Suslov, qui allait à contre-courant des initiatives de Khrouchtchev en faveur de la normalisation entre les deux partis, constituait une réponse à l'article publié en Chine le 4 février 1964 sous le titre « Les dirigeants du P.C.U.S. – les plus grands schismatiques de notre époque » dans lequel le P.C.U.S. était vivement attaqué. En particulier, l'U.R.S.S. et le P.C.U.S. était accusés d'avoir détruit le traité d'amitié et d'union entre la République Populaire de Chine et l'U.R.S.S. de 1950 en rappelant unilatéralement 1390 spécialistes soviétiques et en décidant de ne pas honorer 343 autres contrats. Le gouvernement soviétique avait également gelé 257 sujets de coopération scientifique et technique et commencé à mener une politique de discrimination par rapport aux marchandises chinoises et de limitation du commerce avec la Chine. Le gouvernement soviétique était accusé d'avoir provoqué des incidents sur la frontière sino-soviétique[512]. Les Chinois s'offusquaient également des déclarations d'amitié de Khrouchtchev envers les éléments anti-maoïstes du P.C.C. qui montraient ouvertement leur opposition à la ligne générale du P.C.C., au Grand Bond en Avant et à la mise en place des

[511] M.A.SUSLOV, *O bor'be K.P.S.S. za spločennost' meždunarodnogo kommunističeskogo dviženiâ. Doklad na plenume C.K. K.P.S.S. 14 fevralâ 1964. Za spločennost' meždunarodnogo kommunističeskogo dviženiâ : Dokumenty i materialy* (La lutte de P.C.U.S. pour l'unité dans le mouvement communiste international. Rapport pour le plénum de C.C. P.C.U.S. 14 février 1964. Documents et matériaux), Moscou, 1964, pp. 159-260

[512] Suite aux incidents du passage des nomades du Xinjiang « égarés » en territoire soviétique et à l'organisation de camps nomades illégaux dans les zones d'altitude du Pamir, le gouvernement soviétique proposa à la Chine d'organiser des discussions pour la résoudre les problèmes frontaliers. A cette époque, le gouvernement soviétique n'imaginait à quels événements mènerait ce petit différend frontalier.

communes populaires[513] et refusaient que les dirigeants soviétiques imposent au mouvement communiste mondial un système d'obéissance féodale. A l'argument de l'aide soviétique à la Chine, les Chinois rétorquèrent que la Chine avait également aidé l'U.R.S.S. : ainsi la majorité des crédits alloués à la Chine avaient servi à acquérir des armements produits en U.R.S.S. utilisés pour combattre les américains en Corée du Nord. Les tentatives de Moscou d'étouffer la polémique politique furent considérées comme une manœuvre des soviétiques pour ne pas porter la responsabilité des offenses subies par les Chinois. Ainsi, la proposition de retour des spécialistes soviétiques en Chine fut accueillie de façon sarcastique à Pékin :

« Nous sommes très préoccupés par la situation économique actuelle en U.R.S.S. et si vous considérez nécessaire que la Chine envoie ses spécialistes pour reconstruire votre économie, nous vous aiderons avec plaisir. »

La chance gâchée

D'après les sinologues Usov, Galenovič Verešagin, deux mois après la publication du rapport de Suslov, il aurait encore été possible pour les deux partis d'arranger la situation.

Le renversement de Khrouchtchev fut un choc important pour les dirigeants du P.C.C. qui le considérèrent comme un changement radical de la politique intérieure soviétique – à tort car il exagéraient la personnification du pouvoir en Union Soviétique. Ils ne voyaient pas que la permanence de Suslov et Mikoïan au comité central faisait perdurer la ligne anti-chinoise au sein du parti communiste soviétique.

En novembre 1964, Mao accepta d'envoyer une délégation chinoise, menée par Zhou Enlai, aux cérémonies de commémoration de la Révolution d'Octobre[514]. Mais celle-ci fut consternée d'y apprendre que le nouveau dirigeant soviétique ne remet pas en cause la politique de Khrouchtchev envers la Chine et que l'U.R.S.S. continuait à suivre, en

[513] Khrouchtchev avait qualifié les communes populaires de « démonstration d'homosexualité ».
[514] *Kratkaâ istoriâ K.P.K.* (Brève histoire du P.C.C.1921-1991), Pékin, 1993, (en russe). Le livre a été préparé par le centre des études de l'histoire du parti auprès du comité central du. P.C.C. et publié sous la direction de HU SHENG

politique intérieure comme en politique extérieure, la ligne décidée au 20ème et 22ème congrès du P.C.U.S. La délégation profita de sa visite à Moscou pour entamer des négociations avec les nouveaux dirigeants soviétiques. Au cours de l'une des rencontres eut lieu un incident resté fameux, entre le maréchal Malinovski et le maréchal He Long. L'historiographie chinoise raconte que Malinovski aurait regretté que les Chinois n'aient pas fait subir à Mao le même sort que Khrouchtchev. Une autre version de l'incident est que Malinovski aurait prononcé le nom de Staline à la place de celui de Khrouchtchev. Quand Zhou Enlai s'émut d'une telle insulte envers le dirigeant de la République Populaire de Chine, Brejnev lui répondit que Malinovski était saoul, ce à quoi Zhou Enlai rétorqua, en citant un proverbe chinois, que l'alcool faisait clamer aux hommes ce qu'ils n'osent pas dire quand ils sont sobres. Les interminables négociations furent vaines. La petite phrase de Malinovski avait laissé un ressentiment durable.

A la fin de l'année 1965, la rupture était consommée. Le 4 novembre 1965 fut publié dans le *Renmin Ribao* et le *Hongqi* l'article « Les critiques sans fin proférées par les nouveaux dirigeants du P.C.U.S. au nom de l'unité du mouvement communiste[515]» qui avait été écrit sous la dictée de Mao. Cet article fustigeait la politique des nouveaux dirigeants du P.C.U.S., affirmant que sa seule différence avec celle de Khrouchtchev était son hypocrisie. Citant le comité central, l'article continuait :

« Sur l'analyse de la situation actuelle en U.R.S.S., nous avons des positions très différentes de celles des « révisionnistes khrouchtchéviens ». Entre eux et nous n'existe que ce qui nous sépare, et rien qui nous unit. Il existe ce qui nous oppose et il n'y a aucun point commun. Le P.C.U.S. continue à renforcer son union avec les réactionnaires indiens manœuvrés par les américains pour combattre la Chine[516]».

L'article jugeait que les réformes Kosygin constituaient un pas vers la restauration du capitalisme[517]. Pourtant, au début des années 80, Deng Xiaoping défendrait devant les députés chinois la nécessité de réformes économiques en affirmant que le marché, en tant

[515] *Otpoved' razglagolstvovaniâm novogo rukovodstva K.P.S.S. o « edinstve dejstvij »* (Le refus d'accepter la démagogie des nouveaux dirigeants du P.C.U.S. sur « l'unité des actions »), Pékin, 1965 (en russe)
[516] Ibid.
[517] Ces réformes supposaient l'élargissement de la marge d'action des entreprises d'Etat, ainsi que la stimulation de l'économie par l'équilibrage des prix, du profit et du crédit. Ces réformes furent tenues en échec par une forte opposition au sein du comité central, et en particulier de Suslov. La puissante nomenklatura ne laissa pas Kosygin mettre en œuvre ses réformes qui furent discrètement enterrées, sous couvert de rhétorique démagogique. Après 1985, la perestroïka de Gorbatchev ne fut qu'une résurrection des réformes de Kosygin.

qu'il est extérieur au parti, se place en dehors de l'idéologie. Cette thèse était plus solide qu'il n'y paraît : ainsi, Lénine aurait dit, à propos de la N.E.P[518]., qu'il est possible de donner, dans une certaine mesure, un mince espace de liberté au capitalisme, au libre marché et à la propriété foncière, sans mettre en danger les fondements du pouvoir du prolétariat[519].

Le 24 février 1966, le comité central du P.C.U.S. envoya au comité central du P.C.C. une invitation, signée de la main de Brejnev à participer au 23ème congrès du P.C.U.S. qui débutait par « chers camarades » et s'achevait par des « salutations communistes fraternelles[520]». La réponse chinoise fut extrêmement froide et négative, accusant le P.C.U.S. d'avoir suscité une vague d'hystérie anti-chinoise en calomniant le P.C.C. et en montant les partis communistes du monde entier contre la Chine. L'invitation était dès lors considérée comme une manœuvre hypocrite. Par ce refus, le P.C.C. coupa définitivement tous ses contacts avec le P.C.U.S. tandis que la plupart des diplomates quittèrent Moscou et que les communications diplomatiques entre la Chine et l'U.R.S.S. furent quasiment coupées. En 1968, au moment de la Révolution Culturelle, les deux pays se trouvaient au bord de la guerre.

La nouvelle doctrine de défense de la Chine et le changement de priorités militaires

D'après les historiens militaires russes Zolotarev et Bolâtko, Pékin modifia brusquement sa doctrine de défense en 1965[521]. L'union entre l'A.P.L. et l'Armée Soviétique contre l'impérialisme occidental avait formé le pivot de la précédente doctrine militaire chinoise. Suite à la rupture entre les deux pays, le P.C.C. dut abandonner les plans communs qui avaient été discuté avec l'état-major soviétique. Le 15 août 1963, le gouvernement chinois

[518] *Novaâ Ekonomičeskaâ Politika* (Nouvelle Politique Economique)
[519] LENINE, *X s''ezd R.K.P. (b). Doklad o zamene razverstki natural'nym nalogom (15 marta 1921*), *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres complètes de Lénine), vol. 43, pp. 57-73
[520] *Pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza Central'nomu Komitetu Kommunističeskoj partii Kitaâ ot 24 fevralâ 1966. Otvetnoe pis'mo Central'nogo Komiteta K.P.K., napravlennoe 22 marta 1966 Central'nomu Komitetu K.P.S.S.* (Lettre du comité central du P.C.U.S. au comité central du P.C.C. envoyée le 24 février 1966. La réponse de C.C. P.C.C. à C.C. P.C.U.S. envoyé le 22 mars 1966), Pékin, 1966, pp. 9-10, (en russe)
[521] Au début des années 70, Dmitrij Volkogonov propose une analyse détaillée de l'édification de l'armée à l'époque de la Révolution culturelle dans *Maoizm i voennoe stroitel'stvo v Kitae* (Maoïsme et édification militaire en Chine).

déclara son opposition au traité d'interdiction partielle des essais nucléaires à l'air libre proposé par l'U.R.S.S. aux Etats-Unis : le comité central indiquait que, dans le combat contre l'agression impérialiste, tout pays socialiste devait protéger sa sécurité en développant sa capacité de défense [522]. Peu après, le comité central ajouta que la Chine développerait ses capacités de dissuasion nucléaire indépendamment de l'Union Soviétique. Le 21 août, le comité central du P.C.U.S. rétorqua que « tous les pays socialistes – République Populaire de Chine incluse, malgré ses affirmations - construisent leur défense grâce à l'aide soviétique[523]». Le 1er septembre 1963, le gouvernement chinois dévalorisa l'intervention soviétique dans la crise du détroit de Formose : « même si la situation était très tendue, le risque de guerre nucléaire était minimal. Les déclarations de soutien soviétique étaient donc inutiles[524]».

« L'histoire concise du P.C.C. de 1921 à 1991 », note qu'à cette époque, « la situation en Asie-Pacifique était particulièrement tendue, et que la Chine ayant à faire face à l'agressivité explicite et cachée venant de tous côtés… Le Parti[525] considérait que le risque de déclenchement de guerre était très sérieux et décida de se préparer au pire scénario – celui d'une attaque militaire de grande ampleur et issue de plusieurs pays à la fois ». La préparation de la guerre prit rapidement une place prépondérante dans la stratégie économique et politique du parti communiste chinois. A partir de 1964, la Chine s'employa à construire sa « 3ème ligne de défense », arrière-front civil destiné à soutenir les efforts militaires[526]. Le 8 juin 1964, Mao souligna l'importance de cette 3ème ligne de défense et la nécessité de la mettre en place dans le Sichuan – ce projet fut achevé 5 ans plus tard par le transfert du complexe militaro-industriel qui jusqu'alors avait été concentré en Mandchourie. Ainsi, en cas d'attaque nucléaire, les montagnes protègeraient les usines de l'onde de choc. L'intervention américaine au Vietnam eut des conséquences importantes sur la politique étrangère de la Chine. Une monographie publiée par un collectif d'historiens chinois, « Histoire des relations internationales, 1945-1980 » reflète

[522] La déclaration du gouvernement chinois du 15 août 1963. La réponse sur la déclaration du gouvernement soviétique faite le 3 août 1963, Pékin, 1963,10-34 (en russe) [la bibliothèque d'I.D.V.]
[523] La déclaration du gouvernement soviétique du 21 août 1963, Moscou, 1963 [la bibliothèque d'I.D.V.]
[524] La déclaration du gouvernement chinois du 15 août 1963. La réponse sur la déclaration du gouvernement soviétique faite le 3 août 1963, Pékin, 1963, pp 10-34 (en russe) [la bibliothèque d'I.D.V.]
[525] En attribuant toute la responsabilité au P.C.C., l'ouvrage passe délibérément sous silence le rôle prépondérant de Mao dans ces décisions stratégiques, le disculpant ainsi de la militarisation à outrance dont fut victime le pays pendant les années suivantes.
[526] Sous le slogan, proposé par Mao, de : « Etre prêt au combat, être prêt à la tempête, servir le peuple » .
Brève histoire du P.C.C.(1921-1991), Pékin, 1993, (en russe). Le livre a été écrite par le centre des études de l'histoire du parti auprès C.C. P.C.C. et publié sous la rédaction Hu Sheng

l'analyse officielle chinoise de l'époque : tandis que les Etats-Unis s'enfonçaient dans le bourbier indochinois, l'U.R.S.S. se transformait en grande puissance, faisant sensiblement évoluer le rapport des forces. Les chercheurs chinois en conclurent, avec raison, que l'élite américaine comprendraient que pour maintenir leur avantage stratégique, il leur faudrait réduire leur présence en Asie pour se renforcer sur les fronts principaux de lutte contre l'U.R.S.S. : l'Europe et le Proche-Orient[527]. La position chinoise facilita ce rapatriement des forces américaines en Europe : en faisant monter la tension sur le flanc est de l'U.R.S.S., la Chine rendait l'augmentation de la pression du côté ouest bien plus efficace pour les américains qui pouvaient y profiter de la chance historique de positionner leur rival sous un double front. La Chine jouait donc, malgré elle, le jeu des américains, tandis que l'U.R.S.S. devenait un ennemi pire encore que les Etats-Unis.

Ainsi, Pékin ne se positionnait plus entre un pays capitaliste et un pays socialiste mais entre deux puissances impérialistes. Cela supposait une ré-évaluation de l'Union Soviétique : le 11 mai 1964, pendant une réunion à huis-clos du conseil de planification économique, Mao déclara que l'Union Soviétique était sous la coupe d'une « dictature bourgeoise *germano-fasciste* de type hitlérien[528] ». Dès 1966, Mao commença à évoquer le risque que l'U.R.S.S. puisse utiliser l'arme nucléaire contre la Chine. Dès lors, tout le peuple chinois devait se préparer à se défendre contre « l'agression venue du nord » et mener une guerre de libération des territoires occupés par les impérialistes soviétiques – le Xinjiang et l'Extrême-Orient soviétique. De 1964 à 1967, les préparatifs anti-soviétiques au sein de l'armée chinoise ne furent pas remarqués par le Kremlin, sourd aux avertissements de ses services secrets. Le nouveau conditionnement idéologique de l'armée chinoise s'accompagna de la diffusion au sein de chaque unité militaire de nouveaux plans stratégiques de contre-offensive en Asie Centrale (Kazakhstan-Xinjiang) et du nord (Khabarovsk -Priamurie–Mongolie extérieure). La nouvelle stratégie géopolitique

[527] LÜ XIN HAN, LI SHI SHENG, LI QUN CHAO, CHEN DU YI, ZHANG ZI LIANG, *GuoJi Gunxi de Li Shi (1945-1980)* (L'histoire des relation internationales), Pékin, 1980

[528] *Repliki vo vremâ doklada rukovodâšej gruppy Gosplana o tret'em pâtiletnem plane* (Les répliques de Mao faites pendant le rapport officiel sur le troisième plan quinquennal du Gosplan chinois du 11 mai 1964), Les œuvres, Pékin, 1977 (en russe) [bibliothèque d'I.D.V.]
La Révolution Culturelle multiplierait les slogans sur une U.R.S.S. « social-impérialiste ». Et le 24 août 1973, au 10ème congrès du P.C.C., Zhou Enlai réitérerait les accusations de fascisme envers Khrouchtchev, Brejnev, et leur entourage. Brejnev n'était donc pas mieux considéré que Khrouchtchev.
Voir par exemple : ZHOU EN LAI, *Otčetnyj doklad na 10 Vsekitajskom s'ezde Kommunističeskoj partii Kitaâ (24 avgusta 1973). X Vsekitajskij s'ezd s'ezde Kommunističeskoj partii Kitaâ, Dokumenty*(Le rapport prononcé sur le 10ème congrès du parti communiste de la Chine), Documents , Pékin, 1973, pp.1-43 (en russe)

chinoise impulsée par Mao se distingua alors clairement du marxisme-léninisme, au profit d'un nationalisme typique dans la tradition chinoise, depuis la dynastie Ming. Dès la fin des années 70, Deng Xiaoping parachèverait cette construction idéologique qui, aujourd'hui plus que jamais, met l'accent sur le développement national au détriment de l'idéal communiste. Ainsi, contrairement à la Russie, la Chine ne rencontre aujourd'hui pas de difficulté à fonder son idéologie sur l'idée nationale. Ce déséquilibre menace l'intégrité du territoire russe difficile à préserver sans ciment idéologique.

Cette évolution fut sous-estimée par l'Union Soviétique qui, tout en fustigeant le nationalisme maoïste, s'entêta à appeler de ses vœux la restauration du principe de l'internationalisme prolétaire comme moteur des relations sino-soviétiques. L'ignorance de l'enracinement profond du comportement de Mao dans les traditions chinoises empêchait Moscou de réagir de façon adéquate à cette situation. A l'époque de Eltsine, le thème de « l'internationalisme prolétaire » fut remplacé par celui de « *partenariat stratégique* », terme recouvrant des attentes totalement différentes pour les parties russe et chinoise : alors que la Russie de Eltsine espérait de la Chine une alliance leur permettant de peser face au camp occidental, les Chinois étaient prêts à construire un tel partenariat « stratégique » avec de nombreux autre pays, y compris les Etats-Unis. Dès la fin des années 90, ce terme fut totalement galvaudé.

Prémices de confrontation militaire sur la ligne frontalière sino-soviétique

Pendant une décennie, de 1949 à 1959, la ligne frontalière entre les deux Etats fut réellement vécue comme un espace de communication entre deux peuples frères et le risque de tensions liées à des questions territoriales n'était même pas envisagé par les dirigeants soviétiques[529]. La Chine fut le premier pays à oser faire jour sur des prétentions territoriales à l'encontre de son puissant voisin, ce qui ouvrirait la voie, à la fin des années

[529] Malgré le fait que la Chine était une nation amie, l'Union Soviétique conserva un important arsenal militaire en Extrême-Orient, et en particulier une flotte nombreuse. L'état-major général de l'armée soviétique considérait en effet sérieusement le risque d'action militaire américaine sur la péninsule coréenne et dans le Pacifique et la nécessité d'y répondre, sur ce « front est » de la guerre froide. Quand les tensions sino-soviétiques se développèrent, la nécessité de renforcer la présence militaire à l'est eut des conséquences importantes sur le budget soviétique.

60, à des prétentions japonaises sur les îles Kouriles[530]. Au plus fort de l'amitié sino-soviétique, en 1954, fut publiée l' « Histoire concise de la Chine moderne » dans laquelle Lü Peihua présentait les cartes montrant les territoires perdus par la Chine depuis les guerres de l'opium : zones en Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande, Birmanie) mais aussi en Extrême-Orient soviétique (Primorie, Sakhaline), Asie Centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan), la totalité de la Mongolie. Ainsi, Lü Pei hua allait plus loin que les historiographes du Kuo Min Tang en ne présentant plus ces Etats comme des vassaux mais en leur dénigrant leur souveraineté même.

Dès début des années 50, les dirigeants soviétiques furent avertis par les sinologues soviétiques de ces tendances naissantes à « l'agression cartographique ». Mais le bureau politique du P.C.U.S. n'écoutait pas les signaux de ses experts.

Moscou ne pouvait saisir le sens de « territoire discutable », qui été apparu le 22 août 1960 dans la bouche de Luo Guibo, ministre adjoint des affaires étrangères de la Chine, dans l'ambassade russe à Pékin, suite aux protestations soviétiques consécutives à l'incident de Buz-Aigyyr[531]. Le 21 septembre 1960 une note diplomatique chinoise envoyée à Moscou indiquait que la frontière, dans ce secteur, avait été délimitée en 1884 par le traité sino-russe sur la ligne frontalière dans la région de Kachgar. Pourtant, la délimitation proposée par ce traité se référait à une carte qui n'avait jamais pu être établie[532].

Dès le début des années 60, le gouvernement chinois accusa les soviétiques d'avoir violé

[530] La question des îles Kouriles se situe dans la continuité logique des déclarations de Mao. Pourtant ses fondements historiques diffèrent des tensions territoriales sino-soviétiques. La presse soviétique affirma à tort que le Japon réclamait le retour de 4 îles de l'archipel des Kouriles : en réalité, 16 îles étaient en jeu. Dans les années 50, l'U.R.S.S. refusa d'envoyer une délégation à la conférence de San Francisco réglant le sort du Japon vaincu après la seconde guerre mondiale. Le gouvernement soviétique, et Staline en particulier, ne voyait pas l'intérêt de participer à cette conférence : les résultats des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam devaient suffire. Ces conférences avaient confirmé le contrôle soviétique sur les îles Kouriles. Le Japon, pays vaincu, ne pouvait donc en aucun cas prétendre reprendre ces îles. Jusqu'à la chute de l'U.R.S.S., les tensions territoriales dans les îles Kouriles demeurèrent au niveau rhétorique. Après 1991, le Japon proposa le rétablissement des relations bilatérales, à condition que la Russie rende immédiatement les îles Kouriles. Pourtant, ce territoire ne présente aucun intérêt militaire pour la Russie qui détient, même sans lui, la capacité d'opérer des frappes nucléaires partout en Asie-Pacifique grâce à sa flotte. L'enjeu est plutôt économique : les eaux des Kouriles regorgeant de ressources absentes des eaux territoriales japonaises. Le bruit court que la région pourrait aussi être productrice de pétrole. L'importance du bras de fer réside enfin dans le fait qu'un compromis de la part de la Russie provoquerait un précédent susceptible d'ouvrir la voie à de nouvelles prétentions territoriales : de la Chine et de la Corée du Nord sur des îles japonaises, de la Chine en Extrême-Orient russe. La concession maximale envisageable pour la Russie est l'exploitation conjointe des ressources de l'île avec le Japon. Le gouvernement japonais ne peut se contenter d'une telle proposition.

[531] « Nous demandons à l'Union Soviétique de prendre toutes les mesures nécessaires pour évacuer ses garde-frontière des zones discutables, s'abstenir de l'usage de la force armée contre les nomades chinois, car cette région est un territoire chinois. » Û.GALENOVIČ, *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

leur déclaration de 1920 sur le retour de tous les territoires volés à la Chine par le gouvernement tsariste et la bourgeoisie russe. Il regrette également que le gouvernement soviétique fasse peu de cas du traité de 1924 sur le rétablissement des relations égales entre l'U.R.S.S. et la République Chinoise, et en particulier son article 7 concernant la « re-démarcation[533] de la frontière » : la partie chinoise considère en effet que la « re-démarcation » de la frontière suppose sa re-définition[534] et refusa la signification de ce terme en droit international. Le traité de 1924 ne fut rédigé qu'en anglais, sans traduction russe ou chinoise. Cela s'explique par le manque de moyens du jeune gouvernement soviétique après la révolution d'octobre[535].

Au début des années 50, l'Union Soviétique envoya en Chine un ensemble de cartes topographiques précisant l'ensemble de la ligne frontalière sino-soviétique[536]. Mais en 1951, du vivant de Staline, fut publié en Chine un « Atlas des provinces de la République Populaire de Chine» qui plaça le tracé de la ligne frontalière dans la région de Khabarovsk, au nord et non au sud de l'Amour et indiquait que l'ensemble du Pamir était une région chinoise. Cet atlas constitua l'une première manifestation de ce que la sinologie russe désignerait comme « l'agression cartographique » chinoise. Pendant la décennie 1951-1961, le gouvernement chinois publia plusieurs manuels d'histoire et de géographie comprenant des cartes dans lesquelles l'Extrême-Orient soviétique était indiqué comme un territoire chinois[537].

En 1960, suite à l'incursion des nomades chinois en territoire soviétique dans la région de

---

[532] Ibid

[533] En droit international, le terme de « re-démarcation » signifie le contrôle de l'état de la ligne frontalière et non sa modification.
Voir : E.A.GRIGOR'EVA, E.D.KOSTIKOV, *Spekulâcii maoistov ponâtiem « neravnopravnyj dogovor »* (Les spéculations des maoïstes sur le terme de « traité injuste »), Moscou, 1975, revue *Problemy Dal'nego Vostoka*, n. 1

[534] La traduction des termes juridiques de droit international en chinois pose régulièrement des difficultés dans les négociations internationales.

[535] Après la Révolution d'Octobre, le corps diplomatique russe refusa de reconnaître le gouvernement bolchevik. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 20, après la reconnaissance du gouvernement bolchevik par les occidentaux, que le corps diplomatique russe accepta d'obéir à Moscou. En outre, le système éducatif, et en particulier la formation sinologique, ne recommencèrent à fonctionner qu'à partir de 1925.

[536] En 1959, le chef de la Direction de la géodésie et la cartographie de la République Populaire Chinoise, Chen Wan Du, envoya à son homologue soviétique (placé sous la responsabilité du ministère des affaires intérieures), Baranov, une lettre dans laquelle elle indiquait l'existence de désaccords sur la ligne frontalière mais que jusqu'à leur résolution, la frontière pourrait demeurer comme indiquée sur les cartes soviétiques (U.R.A.F. *Upravlenie Registracii Administrativnyh Fondov Federal'noj Slujby.Bezopasnosti* Le département des Fonds administratifs du Service Fédéral de la Sécurité)

[537] En 1964, la publication à Pékin des «Notes concises sur la géographie de la Chine » de Ren Yu Di constitua l'apothéose de « l'agression cartographique ». L'auteur y indique que l'ensemble de la ligne

Buz-Aygyyr (Kirghizstan), le ministre-adjoint des affaires étrangères de la Chine, Lo Guibo déclara au représentant soviétique à Pékin, N. Sudarikov :

«Vous considérez le territoire qu'ont foulé les citoyens chinois et leur bétail comme soviétique, mais nous considérons que ce territoire appartient à la Chine»[538].

Si cet incident n'avait pas une grande importance en tant que tel, sa coïncidence avec le renvoi de spécialistes chinois en aggrava la signification.

Le 22 août 1960, le ministère des affaires étrangères chinois protesta contre le comportement des garde-frontières soviétique qui avaient repoussé vers la frontière chinoise des bergers et leurs 15 000 têtes de bétail : le territoire d'où ils avaient été expulsés était considéré par la Chine comme sien. D'août à septembre 1960, les deux pays échangèrent deux déclarations orales et trois notes de protestations au sujet des incidents liés au passage de nomades chinois en territoire soviétique. Les données conservées dans les archives du F.S.B. indiquent qu'à l'automne 1960, des groupes de citoyens chinois furent poussés par les autorités locales chinoises à passer en territoire soviétique et s'y installer. Le froid, à cette altitude extrême, décima ces groupes. Cadavres et survivants furent ramenés par les garde-frontières soviétiques en Chine. En octobre 1960, le présidium du comité central du P.C.U.S. créa une commission rassemblant des représentants du ministère des affaires étrangères, du K.G.B et du ministère de la défense, afin d'éclaircir la situation sur l'état de la ligne frontalière sino-soviétique. Le rapport de cette commission indiqua que la frontière était globalement respectée, sauf dans le secteur d'Uz bel, dans les monts du Pamir. Elle souligna néanmoins qu'un certain nombre de facteurs menaçaient de provoquer des frictions intergouvernementales, et en particulier le fait que sur 141 bornes frontières, 44 seulement étaient en place, 77 autres étaient en ruine et 24 disparues. Elle attira également l'attention du gouvernement soviétique sur les imperfections et imprécisions des traités signés à l'époque impériale, qui avaient déjà été à l'origine de situations conflictuelles entre 1920 et 1938 et laissaient 26 secteurs de la frontière en situation discutable. Treize de ces secteurs étaient déjà traités différemment par les parties chinoise et soviétique et les douze autres secteurs étaient incomplètement

---

frontalière en Extrême-Orient, qui passe sur les rivières Amour et Argun', est non-définie. La ville de Khabarovsk et sa région sont attribuées à la Chine (Khabarovsk est ainsi renommée « Boli »).

[538] *Vystupleniâ Mao Cze Duna ranee ne opublikovavšiesâ v otkrytoj pečati. Vystuplenie Mao na rasširennom rabočem sovešanii Central'nogo Komiteta 30 ânvarâ 1962* (Les discours de Mao que n'étaient pas publié dans la presse ouverte. Le discours de Mao sur la conférence du C.C. P.C.C. du 30 janvier 1962), Moscou, 1971, pp. 4 -29

décrits, l'appartenance des îles de l'Amour et l'Oussouri n'y étant pas indiquée. La commission proposa au bureau politique d'indiquer avec précision sur les cartes le tracé de la frontière afin de l'utiliser comme outil de discussion avec la partie chinoise. Mais le bureau politique refusa cette suggestion de re-démarcation pour ne pas donner aux chinois de raison de constater la réalité de tensions territoriales entre les deux pays.

En septembre 1961, le K.G.B. et le ministère de la défense soviétique proposèrent au comité central du P.C.U.S. de renforcer l'activité de renseignement sur les préparatifs militaires chinois le long de la ligne frontalière. Mais le comité central critiqua leur inquiétude excessive et leur demanda de croire en l'amitié des peuples chinois et soviétique. En 1962, les relations bilatérales s'aggravèrent encore. Pékin envoya de nombreuses notes de protestations se plaignant de ce que les soviétiques empêchaient les citoyens chinois de travailler sur leur propre territoire. Le ministère des affaires étrangères soviétique répliqua qu'il ne pouvait accepter que la Chine violent la ligne frontalière.

Au printemps 1962, un événement plus grave encore eut lieu à la frontière sino-soviétique : de nombreux habitants du Xinjiang, d'origine ouïgour et kazakhe firent irruption en territoire soviétique, poussés par la famine consécutive au Grand Bond en Avant et par la répression chinoise contre le nationalisme ouïgour. Tandis que les tensions entre les deux pays s'accentuaient, de nombreux citoyens chinois, minorités ethniques et han, continuèrent à s'installer en Union Soviétique. Après une enquête de plusieurs mois, ces personnes finissaient par obtenir l'autorisation de rester en qualité d'apatrides. A la fin des années 80, la plupart obtinrent la nationalité soviétique. Les vétérans du contre-renseignement du K.G.B. témoignent de ce que ces personnes d'origine chinoises furent placées sous étroite surveillance. Les soupçons qui pesaient sur elles furent parfois confirmés et les individus pris en fautes renvoyées en Chine.

En septembre 1962, l'Union Soviétique décida de fermer ses consulats et représentations commerciales à Shanghai, Harbin, Dalian, Canton, Urumchi, Kouldja, Horgose et Turugart. Les agences Sovfraht[539] se trouvant sur la ligne de chemin de fer, au niveau de Man Zhou Li et Ji Nin, durent également fermer leurs portes. La même année, environ 70 000 citoyens soviétiques résidents permanents en Chine rentrèrent en Union Soviétique[540].

---

[539] Agences spécialisées dans le transport logistique entre la Chine et l'Union Soviétique.

[540] La présence d'une diaspora russe en Chine est multi-centenaire. Au début du 18ème, Pierre Le Grand commença à envoyer des missionnaires orthodoxes en Chine. Leurs communautés y furent actives jusqu'en

Les officiers du contre-renseignement soviétique indiquent qu'entre 1962 et 1963, les violations de la frontière se systématisèrent. En 1963, on dénombra déjà 4000 situations d'infraction et plus de 100 000 civils et militaires chinois arrivèrent illégalement en Union Soviétique. La situation se rapprocha de celle des années 30, quand les Japonais et mandchous passaient se livraient à des provocations contre les garde-frontières soviétiques. Les diplomates chinois exigèrent que dans tous les secteurs de désaccord, les soviétiques fassent reculer la frontière dans leur territoire. En 1963, Moscou prit la décision exceptionnelle de laisser les citoyens chinois mener des activités économiques sur les îles situées en territoire soviétique.

Le 13 décembre 1962, le chef du département U.R.S.S./Europe du ministère des affaires étrangères de Chine, Yu Zhan, déclara à l'envoyé spécial soviétique, M. Mesâcev : « ces derniers temps se sont déroulés plusieurs incidents sur la frontière sino-soviétique, au cours desquels le feu à été ouvert sur les garde-frontière chinois ». Les archives du F.S.B. ne confirment pas la validité de cette assertion et indiquent qu'avant 1969, les gardes-frontière soviétiques ne tirèrent jamais sur leurs homologues chinois.

En 1963, la diplomatie chinoise affirma que la situation de la frontière n'était pas définie juridiquement et que le statut actuel pouvait donc être considéré comme temporaire et que la Chine pouvait accepter que les garde-frontière soviétiques continuent à stationner en territoire chinois. Quelques années après, ce terme de « statut temporaire » de la frontière céda la place à celui de « statu quo », hérité du 19ème siècle. Le 19 avril 1963, Yu Zhan déclara aux diplomates soviétiques que « si cette affaire ne pouvait être résolue, elle amènerait des conséquences tragiques ». Le 17 mai 1963, le ministre adjoint des affaires étrangères de la Chine, Zhen Yun Quan, indiqua que si la question n'était pas résolue, le sang coulerait. Il affirma que la Chine n'avait aucune prétention territoriale et ne faisait que défendre son propre territoire. Même après cette déclaration, Moscou s'obstina à ignorer la dégradation des relations bilatérales.

Le diplomate et sinologue russe Galenovič dénombrent 11 notes diplomatiques et

---

1945. Aujourd'hui, la Chine compte 50 000 chinois orthodoxes. Le dernier prêtre orthodoxe chinois, Alexander Du, est décédé en 2003. Ses obsèques furent célébrées dans une église catholique de Pékin. Les prêtres orthodoxes n'étant pas autorisés à officier en Chine, ils se contentent de célébrations sur le territoire de l'ambassade russe, qui sont interdites aux citoyens chinois. A l'heure actuelle, la Chine compte également 13 000 chinois de type slave d'origine russe. Néanmoins, ceux ci ne parlent pas la langue russe mais le dialecte pékinois.

démarches officielles de la Chine sur la question territoriale entre 1960 et 1963[541]. Il propose une périodisation des développements de la question frontalière entre 1960 et 1979 : jusqu'en 1964, la question frontalière fut principalement abordée dans des échanges de notes diplomatiques ; l'année 1964 constitua un premier tour de négociations, qui échouèrent. Un deuxième tour de négociations eut lieu en septembre 1969, après les événements de Damansky, en vain ; entre 1969 et 1979 se déroulèrent d'interminables négociations ; des progrès s'esquissèrent dès 1979 et furent couronnés en 1989 par la rencontre et M. Gorbatchev et Deng Xiaoping ; de 1989 à 1992, les relations bilatérales se stabilisèrent et permirent la conclusion d'un traité réglant définitivement la question frontalière.

La première tentative avorté de résoudre la question frontalière.

Le 25 février 1964, démarra une série de consultations sur la détermination de la ligne frontalière, en préparation de négociations futures. La délégation soviétique était dirigée par le commandant des garde-frontières soviétique, le colonel-général Pavel Zyrânov, qui fut présenté comme ayant le rang de ministre-adjoint. Si la gestion des négociations fut confiée aux garde-frontière du K.G.B., c'est en raison de leur expertise sur la question frontalière, celle-ci ayant historiquement toujours été confiée à la Tcheka, au G.P.U., au N.K.V.D., au M.G.B. puis au K.G.B.[542]. Le vice-ministre des affaires étrangères, Zheng Yun Quan, dirigeait la délégation chinoise[543].

Un malentendu linguistique entacha les négociations dès leur commencements : les Russes proposèrent de discuter « les questions frontalières » tandis que la chinois voulait négocier « la frontière ». Ainsi, les Russes supposaient que les problèmes frontaliers avaient été réglés par les traités antérieurs alors que la Chine voulait redessiner la frontière.

La délégation soviétique avait reçu pour instruction rigoureuse de ne pas aborder les questions politiques et idéologiques et de se contenter de préciser le tracé de la ligne

[541] Au début des années 60, Galenovič dirigeait le service culturel de l'ambassade soviétique à Pékin. Il fut le traducteur officiel de toutes les négociations sur la question frontalière. Il est l'un des fondateurs de la mouvance patriotique de la sinologie russe.
[542] Le conseiller de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Pékin, Šerbatov, fut nommé adjoint de la délégation.
[543] Il était assisté de Yu Zhan.

frontalière entre les deux pays pour éclaircir les imprécisions faisant planer des menaces sur l'amitié sino-soviétique. Elle insista sur le respect du facteur historique de formation de cette ligne frontalière tout en apportant à la table des négociations une concession importante de la part de Moscou : son accord de faire passer la frontière au niveau des eaux profondes (« *far water* ») des rivières du nord de la Chine (selon la pratique établie par le droit international) et non plus sur la rive, comme cela était le cas jusqu'alors, ce qui laissait à la Russie la possession de l'ensemble de ces rivières. Dans les secteurs montagnards, la ligne frontalière pouvait passer par les principaux sommets. Si la partie chinoise ne se satisfaisait pas de telles concessions, la délégation soviétique devrait s'employer à leur démontrer l'absurdité de prétentions territoriales exagérées.

La stratégie chinoise pour le règlement du différend territorial était axée autour de deux composantes principales : la thèse des « régions discutables »[544] et l'énumération des territoires réclamés à l'U.R.S.S. en s'appuyant sur leur appartenance historique à la Chine. Le service idéologique du comité central du P.C.C., sous la direction de Mao et Zhou Enlai, élabora une stratégie offensive en vue des négociations avec l'U.R.S.S. : il appela les diplomates à la plus grande fermeté avec Moscou et proposa d'exiger le départ des garde-frontière et de l'armée soviétique comme préalable à toute discussion. Les « territoires discutables » couvraient une superficie de 40 000 km², dont 28 000 km² s'étendaient dans les montagnes du Pamir et 12 000 km² dans les régions des rivières Amour et Oussouri[545]. Le côté soviétique n'apprit l'existence du problème des « territoires discutables » qu'en 1964, au moment de l'échange des cartes topographiques au cours des consultations préliminaires aux négociations. Tandis que les cartes soviétiques montraient un tracé de la ligne frontalière fidèle à tous les traités sino-russes conclu depuis le traité de Nerchinsk, les cartes chinoises n'indiquaient que des « zones discutables ». Au cours de ces consultations préliminaires, les Chinois se dirent prêts à respecter la lettre des traités

[544] V.S.OL'GIN, *Ekspansionizm v pograničnoj politike Pekina* (L'expansionnisme dans la politique frontalière du Pékin), Moscou, 1975, Revue *Problemy Dal'nego Vostoka,* n. 1

[545] Au cours de la discussion sur la ligne frontalière, les deux parties eurent à considérer les fréquentes modifications naturelles du lit des rivières frontalières, qui ajoutaient à la complexité, à l'imprécision et au manque de fiabilité des cartes. Par exemple, en Asie Centrale, certains méandres de la rivière Sumbe se déplacèrent vers la Russie et d'autres vers la Chine. La Chine n'accepta de reconnaître que le décalages qui lui permettaient d'agrandir son territoire.
Une autre difficulté importante dans la comparaison des cartes vint de ce que certains lieux et rivières portaient des noms différents pour la partie russe et pour la partie chinoise. Ainsi, si le nom de Gorbica désignait, pour les Chinois le nom d'un fleuve, les Russes considéraient sous ce nom les affluents de ce fleuve, ce qui avait de sérieuses répercussions sur le tracé de la frontière. Le même type de problèmes se rencontra avec la rivière Argun. Ce problème demeura insoluble jusqu'en 1994.

signés par l'Empire chinois, à condition que la partie soviétique reconnaisse l'existence de « territoires discutables », que l'Union Soviétique aurait prit aux chinois, en violation des traités historiques. En même temps, les diplomates ne manquèrent pas de qualifier ces traités qu'ils proposaient de respecter de « injustes » et « imposés à la nation chinoise en profitant de sa faiblesse ». La Chine accusa encore l'Union Soviétique d'avoir trahi la Révolution d'Octobre, et des premiers décrets de Lénine.

Outre les « territoires discutables », les Chinois évoquèrent une « liste des souffrances historiques » énumérant les territoires dont le « retour à la Chine » était réclamé et qui couvraient une superficie de 1 540 000 km² et englobant la totalité des régions Priamurie et Primorie, ainsi qu'une grande partie du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan. La Chine précisa par quels traités avaient été perdus ces territoires[546] : le traité d'Ajgunskij avait permis à la Russie de gagner 600 000 km², celui de Pékin 400 000 km², celui de Tchuguchak 440 000 km², celui de St Pétersbourg 70 000 km². La revue du comité central du P.C.C., *Zefan Ribao* du 8 février 1943 évoquait déjà ces « traités injustes » et se réjouissait de ce que « le gouvernement soviétique, animé par l'esprit de l'internationalisme prolétaire, ait brisé le joug imposée par l'Empire tsariste à notre peuple. Le gouvernement soviétique n'a pas seulement délivré la Chine de ses propres privilèges en Chine mais aussi aidé la nation chinoise à se libérer des concessions imposées par les pays impérialistes ».

La délégation chinoise n'était prête aux concessions et répéta ses thèses sur « les traités justices », les « territoires perdus », la « trahison de la révolution » et appela les soviétiques à se souvenir de l'héritage de la politique léniniste[547]. Les soviétiques tentèrent d'argumenter que Lénine n'entendait pas par « annulation des traités injustes » la nécessité de modifier la ligne frontalière[548]. Finalement, la Chine accepta, au nom de l'esprit internationaliste, de respecter la ligne frontalière définie par les vieux traités impériaux, à condition que les soviétiques en reconnaissent l'injustice. Elle se disait même d'accord pour laisser vivre les « révisionnistes » soviétiques sur le territoire qu'ils considèrent comme légitimement chinois. Un accord de l'U.R.S.S. aurait ouvert la porte à de futures prétentions territoriales Chinoises bien plus étendues.

[546] GU YUN, *Zhong Guo Jindai shi Zhong de bu ping deng Tiao* (Les traité injustes dans l'histoire contemporaine de la Chine), Pekin, 1973, pp. 25, 41, 42, 51

[547] La position chinoise s'appuyait sur les décrets de Lénine et les déclarations du S.N.K. (Conseil des Commissaires du Peuple).

[548] Cette position est très difficile à soutenir en droit international.

A la fin du mois de mai 1964, quand les deux délégations eurent nommé leurs groupes consultatifs, les discussions sur la ligne frontalière en tant que telle purent débuter. L'échange des cartes et leur comparaison montrèrent que le secteur concentrant le plus de désaccords était celui des montagnes du Pamir au Tadjikistan. Les cartes proposées par la Chine étaient similaires à celles qu'avait ramené la commission soviétique dans les années 60, le gouvernement soviétique ne fut donc pas surpris par les demandes chinoises. Un autre secteur disputé était celui de la crête de Bedel'', au Kirghizstan[549].

Finalement, les deux parties s'accordèrent quasiment sur l'ensemble du secteur est de la frontière, sauf quelques îles proches de Khabarovsk, les îles Tarabarov et Grand-Ussuriskij[550] dont le statut devrait être déterminé dans le futur. Les délégations préparent des projets d'accord pour trois secteurs de la ligne frontalière et les cartes correspondantes[551]. Le premier secteur s'étendrait du point de concours entre les frontières sino-soviétique, mongole jusqu'à Argoun. Le deuxième secteur décrivait la frontière dans la région des rivières Amour, Ussuri et Argoun avec précision, à l'exception du statut des îles Tarabarov et Grand-Ussuriskij au statut litigieux. Le troisième accord devait concerner les secteurs de la frontière depuis la rivière Tur, jusqu'au point de concours des frontières sino-soviétique et coréenne (rivière Tumanaya).

A l'été 1964, les deux délégations firent une pause dans les négociations. Pendant ce temps, les tensions s'aggravèrent : les slogans contre l'impérialisme soviétique se multiplièrent et des documents d'archives, souvent truquées, furent cités à l'appui des prétentions territoriales chinoises. En deux ans, Mao réussit à électriser les masses chinoises en jouant sur la rhétorique patriotique et « l'injustice historique » faite à la nation chinoise.

Les agissements de Mao échappaient totalement à la logique marxiste-léniniste pour laquelle un différent territorial ne pouvait naître entre deux pays socialistes. Moscou ne pouvait donc pas se permettre de s'appuyer sur le même type d'argument nationaliste contraire à l'idéal internationaliste prolétaire. L'idéologie bridait donc la politique étrangère de Moscou face à Pékin.

[549] Pendant l'été 2002, le gouvernement kirghize céda à la Chine une importante partie de son territoire (dont la crête Bedel') sans l'accord du Parlement, ce qui provoqua un scandale parlementaire et d'importantes manifestations à Bichkek. Le peuple kirghize considère les monts de Bedel' comme le berceau de sa nation.
[550] Le statut de ces îles demeure indéterminé aujourd'hui, bien que l'île Tarabarov ait été cédée à la Chine aux termes d'un accord, en 1992.

C'est à cette période que Mao, au cours de sa conversation du 10 juillet 1964 avec la délégation japonaise dirigée par Kadzo Sasaki[552], prononça des paroles devenues mythiques : «Il y a une centaine d'années, la régions s'étendant à l'est du lac Baïkal devint russe. Dès lors, Vladivostok, Khabarovsk, le Kamtchatka et d'autres devinrent le territoire de l'U.R.S.S. Nous n'avons pas encore présenté l'addition».[553]

Les négociations purent reprendre, mais ne durèrent qu'une journée. Khrouchtchev, furieux des récentes déclarations de Mao, interdit à la délégation soviétique de faire la moindre concession. C'est pourquoi, alors qu'à l'issue du précédent tour de négociations, seul le statut des îles Tarabarov et Bolshoy-Ussuriskij continuait à poser problème, cela suffit cette fois à bloquer définitivement la discussion. La délégation soviétique exigea que ces îles, déjà de facto sous contrôle soviétique, ne lui reviennent officiellement. Les Chinois refusèrent de céder et aucun accord ne put être trouvé[554]. Les négociations ne reprendraient que cinq ans plus tard, à la suite de la confrontation militaire sur l'île Damansky.

Il semble que le soudain raidissement de Khrouchtchev n'ait pas été le seul responsable de l'échec des négociations : Mao aurait de son côté également réprimandé ses représentants pour les concessions qu'ils auraient faites. Ainsi, le durcissement aurait également été le fruit de la volonté de Mao qui cherchait par là à entraîner Moscou sur le plan de la confrontation idéologique.

Les sinologues russes s'interrogent sur les motifs qui ont poussé la délégation chinoise à accepter des concessions, dans un tel contexte. Les Pr. Maslov et Kulik proposent l'hypothèse selon laquelle Zhou Enlai[555] aurait essayé de jouer son propre jeu, en déviant légèrement de la ligne maoïste : dans cette situation de crise idéologique, Zhou Enlai préféra maintenir des portes ouvertes pour le cas où Mao aurait changé d'avis et voulu se

---

[551] Les cartes précises de la ligne frontalière ne peuvent être présentées dans notre travail : celles-ci sont considérées en Russie comme un secret d'Etat.

[552] Chef du parti socialiste japonais.

[553] *Pravda*, 02.09.1964

Plus tard, les Chinois déclareraient accepter de ne plus réclamer le retour de ces terres à condition que le caractère injuste des traités soit reconnu.

[554] Une autre version, défendue par les vétérans du contre-renseignement soviétique, selon laquelle même si Moscou avait accepté un compromis à propos de ces îles, Mao aurait refusé de signer, car étant déjà fermement décidé à précipiter la rupture. Khrouchtchev ayant été averti de la détermination de Mao aurait donc prononcé à dessein cette déclaration provocante, la sachant sans conséquence. Si cette version est vraie, cela prouve l'existence d'informateurs russes efficaces dans l'entourage proche de Mao.

réconcilier avec Moscou. Un autre facteur important est le combat acharné qui se menait alors au sein du parti communiste chinois, et qui demeure aujourd'hui encore mal compris : une fraction du parti aurait donc souhaité le rapprochement avec Moscou. Le durcissement final est alors à interpréter comme une victoire de la ligne maoïste au sein du parti[556].

Dans de telles conditions, la spirale conduisant à l'affrontement militaire devint quasiment impossible à éviter.

[555] Les Pr. Maslov et Kulik et J.L. Rocca montrent bien que Mao, pour ne pas se compromettre dans d'éventuelles erreurs politiques, préférait se cantonner dans un rôle de producteur d'idées, et laisser la gestion opérationnelle à ses proches, comme Zhou Enlai.

[556] Les dissensions au sein du P.C.C., des années 60 à aujourd'hui, demeure un sujet incomplètement éclairé par la recherche sinologique.

Chapitre 4. LES FAITS INCONNUS DE LA POLITIQUE SOVIETIQUE PENDANT LA RESOLUTION DU CONFLIT FRONTALIER AVEC LA CHINE POPULAIRE. LONGUE VOIE VERS LA RECONCILIATION

Craintes chinoises d'une intervention militaire soviétique

Aujourd'hui encore, les sinologues russes ne se prononcent pas avec certitude sur le fait que Mao ait réellement cru en la possibilité d'une offensive soviétique contre la Chine. Mao avait pu voir la force de la répression du mouvement hongrois en 1956, et plus tard, les événements de Tchécoslovaquie en 1968 créèrent un mouvement de panique dans la presse chinoise.

En outre, plusieurs sinologues russes et vétérans des services secrets soviétiques insistent sur la paranoïa envers l'Union Soviétique dont souffrait Mao. La crainte d'un coup d'Etat de l'Armée Populaire joua un rôle non négligeable dans la détermination de la politique extérieure chinoise. En effet, Mao craignait que les généraux de l'A.P.L., manipulés par l'U.R.S.S., ne tentent de le renverser. Un premier signe de ce péril croissant fut la dispute de Lushan, marqué par l'intervention du maréchal Peng De Hui contre le Grand Bond Avant et contre la conception maoïste de la guerre populaire. En réponse, Mao prononça un discours resté fameux dans lequel il se dit prêt à renoncer à tous ses postes dans le parti communiste et à repartir dans les campagnes pour y créer une autre armée populaire. Un second signe fut l'affaire Lin Biao et son dénouement énigmatique par sa mort dans un catastrophe aérienne. Lin Biao avait remplacé Peng De Hui comme ministre de la défense, et obéissait davantage à Mao que son prédécesseur[557]. Prônant la modernisation de l'A.P.L., il soutint également le projet de Mao de création de milices populaires, au sein de chaque village, destinées à mener des actions de guérilla en cas d'agression des pays impérialistes. Cette conception de la guerre populaire demeure un axe important de la politique de défense de la Chine contemporaine. Au plus fort de la Révolution Culturelle,

quand tous les organes du pouvoir local et du parti furent démantelées par les gardes rouges (*hong wei bing*) et les *zao fan*, Lin Biao ordonna à l'armée de prendre le contrôle de toutes les structures de communication étatique et d'arrêter le chaos par la répression. Dans la plupart des régions, les militaires s'opposèrent aux brigades rouges et les éliminèrent. A la fin des années 70, l'armée parvint ainsi à reprendre le contrôle du pays et à le sauver de la catastrophe. Mais ce renforcement du rôle de Lin Biao déplut à Mao. Les quelques faits entourant les circonstances de sa mort apportent plus de questions que de réponses : le fils de Lin Biao, chef des forces aériennes du district militaire de Pékin avait mis à la disposition de son père un avion pour qu'il puisse s'enfuir en Union Soviétique. Cet avion s'écrasa sur le territoire de Mongolie, dont l'espace aérien était contrôlé par les forces anti-aériennes soviétiques[558]. Il fut peut-être victime d'un missile soviétique. Aucune source n'indique si celui-ci aurait été commandité par Moscou. Le rôle décisif de l'armée dans la société chinoise est également illustré par le fait que Deng Xiaoping, à partir de la révolution culturelle et jusqu'à la mort de Mao, put trouver asile dans le district militaire du Sichuan et y être protégé des menaces de la Bande des Quatre. Actuellement, comme le Comité Central laisse officiellement diriger les affaires intérieures du pays, l'Armée Populaire n'obéit qu'au Conseil Militaire du P.C.C., et n'est donc contrôlé ni par le Secrétaire Général du P.C.C., ni par le Premier Ministre, ni par l'Assemblée Populaire. Les militaires échappent également à la juridiction du tribunal civil. C'est pourquoi le renouvellement des élites politiques et l'arrivée de nouveaux dirigeants comme Hu Jintao ne diminue pas le pouvoir de Jiang Zemin sur le contrôle de la situation intérieure dans le pays.

Un autre facteur susceptible de convaincre les dirigeants chinois de la probabilité d'une attaque de Moscou était l'observation des signaux envoyés par le Kremlin lui-même. Face aux prétentions territoriales affichées par Mao et à l'arrivée de population chinoises en Extrême-Orient soviétique, l'Union Soviétique commença en effet à militariser massivement sa ligne frontalière avec la Chine[559] et à inciter la population russe à

[557] Il avait même été à l'origine de la diffusion des citations de Mao dans l'armée.

[558] Au début des années 70, le gouvernement soviétique, avec l'accord du gouvernement mongol, renforça sa présence militaire en Mongolie et s'y prépara à mener d'éventuelles actions militaires contre la Chine.

[559] On construisit des fortifications, des champs de mine, des centaines de kilomètres de barbelés. La frontière fut équipée d'un système de surveillance et d'alerte sur les agissements de la partie chinoise. Dès 1964, l'U.R.S.S. avait renforcé ses forces militaires sur la ligne frontalière. Mais ce renforcement n'avait pas concerné les gardes-frontière du K.G.B. Avant la confrontation sino-soviétique l'Union Soviétique n'entretenait que 10 divisions en Extrême-Orient (sans flotte). En 1985, 54 divisions stationnaient dans la zone, soit environ 1 million de soldats et officiers.

s'installer en Extrême-Orient[560]. La Mongolie constituait le maillon faible de ce système défensif : sa frontière avec la Chine était quasiment virtuelle. Le 15 janvier 1966, la Mongolie et l'U.R.S.S. signèrent un traité d'Amitié, de Coopération et d'Entraide en vertu duquel l'armée soviétique pouvait librement agir en territoire mongol pour la protection de sa souveraineté.

Il est difficile de se prononcer sur l'aspect inévitable de la rupture sino-soviétique dans les années 60. Certains avancent que si Staline avait misé sur le Kuomintang au lieu du P.C.C., les deux pays auraient pu conserver des relations cordiales. C'est en toute connaissance de cause, sur la base d'informations fiables sur le vrai visage de Mao et du P.C.C., que Staline avait opté en faveur du parti communiste. Sur le plan géopolitique, la Chine communiste jouait en effet un rôle majeur de contre-poids à l'avancée des forces américaines en Extrême-Orient, et le demeure aujourd'hui – malgré la rhétorique du « partenariat stratégique » des années Clinton. Parallèlement, le monstre géopolitique créé grâce à l'aide de Staline constituait une menace grandissante pour l'Union Soviétique elle-même.

Le conflit militaire sur l'île Damansky et le lac Jalanashkol

Ces deux conflits sont considérés comme des conflits locaux ayant développé un risque majeur de dégénérer en guerre de grande ampleur, et, comble du paradoxe, en confrontation ouverte entre deux pays du bloc socialistes. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Russie prenait les armes sur son propre territoire. Le monde de la recherche en Occident et en Russie semble ignorer que l'Union Soviétique avait frôlé l'utilisation préventive de l'arme atomique contre la Chine, dont les soviétique n'arrivaient pas à jauger le potentiel d'agressivité. Les informations sur ces événements demeurent encore aujourd'hui ténues. Les mémoires des officiers du K.G.B. ayant servi en Extrême-Orient à la fin des années 60 notent que les bombardiers nucléaires stationnés

[560] Les provinces chinoises d'Extrême-Orient comptaient alors 100 millions de personnes, contre seulement 7 millions en Extrême-Orient soviétique.

dans la région avaient reçu l'ordre de se tenir prêts à décoller à tout moment[561].

Au début des années 70, l'Union Soviétique, pour raison idéologique, classifia l'intégralité des documents ayant trait à ces événements. L'ignorance dans lesquelles fut tenue la population provoqua la multiplication des rumeurs et le développement de véritables contes populaires[562]. Le nombre de soldats soviétiques tués pendant ces événements et les pertes chinoises demeurent incertains aujourd'hui.

A partir de 1964-1965 commencèrent à se multiplier les escarmouches entre garde-frontière soviétiques et chinois. Les deux parties envoyèrent des soldats spécialistes dans le corps à corps et les armes ne furent pas utilisées. Suite à ces événements, le vice-ministre des affaires étrangères, Kuznecov[563] se déplaça jusqu'à la région de Khabarovsk pour y rencontrer les dirigeants de la région. Il leur recommanda d'empêcher les Chinois de violer le territoire soviétique, tout en évitant de recourir aux armes. L'utilisation des armes était rendue d'autant plus délicate que l'armée chinoise utilisait un bouclier de civils chinois dans son avancées au-delà de la frontière[564]. Les gardes-frontière reçurent l'ordre de garder secrète l'implication de civils chinois dans les incidents qui se produisaient à la frontière[565].

Pendant ce temps, la Chine commençait à créer des régiments de « l'armée des travailleurs » en embrigadant des civils pour travailler pour l'Armée Populaire. L'Armée Populaire fonda également des entreprises publiques semblables à des casernes dans lesquelles la population devait travailler pour les intérêts de l'armée sans recevoir de salaire. Enfin, des détachements de « milices populaires » qui patrouillaient le long de la frontière aux côtés des militaires et étaient dirigés par des officiers des services de sécurité intérieure (*Gong An Bu* et *An Quan Bu*), constituaient le troisième volet de la mobilisation populaire décidée par Mao. Dans tous les villages chinois frontaliers fut proclamé l'état d'urgence et une bande de 200 km à partir de la frontière fut déclarée zone interdite et première ligne de défense de la Chine. Toutes les personnes soupçonnées de sympathie

[561] La rumeur courait que les cibles précises étaient alors contenues dans une lettre que le bombardier ne pouvait ouvrir qu'une fois dans le ciel. Quand la crise fut résolue, les vétérans du K.G.B. confirmèrent que ces cibles étaient en territoire chinois.
[562] Par exemple la rumeur selon laquelle l'Armée Soviétique avait utilisé contre la Chine une arme secrète laser.
[563] Il devint ensuite l'adjoint de Brejnev dans le présidium du conseil suprême de l'U.R.S.S.
[564] Suite au conflit de Damansky, les gardes-frontière soviétiques cessèrent de s'abstenir de tirer du fait de la présence de civils.
[565] *Nezavisima Gazeta*, 05.03. 1999

envers l'U.R.S.S. ou y ayant des parents furent envoyées dans les provinces centrales chinoises.

En novembre 1968, le chef de renseignement des gardes-frontière de la région de Khabarovsk, le commandant N.[566] fut informé par ses agents en Chine de l'imminence de provocations pouvant aller jusqu'à l'ouverture du feu[567]. En janvier et février 1969, de fréquents corps à corps entre militaires chinois et soviétiques se déroulèrent dans la région de *Zastava*[568] Nijne-Mihajlovka.

Le 2 mars 1969 au matin, le commandant de *Zastava,* Strel'nikov (Staršij lejtenant) fut informée de l'avancée d'un groupe d'une trentaine de militaires chinois se dirigeaient vers la frontière. Il partit alors avec 2 blindés (B.T.R[569]) pour les intercepter. Arrivés à la frontière, son groupe se divisa en trois petits groupes et commencèrent à encercler l'île Damansky. Strel'nikov, son officier de renseignement et trois soldats s'approchèrent des chinois. Quand ils arrivèrent à quelques mètres du groupe, celui-ci s'éparpilla et des coups de feu éclatèrent. Strel'nikov et tous les soldats de l'un des trois groupes furent tués sur le coup. Seuls 19 soldats en réchappèrent et organisèrent leur défense sous les ordres du sous-sergent Ûri Babanskij[570]. Pendant une heure, les gardes-frontière résistèrent seuls. Puis arrivèrent à la rescousse un groupe du *zastava* voisin, commandé par Vitalij Bubenin[571] qui vainquit le groupe de chinois et reprit le contrôle de l'île. Trente-deux gardes-frontière soviétiques avaient péri dans ce combat. Le rapport du chef d'*otrâd*[572], le colonel Leonov, indique que leurs cadavres avaient pour la plupart été sauvagement mutilés. Après l'arrêt des combats, quelques groupes de garde-frontière restèrent sur l'île pour stabiliser la

[566] Son identité doit être gardée secrète car il est toujours en service.
[567] Le rapport au commandement de l'okrug fut envoyé immédiatement au commandement des garde-frontières à Moscou. Il se trouve actuellement dans les archives du F.S.B. (U.R.A.F.).
[568] La structure du corps des gardes-frontière du K.G.B. diffère sensiblement de celle du reste de l'armée. L'*okrug* correspond à un district géographique. Il rassemble des *otrâd* (« équipes ») qui se divisent en *zastava* qui sont chacune responsables d'un secteur de la frontière, qui envoient des *narâd*, groupes de 3-4 personnes qui patrouillent ensemble. Cette structure, héritée de l'époque impériale, demeure utilisée dans le F.S.B. actuel. En cas de guerre, le rôle des gardes-frontière est de mener un début de résistance en attendant le renfort de l'armée. Aujourd'hui, du fait de la multiplication des conflits locaux, les gardes-frontière disposent de leurs propres groupes mobiles capables de combattre sans attendre l'armée. Cette pratique est en particulier courante en Géorgie et au Tadjikistan. Les *okrug* sont également dotés d'officiers de renseignement et de contre-renseignement en service dans les régions voisines de l'ennemi potentiel. Depuis le printemps 2003, le commandement des gardes-frontière est assuré par le directeur du F.S.B.
[569] *Bronetransporter*
[570] Suite à sa résistance héroïque, il fut décoré « Héros de l'Union Soviétique ». Il est aujourd'hui général et vétéran du K.G.B.
[571] A la fin des années 70, il devint le 1er commandant du groupe mythique « A » (*Al'fa*) du K.G.B. dont la première opération fut l'assassinat du président afghan Hafizula Amin.
[572] Imanskij pogranotrâd a été renommé ultérieurement Dal'nevostočnyj pogranotrâd.

situation[573]. Le 14 mars, malgré la situation d'alerte sur la ligne frontalière, le colonel Leonov donna l'ordre d'évacuer ces gardes-frontière. Les mémoires du colonel Konstantinov indiquent que Leonov aurait reçu un ordre oral[574] en ce sens des cercles dirigeants du K.G.B. mais l'origine exacte de ce commandement demeure inconnue. Dans la nuit du 14 mars, le renseignement militaire fut informé de la formation d'une importante concentration de militaire chinois à la frontière. L'okrug envoya le colonel Ânšin, avec 4 blindés et 45 soldats qui prirent position sur l'île de Damanski. A Moscou et au commandement de l'okrug, on minimisa la gravité de la situation, interprétée comme une simple démonstration de force chinoise. Au matin, les militaires chinois lancèrent au porte-voix, en russe, des appels à évacuer le territoire. Les garde-frontières soviétiques répondirent en chinois qu'il était hors de question qu'ils quittent leur propre territoire. Ces échanges verbaux se poursuivirent jusqu'à midi. Puis l'armée chinoise commença un pilonnage massif de l'île. Le groupe d'Ânšin soutint le combat pendant plusieurs heures, tout en tentant d'appeler, en vain, les renforts soviétiques[575]. Les survivants du groupe finirent par se retirer de l'île qu'ils laissèrent à l'occupation chinoise. Le colonel Leonov décida d'organiser une contre-attaque le jour même : il partit à la tête de 9 chars T-62 vers Damansky[576]. Mais Leonov sur-estima les capacités de ces chars et attaqua de front les Chinois. Son char fut touché par un obus chinois et il fut tué sur le coup tandis que les autres chars firent demi-tour[577]. Les garde-frontières soviétiques, qui n'avaient pas été informés de la manœuvre, crurent voir arriver des chars chinois et envoyèrent un rapport d'urgence au commandement de l'okrug[578]. Dans les heures qui suivirent, des groupes d'un trentaine de garde-frontière essayèrent à plusieurs reprises de contre-attaquer mais ne

[573] Ces groupes furent placés sous le commandement des officier Šalagin, Min'kov, Ânšin.

[574] Dans l'ensemble des forces militaires soviétiques, tous les ordres devaient être consignés par écrit. A réception, l'ordre est signé et inscrit dans un registre. Cet ordre oral allait donc à l'encontre des règles élémentaires de fonctionnement de l'armée. Inversement, la transmission orale des ordres est une pratique courante de l'armée russe actuelle, ce qui permet aux supérieurs hiérarchiques de pouvoir reporter la responsabilité de leurs fautes éventuelles sur les épaules de leurs subordonnés. C'est ce qui s'est produit en 1993 pendant l'assaut contre le Parlement et se poursuit en Tchétchénie depuis 1994.

[575] Le silence de l'okrug fut plus tard expliqué par le fait que le système radio fonctionnait grâce à des antennes fixées hors des blindés, qui furent coupées par les balles chinoises.

[576] Les chars envoyés appartenaient à la 135ème division du ministère de la défense. Le modèle T-62 était l'un des plus récents, doté d'un système infrarouge.

[577] Le groupe du lieutenant Bortkovskij qui vint prendre la dépouille mortelle de Leonov constata que les équipements infrarouges du char avaient déjà été récupérés par les Chinois. Ce char, qui est aujourd'hui exposé dans le Musée de la Révolution à Pékin, servit de modèle pour les générations suivantes de chars chinois.

[578] Pour des raisons de protection de l'information, en dehors des périodes de guerre, les différents corps militaires ne communiquent pas sur les mêmes fréquences d'onde : les signaux envoyés par les chars ne pouvaient donc être captés par les garde-frontière.

purent s'imposer face aux forces chinoises qui étaient supérieures en nombres. Le commandement de l'okrug demandèrent à la 135ème division du ministère de la défense de lancer des tirs massifs d'artillerie sur Damansky. Mais les militaires refusèrent, arguant de ce qu'ils n'avaient pas reçu d'ordre en ce sens de Moscou. Le silence de Moscou s'explique par la réticence soviétique à prendre la responsabilité de commencer officiellement une guerre que l'intervention de l'artillerie aurait représenté.

Les vétérans du contre-renseignement affirment même que Brejnev, jusqu'au dernier moment, ignora tout des événements de Damansky. Quand en fut informé, il s'étonna de la passivité de l'armée soviétique et ordonna une contre-attaque immédiate. Cet ordre fut envoyé le 15 mars à 17h. Des porte-missiles BM-21 « grêle » (*grad*) furent approchés des rives de l'Ussuri et donnèrent lieu à la première utilisation dans l'Histoire de ce système d'armement. Le premier tir suffit à décimer les troupes chinoises stationnées sur l'île. Un lance-grenade de calibre 122 mm acheva de sécuriser la zone, avant que les gardes-frontière du lieutenant Konstantinov et le bataillon (Ministère de la défense) du lieutenant-colonel Smirnov n'investissent l'île.

Jusqu'à fin avril 1969, ce secteur de ligne frontalière fut placé sous le contrôle du ministère de la défense, le temps que la situation se stabilise. Puis les gardes-frontière du K.G.B. en reprirent le contrôle. Le bureau politique du comité central du P.C.U.S. organisa une réunion à huis-clos d'analyse des événements. Si l'action des gardes-frontière fut considérée comme globalement positive, quelques fautes furent relevées, et en particulier l'absence de concentration des forces des gardes-frontière, la faible organisation du renseignement militaire et opérationnel, l'absence de surveillance de nuit. Suite à cette réunion, le bureau politique prit la décision de renforcer et militariser l'ensemble de la ligne frontalière sino-soviétique pour en faire une forteresse imprenable.

En avril 1969, au 9ème congrès du P.C.C., le maréchal Lin Biao, chef adjoint du Comité Central du P.C.C., prend la liberté d'annoncer que Moscou propose un cessez-le feu sur la frontière démontrant la bonne volonté de l'U.R.S.S. Selon le sinologue russe Alexey Maslov cela est surprenant parce qu'en aucun cas cela n'est possible : quel est le sens de cette annonce? Lin Biao et les maréchaux Zhu De et Peng De Hui étaient les principaux dirigeants de l'A.P.L. favorables à la coopération militaire et technique avec l'Union Soviétique. Les archives[579] montrent que cela signifie que Lin Biao n'est pas l'instigateur

[579] U.R.A.F. F.S.B.

de ces attaques qui relèvent de la politique étrangère, domaine de Mao. Cette annonce est un signal indiquant aux soviétiques que l'A.P.L. n'était pas d'accord avec ces actions frontalières. Cette hypothèse est plus que vraisemblable car elle est corroborée par la plupart des vétérans du contre renseignement soviétique. Il s'avère que la planification des évènements sur la frontière sino-soviétique relève de la responsabilité de Zhou En Lai et leur réalisation relève de Kang Sheng et ses structures. Cela démontre que Mao ne faisait pas confiance à l'armée car les actions sont préparées par les structures de la sécurité intérieure[580].

Au mois de mai 1969, les Chinois ont planifié une provocation massive sur le secteur occidental (Asie Centrale) de la ligne frontalière sin-soviétique dans la région de Učaral (Kazakhstan) *Zastava* Dulaty. Mais la démonstration de force massive des armées soviétiques avorta ce projet chinois qui fut repoussé à un secteur frontalier sans concentration de troupes soviétiques, le secteur de Jalanashkol.

Selon les mémoires des officiers des gardes frontières du K.G.B. de l'U.R.S.S., cette fois-ci Une opération dans le région du lac Jalanashkol fut minutieusement préparée par les services secrets chinois. Tous les préparatifs, c'est-à-dire la simulation et l'entraînement des forces engagées pour l'opération, furent entrepris dans la ville chinoise de Chougouchak[581]. Cette opération fut couverte par l'Agence *Xinhua*.

Les 10 et 11 août 1969 les forces chinoises, par groupes de dix à quinze hommes, se sont dissimulées sur la frontière de l'Union Soviétique. Ce secteur de la frontière sino-soviétique était sous le contrôle de *zastava* du lieutenant Govor[582]. Le 12 août, sur le poste frontalier chinois Terekty, étaient concentrés 150 soldats, qui en trois groupes franchirent la frontière. Le premier groupe se rendit sur le point d'appui *Kamennaâ* tandis que les deux autres se rendirent sur les flancs. Pendant leur mouvement, les Chinois sont discrètement observés par une patrouille *narâd* des gardes frontières soviétiques qui rapporte en temps réel ce mouvement à l'Etat-Major d'*Otrâd*.
L'Etat-Major a envoyé immédiatement les troupes de réserve avec l'appui de véhicules blindés sous la direction du chef de l'Etat-Major d'*Otrâd* le lieutenant colonel P.Nikitenko. Pendant la journée du 14 août, le lieutenant colonel P.Nikitenko, de sa propre initiative sans attendre les ordres de Moscou, donne au lieutenant Govor pour mission d'expulser les

[580] U.R.A.F. F.S.B. Interview avec le général de F.S.B. Hristoforov (Chef d'U.R.A.F.)
[581] U.R.A.F. F.S.B. Interview avec les vétérans du contre-renseignement du K.G.B.

troupes chinoises du territoire soviétique. Le lieutenant Govor ordonne aux troupes chinoises de quitter le territoire soviétique sans aucun succès, car les troupes chinoises ignorent volontairement ses demandes par haut-parleurs. En, effet, les Chinois renforcent leurs nouvelles positions en préparant des tranchées et consolidant leur pénétration en territoire soviétique par l'arrivée de troupes plus nombreuses.

Lorsque le lieutenant Govor s'est approché des positions chinoises avec son détachement, les troupes chinoises ont ouvert le feu avec l'appui de l'artillerie chinoise présente sur la frontière chinoise. Les forces des gardes frontières du K.G.B. sont alors divisées en trois groupes d'assaut (sous le commandement du capitaine Terebenkov, et des lieutenants Olševskij et Govor), pour faire face à cette situation afin de pouvoir attaquer le point d'appui Kamennaya sur trois côtés.

Cet assaut eu pour conséquence l'élimination de toutes les troupes chinoises présentes sur le territoire chinois. Bilan pour les soviétiques : 58 morts dans les troupes du K.G.B.[583]

Visiblement, les Chinois furent surpris par la réaction soviétique car les services de sécurité qui avaient préparés cette opération pensaient que les forces soviétiques attendraient une réponse hiérarchique de Moscou avant d'agir. En fait les Chinois pensaient avoir le temps de consolider durablement leur présence. L'initiative rapide des officiers soviétiques, sans attente d'ordre hiérarchique, permit une réaction rapide. Les archives du FSB relatent que les sources soviétiques en Chine rapportent l'effet de surprise provoqué en Chine par cette rapidité d'action.

L'effet principal de ces deux attaques chinoises sur le territoire soviétique est celui d'une prise de conscience de la population soviétique de l'inexistence de fraternité entre les peuples russe et chinois. Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, une révolution des perspectives chinoises s'est opérée confrontée à la réalité des relations sino-soviétiques.

Pourtant une archive[584] en date du 2 mars 1969 relatant un entretien entre Brejnev et le général V. Matrosov (chef des forces des gardes frontières du K.G.B.) indique que le général Matrosov bien qu'écartant l'hypothèse de la guerre annonçait qu'il fallait préparer les troupes à se battre tout au long de la frontière chinoise dans des conflits localisés. On remarque également que les élites soviétiques ont sciemment ignoré les informations du

---

[582] *Učaral'skij pogranotrâd* (Aujourd'hui la république du Kazakhstan)

[583] *Grif sekretnosti snât : Poteri Vooružennyh sil S.S.S.R. v vojnah, boevyh dejstviâh, i voennyh konfliktah* (Matériaux déclassifiés : les pertes de l'armée soviétiques pendant les guerres, actions du combats, conflits militaires) Moscou, Editions du ministère de la défense de la Fédération de Russie, 1993

[584] U.R.A.F. F.S.B.

contre renseignement en Chine qui annonçait la préparation de poussées frontalières localisées, ce qui conduit à « ces évènements frontaliers ».
A l'automne 1969, face à la situation frontalière critique et aux rapports des services de renseignement, le Kremlin aboutit à la conclusion que la politique de Mao envers l'U.R.S.S. est devenue irrationnelle de fait de l'instabilité des décisions chinoises. Brejnev comprend le danger imprévisible que représente alors Mao. Les conséquences de la Révolution Culturelle qui ont définitivement affirmé la rupture idéologique entre les deux pays confirment ce jugement.

La décennie 1969-1979 : les négociations permanentes

Au début septembre 1969, les délégations chinoises et soviétiques dirigées par Zhou En Lai et Kosygin se retrouvent aux funérailles d'Ho Shi Ming à Hanoi. Les soviétiques reprennent contact en demandant l'ouverture de négociations à n'importe quel niveau. Mais les Chinois refusèrent de discuter de ce problème à Hanoi. Lors du voyage de retour de Kosygin à Moscou, son avion alors à Tachkent est retourné sur Pékin car Moscou a reçu un message chiffré de Pékin pour l'ouverture de négociations.
Les négociations se déroulèrent dans la zone internationale de l'aéroport de Pékin, en terrain « neutre ». Zhou En Lai était accompagné de ses adjoints Li Xian Nan et Xie Fu Zhi, du vice-ministre des Affaires Etrangères de la Chine Xiao Ran Hua, et du chef de secteur du ministère des Affaires Etrangères de la Chine Yu Zhan. Les minutes des négociations sont reportées dans les livres de Galenovič *La Russie et la Chine au 20ème siècle. La Frontière* et *Moscou-Pekin, Moscou-Taibei*[585].

Kosygin, lui, était seul avec quelques membres de la délégation des funérailles d'Ho Shi Ming, c'est -à-dire des employés techniques du Comité Central du P.C.U.S., et de Galenovič, l'un des seuls diplomates resté à Pékin pour assumer les fonctions consulaires

[585] Û.GALENOVIČ, *Rossiâ i Kitaj v Dvadcatom veke. Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle. La Frontière), Moscou, 2002
Û.GALENOVIČ, *Moskva-Pekin, Moskva-Tajbej* (Moscou- Pékin, Moscou-Taibei), Moscou, 2003

minimales car tous les diplomates et leurs familles avaient du quitter l'Ambassade et être rapatriés[586] du fait de la dégradation de la situation à Pékin[587].
Galenovič est aujourd'hui le seul témoin de ces premières négociations sino-soviétiques après une crise sérieuse et de leur âpreté. Les mémoires de Galenovič reposent sur les notes que lui avait demandé de prendre le représentant plénipotentiaire soviétique A.Elizavetin. Ces notes officielles constituent la seule archive russe de ces négociations entre Zhou En Lai et Kosygin.

Selon les mémoires de Galenovič, Kosygin ne voulait pas que les fonctionnaires prennent en notes officielles le contenu des négociations dont les propos houleux voir orduriers ne pouvaient être rapportés, comme ce fut le cas des notes des négociations entre Mao et Kosygin en 1965. Les négociations commencèrent dans les bâtiments de l'aéroport dans une atmosphère conviviale. Kosygin affirma que la confrontation sino-soviétique servait les intérêts des pays occidentaux qui favorisaient l'émergence de motifs de rupture afin de nuire à la cause communiste.

Zhou En Lai approuva ce discours et affirma que les bonnes relations sino-soviétiques devraient permettre une résolution à l'amiable du problème frontalier. Il affirma que la question frontalière avait émergé alors que les deux pays étaient dépourvus de parti communiste et d'un système de droit efficace. Sa résolution devait passer par un cessez-le-feu et par le départ des militaires des territoires disputés, particulièrement en Extrême-Orient et Kazakhstan où seule l'armée soviétique concentre d'importantes forces. Zhou En Lai démontra donc ici publiquement les revendications chinoises sur ces territoires. Parallèlement, il insista sur le fait que la Chine n'avait pas organisé et n'organiserait pas dans le futur d'incidents sur la ligne frontalière. En conclusion, il souligna les droits

[586] Une des idées de Mao lors du déclenchement du mouvement de la Révolution Culturelle consistait à purger le territoire chinois de la diaspora soviétique sur laquelle les diplomates et le gouvernement soviétique s'appuyaient depuis le début de 19ème siècle. Les événements des années 60 ont été à l'origine d'un vrais exode du peuple russe de Chine. Dans cette situation, Moscou ne pouvait recevoir d'information vraisemblable que de l'envoi d'agents d'ethnies centre asiatiques parachutés dans la province montagneuse du Xinjiang et qui devaient accomplir leur mission et revenir à Moscou avec leurs informations
[587] A partir de 1968, devant les murs de l'Ambassade Soviétique de nombreuses manifestations de Hong Wei Bing ont abouti au saccage du consulat qui fut entièrement ravagé par un incendie. La *résidentura* du renseignement soviétique qui avait prévu ce développement fâcheux s'est retrouvé prisonnière de son bunker de protection pour un mois du fait de son mécanisme de protection inviolable conçu pour permettre de détruire les documents importants en peu de temps.

historiques et juridiques de la Chine sur plusieurs territoires alors sous juridiction soviétique.

Kosygin reconnut l'existence de tensions entre les deux pays tout en insistant sur l'absence de responsabilité clairement établie des parties soviétique et chinoise. Il souligna les dangers que représenterait, sur la scène mondiale, d'une pérennisation de ces tensions. A la surprise de la partie chinoise, il proposa, suivant la volonté jusqu'alors exprimée par la Chine, de lancer des négociations tout en conservant le principe du statu quo de la ligne frontalière jusqu'à l'issue des discussions. Cette position représentait des avantages certains pour l'Union soviétique en ce qu'elle garantissait la stabilité des frontières jusqu'à l'issue de pourparlers potentiellement très longs. Elle constituait pourtant un tournant dans la stratégie géopolitique soviétique : jusqu'alors, la diplomatie soviétique, se focalisant sur la question idéologique au détriment de l'intérêt géopolitique, avait en effet toujours refusé de reconnaître l'existence de contentieux territoriaux entre pays frères, et n'avait donc pu se permettre d'évoquer le terme de « statu quo ». Ce pas de Kosygin en 1969 aurait des conséquences considérables dans la résolution des tensions sino-russes au début des années 90.

Kosygin proposa à la partie chinoise de décider des modalités d'organisation des négociations. En réponse, Zhou En Lai, indiqua les principes fondamentaux sous les auspices desquels devraient être menées les discussions : le statu quo de la ligne frontalière pendant les négociation, l'abstention de recours à la force armée, la reconnaissance de l'existence de territoires discutés et le départ des forces armées de ces territoires. Kosygin demanda à Zhou En Lai de clarifier le terme de « territoire disputé » et argumenta son refus du retrait des régiments des régions litigieuses par la nécessité de protéger les populations civiles de ces zones. Il proposa l'ouverture des négociations sans conditions préalables. Il garantit qu'aucun incident n'aurait lieu sur la ligne frontalière si les Chinois ne tentaient pas de la violer. Les mémoires de Galienovitch rapportent que Zhou En Lai tenta à plusieurs reprises de remettre la question des territoires disputés dans la discussion, mais Kosygin contourna systématiquement cet écueil en soulignant que son statut ne lui permettait pas de discuter de questions idéologiques. Il déclara aussi que le gouvernement soviétique ordonnait aux gardes-frontière de résoudre au cas par cas les incidents sur la

frontière en tenant compte des intérêts des deux parties en évitant toute violence et toute incursion dans l'espace aérien chinois.
Kosygin proposa également de rétablir le trafic aérien et terrestre entre les deux pays, la ligne téléphonique spéciale intergouvernementale entre Moscou et Pékin et des relations diplomatiques normales. Zhou En Lai lui répondit que le bureau politique du comité central du P.C.C. étudierait ces propositions.
Les négociations durèrent de 10h à 16h. Si cette rencontre à l'aéroport de Pékin n'eut pas de résultat visible immédiat, elle permit de rétablir un espace de dialogue et de créer les conditions de possibilité de négociations entre les deux pays.

Le 18 septembre 1969, Zhou En Lai envoya à Kosygin une lettre dans laquelle la partie chinoise proposait une série de mesures pratiques afin de résoudre le différend frontalier sino-soviétique. Elle appelait au maintien du statu quo sur la frontière sino-soviétique jusqu'à la résolution du contentieux. Le statut des secteurs pour lesquels le tracé de la frontière sur les cartes échangées en 1964 coïncide ne doit pas être modifié. Dans les secteurs litigieux, les deux parties laisseront la population mener son activité domestique. Les limites de ces régions seront déterminées par des consultations entre les garde-frontières des deux parties. Les deux parties doivent s'efforcer d'éliminer les sources de conflit. A cet effet, elles doivent retirer leurs forces militaires des régions litigieuses, s'engager à ne pas ouvrir le feu sur la partie adverse et empêcher les incursions dans l'espace aérien voisin. Sur les fleuves frontaliers, les deux parties doivent respecter un tracé de la frontière fixé au niveau des eaux profondes (« far water »). En conclusion, Zhou Enlai spécifia que ces propositions ne constituaient pas une évolution des positions de fond de chacun des gouvernements dans le litige frontalier mais une base préalable aux négociations, qui pourrait avoir valeur d'accord immédiatement applicable dès que Moscou en accepterait le contenu.

Dans ses mémoires, Galenovič indiqua que ce document fut considéré comme un ultimatum. Le 25 septembre 1969, Kosygin envoya sa réponse. Il indiqua que le gouvernement russe avait ordonné aux garde-frontières d'éviter les incidents, de préserver le statu quo sur la frontière terrestre et aérienne et de s'abstenir de faire de la propagande. Il émettait son souhait que le gouvernement chinois agisse de la même façon. Il fit part d'une liste de personnes dont il souhaitait qu'elles prennent part aux négociations. La

délégation soviétique serait dirigée par le vice-ministre des affaires étrangères, V.V. Kuznecov, qui serait secondé par le chef des garde-frontières du K.G.B, V.A. Matrosov. Elle se composerait en outre de A.E. Elizavetin (qui deviendrait ensuite ambassadeur soviétique en Chine), S.L. Tyhvinskij (aujourd'hui académicien et directeur de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou), A.D. Dubrovskij, M.T. Antaškevič, E.N. Nasinovskij, S.I. Rebâtkin.

Le 6 octobre 1969, Zhou En Lai renvoya une lettre s'offusquant de ce que la partie soviétique n'ait pas accepté toutes ses conditions préalables. Néanmoins, il accepta que les négociations puissent débuter le 20 octobre 1969. Il proposa que la délégation chinoise soit dirigée par Cao Guanhua, vice-ministre des affaires étrangères, aidé par Chui Chenwen du comité central du P.C.C. Les experts de la délégation chinoise seraient Yu Zhan, Cai Hunjian, An Huai, Zhan Wenjun, Wang Bucan, Wang Jinqin.

Dès que Moscou reçut cette lettre, les consultations préparatoires aux négociations furent lancées via les « canaux fermés ». Dans son livre[588] publié en 2001, Galenovič insiste sur le fait que les négociations furent confinées au niveau le plus élevé de l'Etat, avec l'intervention de Mao et Zhou En Lai en personne. Il rapporte ainsi que quand Kuznecov exprima sa volonté de venir en visite au Ministère des Affaires Etrangères chinois, Cao Guanhua lui répondit que cela n'était pas nécessaire, le Ministère n'étant pas en charge de régler la question frontalière.

Les deux délégations élaborèrent une procédure en six points pour réguler les négociations à venir. Il fut décidé que les chefs des deux délégations présideraient alternativement les séances. Les notes protocolaires seraient prises séparément. Les traductions seraient également effectuées séparément. Les deux côtés nommeraient des émissaires chargés d'effectuer des contacts entre les deux délégations sur les questions administratives et techniques[589]. Les dates de chaque nouvelle session de négociation seraient fixées en avance. Les négociations doivent être menées sous le régime du secret.

[588] GALENOVIČ, *La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière*, Moscou, 1999
[589] La partie chinoise nomma Luo Peixing et Wang Ganhua. La partie soviétique nomma Vladimir Žanovič, Alexandr Zarubin, Ivan Grigorov, Damir Baidildin.

Les négociations débutèrent au moment de l'explosion de la Révolution Culturelle, ce qui eut des conséquences majeures sur le cours des discussions. La partie chinoise s'efforça de faire glisser les négociations vers une pente idéologique et accusa l'U.R.S.S. de social-impérialisme. Chaque session démarra par une série de discours improvisés scandés de slogans de Mao. La partie soviétique s'efforça de faire revenir les Chinois sur un terrain technique. Jusqu'au 14 décembre, les délégations ne trouvèrent aucun terrain d'entente, toutes les questions se heurtant à la position catégorique chinoise. La délégation chinoise proposa une série de mesures provisoires et complémentaires.

La reconnaissance du statu quo sur la ligne frontalière constituait pour les Chinois une mesure provisoire, tandis que la partie soviétique voulait une conservation globale permanente de la ligne frontalière dont seuls certains secteurs pourraient être rediscutés au cas par cas. La partie chinoise concéda que l'administration et la population soviétiques puissent demeurer dans les territoires litigieux durant la durée des négociations mais protesta contre l'expulsion par les garde-frontières soviétiques de chinois se trouvant en territoire soviétique. Les Chinois insistèrent pour que l'Union Soviétique promette de ne pas attaquer la première, et s'engage à ne pas utiliser l'arme nucléaire. Kuznecov rétorqua que ces questions dépassaient la compétence de sa délégation. Mais les Chinois indiquèrent que Kosygin avait déjà donné son accord sur ces points lors de ses discussions avec Zhou En Lai. Les Chinois acceptèrent alors que les régiments soviétiques demeurent dans les régions disputées, à condition qu'ils promettent de ne pas y ouvrir le feu. Kosygin répondit qu'une telle demande confondait le problème global des relations intergouvernementales et la question ponctuelle d'incidents frontaliers. A la fin des années 80, la demande chinoise de retrait soviétique des territoires litigieux se transformerait en simple demande de banalisation d'une bande de 100 km de la frontière, du côté soviétique comme du côté chinois. En 1991, l'Union Soviétique accéda à cette requête. De nombreux experts estiment que ce fut une grave erreur stratégique.

A titre de « mesure complémentaire », les Chinois demandèrent à ce qu'il soit permis aux citoyens chinois de passer en territoire soviétique « disputé » pour vaquer à leurs activités. Ils exigèrent également que les soviétiques cessent d'attaquer les civils sur les îles de Zhenbo Dao, Qilin Dao et Wubalao Dao (Damansky, Kirinkinskij, Kultuk) alors sous juridiction soviétique. Les soviétiques acceptèrent que des civils chinois se rendent sur ces

îles à condition qu'ils en fassent la demande au préalable et n'y restent qu'une durée très limitée. Autre « exigence complémentaire », le passage des navires chinois dans les eaux territoriales soviétiques sans permis préalable et sans limitation[590].

En deux mois de négociations, les deux délégations ne purent aboutir à aucun compromis. Kuznecov[591] rentra alors à Moscou consulter les hauts dirigeants soviétiques. Il revint à Pékin, accompagné d'un nouvel adjoint, V. Gankovskij, Matrosov étant tombé malade à Moscou. Le 2 janvier 1970, le ministère des affaires étrangères chinois fit parvenir une note de protestations à la délégation soviétique, indiquant que les Chinois ne quitteraient pas les îles et que les soviétiques devaient quitter immédiatement le delta Fu Wu Yuan (en particulier les îles Medviežij et Tarabarov dans la région de Khabarovsk). Cette note faisait suite à un incident intervenu le 30 décembre au cours duquel les garde-frontières soviétiques avaient repoussé des civils chinois. Au même moment, dans les villes du nord-est de la Chine de Hutou et Heihe, s'ouvrirent des négociations entre dirigeants des garde-frontières chinois et soviétiques. Elles durèrent jusqu'au 30 juin, quand Kuznecov tomba malade et dû rentrer définitivement à Moscou. Pendant ces sept mois, les deux parties ne réussirent pas à trouver de compromis. Si les soviétiques avaient accédé aux demandes de la Chine alors en pleine révolution culturelle, les Chinois auraient pu s'enhardir et demander encore davantage, ouvrant la voie à une guerre sino-soviétique. L. Ilitchev[592] succéda à Kuznecov.

Pendant la décennie suivante, jusqu'en 1979, les Chinois énoncèrent de nouvelles exigences de mesures provisoires et complémentaires, que personne ne prit réellement au sérieux. Cette situation « ni paix ni guerre » était en fait favorable aux deux parties. La Chine renforça ses relations avec les pays occidentaux qui prirent ainsi la place occupée auparavant par l'U.R.S.S. La signature d'un traité de paix n'était pas indispensable pour Pékin. Retarder la signature d'un tel traité devint même une sorte de stratégie pour la Chine. La multiplication des exigences chinoises culmina en 1979 avec la demande de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

[590] Jusqu'alors les navires chinois ne pouvaient obtenir qu'un passage unique et sur demande préalable.
[591] En 1949, Kuznecov fut nommé le premier ambassadeur soviétique en Chine Populaire. Pendant la crise de Cuba, il dirigeait la délégation soviétique à l'O.N.U.
[592] Dix ans plus tard, il joua un rôle majeur dans l'affaiblissement des tensions entre les deux pays.

Ces négociations de 1969-1970 laissèrent un certain nombre de questions pour la sinologie russe. Pourquoi le ministère des affaires étrangères[593] chinois n'avait il pas joué un rôle plus important dans la résolution du conflit ? Pourquoi quand, à plusieurs reprises, les négociations commencèrent à tourner en rond, la demandes soviétiques de rencontrer Zhou En Lai furent elles refusées par la délégation chinoise ? L'U.R.S.S. se heurtait ainsi à un mur de silence et d'incompréhension, situation inédite depuis le début du siècle. Cette situation s'expliquait par la lutte acharnée au sein du P.C.C., entre « maoïstes » et « moscovites ». Déjà en 1964, quand Liu Shaoqi, deuxième figure du P.C.C., avait montré sa volonté de chercher une solution au conflit, il avait reçu de vives critiques de Mao. Par la rupture délibérée avec l'U.R.S.S., Mao créait ainsi les bases politiques à un rapprochement économique avec l'occident, qui s'épanouirait ensuite avec la politique d'ouverture de Deng Xiaoping. Dans ce contexte, si les négociations de 1969 avaient pu avoir lieu, ce n'est que grâce aux efforts de Lin Biao nouveau n°2 du P.C.C., qui lui coûtèrent finalement et son poste, et sa vie. En tant que militaire, vétéran de la guerre contre le Japon, il préférait se rapprocher de Moscou que de Washington qui demeurait un ennemi politique et géopolitique. Il comprenait l'importance de relations stables avec l'U.R.S.S., même si celles-ci devaient être entachées de tensions idéologiques. Pour Lin Biao, les tensions avec Moscou sont graves, mais internes à la famille socialiste et devant être résolues comme telles. De même, le haut commandement de l'A.P.L. n'était pas non plus foncièrement anti-soviétique : ainsi, ce n'est pas lui qui a donné l'ordre d'ouvrir le feu lors des événements de Damansky[594]. Quand Lin Biao, au cours du 9ème congrès du P.C.C. en avril 1969, déclara publiquement l'existence du conflit de Damansky, il obligea Mao à lancer les négociations. De telles négociations, imposées à Mao, ne pouvaient réussir. Mao contrôla minutieusement l'ensemble des négociations, ses participants et la stratégie qu'ils devaient mettre en œuvre pour empêcher qu'elles ne réussissent. Dans ses mémoires, Kulik ajoute que le chef de la délégation chinoise, Cao Guanhua, et Lin Biao avaient de très mauvaises relations personnelles ce qui permettait de neutraliser ce dernier. Selon les mémoires des vétérans du renseignement en poste à Pékin à l'automne 1969, quelques jours avant l'arrivée de la délégation soviétique, Mao donna l'ordre à tous les moyens et hauts fonctionnaires du P.C.C. de quitter la capitale et de partir dans les différentes provinces chinoises. Ce départ avait été motivé par la rumeur de l'arrivée d'une délégation

[593] A cet époque, l'ensemble des cadres du ministère des affaires étrangères chinois étaient formés à Moscou, dans l'académie diplomatique soviétique, et demeuraient idéologiquement très proches de l'U.R.S.S..

kamikaze attirant les dirigeants du P.C.C. dans un piège pour les détruire par une attaque nucléaire. Seul Zhou En Lai resta à Pékin.

Les négociations de 1979

Le 3 avril 1979, le comité permanent de l'assemblée populaire chinoise adopta une résolution sur la non-prolongation du traité d'amitié sino-soviétique de 1950. Parallèlement à ce pas important de politique étrangère, la Chine faisait savoir au gouvernement soviétique sa volonté de rouvrir des négociations pour la résolution des problèmes empêchant une amélioration des relations bilatérales et sur la scène internationale. Même si le traité de 1950 n'avait depuis bien longtemps plus de raison d'être, il avait continué de représenter une acceptation du rôle prépondérant de l'U.R.S.S. sur la scène chinoise. Son abandon par la Chine eut donc des répercussions fortes au sein du camp socialiste qui dut prendre acte de l'autonomisation de la Chine. Au plan intérieur, ce geste fut compris comme une libération par rapport au passé semi-colonial et une renaissance nationale.

Le 17 avril, dans sa réponse à cette note, le ministère des affaires étrangères soviétique proposa « l'élimination des obstacles empêchant le développement de relations normales entre les deux pays ». En réponse, une seconde note chinoise reprit les mêmes formules et précisa qu'outre les relations frontalières, les deux pays devraient discuter la création de nouvelles normes régissant les relations bilatérales, l'élimination des obstacles à la normalisation des deux pays, le développement des relations commerciales, techniques et culturelle sur un pied d'égalité. Un traité devrait permettre de couvrir l'ensemble du champ de ces questions. Comme préalable à toute négociation, la Chine demandait à l'U.R.S.S. de cesser sa politique hégémonique. L'U.R.S.S. acceptait de mener les négociations à condition que les deux pays ne défendent pas de principe hégémonique dans les relations internationales et mènent les discussions dans un esprit d'égalité et de prospérité mutuelle.

A l'automne 1979, si les deux parties étaient prêtes à reprendre les négociations, leur compréhension des objectifs des discussions différaient sensiblement. Pour Moscou il importait de rebâtir les fondements de l'amitié entre les deux pays, alors que Pékin

[594] U.R.A.F. F.S.B.

entendait seulement résoudre les difficultés majeures empêchant de recréer ultérieurement ces bonnes relations.

Dans ce contexte, comment la volonté de surmonter la crise des relations bilatérales avait elle pu apparaître ? Une hypothèse, non étayée par des sources écrites, a la faveur de plusieurs sinologues russes. Elle s'appuie sur la mort de 3 personnages principaux qui avaient jusqu'alors fait obstacle à la normalisation des relations bilatérales : Mao Zedong, l'idéologue, Zhou En Lai, concurrent initial de Mao devenu le réalisateur du nouveau cours politique maoïste et en particulier du rapprochement avec l'occident, Kang Sheng, dont la figure demeure largement énigmatique. Si Zhou En Lai présentait au public la politique de Mao, Kang Sheng en détenait dans l'ombre tous les mécanismes de réalisation. C'est grâce à Kang Sheng, que Mao avait pu neutraliser l'influence de Moscou au sein du P.C.C., de l'A.P.L. et des services secrets chinois. Après le décès de Kang Sheng, les services secrets soviétiques purent reprendre contact avec certains membres du P.C.C. restés fidèles à l'amitié sino-soviétique malgré la purge de la révolution culturelle[595].

Finalement Moscou réussit à renouer contact avec Deng Xiaoping[596], dernière figure héroïque des débuts de la révolution prolétaire chinoise. Les modalités de mise en relation avec Deng Xiaoping demeurent inconnues, mais aboutirent à la reconnaissance, par le gouvernement chinois, de la nécessité de reconstruire les relations bilatérales, sur la base du travail discret mais continu mené via les canaux fermés depuis 1969. Ces efforts furent finalement couronnés par une rencontre entre Deng Xiaoping et M. Gorbatchev en 1989.

Le 17 octobre 1979 s'ouvrit, dans la résident du M.I.D. à Moscou, un premier tour de négociations sur la normalisation des relations bilatérales. La délégation soviétique était dirigée par L. Ilitchev. Galenovič prit également par à la délégation. La délégation chinoise était menée par Wang Yupin et avait pour traducteurs Tang Shijian et Li Fenglin[597].

La délégation chinoise s'inquiéta du nombre considérable de militaires soviétiques dans les

[595] Il n'existe pas de statistiques fiables sur le nombre de victimes de la révolution culturelle chinoise. Les témoins chinois qui s'enfuirent en occident et les observateurs occidentaux n'ont vu qu'une partie de cette immense purge.
[596] Aujourd'hui, le dossier de Deng Xiaoping est conservé dans l'archive du président de la Fédération de Russie et reste classé top secret. L'ouverture au grand public de ces documents permettrait de donner un éclairage nouveau sur la politique secrète de l'U.R.S.S. en Chine au 20ème siècle.
[597] Dans les années 90, il devint l'ambassadeur de Chine en Russie.

régions jouxtant la Chine, de la création d'états-majors de commandement opérationnel[598] en Extrême-Orient et en Asie Centrale et de l'organisation d'entraînements de grande envergure dans ces régions. Les régiments soviétiques stationnés dans la république mongole représentaient une grande menace pour Pékin qui ne se trouve qu'à quelques centaines de kilomètres de la frontière mongole, à trois minutes de Oulan-Bator en MIG-21. La Chine critiqua le soutien soviétique au régime « d'hégémonisme régional » du Vietnam coupable d'agression envers la Chine et d'occupation au Cambodge.

La question frontalière fut reconnue comme problème principal à traiter pour normaliser les relations bilatérales. La délégation chinoise proposa la signature d'un traité de « statu quo ». Les deux pays devaient s'engager à ne plus soutenir d'actions hégémoniques. La partie soviétique devrait réduire ses forces militaires concentrées sur la ligne frontalière jusqu'au niveau de 1964, démilitariser la Mongolie et le Vietnam et y détruire les bases militaires. Après la conclusion d'un tel traité, il faudrait continuer les discussions pour résoudre les différends territoriaux entre les deux pays sur la base de l'égalité[599]. En remplacement du principe de l'amitié éternelle sino-soviétique, Pékin propose de fonder les relations bilatérales sur le respect mutuel de la souveraineté, la non-agression, la non-ingérence dans les affaires intérieures, l'égalité et le profit mutuel, la coexistence pacifique[600]. Aucun pays ne doit soutenir de troisième force.

Ces propositions chinoises étaient largement inspirées de la nouvelle réalité politique de 1979 : il n'y avait plus ni Mao, ni Khrouchtchev, et même l'époque de Brejnev tirait à sa fin. La Chine ne voulait plus suivre la logique de l'internationalisme et de la solidarité prolétaire et se préparait à mener une transformation intérieure profonde et à devenir une puissance géopolitique.

Au même moment, Moscou, aveugle à ces évolutions, s'évertuait à vouloir faire rentrer la Chine dans le camp des pays socialistes et ne percevait pas combien le P.C.C. avait changé. C'est pourquoi Moscou se donnait comme objectif prioritaire de régler les contradictions idéologiques avec le P.C.C., alors que celles ci n'étaient qu'une facette de tensions géopolitiques profondes. Les propositions de Moscou reflétèrent cet état d'esprit. Le mécontentement soviétique se cristallisa sur le ton des chinois, et des tournures de

[598] La création de cette structure dans les régions occidentales de l'U.R.S.S. était normale dans le contexte de la préparation de combat contre les pays de l'OTAN. La création de la même structure à la frontière d'un pays « frère » prouvait que l'U.R.S.S. envisageait sérieusement de pouvoir frapper Pékin.
[599] Ce terme d'égalité (« gong ping ») n'est pas utilisé en Droit International.

phrases telles que « L'Union Soviétique DOIT… ». La délégation soviétique s'indigna de ce que la partie chinoise pervertissait l'histoire des relations bilatérales et entendit rétablir « sa » vérité historique. En particulier elle désigna la rhétorique chinoise de « la menace venant du sud et du nord » (Vietnam et U.R.S.S.) comme un pur mythe.

L'U.R.S.S. se refusait catégoriquement à discuter les situations concernant un pays tiers tels que la Mongolie ou le Vietnam. La présence de l'armée soviétique en Mongolie s'explique par l'invitation du gouvernement de ce pays et ne menace pas la Chine. Elle ne vise qu'à protéger un pays qui a plusieurs fois été attaqué au cours du 20ème siècle[601]. De même, le Vietnam ne présente aucune menace pour la Chine : dans la guerre sino-vietnamienne il représenta le pays attaqué et non l'agresseur. Le traité d'amitié sino-vietnamien n'est pas un traité militaire et n'est pas braqué contre la Chine. Si la Chine n'effectue pas d'action militaire contre le Vietnam elle n'a aucune raison de craindre.

Le 30 novembre 1979, les négociations furent closes, du fait des obstacles insurmontables que représentaient les exigences supplémentaires de la partie chinoise. L'atmosphère des négociations se dégrada du fait d'accusations idéologiques : Pékin accusait Moscou d'hégémonisme et Moscou fustigeait l'antisoviétisme pékinois. En U.R.S.S., le milieu diplomatique n'était alors pas encore prêt à de trop nombreuses concessions pour gagner la paix.

Cette situation allait grandement évoluer dans la décennie suivante : aujourd'hui, les relations sino-russes prennent la forme de quasi marchandage commercial intergouvernemental avec pour principal enjeu l'intérêt national géopolitique.

[600] La Chine reprend ici à son compte les principes de la conférence de Bandung.
[601] La présence de l'armée soviétique en territoire mongol est expliquée dans une note du ministère des affaires étrangères de la république mongole au ministère des affaires étrangères chinois du 12 avril 1978.

L'affaiblissement réel des tensions (1980-1985)

L'échec des négociations de 1979 n'entraîna pas de gel de long terme des relations bilatérales. Le contact intergouvernemental, même faible, ne fut pas rompu, et ce grâce à la coïncidence de plusieurs facteurs politiques et géopolitiques nouveaux.

Après avoir établi des relations avec les Etats-Unis et le Japon, qui avaient toujours été considérés comme des ennemis impérialistes, la Chine pouvait difficilement maintenir des relations dégradées avec l'U.R.S.S., pays idéologiquement proche. Cependant, la détente ne pouvait se produire soudainement et sans tenir compte des événements des dernières décennies – ne serait-ce que parce ce que cela aurait fait « perdre la face » aux dirigeants chinois. Expliquer au peuple chinois et aux élites la nécessité de la normalisation des relations avec l'U.R.S.S. prendrait donc nécessairement du temps.

Les sinologues soviétiques étaient conscients de cette spécificité de la culture chinoise et réussirent à l'expliquer aux hauts-dirigeants soviétiques. En 1979, la prise de décision en matières d'affaires étrangères était entre les mains d'Andropov, chef du K.G.B., Gromyko, ministre des affaires étrangères, Oustinov, ministre de la défense. Tous trois avaient une vision pragmatique de la politique étrangère et ne se laissaient pas guider par l'idéologie.

Le directeur du département des affaires d'Extrême-Orient du M.I.D., M. Kapica[602], partit pour Pékin en qualité d'hôte de l'ambassadeur soviétique. Ce titre lui conférait une grande liberté d'action en Chine. A Pékin, il rendit une visite de courtoisie au directeur du secteur du département des affaires de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est du ministère des affaires étrangères chinois, Yu Hong Liang. Il put aussi y mener une discussion ouverte avec d'autres fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. En 1981-1982, Kapica se rendit à diverses reprises en Chine, toujours avec le même statut. Ces visites étaient

[602] Avec l'arrivée d'Andropov, il commença à jouer un rôle essentiel dans la politique soviétique en Chine. Il prit le parti, contrairement aux orientations décidées à l'époque de Khrouchtchev, de faire une place de choix aux sinologues. Andropov le nomma chef de département des affaires de l'Extrême-Orient, poste clé dans la définition de la politique étrangère.
Kapica avait commencé à travailler en Chine à l'époque de Staline, quand la Chine constituait encore l'un des objets prioritaires de la stratégie soviétique. Staline vérifiait alors personnellement la liste de tous les diplomates envoyés à l'étranger, et particulièrement en Chine.

soutenues par Gromyko. En mai 1982, Kapica mena des négociations en tête à tête avec le vice-ministre des affaires étrangères chinois, Can Qichen.

La même année, les deux pays rouvrirent des consultations préliminaires sur la question frontalière. L'U.R.S.S. envoya un groupe d'experts, conduits par Il'icov et son adjoint, le général V. Lobanov, chef des garde-frontière du K.G.B. Le colonel V. Masibroda et le commandant Golub jouèrent un rôle important en tant que topographes de la délégation. La partie chinoise y donna son accord pour la reprise des négociations tout en indiquant que la Chine avait besoin de temps pour croire en la bonne volonté soviétique. Maslov précise aussi que les Chinois étaient dans l'attente de gestes politiques attestant cette bonne volonté.

Dans ce contexte, la stratégie adoptée par Moscou reposant sur des rencontres informelles entre diplomates était la meilleure possible. Selon les mémoires du diplomate Vereŝagin, ces échanges dans une atmosphère conviviale furent décisifs pour préparer la percée diplomatique de 1985.

En janvier 1982, le recteur de l'académie diplomatique soviétique, Tihvinskij, se rendit à Pékin sur l'invitation de l'ambassadeur soviétique I. Ŝerbakov. Il y rencontra l'ex vice-ministre des affaires étrangères, Wang Bingnan qui dirigeait alors l'association populaire de l'amitié avec les pays étrangers qui proposa la reprise des relations avec des structures homologues soviétiques, ce qui fut accepté. Tihvinskij rencontra également Ge Baoquan, ancien représentant plénipotentiaire de la Chine en U.R.S.S.[603], alors écrivain et traducteur de russe en chinois. Il s'entretint avec le vice-président de l'Académie des Sciences Sociales de Chine, Huang Xian, qui accepta le rétablissement des contacts avec l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

Lorsque les Chinois se rendirent à Moscou, les rencontres se déroulèrent dans une résidence du M.I.D. hors de la ville, dans le village de Meŝerino. C'est toujours Kapica qui orchestra les discussions. Peu à peu, la partie soviétique commença à laisser aux délégués chinois davantage de liberté de mouvement dans les différentes régions soviétiques. Ainsi furent organisées pour l'ambassadeur chinois des visites à la centrale nucléaire de Voronej, en Russie centrale, à l'usine militaire d'*Uralmaš*, dans l'Oural, et dans d'autres régions soviétiques. En février 1982, les rencontres d'économistes chinois « hôtes » de l'ambassadeur chinois, Yang Shouzhen, au *Gosplan* et *Gosstroj* constituèrent un pas

symbolique important. Le M.I.D. leur organisa aussi un voyage à Kiev.

En mars 1982 eut lieu un geste politique crucial pour le rétablissement des relations bilatérales : dans un discours fameux prononcé à Tachkent, L. Brejnev appela la Chine à rétablir les relations bilatérales sino-soviétique dans toutes les sphères politiques, économiques, sociales, scientifiques, culturelles. Pour la première fois depuis la rupture sino-soviétique, Brejnev qualifiait la Chine « d'Etat socialiste ».

Ce geste fut d'abord appréhendé par la Chine comme une action de propagande de Moscou. Mais malgré cette incompréhension qui trouva de nombreux échos dans la presse chinoise, les contacts informels continuèrent à prendre de l'ampleur. Selon les témoignages de vétérans des garde-frontières du K.G.B., une invitation à prendre part aux manœuvres du district militaire d'Extrême-Orient fut envoyée en 1981 au haut-commandement des garde-frontières de l'A.P.L.

Aujourd'hui (2005), l'historiographie russe tente de décerner tout le mérite du réchauffement des relations avec les pays occidentaux et avec la Chine à Gorbatchev. Si c'est bien Gorbatchev qui a couronné la normalisation, celle-ci n'a pu avoir lieu que grâce au travail réalisé bien en amont. Au début des années 80, la place de Gorbatchev dans la hiérarchie du Politburo du P.C.U.S. ne lui laissait aucun accès aux affaires de politique étrangère. Jusqu'en 1985, tout le travail préparatoire au rétablissement des relations sino-soviétiques fut réalisé par Gromyko[604] et les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, et en particulier les « Quatre Dragons » (*si long*) : M. Kapica, O. Rahmanin, M. Sladkovskij[605], S. Tihvinskij.

En août 1982 arriva à Moscou Yu Hong Liang[606], en tant qu'hôte de l'ambassadeur chinois. Au cours de discussions informelles avec Kapica, Yu Hong Liang fit part de la

---

[603] A cette époque, Tihvinskij était son homologue en Chine.

[604] Au début de la perestroïka, toute l'équipe des fidèles de Gromyko fut limogée parce que la « nouvelle pensée » de Gorbatchev avait eu besoin de se débarrasser des vieux cadres staliniens. Au nom de « la rotation des cadres », le nouveau M.I.D. dirigé par Chevardnadze recruta pour gérer les affaires chinoises des fonctionnaires géorgiens qui ne parlaient même pas chinois. Les sinologues de Gromyko continuèrent leurs recherches au sein de l'Institut de l'Extrême-Orient et leurs travaux font la richesse de la bibliothèque actuelle de cette structure renommée.

[605] Jusqu'à sa mort en 1985, il dirigea l'Institut d'Extrême-Orient de Moscou.

[606] En 1991, il devint ambassadeur de Chine à Moscou. Pendant le putsch du G.K.C.P., il déclara en public son soutien aux putschistes et au vice-président Genadi Yanaev. Après l'échec du putsch, il quitta Moscou. Mais sa prise de position au moment du putsch n'eut aucune influence sur l'embellie des relations sino-soviétiques. Elle fut même présentée comme une initiative personnelle de l'ambassadeur. Pourtant, les Chinois avaient réellement surestimé les capacités des putschistes. Mais ceux-ci, à Moscou, n'avaient pu aller aussi loin que les Chinois lors du mouvement de Tienanmen en 1989.

volonté chinoise de surmonter tous les obstacles empêchant le rétablissement de relations normales entre les deux pays. Suite à cette rencontre, une courte note officielle fut envoyée à l'ambassadeur chinois à Moscou, proposant de normaliser les relations bilatérales et reprenant les déclarations de Brejnev à Tachkent. Cette note fut le signal de la reprise des discussions bilatérales à haut niveau, au niveau du ministère des affaires étrangères, du ministère de la défense et du K.G.B. Les deux parties s'accordèrent pour mener des négociations secrètes deux fois par an, une fois dans chaque capitale.

Le premier tour de consultations eut lieu en octobre 1982 à Pékin. La partie soviétique était représentée par Rogatchev, la partie chinoise par Can Qichen, tous deux ministres des affaires étrangères. Les Chinois commencèrent à énoncer trois obstacles s'opposant au rétablissement de relations normales : le Vietnam, la Mongolie, l'Afghanistan. Une joute verbale s'ensuivit, mais Vereŝagin rapporte que celle-ci n'avait pas le caractère agressif de la décennie précédente. La critique mutuelle jouait donc plutôt un rôle rituel, indispensable à l'ouverture de la discussion.

La délégation soviétique proposa de commencer par créer une base juridique pour les prochaines discussions bilatérales. Elle transmit à la partie chinoise un mémorandum proposant le renforcement du régime de confiance dans les régions frontalières : avant toute manœuvre militaire dans la zone frontalière, le voisin serait averti.

En novembre 1982, Brejnev mourut. Paradoxalement, cela influença positivement les négociations. Pendant les trois années suivantes, deux secrétaires-général dirigèrent l'U.R.S.S. : Tchernenko[607], dont la politique étrangère et intérieure ne se distinguèrent par aucune grande action, et surtout Andropov[608], à propos duquel beaucoup a été dit mais peu est su.

Andropov, dans sa volonté d'initier des réformes économiques, s'intéressa de près aux réformes lancées par Deng Xiaoping et avait demandé au renseignement soviétique en Chine de lui fournir des informations précises à ce sujet.

[607] Tchernenko était âgé et malade, ce qui paralysa sa politique. Aujourd'hui, cette période est qualifiée de « hémostase gérontologique ».

[608] Des témoignages de vétérans des services secrets insistent sur son professionnalisme, son honnêteté, son pragmatisme, tandis que la presse russe le qualifie d' « apôtre du totalitarisme soviétique ». Par exemple, Drozdov indique encore dans ses mémoires qu'Andropov se serait prononcé contre l'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan mais aurait du plier devant le lobby militaire dirigé par le maréchal Oustinov. Andropov aurait également initié des mesures anti-corruption au sein du ministère des affaires intérieures ainsi que parmi les élites d'Asie Centrale (« Affaire du Coton » et « Affaire de Ŝelokov »). Ces mesures demeurèrent inachevées du fait du décès d'Andropov, qui était arrivé au pouvoir déjà mortellement malade.

L'enterrement de Brejnev constitua un test politique pour les Chinois qui espéraient que les nouveaux dirigeants poursuivraient dans la voie de la normalisation des relations bilatérales. Le ministre des affaires Huang Hua se rendit à Moscou pour l'occasion. Le 16 novembre 1982, il rencontra Gromyko : cela constituait la première rencontre de si haut niveau depuis 1969. A son retour en Chine, il fit part à la presse chinoise de son optimiste quant à l'avancée des prochaines négociations avec l'Union Soviétique[609]. La presse soviétique ne mentionna pas la question des « trois obstacles » et indiqua qu'aucune tension majeure ne s'était révélée pendant le rendez-vous.

Mais le 19 novembre, Huang Hua fut limogé. Les raisons en demeurent mystérieuses. Il semble que les hauts dirigeants chinois n'aient pas apprécié le contenu très franc, sans proclamation politique sur « les trois obstacles » des discussions qui avaient été menées avec Gromyko. Huang Hua fut remplacé par Wu Xuecan.

Le 23 décembre 1982, la Pravda publia un discours d'Andropov dans lequel celui-ci prenait clairement position par rapport à la Chine : « Tout le monde a intérêt à la paix. Il est absurde de conditionner la paix par des concessions. Nous ne pouvons accepter cela».

Les Chinois estimèrent que malgré ce discours, qui pouvait n'être qu'une réaction à la démission de Huang Hua, les soviétiques continueraient à avancer sur la voie de la détente. Il avaient confiance dans le fait que la politique chinoise de l'U.R.S.S. n'était pas dictée uniquement par les déclarations publiques d'Andropov et Gromyko, mais aussi sur les efforts informels de Kapica et Tihvinskij. Pékin ne réagit donc pas à la réaction d'Andropov.

A l'automne, pendant le troisième tour de consultation, Andropov donna l'ordre à Ilitchev de proposer à la partie chinoise de lancer un autre type de discussions, spécifiquement au sujet de la question frontalière, auxquelles participeraient des experts du K.G.B. De telles consultations auraient pour objectif de calmer les tensions militaires dans les régions frontalières et de tenter de résoudre la question frontalière elle-même. Ces négociations ne débuteraient finalement qu'après la mort d'Andropov.

Pendant l'été 1983, Moscou proposa à Pékin un autre espace de dialogue ayant trait à l'élaboration d'une position commune sur la scène internationale là où les intérêts des deux

[609] *Renmin Ribao*, 18.11.1982

pays coïncident[610]. La partie chinoise accepta. Kapica fut alors nommé vice-ministre des affaires étrangères.

En février 1984, Andropov mourut. Le vice-président du Conseil des Affaires d'Etat, Wang Li, n°3 du système politique chinois, arriva à Moscou pour ses obsèques. Il y rencontra le vice-président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. Gaydar Aliev. En son honneur, le premier adjoint du président du Conseil des Ministres, I. Arhipov[611]donna un dîner pendant lequel furent discutées les perspectives de coopération économique entre les deux pays[612].

Dès la fin de 1983 se nouèrent de nombreux contacts dans la sphère économique et entre les structures d'Etats des deux pays : en décembre 1983 fut signé un accord entre les services météorologiques des deux pays ; la coopération commerciale entre les régions de Khabarovsk, Primorie, Amour, Tchita et les provinces du Heilongjiang et de Mongolie intérieure reprirent également ; en novembre 1983, au Kazakhstan, fut ouvert le passage frontalier d'Horgos pour faciliter les relations économiques entre la Chine et l'U.R.S.S.

Tous ces événements étaient l'aboutissement des efforts d'Arhipov, qui n'était pas diplomate professionnel mais avait réussi à renouer le contact avec ses amis chinois qui se rappelaient de son action en Chine à l'époque de Staline. Kapica et Ilitchev organisèrent un long voyage d'Arhipov à travers toute la Chine en décembre 1984. A Pékin, il discuta avec des membres du bureau politique du P.C.C., Cheng Yun[613] et Peng Zhen. Les mémoires de Vereŝagin indiquent que Arhipov évita de discuter avec Zhao Ziyang la question idéologique des « trois obstacles[614]» et se concentra sur les questions pratiques de collaboration intergouvernementale.

Le règne de Tchernenko fut très court et le pays n'était plus dirigé depuis le Kremlin mais depuis l'hôpital voisin. En 1984, à l'initiative des soviétiques eut lieu une rencontre entre

[610] A partir de 1982, les deux pays commencèrent à voter de la même façon à l'ONU, sans que la crise entre les deux pays n'ait encore été surmontée.
[611] Il jouerait ensuite un rôle majeur dans le rétablissement des relations bilatérales car les Chinois le respectaient beaucoup pour avoir dirigé l'aide industrielle et technique à la Chine des années 40-50.
[612] Arhipov est mort en 1998, sa famille reçut des télégrammes de condoléances du président du Conseil des Affaires d'Etat de la Chine, Li Peng et de nombreuses anciens hauts dirigeants de la République Populaire de Chine, dont Bo Yibo, Wang Li, Yang Fanzhi. Le gouvernement d'Eltsine sembla avoir totalement oublié son existence.
[613] Cheng Yun, l'un des réalisateurs des réformes économiques de Deng Xiaoping, avait été un ami proche de Arhipov dans les années 50. Sa vision de politique économique inspire encore largement l'économie chinoise d'aujourd'hui ;
[614] Cheng Yun ne fit que lire la déclaration sur les « trois obstacles » à Arhipov qui dit avoir l'avoir bien entendue. Ensuite, les discussions s'ouvrirent sur un tout autre sujet.

Gromyko et son homologue Wu Xuecan au cours d'une session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. En mars 1985, Tchernenko mourut. Li Peng arriva à Moscou pour ses obsèques. Sa présence symbolisa le rétablissement total des relations intergouvernementales, permise par le travail des « Quatre Dragons » et de la bonne volonté d'Andropov. L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ne constitua pas un événement remarquable des relations sino-soviétiques : les avancées obtenues étaient telles que le rétablissement des relations sino-soviétiques aurait pu aboutir avec n'importe quel nouveau dirigeant soviétique.

Les sinologues russes actuels estiment qu'outre la finesse de l'approche des « Quatre Dragons », l'évolution de la situation en Chine a joué un rôle important dans l'amélioration des relations bilatérales.

Facteurs de la vie politique chinoise ayant favorisé le rétablissement des relations bilatérales

Après la rupture des années 60, les dirigeants du P.C.C. entretenaient deux stéréotypes majeurs : le fait que la renaissance économique de la Chine doit se fonder sur les échanges avec les pays occidentaux et la nécessité, pour obtenir une telle coopération avec l'occident, de s'éloigner de l'U.R.S.S. Pékin ayant déjà qualifié l'Union Soviétique de « social-impérialiste », la Chine pouvait sans crainte tourner le dos aux appels à « l'unité internationale prolétaire ». En décembre 1978, quand le 3ème plénum du P.C.C. désigna la modernisation comme l'une des tâches principales de l'Etat et du parti, ces deux stéréotypes prirent encore d'importance. Entre 1979 et 1981, la Chine commença à montrer au monde entier sa volonté d'ouverture tout en montrant ouvertement son hostilité envers l'Union Soviétique.

Pourtant, peu après, ces deux stéréotypes s'avérèrent créer un effet d'inertie autour des décisions du 3ème plénum et de la politique de modernisation[615]. Ainsi, au delà de la bonne

[615] Les efforts de la Chine visait à créer une alliance dirigée contre l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis et le Japon mais cette stratégie était vouée à l'échec : le système idéologique chinois demeurait incompatible avec l'idéologie américaine, tandis que le ressentiment historique et le nationalisme rendent un rapprochement avec le Japon contre-nature.

volonté soviétique et de ces slogans sur « le rétablissement de bonnes relations avec la Chine fraternelle » existait un besoin réel de la part du P.C.C. d'amélioration des relations, ne reposant pas sur des principes idéologiques mais sur la conjoncture générale chinoise et l'intérêt national de la « Grande Chine ». Finalement, la stratégie pro-américaine et pro-japonaise de la Chine combinée aux conflits avec ses voisins dans le Pacifique, au Vietnam, en Birmanie et en Inde créa une atmosphère de tension dangereuse risquant de se retourner contre elle-même. En outre la croissance économique ne peut pas se fonder uniquement sur l'industrie militaire et nécessite un environnement stable. Tout ceci poussa le gouvernement chinois à modifier ses postulats idéologiques, notamment en ce qui concerne la nécessité d'une nouvelle guerre mondiale. Et ce d'autant plus que si l'occident appréciait l'hostilité de la Chine envers l'U.R.S.S., personne ne serait prêt à défendre la Chine en cas de conflit. Au contraire, l'occident semblait désirer que cette guerre arrive, car elle servait ses propres intérêts[616]. Une autre raison pour Pékin de demeurer éloigné de l'U.R.S.S. pour plaire aux Etats Unis était l'espoir d'une résolution avantageuse de la question taiwanaise. Mais la Chine comprit que la position américaine sur ce point demeurerait inébranlable.

En outre, il devint difficile à la Chine de fustiger le social-impérialisme soviétique car les processus qui avaient justifié cette critique commençaient à apparaître en territoire chinois : les réformes de Deng Xiaoping ont ressuscité une classe bourgeoise. Le P.C.C., comme le P.C.U.S. dans les années 60, s'était transformé du parti des prolétaires en parti de « tout le peuple », tandis que l'Etat de dictature du prolétariat avait évolué vers l'Etat national. Finalement la Chine d'aujourd'hui ressemble davantage au modèle de Sun Yat Sen qu'à celui défendu par Mao et la différence avec le régime de Taiwan est minimale. Idéologiquement, le système de Hu Jingtao – Jiang Zemin est dans une position limite délicate, entre capitalisme et socialisme.

La fermeture à l'U.R.S.S. devenait contradictoire avec la stratégie d'ouverture sur l'étranger : la Chine ne pouvait pas s'ouvrir au monde tout en continuant à refuser les contacts avec son proche voisin. Deng Xiaoping, qui avait jusqu'alors animé la politique de confrontation avec Moscou se rendit compte que les sages orientations de Mao des années 60 pouvaient être néfastes dans la nouvelle configuration géopolitique. Le 16 janvier 1980, au cours d'une conférence réunissant les cadres supérieurs du P.C.C. (gan

[616] L'idée de Mao : « être comme un singe sage sur le sommet de la montagne et observer le combat des

bu), Deng Xiaoping déclara :

« Nous sommes sûrs que la lutte contre l'hégémonisme pourra éviter la guerre et prolonger la période de paix. C'est la politique que nous poursuivons. Mais les peuples du monde entier, et nous aussi, ont besoin d'une atmosphère pacifique. C'est pourquoi notre politique étrangère s'efforce de créer cette atmosphère pacifique nécessaire à notre modernisation »[617].

« L'histoire concise du P.C.C. 1921-1991» propose une autre citation de Deng Xiaoping :

« Aujourd'hui est apparue une nouvelle situation dans le monde entier. La position du parti sur la question de la guerre et de la paix doit donc évoluer. »

Le nouveau cours politique de la Chine et ses efforts de modernisation avaient déjà commencé à infléchir notablement le cours de la politique étrangère chinoise lorsqu'en septembre 1982 fut appelé le 12ème congrès du P.C.C. Entre le 12ème congrès du P.C.C. et le mois de mai 1989 marquant la véritable normalisation des relations sino-soviétiques se passeraient encore sept ans. Mais c'est lors de ce congrès que tous les principaux dirigeants chinois donnèrent leur accord pour réviser leur attitude envers l'U.R.S.S. Ce congrès fit passer les relations entre les deux partis d'une phase de confrontation à une phase de recherche des moyens de résoudre le conflit idéologique et des points communs sur lesquels rebâtir la relation.

Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C., présenta au congrès le rapport pour le comité central du P.C.C. entré dans l'Histoire sous le titre de « Poursuivre une politique étrangère d'indépendance[618]». Ce rapport soulignait l'impossibilité d'exporter la Révolution qui ne peut être produite par la volonté du peuple de tel ou tel pays. Hu Yaobang insista : « En s'appuyant sur cette thèse, nous ne faisons que suivre les cinq principes de la coexistence pacifique[619]». Le congrès confirma l'orientation du développement des relations avec les pays occidentaux :

« Malgré la différence de système politique de la Chine et des Etats occidentaux, nous avons tous la volonté de sauvegarder la paix dans le monde. Nous avons des intérêts

tigres en contrebas » ne pouvait en effet pas se réaliser dans un tel contexte.
[617] DENG XIAO PING, *La situation actuelle et nos tâches*, Pékin, Ren min ji bao, 16.01.80
[618] Ce rapport était fondé sur les thèses de Deng Xiaoping énoncées le 16 janvier 1980.
[619] HU YAO BANG, *12ème congrès du P.C.C.*, Pékin, 1982

communs et un immense potentiel de coopération dans les domaines scientifiques, économiques, culturels ».

A son habitude, le congrès critiqua l'hégémonisme soviétique. Les critiques se focalisèrent encore sur la concentration des forces militaires en Mongolie et en Extrême-Orient ainsi que sur l'occupation de l'Afghanistan. Mais Hu Yaobang ne qualifia plus l'U.R.S.S. de social-impérialiste. Hu Yaobang déclara porter une grande attention aux déclarations du gouvernement soviétique et à sa volonté d'améliorer ses relations avec la Chine. Il insista : « Les actions sont plus importantes que les paroles. Si l'Union Soviétique a une volonté sincère d'améliorer ses relations avec la Chine, il doit retirer la menace qui pèse sur notre pays. Ainsi, la normalisation sera réelle ». Le congrès adopta un nouveau programme du P.C.C. dont avaient été retirées les déclarations du 11ème congrès sur le « social-impérialisme », le « combat contre l'hégémonisme des deux super-puissances, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis », le « combat contre le révisionnisme moderne soviétique ».

Le 12ème congrès constitua un pas décisif dans la définition d'une stratégie conférant la priorité à la modernisation du pays, qu'aucune action de politique intérieure ou étrangère ne doit entraver. Les sinologues russes qualifient la nouvelle orientation adoptée à l'issue du 12ème congrès de « nouvelle politique d'égoïsme chinoise ».

Les nouveaux postulats idéologiques constituèrent la base de la nouvelle constitution du 4 décembre 1982. Contrairement à la constitution de 1978, cette nouvelle constitution ne mentionnait plus ni « l'activité explosive et l'agression de la part du social-impérialisme », ni des trois points litigieux de la Mongolie, le Vietnam et l'Afghanistan, ni de la « création d'un large front contre l'hégémonisme des super-puissances ».

Les conditions du rétablissement de relations bilatérales normales ne furent donc pas créées sous la pression d'une des deux parties mais par les évolutions sociales, économiques et politiques chinoises.

Evolution de la situation intérieure soviétique avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et son influence sur la politique chinoise de l'U.R.S.S.

L'apparition de Gorbatchev au pouvoir en 1985 constituait un événement inattendu pour l'élite politique des républiques soviétiques. D'autres personnages étaient pressentis à la succession de Tchernenko, tels que Gromyko ou Aliev. Le décès successif de Brejnev, Andropov et Tchernenko avait provoqué de nombreuses rumeurs[620] et frustrations. La société soviétique perdait espoir en l'avenir du pays[621]. Les membres du bureau politique devenaient l'objet d'anecdotes et les dirigeants perdaient leur autorité aux yeux du peuple russe[622].

En 1984, seul un cercle étroit de l'élite du P.C.U.S. était conscient de la situation réelle du pays : la faiblesse de Tchernenko, qui avait eu une excellente réputation d'économiste, n'était pas uniquement causée par la vieillesse et la maladie, mais était le résultat d'un empoisonnement grave auquel il avait survécu en 1983.[623]

Son arrivée au pouvoir, proposée par Tihonov, avait été préparée par le ministre de la défense Oustinov et le ministre des affaires étrangères Gromyko. Elle aboutissait à la concentration du pouvoir entre les mains du maréchal Oustinov, qui contrôlait aussi le complexe militaro-industriel[624] ayant ainsi la main mise sur toute l'économie nationale.

A l'automne 1984, le service de sécurité[625] personnel du secrétaire général du K.G.B. et les médecins du Kremlin conseillèrent au secrétaire général de prendre un peu de repos à Kislovodsk, dans le sud de la Russie. Mais l'air des montagnes du Caucase ne pouvait convenir à un homme souffrant gravement d'emphysème. L'ordonnance des docteurs du

[620] On disait par exemple qu'Andropov avait été tué par la fille de Brejnev voulant venger son époux, ancien vice-ministre des affaires intérieures, emprisonné suite à la campagne anti-corruption lancée par Andropov.
[621] Tchernenko, qui avait accédé au pouvoir à l'âge de 73 ans, avait été soutenu par un autre membre du bureau politique du P.C.U.S., Tihonov, âgé de 79 ans.
[622] Une tendance analogue est apparue dans les deux dernières années du mandat de Eltsine pendant lesquelles, lorsque la presse annonçait « Le président travaille avec ses documents dans sa dača », le peuple comprenait « Notre président est saoul ».
[623] L'hypothèse de l'empoisemment fut formulée dans la revue *Zavtra*, dans l'article de Valerij Legostaev, 1.02.2004, intitulés « Gebist magnetičeskij » (Le tcheksite magnétique). Celui-ci avait travaillé au sein de l'appareil du comité central du P.C.U.S. et peut donc rendre compte des rumeurs circulant dans cette institution.
Depuis 1991, la revue *Zavtra* offre une tribune à l'opposition politique, qu'elle soit de gauche aussi bien que d'extrême-droite. La revue *Sovetskaâ Rossiâ* (Russie Soviétique) publie également des articles d'opposition rédigés par d'anciens fonctionnaires du P.C.U.S. et de l'actuel parti communiste russe.
[624] Pendant la deuxième guerre mondiale, Oustinov était Commissaire Populaire aux Armements, sous la responsabilité directe de Staline. A moins de 40 ans, il fut le plus jeune Commissaire Populaire d'U.R.S.S.
[625] Il s'agissait du fameux *« Deviatka »* (9ème département du K.G.B.).

Kremlin semble donc incompréhensible. A Kislovodsk, Tchernenko tomba dans le coma et du être évacué immédiatement vers Moscou. Il ne put reprendre conscience jusqu'à sa mort, le 13 mars 1985.

En décembre 1984, une série de responsables du bloc de Varsovie décédèrent d'insuffisance cardiaque aiguë : le ministre de la défense de la République Démocratique Allemande, le général Hoffmann mourut le 2 décembre, le ministre de la défense de la République Populaire Hongroise, le général Olach le 15 décembre et le ministre de la défense de la République Socialiste Tchèque, le général Dzurr, le 16 décembre. Enfin, le 20 décembre 1984 mourut le maréchal Oustinov, sans avoir montré auparavant aucun problème de santé. Le décès simultané de ces quatre ministres de la défense des pays clés de l'alliance de Varsovie relativement indépendants de l'élite de leur pays constitue une bien étrange coïncidence. En 2003, l'ouvrage d'A. Yakovlev[626], intitulé « Sumerki »[627] (Crépuscule), évoque la possibilité de l'éclatement d'une émeute des dirigeants militaires du bloc de Varsovie qui avaient été critiqués pour leur échec en Afghanistan et rêvaient de suivre l'exemple polonais de 1981 pour établir une dictature militaire. Yakovlev cite quelques officiers du G.R.U. et K.G.B. qui lui aurait transmis cette information à l'époque où il était ambassadeur. Selon lui, c'est l'appareil du K.G.B. qui porte l'entière responsabilité des difficultés politiques soviétiques. Cependant, Yakovlev n'est pas le mieux placé pour formuler de telles critiques : il ne travailla jamais au sein des services secrets et appartenait aux plus hautes strates de la nomenklatura soviétique, qui utilisaient les services secrets comme de simples instruments de leur volonté. Ainsi, lorsqu'il accuse le K.G.B. de provocation des conflits dans les républiques soviétiques, il omet d'indiquer que le K.G.B. avait signalé au Kremlin les signes avant-coureurs des crises et avait requis (en vain) l'autorisation d'intervenir[628]. Pour de nombreux vétérans des services secrets soviétiques interviewés par l'auteur, plus que le risque d'émeute militaire dans le bloc de Varsovie, c'est le combat entre Andrei Gromyko, alors ministre des affaires étrangères, et Dimitri Oustinov.

En mars 1985, personne au sein du bureau politique du P.C.U.S., ne pouvait faire d'ombre à Gromyko. Gorbatchev, alors premier secrétaire du P.C.U.S. du pays de Stavropol, poste de moindre importance, reçut alors la proposition de devenir premier secrétaire du

[626] Yakovlev est surnommé « idéologue de la perestroïka » par la gauche et les nationalistes russes.
[627] A.YAKOVLEV, *Sumerki* (Crépuscule), Moscou, 2003

P.C.U.S. Il avait été préféré à G. Aliev, qui était à la tête du K.G.B. d'Azerbaïdjan et un excellent expert en économie, mais n'était pas d'origine ethnique russe[629].

A 76 ans, Gromyko devint Président du présidium du Conseil Suprême de l'U.R.S.S., n°2 dans la hiérarchie soviétique. Il semble que c'est pour apaiser l'opinion publique que l'on décida de nommer à la tête du pays un personne moins âgé que lui[630]. Gromyko considérait que ce « jeune homme » du sud de la Russie serait facilement contrôlable[631]. Ainsi, Gorbatchev n'a pas été à la tête d'un complot gouvernemental et ne doit son accession au pouvoir qu'à son jeune âge. Pourtant la nomenklatura ne faisait confiance qu'à des personnes dont l'âge garantissait l'expérience, la force et la sagesse nécessaire pour contrôler l'ensemble de l'U.R.S.S.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev couronna donc une chaîne d'événements ayant eu lieu au sein des élites *partocratiques* soviétiques à partir de 1975 et ayant abouti à l'élimination progressive des dirigeants les plus susceptibles de prendre le pouvoir en U.R.S.S., par leur décès ou leur discrimination. Ainsi, Šelepin, membre du bureau politique du comité central, puis Romanov[632], premier secrétaire du parti à Léningrad furent discrédités à la fin des années 70. La mort inattendue du ministre de la défense, le maréchal Gretchko, en avril 1976, du président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. Kosygin en août 1976, du premier secrétaire du parti en Biélorussie, Mašerov, en octobre 1980, du secrétaire du comité central et grand idéologue Suslov en janvier 1982 et enfin de Brejnev[633] en novembre 1982 font partie de cette série d'événements mystérieux.

Au début des années 80, il semble que l'U.R.S.S. ait été dirigée par le triumvirat secret : Andropov – Gromyko – Oustinov. Mais Andropov, aux immenses capacités de gouvernement, devait mourir bientôt, laissant Gromyko et Oustinov incapables de se partager le pouvoir. Cette situation provoqua une situation de crise au sein des élites soviétiques dont Gorbatchev est le produit. Cette crise des élites avait émergé dès les

---

[628] Cette thèse est affirmée par plusieurs hauts-dirigeants du K.G.B. tels que Kryuchkov, Shebarshin, Druzdov et par plusieurs vétérans des troupes d'élite d'intervention du K.G.B.

[629] Après la mort de Staline, le bureau politique eut tendance à ne pas laisser les ressortissant des républiques soviétiques accéder aux postes de plus haut niveau, par crainte d'un despotisme oriental « à la Staline ».

[630] Gromyko mourut le 2 juillet 1989, dans une atmosphère de critiques initiées par la presse contrôlée par le comité central du P.C.U.S.

[631] Gromyko pouvait par exemple utiliser les documents prouvant que Gorbatchev avait protégé des « *cehovik* », propriétaires d'usines clandestines apparues en U.R.S.S. à la fin des années 70.

[632] Romanov avait été acculé à la démission : on l'accusait d'avoir organisé le mariage de sa fille à l'Hermitage, à St Pétersbourg. Cette accusation était fausse.

[633] Brejnev, quoique âgé, était en excellente santé. Cinq jours avant sa mort, il était encore à la chasse.

années 60, à l'époque de Khrouchtchev, et s'était développée pendant plus de deux décennies avant d'aboutir à la destruction de l'U.R.S.S.

Gromyko commis l'erreur de ne s'intéresser qu'à Moscou – le Kremlin, la Lubianka, le M.I.D. –, ce qui suffisait pour prendre le pouvoir mais pas pour le contrôler à long terme. C'est ainsi en misant sur les élites régionales que Gorbatchev gagna : Chevardnadze (Géorgie), Rašidov (Ouzbékistan), Kunaiev (Kazakhstan), Aliev (Azerbaïdjan) l'aidèrent à vaincre Gromyko.

Dans ce contexte, les accusations chinoises envers le révisionnisme soviétique, la dégénérescence des élites et la trahison de la révolution s'avèrent justifiées. Paradoxalement, c'est la purge de la révolution culturelle qui protégea le P.C.C. d'une telle *crise du système*[634]. Avec la mort des derniers héros de la révolution chinoise, l'apparition d'une telle crise dans le système politique chinois se fait plus menaçante. La capacité des nouvelles générations de dirigeants à sauvegarder l'idéologie communiste dans un contexte de profondes transformations économiques n'est pas assurée. Les évolutions du système politique chinois menacent toujours d'aboutir à une situation comparable à celle de l'Union Soviétique de la fin des années 80.

Après avoir limogé Gromyko, Gorbatchev appela Chevardnadze au poste de ministre des affaires étrangères. Entre 1985-1986 eu lieu un grand mouvement de renouvellement des cadres de ce ministère. Les responsables des relations avec la Chine changèrent également.

---

634 « *Sistemnyj krisis* » : terme très employé par les politologues russes. La fin de l'U.R.S.S. fut caractérisée par la perte de contrôle par le P.C.U.S. des républiques soviétiques. Tout en encourageant une autonomie accrue de ces régions (« autogestion »), Gorbatchev lança un combat contre la corruption au sein de la nomenklatura soviétique ce qui provoqua une crise aiguë, en particulier en Géorgie, Ouzbékistan et Kazakhstan.
De nombreuses émeutes furent organisées par ces élites nationales victimes des campagnes anti-corruption. Ainsi la révolte des étudiants kazakhs de décembre 1986 fut provoquée par la démission de Kunaiev du poste de premier secrétaire du parti au Kazakhstan, sur des accusations de corruption, qui fut remplacé par Kolpin, d'ethnie russe et non kazakhe.
Plus tard, le conflit d'Osh, qui prit la forme d'un conflit ethno confessionnel entre le Kirghizie et l'Ouzbékistan, constitua une autre des formes de la crise des élites soviétique.
A partir de 1987, la situation se dégrada au Karabakh, à Bakou et à Tbilissi. Selon les mémoires des officiers du contre-renseignement du K.G.B., Gorbatchev reçut de nombreux signaux d'alertes issus de ces régions mais ne réagit pas.
Après la destruction de l'Union Soviétique apparut la situation paradoxale du remplacement des leaders des masses populaires remplacés par les anciennes élites des républiques soviétiques : Aliev, Chevardnadze, Brazauscass en sont quelques exemples fameux.
La création du parti communiste russe au début de 1991, visant à servir de soupape au mécontentement des ouvriers, contribua grandement à désorganiser les cellules locales du P.C.U.S., aggravant la perte de contrôle au sein même de la Russie. Si Gorbatchev avait de la difficulté à diriger l'Union Soviétique, la Russie elle-même lui échappait.

Chevardnadze limogea Kapica et Ilitchev. Rogatchev[635] fut mis du département des affaires d'Extrême-Orient et fut chargé de mener les négociations sino-soviétiques à leur terme, afin de résoudre définitivement les tensions frontalières. Un nouvel ambassadeur soviétique fut envoyé en Chine : le diplomate Troânovskij. L'ancien ambassadeur, Ŝerbakov, fut envoyé à la retraite. Le M.I.D. soviétique fut aussi le théâtre de profonds changements structurels. Le premier département des affaires Extrême-Orient fut fusionné avec une partie du département en charge de l'Asie du Sud-Est, et fut renommé « Département des Pays Socialistes d'Asie ». Jusqu'en 1987, Rogatchev le dirigeait. Il fut ensuite remplacé par Kireev puis renommé « Département des Pays de l'Extrême-Orient et de l'Indochine[636]». Trois sections furent créées dans ce département : celle de la Chine, de l'Indochine et de la Corée-Mongolie. Toutes trois jouissaient d'un pouvoir particulier au sein du ministère des affaires étrangères. Vereŝagin[637] estime que ces changements structurels furent particulièrement positifs car permettant une approche davantage intégrée et globale des questions régionales ayant trait à la situation chinoise.

Reprise des négociations frontalières (1987 – 1991) et problèmes légués aux générations futures

Les déclarations de Gorbatchev lors de sa première rencontre avec Li Peng, à l'occasion des funérailles de Tchernenko en 1985, avaient été préparées par Kapica avant son limogeage. Gorbatchev y déclarait souhaiter une rencontre au niveau gouvernemental avec les dirigeants chinois et la normalisation des relations entre les deux partis communistes. Il invita une délégation du P.C.C. à prendre part au 27ème congrès[638] du P.C.U.S. de 1986. Li Peng répondit qu'il souhaitait également la normalisation des relations bilatérales et donna son accord pour continuer le dialogue. Dès le retour de Li Peng à Pékin, le comité central du P.C.C. déclara solennellement reconnaître l'U.R.S.S. comme un pays socialiste. Cette

[635] Après la destruction de l'U.R.S.S., Rogatchev devint ambassadeur de la Russie en Chine. Il occupe encore ce poste aujourd'hui.
[636] *U.D.V.I.* (*Upravlenie Dal'nego Vostoka i Indokitaâ*) Aujourd'hui, le M.I.D. dispose de deux départements de l'Extrême-Orient. Le premier s'occupe des relations avec la Chine, le Japon et la Corée. Le second des relations avec la Mongolie, l'Indochine et des autres pays du Pacifique.
[637] Vereŝagin fut forcé de démissionner en 1988.
[638] Aucune délégation chinoise ne fut finalement envoyée au congrès, à cause du renouveau des tensions sur les « *Trois Obstacles* » (Mongolie, Vietnam, Afghanistan).

décision était très importante pour le processus de rétablissement des relations bilatérales car elle marquait l'abandon par le parti chinois de la thèse de « l'Union Soviétique, ennemi de classe » et la fin de la vision de l'Union Soviétique comme Etat antagoniste par nature. C'est donc dès le mois de mars 1985 que le conflit idéologique entre les deux partis fut enterré, ce qui peut être considéré comme la dernière victoire diplomatique de Gromyko. Dès lors, les seuls facteurs de tension restants étaient la question frontalière et celle des « Trois Obstacles » (Vietnam, Mongolie, Afghanistan), de caractère géopolitique et non idéologique.

En avril 1985 eut lieu un plénum du comité centra du P.C.U.S. (« *le plénum d'avril* ») au cours duquel fut déclaré que l'U.R.S.S. voulait « améliorer ses relations avec la Chine sur la base du bon voisinage et de l'amitié ». La déclaration soulignait aussi que l'amélioration des relations sino-soviétique bénéficierait non seulement aux deux peuples mais aussi à toute l'Asie.

L'absence de délégation chinoise au 27ème congrès du P.C.U.S. de 1986 constitua une démonstration des attentes de la Chine de gestes politiques de la part de Moscou. S'il était clair que les relations avaient de facto été normalisées, il s'agissait de remplir un certain nombre de devoirs liés à l'étiquette afin d'obtenir la normalisation de jure. Kapica était entré dans le jeu des chinois selon lequel la Chine, blessée, attendait que l'U.R.S.S. fasse le premier pas et présente des excuses.

Le 29 juillet 1986, Gorbatchev prononça un discours fameux à Vladivostok[639]. Il y évoqua l'assainissement de la situation internationale dans la zone Asie-Pacifique et souligna que l'U.R.S.S. et la République Populaire de Chine s'était engagé à ne pas utiliser les premières l'arme nucléaire. Il formula quelques propositions concrètes pour l'amélioration des relations bilatérales avec la Chine. Il se dit prêt à rencontrer des dirigeants chinois de n'importe quel niveau et continua : « nous voulons que l'Amour ne soit plus considéré comme un rempart, que la rivière soit utilisée par les deux peuples et que la frontière soit délimitée par son centre[640]».

A propos des « trois obstacles », Gorbatchev indiqua que d'ici la fin de l'année 1986, 6 régiments reviendraient d'Afghanistan, premier pas vers un désengagement complet du pays. Il précisa que cette question avait déjà été discutée avec les dirigeants afghans avec

[639] Il y présidait la cérémonie de décoration de la ville de l'ordre de Lénine.
[640] *Pravda*, 27.07 86

lesquels l'U.R.S.S. s'était accordée sur un calendrier de retrait[641]. Du point de vue militaire, le retrait de 6 régiments (environ 7 000 hommes) ne jouait aucun rôle tactique ou stratégique. En outre aucun calendrier précis n'avait été avancé. Mais cette déclaration avait une réelle portée politique, d'autant plus que l'annonce du retrait d'Afghanistan avait été liée à l'amélioration des relations avec la Chine. Gorbatchev aurait pu capitaliser sur cette annonce pour marchander avec la Chine et avec l'Occident[642]. Mais il préféra sacrifier les intérêts nationaux soviétiques au rapprochement avec l'Occident. Aux yeux des chinois, Gorbatchev, en reconnaissant la victoire morale de la Chine et de Mao, « perdit la face ». Dès lors, les Chinois adoptèrent une position dominante envers les dirigeants soviétiques.

Pékin accepta de reprendre les négociations frontalières. Le M.I.D., le ministère de la défense et le K.G.B. élaborèrent la position soviétique en vue de ces négociations. Elle fut préparée par le chef du secteur des relations sino-soviétiques, V. Vorob'ev, le conseiller principal du département juridique, E. Nasinovskij[643], le général du K.G.B., V. Lobanov[644], et le chef du Département des Pays Socialistes d'Asie au M.I.D., G. Kireev. Cette stratégie fut entérinée par le bureau politique. I. Rogatchev fut nommé à la tête de la délégation.

Vereŝagin indique que la difficulté principale de ces négociations venait de l'absence d'information sur la stratégie qu'adopterait la délégation chinoise. Il fut prévu que la délégation chinoise conserverait globalement ses exigences, mais, tenant compte de l'amélioration des relations bilatérales, assouplirait ses positions.

La stratégie soviétique se devait donc de défendre les intérêts soviétiques avec une grande souplesse : l'objectif principal était d'éviter toute friction, pour ne pas renouveler les erreurs de 1964, 1969, 1978. Il fut entendu que la délégation soviétique pourrait signer des

---

[641] Cette déclaration surprit beaucoup les dirigeants afghans qui n'avaient pas demandé un tel retrait de l'armée soviétique qui garantissait la stabilité de leur pouvoir.

[642] La réduction des forces militaires soviétiques était menée dans le cadre de discussions soviéto-américaines. La démilitarisation en Extrême-Orient eut donc lieu dans le contexte d'une diminution globale des effectifs militaires, à l'est comme à l'ouest de la Russie, qui dura jusqu'en 1995.
Pendant la même période, la Chine ne toucha pas à ses forces stationnées dans le nord de la Chine. Dans les années 1980, la Chine procéda à une grande diminution des effectifs militaires concernant plus d'un million de soldats. Mais celle-ci ne concerna pas les régiments stationnés à la frontière sino-soviétique. En outre, les régiments réduits n'étaient pas réellement dissous, mais placés sous la tutelle du ministère des affaires intérieures (*gong an bu*)
A partir de 1984 décida de cesser de renforcer ses forces nucléaires en Extrême-Orient. En 1986, il fut décidé de ne plus augmenter le nombre d'avions porteurs d'armes nucléaires.

[643] En 1964, il avait participé à des groupes consultatifs préparatoires aux négociations avec la Chine.

accords intermédiaires concernant des secteurs particuliers de la frontière, et ainsi ne pas avoir à attendre la résolution globale de la question frontalière pour signer un accord. Dans un premier temps, le dialogue pourrait ainsi être dirigé sur le secteur de Khabarovsk, donc le statut était particulièrement douloureux. En cas de blocage, la délégation pourrait proposer de laisser la question en suspens et d'examiner un autre secteur de la frontière. La délégation soviétique pourrait aussi concéder aux chinois la libre navigation sur l'ensemble de la rivière Amour. Elle pourrait aussi proposer de laisser les civils chinois mener leur activité domestique sur les îles des rivières frontalières sous juridiction soviétique. Pour résoudre la question des zones litigieuses ou de celles dont les conditions naturelles ont évoluées, la délégation soviétique proposerait, en conformité avec le droit international, de s'en remettre aux traités historiques. Le tracé de la ligne frontalière à proposer était celui déjà discuté en 1964. La délégation devrait également s'employer à trouver des solutions pour délimiter la frontière dans des zones où elle ne l'avait jamais été, en particulier sur les rivières de l'Amour, de l'Ussuri et dans les montagnes du Pamir. Vereŝagin prétend qu'avant les négociations, les diplomates russes consultèrent les dirigeants des régions concernées. Cette position est toujours soutenue par le M.I.D. Pourtant, les élites régionales nient avoir été consultées et s'insurgent contre les décisions prises par la diplomatie russe[645].

En février 1987, une délégation menée par Can Qichen arriva à Moscou. Contrairement aux négociations de 1964 et 1979, les Chinois ne firent aucune déclaration idéologique préalable et entamèrent directement les discussions sur la question frontalière. Mais leurs positions étaient d'une extrême fermeté : les îles Tarabarov et Bolshoy-Ussurisky, sur les rivières Amour et Ussuri devraient revenir à la Chine. La partie soviétique ne s'opposa pas à cette exigence mais proposa de mener les négociations en considérant la frontière d'ouest en est, c'est à dire en débutant par le secteur de la frontière où se croisent les frontières soviétique, chinoise et mongole. La question des deux îles serait aussi préalablement discutée par un groupe consultatif composé de membres des deux délégations. Ce groupe[646] fut créé à la fin de l'année 1987, après une deuxième série de négociations à

[644] Il avait participé aux négociations entre 1969 et 1978.
[645] Au début des années 90 se déroulèrent plusieurs manifestations dans les régions de Khabarovsk, Vladivostok, Irkoutsk, sur le thème du « péril jaune ».
[646] Le groupe chinois était présidé par Li Jinxian et comprenait Zhao Xidi, Li Qinyuan, Du Zhepin, Yao Peisheng (2ème secrétaire de l'ambassade de Chine en U.R.S.S.) et quelques officiers de l'armée chinoise et des services spéciaux.

Pékin et fut chargé de discuter tous les autres points de tension.

En août 1988, la partie chinoise remis sur le tapis la question de ces îles, sous le nom de « triangle Fu Yan ». Les Chinois présentèrent à la délégation soviétique des sources antiques témoignant de leurs droits historiques sur ces îles. Les soviétiques rétorquèrent que l'argumentaire chinois souffrait de plusieurs imprécisions. Les deux parties prirent acte de leur incapacité à trouver un accord sur ce point, en ajoutant que cela ne les empêcherait pas de s'accorder quant aux autres secteurs de la frontière. Elles décidèrent procéder à un échange de cartes[647] en utilisant des cartes au 1/100 000ème et de réaliser des photographies aériennes permettant de construire une carte de référence commune. La délégation soviétique fit une proposition inédite : la libre-navigation des chinois sur les fleuves Amour et Ussuri (« *Fleuve de Kazakevitch »)*. En outre, Moscou concédait aux chinois la navigation jusque devant Khabarovsk, sur *le fleuve Amourskaya*. Cette concession influença très positivement les Chinois et facilita l'aboutissement des négociations et la signature de l'accord sur le secteur oriental de la ligne sino-soviétique du 16 mai 1991. Un chapitre entier de l'accord fut dédié à la question de la libre-navigation des vaisseaux chinois en eaux territoriales russes.

Une question particulièrement complexe était l'analyse du tracé de la ligne frontalière à l'aide des cartes topographiques. La « ligne rouge » des cartes des vieux traités soviétiques n'était pas déterminée par des termes juridiques précis. Elle n'était qu'une ligne abstraite, visant à représenter le partage entre les deux territoires. Sur toutes les cartes antérieures aux années 80, la « ligne rouge » passait sur la rive chinoise. En effet, selon les traités impériaux sino-russes, la ligne frontalière au niveau des fleuves devait être déterminée par la rive et non par les eaux profondes. Ainsi la ligne tracée sur les cartes ne peut aider à déterminer le statut de centaines de petites îles, en particulier dans le secteur nord de la rivière Argoun, ainsi que sur l'Amour et l'Ussuri.

En août 1988, les deux parties s'accordèrent pour tracer la ligne frontalière non selon les vieux traités impériaux mais selon la lettre du Droit International. Six tours de négociation

---

Les représentants soviétiques étaient dirigés par Vereŝagin. Son adjoint était Vorob'ev, qui avait jusqu'à récemment été ambassadeur soviétique en Malaisie et à Brunei. Le groupe comprenait un juriste du M.I.D., E. Nasinovskij, deux généraux du K.G.B. (G.U.P.V.), Û. Nicyn et I. Vlasov, deux colonels du K.G.B., B. Fomin et Kudlaj, un topographe du K.G.B., N. Golub, un expert en navigation fluviale, K. Orlovič-Grudkov. Le groupe était supervisé par le général du K.G.B. V. Lobanov et les conseillers du département juridique du M.I.D., V. Kulikov et V. Postnov.
Les deux groupes se rencontreraient alternativement à Pékin et à Moscou.

[647] Ces cartes sont aujourd'hui classées secrètes.

eurent lieu à Moscou. Ils aboutirent au paraphe d'un accord concernant un secteur terrestre occidental de 90 km. Les deux délégations s'accordèrent finalement sur un segment de 900 km (de l'île Bolshoy (*Abagaitui*) jusqu'à l'embouchure de l'Argoun dans l'Amour) représentant une grande partie du secteur oriental de la ligne frontalière sino-soviétique. Cet accord ne put être paraphé, les deux parties ne s'accordant pas sur les 70 km de frontière sur la rivière Argoun, près de l'île Bolshoy (l'île elle-même étant longue de 58 km).

En avril 1988, un nouveau tour de négociations s'ouvrit à Pékin. Les discussions se portèrent sur le tracé de la frontière sur les rivières Argoun, Amour, Ussuri et sur un secteur terrestre de 3 500 km s'étendant du lac Hanka au point de concours des frontières chinoise, soviétique et coréenne.

Avant d'entamer les discussions, les délégations durent s'entendre sur la définition du terme de « *far water* ». A cet effet, la délégation soviétique fit appel aux spécialistes du ministère de la navigation fluviale. Les diplomates s'aperçurent qu'il existait de grandes différences de terminologie entre les manuels de droit international et les règles de navigation. Ils s'accordèrent sur le fait que le « *far water* » soit un couloir de navigation délimité par deux isobathes. Les Chinois acceptèrent cette définition proposée par la partie soviétique avec pour seule limite le refus d'une mesure systématique de la profondeur des isobathes. De cette façon, la partie chinoise espérait pouvoir jouer avec le tracé des isobathes et donc du *far water*.

Les deux côtés avaient également des vues divergents sur quatre secteurs de la rivière Amour : les îles Poludenny, l'archipel des îles de l'embouchure de la rivière Sungari, l'archipel Popov et les îles Evrasiha-Lugovskoy. Aujourd'hui encore, les Chinois continuent de décliner les offres russes de délimitation de la frontière sur ces secteurs.

En octobre 1988 s'ouvrit une troisième rencontre du groupe consultatif. Son objectif était de préparer les négociations sur le secteur occidental de la frontière sino-soviétique. Les républiques soviétiques concernées étaient la Russie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan. Ce secteur de la frontière, long de 3 100 km, n'avait jamais fait l'objet de négociations intergouvernementales. Son statut avait été décidé par les traités sino-russes du 19ème siècle. Elle était définie de façon très évasive, comme suivant des crêtes, des rivières, des sommets et joignant quelques points vaguement définis. Les échanges de

cartes en 1964 et en 1988 montrèrent d'importantes différences entre la conception chinoise et la conception soviétique. Ainsi, dans le massif Uz-Bel des montagnes du Pamir, une zone de 20 000 km² était disputée. Alors que la Chine prétendait sur la moitié du massif, l'U.R.S.S. entendait faire passer la frontière par la ligne crête du Sarykol.

Après mars 1989, les négociations furent stoppées pour une dizaine de mois, du fait de l'intransigeance de la partie chinoise à propos des îles Bolshoy-Ussuriysky et Uz-Bel. Gorbatchev commanda alors au chef de la délégation de signifier à la partie chinoise que l'U.R.S.S. ne modifierait en aucun cas la frontière dans ces zones. La situation était très dangereuse : si Rogatchev faisait part de ce message aux chinois, les négociations risquaient d'atteindre un point de non-retour et de laisser revenir aux accusations idéologiques des années 60. Le sinologue Maslov raconte : « Rogatchev prit la responsabilité de ne pas obéir à l'ordre de Gorbatchev. Au lieu de transmettre cette déclaration, il sollicita un rendez-vous avec le ministre des affaires étrangères Can Qichen. Utilisant de nombreuses formules de politesse, il présenta au ministre toute la difficulté de la position de la délégation soviétique. Suite à ce rendez-vous, la partie chinoise demanda une suspension provisoire des négociations[648].

En 1990, Moscou proposa de commencer à formaliser juridiquement les accords sur les secteurs ne soulevant pas de difficulté entre les deux pays. Le statu quo serait préservé pour tous les secteurs litigieux. Lors de sa visite à Moscou en avril 1990, Li Peng accepta cette proposition. La rédaction du texte du traité commença pendant l'été 1990. Parallèlement, les discussions continuaient et un accord put être trouvé sur quatre secteurs supplémentaires de la partie occidentale de la ligne frontalière. La partie soviétique fit une importante concession dans la région du pic Han-Tengri (Kirghizie) où elle concéda à la Chine 450 km² de terre[649].

A la fin de la décennie 90, les deux parties réussirent à s'entendre sur 90 % de leur ligne frontalière[650]. Certains secteurs restaient tout de même litigieux : la région de la rivière

[648] Ni Gorbatchev ni Chevardnadze n'étaient préparés à comprendre la complexité de la politique orientale soviétique. Après que Chevardnadze ce soit séparé des cadres de Gromyko, plus aucun cadre compétent au M.I.D. ne sut prévoir les actions chinoises. Le M.I.D. russe actuel porte toujours la marque des restructurations faites par Chevardnadze. Celui porte une lourde responsabilité dans les erreurs commises encore aujourd'hui par la politique orientale russe.

[649] Cette zone était située 12 km en profondeur dans le territoire soviétique.
En 2003, un scandale éclata en Kirghizstan quand la société apprit que le gouvernement avait cédé à la Chine en secret de nouvelles terres de ce secteur. Ce fait était d'autant plus grave que les Kirghizes considèrent la montagne Han-tengri comme un lieu sacré, où résident les esprits des ancêtres de la nation kirghize.

[650] La longueur de la frontière était alors de 7 500 km.

Sarytchildy et la crête Tchogan-Obo au Kazakhstan, la vaste région du massif du Bedel' au Kirghizstan, une vaste zone dans le massif du Pamir, un territoire du massif Uz-Bel et du massif Karazak (près de la rivière Markansu) au Tadjikistan.

En mars 1991, le nouveau ministre des affaires étrangères soviétique[651], A. Bessmertnyh, annonça à M. Gorbatchev que la partie soviétique avait terminé de rédiger le traité. Il proposa de profiter de la prochaine visite de Jiang Zemin à Moscou pour procéder à sa signature. Le 16 mai 1991, le traité sur le secteur oriental de la ligne frontalière était ainsi signé au Kremlin.

Le destin de ce traité serait hors du commun : signé par la Chine et l'U.R.S.S., il serait ratifié par la Chine et quatre Etats indépendants (la Fédération de Russie[652], Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan). Le 16 mars 1992, pendant l'échange des exemplaires ratifiés, Eltsine déclara que la Russie respecterait tous les engagements pris auparavant concernant la ligne frontalière sino-russe.

Malgré ses graves défauts, le traité du 16 mai 1991 était le premier accord des relations sino-russes réconciliant les traités historiquement conclus entre la Chine et la Russie et les normes de droit international. Le traité définissait 99 % du secteur oriental de la frontière sino-russe et garantissait une certaine stabilité en Extrême-Orient. La conclusion du traité permit de réaliser des travaux de démarcation de terrain, pour la première fois dans l'histoire des relations sino-russes. En 1992 débuta ce processus de démarcation qui permit que la frontière soit, à l'heure actuelle, clairement définie sur toute la longueur du secteur oriental. Les travaux de démarcation furent menés par une commission mixte de démarcation. Ses membres soviétiques étaient dirigés par G. Kireev[653]. De 1992 à 1997, sur le secteur allant de la Mongolie à la rivière Tumengjiang (Tumannaya) furent posées 1184 bornes-frontière. Dans la région de Zabaykalye, ces bornes étaient espacées de 1,5 à 3 km. Dans la région de Primorye, au relief très tourmenté, l'espacement entre les bornes allait de 400 m à 1 km alors qu'elles étaient jadis écartées de 80 à 100 km ou étaient

[651] Chevardnadze démissionna au cours du 2ème congrès des députés du peuple à Moscou. Il fit scandale en public, en criant devant les députés : « la dictature militaire s'approche et je ne peux plus travailler dans ces conditions ». Sur le moment, de nombreux députés ne comprirent pas le sens de cette déclaration. Mais au mois d'août 1991, le putsch rendit ce départ plus compréhensible.

[652] Le traité fut ratifié le 13 février 1992 par le conseil suprême de la Fédération de Russie par 170 voix pour et 6 réserves. Après la chute de l'Union Soviétique, le nouveau gouvernement russe déclara qu'il respecterait tous les engagements internationaux pris par l'U.R.S.S.

[653] Ses adjoints étaient Û. Arharov (M.I.D.), A. Ryženko (Ministère de la Défense), B. Fomin (Service Fédéral des Garde-frontière).

complètement absentes. Sur l'ensemble de la ligne frontalière furent réalisés les travaux suivants : déboisement (*proseka*), démolition des anciennes fortifications qui n'avaient de plus raison d'être suite à la cession des territoires correspondants à la Chine, travaux hydrographiques sur l'Amour et l'Ussuri, installation de bouées sur le lac frontalier Hanka.

La disparition de l'U.R.S.S. compliqua les négociations concernant le secteur occidental de la frontière sino-soviétique. Elle était intégralement terrestre mais traversait des régions au relief très complexe. Depuis le 19ème siècle n'avait eu lieu aucune démarcation ni même aucune vérification de la ligne frontalière dans cette zone. Presque toutes les bornes frontières installées au cours du 19ème siècle avaient disparues et la description de la frontière dans les traités précédents était imprécise et sujette à des interprétations diverses. C'est dans le massif du Pamir et au sud du massif Uz-Bel que la frontière était la plus mal définie : aucun traité n'en ayant jamais précisé le statut, seules quelques notes diplomatiques de la fin du 19ème siècle évoquait le passage de la frontière sur la crête de Sarykol.

La nouvelle situation géopolitique ne laissait à la Russie que 55 km de frontière avec la Chine sur le secteur occidental, le reste étant partagé entre trois républiques d'Asie Centrale. Le 8 septembre 1992 fut signé à Minsk un accord entre la Russie, la Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan visant à constituer une délégation commune pour poursuivre les négociations avec la Chine. Chacun des quatre pays annonça la nouvelle à la Chine par voie diplomatique. La délégation commune serait conduite par un diplomate russe de rang de vice-ministre, qui aurait quatre adjoints, également de rang de vice-ministre, représentant chacune des quatre républiques. La stratégie adoptée par la délégation respecterait les grandes orientations précédemment discutées, mais chaque adjoint aurait le droit de proposer à la partie chinoise des précisions demandées par son gouvernement national. G. Kunadze fut nommé chef de la délégation.

Une autre délégation commune fut également créée à Minsk en septembre 1992, afin de négocier avec la Chine la démilitarisation des régions frontalières. Cette délégation serait dirigée par un diplomate du M.I.D. russe de rang égal à celui d'un ambassadeur, G. Kireev. Les négociations débutèrent en octobre 1992 et ne présentèrent aucune surprise : les cinq parties déclarèrent leur acceptation des accords signés entre 1986 et 1991 dont la validité était ainsi confirmée.

Les procédures de préparation du traité soulevèrent quelques difficultés : le choix entre traité global signé par toutes les parties et traités bilatéraux signés par la Chine avec chacun fut largement discuté. Initialement, les républiques s'étaient prononcées pour un accord global mais c'est finalement la solution des traités bilatéraux qui fut retenue. Le traité sur la frontière sino kazakhe longue de 1 700 km fut signé en avril 1994. L'accord n'incluait pas les secteurs de Sarytchildy et Tchogan-Obo. Le 4 juillet 1996, le Kirghizstan et la Chine signèrent l'accord frontalier, qui provoquerait quelques années plus tard le scandale du pic Han-Tengri. Le 3 septembre 1994, le traité sino-russe sur le secteur occidental de la ligne frontalière était signé.

La question de la frontière entre la Chine et les républiques de la C.E.I. constitue un enjeu important pour la sécurité régionale. Dans le contexte actuel de lutte contre le terrorisme, celle-ci prend une importance primordiale. Formellement, les montagnes de la zone frontalière sont partagées entre pays voisins. Mais la mise en œuvre d'un contrôle efficace y demeure problématique. Les régions montagneuses de la frontière entre le Tadjikistan, l'Inde et la Chine est devenue un refuge de prédilection des groupes terroristes islamiques. Les gouvernements du Tadjikistan et du Kirghizstan ne possèdent pas des forces militaires suffisamment entraînées et équipées pour contrôler ces zones. Seul le Kazakhstan dispose d'une puissance militaire potentiellement suffisante pour protéger ses frontières. Cependant, ces dernières ne sont pas assez importantes pour pacifier les zones de non-droit du Tadjikistan ou du Kirghizstan. Depuis le début des années 2000, les structures de sécurités de l'Organisation de Shanghai prennent une place croissante dans la prévention et la résolution des crises dans cette zone et travaillent à la création d'un centre antiterroriste commun. Les officiers de la sécurité intérieure russe y jouent un rôle majeur. Le statut juridique de ce centre n'est pas encore précisément déterminé.

Le 10 novembre 1997, au cours d'un sommet sino-russe, Eltsine et Jiang Zemin déclarèrent que l'ensemble des questions relatives au traité du 16 mai 1991 avaient été réglées, et que les 4 200 km de frontière étaient définitivement déterminés. Suite à cette rencontre fut organisée une série de rencontres entre les diplomates, gardes-frontière et militaires russes et représentants du « *gong an bu* » (service de sécurité intérieure) et de l' « *an quan bu* » (service de sécurité de l'Etat) chinois. Elles aboutirent à la rédaction de

plusieurs documents[654] ayant trait à coopération frontalière dans les domaines de la prévention des incidents et situations conflictuelles, leur résolution, le régime de sécurité de la ligne frontalière, les procédures de communication entre les gardes-frontière (non-utilisation de la force ou de la menace de recours à la force) et autres règles administratives.

La position officielle du ministère des affaires étrangères russes était que l'ensemble de la question frontalière était résolue. Mais le M.I.D. passait ainsi sous silence des zones d'ombres laissées en héritage aux générations futures. En particulier, certains secteurs de l'Amour et l'Ussuri, d'importance stratégique pour la défense russe, n'avaient pas un statut précisément déterminé. De même, la persistance des revendications chinoises sur les territoires « historiques » de la Chine continue à constituer une menace pour l'avenir.

La normalisation définitive des relations bilatérales en 1989

En décembre 1988, le gouvernement soviétique prit la décision unilatérale de réduire ses forces militaires de 500 000 soldats et officiers. La région de l'Extrême-Orient était ainsi quittée par 200 000 militaires : 12 divisions de fantassins et 11 régiments aériens y furent supprimés, tandis que la flotte pacifique était amputée de 16 navires de combat (9 grands navires et 7 sous-marins). Tous les régiments assignés à la ligne frontalière furent convertis en structure à but exclusivement défensif.

Deux années auparavant, le 2 septembre 1986, Deng Xiaoping avait affirmé dans une interview à la télévision américaine :

« Le plus important parmi les trois obstacles est celui de l'agression du Vietnam contre le Cambodge. Si l'U.R.S.S. aide à faire sortir les régiments vietnamiens du Cambodge, il n'y aura plus d'obstacles aux relations entre l'U.R.S.S. et la Chine et je serai prêt à rencontrer

[654] Sovmestnaâ Deklaraciâ ob osnovah vzaimootnošenij meždu R.F. i K.N.R. (19 décembre 1992) ; Soglašenie meždu pravitel'stvom R.F. i pravitel'stvom K.N.R. o režime rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granicy (27 mai 1994) ; Sovmestnaâ rossijsko-kitajskaâ Deklaraciâ (3 septembre 1994) ; Soglašenie meždu F.P.S. R.F. i Ministerstvom oborony K.N.R. o pograničnom sotrundičestve (22 août 1995) ; Soglašenie o sotrudničestve meždu F.P.S. R.F. i An Quan Bu K.N.R. (23 août 1995) ; Protokol ob obmene opytom pograničnogo kontrolâ, o porâdke obmena informaciej i o porâdke podderžaniâ kontaktov meždu F.P.S. R.F.

Gorbatchev[655]».

Effectivement, la politique de l'U.R.S.S. envers le Vietnam commença à évoluer. Au mois de mai 1987 arriva à Moscou le secrétaire général du parti communiste vietnamien, Ngen Van Lin qui déclara que les questions cambodgiennes devaient être résolues par le peuple cambodgien[656].

Entre temps, Gorbatchev se prononça à nouveau pour la normalisation des relations sino-soviétiques. Le 16 septembre, à Krasnoïarsk, Gorbatchev indiqua :

« Nous sommes pour la normalisation totale des relations avec la république populaire chinoise. Nous sommes prêts à lancer les préparatifs d'une rencontre sino-soviétique au plus haut niveau[657] ».

Kulik affirme que le ministre des affaires étrangères chinois Can Qichen, présenta à Deng Xiaoping la situation et le convainquit du changement d'attitude de Moscou quant aux trois obstacles. Deng ordonna immédiatement de commencer à préparer une rencontre entre les ministres étrangères des deux pays. Une telle rencontre serait un premier pas vers une « demi-normalisation ». Elle eut lieu en décembre 1988, entre Can Qichen et Chevardnadze. Elle était la première de ce type depuis plus de 30 ans (1957). Les deux ministres s'entretinrent de la question du Cambodge et de la rencontre prochaine entre Gorbatchev et Deng Xiaoping. En février 1989, Chevardnaze se rendit à Pékin pour y préparer la visite de Gorbatchev. A la demande des chinois, un communiqué officiel sur la question cambodgienne fut publié à la fin de sa visite : les deux parties y exprimaient leur satisfaction devant la décision vietnamienne de retirer tous ses régiments du Cambodge d'ici septembre 1989. Ainsi disparaissait le dernier obstacle à une rencontre entre Gorbatchev et Deng Xiaoping.

---

i Gong An Bu K.N.R. (1996) ; Soglašenie meždu R.F., Kazahstanom, Kirgistanom, Tadžikistanom i K.N.R. ob ukreplenii doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy (1995)

[655] Il insista même : « Malgré mon âge, si cet obstacle est levé, j'irai jusqu'en U.R.S.S. pour rencontrer Gorbatchev ». (*Réponses aux questions du journaliste américain M. Wales, 2.09.1986*, publiées dans Les Œuvres Complètes de Deng Xiaoping).

[656] *Vizit General'nogo sekretarâ Central'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii V'etnama Nguen Van Lin V Sovetskij Soûz Dokumenty i Materialy* (La visite du secrétaire général du comité central du parti communiste vietnamien (P.C.V.), Ngen Van Lin en Union Soviétique, 17-22 mai 1987, Documents et Matériaux), Moscou, 1987

[657] *Materialy o poezdki M.S.Gorbačeva v Krasnoârskij Kraj 12-16 septembre 1988* (Matériaux sur la visite de Gorbatchev dans la région de Krasnoïarsk. 12-16 septembre 1988), Moscou, 1988

La déclaration de normalisation des relations bilatérales tout en consacrant le développement séparé des deux pays voisins

Entre le 15 et le 18 mai 1989 eut lieu la visite de Gorbatchev à Pékin. Il y rencontra Deng Xiaoping, Yang Shankun, Zhao Ziyang et Li Peng. La partie chinoise répéta qu'elle reconnaissait l'Union Soviétique comme un pays socialiste[658]. Paradoxalement, c'est à la veille du saut de l'U.R.S.S. dans le capitalisme que la Chine la reconnaissait à nouveau comme socialiste. Ce paradoxe s'explique par l'abandon par Deng Xiaoping des postulats idéologiques de lutte des classes dans les affaires étrangères au profit d'un pragmatisme économique. Ici, Deng Xiaoping se distingue clairement de Mao. Dans ce contexte, les changements politiques de l'époque de la perestroïka ne provoquaient plus de rancoeurs et d'accusations de la part de la Chine. Cela prouve que Deng Xiaoping, révolutionnaire professionnel, héros de la guerre civile et de la guerre contre le Japon, grand chef de la Chine socialiste, n'accordait guère d'importance aux affaires intérieures soviétiques et suivait comme objectif principal la renaissance nationale de son pays.

Au moment de la visite de Gorbatchev en Chine, les changements profonds dans la structure de la société soviétique apparaissaient déjà clairement aux yeux des chinois. Un an avant cette visite, lors de la 19ème conférence du P.C.U.S. en 1988, Gorbatchev s'était assigné la mission de « réformer profondément » le système politique soviétique[659]. Cette réforme aurait du permettre d'achever la transition de la dictature du prolétariat vers l'Etat du peuple entier. C'est ce même type de thèse qui avait été à l'origine de la rupture sino-soviétique dans les années 50-60.

Dans la pratique, ce slogan eut pour effet de diminuer le rôle dirigeant du P.C.U.S. dans tous les domaines de la vie de la société soviétique, ce qui conduisit finalement à sa perte. Ainsi, quand apparurent les mouvements nationalistes et émeutes dans les républiques soviétiques, les organes locaux du P.C.U.S. prirent le parti de s'auto-dessaisir de la gestion de la crise. Quand l'armée, le M.V.D. et le K.G.B. s'adressèrent aux autorités centrale et locales pour recevoir des instructions, Moscou refusa de réagir. Cela désorganisa profondément le système de communication et de contrôle entre Moscou et les républiques et provoqua un vide de pouvoir et une anarchie propice à l'émergence de nouveaux

[658] Le *Renmin Ribao* du 14.03.1985 et *l'Agence Xinhua* du 15.03.1985 avaient déjà évoqué les « deux grands pays socialistes ».
[659] *Materialy 19 Konferencii K.P.S.S.* (Matériaux de la 19ème conférence du P.C.U.S), Moscou, 1988

pouvoirs : leaders auto-proclamés des fronts nationalistes puis, devant leur incapacité à gérer la situation, anciennes élites nationales soviétiques. Finalement, l'U.R.S.S. fut détruite.

Pendant la 19ème conférence du P.C.U.S., Gorbatchev déclara le lancement d'un processus de démocratisation de la société soviétique, dont une première étape était la *glasnost*. Le principe de glasnost était directement issu du secteur idéologique du comité central du P.C.U.S. Ainsi, c'est l'élite partitocratique, de sa propre initiative, qui commençait à détruire le système idéologique du pays. Les mémoires des vétérans du K.G.B. en poste dans les républiques soviétiques témoignent de ce que la situation y était devenue anormale et incompréhensible. Par exemple, Moscou ordonna au K.G.B. de ne pas stopper l'aider financière turque au mouvement nationaliste azerbaïdjanais, afin de ne pas empêcher la démocratisation de la région.

Face à cette destruction progressive du système socialiste en Union Soviétique Pékin réagissait très calmement. Au cours du dîner donné en l'honneur de Gorbatchev, Yang Shankun ne fit qu'indiquer « le peuple chinois observe attentivement votre perestroïka et vous souhaite le succès »[660].

Les deux parties déclarèrent que la normalisation des relations sino-soviétique ne signifiait pas un retour aux formules de « l'amitié fraternelle » mais la construction d'une coopération neuve : la Chine et l'Union Soviétique développeraient leurs relations sur la base des principes internationaux de relations intergouvernementales : respect mutuel de la souveraineté, non-ingérence dans les affaires intérieures, légalité, intérêt mutuel, cohabitation pacifique. Les vieilles catégories de l'internationalisme prolétaire n'avaient plus de raison d'être.

Les deux parties déclarèrent le rétablissement des relations entre le P.C.U.S. et le P.C.C., sans que celui-ci ne soit subordonné à un accord sur une base idéologique commune. Le communiqué commun indiquait que :

« l'U.R.S.S. et la Chine sont d'accord pour que le P.C.U.S. et le P.C.C. effectuent des contacts et échanges sur la base des principes d'indépendance, égalité, respect mutuel et non-ingérence dans les affaires intérieures ».

Une large part du communiqué était consacrée au fait que l'Union Soviétique avait accédé

aux demandes de Pékin relatives aux « Trois Obstacles » : en 1989, Moscou avait retiré 75% de ses régiments de Mongolie et au 15 février 1989, l'armée soviétique avait quitté l'Afghanistan tandis que la question cambodgienne avait été réglée dès 1987.

Fait remarquable et rare dans la pratique diplomatique, le communiqué exprimait également la différence d'approche des deux pays sur certaines questions, et en particulier dans le domaine de la politique étrangère. La partie soviétique considérait que la paix était l'objectif suprême, et devait se traduire par une politique de désarmement (y compris dans le domaine nucléaire) : assurer la sécurité d'un Etat ne pouvait justifier l'augmentation de l'insécurité pour les autres Etats. L'U.R.S.S. se prononçait aussi pour la compétition pacifique des différents systèmes sociaux et pour le choix libre et mesuré des intérêts. Mais la partie chinoise centrait sa politique étrangère sur la poursuite de l'indépendance nationale et son refus de contracter des alliances avec le camp capitaliste. Tandis que Moscou se prononçait pour l'établissement dans les relations internationales d'une « nouvelle pensée politique », Pékin appelait de ses vœux l'établissement d'un « nouvel ordre international ».

L'un des événements principaux de la visite de Gorbatchev en Chine fut sa rencontre avec Deng Xiaoping le 16 mai 1989. Ce rendez-vous est peu connu en Union Soviétique ou seul un cercle étroit de sinologues et diplomates en a eu connaissance. En Chine, les paroles prononcées par Deng Xiaoping au cours de cette rencontre furent publiées dans le troisième volume de ses œuvres, publié à Pékin en octobre 1993. En 1994, ces œuvres furent publiées en russe : le discours de Deng Xiaoping au cours de sa rencontre avec Gorbatchev y était intitulé « Deng Xiaoping met le point sur le passé et ouvre les portes à l'avenir[661]». Dans les fait, cette rencontre donna lieu à un long monologue de Deng Xiaoping dans lequel Gorbatchev en était presque réduit à un rôle de figurant. Deng Xiaoping empêcha même Gorbatchev d'intervenir :

« Quand je partage ma position avec vous, ce n'est pas dans l'attente d'une réponse de votre part. Je ne veux pas entrer dans une discussion avec vous. Je propose de ne pas revenir sur le passé. Pourtant il n'est pas sage de renvoyer dans l'obscurité certains

[660] *Vizit M.S.Gorbačeva v Kitajskujû Narodnuû Respubliku, Dokumenty i Materialy* (Visite de Gorbatchev en République Populaire de Chine– Documents et Matériaux), Moscou, 1989
[661] DENG XIAO PING, *Mettre le point sur le passé et ouvrir les portes à l'avenir (16 mai 1989)*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

moment difficiles de ce passé : il faut donner quelques explications. Et je voudrais vous faire part du point de vue des communistes chinois et du P.C.C. sur ces événements ».

Deng Xiaoping imposait ici à Gorbatchev sa vision de l'Histoire, sans lui laisser la possibilité de réagir.

Il continua : « Les deux parties se sont éparpillées en déclarations vides de sens, sans avoir de vision claire de comment développer le marxisme 100 ans après la disparition de Marx. Le grand marxiste-léniniste Mao Zedong a trouvé la voie vers la victoire de la révolution démocratique dans la Chine arriérée sans s'appuyer sur les œuvres de Marx et Lénine ». De cette façon, Deng Xiaoping imposait à Gorbatchev l'autorité absolue de Mao Ze Dong.

Deng Xiaoping s'arrêta longuement sur les « injustices historiques » subies par la Chine :

« La Russie impériale, l'Union Soviétique et le Japon ont reçu les plus grands profits en Chine ». Il faisait ici référence à la vieille thèse maoïste de l'appropriation par la Russie de 1,5 millions de km² de territoire chinois. « L'humiliation de la Chine a continué même après la révolution d'Octobre. Ainsi, en 1929, l'Union Soviétique a envahi les îles Xiexiangzidao (Tarabarov et Bolshoy-Ussuriysky). Mais le plus douloureux est qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. aient conclu l'accord de Yalta de partage des sphères d'influence au détriment des intérêts de la Chine ».

Cette partie du monologue était plutôt surprenante de la part de celui qui avait été un jeune membre du Komintern, sous le nom de « Camarade Krezov ». Les accusations d'accord secret entre l'U.R.S.S. et les démocraties occidentales n'étaient ici qu'une répétition des thèses proférées par Tchang Kaï Chek dans les années 50.

Deng Xiaoping s'appuya sur l'évocation des menaces anciennes et actuelles pesant sur le monde pour renforcer ses accusations envers l'Union Soviétique :

« Dans un premier temps, la menace émanait des Etats-Unis, comme l'ont montré les guerres de Corée et du Vietnam. Pendant la guerre en Corée, l'Union Soviétique avait fourni des armements à la Chine et demandé un paiement pour ces armements[662]. Au début des années 60, la menace principale pour la Chine est devenue l'Union Soviétique qui commençait à renforcer sa présence militaire sur ses frontières avec la Chine et la Mongolie et a positionné en Extrême-Orient le tiers de ses forces nucléaires ».

Immédiatement après ces affirmations, Deng Xiaoping prononça une phrase qui ébranla les thèses de nombreux sinologues soviétiques sur la priorité de la question idéologique par rapport aux facteurs géopolitiques dans le développement des tensions sino-soviétiques :

« Le véritable problème, c'est que la nation chinoise s'est sentie profondément blessée par la nation russe ».

Dans ces mémoires, Gorbatchev rapporte que, face à l'exposé d'une telle conception des relations sino-russes, il répondit :

« Vos affirmations sur le passé de la Russie et l'Union Soviétique sont tout de même discutables » mais finit par céder : « Il faut de toutes façons finir par mettre un point sur cette question[663] ».

Deng Xiaoping obtint ainsi une victoire complète dans la dispute idéologique qui avait été entamée par Mao Zedong. L'acceptation par Gorbatchev de toutes les paroles de Deng Xiaoping équivalait à une légitimation de toutes les prétentions historiques de la nation et de l'Etat chinois envers la nation et l'Etat russes. Deng termina son long monologue en affirmant :

« Nous avons présenté le bilan des prétentions historiques. Ces problèmes appartiennent maintenant au passé. C'est le résultat principal de notre rencontre : nous mettons les points sur le passé ».

Deux ans plus tard, l'Union Soviétique avait disparu. Mais les prétentions de la nation chinoise n'avaient pas été entraînées avec elles dans les oubliettes de l'Histoire. En 1991, le gouvernement de Eltsine indiqua que la nouvelle Russie reprenait les droits et obligations, non seulement de l'U.R.S.S., mais aussi de la Russie impériale. Ainsi, cela redonnait une valeur nouvelle aux vieux traités impériaux, et limitait les prétentions chinoises en Extrême-Orient russe.

---

[662] Cette affirmation est fausse.
[663] M.GORBATCHEV, *Žizn' i reformy* (La vie et les réformes), Moscou, 1995, pp.439-440

Analyse de la fin de l'U.R.S.S. à la lumière des événements de Tian An Men

La visite de Gorbatchev fut écourtée du fait de l'agitation sociale à Pékin. La délégation soviétique quitta la Chine trois jours avant la date initialement prévue.

Aujourd'hui, seules des hypothèses se risquent à expliquer ce fait, que les membres de la 9ème direction du K.G.B., responsables de la sécurité des hauts dirigeants, mettent sur le compte des impératifs de sécurité.

Les témoignages des officiers du K.G.B. qui travaillaient à ce moment là offrent des sources uniques donnant un éclairage différent de celui des occidentaux sur les raisons de la crise à Pékin. A partir du mois d'avril 1989, les fonctionnaires de l'ambassade soviétique s'éparpillèrent dans la ville pour rassembler des informations, qui étaient immédiatement relayées au bureau politique du P.C.U.S., et personnellement à Gorbatchev. L'un des derniers rapports envoyés à Moscou faisait état de ce que les soldats et officiers de l'Armée Populaire chinoise fraternisaient avec les étudiants et les habitants de Pékin, donnant à naissance à des rumeurs sur le soutien par l'armée des revendications étudiantes. Dès le début des événements étudiants, les garnisons du district militaire de Pékin prirent position dans la ville, ce qui laissait présager une escalade grave qui pourrait avoir lieu au centre même de la capitale.

Des entretiens avec des fonctionnaires de l'ambassade et des étudiants russes ayant étudié à Pékin à cette période témoignent que la nuit du 2 au 3 juin 1989 fut le théâtre de combats acharnés dans la ville. Les tirs de canon des chars résonnèrent dans la ville et de nombreux cadavres en uniforme de l'A.P.L. jonchaient les rues au matin, aux côtés de chars brûlés. Aujourd'hui, le gouvernement chinois refuse de reconnaître qu'il y ait pu avoir des combats entre régiments de l'A.P.L. Certains étudiants chinois disent qu'au début du mois de juin entrèrent à Pékin des régiments de soldats qui n'étaient pas Han et ne parlaient pas bien le putonghua. Ces régiments arrivaient de Mongolie intérieure et du Xinjiang et les soldats n'avaient ni parents ni amis parmi les Pékinois.

Un parallèle peut être tiré avec les régiments du ministère des affaires intérieures soviétiques composés à 55 % de minorités ethniques soviétiques et à 45 % de slaves (ukrainien, russes, biélorusses). Ainsi, au cours des combats menés dans le Caucase ou dans les régions centrales de la Russie, ces musulmans ne se laisseraient pas attendrir par la

population russe et pourraient agir plus vite et plus fort.

L'hypothèse selon laquelle des combats aient pu se dérouler entre ces régiments extérieurs et ceux de Pékin semble tout à fait plausible. Il en effet difficile d'imaginer que les chars pékinois aient pu être décimés par les cocktails Molotov des étudiants. Ils portaient des traces de déformations mécaniques qui n'avaient pu être occasionnées que par des canons. Tout ceci éclaire le départ précipité de Gorbatchev. Au delà des questions de sécurité, son retour à Moscou était logique dans une telle situation : en 1989, il apparaissait déjà comme un démocrate ayant rétabli de bonnes relations avec l'occident. Ainsi, il se montra très embarrassé face aux questions des journalistes sur sa position face au mouvement étudiants qui lui furent posés dans une conférence de presse organisée à la fin de sa visite : s'étant prononcé pour la démocratisation de la société soviétique lors de la 19ème conférence du parti, il ne pouvait plus soutenir le comité central du P.C.C.

Les événements de Tian An Men en 1989 peuvent être mis en parallèle avec ceux s'étant déroulé en 1991 en U.R.S.S. et illustrent un modèle différent de provocation, résolution ou non-résolution d'une crise intérieure.

L'analyse de la crise en Chine montre le mécanisme de la genèse de la crise dans l'élite du parti et sa résolution ultérieure. La décision sanglante de Deng Xiaoping permit à la Chine d'éviter le sort que subirait l'U.R.S.S. deux ans plus tard : Gorbatchev, faute d'avoir le courage de prendre une telle décision, ne put empêcher le chaos.

Genèse de la crise au sein du P.C.C.

Les premiers mouvements d'agitation des étudiants débutèrent dès 1986 et furent décrits par le P.C.C. comme des « manifestations sporadiques du libéralisme bourgeois ». Les premiers signaux de la crise sociale se firent jour dès le milieu des années 80. Ils étaient une conséquence directe de la libéralisation de l'économie chinoise, lancée à la fin des années 70. Tandis que dans la société apparaissaient des individus riches, les sphères de la culture et de l'éducation demeuraient entièrement contrôlées par le parti, provoquant un mécontentement croissant des masses. Les premiers mouvements étudiants se formèrent dans les villes de Hefei et Wuhan. Ils gagnèrent ensuite Tianjin, Shanghai et Pékin, avec

pour mot d'ordre « nous voulons la liberté », « nous voulons la démocratie ». Le *Renmin Ribao* du 24 décembre 1986 rapporte que les étudiants créaient des difficultés pour la circulation routière dans les villes. Le 30 décembre 1986, au cours d'une conférence avec les fonctionnaires du parti (*ganbu*), Deng Xiaoping donna son appréciation du mouvement étudiant :

« La raison pour laquelle les étudiants ont réussi à déstabiliser la situation dans certains endroits et que certains dirigeants locaux n'ont pas su garder une position ferme et tenir le drapeau. Ces dernières années, le parti n'a pas mené le combat contre la libéralisation bourgeoise et n'a pas protégé les quatre principes de base[664]. Les gens honnêtes ne sont pas respectés et les éléments néfastes sont en liberté[665] ».

Le 13 janvier, Deng Xiaping commenta à nouveau le mouvement étudiant :

« Ils militent contre le rôle dirigeant du parti, contre l'Etat socialiste, et sont pour l'européanisation totale de la Chine, pour un calque de la voie capitaliste[666] ».

La seule solution proposée par Deng Xiaoping pour lutter contre la libéralisation bourgeois est la dictature : « La dictature, il ne faut pas seulement en parler. En cas de nécessité, il faut aussi l'utiliser. Le combat contre la libéralisation n'est pas simplement un sujet pour aujourd'hui mais pour les prochaine 10-20 années ».

Le 16 janvier 1987, le problème du mouvement étudiant fut discuté lors de la conférence du bureau politique du comité central du P.C.C. La responsabilité des événements fut rejetée sur Hu Yaobang qui n'avait pas débuté au moment adéquat la lutte contre la libéralisation bourgeoise. Dans l'« Histoire Concise du P.C.C. (1921-1991) », il est indiqué que Hu Yaobang reconnut les fautes qu'il aurait commises en tant que secrétaire général du P.C.C., dans la conduite des réformes économiques. Il fut limogé de ce poste mais demeura un membre du bureau politique du parti. Zhao Ziyang fut nommé secrétaire général par intérim.

---

[664] Les quatre principes fondamentaux :
Respecter la Constitution et les lois cela signifie respecter l'"Etat socialiste de dictature démocratique populaire, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans" (art.1 de la Constitution de 1982). Les droits des citoyens Chinois sont donc exercés dans la limite du respect des quatre principes fondamentaux inscrits dans le Préambule de la Constitution : respect de l'idéologie marxiste-léniniste et de la "pensée Mao Zedong", respect de la dictature démocratique populaire, respect de la "voie socialiste", respect du rôle dirigeant du Parti communiste.

[665] DENG XIAO PING, *Tenir haut le drapeau du combat contre la libéralisation bourgeoise*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

Le 28 janvier 1987, le comité central publia une « Directive sur certains problèmes liés au combat contre la libéralisation bourgeoise ». Celle-ci ordonnait aux secrétaires régionaux du parti de renforcer le combat en faveur des quatre principes[667]. Pourtant, au sein du bureau politique du comité central du P.C.C. apparut une situation inédite : non seulement les demandes de Deng Xiaoping n'étaient pas accomplies mais elles étaient en plus freinées. Une partie des membres du comité central considéraient le combat contre la libéralisation bourgeoise lancé par Deng Xiaoping comme un obstacle aux réformes économiques. Ce fait fut prouvé par l'intervention de Zhao Ziyang au cours de la 5ème session de la 6ème convocation des représentants populaires du 25 mars 1987 : il déclara que la libéralisation bourgeoise commençait à se réduire, il fallait limiter le combat à l'intérieur du parti et ne pas le transformer en combat contre les réformes économiques et contre l'évolution ayant lieu en zone rurale. Il se prononça contre la menée d'un tel combat dans les villages et précisa que dans les usines il ne devait prendre qu'un tour positif et éducatif, basé sur des modèles. Il ne faut pas chercher partout les éléments de la libéralisation bourgeoise[668]. Cette intervention mina les efforts de Deng Xiaoping en transformant le combat contre la libéralisation bourgeoise en simple mise en scène.

Le thème du combat contre la libéralisation bourgeoise lancé par Deng Xiaoping en 1986-1987 était une réminiscence de la rhétorique maoïste de la Révolution Culturelle, fondée sur le « *zheng feng* » (correction du style), elle même inspirée de la pensée léniniste, et en particulier du thème du combat permanent pour la rééducation idéologique des masses :

« On ne peut pas construire le communisme à partir de rien. Il faut utiliser le matériel humain créé par le capitalisme en tenant compte de la nécessité de vaincre et rééduquer les intellectuels bourgeois ».

Lénine disait aussi :

« La rééducation est un combat de longue haleine, au fondement de la dictature du prolétariat, et mené par le prolétariat qui se débarrasse ainsi de ses préjugés bourgeois. Le prolétariat ne se débarrasse de ses préjugés par un miracle, par la grâce de Ste Marie, par la demande des slogans révolutionnaires ou des décrets, mais seulement par le long combat

---

666 DENG XIAO PING, *Abolir les obstacles, mener la politique de réformes et élargir les contacts avec le monde entier*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992
667 *Renmin Ribao*, 28.01.1987
668 ZHAO ZI YANG, *Rapport sur le travail du gouvernement du 15 mars 1987*, *Renmin Ribao*, 13.04.1987

acharné des masses contre les influences bourgeoises [669]».

Après le 13ème congrès du P.C.C., la situation commença à se dégrader. Le 25 mars 1988, pendant la première session de la 7ème convocation des représentants populaires, le président par intérim du Conseil d'Etat, Li Peng, souligna que la situation économique était très tendue[670]. Les réductions de subventions accordées au secteur agricole avaient conduit à la stagnation de cette part de l'économie chinoise. Dans l'industrie, seul le secteur manufacturier se développait, provoquant un déséquilibre entre l'offre produite et la consommation et une forte inflation : en 1988, le niveau des prix augmenta de 18,5 %. La baisse du niveau de vie des populations urbaines nourrit le mécontentement dans les villes. Li Peng analysa ce phénomène par le fait que le vieux système économique était déjà détruit tandis que le nouveau était encore en formation et souligna que les organes locaux tiraient profit d'une telle situation. La tentative de transition rapide vers une économie de marché avait échoué et engendrait de lourdes conséquences.

Li Peng insistait sur l'importance de ne pas calquer le développement économique chinois sur la pratique des pays étrangers et de ne pas se laisser égarer par les désirs de court terme. Les réformes politiques doivent être menées avec fermeté et clairvoyance.

Cette situation prouve que les évolutions économiques et politiques vécues par la Chine et l'Union Soviétique dans les années 80 étaient tout à fait analogues. Par exemple en 1987, 1988 et 1989 eurent lieu des vagues d'émeutes au Tibet à propos desquelles très peu d'information est disponible du fait de l'isolement de ces régions pour les étrangers. Au sein du P.C.C., deux fractions s'opposaient : celle de Zhao Ziyang était partisane de réformes économiques à marche forcée, l'autre plus conservatrice, était menée par Li Peng, nommé à la tête du Comité des réformes économiques le 2 avril 1988 et Président du Conseil d'Etat le 9 avril. Pendant le 3ème plénum de la 13ème convocation du comité central du P.C.C., en septembre 1988, le groupe de Li Peng vainquit le groupe de Zhao Ziyang. Mais cela ne put stopper immédiatement la pente dangereuse dans laquelle était engagée l'économie et le système politique chinois, du fait de la force d'inertie de cet immense pays.

Les fautes commises par Zhao Ziyang avaient aussi largement contribué à déstabiliser la situation en Chine. En mai 1987, il avait clairement prit position contre le groupe de Li

[669] V.LENINE, *Polone sobranie sočinenij*-P.S.S. (Oeuvres complètes de Lénine), *P.S.S.*, Moscou, Vol. 41, p.101

Peng et Deng Xiaoping, en affirmant que le mouvement conservateur était devenu aussi dangereux que la libéralisation bourgeoise[671]. Le 13ème congrès du P.C.C. s'était prononcé en faveur d'une « reconstruction politique », sorte de perestroïka[672] à la chinoise. Zhao Ziyang y avait proposé de tourner le dos aux Quatre Principes et d'infléchir le rôle dirigeant du parti communiste. Les vétérans des services secrets soviétiques rapportent qu'à l'étranger naquirent alors des rumeurs selon lesquelles Zhao Ziyang pourrait devenir le nouveau dirigeant chinois et prendre la tête de l'armée, éliminant Deng Xiaoping de la scène politique. A cette époque, Zhao Ziyang contrôlait le secteur idéologique du P.C.C., l'Académie des Sciences Sociales de la Chine, le Renmin Ribao et d'autres organes de presse du pays. Deng Xiaoping, qui ne contrôlait que l'armée, fit émerger la figure de Li Peng pour équilibrer le rôle de Zhao Ziyang au sein du comité central du P.C.C. En 1989, la situation politique devint critique. Li Peng, qui ne bénéficiait encore d'aucune autorité politique, ne pouvait s'opposer efficacement à Zhao Ziyang qui pouvait compter sur le soutien du milieu intellectuel et de la diaspora chinoise. Pendant les événements de Tian An Men, la ligue démocratique chinoise de New York envoya une lettre ouverte aux étudiants, en leur donnant des indications sur comment organiser une action anti-gouvernementale. De l'étranger commença à arriver un soutien financier. La radio *Voice of America* se mit à diffuser des programmes en chinois sur trois chaînes pendant neuf heures par jour.

Le 15 avril 1989, le décès de Hu Yaobang fut le déclencheur des événements de Tian An Men. Une rumeur circula parmi les étudiants, selon laquelle Hu Yaobang aurait été mort de persécution politique. En fait, celui ci était décédé au cours d'une session du comité central consacrée à l'éducation. L'épouse de Zhao Ziyang et la veuve de Hu Yaobang se rendirent dans les universités de la capitale : celle de Qinghua et celle de Pékin. Elles appelèrent les étudiants à montrer leur position politique. Les étudiants adressèrent deux revendications principales au gouvernement : réévaluer les mérites et les fautes de Hu Yaobang et permettre la libéralisation bourgeoise tout en réhabilitant ceux qui avaient été critiqués durant le combat contre elle. Mais à la fin du mois d'avril, les étudiants se radicalisèrent. Dans les universités apparurent des tracts et *dazibao* (banderoles) appelant à éliminer le P.C.C. Puis les étudiants réclamèrent l'avènement de la propriété privée et la disparition de

---

[670] *Renmin Ribao*, 04.04.1988
[671] *Histoire concise du P.C.C. (1921-1991)*
[672] En chinois, « *gai ge* » signifie la même chose que « perestroïka » en russe : *reforma*

la propriété d'Etat. La figure de Deng Xiaoping fut largement attaquée. Le 25 avril, Deng Xiaoping qualifia les événements de Pékin de « désordre politique minant le rôle du P.C.C. et rejetant le socialisme ». Le 4 mai, Zhao Ziyang fit une nouvelle déclaration dans laquelle il critiqua l'affirmation de Deng Xiaoping et appela à ne pas dramatiser la situation. Le combat entre les deux dirigeants devenait ainsi public. Suite à cette déclaration, le mouvement étudiant s'amplifia encore considérablement, sans encourir aucune réaction de la part des structures étatiques. Le 20 mai, le Conseil d'Etat proclama l'Etat d'urgence à Pékin. Dès lors, l'ambassade soviétique commença à évacuer le personnel technique, les familles des diplomates, étudiants et autres citoyens russes en mission en Chine. Ceux qui refusaient de partir étaient évacués par la force. Aucune source autre que des rumeurs ne permet de clarifier la succession d'événements ayant marqué le combat politique entre Deng Xiaoping et Zhao Ziyang. Du 2 au 4 juin se déroulèrent de violents combats. Le 4 juin, le mouvement était dispersé. Après deux mois d'occupation étudiante de la place Tian An Men, il n'y restait que de tas d'excréments, une odeur insupportable et des morceaux de plâtre de la statue de la liberté.

Le 5 juillet, le comité central du P.C.C. et le Conseil d'Etat qualifiaient le mouvement du 4 juin de transformation du désordre pékinois en « affreuse révolte contre-révolutionnaire[673] ». Officiellement, les émeutes ont causé la destruction de 1000 camions militaires, 60 machines blindées et chars. Six mille soldats et officiers étaient grièvement blessés et quelques dizaines tués. Les sources officielles se gardent de dire combien de militaires ont été tués et dans quelles circonstances. Trois mille civils furent blessés et 200 tués, dont 36 étudiants[674].

Le 9 juin, Deng Xiao Ping rencontra les commandements des régiments qui avaient participé au rétablissement de l'ordre à Pékin. Il y prononça une phrase énigmatique :

« Cette tempête était inévitable. Elle était prédite par la situation générale dans le pays et dans l'arène internationale et s'est développée contre la volonté du peuple. La question n'était que de savoir quand et de quelle envergure serait l'explosion[675] ».

Cette phrase continue de soulever de nombreuses interrogations et hypothèses.

---

[673] *Renmin Ribao,* 05.07.89

[674] CHEN XI TONG, *Rapport sur l'arrêt des désordres et pacification de l'émeute contre-révolutionnaire*, *Renmin Ribao*, 07.07.89

[675] DENG XIAO PING, *Une intervention au cours de la rencontre avec les régiments ayant participé à la pacification de la capitale*, Œuvres complètes, Pékin, 1992

« L'Histoire concise du P.C.C. (1921-1991) » insiste sur l'influence impérialiste de l'occident, et en premier lieu des Etats Unis et leurs services secrets, sur le développement du mouvement étudiant des années 80. Le point de vue officiel chinois est que l'occident a encouragé les démocrates à intervenir contre le calme et la stabilité en Chine, dans un contexte de crise généralisée du système socialiste dans le monde. Deng Xiaoping analyse que les deux menaces principales pour la stabilité du monde sont celle de la guerre et de la destruction du camp socialiste, et en particulier les processus à l'œuvre en U.R.S.S. qu'il considère comme inévitables[676]. Le 23 novembre 1989, Deng dit :

« Les événements en Europe de l'Est n'étaient pas inattendus pour nous. Ils devaient se produire, tôt ou tard. Tous les problèmes de l'Europe de l'Est portent le caractère du système qui les a engendré[677] ».

Au sujet de la crise de Tian An Men, Deng Xiaoping estime qu'elle est due à l'incapacité de Hu Yaobang et Zhao Ziyang de défendre les Quatre Principes qui sont passés du côté des provocateurs et ont facilité un schisme au sein du P.C.C.[678]. Deng soulignait que le cœur de la préservation de ces principes est une direction ferme de la part du P.C.C.

Après les événements de Tian An Men, Deng indiqua que la priorité pour la Chine était de maintenir sa stabilité. Au cours de la session du comité central du 16 juin 1989, il affirma :

« La stabilité est un but important pour la Chine. Il est bien que tout favorise la stabilité. L'objectif principal d'un système politique est la création d'un Etat stable. Le situation est maintenant propice à interdire toutes les structures illégales en Chine[679] ».

Les 23 et 24 juin, le 4ème plénum du comité central du P.C.C. dressa un bilan des événements s'étant déroulés à Pékin. Le plénum écouta et adopta le rapport fait par Li Peng intitulé « Rapport sur les fautes du camarade Zhao Ziyang, commises pendant les désordres contre le Parti et contre la Révolution ». Le rapport mettait l'entière responsabilité des événements sur les épaules de Zhao Ziyang[680]. Zhao Ziyang fut alors limogé de toutes ses fonctions au parti, au gouvernement et perdit son poste de vice-

[676]DENG XIAO PING, *La politique stable de réformes et l'ouverture promettent à la Chine de grandes perspectives (04.09.89*), Œuvres 1975-1982, Pékin, 1985.
[677]DENG XIAO PING *Suivre le socialisme et prévenir son évolution (23.11.89)*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992
[678] DENG XIAO PING, *Nous sommes sûrs que la situation en Chine va encore mieux (16.09.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992
[679] DENG XIAO PING, *Les tâches les plus urgentes pour les dirigeants de la troisième génération (16.06.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992
[680] *Renmin Ribao*, 23.06.1989

président du Conseil Militaire Central du P.C.C.. Ses proches furent également sanctionnés : Xu Qili fut exclu du bureau politique, Rui Xinwen et Yang Ningfu furent écartés du secrétariat du comité central du bureau politique.

Jiang Zemin fut élu secrétaire général du parti. Il avait jusqu'alors été membre du bureau politique du P.C.C. et secrétaire du parti à Shanghai. Dans les années 50, il avait étudié et travaillé à Moscou.

Un poste clé pour garantir la stabilité chinoise est celui de Président du Conseil Militaire Central du P.C.C. Contrairement aux apparences, le poste de Secrétaire Général du Parti est relativement fragile : en cas de situation d'urgence ou d'instabilité, la hiérarchie du Parti rejette le Secrétaire Général afin protéger le système. C'est ce qui arriva à Hu Yaobang et Zhao Ziyang. Un tel mécanisme d'autoprotection n'existait pas en Union Soviétique, le pouvoir y étant concentré entre les mains du Secrétaire Général : ainsi, quand l'instabilité gagna l'U.R.S.S., personne n'était en position de renverser Gorbatchev.

La crise de Moscou en août 1991

Une autre dissemblance entre les événements de Tian An Men et ceux de Moscou en 1991 est qu'en Chine, le mouvement populaire fut provoqué par une partie des dirigeants, alors qu'à Moscou le pouvoir fit entrer l'armée dans les rues sans que le peuple ne participe. Les mémoires du dernier chef du K.G.B., Kryuchkov et d'autres vétérans du contre renseignement soviétiques rapportent que le putsch de Moscou fut mis en scène par Gorbatchev lui-même, qui avait même nommé personnellement les membres du G.K.Č.P. : Kryuchkov (Shef du K.G.B.), Pugo (Ministre des Affaires Intérieures de l'U.R.S.S.), Yazov (Ministre de la Défense de l'U.R.S.S.), Yanaev (Vice-président de l'U.R.S.S.), Pavlov (Premier Ministre de l'U.R.S.S.) et Starodubcev (Directeur des kolkhozes de la région de Moscou).

Le 18 août 1991, le G.K.Č.P. déclara que Gorbatchev était grièvement malade et se trouvait dans sa résidence en Crimée et que pendant sa maladie le G.K.Č.P assurerait le pouvoir par intérim. Le Parlement russe dont Hasbulatov était le président, le gouvernement russe dirigé par Silaev et le Président de la Fédération de Russie, Eltsine,

décidèrent de ne pas obéir au G.K.Č.P. ; les journalistes démocrates appelèrent le peuple à sortir dans les rues pour protéger le Parlement et la démocratie.

De nombreuses questions quant à ces événements et au rôle qu'y joua le secrétaire général du P.C.U.S. demeurent aujourd'hui sans réponse. Dès les premiers instants du putsch, sa raison d'être n'apparut clairement. L'auteur de cette thèse a participé aux événements de 1991 dans le cadre de son service militaire et sa tâche était de paralyser les communications au centre de Moscou : il se souvient qu'aucun officier subalterne ne comprenait pourquoi le commandement suprême des putschistes ne leur avait pas ordonné de prendre d'assaut le Parlement russe et ainsi de paralyser Eltsine. Cela aurait été aisé, car dans le Parlement se trouvaient des membres en civils de deux groupes des forces spéciales du K.G.B., les groupes *Al'fa* et *Vympel* qui pouvaient isoler les dirigeants de la Fédération de Russie. Après deux jours, un temps précieux avait été perdu et l'opinion publique avait eu le temps de rallier au gouvernement de la Fédération de Russie. Le putsch avait échoué.

Le 22 août, les membres du G.K.Č.P. partirent en Crimée pour rencontrer Gorbatchev. Mais il refusa de les recevoir. Il semble que, contrairement à ce qui avait été annoncé dans la presse démocrate, Gorbatchev n'y ait pas été bloqué par les putschistes mais ait agit librement, et contrôlé le déroulement des événements, depuis sa résidence. Quand l'incapacité du G.K.Č.P. à contrôler le pouvoir fut établie, Gorbatchev rentra à Moscou. Mais Gorbatchev n'avait pas comprit que pendant ces six jours ensoleillés en Crimée, le pouvoir été passé du Kremlin à la « Maison-Blanche » (Parlement Russe) et que Eltsine était devenu maître du jeu.

La fin de règne de Gorbatchev fut tragi-comique : selon ses propres mémoires, fin décembre 1991, en rentrant au Kremlin, il vit un jour un ouvrier dévisser la plaque « Président de l'U.R.S.S. » devant son bureau. Cet homme qui bénéficiait d'un important service de sécurité et commandait à une armée puissante n'avait pas pu prévoir la situation et sauver son pays[681].

Le 12 novembre 1989, pendant la conférence élargie du Conseil Militaire Central du P.C.C., Deng Xiaoping dit : « Je trouve qu'en acceptant la candidature du camarade Jiang Zemin à un poste clé du Comité Central, notre parti a fait un excellent choix. Le camarade

[681] De nombreuses informations sur les derniers jours de l'U.R.S.S. sont disponibles sur le site des vétérans des forces spéciales du KGB : www.specnaz.ru. Après la fin de l'U.R.S.S., ces vétérans ne se sentent obligation morale ou aucune crainte envers le P.C.U.S. ou Gorbatchev et partagent ici leurs informations librement.

Jiang Zemin a toutes les capacités nécessaires pour assurer la responsabilité de Président du Conseil Militaire Central du P.C.C.[682] ». Faisant preuve d'une grande intuition, Deng Xiaoping éviter d'introniser clairement Jiang Zemin comme son successeur : pendant toutes ses années au pouvoir, Jiang Zemin, ne put s'écarter de la voie tracée par Deng Xiaoping. En 2003, il céda le poste de Secrétaire Général du P.C.C. à Hu Jintao, mais demeure Président du Conseil Militaire Central du P.C.C., contrôlant ainsi toute la situation du pays et se tenant prêt à revenir sur le devant de la scène politique chinoise si la situation intérieure se dégradait. Les sinologues russes estiment que l'Armée Populaire chinoise est le vrai fondement du pouvoir en Chine.

Officiellement Deng Xiaoping, dernier grand héros de la Révolution, mourut en avril 1997. Mais l'armée populaire, réceptacle de la légitimité révolutionnaire et de la lignée des héros mythiques de la République Populaire de Chine confère à Jiang Zemin la légitimité de gouverner le pays. En Union Soviétique, après la mort d'Oustinov, qui était le dernier *narkom* (Commissaire du Peuple) stalinien et était auréolé de la même légitimité dans la hiérarchie soviétique, ne resta que la bureaucratie et la *nomenklatura* qui défendirent leurs intérêts particuliers. La politique « *zheng feng* » menée par Mao évita aux élites chinoises une telle décadence. Finalement, c'est peut-être la terrible révolution culturelle qui sauva le régime chinois en 1989 : la permanence d'une armée révolutionnaire éduquée pour défendre la Révolution Prolétaire Chinoise. En 1991, la Russie n'avait plus ni parti, ni armée, ni héros révolutionnaires. En Chine, les étudiants de Tian An Men ne trouvèrent pas non plus de soutien parmi les masses populaires rurales. De même, la Russie resta, dans son ensemble, indifférente aux événements de Moscou, mais pour une raison différente : le peuple avait été conditionné par les médias gagnés à la cause démocrate. La perspective de la disparition du P.C.U.S. apporta au peuple soviétique un grand soulagement mais pas de joie. Les historiens chinois spécialistes de l'Union Soviétique soulignent le fait que les accusations de Mao de révisionnisme et trahison du socialisme finissaient par se réaliser. Le processus entamé par Khrouchtchev était mené à son terme par Gorbatchev.

[682] DENG XIAOPING, *Intervention lors de la rencontre avec les participants de la conférence élargie du Conseil Militaire Central du P.C.C. (12.11.1989),* Œuvres complètes, Pékin, 1992.

La stabilité intérieure de la Chine, prérequis à la construction d'une super-puissance

La période s'étendant du 3ème plénum de la 11ème convocation du P.C.C. en décembre 1978 à la fin de 1989 joua un rôle capital dans l'orientation de la Chine contemporaine et fut déterminante pour le développement actuel du pays. Elle permit la formation de la nouvelle voie choisie par la Chine pour se transformer en super-puissance mondiale : celle du « socialisme avec des caractéristiques chinoises » appelé à se développer à l'infini en Chine. La poursuite d'une Grande Chine répond aux espoirs de la nation chinoise. Le P.C.C., parti de la classe ouvrière, doit servir les intérêts, non seulement de cette classe mais aussi de toute la nation.

Aujourd'hui, la classe des exploiteurs (les entrepreneurs privés et la bourgeoisie nationale) est aussi partie prenante dans la construction de la Grande Chine et le programme actuel du P.C.C. en tient compte. Ainsi, le P.C.C. revient vers les thèses de Sun Yat Sen qui ont inspiré le Guo Min Tang. Le P.C.C. reconnaît aussi le rôle positif de la diaspora chinoise, quelque soit ses orientations idéologiques. Il ne faut pas laisser les contradictions entre les classes empêcher la construction de la super-puissance chinoise. Mais cette coopération entre les classes pour l'avènement de la Grande Chine a des limites : le renforcement de la classe bourgeoise menace toujours de produire une contre-révolution et d'imposer ses propres intérêts au peuple. L'objectif de la construction de la Grande Chine est donc de garantir l'unité de la société.

Deng Xiaoping ne voit aucun danger dans une économie mêlant capitalisme et socialisme :

« Il ne faut pas avoir peur de créer une société mixte si l'on parvient à préserver un esprit sain. Nous contrôlons les grandes et moyennes entreprises étatiques et rurales, et surtout, nous possédons le pouvoir[683] ».

Il explicita sa vision du pouvoir :

« L'exercice du pouvoir est une question complexe : on ne peut même pas être sûr qu'il se trouve entre les mains du secrétaire général. Les impérialistes portent de grands espoirs sur nos générations futures. La génération du camarade Jiang Zemin est la troisième génération. Mais il y aura encore une quatrième et une cinquième génération. Nous, les représentants de la génération aînée, jouissons de l'autorité. Les forces de l'ennemi savent

[683] DENG XIAOPING, *Discours pendant le voyage à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai, Shanghai*, Pékin, 1989.

que de notre vivant, la situation ne pourra changer. Mais qui sera responsable de l'avenir quand nous serons morts ? ».

Deng Xiaoping prophétisa :

« Si quelque chose doit arriver à la Chine, cela commencera au sein du Parti ». Il faisait ici écho à la thèse de Mao selon laquelle la bourgeoisie se trouve à l'intérieur du parti communiste. Dans ce contexte, continuait Deng Xiaoping, « il faut porter une attention toute particulière au renouvellement des cadres. Ils doivent être des individus moralement irréprochables, animés de la flamme révolutionnaire et compétents. Ainsi, l'ordre pacifique sera assuré pour les cent prochaines années ».

A propos des événements de Tian An Men et de Zhao Ziyang, Deng Xiaoping ajouta :

« Il est bien qu'à ce moment là je n'ai pas encore été parti : j'ai pu résoudre ce problème[684] ».

Il est difficile de se rendre compte si Zhao Zi Yang aurait pu être le pendant chinois de Gorbatchev. Mais nul ne sait ce qu'il aurait advenu de la Chine si Deng Xiaoping n'était pas intervenu pour mettre un terme aux événements de Tian An Men. Il avait en effet réussi à stabiliser la situation intérieure chinoise, donc le régime communiste, avant de se retirer.

Mais le socialisme à la chinoise est-il réellement une forme de socialisme ou constitue-t'il une perversion du système socialiste cédant aux sirènes du capitalisme. Notre thèse n'a pas pour finalité l'étude de l'Etat chinois actuel. Néanmoins, comprendre si la rationalité du régime au début du 21ème siècle est plutôt fondée sur le nationalisme ou plutôt sur l'idéologie communisme est essentiel dans notre étude des relations sino-russes.

Le régime actuel tourne le dos à l'idéologie maoïste et menace de pervertir les réformes que Deng Xiaoping avait proposées pour sauver le socialisme chinois. La nécessité de phases récurrentes de « correction du style » (*zhengfeng*) constitue l'une des thèses maoïstes abandonnées dès Deng Xiaoping. En 2001, les dirigeants du P.C.C. se réunirent à Beidahe pour débattre de questions idéologiques. Malgré de fortes oppositions au sein du comité central et de la hiérarchie militaire, la formule « Le meilleur du capitalisme et du socialisme doit servir au développement économique de la Chine » fut adoptée. Ainsi, les capitalistes, dès lors considérés comme des bâtisseurs du socialisme, devenaient autoriés à

rejoindre le Parti. Les évocations de la lutte des classes furent retirées du programme du P.C.C. avec pour explication qu'elles n'étaient plus d'actualité. Le 14 novembre 2003 eut lieu le 16ème congrès du P.C.C. qui introduisit dans le programme du P.C.C. et dans la Constitution chinoise la thèse des « Trois Représentativités », développement des idées de Deng Xiaoping proposé par Jiang Zemin. Ces « Trois Représentativités » indiquent que le P.C.C. est le guide des forces productives de la Chine, de la culture chinoise et de la majorité du peuple chinois. Il est notable que le terme de « majorité du peuple » soit employé à la place de celui de « classe ouvrière et paysanne » : le P.C.C. accepte ainsi une expression dont il avait fortement critiqué l'emploi par le P.C.U.S. dans les années 60. Au mois de mars 2004, la deuxième session du 10ème convocation des représentants populaires a amendé la Constitution en plaçant la propriété privée au même plan que la propriété d'Etat.

Comme le souligne Aleksei Maslov, cette situation a créé les fondations nécessaires à des changements en profondeur du régime politique chinois susceptibles d'amener à la destruction de l'Etat communiste chinois. Cette thèse doit être tempérée par l'existence, au sein des cadres locaux, des syndicats et de l'armée, de fortes résistances aux réformes capables de contrecarrer les efforts des élites politiques centrales et du monde des affaires.

[684] DENG XIAOPING, *Nous sommes sûrs que la Chine va bien (16.09.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992.

- PARTIE 3 -

COOPERATION FRONTALIERE OU CONFLIT TERRITORIAL EN EXTREME-ORIENT ?

Chapitre 5. ENJEUX REGIONAUX DES TENSIONS EN EXTREME-ORIENT RUSSE

La visite du président Poutine à Pékin en octobre 2004 était, a-t-on entendu, un événement symbolique qui devait illustrer le retour de la politique russe en ce qui concerne les relations sino-russe de la sphère « idéologique -fraternelle » des années 1949 - 1991 à la sphère « des intérêts géopolitiques », qui existait avant la révolution d'Octobre. Dans les années 90, les diplomates russes, et le président Eltsine, avaient à plusieurs reprises appelé au « passé fraternel » entre les deux peuples, mais cette formule ne convenait pas au côté chinois, qui cherchait plutôt à satisfaire ses intérêts et à ne pas créer une alliance politique avec la Russie. L'idée de réanimer une Union sino-soviétique et de contrebalancer la puissance américaine, restait, au fond, une conception de certains diplomates russes de formation soviétique. Les diplomates russes ont cherché, à plusieurs reprises à trouver une formulation pour caractériser les relations bilatérales sino-russes à la suite de la chute de l'URSS. Le Ministère des affaires étrangères russe a parlé de « relations stratégiques » et « prioritaire » ce qui n'a pas grand sens dans le langage diplomatique. En tous cas, les mots « stratégique » et « prioritaire » ne font pas particulièrement sens pour les Chinois.

Le résultat principal de la visite du Président Poutine fut la conclusion de l'accord supplémentaire sur la délimitation frontalière. Il s'agissait du territoire des îles sur les rivières Amour et Oussouri. Ces îles se trouvent pratiquement dans la limite de Khabarovsk et sont déjà intégrées dans l'infrastructure de la ville. Les Chinois n'étaient pas d'accord pour que la Russie réservent ces îles (Tarabarov et Bolshoy Ussuriysky) comme territoire national, qui ne subit pas, en principe, de délimitation frontalière. Finalement, les deux cotés ont trouvé un compromis. Les îles dont la souveraineté était discutée ont été partagées en deux. La frontière sino-russe passe directement à Khabarovsk. Du point du vue de la sécurité, cette proximité avec la Chine est considérée comme « plus que risquée », mais dans la situation d'impasse de la négociation sino-russe, c'était la seule possibilité de régler la question territoriale entre les deux pays. Sinon, la Russie serait restée dans la perspective prévisible d'avoir à faire face à des prétentions supplémentaires de la part de la Chine.

En 2005, les deux Etats n'ont pas encore d'accord général sur toute la ligne frontalière, ce qui permettra, bien sûr, à la Chine de demander plus de concessions non territoriales avant de conclure un tel accord, mais le fait que les deux Etats n'ont plus de secteurs discutables sur la frontière commune[685], doit être considéré comme un renforcement des positions géopolitiques de la Fédération de Russie en Extrême-Orient. A court terme, c'est-à-dire dans les cinq années à venir, il est très peu probable que les deux pays parviennent à un accord général sur les questions frontalières.

Selon une information non–officielle, la Russie aurait pu conserver ces îles, mais en échange les Chinois demandaient un droit prioritaire et un prix très favorable sur l'exportation du pétrole par l'oléoduc « Angarsk Da Qing » (qui reste encore à l'état de projet), mais le gouvernement russe a choisi de sauvegarder le pétrole sibérien pour avoir un mécanisme politique de pression sur la Chine. La presse russe, surtout à gauche, a accusé Poutine d'avoir marchandé le territoire national, ce avec quoi il est possible d'être d'accord. Cependant, la Russie a préservé un espace plus important dans jeu géopolitique contre la Chine. Actuellement, la Russie planifie la réalisation d'un projet d'exportation du pétrole au Japon à partir de la ville de Nakhodka, avec la perspective éloignée de construire un oléoduc parallèle vers Da Qing en Chine. Et même si le gouvernement japonais n'est pas prêt à trouver un compromis avec la Russie sur la question des îles Kouriles, le pétrole, ou plus précisément son absence au Japon, sera aussi un bon moyen de résoudre les problèmes géopolitiques. Les démarches du 9 mars du parlement japonais sur la question « des territoires du Nord » peuvent menacer directement la perspective de la réalisation de ce projet et la réanimation du projet vers la Chine[686].

---

[685] Nous n'oublions pas que les Chinois n'abandonnent pas le concept de « mémoire historique », qui les oblige à se souvenir tout le temps des territoires occupés par la Russie.

[686] Dans la déclaration de la conférence de Potsdam, du 8 août 1945, les alliés ont décidé de restreindre la souveraineté du Japon sur le territoire des îles : Honshu, Hokkaido, Kyushu, Shikoku et d'autres petites îles proposées par les forces d'occupation. Déjà le 29 janvier 1946, le commandement des pays alliés a présenté un mémorandum à l'empereur du Japon, dans lequel le territoire du Japon perdait définitivement toutes les îles Kouriles, ainsi que les îles Habomayi et Shikotan. Le mémorandum a été signé par l'empereur du Japon. Le 2 février 1946, le Présidium du Conseil Suprême de l'U.R.S.S. a inclu la partie Sud de Sakhalin et les îles Kouriles dans le système administratif de la région de Sakhalin et du pays de Khabarovsk de l'U.R.S.S. Selon les normes du droit international, l'Etat acquit (par les résultas de la guerre) le droit sur le territoire occupé de l'autre Etat, y compris si l'Etat vaincu le refuse. Le 29 janvier 1946, le Japon a officiellement perdu son droit sur les îles Kouriles. Aujourd'hui, toutes les demandes du Japon de regagner une souveraineté sur les îles Kouriles peuvent être considérées comme une tentative de révision de la deuxième guerre mondiale. Le 10 mars 2005, le parlement du Japon a adopté une résolution, selon laquelle le gouvernement japonais et le ministère des affaires étrangères ont l'obligation d'élargir les prétentions territoriales du Japon face à la Russie. Cette initiative parlementaire, initiée par le parti communiste japonais, ajoute une phrase sur les « autres territoires au Nord des îles Kouriles », sans plus de précision. Dès lors, il peut s'agir du

Cette situation démontre que la perspective d'un projet (ou de la coopération) économique internationale en Extrême-Orient russe dépend beaucoup des intérêts nationaux du tel ou tel côté. Cette situation concerne au premier rang la Russie qui n'est pas flexible par rapport aux perspectives des grands profits économiques que pourrait apporter sa participation dans la coopération internationale au niveau régional.

D'un autre côté, il existe en Russie une base légale qui protége les intérêts de l'Etat russe dans tout le spectre de la vie sociale. Cela empêche les gouvernements des régions de l'Extrême-Orient russe de participer à des projets de coopération régionale, mais cela joue aussi un rôle de protection de l'économie russe qui reste encore très faible par comparaison avec l'économie chinoise ou japonaise. C'est un élément plus positif que négatif dans la situation actuelle en Asie Pacifique.

La troisième partie de notre travail analysera la situation actuelle de la vie sociale en Extrême-Orient russe et les relations (perspectives) de la Fédération de Russie avec les pays acteurs de la politique régionale en Asie Pacifique.

Une grande partie de notre travail sera réservée à une analyse du système légal russe et à son adaptation à la situation internationale contemporaine. Dans la bibliographie et l'annexe de cette thèse, le lecteur pourra prendre connaissance des documents et lois les plus importants qui règlent tout le spectre de la vie de l'Extrême-Orient russe. L'importance du système légal et des obstacles objectifs à la préparation d'un projet international ne peut être négligée. En effet, la sous-évaluation de ces facteurs peut mettre à mal l'ensemble de la réalisation d'un tel projet.

Depuis la disparition de l'Union Soviétique, l'élite politique continue à se plaire à évoquer le rôle global de la Russie en Asie Pacifique en des discours vagues et pathétiques. Ces politiciens ne rendent pas compte que la Russie n'a ni économiquement ni militairement les moyens d'assumer une telle puissance. Si du temps soviétique la seule présence d'un navire dans l'Océan Pacifique constituait un argument décisif dans toute négociation, la flotte russe est dans un tel état de délabrement qu'elle n'inspire plus ni peur ni respect.

Kamtchatka ou de Sakhalin. Contrairement aux Chinois qui souhaitent trouver des compromis sur les questions de délimitation frontalière, le Japon a décidé de rester sur une position fermée. Cette position est définitivement inacceptable pour le M.I.D. russe qui était prêt à aller jusqu'à « céder » deux des quatre îles. Dans cette situation, il est pratiquement inutile de mener une négociation.

L'Extrême-Orient russe, malgré sa richesse en ressources naturelles, demeure une périphérie pour les pays européens comme pour les pays asiatiques qui l'ont toujours considéré comme une zone peuplée de barbare, une terre inhospitalière et hostile pour les populations civilisées. Pendant quatre siècles, la présence et l'influence russe en Asie Pacifique restèrent dans les limites de ses possessions géographiques : la Russie exploitait les richesses naturelles de ses régions d'Extrême-Orient car il s'agissait de son propre territoire mais ne s'intéressait pas aux pays voisins. La devise d'alors était que « l'Extrême-Orient est une partie de la Russie et la Russie est une partie de l'Europe ». De ce fait, au 21ème siècle, l'influence en Asie Pacifique est partagé entre le Japon, les Etats-Unis, la Chine, la Corée et l'Inde : quand la Russie, constatant l'échec de sa politique européenne, a voulu se tourner vers l'Orient, les positions étaient déjà prises par les autres acteurs. Dans ce contexte, les diplomates russes en sont réduits à tenter de créer une illusion de puissance à laquelle personne ne croit.

L'identité russe ne favorise pas la compréhension mutuelle dans les rapports avec les autres pays asiatiques. La tradition orthodoxe russe communique difficilement avec la civilisation bouddhiste et confucéenne. Si les opportunités économiques apportées par les américains peuvent compenser les contradictions culturelles, les Russes ne disposent pas d'un tel atout. C'est pourquoi l'idée d'une alliance bilatérale avec le Japon ou la Chine semble peu probable.

Il existe néanmoins une sphère dans laquelle la Russie peut être considérée comme un partenaire égal porteur d'un poids réel, même minimal : celle de la sécurité régionale. Ainsi, la question nord-coréenne peut difficilement être résolue sans aide russe. R. Cossa :

« Après quelques siècles d'Histoire d'expansionnisme russe, prétendre aujourd'hui que la Russie ne représente plus une menace militaire revient à nier l'Histoire et à refuser la réalité ».[687]

En outre, le directeur du département des relations internationales du ministère de la défense japonais E. Takesita considère les forces militaires russes comme une menace potentielle sérieuse pour son pays.[688]

[687] R.A.COSSA, *Notheast Asia Security Challenges*, revue Korea and World Affaires, Vol. 18, N.1, 1994, Page 48
[688] *The Japan Times*, 18.03.1993

Jusqu'à la fin des années 1990, la politique étrangère russe s'est caractérisée par son instabilité, en particulier en Extrême-Orient. La Russie a d'abord coupé ses relations avec la Corée du Nord, avant de les rétablir avec difficulté après l'arrivée de Poutine au pouvoir. Puis la Russie s'engagea dans la vente massive d'armements à ses voisins, y compris ses anciens ennemis stratégiques. En 1992 la Corée du Sud fit ainsi l'acquisition de chars B.M.P. et T-80. Cela provoqua des tensions entre les deux Corée et dans toute la zone. A partir de 1992, la Russie commença à vendre massivement des armements à la Chine, ce qui est considéré dans les milieux sinologiques russes comme une catastrophe pour la sécurité nationale en Extrême-Orient.

Après le retrait de Eltsine de la scène politique russe, la politique étrangère réussit à se construire une apparence de stabilité. Les déclarations politiques populistes éclatantes se firent plus rares. Mais la Russie ne peut pas à court terme reconstruire son influence parmi ses ex-satellites en Asie. Les voyages de Poutine au Vietnam et en Corée du Nord témoignent de la volonté russe de rétablir sa présence dans la zone. L'intérêt de la présence russe est partagé par ces pays qui espèrent bénéficier de la vente d'armes bon marché et de matériel nécessaire à la refondation de leur système de production d'armement. Ces initiatives provoquent les critiques des courants démocrates russes qui accusent le Kremlin d'entretenir des relations avec des régimes totalitaires.

Les priorités de la coopération sino-russe entre 1989 et 1999

La fin des années 1980 ouvrit une nouvelle période des relations sino-russes. Les deux pays se retrouvèrent dans une configuration géopolitique inédite : chacun faisant face à de profondes transformations intérieures et extérieures, les deux partenaires furent placés devant la nécessité de faire évoluer leur tactique, de la confrontation à la politesse. Depuis 2001, les deux pays jouissent de l'existence d'un « partenariat stratégique », terme gonflant dépourvu de sens juridique. Malgré l'ampleur apparente de ces changements, la Chine a conservé sa stratégie de politique étrangère au sein de laquelle la Russie est loin de

constituer une priorité[689]. Dans le même temps, la Russie ne dégage aucune priorité claire sur la scène régionale.

La décennie 1989 à 1999 peut être considéré comme une période de test du nouveau partenaire, de son potentiel économique et militaire, de ses forces et ses faiblesses. La Russie s'y est positionnée comme inférieure à la Chine, et les fautes de la diplomatie soviétique de la fin de l'époque de Gorbatchev on aggravé ces tendances. C'est alors que l'U.R.S.S. a perdu sa marge de manœuvre et sa capacité d'initiative stratégique.

Après la disparition de Deng Xiaoping, Jiang Zemin affirma ses positions lors du 15ème congrès du P.C.C. de 1997. Il fit de la politique étrangère de la Chine son domaine personnel réservé et en indiqua les trois priorités majeures : le développement des relations avec les Etats-Unis, l'obtention de résultats concrets dans le processus de réunification avec Taiwan et l'établissement des rapports d'intérêt mutuel avec l'Europe. Les assertions des diplomates russes à propos de la place privilégiée de la Russie dans la politique étrangère chinoises sont donc manifestement exagérées. Les liens entretenus par la Chine avec la Russie ont pour principal ressort la nécessité d'acquérir des technologies militaires modernes (construction d'un porte-avion, obtention d'un système anti-missile et d'un système aéronautique moderne, acquisition de technologie spatiale) et permettent également au pays de bénéficier d'un espace pacifique au nord afin de mieux concentrer sa stratégie au sud.

Bien que la conception de la menace « du Nord » ait cessé de jouer un rôle principal dans la stratégie de défense de la Chine, cette hypothèse n'est pas totalement reléguée dans le passé. Des spécialistes russes de la sécurité estiment que la tâche stratégique assignée aux manœuvres de l'A.P.L. est l'arrêt de l'avancée soviétique[690] dans ses étapes préliminaires. Les militaires chinois considèrent encore la Russie comme un ennemi possédant des technologies et armements plus développés que la Chine. L'année 1991 a amené une transformation de la conception chinoise de défense par rapport à la Russie : les militaires chinois prévoient la multiplication de conflits ethniques locaux dans les marges du territoire russes et, susceptibles de s'étendre au-delà de la ligne frontalière.[691] Depuis 1991, la situation sur la frontière avec la Russie n'exige plus des militaires chinois une

[689] L'Asie du Sud-Est et Taiwan occupent aujourd'hui le haut de l'agenda régional chinois.
[690] Les plans tactiques chinois n'ont pas été modifiés : le terme soviétique continue d'être employé.
[691] En cas de guerre locale, la Chine a pour objectif la protection de sa ligne frontalière et non l'élimination de la force militaire ennemie.

préparation à une guerre longue et épuisante avec le grand voisin. Pourtant, le fait historique de la menace déferlant du nord est profondément ancré dans la psychologie collective chinoise : pendant des milliers d'années, des tribus agressives de nomades ont tenté, parfois avec succès, de conquérir la Chine. Puis, il y a trois siècles les cosaques russes traversèrent l'Amour et furent placés par les Chinois au même rang que les tribus de nomades du passé. L'expansionnisme impérial en Extrême-Orient a fini d'enraciner dans les représentations chinoises l'assimilation des russes à la figure de l'ennemi et l'importance de la question des territoires perdus. R. Scalapino note que « bien que la Chine affirme continuellement qu'elle ne réclamera par le retour de ces territoire, le simple fait que cette question soit ponctuellement évoquée est significatif. »[692]

Les nombreux contacts de l'auteur avec des chercheurs, hommes d'affaires, militaires et étudiants en histoire et sciences politiques en Chine le poussent à penser que les Chinois sont persuadés de ce que la Russie n'a pas définitivement tourné le dos aux ambitions de superpuissance et craignent qu'elle redevienne une force militaire menaçante pour la Chine. En même temps, les Chinois se montrent très critiques envers le « partenariat stratégique » avec la Russie. R. Cossa indique à ce propos que :

« S'il advenait que la Russie et la Chine se couchent dans un même lit, la meilleure chose que pourraient faire les Etats-Unis serait de leur souhaiter bonne nuit, car l'un comme l'autre dormiront avec un œil ouvert. »[693]

La Chine se trouve actuellement au stade de re-création de sa puissance régionale perdue à la suite des guerres de l'opium au 19ème siècle. Toute tentative d'un pays étranger de la restreindre dans cette démarche ne peut qu'être considérée par Pékin comme une marque d'hostilité. Au début du 21ème siècle, le maximalisme du gouvernement chinois dans ce domaine a déjà commencé à engendrer un état de confrontation froide avec les Etats-Unis. Jusqu'à la fin des années 1980, la Chine considérait les Etats-Unis comme un contrepoids à la puissance soviétique dans le monde entier et en particulier en Asie-Pacifique. La disparition de la « menace du nord » modifia ses priorités géopolitiques : malgré ses intérêts économiques, la Chine estime désormais que les Etats-Unis représentent une menace plus sérieuse que la Russie. Ce revirement des perceptions chinoises est en grande partie dû au fait que les Etats-Unis ont surestimé la possibilité d'utiliser les moyens

[692] R. SCALAPINO, *China's relations with Neughbors: The China Challenge: American Policies in East Asia*, N.Y., 1991

économiques pour influencer la politique intérieure chinoise. En Chine, vie économique et hiérarchie politique demeurent séparées : le rôle de l'A.P.L. constitue ainsi la colonne vertébrale du régime communiste. Ce n'est pas l'Etat qui soutient l'économie mais l'économie qui nourrit le système étatique. L'A.P.L. bloque tout changement brusque du système économique et politique afin de préserver sa position dominante dans la société chinoise. Face aux événements de Tian An Men illustrant les tentatives des Etats –Unis de jouer sur la question des Droits de l'Homme et d'introduire les valeurs occidentales dans la société chinoise, le gouvernement chinois a démontré sa capacité à refuser cette ingérence idéologique et à garder à la Chine à l'écart des valeurs occidentales. Parallèlement, à partir des années 90, les Etats-Unis commencèrent à diffuser la thèse de la menace chinoise. En réponse, la Chine multiplia sa propagande anti-américaine. Les tentatives des manifestants chinois de brûler l'ambassade américaine suite au bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en 1999 témoignent du renouveau du nationalisme anti-occidental et anti-américain dans la société chinoise. Cette opposition aux Etats-Unis se traduisant par un auto-renforcement poussa la Chine à se rapprocher de la Russie pour défendre la conception d'un monde multi-polaire. Dans ce contexte, les Chinois soulignent que leur but est d'atteindre la parité militaire avec la Russie pour créer un front d'opposition à l'hégémonisme américain en Asie.[694] De 1993 à 1998, cette possibilité de création d'une alliance anti-américaine a sérieusement intéressé les élites politiques russes, d'autant plus qu'elle s'est profilée au moment des discussions relatives à l'élargissement de l'O.T.AN. Mais les sinologues russes ont toujours exprimé un grand scepticisme par rapport à cette idée. Selon Pr. Maslov, ces tentations de création d'une union sont issues d'actions de désinformation réalisées par le gouvernement chinois à l'encontre du gouvernement russe : la Chine considère le partenariat avec la Russie comme un jeu stratégique destiné à contre-balancer l'axe Washington-Tokyo mais elle n'ira jamais jusqu'à signer avec la Russie un accord militaire du type de celui de 1950. Encore aujourd'hui, certains hommes politiques comme E. Primakov et les dirigeants du parti communiste russe se bercent de cette illusion. Les milieux diplomatiques étaient même prêts à consentir à plusieurs sacrifices pour atteindre cet accord : retour de plusieurs îles frontalières à la Chine, accord sur la présence sans visa de chinois en territoire russe, réduction extrême des contrôles sur les flux de marchandise.

---

[693] R.COSSA, *A marriage of conveniance*, *The Japane Times*, 9.01.1997

La prise de conscience et le renoncement à l'illusion de la coopération politique et économique se produisirent à la fin des années 1990, pour les Chinois comme pour les Russes. L'incapacité à coopérer fut surtout le fait de la partie russe. Ainsi, quand commencèrent les tentatives de renforcement des échanges, au début des années 1990, les Chinois avaient déjà plus d'une décennie d'expérience sur le chemin de la réforme économique, alors que les territoires d'Extrême-Orient russe dans lesquels ils pénétraient n'avaient jamais connu de système capitaliste.

L'Extrême-Orient russe face aux défis créés par ses voisins

Après 1991, malgré la détente des relations inter-gouvernementales, la situation sur la ligne frontalière demeura tendue. La politique de coopération avec la Chine imposée par le gouvernement central russe n'apporta pas la prospérité aux régions d'Extrême-Orient. La situation s'envenima parce que la population dans la zone considéra le processus de démarcation nouvellement engagé comme une trahison des intérêts nationaux russes, et que la vague de produits bons marchés de mauvaise qualité déferlant dans la région et concurrençant les produits locaux provoqua le mécontentement. En outre, comme la plupart des commerçants chinois arrivant en Russie étaient généralement peu éduqués, ils contribuèrent à créer des stéréotypes négatifs sur la nation chinoise.

Ainsi, les cinq premières années de coopération frontalière démontrèrent la non-coïncidence des intérêts des deux nations en Extrême-Orient. Face à cette situation, le gouvernement russe préféra prendre ses distances avec la région ce qui aboutit à un abandon économique et politique. Le seul élément rappelant l'existence du centre est le stationnement de la flotte russe délabrée dans l'Océan Pacifique. Cela n'empêche pas Moscou de produire des déclarations sur l'importance stratégique de l'Extrême-Orient pour la politique russe en Asie Pacifique, alors que la Russie y est bel et bien devenu un acteur passif. Et si les forces militaires russes venaient à quitter la région, le mythe de la puissance russe dans le Pacifique disparaîtrait avec elle. Le territoire russe pourrait alors

[694] Chun HONG CHAN, *The Security situation in Northeast Asia under Transition : Current Trends and Future Agenda*, Revue *Asian Perspective*, Vol. 17, 1993

rapidement reprendre ses dimensions du 15ème siècle, avant les conquêtes de Pierre le Grand.

Au début du 21ème siècle, les régions de l'Extrême-Orient font face à trois défis immédiats : la pression démographique sur les frontières sino-russe et russo-coréenne, le fossé technologique régional et la crise identitaire de la nation russe.

Les territoires du nord-est asiatique, incluant les régions de l'Extrême-Orient russe (Primorye, Khabarovsk, Amour, Kamchatka, Sakhaline, Tchukotka, Magadan, Bouratie), du nord de la Chine (Heilongjiang, Jilin, Mongolie Intérieure, Liaoning), la péninsule coréenne et le Japon couvrent une surface de 4.5 millions de km² et abritent une population de plus de 300 millions d'habitants. La dynamique démographique y est fortement défavorable à la Russie : alors que la population coréenne et japonaise et surtout chinoise s'accroissent fortement, l'Extrême-Orient russe fait face à une grave crise démographique.

Le renouvellement technologique des grands complexes industriels de Sibérie et d'Extrême-Orient russe et le devenir de leur production, qui ne sont pas l'objet de l'attention du gouvernement russe, deviennent des cibles naturelles des partenaires potentiels que représentent le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la Chine. Ainsi, l'attirance de ces grandes entreprises publiques et privées pour ces nouveaux acteurs extérieurs est en constante augmentation, au détriment des liens avec Moscou. D'autre part, le niveau technologique développé en Asie Orientale est bien plus élevé que celui utilisé en Extrême-Orient russe en particulier dans le domaine de la micro-électronique et de l'industrie automobile, faisant peser le risque d'une dévalorisation de l'industrie russe.

La crise identitaire nationale a été auto-provoquée par la société russe à partir de 1991. La Russie post-soviétique n'a pas réussit à proposer une « idée nationale » fédératrice. La nation se trouve donc désorientée et fragmentée entre des petits partis locaux qui proposent une sorte de susbstitut identitaire. Aujourd'hui, l'Extrême-Orient russe est le théâtre d'une confrontation culturelle entre des populations vectrices des cultures japonaise, chinoise et coréennes d'une part, et des russes culturellement désorientés d'autre part. Cela constitue non seulement un danger pour la sécurité nationale mais aussi un danger pour la préservation de la culture russo-slave : les populations russes en Extrême-Orient ont désormais davantage la volonté de créer une communauté d'intérêt avec le Japon, la Corée

ou les Etats-Unis que de sauver leur relation avec Moscou. Une grande partie de l'élite culturelle, technique et scientifique de l'Extrême-Orient russe a émigré, soit en direction de la Russie Centrale, soit, plus fréquemment, vers le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis et l'Australie. L'incapacité du gouvernement central à proposer à la population russe en Extrême-Orient des éléments d'identification nationale, construit la menace d'un Extrême-Orient russe transformé en appendice de ressources naturelles pour le Japon, la Corée du Sud, les Etats-Unis et la Chine. Au début du 21ème siècle, la politique extérieure russe vis-à-vis de l'Extrême-Orient se contente de déclarations sur la nécessité de la présence russe dans la zone défendre l'intérêt national, sans aucunement préciser en quoi consiste cet intérêt national et sans donner les moyens de le préserver.

L'information sur la situation réelle en Extrême-Orient a été recouverte depuis le début des années 1990 de multiples couches de mésinformation produites par les élites régionales avec le soutien du gouvernement central. Ainsi, sans étude de terrain dans la région, il est très difficile de discerner les sources fiables de la masse de la propagande. L'isolement géographique de l'Extrême-Orient qui rend la circulation de l'information difficile et limite l'accès au terrain pour les chercheurs participe largement de ce phénomène de désinformation. C'est pourquoi les centres de recherche de Moscou comme l'Institut d'Extrême-Orient s'efforcent de s'appuyer sur les analyses fournies par les centres de recherche régionaux, tout en étant conscients des limites de ces sources qui peuvent produire des informations fausses pour différentes raisons locales.

L'historiographie contemporaine sur les relations sino-russes en Extrême-Orient russe

La partie contemporaine de l'historiographie relative à a coopération sino-russes au plan régional est volontairement séparée du reste de l'historiographie des relations sino-russes en ce qu'elle connaît un développement propre, relativement indépendant des disputes territoriales intergouvernementales.

V. Larin, de l'Université d'Etat de Vladivostok, propose de classer les recherches sur la coopération régionale sino-russe en trois grand groupes : recherches russes, recherches chinoises, recherches occidentales.[695] Il souligne que les deux premiers groupes ont pour caractéristique commune d'offrir un regard subjectif porteur d'une forte rhétorique nationaliste, tandis que le troisième groupe produit une analyse certes plus objective et plus critique sur l'évolution des relations entre les deux pays, mais limitée par son accès incomplet aux sources.

Bibliographie russe

Les travaux des chercheurs russes portent la marque de l'environnement politique perturbé dans lequel ils ont été réalisés : celui du changement brusque des relations avec la Chine, passant de la confrontation à l'amitié, de la nécessité de légitimer cette dernière, ainsi que de l'absence de définition de priorités pour la politique russe en Extrême-Orient. Cette situation provoqua des désaccords au sein de la sinologie russe à propos de l'évaluation des relations sino-russes contemporaines. La plupart des analystes s'intéressèrent prioritairement au facteur militaire des relations bilatérales. La majorité des travaux publiés

[695] V.L.LARIN, *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii* (La Chine et l'Extrême-Orient russe), Vladivistok, 1998
Un grand intérêt de cette publication est de s'appuyer non seulement sur un large spectre de sources chinoises et russes mais aussi sur des matériaux sociologiques fournis par le laboratoire de sondages dirigé par E.Plaksena et appartenant à la section de l'Extrême-Orient de l'Académie des Sciences de la Russie.

dans les années 90 traite de façon très générale le rôle des régions de l'Extrême-Orient, mettant l'accent sur la globalisation des menaces émanant de la Chine (écologie, démographie, puissance militaire). Le numéro 1 de la revue *Pro & Contra* publiée par la Fondation Kornegi en 1998 constitue un bon exemple de cette tendance. De même, l'approche d'A. Yakovlev des relations sino-russes privilégie une perspective globale de confrontation entre les pays occidentaux et leurs périphéries dont la Chine est à la tête.[696] Le sinologue A. Voskresienskij justifie sa perception de la menace d'absorption de l'Extrême-Orient russe par la Chine par une analyse des rapports de force inégaux entre les deux pays.[697] L'académicien Titarenko qui dirige l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou propose la thèse de la nécessité d'un développement des relations stratégiques s'appuyant sur les relations commerciales et économiques qu'il justifie par le haut niveau d'interpénétration économique des deux pays. Cette conception est largement critiquée dans le milieu sinologique russe.[698]

Deux travaux récents consacrés au problème territorial sino-russe présentent un intérêt tout particulier. Le premier est celui de V. Mâsnikov, « Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle » qui analyse la position de la Russie en Asie Orientale et dans le Pacifique.[699] Le second est celui de B. Tkačenko, intitulé « Les problèmes d'efficacité de la politique étrangère russe en Extrême-Orient ».[700]

L'expansion démographique chinoise en Russie fait l'objet de nombreuses recherches et attire l'intérêt de beaucoup de journalistes. Dans « Le problème de l'importation en Russie de forces ouvrières chinoises » publié dans un volume de *Nouvelle Eurasie* consacré aux relations de la Russie avec ses voisins, le sinologue I. Komissina s'alarme ainsi de la

[696] A.G. ÂKOVLEV, *Rossiâ i Kitaj : sostoânie i perspektivy otnošenij* (Russie et Chine : relations actueles et perspectives), Bulliten de l'information d'I.D.V., N. 3, Moscou, 1995
[697] A.VOSKRESENSKIJ, *Veter s Zapada ili veter s Vostoka? Rossiâ, S.Š.A., Kitaj I mirovoe liderstvo* (Vent oriental ou occidental? Russie, Etats-Unis, Chine et domination mondiale), Revue *Svobodnaâ Mysl'*, N. 10, Moscou, 1996
A.VOSKRESENSKIJ, *Kitaj vo vnešneplolitičeskoj strategii Rossii* (La place de la Chine dans la strategie politique de la Russie), Revue *Svobodnaâ Mysl'*, N.1, Moscou, 1996
[698] M.L.TITARENKO, *Rossiâ i Vostočnaâ Aziâ. Voprosy meždunarodnyh I mežcivilizacionnyh otnošenij* (Russie et Asie. Questions entre-gouvernementales et entre-sivilisationnelles), Moscou, 1994
[699] V.S.MÂSNIKOV, *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle), Moscou, 1996
[700] B.I.TKAČENKO, *Problemy effektivnosti vnešnej politiki Rossii na Dal'nem Vostoke* (Les problèmes d'efficacité de la politique russe en Extrême-Orient), Vladivostok, 1996

rapidité du processus de sinisation de la Russie.[701] Dans « Les Chinois arrivent ? La situation migratoire en Extrême-Orient russe », un autre sinologue russe, V. Portâkov, considère la présence d'une grande diaspora chinoise comme un fait objectif appelant l'édiction d'une réglementation adéquate. Il souligne que la meilleure méthode d'éviter d'être la cible de l'expansionnisme de ses voisins est le renforcement économique et militaire. Comme Mâsnikov, Titarenko et Portâkov sont tous trois de hauts dirigeants de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou, à la prestigieuse réputation, leur opinion est écoutée et respectée par les élites gouvernementales.

Dans l'analyse de la bibliographie russe consacrée aux facettes régionales des relations sino-russes, connaître le parcours de chaque auteur est indispensable : des auteurs qui ne parlent pas chinois sont par exemple peu susceptibles de fournir un point de vue pertinent. La longueur de la bibliographie constitue également un indice pour juger de la fiabilité d'un sinologue russe.

Bibliographie chinoise

Les spécialistes chinois de la Russie ont toujours envisagé les relations régionales sino-soviétiques ou sino-russes dans leur intégration à la politique étrangère globale de la Chine par rapport à ses voisins, dans la lignée des relations de l'Empire chinois avec ses périphéries barbares. Les chercheurs chinois s'écartent généralement peu de la doctrine officielle qui reste elle-même fidèle à la tradition. Cela permet aux analystes russes de prévoir relativement facilement l'évolution de la politique étrangère chinoise. Les lignes de force de la politique chinoise en Extrême-Orient ont été largement présentées au cours de plusieurs conférences s'étant déroulées à Changchun entre 1992 et 1996. D'éminents économistes et politologues s'y sont succédés, et notamment : Wang Shicai, Liu Yantou, Xue Jinxue, Yu Guozhen des Universités du Heilongjiang et du Jilin.

[701] I.N.KOMISSINA, *K probleme importa Rossiej kitajskoj rabočej sily* (Le problème de l'importation en Russie de forces ouvrières chinoises), Revue *Novaâ Evraziâ*, N.5, Moscou, 1996
I.N.KOMISSINA, *Kitajcy idut? Migracionnaâ situaciâ na Dal'nem Vosto*ke (Les Chinois arrivent ? La situation migratoire en Extrême-Orient russe), Revue *Meždunarodnaâ Žizn'*, N.2, 1996

Peu de chercheurs des universités centrales de Pékin s'intéressent à ces questions régionales. Seul, « Un modèle pour l'avenir : la Russie et la zone Asie-Pacifique » de Li Jinze, vice-directeur de l'Institut de l'Europe Orientale, l'Asie Centrale et la Russie, est un ouvrage particulièrement remarquable.[702]

Bibliographie occidentale et japonaise

A partir des années 90, la possibilité d'une alliance entre la Chine et la Russie devint un sujet central des recherches occidentales en Extrême-Orient. Une difficulté majeure pour ces recherches est la difficulté d'accès à la zone. Celle-ci a des conséquences importantes pour les publications qui demeurent très générales. Leur intérêt pour les sinologues russes est néanmoins de comprendre à travers elles les intérêts et craintes des gouvernements occidentaux dans la région. En outre, le point de vue occidental constitue un tiers plus objectif dans le face-à-face des historiographies chinoises et russes.

Viktor Larin classe les publications occidentales relatives à la coopération régionale entre la Chine et la Russie en deux groupes le premier groupe rassemble les travaux généralistes étudiant la situation dans les régions situées de part et d'autre du secteur oriental de la frontière, tandis que le second groupe produit des analyses thématiques, par exemple sur le problème de l'immigration ou celui de la coopération économique.

Parmi les recherches généralistes, le livre de G. Rozman, « Spontaneity and Direction Along the Russo-Chinese Border », est particulièrement complet.[703] Il étudie le processus de rapprochement dans le cadre d'une tendance générale d'intégration de l'ensemble des acteurs en Asie du Nord-Est. J.C. Moltz met en lumière les facteurs locaux qui pèse sur la politique des relations bilatérales.[704] Un point de vue très original est proposé par E. Hyer

[702] LI JIN ZE, *Model' budušego: Rossiâ i A.T.R.* (Un modèle pour l'avenir: la Russie et la zone Asie-Pacifique), Vladivostok, 1996
Ce livre, originellement rédigé en chinois, a été traduit en russe. Il avait été commandé par le « Centre Slave » du Japon.
[703] G.ROZMAN, *Spontaneity and Direction Along the Russo-Chinese Border. Rediscovering Russia in Asia. Sebiria ad Russian Far East*, London, 1995
[704] J.C.MOLTZ, Regional *Tensions in the Russo-Chinese Reaprochement*, Revue *Asian Survey*, N.6, 1995

qui conclue que la prospérité de l'Extrême-Orient russe ne peut passer que par sa sinisation complète.[705]

La série d'analyses publiées par le Centre Slave du Japon (Université d'Hokkaïdo) entre 1992 et 1996 sous la direction de Akihiro Iwashita sont particulièrement riches.[706] Elles soulignent le rôle important des pouvoirs locaux en Extrême-Orient russe et la diversité de leurs intérêts suivant le contexte économique local qui définit leur plus ou moins grande résistance à une coopération avec la Chine.

Le problème de l'immigration chinoise est évoqué dans la majorité des publications occidentales mais constitue rarement le sujet central de ces études. Kim Won Bae, sinologue américain d'origine coréenne suggère que la présence chinoise en Extrême-Orient russe et les problèmes sociaux qui l'accompagnent risque de créer des difficultés intérieures en Russie du fait de la sinophobie qui s'est renforcée pendant la dernière décennie.[707] Il souligne que l'utilisation des forces ouvrières chinoises constitue la base du modèle d'occupation économique qui s'est créé en Extrême-Orient russe.

Le problème de la démarcation territoriale de la frontière sino-russe est essentiellement abordé par les auteurs japonais. En effet, cela leur permet de modéliser et planifier les réactions chinoises dans la résolution de leurs propres contentieux territoriaux avec la Chine. En outre, les Japonais suivent avec attention l'évolution de la situation en Extrême-Orient russe et les initiatives chinoises dans la zone car le Japon s'y conçoit comme un concurrent de la Chine. Dans la région de Primorye, les Russes se montrent ainsi plus accueillants envers les Japonais qu'envers les Chinois. Enfin, les Japonais surveillent les réactions russes à ces tensions territoriales, car de celles-ci dépendra la stratégie japonaise par rapport à la Russie et en particulier la résolution du problème des îles Kouryles. Le livre de M. Saïto, « Etablissement d'un partenariat stratégique dans la politique étrangère russe par rapport à la Chine » est consacré à cette problématique. Les publications occidentales préfèrent aborder ces problèmes sous l'angle de la non-coopération frontalière

[705] Sité par V.L.LARIN dans *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii* (La Chine et l'Extrême-Orient russe), Vladivistok, 1998, page 17. Source, Voir : E.HYER, *China and the Asianization of the Russian Far East*, Atlanta, 1995
[706] Akihiro IWASHITA, *Russo-Chinese Relations in the Post-Cold War Period*, poublié par *Slavic Research Center*, Sapporo, 1997
[707] KIM WON BAE, Sino-*Russian Relations and Chinese Workers in the Russian Far East*, Revue *Asian Survey*, N.12

– une approche qui ne permet pas de prendre en compte certains facteurs essentiels comme celui de la démarcation territoriale.[708]

Aspects juridiques de la coopération sino-russe en Extrême-Orient

Jusqu'à la fin de l'année 1997, les relations sino-russes étaient minées par le manque de documentation administrative et juridique ou d'accord d'intergouvernemental règlementant la coopération économique frontalière. Néanmoins, cette lacune était en partie compensée par une multitude d'accords et contrats signés par les administrations et gouvernements locaux des régions d'Extrême-Orient russe avec leurs homologues en Chine, en particulier les provinces du *Dongbei* (Nord-Est). La sinologie russe qualifie cette pratique des régions de l'Ouest de l'Oural, de « bricolage juridique ». Même, aujourd'hui, en 2004, le gouvernement fédéral central continue à déployer beaucoup d'efforts pour se libérer de cette masse anarchique de documents, qui constitue un obstacle majeur à la création d'un cadre juridique normal pour l'épanouissement des relations bilatérales. La plupart de ces accords, conclus entre 1989 et 1993, soulignaient la volonté partagée de développer la coopération économique, scientifique technique et culturelle, tout en se contentant de formules générales et vagues pour décrire les mécanismes de leur réalisation. Ces accords précisaient en effet que les modalités pratiques de cette coopération seraient ultérieurement déterminées par des décisions législatives et administratives dans chacun des deux pays, en prenant en considération des intérêts des gouvernements locaux ainsi que la stabilité de la situation politique intérieure. Les sinologues russes Maslov, Larin et Galenovič critiquent beaucoup ces accords pour leur inefficacité. Ils estiment que leur mécanisme de mise en œuvre était condamné à l'échec, du fait de l'absence de responsables politiques russe, au plan local comme au plan national, pour gérer la coopération avec la Chine. Dans un même temps, les gouvernements locaux chinois conscients de la vulnérabilité des régions d'Extrême-Orient russe, s'autorisèrent à prendre quelque libertés par rapport à leurs engagements envers les partenaires russes, revenant sur des accords signées auparavant. Les relations économiques, et tout particulièrement le

[708] S. COLIN, *Le développement des relations frontaliers entre la Chine et la Russie*, Revue *Les études du CERI*, N. 96, juillet 2003

commerce frontalier, se développèrent de façon anarchique, en l'absence de toute réglementation administrative.

Ce n'est qu'en novembre 1997, à Pékin, que les gouvernements chinois et russe signèrent un « Accord relatif aux principes de coopération entre les sujets de la Fédération de Russie et les provinces, régions autonomes, et villes dépendant du pouvoir central de la République Populaire de Chine »[709] Ainsi, ce n'est que depuis cette année que les relations frontalières entre deux pays sont réglées par un acte de droit international. Tous les accords, déclarations, contrats et les autres documents signés avant 1997 par les gouvernement locaux russes ne peuvent, en effet, pas être considérés comme des documents légaux et ne lient donc pas le gouvernement fédéral russe. Si les gouvernements locaux d'Extrême-orient russe entendent signer de nouveaux accords de coopération avec les provinces chinoises voisines, il leur faudra s'appuyer explicitement sur l'accord de 1997.

Ce chaos juridique affectant les relations sino-russes, au niveau régional, dans les années 90, ne s'est légèrement ralenti qu'après 2001, avec les efforts de Vladimir Poutine a pour re-centraliser le pouvoir. Elle prend largement racine dans la rotation accélérée des cadres ayant affecté l'Extrême-Orient russe durant toute la première moitié des années 90 : les fonctionnaires qui avaient réussi à poser des bases pour une coopération avec leurs homologues chinois étaient contraints à quitter leurs postes, tandis que les nouveaux venus souvent néophytes et sans connaissance de la langue chinoise, reprenaient à zéro la tâche complexe de création des contacts, ou montraient peu d'intérêt au maintien de bonnes relations avec les régions chinoises voisines.

Paradoxalement, le désordre régional s'est imposé à la fin des années 80, alors que Gorbatchev déclarait sa volonté de normaliser les relations sino-soviétiques. Ce nouveau cours politique envers la Chine imposé par Moscou était inattendu et incompréhensible pour les régions de l'Extrême-Orient soviétique : ni le pouvoir administratif, ni la hiérarchie militaire n'avaient reçu d'instruction précises de Moscou quant à la politique à mener envers le voisin de l'autre côté de l'Amour. Les demandes adressées à plusieurs reprises par les comités du parti communistes locaux au secteur des relations internationales du P.C.U.S. et aux Ministères de l'U.R.S.S. de poser un acte juridique

[709] « *Soglaŝenie o princypah sotrudničestva meždu sub″ektami Rossijskoj Federacii i provincyâmi, avtonomnymi rajonami i gorodami central'nogo podčineniâ K.N.R.* »

balisant le développement des contacts avec les Chinois demeurèrent sans réponse. Le comité central, accaparé par la politique de perestroïka, la glasnost et la démocratisation, ne pouvait plus s'occuper du développement économique des régions. Apres 1988, la situation économique et politique de l'U.R.S.S. franchit un seuil de non-retour. Selon Victor Larin et Galenovič, les régions russes situées à l'est de l'Oural devinrent isolées du cœur de la Russie européenne. Les mécanismes du gouvernabilité soviétiques ne fonctionnaient plus.

L'élite « partitocratique » régionale n'avait et ne pouvait créer sa propre vision politique envers la Chine. L'Extrême-Orient russe constituait avant tout une zone de défense du pays et avait donc été habituée à suivre strictement les ordres envoyés de Moscou. Même s'il l'avait souhaité, le pouvoir en Extrême-Orient n'avait donc pas la capacité de prendre l'initiative de créer de lui-même un nouveau type de relations avec son voisin. Il attendait un ordre direct et clair du gouvernement soviétique. Néanmoins, face au sentiment de forteresse assiégée partagé par la population russe d'Extrême-Orient, les administrations locales furent contraintes de réagir en édictant des réglementation militaires et en procédant à une mobilisation de l'économie. Dans ce contexte, les prises de positions de Gorbatchev ne pouvaient qu'être incomprises en Extrême-Orient.

Toutefois, de premiers contacts furent établis au niveau des administrations et des comités du parti dès la fin de 1988. Ils relevaient essentiellement de l'établissement de relations personnelles entre figures de premier plan des régions frontalières de deux pays. Comme le souligne Victor Larin, cette période fut caractérisée par des visites permanentes des délégations des deux pays, des rencontres fréquentes, de riches banquets, de nombreux échanges de somptueux cadeaux, ne résultant qu'en déclarations abstraites n'engageant personne à rien[710].

En 1991, tandis que le gouvernement de Gorbatchev combattait en vain le séparatisme, dans les républiques baltes et le Caucase, l'Extrême-Orient russe restait livré à lui-même pour résoudre ses problèmes. *De facto*, cela entérinait l'isolation juridique de la Russie Centrale, dont l'Etat central ne commencerait à se préoccuper qu'après 2001. C'est dans ce

[710] Le 11 juin 1988, à Chanchun, les représentants de la province du Jilin signèrent avec la région de Primor'e, un « *Protocole sur l'intention d'élargir la coopération économique et commerciale entre la province chinoise du Jilin et la région de Primor'e* » (*Protokol namerenij po rassšireniû torgovo-ekonomičeskogo sotrudničestva meždu provincyej JiLin i Primorskim kraem*). Déjà, au mois de juillet de la même année, à Primor'e, la délégation du Heilongjiang avait signé plusieurs déclarations d'intention avec de

contexte que les régions d'Extrême-Orient avaient commencé à créer leur propre base juridique. S'il est exagéré d'affirmer que toute communication entre le centre et la périphérie russe avait été interrompue, il reste qu'au cœur de la crise économique profonde caractérisant les dernières années de la *perestroïka*, les régions russes ont été victimes de nombreuses restrictions. Le seul moyen de s'approvisionner restait l'établissement de relations directes avec les provinces chinoises, en situation de surproduction de produits agricoles.

La région de l'Amour (*Amurskaâ oblast'*) détient le record du nombre d'accords signés avec la partie chinoise[711] en une seule année. En juin-juillet 1992, la délégation officielle de l'administration de *Primorskij kraj* effectua un grand périple à travers les provinces voisines du Heilongjiang et du Jilin pendant lequel furent signés des accords sur l'établissement de relations amicales[712]. En décembre 1992, la région de Khabarovsk conclut un accord de coopération économique de long terme avec la province du Liaoning. Pourtant, la plupart des engagements stipulés dans ces documents demeurèrent irréalisés. Les seules relations économiques qui se mirent en place avec succès entre les régions frontalières furent les échanges directs de marchandise, fondés sur le principe du troc. L'attitude des gouvernements locaux russes était dictée par la préoccupation de la survie de leur population et par l'opposition à la position gouvernementale quant à la démarcation de la ligne frontalière. Le paradoxe de cette page de l'histoire contemporaine russe réside ainsi dans des gouvernements régionaux multipliant les accords de coopération avec leurs homologues chinois tout en lançant des appels alarmistes au gouvernement central à quant au « péril jaune ».

Cette montée de la crainte envers la population chinoise les conduisit à combattre l'immigration clandestine chinoise. A partir de 1992, le Ministère des Affaires intérieures russe se livra à une véritable chasse aux chinois restés en Russie après l'expiration de leur visa. En général, il s'agissait de petits entrepreneurs commerçant entre les deux rives de l'Amour (Heilongjiang). Par ces initiatives, les gouvernements locaux s'inscrivaient en totale contradiction avec les accords qu'ils avaient conclus quelques mois auparavant. Le

---

grandes entreprises d'état : *Glavsnab, Krajagroprom, Glavvladivostokstroj* et quelques usines de confection de la ville de Vladivostok.

[711] Le 2 juin 1991, les dirigeants des province du Heilongjiang et de *l'Amurskaâ oblast'* signèrent un « Accord sur le développement et la consolidation des relations économiques, commerciales et culturelles » (*Soglašenie o razvitii i ukreplenii torgovo-ekonomičeskih, hozâjstvennyh i kul'turnyh otnošenij*). Pendant l'été 1991, *Amurskaâ oblast'* a signé 13 différents contrats et accords avec le district chinois de Heihe.

[712] Les deux documents sont datés du 21 juin et du 28 juillet.

développement des relations économiques et l'élaboration de projets communs avaient quitté le devant de la scène politique locale. Ce revirement était essentiellement dû à la partie russe, comme le montre le sinologue N. Kononkova : entre juin 1991 et janvier 1995, seuls 26 des 80 programmes communs initiés par les gouvernements de la région de l'Amour et de la province du Heilongjiang ont été effectivement réalisés. De même, sur 17 accords signés par ces deux régions, seuls 6 ont été mis en application. La région de Primor'e n'a que rarement envoyé de délégation à la foire internationale (ârmarka) de Harbin, alors que l'objectif de cet événement était le développement du commerce frontalier des pays d'Asie Pacifique et d'Asie du Nord (Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Chine et Russie). Contrairement aux régions chinoises, la partie russe ne s'investit pas dans la construction et le développement de l'infrastructure de logistique des zones frontalières.

L'instabilité politique générale russe, notamment en Extrême-Orient, a eu des répercussions directes sur les contacts régionaux sino-russes. Ainsi, chaque nouvelle administration régionale russe s'empressait de conclure, dès son arrivée au pouvoir, un « accord de coopération » avec le voisin chinois.

Les ambitions personnelles des dirigeants régionaux peuvent en partie expliquer cette frénésie d'accords[713]. En 3 ans, de janvier 1992 à janvier 1995, la région de l'Amour conclut ainsi 4 accords de coopération avec le district de Heihe. En juin 1995, le chef de l'administration de Primor'e, Evgeni Nazdratenko, signa un accord sur « l'établissement de relations économiques, commerciales et culturelles » avec les provinces du Heilongjiang et du Jilin, qui se contentait, sans y faire aucune référence explicite, de réitérer presque mot pour mot les clauses d'un accord similaire signé en 1985.[714]

Toutefois, un autre motif est à prendre en compte dans l'analyse de l'enrayement de la coopération régionale : il s'agit des relations ambivalentes entre le gouvernement central et les élites régionales.

En été 1991, une administration du Primor'e envoya à Moscou une « proposition d'ouverture du marché du commerce frontalier sur la ligne frontalière de l'U.R.S.S. et de la

[713] La partie russe préférait expliquer la re-conclusion des accords du coopération comme une preuve et la démonstration d'une bonne volonté par rapport aux amis chinois.
[714] L'accord de 1985 était un des premiers documents (au niveau régionale) dont le rôle principal était d'affaiblir au maximum la tension entre les deux pays. Il sagit d'une sorte de soupape du vapeur. En réalité, l'efficacité des documents de ce genre était minimale.

R.P.C. »[715]. La partie chinoise proposait en particulier d'autoriser les citoyens soviétiques à pénétrer de 300 mètres en territoire chinois sans visa. Le M.I.D. soviétique laissa cette lettre sans réponse.

En mai 1992, la région de Primor'e adressa au chef du gouvernement fédéral russe, Egor Gaydar, quelques propositions concrètes visant à créer les conditions favorables au développement des relations régionales entre la Russie et la Chine. Ces propositions comprenaient notamment : la construction d'une gare-terminal à Grodekovo, la permission du gouvernement central de laisser la région de Primor'e gérer les taxes douanière afin de faciliter l'aménagement des passage frontaliers avec la Chine, ainsi que la création de zones économiques spéciales[716] dans les contrées de Pogranichny et Hasansky. Le gouvernement de Gaydar s'opposa à cette initiative, arguant de la protection des intérêts nationaux.

Egalement en 1991, le gouvernement du Hei Long Jiang proposa la création d'une commission de coordination permanente, à laquelle participeraient des représentants des régions de l'Extrême-Orient russe et de la province du Hei Long Jiang. Il offrit d'envoyer des émissaires à Moscou, Novossibirsk, Khabarovsk, Vladivostok, Blagoveschensk et Birobidjan, qui seraient chargés de la coordination locale d'activités conjointes de développement. Mais, une fois encore, le gouvernement russe s'abstint de toute réponse.

Néanmoins, au niveau régional, un certain nombre de questions liées à la présence chinoise en Extrême-Orient russe furent résolues beaucoup plus rapidement et efficacement. En effet, à partir de 1992, le gouvernement central russe tendit à se désintéresser des régions situées à l'Est de l'Oural : les gouverneurs des régions frontalières bénéficièrent ainsi d'une relative autonomie. Le 7 janvier 1993, fut signé à Vladivostok un accord entérinant l'ouverture d'une « représentation de la province du Hei Long Jiang à Vladivostok, en charge des affaires du travail et des relations économiques extérieures ». De même, en 1993 fut ouverte à Nakhodka une représentation officielle de la ville de Sui Fei He.

Toutefois, jusqu'à la mi-1993, la politique des régions de l'Extrême-Orient russe ne se distingua pas beaucoup de celle menée par le gouvernement central : les gouvernements locaux n'osaient pas prendre d'initiative et préféraient attendre les instructions de Moscou. Les événements d'octobre 1993 à Moscou bouleversèrent cet état de fait dans l'ensemble

[715] *Predloženie ob otkrytii rynka prigraničnoj torgovli na linii gosudarstvennoj granicy SSSR i KNR*.
[716] *Svobodnaâ Ekonomičeskaâ Zona* (S.E.Z.)

des régions russes. Le coup d'Etat accéléra la prise de conscience des régions de leur nouvelle liberté d'action : ces dernières se saisirent sans attendre de cette aubaine.

A partir de la fin de 1993, les régions d'Extrême-Orient commencèrent à comprendre les mécanismes leur permettant d'influencer la politique chinoise du gouvernement central. C'est alors que le thème du « péril jaune » s'imposa sur la scène politique régionale de l'Extrême-Orient russe. La reprise par les élites régionales de ce terme, très courant dans les années 1880, ouvrit un vaste champ de manœuvre à l'encontre des positions du gouvernement central. Les publications alarmistes, ainsi que la prépondérance de ce thème dans les médias (en particuliers les radio et chaînes de télévisions) régionaux d'Extrême-Orient contribua largement a exagérer une menace qui n'avait alors aucune base réelle. Ces initiatives parvinrent à attirer l'attention du gouvernement central sur les régions d'Extrême-Orient. Toutefois, la réaction des structures fédérales ne fut pas constructive : au lieu d'envoyer une commission enquêter sur la réalité de la présence chinoise en Russie, le gouvernement central se contenta de charger les administrations régionales de combattre contre cette menace, en s'appuyant sur leurs propres forces, tombant ainsi dans le piège tendu par les gouverneurs régionaux : les dirigeants locaux renforcèrent leur position sur la scène politique russe, en devenant, aux yeux de la population locales, les uniques protecteurs contre l'expansion chinoise et contre un centre fédéral inconscient de la menace. Grâce à cette légitimation populaire, les élites régionales bénéficièrent d'une modification des rapports de force avec le pouvoir central : pour le gouvernement fédéral, elles étaient devenus irremplaçables en ce qu'elles s'appuyaient sur un soutien fort des masse populaires. En outre, le manque de cadres compétents, largement lié à la crise structurelle des services de contre-renseignement russes (M.B., F.S.K., F.S.B.) paralysa les mécanismes de collecte d'information confidentielle qui auraient pu permettre au centre fédéral d'acquérir une vision claire de la situation réelle en Extrême-Orient[717]. Simultanément, la montée de la rhétorique du « péril jaune » effraya les Chinois : beaucoup choisirent de ne pas s'implanter en Russie à long terme et se contentèrent de réaliser des contrats courts, porteurs de profit immédiat. La réalisation de grands projets tels que la création des « zones économiques ouvertes » fut retirée de l'ordre du jour. Finalement, à l'aube des années 2000, le pouvoir local avait réussi à créer un système

[717] En 1996, il n'y avait, à Khabarovsk, que 7 officiers de sécurité fédérale chargés des questions de contre-espionnages contre la Chine, alors qu'à l'époque soviétique plusieurs centaines officiers du K.G.B. étaient assignés à cette tâche dans la région.

« parasitique », pratiquant un développement extensif de l'économie se fondant sur le racket de la population russe et des hommes d'affaires chinois.

Depuis une douzaine d'années, la sinologie russe affirme que le seul moyen pour assurer la survie de l'Extrême-Orient russe, réside dans sa réorientation vers les marchés d'Asie du Nord-Est. Pourtant, les actions déployées par le gouvernement central et les administrations locales vont dans le sens inverse à l'intégration de l'économie nationale russe dans les structures de économiques asiatiques. Il est possible que cette position surprenante ait été dictée par la crainte du séparatisme et de la désintégration du pays. D'autres explications insistent sur le rôle des « patriotes » russes se défiant d'un développement pacifique de la Chine. Enfin, une dernière interprétation couramment avancée est celle de la trahison des intérêts nationaux par l'élite partitocratique soviétique restée au pouvoir après 1991 n'étant muée que par son enrichissement personnel. Il est impossible de trancher entre ces différentes thèses, chacune d'entre elle apportant certainement un élément de vérité à la compréhension de ce problème. Pour notre part, nous nous efforcerons de replacer l'analyse de cette question dans le cadre de la vie sociale, politique et économique des régions frontalières de l'Extrême-Orient russe. Nous espérons pouvoir fonder sur ces observations une vision prospective de la voie que pourrait choisir la Russie dans la détermination de ses relations avec l'Asie Pacifique. En effet, la Fédération de Russie est actuellement placée devant le choix entre une intégration et une pénétration mutuelle des cultures et des économies nationales sur l'espace de l'Extrême-Orient d'une part, et l'isolationnisme d'autre part. C'est cette seconde piste qui semble pour le moment privilégiée, tant envers l'Asie qu'envers l'Europe.

L'année 2000 a apporté quelques corrections à la vie politique régionale. Suite au retrait officiel d'Eltsine de la scène politique russe, le gouvernement central lança une politique de centralisation du pouvoir et s'efforça d'instituer des mécanismes de garantie directe de l'obéissance des régions envers le centre. L'une des premières conséquences de ce revirement politique fut l'impossibilité pour les régions de mener leur propre politique étrangère et de conduire des activités commerciales sans que ne soit examinées au préalable, par le pouvoir central, leurs conséquences sur la sécurité économique du pays. La presse russe qualifia les réformes du système administratif proposées par le président Poutine de « retour vers au contrôle total de tous les aspects de la vie politique et sociale de la Russie », en référence à l'époque stalinienne. Néanmoins, une telle politique ne semble

pas totalement injustifiée étant donnée l'état de chaos de la vie économique, sociale et politique en Extrême-Orient russe.

Aspects économiques de la coopération sino-russe en Extrême-Orient

Les liens économiques entre la Chine et L'U.R.S.S. commencèrent à se reconstituer dès 1983, à partir de la signature de « l'accord sino-soviétique sur le reprise du commerce frontalier »[718], qui permettait la reprise des échanges commerciaux entre les province chinoises du Hei Long Jiang, du Xinjiang et de Mongolie Intérieure et les régions russes frontalières. Les formes de ce commerce étaient rigoureusement règlementées : les deux parties pouvaient échanger leurs marchandise par un système de troc en mentionnant une valeur en francs suisse sur le contrat. Jusqu'en 1989, seules les grandes entreprises publiques soviétiques pouvaient mener des activités de commerce international[719]. A partir 1989, toutes les entreprises et organisations d'U.R.S.S. reçurent l'autorisation d'opérer sur le marché international sans intermédiaire[720]. Deux documents du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. constituèrent la base juridique de cette activité : le décret (*Postanovlenie*) du 2 décembre 1988 et celui du 7 mars 1989. Ces textes stipulaient que la seule condition pour accéder librement au marché international résidait dans une formalité d'enregistrement officiel de l'identité juridique souhaitant entreprendre des activités de commerce international. Le décret (*Ukaz*) du président de la Fédération de Russie du 15 novembre 1991 relatif à « la libéralisation de l'activité commerciale internationale sur le territoire de la Fédération de Russie »[721] leva cette restriction minimale et permit aux entreprises de toutes formes légales de conduire des opérations d'import-export. Suite à la publication de ce décret, le nombre des commerçants russes travaillant avec la Chine fut multiplié par

[718] *Sovetsko-Kitajskoe soglašenie o vozobnavlenie pograničnoj torgovli ot 14 aprelâ 1983*
[719] Les petites et moyennes entreprises privées furent légalisées à la fin du perestroïka. Elles ne ne pouvaient pas représenter de vrais concurrents pour la machine administrative soviétiques tant qu'il leur était interdit d'opérer sur le marché chinois. La loi de la coopération (zakon o kooperacii) qui leur permit d'acheter les produits à l'étranger bouleversa la donne.
[720] A l'époque, il s'agissait du « ministère des relations économiques internationales de l'U.R.S.S. » (Ministerstvo vnešnej torgovli S.S.S.R.).
[721] *Ukaz prezidenta Rossijskoj Federacii o liberalizacii vnešneekonomičeskoj deâtel'nosti na territorii R.F. ot 15 noâbrâ 1991 goda*

plusieurs centaines.[722] Peu après, la partie chinoise leva également tous les obstacles empêchant ses citoyens de pénétrer sur le marché russe.

Toutefois, les gouvernements soviétiques puis russes prirent l'habitude de modifier régulièrement les règles administratives du marché russe, notamment en ce qui concernait le système des quotas, les règles de licenciement, les tarifs et les taxes. Les administrations régionales imitèrent rapidement le mouvement impulsé par le pouvoir central. Les sinologues russes y voient l'utilisation des failles du système législatif et administratif de la Fédération de Russie, par les élites locales, peu intéressées par le développement de relations profondes avec la Chine. Ce manque de volonté était le résultat de la psychologie de « forteresse assiégé » qui dominait alors l'esprit de tout Extrême-Orient russe, et ne s'est pas éteint avec la disparition de l'U.R.S.S. Pendant 30 ans, les Russes de Vladivostok et Khabarovsk s'étaient attendus à une invasion massive de l'armé chinoise : il était impossible de changer immédiatement cette « psychologie de la défense ». Ce facteur peut être considéré comme un des principaux pour expliquer pourquoi les pays (*kraj*) et régions (*oblast'*) d'Extrême-Orient russe n'ont pas adopté le modèle du développement économique des provinces du Nord-Est de la Chine.

A la fin des années 80, l'U.R.S.S. ne comptait que 1 300 entreprises d'Etat exportant des produits vers la Chine. Mais la forte concurrence entre elles permit aux chinois d'acquérir des produits de haute technologie à un les prix dérisoire. Selon Galenovič et Maslov, ce commerce étatique a non seulement causé des dommages à l'économie des régions d'Extrême-Orient, mais aussi porté préjudice à la défense nationale russe. En effet, les Chinois ont profité du désordre du système de sécurité intérieure, alors incapable de détecter les transferts de technologies de défense. Les archives du F.S.B. fournissent de nombreux exemples des contrats conclus durant cette période : 500 tonnes de ciment spécial[723] furent ainsi changés contre 138 vestons en cuir, une tonne d'aluminium contre 4 pardessus en fourrure de chien et un wagon de bois contre 14 400 crayons contre les cafards. Deux organisations de Vladivostok, « *Primorskstrojmaterial* » et « *Primorskkrajpotrebsoûz* » ont payé 265 francs Suisse pour une tonne de pommes de terre chinoise.

[722] Entre 1994 et 1998, l'auteur de cette thèse a accompli de nombreuses missions sur la ligne frontalière sino-russe, où il a participé aux contacts officiels entre les représentants du service fédéral des gardes frontières (F.P.S.) et les officiers du ministère de la sécurité civile, institution responsable du contrôle de la frontière en Chine.

[723] Ce type de ciment est utilisé pour la construction de fortifications anti- nucléaires.

De l'autre coté de l'Amour, la situation était très loin d'être semblable au chaos russe. Dès le début, la Chine avait organisé le système de façon à centraliser la gestion de l'économie des provinces du Nord-Est. A la fin de 1987, le gouvernement de la province du Hei Long Jiang reçut de Pékin l'ordre de rassembler un groupe de chercheurs et analystes pour évaluer l'expérience et analyse les perspectives du commerce frontalier avec l'U.R.S.S. depuis 1949. Le rapport fut rendu trois mois plus tard et approuvé le 19 avril 1988 par le Conseil de l'Etat de la République Populaire Chinoise. En 1989, la province du Jilin proposa sa propre stratégie de contacts avec l'U.R.S.S. Cette politique de centralisation et de contrôle de la part du gouvernement central chinois porta ses fruits : en 1993, les trois provinces frontalières chinoises réalisaient 40% de tout le commerce sino-russe et la circuit monétaire pour une valeur de 3 milliards de dollars américains.

Dès les premiers mois de contacts économiques entre l'U.R.S.S. et la Chine, il apparut clairement que la Chine avait développé une stratégie claire pour tirer parti de cette coopération mutuelle : elle acquérait massivement des ressources naturelles telles que le bois (futaie), les engrais, le ciment, le charbon, les métaux, les poissons, la graisse d'ours ou le poison de serpents. En échange, la Russie recevait des produits manufacturés de basse qualité, voir dangereux pour la santé[724]. Les experts économistes du F.S.B. estiment que 65% des produits envoyés par la Russie en Chine étaient issus de l'industrie chimique, tandis que 60% des produits chinois exportés en Extrême-Orient russe étaient manufacturés. Il est impossible d'évaluer avec précision le montant des pertes soviétiques puis russe dans ces pratiques de troc frontalier. Ni les institutions d'Extrême-Orient, ni le centre fédéral n'ont réalisé de statistiques à ce sujet. Les sinologues russes Maslov, Galenovič, Larin et Tihvinskij évoquent des milliards et milliards de dollars perdus par l'économie nationale russe.

Les supers revenus que la Chine a tiré de ce commerce avec la Russie ont donné un élan au développement et à la croissance rapide des villes et villages proches de la ligne frontalière sino-russe. Des villages qui, jusqu'à peu, n'étaient même pas mentionnés sur les cartes chinoises se transformèrent en centres régionaux. Ainsi, dans le Hei Long Jiang, le village de Sui Fei He qui, en 1989, ne comptait que quelques petites maisons, était devenu, en cinq

[724] Les producteurs chinois continuent à utiliser des matériaux toxiques. La presse régionale et nationale russe se fait régulièrement l'écho d'affaires telle que celle des peluches radioactives.

ans, l'une des plus grandes villes du Nord-Est de la Chine[725]. De 1985 à 1992, les économies des quatre régions d'Extrême-Orient russe (*Amurskaâ Oblast, Čitinskaâ Oblast, Primorskij Kraj, Khabarovskij Kraj*) devinrent étroitement dépendantes de l'économie des régions chinoises voisines[726]. En 1993, les produits chinois représentaient 94 % de la valeur de tous les produits échangés dans l'économie de la région autonome juive (*Evrejskaâ Avtonomnaâ Oblast*) et de la région de l'Amour *(Amurskaâ Oblast*).

Un seul point positif émerge de ce chaos : au cœur de la période de crise profonde du système économique et politique de la Russie du début des années 90, alors que beaucoup de liens entre l'Extrême-Orient russe et la Russie centrale furent coupés, le commerce anarchique avec la Chine constitua le seul moyen d'approvisionnement permettant la survie de la population d'Extrême-Orient russe.

Les accusations dirigées contre la Chine par des chercheurs comme Yuri Galenovič, selon lesquelles les Chinois auraient largement profité de la crise économique en Extrême-Orient russe semble injuste. La Chine a eu raison de protéger ses intérêts nationaux et de développer l'économie nationale : ce n'est pas sa faute si, contrairement à Pékin, Moscou n'a pas su proposer de stratégie de développement de l'économie nationale jusqu'en 2004.

Au début des années 90, les intérêts de l'Extrême-Orient russe à des relations renforcées avec les régions chinoises voisines étaient nombreus : approvisionnement du marché en produits alimentaires, utilisation des technologies asiatiques pour résoudre les problèmes d'alimentation de la population, émancipation envers la Russie centrale incapable de satisfaire les besoins des régions éloignées ; formation de réserves monétaires propres (en devises étrangères) après avoir atteint un solde positif dans les opérations de commerce international et par le transit des cargaisons par le territoire des régions ; élimination du déficit de main d'œuvre ouvrière permise par l'invitation de travailleurs temporaires chinois; création d'un régime favorable pour les producteurs régionaux souhaitant pénétrer le marché chinois ; possibilité pour les provinces du nord-est de la Chine d'accéder au

[725] Certains sinologues russes considèrent que des villes comme Sui Feng He ont un caractère parasitique car leur économie se base sur la consommation de ressources venant de la Russie. Si la Russie venait à fermer sa frontière avec la Chine, ces villes seraient condamnées à une disparition rapide.
[726] Cette relation était particulièrement forte pour *l'Amurskaâ Oblast* et le *Čitinskaâ Oblast*
Dal'nij Vostok Rossii. Ekonomičeskoe obozrenie (L'Extrême-Orient russe : Observations économiques), Khabarovsk, 1995

Pacifique ; tentative d'implanter des usines en Chine dans le cadre de la reconstruction du complexe industriel du Nord-Est de la Chine[727].

Réciproquement, à la même période, les provinces chinoises du Nord-Est et le gouvernement central comprirent que des intérêts variés les poussaient à commercer avec leurs homologues russes : débouchés pour leur production permettant de résoudre partiellement le problème du surplus de ressources humaines dans l'agriculture ; importation de ressources naturelles russes répondant aux besoins élevés pour le développement local ; pénétration économique en Extrême-Orient russe et création de positions stables pour défendre les intérêts de long terme de la Chine en territoire russe ; obtention de nouvelles technologies de défense russe et utilisation de la base scientifique russe en Extrême-Orient pour les intérêts de la Chine ; possibilités de transit vers l'Europe via le territoire russe.

Les deux parties rencontrèrent de nombreuses difficultés dans la poursuite de leur projet de développement de relations économiques régionales. Ainsi, le nombre limité des marchandises destinées à ces échanges en réduisait la portée. Par ailleurs, l'absence d'une infrastructure logistique et d'une base juridique suffisante en Russie fit obstacle au développement de l'économie locale en Extrême-Orient russe et à l'établissement de relations économiques formelles avec la Chine. L'absence de financements de la part du gouvernement central russe freina la réalisation des projets de coopération régionale tels que ceux de Nakhodka et de Tumannaya . Suite à la disparition de l'URSS, l'inexistence d'un modèle économique commun sur lesquels fonder la coopération entre deux pays constitua un obstacle supplémentaire. Enfin, les barrières linguistiques et ethno-psychologiques, s'enracinant dans des préjugés historique et une tradition d'hostilité ne créèrent pas les conditions propices à une coopération fructueuse.

Après la croissance incontrôlée des années 1988-1992, et particulièrement à partir du second semestre de 1993, les relations économiques frontalières sino-russes se dégradèrent.[728] La partie chinoise subit, elle aussi, des pertes considérables : 80 % des entreprises du Nord-Est de la Chine furent touchées et 30% des sociétés chinoises cessèrent leurs opérations commerciales en Russie[729]. Le volume d'échange de la province

[727] Il s'agit d'usines construites avec l'aide de l' U.R.S.S dans les années 50.
[728]Revue *Delovoj Vostok* (L'Orient commercial), 1995, n 13
[729] Revue *Dong Bei jinji kai fa zhanlue yanjiu* (Les recherches stratégiques sur le développement économique du Nord-Est de la Chine), n. 4, voir l'article de LÜ XU YUN

du Jilin avec les régions russes passa de 400 millions de dollars en 1993 à 300 millions en 1994 et 175 millions en 1995[730].

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer le déclin économique de l'Extrême-Orient russe dans la première moitié des années 90. Les experts chinois le considèrent comme le produit logique du système anarchique de troc sino-russe et de sa croissance « hypertrophique »[731] des années 1991-1992. L'analyse des chercheurs chinois ne constitue pas une grande surprise pour les sinologues russes : dès le début des années 90, les centres sinologiques russes d'Extrême-Orient et de Moscou, ainsi que les structures fédérales de sécurité, avaient envoyés de nombreux signaux d'alarme au gouvernement central quant à la situation dangereuse des régions frontalieres. Les spécialistes chinois de la Russie (essentiellement des professeurs des universités du Hei Long Jiang, du Jilin et de Mongolie intérieure) affirment que l'instabilité générale des régions frontalières s'est avérée très néfaste pour le peuple chinois. Ils englobent dans le terme « instabilité » l'instabilité administrative et juridique, la criminalisation du monde des affaires russe, l'établissement de fortes taxes sur les opérations d'import-export, ainsi que le régime de visa défavorable à l'activité des commerçants chinois en Fédération de Russie. Les sinologues russes reconnaissent la justesse de ces remarques mais soulignent, d'une part, que l'une des sources principales de la crise économique est la difficulté du gouvernement central russe à rétablir son pouvoir dans ces territoires éloignés. D'autre part, en 1994 le marché russe s'avérait déjà largement saturé par les produit de basse qualité importés de Chine, qui ne répondaient à aucun standard de la qualité (*standart kačestva*) russe : la population tendit alors à limiter sa consommation de ces marchandises chinoises. Dès lors, les petits marchands russes, « *čelnoki* » (*navettes*), s'attachèrent à organiser d'autres filières pour l'importations de marchandises des pays voisins de la Chine : Corée du Sud, Japon et Singapour, où la qualité de la marchandise était meilleure qu'en Chine tout en conservant des prix raisonnables. Pour renverser ce mouvement, les gouvernants des provinces chinoises promirent de veiller à ce que les producteurs améliorent la qualité des produits destinés à l'export, mais aucune mesure efficace ne fut réellement prise en ce sens. Au

[730] « Zhong E jinmao hezuo de xiangzhuang zi qi fazhan queshi » (L'état actuel et les perspectives du développement de la coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine), Ji Lin, 1995
Almanach of China's Foreign Economic Relations and Trade, Beijing, 1996-1997

[731] Voir revue *Globus*, 1995, n.10. Ce point de vue est celui du vice-directeur de l'Institut du Commerce International de la Chine à Pékin, Lü Bao Rong, du directeur de l'Institut de la Sibérie à Pékin, Xu Jin Xue, et du vice-directeur de l'Institut de l'Europe Orientale, de la Russie et de l'Asie Centrale à Pékin, Ma Wei Xiang.

contraire, plusieurs scandales éclatèrent l'un à la suite de l'autre. Les services de contrôle épidémique de la Fédération de Russie[732] interceptèrent à plusieurs reprises des produits en provenance de Chine à la cause de leur radioactivité, de leur haute teneur en éléments chimiques, voir de virus dangereux (peste et choléra) qu'ils véhiculaient. Le dernier scandale éclata en 1997, quand la douane russe bloqua un arrivage de porc infecté par la fièvre aphteuse. Les autorités chinoises ne réagirent pas aux protestations de la partie russe et aucune enquête ne fut lancée.

Beaucoup d'experts économistes du F.S.B. et de sinologues russes considèrent que la production de marchandise de mauvaise qualité relève pleinement de la politique intérieure du gouvernement chinois, en ce qu'elle constitue une conséquence de la nécessité, pour la Chine, d'offrir un emploi au maximum de sa population pauvre, contre un salaire de misère. Le grand marché russe, dont les consommateurs se montrent globalement peu exigeants en comparaison des occidentaux, apparaissait alors comme un débouché de choix pour les produits de cette politique du travail peu qualifié. Mais le gouvernement chinois ne tenait pas compte des échanges entre la Russie et les autres pays d'Asie du Nord-Est : rapidement, les préférences des russes se tournèrent vers les produits de bonne qualité et les marques de réputation mondiale du Japon ou de la Corée.

Un troisième facteur décisif dans l'éclatement de la crise réside dans la décision du gouvernement russe de rétablir le régime de visa avec la Chine, à partir du 1er avril 1994. Jusqu'à lors, les citoyens des deux pays pouvaient en effet passer la frontière sans formalités consulaires.

Par ailleurs, à l'époque soviétique, le développement de l'Extrême-Orient russe avait été conditionné par deux facteurs principaux. Premièrement, cette région bénéficiait de son statut de base militaire, ayant constitué un front géographique contre le Japon[733] dans les années 20, 30 et 40, puis une ligne de défense contre une potentielle invasion chinoise, de 1969 à 1989. Deuxièmement, la région avait toujours représenté un réservoir de ressources naturelles pour la Russie Centrale et les régions industrielles de l'Oural. Cependant, ni à l'époque soviétique, ni dans le période post-soviétique, le pouvoir central n'avait créé de politique de développement pour cette région, en dépit d'une multitude de déclarations

[732] C'est une structure capable de bloquer des marchandises qui présenteraient un danger pour la population russe.

politiques de B. Eltsine et V. Poutine au sujet du « développement stratégique de la région » (*strategičeskoe razvitie regiona*) et à son importance pour la Russie. Tandis que Moscou continuait à ne pas faire preuve d'une vision claire sur l'avenir à des régions à l'est de l'Oural, le Nord-Est de la Chine (Mandchourie) était devenu le centre de l'industrie lourde de chinoise. Au début du XXIème siècle, alors que la Chine veut se lancer dans un effort de réarmement, les provinces du Dongbei demeureront la zone la plus importante pour l'économie nationale chinoise. A partir du début des années 90, le gouvernement central russe avait voulu cesser de fonder exclusivement le développement de l'Extrême-Orient sur la mise en valeur de ses ressources naturelles et tenté de mettre l'accent sur les hautes technologies (en particulier dans l'industrie militaire). Elle proposa à la Chine un projet de coopération en ce sens. Mais la Chine ne montra pas d'intérêt à investir ailleurs que dans le domaine des ressource naturelles ou dans des secteurs offrant des possibilités d'exportation de sa main d'œuvre ouvrière. En outre, les régions de l'Extrême-Orient russe ne purent mettre en œuvre cette stratégie du fait de la politique de libéralisation de l'économie et du règne du profit instantané qui l'accompagnait.

Le dernier facteur de déstabilisation des relations économiques sino-russes en 1994 fut l'avènement d'une nouvelle politique monétaire du gouvernement central russe : tandis que Moscou augmentait les taxes à l'importation sur les produits d'alimentation générale chinoises, il offrait des avantages aux grands importateurs centraux russes qui leurs avaient permis de contrôler le marché de ces régions russes. Cette stratégie posa les bases de l'expansion en Extrême-Orient des grandes sociétés moscovites privées. Grâce aux efforts du gouvernement, ces grands groupes commencèrent à importer des marchandises du Japon et de Corée du Sud. Les chiffres des échanges économique de l'Extrême-Orient russe avec les provinces chinoises passèrent de 22.6% en 1993, à 7.1% en 1994. La volonté explicite du gouvernement central russe de détruire le commerce du troc[734] avec la Chine est l'absence de recettes qu'il procurait au budget fédéral, l'ensemble des retombées économiques demeurant au sein des budgets régionaux. Dans ce contexte, les grandes entreprises russes basées à Moscou semblaient plus facilement contrôlables que les administrations éloignées, et ce d'autant plus que le gouvernement central ne pouvait souvent pas obliger les régions à payer leurs impôts, du fait de la crise permanente les affectant.

---

[733] *Dal'nevostočnyj front et Osobaâ Dal'nevostočnaâ Armiâ*
[734] Elle a été appelée comme « *non-civilisé* » ou bien, « *sauvage* ».

Ainsi, on peut qualifier la crise de 1994 en Extrême-Orient de « début du combat du gouvernement central russe contre l'égoïsme économique et le séparatisme des élites régionales ». Ce « combat était en outre justifié par la reconnaissance du rapport de force inégal entre la faible économie de l'Extrême-Orient russe et la force économique de la Chine, disposant de davantage de capitaux et d'une meilleures expérience, ainsi que de mécanismes juridiques plus performants. Dès lors, l'intérêt national exigeait de mettre fin à la domination chinoise lui permettant de dicter ses règles dans la région. En fait, les cris alarmistes contre « l'invasion chinoise » apparurent très utiles pour le gouvernement central qui ne disposait pas d'autres moyens de construire un régime protectionniste pour l'économie nationale. Ainsi la « ressource administrative » devint le seul levier d'action pour le gouvernemental central contre la domination économique de la Chine dans les régions de l'Extrême-Orient russe.

La lutte contre la présence économique de la Chine en Extrême-Orient russe au milieu des années 90

Dans cette section, nous interrogerons la perception, largement répandue dans les médias russe, d'une présence et d'une influence de la Chine extrêmement forte, menaçant la sécurité économique de la Fédération de Russie. Nous nous demanderons si ces affirmations ne correspondent pas davantage à une rhétorique du gouvernement qu'à une réalité avérée.

En effet, au début des années 90, le renforcement du rôle de la Chine en Extrême-Orient russe a été perçu par le gouvernement comme un facteur fragilisant. Toutefois, un peu de recul historique permet de constater que la Chine n'a pas réussi à s'implanter durablement en Russie. Dès lors, la thèse que nous proposons va à l'encontre des discours autour du thème du « nouveau péril jaune » diffusé par les hommes politiques («de gauche » et « nationaliste ») et la presse russe à la fin du XXème siècle. Nous nous appuierons notamment sur l'avis des experts du F.S.B., qui affirment que la proportion des investissements étrangers dans l'économie de l'Extrême-Orient russe ne permet pas de prouver l'existence d'un mouvement d'expansion économique de la Chine en Russie.

Au début des années 90, dans un contexte de perturbations politique permanentes, la Russie ne pouvait espérer un afflux d'investissements étrangers. L'absence presque de garanties ou d'avantages fiscaux concédés par le gouvernement russe conduisit les entreprises étrangères à travailler à partir d'un capital fixe très restreint et à se limiter à la sphère des services (essentiellement logistique et transfert de marchandises) ainsi qu'à celle du commerce de détails (s'intégrant à une économie dominée par les pratiques de troc). La pénétration de capital étranger dans l'économie de l'Extrême-Orient russe a débuté en 1991. En 1992, 225 sociétés commerciales comportant des investissements étrangers (*predpriâtiâ s inostrannymi investiciâmi-P.I.I.*) opérant en Extrême-Orient étaient enregistrées au cadastre fédéral russe. En 1995, la région comptait déjà 2 200 entreprises mixtes, dont 85% se trouvaient dans les régions de Khabarovsk, Primorsky et Sakhaline. La nationalité des sociétés n'obéissait pas à des critères clairement définis : ceux-ci variaient d'une région à l'autre. Ainsi, au 1er janvier 1995, sur les 1 103 sociétés commerciales étrangères enregistrées dans la région de Primorsky, 543 étaient détenues par des chinois. Mais en 1996, le nombre de sociétés commerciales étrangères dans la région diminua à 106, dont seulement 25 sociétés détenues à 100% par des chinois. Les 81 autres entreprises étaient de caractère mixte (russo-chinoises ou russo-sud-coréennes)[735]. A la même époque, ce sont les entreprises américaines, japonaises et sud-coréennes qui constituaient la majorité des investissements étrangers de la région de Khabarovsk, tandis que les sociétés de Coré du Sud étaient les plus nombreuses sur le marché de la région de l'Amour (*Amurskaâ Oblast'*).

Par ailleurs, les chiffres importants du nombre d'entreprises chinoises enregistrées en Russie ne doivent pas automatiquement être considérés comme une preuve de la domination du monde des affaires chinois en Extrême-Orient. A cet égard, la proportion de capital chinois investie dans l'économie russe constitue un indicateur plus pertinent. A cette époque comme aujourd'hui, les investissements chinois en Russie représentaient un montant minime. Une enquête commanditée par le gouvernement russe auprès du département régional des gardes-frontière sur le milieu criminel chinois en Extrême-Orient russe, à laquelle l'auteur de cette thèse a participé, montre que la pratique de l'enregistrement d'une entreprise avec un capital fixe de 100 dollars américains était très

répandue parmi les sociétés chinoises. Ainsi, les experts du F.S.B. estiment que les entrepreneurs chinois ne produisaient que 0.5 % du produit brut de l'économie de l'Extrême-Orient russe. De temps en temps, les entrepreneurs chinois opéraient même sans enregistrement et sans licence juridique, se contentant d'accrocher une plaque avec le nom de leur entreprise à l'entrée du local dans lequel ils recevaient leurs clients. En cas de danger ou de contrôle de police, la société disparaissait ainsi rapidement, mais dès que la situation redevenait plus calme, les mêmes acteurs reparaissaient dans un autre endroit et sous un autre titre.

En outre, il faut prendre en considération la situation dans laquelle se trouvait l'ensemble de l'économie nationale russe : tout le pays avait voulu éviter de payer des taxes, ce qui signifie que personne n'avait fourni d'informations réelles sur son activité commerciale et sa situation financière. Dans ce contexte, il n'aurait pas été logique de demander aux commerçants chinois de se présenter devant la police de la fraude russe quand leurs collègues russes ne faisaient pas de même. Cela tendrait à accréditer la thèse selon laquelle les commerçants chinois en Extrême-Orient sont beaucoup plus nombreux que ne le montrent les statistiques. Mais même si cela était vrai, cela tendrait à montrer que la majorité des commerçants chinois ne sont pas intéressés par une implantation durable en Russie – sinon, ils chercheraient à obtenir un statut légal. Dès lors, on ne peut pas parler de monopole du capital chinois en Extrême-Orient russe, dans un contexte où seules les sociétés américaines, japonaises et sud-coréennes légalisent leurs statuts juridiques et s'acquittent de leurs impôts envers les administrations régionales et fédérales. A partir de 1995, les hommes d'affaire russes préférèrent nouer des relations avec des partenaires du Japon et de Coré du Sud qu'avec leur voisin de l'autre rive de l'Amour.

Au début des années 90, Les Chinois considéraient le Fédération de Russie et ses régions frontalières comme les destinations les plus intéressantes pour le capital chinois. Les ressources naturelles russes constituaient la raison principale de leur engouement. Toutefois, ils restaient conscients de leur incapacité à rivaliser avec les sociétés commerciales japonaises et américaines : c'est pourquoi, la Chine préféra laisser les marchés les plus délicats (services, industrie pharmaceutique, pêche, hautes technologies,

[735] *Deâtel'nost' sovmestnyh i inostrannyh predpriâtij kraâ v 1996 godu. Statističeskij bûleten'* (L'activité des sociétés étrangères et mixtes dans la région en 1996. Bulletin statistique), Vladivostok, 1996

etc.) aux japonais, coréens et américains. La Chine se cantonna dans la sphère de ses illusions sur l'accès facile au développement des ressources naturelles russe ; sur l'acceptation de la part de la Russie de la main d'œuvre ouvrière chinoise ; sur la création de « zones d'économie libre »[736](Svobodnaâ Ekonomičeskaâ Zona - S.E.Z.) dans laquelle le commerce chinois pourrait se trouver en situation de paradis fiscal sous la protection du régime favorable russe. Elle s'imaginait que ces trois domaines lui seraient réservés du fait de l'existence d'un « partenariat stratégique » entre les deux pays. C'était une erreur.

La visite du président russe Vladimir Poutine à Pékin, en octobre 2004, peut-être considérée comme une démonstration en direction du monde entier de ce que la Russie ne concèderait aucun avantage aux chinois dans la sphère pétrolière, fragilisant encore davantage les espoirs des dirigeants chinois.

Un exemple très spectaculaire de projet non-réalisé est celui de la S.E.Z. de Blagovechtchensk. Pendant quatre ans, les autorités de la région de l'Amour avaient tenté de faire aboutir ce projet en s'adressant avec insistance au gouvernement russe. En 1994, le président Eltsine ordonna finalement à l'appareil gouvernemental fédéral de préparer le projet d'accord entre les gouvernements russe et chinois en vue de la création de cette zone internationale à la frontière sino-russe. La partie chinoise accepta le projet alors formulé : en 1997, des représentants du ministère de l'économie russe et du ministère de la coopération économique chinois signèrent le « Mémorandum sur l'accord de continuer à travailler à la création de cette zone »[737]. Finalement, ce projet fut enfoui dans la masse de la correspondance inter-gouvernementale.

En 2004, le ministère des affaires étrangères russe reconnut que ce projet ne pourrait finalement pas être réalisé, faute de base juridique adéquate en Russie pour créer une telle « zone internationale ouverte et libre ». Outre l'absence de base législative en Russie, cet

[736] Au début des années 90, il existait plusieurs projets de création de telles zones : S.E.Z. « Sakhaline », S.E.Z. « Nakhodka », S.E.Z. « Blagovechtchensk-Hei He », S.E.Z. « Pogranichnaya-Sui Fenhe ». Pourtant, en 2004, seule la zone S.E.Z. de Nakhodka a vu le jour. Si cette zone a effectivement attiré des investissements chinois, elle ne constitue néanmoins qu'un exemple sporadique et n'est pas suffisamment importante pour jouer un réel rôle positif pour l'amélioration des relations économiques sino-russes.

[737] Cette formulation du titre du mémorandum signifiait déjà en elle-même la volonté des deux parties d'échanger des formules de politesse sans s'engager à aucune action contraignante. L'histoire des relations entre les régions de l'Extrême-Orient russe et les provinces frontalières chinoises est ponctuée de plusieurs centaines de communiqués, accords et mémorandums de ce type, signés en conclusion chaque visite de dirigeants régionaux. Ces documents ne sont dotés d'aucune force juridique parce qu'ils n'ont jamais été ratifiés par les parlements locaux.

échec semble s'enraciner dans des désaccords plus profonds sur les objectifs de développement de l'Extrême-Orient russe et des provinces du Nord-Est de la Chine : les conceptions géopolitiques et les visions de l'avenir dans cette région diffèrent largement entre les deux partenaires.

Entre 1991 et 2001 s'étira une très difficile décennie pour les relations frontalières sino-russes. Cette période fut marquée par les peurs et les hésitations de la Russie envers à la Chine. Si la Russie ressent le besoin objectif d'intégrer ses régions d'Extrême-Orient dans le système économique de l'Asie du Nord, de nombreux segments de la société russes (administrations locales, militaires, diplomates, etc.) ne peuvent pas accepter « la vision de la coopération bilatérale » proposée par la Chine. Les sinologues russe qualifient en effet de « position de consommateur » l'attitude de la Chine envers la Russie, la chute de l'U.R.S.S. ayant marqué un renversement complet du rapport de force entre la Russie, autrefois dominatrice, et la Chine[738]. Le monde des affaires chinois et celui de la diplomatie démontrent régulièrement aux russes la puissance et la stabilité de la Chine par rapport à la Russie. Il faut également replacer ces relations frontalières sino-russes dans le contexte de difficultés économiques chinoises, ignorées par l'enthousiasme international relatif à croissance du pays. Si l'analyse des aspects de la vie économique et sociale chinoise ne constitue pas l'objet central de notre recherche, nous ne devons pas oublier certaines des conséquences de la crises de la société chinoise. Les travaux d'éminents sinologues russes, tels que Alexeï Maslov, Ûri Galenovič et Viktor Larin apportent des arguments remettant en cause les prétentions de la Chine de devenir un hégémon géopolitique en Asie Pacifique. Dès le début, les Chinois n'ont pas choisie la bonne stratégie par rapport à la Russie. Ainsi, lors des négociations relatives à la construction de l'oléoduc Angarsk-Da-Qin, au cours desquelles Pékin avait réclamé des tarifs équivalents à ceux du marché intérieur russe, et un statut identique à celui de l'Ukraine et de la Biélorussie leur permettant des ressources russes à un prix abaissé. La partie chinoise se sentait en position de force et prétendait que la Russie n'aurait pas d'autre débouché pour son pétrole. Cependant, le projet de construction d'un oléoduc vers la Chine stagna

[738] Cette vision est assez répandue dans le milieu diplomatique chinois. Il est d'ailleurs intéressant de noter que même au plan linguistique, la Russie a perdu le surnom de « Grand frère », remplacé par celui de soeur aînée » : dans le système familial traditionnel chinois, la place de la soeur aîné est honorable mais sa voix n'est pas décisive.

pendant plusieurs années : aujourd'hui, il est quasiment abandonné[739]. La Russie favorise en effet l'option alternative d'un oléoduc vers Nakhodka, au Japon. La visite de Poutine à Pékin à l'automne 2004 démontra que la Chine avait perdu une large marge de manœuvre et qu'elle avait déplacé sa position dans le sens de la recherche d'alliés contre la pression américaine en Asie Pacifique. La Chine montre sa volonté de faire des concessions, et en particulier la résolution définitive de la question frontalière (la situation actuelle ne satisfaisant ni les Chinois, ni les Russes), la continuité des achats de pétrole en barils en l'absence d'oléoduc et le soutien à l'adhésion de la Russie à l'O.M.C. Mais beaucoup de temps indispensable à la construction d'un vrai partenariat a été perdu. Les élites russes n'ont pas confiance en la bonne volonté des chinois et sont de plus en plus convaincues de l'existence de plans expansionnistes de la Chine sur le territoire russe. Pour mettre fin à la sinophobie des populations russes d'Extrême-Orient et de Russie centrale, la Chine aurait du prendre de la distance avec sa thèse de « la mémoire historique des pertes territoriales »[740]. Mais cela n'a pas été fait. Au contraire, au cours de plusieurs séminaires organisés à Moscou par l'Institut de l'Extrême-Orient en 2002 et 2003, les jeunes chercheurs chinois en Histoire firent de multiples références aux thèses traditionnelles des pertes territoriales de la nation chinoise, affirmant même que les Chinois étaient prêts à laisser les Russes demeurer un certain temps sur le « sol chinois » d'Extrême-Orient. En 2004, les programmes d'histoire universitaires chinois continuent à réitérer les thèses de l'époque des Qing, que Mao s'était également approprié dès 1959, et aux termes desquels la Russie demeurait en dette envers la Chine.

Les spécialistes chinois de la Russie en Chine semblent de ne pas avoir pris conscience de ce que les medias russes avaient utilisé ces allégations historiques chinoises pour créer, au début des années 90, le mythe du « le péril jaune » menaçant l'Extrême-Orient russe. En ce sens, il est possible d'affirmer que les Chinois ont eux-mêmes miné les fondements du partenariat stratégique sino-russe. Le milieu politique chinois continue à ne tenir aucun compte de la montée de la sinophobie dans la société russe. Les élites chinoises ne comprennent pas que la création d'un véritable partenariat stratégique avec la Russie est subordonnée à l'énorme concession que constituerait l'abandon définitif des prétentions

[739] Le maximum que peut proposer le gouvernement russe, serait d'approcher à 60 kilomètres de la frontière sino-russe la branche d'oléoduc. Si la Chine change de politique et accepte des prix acceptables pour la Russie, la construction d'un oléoduc vers la Chine deviendrait alors possible.

[740] Plusieurs étudiants de la faculté d'histoire de l'université du peuple, à Pékin, ont confié cette thèse à l'auteur de ce travail.

territoriales relatives aux « pertes historiques du territoire national». Il faut préciser que la discussion historique et idéologique autour des « pertes historiques de la nation chinoise » n'a aucune valeur juridique pour la résolution des problèmes frontaliers.

Les journalistes russes répandant le mythe du « péril jaune » n'ont pas conscience de ce que les problèmes intérieurs actuels de la Chine la rendent incapable de mener une action d'annexion de territoires russes. Ils se contentent d'accomplir les ordres du gouvernement central de donner corps à la menace. Ni les médias, ni le gouvernement, n'ont cherché à expliquer à la société russe les tenants et aboutissants des relations sino-russes ou tenté de clarifier la nature potentielle et non actuelle de la menace.

Cette propagande malsaine a néanmoins produit quelques effets secondaires positif : d'une part, elle a permis à la population russe de s'émanciper de l'idéologie internationaliste pour comprendre que chaque nation avait ses propres intérêts nationaux à défendre. La Russie n'est liée par aucune obligation politique ou morale envers la Chine et peut même choisir de s'unir avec des ennemis stratégiques de la Chine. D'autre part, les Chinois ont commencé à comprendre que la Russie disposait d'une marge de manœuvre sur la scène mondiale bien plus large que son voisin de l'autre rive de l'Amour, dont le « miracle économique » dépendait d'une consommation énorme de ressources naturelles.

Mythes et réalité de « l'expansion ethnique » chinoise en Extrême-Orient russe

L'apparition de la sinophobie en Extrême-Orient au début des années 90

A partir de 1992, la presse centrale et régionale russe commença à exploiter massivement le thème de « l'expansion chinoise » en Russie. Le directeur de l'institut d'ethnographie de Vladivostok, Viktor Larin, note qu'entre 1992 et 1995 furent publiés 1 500 articles consacrés à la menace chinoise. Malgré la déclaration officielle de normalisation des

relations bilatérales, le ton des articles russes était extrémiste et alarmiste. La plupart des publications furent le fait de revues régionales telles que *Vladivostok, Amurskie Vesti, Krasnoe Znamâ*, *Alurskaâ Pravda, Dal'nevostočnye Izvestiâ, Zolotoj Rog, Dal'nij Vostok, Dal'nevostočnye Novosti, Sovetskij Sahalin, SibirskaâGazeta, Tihookeanskaâ Zvezda, Utro Rossii, Novosti* (Vladivistok), *Habarovskie Vesti, Priamurskie Vedomosti*[741]. Trois hypothèses peuvent éclairer les raisons de l'apparition de telles publications dans la première moitié des années 90.

A la fin des années 80, les citoyens soviétiques d'origine coréenne réclamèrent une zone d'autonomie politique dans les régions d'Extrême-Orient. Dans les années 30, beaucoup d'entre eux avaient été déportés des régions d'Extrême-Orient où ils demeuraient depuis le 19ème siècle, en Asie Centrale : à la veille de deuxième guerre mondiale, les structures des sécurité soviétiques (N.K.V.D.) craignaient en effet que la population coréenne d'Union Soviétique soit manipulée par les services secrets japonais et puisse être utilisée contre l'armée soviétique. Apres la guerre, les coréens reçurent la permission de rentrer dans les régions d'Extrême-Orient, mais une importante diaspora coréenne décida de demeurer au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Aujourd'hui, les coréens russes représente

[741] Comme « la question chinoise » (il s'agit ici de tout le spectre de la coopération et aussi de la non coopération entre deux peuples) est évoquée à presque chaque numéro dans les revues et les journaux régionaux, l'auteur ne voit pas la nécessité de mentionner tous les articles concernant le sujet chinois, qui ont été publiés dans la presse russe de l'Extrême-Orient dans les années 90. En outre, les sinologues russes préfèrent ne jamais s'appuyer sur l'information proposée par les journalistes russes (sauf, quand le journaliste est doté d'une éducation orientaliste), car leurs sources sont considérées comme « non fiables. »
Une analyse complexe du rôle néfaste de la presse russe dans la provocation de la sinophobie a été faite dans le livre de Viktor Larin : *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii v pervoj Polovine 90- h: Problemy regional'nogo vzaimodejstviâ* (La Chine et Extrême-Orient russe dans le première moitié des années 90 : Les problèmes de la coopération), Vladivostok, 1999. Viktor Larin est le directeur de l'institut d'ethnographie de l'Extrême-Orient (Vladivostok) de l'Académie de science de la Fédération de Russie. Il a accusé les pouvoirs locaux, et personnellement le gouverneur de la région de Primorye E. Nazdratenko, de falsification dans le problème de la délimitation frontalière avec la Chine. Nous proposons à l'attention des chercheurs occidentaux les publications dans la presse régionale qui portent le caractère le plus provocateur :
Vladivostok, 15.07.1993 ; 1.09.1993 ; 19.04.1994 ; 25.01.1995 ; 9.02.1995 ; 7.03.1995 ; 15.03.1995 ; 10.09.1995 ; 20.09.1995 ; 15.12.1995 ; 28.02.1996 ; 28.03.1996 ; 6.05.1996 ; 22.05.1996 ; 9.10.1996 ; 5.12.1996 ; 24.12.1996 ; 16.01.1997 ; 17.01.1997 ; 22.01.1997 ; 22.04.1997 ; 25.04.1997 ; 21.05.1997.
Krasnoe Znamya (Drapeau Rouge), 7.07.1993 ; 11.09.1993 ; 15.02.1995 ; 11.12.1997.
Izvestiâ (Les nouvelles), 25.02.1994 ; 17.05.1994 ; 17.05.1995 ; 20.09.1995.
Zavtra Rossii (La Russie de demain), 24.02.-3.03.1995.
Boevaâ Vahta (Le garde du combat), 9.02.1995.
Komsomol'skaâ Pravda na Dal'nem Vostoke, 19.05.1995 ; 12.03.1997.
AiF Dal'inform (Les arguments et faits de l'Extrême-Orient), Avril 1994, n.15 ; Février 1995, n.7, n.9 ; Octobre 1996, n.44.
Utro Rossii (Le matin de la Russie), 2.01.1995; 17.04.1996.
Trud (Le travail)*, 25.04*.1996; 16.05.1996.
Dal'nij Vostok (L'Extrême-Orient), Avril 1995, n.4
Segodnâ (Aujourd'hui), 14.02.1995.

une puissante force économique en Extrême-Orient russe et sont considérés avec méfiance par les Chinois qui voient leur activité s'orienter vers la Coré du Sud et les grandes (T.N.K.) compagnies sud-coréennes. Il est intéressant de noter que les demandes d'autonomie politique, très mal acceptées a la fin des années 80 par la population russe qui y voyait des tentatives de séparatisme, n'ont pas dégénéré en conflit ethnique entre les Russes d'origine slaves et ceux d'origine coréenne. Néanmoins, ces craintes constituent, dans une certaine mesure, un antécédent à la vague actuelle autour du thème du « péril jaune ».

En outre, l'absence de régime de visa entre la Chine et la Russie jusqu'en 1994 permit aux citoyens chinois de passer sur le territoire russe et d'y prendre une position dominante sur le marché du troc. A cette époque, les petits entrepreneurs chinois avaient démontré une adaptation au fonctionnement du système économique de marché que leurs homologues russes, ce qui avait provoqué des tensions sociales entre ces acteurs économiques en Extrême-Orient. Les Russes considéraient les commerçants chinois comme une « force d'occupation », tenant des positions qui auraient dû revenir aux russes. Il est important de noter que les sud-coréens, les Japonais et les américains ne provoquaient une telle hostilité de la part des russes d'Extrême-Orient.

Enfin, la nouvelle démarcation de la ligne frontalière sino-russe, issue de l'accord de 1992, provoqua de nombreuses manifestations de protestation de la population russe, dans chaque région d'Extrême-Orient[742]. La population s'offusquait de ce que la Chine ait reçu 1 500 hectares du territoire russe et plusieurs îles des rivières Amour et Oussouri. Les plus importantes manifestations eurent lieu à Khabarovsk, lorsque la population apprit que l'île de Damansky avait été rendue en Chine. Comme le gouvernement central et les autorités locales n'avaient déployé aucun effort pour expliquer à la population le nouvel accord sur la ligne frontalière sino-russe, la perte de Damansky fut considérée comme une trahison flagrante des intérêts nationaux russes. Les Russes d'Extrême-Orient ne comprenaient pas les allégations au droit international fondant ce « traité injuste ». L'incompréhension relative à cet accord et la méconnaissance des raisons pour lesquelles il fut signé

[742] Dans les grandes villes d'Extrême-Orient russe, la population fut appelée à organiser la défense contre « les jaunes ». Elles protestaient contre l'achats de propriétés foncières et immobilières par les Chinois, l'exportation illimitée de ressources naturelles et stratégiques (métaux rares) vers la Chine, les importants investissements chinois dans l'économie russe, le développement de la contrebande, du braconnage et de la criminalité chinoise, l'appropriation des des entreprises d'état privatisées par le capital chinois, l'assimilation de la population russe par les Chinois, les mariages mixtes russo-chinois. Aujourd'hui, il est impossible de savoir qui a réellement donné l'ordre d'organiser ces manifestations.

aggravèrent fortement les relations de la population locale avec les commerçants chinois opérant en Russie.

En 1994, les autorités locales de Khabarovsk, Vladivostok et Komsomolsk na Amure rendirent publics les effectifs importants de citoyens chinois ayant été arrêtés et extradés[743]. Des rumeurs avancèrent des chiffres variant de quelques dizaines des milliers à un million de chinois étant entrés sur le territoire russe.

L'apothéose de la panique sinophobe fut atteinte avec l'apparition d'une rumeur sur les préparatifs d'une attaque massive de l'armée populaire chinoise dans les régions de l'Extrême-Orient russe. Le journaliste russe de l'agence d'information japonaise *Tokyo Sin bun* [744], A. Polutov envoya à Tokyo l'information selon laquelle l'armée chinoise était en train de mener de grandes manœuvres à coté de la ligne frontalière sino-russe. Il affirmait que les Chinois se préparer à annexer le territoire russe parce que les autorités locales s'étaient opposées à la nouvelle démarcation sino-russe. Cette nouvelle provoqua de vives réponses dans les revues *Krasnoe Znamâ* et *Vladivostok*[745], qui affirmèrent que la Chine avait massé 55 divisions mobiles de fantassins à la frontière. La situation prit un tour tragicomique quand, le 19 avril 1995, *Vladivostok* publia un entretien avec Tamara Globa, « grande voyante et prophète», qui annonça que la guerre contre la Chine éclaterait en 1996. Dans l'atmosphère d'hystérie et de rumeurs paniquantes, les régiments de l'armée fédérale russe reçurent l'ordre secret de mener des préparatifs permettant une réponse rapide en cas d'attaque chinoise. Cette atmosphère tendit à concrétiser les menaces de déstabilisation de la paix sur la ligne frontalière et, tout au moins, mena la Chine et la Russie en direction d'un conflit diplomatique aigu. Pour éviter de provoquer un conflit avec la Chine, le chef de la circonscription (*pogranokrug*) des gardes frontières de l'océan Pacifique, général A. Sedyh intervint devant la presse régionale[746] pour démentir les rumeurs et expliqua que l'armée chinoise n'avait ni quitté ses casernes ni produit de manœuvre militaire.

Dans cette situation, à l'automne 1995, les autorités chinoises s'adressèrent officiellement au ministère des affaires étrangères russes pour s'expliquer de cette situation. Les

[743] Les rapports que recevaient le F.S.K. (Service fédéral de contre-renseignement) de la part des départements régionaux indiquaient que le nombre de chinois extradés ne dépassait pas quelques centaines.
[744] *Tokyo Sin bun*, 16. 02.1995
[745] *Krasnoe Znamâ*, 25.02.1995
*Vladivosto*k, 27.02.1995
[746] *Vladivostok*, 14.07.1995

diplomates chinois déclarèrent que la Chine n'avait pas pour stratégie d'envoyer ses citoyens en Sibérie et Extrême-Orient russe, et qu'elle était désireuse de coopérer avec le gouvernement russe pour que cette question ne devienne pas un facteur de dégradation des relations bilatérales.

Malgré la conclusion de « l'accord du partenariat stratégique entre la République Populaire de Chine et la Fédération de Russie », la panique a été instillée au cœur de l'opinion publique des russes d'Extrême-Orient. En juin 1996, le chef du département du F.S.B. de Khabarovsk[747], le général A.Tâžlov avait d'ailleurs réitéré la thèse de l'existence d'un mouvement d'expansion ethnique des chinois en Extrême-Orient[748].

« La programme fédéral d'immigration, 1998-2001 » (*Federal'naâ immigracionnaâ programma*) adopté en 1997 désigne « l'expansion discrète chinoise » (*tihaâ ekspansiâ Kitaâ*) comme menace principale pour l'intégrité du territoire russe.

L'histoire des relations inter-ethniques en Extrême-Orient russe

Les origines du thème du « péril jaune »

Pour comprendre la difficulté du problème des contacts entre les différents peuples de l'Extrême-Orient russe, il est important de s'intéresser aux contacts entre les populations chinois et russe en Extrême-Orient au 19ème siècle, époque à laquelle l'Empire Russe avait solidement établi son contrôle sur les territoires au nord de la rivière Amour. Cette analyse n'a pas été menée dans la première partie de notre thèse afin de bien différencier les questions relevant des contacts locaux entre ces peuples en Extrême-Orient est s'inscrivant dans la sphère sociale du processus politico-juridique de délimitation frontalière.

Le terme « *Dal'nij Vostok Rossii* » (Extrême-Orient russe) est apparu à la fin du 19ème siècle. L'accord de Pékin de 1860 avait étendu la souveraineté impériale russe sur les

[747] Regional'noe Upravlenie F.S.B. po Habaorvskomu Kraû

peuples autochtones de ce territoire, dont nationalité n'avait pas été précédemment déterminée. Les peuples coréens, mandchous et mongols, qui avaient refusé de prendre la nationalité chinoise de l'Empire des Qing, constituaient la majorité de ces peuples intégrés à l'Empire russe. Un large groupe de citoyens de l'Empire chinois, avaient également reçu l'autorisation de demeurer sur le territoire russe : à cette époque, le régime frontalier en Russie permettait aux Chinois de vivre sur le territoire russe sans obligation de changer de nationalité. L'effectif important de cette population non-slave provoquait néanmoins une certaine inquiétude des autorités russes.

A partir des années 1860, les terres d'Extrême-Orient commencèrent à être colonisées par les Russes, Coréens et Chinois. Dans un premier temps, se sont les Coréens et les Chinois qui dominèrent l'économie locale, profitant de leur meilleure capacité d'adaptation à cette zone géographique proche de leur contrée natale. Les Coréens démontraient une activité plus forte que les Chinois et étaient plus nombreux dans les régions de Primorye et Priamurye. L'existence d'une frontière commune avec la Russie permettait aux Coréens de passer sur le territoire russe et d'y créer des sortes d'enclaves nationales, alors que les Chinois souhaitant pénétrer en Russie devaient traverser les steppes mandchouriennes ou mongoliennes. Ce qui constitue aujourd'hui l'une des principales bases industrielles de la Chine n'était, au 19ème siècle qu'un désert peuplé d'ethnies nomades. Dans ce contexte, les Chinois Han (*han zu*) préféraient demeurer à 700 kilomètres de la frontière russe, dans les provinces centrales où le climat était moins rigoureux.

Au 19ème siècle, le gouvernement impérial russe prit la décision de coloniser ce territoire en y envoyant des paysans de Russie centrale. Une autre grande partie des colons était aussi constituée de criminel (et prisonniers politiques) libérés du bagne. Jusqu'alors, les avant-postes des régiments des cosaques étaient la seule force représentant le pouvoir impérial dans cette région. L'arrivé massive des colons de Russie centrale freina la pénétration des Coréens et Chinois dans un espace désormais contrôlé par les Russes. Mais les villages où vivaient des « citoyens non-russes » continuèrent à mener leur existence habituelle dans les profondeurs du territoire de l'Empire russe. En fait, jusqu'à la guerre contre le Japon de 1904-1905, les autorités russes acceptèrent le concept d'une extension de la souveraineté et des droits de l'Empire Qing dans ces enclaves en territoire russe.

---

[748] *A.I.F.(Argumenty i fakty) Dal'inform*, 1996, n.24

En se lançant dans la conquête de la région de *Priamurye*, la Russie ne poursuivait que des objectifs militaires : le gouvernement ne pouvait être guidé par des perspectives de profit économique, car la région, très peu explorée, était considéré par Saint-Pétersbourg comme une sorte de *terra incognita*. La décision d'envoyer des colons en direction de l'océan Pacifique fut prise suite à un rapport de l'état-major général de l'armé russe pour le conseil de l'Etat impérial (*gosudarstvennyj sovet*), qui avait souligné que dans un milieu peuplé par des populations hostiles, la Russie ne serait pas capable de conserver ses avant-postes militaires. Dès lors, il devenait militairement nécessaire de neutraliser les autres ethnies en les rendant minoritaires par rapport à la population russe. En outre, la présence de citoyens étrangers sur le territoire russe était considérée comme une menace envers les intérêts de l'Empire Russe. En 1900, le ministre de la défense A. Kouropatkine[749] rapporta à l'empereur russe Nikolaï II : « L'affluence de la population chinoise dans la région de Priamurye pourrait sans doute augmenter la culture de cette région et transformer ce « désert » en « oasis ». Mais les terres libres seraient alors occupées par des étrangers et non par des russes. Nous devons réserver la Sibérie aux russes, afin qu'elle se transforme en pays avec une grande population ». Un autre homme politique de l'Empire Russe, le général-gouverneur (*general gubernator*) de la région de Priamurye, V. Unterberger, avait aussi envoyé plusieurs rapports au premier ministre Stolypine, dans lesquels il demandait d'accélérer l'envoi de populations russes en Extrême-Orient. Malgré la volonté du pouvoir local de coloniser le plus rapidement possible les espaces demeurés libres, ce processus prit en réalité de nombreuses années, pendant lesquelles la population des Coréens et Chinois croissait plus vite que celle des Russes. L'échec de la guerre contre le Japon poussa le gouvernement à mener une série d'actions répressives, au cours desquelles de nombreux ressortissants coréens et chinois furent dépossédés de leur propriété et expulsés hors de Russie.

Dans les années 1937-1938, le gouvernement soviétique reprit la pratique du début du 20ème siècle et extrada les Chinois d'Extrême-Orient russe vers le Mandchoukouo. Cette opération menée par le N.K.V.D. avait pour objectif de « produire des mesures prophylactiques contre la tentatives d'espionnage japonais ». Dans les années 1945-1949, la Chine et l'Union Soviétique procédèrent à des échanges de citoyens, qui mirent quasiment fin à l'existence d'une diaspora chinoise en Union Soviétique. Parmi les

[749] En 1905, il avait mené l'armé russe sur le front contre le Japon. L'historiographie russe lui impute la responsabilité de l'échec de la guerre terrestre à côté de Port-Arthur.

citoyens de l'Empire russe qui s'étaient installés dans les provinces du Nord-Est de la Chine après la révolution d'octobre et la guerre civile ou qui avaient pris la nationalité du Mandchoukouo, ceux qui ne voulaient pas rentrer en Russie soviétique, émigrèrent aux Etats-Unis, en Australie et en Amérique Latine. Les autres furent obligés de rentrer dans leur patrie historique. Les membres de la diaspora qui réussirent, malgré tout, à demeurer en Chine ou en Union Soviétique furent extradés après 1959, quand les structures de sécurité des deux pays attachèrent une attention redoublée aux questions de contre-espionnage.

La première occurrence du terme « péril jaune » dans la presse russe remonte aux années 1870. Ce slogan, exploité jusqu'au début de la première guerre mondiale en 1914, s'enracine dans le conflit de 1868, entré dans l'historiographie russe comme « *guerre manzi* » (manzovaâ vojna), qui avait vu une confrontation entre chercheurs d'or russes et chinois sur l'île Askold. Les historiens chinois qualifient ce conflit de « résistance héroïque des ouvriers chinois contre les agresseurs tsaristes »[750].

En 1868, lors du deuxième congrès de la région de Priamurye (Priamurskij s''ezd) organisé à l'initiative du général-gouverneur Korff de Khabarovsk, il fut déclaré : « l'élément chinois est nuisible à l'économie et à la politique de notre région ». Les délégués proposèrent l'idée selon laquelle les Coréens, concurrents naturels des Chinois considérés comme « rééducables[751] », pourraient contre-balancer la présence chinoise en Extrême-Orient. Deux ans auparavant, en 1884, les gouvernements coréen et russe avaient conclu un « Accord sur les conditions de l'existence temporaire des coréens en Extrême-Orient russe » destiné à normaliser le flux de l'immigration des coréens en Russie en octroyant la nationalité russe à tous les coréens se trouvant sur le territoire russe.

La situation était plus difficile sur le front de l'immigration chinoise : jusqu'à 1909, aucun accord ou traité bilatéral ne règlementait les conditions de la citoyenneté entre les deux

[750] YANG Zhao Quan, XUN Yu Mei, *Zhong Chao bien ze shi* (Histoire de la frontière sino-coréenne), Chan chun, 1993

[751] Actuellement (2005), la diaspora coréenne en Russie avoisine un million d'habitants. Outre en Russie, de grandes sociétés coréennes se trouvent au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Les Coréens jouissent de positions fortes dans l'agriculture du Sud de la Russie où ils contrôlent les plantations d'oignons et de pastèques. Les Coréens se sont beaucoup russifiés et mélangés avec les Russes : ils parlent russe et seule la vielle génération possède encore des notions rudimentaires du dialecte ancien d'origine coréenne. Dans les années 60, pour éviter l'extradition, beaucoup de Chinois résidant en Union Soviétique prétendirent être de nationalité coréenne. En 1950, le gouvernement soviétique proposa au Coréens soviétiques de repartir en Corée du Nord : cet appel ne rencontra pas beaucoup de succès dans les milieux populaires, mais le

pays. De même, l'Empire russe ne disposait d'aucune base juridique permettant de conférer la nationalité russe aux ethnies autochtones de Sibérie orientale. Pour leurs relations extérieures, les gouvernements locaux suivaient les ordres de l'empereur Alexandre III, qui avait donné le droit aux gouverneurs d'imposer une taxe de 5 roubles à tous les Chinois ne faisant pas de commerce et n'ayant pas de propriété en Russie. Toutefois, cet ordre était difficile à appliquer car la ligne frontalière avec la Chine était mal contrôlée et aucune statistique n'indiquait le nombre de personnes la traversant[752]. Jusqu'aux années 20, la frontière russe demeura ainsi « transparente ».

Outre sa fonction de slogan journalistique « le péril jaune », du 19ème siècle avait aussi d'autres raisons d'être. En réalité, ce thème se rapportait non à un seul mais à plusieurs « périls ».

Dans les années 1870 à 1890, apparut en Extrême-Orient une réelle menace pour toute la population : il s'agissait d'une sorte de banditisme local, appelé « *hunhuzničestvo* » en russe et « *hong huzi* » en chinois (« barbes rouges »), en référence aux bandes de chinois, mandchous et mongols ayant eu l'habitude de peindre en rouge leurs moustaches et barbes. Ni les pouvoirs chinois, ni les Russes ne pouvaient neutraliser ces gangs qui terrorisaient la population locale. Jusqu'en 1906, la Russie ne contrôlait pas les territoires allant de la rivière Oussouri au golfe Sainte-Olga (Svâtaâ Olga). Après la guerre contre le Japon, le gouvernement russe commença à militariser la région, en fondant des garnisons militaires dans chaque petite ville. Mais ce n'est que la Révolution d'Octobre qui signa la fin de ces gangs : la Tcheka envoya en Extrême-Orient des « régiments à destination spéciale » (*Polk osobogo naznačeniâ*) formés de communistes internationalistes, qui se livrèrent à une vraie chasse contre toutes les formes de banditisme. A cet effet, la Tcheka utilisa la pratique de la « terreur rouge », c'est-à-dire, en fait, de la « terre brûlée », contre les ennemis du pouvoir soviétique, les bandits et les personnes qui avaient sympathisé avec eux.

Dans la dernière décennie du 19ème siècle, une seconde « menace jaune » en Extrême-Orient russe fut celle de la force ouvrière chinoise bon marché. Les citoyens chinois cherchaient du travail dans l'industrie lourde : mines, construction de chemins ferrés (notamment le Transsibérien), métallurgie. En 1891, le gouvernement russe lança la

---

gouvernement soviétique réussit tout de même à envoyer quelques cadres soviétiques d'origine coréenne au nouveau gouvernement nord-coréen.

construction du chemin de fer d'Oussouri (*Ussurijskaâ železnaâ doroga*). Cette année-là, environ 10 000 chinois arrivèrent en Russie. Déjà en 1896, la région d'Oussouri comptait plus de 40 000 chinois pour seulement 30 000 russes. Les grands travaux employèrent 13 000 ouvriers chinois. Cette situation fut aggravée par l'impression que tout le commerce en Extrême-Orient avait été monopolisé par les Chinois. Les efforts des autorités russes pour restreindre les flux de l'autre coté de l'Amour restaient vains. Parallèlement, les gouverneurs comprenaient que le développement de l'économie des régions de l'Extrême-Orient russe nécessitait une large force ouvrière : en l'absence de population russe et de programme gouvernemental de colonisation, l'afflux de main d'œuvre chinoise constituait le seul moyen de répondre aux besoins de l'industrie russe. Ainsi, au début du 20ème siècle, les pouvoirs locaux en Extrême-Orient russe eurent à faire face à un déséquilibre démographique en faveur des chinois aux conséquences importantes pour la vie sociale et économique de la région.

La situation changea après la guerre contre le Japon, en 1905. Le terme de « péril jaune » passa de la sphère économico-sociale à la sphère politico-militaire. Ce glissement de sens avait été provoqué par la défaite cuisante imposée à la Russie par un Japon ayant réussi à établir militairement son hégémonie en Mandchourie et Sakhaline. Dans ce contexte nouveau, le gouvernement russe ne pouvait plus ignorer la domination des Chinois en Extrême-Orient. L'état-major général de l'armée russe reçut de nombreux rapports des résidents du renseignement indiquant la force, dans les milieux chinois, du discours sur l'aide chinoise à l'armée japonaise afin de libérer les terres occupées par les Russes. En octobre 1908, le ministère des affaires intérieures soumit le projet de loi « *O merah protiv naplyva v Priamurskij kraj kitajcev i korejcev* » (Sur les mesures contre les flux de Chinois et Coréens dans la région de Priamurye). Mais les grands commerçants russes, inquiets de la possible perte d'une main d'œuvre chinoise bon marché, firent pression pour que le projet soit retiré. Arguant de nécessité de défense et de sécurité, la loi fut tout de même votée le 21 juin 1910 : elle interdisait l'emploi de main d'œuvre ouvrières étrangères dans les usines d'Etat. Un autre objectif de cette loi était d'empêcher l'exportation de roubles russes en Chine, une pratique courante parmi les ouvriers chinois qui renvoyaient une large partie de leur salaire dans leur patrie, aggravant ainsi le déficit de monnaie argentée dans le

[752] Deux structures indépendantes se partageaient la responsabilité de la garde de la frontière russe : les gardes-frontière dépendant du ministère des finances et les régiments de cosaques (*Sibirskoe kazač'e vojsko, Ussurijskoe kazač'e vojsko*), sorte des régiments mobiles de l'armée impériale.

budget de l'Extrême-orient russe. Toutefois, la loi s'avéra peu efficace et ne réussit pas à résoudre les problèmes de l'immigration illégale et de la saturation du marché du travail.

En 1912, le ministère des affaires intérieures dévoila une autre projet de loi, intitulé « *Ob usloviâh priema v priamurskoe general-gubernatorstvo inostrannyh graždan i proživanie ih v predelah etogo regiona* » (Sur les conditions d'admission des citoyens étrangers dans la gouvernabilité de Priamurye et leurs résidences dans les limites de la région). Son objectif était de réglementer la présence des Chinois et des Coréens sur le territoire russe et la possibilité légale de leur extradition. Mais cette loi fut critiquée par le ministère des affaires étrangères qui souligna les difficultés de sa mise en œuvre pratique.

Après le début de la première guerre mondiale, le problème du « péril jaune » disparut des pages de la presse russe. L'une des raisons de cette disparition subite résidait dans le fait que la Chine et le Japon étaient des alliés de « l'Entente ». Par ailleurs, la mobilisation massive de la population avait provoqué un grand déficit de main d'œuvre ouvrière, en Extrême-Orient comme dans les régions centrales de l'Empire Russe. La révolution et la guerre civile en Russie soviétique avaient vu l'émergence d'autres problèmes intérieurs reléguant au deuxième plan la présence de chinois dans les régions éloignés proches de l'Océan Pacifique[753]. Le statut indéfini des populations chinoises d'Extrême-Orient demeura jusqu'à la fin des années 30. Trente années de politique isolationniste et nationaliste stalinienne résolurent temporairement la question chinoise en Extrême-Orient. La Russie s'était non seulement coupée de l'Asie Pacifique en général, mais elle était aussi devenue une véritable forteresse fermée à la Chine, malgré le slogan sur « l'amitié fraternelle des peuples soviétique et chinois ».

Pourquoi, un siècle plus tard, le terme du « péril jaune », longtemps considéré comme un anachronisme de la politique tsariste, réapparut-il brusquement à la fin du 20ème siècle ?

Une comparaison historique de la politique du gouvernement tsariste de la fin du 19ème siècle et de celle de la Russie post-soviétique en Extrême-Orient mettrait en valeur une ressemblance majeure : l'extrême instabilité des sphères de la vie sociale, politique et

[753] Les « brigades internationales » (*interbrigada*) formées de communistes, membres de R.K.P.B d'origine chinoise et coréennes, jouèrent un rôle très actif dans la guerre civile russe. Un épisode mémorable est le refus des régiments de l'Armé Rouge, formés de russes, de réprimer la révolte d'Antonov (*Antonovskij mâtež*) dans la région de Tambov en 1920. La Tcheka et l'état-major de l'Armé Rouge avaient alors envoyés des brigades internationales qui s'étaient livrées à une véritable purge ethnique parmi les paysans de cette région. De façon plus générale, les brigades chinoises participèrent activement aux combats dans le Caucase, notamment au Daghestan.

économique en Extrême-Orient. Dans les deux cas, il semble que l'élite politique russe soit confrontée à la même incapacité à comprendre quels sont ses intérêts en Extrême-Orient. Les réponses généralement apportées aujourd'hui demeurent floues et abstraites et s'articulent toutes autour des « intérêts nationaux russes » sans que leurs enjeux ne soient réellement explicités, notamment vis-à-vis de la population qui continue à quitter la région. Depuis deux cents ans, le « centre » se comporte avec l'Extrême-Orient comme s'il s'agissait d'une région « secondaire » pour la politique intérieure et extérieure de la Russie. Aujourd'hui, le gouvernement central ne prête attention à la partie asiatique du pays que quand la politique russe en Europe rencontre des difficultés. Moscou utilise alors « la carte chinoise » ou « la carte indienne » pour rappeler à l'Europe qu'elle n'est pas le seul partenaire, ou le plus important, sur lequel la Russie peut compter.

A la fin du 19ème siècle, peu de personnes, à Saint-Pétersbourg, savaient que la Russie partageait une frontière commune avec la Chine. Ainsi, l'ex-premier ministre de l'Empire Russe, Vitte se souvient : « …Même les hauts d'hommes d'Etat sont ignares. Même le ministre des affaires étrangères, Lobanov-Rostovsky, ne sait pas ce qui se passe en Extrême-Orient[754] ». Le flux des chinois dans la région n'inquiétaient pas les élites de l'Empire, essentiellement formées de nobles de Saint-Pétersbourg, et ne soulevaient pas l'intérêt de la bourgeoisie nationale plus à l'Est de l'Oural. L'ignorance et la négligence des questions de sécurité peuvent être considérés comme des facteurs ayant directement contribué à la défaite contre le Japon : les messages d'alerte envoyés par les gouverneurs des régions de l'Extrême-Orient s'étaient perdus dans les méandres de la bureaucratie de la capitale. Cette situation peut être mise en parallèle avec les dysfonctionnements actuels des mécanismes de correspondance dans les sphères administratives, militaires et diplomatiques, entre les structures gouvernementales fédérales et régionales. Le résultat de ces difficultés institutionnelles au 19ème siècle est que les lois protectionnistes ne furent appliquées qu'avec beaucoup de retard et fonctionnèrent mal. La première guerre mondiale puis la guerre civile isolèrent presque totalement l'Extrême-Orient de la Russie centrale. De 1917 à 1929, la «*Dal'nevostočnaâ Respublika* » (République de l'Extrême-Orient) fonctionna même en établissant des relations bilatérales avec le gouvernement de Lénine à Moscou.

Un autre trait caractéristique du 19ème siècle est la difficulté physique des communications entre le centre et les régions éloignés. Au 18ème siècle, un officier portant un courrier impérial mettait cinq ans à joindre Saint-Pétersbourg et Sakhalin. A la fin du 19ème siècle, la construction du chemin ferré transsibérien améliora drastiquement la situation. Au début du 20ème siècle et jusque dans les années 30, les infrastructures techniques de la Russie étaient telles que les télégrammes de Moscou à Vladivostok ou Khabarovsk devaient transiter par Berlin, Hong Kong et Pékin. La situation changea rapidement après l'arrivée de Staline au pouvoir, car l'une des priorités de celui-ci fut de renforcer « le front oriental » de sa politique intérieure et étrangère. La montée de la menace japonaise constituait la plus grande justification immédiate d'un tel choix. La militarisation totale, non seulement de l'Extrême-Orient mais aussi de toute la Russie, devint inévitable à la veille de la guerre mondiale.

Entre 1953 et 1991, l'Union Soviétique s'installa dans une phase d'inertie du modèle politique stalinien. Les successeurs de Staline au bureau politique du P.C.U.S. voulurent probablement sortir de ce système d'Etat-forteresse sans pour autant désorganiser le système militaire du pays, mais la perestroïka démontra que le changement ne pouvait se faire qu'au prix de la destruction totale du système.

Les réformes politiques initiées en 1991 enfermèrent à nouveau l'Extrême-Orient dans son isolation par rapport aux régions centrales russes. Le temps montra la capacité de ces régions à gérer leur affaire intérieure de façon autonome vis-à-vis du gouvernement central. Plusieurs cas de meurtres de Chinois dans les régions de Primorye et Khabarovsk, combinés à la crise économique et au rejet des produits de basse qualité chinois aboutirent à un tarissement progressif du « flux jaune »[755]. En 1994, seulement 44 % des Chinois quittèrent la Russie à l'expiration de leur visa touristique ; ils étaient 66 % en 1995, et 97% en 1996.[756] Pendant les premiers sept mois de 1997, il est estimé que seuls 160 chinois étaient demeurés en situation irrégulière en Extrême-Orient.

Nous concluons de ces observations que la crise du « péril jaune » du début des années 90 a été artificiellement provoquée par les autorités régionales de l'Extrême-Orient russe dans

[754] S.Û.VITTE, *Vospominaniâ carstvovaniâ Nikolaâ II* (Les mémoires sur le règne de Nikolaï II), 1924, vol. 1, page 35
[755] 300 chinois ont été tués entre 1996-1997.
[756] Information officielle de U.R.A.F. F.S.B.

le contexte de rapports de forces et de conflits d'intérêt politiques et économiques entre le centre et ces régions. La question chinoise fut instrumentalisée par les élites régionales pour effrayer le centre. Le ministère des affaires intérieures (*Miliciâ*), le haut commandement de l'armée fédérale russe qui dirige les circonscriptions militaires de Sibérie et d'Extrême-Orient, le service des gardes frontières (F.P.S.) ont eux aussi tiré profit de cette situation : se poser comme le seul rempart de la population russe à l'invasion chinoise leur a permis de renforcer leur influence dans la politique régionale. Enfin, le groupe « pro-occidental » au sein du ministère des affaires étrangères russes a également tiré des avantages de la sinophobie populaire qui appuyait ses analyses sur une Chine présentée comme la principale menace de la Russie à un horizon de 10-15 ans. L'instrumentalisation de la thèse du « péril jaune » par ces politiques est à placer dans le contexte d'un ministère tiraillé entre des forces à peu près égales tirant l'une vers l'Occident et l'autre vers l'Orient[757].

Réalité de l'influence chinoise en Extrême-Orient russe

Jusqu'en 2004, le seul travail russe analysant en détail la situation de l'immigration chinoise dans les régions russes en Extrême-Orient est l'ouvrage de V. Larin, directeur de l'Institut d'ethnographie de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie à Vladivostok[758]. Les conclusions qu'il tire de ses enquêtes dans les différentes régions de l'Extrême-Orient russe permettent de détruire de nombreux stéréotypes créés par les politiciens et la presse régionale. Par ailleurs, une des données du Service Fédéral de la Sécurité (en particulier celles du département du service fédéral des gardes frontières du F.S.B. recensant les informations relatives aux citoyens étrangers entrant et sortant de Russie) constituent une autre source fiable[759]. En Occident, la meilleure publication scientifique sur la situation des processus migratoires en Russie, et en particulier en

[757] Travailler en Europe constituait le rêve de la nomenklatura post-soviétique. Toutefois, ce sont « les orientalistes » qui sont généralement considérées comme l'élite intellectuelle de la diplomatie russe post-soviétique. La position de ces derniers au sein du gouvernement et des services spéciaux a été considérablement renforcée sous la direction d'Eugénie Primakov. C'est pourquoi il est très probable que la politique chinoise de la Russie bénéficie pendant les prochaines années d'une grande stabilité.
[758] V. LARIN, *Kitaij i Dal'nij Vostok Rossii* (La Chine et l'Extrême-Orient russe), Vladivostok, 1998

Extrême-Orient russe est le livre d'Anne de Tinguy, « La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer »[760].

En dépit de quelques travaux analytiques, comme ceux de Viktor Larin et Anne de Tinguy, donnant une image claire de la situation migratoire en Extrême-Orient[761], on peut considérer que, jusqu'en 2001, il n'existait pas de chiffres exacts sur le nombre total de résidents chinois permanents et temporaires sur le territoire russe.

Ni les chercheurs étrangers, ni les chercheurs russes ne doivent se fonder sans réserve sur les chiffres des structures officielles de la Fédération de Russie et ceux que la presse leur attribue. Au cours d'un entretien avec l'auteur de cette thèse, le colonel *Mihajlov*[762], du département des gardes frontières du Service Fédérale de la Sécurité (F.S.B.), a souligné la nécessité de considérer avec précaution les chiffres circulant dans la presse russe. Selon lui, la plupart des données sur le nombre de Chinois en Russie ont été inventées au début des années 90 par des journalistes et hommes politiques n'ayant rien à voir avec les structures fédérales russes. Par ailleurs, les statistiques produites par le service des gardes frontières n'étaient pas précises, faute de système de mesure des mouvements migratoires approprié[763]. De 1991 à 1997, ces mesures ont largement été consignées manuellement ; il n'était pas rare que les cahiers de statistiques se perdent ou soient détruits, ce qui obligeait les officiers subalternes du service fédéral des gardes frontières d'Extrême-Orient à

---

[759] Des départements régionaux du ministère des affaires intérieurs russes avaient plusieurs fois envoyé des rapports contenant des chiffres inexacts sur la situation migratoire en Extrême-Orient.

[760] A. de TINGUY, *La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer,* Paris, Plon, 2004

[761] Certaines analyses de Youri Galenovič sont contestées : cet auteur est considéré comme alarmiste et relativement radical. Sa position s'enracine dans son expérience particulière de travail avec la Chine dans le domaine de la protection des intérêts nationaux soviétiques en Extrême-Orient.

[762] Il s'agit d'un pseudonyme car le service fédéral a interdit de publier son véritable nom. Cet entretien a été autorisé par le chef d'U.R.A.F. F.S.B. le général Hristoforov.

[763] Depuis 1991, les structures de sécurité intérieure de la Fédération de Russie connaissent une période de transformation permanente. Les structures du contre-renseignement soviétique ont subies des modifications profondes. Les plus grandes réformes sont celles de 1991, 1993, 1995 et 1998. Suite à ces bouleversements, le service a été confronté à un véritable manque de cadres compétents, capables de produire des statistiques fiables dans les différentes régions. Les régiments de garde-frontières sont devenu un service fédéral indépendant (entre 1991 et 2003), mais le manque du financement n'avait pas permit a cette structure de créer la protection totale de toute ligne frontalière. Le secteur de frontière entre la Russie et la Chine était notamment considéré comme « relativement faible » du fait de ses mauvais équipements techniques. Les meilleurs régiments (*manevrennye gruppy F.P.S.*) se trouvaient sur la frontière tadjiko-afghane où ils combattaient contre le trafic de drogue et l'islamisme radical. La situation sur la frontière sino-russe ne s'améliora qu'après 1998, quand Moscou trouva des fonds pour acheter des ordinateurs dont furent équipés les postes frontaliers entre les deux pays. Cela permit finalement de mettre fin aux pertes d'information statistique sur les citoyens chinois en Russie. En Chine, la question sur de l'émigration des chinois relève du *Gong An Bu* (ministère de la sécurité civile). Ces informations y sont strictement classifiées.

réécrire des rapports contenant des estimations « approximatives ». C'est en contactant de façon non-officielle les départements régionaux des services de sécurité fédérale (F.S.B., M.V.D.) que les administrations civiles locales et la presse régionale produisaient à leur tour leurs estimations du phénomène migratoire, souvent différentes de celles du F.S.B., mais qui s'en prévalent. Le F.S.B. se trouve démuni face à ces allégations populistes, puisque pour effectuer le contact avec la presse il est nécessaire de requérir une autorisation supérieure. En 1996, les journalistes annoncèrent le chiffre fantastique de 1 à 5 millions Chinois résidant en Extrême-Orient et dans les régions centrales russes. Le professeur Alexeï Maslov indique que la mairie de Moscou avait fourni le chiffre de 100 000 Chinois dans la capitale. Cependant, ce chiffre ne peut être exact puisque, en 1996, personne au sein du contre renseignement russe ne travaillait sur le problème des immigrés clandestins et de la diaspora chinoise en Russie.[764]

Le recensement de la population de 1979 montra que 1 742 citoyens soviétiques d'origine chinoise demeuraient en U.R.S.S. En 1990, ce chiffre grimpa à 15 000 chinois. Il s'agissait essentiellement de contractuels travaillant sous des contrats de coopération signés par les gouvernements soviétique et chinois. Au 1er janvier 1992, la région de Khabarovsk comptait déjà 47 000 étrangers. A partir 1992, suite à la conclusion de l'accord relatif à la circulation sans visa des citoyens des deux pays, les structures gouvernementales se trouvèrent dans l'impossibilité de contrôler les flux de Chinois passant sur le territoire russe[765]. Au début de 1993, selon les données du F.S.B., 500 000 touristes chinois se trouvaient en Russie : la plupart pénétraient sur le territoire russe avec un visa « collectif »[766] et les gardes-frontière n'enregistraient alors que le nombre total d'individus du visa. Assez souvent les Chinois restaient en Russie plusieurs jours voir plusieurs mois après l'expiration de leur visa ou passaient par d'autres passages frontaliers dans les autres régions de l'Extrême-Orient russe. Comme la base informatique du service des gardes-frontière russes était encore faible, les structures officielles ne pouvaient

[764] Ces questions devaient être gérées par départements centraux, à la Lubyanka 2. On peut considérer qu'il n'y avait plus de cadres parlant chinois. Au début des années 90, le seul moyen d'obtenir des informations sur les Chinois résidant en Extrême-Orient russe était le travail des sections (*otdel*) du contre- renseignement militaires (*voennaâ kontrrazvedka*, qui est aussi une partie du système du F.S.B. et ne dépend pas du ministère de la défense fédérale) dans les régiments de l'armée fédérale russe. Mais les services de contre-espionnage militaire russe ne pouvaient pas sortir de leur compétence directe - assurer la sécurité à l'intérieur des régiments et protéger les secrets d'Etat dans l'industrie militaire.

[765] En 1991, 46 000 chinois auraient traversé le poste de douane de Grodekovo. En 1992, ils furent 200 000.

[766] Aujourd'hui les citoyens des deux pays peuvent ne pas s'adresser aux consulats et acheter directement un tour commercial.

travailler qu'à partir des chiffres de chinois entrés sur le territoire et non de ceux qui en étaient déjà sortis. Apres le chute de la demande de marchandise chinoise en Russie, la dynamique de l'immigration clandestine chinoise en Russie tendit à se calmer : les commerçants chinois ne voyaient plus l'intérêt de s'attarder en Russie où leurs possibilités de super-profits étaient désormais limitées.

Le 5 octobre 1993, l'administration de la région de Primorye adopta un décret (*postanovlenie*)[767] abolissant de facto le régime « sans visa » avec la Chine. Au mois de novembre, un décret analogue fut voté par l'administration de Khabarovsk. Suite à ces initiatives régionales, le 6 décembre 1993, le ministère des affaires étrangères russe a rétablit le régime de visa avec la Chine et réglementé la question du transit par le territoire russe de chinois se dirigeant vers des pays tiers[768]. Le prix du visa s'élevait alors à 75 dollars américains, ce qui représentait une somme importante : toutefois, ce prix fut loin de décourager les citoyens chinois qui demeurèrent nombreux à transiter arriver en Russie. En 1994, 751 000 chinois visitèrent la Russie, dont 410 000 avec un visa d'affaire et 237 000 avec un visa touristique[769].

Viktor Larin indique qu'en 1994, la région de Khabarovsk fut visitée par 60 000 étrangers. Dans la région du Primorye se rendirent 16 384 chinois, dont 10 306 commerçants, 5 859 touristes et 219 étudiants. En 1995, le nombre de visiteurs chinois dans la région de Primorye atteignit 45 000 personnes. En 1993, 25 500 chinois se rendirent dans la région d'Amour. En 1995, ils n'étaient plus que 18 000.

Au début de 1996, l'U.V.D. *Uparvlenie Vnutrennih Del* (direction des affaires intérieures du M.V.D.) de Primorye rapporta à Moscou que 415 000[770] citoyens chinois résidaient dans la région, dont seulement 145 000 avaient réglé leur statut auprès des stations de police (*miliciâ*) russes. Les autres s'étaient évanouis dans les profondeurs du territoire russe. Le F.S.B. estime que la plupart des Chinois ne se présentant pas à la police ne restent pas en Russie mais vont directement dans les pays occidentaux.

Jusqu'en 2000, les Chinois utilisaient deux moyens pour arriver en Russie ou y transiter vers d'autres pays : ceux ayant des passeport de service pouvaient rester sur le territoire

[767] *O regulitovanii pribyvaniâ inostrannyh graždan v Primorye* (A propos du règlement de résidence des citoyens étrangers dans la région de Primorye)
[768] *Sobranie aktov prezidenta i pravitel'stva Rossijskoj Federacii* (Collection des actes du président et du gouvernement de la Fédération de Russie), 1993, N.50
[769] Données présentées par le département du service fédéral des gardes-frontière du F.S.B.
[770] Nous ne connaissons pas la méthode de calculs statistiques employée par le M.VD.

russe Pendant trois mois sans enregistrement à la police (G.U.V.D., U.V.D., R.U.V.D., R.O.V.D.). De nombreux autres utilisaient des passeports falsifiés. Parfois, un seul passeport était utilisé consécutivement par plusieurs personnes. Pour les citoyens chinois s'établissant en Russie pour plusieurs années, la diaspora organisait des laboratoires de production de faux papiers. Il est arrivé que le contre-renseignement russe soit averti d'envois de passeports par des gangs chinois. Dans ce contexte, tout chinois déclarant à la police russe que son visa est périmé est expulsé et interdit de retour sur le sol russe pendant 5 ans. Le trafic était organisé par des bandes du Dongbei en coopération avec la police chinoise. Le F.S.B. estime qu'il existe toujours en Chine un large réseau de production de passeports trafiqués et de transfert de « passagers clandestins » chinois, via la Russie, vers des pays de la Communauté Européenne. Ces réseaux profitables sont appelés à perdurer faute de capacité (ou de volonté ?) des autorités chinoises d'y mettre fin. Les sinologues russes considèrent que l'émigration est considérée comme l'un des moyens de résoudre le problème croissant du chômage.

A partir du début de l'ère des réformes de Deng Xiaoping, l'exportation de main d'œuvre ouvrière chinoise à l'étranger devint un volet important de la politique chinoise, car elle était considérée comme une source importante de devises et de technologies étrangères. En 1980, le Conseil de l'Etat de la Chine donna l'ordre à toutes les structures gouvernementales de chercher les possibilités de participation à des projets économiques à l'étranger et d'utiliser la force ouvrière chinoise comme une marchandise à vendre. L'exportation de la force ouvrière de la Chine à l'étranger fut alors principalement menée à travers les activités des sociétés de construction dont l'objectif principal était l'envoi d'ouvriers à l'étranger. La première de ces corporations fut créée en 1979. En 1990, il en existait 112. La coordination des activités de ces corporations fut attribuée au ministère des relations économiques et du commerce international. Le ministère du travail fut chargé de la formation professionnelle de cadres destinés à travailler à l'étranger. Cependant, cette politique ne suffit pas à résoudre les conséquences de l'explosion démographique des années 60-70. Galenovič et Maslov estiment qu'en 2004, 350 à 450 millions de chinois se trouvent dépourvus d'activité lucrative.

En été de 1992, les gouvernements des deux pays signèrent un accord sur les « Principes d'embauche de citoyens chinois dans les entreprises du territoire de la Fédération de Russie » (*O Princypah najma graždan K.N.R. v Rossii*). Ce document devint la base

juridique de la définition du statut des chinois en Russie et servit de modèle aux autres documents sur ce sujet.

L'exportation de la force ouvrière chinoise en Russie commença à l'époque soviétique, en 1986. On peut dire qu'elle constitua l'un des premiers pas de réconciliation initiés par le gouvernement soviétique. A partir de la fin des années 80, les usines d'état reçurent la permission d'établir des relations directes avec des partenaires chinois et de faire venir des ouvriers chinois. La province du Heilongjiang envoya ainsi dans les régions frontalières russes environ 12 000 ouvriers. En 1992, ce chiffre atteignait déjà 14 500 ouvriers. Le 10 mars 1992, l'administration de la région de Primorye adopta un arrêté (*postanovlenie*) de « Règlement de l'embauche de la force ouvrière étrangère par les organisations, usines et entreprises de la région » (*Postanovlenie o porâdke privlečeniâ predpriâtiâmi, organizaciâmi, učereždeniâmi kraâ inostrannoj rabočej sily*). Cette réglementation établissait un quota sur l'importation d'ouvriers chinois dans la région. Immédiatement, plus de 100 usines de la région profitèrent de cet arrêté pour faire venir des ouvriers chinois. Parmi ces immigrants chinois, 48% furent employés sur les chantiers de la région et 42% dans le complexe agricole.

Viktor Larin considèrent qu'il est impossible d'établir avec précision le véritable nombre des ouvriers chinois employés dans les usines soviétiques puis russes au début des années 90, du fait de l'absence total de statistique relative à l'administration des usines. La seule certitude est que, de toutes les régions chinoises, c'est le Heilongjiang qui envoya le plus d'ouvrier en Extrême-Orient russe dans les années 90.

Le 16 décembre 1993, Boris Eltsine signa un décret (*ukaz*) « Sur l'embauche et l'utilisation des ouvriers étrangers dans la Fédération de Russie » (*O privlečenii i ispolzovanii inostrannyh rabočih v Rossijskoj Federacii*) contraignant les entreprises russes à fournir des statistiques sur leurs employés chinois aux organes de contrôle du M.V.D. et à requérir une autorisation fédérale avant d'en recruter ; cependant, la plupart des structures commerciales privées ne respectèrent pas ce décret. A la fin de 1994, le service fédéral de l'immigration (*Federal'naâ Migracionnaâ Služba*.)[771] n'avait délivré que 421 permissions officielles d'embauche de chinois, pour un effectif officiel estimé à 15 000 personnes (dont 8 500 en Extrême-Orient russe, 4 000 en Sibérie et 2 500 en Oural et en Russie Centrale.

En 1995, 27 879 chinois travaillaient officiellement en Russie, constituant la deuxième force de travail étrangère après les ukrainiens[772]. Dès le début du flot migratoire, la Russie ne favorisa pas l'immigration de Chinois dotés de compétences professionnelles particulières et les employa majoritairement dans des secteurs non-qualifiés et mal payés, notamment dans les endroits dangereux où les Russes ne voulaient pas travailler. Les employeurs russes profitèrent de ce que les Chinois ne protestaient pas contre les mauvaises conditions de travail et acceptaient de travailler 12 heures par jour. Paradoxalement, Alexeï Maslov montre que le travail des ouvriers chinois dans les usines russes coûtait toutefois plus cher que le travail des russes : les directeurs des entreprises russes rémunéraient aux entreprises chinoises le travail des ouvriers qu'elles avaient envoyé en nature (métaux, engrais, produits de chimie, bois, etc.). Au début, cet arrangement s'avéra plus avantageux pour les Russes qu'un contrat d'embauche collective ; mais en 1992, la chute du rouble fit brusquement augmenter la valeur de ces marchandises sur le marché intérieur. L'approfondissement des réformes économiques mené par le gouvernement de Gaidar conduisit à la crise l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. La fermeture de nombreuses usines russe réduisit les contacts avec les partenaires chinois. En outre, l'augmentation du chômage parmi les ouvriers russes donna un coup d'arrêt à cette forme d'échanges sino-russes. Au début de l'année 1995, le taux chômage de la région de l'Amour atteignait 9%, celui de la région de Khabarovsk 10 %, et 7.8% (en 1996, 11 %) dans la région de Primorye. Dans cette situation, les contractuels chinois travaillant dans ces trois régions russes durent rentrer dans leur pays. Le F.P.S. indique qu'aucun chinois ne pu plus demeurer illégalement en Russie à l'expiration de son visa. Entre 1992 et 1995, le nombre total des ouvriers chinois dans les régions de l'Extrême-Orient ne dépassa plus 0.6% des tous les travailleurs russes, et leur présence n'avait plus d'influence sur la vie sociale de la région. La panique alors provoquée par la presse russe, se fondant sur la rhétorique d'ouvriers chinois volant le travail des russes, n'avait donc alors aucun fondement valable.

[771]En 2003, président Poutine a commencé la reforme des service de la sécurité (*reforma silovogo bloka*), selon cette reforme, les deux services fédéraux (F.P.S. et F.M.S.) ont perdu leurs indépendances, en 2005, ce service existe au sein du ministère des affaires intérieures russe comme le département

[772] Une interview faite le 12 décembre, 2004 en Ministère des affaires intérieurs, P.V.U. *Pasportno-vizovoe Upravlenie* (Le département des passeport et visa) à Moscou.

Au début de l'année 2005, la plupart des économistes et sinologues russes, et notamment les académiciens Tihvinskij et Voskresenskij[773], estiment qu'il serait bon d'attirer à nouveau des ouvriers étrangers afin de mettre en valeur les ressources de l'Extrême-Orient et de la Sibérie. Mais le souvenir de l'expérience négative avec les ouvriers chinois constitue un frein puissant. Cependant, par l'accord signé par Vladimir Poutine à Pékin le 3 octobre 2004, le gouvernement russe a donné son accord à la Chine pour augmenter le quota des ouvriers chinois jusqu'à un plafond annuel de 50 000 personnes. Si cet accord est réalisé, la majorité de ces 50 000 travailleurs travailleront en Sibérie et en Extrême-Orient, et non dans les régions centrales. Viktor Larin affirme que ces régions frontalières ont réellement besoin de forces ouvrières, malgré le chômage qui sévit dans le pays, car les Russes n'acceptent pas les travaux ingrats nécessaires à la valorisation des ressources régionales. Toutefois, Larin, comme Galenovič et Maslov, s'attend à ce que la présence de long terme d'ouvriers chinois en Extrême-Orient provoque des tensions ethniques. Déjà, l'opinion publique a exprimé son mécontentement devant la préférence exprimée par les employeurs russes pour des ouvriers des pays de la C.E.I. (moins coûteux que les Russes) à des postes qualifiés. L'opinion publique russe, déjà largement manipulée par la presse et les politiciens a développé des tendances xénophobes durables contre les travailleurs immigrés.

La lutte contre l'immigration illégale dans les régions d'Extrême-Orient

Contrairement aux ouvriers chinois arrivant en Russie aux termes d'un contrat signé, un grand nombre de « touristes » chinois s'installèrent dans les régions frontalières russes de façon totalement illigale. Entre 1990 et 1998, environ la moitié des touristes chinois en Extrême-Orient russe n'avaient pas quitté la Russie à l'expiration de leur visa. Les données conservées dans l'archive de la circonscription des gardes-frontière de la région Pacifique (*Tihookeanskij pograničnyj okrug F.P.S.*) montrent qu'en 1994, sur 18 569 touristes chinois entrés en Russie, seulement 11 873 étaient retournés en Chine. En 1995, 330 touristes chinois « se perdirent » dans la région de Khabarovsk. Quelques mois plus tard, au cours du premier semestre de 1996, 316 touristes chinois violèrent le régime intérieur de

[773] Tous deux travaillent à la direction de l'institut de l'Extrême-Orient à Moscou.

Primorye. Les gardes-frontière indiquent qu'à partir de 1991 et jusqu'en 1996, 5 000 à 6 000 chinois clandestins résidaient en Extrême-Orient. Ce chiffre est loin de coïncider avec les centaines de milliers de Chinois dénoncés dans la presse russe.

Le principal moyen de lutte contre les clandestins fut l'organisation de nombreuses opérations par le ministère des affaires intérieur russe, sous le titre « étranger » (*inostranec*). Le F.S.B. ne prit pas part à ces actions, qui ne furent pas seulement effectuées en Extrême-Orient, mais aussi dans les régions de Russie centrale. Le but de ces opérations étaient la détention et l'extraditions des étrangers. En 1992, 10 Chinois et 2 Viêtnamiens furent extradés de la région de Primorye pour cause d'infraction aux règles d'enregistrement. Ce chiffre semble minime par rapport aux 7 076 étrangers travaillant dans ce région. Les autorités russes ne s'impliquèrent activement dans ce combat qu'à partir de 1994, quand le gouverneur de la région de Khabarovsk, Viktor Ishaev publia l'arrêté № 62 (*postanovlenie de 11 février 1994*), qui intimait aux dirigeants régionaux de tous niveaux l'ordre de résoudre le plus vite possible les problèmes liés à la résidence des étrangers dans la région. Le 26 avril 1994, l'administration de la région de Primorye publia un arrêt analogue, l'arrêt № 191 « Sur les mesures de réglementation du séjour des citoyens chinois sur le territoire de la région » (*O merah po regulirovaniû pribyvaniâ graždan K.N.R. na territorii kraâ*). Ces arrêts permettaient d'abolir les licences délivrées aux agences touristiques et autres entreprises fournissant des invitations grâce auxquelles les citoyens chinois arrivaient en Russie. Le 24 août 1994, l'administration de la région de Primorye et le gouvernement de la province du Heilongjiang signèrent un accord de réglementation du tourisme frontalier, qui réglait notamment la question de l'extradition des chinois. En 1994, une action policière « *Inostranec* » en Primorye se solda par la détention de 3 328 Chinois, soit 20% de tous les Chinois se trouvant alors dans la région ; 2531 d'entre eux furent extradés. Une opération similaire organisée simultanément dans la région de l'Amour aboutit à l'arrestation de 4 000 Chinois dont le visa était périmé ou qui étaient dépourvus de passeports. Les actions de contrôle de passeports sur les marchés aux puces aboutirent quasi systématiquement à la détection de 150 à 300 chinois sans passeports. Ces pratiques policières démontrèrent la capacité des pouvoirs régionaux à maîtriser les questions d'immigration chinoise clandestine en l'absence de toute directive de Moscou. Mais malgré ces rares actions « coup de poing », la forte corruption de la

police russe (*miliciâ*, M.V.D.) fit qu'en réalité, 35 à 40% des chinois clandestins qui se trouvaient dans ces régions ne furent pas expulsés[774].

Une analyse des stratégies mises en œuvres pour gérer la question migratoire doit tenir compte du fait que les structures fédérales ne disposent pas de financements suffisants pour organiser l'extradition de clandestins. Il n'existe même pas de service responsable de cette tâche. Si cette situation complique singulièrement l'extradition de clandestins d'Asie du Sud-Est, pour lesquels l'Etat ne peut se permettre de payer un billet d'avion ou de louer un charter, le cas de l'extradition des chinois clandestins s'avère relativement plus facile : les services fédéraux russes n'ont qu'à déposer les Chinois sur la ligne frontalière sino-russe pour les remettre aux autorités chinoises.

En outre, il est important de préciser que l'immigration chinoise en Russie est dépourvue de caractère politique. Les deux pays ont signé un accord selon lequel les deux pays s'engagent à extrader les criminels à la première demande de leur homologue – les réfugiés politiques sont évidemment inclus dans la catégorie de ces « criminels ». Les citoyens chinois n'ont pas le droit de mener une quelconque activité de propagande politique sur le territoire russe. Ainsi, des membres chinois de la secte Falungong qui tentaient d'implanter des cellules de la secte en Russie ont été arrêtés par le F.S.B. et remis au ministère de la sécurité chinois (Gong An Bu). C'est pourquoi, les dissidents chinois ne cherchent pas asile en Russie. Par ailleurs, le nombre de chinois ayant légalisé leur statut juridique en Extrême-Orient par un mariage[775] avec un citoyen russe, par réception d'un titre de séjour permanent ou de la nationalité russe, ne dépasse pas 6 000 personnes. Ce chiffre s'avère tout à fait négligeable en comparaison avec les 4 millions de russe résidant en Extrême-Orient. Les 10 000 citoyens chinois qui sont estimés résider en Extrême-Orient ne représentent donc pas une menace réelle pour l'équilibre ethnique de la région.

Au niveau régional, l'un des problèmes que les Chinois ont apporté avec eux en Extrême-Orient russe est l'implantation de gangs chinois. La plupart des chinois non résidents

[774] Ce chiffre correspond à une estimation personnelle faite par l'auteur suite à sa participation à des opérations spéciales contre les clandestins menées en Extrême-Orient par le service fédéral des gardes-frontière. Les gardes frontières estiment que le travail de la police régionale n'est pas efficace.

[775] La loi sur la nationalité russe votée par la Douma en 2003 permettait aux étrangers de recevoir la nationalité russe 3 mois après leur mariage avec un citoyen russe.

(touristes, commerçants) sont impliqués dans des trafics criminels : violation de frontière russe (passage illégal de l'Amour), braconnage de « crapauds du bois »[776], contrebande de ressources naturelles (ginseng, bile d'ours, herbes médicinales). En général, les triades chinoises, ainsi que les *She Tou*[777], préfèrent ne pas risquer une confrontation directe avec le milieu criminel russe et opèrent surtout parmi leurs concitoyens. En 1994, 812 chinois furent arrêtés par les structures de la sécurité russe en Primorye pour crimes et viol de la loi fédérale ; 533 furent arrêtés dans la région de Khabarovsk et 413 dans la région d'Irkoutsk.

Depuis 1991, peu de sinologues russes travaillent sur les problèmes sociaux de la diaspora chinoise en Russie. Si la presse russe a largement exploité la thématique de la diaspora chinoise, en particulier Pendant la décennie 1991-2001, les sinologues russes ne considèrent pas ces articles comme des matériaux utiles dans une perspective analytique.[778] Il faut tout de même mentionner les analyses de Ûrij Galenovič et de Viktor Larin sur les perspectives et la dynamique de l'immigration chinoise et leur influence sur le problème de la sécurité en Extrême-Orient. Alexei Maslov travaille sur le problème de la criminalité chinoise et son influence sur la situation politique et économique en Chine. Sa thèse de doctorat est intulée « Le rôle des sociétés secrètes dans la vie sociale de la Chine » (*Rol' tajnyh obšestv v social'noj žizni Kitaâ*). En 1995, le gouvernement fédéral russe a chargé le professeur Maslov de créer un groupe de chercheurs pour produire une analyse sociologique de la diaspora chinoise en Extrême-Orient russe et des populations peuplant le Nord-Est de la Chine. L'auteur de cette thèse a participé aux travaux de ce groupe dans la province du Heilongjiang. L'une des tendances mises en lumière par ce groupe fut

[776] Sur la côté chinoise de l'Amour, ces animaux ont été complètement exterminés par la population locale qui les utilises dans la cuisine. En 1996, une grande bande des criminels chinois ont tués neuf gardes frontières russes quand ils rentraient en Chine avec les sacs des crapauds. L'épopée avec les crapauds recommence chaque printemps, ce que attire beaucoup de force militaire. Selon les donnés que dispose le F.S.B. russe, les bandits chinois appartiennent aux sociétés criminels de Dong Bei de la Chine, notamment des villes : Wu Chang, Ha Er Bing, Yang Ji, Hong Chun. Autres groupes criminels qui est très puissent et qui se composent des chinois de l'origine Coréennes de la circonscription autonome de Yang Bian. Les vétérans du service secret russe supposent que les coréens ethniques de la Chine sont souvent utilisés par les services spéciaux de Corée du Nord pour la collection de l'information militaire sur les pays voisins.

[777] Ces groupes de criminels originaires de la province du Fujian sont spécialisés dans le trafic de clandestins vers les pays européens.

[778] Voir, par exemple les articles dans les revues suivantes :
Vladivostok, 01.09.1993 ; 19.02.1994 ; 15.12.1994
Izvestiâ, 2.11.1993 ; 20.05.1994 ; 16.03.1995
Novosti, 12.10.1992 ; 26.11.1993
Amurskaâ Pravda, 22.04.1994
Komsomol'skaâ Pravda, 19.04.1994
Rossijskie Vesti, 21.04.1995
Trud, 5.05.1995
Argumenty I Fakty-Dal'inform (A.I.F.), janvier, 1995,№ 4

l'évolution de la composition ethnique des Chinois résidant en Extrême-Orient russe. Si, jusqu'en 1996, 75% des Chinois de la région étaient Han, ce chiffre chuta brusquement pour atteindre 30% en 1999. Ces sont les Chinois d'origine coréenne du district autonome de Yang Bian, dans la province du Jilin, qui commencèrent à dominer les régions frontalières russes. Ce changement brusque peut expliquer par le fait que les Chinois coréens ont pu établir rapidement des réseaux solides en utilisant les contacts familiaux avec des Coréens de nationalité russe, alors les Chinois ne disposent pas de liens claniques sur le territoire russe.

D'autre part, les vétérans des services spéciaux évoquent une autre tendance ayant commencé à se dessiner après l'ouverture des frontières en Extrême-Orient russe : l'intensification des opérations des services secrets chinois en Russie. Ceux-ci utilisent une couverture commerciale pour pénétrer dans des régions, interdites aux étrangers à l'époque soviétique, où se concentrent des régiments de l'armée fédérale russe : garnisons, noeuds routiers (*dorožnye uzly*), aérodromes militaires, usines militaires. De plus, les lacunes du système juridique russe permirent à ces agents du renseignement chinois d'ouvrir des sociétés commerciales mixtes à proximité des régiments russes[779].

Entre 1996 et 2004, l'immigration irrégulière de Chinois en Extrême-Orient russe se stabilisa à un niveau bas[780]. L'équipement de la ligne frontalière russe s'avéra efficace. Dans le même temps, il apparut que la communauté chinoise en Russie représentait un effectif si peu considérable qu'elle ne pouvait menacer l'équilibre inter-ethnique du pays. Toutefois, malgré la réduction du nombre de commerçant chinois induite par la baisse de la demande de marchandises chinoises, les phénomènes de troc ne disparurent pas entièrement. Ces dernières années, les citoyens chinois commencèrent à développer d'autres activités en Russie : certains quittèrent les grandes villes Russes proches de la frontière pour les zones rurales de taïga de l'Extrême-Orient, où ils s'installèrent dans les kolkhozes et sovkhozes abandonnés pour cultiver les produits agricoles à exporter vers le marché chinois.

[779] La pratique soviétique d'extradition d'un étranger sur simple soupçon d'espionnage est bien révolue.
[780] Les Chinois préfèrent désormais solliciter un visa d'un an auprès des consulats russes.

L'échec des plans de coopération régionale, preuve de la réermergence de la conscience des intérêts nationaux russes en Extrême-Orient

Les sinologues russes affirment que la Chine ne considère pas la récupération de l'Extrême-Orient russe comme un objectif immédiat. Cependant, ils souligne que ce territoire, que les historiens chinois considèrent comme ayant été « annexé par l'impérialisme russe », revêtra un importance stratégique pour la future puissance de la Chine si elle entend dominer toute l'Asie Pacifique. Au cours d'entretiens, des militaires chinois nous ont indiqué que la Chine aimerait reprendre le contrôle juridique de ces territoires « perdus », mais ne pourra le faire que quand la Russie aura définitivement perdu son potentiel militaire, et en particulier sa capacité d'assener une frappe nucléaire sur la Chine. D'ici là, la Chine doit mener une politique de modernisation (*xian dai hua*) de la base industrielle et de l'économie de ses régions du Nord-Est. La politique « d'ouverture du pays » (*dui wai kai fang*) doit également permettre de rendre la vie économique et sociale des régions frontalières russes dépendante de la Chine, lui permettant ainsi d'asseoir sa domination sans avoir besoin de recourir à une action militaire.

Le retour de Hong Kong sous souveraineté chinoise a renforcé les perspectives de création d'une large « ceinture » économique reliant Hong Kong aux économies de la Chine, de la Corée du Sud, du Japon, des pays d'Asie du sud-est et de l'Extrême-Orient russe. La Chine pourrait y jouer un rôle central. Les projets de la coopération en Extrême-Orient proposés par la Chine à la Russie sont à analyser dans le contexte de la volonté de créer une telle « ceinture ». Déjà, la stratégie de développement des provinces du Nord-Est de la Chine se fonde largement sur l'ouverture aux investissements étrangers[781].

[781] La première décennie des reformes économiques de Deng Xiao Ping (1979-1989) a créé une économie parallèle (libérale ou bien capitaliste) dans les régions maritimes du sud de la Chine. Cette partie de la Chine commence à exister indépendamment de l'autre partie du pays où se conservait le model économique soviétique. Au début des années 90, le gouvernement de la Chine a reconnu le fait qu'il existe un grand déséquilibre entre le Nord et Sud de pays. Pour surmonter ce problème, le gouvernement a déclaré la nécessité d'introduire peu à peu le modèle capitaliste dans l'industrie du Nord de la Chine par la création des « zones économiques spéciales». Les reformes libérales n'ont pas été commencées au début des années 80, parce que les provinces du nord de la Chine étaient plus développés que le sud du pays. De l'autre coté, le

Le paradigme « Nord/Sud » posé comme fondamental pour le développement équilibré de la Chine par les économistes chinois n'a pas seulement de conséquences en termes de relations entre les régions de la Chine mais recouvre aussi la volonté d'un approfondissement des relations avec les régions au « Nord » de la Russie, avec pour horizon la création d'une sorte « d'unité asiatique » entre la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les régions de l'Extrême-Orient russe[782]. Ces dernières, grâce à leur statut quasiment indépendant du centre fédéral russe, pourraient devenir une nouvelle base de ressources naturelles pour la croissance chinoise.

Les économistes chinois estiment que la stratégie de la Chine envers les régions et Etat du Nord-Est asiatique doit se fonder sur trois composantes.[783]

Premièrement, il faut créer une zone économique embrassant les provinces chinoises du Liaoning, du Hebei, du Shandong, la région autonome coréenne de Yangbian et la Corée du Sud. Ce projet est entré dans la littérature économique sous le titre de « zone Bohai ». Les Chinois sont confiants dans leur capacité à réaliser ce projet du fait de la longue histoire des relations entre les Chinois et et les autres ethnies d'Extrême-Orient, qui n'ont été interrompues qu'à cause de la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement chinois espère que la Corée du Sud, le Japon, Hong Kong et Taiwan vont investir des capitaux dans la région. Cet espoir est basé sur la conscience de ce que les provinces littorales du sud se rapproche d'un niveau de quasi-saturation des investissements, tandis que les régions du nord-est, du fait de leur retard dans la modernisation, sont porteuses d'un potentiel économique important.

Deuxièmement, il est nécessaire que les provinces du Nord-Est de la Chine qui seront intégrées à la « zone Bohai » bénéficient d'un accès à la mer du Japon afin de renforcer les échanges avec le Japon. La configuration de la frontière sino-russe devrait alors être modifiée pour satisfaire ce besoi : la situation actuelle de la frontière entrave en effet le développement des zones libre de Nakhodka et Tumannaya . Les Chinois espéraient que ces zones leur facilitent l'accès aux technologies militaires et ressources naturelles russes. Mais jusqu'à présent, leurs plans n'ont pas rencontré l'assentiment des russes.

---

parti communiste de la Chine préférait ne pas « toucher » le complexe de l'industrie militaire que se trouvait au Nord du pays et qui était le colonne vertébrale de l'économie nationale.

[782]JIN HUONGFAN, "China's Open Door Policy and Asian-Pacific Economic Cooperation", in *The Korean Journal of International Studies*, Vol.XXII, n.1, 1991

[783] YANG SIZHENG, "Changing Economic Relationship between China and the East Asian Region", *The Korean Journal of International Studies*, Vol. XXII, n.4, 1992

Troisièmement, l'économie des régions du nord-est de la Chine devrait être intimement liée à celle de la République populaire mongole et de l'Extrême-Orient russe. A cet effet, le gouvernement chinois a décidé de créer des « ceinture de l'ouverture » dans les grandes villes chinoises du Qiqihaer, Jiamusi, Mudanjiang, Manzhouli, Heihe, Suifeihe, Hongchun.

Les premiers pas avaient été entrepris par le gouvernement chinois en 1988, quand avec la création de la première zone économique de la presqu'île de Liaodong. Au milieu des années 90 existaient déjà plusieurs dizaines de zones économiques spéciales. En général, elles mesuraient quelques centaines de kilomètres carrés, mais bénéficiaient d'une administration propre, ainsi que d'un régime particulier de franchises, de privilèges douaniers et fiscaux[784]. A partir de 1990, le gouvernement chinois créa 16 autres grandes zones de « construction économique prioritaire », dont deux en Mandchourie : Harbin et Changchun. En 1991, le gouvernement chinois modifia le système de réglementation pour conférer davantage d'autonomie aux provinces chinoises dans leurs relations économiques avec les pays étrangers et ainsi stimuler le commerce frontalier avec les régions de l'Extrême-Orient russe.

Mais l'absence d'accès aux voies de transport internationales complique la réalisation de ces plans de développement des relations économiques entre les provinces du nord-est de la Chine et les pays voisins. L'isolation vis-à-vis de la mer du Japon pénalise les provinces du Heilongjiang, du Jilin et du Liaoning, qui sont isolées de l'océan Pacifique par la Corée du Nord et la Fédération de Russie. Le gouvernement chinois a déjà rénové plusieurs milliers de kilomètres de route pour améliorer l'infrastructure de la région, mais demeure contraint d'utiliser les ports russes de Vladivostok, Nakhodka et Zarubino pour l'exportation de ses marchandises.

Le développement des provinces du nord-est de la Chine n'est pas homogène. Le rythme des réformes est plus rapide dans la zone « Bohai » (couvrant les provinces du Jilin et du Liaoning) qu'en « Mer japonaise » (Hei Long Jiang). Géographiquement et historiquement, la province du Jilin (abritant une grande diaspora coréenne) entretient de proches relations avec la péninsule coréenne, ce qui favorise beaucoup les contacts entres les coréens de Chine, ceux des deux Corée, ceux de Russie et du Japon. Tandis que le Jilin et le Liaoning sont essentiellement orientés vers le Japon et la Corée du Sud, le

gouvernement chinois a voulu diriger la province du Heilongjiang vers la Russie et les pays de la C.E.I.. Mais l'infrastructure économique du Heilongjiang, fondée sur les anciens complexes militaires créés selon le modèle soviétique, n'a pu profiter aussi rapidement que les régions littorales des réformes libérales.

Malgré les avantages que comportent, pour l'économie russe, les projets chinois, les sinologues et militaires russes montrent peu d'enthousiasme vis-à-vis de ces perspectives coopération : ils estiment que comme la Russie ne sera pas capable de constituer un partenaire égal pour la Chine, la « coopération » risque de l'empêcher de protéger ses intérêts nationaux dans ses régions d'Extrême-Orient. D'autre part, ils estiment que la Chine, qui a peur que la Russie puisse rebâtir sa puissance, n'est pas prête d'investir dans l'économie russe en dehors du secteur pétrolier.

L'échec du projet de Tumannaya : refus russe de créer des profits pour la Chine

A l'heure où nous rédigeons ce travail (janvier 2005), le gouvernement fédéral russe a déjà annoncé de façon non-officielle à la partie chinoise que la Russie ne participerait pas au développement de ce projet, qui ne répond pas à ses intérêts nationaux.[785] L'absence de protocole a été choisie par le M.I.D. russe, pour éviter qu'une déclaration de rupture l'accord ne porte dommage aux relations bilatérales.

Le 21 octobre 1992, le gouvernement chinois avait annoncé la création de la « région de coopération frontalière de Hongchun », d'une surface de 1 667 kilomètres carrés. Entre 1993 et 1995, 400 millions de yuans furent investis dans l'infrastructure de cette zone, à laquelle le gouvernement chinois avait consenti un régime de privilèges fiscaux et d'autres avantages juridico-administratifs (facilités d'investissement, régimes de bail, etc.). Initialement, le gouvernement chinois espérait accroître le chiffre d'affaire de la production dans cette région jusqu'à deux milliards de yuans et la transformer en analogue de

[784] L'administration de cette zone ne dépend pas du gouvernement de la province où elle se trouve. Les zones spéciales du nord de la Chine diffèrent de leurs homologues du sud de la Chine, dont la surface est bien plus grande (parfois analogue à celle d'une province).

Shenzhen[786]. Dans cette perspective, Hongchun aurait pu devenir la capitale de la province du Jilin. Entre 1991 et 1995, les plus hauts dirigeants de la République Populaire de Chine visitèrent cette ville provinciale de la steppe mandchoue : Jiang Zemin s'y rendit deux fois ; Li Peng et Ru Hongzi y vinrent à plusieurs reprises, de même que le ministre de la défense, Lü Huaqin, et le ministre des affaires étrangères, Qiang Qichen.

Rapidement, les sinologues russes, experts militaires et vétérans des services de la sécurité de l'Etat (K.G.B., F.P.S., F.S.B.) se montrèrent très pessimistes par rapport aux perspectives de ce projet. Ils estiment que les experts dans les pays occidentaux n'ont pas analysé ce projet à la lumière des facteurs historiques et des particularités de la situation en Extrême-Orient russe. Alexei Maslov assure que réalisation de ce projet enrichirait la Chine et conduirait au désastre les régions frontalières russes. Viktor Larin indique que le projet du gouvernement chinois ne peut résoudre que les problèmes sociaux du nord-est de la Chine[787]et que derrière ce projet se cache la vision plus globale de la création d'un centre économique et financier, qui serait à l'Asie du Nord ce que Hong-Kong est à l'Asie du Sud-Est. Ûrij Galenovič ajoute que la construction d'une zone spéciale dont Hongchun serait la capitale répond aux intérêts des firmes multinationales cherchant à améliorer leur accès aux sources énergétiques. Les Chinois sont conscients de ce que le littoral de la mer du Japon représente un enjeu géopolitique stratégique pour de nombreux acteurs.

Pour saisir l'enjeu de Tumannaya, il faut se demander pourquoi les dirigeants chinois consacrèrent du temps à la visite d'une ville à l'économie stagnante, pourquoi les structures de l'O.N.U. (P.N.U.D.) et la commission européenne se montrèrent-ils prêts à consentir des investissements financiers importants à ce projet, et pourquoi les organisations internationales ne tinrent pas compte des obstacles fondamentaux à sa réalisation. En janvier 1992, A.Holme, consultant du P.N.U.D., remarqua : « nous avons voulu résoudre un problème diplomatique de manière technique ».[788] Un autre chercheur

---

[785] Les travaux préliminaires qui ont été gelés concernaient l'organisation d'un groupe inter-ministériel chargé d'étudier la mise en pratique de l'accord.

[786] Shenzhen se trouve dans la province du Guangdong. Cette ville était le centre du première zone de l'économie libre de la Chine ou les premiers pas des reformes économiques de Deng Xiao Ping ont été réalisé avec succès.

[787] En 2003, le C.E.R.I. a publié le travail de Sébastien Colin, intitulé « Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie », très représentatif des visions européenne et chinoise du projet du delta de la rivière Tumannaya. L'auteur a passé beaucoup de temps en Chine, où il a rassemblé une large documentation sur la situation des province du Jilin et Liaoning. Par contre, il ignore entièrement la vision des sinologues russes, ce qui l'empêche d'expliquer pourquoi ce projet, soutenu par l'O.N.U., n'a pu aboutir.

[788] *Far Eastern Economic Reviews*, 16.01.1996

américain, Scalapino nota également : « la Chine, les deux Corées, le Japon et la Russie dorment dans un même lit, mais font des rêves complètement différents »[789]

Au début, en 1992, Pékin ne démontra pas un grand intérêt à cette affaire et déclara laisser toute initiative au gouvernement de la province du Jilin. Cela ne donne pas l'impression que le « projet Tumannaya » ait, dès l'origine, revêtu une importance fondamentale pour la nation chinoise. Pourtant, les sinologues russes estiment que le gouvernement de Pékin a forcément du donner son aval au projet, aucun financement considérable n'étant sinon possible[790].

L'autonomie dont semblent disposer les provinces chinoises pour la résolution des questions économiques et les relations internationales entretenues par les gouvernements locaux avec les régions étrangères, n'est qu'une illusion : tous les leviers juridiques et financières de la gestion des provinces sont en réalité concentrés entre les mains de l'élite partitocratique et militaire de Pékin.

L'un des obstacles principaux empêchant la Chine de commencer à réaliser ce projet ambitieux est l'absence d'accès à la mer du Japon, qu'elle a perdu en 1938 après l'agression du Japon contre la Chine et la Corée.

Le premier sondage du coté soviétique fut réalisé en 1984-1985 quand les deux parties cherchaient les points d'appui pour une réconciliation. D'abord, les Chinois demandèrent l'accord de Moscou de mettre à l'ordre du jour la question de la ligne frontalière sino-soviétique sur la rivière Tumannaya[791]. Le ministère des affaires étrangères soviétique avait alors refusé cette demande, car il considérait ce secteur de la frontière comme indiscutable à la lumière de l'histoire des relations bilatérales : même au moment du conflit idéologique et de la confrontation militaire frontalière de 1968-1969, Pékin n'avait en effet jamais fait état de prétentions sur le secteur de Tumannaya. Suite à l'échec de cette première tentative, le gouvernement chinois proposa à Moscou la construction d'un port sur Tumannaya, en précisant que ces travaux se dérouleraient en territoire chinois et que la Chine avait seulement besoin que Moscou « cède » quelques kilomètres carrés de son territoire sur cette rivière ou accepte de déclarer le régime d'eau internationale[792] sur une

[789]R.A.SCALAPINO, "Korea and the Changing International Scene", *Asian Perspective*, 1992, Vol.16, n.2
[790] Alexeï Maslov met particulièrement l'accent sur les pratiques de prise de décision non-officielles des dirigeants chinois, qui permettent de camoufler des décisions importantes sous une apparente indifférence.
[791] La rivière passe sur le territoire de trois pays : Corée du Nord, Chine et Russie.
[792] Il s'agit de l'accès libre au territoire soviétique à de bateaux de tous types.

surface de dix kilomètres carrées, de la frontière soviétique à celle de Corée du Nord. En échange, Pékin se disait prêt à oublier toutes ces autres prétentions territoires envers l'U.R.S.S., notamment les îles sur l'Amour et l'Oussouri (à côté de Khabarovsk). En dépit du caractère très séduisant de cette proposition, les analystes du K.G.B.[793] rendirent un rapport très négatif sur les perspectives que ce projet ouvraient à l'Extrême-Orient russe et freinèrent les hésitations des diplomates soviétiques.

En juin 1990, se déroula à Changchun une conférence internationale sur « La coopération internationale pour le développement économique de l'Asie du nord-est ». Le gouvernement chinois prit position en faveur d'une large coopération internationale dans le bassin de Tumannaya, au sein du triangle délimité par les villes de Hongchun, Radjin et Posyet. Il dévoilèrent un plan en deux points : déclaration du statut international de la rivière Tumannaya (alors en territoire russo-coréen) permettant un accès à la mer du Japon et création d'une zone internationale ouverte dans le triangle Hongchun-Radjin–Posyet.[794]

En avril 1992, fut organisée à Pékin une table ronde rassemblant des experts internationaux autour du « plan de développement des Trois régions». Sous le terme de « Trois régions » étaient inclus le « petit delta » (zone de la commerce libre le long de la rivière Tumannaya et aux passages frontaliers), le « grande delta doré » (complexe industriel de la « zone Tumannaya ») et la «Zone économique de l'Asie du nord-est » (centre global au nord de l'Asie qui offrirait un nœud de coopération économique aux pays asiatiques et européens). Il était prévu que ce projet passe graduellement d'une petite à une grande échelle en trente ans[795].

En fait, avant la conférence de Pékin, en février 1992, avait eu lieu à Séoul une réunion du comité de gestion du projet qui déjà proposé un plan de réalisation en trois étapes : T.R.E.Z. (Tumen River Economic Zone) puis T.E.D.A. (Tumen Economic Development Area) et N.E.A.R.D.A. (North-East Asia Regional Development Area). En 1992, le P.N.U.D. publia la carte des trois zones : la T.R.E.Z. couvrait une surface de 1 000 kilomètres carrées en Russie, Corée du Nord et Chine ; la zone T.E.D.A. s'étendait sur 10 000 kilomètres carrées, dans le triangle formé par les villes de Yangji, Vladivostok

[793] La direction analytique du P.G.U. (*pervoe glavnoe upravlenie*- renseignement politique) K.G.B.
[794] *Dong Bei jinji kai fa zhanlue yanjiu* (Les recherches stratégique sur le développement économique du Nord-Est de la Chine), 1993, Deuxième édition
[795] WANG SHENG JIN. AN JING CHUN, "The Economic Development of Northern 3 Provinces of China and the North East Asia Economy Area", rapport présenté à la conférence internationale "North-East Asia Economic and Trade Cooperation and Strategy of Jilin Province Economic Development." Juillet 1993

et Tchondzhi ; la N.E.A.R.D.A. devait lier les régions frontalières des trois pays (Primorye, Hamgen du Nord et Jilin), dessinant un territoire de 370 000 kilomètres carrées.[796]

L'apothéose de l'activité autour du projet de Tumannaya eut lieu en 1995 : le 30 mai, à Pékin, les représentants de la Chine, des deux Corées, de Mongolie et de Russie paraphèrent « L'accord sur la création de la commission consultative sur la question du développement du bassin de la rivière de Tumannaya » et créèrent un « comité de coordination sur la question du développement du bassin de Tumannaya ».[797]

Le 17 juillet 1992, le gouvernement russe publia un décret sur la participation de la Fédération de Russie au programme de développement du bassin de Tumannaya sous l'égide du P.R.O.O.N. La partie russe soulignait toutefois que sa participation au projet de coopération ne préjugeait pas de son accord sur la construction d'un nouveau port dans le delta de Tumannaya[798], sur des concessions territoriales au profit de la Chine ou sur un changement du régime de la frontière russo-nord-coréenne. Les structures de sécurité fédérales avaient en effet été informées que les Chinois avaient approché le gouvernement de Corée du Nord au sujet de la possibilité de redémarcation de la ligne frontalière entre les trois états. Pour Alexeï Maslov, « le projet Tumannaya » constitue une tentative de violation de la souveraineté de la Fédération de Russie.

Au accusations des diplomates chinois sur le non-respect des accords signés, le M.I.D. russe oppose que les documents signés par les représentants russes ne parlent que de « la participation russe au travail de différents comité et commissions», que Moscou ne refuse pas *a priori*. En fait, les documents signés n'évoquent pas de changements frontaliers auxquels la Russie n'aurait jamais donné son accord.

Il semble que beaucoup de chercheurs en Occident nourrissent encore des illusions quant aux perspectives de ce projet. Au cours de colloques sinologiques, il n'est pas rare d'entendre des espoirs sur l'abandon par la Russie de sa souveraineté sur quelques kilomètres carrés de son vaste territoire. Ces vœux sont formulés au nom de « principes humanitaires[799] et de la grande perspective du marché commune d'Asie du nord-est ».

---

[796] WANG BING YUAN, "China and New Political and Economic Order of Northeast Asia", *The Korean Journal of International Studies*, Vol. XXIII, n.4

[797] La participation de la Russie dans le travail de ces accords était très faible et sporadique.

[798] La partie Russie considérait que la coopération dans le bassin de Tumannaya devait passer par l'accroissement du trafic dans le port russe d'Hasan et non par la construction d'un nouveau port.

[799] Ces considérations humanitaires se fondent sur la capacité de la Russie d'aider à « augmenter le niveau de vie de trois cents millions des chinois souffrant du chômage ».

Points de vue de l'école sinologique russe sur les problèmes de coopération régionale

Les spécialistes occidentaux tendent à ignorer certaines traditions et aspects de l'histoire russe. Ils oublient, en particulier, que dans l'histoire russe, il n'y a jamais eu de génération n'ayant pas connu la guerre. Cet état de guerre quasi-permanent a été à l'origine du proverbe : « aucun millimètre de sol russe cédé à l'ennemi ». Ce principe demeure important pour chaque russe, en Extrême-Orient, comment en Oural, au Caucase, en Sibérie ou en Russie Centrale.

Il faut aussi noter que les discussions autour du projet de Tumannaya coïncidèrent avec le processus de démarcation de la frontière sino-russe, qui contraignait la Russie à rendre à la Chine un certain nombre d'îles des rivières frontalières à la Chine, par respect pour le droit international. Dans ce contexte, l'opinion publique russe ne pouvait supporter l'idée d'encore « faire des cadeaux à la Chine ».

Le 21 février 1996, le président Eltsine signa un décret « Sur les mesures du stade final de démarcation du secteur oriental de la frontière sino-russe » (*O merah po zaveršeniû demarkacionnyh rabot na vostočnom učastke rossijsko-kitajskoj granicy*) qui enjoignait à la commission de démarcation russe de suivre rigoureusement l'accord de 1991 et de finir leurs travaux dans les délais convenus. Ce décret intimait aussi aux administrations des régions de Primorye, Khabarovsk, Amour, Tchita et de l'Autonomie juive (*Evrejskaâ Avtonomnaâ Oblast'*) d'aider les émissaires fédéraux à accélérer la démarcation et d'entreprendre un travail d'explication de ce processus auprès de la population.

En réponse, le 13 mars, la douma de Primorye vota l'arrêté № 295, qui accusait le décret du président russe de « non-coïncidence avec les intérêts nationaux de l'Etat russe », et de « dommageable aux droits économiques, politiques et territoriaux de la région de Primorye en tant que sujet de la Fédération de Russie ». Par cette déclaration politique, la douma de Primorye qualifia d'anticonstitutionnelle la décision du Conseil Suprême de R.S.F.S.R. du 13 février 1992 de relative à la ratification de l'accord sino-russe de 1991. Les juristes de la région justifièrent cette déclaration en indiquant que l'accord de 1991 violait le point 5 de l'article № 104 de la constitution russe, aux termes duquel toute modification de la ligne frontalière relevait exclusivement de la compétence du Congrès des députés du peuple de la R.S.F.S.R. et devait être entérinée par un référendum populaire (articles 5 et 8 de la constitution de la R.S.F.S.R.). La douma de la région demanda au tribunal constitutionnel

de contrôler la constitutionalité de l'acte de ratification de l'accord de 1991. Mais le tribunal n'accéda pas à cette demande. L'annonce de la décision du tribunal dans la presse régionale de Primorye déclencha une vague d'indignation contre le gouvernement fédéral et un déferlement de slogans patriotiques relatifs à la défense du territoire russe. [800] La presse dénonçait que la Russie perdait 300 hectares géostratégiques à cause de la nouvelle délimitation de la ligne frontalière dans le secteur du lac Hasan et que l'accès de la Chine à la mer du Japon (grâce à la construction du nouveau port) ruinerait l'activité des ports russes.

En fait, il n'avait jamais été question de rendre les 300 hectares près du lac Hasan à la Chine : il s'agissait d'une manœuvre de désinformation orchestrée par les pouvoirs régionaux de Primorye. Le summum de l'hystérie sinophobe fut atteint par l'ex-gouverneur de Primorye, Eugunie Nazdratenko, qui se présentait comme le seul défendeur des intérêts de la Russie et de son peuple en Extrême-Orient, mais dont le mandat fut marqué par plusieurs scandales de corruption et de nombreux mouvements sociaux. Tandis que l'économie de Primorye passait entre les mains des structures criminelles, le centre fédéral perdait tout contrôle sur la région. Dans ce contexte, la Chine constituait un bouc-émissaire idéal pour détourner l'attention de la population des problèmes économiques sociaux.

Le gouvernement fédéral ne tenta même pas d'expliquer dans la presse que Tumannaya ne constituait pas un problème dans les relations sino-russes. Les rares publications n'ont pas été beaucoup plus explicites que le M.I.D.[801]. Un diplomate russe « anonyme » assura que la Chine ne planifiait pas de construire le port sur Tumannaya, ce qui n'était pas davantage exact. Ces incertitudes renforcèrent les rumeurs populaires sur le « cadeaux » à la Chine de l'accès à la mer du Japon.

La vérité sur l'absence de problème frontalier sur le secteur russo-coréen n'était connue, à Moscou, que du cercle étroit des sinologues et gardes frontières. La revue « Problèmes de l'Extrême-Orient » (*Problemy dal'nego Vostoka*) publiée par l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou, avait expliqué la vanité des efforts du gouvernement chinois de changer le statut de la frontière entre la Russie et la Corée du Nord. Mais sa faible audience[802] limita son impact

[800] Voir les articles publiés par la revue *Vladivostok* entre 1996 et 1997.
[801] *Komsomol'skaâ Pravda*, 12.03.1997
[802] Cette revue n'est accessible que dans les bibliothèques des grandes universités et centres des recherches de niveau fédéral

Les sinologues russes dispose de nombreux documents relatifs à l'histoire de la frontière entre la Corée du Nord et la Russie. Si, au début des années 90, ces matériels avaient été connus par la population russe de la région de Primorye, l'opinion publique aurait été tranquilisée et les gouvernements locaux n'auraient pas eu besoin de déployer tant d'efforts pour discréditer le projet de Tumannaya. Il serait apparu clairement que le gouvernement chinois ne pouvait modifier le statut de la frontière puisque ces dix kilomètres ne concernaient que la Russie et la Corée du Nord, et non la Chine.

A propos du rôle du précédent historique et juridique dans les relations sino-russes

Les sinologues russes Maslov, Larin, Galenovič considèrent que le projet Tumannaya constitue une couverture « internationalement respectable » des prétentions territoriales chinoises. Les structures internationales et l'O.N.U. semblent ne pas se rendre compte qu'en cautionnant ce projet, elles s'immiscent dans une affaire qui devrait être stristement russo-coréenne. Leur action est perçue comme « pro-chinoise » par les experts militaires russes.

Les Chinois légitiment leurs prétentions à la libre navigation sur Tumannaya par le fait historique, selon lequel les Chinois auraient utilisé cette rivière comme « route de la soie du nord » sous les Qin et les Han, du deuxième siècle avant J.C. au deuxième siècle après. Sous l'empire Qing (XIIème siècle), la rivière fit la prospérité des villes mandchoues, et en particulier Changchun. Ce « siècle d'or » de la Mandchourie fut interrompu par l'agression de l'empire russe, qui coupa la Chine de la mer du Japon[803].

L'ouvrage de Djosef Mangouno constitue un exemple typique des erreurs d'appréciation occidentales sur le rôle historique de la rivière Tumannaya.[804] Il affirme que les Chinois envoyaient des marchandises en Europe par la rivière Tumannaya[805] et que le delta de la rivière regorgeait de ressources naturelles : pétrole, charbon, bois et eau potable. L'auteur de cette thèse a consulté au ministère des ressources naturelles (*Ministerstvo prirodnyh*

[803] Dans la première partie de notre travail, nous avons expliqué pourquoi les Chinois considéraient les Mandchous comme des envahisseurs étrangers.
[804] J.P.A.MANGUNO, "New Regional Trade Bloc in Northeast Asia"*, The China Business Review*, 1993, n.2
[805] Ibid.

resursov) les documents relatifs aux possibilités d'exploitation des « richesses » de la zone de la rivière Tumannaya et n'y a trouvé aucune mention de l'existence de ressources naturelles.

Les documents relatifs à la création de la zone de Tumannaya présentés lors de la conférence internationale de juillet 1990, à Changchun, présentent le changement de statut de la rivière comme condition principale de réalisation du projet. Tous les pays participant au projet s'accordent sur le principe d'un approfondissement du lit de la rivière, afin de permettre aux grands navires océaniques de naviguer de la mer du Japon jusqu'au territoire chinois. Le gouvernement chinois annonce même déjà son intention de construire , un port dans la ville Fanguan, dans le cadre de ce projet. Mais la question du changement de statut juridique de la rivière Tumannaya soulève des difficultés importantes : l'article 9 de l'accord frontalier sino-russe de 1991 énonce la possibilité pour les bateaux chinois de sortir sur la mer du Japonaise mais ne garantie aucun droit et n'indique aucune condition de réalisation de cette possibilité. En droit international, le terme « accès à la mer » n'existe pas en tant que tel : dans son article 124, № 1-A, la convention de l'O.N.U. de 1982 relative au droit maritime indique que l'accès à la mer d'un pays est conditionné à la possession d'une côte littorale. Il ne s'agit donc pas ici de fonder un droit à la navigation ou à la possibilité de navigation vers la mer via les rivières. L'article 9 de l'accord sino-russe de 1991 stipule aussi que les questions concrètes relatives à la navigation sur les rivière frontalière doivent être réglées par un accord entre toutes les parties concernées, c'est-à-dire, en ce qui concerne Tumannaya, la Chine, la Corée du Nord et la Russie. De même, l'article 26 de l'accord sur la frontière russo-coréenne indique que tous les travaux sur la rivière ne pourront être mené qu'après l'accord explicite des deux pays.

Aux termes des accords « Sur la passage de la ligne frontalière soviéto-coréenne du 17 avril 1985 » (*O prohoždenii linii sovetsko-korejskoj gosudarstvennoj granicy*) et « Sur le régime de la frontière soviéto-coréenne du 27 novembre 1991 » (*O režime sovetsko-korejskoj gosudarstvennoj granicy*), la ligne frontalière passe au milieu de la rivière. L'article 17 indique que les navires de chacun des deux pays n'ont le droit de naviguer que dans leurs eaux territoriales[806]. Les clauses de ces deux accords rendent donc la navigation sur Tumannaya impossible aux navires chinois et à ceux d'autres nationalités.

[806] *Sobranie zakonodatel'stva Rossijskoj Federacii* (Collection de lois, actes législatifs et administratifs de la Fédération de Russie), 1997, n.21

Outre les difficultés juridiques existaient également des questions techniques. Les experts du ministère du transport russe estimaient que l'idée d'une navigation fluviale sur Tumannaya relevait de la science-fiction. Dix-sept kilomètres séparent le point ultime (sud-est) № 33 de la frontière sino-russe de la mer du Japon. La profondeur de ce secteur de la rivière oscille entre 0.5 et 3 mètres, ce qui est notoirement insuffisant pour des bateaux de 10 000 tonnes, qui nécessitent une profondeur minimale de 6 mètres. La largeur moyenne de la rivière Tumannaya est de 300 à 400 mètrres ce que ne permettrait le passage que de navires de 5 000 tonnes. Pour envisager un véritable trafic fluvial, il faudrait non seulement approfondir la rivière, mais aussi l'élargir. Cela supposerait également de détruire un pont reliant la Russie à la Corée du Nord. Les ingénieurs du trafic fluvial mettent également en garde contre le caractère imprévisible de la rivière Tumannaya, dont le lit se modifie chaque année. Enfin, l'ensablement progressif de la rivière (3 centimètre par an) obligerait à retirer à nouveau chaque année 1.4 millions de mètres cube de sable du fond de la rivière.

Les efforts chinois de négocier avec la Corée du Nord des possibilités de libre navigation sur Tumannaya n'ont rencontré aucun intérêt à Pyongyang.

En hiver et au printemps 2003-2004, Tumannaya sortit de son lit. Un vaste territoire de la région de Primorye fut inondé. Comme le budget de la région était épuisé, le gouverneur Igor Darkin demanda une aide d'urgence au président russe Vladimir Poutine afin d'effectuer des travaux de construction d'un barrage. Au printemps 2004, Poutine visita cette région et affirma son soutien au nouveau gouverneur, promit une aide financière, mais en profita également pour réitérer la permanence de la ligne frontalière russo-coréenne[807]. En fait, une série de petits barrages coréens tendent à dévier le courant de Tumannaya vers la rive russe : ainsi, chaque printemps, la rivière déplace légèrement la ligne frontalière à l'intérieur du territoire russe. Poutine s'engagea à ce que des mesures soient prises pour que la frontière soit renforcée.

En mars 2003, la déclaration du Poutine à la télévision fédérale sur l'inamovibilité de la frontière russo-coréenne renvoya encore davantage le projet de Tumannaya dans la sphère de la rhétorique.

[807] Nazdratenko muté au sein du gouvernement russe au poste de chef du « Comité fédéral de pêche » (*Federal'nyj kommitet po rybolovstvu*) et s'occupe de la délivrance de quotas de pêche dans les eaux territoriales de la Fédération de Russie.

Chapitre 6. CAPACITE DE LA RUSSIE A REPONDRE AUX DEFIS DU 21EME SIECLE EN ASIE

Analyse de la politique russe en Extrême-Orient à travers le prisme des tensions sino-russes

Les ratés des relations régionales sino–russe dans la dernière décennie du vingtième siècle permettent d'esquisser quelques réflexions sur les perspectives de la politique russe en Asie Pacifique dans le prochain quart de siècle. Aujourd'hui, la Russie ne prétend plus à la domination des affaires régionales, mais tente seulement de rattraper les autres acteurs (Chine, Japon, Corée du Sud). Apres la chute de l'U.R.S.S., la Chine reprit la position de puissance politique régionale laissée. Peu à peu, « l'Empire du Milieu » commença à menacer les positions du Japon et des Etats-Unis en Asie-Pacifique.

Le destin de l'Extrême-Orient russe dépend essentiellement de l'évolution de la stratégie politique et économique de la Chine en Asie Pacifique. Au début des années 90, la Russie a déjà eu à lutter contre les ambitions de la Chine, qui a déjà démontré qu'elle se sentait maître de la situation en Extrême-Orient russe. A la même période, l'Extrême-Orient russe a commencé à agir comme un objet indépendant dans la politique internationale de la région en désobéissant au centre fédéral et en amenant le désordre dans les manœuvres politiques du Kremlin. En même temps, le gouvernement central semble hésiter dans la détermination de sa stratégie envers la Chine et néglige les trajectoires historiques ayant marqué la région.

« Le Grand Bond en Avant » réalisé par la Chine grâce aux réformes économiques et changements politiques au sein du P.C.C. conduites par Deng Xiaoping a bouleversé la configuration des forces, non seulement en Asie Pacifique, mais aussi dans le monde entier. Dans ce contexte, la supériorité du Japon en Asie Pacifique s'est retrouvée menacée par la montée en puissance de la Chine.

Plusieurs sinologues russes estiment que le « miracle chinois » est largement exagéré. L'économie chinoise est entrée en situation de surchauffe. Le déséquilibre entre les provinces centrales et littorales et le déficit en ressources naturelles menacent l'intégrité du territoire. A l'heure actuelle, les indicateurs économiques continuent à nourrir l'illusion de puissance des élites chinoises. Mais les perspectives de la Chine ne sont pas si claires. Pour devenir une véritable puissance mondiale, la Chine doit obtenir et maintenir la conjonction de plusieurs facteurs : une ligne politique stable du pouvoir central, des élites politiques soudées, l'ordre social, un haut niveau d'épargne, des investissements étrangers massifs et une situation internationale favorable. En outre, malgré la forte croissance de son produit brut, la Chine demeure un « pays pauvre » du point de vue du niveau de vie de la majorité de sa population. En outre la croissance continue de la population, malgré les mesures en vigueurs, pose de lourds défis en termes d'approvisionnement et crée de multiples tensions sur le marché du travail, tandis que les premiers signes de vieillissement annoncent un type nouveau de difficultés pour le gouvernement.

Les experts militaires russe estiment que la politique chinoise de transferts massifs de populations de Chine centrale vers les régions du Nord-Est et de l'Ouest (en particulier Mandchourie et Xinjiang) va créer une pression artificielle sur la frontière sino-russe. En cas de crise économique ou politique, cette masse pourrait tenter de se réfugier sur le territoire russe. Dans le contexte de la crise démographique russe actuelle, cette perspective semble très inquiétante.

Le manque de ressources pour nourrir le développement de la constitue une autre source majeure d'inquiétude pour la Russie. Dès 1993, la Chine a commencé à exporter du pétrole. La rareté des ressources naturelles constitue dès aujourd'hui un enjeu pour toutes les sphères de l'économie nationale chinoise.

Par ailleurs, la Russie observe avec inquiétude le processsus de libéralisation des régions du nord-est de la Chine. Les nombreuses anciennes usines d'Etat de l'industrie lourde auraient certes besoin d'investisseurs étrangers. Dans ce contexte, les chercheurs occidentaux soulignent généralement l'importance de la « bonne gouvernance » de ces entreprises et, de façon plus générale la nécessité d'une démocratisation. En revanche, les sinologues russes considèrent que l'absence « d'institutions démocratiques » et le contrôle exercé par le P.C.C. sur l'économie peut jouer un rôle stabilisateur en cas de crise économique. Cet argument a été cité à plusieurs reprises par des cadres du Parti au cours

d'entretiens avec l'auteur de cette thèse, dans les régions du Dongbei. En outre, il semble que ce facteur ait largement permis de protéger l'économie chinoise Pendant la crise asiatique de 1997-1998. Si, au début de l'année 2005, il semble encore que le parti communiste chinois soit décidé à maintenir ce système, il n'est pas possible d'extrapoler ce que les initiatives des prochaines générations de dirigeants quant au démantèlement de l'économie soviétique des régions du nord-est du pays. Des réformateurs auraient de toutes façons à faire face à l'opposition des élites militaires de l'A.P.L. qui ont des intérêts économiques et sociaux importants à la poursuite du système actuel.

Les experts militaires russes estiment qu'il est impossible de changer la structure militaire du P.C.C. et de l'A.P.L. La dernière tentative, qui avait été initiée par Zhao Zi Yang, alors secrétaire général du P.C.C., s'est terminée en juin 1989 par le bain de sang de la place Tian An Men, où les étudiants ne furent que des victimes des tensions entre Zhao et Deng. Ces évènements montrèrent à quel point les élites militaires, véritable colonne vertébrale du P.C.C., demeurent fondamentales dans la vie sociale de la Chine. En ce qui concerne les perspectives de réforme de la vie politique et sociale chinoise, les sinologues russes s'interrogent sur la possibilité pour les élites de transformer progressivement le système de l'intérieur, et espèrent qu'une destruction totale du système, à l'image de celle qui a frappé l'U.R.S.S., ne se reproduira pas en Chine.

A court terme, une « perestroïka » chinoise semble impossible : les médias demeurent sous l'emprise forte du secteur idéologique du comité central du parti, et l'autorité de l'armée est intouchable.

Le colonel-général Ivashov, vice-président de l'académie des problèmes géopolitiques, souligne l'intérêt des Etats-Unis à exagérer la menace militaire chinoise, dans le cadre de leur stratégie globale de gestion des affaires mondiales. Après la chute du régime de Saddam Hussein et à côté de la rhétorique sur la Corée du Nord ou l'Iran, pouvoir souligner la menace d'un conflit entre la Chine et Taiwan ou l'un des grands pays frontaliers que sont le Japon, l'Inde ou la Russie s'insère parfaitement dans la logique de la politique internationale américaine. Les militaires russes estiment, quant à eux, que la Chine ne présente à l'heure actuelle aucun danger pour l'armée américaine et doutent même de sa capacité à devenir un jour une réelle puissance hégémonique en Asie-Pacifique.

La Chine, super-puissance asiatique ? Le point de vue russe sur cette question

Les bouleversements géopolitiques consécutifs aux attentats du 11 septembre 2001 eurent aussi une influence considérable sur les rapports de force en Asie Pacifique. Toutefois, il est clair que ces transformations globales de la scène régionale ont débuté dix avant les attentats de New York, au moment de la destruction de l'U.R.S.S., seul pôle contrebalançant la puissance géopolitique américaine. Si la rivalité entre les systèmes « communiste » et « impérialiste » n'apportait pas un sentiment de paix à l'humanité, les mécanismes d'auto-limitation et de contrepoids militaires qu'elle mettait en œuvre garantissaient une certaine stabilité mondiale. Les Etats-Unis et le bloc de l'O.T.A.N. s'empressèrent de vouloir remplir le vide laissé par l'Union soviétique. Mais cette tentative d'établir un nouvel ordre unipolaire s'avéra en complète contradiction avec les intérêts de nombreux pays, dont, en particulier, l'Inde, la Russie, la Biélorussie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran. Privés du soutien d'un bloc antagoniste des Etats-Unis pouvant, par la seule menace verbale de l'emploi de la force, leur assurer une protection, ces pays ne peuvent désormais plus rien contre l'ingérence américaine. Alors que les crises en Corée du Nord et en Chine dans les années 50, ou au Proche Orient dans les années 60-70, avaient prouvé la capacité de l'U.R.S.S. à contenir l'unilatéralisme américain, aucune pays, dans le monde de l'après 11 septembre, n'est à l'abri d'accusations de « soutien au terrorisme » : les guerres en Afghanistan et Irak en ont fourni des exemples spectaculaires. Mais d'autres pays sont encore menacés par des « attaques préventives » : Iran, Syrie, Corée du Nord,…

Les analystes militaires russes[808] estiment que « le combat contre le terrorisme mondial » mené par les Etats-Unis dans le monde entier est voué à l'échec, et que les méthodes employées par les américains sont davantage néfastes à la paix et la stabilité mondiales que le terrorisme lui-même : les gouvernements des pays souverains ne peuvent plus se sentir en sécurité. Dès lors, les pays menacés cherchent tous les moyens de renforcer leurs

[808] Il faut souligner les noms du colonel-général Ivashov (ex-chef de la direction analytique du K.G.B.), lieutenant-général Leonov (participant au groupe de travail au sein de centre analytique *Namakon*[808], dirigé par l'ex-chef de la direction (*upravlenie S*) des opérations spéciales du K.G.B., le major-général Drozdov). Plusieurs chercheurs à l'institut de l'Extreme-Orient de Moscou ont également mené des recherches remarquables à ce sujet : A.B.Bolâtko, G.D. Agafonov, V.P.Zimonin, A.S.Krasil'nikov, V.B.Âkubovskij, V.P.Kudinov, A.G.Âkovlev, A.I.Sizonenko, A.A.Svešnikov, A.G.Ûrkevič, P.B.Kamennov, M.V.Demčenko, N.B.Gorbačev. La revue *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* (Observations militaires indépendantes) présente un intérêt particulier car elle publie des articles d'experts et de vétérans de l'armée et des services spéciaux russes sur les questions militaires et géostratégiques. Cette revue est dirigée par V. Solov'ev.

capacités de défense. La guerre en Irak a démontré l'incapacité de l'armée irakienne, qui ne disposait essentiellement que d'armements des années 60 et 70, à défendre le régime de Saddam Hussein. Ni l'Iran, ni la Syrie, ni la Corée du Nord ne disposent de ressources financières suffisantes pour construire un système anti-aérien ou bien anti-missiles efficaces. Dans cette situation, même la possession de l'arme nucléaire ne peut procurer de garantie à ces pays sur la capacité à résister aux Etats-Unis. En revanche, une bombe nucléaire ou des missiles balistiques peuvent constituer des atouts intéressants pour un marchandage avec les américains.

La Chine possède un complexe relativement sophistiqué d'armes nucléaires et de porteurs – bien plus redoutables que les équipements nucléaires nord-coréens. La Chine ne favorise pas le terrorisme, et se considère même au contraire comme une victime du terrorisme des séparatistes ouigours. Mais la Chine aurait tout à perdre d'un conflit, potentiellement nucléaire, sur le territoire voisin de Corée du Nord, dont les conséquences pourraient être catastrophiques pour l'ensemble de la région nord-asiatique, et en particulier pour les provinces frontalières chinoises et le Japon.

La Russie est consciente des effets catastrophiques qu'aurait un tel conflit et déploie d'importants efforts diplomatiques pour l'éviter. Au sein du ministère des affaires étrangères russe, un groupe a ainsi été spécialement créé pour participer à la résolution du problème nord-coréen : il dispose d'une liberté absolue pour négocier avec les différentes parties en présence.[809]

Les négociations avec la Corée du Nord, dans un contexte de fortes pressions américaines, fournissent une occasion à la Chine et à la Russie d'agir de concert, ce qui a surpris les Etats-Unis et les inquiète. En fait, le maintien du régime de Pyongyang est aussi nécessaire à la Russie qu'à la Chine : la Corée du Nord constitue un facteur géopolitique important pour lutter contre les prétentions japonaises en Asie du Nord. Selon les sinologues russes, Pyongyang constitue aussi un allié potentiel du Coré du Sud. Le déclenchement d'un conflit contre le régime de Corée du Nord impliquerait en effet une participation du Japon aux côtés des américaines, qui ne serait pas acceptable pour Séoul[810].

[809] La question des relations avec la péninsule coréenne relève de la compétence du premier département (*Pervyj vostočnyj departament*) oriental du M.I.D. russe.
[810] La sinologie russe accepte aussi la possibilité que les deux Corées puissent créer, à terme, un nouveau centre politique et économique, à la fois indépendant de la Chine et des Etats-Unis.

Il semble que beaucoup de sinologues européens s'intéressant au rôle régional de la Chine aient tendance à exagérer la capacité de la Chine à y occuper une place dominante. Pourtant, militairement et économiquement, le Japon semblerait davantage en position de devenir la puissance dominante du monde asiatique, comme le soulignent Matthews Eugene[811], David Howell[812] et Eric Lejoindre.[813]

Si les Etats-Unis semblent conscients de l'incapacité actuelle de la machine militaire chinoise à mener des opérations offensives, ils se rendent également compte que l'armée chinoise n'est pas l'armée irakienne : elle est entièrement capable d'empêcher l'armée américaine de mener toute attaque contre le sol chinois. Les récentes acquisitions de systèmes antimissiles (*Tungusska, Tor M1, Tochka M*) et de croiseurs stratégiques (*Tipe Sovremennyj*) auprès de la Russie s'inscrivent dans cette stratégie de réduction des capacités américaines à produire des attaques contre des cibles terrestres. Le seul moyen efficace serait alors une frappe nucléaire. Mais, les Etats-Unis peuvent difficilement faire passer le régime communiste de Pékin pour une « U.R.S.S. du 21ème siècle », un « péril rouge menaçant le monde civilisé » sur lequel il serait légitime d'abattre le feu nucléaire[814].

Les analystes militaires russes estiment que les Etats-Unis sont capables, peu à peu, de construire et développer une menace chinoise, comme ils ont patiemment créé la menace irakienne. D'autant plus que la Chine dispose de plusieurs points faibles sur lesquels les américains pourront s'appuyer : ambitions à la domination sur le monde confucéen, tensions frontalières avec plusieurs voisins, tension inter-ethniques et mouvements séparatistes (Tibet et Xinjiang), droits de l'Homme, etc. Les sinologues russes préfèrent ne pas exclure la possibilité d'un tel engrenage, car il est possible que la modernisation technique de l'armée chinoise finisse par être suffisante pour que les militaires américains la considèrent comme une manœuvre de préparation à l'expansion dans la région du Pacifique.

Les inquiétudes occidentales quant à l'évolution géopolitique en Extrême-Orient sont en effet nourries par des signes de renforcement de l'armée chinoise : croissance rapide du budget militaire, modernisation des équipements offensifs (armes nucléaires, marines et

[811] "Japan's new nationalism" in *Foreign Affairs*, 11.12.2003
[812] "Again a land of the rising sun", in *International Herald Tribune*, 22.01.2005
[813] D.E.A. soutenu à l'IEP de Paris, sous la direction de J.M. BOUISSOU, *La transmission de la mémoire de la guerre dans le Japon contemporain*
[814] J.RECORD, J.WOODBURY, "NATO Expansion: The Perils Strategic Slumming in Europe. *in* NATO enlargement: Two Views", The Atlanta Papers, Policy Papers 2, 1997

aériennes), achat massif en Russie de technologies modernes. A partir de 1989, suite à une décennie de réduction des dépenses de défense, le budget militaire de la Chine s'est remis à croître. Ainsi, le budget militaire pour l'année 1992 fut deux fois plus important que celui de 1989. Les statistiques du *livre blanc de la défense de la Chine* indiquent qu'en 1994, les dépenses de l'Etat en matière de défense n'étaient que de 6.3 milliards de dollars américains, soit 1.36% du produit intérieur brut[815]. En 1996, le gouvernement chinois déclara que ce budget atteignait 8.7 milliards de dollars. En comparaison avec les dépenses mililaires des Etats Unis (256 milliards de dollars) et du Japon (50 milliards de dollars), ce chiffre demeure modeste. Mais les experts militaires russes, comme leurs homologues américains doutent de la véracité des chiffres fournis par les Chinois. Il est notamment important de prendre en compte les sources parallèles de financement de l'armée populaire chinoise que constituent, depuis le début des années 80, les nombreuses activités commerciales entreprises par les militaires dans tous les secteurs de l'économie nationale : aéronautique, électronique, tourisme, agriculture. L'auteur de cette thèse a ainsi eu l'expérience de travailler avec un consortium d'agences touristiques de l'île de Hainan appartenant à l'armée. En fait, la totalité de l'infrastructure civile de cette île, qui est une base militaire de l'A.P.L., dépend des militaires. S'il est officiellement interdit aux militaires chinois de mener des activités commerciales, l'auteur de la thèse peut témoigner de l'existence de voyages à l'étranger d'officiers de l'armée chinoise pour résoudre des questions relevant du commerce privé.

La revue publiée par l'Institut de Recherches Stratégique, *Military Balance* (1996-1997) indique qu'en 1994 la Chine a dépensé 28.5 milliards de dollars en matière de défense, soit 4.5 fois le plus fort montant officiellement déclaré. Ces estimations placeraient la Chine presque au niveau du Japon dans la course aux armements. Certains militaires russes ayant eu l'occasion de coopérer avec des militaires chinois en Extrême-Orient russe estiment même que le budget militaire de la Chine représente dix fois celui du Japon. Les américains R.Bernstein et R. Munro avancent un point de vue similaire.

Les vétérans des services de sécurité russes soulignent la difficulté de l'établissement de chiffres fiables en matière de financement de la défense chinoise. Ils considèrent que

---

[815] *Ren Min Ri Bao*, 28.07.1995

beaucoup de flux monétaires liés aux transactions commerciales de l'armée ne sont même pas comptabilisées par les Chinois, qui préfèrent réinvestir immédiatement l'argent gagné.

Malgré une réduction d'effectifs de l'A.P.L. de cinq cents milles soldats et officiers, l'armée chinoise demeure la plus grande du monde, avec 2.9 millions de soldats. Au début des années 90, l'un des moyens employés par le gouvernement chinois pour minimiser l'effectif de l'armée avait été de transférer une une grande partie des régiments de l'A.P.L. sous la responsabilité du Ministère de la Sécurité Publique (*Gong An Bu*) : ces régiments de la police armée ont conservé le système de fonctionnement et les équipements caractéristique des régiments de l'A.P.L. En cas de besoin, ils sont donc immédiatement capables de prendre activement part aux combats d'une guerre moderne.

La modernisation de l'armée constitue un enjeu majeur pour le gouvernement chinois. A cet effet, il s'est impliqué dans des projets internationaux de coopération militaire avec le Pakistan, l'Iran, Israël et l'Afrique du Sud. Le renseignement américain estime que la Chine a continué ses programmes de production d'armes bactériologiques même après la avoir signé un accord relarif à leur arrêt en 1984.[816]

Les Etats-Unis et le Japon s'inquiètent également de la coopération militaire sino-russe, même si beaucoup de sinologues russes et occidentaux soulignent qu'ils n'observent pas de changements radicaux dans la structure des armements de l'armée populaire chinoise[817]. Les armements vendus par la Russie à la Chine ne sont en tous cas certainement pas suffisants pour constituer des facteurs décisifs dans la perspective d'une guerre de grande ampleur dans l'Océan Pacifique. La modernisation actuelle de l'armée chinoise s'applique à des équipements datant des années 50-60 : la Chine souffre donc de beaucoup de retard, particulièrement en termes de gestion, contrôles et communications entre les régiments sur le champ de bataille. Sans amélioration en la matière, elle n'a aucune chance de pouvoir mener une guerre moderne. Cependant, la modernisation de l'armée chinoise est freinée par la crainte des graves conséquences économiques possibles d'une « perestroïka » de l'armée. Face à la priorité du développement intérieur de la société, Pékin n'a ni les moyens d'investir massivement dans la modernisation de l'industrie, qui est pourtant au fondement de la puissance militaire, ni d'acheter en quantité suffisante des armements modernes.

[816] *The Japan Times*, 25.02.1993
[817] *Far Eastern Economic Review*, 24.07.1997

Il semble que le gouvernement n'ait pas opéré de réel arbitrage en la matière puisqu'il continue à acquérir des armes auprès d'entreprises du complexe militaire russe (V.P.K.). Ce fait constitue un point de fragilité pour la Chine et offre une marge de manœuvre à la Russie dans le jeu géopolitique qui pourrait opposer les deux pays dans un horizon peu éloigné.

La thèse de « la menace militaire chinoise » est largement soutenue par les pays voisins de la Chine qui ont le droit pour s'inquiéter de leurs souverainetés. Cela est expliqué par le fait qu'entre la Chine et les pays qui ont une frontière commune existe un grand nombre de disputes sur la question territoriale. Les élites politiques des pays voisins considèrent vraiment sérieusement les thèses officielles de l'historiographie chinoise, qui parlent de « la correction des fautes historiques ». Il est clair que si un jour la Chine défend « la justice historique », elle le fera d'une façon militaire. Les conflits frontaliers avec la Birmanie, l'Inde, le Vietnam, l'Union Soviétique et les tensions avec le Japon, montrent que la Chine n'abandonnera pas le prétexte frontalier dans la future immédiate.

Aujourd'hui, le gouvernement chinois fait part de ses prétentions sur plusieurs territoires d'Asie Orientale : l'archipel des îles Spratley, les îles Paracelles, toutes les îles de la mer de Chine et le détroit de Malacca, situé entre la Malaisie et Sumatra[818]. Si la Chine établissait son contrôle sur ces territoires, elle maîtriserait toutes les voies maritimes d'Asie Orientale. En outre, la Chine considère que l'Inde et le Vietnam lui doivent des territoires : dans les provinces du Sichuan et du Yunnan, frontalières de ces deux pays, sont massés les meilleurs régiments de l'armée chinoise.

Les voisins de la Chine s'inquiètent de l'attitude négative de Pékin vis-à-vis de la création d'un système de sécurité collective rassemblant toute la zone asiatique. Pékin ne veut pas être garrotté par l'obligation de suivre des accords signés avec ses voisins, qui l'empêcheraient de devenir une vraie puissance en Asie Pacifique[819].

---

[818] *The Economist*, avril 1993
[819] G.SEGAL, "East Asia and the "Constrain" of China", *International Security*. Printemps, 1996, Vol.20, n.4

Jusqu'en 1988, l'objectif principal de la stratégie de l'Armée Populaire Chinoise était d'être en mesure de résister à une intrusion massive de l'armée soviétique dans les centres industriels et politiques de Chine du Nord. Pourtant, dès 1983, les militaires chinois s'étaient prononcés en faveur du développement d'un nouvel ordre mondial « multipolaire ». Cette nouvelle ligne fut inscrite dans une résolution officielle du Conseil Central Militaire du P.C.C. en juin 1985. Le Conseil y déclarait que la Chine ne devait plus se préparer à une guerre nucléaire contre l'U.R.S.S., mais à la possibilité de conflits locaux. Ainsi, dès les années 80, la frontière sino-soviétique sortit de l'horizon principal de la politique militaire.

La science militaire russe distingue cinq types de conflits locaux que la Chine est susceptible de mener dans ses marges : conflits mineurs sur des secteurs de frontière discutables (notamment sur la frontière sino-russe, sino-vietnamienne, sino-indienne), conflits relatifs à l'espace maritime (en particulier dans des zones contestées au Vietnam ou au Japon), attaques aériennes rapides et inattendues, défense active contre des actions d'ingérence menés par des groupes terroristes et séparatistes, contre-attaques punitives pour défendre l'unité nationale et la souveraineté du pays, ainsi que pour rétablir la justice ou éliminer des menaces.

Malgré que la nouvelle doctrine militaire de la Chine ait commencé à se former pendant la deuxième moitié des années 80, seule la victoire des Etats-Unis dans la guerre du Golfe a obligé les militaires chinois à s'intéresser sérieusement au rôle des technologies modernes dans la résolution des conflits militaires contemporains. Peu à peu, les élites militaires chinoises commencent à prendre conscience de l'inadaptation des « tactiques de la guerre populaire » aux conflits contemporains et reconnaissent la nécessité d'opérer des changements profonds dans la science militaire, ainsi que la stratégie, tactique, théorie et usage des machines de guerre.

Bien que la doctrine militaire chinoise demeure fondée sur le principe de la défense, elle n'écarte pas par principe l'utilisation de la force pour protéger ses intérêts nationaux dans des conflits avec ses voisins[820]. La nouvelle doctrine n'a changé que le principe de « défense de large envergure», tandis que le gouvernement chinois s'est lancé dans un

[820] V.STEFAŠIN, « Sovremennye voenno-doktrinal'nye vzglâdy rukovodstva K.N.R. » (Les visions modernes des dirigeants de la R.P.C. en matière de doctrine militaire), rapport présenté à la conférence scientifique de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou en 1993

processus de création de régiments à haute mobilité. La Chine a ainsi déjà formé quelques bataillons mobiles adaptés à des actions directes de défense de ses intérêts en mer de Chine du Sud.

En revanche, les capacités militaires de la Chine sont limitées par l'absence d'un réseau développé de système anti-missile. L'armée chinoise est également dépourvue de système de défense contre des attaques de sous-marins. Enfin, les forces aériennes ne possèdent pas d'avions-citernes capables de ravitailler en l'air les bombardiers nucléaires[821].

Pékin supporte mal les accusations de militarisme et d'hégémonisme. Le 16 novembre 1995, l'agence de presse chinoise, Chine Nouvelle (*Xin Hua*), diffusa les commentaires du Conseil de l'Etat de la Chine qui réfutait les accusations américaines envers le militarisme : la Chine ne menace personne, mène et a toujours mené une politique pacifique ; fonde sa doctrine militaire sur la défense du territoire national contre les agressions étrangères ; réduit l'effectif de son armée ; le financement de sa défense représente un montant bien plus faible que dans les pays occidentaux ; mène un programme de conversion de son industrie militaire ; suit rigoureusement les principes de non–prolifération des armements nucléaires ; lutte contre les armements chimiques et bactériologiques »[822].

Le professeur Maslov estime que l'analyse la plus complète de la doctrine militaire contemporaine de la Chine a été menée par le chercheur américain S. Simon.[823]

Plusieurs sinologues russes, comme Galenovič, Maslov, Larin ou Ûrkevič, préviennent que le gouvernement chinois réagit toujours de façon agressive à toute accusation, que ce soit en matières de Droits de l'Homme ou d'expansion dans la zone de l'Océan Pacifique. Il est notable que la terme « auto-défense » soit traité de façon très particulière par les militaires chinois. Mise à part la guerre de Corée, toutes les opérations militaires menées par l'armée chinoise à l'étranger depuis 1949, sont considérées par la Chine comme des actions en territoire national. Les quatorze conflits auxquels participaient la Chine (Vietnam, Union Soviétique, Birmanie, Inde, îles Spratley et Senkaku, etc.) sont donc traités comme des « conflits intérieurs », « des opérations du récupération des territoires occupés illégalement par les voisins ».

[821] *The Military Balance*, 1996-1997
[822] *Ren Min Ri Bao*, 17.11.1995
[823] S.SIMON, *Alternative Visions of Security in the Asia Pacific*, revue Pacific Affaires, 1996, Vol.69, N.3

En Chine a récemment été publié le livre du lieutenant-colonel Cui Yu Chen, « *La guerre douce pour des frontières douces* », dans laquelle l'auteur affirme : « De 1840 à 1949, la Chine a perdu trois millions de kilomètres carrés de territoire national ; elle doit rétablir sa souveraineté sur ces territoires ».

Sur la scène internationale, le gouvernement chinois exhibe en permanence les signes de sa politique pacifique. Mais cela ne suffit pas à rassurer les Etats-Unis et la Russie. Pourquoi ?

Les sinologues américaines et russes attachent une attention particulière aux formes traditionnelles de la diplomatie chinoise qui ont traversé les siècles. L'une de ces tactiques traditionnelles consiste, pour le gouvernement, à déguiser ses intentions agressives sous des déclarations pacifiques. Même si la Chine est consciente de son incapacité à attaquer son ennemi à court terme, elle crée le sentiment qu'une agression est inévitable. Ainsi, lors des négociations sur la question frontalière, dans les années 60-70, les diplomates soviétiques, tenant compte de cette méthode traditionnelle, ne cédèrent pas à la pression de la délégation chinoise. Quelques jours plus tard, les Chinois prirent acte de l'échec de leur stratégie et abandonnèrent l'usage des menaces dans ces discussions bilatérales.

Les militaires et sinologues russes certifient que si la Chine disposait de forces militaires suffisantes, elle n'hésiterait pas à agresser la Russie pour « libèrer les territoires perdus ». Les importants problèmes sociaux de la grande population chinoise et le manque de ressources financière accordent néanmoins un répit de plusieurs années à l'espace stratégique de l'Asie Pacifique.

La crainte partagée par le Japon, les Etats-Unis et la Russie de ce que les ambitions chinoises puissent un jour mettre fin à leur propre puissance économique et géopolitique en Asie dégage un large espace de manœuvre pour le gouvernement russe.

Enjeux géopolitiques de la question nucléaire coréenne

« Le problème lié au programme nucléaire nord-coréen » et à la non-prolifération des armements nucléaire reste, pour la communauté internationale, une question de stabilité générale en Asie du Nord. Sur la scène internationale, le régime de Pyongyang montre qu'il est capable d'utiliser l'arme nucléaire contre tous ceux qui oseraient attaquer la souveraineté de la Corée du Nord. Ce qui peut donner l'impression que ce pays est complètement imprévisible et effectivement prêt à terroriser « le monde civilisé », et surtout qu'il n'existe aucune force étrangère qui puisse avoir une influence sur la famille Kim.

Sans être spécialiste de la Corée du Nord, l'auteur a travaillé sur le problème de la sécurité régionale et peut proposer l'hypothèse que le monde extérieur peut avoir une influence sur le régime de Pyongyang qui est d'ailleurs relativement prévisible. On peut dire que cette « imprévisibilité » est très importante pour le gouvernement russe, qui trouve ici un mécanisme de résolution de ses intérêts en Extrême-Orient. Il est très important pour la Russie d'avoir les moyens d'effectuer des manœuvres larges entre le Japon, les Etats-Unis, la Chine alors que Moscou semble ne pas avoir d'allié stable dans la région.

Sur la scène mondiale, le ministère des affaires étrangères russe démontre une grande préoccupation au sujet de la situation du programme nucléaire de Pyongyang et se présente comme ne pouvant rien faire pour arrêter la création d'une bombe nucléaire par les coréens[824]. Mais on peut se poser la question de savoir si Moscou est vraiment intéressé à empêcher Kim fils de produire les armements nucléaires et si les relations entre la Corée du Nord et la Fédération de Russie sont restées neutres toute la décennie après la chute de l'U.R.S.S. ?

[824] La déclaration du Pyongyang que *la bombe est déjà produite* reste assez hypothétique jusqu'au moment où un essai officiel du « produit final » sera effectué.

Dans le musée de Kim Il Song à Pyongyang, on peut voir nombre des décorations honorifiques qu'il a reçues tout au long de sa vie. Mais la présence dans cette collection d'un ordre soviétique provoque la curiosité. Il s'agit de l'ordre du drapeau rouge de combat (*Orden boevogo krasnogo znameni*). Cet ordre n'a que très peu été offert à des étrangers et seulement en période de guerre. Les civils étrangers ne recevaient pas cette décoration.
En 1945, Kim a été décoré de cet ordre, alors qu'il n'était pas encore *Kim Il Song*. A cette époque, il était citoyen soviétique, capitaine, comandant du premier bataillon du 88ème brigade spéciale[825] (O.S.B.R.-*Otdel'naâ Strelkovaâ Brigada*) du Deuxième Front soviétique de l'Extrême-Orient (*Vtoroj dal'nevostočnyj Front*). Cet ordre, Kim l'a reçu de la main même du comandant du front, général d'armée Purkaev.

Cette histoire de décoration soviétique ne peut pas être considérée comme une simple anecdote de l'époque stalinienne. Kim Il Song était un officier des forces spéciales et accomplissait avec succès des missions particulièrement dangereuses sur le territoire occupé par le Japon. L'histoire de la création du régime nord-coréen peut donc, dans une certaine mesure servir à démontrer que « le plan stalinien » de créer des « états tampons alliés stratégiques » à la périphérie de l'U.R.S.S. a vraiment réussit.

Jusqu'au début des années 90, les relations entre l'Union soviétique et la Corée du Nord étaient très proche et, assez souvent, confidentielles. En public, le régime de Eltsine préférait garder une distance vis-à-vis de Pyongyang, par contre il est possible d'affirmer que les contacts au niveau scientifiques et militaires continuaient d'une façon non officielle.
Actuellement, en Russie, et même pour les chercheurs russes, il est assez difficile d'avoir accès à l'information sur la coopération entre la Russie et la Corée du Nord, car cette question est importante pour la sécurité nationale russe en Extrême-Orient. Il faut néanmoins indiquer que les officiers de l'armée nord-coréenne continuent à faire leurs études dans les instituts et académies militaires russes. Cela concerne aussi le problème *des contacts scientifiques*.

[825] Cette brigade était composée de deux bataillons : chinois et coréens (citoyens soviétiques), qui effectuaient des missions ultra-secrètes derrière de front de l'armé japonaise. Ce régiment spécial était commandé par le colonel de l'armée sovietique d'origine chinoise Zhou Bao Zhong. Plus tard, la brigade N.88 est devenue la fondation de l'armée de Corée du Nord.

Dans les années 60, le régime nord-coréen se trouva confronté au dilemme du choix de son allié : l'U.R.S.S. ou la Chine, l'antagonisme entre les deux pays s'étant affirmé sur la scène mondiale. De 1962 à 1965, la Corée du Nord soutint la Chine dans son combat «contre le révisionnisme de l'Union Soviétique»[826]. En réponse, l'U.R.S.S. réduisit son aide militaire à la Corée, réduisant à néant la capacité de combat des forces aériennes coréennes, tandis que les premiers signes de crise économique commençaient à se faire jour. La dépendance du régime de Kim Il Sung envers Moscou était ainsi démontrée. A partir de 1965, Pyongyang modifia son orientation pro-pékinoise et déclara sa neutralité dans le conflit sino-soviétique, ce qui permit un retour de l'aide soviétique dans le pays. Dès lors, la Corée du Nord s'efforça de tirer partie des tensions sino-soviétiques pour obtenir ainsi l'aide des deux pays. Tout en critiquant l'extrémisme gauchiste de la révolution culturelle maoïste, le régime coréen soutint la volonté de Mao de provoquer une révolution mondiale en entretenant le conflit avec la Corée du Sud et en menant des actions de guérilla en Asie Pacifique. Pour démontrer sa loyauté à Pékin, Pyongyang s'employa à provoquer les Etats-Unis : le 23 janvier 1968 fut appréhendé un navire de renseignement américain, le *Pueblo* (qui serait libéré un an plus tard) ; le jour de l'anniversaire Kim Il Sung, le 15 avril 1969, des avions de chasse de l'armée nord coréenne détruisaient un avion de renseignement américain ES 121, causant la mort de 31 militaires américains. Pyongyang se laissait alors emporter par la rhétorique pékinoise et voyait l'avènement de la révolution mondiale s'approcher. Les manifestations populaires pro-démocratiques se déroulant à la même époque en Corée du Sud renforcèrent le régime de Pyongyang dans sa volonté de provoquer une révolution prolétaire. Le 21 janvier 1968, un groupe de forces spéciales de l'armée nord-coréenne tenta en vain de prendre d'assaut le palais présidentiel. Cela ne suffit pas à décourager Pyongyang : les escarmouches entre l'armée sud-coréenne et les forces spéciales nord-coréennes se multiplièrent, sans que la population de Corée du Sud ne se laisse séduire par la « libération » promise par le nord. En 1972, les deux Corée firent leurs premières tentatives de rapprochement, notamment par une déclaration commune sur la stabilisation de la situation sur le 38ème parallèle.

Les événements de cette période marquèrent profondément la stratégie militaire de Pyongyang, et renforcèrent le régime dans sa confiance en une doctrine faisant largement

[826] Le terme de « révisionnisme » était alors employé pour stigmatiser la politique de coexistence pacifique avec l'Occident et le culte de la personnalité de Staline, facteurs ayant joué un rôle important dans la rupture sino-soviétique.

intervenir les forces spéciales dans des actions de guérilla. Pour mener à bien les interventions clandestine contre la Corée du Sud, le régime compte aujourd'hui sur 88 000 soldats et officiers, et en particulier 10 brigades de snipers, 12 brigades de fantassins légers mobiles, 17 bataillons de renseignement tactique et de parachutistes. Deux brigades de kamikazes sont placées directement sous la responsabilité de Kim Jong Il. La marine nord-coréenne est dotée de 48 petits sous-marins *Sango* et *Sochju* emportant chacun un équipage de 15 à 25 personnes capable de débarquer un commando sur les côtes de Corée du Sud ou du Japon – par exemple sur l'île d'Okinawa où stationnent les troupes américaines, pour y déposer un explosif nucléaire. En cas de découverte, ce sous-marin peut se transformer en bombe nucléaire flottante. L'armée ruse prend très au sérieux cette menace. Outre ce risque d'attaque nucléaire clandestine, le scénario d'une attaque bactériologique est également étudiée. En cas d'attaque des « pays impérialistes », les dirigeants de Corée du Nord ont prévu de s'abriter dans un réseau de tunnels creusés dans les montagnes du nord du pays.

Au tournant des années 70, le traité sino-coréen d'assistance en cas d'attaque d'américaine et l'embourbement au Vietnam empêchèrent les américains de tenter de résoudre le problème coréen. Ce sont ainsi les évolutions politiques des alliés soviétiques et chinois qui ruinèrent les espoirs de Pyongyang de libérer la Corée du Sud de l'impérialisme américains : la double protection soviétique et chinoise commença en effet à s'effriter avec la nouvelles politique étrangère de Gorbatchev et le choix de Deng Xiaoping d'ouvrir de la Chine au monde, tournant le dos aux velléités d'attisement de la révolution mondiale. Au début des années 90, Pyongyang eut à faire face au choc de l'établissement de relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la Corée du Sud (en 1990) puis entre Pékin et Séoul (en 1992). Avec la disparition de l'U.R.S.S., la Corée vit son grand voisin se jeter dans les bras de « l'impérialisme mondial » : le régime nord-coréen se retrouva alors dans une impasse géopolitique, délaissé par la nouvelle Russie dans laquelle les rares reportages sur la Corée montraient les paysans affamés tentant de franchir la frontière russo-coréenne[827].

Dépourvue de ressources naturelles et d'une industrie concurrentielle, la Corée du Nord ne dispose que de peu d'atouts pour prolonger son existence, ce qui peut pousser le régime à de folles extrémités. La déclaration sur les progrès du programme nucléaire constitua à cet

égard un révélateur et un choc sur l'arène internationale. Certains journalistes en Russie accusent Eltsine de n'avoir pas su empêcher le développement de la technologie nucléaire par le régime coréen. Pourtant, après 1991, l'influence de la Fédération de Russie sur la Corée n'était déjà plus suffisante pour empêcher un tel développement. De 1991 à 2000, les contacts diplomatiques entre les deux pays furent presque nuls. Les spécialistes russes de la question coréenne préfèrent se tourner vers la Corée du Sud qui leur offre des conditions de travail plus confortables. L'étude de la Corée du Nord est désormais l'apanage d'un cercle très étroit de spécialistes. L'ambassade russe à Pyongyang n'abrite que très peu de diplomates et l'essentiel des recherches sont menées à partir de Pékin, Séoul et Tokyo. Les diplomates russes en Chine travaillent ainsi en lien étroit avec leurs homologues chinois pour s'efforcer de résoudre la crise actuelle. Ils tendent même à se laisser guider par ces derniers.

Le 6 mars 2004, le ministre des affaires étrangères de la République Populaire de Chine, Li Zhao Xin, déclara que son pays ne disposait d'aucune information relative au programme d'enrichissement de l'uranium de Corée du Nord[828]. Mais le chef de la délégation russe chargée de négocier avec la Corée du Nord, A. Losûkov[829], rendit publics davantage d'éléments dans un entretien à la «*Nezavisimaya Gazeta*[830]» du 5 mars 2004. La diplomatie russe estime que la probabilité de l'explosion de la situation actuelle est forte, la Corée du Nord pouvant considérer le blocus de son pays ou tout autre sanction du Conseil de Sécurité des Nations Unies, comme une déclaration de guerre. La Fédération de Russie ne possède que des informations anciennes sur le développement du programme nucléaire nord-coréen et n'est donc pas en mesure de conclure de façon certaine à la possession de la bombe nucléaire par le régime de Pyongyang. Le seul résultat tangible des récentes négociations auxquelles prirent part la Corée du Nord, celle du Sud, la Chine, la Russie et les Etats-Unis fut la création de groupes de travail pour tenter de surmonter la crise. Dans une telle situation, les perspectives d'évitement d'un conflit armé sont difficiles à prédire. Il semble néanmoins que le diplomate s'efforce de cacher des éléments pour ne pas aggraver la situation, tout en se fiant davantage aux informations alarmistes américaines.

---

[827] Le traité frontalier russo-coréen stipule que les citoyens nord-coréens franchissant la frontière doivent être immédiatement renvoyés en Corée. Les garde-frontière russes obligés d'appliquer cet accord international, sont témoins des exécutions pratiquées dès la remise des fuyards aux autorités coréennes.

[828] Agence Chine Nouvelle, 6 mars 2004.

[829] Après cette mission en Corée du Nord, il vient d'être nommé ambassadeur russe à Tokyo.

[830] www.ng.ru

Après 1991, le système de sécurité intérieure russe empêchant la fuite d'informations technologiques secrètes se réduisit rapidement et de nombreux scientifiques russes émigrèrent en occident. Mais des vétérans du KGB assurent que certains partirent en Iran et en Corée du Nord. Ainsi en 1995, la presse russe provoqua un scandale en indiquant que des spécialistes de la technologie nucléaire venaient d'être empêchés à la dernière minute de prendre l'avion pour Pyongyang, ce qui faisait augmenter le doute sur la probabilité que d'autres groupes aient déjà réussi à rejoindre a Corée. En 1990 déjà, le dernier chef du KGB, Krûčkov avait rapporté à Gorbatchev que la Corée avait réussi à construire la bombe nucléaire. Au début des années 80, la Corée du Nord construisit deux réacteurs nucléaires de 5 et 50 MW ainsi qu'un réacteur hydrographite de 200 MW dans la région de Thonchong. Celui de 50 MW est capable de produire 20 kg de plutonium par an, quantité suffisante pour 4 à 5 explosifs nucléaires. La possession par la Corée du Nord de ce plutonium est un fait. Mais sa possession du plutonium 239 nécessaire pour les bombes nucléaires ainsi que sa maîtrise du processus technologique de création de la bombe ne sont pas établies.

La Corée du Nord a déjà prouvé qu'elle possède des missiles balistiques théoriquement capables d'atteindre le territoire américain. Son programme de production de missiles avait débuté dans les années 60, par le don de missiles soviétiques *Luna II* d'une portée de 50 à 60 km. En 1970, les nord-coréens prirent part au programme de missiles chinois visant à créer des missiles d'une portée de 600 km dotés d'une ogive de 600 kg. Mais suite au refroidissement des relations entre les deux pays, les nord-coréens durent se retirer du programme. Dans les années 70, Pyongyang reçu de Moscou des missiles *OTR-300*[831] d'une portée de 300 km et en mesure de transporter une charge d'une tonne d'explosif. A partir de ces missiles, les coréens développèrent leurs propres missiles, les *Hvason 6*, d'une portée de 500 km pour une charge de 700 kg puis les *Nodong I*[832] d'une portée de 1300 km pour une charge de 800 kg à 1 tonne. Ce dernier missile est capable d'atteindre Tokyo, Pékin, Taipei et Khabarovsk. Les bijoux du régime coréen sont désormais les missiles *Tephodon I* et *II* d'une portée respective de 2 500 et 7 000 km dont les essais eurent lieu à Musundari. Le défaut principal de ces missiles est leur inexactitude : s'ils sont capables d'atteindre la côte américaine, il ne peuvent y viser une cible précise. De l'avis des experts

[831] La classification occidentale les désigne comme « missiles SKAD »
[832] Les essais se déroulèrent sur le champ d'essai Taypoteng de la province du nord-Hamgen.

russes, les missiles nord-coréens peuvent être interceptés par le système anti-missile russe *S-300.*

En 2001, la presse russe accusa le président Poutine d'établir des contacts avec le régime nord-coréen et de se mettre ainsi en porte-à-faux avec la communauté internationale. Si Poutine prend le risque de détériorer son image internationale déjà fragile en nouant des relations avec un régime considéré comme peu fréquentable, c'est qu'en brisant l'isolation de Pyongyang, il réduit la probabilité d'éclosion d'un conflit de grande ampleur en Extrême-Orient. La position de Moscou protège donc les intérêts de la Chine, de la Corée du Sud, du Japon et des pays occidentaux qui ont investi en Corée du Sud et sur le littoral chinois. L'établissement de contacts avec la Corée du Nord permet en outre à la Russie de retrouver partiellement la maîtrise de leviers d'influence politique et économique dans le pays, dans l'intérêt mutuel des deux pays. En août 2001, Kim Jong Il, procéda à une visite officielle en Russie. Voyageant en train blindé, il fit étape à Omsk où il visita l'usine « *Transmaš* » produisant les chars T-80-U qui avaient été vendus à la Corée du Sud dans les années 90 et montra son intérêt pour le modèle T-90 turbine diesel et aux moyens pour les vieux chars T-54 et T-72 de l'armée coréenne de doter d'un système de protection dynamique.

La Corée du Nord est également intéressée pour moderniser 38 usines civiles et militaires qui avaient été construites par l'Union Soviétique. La dette nationale coréenne de 4 milliards de dollars envers la Russie confère à cette dernière un droit préemption sur les contrats de reconstruction de ces usines. L'ambitieux projet de voie ferrée trans-coréenne peut jouer un rôle stabilisateur décisif sur la péninsule coréenne et permettre aux délais pour les échanges par voie terrestre entre la Corée du Sud et l'Europe d'être ramenés à 5-7 jours via le transsibérien. Le gouvernement soviétique croit en la volonté de modernisation et d'ouverture de la Corée du Nord – les deux voyages d'étude de Kim Jong Il en Chine en constituent une preuve supplémentaire. Un tel tournant répondrait également aux intérêts de la Chine, en particulier en termes de développement des provinces du Jilin, du Heilongjiang et de Mongolie intérieure. Afin de pousser la Corée du Nord vers un processus de modernisation économique voir politique, il est prioritaire de préserver une situation géopolitique stable dans la région. La rigidité de la position américaine va à l'encontre de tels efforts. Si ceux-ci réussissent à convaincre l'ONU de voter des sanctions contre la Corée du Nord, des actions militaires pourraient s'ensuivre et ruiner les efforts de

stabilisation, avec des conséquences potentiellement dramatiques pour l'Asie du Nord et la Russie.

Actuellement, l'enjeu principal est d'élargir le nombre de pays ayant un intérêt dans la stabilisation de la zone et d'empêcher les Etats-Unis de se montrer trop pressants envers Pyongyang. Le scénario idéal serait la tenue de négociations entre les deux Corée avec médiation de la Chine et de la Russie, sans participation américaine ou japonaise. En effet, le lourd passé historique met le Japon en position délicate vis à vis de la Corée du Nord comme de la Corée du Sud, tandis que la rigidité des positions américaines et leur insouciance quant à la déstabilisation de la région en font un partenaire dangereux. Dans une telle configuration, malheureusement rendue très improbable par les ambitions américaines, la Russie et la Chine seraient en position de jouer efficacement le jeu de la communauté internationale. La participation de la diplomatie européenne pourrait constituer une solution acceptable par toutes les parties : elle garantirait aux Etats-Unis la présence de forces occidentales aux côtés de la Russie et de la Chine, tandis que sa neutralité évacuerait le risque qu'un facteur irritant ne fasse échouer les pourparlers. La diplomatie européenne doit être conscience du bras de fer qui se joue entre la Chine et les Etats-Unis autour de la montée en puissance de la position chinoise dans les négociations coréennes. Sur cette question, les Russes partagent l'intérêt des américains pour freiner l'essor de la diplomatie chinoise. Dans un tel contexte, Taiwan peut constituer l'atout maître des américains pour faire pression sur la Chine et l'empêcher de devenir la puissance d'équilibre de la zone Asie-Pacifique : si Taiwan, comme dans les années 50, déclare sa volonté de prendre part au camp « anti-terroriste »[833], la Chine se rangerait immédiatement aux côtés de Pyongyang et prendrait les armes contre l'île et contre les Etats-Unis.

Le scénario catastrophe serait la constitution d'une coalition internationale contre la Corée du Nord à laquelle la Chine et la Russie seraient obligées de prendre part, défendant ainsi les intérêts américains au détriment des leurs propres. Ainsi, suite à l'échec des négociations, en août 2003, plusieurs reportages russes s'alarmèrent du mauvais état des abris anti-atomiques des régions d'Extrême-Orient russe, en particulier dans la région de Primorye, dont la plupart ont été transformés en entrepôts, magasins ou discothèques.

[833] Malgré les récentes déclarations rassurantes de Taiwan à ce sujet, cette éventualité ne peut raisonnablement être tout à fait écartée.

L'inspection du ministère des situations d'urgence révéla le délabrement du système de protection civile anti-nucléaire. Un vent de panique traversa les populations russes de la région. Les rumeurs s'aggravèrent après la rencontre entre V. Poutine et G. Bush père, à Sotchi, où les américains auraient demandé aux russes de participer à une opération contre la Corée du Nord. Sur les forums de discussion en ligne russe courut la rumeur selon laquelle, en cas d'aggravation de la situation, la Russie procèderait à des frappes nucléaires « préventives » contre Pyongyang. Le démenti du ministère de la défense ne suffit pas à apaiser les esprits. Fin septembre, tous les reportages alarmistes cessèrent d'être diffusés : selon les journalistes, le Kremlin avait ordonné la fin des spéculations sur les risques nucléaires et voulait empêcher les mouvements de panique. A la lumière d'un tel contexte, le récent interview d'A. Losûkov ne permet pas d'exclure des développements dramatiques en Corée du Nord.

Défis et menaces en Asie Centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après 11 septembre 2001

Certes, l'étude des problèmes frontaliers entre la Chine et les Républiques d'Asie centrale n'est plus directement liée à cette dernière partie, mais ces questions ne peuvent être totalement exclues de cette troisième partie. En effet, l'Asie centrale reste un espace de concurrence entre la Chine, la Russie, l'Europe, les Etats Unis et même le monde musulman.

Cette partie de notre travail s'attache à analyser les différents facteurs d'instabilité dans la vie politique et sociale de l'Asie Centrale, qui alimentent une atmosphère de crise permanente lourde de menace au plan régional.

L'étude de la situation intérieure en Asie Centrale, Chine et Russie amène les chercheurs à des conclusions variées. Certains pronostiquent la chute de l'Asie Centrale sous influence chinoise, d'autres insistent sur la capacité des Etats-Unis à rejeter la Russie de la zone, d'autres encore soulignent la probabilité d'une guerre entre les Etats d'Asie Centrale. Pour juger de la pertinence de ces thèses et évaluer le rôle potentiel des Etats-Unis et de

l'Europe dans la région, il est nécessaire d'éviter de se focaliser sur la politique étrangère des pays tiers vis-à-vis de l'Asie Centrale pour tenir compte des facteurs intérieurs à chacun de ces pays susceptibles de faire évoluer leur position en Asie Centrale. Nous étudierons donc la probabilité de l'émergence de conflits en Asie Centrale à la lumière des contingences intérieures des principaux acteurs externes sur la scène de l'Asie Centrale : les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

La revue de ces différents facteurs d'instabilité nous poussera à envisager différents scénarios et à montrer qu'aucun – même le plus apparemment improbable – ne doit être négligé.

A l'heure de la rédaction de cet article, en automne 2004, la Chine, la Russie et même les Etats-Unis semblent se trouver au seuil d'inflexions majeures de leur cours politique intérieur : une crise politique ou économique intérieure dans ces pays ne manquerait pas d'avoir des conséquences importantes en Asie Centrale. Nous étudierons en particulier ces risques pour la Russie et la Chine.

En septembre 2004, Jiang Zemin se retira de sa dernière fonction officielle – le poste clé de Président du Conseil Militaire du Parti Communiste Chinois. L'ensemble du pouvoir politique et militaire est désormais concentré entre les mains de Hu Jintao et de la nouvelle génération de dirigeants chinois. La transmission du contrôle sur l'Armée Populaire de Libération constitue un élément majeur dans la vie politique chinoise. La plupart des sinologues russes estiment que Hu Jintao et ses proches vont tenter, dans deux ou trois années, de produire des changements profonds dans l'organisation sociale et politique de la Chine. Le lancement de ces réformes sera néanmoins conditionné par le ralliement des élites régionales et militaire, alors que le soutien des forces économiques lui est déjà acquis. Si Hu Jintao ne parvient pas à s'assurer du soutien des cadres locaux ou à les remplacer par ses fidèles, la situation risque de devenir similaire à celle de la Révolution Culturelle, sabotée par la résistance de certaines élites régionales. Tout dépendra aussi du degré et de la nature des changements impulsés par Hu Jintao et en particulier des atteintes éventuelles qu'il pourrait porter aux fondements idéologiques marxistes-léninistes-maoïstes du régime au lieu de se contenter de réformes économiques. La réaction de l'Armée Populaire Chinoise à ces changements politiques et économiques, cruciale pour l'évolution de la situation intérieure chinoise, est difficile à prévoir. Pour mener à bien ses réformes, Hu Jintao sera préalablement obligé de réformer l'armée chinoise. Faute de quoi,

il risque de se trouver confronté de façon permanente à l'opposition larvée des élites militaires condamnant à l'échec toute évolution sociale. Il faut néanmoins tenir compte du fait que près de trois décennies de réformes économiques ont fait perdre à l'armée chinoise son élan révolutionnaire en la transformant en une grande entreprise commerciale « à stock-options ».

Un autre grand pôle d'influence pour l'Asie Centrale est la Russie. Si les développements de la situation intérieure de la Chine se font de façon discrète et souterraine, le potentiel explosif de la Russie est très connu. Le règne du président Poutine n'a fait que construire une façade de stabilité sur les décombres eltsiniennes. Le système chimérique créé en 1991 est condamné à disparaître, le régime actuel ne bénéficiant que d'un fragile sursis. Le pouvoir suprême est paralysé : depuis son arrivée en 2000, Poutine a consacré l'essentiel de ses efforts à revenir sur la politique eltsinienne de décentralisation du pouvoir afin de subordonner les dirigeants régionaux aux décisions du centre. Les élites régionales, essentiellement formées d'anciens cadres locaux soviétiques, avaient été incitées sous Elsine à définir leur propre constitution et gérer leur budget de façon autonomes, surtout dans les régions peuplées de minorités ethniques (en particulier le Tatarstan, Bachkortostan, Yakoutie – la Tchétchénie constituant le cas où le processus de souverainisation eltsinien fut le plus poussé). Ainsi, le gouvernement de Eltsine fut contraint à une lutte continuelle pour assurer un équilibre précaire entre les intérêts des élites régionales et ceux du centre fédéral. L'arrivée de Poutine et son « renforcement de la verticale du pouvoir » furent considérés comme un effort de rétablissement de l'ordre fédéral dans toute la Russie. Mais en 2004, l'échec de cette politique apparaît d'autant plus clairement qu'il s'accompagne d'une aggravation de la paupérisation de la population. Pendant quelques années, les dirigeants régionaux firent mine d'obéir au pouvoir central, tandis que l'absence de sanction effective les poussait à mener une politique autonome - parfois franchement contradictoire avec les intérêts du centre. Si le gouverneur de chaque région encourt le risque maximum de ne pas être réélu face à la concurrence d'un autre candidat proposé par le Kremlin, l'impunité est totale pour tous ses subordonnés hiérarchiques sur lesquels le gouvernement central ne dispose d'aucun levier de pression.

Jusqu'en 2004, Poutine réussit à maintenir un ordre relatif en s'appuyant sur sa réputation de forte poigne. La prise d'otage de Beslan et ses 400 à 600 victimes constitua une démonstration éclatante de l'échec de la « politique nationale » de Poutine, en montrant

aux élites régionales l'absence de mécanisme réel de contrôle du centre dans les républiques nationales. Au lieu de résoudre le conflit tchétchène en accordant une indépendance qui aurait permis d'économiser de nombreuses vies, Poutine prétexta le combat contre le terrorisme pour supprimer les élections régionales et faire nommer directement les gouverneurs de chaque région par le Kremlin. Cette initiative mine la structure même du pouvoir fédéral russe. Dans le contexte d'une armée fédérale russe continuant à se dégrader[834], si une ou deux autres régions telles que l'Ingouchie ou le Tatarstan venaient à emprunter les pas de la Tchétchénie et déclarent leur indépendance, la situation deviendrait totalement incontrôlable par le centre.

Ainsi, de nombreux analystes pronostiquent des changements profonds de la nature du régime à partir de la mise en œuvre, début 2005, de la réforme structurelle proposée par Poutine visant à transformer l'Etat fédéral en Etat unitaire. Parmi les scénarios évoqués existe celui de guerre civiles régionales interethniques au sud de la Russie et dans les régions de la Volga peuplées par des ethnies turcophones musulmanes, qui développeraient aux marges de l'Union Européenne une grande instabilité caractérisée par un haut degré de militarisation et la non-résolution de la question nucléaire. Un autre cas de figure est celui du remplacement de l'Etat fédéral par un système autre, gouverné par des forces nationalistes rendant les relations avec l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Chine très difficiles. Ce scénario est rendu d'autant plus probables que de telles forces ont déjà pris une envergure importante en Russie, alors que le gouvernement s'efforce d'en cacher l'ampleur aux yeux du monde extérieur. Les facteurs d'instabilité clés que constituent les velléités indépendantistes des élites nationales et le nationalisme du peuple russe demeurent trop peu étudiés en Europe.

La perspective d'une évolution profonde de la nature de l'Etat russe ne peut qu'avoir des conséquences importantes sur l'Asie Centrale, où trois cent ans de monopole russe laissent persister une importante influence politique et économique. Jusqu'au 18ème siècle, la Chine tenta de faire concurrence à la Russie en s'efforçant d'attirer des tribus kazakhes sous sa protection, mais au début 19ème siècle, la Russie réduisit définitivement ces efforts à néant. La création de garnisons militaires le long de la frontière avec la Chine mit un point final

[834] Les manœuvres militaires de l'hiver et du printemps 2004 dans l'Océan Arctique et en Extrême-Orient Russe ont montré le stade avancé de dégradation structurelle de l'armée et de la flotte russes. L'absence de financement empêche l'acquisition de nouveaux armements et de technologies de combat radioélectronique (REB). Après le départ des anciens cadres du KGB, le Service Fédéral de Sécurité (FSB) s'intéresse davantage aux interventions dans le monde des affaires qu'à la lutte contre le terrorisme.

aux tentatives de pénétrations de l'Empire Qing dans des régions qu'il considérait comme historiquement inféodées à Pékin. La disparition de la présence militaire russe des régions d'Asie Centrale fait peser de nouvelles menaces sur l'indépendance de ces républiques par rapport à la Chine – et en tout premier lieur celle du Kirghizstan et du Kazakhstan. Même la présence militaire des Etats-Unis dans la zone ne peut empêcher la Chine de combler le vide laissé par les troupes russes. Dans ce contexte, la seule mention formelle de la continuité de la présence de la Russie en Asie Centrale permet de protéger les républiques des appétits chinois – ce que l'armée américaine seule ne pourrait réussir à faire sans expérience de la situation locale et sans motivation à combattre.

Paradoxalement, le combat contre le terrorisme mené par les Etats-Unis – et en particulier l'intervention en Afghanistan – a permis aux élites locales de renforcer leur pouvoir et leur légitimité. Avant le 11 septembre 2001, les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale étaient la cible de nombreuses critiques des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'Homme. Ainsi, le Président de l'Ouzbékistan, Karimov, était critiqué pour avoir écrasé avec violence l'opposition intérieure représentée par le mouvement islamique *Huzb-Ib-Tahir*. Le Kazakhstan était le théâtre de scandales permanents liés aux comptes de la famille présidentielle en Suisse et aux pots de vin aux compagnies pétrolières américaines. De façon générale, ces régimes étaient largement reconnu comme autoritaires et anti-démocratiques par l'occident, et seule la Russie continuait à entretenir ouvertement des relations politiques amicales avec eux – les pays occidentaux se contentant d'y défendre leurs intérêts économiques (pétrole, gaz,…).

La Russie, même confrontée à une grave crise intérieure, continue à jouer un rôle stabilisateur en Asie Centrale, dans la mesure où ses propres difficultés sont bien moindre que celles auxquelles doivent faire face les régimes d'Asie Centrale.

Dans la période d'acquisition de l'indépendance, entre 1988 et 1991, tandis que le Kremlin faisait preuve de désintérêt pour les mouvements à l'œuvre dans les républiques soviétiques, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan furent le théâtre de nombreuses manifestations[835]. Alors que la partie européenne de l'Union Soviétique (pays baltes, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) élisait démocratiquement les nouvelles structures du pouvoir législatif et exécutif, la direction des Etats d'Asie

[835] L'incident le plus sanglant eut lieu en 1988, à Osh, région kirghize peuplée par des ouzbeks et fit environ 20 000 victimes et 50 000 réfugiés.

Centrale restait aux mains des élites de la période soviétique, avec un pouvoir fondé sur des structures claniques et non légitimé par de véritables élections[836]. Les dirigeants d'Asie Centrale vécurent la disparition de l'Union Soviétique comme un événement non désiré, sur lequel ils n'exerçaient aucune influence. Pour protéger leur position, ces dirigeants furent alors obligés de concentrer tous les mécanismes du pouvoir et de régner sans limite, amendant au besoin la constitution. Cela est d'autant plus dangereux pour la stabilité de ces pays que ces dirigeants sont déjà âgés, et risquent de laisser le pays sans mécanismes institutionnels de gouvernement, sans élite politique capable de produire des successeurs et sans réelle culture de participation politique et sociale[837]. En Ouzbékistan et Kazakhstan, l'on assiste aux tentatives des dirigeants légitimer et légaliser leurs propres enfants comme successeurs naturels au pouvoir[838]. Les jeunes « dauphins » disposent en tous cas de peu de temps pour asseoir leur légitimité et les pays d'Asie Centrale s'apparentent de plus en plus à des monarchies.

En cas de crise, il est prévisible que le Kazakhstan, du fait de sa structure clanique divisée en trois « khanat » (ou « dzhuz ») peuplés par des tribus d'origines différentes (mongoles, turques,…) revienne à son état initial et se scinde en trois Etats[839]. L'Ouzbékistan se trouve dans une situation similaire où les grandes villes (Samarkand, Boukhara, Khiva) avaient été autrefois des centres indépendants défendant leurs propres intérêts. La population montre davantage d'allégeance envers ces villes qu'envers Tachkent. Le Tadjikistan est

[836] Les élections présidentielles et parlementaires organisées au début des années 90 eurent lieu sans que de véritables partis d'opposition puissent participer. En Kirghizstan, l'opposition est représentée par le général F. Koulov, ex-officier du K.G.B., actuellement emprisonné à Bichkek. L'ex-premier ministre Kazhegeldin, qui possède 2% de la richesse nationale, représente l'opposition kazakhe. Au Turkménistan, l'opposition est constituée de plusieurs anciens ministres aujourd'hui en exil et de différents clans. Dans ces pays, l'opposition utilise un vocabulaire et une rhétorique démocratique sans que l'on puisse pour autant la qualifier de démocrate. L'opposition politique en Ouzbékistan et Tadjikistan est très différente de celle des autres pays d'Asie Centrale en ce qu'elle se caractérise avant tout par son identité islamique.

[837] La pratique de réunion d'un « conseil du peuple » rassemblant des représentants du peuple existe depuis plusieurs siècles dans la culture nomade d'Asie Centrale. Néanmoins, cela n'empêchait pas le Khan de se réserver le droit de trancher la décision finale.

[838] Ainsi, au Kazakhstan, Dariga Nazarbaeva, présidente de « l'Asar », le principal parti d'opposition, est préparée par son père à devenir le prochain président du pays. En Azerbaïdjan, Ilhan Aliev a pris la succession de son père suite à des élections « démocratiques ».

[839] Contrairement à l'Ouzbékistan et au Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan ne possèdent pas de longue tradition étatique mais seulement d'alliances de nomade nouées de façon ponctuelles pour faire face à un danger particulier – notamment les menaces chinoises du 17ème au 19ème siècle. Chaque tribu construisit séparément sa propre Histoire glorieuse (ainsi les Kiptchak fondèrent la dynastie des Mameluks en Egypte, tandis que les Naimans firent partie des tribus mongoles envahissant la Chine au 13ème siècle). Au milieu du 19ème siècle, l'Empire Qing produisit ses dernières tentatives d'inféoder les Kazakhs mais le dernier grand Khan, Abylaï reconnut la supériorité du Tsar russe : quand l'avant-garde de l'armée chinoise tenta de pénétrer dans les steppes kazakhs, ils y furent contrés par les troupes mobiles de kozaks l'armée impériale

également au bord de la guerre civile et produit de nombreux réfugiés : ainsi, selon le Ministère des Affaires Intérieures russes, environ deux millions de tadjiks se trouvent actuellement de façon clandestine en Russie. Le pays risque également de se scinder en trois états indépendants : Tadjikistan du Nord (Leninabad), Tadjikistan Central (Kulab), Tadjikistan du Sud (Pamir-Badahshan).

Pourquoi la désintégration de ces Etats est-elle possible ? Au début du vingtième siècle, à la place des cinq républiques actuelle d'Asie Centrale existait un espace commun, non fractionné par des frontières, appelé « Turkestan soviétique ». Ce n'est que dans les années 30 que le gouvernement soviétique prit l'initiative de segmenter ce vaste espace, ce qui explique que les lignes frontalières actuelles soient géométriquement droites[840]. Non seulement, le tracé des frontières ne respectait pas la répartition des groupes ethniques mais il semble en fait que ce découpage frontalier ait consciemment visé à séparer des groupes qui auraient autrement naturellement vécu ensemble.

Aujourd'hui, certains points de tensions demeurent entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. La situation est considérée par les militaires russes comme explosive et susceptible de dégénérer en conflits d'envergure régionale, en particulier si la Russie venait à quitter la région. En effet, la présence militaire russe empêche que l'un ou l'autre des Etats ne tente d'imposer son hégémonie dans la zone[841]. Les efforts russes pour prévenir l'apparition de conflits en Asie Centrale répondent aux intérêts du gouvernement russe qui protège plus de dix millions de ressortissants de ces Etat d'origine ethnique russe qui constituent une partie importante de l'élite technique et scientifique de ces républiques : tout conflit risquerait de provoquer un exode massif de cette population que la Russie ne peut se permettre

---

russe. L'armée russe créa alors le poste militaire de Verny qui devint au 20ème siècle la capitale du Kazakhstan soviétique, Almaty.

[840] La légende veut que Staline ait lui-même tracé à l'équerre ces frontières.

[841] Les forces militaires russes en Asie Centrale se composent de :

- une base militaire au Tadjikistan autrefois appelée « Division 201 » et spécialisée dans le combat contre l'islamisme radical au Tadjikistan et en Afghanistan, très mobile et composée des meilleurs cadres du Ministère de la Défense russe ;
- des équipes de gardes-frontières du FSB stationnées au Tadjikistan qui selon un accord tadjiko-russe sont responsables de la préservation de toute la frontière tadjiko-afghane ;
- une participation décisive au centre anti-terroriste de Bichkek créé par un accord de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Y contribuent les services secrets de tous les Etats de cette organisation ;
- une base aérienne à Kant, au Kirghizstan, située à 30 km de la base de l'OTAN de Manas ; En outre, il existe un accord entre le Kazakhstan et la Russie pour construire une politique militaire commune et qui stipule qu'en cas d'agression contre le Kazakhstan, la Russie interviendra pour le protéger.

d'accueillir par manque de ressources financières. Dans le cas d'une évolution défavorable de la situation intérieure russe, l'indépendance des Etats d'Asie Centrale se trouverait donc immanquablement menacée par une annexion totale ou partielle de la part de la Chine. La poursuite des indépendantistes ouïgours ou des terroristes musulmans en Asie Centrale fournirait un prétexte facile à une telle politique. La Chine considérant les populations d'Asie Centrale comme des ressortissants d'ethnies chinoises liées à celles du Xinjiang, la légalité de telles poursuites n'inquiéterait pas les dirigeants de Pékin.

En octobre 2004, au cours de sa première visite officielle à Hu Jintao, V. Poutine a choisi de clore le différend frontalier entre les deux pays par la cession d'une île et demie à la Chine dans la région de Khabarovsk. Cependant, contrairement aux attentes chinoises, ce geste russe ne s'est pas accompagné d'une avancée significative en ce qui concerne la construction d'un oléoduc Angarsk-Daqin. En effet, le gouvernement russe ne peut contraindre ses compagnies pétrolières à coopérer avec la Chine, étant donné la faiblesse des prix proposés par la partie chinoise. Jusqu'à la fin de 2003, la Chine se sentait en position de force pour imposer ses conditions dans la mesure où elle jouissait d'un monopole sur les débouchés pour le pétrole russe en Asie. L'entrée du Japon dans ce marché a bouleversé la donne. La partie chinoise a dès lors repris contact avec la partie kazakhe pour remettre à l'ordre du jour le projet de construction d'un oléoduc reliant le Kazakhstan au Xinjiang. Néanmoins, même un tel oléoduc ne parviendrait pas à satisfaire les besoins pétroliers de la Chine qui augmentent d'année en année. Dès lors la stratégie chinoise consiste à convaincre le Kazakhstan de renégocier ses accords avec les compagnies pétrolières russes afin de réorienter les flux de pétrole de l'Europe vers la Chine.

Ni les Etats-Unis, ni l'O.T.A.N. ni aucun tiers ne pourrait alors empêcher la Chine d'obtenir la réparation de « l'injustice historique ». Les analystes militaires russes estiment que les Etats-Unis ne pourraient en effet pas se permettre d'ingérence du fait de leur effectif réduit en Asie Centrale et du manque de preuve d'une volonté réelle de renforcement militaire dans la région – en particulier au vu des difficultés rencontrées en Afghanistan et en Irak. Cela n'a pas empêché la presse russe d'évoquer largement la « menace américaine » dans la région.

Pour prétendre remplacer la Russie en Asie Centrale, les Etats-Unis doivent passer par plusieurs étapes. Ils se trouveraient tout d'abord face à la nécessité de signer plusieurs

accords bilatéraux avec les républiques d'Asie Centrales, visant à définir une stratégie militaire commune, c'est-à-dire en premier lieu à définir l'ennemi potentiel. Il s'agirait ensuite pour les Etats-Unis d'envoyer un contingent d'au moins 25 000 soldats et officiers expérimentés afin de pouvoir efficacement faire face aux menaces auxquelles l'armée sera exposée[842]. Le gouvernement des Etats-Unis devrait également investir dans les économies d'Asie Centrale et dans la restructuration de leurs forces militaires afin de les hisser au niveau des standards militaires et techniques de l'O.T.A.N.[843] - les difficultés économiques intérieures auxquelles les Etats-Unis doivent actuellement faire face rendent très improbable la réalisation d'une telle condition. Enfin, pour prendre pied en Asie Centrale, les Etats-Unis devraient affronter la difficulté psychologique de se préparer à un combat long et ingrat et s'efforcer d'apprendre l'histoire complexe des peuples d'Asie Centrale pour comprendre le sens des conflits actuels – alors qu'au contraire, en trois cent de présence dans la région, la Russie a pu accumuler une grande quantité d'informations ethnographiques tandis que son expérience dans le domaine des relations avec les peuples nomades est plus que millénaire.

Face à ces importantes difficultés auxquelles les Etats-Unis doivent faire face en Asie Centrale, l'on peut s'interroger sur leurs motivations à déclarer la région « zone d'intérêt national ». La raison la plus communément avancée par le gouvernement américain est celle du combat contre le terrorisme, personnalisé par les figures des talibans et d'Al-Qaeda et complété par la menace de l'arsenal nucléaire pakistanais. La recherche de sources alternatives de pétrole hors du monde arabe pèse également clairement dans l'intérêt américain pour les régions de la Caspienne et d'Asie Centrale. Mais à l'heure actuelle, la Russie conserve un avantage dans le domaine des matières premières en jouant sur les contradictions entre les acteurs de la région et en freinant l'arrivée de nouveaux partenaires tels que l'Etats-Unis ou l'Europe. Ainsi, la Russie continue à contrôler l'essentiel du trafic de gaz et de pétrole vers l'Europe, malgré les efforts américains. Une troisième raison pouvant expliquer l'intérêt poussé des Etats-Unis pour l'Asie Centrale est le terrain que constitue l'Iran pour une nouvelle croisade pour les valeurs occidentales qui pourrait permettre de renforcer l'économie américaine : créer un large réseau de bases militaires en Azerbaïdjan, Kazakhstan et Ouzbékistan peut leur permettre de contrôler

[842] Une armée de 50 000 hommes suffirait à peine à contrer une intrusion chinoise dans la région.
[843] Cela est d'autant plus difficile que l'armée des pays d'Asie Centrale a été bâtie selon des standards soviétiques.

l'espace aérien iranien. La probabilité de l'ouverture d'un tel conflit contre l'Iran dépend des résultats de la guerre en Irak et de l'état des différents de fronts de combat contre les régimes de « l'Axe du Mal ». Enfin, une quatrième raison avancée par certains analystes russes estiment que l'avancée américaine en Asie Centrale est orientée contre la Chine, en prévision du jour où celle-ci parviendrait à atteindre un niveau militaire perçu comme suffisamment menaçant pour les intérêts américains dans le monde.

Alors que les médias russes poussent de grands cris sur l'élargissement de l'O.T.A.N. en direction des frontières russes, l'avancée américaine en Asie Centrale provoque relativement peu de réactions, alors qu'elle est bien plus lourde de conséquences à court terme, notamment en ce qu'elle menace directement les complexes industrialo-militaires de l'Oural et de Sibérie où les protections anti-missiles russes ont été drastiquement affaiblies suite à la chute de l'Union Soviétique. Ce calme russe s'explique en grande partie par le fait que les analystes russes aient prévu que, trois ans après le 11 septembre 2001, les dirigeants d'Asie Centrale commenncent à se rendre compte qu'ils risquent de devenir les premières victimes du combat contre le terrorisme. Alors qu'ils escomptaient que la présence militaire américaine sur leur territoire les aideraient à faire taire les critiques au sujet des Droits de l'Homme et leur apporteraient des ressources financières et une amélioration des infrastructures bénéfiques à leur économie. Mais les Etats-Unis n'ont utilisé que quelques aérodromes, sans permettre la modernisation des infrastructures du territoire. Et la manne financière escomptée a été bien plus maigre que prévu. Enfin, à partir de la fin de l'année 2003, les critiques américaines contre les régimes de Karimov et Nazarbaev se renforcèrent à nouveau, faisant prendre conscience aux deux dirigeants que leur système de gouvernement ne pouvait être compatible avec les plans globaux américains et qu'une présence américaine trop importante dans la région pouvait menacer la survie même de leur pouvoir, notamment en soutenant l'opposition politique « démocratique ».

Ainsi, au début de l'année 2004, après une décennie d'absence de contacts officiels, l'Ouzbékistan prit plusieurs initiatives pour se rapprocher de la Russie. Le gouvernement de Tachkent déclara notamment sa volonté de rejoindre l'Organisation de Shanghai. Ce rapprochement est partiellement dicté par la nécessité pour l'Ouzbékistan de moderniser son armée modelée sur le modèle soviétique. Il fut également considéré par les analystes

russes comme un signe de peur de rester en tête-à-tête avec les Etats-Unis dans le contexte où ceux-ci renforcent leur présence en Afghanistan.

Les américains échouent aussi à prendre en considération l'aversion de ces peuples pour les « diktats » extérieur profondément ancrée dans leur culture : à la moindre incertitude ou pression, le nomade disparaît dans la steppe. En Asie Centrale, les Etats-Unis ne sont considérés que comme des pourvoyeurs de dollars : si le flux de capital venait à se tarir ou si la pression en faveur de la transition démocratique s'accentuait, une forte hostilité anti-américaine serait prévisible et les dirigeants d'Asie Centrale pourraient bien se tourner à nouveau en direction de la Russie.

L'Organisation de Coopération de Shanghai et l'Accord de Sécurité Collective, deux mécanismes créés par les acteurs de la région et unissant les républiques d'Asie Centrale, la Chine et la Russie, sont capables de tenir en échec les prétentions américaines dans la zone. La structure anti-terroriste de Bichkek, créée dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, fait également intervenir de façon importante la Russie. Ce centre dispose d'une puissance bien plus importante que les bases américaines stationnées dans la région. Si l'Organisation de Coopération de Shanghai et l'Accord de Sécurité Collective n'en sont encore qu'au stade d'esquisses, et si jusqu'à présent aucun résultat concret ne sort des nombreuses déclarations, il n'est pas impossible qu'en cas de menace grave ces structures parviennent à fonctionner de façon efficacement plus rapidement qu'on ne pourrait s'y attendre. En outre, l'une des évolutions possibles serait que ces organisations s'orientent non plus contre les Etats-Unis mais contre la Chine, considérée désormais comme une menace potentielle pour la stabilité de la zone.

Les scénarios proposés ci-dessus n'ont pas l'ambition d'offrir des prévisions sur l'avenir de l'Asie Centrale mais visent à nourrir une réflexion dans laquelle aucune piste ne doit être péremptoirement écartée. D'autres analystes ont même proposé des thèses encore bien plus alarmantes, et en particulier Brzezinski. Dans le Grand Echiquier, il évoque la nécessité d'une fragmentation de la Russie six Etats indépendants, et la nécessité qu'une puissance extérieure puisse contrôler ce territoire – O.N.U., O.T.A.N. ou O.S.C.E. La grande faiblesse de son analyse et de ne pas peser les conséquences qu'une telle disparition de la Russie pour l'Asie Centrale : guerres civiles et inter-ethniques en Asie Centrale et Russie, conflits entre républiques d'Asie Centrale, ingérence de la Chine. Brzezinski

manque également à considérer aussi le facteur d'une psychologie militariste profondément ancrée dans la mentalité russe.

En gardant à l'esprit les différents scénarios évoqués précédemment comme autant d'outils méthodologiques, nous analyserons les potentiels développements géopolitiques en Asie Centrale en nous interrogeant sur les facteurs pouvant permettre à l'un ou l'autre des acteurs en présence de se bâtir une position hégémonique en Asie Centrale.

A l'heure actuelle, la Russie est la seule force capable de répondre de façon adéquate aux menaces émergentes en Asie Centrale : islamisme radical, séparatismes, terrorisme, conflits entre les républiques d'Asie Centrale. Ce fait est reconnu par les Etats de la région qui accueillent une présence militaire russe importante. L'Organisation de Coopération de Shanghai et l'Accord de Sécurité Collective ne constituent qu'une façade de coopération. La présence stabilisatrice de la Russie dans la région s'exprime bien davantage dans sa capacité à favoriser le dialogue informel entre les partenaires que dans sa participation à ces structures dépourvues de tout mécanisme contraignant.

Deux mécanismes principaux permettent à la Russie de continuer à maintenir sa domination sur l'Asie Centrale : sa force de réaction militaire aux conflits actuels et potentiels de la région ainsi que sa grande capacité de manipulation des tensions entre les différentes parties s'affrontant pour le contrôle des ressources naturelles. De nombreuses interactions lient ces deux axes.

L'une des principales tâches de la Russie en Asie Centrale est la protection de la ligne frontalière afghano-tadjike pour prévenir le passage de terroristes islamistes et de trafiquants de drogue d'Afghanistan vers l'Asie Centrale, ces deux fléaux étant étroitement liés. Ainsi en octobre 1992, les forces spéciales du G.R.U. envoyées à Dushanbe réussirent à y stabiliser la situation en quelques jours. L'action russe sur la frontière tadjike vise à sécuriser les frontières de la Russie elle-même, rendues très vulnérables par l'absence de protection de plusieurs sections de la frontière kazakho-russe. Après sa visite officielle en Chine en octobre 2004, V. Poutine se rendit au Tadjikistan où il signa plusieurs accords économiques et militaires, garantissant à la Russie une présence massive au Tadjikistan pour les cinquante prochaines années. En fait, l'effacement de la dette tadjike d'environ 200 millions de dollars a largement aidé à convaincre le Tadjikistan d'accepter création d'une base militaire russe de 5 000 à 7000 soldats et la légalisation du contrôle russe de la station de guidage satellitaire et de renseignement radio-électronique de Nurek. Un point

restant encore à régler est celui du devenir des équipes de gardes-frontière du F.S.B. stationnés le long de la frontière tadjiko-afghane qui sont censés quitter le pays en 2006. La partie tadjike insiste pour reprendre le contrôle de sa frontière avec l'Afghanistan mais les experts russes estiment que le régime politique tadjike et son armée ne sont ni moralement ni techniquement en mesure de faire obstacle au trafic de drogue et aux flux d'éléments déstabilisateurs en provenance de l'Afghanistan. Un départ des gardes-frontière russes du Tadjikistan en 2006 se traduirait donc d'une part par un risque d'augmentation incontrôlée des flux de drogue en direction de l'Europe, et d'autre part par une réallocation des forces russes sur la frontière russo-kazakhe, qui deviendrait la ligne de démarcation principale entre la Russie et l'Asie Centrale. Une telle évolution est largement encouragée par la partie américaine qui fait pression sur le Président tadjik Rahmonov pour précipiter le retrait russe.

Sur le plan des ressources naturelles, la Russie contrôle l'exportation de gaz et pétrole vers l'Europe, et cette domination ne semble pas prête de s'affaiblir. L'accord entre la Russie et le Kazakhstan signé en 2002 constitua un premier pas de légalisation du partage de la Mer Caspienne qui jusqu'alors appartenait en théorie intégralement à la Russie alors que ses ressources étaient largement exploitées par les pays du bassin de la Caspienne. Ce précédent juridique pousse les pays du littoral de la Caspienne à négocier pour parvenir le plus rapidement possible à un accord sur le partage des fonds marins. A l'exception du Turkménistan, les pays de la C.E.I. semblent satisfaits de leur position actuelle sur la Caspienne. Néanmoins, les revendications iraniennes sont sources de tensions importantes avec l'Azerbaïdjan : pendant les étés 2003 et 2004, les avions de chasse des deux pays s'approchèrent dangereusement des limites de l'espace aérien de leur voisin. La Russie soutient clairement l'Azerbaïdjan dont les intérêts pétroliers s'alignent avec ceux de la Russie. Ainsi, pendant les été 2003 et 2004, plusieurs manœuvres militaires russes furent organisées en mer Caspienne avec la participation de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, témoignant du durcissement de la position des pays de la C.E.I. face à l'Iran[844]. Il est prématuré de pronostiquer une guerre ouverte entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Néanmoins, ce dernier à d'ores et déjà fait part de sa volonté de mener des frappes préventives contre

[844] A la fin du 19ème siècle l'Iran a perdu tous ses droits sur la Mer Caspienne suite à sa défaite dans le conflit russo-persan. L'Union Soviétique, en tant que successeur de l'Empire Russe, considéra la Mer Caspienne comme une mer intérieure soviétique dont les ressources n'avaient pas à être partagées avec l'Iran. La Russie elle-même mit fin à ce statut après 1991 : le partage des ressources entre les pays de la Caspienne commença dans les faits dès le début des années 90 et fut formellement entériné avec la conclusion de l'accord de 2002.

l'Azerbaïdjan en cas d'installation de bases américaines sur ce territoire. Si les Etats-Unis s'abstiennent de construire ces bases militaires en Azerbaïdjan pour éviter de provoquer une escalade des tensions, cela permettra à la Russie de continuer à contrôler le trafic de ressources naturelles vers l'Europe. Le Kazakhstan constitue à cet égard l'allié principal de la Russie dans la zone. Si l'Azerbaïdjan perçoit la position russe comme respectueuse de ses intérêts économique, il pourra également devenir un partenaire militaire sûr.

A l'heure actuelle, il est fondamental de noter que la question pétrolière entre la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan est gérée par des accords bilatéraux et non par un accord tripartite. En outre, Gazprom, véritable Etat dans l'Etat, joue un rôle clé dans l'orientation des stratégies des différents acteurs de la zone et jouit d'une position de force en Iran dont il a acquis 30 % des forages gaziers de Pars du Sud[845]. Gazprom peut ainsi facilement obliger l'Iran à s'asseoir à la table des négociations.

Un autre conflit potentiel transcaspien est lié aux tentions opposant l'Ouzbékistan et le Turkménistan au sujet de la construction d'un gazoduc permettant d'acheminer le gaz vers le Pakistan à travers l'Afghanistan[846] : si les Turkmènes disposent les plus larges ressources en gaz, les Ouzbeks possèdent l'infrastructure des gazoducs et sont en position de contester les prix proposés par les Turkmènes. La situation s'envenima en 2002, lorsque les Turkmènes accusèrent l'Ouzbékistan d'avoir commandité l'attentat manqué contre leur président Saparmurat Niazov. Dans le contexte de sa stratégie visant à s'affranchir de sa dépendance envers la Russie, le Turkménistan se voit contraint de faire transiter ses ressources naturelles par l'Ouzbékistan pour les exporter. La force militaire de chacun des deux protagonistes est telle qu'une confrontation serait encore bien plus destructrice que le conflit en ex-Yougoslavie[847]. Leur potentiel est à peu près similaire, les Turkmènes

[845] Il est estimé que ces puits contiennent 12 trillions m^3 de gaz, avec un potentiel de production de 20 milliards m^3 par an.

[846] Il était initialement prévu que le gazoduc débute à Dovlétabad au Turkménistan, passe par Kandagar en Afghanistan et aboutisse à Moultan au Pakistan.

[847] L'armée des deux pays est construite sur les restes de la circonscription soviétique militaire du Turkestan. L'armée de Turkménistan dispose de 17 500 soldats et officiers, notamment, 4 divisions de fantassins, une brigade d'artillerie lourde, 2 brigades de la défense antiaérienne, 700 chars (*T-72*), 15 machines blindées (BMP et BTR, sur la terminologie russe), 4 régiments de la force aérienne des avions de chasse (chaque régiment a 24 avions de chasse *MIG-29* et intercepteurs *MIG-25*. Les forces aériennes turkmènes possèdent aussi de 300 bombardiers *MIG-23* et 100 avions d'assaut *SU-17-25* qui ne sont pas groupés dans les régiments. Pour les analystes russes, l'état technique actuel du parc des avions du combat au Turkménistan n'est pas clair parce que la coopération militaire entre deux pays se réduit jusqu'à un minimum à cause de la politique d'isolationnisme que mène le Turkmenbashi. Le potentiel de la mobilisation de l'armée ouzbek est de 25 000 soldats et officiers. Les forces terrestres comptent 11 régiments des fantassins, 1 régiment de chars, 1 régiment des parachutistes (VDV), 1 brigade « montagnarde » (gornaâ brigada), 3 brigades spéciales d'assaut (DSHB). L'équipement technique reste aux niveaux des années 1970-1980 et est présenté par les

possédant davantage d'avions et de chars, tandis que l'Ouzbékistan dispose d'un nombre supérieur de fantassins et de quatre brigades de forces spéciales[848].

L'une des grandes faiblesses du Turkménistan réside dans la combinaison d'une société à forte structure clanique et d'un pouvoir politique concentré à l'extrême entre les mains de Niazov sans qu'aucun successeur n'ait été désigné : en cas de disparition du président, le pays se retrouvera donc dans une configuration propice à la guerre civile qui fournirait à l'Ouzbékistan et au Kazakhstan un prétexte pour s'ingérer dans ce conflit intérieur. La possibilité de la participation de la Russie serait également probable et motivée par la volonté de prévenir l'apparition d'un régime radical à ses frontières et de protéger les populations russes de cette région.

Un troisième point chaud oppose l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. En 1988, éclatèrent des violences à Auch, une région kirghize peuplée de communautés ouzbèks. Cette région est très riche en ressources hydrauliques qui font cruellement défaut à l'Ouzbékistan. Ces tensions prennent racines dans le découpage territorial des années 30 suite auquel de nombreux individus d'ethnie ouzbèk devinrent ressortissants du Kirghizstan[849]. Le conflit latent peut se transformer en guerre ouverte à tout moment. Dans le cas d'un tel conflit, outre l'intervention de la Russie, une ingérence de la Chine serait hautement probable du fait de l'importance de ses intérêts stratégiques au Kirghizstan[850]. L'installation de la base américaine de Manas, suite aux événements du 11 septembre 2001, est en effet perçue comme une menace directe par la Chine. La Russie profita également des changements géopolitiques consécutifs au 11 septembre pour créer une base militaire à Kant. Le 20 octobre 2004, le parlement kirghize ratifia une loi autorisant les citoyens kirghizes à réaliser leur service militaire dans l'armée russe et à recevoir la

---

marques soviétiques, donc 350 chars T-70-80, 700 machines blindées (BMP, BMD, BRDM, BTR). Les forces aériennes se composent de 7 régiments avec 23 bombardiers *SU-24*, 70 avions d'assaut *SU-17-25* et 30 avions de chasse *MIG-29-25* et *SU-27*.

[848] Dans les années 80 se trouvait en Ouzbékistan l'un des centres des forces spéciales du GRU de l'armée soviétique dont la mission était de mener des opérations clandestines en Afghanistan, au Pakistan et en Chine.

[849] Il est très difficile de différencier les ethniques ouzbèks, kazakhes et kirghizes : leur séparation ne remonte qu'à la fin du 19ème siècle après plusieurs siècles d'histoire commune.

[850] Le régime du président kirghize Akaev est considéré comme le moins autoritaire et le plus stable de tous les Etats d'Asie Centrale. La tradition parlementaire, caractérisée avec un parlement à deux chambres élu au suffrage universel, semble y être solidement établie. Mais le régime est menacé par la stagnation économique du pays et sa faiblesse militaire, qui le rendent vulnérable face à l'Ouzbékistan et la Chine.

nationalité russe après 3 ans de service[851]. Ce geste constitue un pas important en direction d'une intégration politique et militaire plus poussée. C'est à ce prix que le faible gouvernement kirghize peut réussir le tour de force de se doter d'une double protection contre la Chine et contre l'Ouzbékistan. En cas de déstabilisation de la situation intérieure russe, le Kirghizstan se verrait exposé aux appétits chinois et ouzbèk[852]. A moins qu'il n'accepte de remettre sa souveraineté entre les mains du Kazakhstan, pour bénéficier de la protection de ce grand voisin dont la population lui est ethniquement très proche. Une telle configuration pourrait alors mener à l'apparition d'un conflit entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, les deux pays étant en concurrence pour la domination de l'Asie Centrale.

Les accords frontaliers signés avec le Kirghizstan et le Kazakhstan n'empêcheront pas Pékin d'intervenir en Asie Centrale. En effet, les Chinois considèrent qu'historiquement les peuples d'Asie Centrale font partie de la nation chinoise dont ils ont été séparés au 18ème et 19ème siècle par l'impérialisme tsariste russe. Tôt ou tard, la justice doit triompher et ces peuples doivent retourner à la nation mère.

La Chine a construit un système d'arguments juridiques lui permettant de justifier de la légalité de ses prétentions territoriales. Ainsi, la théorie militaire moderne chinoise propose le concept de « guerre locale » permettant à la Chine de mener des conflits localisés le long de sa frontière afin de prévenir et pacifier les conflits potentiels à sa périphérie. Cela concerne principalement l'Extrême-Orient russe et les territoires au nord du Xinjiang (Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan). Ce concept de « guerre locale » est très étroitement lié à celui de « frontière stratégique » ainsi qu'à la doctrine de « l'espace vital » : la Chine a non seulement besoin d'un environnement pacifique dans ses zones périphériques, mais aussi d'un espace suffisant pour nourrir son immense population. Ce type de discours est considéré par les sinologues russes[853] comme un indice de la menace chinoise pour le territoire russe et pour l'Asie Centrale.

---

[851] La loi russe mentionne explicitement la possibilité pour les ressortissants des Etats de la CEI de venir faire leur service militaire en Russie. L'acceptation du Kirghizstan constitue à cet égard un précédent juridique important.

[852] En 1991, le différend frontalier opposant l'URSS à la Chine fut légué au Kirghizstan. Il se cristallise sur le secteur d'Ouzengui-Kuush, dans le massif de l'Ala-Too. Suite aux négociations de 1996, il fut décidé que la Chine contrôlerait le secteur Jany-Jer et que le Kirghizstan serait souverain sur la crête Erketchetam. En outre, il fut décidé que le Kirghizstan pourrait contrôler 70 % du territoire Ouzengui-Kuush.Le pic Han-Tengri, dont 61% revenait au Kirghizstan et 39% à la Chine, reste un point litigieux car ce pic est considéré comme une montagne sacrée par la tradition kirghize : l'accord signé par Akaev provoqua des protestations massives dans la société kirghize.

[853] Les noms les plus connus en Russie sont : des ex-attachés militaires soviétiques à Pékin dans les années 1960-1970, V.I. Ivanov et V.I. Soloviev ; un conseiller militaire auprès du maréchal Lu Bocheng,

Face à cette agressivité latente, le Kazakhstan se trouve totalement dépourvu de moyens de réponses. L'armée kazakhe, qui s'est construite sur les fondements de « l'armée soviétique 40 » qui avait combattu en Afghanistan, demeure une armée de réserve : seuls les états-majors et le commandement demeurent actifs en permanence. En cas d'alerte, il est prévu que les soldats soient rassemblés dans des casernes. Mais la capacité du gouvernement à mobiliser suffisamment rapidement cette armée est sujette à caution[854]. Ainsi, c'est grandement pour des raisons militaires que la capitale kazakhe a été transférée à Astana (traditionnellement nommée Celinograd, rebaptisée Akmola en 1991 et Astana en 1995), dans le centre du Kazakhstan, plus éloignée de la Chine. Tout comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan, le Kazakhstan est menacé de désintégration en cas de disparition du président Nazarbaev. Celui-ci tente de suivre le modèle azerbaïdjanais et d'imposer sa fille Dariga sur la scène politique. Depuis 2002, Madame Dariga Nazarbaev est donc à la tête du principal parti d'opposition du pays. D'autres parents du président sont entrés en politique et militent également dans les deux principaux partis d'opposition. En cas de déstabilisation du Kazakhstan, il est probable que la Russie, comme elle l'avait fait au Tadjikistan en 1992, s'ingère dans les affaires intérieures du pays au prétexte de protéger les Russes qui y représentent plus de la moitié de la population totale. Les analystes militaires russes estiment que la Russie pénètrerait alors dans les régions septentrionales et centrales du Kazakhstan, où se concentre l'essentiel de la population russe et qui abritent la majorité des ressources industrielles et des infrastructures industrielles du pays. L'objectif principal d'une telle manœuvre serait d'empêcher la Chine de s'approcher de ces régions. Un autre scénario possible serait qu'en cas de menace, le Kazakhstan demande à entrer dans la Fédération de Russie comme Etat associé.

Si la Russie demeure un acteur privilégié en Asie Centrale, c'est largement parce que le gouvernement évite de formuler toute critique envers ces régimes, contrairement à l'Occident qui stigmatise leur autoritarisme et leur antidémocratisme. En outre, l'Occident n'a pas su développer de stratégie cohérente en Asie Centrale. Après le 11 septembre 2001,

---

V.V. Borozdenko ; un professeur de stratégie à l'académie de l'état-major de l'armée russe, le major-général V. Sizov ; l'auteur du livre *Kitajskij proryv i uroki dlâ Rossii* (Une Percée de la Chine et les leçons pour la Russie), A.P. Devâtov ; l'envoyé spécial du ministère soviétique des Affaires étrangères, R.Š. Kudašev (il a été plusieurs fois le traducteur des négociations en « tête-à-tête » entre les dirigeants soviétiques et chinois) ; un éminent diplomate russe et un des principaux chercheurs de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou, Youri Galenovich. Malheureusement, la plupart des autres sinologues militaires russes ne peuvent pas être connus du public scientifique occidental car ils sont en service fédéral actif et leurs noms sont classifiés secret d'État

[854] Il ne faut que 24h à un char pour parcourir le trajet Alashankou-Almaty.

les Etats-Unis ont lancé le mot d'ordre du « combat contre le terrorisme » mais n'ont proposé ni méthode ni vision pour une politique en Asie Centrale. Si l'on considère que de nombreux dirigeants des principaux groupes terroristes internationaux ont trouvé refuge dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale, il serait nécessaire de s'employer à transformer ces Etats en bases stables pour le combat contre le terrorisme. Mais cela n'a pas constitué une priorité de l'action américaine dans la région.

Pour définir sa stratégie en Asie Centrale, l'Occident balance entre isolationnisme et utopisme. La position isolationniste insiste sur le fait que l'Asie Centrale se trouve loin de l'Europe et des Etats-Unis et ne menace pas directement leurs intérêts : un conflit éclatant dans la zone auraient prioritairement des répercussions sur la Russie et la Chine. La déstabilisation de ces deux pays faciliterait alors le renforcement de la position américaine dans la région. L'apparent succès en Afghanistan ayant mené à la disparition de l'éphémère régime taliban peut créer l'illusion que les Etats-Unis sont capables de répéter l'expérience dans d'autres pays d'Asie Centrale. Mais une telle conception ne tient pas compte du fait que la mentalité de nombreuses autres tribus d'Asie Centrale est très différente de celle des talibans. La tendance utopiste consiste à vouloir aider les pays d'Asie Centrale à transformer leur système politique pour créer les conditions d'une démocratie à l'occidentale. La structure même du développement social des peuples d'Asie Centrale est contradictoire avec une telle vision : ceux-ci sont passés directement d'une société fondée sur l'esclavage domestique au socialisme, sans passer ni par le féodalisme ni par le capitalisme. Les tentatives actuelles d'imposer un modèle démocratique occidental produisent un fort sentiment de rejet au sein des élites de ces républiques. La Russie privilégie une stratégie alternative en Asie Centrale : celle du dialogue et de la collaboration volontaire, comme l'illustrent les structures de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

L'Organisation de Coopération de Shanghai pose en effet les fondements d'une structure pouvant évoluer en avenir de façon à faire contrepoids à l'O.T.A.N. et aux autres acteurs occidentaux en Asie Centrale. D'autre part, elle offre un espace de dialogue informel pour la résolution des tensions dans la région que ni les Etats-Unis ni l'Europe ne sont capables

de mettre en place. La Chine, qui fait pourtant partie de l'Organisation de Coopération de Shanghai, est également tenue à l'extérieur de ces échanges personnels[855].

L'Accord de Sécurité Collective n'est pas directement lié à l'Organisation de Coopération de Shanghai mais joue un rôle juridique fondamental dans la coopération entre les pays de C.E.I. d'Asie Centrale et la Russie. Lors de sa conclusion, le 15 mai 1992, il n'existait encore pas de perspective tangible de crise en Asie Centrale et l'accord répondait principalement aux intérêts de la Russie pour sauvegarder les restes du système du système militaire soviétique commun. Cet accord ne peut être considéré comme une alliance militaire car il ne mentionne que de façon théorique et imprécise qu'en cas d'agression contre l'un des Etats, tous se sentiraient agressés et soutiendraient l'Etat agressé. L'accord s'appuie explicitement sur le droit à la défense collective stipulé par l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Le défaut principal de cet accord est de n'avoir pas réussi à créer, en douze ans d'existence, de mécanismes de mise en œuvre d'un système de défense commun : ni planification opérationnelle commune, ni procédure de consultation pour une prise de décision commune, ni création d'une force multinationale, ni décision commune quant à la localisation stratégique des bases militaires, ni possibilité de transit des forces militaires et des armements sur le territoire des partenaires, ni définition de standards d'armement communs, ni organisation de manœuvres militaires communes. En douze ans, les Etats participants n'ont pas réussi à se partager les rôles et zones de responsabilité.

En Russie existe un très fort courant isolationniste prônant le retrait de la Russie des affaires d'Asie Centrale et le clôture de la frontière entre la Russie et ces régions. Les tenants de cette position stigmatisent le coût du soutien économique que la Russie apporte à ces républiques. L'un des points cristallisant leur critique est le prix accordé par la Russie pour l'acheminement des ressources naturelles, largement inférieur à celui des marchés internationaux. Un indice de cette tendance isolationniste est le renforcement progressif, depuis l'an 2000, de l'infrastructure frontalière russo-kazakhe, qui jusqu'alors s'apparentait aux délimitations entre sujets de la Fédération de Russie, ainsi que l'apparition de groupes mobiles de gardes-frontière pourchassant les immigrants clandestins et les trafiquants de drogue de la zone. En octobre 2004, le Ministère des

[855] Nikolaï Bordûža, secrétaire général de l'Accord de Sécurité Collective, ex-directeur des services de gardes-frontière russes, ex-chef de l'administration du président russe et ex-ambassadeur russe au Danemark a dynamisé la politique du Kremlin en Asie Centrale et permis un rapprochement de la Russie avec ces républiques. Il est possible que dans un futur très proche, il s'impose au premier plan de la scène politique russe.

Affaires Etrangères russe a déclaré l'abolition du régime simplifié de franchissement de la frontière entre la Russie et les pays d'Asie Centrale[856]. Cette décision se justifie en partie par le processus d'affaiblissement du régime de visa avec l'Union Européenne qui exige de la Russie un renforcement de sa frontière avec l'Asie Centrale et une meilleure prévention de l'immigration clandestine.

Un courant intégrationniste, nostalgique de l'Union Soviétique et un peu utopique appelle de ses vœux, la création d'un Etat regroupant Russie, de l'Ukraine, de la Biélorusse et du Kazakhstan. Une solution à minima serait la constitution d'un espace économique intégré euro-asiatique sur le modèle de l'Union Européenne. L' Espace Economique Euro-Asiatique, créé en 1995, constitue la proto-structure d'une telle collaboration, qui a commencé à résoudre de nombreuses questions pratiques. Malgré tout, les perspectives d'une réelle intégration demeurent lointaines.

A l'heure actuelle, le dialogue engagé au sein de l'Espace Economique Euro-Asiatique s'avère beaucoup plus fructueux que les discussions menées dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Cet Espace Economique Euro-Asiatique pourrait ainsi constituer un cadre adapté pour résoudre la plupart des questions que l'Organisation de Coopération de Shanghai doit traiter. Mais la présence de la Chine au sein de cette dernière en fait un forum international au sein duquel la collaboration est bien plus délicate que dans une organisation intérieure à la C.E.I. La seule création positive de l'Organisation de Coopération de Shanghai est sa « Convention du Combat contre le Terrorisme, le Séparatisme et l'Extrémisme » signée en 1999 : celle-ci constitue une garantie de l'inviolabilité du territoire des Etats d'Asie Centrale en liant reconnaissance de l'appartenance du Tibet et du Xinjiang à la nation chinoise et indépendance des pays d'Asie Centrale vis-à-vis de cette même nation.

[856] Auparavant, il suffisait de présenter son passeport intérieur ou n'importe quel justificatif d'identité pour franchir la frontière. Désormais, le passeport international est obligatoire.

Le « Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération » de 2001

Le 16 juillet 2001 fut signé à Moscou par Vladimir Poutine et Jiang Zemin le « Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération de la République Populaire de Chine et de la Fédération de Russie ». Il fut surnommé dans l'historiographie russe « Traité Poutine-Jiang ». Pourtant, e n'était pas un traité « russe ». L'initiateur de ce document était le président Jiang Zemin qui avait envoyé à Moscou le projet de cet accord. La réalisation d'un document destiné à mettre un terme à une phase agitée de l'Histoire des relations sino-russe et entrer dans le 21ème siècle sur de nouvelles bases est un élément positif. C'est la partie chinoise qui proposa d'inclure les termes de « bon voisinage », « amitié » et « coopération » au titre de ce traité, faisant ainsi preuve de sa bonne volonté de rétablir des relations stables entre les deux pays et de résoudre les problèmes légués par l'Histoire.

Le corps du traité évoque la transmission de génération en génération de la tradition de l'amitié. Néanmoins, comme le mettent en évidence Galenovič et Maslov, l'utilisation de l'expression « Amitié entre les peuples » est impropre pour un accord international qui devrait plutôt faire mention de « l'Amitié entre les Etats ». De plus, les négociations ont été marquées par l'insistance des chinois à inclure des qualificatifs tels que « injuste », « illégal ». C'est pourquoi les sinologues russes tendent à ne pas prendre au sérieux ce traité, malgré sa ratification par les deux pays. Une telle attitude n'est pas surprenante dans la mesure où la partie chinoise a, par le passé, démontré à plusieurs reprises sa capacité à ignorer des traités qu'elle avait signé lorsque ceux-ci portent atteinte à ses intérêts.

Ce traité entérine une concession importante faite à la partie chinoise : la mention de « problèmes existant dans le passé demandant à être résolus en avenir ». En acceptant une telle expression, la diplomatie russe mine les conditions de préservation de la sécurité nationale. Il semble que cette concession soit le simple résultat de la conjoncture : les fonctionnaires du M.I.D. entendaient parvenir le plus vite possible à un accord pour porter à leur crédit l'amélioration des relations bilatérales. Pourtant, ce passage de l'accord crée un précédent juridique très dangereux pour l'avenir de la Russie.

Le traité de 2001 a juridiquement justifié la non-résolution du problème frontalier dans certains secteurs et ajourné à un temps indéterminé l'accord général sur la ligne frontalière entre les deux pays. Actuellement, il existe deux traités relatifs à la ligne frontalière (concernant le secteur occidental et le secteur oriental). Mais ils concernent seulement la « ligne frontalière » et ne constituent pas un document général sur la frontière et son régime. La situation en 2004 est que la Chine et la Russie n'ont pas même commencé les travaux préparatoires à des négociations sur ces questions. Le traité de 2001, comme les accords de 1991 et 1997, n'évoque pas les fondements juridiques de la ligne frontalière, ce qui ne permet pas le rapprochement des conceptions juridiques chinoise et russe de la frontière. Du point de vue russe, le statut de la frontière est déterminé par les traités impériaux entre la Chine et la Russie. Pour la Chine, la frontière actuelle est fondée sur des accords injustes : de nouvelles négociations doivent prendre en compte l'intérêt national chinois.

Un autre problème dévoilé par ce traité est l'absence de confiance dans les sphères militaires des deux pays. La partie russe a fait des concessions inimaginables en acceptant unilatéralement la réduction de ses forces le long de la frontière sino-russe. La Chine a reçu le droit d'envoyer ses inspecteurs militaires à tout moment dans une zone de 100 km à l'intérieur du territoire russe afin de contrôler le démantèlement des garnisons et d'inspecter les entrepôts militaires (y compris nucléaires). Les spécialistes de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou comme Maslov ou Galenovič estiment qu'il n'y avait aucune nécessité de signer le traité de 1991 sur la réduction des forces militaires dans la zone frontalière et que l'initiative avait été imposée par Pékin. L'accord de 2001 reconfirme toutes les clauses du traité de 1991.

Le traité met l'accent sur le fait que les deux pays ne nourrissent pas de prétentions territoriales l'un envers l'autre. Pourtant, cette formulation est piégée : la Chine n'a jamais ouvertement formulé de « prétentions territoriales » envers la Russie et l'U.R.S.S. mais affirme que la Russie a annexé des territoires chinois. Le traité de 2001 constitue est donc vide de sens. En même temps, le traité affirme la souveraineté et l'intégrité du territoire chinois. Il interdit toute activité anti-gouvernementale contre la Chine ou contre la Russie : concrètement, cela signifie par exemple que la Russie n'a dont pas le droit de recevoir des réfugiés politiques chinois et que le gouvernement russe a la responsabilité de stopper toute

activité de ses ressortissants qui pourrait être néfaste à la Chine (en particulier sur les questions du Xinjiang, du Tibet ou de Taiwan).

L'accord déclare le respect de la voie de développement politique, économique et culturel choisie par la nation chinoise. Cette formulation est surprenante pour un traité international car le choix d'un régime constitue une prérogative de la souveraineté nationale et ne peut en aucun cas faire l'objet d'un accord international.

Le texte du traité évoque le respect des droits et propriétés des citoyens chinois en territoire russe, sans indiquer de condition de réciprocité qui garantirait les droits et actifs des citoyens russes en Chine. Cette formule porte un piège pour l'avenir : la création d'un précédent juridique susceptible de légitimer le retour des chinois en territoire russe. Le traité intergouvernemental ne définit pas les conditions administratives de l'application de cette formule dans les régions concernées qui devrait être soumise au vote de lois fédérales particulières. Cette situation pourrait permettre au pouvoir régional d'ignorer les termes de cet accord, voir de les attaquer devant le tribunal constitutionnel.

Le traité mentionne « l'utilisation rationelle des ressources des régions du nord de l'océan pacifique ». Pourtant, l'intégralité de ces ressources est jusqu'à présent située en zone de souveraineté russe. Cette clause suggère ainsi que la Chine pourrait bénéficier d'un accès libre aux eaux territoriales russes – avantage que dont ne jouissent ni le Japon ni les Etats-Unis.

Le traité mentionne à peine les questions d'immigration chinoise en Extrême-Orient, sans proposer aucun mécanisme de contrôle. Il campe donc sur des positions déclaratives.

Quels avantages la Russie retire-t'elle de ce traité ? Le professeur Vladimir Kozmenko estime qu'il constitue un engagement de la part de la Chine à ne pas soulever la question de ses prétentions territoriales. Cette pause momentanée des tensions aux marges de son territoire doit permettre au pays de résoudre ses nombreuses autres difficultés intérieures. En ce sens, cet accord revêt la même signification pour l'Extrême-Orient que le traité de Brest-Litovsk de 1918 : obtenir la paix à n'importe quel prix. Cette pause pacifique place la Russie en situation d'infériorité par rapport à la Chine qui en retire des mécanismes juridiques de pression.

Pourtant, d'un point de vue géopolitique, de nombreux éléments concordent pour faire de la Russie un partenaire égal de la Chine. A. Maslov[857] estime que la politique orientale russe est caractérisée par les tentatives de parvenir à un équilibre entre les positions extrêmes des principaux acteurs de la zone Asie-Pacique. Ainsi, depuis l'année 2003, la Russie soutient la position américaine dans la crise nucléaire coréenne. De même, le plan de construction d'un oléoduc vers la Chine, qui avait été élaboré pendant toute la dernière décennie du 20ème siècle, a finalement été abandonné au profit de la construction d'un oléoduc débouchant au Japon.

Cet épisode montre aussi la puissancce des contraintes que font peser sur M.I.D. russe les élites régionales d'Extrême-Orient russe et des grandes companies pétrolières. Un autre exemple du pouvoir des élites politiques et commerciales régionales est le sort réservé en 2002 à un navire chinois désirant mouiller en eaux territoriales russes, malgré qu'une autorisation officielle ait été accordée suite à une demande du ministère des affaires étrangères de la Chine déposée auprès des diplomates russes. Quand le navire chinois arriva dans la zone, il se trouva face à des manœuvres militaires de la flotte russe produisant des tirs de missiles : l'un des directeurs d'une grande société de pêche russe s'était entendu avec le commandement de la flotte russe pour que ces exercices militaires imprévus se produisent au moment voulu. Les diplomates récriminèrent auprès de l'armée mais leur ignorance de la hiérarchie militaire rendit la démarche vaine. Les chercheurs occidentaux s'intéressant à la politique russe en Extrême-Orient se doivent donc de prendre en considération cette diversité des positions des élites politiques et économiques régionales et leur interpénétration avec les intérêts des acteurs militaires actifs dans la région, dont la combinaison réduit à l'extrême la marge de manœuvre du M.I.D. dans la région.

Kozmenko détecte dans le traité de 2001 des signes de faiblesse de la Chine et la volonté du gouvernement chinois de trouver dans cet accord une assurance temporaire de stabilité. L'arrivée au pouvoir de Poutine en l'an 2000 et ses déclarations retentissantes sur l'intérêt national russe ne pouvaient qu'inquiéter le gouvernement chinois. Cette nécessité d'un apaisement des relations avec la Chine s'explique aussi par les relations difficiles de la

[857] Depuis 1999, A. Maslov est l'un des principaux experts du gouvernement russe en ce qui concerne les relations avec la Chine.

Chine avec les Etats-Unis et le Japon, rendent possible l'apparition de crises territoriales – en particulier dans les îles Senkaku et à Taiwan.

Au début du 21ème siècle, la Russie n'a pas complètement perdu le potentiel militaire lui permettant de s'opposer à toute prétention territoriale ou toute agression extérieure. Théoriquement, en vingt ans, le pays est capable de rebâtir son potentiel économique et de renforcer ses positions sur la scène mondiale. Si cela se produit, l'accord de 2001 deviendra une paire de menottes pour la politique étrangère russe. A son arrivée au pouvoir, en 2000, la nouvelle équipe dirigeante n'était pas consciente du contenu et des conséquences de l'accord préparé par l'appareil sclérosé du M.I.D. russe.[858] Ce traité avait été poussé vers le haut par les fonctionnaires diplomatiques faisant appel à la rhétorique du partenariat stratégique.

La Russie s'est amputé de sa propre initiative de l'espace de manœuvre dont elle jouissait avant 2001. La Russie et la Chine sont deux acteurs indépendants qui n'ont besoin de se lier par aucun accord pour exister sur la scène internationale. Pourtant la Chine a réussi à présenter la situation de telle sorte que la Russie se sente obligée de suivre Pékin et de coordonner avec la Chine ses positions en Extrême-Orient. Dans les faits, ce traité constitue donc une liste des conditions auxquelles le gouvernement chinois accepte de préserver le statu quo. La validité de vingt ans du traité constitue un avertissement à la Russie qu'elle ne dispose que de deux décennies pour résoudre les problèmes persistant relatifs à la ligne frontalière.

[858] En juin 2004, le président Poutine a annoncé le lancement d'une réforme structurelle du M.I.D. – néanmoins, le contenu de cette réforme montre qu'elle n'aboutira qu'à des changements cosmétiques de la structure et que les anciens cadres resteront en place.

CONCLUSION

Approche historique

Les premiers contacts effectués au 17ème siècle entre la Russie et la Chine ont montré la tendance conflictuelle du mode des relations bilatérales dès leur origine. Les deux pays n'étaient pas prêts à initier un dialogue dans le respect mutuel. La Russie, malgré sa position au sein de l'ère civilisationnelle byzantine, avait tiré de sa longue tradition de contacts diplomatiques avec les pays occidentaux le principe de l'égalité des sujets des relations intergouvernementales. La Chine, jusqu'en 1911, avait orienté sa pratique des relations internationales selon le modèle oriental hiérarchique que la Russie avait abandonnée en 1480, lorsqu'elle s'était affranchie du joug mongol.[859] Le choc de ces modèles de conduite sur la scène internationale a constitué un obstacle important à l'établissement de relations normales entre les deux pays. Dès lors, des conflits militaires locaux tels que ceux du 17ème siècle, l'émeute des Boxers ou les incidents frontaliers dans l'île de Damansky semblent découler naturellement d'une telle opposition. Les mouvements expansionnistes des deux empires ne pouvaient qu'entraîner un choc des intérêts, ambitions et cultures qui persiste aujourd'hui.

Simultanément, dès les premiers contacts entre la Russie et la Chine, plusieurs facteurs ont permis de limiter le potentiel conflituel. Ainsi, l'éloignement géographique des zones de contact entre ces civilisations par rapport au centre politique contribue à l'affaiblissement des tensions. D'autre part, conscients du prix élevé d'une guerre, les deux Empires s'employèrent à créer des zones tampons dans les régions frontalières alors peuplées de tribus nomades et dépourvues de système étatique : Mongolie, Mandchourie, Corée du Nord, Xinjiang. Quand le développement de ces peuples aboutit à l'institutionalisation d'Etats, la Russie et la Chine continuèrent à les utiliser pour maîtriser leur potentiel conflictuel. Le seul contrôle de la ligne frontalière sino-russe exigeait à lui seul des

[859] Pourtant, jusqu'au 18ème siècle, les pratiques diplomatiques russes, furent considérées comme barbares, aussi bien par l'occident que par la Chine.

ressources considérables : l'existence d'Etats tampons offrait des économies non négligeables à la Russie aux ressources humaines limitées, et la Chine contrainte par le manque de ressources financières. C'est dans ce contexte que les sphères politico-militaires chinoises et russes s'employèrent à mettre sur pied un état perpétuel statu quo qui subsiste jusqu'à aujourd'hui.

Au sens juridique strict, aucune guerre n'opposa jamais la Russie à la Chine. Pourtant, il est difficile de qualifier les relations sino-russes de coopératives. Quatre cent ans de relations bilatérales furent caractérisés par une globale neutralité : les deux pays évitaient la confrontation sans jamais chercher à améliorer leur coopération. La responsabilitée pour cet état peu satisfaisant des relations intergouvernementales semble partagée.

Au 17ème et 18ème siècle, les chroniques historiques des relations sino-russes mentionnent, plusieurs tentatives des dirigeants russes de rompre l'isolationnisme et d'initier des relations pacifiques avec leurs homologues chinois. Mais toutes les délégations furent bloquées dans les zones tampon de Mandchourie avant d'être définitivement éconduites. Devant l'immobilisme des relations intergouvernementales, les cosaques prirent l'initiative d'une pénétration militaire dans la zone d'intérêt chinois et y pillèrent les ressources naturelles. A leur suite, des colons russes vinrent s'installer dans la zone, sans mandat ni permission du gouvernement de Moscou.

Entre 1613 et 1687, face à ce péril inconnu et du fait de l'absence absolue de relations avec le gouvernement russe, le gouvernement chinois ne chercha pas à porter le conflit au niveau intergouvernemental et se contenta d'organiser localement sa défense. Ainsi, du fait de l'initiative de quelques centaines de cosaques considérés comme des bandits, la Russie était devenue le maître de grands espaces en Sibérie et Extrême-Orient, sans que le gouvernement ne sache quelle position adopter face à ce « cadeau inattendu ». A la fin du 17ème siècle, le gouvernement légitima à posteriori l'agression des cosaques en les chargeant de gouverner ces immenses territoires dont ils restèrent les maîtres jusqu'à la fin du 18ème siècle.

Globalement, depuis le 17ème siècle, les relations politico-militaires sino-russes s'apparentent à des cycles longs où les crises alternent avec des phases de coexistence pacifique. Certaines crises régionales ont atteint des niveaux critiques de tension, mais n'ont jamais dépassé le seuil fatidique de déclenchement de la guerre. Quatre cent

d'histoire des relations bilatérale témoignent de l'échec de la Russie et de la Chine à crééer et institutionnaliser une voie normale de contacts. Au début du 20ème siècle, l'occurrence dans les deux pays de révolutions mettant fin à l'Empire aurait pu constituer un facteur de rapprochement. Ce ne fut pas le cas. La Russie soviétique proposa de reconstruire les relations en faisant table rase du passé mais la Chine préféra rester fidèle à sa conception traditionnelle de la protection des intérêts de la nation chinoise. Puis la guerre civile, la fragmentation du territoire chinois et l'intervention du Japon obligèrent l'U.R.S.S. à reconsidérer fréquemment ses relations avec les différents acteurs de la scène politique chinoise, tout en privilégiant toujours une approche militaire. Les relations sino-soviétiques de cette période furent caractérisées par l'absence de ligne cohérente et la multiplication des maneuvres secrètes et des pièges.

Le tournant de 1949 et l'adoption du marxisme-léninisme comme idéologie officielle créa le sentiment artificiel et illusoire de la fraternité sino-soviétique. Dans les faits, la volonté de réécrire sur une feuille vierge les relations bilatérales entraîna l'U.R.S.S. et la R.P.C. sur une piste dangereuse : ne pas se rendre compte de la faiblesse du marxisme-léniniste par rapport à la force de la longue tradition chinoise et faire primer l'idéologie sur les intérêts géopolitiques russes en Extrême Orient constituent deux travers qui ne pouvaient que mener à la crise militaire de 1969. Le gouvernement soviétique refusait de voir les offenses, revendications, incompréhensions et tensions accumulées par trois siècles d'histoire. Moscou n'était ainsi pas préparé à ce que les Chinois camouflent leurs revendications historiques sous des accusations de social-impérialisme.

La brève décennie de 1949 à 1959 caractérisée par le rapprochement entre les deux pays répondit aux intérêts mutuels de l'U.R.S.S. et de la Chine face à la menace américaine. La Chine communiste reçut l'aide soviétique dont le Kuomintang avait bénéficié quelques années auparavant sans que cette assistance ne s'accompagne d'aucun rapprochement sur le plan culturel. La coopération, rendut nécessaire par la conjoncture de guerre froide, ne pouvait que demeurer superficielle et éphémère, donc condamnée à l'échec.

L'Histoire offre de nombreux exemples de traités signés par la Chine et que celle-ci « oublia », refusa d'accomplir, ou mis en œuvre de façon sélective. Pourtant, la Chine insista toujours auprès de la Russie pour obtenir l'accomplissement à la lettre des traités favorables au gouvernement chinois. Le dernier avatar diplomatique est le traité de

partenariat de 2001 dont le contenu purement déclaratif n'a aucune influence positive sur les relations sino-russes. Ce traité montre que malgré la disparition de l'idéologie officielle soviétique, les élites russes continuent à vouloir ignorer la longue histoire de confrontation en Extrême-Orient.

Il est probable que la Chine cherche à maintenir ses relations avec la Russie sur le mode actuel qui lui permet de renforcer insensiblement ses positions en Extrême-Orient.

Chaque initiative amicale de Moscou est refusée car ne s'intègrant pas à la conception chinoise des relations internationales et contredisant ses ambitions. La prise en compte de la complexité des relations sino-russes depuis le 17ème doit aider à analyser les risques et éviter de commettre à nouveau les mêmes erreurs et mettre à distance les illusions du passé. La disparition de l'antagonisme russo-américain a bouleversé l'équilibre des forces en Asie-Pacifique, amené l'incertitude et provoqué une menace d'instabilité sur le plan stratégique. Le niveau de risque est accru par l'imprévisibilité de certain des acteurs de la région.

Approche géopolitique

Si l'on veut dresser un bilan des tensions des années 1960-1980, la Chine apparaît sans aucun doute comme le grand vainqueur. Les conditions posées par la Chine pour l'affaiblissement des tensions considérées comme inacceptables par les soviétiques (retrait d'Afghanistan et de Mongolie, réduction des forces militaires en Extrême-Orient et Asie Centrale et l'arrêt de « l'agression » du Vietnam contre la Cambodge) ont été réalisées. En ce début de 21ème siècle, la diplomatie chinoise s'emploie activement et avec succès à déplacer l'équilibre de relations bilatérales en sa faveur. La Chine ne cède pas face aux demandes russes comme l'illustrent la conclusion du traité sino-soviétique de 1991 à propos du secteur oriental de la ligne frontalière, l'accord de réduction des forces militaires en Extrême-Orient de 1991, la construction du barrage de Sanya et plusieurs autres accords et traités de collaboration. Dans un proche avenir, la diplomatie russe va être confrontée à de très fortes pressions chinoises visant à réviser le statut de la frontière russo-coréenne afin que la Chine y retrouve un accès à la mer. La Chine entend également modifier le

régime de navigation sur les fleuves frontaliers sino-russes, obtenir un accès libre illimité aux eaux territoriales russes, le retour des îles sous juridiction russes dans le giron chinois et un permis de pêche illimité en eaux territoriales russes.

La plupart des spécialistes des questions de sécurité en Extrême-Orient estiment que l'attitude de la Russie envers la Chine sera affectée par l'absence de priorités claires de la politique étrangère russe dans le monde. Suite à la disparition de l'U.R.S.S., les équipes gouvernementales russes ont fréquemment changé le cours de leur politique étrangère, en particulier en Extrême-Orient. L'intérêt russe en Extrême-Orient et la stratégie politique qui doit en découler ne sont pas pris en considération par les élites dirigeantes. La position géopolitique de la Chine en Extrême-Orient et dans le monde ainsi que les mécanismes régissant le comportement sur la scène internationale ne sont pas compris. Le M.I.D. russe se complait à ignorer les difficultés objectives des relations sino-russes et évolue dans un monde imaginé par lui même reposant sur quelques postulats : l'unité géographique de la Russie et de la Chine et l'évidence de la paix et de la coopération au sein de cet espace commun où le partage des ressources naturelles, climatiques et économiques répond à un intérêt mutuel. Pour le M.I.D., la Russie et la Chine constituent une « entité inséparable », un « alliage unique des valeurs occidentales et orientales » dont les intérêts nationaux stratégique, économiques et sociaux coïncident globalement.[860] S. Solodovnik, du centre de recherches internationales de M.G.I.M.O. affirme aussi que la priorité de la Chine étant d'asseoir sa domination en Mer du Japon, toute sinophobie russe est mal placée puisque la Russie n'a pas d'intérêt national en Mer du Japon dans laquelle la Chine dispose d'une légitimité historique.[861] Voici comment l'intérêt national est enseigné aux jeunes diplomates russes…

Le système diplomatique russe actuel ne favorise pas le développement d'une planification stratégique des relations avec la Chine. Pendant la dernière décennie du vingtième siècle, les meilleures sinologues russes ont quitté le M.I.D. pour aller s'établir dans le monde des affaires en Chine ou dans des centres de recherche américains et australiens. Les fonctionnaires des ambassades et structures consulaires de la Russie à l'étranger préfèrent utiliser leur position pour s'enrichir plutôt que pour défendre les intérêts nationaux. Le système de nomenklatura et de castes soviétiques n'a pas été éliminé par la disparition de

[860] M.L.TITARENKO, A.G.ÂKOVLEV, "Russia's Asia-Pacific Policy in the New International Situation," Revue *The Korean Journal of International Studies*, N.1, 1993
[861] Revue *Moskovskie Novosti*, 06.08.1996

l'U.R.S.S. en 1991. Auncun des signaux de la dégénérescence du système diplomatique ne parvient à entraîner de réaction de la part des hauts dirigeants du pays. La diplomatie russe du début du 21ème siècle fonctionne comme un Etat dans l'Etat, et se reproduit lui-même dans les écoles supérieures réservées à ses enfants. Les services de sécurité intérieure n'ont aucune influence sur la politique étrangère, domaine réservé du ministère des affaires étrangères, et le monde diplomatique n'est pas la continuation de l'action politique intérieure et sa défense à l'international. Réciproquement, la politique extérieure russe n'a aucune influence sur la politique intérieure. Les déclarations du M.I.D. peuvent être réduite à néant par les élites régionales et les structures intérieures fédérales. Ainsi, en 1998, le service fédéral de sécurité intérieure dut intervenir pour empêcher le M.I.D. de faire des concessions inconsidérées dans le cadre du projet de Tumannaya (Tumen Jiang) : les officiers des *upravlenie* de l'Extrême-Orient du F.S.B. informèrent le président russe de la situation réelle dans la région et parvinrent à stopper l'avancée du projet. La dernière décennie du 20ème siècle compte plusieurs exemples de diplomates russes ayant consciemment trahis l'intérêt national pour obtenir des profits personnels. La crise structurelle du système étatique russe qui s'est déclenchée en 1985 est très loin d'être résolue.

La volonté américaine de renforcer par tous les moyens sa présence économique et militaire en Extrême-Orient est claire. Les réactions de la Chine, du Japon et de la Russie face à cet activisme américain et autres menaces sécuritaires (terrorisme, conflit frontalier,…) sont difficiles à prévoir. Toutes les structures créées à la fin du 20ème siècle, comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (O.C.S.) ou l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (O.D.K.B.) sont fragiles et incapables de répondre aux nouvelles menaces en Asie. Les chances pour que les acteurs de cette région parviennent à s'entendrent pour contrôler la prolifération des armements et établir une atmosphère de confiance est faible. L'absence de confiance envers ses partenaires dans ces organisations multilatérales et la crainte face à l'élargissement de l'O.T.A.N. en direction de ses frontières oblige la Russie à chercher à créer un contrepoids en se rapprochant de la Chine. Mais de tels motifs ne peuvent fonder une coopération saine et solide, d'autant plus que ce rapprochement de façade ne peut se doubler ni d'une alliance politique, ni d'une alliance militaire, du fait de la fondamentale divergence des intérêts des deux pays et de la faiblesse économique de la Russie de 2004 face à la Chine.

En outre, les prises de position chinoises sont particulièrement difficiles à pronostiquer car elles dépendent d'une multitude de facteurs : stabilité économique et sociale, capacité à maintenir l'unité nationale, réveil des ambitions territoriales historiques. Il importe également de garder à l'esprit que les déclarations chinoises sur le respect mutuel et l'égalité dans les relations intergouvernementales sont contraires à la tradition longue de la politique étrangère de l'Empire du Milieu. Ainsi, une telle alliance peut même mettre en danger les intérêts russes en poussant à accepter des concessions susceptibles de paralyser la vie économique, de provoquer des tensions inter-ethniques en Extrême-Orient russe ou encore de donner naissance à une crise politique régionale menaçant de se propager à l'ensemble du système politique fédéral.

Il est peu réaliste d'imaginer que Moscou ait à court terme les moyens économiques de proposer un plan de développement économique et social pour ses régions orientales. Les ressources de la fédération soutiennent en priorité les zones économiquement sinistrées de Russie centrale dont la proximité avec le centre rend tout mécontentement social directement dangereux pour Moscou. Dans les faits, les régions géographiquement éloignées sont donc abandonnées. Ainsi, depuis 1995, des catastrophes sociales locales ont fréquemment éclaté du fait de l'incapacité du gouvernement fédéral à assurer le fonctionnement du chauffage central par des températures de -50°C et à empêcher que l'électricité des villes soit coupée suite à des arriérés de paiement au niveau régional. En 1997, les bases de lancement de missiles nucléaires ont même été victime pendant une journée pour cause d'une coupure d'électricité pour cause de facture impayée. En 2001, la ville de Lensk fut totalement dévastée par les flots sans que le gouvernement fédéral apporte des secours suffisants. Dans ce contexte, le seul moyen pour les régions d'Extrême-Orient de surmonter le déclin économique et d'assurer la sécurité nationale dans la région serait de créer un front politique commun entre les différentes régionales. Mais cette voie est rendue impossible par les divisions au sein des élites régionales en Extrême-Orient dont l'objectif principal demeure la conservation de leur pouvoir local illimité.

Cette situation d'impuissance du centre et de division de la périphérie ouvre la voie à la possibilité d'une annexion discrète et progressive des régions d'Extrême-Orient par la Chine. Un tel scénario catastrophe est sérieusement envisagé par les sinologues russes. Si un tel processus s'engageait, il serait ensuite presque impossible à endiguer par le

gouvernement russe, du fait de l'extrême fragilité de ses mécanismes de contrôle dans la région, malgré les déclarations rassurantes de Poutine. Les organes de sécurité intérieure sont conscients de ce péril et comprennent que les limites de la coopération avec la Chine, mais ils n'ont aucune influence sur la situation de ces régions isolées. La Russie n'est menacée par aucune revendication indépendantiste en Extrême-Orient mais souffre de non obéissance chronique des élites locales aux directives du centre. Une grande partie des sinologues indépendants de la hiérarchie du M.I.D. comprennent que si la confrontation avec la Chine serait catastrophique, la démission impliquée par « l'amitié sino-russe » proposée par les diplomates ne peut que mener à une dépendance de plus en plus forte envers Pékin.

Dans ces circonstances, il est indispensable que la Russie trouve un allié régional et mondial pour faire contrepoids à la Chine. Le Japon et les Etats-Unis, qui n'ont pas de prétentions territoriales en territoire russe[862], constituent les partenaires idéaux. Il est alors probable et souhaitable que se mette en place un système régional en forme de carré stratégique Washington-Tokyo-Pékin-Moscou dans lequel aucun des angles ne prétend à la domination absolue de la zone Asie-Pacifique. Pour promouvoir cette vision géopolitique, le gouvernement russe peut offrir aux Etats-Unis et au Japon un accès préférentiel aux ressources naturelles en Extrême-Orient. L'accord pour la construction de l'oléoduc Angarsk-Nahodka plutôt que l'établissement d'un l'oléoduc Angarsk-Daqing illustre cette volonté russe de se rapprocher du Japon.

Une décennie de tentatives vaines d'établir des contacts commerciaux sains avec les entreprises chinoises a largement dissuadé les Russes de se lancer dans des échanges commerciaux d'ampleur avec la Chine et les pousse à privilégier l'établissement de relations durables avec les entreprises occidentales, japonaises et coréennes. L'hostilité ouverte qui domine la couverture par les médias russes de la question chinoise en Extrême-Orient a créé un sentiment de défiance de la population envers la Chine, alors que les milieux d'affaire du monde entier se précipitent vers l'Empire du Milieu. En 2004, il n'existe aucune statistique relative au poids de la population chinoise dans l'économie de l'Extrême-Orient russe, ce qui laisse la voie libre aux divagations xénophobes de la presse. Il semble néanmoins que l'activité chinoise dans la région ait essentiellement profité aux mafias russes et chinoises et n'ait pas engendré de retombées fiscales positives. La réussite

[862] A l'exception des îles Kouriles.

des autorités locales à endiguer les violences xénophobes constitue un signe encourageant. Le gouvernement russe a également réussi par un dialogue informel à faire accepter au gouvernement chinois le rétablissement du régime de visa et la nécessité d'établir un contrôle des flux de population.

Si l'immigration clandestine ou les prétentions territoriales constituent des signaux dangereux pour la Russie, il est prématuré d'affirmer que la Chine représente déjà une menace réelle. L'effectif total de la population chinoise en Extrême-Orient est largement plus faible que celui de la diaspora chinoise aux Etats-Unis, en Australie, en Asie du Sud Est et en Europe. Contrairement à ce qu'affirment les médias russes, les Chinois ne se précipitent pas vers les terres russes pour s'y établir et concurrencer la force ouvrière locale. On peut considérer que les années 90 ont permis aux structures gouvernementales, entrepreneurs privés et réseaux criminels chinois de sonder le potentiel de l'Extrême-Orient russe. Mais cela leur a permis de prendre conscience que contrairement aux populations des pays occidentaux, les Russes ne tolèreraient pas leur présence trop ostensible sur leur sol.

Il est difficile de prévoir si une nouvelle vague chinoise pourrait prochainement se répandre en Extrême-Orient russe. Au lieu de se diriger vers le nord, ses espaces glacés et son hostilité, l'expansionnisme chinois pourrait se réorienter vers le sud, où la population est davantage prête à coopérer et où vit déjà une grande diaspora chinoise. Cela est d'autant plus probable que la non-agression constitue une attitude fondamentale dans la culture chinoise, alors que la violence fait partie intégrante de la culture guerrière russe.

La seule leçon positive que les Russes ont su tirer de la dernière décennie du 20ème siècle est la conscience des différences qui opposent les nations russes et chinoises et de la vanité des affirmations d'une « amitié fraternelle indéfectible ». En ce sens, cette décennie les a libéré des clichés idéologiques imposés par le P.C.U.S. et leur a fait comprendre que le nationalisme chinois n'était pas le seul fait des maoïstes mais était partagé au sein de la classe ouvrière chinoise.

L'absence de menace évidente ne signifie pas qu'elle n'existe pas ou qu'elle ne va pas se dévoiler dans un futur plus ou moins proche. Les sinologues russes et analystes militaires prennent très au sérieux la surpopulation du nord-ouest de la Chine et la pression qu'elle exerce sur la ligne frontalière, derrière laquelle les étendues russes sont sous-peuplées. L'épuisement des ressources naturelles en Chine, leur absence dans les régions bordant la

frontière russe et le désir de retrouver un accès direct à la mer du Japon rendent ce problème encore plus aigu. Toute difficulté intérieure de caractère politique, économique ou social est susceptible de provoquer un exode vers les espaces libres du nord. Dans ce contexte, aucun accord sur la démarcation de ligne frontalière ou sur un « partenariat stratégique » n'aura le pouvoir d'éloigner un scénario fatal pour l'intégrité du territoire russe.

Les Chinois font preuve d'un grand pragmatisme dans leur approche des relations internationales et n'hésitent pas à faire valoir ouvertement leur intérêt national, c'est à dire avant tout celui de la nation Han (*hanzu*), tandis que les autorités russes n'évoquent jamais la défense des intérêts nationaux russes et préfèrent le terme de « *rossiâne »*[863] à celui de « *russkaâ naciâ ».* Les Chinois déclarent que leur but est la création d'une nation unifiée toute puissante et sont prêts à de nombreux sacrifices pour l'atteindre, y compris la répression violente de toute contestation intérieure et l'agression de pays voisins, au mépris de l'opinion internationale. La Chine, qui a connu de longs règnes de dynasties étrangères et plusieurs périodes d'occupation occidentale et japonaise ne supporte pas d'être traité en partenaire inférieur. Les relations sino-soviétiques tumultueuses ont montré que la Chine ne pouvait accepter de faire évoluer sa conception de ses priorités nationales pour mieux adhérer à l'idéologie exportée par Moscou. Les tentatives actuelles de certains politiciens russes comme E. Primakov d'incanter les intérêts communs et l'amitié sino-soviétique ne sont alors que des illusions dangereuses menaçant de mener à une situation explosive. D'autre part, face à la Chine, d'accepter continuellement des concessions car cela est considéré comme un signe de faiblesse – et les Chinois méprisent les faibles. L'élite politique russe n'est pas consciente de la situation intérieure chinoise et ne comprend pas que la Russie est techniquement plus avancée que la Chine, possède davantage de ressources naturelles, un système de communications plus développé, un meilleur niveau d'éducation et un potentiel militaure bien plus fort. L'élite politique russe se laisse illusionner par le « miracle économique chinois » sans s'apercevoir de sa relative fragilité.

Le développement des relations avec la Chine doit répondre à une stratégie à long terme de la Russie en Asie Pacifique au lieu de se bâtir par réaction impulsive à la croissance de l'O.T.A.N. et aux initiatives américaines. L'un des atouts d'un partenariat sino-russe est l'attachement partagé à la non-ingérence dans les affaires intérieures, en particulier dans le

[863] Ce terme générique et indéfini créé en 1991 provoque la colère des milieux nationalistes.

domaine des droits de l'Homme. Les hésitations et incohérence de la politique étrangère russe découlent de ses difficultés à nouer des relations normales avec ses partenaires : les critiques européennes de la position russe face aux droits de l'homme ou l'extension de l'O.T.A.N. constituent des points de crispation certaine.

La Chine fait face à un même type d'isolement sur la scène internationale : droits de l'Homme, Taiwan, tensions avec le Japon, l'Inde et les pays d'Asie du Sud-Est, etc. Chaque confrontation avec l'Occident pousse la Russie à renforcer la ligne orientale de sa politique étrangère et provoque son envie de recréer la période de la fraternité et de l'union militaire avec la Chine. Les mêmes tendances sont observables en Chine. Ainsi, pendant la guerre en Yougoslavie, en 1999, Eltsine et Jiang Zemin ont parlé d'une voix commune.[864] La guerre en Irak de 2004 a vu une nouvelle fois la formation d'une position commune de la Chine et de la Russie par rapport aux Etats-Unis. Dans les cercles sinologiques russes court l'opinion que, dans la situation très hypothétique d'une isolation de la Chine et de la Russie sur la scène internationales couplée avec l'arrivée au pouvoir d'élites ultra-réactionnaires en Russie, la vieille alliance militaire pourrait renaître. Pour le moment, la politique étrangère russe penche plutôt en faveur de l'occident comme l'illustrent de nombreuses déclarations et prises de positions de Poutine et du ministre de la Défense S. Ivanov. Mais l'occident ne prend pas toute la mesure de la force de l'opposition à la politique de Poutine qui se développe en Russie.

L'Histoire de la Russie a montré que tous les retournements spectaculaires étaient possibles derrière la stabilité de façade. Dans cette situation, il est très important que l'élite européenne ne repousse pas la Russie vers la Chine et continue à entretenir le dialogue, même douloureux, avec ce pays, afin d'éviter de créer les conditions de création d'une menace beaucoup plus globale – la possibilité d'un front militaire commun sino-russe. Même si ce scénario semble irréel, l'existence d'un courant de plus en plus important prônant une telle position parmi les milieux militaires et communistes russes légitime le fait d'y prêter attention. Dans une telle configuration, la Russie aveuglée par ses rêves de puissance retrouvée risque de se laisser manipuler par la Chine au sein d'un partenariat inégal. Le règne de Poutine se caractérise par une relative stabilité intérieure. Mais ce calme est fragile. En 2004, Poutine continue à être tiraillé entre les élites régionales et fédérales et entre les différentes factions militaires, tout en demeurant fragilisé par les

questions tchétchène et caucasienne. A l'époque de Eltsine, ces fragilités étaient révélées à grand bruit par les journalistes alors qu'aujourd'hui ceux-ci se taisent. L'avenir de la scène politique intérieure russe après le départ de Poutine est plus qu'incertain. De ce fait, l'évolution de la politique de la Russie par rapport à ses régions les plus orientales et à la Chine est imprévisible.

La diversité des points de vue parmi les analystes sinologue russe peut produire l'impression d'un grand désordre. En même temps, cette situation ouvre un large champ d'investigation au chercheur européen.

Ce travail a tenté de prouver que la Russie et la Chine, malgré une courte période fusionnelle (idéologie marxiste, exportation de la révolution, coopération dans la guerre en Corée, union militaire entre 1950 et 1959), portent un potentiel conflictuel important nourri par des dissemblances culturelles et politiques majeures. Dans ce contexte, toute alliance politico-militaire est appelée à générer une chimère, organisme instable condamné à une mort inéluctable.

[864] Néanmoins, Jiang Zemin a fini par mettre une distance avec les affirmations de Eltsine en soulignant que celles-ci n'engageaient que la Russie.

BIBLIOGRAPHIE

Structures dans lesquelles ont été effectuées les recherches de terrain (1999-2005)

Central'nyj Arhiv Federal'noj Služby Bezopasnosti (C.A.) [Archive Centrale du F.S.B. à Moscou]
Responsable : N.Mihejkin

Centr Obŝestvennyh Svâzej Federal'noj Služby Bezopasnosti (C.O.S.) [Centre des relations avec la société du F.S.B.]
Responsable : Sergej Ignatčenko.

Upravlenie Program Sodejstviâ F.S.B. [Département de la coopération du F.S.B.]
Responsable : V.N.Dvornikov

Upravlenie registracii administrativnh fondov F.S.B (U.R.A.F) [Département des fonds administratifs du F.S.B.]
Général Vasilij Hristoforov, adjoin V.K.Vinogradov

Upravlenie Federal'noj Služby bezopasnosti po Irkutskoj Oblasti [Département territorial du F.S.B. dans la région d'Irkoutsk]
Responsable : V.Subbotin

Upravlenie Federal'noj Služby bezopasnosti po Habarovskomu Kraû [Département territorial du F.S.B. dans la région de Khabarovsk]
Responsable : A.I.Marenkov

Upravlenie Federal'noj Služby bezopasnosti po Primorskomu Kraû [Département territorial du F.S.B. dans la région de Primorye]
Responsable : Û.Alešin

Dal'nevostočnyj Pograničnyj Okrug Pograničnoj Služby F.S.B. [Etat-major du district de l'Extrême-Orient russe du Service des gardes frontières du F.S.B.]

Zabajkal'skij *Pograničnyj Okrug Pograničnoj Služby F.S.B.* [Etat-major du district de Zabaykalye du Service des gardes frontières du F.S.B.]

Tihookeanskij Pograničnyj Okrug Pograničnoj Služby F.S.B. [Etat-major du district du Pacifique du Service des gardes frontières du F.S.B.]

Regional'nyj Obŝestvennyj Fond Sodejstviâ Social'noj i Pravovoj Potderžki Veteranov i Sotrudnikov Federal'noj Služby Bezopasnosti [Fondation régionale de soutien social et juridique des officiers et vétérans du Service fédéral de la sécurité]
Président de la Fondation, V.Sojma

Asociaciâ veteranov podrazdeleniâ antiterrora AL'FA [Association des vétérans du groupe anti-terroriste ALFA]

Konsul'skij Departament Ministerstva Inostrannyh Del Rossii [Département Consulaire du ministère des Affaires étrangère russe]
Responsable : V.A.Pavlovskij (directeur)

Pervyj Departament Azii M.I.D. (1.D.A.) [Premier Département de l'Asie du M.I.D. russe]
Responsable : K.V.Vnukov (directeur)

Tretij Departament S.N.G. (3 D.S.N.G.) [Troisième Département du M.I.D. russe]
Responsable : K.V. Šuvalov (directeur)

Posol'stvo Rossijskoj Federacii v Kitajskoj Narodnoj Respublike [Ambassade de la Federation de Russie en Chine]

Moskovskij voennyj Institut Pogranično Služby F.S.B. [Institut militaire du Service des gardes Frontières du F.S.B. à Moscou]

Habarovskij voennyj institut Pogranično Služby F.S.B. [Institut militaire du Service des gardes Frontières du F.S.B. à Khabarovsk]

Pasportnoe Vizovoe Upravlenie Ministerstva Vnutrennih Del Rossii (P.V.U. M.V.D. R.F.) [Département des Visas et passeports du Ministère des affaires intérieurs de la Fédération de Russie]

Ministerstvo Transporta Rossijskoj Federacii [Ministère du transport de la Fédération de Russie]

Partie I – La question territoriale, enjeu géopolitique récurrent des relations sino-russes depuis le 17ème siècle

Archives russes

A.V.P. *Arhiv Vnešnej Politiki* (Archive de la politique étrangère de l'U.S.S.R), Fonds 100a, *papka* (cahier) 1, *delo* (dossier) 9, *litera* (lettre) 4.

A.V.P.R. (Archive de politique étrangère de la Russie), Fonds des traités avec la Chine, op. 466 v, d. N.1

A.V.P.R., Kitajskij stol (Table chinoise), opis' (Inventaire) 491, doc.1171, l.l.120-121

A.V.P. U.R.S.S., Fonds 100a, cahier 163, dossier 2, lettres 74-80

A.V.P. U.R.S.S Fonds 04, opis' (Inventaire) 22, cahier 160, dossier 137

A.V.P. U.R.S.S Fonds 100, opis' (Inventaire) 10, cahier 124, dossier 18, lettre 179

A.V.P. U.R.S.S.R Fonds 100, Inventaire 9, cahier 7, lettres 149-150

A.V.P. U.R.S.S, Fonds 100, Inventaire 10, cahier 124, dossier 18, lettre 173

A.V.P. U.R.S.S, Fonds 100, Inventaire10, cahier 124, dossier 18, lettres 180-181

Bibliographie russe

ALEKSANDROV V.A., *Rossiâ na dal'nevostočnyh rubežah* (La Russie et la frontière en Extrême-Orient), Moscou, 1969.

ALEKSEEV A.I., *Amour-reka podvigov* (La rivière Amour-la rivière des exploits), Habarovs, 1971

ALEKSEEV A.I., *Syny otvažnye Rossii* (Les fils courageux de la Russie), Magadan, 1970

ALEKSEEV A.I., *Amourskaya ekspediciâ 1849-1855* (L'expédition sur l'Amour en 1849-1855), Moscou, 1974

Arhiologiâ po maoistki, (L'archéologie selon Mao), 1972, Moscou, revue *Novoe Vremâ*, n.15

BEREŽNYJ L.A., *Kritika metodologii amerikanskoj burzuaznoj istoriografii Kitaâ* (*Critique de la méthodologie de l'historiographie bourgeoise chinoise),* 1968, Leningrad, pp 147-180

BEREZIN L.A., *Kritika metodologii amerikanskoj buržuaznoj istoriografii Kitaâ* (Critique de la méthodologie de l'historiographie bourgeoise chinoise), Leningrad, 1968, pp. 147-180

BEREZIN L.A., *Načalo kolonial'noj èkspansii v Kitaj i sovremennaâ amerikanskaâ istoriografiâ* (Le début de l'expansion coloniale en Chine et l'historiographie moderne américaine), Moscou, 1972,

BESKROVNIJ L.G., TIHVINSKIJ S.L., HVOSTOV V.M., *K istorii formirovaniâ russko-kitajskoj granicy* (Histoire de la formation de la frontière sino-russe), Moscou, 1972, revue *Meždunarodnaâ zizn'*, n.6

BOGOSLOVSKIJ V.A., RAHIMOV T., TEŠILOV N.A., *Nacional'nyj vopros v knige "Kitajskaâ Narodnaâ Respublika. Političeskoe i ekonomičeskoe razvitie v 1973 godu* (La question nationale dans «La République Populaire de Chine. Développement politique et économique en 1973), Moscou, 1975

BORISOV O.B., KOLOSKOV B.T., *Sovetsko-kitajskie otnošeniâ* (Les relations sino-soviétiques), Moscou, 1971, p. 272

Vnešnaâ politika gosudarstva Cin v 17 veke, (La monographie collective sous la direction de L.I.Duman La politique étrangère de l'Etat des mandchous au 17eme siècle), l'institut de l'Extrême-Orient à Moscou, Moscou, 1977

Vnešnaâ politika SSSR (La politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1946, vol.4, pp.52-54, 70-71, p.168.

VOLKOGONOV D., *Maoizm i voennoe stroitel'stvo v Kitae* (Maoïsme et édification militaire en Chine), Moscou, 1971

GALENOVIČ Û., *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

GOREVIČ B.P., *Vtorženie Cinskoj imperii v Cental'nuû Aziû vo vtoroj polovine 18 veka i politika Rossii.* (Ingérence de l'Empire Qing en Asie Centrale pendant la deuxième moitié du 18ème siècle et politique de la Russie), Moscou, 1973, revue *Istoriâ SSSR*, n.2

GUDOŠNIKOV L.M., *Velikoderžavnyj šovenizm rukovodstva KNR v voprosah nacional'no-gosudarstvennogo stroitel'stva,* (Nationalisme et impérialisme du gouvernement de la Chine à propos des questions de construction étatique et nationale), Moscou, 1973, revue *Gosudarstvo i pravo*, n.9

DACIŠEN V.G., *Očerki istorii Rossijsko-Kitajskoj granicy vo vtoroj polovine 19-20 vekov* (Histoire de la frontière russo-chinoise à partir de la deuxième moitié du 19ème, début du 20ème siècles), Kyzyl, 2001

DEMIDOV N.F., MÂSNIKOV N.S., *Pervye russkie diplomaty v Kitae* (Les premiers diplomates russes en Chine), Moscou, 1966

Diplomatičeskij slovar' (Dictionnaire diplomatique), Moscou, 1971-1973, Ministère des Affaires Etrangères soviétique, volumes 1-3

Diplomatičeskij Slovar' (Dictionnaire diplomatique), Moscou, 1986, Ministère des Affaires Etrangères soviétique

Dokumenty Vnešnej politiki S.S.S.R. (Documents de politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1963

DOLGIH B.O., *Rodovoj i plemennoj sostav narodov Sibiri v 17 vek*e (La société familiale et tribale des peuples de Sibérie), Moscou, 1960, p. 350-351

ERMAČENKO I.S., *Politika man'čžurskoj dinastii Cin v Ûžnoj i Severnoj Mongolii v 17 ve*ke (La politique de la dynastie Qing en Mongolie du Sud et du Nord au 17ème siècle), Moscou, 1974

ERMAČENKO I.S., *Politika dinastii Cin v Ûžnoj i Severnoj Mongolii v 18 veke*, (La politique de la dynastie Qing en Mongolie du Sud et du Nord), Moscou, 1974, p. 9

ZARECKAÂ S.I., *Vnešnaâ politika Kitaâ 1856-1880 godah : otnošeniâ s Angliej i Franciej* (La politique étrangère de la Chine de 1856 à 1880 : les relations avec la France et l'Angleterre), Moscou, 1976

ZLATKIN I.A., *Istoriâ Džungarskogo hanstva 1635-1758* (Histoire du Khanat des Dzungars 1635-1758), Moscou, 1964

ZLATKIN I.A., *K istorii zaklûčeniâ Nertchinskogo dogovora 1689* (Histoire de la conclusion du traité de Nertchinsk en 1689), *« La Russie à l'époque des reformes de Piere le Grand»* Moscou,, 1973

Izvestiâ MID, St Pétersbourg, 1914, volume 4, *Priloženie* (supplément), pp. 31-37

Istoriâ Sibiri (Histoire de la Sibérie), volumes 1-5, collectif d'auteurs de l'Institut National des Recherches sur l'Extrême-Orient de Moscou, Moscou, 1967-1972

Istoriâ diplomatii (Histoire de la diplomatie), 2ème édition, volumes 1-2, Ministère des Affaires Etrangères soviétique, Moscou, 1959-1963

Istoriâ Kitaâ s drevnejših vremen do naših dnej (Histoire de la Chine, de l'époque antique à aujourd'hui), Moscou, 1974

KAPČENKO N.I., *Politika, čuždaâ socializmu* (La politique étrangère au socialisme), Moscou, 1967, p.129

Kitaj I sosedi v drevnosti i srednevekov'e (La Chine et ses voisins aux époques antiques et médiévales), Moscou, 1970

KOSTIKOV E.D., *Velikoderžavnye ambicii i pograničnaâ politika pekinskogo rukovodstva* (Les ambitions impérialistes et la politique frontalière du gouvernement de Pékin), Moscou, 1973, revue *Problemi Dal'nego Vostoka*, n.1

KOSTIKOV E.D., *Politiceskaâ kartografiâ na službe velikoderžavnogo nacionalizma* (La cartographie politique au service du nationalisme), Moscou, 1973, n.4 revue *Provlemy Dal'nego Vostoka*

KRUČININ A., OL'GIN V., *Territorialnyj reestr Mao Dze-duna. Istoriâ i sovremennost'*, (Liste des territoires réclamés par Mao Tsé-toung - Approche historique et conséquences actuelles), Moscou, 1971

LIHAČEV P., *Putešestvie v vostočnyj Altaj* (Le voyage en Altaï de l'est), Moscou, 1974

Man'čžurskoe vladyčestvo v Kitae (La domination mandchoue en Chine), Moscou, 1966, collections d'articles

MATUSOVSKIJ Z., *Geografičeskoe opisanie Kitajskoj imperii* (Description géographique de l'Empire chinois), Saint-Pétersbourg, 1888

Meždunarodnye otnošeniâ na Dal'nem Vostoke (Les relations internationales en Extrême-orient), Moscou, IDV, 1973, volume 1, p. 96

MELIHOV G.V., *Man'džury na Severo-Vostoke. 18 vek* (Les Mandchous du Nord-Est, 18ème siècle), Moscou, 1974, pp.21-22

MELIHOV G.V., *Da Qing li chao shi lu- kak istoričeskij istočnik* (Da Qing Li Chao Shi Lu, les source historique de l'epoque Ging), Moscou, 1969, revue *Strany Dal'nego Vostoka I Ûgo-Vostočnoj Azii*

MELIHOV G.V., *Man'čžury na Srcero-Vostoke v 17 veke* (Les Mandchous dans le Nord-est de la Chine au 17ème siècle), Moscou, 1974

MELIHOV G.V., *Èkspansia cinskogo Kitaâ v Priamurye et Central'noj Azii* (L'expansion des mandchous dans la région de l'Amour et en Asie Centrale), Moscou, 1974, revue

MILLER G.F., *Iz"âsnenie sumnitel'stv, nahodâšihsa pri postanovke granic Rossijskim I Kitajskim gosudarstvami 7197 (année 1689) Ežimesâčnye sočineniâ k pol'ze I uveseleniû služašie*, St Pétersbourg, 1757, p. 308.

MÂSNIKOV V.S., *Dogovornymi stat'âmi utverdili. Diplomatičeskaâ istoriâ russko-kitajskih granicy 17-20 Veka* (Les traités sont justifiés. Histoire diplomatique de la frontière sino-russe du 17ème au 20ème siècle), Moscou, 1996

MÂSNIKOV V.S., *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001

MÂSNIKOV V.S., *Vtorženie man'žurov v Priamurye I Nertchinsky dogovor 1689 goda-Russko-kitajskie otnošeniâ v 17 veke* (L'invasion mandchoue dans la région de l'Amour et le traité de Nertchinsk de 1689 – Les relations sino-russes au 17ème siècle), Moscou, 1972, p.s 45-47

MÂSNIKOV V.S., *Imperiâ Cyn i Russkoe gosudarstvo v XVII veke* (L'empire Qing et l'Etat russe au 17ème siècle), Khabarovsk, 1987

NAROČINSKIJ A.L., *Kolonial'naâ politika kapitalističeskih deržav na Dal'nem Vostoke 1860-1895* (La politique coloniale des pays capitalistes en Extrême-Orient de 1860 à 1895), Moscou, 1956.

NAROČINSKIJ A.L., BESKROVNIJ L.G., *K istorii vnešnej politiki Rossii na Dal'nem votoke* (Histoire de la politique étrangère russe en Extrême-Orient au 19ème siècle), 1974, Moscou, revue *Voprosy istorii*, n.6

NEVEL'SKOJ G.I., *Podvigi russkih morskih oficerov na krajnem vostoke Rossii.* (Les exploits des officiers de la navire russe en Extreme-Orient russe), Habarovsk, 1969

Novaâ istoriâ Kitaâ, (Histoire moderne de la Chine), manuel, Moscou, 1972

OL'GIN V.S., *Èkspansionizm v pograničnoj politike Pékina* (L'expansionnisme dans la politique frontalière de la Chine), Moscou, 1975, revue *Problemy Dal'nego Vostoka* (Les problèmes de l'Extrême orients), n.1

Otčetnaâ zapiska, podannaâ v Aziatskij departament general-ad"ûtantom N.P.Ignat'evym o diplomatičeskih snošeniah ego vo vremâ prebyvaniâ v Kitae v 1860 godu (Rapport du general-adjoint Ignat'ev sur les relations diplomatiques pendant sa présence en Chine en 1860), St Pétersbourg, Archives du Ministère des Affaires Etrangères, 1895, pp. 218-219

Očerki istorii vnešnej razvedki Rossii (Notes sur l'Histoire du renseignement russe à l'étranger), Moscou, S.V.R., 1999, sous la rédaction E.PRIMAKOV

PING MIN, *Istoriâ kitajsko-sovetskoj družby* (Histoire de l'amitié sino-soviétique), Moscou, 1959

POPOV A.I., *Amurskij Ŝit* (Le bouclier de l'Amour), Khabarovsk, 1974

POSTNIKOV A., *Shvatka na « Kryshe mira » Politiki, razvedčiki i geografy v bor'be za Parir v 19 veke* (Dispute sur « le toit du monde » : hommes politiques, éclaireurs, et géographes dans le combat pour le Pamir au 19ème siècle), monographie publiée sous la direction de l'académicien Mâsnikov, Moscou, 2001

RAGOZA, *Posietskij učastok. Sbornik geografičeskih, topografičeskih i statističeskih materialov po Azii* (Le secteur de Pociet. Collection de matériaux géographiques, topographiques et statistiques sur l'Asie), Saint-Pétersbourg, 1891

RAHIMOV T., *Velokoderžavnaâ politika Mao Cze-duna I ego G.R.U.ppy v nacional'nom voprose* (La politique impérialiste de Mao Tsé-toung et sa bande à propos de la question nationale), Moscou, 1967, revue *Kommunis*t, n.7

RAHIMOV T., BOGOSLOVSKIJ V., *Velikoderžavnij Šovinizm Mao Dze-duna* (Le nationalisme de Mao Tsé-toung), Moscou, 1967, revue *Azia I Afrika segodnâ*, n.7

RAHIMOV T., *Podmena leninskogo učeniâ o nacional'nom voprose velikoderžavnym šovenizmom* (La substitution du nationalisme de Mao à l'approche léniniste de la question nationale), Moscou, 1971, collection *Lenin I problemy sovremennogo Kitaâ*, édition de l'Institut de l'Extrême Orient de Moscou

RAHIMOV T., TALDOMSKIJ V., *Velikohan'skij šovenizm* (Le nationalisme de Grand «Han»), Moscou, 1972, revue *Novoe Vrema*, n.5

RAHIMOV T., TEŠILOV N.A., *Velikohan'skij šovenizm Pekina v nacional'nom voprose* (L'approche nationaliste de Pékin sur la question nationale), Moscou, 1974, revue *Problemy Dal'nego Vostoka*, n.2

Russko-kitajskie dogovorno-pravovye akty. 1689-1916 (Les traités russo-chinois 1689-1891), Moscou, 2003. Sous la redaction academique, V. Mâsnikov, Edition, Pamaâtniki istoričeskoj mysli

Russko-Kitajskie Otnošeniâ s 1689 po1916 (Les relations sino-russes de 1689 à 1916), Moscou, 1959, Edition de l'Académie de science de l'U.R.S.S.

Russko-kitajskie otnošenia (Les relations sino-russe), Moscou, 1958, pp. 26-27

Russko-kitajskie otnoseniâ v 17 veke (Les relations sino-russes au 17ème siècle), Moscou, 1969-1972, volume 1.2.

Sbronik dogovorov zaklûčennyh Rossiej (Collection des traités internationaux signés par la Russie), Moscou, 1952

Sbornik Rossijsko-Kitajskih dogovorov (Collection des traités russo-chinois 1689-1891), St Pétersbourg, 1889

Sobranie dokumentov po russko kitajskim dvustoronnim otnošeniâm (Collection de réglementations internationales déterminant les relations bilatérales sino-russes),St Pétersbourg, 1900

Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ, 1917-1957 (Les relations sino-soviétiques, 1917-1957), Moscou, Collection de documents, 1959, p.43.

SLADKOVSKIJ M.I., *Otnošeniâ meždu Rossiej I Kitaem v seredine 19 veka* (Les relations entre la Russie et la Chine au milieu du 19ème siècle), 1975, Moscou, revue *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, n.3

SLADKOVSKIJ M.I., *Istoriâ torgovo-ekonomičeskih otnošenij narodov Rossii s Kitaem do 1917 goda* (Histoire des relations économiques et commerciales des peuples de Russie avec la Chine d'avant 1917), Moscou, 1974

TIHVINSKIJ S.L., *Vikohan'skij gegemonizm i publikacii na istoričeskie temy v KNR* (L'hégémonisme grand Han et les publications sur les questions historiques en R.P.C) la revue *Voprosy Istorii*, 1975, n.11

FOMINA N.I., *Bor'ba protiv Cinov na Ûgo-vostoke Kitaâ. Seredina 17 veka* (La résistance du Sud-Ouest de la Chine contre les Mandchous au milieu du 17ème siècle), Moscou, 1974

ÛZEFOVIČ T.P., *Traités politiques et commerciaux entre la Russie et les pays orientaux*, St Pétersbourg, 1869

Le travail avec les sources chinoises a été effectué à la bibliothèque de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou, Université des langues et culture à Pékin, Université des Peuples à Pékin

Bibliographie en Chinois

CHEN FA REN, *Zhong E Guo Ze Tu Kao* (Les études des cartes de la frontière sino-russe), Taibei, 1969

Da Qing Li Chao Shi lu (Les chroniques de la grande dynastie Qing), Tokyo, 1937-1938

Da Huer, E Wen ki, Ou lun chun, He Zhe Shi Ke Gao Chao. Qin Shi Lu (Les copies des matériaux historiques sur les ethnies : Daour, Evenks, Orotchon, Nanay. Qin Shi Lu), Hu He Ho To (Mongolie antérieure), 1962

DENG YAN LIN, *Zhong guo bianjian tu zilu* (L'historiographie des frontières chinoises), Shanghai, 1958

DING SU, *Bian jian Di Li* (Géographie des frontières), Taibei, 1954

Dong Hua Lu (Notes d'historien dans la pavillon Dong Hua), 1765, Lithographie, Bibliothèque d'I.D.V. à Moscou

GAO CHANG ZHU, *Bian Jian Yu Guo Fang* (Les frontières et la défense nationale) Taibei, 1961

GU YUN, *Zhong Guo Jindai shi Zhong de bu ping deng Tiao* (Les traité injustes dans l'histoire contemporaine de la Chine), Pékin, 1973, pp. 25, 41, 42, 51

FU SHU, *Guan yu wo guode lin hai wen ti* (Limites littorales de la Chine), Pékin, 1959

Guan yu Zhong Yi bian ze wenti (Sur la question frontalière sino-indienne), Fuzhou, 1962

GU SHEN WU, HE CHEN HUA, *Sha E Qinglue Zhongguo Xibei Bianjie Jianshi* (Histoire concise de l'agression de la Russie tsariste au nord-est de la Chine), Beijing, 1978

HU LI ZHONG, JIN GUANG YAO, CHEN JI SHI, *Cong Nibuchu Tiaoyue Dao Eliqin Fang Hua –Zhong – E Zhong – Su Guan Xi 300 Nian* (A partir du traité de Nerchinsk jusqu'à la visite de Eltsine en Chine-300 ans des relations sino-russe, sino-soviétique), Fuzhou, 1994

HUA QI YUN, *Zhong guo bian jian* (Les frontières de la Chine), Shang Hai, 1932

HUANG TONG QU, *Eguo Qin Hua Shidi To yu shi* (L'histoire de l'agression de la Russie contre la Chine), Hong Kong, 1953

Jin Dai Zhong Guo Shi Ke Cun Kan (La collection des matériaux historique sur l'histoire contemporaine de la Chine), sous la rédaction du SHEN YUN LONG, Taibei, 1968-1973

*Ping Ding Luo Cha Fan Lue (*Les plans stratégiques de « pacification » des russes), Pékin, 1830, Lithographie, Bibliothèque d'I.D.V. à Moscou

Ping Ding Hui Feng Fan Lue (Les plans stratégiques de pacification des révoltes musulmanes de la province du Yunnan), Pékin, 1896, Lithographie, Bibliothèque d'I.D.V. à Moscou

Qing Ding Ping Ding Hui Jiang Chao Jin Ni Yi Fan Lue (Confirmation impériale des plans stratégiques de pacification de Turkestan Oriental et extermination des descendants des rebelles), publié à Pékin, 18ème siècle.

Qing Ding Ping Ding Shan Gan Xin Jiang Hui Feng Fan Lue (Confirmation impériale des plans stratégiques de pacification des peuples musulmans des provinces de Shanxi, Gansu, et Xinjiang) publiée à Pékin en 1896

Qing Ding Ping Ding Zhun Ge Er Fan Lue (de 1772 pour la politique de « pacification » des djoungars), Lithographie, Bibliothèque, I.D.V. Moscou

LIU PEI HUA, *Jin dai Zhong guo jian shi* (Histoire concise de la Chine), Pékin, 1953

LIU YUAN TU, *Jiao Ci Zhong E Dong Duan Bian Ze Yan Jiu* (Les études de la première étape de la formation de la frontière sino-russe), Pékin, 1993

LING JUN, « 1924 Zhong Su Fujiao Shuping » (L'estimation du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union Soviétique et la Chine en 1924), Revue *Shijie Lishi*, n.1, 1990

LIU MING SHENG, MENG XIAN ZHANG, *Shiqi Shiji Sha E Qing lue Heilongjiang Liuyu* (Les chroniques de l'agression de la Russie tsariste dans le bassin de la rivière Amour en 17ème siècle), Beijing, 1989

LIU MING SHENG, MENG XIAN ZHANG, BU PING, *Shiqi Shiji Sha E Qing lue Heilongjiang Liuyu Shi Zi liao* (Les matériaux historiques sur l'agression de la Russie tsariste dans le bassin de la rivière Amour en 17ème siècle), Harbin, 1992

SU YANG CUN, *Zhong guo jin ze bian jian da shi kao* (Tendance générale du changement des frontières chinoises), Shang Hai, 1916

SUN SHI LI, YANG SHI, « Jian She Fa da de Bian Jian Jin Hai Shen de Li Shi Min Jian » (Les justifications historiques de la création de la province frontalière et littorale), Changchun, 1994, Revue *Donbei Jin Ji Kai Fa Zan Lue Yan Jiu*, 3ème Edition.

YAN DE YI, *Bian jian di li diao cha shi lu* (Les notes sur les études géographiques des régions frontalières), Shanghai, 1950

YANG ZHAO QUAN, *Sun Yu Mei Zhong Chao Bian Ze Shi* (L'histoire de la frontière sino-coréenne), Changchun, 1993

Yu Zhi Qing Ren Ping Ding Sha Mo Fan Lue (La confirmation impériale du plan strategique de pacification du désert de Gobi) de 1698, Edition lithographique, Bibliothèque I.D.V.

YU YUAN AN, *Trista let družby kitajskogo i sovetskogo narodov* (traduction de chinois de titre russe- (Les trois cent ans d'amitié des peuples chinois et russe), Pékin, 1957, p.11 Revue *Li shi yan jiu*

WU ZHEN CHEN, *Zapiski Ninguta* (Notes de Ninguta, Traduction faite par V.P.Vasil'ev en 1857), 17ème siècle, disponible à la bibliothèque d'I.D.V. à Moscou

ZHANG SU MIN, *Bian jian Wen Ti Yu Bian Jian Wen Shi* (Les problèmes frontaliers et les erreurs dans la délimitation frontalière), Taibei, 1957

ZHANG JIAN HUA, *Mao E Bian Jin Zhong Guo de Xin Xin Shi* (La nouvelle situation apres la confrontation entre Mao et la Russie), Taibei, 1973

ZHAO JI CHEN, *Wai Guo Lue Zhan Zhong Guo Ling Tu Dian Shi* (L'histoire concise des conquêtes du territoire de la Chine par les pays étrangers), Macao, 1971

Zhong Chao Bian Ze Yan Ge Ji Ze Wu Jiao She Shi Liao Hui Bian (La collection des matériaux historiques sur les négociations et la délimitation frontalière entre la Chine et Corée), Changchun, 1994

Zhong Guo Bian Jian Cun Shu (La collection des livres sur les frontières de la Chine), Taibei, 1969

Zhong Yin bian ze wen ti (Sur le problème sino-indien), Pekin, 1962

« Zhong Yin bian ze wen ti » (Sur le problème sino-indien), Revue *Bianzhen Yanjiu nianbao* (Annuaire de l'Institut d'étude de la politique frontalière), Taibei-Hong Kong, 1960

Bibliographie japonaise

DZIN'ITI Yano, *Mansyu koku rekisi* (Histoire du Man Zhou Guo), Tokyo, 1933

DZIN'ITI Yano, *Mansyu: Kindai si* (Histoire actuelle du Man zhou guo), Tokyo, 1941

EDZO Toyeda, *To. A seysaku to Mansyu* (La politique de la Russie en Asie de l'est et Mandchourie), Chan Chun, 1942,

IVAKITI Inaba, *Sintee dzensi* (L'histoire complète de l'Empire des Qing), Tokyo, 1914, vols.1-3

IVAKITI Inaba, *Mansyu: koku curon* (Etude générale de l'histoire de de Man Zhou Guo), Tokyo, 1935

KANDA Nobue, *Mambun ro:to Manzhoubidan*, (L'archive secrète de Mandchourie), Tokyo. 1955-1963. vols.1-5,

Tyu: so kokke:mondai sire:syu (Collection de matériaux sur les questions de frontière sino-sovietiques), preparé par *La société d'étude des problèmes des relations sino-soviétiques*, Tokyo, 1971, publié par l'édition du département de recherche du Ministère des Affaires Etrangères du Japon, La traduction du brochure est accessible à la bibliothèque d'I.D.V.

KEYSIRO Irei, *Tyugoku-no kokkye mondai-to Tyuso tairicu* (Les problèmes frontaliers de la Chine et les contradictions sino-soviétiques), Tokyo, 1964

KEYSIRO Irei, HIDENAGA M., *Tyuu. Goku-o meguru kokke funso* (Les conflits sur les frontières de la Chine), Tokyo, 1967

KEYSIRO Irei, *Sina hence-no eyro-no kakutiku* (La rivalité de la Grand Bretagne et la Russie dans les régions frontalières de la Chine), Tokyo, 1935

KINYITI Esida, *Rokoku-no Kekuto sinryaku-ni-kansuru tesase* (Recherches sur la question de l'agressivité russe en Extrême-Orient), Tokyo, 1933

KINYITI Esida, *Kindai Ro-sin tankei si* (Histoire des relations sino-russes à l'époque actuelle), Tokyo, 1974

MASAYESI Midzayaki, *Kindai Ro-Si kankei-no kenkyu-Enkokkuryu tihono bu 1922* (Etude des relations sino-russes à l'époque contemporaine à Priamurye), *Dairen* (nom japonais de la ville chinoise Da Lian), revue *Tesa hokoku*, n.17

MASAYESI Midzayaki, *Rosi kokke fusa-to Tosi oebi Mantecu-ni-oebosu eyke* (Le blocus de la frontière russo-chinoise et son influence sur K.V.Ž.D. et Û.M.Ž.D.), Dairen, 1929

MASAYESI Midzayaki, *Mansu-ni okeru Nihon-ko ho:ken* (Les droits du Japon sur la Mandchourie), Dairen, 1931, 2ème édition

SATO Siro, *Shen jin Ji lin Hei long jiang de chubiao zhu zhan ji yu tu* (Atlas commenté des combats de Mukden, Girin, Hei long jiang et autres lieux), Dairen, 1935

SATO Siro, *Da Qing li chao shi lu jin yng bian* (Notes véritables sur le gouvernement de tous les empereurs de la grande dynastie Qing, 1937, Tokyo. (Publication lithographique)

Tyu: so kokke:mondai sire:syu (Collection de matériaux sur les questions de frontière sino-soviétiques), préparé par *La société d'étude des problèmes des relations sino-soviétiques*, publié par l'édition du département de recherche du Ministère des Affaires Etrangères du Japon

TAKARU Nagosima, *Man-so kokke mondai tembo* (Examen des problèmes sur la frontière mandchoue soviétique), Dairen, 1937

TAKARU Nagosima, *Enkokuryu tiho oebi Enkai-syu gappai-ni kansuru rekisi kosatcu* (Etudes historiques de l'annexion de la région de l'Amour et de la côte pacifique), Dairen, 1934

YANO Dzinyiti, *Mansu koku rekysi* (L'histoire du Mandchoukuo), Tokyo, 1933, p. 171

Bibliographie occidentale

AN TAI SUNG, *The Sino-Soviet Territorial Dispute*, Philadelphia, 1973

BOUISSOU J.M., « Le Japon et la Chine: amour, haine et géostratégie », revue *Politique étrangère*, 1996

BOUISSOU J.M., *Seigneurs de guerre et officiers rouges : 1924-1927, la relatione chinoise*, Tours, 1974

BRAKEMAN L.F., *The Indian Foreign Policy: The Dilemmas of an Ideal*, *Fletcher school of law and Diplomacy*, 1963, Chapt.5: Indian Response to Chinese Border Incursions,

CARRY ALDER, *The Dervish of Windsor Castle. The Life of Arminius Vambery*, London, 1979

CARRY ALDER, *Beyond Bokhara. The life of William Moorcroft*, London, 1985

CAHEN G., *Histoire des relations de la Russie avec la Chine*, Paris, 1912, p. 29

CAHEN G., «China-USSR Boundary», *International Boundary Study*, State Dep., Washington,
14.02.1966

V.CHAN, Sino-*Russian Relations in the Seventeenth century*, Hague, 1966

CHANG CHI-JEN, The Minority Groups of Yunnan and Chinese Political Expansion into Southeast Asia, Michigan, 1956

CHEN AGNES FANG-CHIH, *Chinese frontier Diplomacy: Kyakhta boundaries treaties and agreements*, *The Yenching Journal of Social Studies*, N.Y., 1948, vol.2, pp.151-205

CHEN AGNES FANG-CHIH, *China's northern frontiers: historical background*, 1948, vol.4, pp.15-87

CHEN AGNES FANG-CHIH, *Chinese frontier diplomacy: the coming of the Russians and the Treaty of Nertchinsk*, 1949, vol.4, pp.99-149

CHEN AGNES FANG-CHIH, *Chinese frontier diplomacy: the eclipse of Manchuria*, 1950, vol.5, pp.69-141

CHIU Hungdah, *An analyis of the Sino-Japanese dispute over the T'iaoyutai islets, Senkaku gunto*, Baltimore, 1999

CORDIER H., *Le mémorandum de Zong Li* (*Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales 1860-1900),* Paris, 1902, p.189

COULTER E.M., *The Diplomacy of the Sino-Indian Border Dispute 1950-1962*, Virginia, 1965

DEREK W., *The Pundits: British Exploration of Tibet and Central Asia*, Lexington, Kentucky, 1990

DOUGLAS JACKSON W.A., *The Russo-Chinese Borderlands Zone of Peaceful Contact or Potential Conflict*, N.Y., 1968, 2d ed.

China-USSR Boundary, International Boundary Study, Washington, State Dep., 14.02.1966,

DOOLIN D.J., *Territorial Claims in the Sino-Soviet Conflict. Documents and analyses*, Stanford, 1965, 2d ed., 1973

FAIRBANK J.K., *The Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Mass, Cambridge, 1968

FAIRBANK J.K., TENG SU-YU, *On the Ch'ing Tributary System. Ch'ing Administration. Three Studies*, Cambridge, Mass, 1960, pp 107-218

FAIRBANK J.K., *Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Cambridge, Mass, 1968

FISHER M.W., ROSE L.E., HUTTENBACK R.A., *Himalayan Battleground: Sino-Indian Rivalry in Ladakh*, N.Y. 1963

FOUST C.M., Moscowite *and Mandarin: Russia's trade with China and its Setting 1727-1805*, Chapel Hill, 1969, pp.44-45

GINSBURG G., *The Damansky (Zhen bao dao) Island Incidents: A Study of Syntactic Patterns in Crisis Diplomacy*, Edwardsville, 1973

I.HSU G.J., *The Ili Crisis. A Study of Sino-Russian Diplomacy 1871-1881*, Oxford, 1965,

Du HALDE, *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de Chine et de Tartariechinoise*, Paris, 1735

HOPKIRK P., *The Graet Game: On the Secret Service in High Asia,* London, 1990

HOPKIRK P., *Trespassers on the Roof of The World. The Race for Lhasa*, London, 1982

LIN T.C., *The Amur frontier question between China and Russia 1850-1860*, 1934, *Pacific Historical Review*, vol.3, pp.1-27

HU LIANG CHEN, *Etude critique du problème des frontières sino-russes au Nord-Est de la Chine*, Paris, 1956.

HON E., *Nixon's Peking Trip - the road to China-Russian war*, San Francisco, 1972

LATTIMORE O., *Inner Asian Frontiers of China*, N.Y., 1940

LATTIMORE O., *The Mongols of Manchuria*, N.Y., 1934, p 225

LEE R.H.G., *The Manchurian Frontier in Ch'ing History,* Cambridge, Mass, 1970

LIN HSIENG TUNG, Border *Disputes between Imperial China and Tsarist Russia*, Claremont, 1967

LO SHU FU, *Documentary Chronicle of Sino-Western Relations 1644-1820*, Tucson, 1966, 2 vol.

De MAILLA, *Histoire générale de la Chine*, Paris, 1777-1785

MANCALL M., *China and Russia, Their Diplomatic Relations until 1728*, Cambridge, Mass, 1971

NYNT KHIM MAUNG, *The Burma-China Boundary since 1868*, London, 1960

OSBORN G.K., *Sino-Indian Border Conflicts: Historical Background and Recent Developments*, Stanford 1963,

OJHA I., *Chinese Foreing policy in the age of transition. The Diplomacy of Cultural Despair*, Boston, 1971, 2d.ed. Pp.49-50; 146-173

PAINE S.C. M., *Imperial Rivals: China, Russia, and Their Disputed Frontier, 1858-1924*, New York, 1996

PRESCOTT J., *Map of Mainland Asia by Treaty*, Melbourne University Press, 1975

QUESTED R.K.I., *The Expansion of Russia in East Asia 1857-1860*, Kuala Lumpur, 1968

ROSE L.E., *The role of Nepal and Tibet in Sino-Indian relations*, Berkeley, Cal., 1960

SHIH Chih-yu, "Defining Japan: the nationalist assumption in China's foreign policy", *International Jornal*, Toronto, 1995

SPENSE Janathan D., *The Search for Modern China*, New York, 1990

SRIVASTAVA H.P., *The Sino-Indian Boundary: a Study of Political Geography*, Florida, 1961

TICE R.D., *Geopolitics and the Ladakh Boundary*, St.Louis, 1965

VAN EKELEN W.F., *Indian Foreign Policy and the Border Dispute with China*, Utrecht, 1964

WATSON F., *The Frontiers of China*, N.Y.-Washington, 1966,

WILLS J.E., *Ch'ing relations with the Dutch. - «The Chinese World Order»*, p.253

WILLS J.E., *China's northern frontiers: historical background*, 1948, vol.4, pp.15-87

WILLS J.E., *Chinese frontier diplomacy: the coming of the Russians and the Treaty of Nertchinsk*, 1949, vol.4, pp.99-149

WILLS J.E., *Chinese frontier diplomacy: the eclipse of Manchuria*, 1950, vol.5, pp.69-141

WILLS J.E., *Studies in Frontiers History. Collected papers 1928-1958*, Paris, 1968, La Haye

WHITING Allen S., *China eyes Japan*, Berkrley, 1989

WOODMAN D., *The Making of Burma*, London, 1962

Partie II - la question territoriale, élément de légitimation du conflit idéologique sino-soviétique

Archives russes

R.G.A.S.P.I. *Rossijskij Gosudarstrtvennyj Arhiv Social'nyh Issledovanij* (Archive d'Etat des recherches sociales et politiques), Fonds 514, Inventaire 1, document 19, lettres 11-12

Archive M.O. *Ministerstvo Oborony* (Ministère de la défense), 1927, Inventaire 18 763, dossier 1, lettre 8

Archive M.O., 1928, Inventaire 18 796, dossier 10, lettre 181

Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 4, lettre 321

Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 5, lettre 279

Archive M.O., 1928, Inventaire 68, dossier 5, lettre 1

R.G.V.A., Fonds n°25895, op 1, doc 879, classeur 139

R.G.V.A., Fonds n°25895, op 1, doc 879, classeur 139

R.G.V.A. *Rossijskij Gosudarstvennij Voennyj Arhiv* (Archive militaire de l'Etat russe), Fonds 38447, Inventaire 1, dossier 5, lettre15.

R.G.V.A. *Rossijskij Gosudarstvennij Voennyj Arhiv* (Archive militaire de l'Etat russe), Fonds 38447, Inventaire 1, dossier 5, lettre15

A.P.R.F. *Arhiv Prezedenta Rossijskoij Federacii* (Archives du Président de la Fédération de Russie), Fonds 39, Inventaire 1, dossier 31, lettres 40-42

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 68

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 329, Lettre 83-84

A.P.R.F., Fonds 39, Inventaire 1, dossier 31, lettres : 28-29, 89-90

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 11

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettres : 13-14

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 29

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 329, lettre 38

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 328, lettres : 11-50

A.P.R.F., Fonds 45, Inventaire 1, dossier 328, lettre 34, 139-140

A.V.P. M.I.D. *Arhiv Vnešnej Politiki* (Archives de politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 46, dossier 13

A.V.P. M.I.D. (Archive de la politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 46, dossier 12

A.V.P. M.I.D. (Archives de politique étrangère), Fonds 0100, Inventaire 52, dossier 10, cahier 443, lettres 232-240

A.V.P. M.I.D. (Archives de politique étrangère) Fonds 0100, Inventaire 40, dossier 248

A.V.P. M.I.D.., Fonds 0100, Inventaire 46, Dossier l3, Lettre 40

C.A. F.S.B. R.F. *Central'nyj Arhiv F.S.B.,* Fonds : 1924-1939. (*Liternye dela*)

U.R.A.F. *Upravlenie registracii administrativnh fondov F.S.B.* (Département des Fonds administratives de F.S.B.)

Bibliographie russe

ALEXANDROV M., *Vnešnepolitičeskaâ doktrina Stalina*, (Doctrine de politique étrangère de Staline), Moscou, 1999

BLAGODATOV A.V., *Zapiski o kitajskoj revolucii 1925-1927* (Notes sur la révolution chinoise), Moscou, Наука, 1979, p.186

BORISOV O., *S.S.S.R i Man'čžurskaâ revolucionnaâ baza* (L'U.R.S.S. et la base révolutionnaire de Mandchourie), Moscou, 1975

BRAUN O., *Kitajskie zapiski (1932-1939)* (Les notes chinoises), Moscou, 1974, Traduction de V.A.Žavoronkov

BUŠKOV V., *Lavrentij Beriâ-Poslednij rycar' Stalina* (Lavrentij Beria-Dernier chevalier du Staline), Moscou, 2005

WANG MING, *Polveka K.P.K. i predatel'stvo Mao Ze Duna* (Cinquante ans de parti communiste chinois et la trahison de Mao Tsé-toung), Moscou, 1975

VARTANOV V.N., *Operaciâ « Z ». Sovetskie dobrovol'cy v antiâponskoj vojne kitajskogo naroda 30-40 gody*, (La mission « Z ». Les volontaires soviétiques dans la guerre anti-japonaise en 1930-40) Moscou, 1992, pp. 36-48, 96-120

VOSKRESENSKIJ D., USOV V., *The Book of Palaces Intrigues. Chinese Eunuchs are in power*, Moscow, 2002

VEREŜAGIN B., *V starom i novom Kitae. Iz vospominanij diplomata,* (Dans l'ancienne et la nouvelle Chine. Mémoires d'un diplomate soviétique), Moscou,1998

VIŠNÂKOVA-AKIMOVA V.V., *Dva goda v vosstavšem Kitae 1925-1927* (Deux ans dans la Chine en révolte), Mémoires, Moscou, Nauka, 1965, p.351

V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae (Le parti communiste des bol'ševik russes, le Komintern et le mouvement révolutionnaire et national en Chine), Documents, sous la rédaction M.L.Titarenko (Directeur de l'Institut National de l'Extrême Orient de Moscou) et Guo Heng Yu, Moscou, 1994, vol.1 (1920-1925), doc. N°24, 25, 27, 36, 39, 43

V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae, vol, doc. n° :26,37,38,39,40,45,47,48,51

V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae, vol, doc. n°:25,27,36,39,43,50,51

V.K.P.B, Komintern i nacional'no-revolucionnoe dviženie v Kitae, vol.1, p.170, doc. N°55

V.K.P.B., Komintern i Nacional'no-revolûcionnoe dviženie v Kitae (V.K.P.B., Komintern et mouvement national et révolutionnaire en Chine) Sous la direction de Titarenko. Documents, 2 volumes (1vol. 1920-1925, 2vol. 1926-1927), Moscou, 1999

VLADIMIROV O., *Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ v sorokovyh-semidesâtyg godah* (Les relations sino-soviétiques dans les années 1940-80), Moscou, 1984

VLADIMIROV P.P., *Osobij rajon Kiaâ 1942-1945* (Les régions spéciales de la Chine, 1942-1945), Moscou, 1973

Vozniknovenie i razvitie raznoglasij mejdu K.P.S.S. i nami (Apparition et développement des contradictions entre le P.C.U.S. et nous), Pékin, 1963, (en russe)

Vystupleniâ Mao Cze Duna ranee ne opublikovavšiesâ v otkrytoj pečati. Vystuplenie Mao na rasširennom rabočem soveŝanii Central'nogo Komiteta 30 ânvarâ 1962 (Les discours de Mao que n'étaient pas publié dans la presse ouverte. Le discours de Mao sur la conférence du C.C. P.C.C. du 30 janvier 1962), Moscou, 1971, pp. 4 -29

GALENOVIČ Û., *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20ème siècle : la frontière, Moscou, 2001

GALENOVIČ Û., *Moskva-Pekin, Moskva-Tajbej* (Moscou- Pékin, Moscou-Taibei), Moscou, 2003

GARUŠANC Û.M., *Bor'ba kitajskih marksistov za sozdanie Kommunistiĉeskoj partii Kitaâ* (Le combat des marxistes chinois pour la création du P.C.C), revue *Narody Azii i Afriki* , Moscou, 1961, n°3, pp. 94-95

GORBATCHEV M., *Žizn' i reformy* (La vie et les réformes), Moscou, 1995, pp.439-440

GLUNIN V.I., *Kommunistiĉeskaâ pqrtiâ Kitaâ nakanune i v period nacional'noj revolucii 1925-1927* (Le parti communiste chinois à la veille et Pendant la révolution nationale de 1925-1927), vol. n°1 (période 1920-1925), Moscou, 1975, pp.47-61

GRIGOR'EVA E.A., KOSTIKOV E.D., *Spekulâcii maoistov ponâtiem « neravnopravnyj dogovor »* (Les spéculations des maoïstes sur le terme de « traité injuste »), Moscou, 1975, revue *Problemy Dal'nego Vostoka*, n. 1

Deklaraciâ predstavitelej kommunističeskih i rabočih partij socialističeskih stran. Manifest Mira (Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes à Moscou 14-16 novembre 1957. Manifeste pour la paix), Moscou, 1957

Dokumenty vnešnej politiki S.S.S.R. (Documents de politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1957, vol.3, pp.213-216

Dokumenty vnešnej politiki S.S.S.R. (Documents de politique étrangère de l'U.R.S.S.), Moscou, 1959

DROZDOV Û., *Vospominaniâ načal'nika nelegal'noj razvedki* (Mémoires du chef du renseignement clandestin), Moscou, 1999

ŽUKOV Victor, *Kitajskij militarizm 1910-1920* (Le militarisme chinois des années 1910-1920), Moscou, 1988

ZHOU EN LAI, *Otčetnyj doklad na 10 Vsekitajskom s'ezde Kommunističeskoj partii Kitaâ (24 avgusta 1973). X Vsekitajskij s'ezd s'ezde Kommunističeskoj partii Kitaâ, Dokumenty* (Le rapport prononcé sur le 10ème congrès du parti communiste de la Chine), Documents, Pékin, 1973, pp.1-43 (en russe)

KAPICA, *Na raznyh paralelâh. Zapiski diplomata* (Sous différentes longitudes. Notes d'un diplomate), Moscou, 1996

KARTUNOVA A.I., *Politika Moskvy v nacional'nom-revolucionnom dviženii v Kitae : voennyj aspekt (1923-1927)* (La politique de Moscou dans le mouvement national et révolutionnaire en Chine : aspect militaire, 1923-1927), Moscou, 2001

KARPOV V., *Generalisimus*, (Généralissime), Moscou, 2003

KOŽINOV V., *Rossiâ v 20 veke*, (La Russie au 20ème siècle), Moscou, 2000

Komintern. Kratkij istoriĉeskij oĉerk (Le Komintern. Abrégé historique), Moscou, 1969

Kommunistiĉeskij internacional i kitajskaâ revoluciâ, documents et matériaux, sous la rédaction de M.L.Titarenko, Moscou, 1986, pp.6-11(document 6), pp.11-14 (doc.2), pp.26-37 (doc.9), p.14 ;

Kommunističeskaâ Partiâ Kitaâ. Istoriâ i sovremennye problemy (Parti communiste chinois et problèmes actuels), Moscou, 2001, I.D.V. Travail collectif

Kratkaâ istoriâ K.P.K. (Brève histoire du P.C.C.1921-1991), Pékin, 1993, (en russe)

Komintern i vostok (Le Komintern et l'Orient), Moscou, 1969

KRIVOŠEEV G., KREMLEV S., *Rossiâ i Germaniâ: Napst'! Novyj vzglâd na staruû vojnu* (La Russie et l'Allemagne : Attaque ! Un nouveau regard sur la vieille guerre), Moscou 2002

KULIK B.T., *Sovetsko-Kiatajskij raskol : Pričiny i posledstviâ* (La rupture sino-soviétique. Causes et conséquences), Moscou, IDV, 2000, p.92

LEDOVSKIJ A.M., *Zapiski diplomata* (Les notes du diplomate), Moscou, 1991, P.D.V., N.1.

LEDOVSKIJ A.M., *Kitajskaâ politika S.Š.A. i sovetskaâ diplomatiâ* (La politique chinoise des Etats-Unis et la diplomatie soviétique), Moscou, 1985, pp.89-108

LEDOVSKIJ A.M., *S.S.S.R. i Staline v sudbah Kitaâ. Dokumenty i svedetel'stva učastnika sobytij. 1937-1952* (L'U.R.S.S. et Staline dans les destins de la Chine. Documents et témoignages d'un participant aux événements de 1937-1952), Moscou, 1999

LEDOVSKIJ A.M., *Stenogrammy peregovorov I.V.Stalina s Čžou En'laem v avguste-sentâbre 1952* (Notes sur les négociations entre I.V. Staline et Zhou En Lai en août-septembre 1952), Moscou, 1997

LEDOVSKIJ A.M., *Peregovory I.V.Stalina s Mao Dze Dunom v dekabre 1949-fevrale 1950 goda. Novye arhivnye dokumenty* (Les négociations entre I.V.Staline et Mao Ze Dong en décembre 1949 - février 1950. Les documents nouveaux d'archive), Moscou, 1997

LENINE V., *Polnoe Sobranie Sočinenie* (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), Moscou, vol.35, p.20

LENINE V., *Polnoe Sobranie Sočinenie* (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), vol. 41, Moscou, 1963, p.234

LENINE V., *Detskaâ bolezn' levezny v kommunizme*, *Polnoe Sobranie Sočinenie* (La maladie infantile du communisme) (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), Moscou, 1963

LENINE V., *Gosudarstvo i revoluciâ* (L'Etat et la Révolution), *Polnoe Sobranie Sočinenie* (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), Moscou, 1977

LENINE V., *X s''ezd R.K.P. (b). Doklad o zamene razverstki natural'nym nalogom (15 marta 1921*), *Polnoe Sobranie Sočinenie* (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), vol. 43, pp. 57-73

LENINE V., *Polnoe Sobranie Sočinenie* (P.S.S.), (Oeuvres complètes de Lénine), Moscou, Vol. 41, p.101

Lénine i nacional'no osvoboditel'noe dviženie v stranah vostoka (Lénine et les mouvements de libération nationale dans les pays d'Orient), Moscou, 1970

V.I.Lenine i Kommunistiĉeskij internacional (V.I.Lénine et le Komintern), Moscou, 1970

LIU SHAO QI, *Reč' na sobranii obŝestvennosti Pekina, posvâŝennom 40-oj godovŝine Velikoj Oktâbr'skoj socialistiĉeskoj Revolûcii 6 noâbrâ 1957* (Discours sur la réunion des habitants de Pékin à l'occasion du 40ème anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre), p. 372

MAKAROV S., *Vojna i my ; stat'i napisannye V. Bogomolov*, (La guerre et nous ; Articles écrits par V. BOGOMOLOV), Moscou, 2001

MAMAEVA N., *Komintern i Gomindan* (Komintern et Kuomintang), Moscou, 1999

MAO ZE DONG, *Discours à la conférence à Qin Dao des 17 et 18 juillet 1957. Discours non-publiés de Mao*, Moscou, 1970, deuxième édition, pp. 32-41[ouvrage disponible à la bibliothèque de l'I.D.V.]

MIROVICKAÂ R., *Straegiâ Gomindana v Sovetskom Sûze 1920-1930* (La stratégie du Kuomintang en Union Soviétique des années 1920-1930), Moscou, 1990

MIROVICKAIA R.A., *The First Decade, in The Leninist Policy of the USSR with Regard to China*, Moscow, 1968

MUHIN Û., *Ubijstvo Stalina i Beria*, (L'assassinat de Staline et Béria), Moscou 2001

Nacional'noe osvoboždenie v stranah Vostoka (La libération nationale dans les pays d'Orient), Moscou, 1970

Otkrytoe pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza partijnym organizaciâm, vsem kommunistam Sovetskogo Soûza (Lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. aux cellules du parti et à tous les communistes de l'Union Soviétique), Moscou, 1963

PANCOV Alexandre, *Sekretnaâ Istoriâ sovetsko-kitajskih otnošenij* (L'histoire secrète des relations sino-soviétiques), Moscou, 2001

Pograničnĭe vojska v gody Velikoj Otečestvennoj Vojny 1941-1945 (Les régiments de gardes frontières pendant deuxième guerre mondiale), Collection de documents, Moscou, 1968, pp.616-618, 622-624

PRIMAKOV V.M., *Notes of a Volunteer; the civil war in China*, Moscow, 1967

PYHALOV I., *Beriâ i čistka v N.K.V.D.* (Beria et la purge du N.K.V.D.), Moscou, 1999

Repliki vo vremâ doklada rukovodâšej gruppy Gosplana o tret'em pâtiletnem plane (Les répliques de Mao faites Pendant le rapport officiel sur le troisième plan quinquennal du Gosplan chinois du 11 mai 1964), Les œuvres, Pékin, 1977 (en russe) [bibliothèque d'I.D.V.]

Rossiâ i S.S.S.R v vojnah 20 veka. Poteri i statistika, (La Russie et l'U.R.S.S. dans les guerres du 20ème siècle. Pertes et statistiques), Moscou, 2001

Rossiâ (S.S.S.R.) v lokal'nyh vojnah i konfliktah vtoroj poloviny 20 veka (L'armée soviétique dans les conflits locaux), Moscou, 2000, Edition du Ministère de la défense russe, sous la rédaction du major-général V.A.ZOLOTAREV

Sovetsko-Kitajskie otnošeniâ. 1917-1957 (Les relations sino-soviétiques. 1917-1957), Collection des documents, Moscou, 1959, p.52

SORKIN G.V., *Pervij s''ezd narodov vostoka* (Le premier congrès des peuples de l'Orient), Moscou, 1961 ; The Communist International. 1919-1943. Documents. Vol.2. P.247

Sovety v Kitae (Les soviétiques en Chine), Moscou, 1933, éditions du Komintern, p. 4

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.7, pp.293-294

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol. 7, p.363

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.7, p.358.

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.8, p.166

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.9, p.226

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.10, pp.32-33

STALINE I., *Sobranie Sočinenij*, (Oeuvres), Moscou, 1946, vol.10, pp.28-29

SUSLOV M.A., *O bor'be K.P.S.S. za spločennost' meždunarodnogo kommunističeskogo dviženiâ. Doklad na plenume C.K. K.P.S.S. 14 fevralâ 1964. Za spločennost' meždunarodnogo kommunističeskogo dviženiâ : Dokumenty i materialy* (La lutte de

P.C.U.S. pour l'unité dans le mouvement communiste international. Rapport pour le plénum de C.C. P.C.U.S. 14 février 1964. Documents et matériaux), Moscou, 1964, pp. 159-260

USOV V.N., *Sovetskaâ razvedka v Kitae. 20-e gody 20 veka* (Le renseignement soviétique en Chine. Années 20), Moscou, 2002

USOV V., *Internacional'naâ pomoŝ S.S.S.R. v podgotovke revolûcionnyh kadrov kitajskoj kompartii v 20-30 godah* (L'aide internationale de l'U.R.S.S. dans la préparation des cadres révolutionnaires du parti communiste chinois dans les années 20-30), P.D.V. 1987. n°5.

USOV V., *From "Great leap forward" to "cultural revolution" (1960-1966)*, Moscow, Russian academy of sciences Institute for Far Eastern Studies, (1998), Part 1, Part 2

USOV V., *Eunuchs in China*, Moscow, 2000

USOV V., *Last Emperor of China Pu Yi (1906-1967)*, Moscow, 2002

USOV V., *PRC: from "cultural revolution" to the reform and opening-up (1975-1984)*, Moscow, 2003, Russian academy of sciences Institute for Far Eastern Studies

FEDORENKO N.T., *Stalin i Mao Dzedun* (Staline et Mao Tsé-toung), revue *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, 1992, n°5-6

KHROUCHTCHEV N., *O kul'te ličnosti i ego posledstviâh. Doklad XX s''ezdu ommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza 25 fevralâ 1956 goda* (A propos du culte de la personnalité de Staline. Rapport au 20ème congrès du P.C.U.S.)

KHROUCHTCHEV N., *Otčetnyj doklad Central'nogo Komiteta Kommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza XX s''ezdu partii 14-23 fevralâ 1956* (Rapport du Comité Central de P.C.U.S. au 20ème congrès), Moscou, 1956

KHROUCHTCHEV N., *Vospominaniâ* (Mémoires), Moscou, 1997, page 331

KHROUCHTCHEV N., *Vospominaniâ* (Mémoires), Moscou, 1997, pages 334-335

ČEREPANOV A.I., *Severnij pohod nacional'no-revolucionnoj armii Kitaâ* (La campagne du nord de l'armée national-révolutionnaire), Moscou, Наука, 1968, pp.222-223

ČUJKOV I., *Mission to China. Memoirs of a Military Advisor to Chiang Kaishek*, EastBridge, 2004

ŜEVELEV K.V., *Iz istorii obrazovaniâ Kommunistiĉeskoj partii Kitaâ* (L'histoire de la création du P.C.C), Moscou, 1976

ÛRKEVIČ A.G., *Voennaâ škola Huanpu i kitajskaâ revolûcâ* (Ecole militaire Huang Pu et révolution chinoise), 1985, P.D.V. n.4

ÛRKEVIČ A.G., *Sovetskaâ voennaâ politika v Kitae i dva podhoda k stroitel'stvu armii Gomin'dana* (Politique militaire soviétique en Chine et deux attitudes différentes dans la construction de l'armée du Kuomintang), Moscou, 2003

ÂKOVLEV A., *Sumerki* (Crépuscule), Moscou, 2003

Documents

Borotsâ za mobilizaciû vseh sil dlâ prevraŝeniâ našej strany v velikoe socialističeskoe gosudarstvo. Tezisy dlâ izučeniâ i propagandy general'noj linii partii v perehodnyj period (Mobiliser toutes les forces pour transformer notre pays en grande puissance socialiste) Moscou, 1954 [la brochure est disponible dans le bibliothèque d'I.D.V.]

Vizit M.S.Gorbačeva v Kitajskujû Narodnuû Respubliku, Dokumenty i Materialy (Visite de Gorbatchev en République Populaire de Chine– Documents et Matériaux), Moscou, 1989

Vizit General'nogo sekretarâ Central'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii V'etnama Nguen Van Lin V Sovetskij Soûz Dokumenty i Materialy (La visite du secrétaire général du comité central du parti communiste vietnamien (P.C.V.), Ngen Van Lin en Union Soviétique, 17-22 mai 1987, Documents et Matériaux), Moscou, 1987

Vystupleniâ Mao Cze Duna ranee ne opublikovavšiesâ v otkrytoj pečati. Vystuplenie Mao na rasširennom rabočem soveŝanii Central'nogo Komiteta 30 ânvarâ 1962 (Les discours de Mao que n'étaient pas publié dans la presse ouverte. Le discours de Mao sur la conférence du C.C. P.C.C. du 30 janvier 1962), Moscou, 1971, pp. 4 -29

Deklaraciâ kitajskogo pravitel'stva, La déclaration du gouvernement chinois du 15 août 1963. La réponse sur la déclaration du gouvernement soviétique faite le 3 août 1963, Pékin, 1963,10-34 (en russe) [la bibliothèque d'I.D.V.]

Deklaraciâ sovetskogo pravitel'stva, La déclaration du gouvernement soviétique du 21 août 1963, Moscou, 1963 [la bibliothèque d'I.D.V.]

Deklaraciâ kitajskogo pravitel'stva, La déclaration du gouvernement chinois du 15 août 1963. La réponse sur la déclaration du gouvernement soviétique faite le 3 août 1963, Pékin, 1963, pp 10-34 (en russe) [la bibliothèque d'I.D.V.]

Eshe raz ob istoričeskom opyte diktatury proletariata (Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat), Pékin, 1960, pp. 22-68, (en russe)

Zapiska A.I.Mikoyana v Prezidium C.K. K.P.S.S. o poezdke v Kitaj v ânvare-fevrale 1949 (Note de A.I.Mikoyan adressée au C.C du P.C.U.S sur son voyage en Chine, janvier - février 1949) A.P.R.F.

Les matériaux de 8ème congrès de P.C.C. 15-27 septembre 1956 (en russe), Moscou, 1956, pp. 482-483

Materialy o poezdki M.S.Gorbačeva v Krasnoârskij Kraj 12-16 septembre 1988 (Matériaux sur la visite de Gorbatchev dans la région de Krasnoïarsk. 12-16 septembre 1988), Moscou, 1988

Materialy 19 Konferencii K.P.S.S. (Matériaux de la 19ème conférence du P.C.U.S), Moscou, 1988

Otpoved' razglagolstvovaniâm novogo rukovodstva K.P.S.S. o « edinstve dejstvij » (Le refus d'accepter la démagogie des nouveaux dirigeants du P.C.U.S. sur « l'unité des actions »), Pékin, 1965 (en russe)

Pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza Central'nomu Komitetu Kommunističeskoj partii Kitaâ ot 24 fevralâ 1966. Otvetnoe pis'mo Central'nogo Komiteta K.P.K., napravlennoe 22 marta 1966 Central'nomu Komitetu K.P.S.S. (Lettre du comité central du P.C.U.S. au comité central du P.C.C. envoyée le 24 février 1966, Bibliothèque d'I.D.V.)

Pis'mo Centra'nogo Komiteta Kommunističeskoj partii Sovetskogo Soûza Central'nomu Komitetu Kommunističeskoj partii Kitaâ ot 29 noâbrâ 1963. Perepiska meždu C.K. K.P.K. i C.K. K.P.S.S. Sem' pisem (Lettre du comité central du P.C.U.S. au comité central du P.C.C. le 29 novembre 1963. Sept lettres), Pékin, 1963, pp. 57-71, (en russe)

Périodiques russes

Azia I Afrika segodnâ, 1967, n.7

Alurskaâ Pravda, Collection 1992-1999

Vestnik Moskovskogo Universiteta

Voenno-Istoričeskij žurnal

Voprosy Novoj I Novejšej Istorii

Vostok

Gosudarstvo i pravo, 1973, n.9

Dal'nij Vostok, Collection 1992-1999

Dal'nevostočnye Izvestiâ, Collection 1992-1999

Dal'nevostočnye Novosti, Collection 1992-1999

Zavtra, 1.02.2004

Zolotoj Rog, Collection 1993-2001

Izvestia C.K. K.P.S.S., 1989, n°3, pp.128-170

Izvestiâ, 26 août 1919 (La collection est disponible à la bibliothèque de l'Etat à Moscou)

Istoriâ SSSR, 1973, n.2

*Kommunis*t, 1967, n.7

Krasnaâ Zvezda (Etoile rouge), 23.06.1998

Krasnoe Znamâ

Meždunarodnaâ zizn', 1972, n.6

Mirovaâ Ekonomika i meždunarodnye otnošeniâ

Nezavisima Gazeta, 05.03. 1999

Novoe Vrema, 1972, n.5

Novaâ i novejšaâ istoriâ, 1975 n.3

Otečestvennaâ Istoriâ

Otečestvennye Arhivy

Pravda, 15.03.1925

Pravda, 09.09.59

Pravda, 2 septembre 1964

Pravda, 27.07 86

Pravda, 02.09.1964

Problemy Dal'nego Vostoka, 1974 n.2

Problemy Dal'nego Vostoka (le revue « Problèmes d'Extrême-Orient » est publiée par l'institut de l'Extrême-Orient à Moscou), 1990, n 6, pp. 105-107, voir : « Les mémoires de Khrouchtchev »

Rodina

Sibirskaâ Gazeta, Collection 1994-2004

Sovetskaâ Rossiâ (La Russie soviétique), 6.11.1997

Sovetskij Sahalin, Collection 1991-2004

Strany Dal'nego Vostoka I Ûgo-Vostočnoj Azii, 1969,

Bibliographie en Chinois

CAI HE SEN, *Zhong Guo Guo ji Di Wel Yu Zhengren Suweiai Eluosi* (La position internationale de la Chine et reconaissance par l'Union Sovietique), Revue *Xiandao Zhoubao*, n.2, 1922

CAO XI ZHEN, *Zhon Su Wai Jiao Shi* (L'histoire diplomatique des relations sino-sovietiques), Beijing, 1951

CHEN ZHI BIN, SUN XIAO, *Bing Dian Xia Di Dui zhi : 1962-1969 Zhong Su Bian Jie Zhi Zhan Shi Lu* (Les chroniques des incidents frontaliers sino-sovietiques, 1962-1969), Beijing, 1992

CHEN XI TONG, *Rapport sur l'arrêt des désordres et pacification de l'émeute contre-révolutionnaire*, *Renmin Ribao*, 07.07.89

DENG XIAO PING, *Textes choisis* (En français. Traduit par le Bureau de compilation et traduction des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline près le Comité centrale de Parti communiste chinois), Beijing, 1985-1994, En trois volumes : Premier volume (1938-1965), Deuxième volume (1975-1982), Troisième volume (1982-1992)

DENG XIAO PING, *A propos des changements dans les statuts du Parti*. Rapport au 8ème congrès du P.C.C. le 16 septembre 1956, Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956

DENG XIAOPING, *La situation actuelle et nos tâches*, Pékin, *Renmin Ribao*, 16.01.80

DENG XIAO PING, *Mettre le point sur le passé et ouvre les portes à l'avenir (16 mai 1989)*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *Tenir haut le drapeau de combat contre la libéralisation bourgeoise*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *Abolir les obstacles, mener la politique de réformes et élargir les contacts avec le monde entier*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *Une intervention au cours de la rencontre avec les régiments ayant participé à la pacification de la capitale*, Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *La politique stable de réformes et l'ouverture promettent à la Chine de grandes perspectives (04.09.89*), Œuvres 1975-1982, Pékin, 1985.

DENG XIAO PING, *Suivre le socialisme et prévenir son évolution (23.11.89)*, Les Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *Nous sommes sûrs que la situation en Chine va encore mieux (16.09.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAO PING, *Les tâches les plus urgentes pour les dirigeants de la troisième génération (16.06.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992

DENG XIAOPING, *Intervention lors de la rencontre avec les participants de la conférence élargie du Conseil Militaire Central du P.C.C. (12.11.1989),* Œuvres complètes, Pékin, 1992.

DENG XIAOPING, *Discours pendant le voyage à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai, Shanghai*, Pékin, 1989.

DENG XIAOPING, *Nous sommes sûrs que la Chine va bien (16.09.89)*, Œuvres complètes, Pékin, 1992

Fei E Bianjie Tanpan yu Mao gong Yangkuang Zuo tai (Les négociations frontalières des communistes chinois et la position du parti communiste de Mao), Taibei, 1970

Fei E Zheng Zhi Yuanshi Zi liao Hui Bian (Cllection des matériaux authentiques concernant le conflit sino-soviétique), Taibei, 1964

GU YUN, *Zong Guo Jindaishi Shande Bupingdeng Tiaoyue* (Les accords inégaux dans l'histoire contemporaine de la Chine), Beijing, 1973

LÜ DE XI, *Su e gong chan guo ji lian he Wu Pei Fu zhen ce de fa sheng he fa zhan* (Naissance et développement de l'union entre la Russie Soviétique, le Komintern et Wu Pei Fu), Pékin, l'édition Jin dai shi yan jiu, 1986, N°.4

LÜ XIN HAN, LI SHI SHENG, LI QUN CHAO, CHEN DU YI, ZHANG ZI LIANG, *GuoJi Gunxi de Li Shi (1945-1980)* (L'histoire des relation internationales), Pékin, 1980

MAO ZE DONG, *Oeuvres choisies*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1966, en 5 volumes, en russe

MAO ZEDONG, *Discours d'ouverture du 8ème congrès du P.C.C. (15 septembre 1956*), Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956, en russe

MAO ZEDONG, Discours de clôture du 2ème plénum (8ème convocation) du Comité Central de P.C.C. (15 novembre 1956), Pékin, 1957, pp. 100-114, en russe

MAO ZEDONG, *Discours à la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou (14 novembre 1957*), Pékin, 1957, pp. 78-81, en russe

MAO TSEU TONG, *Oeuvres choisies*, Paris, 1959, Editions sociales, Traduit par René L'Hermitte

MAO TSE TUNG, *Selected works*, Beijing, 1964-1977, Foreign Languages Press

MAO ZE DONG, *Intervention sur la conférence à Hang Zhou (3-4 janvier 1958*), Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 102-114, en russe

MAO ZE DONG, *Les répliques sur la conférence à Cheng Du (mars 1958),* Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 196-222, en russe

MAO ZE DONG, *Sur dix corrélations principales (25 avril 1956),* Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 66-68, en russe

MAO ZE DONG, *Les notes sur le manuel « Economie politique » (1960)*, Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp.172-265, en russe

MAO ZE DONG, *Le discours sur la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou (14 novembre 1957*), Les œuvres complètes, Pékin, 1977, pp. 78-81, en russe

HU YAO BANG, *12ème congrès du P.C.C.*, Pékin, 1982, en russe

Zhan hou Zhong Su guanxi zou xiang (1945-1960) (Les tendances du développement des relations sino-soviétiques après la deuxième guerre mondiale (1945-1960), Pékin, 1997, Collections des articles.

ZHAO ZI YANG, *Rapport sur le travail du gouvernement du 15 mars 1987*, *Renmin Ribao*, 13.04.1987

ZHENG YING XIA, *Guan yu dang nei he zuo wen ti tan tao* (Sur la question de la coloration à l'intérieur du parti [Kuomintang]), Pékin, Jin dai shi yan jiu, 1984, n°1, pp.56-73

Documents

Matériaux du 8ème congrès du P.C.C. (15-17 septembre 1956), Pékin, 1956

Périodiques

Guan min ri bao, Pékin, 04.08.1976

Guangmin ribao, Pékin, 22.12.1961

Hong Qi (Drapeau rouge)

Lishi Yanjiu, (Recherches historiques), 1974, n.1, p.s : 114, 119-120

Li shi yan jiu, Pékin, 1975, revue, n.2, p. 99

Li shi yan jiu, Pékin, 1975, revue, n.4, p.s : 105-106

Li shi yan jiu, Pékin, 1975, revues : n.2, p.s 113, 124-130 ; n.3, p.s 110-119 ; n.4, p.s 105-116, 117-129 ; n.5, p.s 86-94

Ren Min Ribao (Revue populaire), 30.06.1961

Renmin Ribao, 1969.09.10, Pékin, Publié comme brochure début 1974

Renmin Ribao, 18.11.1982

Renmin Ribao, 14.03.1985

Renmin Ribao, 28.01.1987

Renmin Ribao, 04.04.1988

Renmin Ribao, 05.07.1989

Renmin Ribao, 23.06.1989

Shijie Lishi, n.1, 1990

Wenti yu Yanjiu

Wen hua bao, Pékin, 02.08., 1962

Wen Wu, Pékin, 1975, n.2,

Xiandao Zhoubao, n.2, 1922

Xinjian she, Pékin, 1962, revue, n.1

Xinhua, 15.03.1985

Zhong Guo Qin nian bao (Jeunesse de Chine), 15.09.1956

Bibliographie occidentale

ANDRIEU J., « Psychologie de Mao-Tseu-toung, Lecture critique par Jacques Seurre », *Perspectives chinoises n* 79, septembre - octobre 2003, p.88

BIANCO L., *Origins of the Chinese Revolution, 1915-1949*, Stanford, Calif.: Stanford University Press, 1971

BAUM RICHARD, *Burying Mao: Chinese Politics in the Age of Deng Xiaoping*, Princeton: Princeton University Press, 1994

BOYLE J.H., *China and Japan at War, 1937-1945; the Politics of Collaboration*, Stanford, Calif.: Stanford University Press, 1972

BRANDT C., *Stalin's Failure in China. 1924-1927*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958. P.78-80.

COLAS D., *Le léninisme : philosophie et sociologie politique du léninisme*, Presses Universitaires de France, 1982

COLAS D., *Lénine et léninisme*, Presses Universitaires de France, 1987

COLAS D., *La pensée politique*, Paris, Larousse, 1992

COLAS D., *Le léninisme*, Presses Universitaires de France, 1998

COLAS D., *Sociologie politique*, Paris, PUF, 2002

CHANG Sidney H, MYERS Ramon H., *The Storm Clouds Clear Over China, he Memoirs of Ch'en Li-fu, 1900-1993*, Stanford, 1994

CHEN Joseph, *The May Fourth Movement in Shanghai: The Making of a Social Movement in Modern China*, Leiden, 1971

CH'EN Kung-Po*, The Communist Movement in China. An Essay Written in 1924*, N.Y., 1966

DEGRAS JANE, *The Communist International, 1919-1943*, Documents, 3 Vols, London, Oxford University, 1956

DIRLIK A., *The Origins of Chinese Communism*, New York: Oxford University Press, 1989

DOMENACH, GODEMENT, *Communismes d'Asie : mort ou métamorphose ?* , CERI, 1994

F.R.U.S. (Foreign Relations of the United States), Washington, 1972, “1949 China”, vol.8, pp.25, 47

FURUYA K., *Chiang Kai-shek: His Life and Times*, New York, St. John's University, 1981, P.195

GALBIATI F., *P'eng P'ai and the Hai-Lu-Feng Soviet*, Stanford, Calif.: Stanford University Press, 1985

GILLEY BRUCE, *Tiger on the Brink. Jiang Zemin and China's New Elite*, Berkeley: University of California Press, 1998

KLEIN Donald W., ClARK Anne B., *Biographic Dictionary of Chinese Communism, 1921-1965*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1971

HAN SU YIN, *Eldest Son. Zhou Enlai and the Making of Modern China 1898-1976*, New York: Random House, 1988

HARRISON James P., *The Long March to Power; a History of the Chinese Communist Party*, *1921-72*, New York: Praeger Publishers, 1972

HOSTON G.A., *The State, Identity, and the National Question in China and Japan*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1994

JACOBS D.N., *Borodin, Stalin's Man in China*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1981, P.202-203

KATAOKA T., *Resistance and Revolution in China : The Communists and the Second United Front*, Berkeley: University of California Press, 1974

KHROUCHTCHEV NIKITA SERGUEEVITCH, *Rapport d'activité du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique au XXe Congrès du Parti*, Paris, 1956, C.D.L.P.

KHROUCHTCHEV NIKITA, *Le Rapport Kroutchev sur Staline, commenté par la IVe Internationale*, Paris, 1956, Numéro spécial de *Quatrième Internationale*

LIN Yu-sheng, *The Crisis of Chinese Consciousness: Radical Antitraditionalism in the May Fourth Era*, Madison: University of Wisconsin Press, 1979

LIFTON R.J., *Thought Reform and the Psychology of Totalism: A Study of "Brainwashing" in China*, New York, 1961

PYE LUCIAN W., *The Sprit of Chinese Politics*, Cambridge. Harvard University Press, 1992

MACFARQUHAR Roderick, WU Eugene, *The Secret Speeches of Chairman Mao: From the Hundred Flowers to the Great Leap Forward*, Cambridge, Mass.: Council on East Asian Studies/Harvard University, 1989

MEISNER M.J., *Li Ta-Chao and the Origins of Chinese Marxism*, Cambridge: Harvard University Press, 1967

MEISNER M.J., Marxism*, Maoism, and Utopianism: Eight Essays*, Madison: University of Wisconsin Press, 1982

PANTSOV Alexander, *The Bolsheviks and the Chinese Revolution. 1919-1927*, Honolulu, 2000

SAICH Tony, *The Origins of the First United Front in China. The Role of Sneevliet (alias Maring)*, 2 vols, Leiden, 1991

SCHEIDER L.A., *Ku Chieh-Kang and China's New History; Nationalism and the Quest for Alternative Traditions*, Berkeley: University of California Press, 1971

SHORT P., *Mao*, Moscou, 1999 (Traduction de l'Anglais en Russe)

SHRAM S., *Mao Tse-tung*, Middlesex, Penguin, 1966,

SCHWARTZ B.I., *Communism and China; Ideology in Flux*, Cambridge, 1968

SNOW Edward, *Red Star over China*, N.Y, 1938, p.88

SPENCE Jonathan, *To Change China: Western Advisors in China, 1620-1960*, Boston, Little, Brown and Company, 1969

SPENCE J.D., *The Gate of Heavenly Peace: The Chinese and Their Revolution. 1895-1980*, London, 1981

SPENCE J.D., *The Search for Modern China New York*, New York & London, 1990

SCHWARTZ B.I., *Chinese Communism and the Rise of Mao*, Cambridge: Harvard University Press, 1961

SCHURMANN F., *Ideology and Organization in Communist China*, Berkeley, University of California Press, 1971

TCHANG KAÏ-TCHEK, *Soviet Russia in China*, New York, 1965

THAXTON R., *Salt of the Earth: The Political Origins of Peasant Protest and Communist Revolution in China*, Berkeley: University of California Press, 1997

TROTSKY L., *The Challenge of the Left Opposition 1926-27*, New York, Ed. N.Allen and G.Saunders, Pathfinder Press, 1980, P.369-370

TROTSKY L., *Problems of the Chinese revolution*, University of Michigan Press, 1967

WALES Nym, FOSTER SNOW Helen, *Red Dust*, Stanford, 1952

WILBUR C. Martin, *Sun Yat-sen, frustrated patriot*, New York, 1976

WILBUR C. Martin, *The nationalist revolution in China, 1923-1928*, Cambridge, 1984

WILBUR C. Martin, LIEN-YING HOW Julie, *Missionaries of Revolution, Soviet Advisers and Nationalist China. 1920-1927*, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1989. P.259

WIBUR C. Martin, LIEN-YING HOW Julie, *Documents on communism, nationalism, and Soviet advisers in China 1918-1927, Papers seized in the 1927 Peking raid New York,* N.Y., 1986

YANG BENJAMIN, *Deng. A Political Biography*, Armonk, New York, M.E. Sharpe, 1998

Sources électroniques

http://Asiatimes.narod.ru/

www.apn.ru

www.ari.ru

www.artofwar.ru

www.agentura.ru

www.vrazvedka.ru

http://www.vif2ne.ru

www.duel.ru

http://www.zavtra.ru

www.namakon.ru

http://www.fsb.ru

http://svr.gov.ru

http://www.patriotica.ru

www. rkka.ru

http://www.rkka.ru/oper/sinc/sinc.htm

http://www.rkka.ru/oper/sinc/sinc.htm

www.specnaz.ru

http://www.specnaz.ru/kakbylo/br_moi.htm

Partie III - Coopération frontalière ou conflit territorial en Extrême-Orient

Base juridique des relations bilatérales contemporaine sino-russes (Accords bilatéraux et intergouvernementaux sino-russes en vigueur (1949-2004)

2004

Dopolnitel'noe soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respbublikoj o rossijsko-kitajskoj granice na ee vostočnom učastke
(Traité supplémentaire entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur le secteur Oriental de la ligne frontalière)

Memorandum meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o primenimosti dejstvuûŝih soglašenij meždu Rossiej i Kitaem k novym delimitirovannym učastkam rossijsko-kitajskoj granicy
(Mémorandum entre les gouvernements russe et chinois sur une application des traités sino-russes en vigueur par rapport aux secteurs de la frontière sino-russe délimités récemment)

2002

O zaklûčenii soglašeniâniâ meždu pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Mongolii ob Utveržhdenii dokumentov, sostavlennyh po rezul'tatam proverki rossijsko mongol'skoj gosudarstvennoj granicy, vypolnennoj v 1987-2001 godah
(Sur la conclusion du traité entre les gouvernements russe et mongol sur les résultats du contrôle de la frontière qui a été faite en 1987-2001)

Dogovor meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o peredače osuždennyh [2.12.2002]
(Accord entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur l'extradition des criminels)

Protokol k soglašeniû meždu pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i pravitel''stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sozdanii i organizacionnyh osnovah mehanizma regulârnyh vstreč glav pravitel'stv Rossii i Kitaâ ot 27 iûnâ 1997 goda [2.12.2002]
(Protocole au traité entre les gouvernements de la F.R. et de la R.P.C. sur la création et les mécanismes de rencontres régulières des chefs des gouvernements des deux pays)

Soglašenie meždu federal'noj služboj nalogovoj policii Rossijskoj Federacii i ministerstvom obŝestvennoj bezopasnosti Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti bor'by s narušeniâmi nalogovogo zakonodatel'stva i drugimi ekonomičeskimi prestupleniâmi [2.12.2002]
(Traité entre la police des taxes fédérales de la F.R. et le ministère de la sécurité publique de la R.P.C. sur la coopération contre les délits de la législation des taxes et impôts et autres crimes)

Soglašenie ob organizacii informacionnogo obmena i podgotovke kadrov v sferah protivodejstviâ legalizacii (otmyvaniû) dohodov, polučennyh prestupnym putem, bor'by s finansirovaniem terrorizma i valûtnogo kontrolâ meždu Central'nym Bankom Rossii i Narodnym bankom Kitaâ [2.12.2002]
(Le traité entre la Banque centrale russe et la Banque populaire de Chine sur l'organisation l'échange d'information sur la légalisation (blanchiment) des profits illégaux, qui ont été reçus d'une façon illégale, sur la coopération dans le combat contre le financement du terrorisme et le contrôle monétaire entre les deux pays)

Memorandum o vzaimoponimanii meždu Bankom vnešnej torgovli Rossii i Bankom Kitaâ [2.12.2002]
(Mémorandum sur la compréhension mutuelle entre les banques d'Etat de la Chine et de la Russie)

2001

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o povyšenii bezopasnosti Poletov [08.09.2001]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la sécurité de la navigation aéronautique)

Moskovskoe zaevlenie glav gosudarstv Rossii i Kitaâ 16 Iûlâ 2001
(Déclaration de Moscou des chefs d'Etats russe et chinois)

Dogovor o dobrososedstve, družbe i sotrudničestve meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj [16.07.2001]
(Accord sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération entre la Fédération de Russie et la R.P.C.)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sovmestnom stroitel'stve pogranično mostovogo perehoda čerez reku Argun' v rajone Olotchi-Shi wei [15.02.2001]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la construction commune du pont-passage frontalier à travers la rivière Argun dans la région Olotchi (Russie) –Shi wei (Chine)

2000

Torgovoe soglašenie meždu Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki na 2001-2005 [03.11.2000]
(Traité commercial entre les gouvernements russe et chinois sur la période 2001-2005)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v sovmestnom osvoenie lesnyh resursov[03.11.2000]
(Traité entre les gouvernements chinois et russes sur la coopération dans l'exploitation commune des ressources forestières)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vremennoj trudovoj deâtel'nosti graždan Rossijskoj Federacii v Kitajskoj narodnoj Rewspublike i graždan Kitajskoj Narodnoj Respubliki v Rossijskoj Federacii [03.11.2000]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le travail temporaire des citoyens russes en Chine et des citoyens chinois en Russie)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob organizacii linii prâmoj zasekrečnnoj telefonnoj svâzi meždu Predsedatelem Pravitel'stva Rossijskoj Federacii i Prem'erom Gossoveta Kitajskoj Narodnoj Respubliki [03.11.2000]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur l'organisation de la ligne téléphonique secrète et directe entre les chefs des deux gouvernements)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v sooruženii i ekspluatacii v Kitae ekspermental'nogo reaktora na bystryh nejtronah [18.07.2000]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la coopération dans la construction et exploitation en Chine du Réacteur expérimental à Neutron Rapide)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o prodolženii sotrudničestva v energetičeskoj sfere[18.07.2000]
(Traité entre les gouvernements russes et chinois sur le contenu de la coopération dans la sphère énergétique)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vzaimnom obespečenii zaŝity i sohrannosti sekretnoj informacii[24.05.2000]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la garantie et la protection mutuelle de l'information secrète)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o bezvizovyh gruppovyh turističeskih poezdkah [29.02.2000]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur le tourisme sans visa pour les groupes de citoyens de deux pays)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vzaimnyh poezdkah graždan [29.02.2000]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les voyages des citoyens de deux pays)

1999

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sovmestnom hozâjstvennom ispolzovanii otdel'nyh ostrovov i prilegaûŝih k nim akvatorij pograničnyh rek[09.12.1999]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur l'exploitation commune de certaines îles et bassins des rivières frontalières

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob uproŝennom propuske rossijskih i kitajskih graždan v torgovye kompleksy, dejstvuûŝie v rajone rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj grancicy (v forme obmena notami) [02.06.1999]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la simplification des passages frontaliers pour les citoyens chinois et russe dans les complexes commerciaux qui fonctionnent dans les régions frontalières russes et chinoises. (sous la forme de l'échange des notes diplomatiques)

Soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj ob opredelenii točki styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstv [05.05.1999]
(Traité entre Fédération de Russie, la République de Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la définition du point de jonction de la ligne frontalière des trois pays)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob inventarizacii dogovorov, zaklûčennyh meždu SSSR i KNR v period 1949-2000. (V forme obmena notami) [28.04.1999]
(Traité entre les gouvernements chinois et russes sur l'inventaire des accords qui avaient été signés dans la période 1949-2000)

Plan kul'turnogo sotrudničestva meždu p Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki na 1999-2000 [27.04.1999]
(Plan de coopération culturelle entre les gouvernements russes et chinois pour 1999-2000)

Protokol meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o princypah ohrany i raspredeleniâ prav na intellektual'nuû sobstvennost' [25.02.1999]
(Protocole entre les gouvernements chinois et russe sur les principes de la protection et la distribution du droit de la propriété intellectuelle)

1998

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vnesenii izmenenij i dopolnenij v Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v sooruženii na territorii KNR atomnoj elektrostancii [18.12.1998]

(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les changements et compléments dans le Traité sur la coopération dans la construction de la centrale nucléaire en R.P.C.)

*Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki i Pravitel'stvom Korejskoj Narodnoj Demokratičeskoj Respubliki ob opredeninii linii razgraničeniâ pogranič*nyh vodnyh prostranstv treh gosudarstv na reke Tumannaya* [03.11.1998]
(Traité entre les gouvernements chinois, russes et nord-coréens sur la définition de la ligne frontalière sur l'espace fluvial sur la rivière Tumannaya)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob uprošennom porâdke peresečeniâ rossijsko kitajskoj gosudarstvennoj granicy i vremennogo prebyvaniâ na territoriâh R.F. i K.N.R. [03.06.1998]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage simplifié et la résidence temporaire des citoyens de deux pays en Chine et Russie)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob ustanovlenie na rossijsko-kitajskoj granice punkta propuska Malahino (Rossiâ) Hong Chun (K.N.R.) [17.02.1998]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la construction du passage frontalier Malahino (Russie)-Hong Chun (R.P.C.) sur la ligne frontalière sino-russe)

*Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob organizacii uprošennogo propuska graždan Rossijskoj Federacii v râd torgovyh kompleksov, raspoloženn*yh s kitajskoj storony ot linii gosudarstvennoj granicy*[17.02.1998]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage simplifié des citoyens russes dans les complexes (marchés) commerciaux qui se trouvent sur la côte chinoise par rapport à la ligne frontalière entre les deux Etats)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti skorostnogo sudostroeniâ
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans la construction commune des navires de haute vitesse)

1997

Soglašenie o rukovodâših princypah deâtel'nosti Rossijsko-Kitajskogo Komiteta družby, mira i razvitiâ [10.11.1997]
(Traité sur les principes de base du travail du Comité de l'amitié, de la paix et du développement sino-russe)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve po razvitiû almazno-brilliantovyh kompleksov dvuh stran [10.И. 1997]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans le développement du complexe industriel de la production de diamants)

Protokol *meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob ohrane tigra* [10.11.1997]
(Protocole entre les gouvernements russe et chinois sur la protection du tigre)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o rukovodâŝih princypah sovmestnogo hozâjstvennogo ispol'zovaniâ otdel'nyh ostrovov i prilegaûŝih k nim akvatorij na pograničnyh rekah[10.11.1997]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les principes de base d'exploitation de certaines îles et des bassins des rivières frontalières)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o princypah sotrudničestva meždu administraciâmi (pravitel'stvami) sub''ektov R.F. i mestnymi pravitel'stvami K.N.R. [10.11.1997]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les principes de la coopération entre les administrations (gouvernements) de la F.R. et les gouvernements locaux de R.P.C.)

*Memorandum o vzaimoponimanii po osnovnym napravleniâm ekonomičeskogo i naučno tehničeskogo sotrudničestva meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj[10.*11.1997]
(Mémorandum sur la compréhension mutuelle des directions principales du développement de la coopération scientifique et technique entre la F.R. et la R.P.C.)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sohranenii General'nogo Konsul'stva Rossijskoj Federacii v Special'nom administrativnom rajone Gonkong (Sângan) [27.06.1997]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la sauvegarde du Consulat général russe dans la région administrative spéciale de Hong Kong)

Torgovoe Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki na 1997-2000 [27.06.1997]
(Traité commercial entre les gouvernements russe et chinois pour la période 1997-2000)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sozdanii i organizacionnyh osnovah mehanizma regulârnyh vstreč glav pravitel'stv Rossii i Kitaâ [27.06.1997]
(Traité entre les gouvernements de la F.R. et de la R.P.C. sur la création d'un mécanisme de rencontres régulières entre les chefs des gouvernements de deux pays)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob uproŝennom porâdke peresečeniâ rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granicy[30.04.1997]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur le passage simplifié de la ligne frontalière sino-russe)

Soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan, Kirgizskoj Respublikoj, Respublikoj Tadžikistan i Kitajskoj narodnoj Respublikoj o vzaimnom sokraŝenii vooružennyh sil v rajone granicy[24.04.1997]

(Traité entre Fédération de Russie, la République du Kazakhstan, la République Kirghiz, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur la réduction des forces militaire dans les régions frontalières)

1996

Protokol k soglašeniû *meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v sooruženii na territorii Kitajskoj narodnoj respubliki gazocentrifužnogo zavoda po obogaŝeniû urana dlâ atomnoj energetiki ot 18 dekabrâ 1992*[27.12.1996]
(Protocole au traité sur la coopération dans la construction de l'usine gazo-centrifuge pour l'enrichissement de l'uranium sur le territoire de la Chine entre les gouvernements chinois et russe)

Protikol opisanie točki Zapadnogo styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstva meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Mongol'skoj Respubliki i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki [24.06.1996]
(Protocole-description du point de jonction Occidental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongole et chinois)

Soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan, Kirgizskoj Respublikoj, Respublikoj Tadžikistan i Kitajskoj narodnoj Respublikoj ob ukreplenii doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy [26.04.1996]
(Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan, la République Kirghiz, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur le renforcement de la confiance dans la sphère militaire dans la région frontalière)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve i vzaimnoj pomoŝi v oblasti volûtnogo kontrolâ [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération et l'aide mutuelle dans la sphère de contrôle monétaire)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve i vzaimnoj pomoŝi v oblasti bor'by s nedobrosovestnoj konkurenciej i an'timonopol'noj politiki [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération et l'aide mutuelle dans le combat contre la concurrence néfaste et la politique anti-monopole)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o zapovednike Hanka [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la réserve naturelle Hanka)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v obslasti ocenki sootvetstviâ importiruemoj i eksportiruemoj produkcii [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la coopération dans la sphère d'évaluation des produits exportés et importés)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v obslasti mirnogo ispol'zovaniâ atomnoj energii [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans la sphère d'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sovmestnom razvertyvanii sotrudničestva v energetičeskoj sfere [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le développement de la coopération commune dans la sphère énergétique)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob organizacii linii zasekrečennoj telefonnoj svâzi [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur l'organisation de la ligne téléphonique secrète)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v bor'be protiv nezakonnogo oborota narkotičeskih sredstv i psihotropnyh veŝestv i zloupotrebleniâ imi [25.04.1996]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans le combat contre le trafic des drogues et fortifiants psychotropes)

Protikol opisanie točki Vostočnogo styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstva meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Mongol'skoj Respubliki i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki [23.04.1996]
(Protocole-description du point de jonction Oriental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongol et chinois)

1995

Soglašenie o sozdanii koordinacionnogo komiteta po razvitiû rajona ekonomičeskogo razvitiâ bassejna reki Tumannoj [06.12.1995]
(Traité sur la création du comité de coordination pour le développement économique de la région du bassin de la rivière Tumannaya)

Memorandum o vzaimoponimanii po rukovodâŝim princypam ohrany okružaûŝej sredy v rajone ekonomičeskogo razvitiâ bassejna reki Tumannoj i severo vostočnoj Azii. [06.12.1995]
(Mémorandum sur la compréhension mutuelle par rapport aux principes de base de la protection de l'environnement dans la région du développement économique du bassin de la rivière Tumannaya et de l'Asie de l'est)

Soglašenie o sozdanii Konsul'tativnoj komissii po razvitiû rajona ekonomičeskogo razvitiâ bassejna reki Tumannoj i Severo Vostočnoj Azii [06.12.1995]
(Traité sur la création de la commission consultative du développement du bassin de la rivière Tumannaya et de l'Asie de Nord-Est)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vzaimnom priznanii dokumentov ob obrazovanii i učenyh stepenâh [26.06.1995]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la reconnaissance mutuelle des documents d'éducation supérieure et des grades scientifiques)

Konvenciâ meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki po karantinu i zašite rastenij [26.06.1995]
(Convention entre les gouvernements russe et chinois sur la quarantaine et la protection de la flore)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti informatisacii [26.06.1995]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la coopération dans la sphère de l'informatisation)

Dogovor *meždu Rossijskoj Federaciej et Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o Vydače*[26.06.1995]
(Accord entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur l'extradition mutuelle)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sovmestnom stroitel'stve mosta čerez reku Amour (Hei Long Jiang) v rajone gorodov Blagoveshensk –Hei He [26.06.1995]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la construction du pont à travers la rivière Amour (Hei Long Jiang) dans la région de la ville Blagoveshensk –Hei He)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki osovmestnoj ohrane lesov ot požarov [25.06.1995]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la protection commune des forets contre les incendies)

1994

Protokol o vzaimnom predostavlenii Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj narodnoj Respublikoj sertifikatov, udostoverâûŝih konečnogo pol'zovatelâ i konečnoe priminenie importiruemyh tovarov i tehnologij dojnogo primeneniâ [02.12.1994]
(Protocole sur la délivrance par la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine des certificats concernant les utilisateurs et l'utilisation ultime des produits et des technologies à double application)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve i vzaimnoj pomoŝi v tamožennyh delah [03.09.1994]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la coopération et l'aide mutuelle pour les questions douanières)

Soglašenie meždu Rossijskoj Federacii i Kitajskoj Narodnoj Respubliki o rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granice na ee zapadnoj časti[03.09.1994]

(Traité entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur la ligne frontalière étatique (Partie occidentale)

*Protoko*l *meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o plavanii sudov iz reki Ussuri (Usuliczân) v reku Amour (Heilong jiang) mimo goroda Habarovska i obratno* [03.09.1994]
(Protocole entre les gouvernements russes et chinois sur la navigation des bateaux de la rivière Oussouri dans la rivière Amour face à la ville Khabarovsk et leurs retours)

Sovmestnoe zaevelenie Prezidenta Rossijskoj Federacii i Predsedatelâ Kitajskoj Narodnoj Respubliki o vzaimnom nenacelivanii strategičeskih âdernyh raket, nahodâšihsâ pod ih sootvetstvuûšim komandovaniem [03.09.1994]
(Déclaration commune du Président de la Fédération de Russie et chef de la République Populaire de Chine sur le non ciblage des missiles stratégiques nucléaires que se trouvent sous lueurs commandements)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o predatvraŝenii opasnoj voennoj deâtel'nosti [12.07.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la prévention de l'activité militaire dangereuse)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti svâzi [21.06.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans le domaine de la communication)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti ohrany, regulirovaniâ i vosproizvodstva živyh vodnyh resursov v pograničnyh vodah rek Amur i Ussuri[27.05.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération dans la sphère de la protection, de la réglementation et de la reproduction des ressources fluviales des rivières frontalières Amour et Oussouri)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti ohrany okružaûšej sredy[27.05.1994]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la protection des environnements naturels)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o ekonomičeskom i naučno tehničeskom sotrudničestve v oblasti agropromyšlennogo kompleksa [27.05.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur la coopération économique et scientifique-technique dans le complexe agricole)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti morskogo sudohodstva [27.05.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois dans la navigation maritime)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o režime rossijsko kitajskoj gosudarstvennoj granicy[27.05.1994]
(Traité entre les gouvernements russe et chinois sur le régime de la frontière étatique)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki i Pravitel'stvom Mongolii ob opredelenii toček stykov gosudarstvennyh granic treh gosudarstv[27.01.1994]
(Traité entre les gouvernements russe, chinois et mongol sur la définition du point de jonction des lignes frontalières des trois Etats)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o punktah propuska na rossijsko-kitajskoj granice [27.01.1994]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur les passages sur les frontalières entre les deux états)

1993

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sotrudničestve v oblasti turizma[03.11.1993]
(Traité entre les gouvernements chinois et russe sur la coopération en matière de tourisme)

1992

Dogovor *meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o pravovoj pomoŝi po graždanskim i ugolovnym delam*[19.06.1992]
(Accord entre Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur l'aide juridique dans les affaires civiles et pénales)

1991

Soglašenie meždu Soûzom Sovetskih Socialističeskih Respublik i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o sovetsko-Kitajskoj gosudarstvennoj granice na ee Vostočnoj časti[16.05.1991]
(Traité entre l'Union soviétique et la République Populaire de Chine sur la partie Orientale de la ligne frontalière)

Bibliographie russe

Aktual'nye vnutripolitičeskie problemy Kitaâ. Informacionnye materialy (Les problèmes actuels de la Chine moderne. Materiaux analitiques), Moscou, 1999, I.D.V. 4. Edition collective

ALEKSANDROVA M.V., *Kitaj i Rossiâ. Osobennosti regional'nogo ekonomičeskogo vzaimodejstviâ v period reform* (La Chine et la Russie. Les particularités de la coopération régionales dans la période des reformes), Moscou, 2003, I.D.V.

BOLÂTKO A.V., *Na puti reglamentacii voennoj deâtel'nosti* (Sur la chemin de la réglementation de l'activité militaire), Moscou, 1996, I.D.V.

BOLÂTKO A.V., *Dal'nij Vostok v poiskah strategičeskoj stabil'nosti* (L'Extrême-Orient en recherche de stabilité stratégique), Moscou, 2003, I.D.V.

VITTE S.Û., *Vospominaniâ carstvovaniâ Nikolaâ II* (Les mémoires sur le règne de Nikolaï II), 1924, vol. 1, page 35

VEREŜAGIN B., *V starom i novom Kitae* (En Chine ancienne et moderne), Moscou, 1999

Voenno-političeskie problemy i vooružennye sily Kitaâ (Les problèmes politico-militaires et l'armée chinoise), Moscou, 2004, I.D.V. Matériaux analytiques

VOSKRESENSKIJ A., *Veter s Zapada ili veter s Vostoka? Rossiâ, S.Š.A., Kitaj I mirovoe liderstvo* (Vent oriental ou occidental? Russie, Etats-Unis, Chine et domination mondiale), Revue *Svobodnaâ Mysl'*, N. 10, Moscou, 1996

VOSKRESENSKIJ A., *Kitaj vo vnešneplolitičeskoj strategii Rossii* (La place de la Chine dans la stratégie politique de la Russie), Revue *Svobodnaâ Mysl'*, N.1, Moscou, 1996

VOSKRESENSKIJ A., *Dvustoronnie otnošeniâ meždu Rossiej i Kitaem* (Les relations bilatérales gouvernementales entre la Russie et la Chine), Moscou, 1999

GALENOVIČ Û.M., *Rubež pered startom: Kitajskaâ problema dlâ Rossii I S.Š.A. na poroge XXI veka* (La ligne de départ : Le problème chinois pour la Russie et les Etats-Unis à la veille de 21ème siècle), Moscou, 1999, Center of Convertible Education

GORBAČEV B.N., *Vooružennye sily Kitaâ : Rol' v obŝestvenno političeskoj žizni K.N.R. v 1949-1979 gody* (Armée populaire chinoise : Role dans la vie politique de la R.P.C. en 1949-1979), Moscou, 1999, I.D.V.

Dal'nij Vostok Rossii. Ekonomičeskoe obozrenie (L'Extrême-Orient russe : Observations économiques), Khabarovsk, 1995

Deâtel'nost' sovmestnyh i inostrannyh predpriâtij kraâ v 1996 godu. Statističeskij bûleten' (L'activité des sociétés étrangères et mixtes dans la région en 1996. Bulletin statistique), Vladivostok, 1996

Doklad Instituta oboronnyh issledovanij Âponii. Obzor strategičeskogo položeniâ v Vostočnoj Azii (Le rapport de l'Institut de recherche de la défense du Japon. Une observation de la situation stratégique en Asie orientale), Moscou, 2000, I.D.V., en russe

EGOROV K.A., *K.N.R. Političeskaâ sistema I političeskaâ dinamika* (R.P.C. Le système politique et la dynamique politique), Moscou, 1993, I.D.V.

ZIMONIN V.P., *Novaâ Rossiâ v novoj Evrazii : problemy kompleksnogo obespečeniâ bezopasnosti* (La nouvelle Russie dans l'Eurasie nouvelle : les problèmes de la garantie de la sécurité), Moscou, 1997, I.D.V.

Kak upravlâetsâ Kitaj (Comment la Chine se gouverne), Moscou, 2001, I.D.V.

KAMENNOV P.B., *K.N.R. : Voenno-tehničeskie aspekty modernizacii oborony* (R.P.C. : Les aspects militaires et techniques de la modernisation de la défense), Moscou, 2001, I.D.V.

KARPOV M.V., *Ekonomičeskie reformy i političeskâ bor'ba v K.N.R. (1984-1989)* (Les reformes économiques et le combat politique en R.P.C. (1984-1989)

Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii v pervoj Polovine 90- h: Problemy regional'nogo vzaimodejstviâ (La Chine et Extrême-Orient russe en première moitié des années 90 : Les problèmes de la coopération), Vladivostok, 1999

KOMISSINA I.N., *K probleme importa Rossiej kitajskoj rabočej sily* (Le problème de l'importation en Russie de forces ouvrières chinoises), Revue *Novaâ Evraziâ*, N.5, Moscou, 1996

KOMISSINA I.N., Kitajcy *idut? Migracionnaâ situaciâ na Dal'nem Vosto*ke (Les Chinois arrivent ? La situation migratoire en Extrême-Orient russe), Revue *Meždunarodnaâ Žizn'*, N.2, 1996

LARIN V.L., *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii v pervoj Polovine 90-h: Problemy regional'nogo vzaimodejstviâ* (La Chine et l'Extrême-Orient russe dans la première moitié des années 90 : Les problèmes de la coopération), Vladivostok, 1999

LARIN V.L., *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii* (La Chine et l'Extrême-Orient russe), Vladivostok, 1998

LI JIN ZE, *Model' budušego: Rossiâ i A.T.R.* (Un modèle pour l'avenir: la Russie et la zone Asie-Pacifique), Vladivostok, 1996

MASLOV A., *Tajnye Obŝestva i sektanstkaâ tradiciâ v Političeskoj culture Kitaâ XX veka* (Les sociétés secrètes et la tradition sectaire dans la culture politique de la Chine du 20ème siècle), Moscou, 1997, I.D.V.

MÂSNIKOV V.S., *Istoriko-kul'turnye osobennosti ekonomičeskogo vzaimodejstviâ Rossii s Kitaem* (Les particularités historiques et culturelles de la coopération économique entre la Russie et la Chine), Moscou, 1993, Edition de I.N.I.O.N.

MÂSNIKOV V.S., *Imperiâ Cyn i Russkoe gosudarstvo v XVII veke* (L'empire Qing et l'Etat russe au 17ème siècle), Khabarovsk, 1987

Nacional'naâ oborona Kitaâ v 2000 godu (La défense nationale de la Chine en 2000), Moscou, 2001, I.D.V.

PETROVSKIJ V.E., *Aziatsko-Tihookeanskie režimi bezopasnosti posle holodnoj vojny. Evolûciâ, Perspektivy rossijskogo učastiâ* (L'état de la sécurité en Asie Pacifique après la guerre froide. Les perspectives de la participation russe), Moscou, 1998, I.D.V.

Prognozirovanie razvitiâ K.N.R. : ekonomika, informatika, vnešnââ politika i bezopasnost' (L'analyse du développement de la R.P.C. : Economie, Informatique, politique étrangère, sécurité), Moscou, 2000, Edition collective de I.D.V.

POSTNIKOV A., *Shvatka na « Kryshe mira » Politiki, razvedčiki i geografy v bor'be za Parir v 19 veke* (Dispute sur « le toit du monde » : hommes politiques, éclaireurs, et géographes dans le combat pour le Pamir au 19ème siècle), monographie publiée sous la direction de l'académicien Mâsnikov, Moscou, 2001

RAHMANIN O., *Istoriâ otnošenij meždu Rossiej (R.S.F.S.R., S.S.S.R. R.F.) i Kitaem s 1917 po 1997* (Histoire des relations entre la Chine et la Russie (RSFR USSR FR) de 1917 à 1997), 1999

Rossiâ i A.T.R. Bezopasnost', sotrudničestvo, razvitie (La Russie et l'Asie Pacifique. Sécurité, coopération, développement), Moscou, 2002, I.D.V.

STEFAŠIN V., « Sovremennye voenno-doktrinal'nye vzglâdy rukovodstva K.N.R. » (Les visions modernes des dirigeants de la R.P.C. en matière de doctrine militaire), rapport présenté à la conférence scientifique de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou en 1993

TITARENKO M.L., *Rossiâ i Vostočnaâ Aziâ. Voprosy meždunarodnyh I mežcivilizacionnyh otnošenij* (Russie et Asie. Questions entre-gouvernementales et entre-sivilisationnelles), Moscou, 1994

TITARENKO M.L., ÂKOVLEV A.G., *Russia's Asia-Pacific Policy in the New International Situation*, Revue *The Korean Journal of International Studies*, N.1, 1993

TITARENKO M.L., BOLÂTKO A.V., *Vyzovy i ugrozy nacional'noj bezopasnosti Rossii v A.T.R.* (Les défis et les menaces pour la sécurité nationale de la Russie en Asie Pacifique), Moscou, 2001, I.D.V.

TKAČENKO B.I., "Demarkaciâ ili…?" (La démarcation, ou…?), Vladivostok, 14.05.1996, Revue *Dal'nevostočnyj Učenyj* (Le savant de l'Extrême-Orient), n. 11

TKAČENKO B.I., *Problemy effektivnosti vnešnej politiki Rossii na Dal'nem Vostoke* (Les problèmes d'efficacité de la politique russe en Extrême-Orient), Vladivostok, 1996

TKAČENKO B.I., Eŝe raz o « demarkacii » rossijsko-kitajskoj granicy (Encore une fois, à propos de la « démarcation de la frontière sino-russe), Vladivostok, 11.07.1997, Revue *Dal'nevostočnyj Učenyj* (Le savant de l'Extrême-Orient), n.14

ÂKOVLEV A.G., *Rossiâ i Kitaj : sostoânie i perspektivy otnošenij* (Russie et Chine : relations actuelles et perspectives), Bulletin d'information d'I.D.V., N. 3, Moscou, 1995

Périodiques

Argumenty I Fakty-Dal'inform (A.I.F.), janvier, 1995, № 4

A.I.F. (Argumenty i fakty) Dal'inform, 1996, n.24

Amurskie Vesti

Amurskaâ Pravda, 22.04.1994

Vestnik M.I.D. R.F.

Vladivostok, 01.09.1993; 19.02.1994; 15.12.1994

*Vladivosto*k, 27.02.1995

Vladivostok, 14.07.1995

Gosudarstvo i pravo, n.9, 1973

Delovoj Vostok (L'Orient commercial)

Zolotoj Rog (Vladivostok)

Izvestiâ, 2.11.1993 ; 20.05.1994 ; 16.03.1995

Komsomol'skaâ Pravda, 19.04.1994

Komsomol'skaâ Pravda, 12.03.1997

Krasnoe Znamâ, 25.02.1995

Moskovskie Novosti

Meždunarodnaâ Žizn'

Nezavisimaâ Gazeta

Nezavisimoe Voennoe Obozrenie (Observations militaires indépendantes)

Novaâ Evraziâ, N.5, Moscou, 1996

Novosti, 12.10.1992 ; 26.11.1993

Novosti (Vladivistok) Collection 1991-1997

Priamurskie Vedomosti, Collections 1992-2004

Problemy Dal'nego Vostoka (P.D.V.), 1993. n. 1; 1996. n. 3; 1997. n. 6

Rossijskie Vesti, 21.04.1995

Svobodnaâ Mysl'

Tihookeanskaâ Zvezda Collections 1991-1998

Trud, 5.05.1995

Utro Rossii, Collections 1991-1998

Habarovskie Vesti, Collection 1991-1998

Documents

Konstituciâ Rossijskoj Federacii (Constitution de la Fédération de Russie), 1993

*Zakon o gosudarstvennoj Granice Rossijskoj Federaci*i (Loi sur la frontière de la Fédération de Russie), 1994

Sobranie zakonodatel'stva Rossijskoj Federacii (Collection de lois, actes législatifs et administratifs de la Fédération de Russie), Moscou, Collections 1991-2005

Ukazy Prezidenta Rossijskoj Federacii (Les décrets du Président de la Fédération de Russie), Moscou, Collections, 1991-2005

Zakon o Federal'noj Službe Bezopasnosti Rossijskoj Federacii (Loi sur Le Service Fédéral de la Sécurité de la Fédération de Russie), 2001

*Zakon o Federal'noj Pogranič*noj *Službe Rossijskoj Federacii* (Loi sur le Service fédéral des gardes frontières de la Fédération de Russie), 1999

Ugolovnyj Kodeks Rossijskoj Federacii (Code Pénal de la Fédération de Russie)

Administrativnyj Kodeks Rossijskoj Federacii (Code Administrative de la Fédération de Russie)

Rasporâženie pravitel'stva Rossijskoj Federacii n. 1618-p, ot 03.12.2001 (Arrêté du gouvernement russe n 1618 consentant la question de l'accès aux archives des services fédéraux russes)

Ukaz prezidenta Rossijskoj Federacii o liberalizacii vnešneekonomičeskoj deâtel'nosti na territorii R.F. ot 15 noâbrâ 1991 goda (Arrêté du président de la Fédération de Russie sur la libéralisation de l'activité commerciale sur le territoire de la F.R. du 15 novembre 1991)

Sobranie aktov prezidenta i pravitel'stva Rossijskoj Federacii (Collection des actes du président et du gouvernement de la Fédération de Russie), 1993, N.50

Sovmestnaâ Deklaraciâ ob osnovah vzaimootnošenij meždu R.F. i K.N.R. (19 décembre 1992) (Déclaration commune sur la base des relations bilatérales entre F.R. et R.P.C.)

Soglašenie meždu pravitel'stvom R.F. i pravitel'stvom K.N.R. o režime rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granicy (27 mai 1994) (Traité sur l'état de la ligne frontalière sino-russe du 27 mai 1994)

Sovmestnaâ rossijsko-kitajskaâ Deklaraciâ (3 septembre 1994) (Déclaration commune sino russe du 3 septembre 1994)

*Soglašenie meždu F.P.S. R.F. i Ministerstvom oborony K.N.R. o pogranič*nom *sotrundičestve (22 août 1995)* (Traité sur la coopération frontalière entre le Service des gardes frontière russe et le ministère de la défense de la Chine)

Soglašenie o sotrudničestve meždu F.P.S. R.F. i An Quan Bu K.N.R. (23 août 1995) (Traité sur la coopération entre F.P.S. et le service de sécurité chinois (contre renseignement) de 23 août 1995)

Protokol ob obmene opytom pograničnogo kontrolâ, o porâdke obmena informaciej i o porâdke podderžaniâ kontaktov meždu F.P.S. R.F. i Gong An Bu K.N.R. (1996) (Protocole sur l'échange d'information et sur l'ordre des contacts entre F.P.S.russe et Service de la sécurité chinois)

Soglašenie meždu R.F., Kazahstanom, Kirgistanom, Tadžikistanom i K.N.R. ob ukreplenii doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy (1995) (Traité entre la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Chine sur la confiance dans la sphère militaire dans les régions frontalières)

O regulitovanii pribyvaniâ inostrannyh graždan v Primorye (A propos du règlement de résidence des citoyens étrangers dans la région de Primorye)

Predloženie ob otkrytii rynka prigraničnoj torgovli na linii gosudarstvennoj granicy SSSR i KNR. (Proposition sur l'ouverture du marché du commerce frontalieresur la ligne frontalière sino-soviétique)

Protokol namerenij po rassšireniû torgovo-ekonomičeskogo sotrudničestva meždu provincyej JiLin i Primorskim kraem (Protocole d'intention sur l'élargissement de la coopération économique entre la province de Ji Lin et la région de Primorye)

Soglašenie o princypah sotrudničestva meždu sub"ektami Rossijskoj Federacii i provincyâmi, avtonomnymi rajonami i gorodami central'nogo podčineniâ K.N.R. (Traité sur les principes de la coopération entre les objets administratifs de la Fédération de Russie et les villes de la dépendance centrales de R.P.C.)

Sovetsko-Kitajskoe soglašenie o vozobnavlenie pograničnoj torgovli ot 14 aprelâ 1983 (Traité sino-soviétique sur la reprise du commerce frontalière entre les deux pays de 14 avril 1983)

Bibliographie internationale

ARBATOV G., "A new cold war", in *Foreign Policy* Nº 95, Summer 1994

ARBATOV A., "Military Reform in Russia: Dilemmas, Obstacles and Prospects", *International Security*, Spring 1998

BIN YU, "The study of chinese foreign policy. Problems and prospects", *World Politics*, Nº 46, January 1994.

BRZEZINSKI Z., *The Grand Chessboard*, Basic Books, 1997

BRZEZINSKI Z., *Out of control*, R. Stewart Book, 1993

BOUISSOU, LAÏDI, *L'expansion de la puissance japonaise*, CERI, 1992

Dong Bei Long Tan (La tribune de Nord-Est), 1995, n.2

Donbei Jin Ji Kai Fa Zan Lue Yan Jiu (La stratégie du développement économique du Nord-Est de la Chine), 1992, 1 Edition; 1993, 2ème Edition; 1994, 3ème Edition

CHUN HONG CHAN, "The Security situation in Northeast Asia under Transition: Current Trends and Future Agenda", Revue *Asian Perspective*, Vol. 17, 1993

CURTIS G., *Japan's Foreign Policy: after the cold war, coping with change*, Columbia University Press, 1994

CAMROUX, DOMENACH, *L'Asie retrouvée*, Seuil, 1997

COLIN S., *Le développement des relations frontaliers entre la Chine et la Russie*, Revue *Les études du CERI*, N. 96, juillet 2003

CONABLE, LAMPTON, "China the coming power", in *Foreign Affairs*, 1992-1993

CORDONNIER I., TERTRAIS B., *L'Asie Nucléaire,* IFRI, 2001

COSSA R.A., "A marriage of convenience", *The Japane Times*, 9.01.1997

COSSA R.A., "Notheast Asia Security Challenges", revue *Korea and World Affaires*, Vol. 18, N.1, 1994, Page 48

CLUBB E., *China and Russia: The Great Game*, New York, London, 1971

DIXIT N., "External Threats and Challenges. An Overview of India's Foreign Policy", *World Affairs*, New Delhi, 1999, Vol.3, n.1

FAIRBANK J.K., *The Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1968

FRIEDMAN G., LEBARD M., *The coming war with Japan*, St. Martin's Press, N. York, 1991

FUKUYAMA F., "The end of history", *National Interest*, Nº 16, Summer 1989

GADDIS J.L., *The United States and the end of the cold war*, Oxford University Press, N. York, 1992.

GARTES J., *A cold peace, América, Japón, Germany and the truggle for supremacy*, Time Books, 1992.

GODEMENT F., *La renaissance de l'Asie,* Odile Jakob, París, 1993.

GODEMENT F., "Corée : fin de la guerre froide?", *Politique étrangère,* Nº 3/1992

GODEMENT F., *Chine, Japon, Asean. Compétition stratégique ou coopération ?*, Les Etudes de la Documentation française, 1999

De TINGUY A., *La grande migration : la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004

IRIYE AKIRA, *China and Japan in the Global Setting*, Cambridge, Harvard University Press, 1992

IWASHITA Akihiro, *Russo-Chinese Relations in the Post-Cold War Period*, poublié par *Slavic Research Center*, Sapporo, 1997

JAPON, CHINE, COREE…Cette Asie qui dérange, Sous la direction de Henri Lelièvre, Complexe, octobre, 2000

HAASS R., *Intervention. The use of american military force in the post-cold war world*, Carnegie Endowment Books, 1994

HISAHIKO OKAZAKI, « Une Stratégie Nationale pour le 21ème siècle », *Cahiers du Japon*, n°83, printemps 2000

HUNTINGTON S., "The clash of civilizations", *Foreign Affairs*, Summer 1993, Vol. 72, Nº 3.

HYER E., *China and the Asianization of the Russian Far East*, Atlanta, 1995

JIN HUONGFAN, "China's Open Door Policy and Asian-Pacific Economic Cooperation", in *The Korean Journal of International Studies*, Vol.XXII, n.1, 1991

LE DONNE J., *The Russian Empire and the world, 1700-1917: The Geopolitics of Expansion and Containment*, New York, 1997

LEJOINDRE E., *La transmission de la mémoire de la guerre dans le Japon contemporain*, D.E.A. soutenu à l'IEP de Paris, sous la direction de J.M. BOUISSOU, 2003

JOYAUX F., "La Chine et l'équilibre de l'Extrême-Orient", *Fondation pour les Etudes de Défense Nationale*, París, 1992

KIM WON BAE, "Sino-Russian Relations and Chinese Workers in the Russian Far East", Revue *Asian Survey*, N.12

KIRKOW P., "Russia in Far East: Politics and Economics in Primorskii Krai – In Post-Soviet Puzzles", *Mapping the Political Economy of the Former Soviet Union*, Baden-Baden, 1995, Vol.2

KISSINGER H., « Réflexions sur un nouvel ordre mondial », *Politique Internationale*, Nº 54, Hiver 1991-1992

LAYNE C., "The Unipolar Ilusion", *International Security*, vol. 17, Spring 1993

MANGUNO J.P.A., "New Regional Trade Bloc in Northeast Asia"*, The China Business Review*, 1993, n.2

MILLAR T.B., WALTER J., *Asian Pacific Security After the Cold War,* University of London 1992

MOLTZ J.C., "Regional Tensions in the Russo-Chinese Reaprochement", Revue *Asian Survey*, N.6, 1995

MOLTZ J.C., "Core and Periphery in Evolving Russian Economy: Integration or Isolation of the Far East", Revue *Post-Soviet Geography and Economics*, 1996, n. 3.

NATHAN A.J., ROSS R. S., *The Great Wall and the Empty Fortress: China's Search for Security*, New York: W.W. Norton & Co., 1997

PAINE S.C.M., *Imperial Rivals: China, Russia, and Their Disputed Frontier, 1858-1924*, New York, 1996

POSTEL-VINAY K., *Le Japon et La Nouvelle Asie*, Presse de Sciences-Po, 2000

RAUTHAMMER C.K., "The Unipolar Moment", *Rethinking America´s Security*, Ed. WW Norton, 1992.

RECORD J., WOODBURY J., "NATO Expansion: The Perils Strategic Slumming in Europe. In NATO enlargement: Two Views", *The Atlanta Papers, Policy Papers* 2, 1997

ROMER J.C., *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev : essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS : 1945-1965*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991

ROMER J.C., *Géopolitique de la Russie*, Paris, Economica, 1999

ROMER J.C., Face *aux barbares : marches et confins d'empires de la Grande Muraille au rideau de fer*, Cycle de conférences 2001-2002 du Centre d'études d'histoire de la défense. Sous la direction de Jean-Christophe Romer

ROSENCRANCE R ., "A new concert of powers", *Foreign Affairs*, vol. 71, Nº 2, Spring 1992.

ROZMAN G., *Spontaneity and Direction Along the Russo-Chinese Border. Rediscovering Russia in Asia. Sebiria ad Russian Far East*, London, 1995

SINGER M., WILDAVSKY A., *The real world order*, Chathan House, 1993.

SCALAPINO R., *China's relations with Neughbors: The China Challenge: American Policies in East Asia*, N.Y, 1991

SCALAPINO R.A., "Korea and the Changing International Scene", *Asian Perspective*, 1992, Vol.16, n.2

SEGAL G., "East Asia and the "Constrain" of China", *International Security*. Printemps, 1996, Vol.20, n.4

SEGAL G., "Asianism and Asian Security" in *The National Interest*, Nº 42, Winter 1995/1996.

SIMON S., "Alternative Visions of Security in the Asia Pacific", *Pacific Affaires*, 1996, Vol.69, N.3

SINGH S., "Sino-Indian Ties: Moving Beyond Confidence-Building Measures", *The South African Jornal of International Affairs*, Johannesburg, 1997, Vol.4, N.2

SOKOLOFF G., "Russie: le chemin des tourments", *Politique Internationale*, Nº 63, printemps 1994

TAGA HIDETOSHI, "Cooperation in Japan Sea Rim Region – Resent Move and Basic" Information, Revue *Kan Nihonkai-no genje to helka-no nihon ninshiki*, Niigata, 1993

VAN WOLFEREN K., *L'énigme de la puissance japonaise*, Laffont, París, 1991

VIVEKANANDAN B., "CTBT and India's Future", *International Studies*. New Delhi, 1999, vol.36, n.4

WANG SHENG JIN. AN JING CHUN, "The Economic Development of Northern 3 Provinces of China and the North East Asia Economy Area", rapport présenté à la conférence Internationale "North-East Asia Economic and Trade Cooperation and Strategy of Jilin Province Economic Development," Juillet 1993

WANG BING YUAN, "China and New Political and Economic Order of Northeast Asia", *The Korean Journal of International Studies*, Vol. XXIII, n.4

WORTZEL LARRY M., *The Chinese Armed Forces in the 21st Century*, Carlisle, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 1999

WEBB M., KRASNER S., "Hegemonic Stability Theory", *Review of International Studies*, Vol. 15, nº 2, 1988.

YANG SIZHENG, "Changing Economic Relationship between China and the East Asian Region", *The Korean Journal of International Studies*, Vol. XXII, n.4, 1992

YANG Zhao Quan, XUN Yu Mei, *Zhong Chao bien ze shi* (Histoire de la frontière sino-coréenne), Chan chun, 1993

YOU JI, *The Armed Forces of China*, New York: I.B. Tauris, 1999

ZHANG ZHE JIU, « Lun Dong Bei Jin Ji He Zuo Yu Ji Lin Sheng Dui Wai Kai Fang » (Sur la question de la cooperation economique en Asie de Nord-Est et ouverture de la province Ji Lin), Changchun, 1993, Revue *Donbei Jin Ji Kai Fa Zan Lue Yan Jiu*, 2ème Edition

« Zhong E jinmao hezuo de xiangzhuang zi qi fazhan queshi » (L'état actuel et les perspectives du développement de la coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine), Ji Lin, 1995

Périodiques

The Atlanta Papers, Policy Papers 2, 1997

Almanach of China's Foreign Economic Relations and Trade, Beijing, 1996-1997

Asian Perspective

Asian Survey

Cahiers du Japon, n°83, printemps, 2000

The China Business Review, 1993, n.2

Globus, 1995, n.10

Dong Bei jinji kai fa zhanlue yanjiu (Les recherches stratégiques sur le développement économique du Nord-Est de la Chine), n. 4, voir l'article de LÜ XU YUN

The Economist, avril, 1993

Les études du CERI

Les Etudes de la documentation française, 1999

Far Eastern Economic Reviews, 16.01.1996

Far Eastern Economic Review, 24.07.1997

Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Paris, 1992

Foreign Affairs, 1992-1993

Foreign Affairs, vol. 71, n. 2, Spring, 1992.

Foreign Affairs, Summer, 1993, Vol. 72, n. 3.

Foreign Affairs, 11.12.2003, article "Japan's new nationalism"

Foreign Policy, Nº 95, Summer, 1994

International Boundary Study

International Herald Tribune, 22.01.2005, article "Again a land of the rising sun"

International Security, vol. 17, Spring, 1993

International Security, Spring, 1998

International Studies, 1999, vol.36, n.4

Japanese Slavic and East European Studies

The Japan Times, 25.02.1993

The Japan Times, 18.03.1993

Kan Nihonkai-no genje to helka-no nihon ninshiki, Niigata, 1993

Korea and World Affaires, Vol. 18, n.1, 1994, p. 48

The Korean Journal of International Studies

The Korean Journal of International Studies, Vol.XXII, n.1, 1991

The Korean Journal of International Studies, Vol. XXII, n.4, 1992

The Korean Journal of International Studies, Vol. XXIII, n.4

Les Nouvelles de la Chine, I.F.R.I., 2004-2005

Mapping the Political Economy of the Former Soviet Union, Baden-Baden, 1995, Vol.2

The Military Balance, 1996-1997

The National Interest, Nº 16, Summer, 1989

The National Interest, Nº 42, Winter, 1995/1996

Pacific Affaires, 1996, Vol.69, N.3

Perspectives chinoises n 79, septembre - octobre 2003, p.88

Politique étrangère, Nº 3,1992

Politique Internationale, Nº 54, Hiver, 1991-1992

Politique Internationale, Nº 63, printemps, 1994

Ren Min Ri Bao, 28.07.1995

Ren Min Ri Bao, 17.11.1995

Rethinking America´s Security, 1992.

Review of International Studies, Vol. 15, n. 2, 1988.

Pacific Historical Review, 1934, vol.3, pp.1-27

The South African Jornal of International Affairs, Johannesburg, 1997, Vol.4, n.2

Tokyo Sinbun, 16. 02.1995

World Affairs, New Delhi, 1999, Vol.3, n.1

World Politics, Nº 46, January 1994.

- ANNEXES -

Pendant la préparation de l'annexe documentaire de cette thèse, l'auteur a utilisé les sources suivantes :

- *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952
- *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999
- Les textes des accords contemporains sino-russes, ainsi que les documents sur la présence militaire russe en Asie Centrale, ont été présentés par le département des fonds administratifs (U.R.A.F.) du F.S.B.

Pour les chercheurs cette documentation peut être accessible dans les archives du ministère des Affaires étrangères russe et la bibliothèque de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou.

L'auteur de la thèse n'a pas présenté tous les accords imperiaux sino-russe qui n'ont pas perdu de leur actualité, mais qui ne peuvent pas entrer dans l'annexe à cause de la grande masse de texte qu'ils représentent. La base documentaire des relations imperales sino-russe entre le 17ème et le début du 20ème siècles se présente sous la forme de 179 accords, traités, notes diplomatiques bilatérales qui touchent le problème frontalier entre ces deux Etats. Dans une édition académique de V.MÂSNIKOV, *Granicy Kitaâ : Istoriâ Formirovaniâ* (La Chine : histoire de la formation des frontières), Moscou, 2001, ces documents depassent les sept cent pages. L'auteur de la thèse trouve nécessaire de présenter uniquement les documents qui concernent l'Etat actuel de la frontière sino-russe. Cela concerne aussi les documents qui ont été signés entre 1990-2004.

Liste des traités de l'annexe

Accord d'Aygun entre les Empires russe et chinois sur la frontière et commerce ____ 529

Traité de Tianjin du 13 juin 1858 ____ 531

Accord supplémentaire de Pékin du 2 novembre 1860 ____ 535

Accord de Saint-Pétersbourg sur la région d'Yili (12 février 1881) ____ 541

Accord secret sino-russe de Moscou de 1896 (relatif au K.V.Ž.D.) ____ 547

Contrat du 27 août 1896 sur la construction et l'exploitation du chemin de fer K.V.Ž.D. ____ 549

Convention de Pékin entre la Chine et la Russie sur la péninsule de Liaodong (mars 1898) ____ 553

Traité de Pékin entre la Russie et la Chine sur la Mandchourie (8 avril 1902) ____ 556

Traité sur la navigation sur les rivières frontalières Amour, Oussouri, Argun, Soungatcha, et sur le lac Hanka. (2 janvier 1951) ____ 558

Traité entre l'Union soviétique et la République Populaire de Chine sur le secteur oriental de la ligne frontalière (16 mai 1991) ____ 561

Traité entre les gouvernements de l'U.R.S.S. et de la R.P.C. sur les principes de la réduction mutuelle des forces militaires et sur la confiance dans les régions frontalières (24 avril 1990) ____ 569

Protocole entre les gouvernements russes et chinois sur la navigation des bateaux de la rivière Oussouri dans la rivière Amour face à la ville Khabarovsk et leurs retours (3 septembre 1994) ____ 571

Déclaration commune sino-russe (3 septembre 1994) ____ 574

Traité entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur la ligne frontalière étatique [Partie occidentale] (3 septembre 1994) ____ 576

Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage de la ligne frontalière entre les deux Etats (27 janvier 1994) ____ 578

Traité entre les gouvernements russe, chinois et mongol sur la définition du point de jonction des lignes frontalières des trois Etats (27 janvier 1994) ____ 580

Traité sur la création d'une commission consultative pour le développement du bassin de la rivière Tumannaya et de l'Asie du Nord-Est (06 décembre 1995) ____ 582

Traité entre la Fédération de Russie, la République de Kazakhstan, la République Kirghiz, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur le renforcement de la confiance dans la sphère militaire dans la région frontalière (26 avril 1996) ____ 585

Protocole additionnel au Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan, la République Kirghize, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur le renforcement de la confiance dans la région frontalière au niveau militaire (26 avril 1996) ____ 591

Protocole-description du point de jonction oriental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongol et chinois (23 avril 1996) ____ 593

Protocole-description du point de jonction Occidental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongol et chinois (24 juin 1996) ____ 595

Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les principes de base de l'exploitation de certaines îles et des bassins des rivières frontalières (10 novembre 1997) ____ 597

Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage simplifié des citoyens russes dans les complexes commerciaux en territoire chinois (17 février 1998) ____ 600

Traité entre les gouvernements chinois, russes, et nord-coréen sur la définition de la ligne frontalière sur l'espace fluvial sur la rivière Tumannaya (03 novembre 1998) ____ 602

Déclaration commune sur les questions frontalières sino-russe (23 novembre 1998) ____ 606

Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la définition de la pointe de jonction de la ligne frontalière des trois pays (5 mai 1999) 607

Décision du commandement du Service Fédéral des gardes frontières de la Fédération de Russie du 26 mai 1999. N.84 « Sur la réglementation de la ligne frontalière étatique » [Ordre F.P.S. R.F. du 10 juillet 1999. N.303] 609

Traité entre les gouvernements russe et chinois sur l'exploitation commune de certaines îles et bassins des rivières frontalières (09 décembre 1999) 612

Texte de la déclaration sino-russe de Pékin de 2000 618

Texte complet de l'accord sur l'amitié, le bon voisinage et la cooperation entre la Fédération russe et la République Populaire de Chine 622

Arrêté du gouvernment russe sur le protocole-description du secteutr oriental de la ligne frontalière sino-russe entre les deux gouvernements 627

Sur la conception de l'activité internationale du Service Féderal des gardes Frontières russe jusqu'en 2010 629

Déclaration des chefs d'Etats de la Russie et de la Chine de Moscou de 2001 634

Traité supplémentaire entre Fédération de Russie et République Populaire Chinoise sur la secteur Orientale de la ligne frontalière 638

Mémorandum entre les gouvernements russe et chinois sur l'application des traités sino- russes en vigueur par rapport aux secteurs de la frontière sino-russe délimités récemment 641

Traité entre les gouvernements russe et tadjik sur la base militaire russe au Tadjikistan. 642

Accord entre les gouvernements russe et tadjik sur la station de contrôle spatial « Nurek » et l'ordre de son fonctionnement. 644

Accord entre la République du Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la ligne frontalière 649

Accord entre le gouvernement de la Fédération Russe et Communauté des Etats Indépendants sur les conditions de l'activité sur le territoire russe du Centre anti-terroriste des pays du C.E.I. 661

Ajgun'skij dogovor meždu Rossiej i Kitaem o granicah i vzaimnoj torgovle

Accord d'Aygun entre les Empires russe et chinois sur la frontière et commerce

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Великого российского государства главноначальствующий над всеми губерниями Восточной Сибири, е.и.в. государя императора Александра Николаевича ген.-ад., ген.-лейт. Николай Муравьев, и великого дайцинского государства ген.-ад., придворный вельможа, амурский главнокомандующий князь И-Шань, по общему согласию, ради большей вечной взаимной дружбы двух государств, для пользы их подданных, постановили:

1

Левый берег реки Амура, начиная от реки Аргуни до морского устья р. Амура, да будет владением российского государства, а правый берег, считая вниз по течению до р. Усури, владением дайцинского государства; от реки Усури далее до моря находящиеся места и земли, впредь до определения по сим местам границы между двумя государствами, как ныне да будут в общем владении дайцинского и российского государств. По рекам Амуру, Сунгари и Усури могут плавать только суда дайцинского и российского государств; всех же прочих иностранных государств судам по сим рекам плавать не должно. Находящихся по левому берегу р. Амура от р. Зеи на юг, до деревни Хормолдзинь, маньчжурских жителей оставить вечно на прежних местах их жительства, под ведением маньчжурского правительства, с тем, чтобы русские жители обид и притеснений им не делали.

2

Для взаимной дружбы подданных двух государств дозволяется взаимная торговля проживающим по рекам Усури, Амуру и Сунгари подданным обоих государств, а начальствующие должны взаимно покровительствовать на обоих берегах торгующим людям двух государств.

3

Что уполномоченный российского государства генерал-губернатор Муравьев и уполномоченный дайцинского государства амурский главнокомандующий И-Шань, по общему согласию, постановили – да будет исполняемо в точности и ненарушимо на вечные времена; для чего российского государства генерал-губернатор Муравьев, написавший на русском и маньчжурском языках, передал дайцинского государства главнокомандующему И-Шань, а дайцинского государства главнокомандующий И-Шань, написавши на маньчжурском и монгольском языках, передал российского государства генерал-губернатору Муравьеву. Все здесь написанное распубликовать во известие пограничным людям двух государств.

Город Айхунь, мая 16 дня 1858 года.
(На подлинном подписали:)
Всемилостивейшего государя моего императора и самодержца всея России ген.-ад., ген.-губернатор Восточной Сибири, ген.-лейт. и разных орденов кавалер Николай Муравьев.
Службы е.и.в., государя и самодержца всея России, по Министерству иностранных дел ст.сов. Петр Перовский.
Амурский главнокомандующий И-Шань.

Помощник дивизионного начальника Дзираминга.
Скрепили:
Состоящий при генерал-губернаторе Восточной Сибири переводчик губернский секретарь Яков Шишмарев.
Ротный командир Айжиндай.

Traktat meždu Rossiej i Kitaem ob opredelenii vzaimnyh otnošenij

Traité de Tianjin du 13 juin 1858

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Е.в. император и самодержец всероссийский и е.в. богдохан 49 дайцинской империи, признавая необходимым определить вновь взаимные отношения между Китаем и Россией и утвердить новые постановления для пользы обоих государств, назначили для сего полномочными: е.в. император всероссийский, императорского комиссара в Китае, начальствующего морскими силами в Восточном океане, своего ген.-ад., вице-адмирала, графа Евфимия Путятина; а е.в. богдохан дайцинский своего государства восточного отделения да-сио-ши (государственный муж), главноуправляющего делами уголовной палаты... Гуй-ляна и своего государства председателя инспекторской палаты, дивизионного начальника тяжелого войска голубого знамени с каймой, высокого сановника Хуашана.
Означенные полномочные, на основании данной им власти от своих правительств, согласились и постановили следующие статьи:

СТАТЬЯ 1

Настоящим трактатом подтверждаются мир и дружба, с давних времен существовавшие между е.в. императором всероссийским и е.в. богдоханом дайцинским и их подданными.
Личная безопасность и неприкосновенность собственности русских, живущих в Китае, и китайцев, находящихся в России, будут всегда состоять под покровительством и защитой правительств обеих империй.

СТАТЬЯ 2

Прежнее право России отправлять посланников в Пекин всякий раз, когда российское правительство признает это нужным, теперь вновь подтверждается.
Сношения высшего российского правительства с высшим китайским будут производиться не чрез сенат и Ли-фань-юань, как было прежде, но чрез российского министра иностранных дел и старшего члена Верховного государственного совета (Цзюнь-цзи-чу), или главного министра, на основании совершенного равенства между ними.
Обыкновенная переписка между означенными выше лицами будет пересылаться чрез пограничных начальников. Когда же встретится надобность отправить бумагу о весьма важном деле, то для отвоза ее в столицу и для личных по делу объяснений с членами Государственного совета, или главным министром, будет назначаться особый чиновник. По прибытии своем он передает бумагу чрез президента Палаты церемоний (Ли-бу).
Совершенное равенство будет также соблюдаться в переписках и при свиданиях российских посланников или полномочных министров с членами Государственного совета, с министрами пекинского двора и с генерал-губернаторами пограничных и приморских областей. На том же основании будут происходить все сношения между пограничными генерал-губернаторами и прочими начальниками смежных мест обоих государств.
Если бы российское правительство нашло нужным назначить полномочного министра для жительства в одном из открытых портов, то в личных и письменных своих сношениях с высшими местными властями и с министрами в Пекине он будет руководствоваться общими правилами, теперь постановленными для всех иностранных государств.

Российские посланники могут следовать в Пекин или из Кяхты 51 чрез Ургу, или из Дагу, при устье реки Хай-Хэ, или иным путем из других открытых городов или портов Китая. По предварительном извещении китайское правительство обязывается немедленно сделать надлежащие распоряжения как для скорого и удобного следования посланника и сопровождающих его лиц, так и относительно приема их в столице с должным почетом, отвода им хороших помещений и снабжения всем нужным.
Денежные по всем этим статьям расходы относятся на счет российского государства, а отнюдь не китайского.

СТАТЬЯ 3

Торговля России с Китаем отныне может производиться не только сухим путем в прежних пограничных местах, но и морем. Русские купеческие суда могут приходить для торговли в следующие порты: Шанхай, Нин-бо, Фу-чжоу-фу, Сямынь, Гуандун, Тайвань-фу на острове Формозе, Цюн-чжоу на острове Хайнане, и в другие открытые места для иностранной торговли.

СТАТЬЯ 4

В торговле сухопутной впредь не должно быть никаких ограничений относительно числа лиц, в ней участвующих, количества привозимых товаров или употребляемого капитала.
В торговле морской и во всех подробностях ее производства, как то: представлении объявлений о привезенных товарах, уплате якорных денег, пошлин по действующему тарифу и т.п., русские купеческие суда будут сообразоваться с общими постановлениями об иностранной торговле в портах Китая.
За контрабандную торговлю русские подвергаются конфискации свезенных товаров.

СТАТЬЯ 5

Во все означенные порты российское правительство имеет право по своему желанию назначать консулов.
Для наблюдения за порядком со стороны русских подданных, пребывающих в открытых портах Китая, и для поддержания власти 52 консулов оно может посылать в них свои военные суда.
Порядок сношений между консулами и местными властями, отведение удобной земли для постройки церквей, домов и складочных магазинов, покупка земли русскими у китайцев по взаимному соглашению и другие подобного рода предметы, касающиеся обязанностей консулов, будут производиться на основании общих правил, принятых китайским правительством в рассуждении иностранцев.

СТАТЬЯ 6

Если бы русское военное или купеческое судно подверглось крушению у берегов Китая, то местные власти обязаны немедленно распорядиться о спасении погибающих, имущества, товаров и самого судна. Они также должны принимать все меры, чтобы спасенные люди, имущество их и товары были доставлены в ближайший из открытых портов, где находится русский консул или агент какой-либо нации, дружественной России, или наконец на границу, если это будет удобнее сделать. Издержки, употребленные на спасение людей и товаров, будут уплачены впоследствии по распоряжению русского правительства.
В случае, если русским купеческим или военным судам встретится надобность во время их плавания у берегов китайских исправить повреждения, запастись водой или свежей провизией, то они могут заходить для этого и в не открытые для торговли порты Китая и приобретать все нужное по добровольно условленным ценам и без всяких препятствий со стороны местного начальства.

СТАТЬЯ 7

Разбирательство всякого дела между русскими и китайскими подданными в местах, открытых для торговли, не иначе должно производиться китайским начальством, как сообща с русским консулом, или лицом, представляющим власть российского правительства в том месте. В случае обвинения русских в каком-либо проступке или преступлении, виновные судятся по русским законам. Равно и

китайские подданные за всякую вину или покушение на жизнь или собственность русских будут судиться и наказываться по постановлениям своего государства.
Русские подданные, проникнувшие внутрь Китая и учинившие там 53 какой-либо проступок или преступление, должны быть препровождены для суждения их и наказания по русским законам на границу или в тот из открытых портов, в котором есть русский консул.

СТАТЬЯ 8

Китайское правительство, признавая, что христианское учение способствует водворению порядка и согласия между людьми, обязуется не только не преследовать своих подданных за исполнение обязанностей христианской веры, но и покровительствовать им наравне с теми, которые следуют другим допущенным в государстве верованиям.
Считая христианских миссионеров за добрых людей, не ищущих собственных выгод, китайское правительство дозволяет им распространять христианство между своими подданными и не будет препятствовать им проникать из всех открытых мест внутрь империи, для чего определенное число миссионеров будет снабжено свидетельствами от русских консулов или пограничных властей.

СТАТЬЯ 9

Неопределенные части границ между Китаем и Россией будут без отлагательства исследованы на местах доверенными лицами от обоих правительств, и заключенное ими условие о граничной черте составит дополнительную статью к настоящему трактату. По назначении границ сделаны будут подробное описание и карты смежных пространств, которые и послужат обоим правительствам на будущее время бесспорными документами о границах.

СТАТЬЯ 10

Вместо пребывания в Пекине членов русской духовной миссии, по прежнему обычаю, в течение определенного срока, каждый из них может по усмотрению высшего начальства возвращаться в Россию чрез Кяхту или иным путем во всякое время, и на место выбывающих могут назначаться в Пекин другие лица.
Все издержки на содержание миссии с настоящего времени будут относиться на счет российского правительства, а китайское 54 правительство вовсе освобождается от расходов, доселе им производившихся в ее пользу.
Издержки проезда членов миссии, курьеров и других лиц, отправленных русским правительством из Кяхты или открытых портов Китая в Пекин и обратно, будут уплачиваться им самим; китайские же местные власти обязаны содействовать с своей стороны всеми мерами к удобному и скорому следованию всех вышеупомянутых лиц к местам своего назначения.

СТАТЬЯ 11

Для правильных сношений между российским и китайским правительствами, равно как и для потребностей пекинской духовной миссии, учреждается ежемесячное легкое почтовое сообщение между Кяхтой и Пекином. Китайский курьер будет отправляться в определенное число каждого месяца из Пекина и из Кяхты и должен не более как чрез пятнадцать дней доставлять посланные с ним бумаги и письма в одно из означенных мест.
Сверх того чрез каждые три месяца или четыре раза в год будет отправляться тяжелая почта с посылками и вещами, как из Кяхты в Пекин, так и обратно, и для следования оной определяется месячный срок.
Все издержки по отправлению как легких, так и тяжелых почт будут поровну уплачиваться русским и китайским правительствами.

СТАТЬЯ 12

Все права и преимущества политические, торговые и другого рода, какие впоследствии могут приобресть государства, наиболее благоприятствуемые китайским правительством, распространяются в то же время и на Россию, без дальнейших с ее стороны по сим предметам переговоров.

Трактат сей утверждается ныне же его величеством богдоханом дайцинским и, по утверждении оного е.в. императором всероссийским, размен ратификаций последует в Пекине чрез год или ранее, если обстоятельства позволят. Теперь же размениваются копии трактата на русском, маньчжурском и китайском языках за подписью и печатями полномочных обоих государств, и маньчжурский текст будет принимаем за основание при толковании смысла всех статей.
Все постановления сего трактата будут храниться на будущие времена обеими договаривающимися сторонами верно и ненарушимо.
Заключен и подписан в городе Тянь-Цзине в лето от рождества Христова тысяча восемьсот пятьдесят осьмое, июня в 1(13) день, царствования же государя императора Александра II в четвертый год.

ПОДПИСАЛИ:

ГРАФ ЕВФИМИЙ ПУТЯТИН
ГУЙ-ЛЯН
ХУАШАНА

Dopolnitel'nyj Dogovor meždu Rossiej i Kitaem

Accord supplémentaire de Pékin du 2 novembre 1860

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

По внимательном рассмотрении и обсуждении существующих между 74 Россией и Китаем договоров, е.в. император и самодержец всероссийский и е.в. богдохан дайцинский, для вящего скрепления взаимной дружбы между двумя империями, для развития торговых сношений и предупреждения недоразумений, положили составить несколько добавочных статей, и для сей цели назначили уполномоченными: российского государства, свиты е.и.в. ген.-майора... Николая Игнатьева;
дайцинского государства, князя первой степени, принца Гун, по имени И-син.
Означенные уполномоченные, по предъявлении своих полномочий, найденных достаточными, постановили нижеследующее:

СТАТЬЯ 1

В подтверждение и пояснение первой статьи договора, заключенного в городе Айгуне, 1858 года, мая 16-го дня (Сян-фын VIII года, IV луны, 21-го числа), и во исполнение девятой статьи договора, заключенного в том же году, июня 1-го дня (V луны, 3-го 75 числа), в городе Тянь-Цзине, определяется: с сих пор восточная граница между двумя государствами, начиная от слияния рек Шилки и Аргуни, пойдет вниз по течению реки Амура до места слияния сей последней реки с рекой Усури. Земли, лежащие по левому берегу (на север) реки Амура, принадлежат российскому государству, а земли, лежащие на правом берегу (на юг), до устья реки Усури, принадлежат китайскому государству. Далее от устья реки Усури до озера Хинкай граничная линия идет по рекам Усури и Сун'гача. Земли, лежащие по восточному (правому) берегу сих рек, принадлежат российскому государству, а по западному (левому), – китайскому государству. Затем граничная между двумя государствами линия, от истока реки Сун'гача, пересекает озеро Хинкай и идет к реке Бэлэн-хэ (Тур), от устья же сей последней, по горному хребту, к устью реки Хубиту (Хубту), а отсюда по горам, лежащим между рекой Хуньчунь и морем, до реки Ту-мынь-дзян. Здесь также земли, лежащие на востоке, принадлежат российскому государству, а на запад – китайскому. Граничная линия упирается в реку Ту-мынь-дзян на двадцать китайских верст (ли), выше впадения ее в море.
Сверх сего, во исполнение девятой же статьи Тянь-цзинского договора, утверждается составленная карта, на коей граничная линия, для большей ясности, обозначена красной чертой и направление ее показано буквами русского алфавита: А. Б. В. Г. Д. Е. Ж. З. И. І. К. Л. М. Н. О. П. Р. С. Т. У. Карта сия подписывается уполномоченными обоих государств и скрепляется их печатями.
Если бы в вышеозначенных местах оказались поселения китайских подданных, то русское правительство обязуется оставить их на тех же местах и дозволить по-прежнему заниматься рыбными и звериными промыслами.
После постановления пограничных знаков, граничная линия на веки не должна быть изменяема.

СТАТЬЯ 2

Граничная черта на западе, доселе неопределенная, отныне должна проходить, следуя направлению гор, течению больших рек и линии ныне существующих китайских пикетов, от последнего маяка, называемого Шабин-дабага, поставленного в 1728 году (Юн-чжэн VI года), по заключении Кяхтинского договора, на юго-запад до озера Цзай-сан, а оттуда до гор, проходящих южнее озера Иссыккуль и называемых Тэнгэри-шань или Киргизнын алатау, иначе Тянь-шань-нань-лу (южные отроги Небесных гор), и по сим горам до кокандских владений.

СТАТЬЯ 3

Отныне все пограничные вопросы, могущие возникнуть впоследствии, должны решаться на основании изложенного в первой и второй статьях сего договора, для постановки же пограничных знаков на востоке – от озера Хинкай до реки Ту-мынь-дзян, а на западе – от маяка Шабин-дабага до кокандских владений, российское и китайское правительства назначают доверенных лиц (комиссаров). Для обозрения восточной границы, съезд комиссаров назначается на устье реки Усури, в течение апреля месяца будущего года (Сян-фын XI года в третьей луне). Для обзора же западной границы комиссары съезжаются в Тарбагатае, но время для их съезда теперь не определяется.
На основании того, что постановлено в первой и второй статьях сего договора, командированные доверенные сановники (комиссары) составляют карты и подробные описания граничной линии в четырех экземплярах – два на русском и два на китайском или маньчжурском языках. Карты и описания сии утверждаются подписями и печатями комиссаров; затем два экземпляра оных, – один на русском, другой на китайском или маньчжурском языках, вручаются русскому, а два таковых же экземпляра – китайскому правительству, для хранения.

По случаю вручения карт и описания граничной линии составляется протокол, который утверждается подписями и печатями комиссаров и будет считаться дополнительной статьей сего договора.
СТАТЬЯ 4 77 На протяжении всей граничной линии, определенной первой статьей сего договора, дозволяется свободная и беспошлинная меновая торговля между подданными обоих государств. Местные пограничные начальники должны оказывать особое покровительство этой торговле и людям, ею занимающимся.
С сим вместе подтверждается постановленное касательно торговли во второй статье Айгунского договора.

СТАТЬЯ 5

Русским купцам, сверх существующей торговли на Кяхте, предоставляется прежнее право ездить для торговли из Кяхты в Пекин. По пути, в Урге и Калгане им дозволяется также торговать, не открывая оптовой продажи. В Урге – русскому правительству предоставляется право иметь консула (лин-ши-гуань), с несколькими при нем людьми, и на свой счет выстроить для него помещение. Касательно отвода земли под здание, величины постройки сего последнего, равно и отвода места под пастбище, предоставляется войти в соглашение с ургинскими правителями.
Китайским купцам, если они пожелают, также дозволяется отправляться для торговли в Россию.
Русские купцы имеют право ездить для торговли в Китай во всякое время, только в одном и том же месте их не должно быть более двухсот человек, притом они должны иметь билеты от своего пограничного начальства, в которых обозначается: имя караванного старшины, число людей, при караване состоящих, и место, куда следует караван. Во время пути купцам дозволяется покупать и продавать все, по их усмотрению. Все дорожные издержки относятся на счет самих купцов.

СТАТЬЯ 6

В виде опыта открывается торговля в Кашгаре, на тех же самых основаниях, как в Или и Тарбагатае. В Кашгаре китайское правительство отводит в достаточном количестве землю для постройки фактории, со всеми нужными при ней зданиями для жилища в склада товаров, церкви и т.п., а также место для кладбища, и, 78 по примеру Или и Тарбагатая, – место для пастбища. Об отводе мест для выше означенных надобностей будет сообщено теперь же управляющему Кашгарским краем.
Китайское правительство не отвечает за разграбление русских купцов, торгующих в Кашгаре, в том случае, когда грабеж будет произведен людьми, вторгнувшимися из-за линии китайских караулов.

СТАТЬЯ 7

Как русские в Китае, так и китайские подданные в России, в местах, открытых для торговли, могут заниматься торговыми делами совершенно свободно, без всяких стеснений со стороны местного начальства, посещать также свободно и во всякое время – рынки, лавки, дома местных купцов, продавать и покупать разные товары оптом или в розницу, на деньги или посредством мены, давать и брать в долг по взаимному доверию.

Срок пребывания купцов в местах, где производится торговля, не определяется, а зависит от их собственного усмотрения.

СТАТЬЯ 8

Русские купцы в Китае, а китайские в России состоят под особым покровительством обоих правительств. Для наблюдения за купцами и предотвращения могущих возникнуть между ними и местными жителями недоразумений, русское правительство, на основании правил, принятых для Или и Тарбагатая, может назначить теперь же своих консулов в Кашгар и Ургу. Китайское правительство, равным образом, может, если бы пожелало, назначать своих консулов в столицах и других городах российской империи.
Консулы того и другого государства помещаются в домах, устроенных на счет их правительств. Впрочем, им не запрещается, по собственному усмотрению, нанимать для себя квартиры у местных жителей.
В сношениях с местным начальством, консулы обоих государств, на основании второй статьи Тянь-цзинского трактата, соблюдают совершенное равенство. Все дела, касающиеся купцов того и другого государства, разбираются ими по взаимному соглашению; проступки 79 же и преступления должны судиться, как сказано в седьмой статье Тянь-цзинского договора, по законам того государства, подданным которого окажется виновный.
Споры, иски и тому подобные недоразумения, возникающие между купцами при торговых сделках, предоставляется решать самим купцам, посредством выбранных из своей среды людей; консулы же и местное начальство только содействуют примирению, но не принимают на себя ответственности по искам.
Купцы того и другого государства, в местах, где дозволена торговля, могут вступать между собой в письменные обязательства по случаю заказа товаров, найма лавок, домов и т.п. и предъявлять их для засвидетельствования в консульство и местное правление. В случае неустойки по письменному обязательству, консул и местное начальство принимают меры к побуждению исполнить обязательство в точности.
Дела, не касающиеся торговых между купцами сделок, например, споры, жалобы и проч., разбираются консулом и местным начальством, по общему соглашению; виновные же наказываются по законам своего государства.
В случае укрывательства русского подданного между китайцами или побега его внутрь страны, местное начальство, по получении о том извещения от русского консула, немедленно принимает меры к отысканию бежавшего, а по отыскании немедленно представляет его в русское консульство. Подобные меры равным образом должны быть соблюдаемы и в отношении китайского подданного, скрывавшегося у русских или бежавшего в Россию.
В преступлениях важных, как-то: убийстве, грабеже с нанесением опасных ранений, покушении на жизнь другого, злонамеренном поджоге и том.подоб., по произведении следствия, виновный, если он будет русский, отсылается в Россию, для поступления с ним по законам своего государства, а если китайский, то наказание его производится, – или начальством того места, где учинено преступление, или, если того потребуют государственные постановления, виновный для наказания отправляется в другой город или область.
Как в преступлениях важных, так равно и маловажных, консул и местное начальство могут принимать нужные меры только в отношении 80 к виновному своего государства, но никто из них не имеет никакого права ни задерживать, ни отдельно разбирать, а тем более наказывать подданного не своего государства.

СТАТЬЯ 9

При распространении в настоящее время торговых сношений между подданными того и другого государства и проведения новой граничной линии, прежние правила, постановленные в трактатах, заключенных в Нерчинске и Кяхте и в дополнительных к ним договорах, сделались уже неприменимыми; сношения пограничных начальников между собой и правила для разбирательства пограничных дел равным образом не соответствуют современным обстоятельствам, а поэтому взамен сих правил постановляется следующее:
Отныне, кроме сношений, производившихся на восточной границе, чрез Ургу и Кяхту, между кяхтинским градоначальником и ургинскими правителями, а на западной между генерал-губернатором Западной Сибири и Илийским управлением, пограничные сношения будут еще производиться: между военными губернаторами Амурской и Приморской областей и хэйлун-

цзянским и гириньским цзян-цзюнами (главнокомандующими); между кяхтинским пограничным комиссаром и цзаргучеем (бу-юань), по смыслу осьмой статьи сего договора.
Вышеупомянутые военные губернаторы и главнокомандующие (цзян-цзюни), на основании второй статьи Тянь-цзинского договора, в сношениях своих должны соблюдать совершенное равенство и вести оные исключительно по делам, относящимся непосредственно к их управлению.
В случае дел особой важности, генерал-губернатору Восточной Сибири предоставляется право иметь письменные сношения, – или с Верховным советом (Цзюнь-цзи-чу), или с Палатой внешних сношений (Ли-фань-юань), как главным местом, заведывающим пограничными сношениями и управлением.

СТАТЬЯ 10

При исследовании и решении дел пограничных, как важных, так в маловажных, пограничные начальники руководствуются правилами, 81 изложенными в осьмой статье сего договора; следствия же и наказания подданных того и другого государства производятся, как сказано в седьмой статье Тянь-цзинского договора, по законам того государства, которому принадлежит виновный.
При переходе, угоне или уводе скота за границу, местное начальство, по первому о том извещению и по сдаче следов страже ближайшего караула, посылает людей для отыскания. Отысканный скот возвращается без замедления, причем, за недостающее число его, если бы оное оказалось, взыскивается по закону, но в сем случае уплата не должна быть увеличиваема в несколько раз (как то было прежде).
В случае побегов за границу, по первому же о том извещению, немедленно принимаются меры к отысканию перебежчика. Найденный перебежчик немедленно передается со всеми принадлежащими ему вещами пограничному начальству; исследование причин побега и самый суд производятся ближайшим местным начальством того государства, подданным которого окажется перебежчик. Во все время нахождения за границей, от поимки до сдачи кому следует, перебежчику дается нужная пища и питье, а в случае надобности и одежда; сопровождающая его стража должна обходиться с ним человеколюбиво и не позволять себе своевольных поступков. То же самое должно соблюдать и в отношении того перебежчика, о котором не дано было уведомления.

СТАТЬЯ 11

Письменные сношения главных пограничных начальников того и другого государства производятся чрез ближайших пограничных чиновников, которым отправляемые бумаги отдаются под расписку.
Генерал-губернатор Восточной Сибири и кяхтинский градоначальник отправляют свои бумаги к кяхтинскому пограничному комиссару, который передаст их цзаргучею (бу-юань); ургинские же правители посылают свои бумаги к цзаргучею (бу-юань), который передает их кяхтинскому пограничному комиссару.
Военный губернатор Амурской области пересылает свои бумаги чрез помощника (фу-ду-туна) главнокомандующего (цзян-цзюнь) в 82 городе Айгуне, чрез которого также передают свои бумаги к военному губернатору Амурской области хэй-лун-цзянский и гириньский главнокомандующие (цзян-цзюнь).
Военный губернатор Приморской области и гириньский главнокомандующий (цзян-цзюнь) пересылают бумаги чрез начальников своих караулов на реках Усури в Хунь-чунь.
Пересылка бумаг между генерал-губернатором Западной Сибири и Илийским главным управлением или главнокомандующим (цзян-цзюнем) производится чрез русского консула в городе Или (Кульдже).
В случае дел особой важности, требующих личных объяснений, главные пограничные начальники того и другого государства могут отправлять друг другу бумаги с доверенными русскими чиновниками.

СТАТЬЯ 12

На основании одиннадцатой статьи Тянь-цзинского договора, отправляемые по казенной надобности из Кяхты в Пекин и обратно, легкие и тяжелые почты будут отходить в следующие сроки: легкие – каждый месяц однажды из того и другого места; а тяжелые – из Кяхты в Пекин – каждые два месяца однажды, а из Пекина в Кяхту – каждые три месяца однажды.

Легкие почты до места назначения должны идти никак не более двадцати, а тяжелые не более сорока дней.
С тяжелой почтой посылается одновременно не более двадцати ящиков, весом каждый не более ста двадцати китайских фунтов (гинов), – четырех пудов.
Легкие почты должны быть отправляемы в тот же день, в который будут доставлены; при промедлении в сем случае должно быть производимо строгое исследование и взыскание.
Отправляемый с легкими и тяжелыми почтами почтальон, в проезд чрез Ургу, должен заезжать в русское консульство, отдавать адресованные к проживающим там лицам, и принимать равным образом адресованные ими письма и посылки.
При отправлении тяжелых почт должны составляться накладные (цинь-дань) посылаемых ящиков. Из Кяхты накладные, при отношении, 83 отсылаются в Ургу к тамошнему правителю, а из Пекина – при отношении же – в Палату внешних сношений (Ли-фань-юань).
В накладных точно обозначается: время отправления, число ящиков и общий вес их. Частный вес каждого ящика должен быть обозначаем на самой обшивке ящика и писаться русскими цифрами, с переводом их на монгольский или китайский счет.
Если бы русские купцы по своим торговым делам нашли нужным учредить на свой счет, для пересылки писем или перевоза товаров, почту, то, для облегчения казенных почт, сие им дозволяется. При устройстве почтового сообщения, купцы должны только предварить местное начальство, для получения от него согласия.

СТАТЬЯ 13

Отправление обыкновенных бумаг российского министра иностранных дел в Верховный совет (Цзюнь-цзи-чу) дайцинского государства, а также генерал-губернатора Восточной Сибири в тот же совет, или в Палату внешних сношений (Ли-фань-юань), производится обыкновенным порядком, чрез почту, не стесняясь впрочем сроком отхода почт; в случае же дел особой важности, бумаги от вышеозначенных лиц могут быть отправляемы с русским курьером.
Во время пребывания в Пекине русских посланников, бумаги особой важности могут быть также отправляемы с нарочно командированными русскими чиновниками. Русские курьеры, на пути своем, не должны быть никем и нигде задерживаемы.
Командируемый для доставления бумаг курьер непременно должен быть русский подданный.
О выезде курьера дается знать за сутки, в Кяхте – цзаргучею (бу-юань) комиссаром, а в Пекине в Военную палату (бинь-бу), из русского подворья.

СТАТЬЯ 14

Со временем, когда в постановленном в сем договоре, касательно сухопутной торговли, встретится что-либо для той или другой стороны неудобное, то генерал-губернатору Восточной Сибири предоставляется войти по сему предмету в соглашение с 84 пограничными сановниками дайцинского государства и составить дополнительные условия, придерживаясь во всяком случае вышепостановленных оснований.
Статья двенадцатая Тянь-цзинского договора с сим вместе подтверждается и не должна быть изменяема.

СТАТЬЯ 15

Утвердив таким образом все вышесказанное, по взаимному соглашению, уполномоченные российского и китайского государств подписали собственноручно и скрепили своими печатями два экземпляра русского текста договора и два экземпляра перевода оного на китайский язык и затем передали друг другу по одному экземпляру того и другого.
Статьи сего договора возымеют законную силу со дня размена их уполномоченными того и другого государства, как бы включенные слово в слово в Тянь-цзинский договор, и должны быть исполняемы на вечные времена свято и ненарушимо.
По утверждении императорами обоих государств, договор сей объявляется в каждом государстве к сведению и руководству тем, кому о том ведать надлежит.

Заключен и подписан в столичном городе Пекине, в лето от рождества Христова тысяча восемьсот шестидесятое, ноября второй (четырнадцатый) день, царствования же государя императора Александра Второго в шестой год; а Сян-фын десятого года, десятой луны во второе число.

ПОДПИСАЛИ:
НИКОЛАЙ ИГНАТЬЕВ,
ГУН

Dogovor meždu Rossiej i Kitaem ob Ilijskom Krae

Accord de Saint-Pétersbourg sur la région d'Yili (12 février 1881)

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Е.в. император и самодержец всероссийский и е.в. император 211 китайский, желая, для скрепления дружественных между ними отношений, разрешить некоторые пограничные и торговые вопросы, касающиеся пользы обеих империй, назначили для установления соглашений по этим вопросам своими уполномоченными:
е.в. император всероссийский: ... сенатора, действительного тайного советника, управляющего императорским Министерством иностранных дел, Николая Гирса и своего чрезвычайного посланника и полномочного министра при дворе е.в. императора китайского, действительного статского советника Евгения Бюцова;
и е.в. император китайский Цзэна, ... своего чрезвычайного посланника и полномочного министра при дворе е.в. императора всероссийского, снабженного особым полномочием для подписания настоящего договора в качестве чрезвычайного посла.
Означенные уполномоченные, снабженные полномочиями, найденными достаточными, постановили нижеследующие условия:

СТАТЬЯ I

Е.в. император всероссийский соглашается на восстановление власти китайского правительства в Илийском крае, временно занятом русскими войсками с 1871 года.
Западная часть этого края, в пределах, обозначенных в VII статье настоящего договора, остается во владении России.

СТАТЬЯ II

Е.в. император китайский обязуется принять соответствующие меры к ограждению жителей Илийского края, к какому бы племени и вероисповеданию они ни принадлежали, от личной или имущественной ответственности за действия их во время смут, господствовавших в этом крае, или после оных.
Сообразное с этим обязательством объявление будет сделано китайскими властями, от имени е.в. императора китайского, населению Илийского края, до передачи оного им.

СТАТЬЯ III

Жителям Илийского края предоставляется остаться на нынешних местах жительства их, в китайском подданстве, или же выселиться в пределы России и принять российское подданство. Они будут спрошены об этом до восстановления китайской власти в Илийском крае, и тем из них, которые пожелают выселиться в Россию, дан будет на это годичный срок со дня передачи края китайским властям. Китайские власти не будут чинить каких-либо препятствий к выселению их и к вывозу их движимого имущества.

СТАТЬЯ IV

Русские подданные, владеющие участками земли в Илийском крае, сохранят право собственности на оные и после восстановления власти китайского правительства в этом крае.

Постановление это не относится к жителям Илийского края, которые перейдут в российское подданство при восстановлении в этом крае китайской власти.
Русские подданные, земельные участки которых находятся за пределами мест, отведенных для русской фактории на основании 13-й статьи Кульчжинского договора 1851 года, обязаны будут платить те же подати и повинности, какие платятся китайскими подданными.

СТАТЬЯ V

Оба правительства отправят в Кульчжу комиссаров, которые приступят, с одной стороны, к передаче, а с другой – к приему управления Илийским краем, и на которых возложено будет вообще приведение в исполнение тех условий настоящего договора, которые относятся к восстановлению власти китайского правительства в этом крае.
Означенные комиссары исполнят возложенное на них поручение, сообразуясь с тем соглашением, которое установится на счет порядка передачи с одной стороны и приема – с другой управления Илийским краем между ген.-губернатором Туркестанского края и ген.-губернатором провинции Шань-си и Гань-су, которым поручено обоими правительствами главное заведывание этим делом.
Передача управления Илийским краем должна быть окончена в трехмесячный срок, а буде возможно, и ранее, со дня прибытия в Ташкент чиновника, который будет командирован ген.-губернатором Шань-си и Гань-су к ген.-губернатору Туркестанского края, с извещением о ратификации настоящего договора е.в. императором китайским и об обнародовании оного.

СТАТЬЯ VI

Правительство е.в. императора китайского уплатит российскому правительству сумму в девять миллионов металлических рублей, назначаемых: на покрытие издержек, вызванных занятием русскими войсками Илийского края с 1871 года, на удовлетворение всех денежных исков, возбужденных до сего дня вследствие потерь, понесенных русскими подданными от разграбления их имущества в китайских пределах, и на выдачу вспомоществований семействам русских подданных, убитых при вооруженных нападениях на них на китайской территории.
Вышеупомянутая сумма в девять миллионов металлических рублей будет выплачена в течение двух лет со дня размена ратификаций настоящего договора, порядком, определенным по соглашению между обоими правительствами в особом протоколе, приложенном к настоящему договору.

СТАТЬЯ VII

Западная часть Илийского края присоединяется к России для поселения в оной тех жителей этого края, которые примут российское подданство и, вследствие этого, должны будут покинуть земли, которыми владели там.
Граница между владениями России и принадлежащей Китаю Илийской областью будет следовать, начиная от гор Бе-джин-Тау, по течению реки Хоргос до впадения ее в реку Или, и, пересекши последнюю, направится на юг к горам Узун-Тау, оставив к западу селение Кольджат. Оттуда она направится на юг, следуя по черте, определенной в протоколе, подписанном в Чугучаке в 1864 году.

СТАТЬЯ VIII

Ввиду обнаружившихся недостатков известной части граничной черты на восток от озера Зайсана, определенной в протоколе, подписанном в Чугучаке в 1864 году, оба правительства назначат комиссаров, которые, по взаимному соглашению, изменят прежнее направление границы таким образом, чтобы указанные недостатки были устранены и чтобы между киргизскими родами, подвластными обеим империям, было произведено надлежащее разграничение.
Новой граничной черте дано будет, по возможности, направление среднее между прежней границей и прямой линией, пересекающей Черный Иртыш по направлению от гор Куй-тун к хребту Саур.

СТАТЬЯ IX

Для постановки граничных знаков как на граничной черте, определенной в предыдущих статьях VII и VIII, так и на участках границы, где знаки еще не были поставлены, будут назначены обеими договаривающимися сторонами комиссары. Время и место съездов комиссаров будут определены по соглашению между обоими правительствами.
Оба правительства назначат также комиссаров для осмотра границы и постановки граничных знаков между принадлежащей России областью Ферганской и западной частью принадлежащей Китаю Кашгарской области. В основание работ комиссаров будет принята существующая граница.

СТАТЬЯ X

Принадлежащее российскому правительству, по договорам, право назначать консулов в Или, Тарбагатае, Кашгаре и Урге распространяется отныне на города Су-чжэу (Цзя-юй-гуань) и Турфан. В городах: Кобдо, Улясу-тае, Хами, Урумци и Гучене российское правительство будет учреждать консульства по мере развития торговли и по соглашению с китайским правительством.
Консулы в Су-чжэу (Цзя-юй-гуане) и Турфане будут исполнять консульские обязанности в соседних округах, в которых интересы русских подданных будут требовать присутствия их.
Постановления 5-й и 6-й статей договора, заключенного в Пекине в 1860 году, относительно отвода участков земли под здания консульств и под кладбища и пастбища, будут относиться также к городам Су-чжэу (Цзя-юй-гуань) и Турфану. До постройки зданий для консульств местные власти будут оказывать консулам содействие к приисканию необходимых для них временных помещений.
Российские консулы в Монголии и в округах, лежащих по обоим склонам Тянь-Шаня, будут пользоваться, для переездов своих и пересылки корреспонденции, правительственными почтовыми 216 учреждениями, согласно с тем, что постановлено в 11-й статье Тянь-цзиньского договора и в 12-й статье Пекинского договора. Китайские власти, к которым они будут обращаться с этой целью, будут оказывать им содействие.
Так как город Турфан не принадлежит к местам, открытым для иностранной торговли, то право учредить консульство в этом городе не может служить основанием к распространению такого же преимущества на китайские порты, на внутренние области и на Маньчжурию.

СТАТЬЯ XI

Российские консулы в Китае будут сноситься по делам службы, или с местными властями города, в котором они пребывают, или с высшими властями округа, или области, смотря по тому, как этого потребуют вверенные им интересы, важность подлежащих обсуждению дел и скорейшее их решение. Переписка между ними будет производиться в форме официальных писем. Что же касается до порядка, который должен соблюдаться при свиданиях их, и вообще в их сношениях, то он будет основан на внимании, которое обязаны оказывать друг другу должностные лица дружественных держав.
Все дела, которые будут возникать между подданными обоих государств, в китайских пределах, по поводу торговых и другого рода сделок, будут разбираться и решаться консулами и китайскими властями по взаимному соглашению.
В тяжбах по торговым делам обеим сторонам предоставляется окончить дело полюбовно, при содействии посредников, выбранных каждой стороной. Если бы соглашение не было достигнуто этим путем, дело разбирается и решается властями обоих государств.
Письменные обязательства, заключаемые между русскими и китайскими подданными, относительно заказа товаров, перевозки оных, найма лавок, домов и других помещений, или относительно других сделок подобного рода, могут быть предъявляемы к засвидетельствованию в консульства и в высшие местные управления, которые обязаны свидетельствовать предъявляемые им документы. В случае неустойки по заключенным обязательствам, консулы и китайские власти принимают меры, посредством которых выполнение обязательств могло бы быть обеспечено.

СТАТЬЯ XII

Русским подданным предоставляется право попрежнему торговать беспошлинно в подвластной Китаю Монголии, как в местах и аймаках, в которых существует китайское управление, так и в тех, где оного не имеется.

Правом беспошлинной торговли русские подданные будут равным образом пользоваться в городах и прочих местах Илийского, Тарбагатайского, Кашгарского, Урумцийского и прочих округов, лежащих по северному и южному склонам Тянь-шанского хребта, до великой стены. Право это будет отменено, когда с развитием торговли возникнет необходимость установить таможенный тариф, о чем оба правительства войдут в соглашение.
Русские подданные могут ввозить в упомянутые выше китайские области и вывозить из них всякие произведения, какого бы происхождения они ни были. Покупки и продажи они могут совершать на деньги, или посредством обмена товаров; уплаты же они имеют право производить товарами всякого рода.

СТАТЬЯ XIII

В местах, где российское правительство будет иметь право учредить консульства, а равно и в городе Калгане, русские подданные могут строить собственные дома, лавки, амбары и другие здания на участках, которые будут приобретаться ими, или же отводиться им местными властями, согласно с тем, что постановлено в 13-й статье договора, заключенного в Кульчже в 1851 году для Или и Тарбагатая.
Преимущества, предоставляемые русским подданным в Калгане, где консульство не будет учреждено, составляют исключение, которое не может быть распространено на какое-либо другое место во внутренних областях.

СТАТЬЯ XIV

Русские купцы, желающие отправлять товары сухим путем из России, во внутренние области Катая, могут провозить оные, 218 попрежнему чрез города Калган и Тун-чжэу, в порт Тянь-цзинь, а оттуда в другие порты и на внутренние рынки, и продавать их во всех этих местах.
Этим же путем купцы будут пользоваться для вывоза в Россию товаров, купленных как в названных выше портах и городах, так и на внутренних рынках.
Им предоставляется также право отправляться для торговых дел в город Су-чжэу (Цзя-юй-гуань), далее которого русские караваны не будут проходить, и где они будут пользоваться всеми правами, предоставленными русской торговле в Тянь-цзине.

СТАТЬЯ XV

Производство русскими подданными сухопутной торговли во внутренних и внешних областях Китая подчиняется правилам, приложенным к настоящему договору.
Торговые постановления настоящего договора и правила, составляющие дополнения к ним, могут быть подвергнуты пересмотру по прошествии десяти лет со дня размена ратификаций договора; но если в течение шести месяцев до окончания этого срока ни одна из договаривающихся сторон не заявит желания приступить к пересмотру, торговые постановления и правила останутся в силе на новый десятилетний срок.
На торговлю, производимую русскими подданными в Китае морским путем, распространяются общие правила, установленные для иностранной морской торговли в Китае. В случае необходимости подвергнуть эти правила изменениям, оба правительства вступят в соглашение между собой по этому предмету.

СТАТЬЯ XVI

Если бы с развитием русской сухопутной торговли возникла необходимость установить таможенный тариф на ввозимые в Китай и вывозимые оттуда товары, более соответствующий потребностям этой торговли, чем ныне действующие тарифы, российское и китайское правительства войдут между собой в соглашение по этому предмету, приняв за основание для определения ввозных и вывозных пошлин пятипроцентное со стоимости товаров обложение.
До установления же этого тарифа, вывозные пошлины, взимаемые ныне с некоторых сортов чая низшего качества, в размере одинаковом с пошлинами на чай высшего достоинства, будут уменьшены соразмерно со стоимостью этих низших сортов чая. Определение этих пошлин на каждый

сорт чая последует, по соглашению китайского правительства с российским посланником в Пекине, не позже одного года со дня размена ратификаций настоящего договора.

СТАТЬЯ XVII

Ввиду разногласий, возникавших до сего времени в применении 10-й статьи договора, заключенного в Пекине в 1860 году, сим определяется, что постановление означенной статьи, по предмету взыскания за украденный или угнанный за границу скот, должно быть понимаемо в том смысле, что, при открытии виновных в покраже или угоне скота, с них взыскивается действительная стоимость не возвращенного ими скота. Само собой разумеется, что, в случае несостоятельности виновных в покраже скота, взыскание за недостающее количество его не может быть обращено на местное начальство.
Пограничные власти обоих государств будут строго преследовать, согласно законам своего государства, виновных в угоне или краже скота и принимать зависящие от них меры для возвращения, по принадлежности, угнанного или перешедшего за границу скота.
Следы угнанного или перешедшего границу скота могут быть сдаваемы не только страже пограничных караулов, но и старшинам ближайших поселений.

СТАТЬЯ XVIII

Постановления договора, заключенного в Айгуне 16-го мая 1858 года, касательно права подданных обеих империй ходить на судах своих по рекам Амуру, Сунгари и Усури и торговать с жителями расположенных по этим рекам местностей, сим подтверждается.
Оба правительства приступят к установлению соглашения относительно способа применения означенных постановлений.

СТАТЬЯ XIX

Постановления прежних договоров между Россией и Китаем, не измененные настоящим договором, остаются в полной силе.

СТАТЬЯ XX

Договор сей, по утверждении его обоими императорами, будет объявлен в каждом государстве к всеобщему сведению и руководству. Размен ратификаций последует в С.-Петербурге в шестимесячный срок со дня подписания договора.
Постановив вышеприведенные статьи, уполномоченные обеих сторон подписали и скрепили своими печатями два экземпляра настоящего договора на русском, китайском и французском языках. Из трех текстов, по сличении оказавшихся согласными, руководствующим при толковании договора будет служить французский текст.
Заключен в Санкт-Петербурге, февраля двенадцатого дня тысяча восемьсот восемьдесят первого года.

ПОДПИСАЛИ:
ГИРС,
ЦЗЭН,
БЮЦОВ.

(*Protokol*)
Protocole

На основании VI статьи договора, подписанного сего числа уполномоченными российского и китайского правительств, китайское правительство уплатит российскому правительству сумму в девять миллионов металлических рублей, назначаемых на покрытие издержек по занятию русскими войсками Илийского края и на удовлетворение разных денежных претензий русских подданных. Сумма эта должна быть выплачена в течение двух лет со дня размена ратификаций договора.
Желая точнейшим образом определить порядок уплаты вышеупомянутой суммы, нижеподписавшиеся пришли к следующему соглашению:

Китайское правительство внесет в фунтах стерлингов сумму, составляющую девять миллионов металлических рублей, то есть один миллион четыреста тридцать одну тысячу шестьсот шестьдесят четыре фунта стерлингов, два шиллинга, братьям Беринг и К° в Лондоне, в шести равных частях, по двести тридцати восьми тысяч шестьсот десяти фунтов стерлингов тринадцати шиллингов восьми пенсов каждая, за вычетом обычных банкирских расходов, которые потребуются на перевод этих уплат в Лондон.

Уплаты будут производиться каждые четыре месяца, первая – чрез четыре месяца после размена ратификаций договора, подписанного сего числа, последняя же – в двухгодичный срок после размена его.

Настоящий протокол будет иметь ту же силу и действие, как если бы он был помещен от слова до слова в подписанный сего числа договор.

В удостоверение чего уполномоченные обоих правительств подписали настоящий протокол и приложили к оному печати свои.

В Санкт-Петербурге, февраля двенадцатого дня тысяча восемьсот восемьдесят первого года.

ПОДПИСАЛИ:
НИКОЛАЙ ГИРС,
ЦЗЭН,
БЮЦОВ.

Russko-Kitajskij Dogovor 1896

Accord secret sino-russe de Moscou de 1896 (relatif au K.V.Ž.D.)

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Е.в. император всероссийский и е.в. император китайский, желая укрепить счастливо установленный на Дальнем Востоке мир и охранить Азиатский материк от нового чужеземного вторжения, решили заключить между собой оборонительный союз и назначили для этой цели своими уполномоченными: е. в. император всероссийский - князя Алексея Лобанова-Ростовского, министра иностранных дел, статс-секретаря, сенатора и действительного тайного советника, и г-на Сергея Витте, министра финансов, статс-секретаря и тайного советника; и е. в. император китайский - графа Ли-Хун-чжана, государственного секретаря, чрезвычайного и полномочного посла при е. в. императоре всероссийском, каковые, по размене своих полномочий, найденных в должной форме, условились о нижеследующих статьях:

Статья 1

Всякое нападение Японии как на русскую территорию в Восточной Азии, так и на территории Китая или Кореи будет рассматриваться как повод к немедленному применению настоящего договора.
В этом случае обе высокие договаривающиеся стороны обязуются поддерживать друг друга всеми сухопутными и морскими силами, какими они будут располагать в этот момент, и, елико возможно, помогать друг другу в снабжении вооруженных сил.

Статья 2

Как только обе высокие договаривающиеся стороны предпримут совместные действия, никакой мирный договор с противной стороной не может быть заключен одной из них, без согласия другой.

Статья 3

Во время военных действий все порты Китая будут, в случае необходимости, открыты для русских военных судов, которые найдут со стороны китайских властей всяческое содействие, в котором они могут нуждаться.

Статья 4

Чтобы облегчить русским сухопутным войскам доступ в угрожаемые пункты и обеспечить их съестными припасами, китайское правительство соглашается на сооружение железнодорожной линии через китайскую Амурскую и Гиринскую провинции, в направлении на Владивосток. Соединение этой железной дороги с русской железной дорогой не может служить предлогом к какому-либо захвату китайской территории или покушению на верховные права е. в. императора китайского. Постройка и эксплоатация этой железной дороги будут предоставлены Русско-Китайскому банку, и статьи контракта, который будет заключен для этой цели, будут надлежащим образом обсуждены китайским посланником в С.-Петербурге и Русско-Китайским банком.
Статья 5

Условлено, что во время войны, предусматриваемой статьей ^ Россия будет свободно пользоваться железной дорогой, упомянутой в статье 4, для перевозки и снабжения своих войск. В мирное время

Россия будет иметь то же право на транзит своих войск и припасов с теми остановками, которые вызываются лишь требованиями службы транспорта.

Статья 6

Настоящий договор войдет в силу с того дня, когда контракт, обусловленный ст. 4, будет утвержден е. в. императором китайским. С этого момента он будет иметь силу и действие в течение пятнадцати лет. За шесть месяцев до истечения этого срока обе высокие договаривающиеся стороны войдут в соглашение о продлении этого договора...

Подписали:

ЛОБАНОВ
ВИТТЕ
ЛИ ХУН-ДЖАН

Kontrakt na postrojku i ekspoluataciû Kitajskoj-Vostočnoj železnoj dorogi 27.08.1896

Contrat du 27 août 1896 sur la construction et l'exploitation du chemin de fer K.V.Ž.D.

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Между нижеподписавшимися, его превосходительством Сюй-Цзин-Ченом, полномочным министром е.в. императора китайского в С.-Петербурге, действующим на основании императорского указа от 22 года, 2 мес. 20-го дня царствования Гуан-Сюй (16/28 августа 1896 года), с одной стороны, и Русско-Китайским банком, с другой стороны, было установлено нижеследующее:
Китайское правительство внесет сумму в 5000000 (пять миллионов) купин-таэлей в Русско-Китайский банк и будет участвовать, пропорционально этому вкладу, в прибылях и убытках Банка, на условиях, предусмотренных особым договором.
Китайское правительство, решив построить железнодорожную линию, устанавливающую прямое сообщение между городом Читой и русской Южно-Уссурийской железной дорогой, вверяет постройку и эксплоатацию этой линии Русско-Китайскому банку на следующих условиях:

1

Русско-Китайский банк учреждает для постройки и эксплоатации означенной железнодорожной линии компанию под названием: «Общество Китайской восточной железной дороги».
Печать, которой это Общество будет пользоваться, будет дана ему китайским правительством. Устав Общества будет согласован с русскими уставами железнодорожных обществ. Акции Общества могут быть приобретаемы только китайскими или русскими подданными. Председатель этого Общества будет назначаться китайским правительством, но получать содержание от Общества. Он может иметь местопребывание в Пекине.
Председателю вменяется в особую обязанность наблюдать за строгим исполнением обязательств Банка и Общества железной дороги по отношению к китайскому правительству; независимо сего, на него возлагаются сношения Банка и Общества железной дороги с китайским правительством и центральными и местными властями.
На председателя Общества Китайской восточной железной дороги будет, равным образом, лежать обязанность по проверке всех расчетов китайского правительства с Русско-Китайским банком.
Для облегчения всех переговоров на месте Русско-Китайский банк будет содержать агента в Пекине.

2

Направление линии будет установлено представителями председателя Общества, назначенного китайским правительством, по взаимному соглашению с инженерами Общества и местными властями. При трассировке этой линии, кладбища, могилы, равно как города и деревни, должны быть, по возможности, обходимы и оставляемы в стороне.

3

Общество обязано начать работы в течение 12-месячного срока, считая со дня санкционирования настоящего контракта императорским указом, и вести их таким образом, чтобы вся линия была

окончена в течение 6-ти лет с того дня, когда направление линии будет окончательно установлено и необходимые земли будут отведены Обществу. Ширина колеи должна быть та же, как и на русских железных дорогах (5 русских футов соответствуют приблизительно 4 китайским футам и 2? дюймам).

4

Китайское правительство дает приказания местным властям о содействии Обществу всеми мерами в получении по существующим ценам потребных для постройки железной дороги материалов, равно как рабочих, средств для водной и сухопутной перевозки, необходимого продовольствия для людей и лошадей и пр. Китайское правительство обязуется, по мере надобности, принимать меры к облегчению этих перевозок.

5

Китайское правительство принимает меры к обеспечению безопасности железной дороги и состоящих на ее службе лиц от всякого нападения.
Общество будет иметь право нанимать, по своему выбору, иностранцев или туземцев, как оно признает необходимым в интересах управления, и т.п.
Преступления, процессы и пр. на территории железной дороги должны быть урегулируемы местными властями на основании постановлений трактатов.

6

Земли, действительно необходимые для постройки, эксплоатации и охраны линии, равно как и земли в окрестностях линии, потребные для добычи песку, камня, извести и пр., будут переданы Обществу бесплатно, если эти земли составляют собственность государства; если же они принадлежат частным лицам, то они будут отведены Обществу за единовременное вознаграждение или ежегодную наемную плату владельцам по существующим ценам.
Земли, принадлежащие Обществу, будут свободны от всяких поземельных налогов.
Обществу предоставляется право безусловного и исключительного управления своими землями.
Общество будет иметь право воздвигать на этих землях всевозможные постройки, а также соорудить и эксплоатировать телеграф для нужд линии.
Точно так же доходы Общества, все его поступления и тарифы для перевозки пассажиров и товаров, телеграфы и т.д. освобождаются от всяких пошлин и налогов. Исключением являются копи, относительно которых последует особое соглашение.

7

Все предметы и материалы, необходимые для сооружения, эксплоатации и ремонта линии, освобождаются от оплаты всякими таможенными пошлинами и сборами, а равно и всякими внутренними пошлинами и налогами.

8

Общество ответственно за то, чтобы войска и русские военные материалы, отправляемые транзитом по этой линии, направлялись прямо с одной русской станции на другую без остановки в пути, под каким бы то ни было предлогом, дольше, чем это вызывается крайней необходимостью.

9
Пассажиры, не состоящие в китайском подданстве, в случае желания проехать за пределы территории дороги, должны быть снабжены китайскими паспортами. Общество ответственно за то, чтобы пассажиры, не китайские подданные, не оставляли территории железной дороги, если у них нет китайских паспортов.

10

Багаж пассажиров, равно товары, перевозимые транзитом, с одной русской станции до другой, не будут подлежать таможенным пошлинам; равным образом они будут освобождены от всяких

внутренних налогов и сборов. Общество обязуется отправлять эти товары, за исключением пассажирского багажа, в специальных вагонах, которые, по прибытии на китайскую границу, опечатываются китайской таможней и могут оставить китайскую территорию лишь после того, как таможня установит целость печатей; если будет доказано, что эти вагоны открывались без разрешения в пути, то товары конфискуются.
Товары, ввозимые из России в Китай по означенной железной дороге, а также вывозимые из Китая в Россию тем же путем, будут уплачивать соответственно ввозную или вывозную пошлину в размере на одну треть меньше пошлины, взимаемой в китайских морских таможнях.
Если товары отправляются внутрь страны, то они подлежат кроме того оплате транзитной пошлиной, равной половине взысканной с них ввозной пошлины, что освобождает их от всякого дополнительного обложения.
Товары, за которые не будет уплачено транзитной пошлины, будут подлежать оплате всеми установленными внутри страны заставными и лицзинными пошлинами.
Китайское правительство обязано учредить в двух пограничных пунктах линии свои таможни.

11

Тарифы на перевозку пассажиров, товаров, а также на нагрузку и выгрузку товаров устанавливаются Обществом. Но оно обязано перевозить бесплатно китайскую официальную почтовую корреспонденцию и за половину платы – китайские сухопутные и морские войска, а также китайские военные материалы.

12

Китайское правительство передает Обществу полное и исключительное право эксплоатации линии за его собственный счет и риск с тем, что китайское правительство ни в коем случае не является ответственным за какой-либо дефицит Общества на время постройки и затем еще в течение 80 лет с того времени, когда линия будет окончена и по ней будет открыто движение. По прошествии этого срока линия со всем относящимся к ней перейдет бесплатно к китайскому правительству.
По прошествии 36 лет со времени окончания сооружения всей линии и открытия по ней движения китайское правительство имеет право выкупить эту линию, возместив полностью все затраченные капиталы и все сделанные для означенной линии долги с наросшими процентами.
Если чистая прибыль превысит дивиденд, назначенный акционерам, и часть означенных капиталов и т.д. будет погашена, то на эту часть будет уменьшена выкупная стоимость.
Ни в коем случае китайское правительство не может вступить во владение этой линией ранее, чем соответствующая сумма будет внесена в Русский государственный банк.
По окончании сооружения дороги и по открытии по ней движения Общество внесет китайскому правительству сумму в размере 5000000 (пяти миллионов) купин-таэлей.
Царствования Гуан-Сюя 22 год, 2 день 8 месяца [подписал] Сюй.
Берлин, 27 августа (8 сентября) 1896 года. Русско-Китайский банк.
[ПОДПИСАЛИ:]
РОТШТЕЙН
УХТОМСКИЙ

В Русско-Китайский банк.
Милостивые государи,
При обсуждении § 6 подписанного сегодня контракта вы обратили мое внимание на вопрос об угле. Я принял к сведению те замечания, которые вы мне сделали по этому поводу, и не премину представить Цзун-ли-ямыню доклад по сему предмету, подчеркнув важность предоставления Обществу наиболее благоприятных условий для эксплоатации угольных копей, которые могли бы находиться близ линии Восточной железной дороги.

Примите и пр.

СЮЙ Берлин. 8 сентября 1896 года.

Konvenciâ meždu Rossiej i Kitaem o Lâodunskom poluostrove

Convention de Pékin entre la Chine et la Russie sur la péninsule de Liaodong (mars 1898)

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Е.в. император и самодержец всероссийский и е.в. император 309 китайский, желая еще более скрепить существующие между обеими империями дружеские отношения и взаимно обеспечить средства для оказания обоюдной поддержки, назначили для соглашения по этому предмету своими уполномоченными:
е.в. император всероссийский – своего поверенного в делах при правительстве е.в. императора китайского, ...Александра Павлова, и е.в. император китайский – члена министерства иностранных дел,... канцлера графа Ли и члена министерства иностранных дел, в звании министра, товарища министра финансов Чжана.
Означенные уполномоченные, снабженные полномочиями, найденными достаточными, постановили нижеследующие условия:

СТАТЬЯ I

В видах обеспечения для русских военно-морских сил вполне надежной опоры на побережье Северного Китая е.в. император китайский соглашается предоставить российскому правительству в арендное пользование порты Артур (Люшунь-коу) и Та-лянь-вань вместе с прилегающим к этим портам водным пространством. Арендой этой, однако, никоим образом не нарушаются верховные права е.в. императора китайского на вышесказанную территорию.

СТАТЬЯ II

Граница предоставляемого на означенном основании в арендное пользование участка пройдет к северу от бухты Та-лянь-вань на расстоянии, необходимом для должной обороны сказанного участка со стороны суши. Точная демаркационная линия и другие подробности, касающиеся постановлений настоящей конвенции, будут установлены отдельным протоколом, который имеет быть заключен в С.-Петербурге с сановником Сюй-цзин-чэном безотлагательно по подписании настоящей конвенции. По установлении этой демаркационной линии, вся ограниченная ею площадь арендуемой территории, вместе с прилегающим к этой площади водным пространством, поступает в полное и исключительное пользование русского правительства.

СТАТЬЯ III

Срок аренды устанавливается в двадцать пять лет со дня подписания настоящего соглашения и может быть затем продолжен по обоюдному соглашению между обоими правительствами.

СТАТЬЯ IV

В течение означенного срока, на арендуемой русским правительством территории и на прилегающем к оной водном пространстве, все военное командование сухопутными и морскими силами, а равно и высшее гражданское управление будет всецело предоставлено русским властям и будет сосредоточено в руках одного лица, но без присвоения ему звания губернатора или генерал-губернатора. Никакие китайские военно-сухопутные силы на означенной территории не будут допущены. Китайским жителям предоставляется, по их желанию, выселиться из пределов арендуемой

Россией территории, или же остаться в оной, без препятствия со стороны русских властей. В случае совершения китайским подданным преступления в пределах арендуемой территории, виновный будет препровождаем ближайшим китайским властям для суда и наказания по китайским законам, как сказано в восьмой статье Пекинского договора 1860 года.

СТАТЬЯ V

К северу от обозначенной выше границы арендуемого участка устанавливается нейтральная зона. Границы этой зоны будут установлены сановником Сюй-цзин-чэном с министерством иностранных дел в С.-Петербурге. На пространство означенной нейтральной зоны гражданское управление будет всецело в руках китайских властей; китайские же войска будут допускаться только по согласию с русскими властями.

СТАТЬЯ VI

Оба правительства соглашаются, что Порт-Артур, как исключительно военный порт, будет предоставлен в пользование только русским и китайским судам. Для военных и коммерческих судов других государств он будет считаться закрытым портом. Что касается до Та-лянь-ваня, то кроме одной из внутренних бухт, которая, наравне с Порт-Артуром, будет назначена исключительно для нужд русского и китайского военных флотов, остальное пространство этого порта будет считаться открытым для иностранной торговли и свободный доступ в него будет предоставлен коммерческим судам всех наций.

СТАТЬЯ VII

Русское правительство принимает на себя, на свой собственный счет и своими средствами возвести на уступленной ему в арендное пользование площади и, в частности, в портах Артуре и Та-лянь-ване все необходимые для флота и сухопутных сил сооружения, возвести укрепления, содержать в них гарнизон и вообще принять все необходимые меры для действительной обороны означенной местности от неприятельского нападения. Равным образом, русское правительство обязуется на свой счет поставить и содержать маяки и другие предохранительные знаки, необходимые для безопасности мореплавания.

СТАТЬЯ VIII

Китайское правительство соглашается дарованную им в 1896 году Обществу Китайской Восточной железной дороги концессию ныне же, со дня подписания настоящего соглашения, распространить на соединительную ветвь, имеющую быть построенной, от одной из станций магистральной линии до Та-лянь-ваня, а также, если в том окажется необходимость, от той же магистральной линии до другого более удобного пункта на побережье Ляодунского полуострова между городом Ин-цзы и устьем реки Ялу. К этим дополнительным ветвям должны быть точно применены все постановления контракта, заключенного китайским правительством с Русско-Китайским банком 27 августа 1896 года. Направление и пункты, через которые пройдут упомянутые линии, будут установлены сановником Сюй-цзин-чэном с управлением Китайской Восточной железной дороги. Согласие на постройку железной дороги на изложенных выше основаниях никогда и ни под каким видом не должно служить предлогом для захвата китайской территории или для посягательства на верховные права Китая.

СТАТЬЯ IX

Настоящая конвенция войдет в законную силу со дня размена экземпляров ее уполномоченными того и другого государства.
Размен ратификаций последует в С.-Петербурге в возможно непродолжительном времени.
В удостоверение чего обоюдные уполномоченные обоих сторон подписали и скрепили своими печатями два экземпляра настоящего договора на русском и китайском языках. Из двух текстов, по сличении оказавшихся согласными, руководящим при толковании договора будет служить русский текст.

Составлено в двух экземплярах в Пекине, марта пятнадцатого дня тысяча восемьсот девяносто восьмого года, а по китайскому летоисчислению, в двадцать четвертый год правления Гуан-сюй, третьей луны, в шестой день.

Soglašenie meždu Rossiej i Kitaem o Man'čžurii

Traité de Pékin entre la Russie et la Chine sur la Mandchourie (8 avril 1902)

Ce document est issu de : *Sbornik dogovorov Rossii s drugimi gosudarstvami 1858-1917* (Collection des accords que avait conclu la Russie avec les Etats etrangeres1858-1917), Moscou, 1952

Е.в. император и самодержец всея России и е.в. император 324 китайский, в целях восстановления и укрепления добрых соседственпых отношений, нарушенных происшедшим в 1900 году восстанием в Поднебесной империи, – назначили своих уполномоченных для соглашения по некоторым вопросам, касающимся Маньчжурии:
Е.в. император всероссийский – своего чрезвыч. посланника и полномочн. министра при е.в. императоре Китая Павла Лессара, действ. ст. сов., и е.в. император китайский – его высочество И-гуана, ...председателя министерства иностранных дел, и его прев-ство Вань-вэнь-шао, члена государственного совета, ...вице-председателя министерства иностранных дел.
Означенные уполномоченные, снабженные полномочиями, найденными достаточными, постановили нижеследующее:

СТАТЬЯ I

Е.и.в. император всероссийский, желая явить новое доказательство своего миролюбия и дружественных чувств к е.в. богдохану, не взирая на то, что с пограничных пунктов Маньчжурии сделаны были первые нападения на мирные русские поселения, соглашается на восстановление власти китайского 325 правительства в названной области, которая остается составной частью Китайской империи, и возвращает китайскому правительству право осуществлять там правительственную и административную власть, как это было до занятия означенной области русскими войсками.

СТАТЬЯ II

Приступая к осуществлению правительственной и административной власти в Маньчжурии, китайское правительство подтверждает как относительно срока, так и относительно всех прочих статей, обязательство строго исполнять постановления контракта, заключенного с Русско-Китайским банком 27 августа 1896 года, и принимает на себя (по силе 5-й статьи помянутого контракта) обязательство всеми мерами охранять железную дорогу и находящихся на ее службе лиц, а равно обязуется оградить безопасность в пределах Маньчжурии всех вообще находящихся там русских подданных и учреждаемых ими предприятий.
Русское же правительство, ввиду такого, принимаемого на себя правительством е.в. богдохана обязательства, с своей стороны соглашается, буде не возникнет смут и образ действий других держав тому не воспрепятствует, вывести постепенно все свои войска из пределов Маньчжурии с таким расчетом, чтобы:
а) в течение шести месяцев по подписании соглашения очистить от русских войск юго-западную часть Мукденьской провинции до реки Ляо-хэ с передачей Китаю железных дорог;
б) в течение последующих шести месяцев очистить остальную часть Мукденьской провинции и провинцию Гирин от императорских войск;
в) в течение следующих шести месяцев вывести остальные русские императорские войска, находящиеся в провинции Хей-лун-цзян.

СТАТЬЯ III

Ввиду необходимости предотвратить на будущее время возможность повторения беспорядков минувшего года, в коих принимали участие китайские войска, расположенные в пограничных с 326 Россией провинциях, императорское и богдоханское правительства озаботятся предписать русским военным властям и цзян-цзюням совместно условиться относительно численности и определения

мест расположения китайских войск в Маньчжурии в течение того времени, пока не выведены русские войска. При этом китайское правительство обязуется сверх установленного русскими военными властями и цзян-цзюнями количества войск, каковое должно быть достаточным для уничтожения разбойников и усмирения страны, не формировать других войск. По окончании полной эвакуации русских войск, китайскому правительству предоставляется право обсудить численность находящихся в Маньчжурии войск, подлежащую увеличению или уменьшению, при своевременном о сем оповещении русского правительства, ибо само собою разумеется, что содержание таковых в названной области в излишнем количесте неминуемо повело бы к усилению русских военных частей в соседних округах и таким образом вызвало бы крайне невыгодное для обоих государств увеличение расходов на военные надобности.
Для полицейской же службы и поддержания внутреннего порядка в сей стране вне земель, отведенных обществу Китайской Восточной железной дороги, при местных губернаторах (цзян-цзюнях) образуется исключительно из подданных е.в. богдохана китайская конная и пешая полицейская стража.

СТАТЬЯ IV

Русское правительство соглашается возвратить собственникам занятые и охраняемые с конца сентября 1900 года русскими войсками железнодорожные линии Шань-хай-гуан – Ин-коу – Синь-минь-тин. Ввиду сего правительство е.в. богдохана обязуется:
1. что, если понадобится охрана названных железнодорожных линий, то эта обязанность будет возложена лишь на китайское правительство, причем не должно приглашать другие державы участвовать в охране, постройке и эксплоатации их или позволять иностранным державам занимать возвращенную русскими территорию;
2. что означенные железнодорожные линии будут достраиваться и эксплоатироваться на точном основании как соглашения между Россией и Англией от 16 апреля 1899 года, так и состоявшегося 28 сентября 1898 года договора с частной компанией относительно займа на постройку означенных линий, и кроме того при соблюдении обязательств, принятых на себя этой компанией, а именно не вступать во владение или каким бы то ни было образом распоряжаться линией Шань-хай-гуан – Ин-коу – Синь-минь-тин;
3. что, если впоследствии будет приступлено к продолжению железнодорожных линий в Южной Маньчжурии или прокладке к ним ветвей, равно и к сооружению в Ин-коу моста или переносу существующего здесь конечного пункта железной дороги, то по этим вопросам надлежит вступить в предварительное взаимное соглашение между русским и китайским правительствами;
4. вследствие того, что затраты, произведенные русским правительством на восстановление и эксплоатацию возвращаемых железных дорог Шань-хай-гуан – Ин-коу – Синь-минь-тин, не были внесены в общую сумму убытков, – китайскому правительству надлежит возместить таковые, по обсуждении с Российским правительством суммы, подлежащей возвращению.
Постановления всех прежних договоров между Россией и Китаем, не измененные настоящим соглашением, остаются в полной силе.
Соглашение войдет в законную силу со дня подписания его уполномоченными того и другого государств.
Размен ратификаций последует в С.-Петербурге в течение трех месяцев со дня подписания соглашения.
В удостоверение чего уполномоченные обеих договаривающихся сторон подписали и скрепили своими печатями два экземпляра соглашения на русском, французском и китайском языках. Из трех текстов, по сличении оказавшихся согласными, руководствующим при толковании соглашения будет считаться французский текст.
Совершено в Пекине в двух экземплярах 26 марта 1902 года, что соответствует первому дню 3-й луны, 28 года царствования Гуан-сюй.

ПОДПИСАЛИ:
ЛЕССАР
ЦИН
ВАНЬ-ВЭНЬ-ШАО

Soglašenie meždu o porâdke plavaniâ po pogranič̌nym rekam Amur, Ussuri, Argun', Sungačka i ozera Hanka i ob ustanovlenii sudohodnoj obstanovki na etih vodnyh putâh

Traité sur la navigation sur les rivières frontalières Amour, Oussouri, Argun, Soungatcha, et sur le lac Hanka. (2 janvier 1951)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Министерство Речного Флота Союза Советских Социалистических Республик, с одной стороны, и Министерство Коммуникаций Центрального Народного Правительства Китайской Народной Республики, с другой стороны, признав необходимым урегулировать вопросы, касающиеся плавания судов и обеспечения судоходной обстановки на пограничных реках Амур, Уссури, Аргунь, Сунгача и оз.Ханка, решили заключить настоящее Соглашение, для каковой цели назначили: (следуют фамилии уполномоченных), которые условились о нижеследующем: 1. Плавание судов обеих Сторон на пограничных реках Амур, Уссури, Аргунь, Сунгача производится беспрепятственно по главному фарватеру, независимо от того, где проходит линия государственной границы.

Плавание судов на оз.Ханка разрешается только до линии государственной границы.

2. Плавание судов обеих Сторон по главному фарватеру на пограничных реках разрешается круглосуточно со строгим соблюдением Правил плавания, прилагаемых к настоящему Соглашению*.

3. Договаривающиеся Стороны будут пользоваться одинаковыми правами плавания по главному фарватеру пограничных рек, кроме оз.Ханка.

Плавучие средства одной Стороны, проходящие по главному фарватеру пограничной реки с соблюдением правил, упомянутых в статьях 1 и 2 настоящего Соглашения, не могут быть задержаны властями другой Стороны и принуждены становиться на якорь, на причал, а также подвергаться досмотру или проверке документов.

4. Суда одной Стороны могут причаливать к берегу другой Стороны только в местах, установленных этой Стороной, о чем Стороны обмениваются соответствующей информацией. При этом они подчиняются правилам и предписаниям, действующим на берегу, к которому причалило судно. Пристача судов вне указанных мест не разрешается.

В портах погрузки и выгрузки команды судов имеют права выхода на берег с соблюдением правил и формальностей, принятых в данном порту и месте стоянки.

5. В случае аварии судно может причалить к берегу другой Стороны вблизи от места аварии и выгрузить в случае необходимости груз на берег, причем владелец или капитан судна должны немедленно уведомить об этом ближайшие пограничные или административные власти Стороны, к берегу которой причалило судно.

6. Стороны обязуются оказывать взаимную помощь при авариях судов и будут возмещать друг другу расходы, связанные с оказанием помощи аварийным судам. 7. За убытки, причиненные другой Стороне в случае повреждения судов, судоходной обстановки, гидротехнических и других сооружений, несет ответственность Сторона, в ведении которой находится судно, причинившее ущерб или по упущению которого нанесен ущерб.

8. Для осуществления изыскательских и дноуглубительных работ Договаривающиеся Стороны производят поперечный промер рек Амур, Уссури, Аргунь и Сунгача на всем их протяжении. Эти

работы производятся изыскательскими группами совместно или одной из Сторон на основе решения смешанной комиссии, образуемой Договаривающимися Сторонами в соответствии со ст. 14 настоящего Соглашения. Эта комиссия устанавливает место, время и порядок работ.

9. Фарватер пограничных рек Амур, Уссури, Аргунь и Сунгача подлежит прочистке на тех участках, где это будет признано необходимым смешанной комиссией. Расходы, связанные с прочисткой, распределяются поровну между обеими Сторонами.

10. Договаривающиеся Стороны обязуются установить судоходную обстановку на реках Амур, Уссури, Аргунь, Сунгача и оз.Ханка.

11. Знаки плавучей судоходной обстановки и знаки береговой судоходной обстановки на советском и китайском берегах устанавливаются и обслуживаются соответственно советской и китайской Сторонами и содержатся каждой Стороной за свой счет.

12. Береговые и плавучие знаки судоходной обстановки на реках Амур, Уссури, Аргунь, Сунгача и оз.Ханка устанавливаются в соответствии с правилами плавания, указанными в ст. 2 настоящего Соглашения.

13. Расстановка береговых и плавучих знаков судоходной обстановки производится по проектным схемам, принятым смешанной советско-китайской комиссией.

14. Для рассмотрения вопросов, связанных с плаванием по пограничным рекам и установлением судоходной обстановки в соответствии с настоящим Соглашением, а также в целях инспектирования состояния судоходной обстановки на реках Амур, Уссури, Аргунь, Сунгача и оз.Ханка, Министерством Речного Флота и Министерством Коммуникаций Китайской Народной Республики будет образована смешанная советско-китайская комиссия из трех представителей от каждой Стороны.

15. Представители Сторон в смешанной комиссии переходят границу по заграничным паспортам с визами на право многократного перехода границы, выданными соответственно Министерствами Иностранных Дел Договаривающихся Сторон.

Рабочие и технический персонал изыскательских групп во время изыскательских и дноуглубительных работ переходят границу по спискам, подписанным представителем одной Стороны в смешанной комиссии и завизированным представителем другой Стороны в смешанной комиссии.

Границу эти лица переходят только в дневное время и в сопровождении представителя своей Стороны в смешанной комиссии.

Смешанная комиссия в каждом отдельном случае заблаговременно извещает пограничные власти обеих Сторон о начале работ.

16. Всякие столкновения, равно как и всякие нарушения правил и условий судоходства, могущие возникнуть в процессе плавания судов обеих Сторон по пограничным рекам, разрешаются смешанной советско-китайской комиссией, которая, руководствуясь принципами справедливости, а также принятыми обеими Сторонами правилами плавания, определяет степень причиненного ущерба, ответственность и сумму компенсаций.

Капитан судна или член экипажа, ответственный за нарушение правил и условий судоходства, привлекается к ответственности по законам своего государства и о мерах наказания уведомляется смешанная советско-китайская комиссия.

Если в процессе плавания по пограничным рекам судно одной Стороны сталкивается с другим судном этой же Стороны или будут нарушены правила и условия судоходства, по этим вопросам высшие речные органы данной страны принимают необходимые меры, основываясь на законах своего государства, и о принятых мерах уведомляют советско-китайскую смешанную комиссию.

17. Настоящее Соглашение не затрагивает порядок лова рыбы в пограничных реках Амур, Уссури, Аргунь и Сунгача гражданами Договаривающихся Сторон.

Договаривающие Стороны не будут чинить препятствий свободному плаванию и лову рыбы гражданами другой Стороны в пределах своей части вод пограничных рек, т.е. до линии государственной границы.

18. Настоящее Соглашение вступает в силу немедленно после его подписания.

Составлено в г. Харбине 2 января тысяча девятьсот пятьдесят первого года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Советскую Сторону (М.И.Даниленко) За Китайскую Сторону (Сун Дагуан)

* Правила не публикуются.

Soglašenie meždu Soûzom Sovetskih Socialističeskih Respublik i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o sovetsko-Kitajskoj gosudarstvennoj granice na ee Vostočnoj časti

Traité entre l'Union soviétique et la République Populaire de Chine sur le secteur oriental de la ligne frontalière (16 mai 1991)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Союз Советских Социалистических Республик и Китайская Народная Республика в целях уточнения и определения прохождения линии советско-китайской государственной границы на согласованных участках ее Восточной части договорились о нижеследующем: Статья 1 Договаривающиеся Стороны согласились на основе договоров о нынешней советско-китайской границе, согласно общепринятым нормам международного права, в духе равноправных консультаций, взаимного понимания и взаимной уступчивости, а также на основе договоренностей, достигнутых в ходе советско-китайских переговоров по пограничным вопросам, справедливо и рационально разрешить оставшиеся от истории пограничные вопросы между СССР и КНР, уточнить и определить прохождение линии границы между обоими государствами.

Статья 2 Договаривающиеся Стороны согласились о нижеследующем прохождении линии государственной границы между СССР и КНР на ее Восточной части: Первой пограничной точкой на Восточной части советско-китайской государственной границы является высота Тарбаган-Дах с отметкой 645,0 (на китайской карте — 646,7). Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 3,6 км к югу от высоты с отметкой 708,5 и приблизительно в 4,8 км к юго-западу от высоты с отметкой 709,5 (на китайской карте — 709,4), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 18,7 км к северо-западу от горы Дагуаньшань-Ула с отметкой 877,0 (на китайской карте — высота с отметкой 831,7), находящейся на территории КНР.

От первой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 30,4 км до второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 3,0 км к юго-юго-востоку от горы Круглая с отметкой 844,0 (на китайской карте — 850,6) и приблизительно в 5,2 км к западо-юго-западу от горы Телефонная с отметкой 863,4 (на китайской карте — 872,2), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 8,2 км к северу от высоты с отметкой 791,0, находящейся на территории КНР.

От второй пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в востоко-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 16,8 км до третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена приблизительно в 4,0 км к юго-востоку от высоты с отметкой 822,3 (на китайской карте — 822,8) и приблизительно в 5,3 км к юго-западу от горы Круглая с отметкой 749,9 (на китайской карте — 750,5), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,3 км к северу от высоты с отметкой 724,1 (на китайской карте — гора Цзяцзышань с отметкой 723,2), находящейся на территории КНР.

От третьей пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в восточном направлении на протяжении приблизительно 14,4 км до четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена приблизительно в 2,5 км к югу от высоты с отметкой 763,8 (на китайской карте — гора Кзлутаяшань с отметкой 767,2), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 4,2 км к северу от горы Теси-Ула с отметкой 667,0 (на китайской карте — гора Тесишань с отметкой 666,0) и приблизительно в 6,4 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 693,0, находящихся на территории КНР. На этом участке линия государственной границы пересекает железную дорогу между советской станцией Забайкальск и китайской станцией Маньчжурия. От четвертой пограничной точки линия государственной границы идет по пря-1 мой в востоко-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 13,7 км до пятой пограничной точки. Эта

пограничная точка расположена приблизительно в | 3,7 км к юго-западу от горы Верблюжья с отметкой 606,4 (на китайской карте — 607,1), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 3,5 км к востоку от горы Дамушань с отметкой 695,8 (на китайской карте — высота с отметкой 696,3) и приблизительно в 1,2 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 729,8 (на китайской карте — 731,5), находящихся на территории КНР.

От пятой пограничной точки линия государственной границы вдет по прямой в востоко-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 13,2 км до шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на западном берегу ручья Мутная Протока (на китайской карте — река Даланьэломухэ) приблизительно в 3,9 км к юго-западу от горы Молоканка с отметкой 610,6 (на китайской карте — гора Абагайту-шань с отметкой 611,4), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 2,9 км к востоко-северо-востоку от горы Эрюшань с отметкой 578,0 (на китайской карте — гора Эрцзышань с отметкой 576,9) и приблизительно в 6,9 км к востоку от горы Цзянашань с отметкой 678,4 (на китайской карте — 677,7), находящихся на территории КНР.

От шестой пограничной точки линия государственной границы, следуя по прямой в том же направлении, выходит на середину водного потока ручья Мутная Протока (на китайской карте — река Даланьэломухэ) и далее идет по середине водного потока этого ручья в общем северо-восточном направлении до седьмой пограничной точки Эта пограничная точка расположена на середине водного потока в устье ручья Мутная Протока (на китайской карте — река Даланьэломухэ) на расстоянии приблизительно в 0,4 км к югу от горы Молоканка с отметкой 610,6 (на китайской карте — гора Абагайтушань с отметкой 611,4) и приблизительно в 4,5 км к востоко-юго-вос-току от высоты с отметкой 637,1 (на китайской карте — 637,6), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 7,3 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 574,0, находящейся на территории КНР.

Восьмая пограничная точка расположена на середине водного потока реки Ар-гунь (на китайской карте — река Эргунахэ) на расстоянии приблизительно в 3,2 км к югу от горы Могульцак с отметкой 604,8 (на китайской карте — 605,4), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 3,7 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 573,0 и приблизительно в 8,1 км к западу от высоты с отметкой 563,0, находящихся на территории КНР.

От восьмой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Аргунь (на китайской карте — река Эргунахэ) по середине водногопотока этой реки или середине ее главного рукава в общем северо-восточном направлении до девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Аргунь (на китайской карте — река Эргунахэ) и середины главного фарватера реки Амур (на китайской карте — река Хэйлунцзян) на расстоянии приблизительно в 2,1 км к востоку от высоты с отметкой 309,6 (на китайской карте — 310,1) и приблизительно в 4,3 км к юго-востоку от высоты с отметкой 610,0 (на китайской карте — 611,2), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 1,8 км к северо-востоку от высоты с отметкой 410,7 (на китайской карте — 414,0), находящейся на территории КНР.

От девятой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Амур (на китайской карте — река Хэйлунцзян) по середине ее главного фарватера до десятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине главного фарватера реки Амур (на китайской карте — река Хэйлунцзян) на расстоянии приблизительно в 6,3 км к юго-востоку от высоты с отметкой 41,1 (на китайской карте — 41,2) и приблизительно в 2,5 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 39,9 (на китайской карте — 40,4), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 9,0 км к востоко-северо-востоку от горы Илигашань с отметкой 266,5 (на китайской карте — высота с отметкой 266,5), находящейся на территории КНР.

Одиннадцатая пограничная точка расположена на середине главного фарватера реки Уссури (на китайской карте — река Усулицзян) на расстоянии приблизительно в 5,6 км к западо-северо-западу от горы Трехглавая с отметкой 353,5 (на китайской карте — высота с отметкой 366,1) и приблизительно в 7,5 км к северо-западу от горы Большой Хехцир с отметкой 949,4 (на китайской карте — высота с отметкой 950,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 18,3 км к северо-востоку от высоты с отметкой 58,6, находящейся на территории КНР.

От одиннадцатой пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению реки Уссури (на китайской карте — река Усулицзян) по середине ее главного фарватера в общем южном

направлении до двенадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины главного фарватера реки Уссури (на китайской карте — река Усулицзян) и середины водного потока реки Сунгача (на китайской карте — река Сунъачахэ) на расстоянии приблизительно в 9,9 км к северо-западу от высоты с отметкой 131,6 (на китайской карте — 132,0), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 6,6 км к востоко-юго-востоку от стыка дорог (на китайской карте — стык дорог с отметкой 66,6) в квадрате 5268, находящегося на территории КНР.

От двенадцатой пограничной точки линия государственной границы вдет вверх по течению реки Сунгача (на китайской карте — река Сунъачахэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем южном направлении до тринадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока этой реки в месте ее истока из озера Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху) на расстоянии приблизительно в 0,6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 70,9 (на китайской карте — 0,6 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 70,3), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 4,2 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 67,0, находящейся на территории КНР.

От тринадцатой пограничной точки линия государственной границы вдет в северо-западном направлении на протяжении приблизительно 0,7 км (на китайской карте — 0,6 км) до четырнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на озере Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху) на расстоянии приблизительно в 0,9 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 70,9 (на китайской карте - 70,3), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 12,8 км к юго-западу от высоты с отметкой 69,1 и приблизительно в 6,3 км к юго-юго-западу од высоты с отметкой 71,0, находящихся на территории КНР, От четырнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западо-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 0,5 км по озеру Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху) до пятнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на озере Ханка (на китайской карге — озеро Синкайху) на расстоянии приблизительно в 1,0 км к северо-западу от высоты с отметкой 70,9 (на китайской карте - 70,3), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 6,3 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 71,0 и приблизительно в 17,5 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 80,0, находящихся на территории КНР.

От пятнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западо-северо-западном направлении на протяжении приблизительно 69,8 км, пересекая озеро Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху), до шестнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Тур (на китайской карте — река Байлинхэ) в ее устье на расстоянии приблизительно в 13,8 км к северу от горы Качаловка с отметкой 166,9 (на китайской карте - 167,4), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 7,7 км к юго-западу от высоты с отметкой 99,3 (на китайской карте — 102,6) и приблизительно в 5,0 км к востоко-юго-востоку от горы Линситай с отметкой 127,4, находящихся на территории КНР.

От шестнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению реки Тур (на китайской карте — река Байлинхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем северо-западном направлении до семнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Тур (на китайской карте — река Байлинхэ) напротив устья безымянного ручья, впадающего в нее с запада (на китайской карте — безымянная ложбина), на расстоянии приблизительно в 0,8 км к северо-востоку от высоты с отметкой 170,4, находящейся на территории СССР, и приблизительно в 2,6 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 217,5 и приблизительно в 2,7 км к юго-западу от высоты с отметкой 229,2, находящихся на территории КНР.

От семнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет в общем западном направлении по упомянутому выше безымянному ручью (на китайской карте — безымянная ложбина) на протяжении приблизительно 0,8 км, затем идет по южной ложбине на запад до восемнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на высоте с отметкой 176,0 (на китайской карте — 176,5) на расстоянии приблизительно в 2,1 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 170,4, находящейся на территории СССР, и приблизительно в 2,6 км к юго-западу от высоты с отметкой 217,5 и приблизительно в 3,6 км к востоку от горы Янцзышань (на китайской карте - гора Шуандиншань) с отметкой 179,4, находящихся на территории КНР.

От восемнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет в общем юго-западном направлении по водоразделу между притоками реки Мулинхэ и реками, впадающими в озеро Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху), через гору Павлова Сопка с отметкой 202,4 (на китайской карте - гора Бафуловашань с отметкой 203.1), высоту с отметкой 184,8 (на китайской карте - 185,3), высоту с отметкой 382,6, гору Каменушка с отметкой 525,8 (на китайской карте — высота с отметкой 525,8), гору Жемчужина (на китайской карте — гора Ваньбаошань) с отметкой 545,5, высоту с отметкой 554,2 (на китайской карте — 552,2), высоту с отметкой 770,8, высоту с отметкой 532,9 (на китайской карте — 553,4), высоту с отметкой 554,8, высоту с отметкой 654,6 до девятнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на упомянутом выше водоразделе на расстоянии приблизительно а 4,8 км к запа-до-юго-западу от высоты с отметкой 775,7 (на китайской карте — 776,9) и приблизительно в 6,1 км к западо-северо-западу от горы Медвежья с отметкой 736,9 (на китайской карге - 737,5), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 8,9 км к юго-востоку от горы Фынпиншань с отметкой 663,9, находящейся на территории КНР.

От девятнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет в общем юго-восточном направлении по водоразделу между притоками реки Сяосуйфыньхэ и реками, впадающими в озеро Ханка (на китайской карте — озеро Синкайху), через высоты с отметками 901,0, 932,4 (на китайской карте — 933,1) до двадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на упомянутом выше водоразделе на высоте 758 9 (на китайской карте — 759,4) на расстоянии приблизительно в 3,5 км к северо-западу от горы Козья с отметкой 726,5 (на китайской карте — 727,9), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 8,2 км к востоко-юго-востоку от горы Тяньлуншань с отметкой 1008,3 (на китайской карте — высота с отметкой 1008,3) и приблизительно в 4,8 км к востоку от высоты с отметкой 917,3, находящихся на территории КНР.

От двадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 73,0 км, пересекая железную дорогу между советской станцией Гродеково и китайской станцией Суйфыньхэ до двадцать первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на левом берегу левого рукава реки Раздольная (на китайской карте — река Суйфэньхэ) на расстоянии приблизительно в 5,8 км к северо-западу от высоты с отметкой 239,8 (на китайской карте — 240,9) и приблизительно в 2,5 км к югу от высоты с отметкой 236,0 (на китайской карте - 236,7), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,9 км к востоку от высоты с отметкой 415,3, находящейся на территории КНР.

От двадцать первой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в том же направлении, пересекая острова Половинка и Песчаный (на китайской карте — остров Дамидэяндао), до двадцать второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении этой прямой с серединой водного потока правого рукава реки Раздольная (на китайской карте река Суйфэньхэ) на расстоянии приблизительно в 4,4 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 239,8 (на китайской карте — 240,9) и приблизительно в 2,1 км к северу от высоты с отметкой 104,8 (на китайской карте — 105,4), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 3,9 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 415,3, находящейся на территории КНР.

От двадцать второй пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению правого рукава реки Раздольная (на китайской карте — река Суйфэньхэ) по середине его водного потока до двадцать третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока правого рукава этой реки и середины водного потока реки Гранитная (на китайской карте — река Хубутухэ) на расстоянии приблизительно в 5,7 км к западу от высоты с отметкой 239,8 (на китайской карте — 240,9) и приблизительно в 2,1 км к северо-западу от высоты с отметкой 104,8 (на китайской карте - 105,4), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 3,0 км к юго-востоку от высоты с отметкой 415,3, находящейся на территории КНР.

От двадцать третьей пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению реки Гранитная (на китайской карте — река Хубутухэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем южном направлении, затем идет вверх по течению ручья Двойного (на китайской карте — безымянный ручей) и далее по ложбине в юго-юго-западном направлении до двадцать четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на сопряжении водоразделов между реками Гранитная (на китайской карте — река Хубугухэ), Циннивахэ и Амба на расстоянии приблизительно в 4,4 км к западо-юго-западу от горы Пологая с отметкой 741,1 (на китайской карте — гора Сандугафэн с отметкой 742,2) и приблизительно в 2,4 км к северо-северо-

западу от высоты с отметкой 694,6 (на китайской карте — 695,1), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 10,3 км к востоку от высоты с отметкой 770,5 (на китайской карте — гора Сюйбатоугоушань с отметкой 770,5), находящейся на территории КНР.

От двадцать четвертой пограничной точки линия государственной границы идет в общем южном направлении по водоразделу между притоками реки Хуньчуньхэ и реками, впадающими в море, через высоту с отметкой 698,0 (на китайской карте — 700,2), высоту с отметкой 666,2, высоту с отметкой 541,7 (на китайской карте — 542,3), высоту с отметкой 538,7 (на китайской карте — 538,4), высоту с отметкой 509,0 (на китайской карте — 511,8) до двадцать пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на упомянутом выше водоразделе на высоте с отметкой 381,4 на расстоянии приблизительно в 3,6 км к западо-юго-западу от горы Школьная с отметкой 473,0 (на китайской карте — гора Тулианьмакэлэшань с отметкой 473,9) и приблизительно в 2,2 км к северо-северо-западу от горы Рязанка с отметкой 505,2 (на китайской карге — гора Сунчанмакэлэшань с отметкой 507,4), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 4,9 км к юго-востоку от высоты с отметкой 507,0, находящейся на территории КНР.

От двадцать пятой пограничной точки линия государственной границы продолжает следовать по упомянутому выше водоразделу сначала в общем западном направлении, потом поворачивает на юг, а затем идет на запад через высоту с отметкой 596,5, высоту с отметкой 593,4 (на китайской карте — 595,5), гору Улитка с отметкой 418,7 (на китайской карте — высота с отметкой 425,4), высоту с отметкой 876,4, гору Бол.Тигровая с отметкой 830,4 (на китайской карге — гора Шэньсяньдинцзы с отметкой 833,9) до двадцать шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на упомянутом выше водоразделе на горе Яблоко с отметкой 386,8 (на китайской карте — высота с отметкой 388,8) на расстоянии приблизительно в 1,9 км к западо-юго-западу от горы Коротышка с отметкой 280,0 (на китайской карге — высота с отметкой 282,3), находящейся на территории СССР, и приблизительно в 6,5 км к востоко-юго-востоку от горы Холуньшань (на китайской карте — гора Холуншань) с отметкой 301,9 и приблизительно в 4,8 км к северо-востоку от горы Дунцзошань (на китайской карте — гора Дунцаошань) с отметкой 467,0, находящихся на территории КНР.

От двадцать шестой пограничной точки линия государственной границы продолжает следовать по упомянутому выше водоразделу сначала в общем западном направлении на протяжении приблизительно 1,6 км, затем поворачивает и идет в общем юго-восточном направлении по водоразделу между реками, текущими в западном направлении и впадающими в реку Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян), и реками, текущими в восточном направлении и впадающими в море, проходя через высоту с отметкой 371,7 (на китайской карте — 374,2), гору Бол.Чертова с отметкой 697,7 (на китайской карте — гора Дасаньцзяошань с отметкой 694,6), затем поворачивает на восток и выходит к двадцать седьмой пограничной точке. Эта пограничная точка расположена на упомянутом выше водоразделе на горе Пограничная с отметкой 121,5 (на китайской карте — высота с отметкой 123,6) на расстоянии приблизительно в 3,3 км к западо-юго-западу от горы Сахарная Головка с отметкой 87,3 (на китайской карте - высота Сахарная Головка с отметкой 89,9) и приблизительно в 6,4 км к югу от горы Редут с отметкой 176,5 (на китайской карте — высота с отметкой 177,8), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,0 км к востоку от высоты 274,3, находящейся на территории КНР.

От двадцать седьмой пограничной точки линия государственной границы продолжает идти по упомянутому выше водоразделу в общем южном направлении через гору Каменистая с отметкой 107,1 (на китайской карте — высота с отметкой 89,2) до горы Барабаша с отметкой 303,5 (на китайской карте — 303,3). Затем линия государственной границы продолжает идти по упомянутому выше водоразделу сначала в общем западном направлении на протяжении приблизительно 3,5 км, затем поворачивает на юг и выходит к двадцать восьмой пограничной точке. Эта пограничная точка находится на упомянутом выше водоразделе на расстоянии приблизительно в 1,4 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 29,9 (на китайской карте — 27,7) и приблизительно в 6,2 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 192,9 (на китайской карте — 194,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,0 км к юго-востоку от горы Безымянная № 1 (на китайской карте — высота с отметкой 86,6), находящейся на территории КНР.

От двадцать восьмой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении 1,8 км до двадцать девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 2,8 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 29,9 (на

китайской карте — 27,7) и приблизительно в 6,0 км к западу от высоты 192,9 (на китайской карте — 194,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 3,6 км к юго-юго-востоку от горы Безымянная № 1 (на китайской карте — высота с отметкой 86,6), находящейся на территории КНР.

От двадцать девятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-восточном направлении на протяжении 3,5 км до тридцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 1,9 км к западу от высоты с отметкой 125,5 (на китайской карте — 125) и приблизительно в 3,7 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 192,9 (на китайской карте — 194,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,3 км к северо-востоку от горы Безымянная № 2 (на китайской карте — гора Шацаофэн с отметкой 77,1), находящейся на территории КНР.

От тридцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении 1,8 км до тридцать первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 2,8 км к юго-западу от высоты с отметкой 125,5 (на китайской карте — 125) и приблизительно в 4,7 км к северо-западу от высоты с отметкой 60,3 (на китайской карте — 61,6), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 1,2 км к востоку от горы Безымянная № 2 (на китайской карте — гора Шацаофэн с отметкой 77,1), находящейся на территории КНР.

От тридцать первой пограничной точки линия государственной границы идет сначала в общем южном направлении по водоразделу между озером Хасан и рекой Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян), проходит через гору Заозерная с отметкой 157,3 (на китайской карте — гора Чжангуфэн с отметкой 155,1), затем поворачивает на юго-восток и выходит к тридцать второй пограничной точке. Эта пограничная точка расположена на левом берегу реки Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян) на расстоянии приблизительно в 1,9 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 60,3 (на китайской карте — 61,6) и приблизительно в 9,0 км к западу от горы Голубиный Утес с отметкой 180,3 (на китайской карге — 182,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,8 км к востоко-юго-востоку от горы Безымянная № 3 (на китайской карте — высота с отметкой 58,5), находящейся на территории КНР.

От тридцать второй пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 0,1 км до левого берега реки Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян), затем идет по перпендикуляру к линии середины реки Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян) до тридцать третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена в месте пересечения упомянутого выше перпендикуляра с линией середины реки Туманная (на китайской карте — река Тумэньцзян) на расстоянии приблизительно в 2,0 км к югу от высоты с отметкой 60,3 (на китайской карте — 61,6) и приблизительно в 9,2 км к западу от горы Голубиный Утес с отметкой 180,3 (на китайской карте — 182,0), находящихся на территории СССР, и приблизительно в 2,8 км к юго-востоку от горы Безымянная № 3 (на китайской карге — высота с отметкой 58,5), находящейся на территории КНР.

Линия государственной границы между СССР и КНР, описанная выше, нанесена Красным цветом на советские и китайские карты масштаба 1:100000- Все расстояния упомянутые в описании линии государственной границы, измерены по этим картам.

Указанные советские и китайские карты с нанесенной красным цветом линией государственной границы между СССР и КНР прилагаются к настоящему Соглашению и составляют его неотъемлемую часть.

Статья 3 Договаривающиеся Стороны согласились в соответствии со статьей 1 настоящего Соглашения продолжить переговоры для разрешения вопросов о прохождении линии государственной границы между СССР и КНР на ее Восточной часта от седьмой пограничной точки до восьмой пограничной точки и от десятой пограничной точки до одиннадцатой пограничной точки.

Статья 4 В целях установления на местности указанной в статье 2 настоящего Соглашения линии государственной границы между СССР и КНР Договаривающиеся Стороны решили образовать на паритетных началах Совместную демаркационную комиссию и поручить этой комиссии осуществить демаркацию границы: определить на пограничных реках точные положения середины главного

фарватера, середины реки или ее главного рукава, определить в соответствии со статьей 5 настоящего Соглашения принадлежность островов на пограничных реках, установить пограничные знаки, подготовить проект документов о демаркации границы, составить подробные демаркационные карты, а также разрешить конкретные вопросы, связанные с выполнением вышеупомянутых задач.

Статья 5 Договаривающиеся Стороны согласились, что линия государственной границы между СССР и КНР, описанная в статье 2 настоящего Соглашения, проходит на судоходных , реках по середине главного фарватера реки, а на несудоходных реках — по середине реки ! или середине ее главного рукава. Точные положения главного фарватера и принятых за линию границы середины главного фарватера, середины реки или главного ее рукава и в соответствии с этим принадлежность островов на реках, а также линия водораздела на участках, где граница проходит по водоразделу, будут конкретно определены при проведении демаркации государственной границы между СССР и КНР.

В качестве основного критерия для определения главного фарватера берется его глубина в комплексе с шириной и радиусом закругления. Середина главного фарватера — это линия, обозначающая середину полосы водной поверхности между двумя соответствующими изобатами на главном фарватере.

В качестве основного критерия для определения главного рукава реки берется расход воды при ее среднем уровне.

Статья 6 Договаривающиеся Стороны согласились, что линия советско-китайской государственной границы, демаркированная на местности, разграничивает также по вертикальным направлениям воздушное пространство и недра Земли.

Статья 7 Любые естественные изменения, которые могут происходить на пограничных реках, не влекут за собой изменений в положении демаркированной на местности линии советско-китайской государственной границы, а также в принадлежности островов, если Договаривавшиеся Стороны не согласятся об ином.

Принадлежность островов, появившихся на пограничных реках после демаркации линии границы, определяется в соответствии с положением демаркированной линии границы, а принадлежность островов, появившихся непосредственно на демаркированной линии границы, будет определяться путем консультаций между Договаривающимися Сторонами на справедливой и рациональной основе.

Статья 8 Договаривавшиеся Стороны согласились, что суда различного типа, включая военные, могут беспрепятственно осуществить плавание из реки Уссури (Усулицзян) в реку Амур (Хэйлунцзян) мимо города Хабаровска и обратно. Правила плавания будут разработаны компетентными ведомствами Сторон.

Статья 9 Советская Сторона в том, что ее касается, согласна, что китайские суда (под флагом КНР) могут осуществлять плавание по реке Туманная (Тумэньцзян) ниже тридцать третьей пограничной точки, упомянутой в статье 2 настоящего Соглашения, с выходом в море и обратно. Конкретные вопросы, связанные с таким плаванием, будут урегулированы по согласовании между заинтересованными сторонами.

Статья 10 Настоящее Соглашение подлежит ратификации и вступит в сипу со дня обмена ратификационными грамотами. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в кратчайший срок в г.Пекине.

Настоящее Соглашение совершено в Москве 16 мая 1991 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Союз Советских Социалистических Республик (А.А. Бессмертных)

За Китайскую Народную Республику (Цянь Цичэнь)

Примечание: Соглашение ратифицировано Верховным Советом Российской Федерации 13 февраля 1992 года. Ратифицировано Председателем КНР 25 февраля 1992 года. Обмен ратификационными грамотами состоялся в Пекине 16 марта 1992 года. Соглашение вступило в силу 16 марта 1992 года.

Soglašenie meždu pravitel'stvomSSSR i Pravitel'stvom K.N.R. o principah vzaimnogo sokraŝeniâ vooružennyh sil i ukrepleniâ doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy

Traité entre les gouvernements de l'U.R.S.S. et de la R.P.C. sur les principes de la réduction mutuelle des forces militaires et sur la confiance dans les régions frontalières (24 avril 1990)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Союза Советских Социалистических Республик и Правительство Китайской Народной Республики, ниже именуемые Сторонами, подтверждая взаимное неприменение силы или угрозы силой, будучи убежденными, что существенные сокращения вооруженных сил Сторон, укрепление доверия в военной области, сохранение спокойствия и стабильности в районе советско-китайской границы являются важным условием развития отношений добрососедства и дружбы между двумя странами, а также вкладом в упрочение мира в азиатско-тихоокеанском регионе и во всем мире, договорились осуществить взаимные сокращения вооруженных сил и укрепление доверия в военной области в районе советско-китайской границы в соответствии со следующими руководящими принципами.

Статья 1 Стороны на основе принципа взаимной равной безопасности и с учетом данных, которыми Стороны обменяются о дислоцированных в районе советско-китайской границы войсках, осуществляют сокращение своих вооруженных сил в районе советско-китайской границы до минимального уровня, соответствующего нормальным добрососедским отношениям между двумя странами, а также согласуют и установят пределы для вооруженных сил Сторон, остающихся в районе советско-китайской границы.

Стороны предпримут необходимые меры, чтобы дислоцированные в районе советско-китайской границы войска Сторон по своей структуре были способны выполнять лишь оборонительные задачи и лишены способности осуществлять внезапное нападение и вести наступательные операции.

Конкретные виды вооруженных сил и вооружений, подлежащие сокращениям, и параметры сокращений определяются в ходе последующих переговоров.

Статья 2 Сокращения вооруженных сил Сторон в районе советско-китайской границы могут осуществляться по принципу асимметричности, сочетать односторонние и Двусторонние меры, причем та Сторона, которая обладает превосходством в какой-то области, производит в этой области сокращения в больших объемах.

Статья 3 Сокращения должны в первую очередь охватывать наступательные компоненты вооруженных сил Сторон в районе советско-китайской границы.

Сокращения производятся поэтапно, целостными воинскими формированиями, Сокращаемые формирования расформировываются. Сокращения вооружений и военной техники производятся посредством уничтожения, демонтажа, переоборудования для гражданского назначения или иным путем. Вооружения и военная техника в случае необходимости могут временно складироваться в соответствии с согласованными Сторонами сроками, местами и условиями.

Боевые объекты, сокращаемые по согласованию Сторон, приводятся в состояние, непригодное для использования по боевому предназначению, или переоборудуются для гражданских нужд.

Конкретные порядок и процедуры сокращения вооружений, военной техники боевых объектов будут согласованы в дальнейшем.

Остающиеся по согласованию Сторон в районе советско-китайской границы воинские формирования переформировываются таким образом, чтобы они имели только оборонительный характер, Статья 4 Взаимные сокращения вооруженных сил будут осуществляться в согласованных Сторонами географических зонах района советско-китайской границы. Стороны будут проводить дополнительное согласование по тем районам, где имеются особые условия.

Статья 5 Стороны осуществляют эффективный контроль за выполнением соглашений О взаимном сокращении вооруженных сил и укреплении доверия в военной области в районе советско-китайской границы.

В этих целях Стороны разрабатывают соответствующие меры контроля и проверки, создают двусторонний механизм, осуществляющий функции контроля и проверки, взаимно предоставляют необходимые для контроля и проверки соответствующие материалы.

На разных этапах сокращений могут применяться согласованные Сторонами различные по формам, способам, объему и содержанию меры контроля и проверки, включая проведение инспекций на местах.

Статья 6 Стороны путем консультаций разрабатывают эффективные меры по укреплению доверия в военной области в районе советско-китайской границы, такие как отказ от Проведения в районе границы военных учений, направленных против другой Стороны, ограничение масштабов, количества и географических пределов военных учений, проводимых в районе границы, взаимное уведомление о масштабах, количестве и географических пределах военных учений и о крупных передвижениях войск, приглашение наблюдателей другой Стороны для наблюдения за ходом военных учений, обмен ежегодными планами военной деятельности, подлежащей уведомлению, согласование зон, где исключается проведение военных учений и дислоцирование боевых частей и другие меры доверия.

Статья 7 До всестороннего разрешения пограничных вопросов между двумя странами Стороны строго соблюдают статус-кво на границе, предпринимают все необходимые меры для поддержания нормального порядка на границе и предотвращения случаев нарушения статус-кво на границе.

Статья 8 Настоящее Соглашение не затрагивает ранее принятых Сторонами обязательств по отношению к другим государствам и не направлено против третьих стран и их интересов.

Статья 9 На основе вышеуказанных руководящих принципов Стороны вырабатывают соответствующие меры и положения о взаимных сокращениях вооруженных сил и укреплении доверия в военной области в районе советско-китайской границы.

Стороны должны строго соблюдать и выполнять вышеуказанные принципы и соответствующие положения.

Статья 10 Настоящее Соглашение вступает в силу со дня его подписания. Оно может быть изменено или дополнено по взаимному согласию Сторон.

Настоящее Соглашение совершено в Москве 24 апреля 1990 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Союза Советских Социалистических Республик (Э.А.Шеварднадзе)

За Правительство Китайской Народной Республики (Цянь Цичэнь)

Protokol meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o plavanii sudov iz reki Ussuri (Usuliczân) v reku Amour (Heilong jiang) mimo goroda Habarovska i obratno

Protocole entre les gouvernements russes et chinois sur la navigation des bateaux de la rivière Oussouri dans la rivière Amour face à la ville Khabarovsk et leurs retours (3 septembre 1994)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, далее именуемые «Договаривающиеся Стороны», исходя из статьи 8 Соглашения между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, далее именуемого «Соглашение», согласились о нижеследующем:

Статья 1

Договаривающиеся Стороны подтверждают, что суда различного типа, включая военные, могут беспрепятственно осуществлять плавание из реки Уссури (Усули-цзян) в реку Амур (Хэйлунцзян) мимо города Хабаровска и обратно.

Статья 2

Положения статьи 1 настоящего Протокола применяются к речному пути мимо города Хабаровска от десятой пограничной точки до одиннадцатой пограничной точки, определенных в Соглашении.

Статья 3

Суда различного типа, включая военные, осуществляющие плавание по речному пути, указанному в статье 2 настоящего Протокола, несут государственный или военный флаг своей страны.

Статья 4

Плавание судов, указанных в статье 1 настоящего Протокола, по речному пути, указанному в статье 2 настоящего Протокола, должно осуществляться в соответствии с выработанными Договаривающимися Сторонами «Правилами плавания судов различного типа, включая военные, из реки Уссури (Усулицзян) в реку Амур (Хэйлунцзян) мимо города Хабаровска и обратно». Указанные Правила являются неотъемлемой частью настоящего Протокола.

Статья 5

В случае аварии судов, осуществляющих плавание по речному пути, указанному в статье 2 настоящего Протокола, Договаривающиеся Стороны при соответствующем обращении будут оказывать взаимную помощь и компенсировать затраты, связанные с оказанием такой помощи.

Статья 6

Вопросы плавания судов различного типа, включая военные, по речному пути, указанному в статье 2 настоящего Протокола, не нашедшие своего отражения в настоящем Протоколе, разрешаются соответствующими компетентными ведомствами Договаривающихся Сторон.

Статья 7

Положения настоящего Протокола не могут быть использованы Договаривающимися Сторонами при разрешении вопросов, не связанных с осуществлением плавания судов различного типа, включая военные, из реки Уссури (Усулицзян) в реку Амур (Хэйлунцзян) мимо города Хабаровска и обратно.

Настоящий Протокол вступает в силу в день подписания.

Совершено в Москве 3 сентября 1994 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации (А.Н.Панов)
За Правительствиво Китайской Народной Республики (Дай Бинго)

ПРАВИЛА ПЛАВАНИЯ СУДОВ РАЗЛИЧНОГО ТИПА, ВКЛЮЧАЯ ВОЕННЫЕ, ИЗ РЕКИ УССУРИ (УСУЛИЦЗЯН) В РЕКУ АМУР (ХЭЙЛУНЦЗЯН) МИМО ГОРОДА ХАБАРОВСКА И ОБРАТНО

1. Плавание судов различного типа, включая военные, из реки Уссури (Усулицзян) в реку Амур (Хэйлунцзян) мимо города Хабаровска и обратно осуществляется в соответствии с Протоколом и настоящими Правилами.

2. Компетентные органы Российской Стороны разрабатывают график разведения наплавного моста на речном пути, указанном в статье 2 Протокола, за 30 дней до Начала навигации уведомляют о нем заинтересованные организации Сторон для подтверждения и последующего исполнения. Плавание судов Сторон осуществляется по данному графику. Суда Сторон осуществляют проход наплавного моста в порядке очередности подхода к нему.

3. В целях обеспечения Российской Стороной беспрепятственного плавания судов различного типа, включая военные, по речному пути, указанному в статье 2 Протокола, а также создания нормальных условий для плавания и прохода наплавного моста, Китайская Сторона через соответствующие организации, связанные с судоходством, ставит в известность Российскую Сторону о таком проходе за 24 часа.

На речном пути, указанном в Статье 2 Протокола, одновременно могут находиться не более двух китайских военных судов (пограничные суда не входят в эту категорию).

В исключительных случаях и при форс-мажорных обстоятельствах наплавной мост может быть разведен по соответствующей просьбе Китайской Стороны.

4. За исключением особых обстоятельств китайские суда, включая военные, во время плавания по речному пути, указанному в статье 2 Протокола, не будут причаливать к берегу, становиться на якорь (кроме случаев ожидания при проходе наплавного моста), заниматься торговлей, рыбной ловлей и иной деятельностью, не связанной с плаванием судов.

5. Имеющиеся на речном пути, указанном в статье 2 Протокола, гидротехнические сооружения, а также ведущиеся без заблаговременного уведомления специальные работы не должны препятствовать нормальному плаванию судов.

6. В случае, если невозможно обеспечить безопасность плавания в силу аварийных ситуаций при стихийных бедствиях (наводнение, низкий уровень воды, шторм и т.п.) или при проведении специальных работ, Российская Сторона по просьбе Китайской Стороны обеспечивает лоцманскую проводку китайских судов. Лоцманская проводка судов оплачивается по согласованному тарифу.

7. Кроме вышеуказанных положений настоящих Правил, плавание судов по речному пути, указанному в статье 2 Протокола, осуществляется по действующим на этом речном пути правилам судоходства.

Sovmestnaâ Rossijsko-Kitajskaâ deklaraciâ

Déclaration commune sino-russe (3 septembre 1994)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

I. Российская федерация и Китайская Народная Республика, в дальнейшем именуемые Сторонами, единодушно считают, что поддержание и развитие между ними долговременных и стабильных отношений добрососедства, дружбы и взаимовыгодного сотрудничества отвечает коренным интересам двух стран и народов, благоприятствует сохранению и укреплению мира, стабильности и развитию в Азии и во всем мире.

II. Стороны высоко оценивают динамичное и успешное развитие отношений между двумя странами после первой российско-китайской встречи на высшем уровне в 1992 году, считают, что между ними сложились новые отношения конструктивного партнерства — подлинно равноправные отношения добрососедства, дружбы и взаимовыгодного сотрудничества, основанные на принципах мирного сосуществования. Эти отношения не носят союзнического характера и не направлены против третьих стран.

III. Стороны подтверждают твердую приверженность принципам, зафиксированным в Совместной российско-китайской декларации от 18 декабря 1992 г., и полны решимости, обращаясь в XXI век, поднять отношения между двумя странами на качественно новый уровень, тем самым максимально раскрывая и используя значительный потенциал российско-китайского сотрудничества, создать благоприятные условия для содействия решению масштабных задач проведения внутренних преобразований и экономического развития в обеих странах, для формирования прочного мира в Азиатско-тихоокеанском регионе и в глобальном масштабе.

IV. В целях дальнейшего утверждения нового качества своих взаимоотношений и исходя из долгосрочных перспектив отношений между двумя странами, Стороны преисполнены решимости предпринимать активные и разносторонние шаги: 1. В области политических отношений - основываясь на принципах мирного сосуществования, исходя из общего понимания, что различия в общественных системах и во взглядах не препятствуют развитию связей во всех сферах, неуклонно отстаивать и развивать взаимоотношения долговременного добрососедства и дружбы, поддерживать интенсивный и разносторонний диалог, решать возникающие проблемы на основе общепринятых норм международного права, в духе открытости, доверия, учета взаимных интересов; -строго соблюдать соглашения о российско-китайской государственной границе, на справедливой и рациональной основе решать остающиеся пограничные вопросы, в намеченные сроки завершить демаркацию границы, укреплять обстановку дружбы, добрососедства, взаимного доверия и сотрудничества на границе между двумя странами; - с учетом специфики внутренних условий обеих стран и взаимного уважения права каждого на свободный выбор собственного пути развития проводить консультации и взаимное ознакомление с теорией и практикой осуществляемых ими реформ; — совершенствовать и укреплять договорно-правовую базу двусторонних отношений. 2. В сфере торгово-экономических и научно-технических связей — в максимальной степени использовать преимущества, предоставляемые географической близостью и взаимодополняемым характером экономик. Придерживав принципа равенства и взаимной выгоды, последовательно осуществлять переход к формам хозяйственных связей, соответствующим международным стандартам, уделять приоритетное внимание развитию сотрудничества в правовой, кредитно-финансовой, транспортной и информационной областях; — вести активный поиск новых перспективных областей торгово-экономического сотрудничества, разрабатывать и реализовывать долгосрочные программы научно-технического сотрудничества; — повышать уровень и качество сотрудничества, с учетом потребностей и возможностей увеличивать удельный вес крупных объектов сотрудничества; — совершенствовать внешнеэкономическое законодательство, вводить коммерческую деятельность в нормативное русло; — осуществлять меры для более активного развития кооперации между регионами России и Китая.

3. В военно-политической области — неуклонно следовать обязательствам о ненацеливании стратегических ядерных ракет и неприменении друг против друга силы, в частности неприменении первыми друг против друга ядерного оружия; — продолжать и расширять обмены и сотрудничество, которые не направлены против третьих стран и осуществляются с учетом соответствующей политики и международных обязательств каждой из Сторон, а также интересов региональной и глобальной стабильности и безопасности; — прилагать усилия для ускорения выработки соглашения о взаимном сокращении вооруженных сил и укреплении доверия в военной области в районе границы и на его основе сократить вооруженные силы .в районе границы до минимального уровня, соответствующего долговременным добрососедским дружественным отношениям между двумя странами, и придать остающимся в районе границы войскам однозначно оборонительную структуру.

4. В сфере международных отношений — рассматривая друг друга в качестве держав, являющихся важным фактором поддержания мира и стабильности в условиях формирующейся многополюсной международной системы, укреплять взаимодействие в международных делах, включая сотрудничество в решении глобальных вопросов; — консультируясь и сотрудничая друг с другом, вносить вклад в формирование стабильного, справедливого и рационального нового политического и экономического миропорядка, считая, что он должен строиться на основе принципов взаимного уважения суверенитета и территориальной целостности, ненападения, невмешательства во внутренние дела, равенства и взаимной выгоды, мирного сосуществования я предусматривать: — признание разнообразия мира и различий между странами, — равноправное сотрудничество, недискриминационное участие в международных делах, недопущение проявлений экспансии, гегемонизма, политики силы и создания противостоящих блоков — политических, военных, экономических, - решение спорных проблем путем мирных переговоров, диалога и консультаций, на основе норм международного права, в духе взаимопонимания и взаимных уступок, отказа от применения силы и угрозы силой; - укреплять сотрудничество с целью предотвращения угрозы распространения оружия массового уничтожения и средств его доставки, активно содействовать продвижению переговоров о всеобъемлющем запрещении ядерных испытаний с целью скорейшего заключения соответствующего Договора, выступать за продление Договора о нераспространении ядерного оружия и присоединение к нему всех государств, которые этого еще не сделали; - способствовать укреплению взаимного доверия и сотрудничества между страми Азиатско-тихоокеанского региона через диалог и консультации в интересах упрочения мира, безопасности и стабильности, поступательного экономического развития; - оказывать взаимное содействие в активизации участия России и Китая в многостороннем экономическом сотрудничестве, в том числе в Азиатско-тихоокеанском регионе; - Россия и Китай как постоянные члены Совета Безопасности ООН будут продолжать оказывать поддержку ООН, совместно с другими странами способствовать усилению ее роли в сфере поддержания международного мира и безопасности, содействия развитию, предупреждения и урегулирования конфликтов.

Президент Российской Федерации (Б.Н.Ельцин) Председатель Китайской Народной Республики (Цзян Цзэминь)

3 сентября 1994 г., Москва

Soglašenie meždu Rossijskoj Federacii i Kitajskoj Narodnoj Respubliki o rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granice na ee zapadnoj časti

Traité entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine sur la ligne frontalière étatique [Partie occidentale] (3 septembre 1994)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Российская Федерация и Китайская Народная Республика в целях уточнения и определения прохождения линии российско-китайской государственной границы на ее Западной части договорились о нижеследующем:

Статья 1 Договаривающиеся Стороны согласились на основе договоров о нынешней российско-китайской границе, согласно общепринятым нормам международного права, в духе равноправных консультаций, взаимного понимания и взаимной уступчивости, а также на основе договоренностей, достигнутых в ходе переговоров по пограничным вопросам, справедливо и рационально разрешить оставшиеся от истории пограничные вопросы между Россией и Китаем, уточнить и определить прохождение линии границы между обоими государствами.

Статья 2 Договаривающиеся Стороны согласились о нижеследующем прохождении линии государственной границы между Россией и Китаем на ее Западной части: Первой пограничной точкой на Западной части российско-китайской государственной границы является точка Западного стыка государственных границ России, Китая и Монголии. Эта пограничная точка расположена на хребте Южный Алтай (на китайской карте — хребет Алтай) на вершине горы Таван-Богдо-Ула с отметкой 4082,0 (на китайской карте — гора Куйтуньшань с отметкой 4104) на расстоянии приблизительно в 9,4 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 3511,5 (на китайской карте — 3513), находящейся на территории России, и приблизительно в 4,8 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 3608,0 (на китайской карте — 3608), находящейся на территории Китая.

От первой пограничной точки линия российско-китайской государственной границы на ее Западной части идет по водоразделу хребта Южный Алтай (на китайской карте - хребет Алтай) в общем западном направлении через высоту с отметкой 3131,1 (на китайской карте — 3129), гору Канас с отметкой 3440,7 (на китайской карте — высота с отметкой 3452) до второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на водоразделе упомянутого выше хребта на расстоянии приблизительно в 10,2 км к югу от высоты с отметкой 2547,0 (на китайской карте — 2534), находящейся на территории России, и приблизительно в 4,4 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 3318,0 (на китайской карте — высота Каладиэр с отметкой 3318) и приблизительно в 9,6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 2993,0 (на китайской карте—2956), находящихся на территории Китая.

Линия российско-китайской государственной границы, описанная выше сена красным цветом на карты бывшего СССР и карты КНР масштаба 1:100000. Все расстояния, упомянутые в описании линии государственной границы, измерены по этим картам. Вышеуказанные карты с нанесенной красным цветом линией государственн границы между Россией и Китаем прилагаются к настоящему Соглашению и соста ляют его неотъемлемую часть.

Статья 3 В целях установления на местности указанной в статье 2 настоящего Соглашения линии государственной границы между Россией и Китаем Договаривающиеся Стороны решили образовать на паритетных началах Совместную демаркационную комиссию и поручить этой комиссии осуществить демаркацию границы: определить точное положение водораздела на пограничном горном хребте, установить в соответствии со статьей 4 настоящего Соглашения пограничные знаки, подготовить проект документов о демаркации границы, составить подробные демаркационные карты, а также разрешить конкретные вопросы, связанные с выполнением вышеупомянугьв задач.

Статья 4 Договаривающиеся Стороны согласились, что линия государственной границы между Россией и Китаем, описанная в статье 2 настоящего Соглашения, проходит по водоразделу. Точное положение этого водораздела будет конкретно определено при проведении демаркации государственной границы между Россией и Китаем.

Статья 5 Договаривающиеся Стороны согласились, что точка стыка государственных границ Российской Федерации, Китайской Народной Республики и Республики Казахстан будет определена отдельно этими тремя государствами.

Статья 6 Договаривающиеся Стороны согласились, что линия российско-китайской государственной границы, демаркированная на местности, разграничивает также по вертикальным направлениям воздушное пространство и недра Земли.

Статья 7 Любые естественные изменения, которые могут происходить на местности в приграничной полосе, не влекут за собой изменений в положении демаркированной линии российско-китайской государственной границы на ее Западной части, если Договаривающиеся Стороны не согласятся об ином.

Статья 8 Настоящее Соглашение подлежит ратификации и вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в кратчайший срок в г.Пекине.

Настоящее Соглашение совершено в г.Москве 3 сентября 1994 года в двух экземплярах каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Российскую Федерацию (А.В.Козырев)

За Китайскую Народную Республику (Цянь Цичэнь)

Примечание: Соглашение ратифицировано Государственной думой Федерального Собрания Российской Федерации 23 июня 1995 года, одобрено Советом федерации Федерального Собрания Российской Федерации 5 июля 1995 года. Федеральный закон о ратификации подписан Президентом Российской Федерации 15 июля 1995 года. Ратифицировано Председателем КНР в соответствии с постановлением Постоянного Комитета Всекитайского собрания народных представителей от 29 декабря 1994 года. Обмен ратификационными грамотами состоялся в Пекине 17 октября 1995 года. Соглашение вступило в силу 17 октября 1995 года.

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o punktah propuska na rossijsko-kitajskoj granice

Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage de la ligne frontalière entre les deux Etats (27 janvier 1994)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, ниже именуемые Сторонами, в целях дальнейшего укрепления и развития отношений добрососедства, дружбы и сотрудничества на основе принципов равноправия и взаимной выгоды, исходя из намерений повышения пропускной способности пунктов пропуска, а также создания надлежащих условий для пересечения границы лицами, транспортными средствами и товарами, согласились о нижеследующем: Статья 1 1. Стороны согласились установить на государственной границе между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой следующие пункты пропуска: 1) Забайкальск (железнодорожный) — Маньчжурия (железнодорожный) 2) Забайкальск (автомобильный) — Маньчжурия (автомобильный) 3) Абагайтуй — Эрка 4) Староцуруxайтуйский — Хэйшаньтоу 5) Олочи — Шивэй 6) Джалинда — Мохэ 7) Ушакове — Хума 8) Благовещенск — Хэйхэ 9) Константиновка — Суньу 10) Поярково — Сюнькэ 11) Пашкове — Цзяинь 12) Амурзет — Лобэй 13) Нижнеленинское — Тунцзян 14) Хабаровск — Фуюань 15) Покровка — Жаохэ 16) Маркове — Хулинь 17) Турий Рог — Мишань 18) Пограничный (железнодорожный) — Суйфэньхэ (железнодорожный) 19) Пограничный (автомобильный) — Суйфэньхэ (автомобильный) 20) Полтавка — Дуннин 21) Краскино — Хуньчунь.

2. Местоположение и категории пунктов пропуска, перечисленных в пункте 1 настоящей статьи, определены в приложении к настоящему Соглашению.

Статья 2 1. Открытие пунктов пропуска на российско-китайской государственной границе осуществляется после их надлежащего обустройства и создания необходимых условий для работы контрольных органов Сторон.

2. Компетентные органы Сторон согласовывают задания на проектирование и проекты строительства объектов пункта пропуска с учетом перспективы развития потоков лиц транспортных средств и товаров.

3. Сроки открытия пунктов пропуска, а также виды сообщения, осуществляемые через них, Стороны определяют путем обмена нотами.

4. Время и порядок работы пунктов пропуска определяются компетентными органами Сторон по взаимному согласованию.

Статья 3 Открытие новых пунктов пропуска, закрытие, приостановление или ограничение движения через действующие пункты пропуска, изменение их категорий осуществляется на основе взаимной договоренности между Сторонами путем обмена нотами или в другой взаимоприемлемой форме.

Документы о взаимной договоренности будут представлять собой дополнения к настоящему Соглашению.

Статья 4 1. Приостановление или ограничение Стороной движения через пункты пропуска может быть введено по важным санитарно-здравоохранительным причинам, соображениям общественной безопасности либо вследствие стихийных бедствий. Сторона, которая намеревается приостановить или ограничить движение, обязана уведомить об этом другую Сторону не позднее чем за пять дней до планируемого приостановления или ограничения движения.

2. В безотлагательных случаях уведомление, о котором говорится в пункте 1 настоящей статьи, должно быть осуществлено не позднее 24 часов до планируемого приостановления движения.

3. В случае если одна из Сторон намерена приостановить или ограничить движение через границу в связи с планируемым ремонтом объектов пунктов пропуска или коммуникационных сооружений, она обязана информировать другую Сторону не позднее чем за три месяца до начала ремонтных работ, сообщая сроки окончания таких работ.

Статья 5 Контрольные органы Сторон на открытых пунктах пропуска исполняют свои служебные функции в соответствии с законодательством каждой из Сторон, а также на основе соответствующих договоренностей между Сторонами.

Статья 6 Компетентные органы Сторон взаимодействуют по вопросам оптимального использования существующих и открытия новых пунктов пропуска. При реализации этих задач соблюдаются принципы, содержащиеся в статье 2 настоящего Соглашения.

Статья 7 Вопросы, связанные с толкованием или применением настоящего Соглашения, разрешаются путем консультаций по дипломатическим каналам.

Статья 8 В период действия настоящего Соглашения Стороны могут с учетом необходимости и по взаимному согласию вносить изменения и дополнения в положения настоящего Соглашения.

Статья 9 Настоящее Соглашение вступает в силу в день его подписания и будет действовать в течение пяти лет с автоматическим продлением на последующие пятилетние периоды, если ни одна из Сторон не уведомит письменно другую Сторону за шесть месяцев до истечения очередного пятилетнего срока о желании прекратить его действие.

Совершено в Пекине 27 января 1994 г. в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.
За Правительство Российской Федерации (А.В.Козырев)
За Правительство Китайской Народной Республики (Цянь Цичэнь)

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki i Pravitel'stvom Mongolii ob opredelenii toček stykov gosudarstvennyh granic treh gosudarstv

Traité entre les gouvernements russe, chinois et mongol sur la définition du point de jonction des lignes frontalières des trois Etats (27 janvier 1994)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Российской Федерации, Правительство Китайской Народной Республики и Правительство Монголии, далее именуемые Договаривающимися Сторонами, в целях укрепления и развития дружественных добрососедских отношений между тремя государствами, руководствуясь принципами взаимного уважения суверенитета и территориальной целостности, равенства, взаимной выгоды и мирного сосуществования, стремясь превратить приграничные районы трех государств в зоны прочного мира, дружбы и сотрудничества, исходя из необходимости договорного определения двух точек стыков государственных границ трех государств, в соответствии с Соглашением между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, а также соответствующими российско-китайскими договорами о границе, Договором между Союзом Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республикой о советско-монгольской границе на западном ее участке от высоты с отметкой 4104,0 горы Таван-Богдо-Ула (Таван богд) до вершины горы Асхатиин-Дабани-Хяр (Асга-тын Дабааны Хяр) и на восточном ее участке от вершины горы с отметкой 2855,8 на хребте Большой Саян (Их Саяни Нуруу) до маяка Тарбаган-Дах (Тарваган Дах) от 19 октября 1976 года и Договором о государственной границе между Китайской Народной Республикой и Монгольской Народной Республикой от 26 декабря 1962 года, согласились о нижеследующем: Статья 1 Точка Восточного стыка государственных границ России, Китая и Монголии находится в центре маяка Тарбаган-Дах на высоте с отметкой 645,0. Указанная точка расположена приблизительно в 5,0 км к югу от находящейся на территории Российской Федерации высоты с отметкой 741,4, приблизительно в 14,8 км к северу от находящейся на территории Китайской Народной Республики горы Силинь-Хаолайинь-Ула с отметкой 709,0 и приблизительно в 6,1 км к востоко-северо-востоку от находящейся на территории Монголии высоты с отметкой 692,4. В точке Восточного стыка государственных границ трех государств будет установлен пограничный знак (именуемый «Тарбаган-Дах», состоящий из одного пограничного столба под номером «О»). Прямоугольные координаты точки Восточного стыка государственных границ трех государств определяются инструментально.

Статья 2 Точка Западного стыка государственных границ России, Китая и Монголии находится на вершине горы Таван-Богдо-Ула (Куйтуньшань, Таван Богд Уул) с отметкой 4082,0 и (4104,0). Указанная точка расположена приблизительно в 9,4 км к западо-юго-западу от находящейся на территории Российской Федерации высоты с отметкой 3511,5, приблизительно в 4,8 км к северо-северо-востоку от находящейся на территории Китайской Народной Республики высоты с отметкой 3608,0 и приблизительно в 6,1 км к западо-северо-западу от находящейся на территории Монголии высоты с отметкой 3884,0.

Договаривающиеся Стороны условились не обозначать на местности точку Западного стыка государственных границ трех государств. Прямоугольные координаты точки Западного стыка государственных границ трех государств определяются инструментально.

Статья 3 Упоминаемая в статье 1 настоящего Соглашения точка Восточного стыка государственных границ трех государств показана на карте Российской Стороны масштаба 1:100000 издания 1981 года (Приложение 1) *.

Упоминаемая в статье 2 настоящего Соглашения точка Западного стыка государственных границ трех государств показана на карте Российской Стороны масштаба 1:100000 издания 1982 года (Приложение 2).

Указанные карты являются приложениями к настоящему Соглашению. Вышеупомянутые расстояния и отметки высот приведены по этим картам.

Географические названия ориентиров обозначены на русском, китайском и монгольском языках.

Статья 4 Для определения конкретного положения двух точек стыков государственных 1раниц России, Китая и Монголии Договаривающиеся Стороны решили создать Совместную рабочую группу, ответственную за составление Протоколов-описаний Двух стыков государственных границ трех государств, прилагаемой к Протоколу-описанию Восточного стыка карты в масштабе 1:10000, прилагаемой к Протоколу-описанию Западного стыка карты в масштабе 1:25000, за установку в точке Восточного стыка пограничного знака «Тарбаган-Дах» и составление Протокола указанного пограничного знака.

Вышеуказанные Протоколы-описания, прилагаемые к ним карты и Протокол ""граничного знака подписываются представителями Договаривающихся Сторон. После вступления в силу указанных документов работа Совместной рабочей группы считается законченной.

Настоящее Соглашение вступает в силу с момента подписания.

* Приложения к настоящему Соглашению не приводятся.

Совершено в Улан-Баторе 27 января 1994 г. в трех экземплярах, каждый на русском китайском и монгольском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации (С.С.Разов) За Правительство Китайской Народной Республики (Пэй Цзяи)

За Правительство Монголии (Ж.Чойнхор)

Soglašenie o sozdanii Konsul'tativnoj komissii po razvitiû rajona ekonomičeskogo razvitiâ bassejna reki Tumannoj i Severo Vostočnoj Azii

Traité sur la création d'une commission consultative pour le développement du bassin de la rivière Tumannaya et de l'Asie du Nord-Est (06 décembre 1995)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительства Корейской Народно-демократической Республики, Китайской Народной Республики, Республики Корея, Монголии и Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Договаривающимися Сторонами, стремясь развивать и укреплять сотрудничество в регионе Северо-Восточной Азии, и в особенности, в Районе экономического развития бассейна реки Туманная, договорились о нижеследующем: Статья 1 ОСНОВНЫЕ ПРИНЦИПЫ 1.1. Договаривающиеся Стороны вновь подтвердили, что их сотрудничество в Северо-Восточной Азии, и в особенности, в Районе экономического развития бассейна реки Туманная, основывается на их общей заинтересованности в увеличении взаимной выгоды, укреплении экономического и технического сотрудничества и достижении ускоренного экономического роста и устойчивого развития стран и народов региона Северо-Восточной Азии, и в особенности, Района экономического развития бассейна реки Туманная.

1.2. Договаривающиеся Стороны будут выполнять настоящее Соглашение на основе принципов международного права, регулирующих отношения между государствами, в особенности в отношении взаимного уважения суверенитета и независимости всех государств, равноправия, взаимной выгоды и добрососедства.

1.3. Договаривающиеся Стороны будут работать для обеспечения того, чтобы регион Северо-Восточной Азии, и в особенности, Район экономического развития бассейна реки Туманная, стал привлекательным для международных инвестиций, торговли и бизнеса.

Статья 2 Комиссия по развитию района экономического развития бассейна реки Туманная и Северо-Восточной Азии 2.1. Договаривающиеся Стороны учреждают Комиссию по развитию Района эко-омического развития бассейна реки Туманная и Северо-Восточной Азии, именуемую в дальнейшем «Комиссия».

2.2. Комиссия будет состоять из одного правительственного должностного лица в ранге заместителя министра и трех других должностных лиц от каждой Договаривающейся Стороны.

2.3. Комиссия будет способствовать развитию Северо-Восточной Азии, и в особенности, Района экономического развития бассейна реки Туманной, содействовать проведению консультаций, повышению уровня взаимопонимания и взаимной выгоды, укреплению технического и экономического сотрудничества, а также сотрудничества в области охраны окружающей среды между странами и народами региона Северо-Восточной Азии, и в особенности, Района экономического развития бассейна реки Туманная.

2.4. Комиссия будет определять сферу взаимных интересов и возможности для развития сотрудничества и достижения устойчивого развития государств Договаривающихся Сторон, способствовать привлечению инвестиций в них, в регион Северо-Восточной Азии и, в особенности, в Район экономического развития бассейна реки Туманная, в том числе в такие области как транспорт, телекоммуникации, торговля промышленность, производство энергоносителей, охрана окружающей среды, финансы и банковское дело.

2.5. Для обеспечения своей деятельности Комиссия может создавать подчиненные ей структуры.

2.6. Комиссия в течение первых двух лет своей деятельности будет проводить регулярные заседания два раза в год. В дальнейшем периодичность созыва заседаний будет определена самой Комиссией на основе консенсуса, но не реже одного раза в год. Внеочередные заседания могут созываться Председателем по просьбе одной из Договаривающихся Сторон при условии, что такая просьба поддержана двумя другими Договаривающимися Сторонами.

2.7. Председатель Комиссии будет осуществлять свои функции в течение одного года по принципу ротации среди Договаривающихся Сторон, проводимой в алфавитном порядке букв английского языка. Место проведения заседаний определяется Комиссией на основе консенсуса.

2.8. Решения Комиссии принимаются на основе консенсуса ее членов.

2.9. Комиссия будет иметь Секретариат, состоящий из экспертов Договаривающихся Сторон. Для работы в штате Секретариата или в качестве консультантов Комиссия сможет нанимать международных экспертов. При наличии просьбы со стороны Комиссии Программа развития ООН и другие международные организации могут оказывать поддержку работе Секретариата. Секретариат Комиссии будет в пределах компетенции Комиссии разрабатывать рабочую программу развития Района экономического развития бассейна реки Туманная и последующие программы и контролировать их выполнение.

2.10. Договаривающиеся Стороны, действуя на основе консенсуса, могут приглашать другие заинтересованные правительства региона Северо-Восточной Азии стать членами Комиссии.

2.11. Заинтересованные правительства, международные организации и международные финансовые институты могут получить статус наблюдателя Комиссии, если они будут приглашены Договаривающимися Сторонами, действующими через Комиссию на основе консенсуса. Наблюдатели не имеют права участвовать в принятии решений Комиссии.

2.12. Рабочим языком Комиссии будет английский.

Статья 3 ПРОЧИЕ УСЛОВИЯ 3.1. Для целей настоящего Соглашения Район экономического развития бассейна реки Туманная означает район в территориальных границах Корейской Народно-демократической Республики, Китайской Народной Республики и Российской Федерации, который указан в Приложении 1 к настоящему Соглашению. Время от времени в описание Района любой из Договаривающихся Сторон могут вноситься изменения после консультаций с другими Договаривающимися Сторонами и их уведомления в каждом конкретном случае.

Для целей настоящего Соглашения регион Северо-Восточной Азии означает Район экономического развития бассейна реки Туманная (как он обозначен в Приложении 1) и другие территории государств Договаривающихся Сторон, где будут осуществляться проекты и программы, представляющие взаимный интерес для Договаривающихся Сторон.

3.2. Настоящее Соглашение подлежит одобрению в соответствии с юридическими процедурами, требуемыми внутренним законодательством каждой из Договаривающихся Сторон, и вступает в силу в день передачи на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций последнего документа Договаривающихся Сторон, подтверждающего выполнение указанных процедур.

3.3. Настоящее Соглашение будет действовать в течение десяти (10) лет с даты вступления его в силу и подлежит продлению на последующие десять (10) лет, если Договаривающиеся Стороны за шесть (6) месяцев до истечения очередного десятилетнего периода не решат иначе.

3.4. Каждая Договаривающаяся Сторона может предложить поправку к настоящему Соглашению. Предложения о поправках должны быть направлены Председателю Комиссии, который передает их Договаривающимся Сторонам в течение тридцати (30) дней после их получения. Такие предложения рассматриваются на ближайшем регулярном заседании Комиссии. Любая поправка принимается на основе консенсуса Договаривающихся Сторон.

3.5. Каждая Договаривающаяся Сторона может выйти из настоящего Соглашения, направив за шесть (6) месяцев до этого письменное уведомление о выходе другим Договаривающимся Сторонам. По истечении этого срока выход такой Договаривающейся Стороны будет иметь законную силу.

3.6. При возникновении какого-либо спора между двумя и более Договаривающимися Сторонами относительно толкования или применения настоящего Соглашения они должны провести консультации между собой с тем, чтобы разрешить этот спор путем переговоров или другими мирными средствами по их выбору в соответствии с Уставом Организации Объединенных Наций.

3.7. Настоящее Соглашение будет толковаться и применяться добросовестно в соответствии с общепринятыми значениями использованных в тексте Соглашения терминов, в их контексте и в свете его объекта и целей.

*Публикуется в неофициальном переводе на русский язык с оригинала Соглашения на английском Настоящее Соглашение, исполненное на английском языке 30 мая 1995 г., в Пекине, должно быть вручено Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций, который регистрирует его в Секретариате ООН и передаст по одной заверенной копии настоящего Соглашения каждой Договаривающейся Стороне.

За Правительство Корейской Народно-Демократической Республики (подпись) За Правительство Китайской Народной Республики (подпись) За Правительство Республики Корея (подпись) За Правительство Монголии (подпись) За Правительство Российской Федерации (подпись) Подписано в Нью-Йорке 6 декабря 1995 года, * Примечание: Соглашение вступило в силу в марте 1996 года.

ПРИЛОЖЕНИЕ 1 РАЗГРАНИЧЕНИЕ РАЙОНА ЭКОНОМИЧЕСКОГО РАЗВИТИЯ БАССЕЙНА РЕКИ ТУМАННАЯ Район экономического развития бассейна реки Туманная в основном охватывает территорию, расположенную в пределах условных разграничительных линий, проходящих от г.Чхонджина в Корейской Народно-демократической Республике через г.Яньцзи в Китайской Народной Республике до г.Находки в Российской Федерации.

В Район экономического развития бассейна реки Туманная входят: свободная экономическая и торговая зона «Раджин-Сонбон» в Корейской Народно-демократической Республике; Яньбянь-Корейская автономная область в Китайской Народной Республике, включая особые экономические зоны Яньцзи и Хуньчунь; г.Владивосток и свободная экономическая зона Находка в Российской Федерации, включая г.Восточный, города и порты Приморского края, расположенные к югу от указанных городов.

Soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan, Kirgizskoj Respublikoj, Respublikoj Tadžikistan i Kitajskoj narodnoj Respublikoj ob ukreplenii doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy

Traité entre la Fédération de Russie, la République de Kazakhstan, la République Kirghiz, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur le renforcement de la confiance dans la sphère militaire dans la région frontalière (26 avril 1996)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

(НЦПИ)

(Ратифицировано: Федеральный закон от 26 мая 1997 г. N 87-ФЗ)

Российская Федерация, Республика Казахстан, Киргизская Республика, Республика Таджикистан, составляющие Совместную Сторону, и Китайская Народная Республика, далее именуемые Сторонами, считая, что поддержание и развитие долговременных отношений добрососедства и дружбы отвечают коренным интересам пяти государств и их народов; будучи убежденными, что укрепление безопасности, сохранение спокойствия и стабильности в районе границы между Россией, Казахстаном, Киргизией, Таджикистаном, с одной стороны, и Китаем, с другой стороны (далее именуемый - район границы), являются важным вкладом в поддержание мира в азиатско-тихоокеанском регионе; подтверждая взаимное неприменение силы или угрозы силой, отказ от получения одностороннего военного превосходства; руководствуясь Соглашением между Правительством Союза Советских Социалистических Республик и Правительством Китайской Народной Республики о руководящих принципах взаимного сокращения вооруженных сил и укрепления доверия в военной области в районе советско-китайской границы от 24 апреля 1990 года; в соответствии с результатами, достигнутыми Сторонами на переговорах о взаимном сокращении вооруженных сил и укреплении доверия в военной области в районе границы; стремясь к укреплению доверия и повышению уровня транспарентности в военной области, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Вооруженные силы Сторон, дислоцированные в районе границы, как составная часть вооруженных сил Сторон, не будут использоваться для нападения на другую Сторону, вести какую-либо военную деятельность, угрожающую другой Стороне и нарушающую спокойствие и стабильность в районе границы.

Статья 2

1. В целях развития отношений добрососедства и дружбы, сохранения в районе границы обстановки долговременной стабильности, укрепления взаимного доверия в военной области в районе границы Стороны предпринимают следующие меры: 1.1 - обмениваются информацией о согласованных компонентах вооруженных сил и Пограничных войск (пограничных частей);
1.2 - не проводят военные учения, направленные против другой Стороны;
1.3 - ограничивают масштабы, географические пределы и количество войсковых учений;
1.4 - уведомляют о крупномасштабной военной деятельности и перемещениях войск, вызванных чрезвычайной ситуацией;

1.5 - уведомляют о временном вводе войск и вооружений в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы между Россией, Казахстаном, Киргизией, Таджикистаном, с одной стороны, и Китаем, с другой стороны (далее именуемую - линия границы);
1.6 - взаимно приглашают наблюдателей на войсковые учения;
1.7 - уведомляют о временном заходе боевых речных кораблей военно-морского флота / военно-морских сил в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии Восточной части российско-китайской границы;
1.8 - принимают меры по предотвращению опасной военной деятельности;
1.9 - запрашивают о неясных ситуациях;
1.10 - укрепляют дружеские контакты между военнослужащими вооруженных сил и Пограничных войск (пограничных частей) в районе границы и осуществляют другие согласованные Сторонами меры доверия.
2. Применение вышеперечисленных мер конкретно определено в соответствующих статьях настоящего Соглашения.

Статья 3

1. Стороны обмениваются информацией относительно численности личного состава и количества основных видов вооружений и военной техники сухопутных войск, военно-воздушных сил, авиации войск противовоздушной обороны, Пограничных войск (пограничных частей), дислоцированных в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы. Стороны обмениваются вышеупомянутой информацией в соответствии с Основными категориями обмена информацией, которые являются неотъемлемой частью настоящего Соглашения (согласно Приложению).
2. Информация будет предоставляться следующим образом:
2.1 - через 60 дней после вступления в силу настоящего Соглашения - информация по состоянию на дату вступления Соглашения в силу;
2.2 - до 15 декабря каждого года - информация по состоянию на первое января следующего года.
3. Информация, которой Стороны обмениваются в соответствии с положениями настоящего Соглашения и получают в ходе выполнения настоящего Соглашения, является конфиденциальной. Ни одна из Сторон не разглашает, не публикует и не передает третьей стороне эту информацию без согласия на то другой Стороны. В случае прекращения действия настоящего Соглашения Стороны продолжают соблюдать положения данного пункта настоящей статьи.

Статья 4

1. Стороны не проводят военные учения, направленные против другой Стороны.
2. Стороны в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы не проводят войскового учения с количеством участников более: на Восточной части российско-китайской границы – 40 тысяч человек; на Западной части российско-китайской границы и на границе Казахстана, Киргизии и Таджикистана с Китаем - 4 тысяч человек или 50 боевых танков по отдельности или совместно.
3. Стороны в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии Восточной части российско-китайской границы проводят войсковые учения с количеством участников более 25 тысяч человек не чаще одного раза в год.
4. В пределах 15-километровой зоны по обе стороны от линии границы Стороны могут проводить войсковые учения с участием в боевой стрельбе не более одного полка.
5. В пределах 10-километровой зоны по обе стороны от линии границы Стороны не размещают новых боевых частей, кроме Пограничных войск (пограничных частей).

Статья 5

1. Стороны уведомляют о военной деятельности в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы в следующих случаях, когда: 1.1 - проводится войсковое учение с количеством участников более 25 тысяч человек;
1.2 - войска, размещенные за пределами 100-километровой географической зоны по обе стороны от линии границы, временно вводятся в эту зону в количестве 9 и более тысяч человек или 250 и более боевых танков;
1.3 - численность призываемого из запаса личного состава в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы достигает или превышает 9 тысяч человек.

2. Стороны на добровольной основе уведомляют друг друга о войсковых учениях с участием 9 и более тысяч человек или 250 и более боевых танков, проводимых в любое время в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы и за пределами этой зоны.
3. Уведомления о вышеназванной военной деятельности будут даваться в письменном виде по дипломатическим каналам не менее чем за 10 дней до ее начала. В уведомлении содержатся сведения об общей численности задействованного личного состава, количестве воинских формирований уровня полка и выше, количестве боевых танков, боевых бронированных машин, артиллерийских систем калибра 122 мм и выше, боевых самолетов, боевых вертолетов, пусковых установок тактических ракет, а также о целях, сроках, районе военной деятельности и уровнях командования.
4. В случае, если одна из Сторон вследствие какой-либо военной деятельности может нанести ущерб другой Стороне или если при возникновении чрезвычайной ситуации потребуются перемещения войск количеством 9 и более тысяч человек или содействие другой Стороны, то она своевременно уведомляет об этом другую Сторону.

Статья 6

1. Сторона, проводящая войсковые учения в 100-километровой географической зоне от линии границы, приглашает наблюдателей от другой Стороны, если численность участвующих войск достигает или превышает 35 тысяч человек.
2. Стороны, проводящие войсковые учения в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы, взаимно приглашают наблюдателей от другой Стороны, если численность участвующих войск достигает или превышает 25 тысяч человек.
3. Стороны, проводящие войсковые учения в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы и за пределами этой зоны, на добровольной основе взаимно приглашают наблюдателей от другой Стороны, если численность участвующих войск достигает или превышает 13 тысяч человек или 300 и более боевых танков.
4. Приглашающая Сторона не менее чем за 30 дней до начала таких учений направляет другой Стороне по дипломатическим каналам приглашение в письменном виде, в котором сообщается:
4.1 - начало и продолжительность учений и планируемая продолжительность программы наблюдения;
4.2 - дата, время и пункт прибытия и убытия наблюдателей;
4.3 - средства для обеспечения наблюдения, предоставляемые наблюдателям;
4.4 - транспортные и бытовые условия. Приглашенная Сторона дает ответ на приглашение не менее чем за 10 дней до указанной в нем даты прибытия наблюдателей. Если ответ от приглашенной Стороны не поступит своевременно, то это означает, что наблюдатели не направляются.
5. Приглашенная Сторона может направлять не более 6 наблюдателей на наблюдаемые войсковые учения.
6. Приглашенная Сторона несет транспортные расходы по проезду туда и обратно своих наблюдателей в указанный пункт прибытия и убытия. Принимающая Сторона несет соответствующие расходы, связанные с пребыванием наблюдателей на своей территории.
7. Приглашающая Сторона предоставляет наблюдателям программу наблюдения, соответствующие материалы и оказывает другое содействие.
8. Наблюдатели обязаны соблюдать соответствующие правила принимающей Стороны в отношении места, маршрута и пределов наблюдения.

Статья 7

1. Боевые речные корабли Военно-Морского Флота / Военно – Морских Сил Сторон (корабль, катер, предназначенные для ведения боевых действий и вооруженные системами боевого вооружения) могут временно заходить в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы в следующих целях:
1.1 - ликвидации последствий стихийных бедствий;
1.2 - прохода через 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы без нанесения ущерба.
2. Российские боевые речные корабли Военно-Морского Флота могут временно заходить в 100-километровую географическую зону от линии Восточной части российско-китайской границы в следующих целях:

2.1 - для ремонта, модернизации, снятия вооружений, разделения на части и переоборудования для гражданского назначения на судоремонтных заводах г. Хабаровска и г. Благовещенска или на других судоремонтных заводах;
2.2 - для участия в национальных праздничных мероприятиях в г. Хабаровске и г. Благовещенске.
3. Временный заход боевых речных кораблей Военно-Морского Флота/Военно-Морских Сил в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы с целями, не указанными выше, может осуществляться только после предварительного согласования Сторонами.
4. Общее количество боевых речных кораблей Военно-Морского Флота / Военно-Морских Сил каждой из Сторон, одновременно находящихся в 100-километровой географической зоне по обе стороны от линии границы, не должно превышать 4 единиц.
5. Через 6 месяцев после вступления в силу настоящего Соглашения Стороны, учитывая пункты 1 и 2 настоящей статьи, должны за 7 суток по дипломатическим каналам или по линии пограничных представителей в письменной форме взаимно уведомлять о временном заходе боевых речных кораблей Военно-Морского Флота / Военно - Морских Сил в 100-километровую географическую зону по обе стороны от линии границы. В случае чрезвычайных обстоятельств временный заход боевых речных кораблей Военно-Морского Флота / Военно - Морских Сил в указанную зону должен осуществляться после предварительного уведомления другой Стороны.
6. В уведомлении должны содержаться сведения:
6.1 - цель временного захода;
6.2 - типы, бортовые номера и количество заходящих боевых речных кораблей Военно-Морского Флота / Военно-Морских Сил;
6.3 - дата начала и окончания захода;
6.4 - место временного пребывания (географическое наименование и географические координаты).

Статья 8

1. Стороны принимают следующие меры, направленные на предотвращение опасной военной деятельности и вызываемых ею последствий в районе границы:
1.1 - личный состав вооруженных сил Сторон должен проявлять осмотрительность при проведении военной деятельности в районе границы;
1.2 - при перемещении войск, учениях, боевых стрельбах, плавании кораблей и полетах самолетов Стороны стремятся не допускать перерастания этих действий в опасную военную деятельность;
1.3 - применение лазера одной из Сторон не должно его излучением причинять ущерб персоналу и технике другой Стороны;
1.4 - использование одной из Сторон радиопомех своим сетям управления не должно приводить к причинению ущерба персоналу и технике другой Стороны;
1.5 - при проведении учений с боевыми стрельбами принимаются меры по недопущению случайного попадания пуль, снарядов, ракет на территорию другой Стороны и нанесения ущерба ее персоналу и технике.
2. В случае возникновения инцидентов, вызванных опасной военной деятельностью, Стороны должны принимать меры по прекращению такой деятельности, прояснению ситуации и возмещению ущерба. Возмещение ущерба, возникшего в результате опасной военной деятельности одного из государств, осуществляется этим государством в соответствии с общепризнанными принципами и нормами международного права. Стороны решают возникшие вопросы путем консультаций.
3. Стороны используют все возможные способы сообщения об опасных инцидентах военного характера.

Статья 9

1. В случае возникновения в районе границы неясной ситуации или в связи с вопросами и сомнениями одной Стороны в отношении соблюдения Соглашения другой Стороной каждая Сторона имеет право обратиться к другой Стороне с запросом.
2. Для разрешения возникающих вопросов и сомнений:
2.1 - запрашиваемая Сторона обязана в течение 7 суток (в экстренных ситуациях - в течение 2 суток) дать ответ на соответствующий запрос, поступивший от другой Стороны;
2.2 - в случае, если после получения от другой Стороны ответа у запрашивающей Стороны по-прежнему остаются вопросы и сомнения, она может вновь запросить дополнительные разъяснения

от другой Стороны или предложить проведение встречи для обсуждения этого вопроса. Место встречи будет определяться по договоренности Сторон.

3. Для устранения и разрешения вопросов и сомнений, возникающих у другой Стороны в связи с неясной ситуацией, запрашиваемая Сторона может по своему усмотрению пригласить другую Сторону посетить районы, в отношении которых возникли вопросы и сомнения. Условия проведения таких посещений, включая количество приглашаемых представителей, определяются приглашающей Стороной. Расходы по проведению этих посещений на своей территории несет приглашающая Сторона.

4. Предусмотренные выше запросы и ответы на них будут передаваться по дипломатическим каналам.

Статья 10

1. Стороны осуществляют и развивают следующие формы сотрудничества между вооруженными силами в сопредельных военных округах:

1.1 - взаимные официальные визиты военных руководителей;

1.2 - взаимные ознакомительные поездки военных делегаций и групп специалистов различного уровня;

1.3 - взаимные приглашения на добровольной основе наблюдателей на войсковые и командно-штабные учения;

1.4 - обмен опытом военного строительства, боевой подготовки, а также материалами и информацией о жизни и деятельности войск;

1.5 - сотрудничество органов тыла в строительстве, продовольственном и вещевом снабжении войск и в других областях;

1.6 - взаимные приглашения на добровольной основе для участия в национальных праздниках, культурных мероприятиях и спортивных соревнованиях;

1.7 - другие формы сотрудничества по согласованию Сторон.

2. Конкретные планы сотрудничества согласовываются органами внешних связей вооруженных сил Сторон.

Статья 11

1. Пограничные войска (пограничные части) Сторон развивают сотрудничество по следующим направлениям:

1.1 - установление и развитие контактов между пограничными частями всех уровней, обсуждение вопросов пограничного сотрудничества и обмен информацией, способствующей пограничному сотрудничеству;

1.2 - проведение консультаций и осуществление согласованных мероприятий по пресечению противоправной деятельности, поддержанию спокойствия и стабильности на государственной границе;

1.3 - предотвращение возможных инцидентов и конфликтных ситуаций на государственной границе;

1.4 - своевременное уведомление и оказание взаимной помощи в случае стихийных бедствий, эпидемий, эпизоотий и т.д., которые могут причинить ущерб другой Стороне;

1.5 - обмен опытом охраны государственной границы и подготовки Пограничных войск (пограничных частей);

1.6 - обмен делегациями, развитие культурного, спортивного обменов и других видов дружественных контактов.

2. Конкретные мероприятия по сотрудничеству между Пограничными войсками (пограничными частями) согласовываются пограничными ведомствами Сторон.

Статья 12

Пограничные войска (пограничные части) Сторон не применяют негуманных и грубых форм обращения с нарушителями границы. Применение оружия пограничным персоналом Сторон определяется внутренним законодательством Сторон и соответствующими соглашениями России, Казахстана, Киргизии, Таджикистана с Китаем.

Статья 13

По согласованию Сторон проводятся совещания экспертов для обсуждения хода выполнения настоящего Соглашения. Местом проведения совещаний будут поочередно столицы государств Сторон настоящего Соглашения.

Статья 14

Настоящее Соглашение не затрагивает ранее принятых Сторонами обязательств по отношению к другим государствам и не направлено против третьих стран и их интересов.

Статья 15

1. Настоящее Соглашение заключается на неограниченный срок и может быть изменено или дополнено по согласию Сторон.
2. Каждая из Сторон имеет право прекратить действие настоящего Соглашения. Сторона, намеревающаяся прекратить действие настоящего Соглашения, не менее чем за шесть месяцев уведомляет в письменной форме другую Сторону о своем решении. Настоящее Соглашение утрачивает силу через шесть месяцев после такого уведомления.
3. Каждое государство Совместной Стороны имеет право выйти из настоящего Соглашения. Государство Совместной Стороны, намеревающееся выйти из настоящего Соглашения, не менее чем за шесть месяцев уведомляет в письменной форме другую Сторону о своем решении.
4. Настоящее Соглашение остается в силе до тех пор, пока его Сторонами остаются хотя бы одно государство Совместной Стороны, не вышедшее из Соглашения, и Китайская Сторона.

Статья 16

Стороны взаимно уведомляют друг друга о выполнении Сторонами, включая все государства Совместной Стороны, внутригосударственных процедур, необходимых для вступления настоящего Соглашения в силу. Настоящее Соглашение вступает в силу с даты последнего из письменных уведомлений.

Совершено в Шанхае 26 апреля 1996 года в пяти экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем все тексты на русском и китайском языках имеют одинаковую силу.

(Подписи)

Priloženie k Soglašeniû meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan, Kirgizskoj Respublikoj, Respublikoj Tadžikistan i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj ob ukreplenii doveriâ v voennoj oblasti v rajone granicy

Protocole additionnel au Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan, la République Kirghize, la République du Tadjikistan et la République Populaire de Chine sur le renforcement de la confiance dans la région frontalière au niveau militaire (26 avril 1996)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

ОСНОВНЫЕ КАТЕГОРИИ ОБМЕНА ИНФОРМАЦИЕЙ

1. Стороны обмениваются информацией о штатной численности личного состава, количестве вооружений и военной техники сухопутных войск, военно-воздушных сил, авиации войск противовоздушной обороны, Пограничных войск (пограничных частей), дислоцированных в географической зоне на глубину в 100 километров по перпендикуляру по обе стороны от линии границы в соответствии с мнением каждой Стороны о ее прохождении. Обмен информацией осуществляется по формам, приведенным в Таблице 1 и Таблице 2 настоящего Приложения.
2. Категориями обмена информацией являются:
2.1 - "личный состав" означает находящийся на действительной военной службе личный состав, проходящий службу в сухопутных войсках, военно-воздушных силах, авиации войск противовоздушной обороны и Пограничных войсках (пограничных частях);
2.2 - "Пограничные войска (пограничные части)" означает части и подразделения, выполняющие задачи по охране государственной границы, исключая части и подразделения, осуществляющие пограничный контроль в пунктах пропуска через границу;
2.3 - "боевой танк" означает самоходную бронированную боевую машину, обладающую высокой проходимостью на пересеченной местности и броневой защитой, вооруженную пушкой калибра не менее 75 мм, имеющей угол поворота 360 градусов, способной поражать бронированные и другие цели;
2.4 - "боевая бронированная машина" означает гусеничную или колесную боевую машину, обладающую высокой проходимостью и броневой защитой, предназначенную для транспортировки стрелкового отделения для ведения мобильных боевых действий. К боевым бронированным машинам относятся бронетранспортеры и боевые машины пехоты;
2.5 - "артиллерийские системы" означает буксируемые и самоходные артиллерийские орудия калибра 122 мм и выше. К артиллерийским системам калибра 122 мм и выше относятся пушки, гаубицы, орудия, сочетающие свойства пушек и гаубиц, минометы и реактивные системы залпового огня;
2.6 - "пусковая установка тактических ракет" означает устройство, предназначенное для содержания, подготовки к пуску и пуска ракет с дальностью до 500 км;
2.7 - "боевой самолет" означает самолет, оснащенный управляемыми и неуправляемыми ракетами, бомбами, пулеметами, авиационными пушками и другим вооружением, применяемым для поражения целей в оперативно-тактической глубине. "Боевой самолет" не включает учебно-тренировочные самолеты, используемые на
начальном этапе обучения;
2.8 - "самолет воздушной разведки и РЭБ" означает самолет, специально сконструированный (переоборудованный) и оснащенный аппаратурой, предназначенной для ведения воздушной разведки и радиоэлектронной борьбы;

2.9 - "боевой вертолет" означает, вооруженный винтокрылый летательный аппарат, предназначенный для поражения наземных и воздушных целей. К "боевым вертолетам" относятся ударные вертолеты и вертолеты боевого обеспечения:

а) "ударный вертолет" означает вертолет, оснащенный для применения противотанковых управляемых ракет, управляемых ракет класса "воздух-земля" или "воздух-воздух" и оборудованный комплексной системой по управлению стрельбой и наведению оружия.

б) "вертолет боевого обеспечения" означает вертолет, вооруженный пулеметом, пушкой, неуправляемыми ракетами, бомбами или бомбовыми кассетами и способный выполнять такие боевые задачи, как поражение и подавление целей.

Protikol opisanie točki Vostočnogo styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstva meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Mongol'skoj Respubliki i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki

Protocole-description du point de jonction oriental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongol et chinois (23 avril 1996)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации, Правительство Монголии и Правительство Китайской Народной Республики (далее именуемые Договаривающиеся Стороны), учитывая, что российско-монгольско-китайская Совместная рабочая группа в соответствии с Соглашением между Правительством Российской Федерации, Правительством Китайской Народной Республики и Правительством Монголии об определении точек стыков государственных границ трех государств от 27 января 1994 г. определила местоположение точки Западного стыка государственных границ трех государств, согласились о нижеследующем:

Статья 1 Точка Западного стыка государственных границ России, Монголии и Китая находится на вершине горы Таван-Богдо-Ула (Таван Богд, Куйтуныиань) с отметкой 4082,0. Эта точка расположена в 2297 м к юго-юго-востоку от находящейся на территории России высоты с отметкой 3266,3, в 1865 м к западо-северо-западу от находящейся на территории Монголии высоты с отметкой 3828,2, в 4002 м к северо-востоку от находящейся на территории Китая высоты с отметкой 3550,0.

Координаты данной точки определены на местности инструментально, погрешность при их измерении не превышает 5 м, ее высота принята с карты масштаба 1:100000, изданной в СССР в 1982 году. Координаты и высота приведены в системе координат 1942 года и Балтийской системе высот.

Координаты точки Западного стыка: географические: B = 49'10'13,5" северной широты; L = 87'48'56,3" восточной долготы; прямоугольные: X = 5448994,9 м, Y = 15559477,9 м, высота = 4082,0.

В связи с тем, что данная точка находится на вершине, покрытой вечными снегами, в труднодоступном месте, Договаривающиеся Стороны условились не устанавливать пограничный знак.

Статья 2 Местоположение точки Западного стыка государственных границ Российской Федерации, Монголии и Китайской Народной Республики показано красным кружком, а государственные границы трех государств в районе Западного стыка — красной линией на Карте района Западного стыка государственных границ Российской Федерации, Монголии и Китайской Народной Республики масштаба 1:25000, являющейся приложением к настоящему Протоколу-описанию*.

Статья 3 Государственные границы от точки Западного стыка государственных границ трех государств проходят в следующих направлениях: государственная граница между Россией и Монголией проходит по водоразделу хребта Сайлюгем (Сийлхэмийн нуруу, Сайлюгэму) сначала в северо-восточном, а затем в общем восточном направлении; государственная граница между Монголией и Китаем проходит по водоразделу хребта Монгольский Алтай (Монгол Алтайн нуруу, Аэртайшаньмай) сначала в юго-юго-восточном, а затем в общем южном направлении; государственная граница между Россией и Китаем проходит по водоразделу хребта Южный Алтай (Омнод Алтайн нуруу, Аэртайшань) сначала в юго-западном направлении, а затем в общем западном направлении.

Статья 4 Настоящий Протокол-описание вступает в силу с даты последнего письменного уведомления о выполнении надлежащих процедур в соответствии с законодательством каждой из Договаривающихся Сторон.

* Карта не прилагается.

Совершено в г.Пекине 24 июня 1996 г. в трех экземплярах, каждый на русском, монгольском и китайском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации (И.А.Рогачев) За Правительство Монголии (Дагва Цахилгаан) За Правительство Китайской Народной Республики (Чжан Дэгуан) * Примечание: Протокол-описание вступил в силу 26 февраля 1997 года.

Protikol opisanie točki Zapadnogo styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstva meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Mongol'skoj Respubliki i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki

Protocole-description du point de jonction Occidental des frontières des trois pays entre les gouvernements russe, mongol et chinois (24 juin 1996)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации, Правительство Монголии и Правительство Китайской Народной Республики (далее именуемые Договаривающиеся Стороны), учитывая, что российско-монгольско-китайская Совместная рабочая группа в соответствии с Соглашением между Правительством Российской Федерации, Правительством Китайской Народной Республики и Правительством Монголии об определении точек стыков государственных границ трех государств от 27 января 1994 г. определила местоположение точки Западного стыка государственных границ трех государств, согласились о нижеследующем: Статья 1 Точка Западного стыка государственных границ России, Монголии и Китая находится на вершине горы Таван-Богдо-Ула (Таван Богд, Куйтуныиань) с отметкой 4082,0. Эта точка расположена в 2297 м к юго-юго-востоку от находящейся на территории России высоты с отметкой 3266,3, в 1865 м к западо-северо-западу от находящейся на территории Монголии высоты с отметкой 3828,2, в 4002 м к северо-востоку от находящейся на территории Китая высоты с отметкой 3550,0.

Координаты данной точки определены на местности инструментально, погрешность при их измерении не превышает 5 м, ее высота принята с карты масштаба 1:100000, изданной в СССР в 1982 году. Координаты и высота приведены в системе координат 1942 года и Балтийской системе высот.

Координаты точки Западного стыка: географические: B = 49'10'13,5" северной широты; L = 87'48'56,3" восточной долготы; прямоугольные: X = 5448994,9 м, Y = 15559477,9 м, высота = 4082,0.

В связи с тем, что данная точка находится на вершине, покрытой вечными снегами, в труднодоступном месте, Договаривающиеся Стороны условились не устанавливать пограничный знак.

Статья 2 Местоположение точки Западного стыка государственных границ Российской Федерации, Монголии и Китайской Народной Республики показано красным кружком, а государственные границы трех государств в районе Западного стыка — красной линией на Карте района Западного стыка государственных границ Российской Федерации, Монголии и Китайской Народной Республики масштаба 1:25000, являющейся приложением к настоящему Протоколу-описанию*.

Статья 3 Государственные границы от точки Западного стыка государственных границ трех государств проходят в следующих направлениях: государственная граница между Россией и Монголией проходит по водоразделу хребта Сайлюгем (Сийлхэмийн нуруу, Сайлюгэму) сначала в северо-восточном, а затем в общем восточном направлении; государственная граница между Монголией и Китаем проходит по водоразделу хребта Монгольский Алтай (Монгол Алтайн нуруу, Аэртайшаньмай) сначала в юго-юго-восточном, а затем в общем южном направлении; государственная граница между Россией и Китаем проходит по водоразделу хребта Южный Алтай (Омнод Алтайн нуруу, Аэртайшань) сначала в юго-западном направлении, а затем в общем западном направлении.

Статья 4 Настоящий Протокол-описание вступает в силу с даты последнего письменного уведомления о выполнении надлежащих процедур в соответствии с законодательством каждой из Договаривающихся Сторон.

* Карта не прилагается.

Совершено в г.Пекине 24 июня 1996 г. в трех экземплярах, каждый на русском, монгольском и китайском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации (И.А.Рогачев) За Правительство Монголии (Дагва Цахилгаан) За Правительство Китайской Народной Республики (ЧжанДэгуан) * Примечание: Протокол-описание вступил в силу 26 февраля 1997 года.

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o rukovodâsih princypah sovmestnogo hozâjstvennogo ispol'zovaniâ otdel'nyh ostrovov i prilegaûsih k nim akvatorij na pograničnyh rekah

Traité entre les gouvernements russe et chinois sur les principes de base de l'exploitation de certaines îles et des bassins des rivières frontalières (10 novembre 1997)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, далее именуемые Сторонами, в целях дальнейшего укрепления мира, стабильности, спокойствия и сотрудничества в районе российско-китайской государственной границы, руководствуясь принципами уважения государственного суверенитета, равноправия и взаимной выгоды, основываясь на Соглашении между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, учитывая традиционные хозяйственные интересы приграничного населения Российской Федерации и Китайской Народной Республики, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения: "совместное хозяйственное использование" означает, что государство, обладающее суверенитетом над отдельными островами и прилегающими к ним акваториями на пограничных реках, разрешает приграничному населению другого государства заниматься традиционной хозяйственной деятельностью в установленное Сторонами время и в согласованных Сторонами районах; "традиционная хозяйственная деятельность" означает такуюхозяйственную деятельность, которой в течение длительного временизанималось приграничное население одного или другого государствав согласованных Сторонами районах; "приграничное население" означает граждан Российской Федерациии граждан Китайской Народной Республики, постоянно приживающих врайоне российско-китайской государственной границы.

Статья 2

Стороны в соответствии с настоящим Соглашением и документами о демаркации российско-китайской государственной границы на ее Восточной части осуществляют совместное хозяйственное использование отдельных островов и прилегающих к ним акваторий на пограничных реках. Районы совместного хозяйственного использования определяются Сторонами после завершения демаркации российско-китайской государственной границы на ее Восточной части.

Статья 3

Участниками совместного хозяйственного использования являются граждане государства, имеющего суверенитет над согласованными в двустороннем порядке районами, и приграничное население другого государства.

Статья 4

Совместное хозяйственное использование является временной мерой. Срок указанной деятельности Стороны согласуют дополнительно.

Статья 5

Традиционная хозяйственная деятельность, ведущаяся приграничным населением одного государства на территории другого государства, не должна ограничивать права государства, обладающего суверенитетом над согласованными Сторонами районами совместного хозяйственного использования, на освоение и использование этих районов. Каждая из Сторон определяет и уведомляет другую Сторону о компетентных органах, осуществляющих контроль за совместным хозяйственным использованием на территории своего государства.

Статья 6

Приграничное население одного государства, ведущее традиционную хозяйственную деятельность на территории другого государства, должно иметь документы на право пересечения государственной границы, выданные компетентными органами данного государства, и разрешительные документы на ведение такойдеятельности, выданные компетентными органами другого государства, а также обязано подчиняться проверке и контролю со стороны соответствующих органов другого государства. Стороны по дипломатическим каналам обмениваются образцамиуказанных документов.

Статья 7

Приграничное население одного государства, ведущее традиционную хозяйственную деятельность на территории другого государства, не должно заниматься какой-либо иной деятельностью, не предусмотренной настоящим Соглашением, а также выходить за пределы согласованных Сторонами районов совместного хозяйственного использования.

Статья 8

Приграничное население одного государства, ведущее традиционную хозяйственную деятельность на территории другого государства, не должно наносить какого-либо ущерба окружающей среде и природным ресурсам данного государства. В случае нанесения такого ущерба виновные несут ответственность в соответствии с законодательством государства пребывания.

Статья 9

Каждая из Сторон на территории своего государства защищает законные права и интересы приграничного населения другого государства, ведущего традиционную хозяйственную деятельность. Приграничное население одного государства, ведущее традиционную хозяйственную деятельность на территории другого государства, должно соблюдать законодательство государства пребывания. В случае совершения противоправных и преступных действий виновные несут ответственность в соответствии с законодательством государства пребывания. Соответствующие компетентные органы Сторон на основе существующих межведомственных соглашений и договоров сотрудничают в борьбе с противоправными и преступными действиями, совершенными в ходе совместного хозяйственного использования.

Статья 10

Стороны в соответствии с изложенными в настоящем Соглашении руководящими принципами проведут переговоры об определении районов совместного хозяйственного использования, численности приграничного населения, участвующего в традиционной хозяйственной деятельности, о времени, видах, масштабах и порядке указанной деятельности, порядке упрощенного пропуска через государственную границу и по другим вопросам и составят протокол, который вступит в силу после вступления в силу документов о демаркации российско-китайской государственной границы на ее Восточной части. Практические вопросы, связанные с совместным хозяйственным
использованием, Стороны разрешают путем консультаций.

Статья 11

Настоящее Соглашение вступает в силу с даты его подписания.
Совершено в " " 199 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki ob organizacii uprošennogo propuska graždan Rossijskoj Federacii v râd torgovyh kompleksov, raspoložennyh s kitajskoj storony ot linii gosudarstvennoj granicy

Traité entre les gouvernements chinois et russe sur le passage simplifié des citoyens russes dans les complexes commerciaux en territoire chinois (17 février 1998)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Министерство Иностранных Дел Российской Федерации свидетельствует свое уважение Министерству Иностранных Дел Китайской Народной Республики и имеет честь от имени Правительства Российской Федерации подтвердить, что Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики в целях дальнейшего укрепления и развития российско-китайских торгово-экономических отношений, содействия экономическому процветанию приграничных районов на основе принципов равенства и взаимной выгоды достигли следующего соглашения по организации упрощенного пропуска граждан Российской Федерации в торговые комплексы Маньчжурия, Хэйхэ, Суйфэньхэ, расположенные с китайской стороны от линии российско-китайской государственной границы.

1. На первом этапе решено задействовать торговый комплекс Маньчжурия, расположенный с китайской стороны от линии границы к востоку от места пересечения железной дорогой линии российско-китайской государственной границы между городом Маньчжурия Автономного района Внутренняя Монголия Китайской Народной Республики и Забайкальским районом Читинской области Российской Федерации. Вопросы открытия двух других торговых комплексов с китайской стороны от линии границы (Хэйхэ, Суйфэньхэ), а также торговых комплексов, расположенных с российской стороны от линии границы, Стороны обсудят отдельно по дипломатическим каналам.

2. Торговый комплекс Маньчжурия, расположенный на китайской территории, будет связан с территорией Российской Федерации.
Каждая из Сторон у входа в торговый комплекс на своей стороне границы организует пункты пропуска с таможенным, пограничным и санитарным контролем.
Администрации приграничных районов двух государств оказывают содействие в организации и обустройстве пунктов таможенного, пограничного и санитарного контроля, принимают меры для поддержания общественного порядка в торговых комплексах.
До обустройства перехода граждане Российской Федерации могут временно пересекать границу через действующий автомобильный пункт пропуска Забайкальск (Россия) — Маньчжурия (КНР). Технические вопросы, связанные с посещением гражданами Российской Федерации торгового комплекса с китайской стороны от границы, решаются путем согласования между органами пограничного контроля обеих Сторон и администрациями приграничных районов двух государств.

3. Граждане Российской Федерации могут посещать китайский торговый комплекс на основании действительных заграничных паспортов без оформления виз и, после прохождения таможенного и пограничного контроля, заниматься торговой деятельностью в китайской части торгового комплекса, не выходя за его пределы.

4. Граждане Российской Федерации имеют право учреждать в китайской части торгового комплекса комиссионные (консигнационные) магазины. Комиссионные магазины могут продавать товары, принадлежащие российским юридическим и физическим лицам, а также оказывать им услуги по заказу товаров.

5. Находящиеся в китайской части торгового комплекса граждане Российской федерации обязаны соблюдать китайские законы и правила.

В случае если Министерство Иностранных Дел Китайской Народной Республики от имени Правительства Китайской Народной Республики подтвердит согласие с вышеизложенным в ответной ноте, то настоящая нота вместе с ответной нотой Министерства составят Соглашение между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики, которое вступит в силу через 30 дней с даты получения ответной ноты.

Министерство Иностранных Дел Российской Федерации пользуется настоящим случаем, чтобы возобновить Министерству Иностранных Дел Китайской Народной Республики уверения в своем высоком уважении.

Москва, 17 февраля 1998 года.

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii, Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki i Pravitel'stvom Korejskoj Narodnoj Demokratičeskoj Respubliki ob opredeninii linii razgraničeniâ pogranično vodnyh prostranstv treh gosudarstv na reke Tumannaya

Traité entre les gouvernements chinois, russes, et nord-coréen sur la définition de la ligne frontalière sur l'espace fluvial sur la rivière Tumannaya (03 novembre 1998)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации, Правительство Китайской Народной Республики и Правительство Корейской Народно-Демократической Республики, именуемые в дальнейшем Сторонами, в целях укрепления и развития добрососедских дружественных отношений, руководствуясь принципами взаимного уважения суверенитета, территориальной целостности, равенства и взаимной выгоды, на основании действующих между тремя государствами соответствующих договоров о границе, в целях определения линии, разграничивающей на реке Туманная (Тумэньцзян, Туманган) водное пространство Российской Федерации и водное пространство Корейской Народно-Демократической Республики с общим пограничным водным пространством Китайской Народной Республики и Корейской Народно-Демократической Республики (далее именуется – линия разграничения пограничных водных пространств трех государств), согласились о нижеследующем:

Статья 1

1. Линией разграничения пограничных водных пространств трех государств на реке Туманная является прямая линия, проходящая по перпендикуляру от пограничного знака N 423 на российско-китайской государственной границе к линии середины главного русла реки между обоими берегами реки. Эта линия является линией предела китайско-корейского общего пограничного водного пространства на реке Туманная.

2. Точка стыка государственных границ Российской Федерации, Китайской Народной Республики и Корейской Народно-Демократической Республики на реке Туманная (далее именуется - точка стыка государственных границ трех государств) находится в месте пересечения линии разграничения пограничных водных пространств трех государств с линией середины главного русла реки. Эта точка одновременно является начальной точкой российско-корейской государственной границы.

Статья 2

В случае любых естественных изменений на реке Туманная местоположение линии разграничения пограничных водных пространств трех государств и точки стыка государственных границ трех государств остается неизменным до тех пор, пока Стороны не договорятся об ином.

Статья 3

1. Линия разграничения пограничных водных пространств трех государств и точка стыка государственных границ трех государств обозначаются тремя знаками, расположенными на обоих берегах реки Туманная на продолжении линии разграничения пограничных водных пространств трех государств. В качестве знака N 1 принимается пограничный знак N 423 на российско-китайской государственной границе, находящийся на левом берегу реки Туманная и имеющий следующие географические координаты: о ` `` B = 42 25 10,2 с.ш. о ` `` L = 130

38 17,7 в.д. Знак N 2 устанавливается на правом берегу реки Туманная на корейской территории и имеет следующие географические координаты: o ` `` B = 42 24 59,5 с.ш. o ` `` L = 130 38 06,5 в.д. Знак N 3 устанавливается на левом берегу реки Туманная на российской территории, его географические координаты будут определены
на местности дополнительно. Координаты знаков определяются в системе координат Пхеньяна. Пограничный знак в точке стыка государственных границ трех государств, находящейся на водной поверхности реки Туманная, не устанавливается.

2. Знак N 1 состоит из четырехгранного гранитного столба и бетонного основания. На грани, обращенной в сторону России, нанесена надпись на русском языке "РФ"; на грани, обращенной в сторону Китая, нанесена надпись на китайском языке "Китай", над названием государства укреплен государственный герб КНР. Под названиями государств арабскими цифрами указаны номер пограничного знака "423" и год его установки - "1993". На двух других гранях знака никаких надписей нет. Знак N 2 состоит из трехгранного гранитного столба и бетонного основания. На грани, обращенной в сторону России, нанесена надпись на русском языке "Россия", на грани, обращенной в сторону Китая, нанесена надпись на китайском языке "Китай"; на грани, обращенной в сторону Кореи, нанесена надпись на корейском языке "Корея". Под названиями государств арабскими цифрами нанесены номер знака и год его установки. Знак N 3 состоит из трехгранного гранитного столба и бетонного основания. На грани, обращенной в сторону России, нанесена надпись на русском языке "Россия"; на грани, обращенной в сторону Китая, нанесена надпись на китайском языке "Китай"; на грани, обращенной в сторону Кореи, нанесена надпись на корейском языке "Корея". Под названиями государств арабскими цифрами нанесены номер знака и год его установки. Чертежи и размеры указанных знаков являются приложением к настоящему Соглашению.

Статья 4

1. Стороны содействуют друг другу и принимают необходимые меры с тем, чтобы не допустить перемещения, повреждения или утраты знаков. Ни одна из Сторон не вправе в одностороннем порядке устанавливать какие-либо другие знаки, имеющие отношение к целям настоящего Соглашения.
2. За сохранность и ремонт знака N 1 несет ответственность Китайская Сторона, знака N 2 - Корейская Сторона, знака N 3 - Российская Сторона.
3. В случае если одна из Сторон обнаружит, что какой-либо из знаков перемещен, поврежден или утрачен, она должна незамедлительно известить об этом две другие Стороны. Сторона, отвечающая за сохранность и ремонт данного знака, должна в присутствии представителей двух других Сторон произвести восстановление знака или установить на прежнем месте новый знак в соответствии с содержащимися в приложении к настоящему Соглашению чертежами и размерами. О восстановлении знака или установке нового знака Стороны составляют и подписывают совместный акт.
4. В случае необходимости изменения местоположения какого-либо из знаков Стороны после согласования могут установить знак на другом месте. При этом изменение местоположения знака не должно приводить к изменению местоположения линии разграничения пограничных водных пространств трех государств и точки стыка государственных границ трех государств, определенных настоящим Соглашением. Об изменении местоположения знака Стороны составляют и подписывают совместный акт.

Статья 5

После вступления в силу настоящего Соглашения Стороны в рамках трехсторонних переговоров определяют конкретное местоположение точки стыка государственных границ трех государств и координаты знака N 3, устанавливают знаки N 2 и N 3, составляют Протокол-описание точки стыка государственных границ трех государств между Правительством Российской Федерации, Правительством Китайской Народной Республики и Правительством Корейской Народно-Демократической Республики и создают Карту района точки стыка государственных границ трех государств.

Статья 6

O podpisanii Soglašeniâ meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj ob opredelenii točki styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstv

Arrêté du gouvernement russe sur la signature du Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la définition du point de jonction de la ligne frontalière des trois pays (5 mai 1999)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Российская Федерация, Республика Казахстан и Китайская Народная Республика, именуемые в дальнейшем Договаривающимися Сторонами, руководствуясь принципами взаимного уважения суверенитета и территориальной целостности, в соответствии с Соглашением между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой от 3 сентября 1994 года о российско-китайской государственной границе на ее Западной части и Соглашением между Республикой Казахстан и Китайской Народной Республикой от 26 апреля 1994 года о казахстанско-китайской государственной границе, в целях определения местоположения точки стыка государственных границ трех государств согласились о нижеследующем:

Статья 1

Точка стыка государственных границ Российской Федерации, Республики Казахстан и Китайской Народной Республики (далее именуется - точка стыка государственных границ трех государств) расположена на водоразделе хребта Южный Алтай (хребет Алтай) приблизительно в 3 км к юго-западу от высоты с отметкой 3086, находящейся на территории Российской Федерации, приблизительно в 2,9 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 3339, находящейся на территории Республики Казахстан, приблизительно в 2,81 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 2988, находящейся на территории Китайской Народной Республики.Точка стыка государственных границ трех государств имеет следующие координаты:

географические - 49 06,9 северной широты
78 17,2 восточной долготы
прямоугольные - X=5 442 595
Y=15 520 905
высота - 3327.

Координаты и отметки высот приведены в системе координат 1942 года и Балтийской системе высот.

Статья 2

Местоположение точки стыка государственных границ трех государств показано красным кружком на карте (масштаб 1:50000), прилагаемой к настоящему Соглашению и являющейся его неотъемлемой частью*. Указанные в статье 1 настоящего Соглашения расстояния и отметки высот, а также географические и прямоугольные координаты точки стыка государственных границ трех государств определены по названной карте.

Статья 3

От точки стыка государственных границ трех государств линии государственных границ проходят так, как они определены договорами о государственной границе между соответствующими государствами.

Статья 4

Договаривающиеся Стороны условились не устанавливать пограничный знак в точке стыка государственных границ трех государств в связи с тем, что эта точка находится на вершине хребта, покрытой вечными снегами, в труднодоступном месте.

Статья 5

Настоящее Соглашение вступает в силу со дня направления последнего письменного уведомления о выполнении Договаривающимися Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

Совершено в _____ "____" _____ 199___
года в трех экземплярах, каждый на русском, казахском и китайском
языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

В случае возникновения разночтений для целей толкования будут использоваться тексты на русском и китайском языках.

За Российскую Федерацию	За Республику Казахстан	За Китайскую Народную Республику

Sovmestnoe zaevlenie o rossijsko-kitajskih pograničnyh voprosahč

Déclaration commune sur les questions frontalières sino-russe (23 novembre 1998)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Главы России и Китая с удовлетворением констатируют, что завершены полевые работы по демаркации Западной части российско-китайской государственной границы, осуществлявшиеся в соответствии с Соглашением о российско-китайской государственной границе на ее Западной части от 3 сентября 1994 года. Таким образом, демаркируемая государственная граница России и Китая как на ее Восточной, так и на ее Западной частях впервые в истории отношений двух стран получила четкое обозначение на местности. Стороны завершат все демаркационные работы в согласованные сроки.

Стороны едины в том, что успешное решение вопросов демаркации российско-китайской границы на основе равноправных консультаций, взаимопонимания и взаимной уступчивости благоприятствует сохранению мира и спокойствия в приграничных районах, способствует дальнейшему развитию отношений добрососедства и дружбы между Россией и Китаем и вносит важный вклад в дело укрепления безопасности и стабильности в регионе.

Стороны согласились на основе договоров о нынешней границе между двумя странами, в соответствии с общепризнанными нормами международного права, в духе равноправных консультаций, взаимопонимания и взаимной уступчивости продолжить переговоры по вопросам о прохождении линии границы на отдельных несогласованных участках, добиваясь их справедливого и рационального решения.

Примечание: документ опубликован 23 ноября 1998 года.

Soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej, Respublikoj Kazahstan i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj ob opredelenii točki styka gosudarstvennyh granic treh gosudarstv

Traité entre la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la définition de la pointe de jonction de la ligne frontalière des trois pays (5 mai 1999)

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Российская Федерация, Республика Казахстан и Китайская Народная Республика, далее именуемые Договаривающимися Сторонами, руководствуясь принципами взаимного уважения суверенитета и территориальной целостности, в соответствии с Соглашением между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской государственной границе на ее Западной части от 3 сентября 1994 года и Соглашением между Республикой Казахстан и Китайской Народной Республикой о казахстанско-китайской государственной границе от 26 апреля 1994 года, в целях определения местоположения точки стыка государственных границ трех государств, согласились о нижеследующем: Статья 1 Точка стыка государственных границ Российской Федерации, Республики Казахстан и Китайской Народной Республики, далее именуемая точкой стыка государственных границ трех государств, расположена на водоразделе хребта Южный Алтай (хребет Алтай) приблизительно в 3,00 км к юго-западу от высоты с отметкой 3086, находящейся на территории Российской Федерации, приблизительно в 2,90 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 3339, находящейся на территории Республики Казахстан, приблизительно в 2,81 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 2988, находящейся на территории Китайской Народной Республики. Координаты точки стыка государственных границ трех государств: географические: 49°06,9' северной широты; 87°17,2' восточной долготы; прямоугольные: X = 5 442 595, Y = 15 520 905, высота - 3327. Координаты и отметки высот приведены в системе координат 1942 года и Балтийской системе высот.

Статья 2 Местоположение точки стыка государственных границ трех государств показано красным кружком на карте масштаба 1:50000, прилагаемой* к настоящему Соглашению и составляющей его неотъемлемую часть.

Упомянутые в статье 1 настоящего Соглашения расстояния и отметки высот, а также географические и прямоугольные координаты точки стыка государственных границ трех государств определены по указанной карте.

Статья 3 От точки стыка государственных границ трех государств линии государственных границ проходят так, как они определены действующими договорами о границе между соответствующими государствами.

Статья 4 В связи с тем, что точка стыка государственных границ трех государств находится на вершине хребта, покрытой вечными снегами, в труднодоступном месте, Договаривающиеся Стороны условились не устанавливать в этой точке пограничный знак.

Статья 5 Настоящее Соглашение вступает в силу с даты направления последнего письменного уведомления о выполнении Договаривающимися Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

* Не прилагается.
Совершено в Алма-Ате 5 мая 1999 года в трех экземплярах, каждый на русском, казахском и китайском языках.

В случае разногласий при толковании настоящего Соглашения Договаривающиеся Стороны будут исходить из текстов на русском и китайском языках.

За Российскую Федерацию (В.Д.Николаенко) За Республику Казахстан (Б.Н.Нарбаев) За Китайскую Народную Республику (ЛиХуэй) * Примечание: На момент публикации Соглашение не вступило в силу.

Ob ob’’âvlenii rešeniâ kollegii Federal’noj pograničnoj Služby Rossijskoj Federacii ot 26 maâ 1999 goda N. 84 « Nekotorye itogi delimitacii i demarkacii gosudarstvennoj granicy Rossii i zadači F.P.S. Rossii v Svete trebovanij postanovlenij pravitel’stva Rossijskoj Federacii po dogovornomu Oformeleniû gosudarstvennoj Granicy »

Décision du commandement du Service Fédéral des gardes frontières de la Fédération de Russie du 26 mai 1999. N.84 « Sur la réglementation de la ligne frontalière étatique » [Ordre F.P.S. R.F. du 10 juillet 1999. N.303]

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

КОЛЛЕГИЯ ФЕДЕРАЛЬНОЙ ПОГРАНИЧНОЙ СЛУЖБЫ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ

РЕШЕНИЕ

26 мая 1999 года

Некоторые итоги делимитации и демаркации государственной границы России и задачи ФПС России в свете требований постановлений Правительства Российской Федерации по договорному оформлению государственной границы Коллегия Федеральной пограничной службы Российской Федерации, заслушав информацию начальника Международно-договорного департамента генерал-лейтенанта Манилова А.Л. "Некоторые итоги делимитации и демаркации государственной границы России и задачи ФПС России в свете требований постановлений Правительства Российской Федерации по договорному оформлению государственной границы", отмечает, что основные усилия в международно-правовом оформлении государственной границы, разграничении морских пространств и континентального шельфа Российской Федерации были направлены на подготовку совместно с федеральными органами исполнительной власти проектов нормативных правовых актов по вопросам делимитации границы со странами Балтии, сухопутного участка границы с Украиной, подготовку к делимитации государственной границы с Республикой Казахстан, активизации переговорного процесса с Грузией и Азербайджаном, участие в консультациях по определению правового статуса Азовского моря и Керченского пролива. Велись переговоры по совместному хозяйственному использованию отдельных островов и прилегающих к ним акваторий на пограничных реках, которые по результатам демаркации российско-китайской границы должны отойти к России или Китаю. Совместно с китайской стороной продолжалось согласование документов демаркации границы, подготовка их к изданию и представлению в правительства сторон. Личный состав Управления договорного оформления государственной границы, представляющий ФПС России в правительственных делегациях и комиссиях по делимитации, демаркации и проверке государственной границы Российской Федерации, принимает активное участие в работе по международноправовому оформлению государственной границы Российской Федерации с сопредельными странами, проявляя при этом инициативу и творческий подход к порученному делу, инициирует ускорение процесса делимитации новых участков государственной границы России. Вместе с тем этот процесс не всегда еще развивается последовательно и динамично. В ряде случаев представителями ФПС России допускались упущения, не учитывался опыт переговорного процесса в этом направлении с другими государствами, что затягивало работу по установлению границы, снижало эффективность переговорной деятельности, вело к потере инициативы. Недостаточно четко и конкретно осуществлялось взаимодействие в структурных подразделениях ФПС России по

некоторым направлениям деятельности в сложном процессе международно-правового оформления государственной границы России с сопредельными государствами. Командованием региональных управлений ФПС России не всегда учитывается сложность и объем работы по международно-правовому оформлению границы, особенно с республиками бывшего Союза ССР, которая требует согласованных усилий, нетрадиционного подхода к этому вопросу и высокой ответственности при принятии тех или иных решений. Необходимо отметить, что затянувшийся на ряде участков (Грузия,Азербайджан) процесс международно-правового оформления государственной раницы оказывает негативное влияние на служебнобоевую деятельность рганов и войск ФПС России, сужая их возможности по реализации редоставленных законодательством полномочий.

Коллегия ФПС России решила:

1. Информацию начальника Международно-договорного департамента ринять к сведению.
2. Руководителям структурных подразделений Центрального аппарата, омандованию региональных управлений ФПС России считать участие в еждународно-правовом оформлении государственной границы одним из ажных направлений деятельности по реализации пограничной политики оссийской Федерации.
3. Главному штабу с поступлением утвержденных Правительством оссийской Федерации документов демаркации российско-китайской осударственной границы провести необходимые мероприятия по рганизации охраны границы в соответствии с достигнутыми оговоренностями сторон.
4. Главному штабу (ОМУ) совместно с Международно-договорным епартаментом. Департаментом тыла. Департаментом вооружения и правлением кадров до 1 сентября т.г. разработать временную (на период роведения демаркационных работ) типовую структуру демаркационной абочей группы, формируемой за счет личного состава регионального правления, для организации и проведения полевых работ, предусмотрев ключение в их состав подготовленных офицеров структурных одразделений региональных управлений и пограничных отрядов комендатур), порядок укомплектования соответствующей техникой и беспечения материальными средствами.
5. Международно - договорному департаменту: совместно с МИДом России до 10 июля т.г. проработать вопрос о одготовке и проведении совместной коллегии по вопросу "О еждународно-правовых аспектах оформления государственной границы оссийской Федерации и сотрудничестве России с зарубежными осударствами по пограничным вопросам"; совместно с МИДом России, другими заинтересованными федеральными рганами исполнительной власти при ведении переговоров по еждународно-правовому оформлению государственной границы настойчиво тстаивать интересы Российской Федерации, отвергать любые попытки зменения границы, наносящие территориальный ущерб России, строго уководствоваться законодательством Российской Федерации, аспоряжениями Президента Российской Федерации, директивами равительства Российской Федерации, нормами и принципами еждународного права, учитывать особенности международной обстановки в егионе; ктивизировать участие совместно с заинтересованными федеральными рганами исполнительной власти в переговорном процессе по делимитации
государственной границы с Украиной, Грузией, Азербайджанской Республикой и Республикой Казахстан; проведении подготовительной работы к демаркации государственной границы с государствами Балтии; завершении работы по подготовке документов демаркации российско-китайской и проверки российскомонгольской государственной границы и представлению их в Правительство Российской Федерации; совместно с МИДом России и другими заинтересованными федеральными органами исполнительной власти продолжать участие в переговорах по государственной границе в районах острова Большой в верховьях реки Аргунь и островов Большой Уссурийский и Тарабаров на реке Амур у г. Хабаровска, отстаивать их принадлежность к Российской Федерации; по проекту соглашения о совместном хозяйственном использовании отдельных островов и прилегающих к ним акваторий на пограничных реках, которые по результатам демаркации российско-китайской границы должны отойти к России или Китаю; обобщить накопленный делегациями и комиссиями по делимитации, демаркации и проверке государственной границы опыт по разработке
документов, организации полевых демаркационных работ, взаимодействию с федеральными органами исполнительной власти, принимающими участие в процессе международно-правового

оформления государственной границы. На этой основе разработать методические рекомендации по организации этих работ и до конца 1999 года направить в региональные управления ФПС России; в течение 1999 - 2001 г.г. подготовить и издать учебное пособие по международно-правовому оформлению государственной границы для использования в работе региональных управлений, структурных подразделений Центрального аппарата ФПС России, в учебном процессе военных образовательных учреждениях профессионального образования ФПС России; Международно-договорному департаменту совместно с Управлением правового обеспечения, Управлением военно-учебных заведений до 1 сентября т.г. проработать и представить предложения директору ФПС России по проекту тематического плана по проблеме "Международнодоговорная деятельность ФПС России" и возможности его реализации в учебном процессе Академии ФПС России. В плане учесть опыт работы по международно-правовому оформлению границы и требования к профессиональной подготовке офицерского состава оперативнотактического уровня.

6. Департаменту вооружения, Управлению связи и автоматизации Главного штаба, Финансово-экономическому управлению до 1 августа т.г. проработать заявку Международно-договорного департамента и принять меры по обеспечению Управления договорного оформления государственной границы автотранспортом, средствами связи и оргтехникой.

7. Департаменту вооружения совместно с Международно – договорным департаментом до 1 декабря 2000 г. разработать новые образцы пограничных столбов с учетом достижений науки и техники, отличающихся долговечностью в любых климатических условиях, принимая во внимание, что железобетонные или керамзитобетонные пограничные столбы требуют значительных затрат на изготовление, установку и окончательную отделку при установке на местности и в повседневной эксплуатации.

8. Разведывательному департаменту позапросам Международнодоговорного департамента перед очередными раундами переговоров по делимитации и демаркации тех или иных участков государственной границы предоставлять дополнительную информацию об обстановке на границе и приграничной территории сопредельных государств, которые могут оказать влияние на процесс международно-договорного оформления границы.

9. Финансово-экономическому управлению принять действенные меры по нормализации финансового обеспечения проведения работ по делимитации, демаркации и проверке государственной границы Российской Федерации с сопредельными государствами в части, касающейся ФПС России.

10. Командованию Северо-Западного, Калининградского, Западного, Северо-Кавказского, Юго-Восточного, Забайкальского, Дальневосточного и Тихоокеанского региональных управлений принимать меры по обеспечению деятельности и оказывать необходимую помощь российским комиссиям (делегациям) при их работе по вопросам международно-правового оформления государственной границы в соответствии с постановлениями Правительства Российской Федерации и приказами директора ФПС России.

11. Заинтересованным структурным подразделениям Центрального аппарата внести установленным порядком до конца 1999 года необходимые изменения и дополнения в тематику диссертационных исследований, учитывающих проблематику международно-договорной деятельности, в том числе по вопросам совершенствования международно-правового оформления государственной границы.

12. Управлению воспитательной работы, пресс-центру постоянно обеспечивать информационное сопровождение международно-договорного оформления государственной границы Российской Федерации в центральных, региональных и пограничных средствах массовой информации.

13. Контроль за выполнением настоящего решения возложить на Международно-договорной департамент.

Председатель коллегии
Федеральной пограничной службы
Российской Федерации
генерал-полковник

К. Тоцкий 26 мая 1999 г.

N 84
Секретарь коллегии
Федеральной пограничной
службы Российской Федерации
полковник

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o sovmestnom hozâjstvennom ispolzovanii otdel'nyh ostrovov i prilegaûŝih k nim akvatorij pograničnyh rek

Traité entre les gouvernements russe et chinois sur l'exploitation commune de certaines îles et bassins des rivières frontalières (09 décembre 1999)

Ce document est issu de : *Sbornik Rossijsko Kitajskih Dogovorov 1949-1999* (Collection des accords sino-russe 1949-1999), Moscou, 1999

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, далее именуемые Сторонами, в целях дальнейшего укрепления мира, стабильности, спокойствия и сотрудничества в районе российско-китайской государственной границы, руководствуясь принципами уважения государственного суверенитета, равноправия и взаимной выгоды, учитывая традиционные хозяйственные интересы российского и китайского приграничного населения, основываясь на Соглашении между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о руководящих принципах совместного хозяйственного использования отдельных островов и прилегающих к ним акваторий на пограничных реках от 10 ноября 1997 года, в соответствии с Протоколом - описанием линии российско-китайской государственной границы на ее Восточной части между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики от 9 декабря 1999 года и Соглашением между Правительством Российской
Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о режиме российско-китайской государственной границы от 27 мая 1994 года, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения применяются следующие термины:

1. "Совместное хозяйственное использование" означает, чтогосударство, обладающее суверенитетом над отдельными островами и прилегающими к ним акваториями пограничных рек, разрешает приграничному населению другого государства заниматься традиционной хозяйственной деятельностью в соответствии с ранее сложившейся практикой в установленное Сторонами время и в согласованных Сторонами районах.

2. "Традиционная хозяйственная деятельность" означает такую хозяйственную деятельность, которой в течение длительного времени занималось приграничное население в районах совместного хозяйственного использования.

3. "Приграничное население" означает граждан Российской Федерации и граждан Китайской Народной Республики, постоянно проживающих в районе российско-китайской государственной границы и занимающихся традиционной хозяйственной деятельностью в районах совместного хозяйственного использования.

4. "Районы совместного хозяйственного использования" означают согласованные Сторонами специальные районы, представляющие собой отдельные острова и прилегающие к ним акватории рек Аргунь (Эргунахэ) и Амур (Хэйлунцзян), которые отошли по итогам демаркации российско-китайской государственной границы на ее Восточной части от одного государства к другому, принадлежность которых ныне определена и на которых осуществляется традиционная хозяйственная деятельность
приграничного населения.

5. "Средства производства" означают всю необходимую для осуществления приграничным населением традиционной хозяйственной деятельности производственную технику, инвентарь, ремонтное оборудование и запасные части. 6. "Транспортные средства" означают автомобили и суда, используемые для перевозки через государственную границу в район совместного хозяйственного использования приграничного населения, грузов и средств производства.

Статья 2

1. Российская Сторона определяет в качестве района совместного хозяйственного использования находящийся под суверенитетом Российской Федерации остров Верхнеконстантиновский и прилегающую к нему акваторию реки Амур (Хэйлунцзян) и разрешает приграничному населению Китайской Народной Республики заниматься традиционной хозяйственной деятельностью в вышеуказанном районе.

2. Китайская Сторона определяет в качестве района совместного хозяйственного использования находящиеся под суверенитетом Китайской Народной Республики четыре района группы островов Мэнкэсиличжоучжу и прилегающие к ним акватории реки Аргунь (Эргунахэ) и находящийся под суверенитетом Китайской Народной Республики остров N 1 группы островов Лунчжаньдао и прилегающую к нему акваторию реки Амур (Хэйлунцзян) и разрешает приграничному населению Российской Федерации заниматься традиционной хозяйственной деятельностью в вышеуказанных районах.

3. Районы совместного хозяйственного использования изображены в Приложении 1 "Схемы районов совместного хозяйственного использования" к настоящему Соглашению, являющемся его неотъемлемой частью (не приводится). В случае необходимости компетентные органы государства, обладающего суверенитетом над районами совместного хозяйственного использования, обозначают на местности границы этих районов.

4. Традиционная хозяйственная деятельность приграничного населения не может ограничивать права государства, обладающего суверенитетом над районами совместного хозяйственного использования, по освоению и использованию этих районов.

Статья 3

В совместном хозяйственном использовании на территории одного государства участвует только приграничное население другого государства, которое занималось традиционной хозяйственной деятельностью в течение длительного времени в районах, определенных в пунктах 1 и 2 статьи 2 настоящего Соглашения. Численность приграничного населения, определенная Сторонами для каждого района совместного хозяйственного использования, приведена в Приложении 1 к настоящему Соглашению и не может увеличиваться.

Статья 4

1. В районах совместного хозяйственного использования приграничное население может заниматься следующими видами традиционной хозяйственной деятельности: сенозаготовки, рыболовство и земледелие.

2. Рыболовство, которое ведет приграничное население в районах совместного хозяйственного использования, регулируется положениями соответствующих российско-китайских межправительственных соглашений. Сенозаготовки и земледелие считаются сезонной хозяйственной деятельностью. Сроки ведения вышеуказанных видов деятельности определены в Приложении 1 к настоящему Соглашению.

3. Приграничное население не должно заниматься в районах совместного хозяйственного использования иной деятельностью, кроме указанной в пункте 1 настоящей статьи.

Статья 5

Продолжительность совместного хозяйственного использования с начала работ ограничивается пятью годами. Даты начала и окончания совместного хозяйственного использования будут согласованы Сторонами по дипломатическим каналам.

Статья 6

1. Приграничное население, ведущее традиционную хозяйственную деятельность в районах совместного хозяйственного использования, должно иметь пропуска на право пересечения

российско-китайской государственной границы в район совместного хозяйственного использования (далее именуются - пропуска), выданные компетентными органами направляющего государства, и разрешения на ведение традиционной хозяйственной деятельности в районе совместного хозяйственного использования между Россией и Китаем (далее именуются - разрешения), выданные компетентными органами другого государства. Образцы документов, порядок их оформления и выдачи определены в Правилах упрощенного порядка пропуска через российско-китайскую государственную границу приграничного населения, осуществляющего совместное хозяйственное использование отдельных островов и
прилегающих к ним акваторий пограничных рек Российской Федерации и Китайской Народной Республики, а также используемых им транспортных средств и средств производства, изложенных в Приложении 2 к настоящему Соглашению, являющемся его неотъемлемой частью.
2. Пропуск через государственную границу в район совместного хозяйственного использования приграничного населения, а также используемых им транспортных средств, средств производства и иного имущества, необходимых для ведения традиционной хозяйственной еятельности, осуществляется согласно Правилам, упомянутым в пункте 1 астоящей статьи.

Статья 7

1. Приграничное население при осуществлении традиционной озяйственной деятельности в районах совместного хозяйственного спользования должно соблюдать законодательство, уважать традиции и бычаи государства пребывания. Лица, совершившие противоправные и реступные деяния, несут ответственность согласно законодательству осударства пребывания.
2. Приграничному населению при осуществлении традиционной озяйственной деятельности в районах совместного хозяйственного использования запрещается заходить в какие-либо иные районы, кроме определенных в Приложении 1 к настоящему Соглашению. Случаи нарушения данного положения рассматриваются как незаконное пересечение государственной границы.
3. Приграничному населению при осуществлении традиционной хозяйственной деятельности в районах совместного хозяйственного использования запрещается иметь при себе любые предметы, не относящиеся к указанной деятельности, наносить какой-либо ущерб окружающей среде и природным ресурсам данного государства, осуществлять новое строительство и реконструкцию, вступать в незаконные формы общения с гражданами страны пребывания.
4. Соответствующие компетентные органы каждого из государств на основе имеющихся межведомственных соглашений и договоров сотрудничают в борьбе с противоправными и преступными деяниями, которые могут быть совершены в ходе совместного хозяйственного использования.

Статья 8

1. Каждая из Сторон на территории своего государства защищает законные права и интересы приграничного населения другого государства, ведущего традиционную хозяйственную деятельность.
2. Представители компетентных органов одного государства имеют право осуществлять проверку пропусков, разрешений, а также транспортных средств, средств производства и иного имущества у приграничного населения другого государства, в том числе продукции, производимой им в ходе традиционной хозяйственной деятельности. В ходе проверки недопустимо применение насилия и негуманных методов, особо запрещается применять оружие, за исключением случаев, когда создается угроза жизни лиц, производящих такую проверку.

Статья 9

В случае чрезвычайных ситуаций, стихийных бедствий или по причинам санитарно-карантинного характера каждая из Сторон имеет право временно полностью или частично приостановить традиционную хозяйственную деятельность приграничного населения в районах совместного хозяйственного использования на территории своего государства, о чем незамедлительно оповещается другая Сторона.

Статья 10

1. Стороны проводят регулярные консультации по разрешению практических вопросов, связанных с выполнением положений настоящего Соглашения.
2. Консультации проводятся не реже двух раз в год поочередно на территории государства каждой из Сторон. По итогам консультаций составляется и подписывается протокол в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках. 3. Во время проведения консультаций принимающая Сторона предоставляет транспортные средства и помещения для консультаций, а все другие расходы берет на себя направляющая Сторона.

Статья 11

По согласованию между Сторонами в настоящее Соглашение могут вноситься изменения и дополнения.

Статья 12
Настоящее Соглашение вступает в силу с даты вступления в силу Протокола - описания линии российско-китайской государственной границы на ее Восточной части между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики. Действие настоящего Соглашения прекращается с даты окончания совместного хозяйственного использования.

Совершено в _____ "___" _____ 199___ года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Российской Федерации

За Правительство
Китайской Народной Республики

ПРАВИЛА упрощенного порядка пропуска через российско-китайскую государственную границу приграничного населения, осуществляющего совместное хозяйственное использование отдельных островов и прилегающих к ним акваторий пограничных рек Российской Федерации и Китайской Народной Республики, а также используемых им транспортных средств и средств производства

Настоящие Правила применяются только в отношении приграничного населения Российской Федерации и Китайской Народной Республики, осуществляющего совместное хозяйственное использование отдельных островов и прилегающих к ним акваторий пограничных рек, а также используемых им транспортных средств и средств производства.

Статья 1. 1. Пересечение государственной границы в районы совместного хозяйственного использования приграничным населением, а также используемыми им транспортными средствами, средствами производства и иным имуществом осуществляется на согласованных обеими Сторонами и обозначенных на местности самостоятельно компетентными органами каждого государства участках пограничных рек, расположенных напротив районов совместного хозяйственного использования.

2. Пересечение государственной границы приграничным населением в районы совместного хозяйственного использования осуществляется при наличии пропуска на право пересечения российско-китайской государственной границы в район совместного хозяйственного

использования (далее именуется - пропуск), выданного компетентными органами направляющего государства, при наличии разрешения на ведение традиционной хозяйственной деятельности в районе совместного хозяйственного использования между Россией и Китаем (далее именуется - разрешение), выданного компетентными органами другого государства, а также в соответствии с указанным в разрешении временем на выполнение работ.

Статья 2. 1. Российская Сторона определяет в качестве компетентного органа, выдающего пропуска, пограничного представителя Российской Федерации. Китайская Сторона определяет в качестве компетентного органа, выдающего пропуска, Министерство общественной безопасности Китайской Народной Республики. В пропуске указываются фамилия, имя, отчество (если есть), пол, дата рождения, гражданство, место жительства, участок пересечения государственной границы, вид и регистрационный номер транспортного средства, номер разрешения, а также номер, дата выдачи и срок действия пропуска, наименование выдавшего его органа. В пропуске должна быть фотография владельца. Пропуск подписывается должностным лицом и заверяется печатью компетентного органа.

2. Российская Сторона определяет в качестве компетентного органа, выдающего разрешения, администрацию Амурской области. Китайская Сторона определяет в качестве компетентного органа, выдающего разрешения, народное правительство Автономного района Внутренняя Монголия и народное правительство провинции Хэйлунцзян. В разрешении указываются фамилия, имя, отчество (если есть), пол, дата рождения, гражданство, место жительства, район совместного хозяйственного использования, вид и время осуществления традиционной хозяйственной деятельности, вид и регистрационный номер средства производства, а также номер, дата выдачи и срок действия разрешения, наименование выдавшего его органа. В разрешении должна быть фотография владельца. Разрешение подписывается должностным лицом и заверяется печатью компетентного органа.

3. В течение 60 дней после вступления в силу настоящих Правил компетентные органы одного государства запрашивают компетентные органы другого государства о выдаче разрешений. Компетентные органы другого государства должны в течение 15 дней после получения запроса выдать разрешение, срок действия которого не превышает срок действия настоящих Правил.

4. Разрешения выдаются на основании заявок приграничного населения, занимающегося традиционной хозяйственной деятельностью, на получение таких разрешений и прилагаемых к ним анкет для получения разрешения на ведение традиционной хозяйственной деятельности в районе совместного хозяйственного использования между Россией и Китаем (далее именуется - анкета). Компетентные органы одного государства имеют право отказать в выдаче разрешения любому лицу, указанному в заявке приграничного населения, занимающегося традиционной хозяйственной деятельностью, представленной компетентными органами другого государства.

5. В случае изменений в составе участвующего в совместном хозяйственном использовании приграничного населения одного государства его компетентные органы должны в первом квартале каждого года согласно порядку, изложенному в пункте 3 настоящей статьи, подать заявку в компетентные органы другого государства для оформления разрешения и одновременно с этим передать в компетентные органы другого государства разрешения, имеющиеся у лиц, прекративших данный вид традиционной хозяйственной деятельности. На этом основании компетентные органы другого государства дополнительно выдают соответствующее количество разрешений.

6. В случае утраты либо повреждения пропуска или разрешения их владелец незамедлительно сообщает об этом в компетентные органы своего государства и в установленном порядке подает заявку на восстановление вышеуказанных документов.

7. Пропуска, разрешения и анкеты самостоятельно изготавливаются компетентными органами каждого государства на русском и китайском языках по согласованным Сторонами образцам. До начала осуществления совместного хозяйственного использования Стороны обмениваются образцами вышеуказанных документов и анкет по дипломатическим каналам.

Статья 3. Стоянка транспортных средств, ввезенных в районы совместного хозяйственного использования, должна находиться в местах, определенных компетентными органами государства пребывания. По окончании производственной деятельности ввезенные в районы совместного

хозяйственного использования транспортные средства, средства производства и иное имущество, а также продукция традиционной хозяйственной деятельности подлежат возвращению или вывозу на территорию направившего государства.

Статья 4. Приграничное население занимается традиционной хозяйственной деятельностью в районах совместного хозяйственного использования, как правило, в светлое время суток. В случаях когда по причине производственной необходимости приграничному населению, а также используемым им транспортным средствам и средствам производства требуется находиться в районах совместного хозяйственного использования в темное время суток, компетентные органы направляющего государства должны заблаговременно сообщить количество граждан, их фамилии, количество транспортных средств и средств производства, а также причины необходимости оставаться в темное время суток компетентным органам другого государства и получить их согласие. В случае чрезвычайных ситуаций и стихийных бедствий приграничное население может оставаться в районах совместного хозяйственного использования в ночное время, о чем компетентные органы направляющего государства незамедлительно информируют компетентные органы другого государства.

Статья 5.
1. Если граждане из числа приграничного населения одного государства нарушили настоящие Правила, то компетентные органы другого государства могут лишить их права дальнейшего ведения традиционной хозяйственной деятельности в районе совместного хозяйственного использования и выдворить в направившее государство, о чем информируют компетентные органы направившего государства.

2. Представители компетентных органов одного государства при проверке приграничного населения другого государства, занимающегося традиционной хозяйственной деятельностью в районах совместного хозяйственного использования, на своей территории должны иметь согласованные Сторонами отличительные знаки. До начала осуществления совместного хозяйственного использования Стороны обмениваются по дипломатическим каналам образцами отличительных знаков.

Статья 6. В настоящие Правила могут быть внесены изменения и дополнения с согласия Сторон.Настоящие Правила являются неотъемлемой частью Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о совместном хозяйственном использовании отдельных островов и прилегающих к ним акваторий пограничных рек и будут действовать в течение срока действия указанного Соглашения.

Tekst pekinskoj Deklaracii Rossijskoj Federacii I kitajskoj Narodnoj Respubliki

Texte de la déclaration sino-russe de Pékin de 2000

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

“По приглашению Председателя Китайской Народной Республики Цзян Цзэминя Президент Российской Федерации В.В.Путин 17-19 июля 2000 года совершил официальный визит в Китайскую Народную Республику. В Пекине состоялись официальные переговоры между главами государств России и Китая.

Во время визита В.В.Путин провел встречи с Председателем Постоянного Комитета Всекитайского Собрания Народных Представителей Ли Пэном, Премьером Государственного Совета Китайской Народной Республики Чжу Жунцзи и Председателем Всекитайского Комитета Народного Политического Консультативного Совета Китая Ли Жуйхуанем.

Главы двух государств, всесторонне рассмотрев развитие связей между Россией и Китаем на протяжении последнего десятилетия, с удовлетворением отметили, что провозглашенное в 1996 году установление отношений равноправного доверительного партнерства, направленного на стратегическое взаимодействие в XXI веке, полностью отвечает коренным интересам народов двух стран. Подчеркнуто, что развитие отношений равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия имеет важное значение для укрепления всестороннего сотрудничества между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой, упрочения дружбы народов России и Китая, способствует формированию многополярного мира и нового справедливого и рационального международного порядка.

Главы двух государств считают, что с наступлением XXI века откроются еще более широкие перспективы для развития российско-китайских отношений. Российская Федерация и Китайская Народная Республика на основе стратегического взаимодействия намерены и дальше углублять добрососедство и дружбу, расширять взаимовыгодное сотрудничество, стремиться к совместному развитию и процветанию. Оба государства будут укреплять взаимодействие в международных делах, способствовать миру и стабильности во всем мире.

Исходя из вышеизложенного, главы государств России и Китая заявляют о следующем:

I

Все подписанные и принятые Россией и Китаем совместные политические документы служат прочной основой для благоприятного развития двусторонних отношений. Будучи приверженными духу и принципам этих документов, Россия и Китай преисполнены решимости прилагать неустанные усилия для вывода своих взаимоотношений на новый уровень.

II

Россия и Китай будут и впредь поддерживать постоянные и тесные контакты между высшими руководителями двух стран, используя различные каналы, вести обмен мнениями по важнейшим вопросам двусторонних отношений и международной обстановки. Внешнеполитические, оборонные, правоохранительные, экономические и научно-технические ведомства двух стран будут поддерживать регулярные и тесные контакты, усиливать координацию и укреплять сотрудничество. Это способствует дальнейшему углублению взаимопонимания и доверия между двумя странами и укреплению всестороннего российско-китайского стратегического взаимодействия.

III

На международной арене Россия и Китай выступают в поддержку сил мира, стабильности, развития и сотрудничества, против гегемонизма, силовой и блоковой политики, попыток пересмотра основополагающих норм международного права, против силового давления либо вмешательства во внутренние дела суверенных государств.

Россия и Китай как постоянные члены Совета Безопасности ООН должны предпринимать совместные усилия по поддержанию ведущей роли ООН и ее Совета Безопасности в международных делах, прежде всего в вопросах поддержания мира и безопасности, тем самым способствуя продвижению мира к многополярности.

Главы двух государств выразили удовлетворение итогами встречи руководителей стран "Шанхайской пятерки" в Душанбе 5 июля 2000 года с участием Президента Республики Узбекистан и считают, что сотрудничество пяти государств выходит на новый уровень. Россия и Китай готовы всесторонне содействовать укреплению взаимодействия в рамках "Шанхайской пятерки".

Между Россией и Китаем существует взаимопонимание по вопросу обеспечения безопасности и стабильности в регионах, сопредельных с их территориями.

IV

Целью подписанного в ходе настоящей встречи на высшем уровне Совместного заявления Президента Российской Федерации и Председателя Китайской Народной Республики по вопросам противоракетной обороны является укрепление глобальной и региональной стратегической стабильности, сохранение существующей системы договоров в области контроля за вооружениями и разоружения, продвижение процесса нераспространения оружия массового уничтожения и средств его доставки, гарантирование интересов безопасности всех без исключения государств.

Анализ нынешних международных реалий показывает полную несостоятельность использования так называемой ракетной угрозы со стороны некоторых государств в качестве предлога для обоснования требований об изменении Договора по ПРО.

V

Россия и Китай, исходя из уважения независимости, суверенитета и территориальной целостности друг друга, решительно выступают против любых замыслов и действий внешних и внутренних сил, направленных на раскол государства, выражают понимание и поддержку всех усилий друг друга по защите государственного единства, суверенитета и территориальной целостности.

Национальный сепаратизм, международный терроризм, религиозный экстремизм и трансграничная преступность представляют серьезную угрозу безопасности суверенных государств, миру и стабильности во всем мире. Россия и Китай полны решимости на двусторонней и многосторонней основе предпринять активные и эффективные конкретные шаги по борьбе с вышеуказанными явлениями.

VI

Россия подтверждает свою неизменную принципиальную позицию по тайваньскому вопросу, состоящую в том, что Правительство Китайской Народной Республики является единственным законным правительством Китая, а Тайвань является неотъемлемой частью территории Китая. Российская Федерация не поддерживает концепцию "независимости Тайваня" в какой бы то ни было форме, поддерживает неприятие Китайской Народной Республикой "двух Китаев", "одного Китая, одного Тайваня". Россия против принятия Тайваня в ООН и другие международное организации, членами которых являются лишь суверенные государства. Россия не намерена поставлять вооружения Тайваню.

Китайская Народная Республика выразила Российской Федерации искреннюю признательность за то, что по тайваньскому вопросу Россия последовательно придерживается принципа одного Китая.

Россия и Китай считают недопустимым вмешательство внешних сил в решение тайваньской проблемы, являющейся сугубо внутренним делом Китая, и подчеркивают, что подобные попытки способны привести лишь к усилению напряженности в Азиатско-Тихоокеанском регионе.

VII

Дальнейшее развитие всестороннего комплексного сотрудничества между Россией и Китаем в торгово-экономической, научно-технической и военно-технической областях является одним из главных направлений углубления и расширения российско-китайских отношений равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия.

Главы двух государств выразили удовлетворение работой механизма регулярных встреч глав правительств России и Китая и считают, что он играет важную роль для продвижения вперед сотрудничества в торгово-экономической, научно-технической, оборонной, энергетической (включая нефтегазовую) сферах, в области транспорта, а также в ядерной промышленности, авиации и космосе, банковском деле.

Россия и Китай будут прилагать усилия для наращивания двустороннего сотрудничества в конкретных областях в целях дальнейшего укрепления материальной базы стратегического взаимодействия между двумя странами. Россия и Китай изучат возможности российского участия в освоении западных районов КНР, включая разработку нефтегазовых месторождений и строительство газопроводов.

Подчеркнута необходимость укрепления и расширения двустороннего сотрудничества в науке и технике, образовании, культуре и спорте.

VIII

Успешная реализация не имеющего прецедента в истории Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о совместном хозяйственном использовании отдельных островов и прилегающих к ним акваторий пограничных рек от 9 декабря 1999 года является еще одним важным шагом, направленным на превращение российско-китайской границы в полосу добрососедства и дружбы.

Россия и Китай намерены в конструктивном и деловом духе продолжать переговоры с целью ускорения выработки вариантов решений по несогласованным участкам границы между двумя государствами. До этого будет сохраняться статус-кво на несогласованных участках границы между двумя государствами.

IX

Россия и Китай выразили удовлетворение в связи с началом практической реализации соглашений между Россией, Китаем, Казахстаном, Киргизией и Таджикистаном об укреплении доверия в военной области и о взаимном сокращении вооруженных сил в районе границы. Четкое выполнение положений указанных соглашений будет способствовать миру, спокойствию, стабильности и процветанию в районе границы, развитию добрососедских отношений между всеми государствами-участниками соглашений. Признано целесообразным провести дальнейшее изучение возможности укрепления мер доверия в военной области.

X

Дружба народов двух стран, передающаяся из поколения в поколение отвечает общим чаяниям народов России и Китая. Ее упрочение требует широкого участия и неустанных усилий как органов власти, так и народов двух стран. В этих целях будут активно поддерживаться деятельность российско-китайского Комитета дружбы, мира и развития, поощряться общественные контакты в различных формах.

XI

Для утверждения долгосрочных и стабильных отношений между двумя государствами на основе добрососедства и дружбы, взаимного доверия и взаимной выгоды главы двух государств договорились о начале переговоров по разработке российско-китайского договора о добрососедстве, дружбе и сотрудничестве.

XII

Президент Российской Федерации В.В. Путин пригласил Председателя Китайской Народной Республики Цзян Цзэминя посетить Российскую Федерацию с официальным визитом в удобное время в 2001 году. Приглашение было с благодарностью принято. Сроки визита будут согласованы по дипломатическим каналам.

Президент Российской Федерации В.В.Путин
Председатель Китайской Народной Республики Цзян Цзэминь

Polnyj tekst dogovora p dobrososedstve, družbe i sotrudničestve meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj

Texte complet de l'accord sur l'amitié, le bon voisinage et la cooperation entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Российская Федерация и Китайская Народная Республика, далее именуемые Договаривающимися Сторонами,
опираясь на исторические традиции добрососедства и дружбы между народами России и Китая,
считая, что совместные российско-китайские декларации и заявления, подписанные и принятые главами двух государств в период с 1992 года по 2000 год, имеют важное значение для развития двусторонних отношений,
убежденные в том, что укрепление дружбы, добрососедства и взаимовыгодного сотрудничества между ними во всех областях отвечает коренным интересам их народов и способствует сохранению мира, безопасности и стабильности в Азии и во всем мире,
подтверждая свои обязательства по Уставу Организации Объединенных Наций и другим международным договорам, участницами которых они являются,
желая способствовать утверждению нового справедливого и рационального международного порядка, основанного на строгом соблюдении общепризнанных принципов и норм международного права,
стремясь поднять отношения между ними на качественно новый уровень,
преисполненные решимости передавать дружбу между своими народами из поколения в поколение,
договорились о нижеследующем:

Статья 1

Договаривающиеся Стороны на долгосрочной основе всесторонне развивают отношения добрососедства, дружбы, сотрудничества, равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия в соответствии с общепризнанными принципами и нормами международного права, принципами взаимного уважения суверенитета и территориальной целостности, взаимного ненападения, невмешательства во внутренние дела друг друга, равенства и взаимной выгоды, мирного сосуществования.

Статья 2

Договаривающиеся Стороны в своих взаимоотношениях не применяют силу или угрозу силой, не используют друг против друга экономические и иные способы давления и разрешают разногласия между собой исключительно мирными средствами в соответствии с положениями Устава ООН, другими общепризнанными принципами и нормами международного права.
Договаривающиеся Стороны подтверждают обязательства не применять первыми друг против друга ядерное оружие, а также взаимно не нацеливать стратегические ядерные ракеты.

Статья 3

Договаривающиеся Стороны, взаимно уважая выбор пути политического, экономического, социального и культурного развития, сделанный каждой из них в соответствии со своими внутренними условиями, обеспечивают долговременное и стабильное развитие отношений между двумя государствами.

Статья 4

Российская Сторона поддерживает политику Китайской Стороны в вопросах, касающихся защиты государственного единства и территориальной целостности Китайской Народной Республики.
Китайская Сторона поддерживает политику Российской Стороны в вопросах, касающихся защиты государственного единства и территориальной целостности Российской Федерации.

Статья 5

Российская Сторона подтверждает неизменность своей принципиальной позиции по тайваньскому вопросу, изложенной в политических документах, подписанных и принятых главами обоих государств в период с 1992 года по 2000 год. Российская Сторона признает, что в мире существует только один Китай, Правительство Китайской Народной Республики является единственным законным правительством, представляющим весь Китай, а Тайвань является неотъемлемой частью Китая. Российская Сторона выступает против независимости Тайваня в какой бы то ни было форме.

Статья 6

Договаривающиеся Стороны, с удовлетворением отмечая отсутствие взаимных территориальных претензии, преисполнены решимости превратить -границу между ними в границу вечного мира и дружбы, передаваемой из поколения в поколение, и прилагают для этого активные усилия. Договаривающиеся Стороны руководствуются международно-правовыми принципами территориальной неприкосновенности и нерушимости государственных границ, неукоснительно соблюдают государственную границу между ними.
Договаривающиеся Стороны в соответствии с Соглашением между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года продолжат переговоры для разрешения вопросов о прохождении линии российско-китайской границы на еще не согласованных ее участках. До разрешения этих вопросов они соблюдают статус-кво на еще не согласованных участках границы между ними.

Статья 7

Договаривающиеся Стороны осуществляют меры по укреплению доверия в военной области и взаимному сокращению вооруженных сил в районе границы на основе действующих соглашений. Договаривающиеся Стороны расширяют и углубляют меры доверия в военной области с целью укрепления безопасности каждой из них, упрочения региональной и международной стабильности.
Договаривающиеся Стороны предпринимают усилия по обеспечению собственной безопасности, основываясь на принципе разумной достаточности вооружений и вооруженных сил.
Военное и военно-техническое сотрудничество между договаривающимися Сторонами, осуществляемое на основе соответствующих соглашений, не направлено против третьих государств.

Статья 8

Договаривающиеся Стороны не участвуют в каких-либо союзах или блоках, не предпринимают каких-либо действий, включая заключение договоров с третьими государствами, наносящих ущерб суверенитету, безопасности и территориальной целостности другой Договаривающейся Стороны. Ни одна из Договаривающихся Сторон не допускает использования своей территории третьими государствами в ущерб государственному суверенитету, безопасности и территориальной целостности другой Договаривающейся Стороны.
Ни одна из Договаривающихся Сторон не допускает создания и деятельности на своей территории организаций и групп, наносящих ущерб суверенитету, безопасности и территориальной целостности другой Договаривающейся Стороны.

Статья 9

В случае возникновения ситуации, которая, по мнению одной из Договаривающихся Сторон, может создать угрозу миру, нарушить мир или затронуть интересы ее безопасности, а также в случае возникновения угрозы агрессии против одной из Договаривающихся Сторон Договаривающиеся Стороны незамедлительно вступают в контакт друг с другом и проводят консультации в целях устранения возникшей угрозы.

Статья 10

Договаривающиеся Стороны укрепляют равноправное доверительное партнерство и стратегическое взаимодействие, используя и совершенствуя механизм регулярных встреч на различных уровнях, прежде всего на высшем и высоком уровнях, проводя регулярный обмен мнениями и согласовывая позиции по вопросам двусторонних отношений, важным и актуальным международным проблемам, представляющим взаимный интерес.

Статья 11

Договаривающиеся Стороны выступают за строгое соблюдение общепризнанных принципов и норм международного права, против любых действий, направленных на оказание силового давления или на вмешательство под каким-либо предлогом во внутренние дела суверенных государств, намерены прилагать активные усилия для укрепления международного мира, стабильности, развития и сотрудничества.
Договаривающиеся Стороны выступают против действий, которые могли бы создать угрозу международной стабильности, безопасности и миру, взаимодействуют в предотвращении международных конфликтов и их политическом урегулировании.

Статья 12

Договаривающиеся Стороны прилагают совместные усилия по поддержанию глобального стратегического баланса и стабильности, а также всемерно способствуют неукоснительному соблюдению основополагающих договоренностей, обеспечивающих поддержание стратегической стабильности.
Договаривающиеся Стороны активно содействуют процессу ядерного и химического разоружения, способствуют укреплению режима запрещения биологического оружия, осуществляют меры по предотвращению распространения оружия массового уничтожения, средств его доставки и связанных с ними технологий.

Статья 13

Договаривающиеся Стороны укрепляют сотрудничество в Организации Объединенных Наций, ее Совете Безопасности и специализированных учреждениях ООН. Договаривающиеся Стороны предпринимают усилия по укреплению центральной роли ООН как наиболее авторитетной и наиболее универсальной международной организации, образованной суверенными государствами, в решении международных дел, особенно в области мира и развития, по обеспечению главной ответственности Совета Безопасности ООН в области поддержания международного мира и безопасности.

Статья 14

Договаривающиеся Стороны всемерно способствуют укреплению стабильности, утверждению атмосферы взаимопонимания, доверия и сотрудничества в регионах, прилегающих к их территориям, и содействуют усилиям по созданию в этих регионах соответствующих их реалиям многосторонних механизмов взаимодействия по вопросам безопасности и сотрудничества.

Статья 15

Договаривающиеся Стороны регулируют отношения в области долговых прав и долговых обязательств на основе соответствующих двусторонних межправительственных соглашений и других документов, признают законные права и интересы друг друга в отношении активов и иного имущества одной Договаривающейся Стороны, находящихся на территории другой Договаривающейся Стороны.

Статья 16

Договаривающиеся Стороны на основе взаимной выгоды развивают сотрудничество в торгово-экономической, военно-технической, научно-технической, энергетической, транспортной областях, в ядерной энергетике в финансовой, космической, авиационной областях, в сфер (информационных технологий и других сферах, представляющих взаимный интерес, содействуют развитию приграничного и межрегионального торгово-экономического сотрудничества между двумя государствами и в соответствии с национальным законодательством каждой из них создают для этого необходимые благоприятные условия. Договаривающиеся Стороны всемерно способствуют развитию обменов и сотрудничества в области культуры, образования, здравоохранения, информации, туризма, спорта и права. Договаривающиеся Стороны обеспечивают защиту интеллектуальной собственности, в том числе авторских и смежных прав, в соответствии со своим национальным законодательством и международными договорами, участницами которых они являются.

Статья 17

Договаривающиеся Стороны развивают сотрудничество в Международных финансовых учреждениях, экономических организациях и форумах, а также в соответствии с положениями уставных документов таких учреждений, организаций и форумов способствуют вступлению одной договаривающейся Стороны в те из них, членом (участницей) которых является другая Договаривающаяся Сторона.

Статья 18
Договаривающиеся Стороны сотрудничают в деле содействия осуществлению прав человека и основных свобод в соответствии со своими международными обязательствами и национальным законодательством каждой из них. Договаривающиеся Стороны в соответствии со своими международными обязательствами, а также законами и правилами, действующими в каждой из них, предпринимают эффективные меры, гарантирующие законные права и интересы юридических и физических лиц одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны, а также оказывают друг другу необходимую правовую помощь по гражданским и уголовным делам. Соответствующие органы Договаривающихся Сторон на основе соответствующих законов рассматривают и решают проблемы и споры, возникающие в ходе сотрудничества и хозяйственной деятельности юридических и физических лиц одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны.

Статья 19
Договаривающиеся Стороны осуществляют сотрудничество в области защиты и улучшения состояния окружающей среды, предотвращения трансграничных загрязнений, справедливого рационального использования пограничных водотоков, живых ресурсов в северной части Тихого океана и бассейнах пограничных рек, предпринимают совместные усилия для защиты редких видов флоры, фауны и природных экосистем в приграничных районах, а также осуществляют сотрудничество в области предупреждения чрезвычайных ситуаций природного и техногенного характера в обоих государствах и ликвидации их последствий.

Статья 20

Договаривающиеся Стороны в соответствии со своим национальным законодательством и международными обязательствами каждой из них активно сотрудничают в области борьбы с терроризмом, сепаратизмом и экстремизмом, а также в области борьбы с организованной преступностью, незаконным оборотом наркотических средств, психотропных веществ, оружия и другой преступной деятельностью. Договаривающиеся Стороны сотрудничают в борьбе с нелегальной миграцией, в том числе с незаконным перемещением физических лиц через свои территории.

Статья 21
Договаривающиеся Стороны придают важное значение развитию контактов и сотрудничества между федеральными (центральными) органами законодательной и исполнительной властей обоих государств. Договаривающиеся Стороны всемерно содействуют развитию контактов и сотрудничества между органами судебной власти обоих государств.

Статья 22

Настоящий Договор не затрагивает прав и обязательств Договаривающихся Сторон по другим международным договорам, участницами которых они являются, и не направлен против какого-либо третьего государства.

Статья 23

В целях выполнения настоящего Договора Договаривающиеся Стороны активно содействуют заключению договоров в конкретных областях, представляющих взаимный интерес.

Статья 24
Настоящий Договор подлежит ратификации и вступает в силу с даты обмена ратификационными грамотами, который будет произведен в Пекине.

Статья 25
Настоящий Договор действует в течение двадцати лет. Срок действия настоящего Договора автоматически продлевается на последующие пятилетние периоды, если ни одна из Договаривающихся Сторон не менее чем за один год до истечения соответствующего периода действия Договора не уведомит в письменной форме другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении прекратить его действие.

Совершено в Москве 16 июля 2001 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

O podpisanii dopolnitel'nogo protokola –opisaniâ linii rossijsko-kitajskoj gosudarstvennoj granicy na ee vostočnoj časti meždu pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i pravitel'stvom Kitajskoj nNarodnoj Respubliki

Arrêté du gouvernment russe sur le protocole-description du secteutr oriental de la ligne frontalière sino-russe entre les deux gouvernements

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики (далее именуемые Сторонами), учитывая, что Совместная российско-китайская демаркационная комиссия в соответствии с Соглашением между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года и Соглашением между Правительством Российской Федерации, Правительством Китайской Народной Республики и Правительством Корейской Народно-Демократической Республики об определении линии разграничения пограничных водных пространств трех государств на реке Туманная от 3 ноября 1998 года установила на местности линию российско-китайской государственной границы от пограничного знака N 423 до точки стыка государственных границ Российской Федерации, Китайской Народной Республики и Корейской Народно-Демократической Республики (далее именуется - точка стыка государственных границ трех государств), решили заключить настоящий Дополнительный протокол-описание линии российско-китайской государственной границы на ее Восточной части (далее именуется - Дополнительный протокол-описание).

Статья 1

Линия государственной границы между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой от пограничного знака N 423 идет по прямой в юго-западном направлении, пересекая безымянную отмель (отмель Фанчуань), до точки стыка государственных границ трех государств, находящейся на середине главного русла реки Туманная (реки Тумэньцзян). Точка стыка государственных границ трех государств имеет следующие координаты (система координат 1942 года): географические:

B = 42 25`02,3" с. ш., L = 130 38`09,5" в. д.

прямоугольные: X = 4 699 370,5 Y = 22 634 655,3.

Протяженность линии государственной границы между пограничным знаком N 423 и точкой стыка государственных границ трех государств составляет 306,9 м. Поскольку точка стыка государственных границ трех государств находится на водной поверхности реки Туманная (реки Тумэньцзян), пограничный знак в этой точке не установлен.

Статья 2

Пограничный знак N 423, точка стыка государственных границ трех государств, линия государственной границы нанесены на прилагаемой к настоящему Дополнительному протоколу-описанию Карте линии государственной границы между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой на ее Восточной части от пограничного знака N 423 до точки стыка государственных границ Российской Федерации, Китайской Народной Республики и Корейской Народно-Демократической Республики (1).

Статья 3

С учетом протяженности упомянутой в статье 1 настоящего Дополнительного протокола-описания линии российско-китайской государственной границы между пограничным знаком N 423 и точкой стыка государственных границ трех государств общая длина демаркированной линии российско-китайской государственной границы, указанной в Протоколе-описании линии российско-китайской государственной границы на ее Восточной части между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики, составляет 4195,53 км, в том числе на суше - 578,18 км, на реках - 3547,32 км, на озере Ханка (Синкайху) - 70,03 км.

Статья 4

Настоящий Дополнительный протокол-описание вступает в силу на тридцатый день с даты направления последнего из письменных уведомлений, в которых Стороны извещают друг друга о выполнении ими внутригосударственных юридических процедур, необходимых для вступления настоящего Дополнительного протокола-описания в силу.

Совершено в г. ----------"--"---------- 2000 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу. (1). Карта не прилагается.

За Правительство
Российской Федерации

За Правительство Китайской
Народной Республики

Ob utverždenii koncepcii meždunarodno-dogovornoj deâtel'nosti Pograničnoj Služby Rossijskoj Federacii do 2010 goda

Sur la conception de l'activité internationale du Service Féderal des gardes Frontières russe jusqu'en 2010

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

ПРИКАЗ
(ordre)
ФЕДЕРАЛЬНАЯ ПОГРАНИЧНАЯ СЛУЖБА РФ

8 марта 2001 г.
N 133

(ФПС)
(F.P.S.)

В целях реализации решения коллегии ФПС России от 18 декабря 2000 г. N 107 "О ходе выполнения Постановления совместной Коллегии МИДа России и ФПС России от 11 января 2000 г.", объявленного приказом ФПС России от 29 декабря 2000 г. N 696, приказываю:

1. Утвердить прилагаемую Концепцию международно-договорной деятельности Пограничной службы Российской Федерации до 2010 года.

2. Руководителям структурных подразделений ФПС России, начальникам региональных управлений, пограничной и оперативных групп считать международно-договорное обеспечение служебнобоевой деятельности Пограничной службы Российской Федерации одним из важных направлений работы, личная ответственность за организацию и результаты которой возложена на должностных лиц по направлениям деятельности.

3. Приказ ФПС России от 24 июня 1997 г. N 442 "Об утверждении Концепции международно-договорной деятельности ФПС России" считать утратившим силу.

4. Контроль за исполнением настоящего приказа и реализацией Концепции возложить на Международно-договорный департамент.

Директор Федеральной пограничной
службы Российской Федерации
генерал-полковник

К. Тоцкий
8 марта 2001 г.
N 133

УТВЕРЖДЕНА
приказом ФПС России
от 8 марта 2001 года
N 133

Koncepciâ meždunarodno-dogovornoj deâtel'nosti Pogranične Službы Rossijskoj Federacii do 2010goda

Настоящая Концепция представляет собой систему взглядов на содержание основных принципов, направлений, целей и задач международно-договорной деятельности Пограничной службы Российской Федерации (далее - международно-договорная деятельность), а также механизмов реализации практических решений в данной сфере. Международно-договорная деятельность основывается на соблюдении положений Конституции Российской Федерации, федеральных законов, указов и распоряжений Президента Российской Федерации, постановлений и распоряжений Правительства Российской Федерации, общепризнанных принципов и норм международного права, выполнении международных договоров Российской Федерации, ведомственных и межведомственных нормативных правовых актов по вопросам, относящимся к ведению Пограничной службы Российской Федерации (далее - Пограничная служба). Международно-договорная деятельность осуществляется при координирующей роли Министерства иностранных дел Российской Федерации во взаимодействии с федеральными органами исполнительной власти и органами государственной власти субъектов Российской Федерации в соответствии с: Концепцией национальной безопасности Российской Федерации, утвержденной Указом Президента Российской Федерации от 10 января 2000 г. N 24; Концепцией внешней политики Российской Федерации, утвержденной Президентом Российской Федерации 28 июня 2000 г. N Пр-1351; Основами пограничной политики Российской Федерации, утвержденными Президентом Российской Федерации от 5 октября 1996 г.; Перспективным планом по усилению взаимодействия МИДа России и ФПС России в целях защиты государственной границы как части системы обеспечения безопасности Российской Федерации от 10 ноября 2000 г. Особенности международной обстановки, сложившейся к началу XXI века, и перспективы ее развития, а также выход на качественно новый уровень взаимоотношений России с сопредельными государствами в сфере охраны Государственной границы Российской Федерации (далее - Государственная граница) определили роль и место международно-договорной деятельности в системе Пограничной службы. Полномасштабная реализация основных положений пограничной. стратегии России на перспективу до 2010 года невозможна без концептуальных подходов к решению задач по международноправовому оформлению Государственной границы, формированию системы коллективной безопасности на внешних границах государств - участников Содружества Независимых Государств (далее - государства - участники СНГ), развитию и углублению пограничного сотрудничества со всеми сопредельными с Россией государствами, а на путях международных сообщений - и с другими странами.

I. Общие положения

1. Международно-договорная деятельность является одним из основных видов деятельности Пограничной службы по защите Государственной границы, территориального моря, исключительной экономической зоны, континентального шельфа Российской Федерации и охране внешних границ государств - участников СНГ, определяющим фактором поддержания на Государственной границе стабильности и добрососедства.

2. Международно-договорная деятельность направлена на реализацию следующих задач пограничной политики Российской Федерации: создание условий для обеспечения суверенитета и территориальной целостности Российской Федерации, ее пограничной безопасности; установление и закрепление в международно-правовом отношении
Государственной границы; защиту жизненно важных интересов Российской Федерации в ее морских пространствах; межгосударственное сотрудничество по предотвращению военной опасности, кризисов и конфликтов в пограничном пространстве Российской Федерации; предотвращение, исходя из жизненно важных интересов государства в пограничном пространстве, попыток международной изоляции России со стороны отдельных иностранных государств и военно - политических блоков; обеспечение интересов и безопасности России на внешних границах государств - участников СНГ на международно-договорной основе.

3. В основу международно-договорной деятельности положены следующие принципы: взаимного уважения суверенитета, территориальной целостности государств и нерушимости границ; невмешательства во внутренние дела другого государства; ирного разрешения международных споров; содействия взаимовыгодному, всестороннему сотрудничеству с иностранными государствами, в том числе и по пограничным вопросам; приоритета национальных интересов Российской Федерации в пограничном пространстве; комплексного подхода к реализации и защите национальных интересов Российской Федерации в пограничном пространстве; тесного взаимодействия и координации действий с МИДом России и другими федеральными органами исполнительной власти; выполнения международных обязательств Российской Федерации по пограничным вопросам.

4. Главными целями международно-договорной деятельности являются: установление и закрепление в международно-правовом отношении Государственной границы; создание благоприятных условий для служебно-боевой деятельности органов и войск Пограничной службы; дальнейшее развитие пограничного сотрудничества с государствами - участниками СНГ, в том числе и в сфере охраны внешних границ; формирование в пограничном пространстве Российской Федерации обстановки добрососедства и доверия; создание и совершенствование договорно-правовой базы пребывания российских пограничных формирований на территориях государств - участников СНГ и официальных представителей ФПС России в сопредельных государствах; реализация международных договоров по пограничным вопросам.

5. Основными направлениями международно-договорной деятельности являются: участие в процессах международно-правового оформления Государственной границы; сотрудничество с пограничными и иными ведомствами зарубежных государств, компетентными в вопросах обеспечения интересов государств на их границах; сотрудничество с международными организациями по пограничным вопросам; согласование подходов в пограничной политике с государствами - участниками СНГ; погранпредставительская деятельность.

II. Приоритетные направления международно - договорной деятельности

1. В сфере международно-правового оформления Государственной границы принять участие: в демаркации Государственной границы с государствами Балтии (Эстония, Латвия, Литва); в завершении делимитации Государственной границы с Украиной, Грузией, Азербайджаном и Казахстаном; в проведении делимитации Государственной границы с Белоруссией; в завершении работ по разграничению морских пространств в Балтийском море с государствами Балтийского региона; в разграничении морских пространств с Норвегией в Баренцевом море; в работе по определению границ континентального шельфа России в Северном Ледовитом океане; в переговорах по определению правового статуса Азовского моря и Керченского пролива и разграничению морских пространств с Украиной в Черном море; в разграничении морских пространств в Черном море с Грузией; в работе по определению правового статуса Каспийского моря; в работе по разграничению с Казахстаном дна северной части Каспийского моря; переговорах о прохождении Государственной границы с Китайской Народной Республикой в районе островов Тарабаров и Большой Уссурийский на реке Амур и острова Большой на реке Аргунь; в проведении совместной проверки российско-корейской границы; в работах по пограничному размежеванию с Японией и США.

2. В области сотрудничества с пограничными и иными ведомствами зарубежных государств, компетентными в вопросах обеспечения интересов государств на их границах: сотрудничество с сопредельными государствами - проведение мероприятий международно-договорного обеспечения, направленных на повышение эффективности служебно-боевых действий войск и органов Пограничной службы, обеспечение стабильности и добрососедства на границе с сопредельными государствами; развитие интеграционных процессов в пограничной сфере в рамках Союзного государства Беларуси и России в соответствии с Комплексной программой обеспечения пограничной безопасности Союзного государства до 2015 года; развитие пограничного сотрудничества с государствами - участниками Евразийского экономического сообщества; организация многостороннего пограничного сотрудничества в рамках Совета командующих

пограничными войсками государств - участников СНГ, подготовка необходимых материалов для рассмотрения пограничных вопросов на заседаниях Совета глав государств, Совета глав правительств, Совета министров иностранных дел Содружества Независимых Государств; сохранение российского пограничного присутствия в государствах - участниках СНГ в соответствии с политическими интересами и задачами обеспечения пограничной безопасности Российской Федерации. Совершенствование механизма реализации международных договоров о статусе и условиях функционирования российских пограничных формирований в Республике Белоруссия, Республике Армения, Республике Казахстан, Киргизской Республике и Республике Таджикистан; региональное сотрудничество - развитие и совершенствование сотрудничества, направленного на обеспечение интересов Российской Федерации в Балтийском, Черноморском, АзиатскоТихоокеанском регионах по вопросам пограничной безопасности. Осуществление согласованных действий с пограничными ведомствами иностранных государств по противодействию незаконной миграции, контрабанде оружия, наркотиков, незаконной добыче морских биологических ресурсов, другой противоправной деятельности на границе; сотрудничество в области подготовки специалистов для пограничных ведомств иностранных государств и технического обеспечения охраны границы. Содействие продвижению продукции российских производителей технических средств охраны границы; развитие системы официальных представительств ФПС России в сопредельных странах и других государствах в интересах пограничнойбезопасности Российской Федерации; проведение мероприятий информационного обеспечения, создания на территории зарубежных государств благоприятных условий для служебно-боевой деятельности войск и органов Пограничной службы.

3. В области погранпредставительской деятельности: формирование договорно-правовой базы деятельности пограничных представителей Российской Федерации на границе с Литовской Республикой, Грузией, Азербайджанской Республикой и Республикой Казахстан; совершенствование механизма предупреждения пограничных инцидентов и конфликтных ситуаций на Государственной границе, своевременное принятие мер по их урегулированию; развитие деловых и взаимовыгодных контактов с пограничными
представителями сопредельных государств.

III. Реализация положений Концепции

1. Концепция реализуется исходя из конкретно складывающейся обстановки, характера интеграционных процессов в Содружестве Независимых Государств и с учетом изменений внешнеполитической ситуации.

2. В целях реализации Концепции: продолжать активное участие в процессах международноправового оформления Государственной границы; стремиться к дальнейшему развитию многостороннего пограничного сотрудничества в рамках Содружества Независимых Государств и Евразийского экономического сообщества; продолжить работу по формированию международно-договорной базы пограничного сотрудничества с государствами - участниками СНГ. В соответствии с Программой действий по развитию Содружества Независимых Государств на период до 2005 года обеспечить разработку в 2001 году проекта Концепции согласованной пограничной политики государств - участников СНГ, а в 2002 году - проекта Программы совершенствования сотрудничества государств - участников СНГ в пограничной сфере; продолжать активное участие в выработке подходов функционирования Совета командующих пограничными войсками государств - участников СНГ на перспективу, подготовке и последующей реализации Концепции согласованной пограничной политики государств - участников СНГ; основные усилия в работе Совета по пограничным вопросам направить на участие в решении задач в пограничной сфере, определенных в Заявлении глав государств Белоруссии, Казахстана, Киргизии, России и
Таджикистана от 10 октября 2000 г.; участие в обеспечении экономической безопасности на внешних границах Сообщества, борьбу с контрабандой; укрепление и обустройство внешних границ Сообщества; в рамках Пограничного комитета Союзного государства участвовать в создании нормативной правовой базы по обеспечению пограничной безопасности Союзного государства, подготовке предложений органам государственного управления Союзного государства по вопросам, входящим в компетенцию Пограничной службы, а также в реализации решений указанных органов; в целях организации регионального сотрудничества обеспечить активное участие

Пограничной службы в учреждении Черноморского и Азиатско-Тихоокеанского многостороннего пограничного сотрудничества, инициировать организацию многостороннего сотрудничества по пограничным вопросам государств Каспийского моря (после решения вопроса о его статусе); продолжать развивать двусторонние связи, отдавая приоритет отношениям с государствами - участниками СНГ и сопредельными государствами. В этих целях провести переговоры по заключению соглашений о сотрудничестве по пограничным вопросам с Узбекистаном, инициировать заключение соглашения с Туркменистаном, по мере готовности норвежской и эстонской сторон провести переговоры о заключении межправительственных соглашений о сотрудничестве по пограничным вопросам; формировать и совершенствовать договорно-правовую базу дальнейшего сотрудничества по пограничным вопросам, направленную на повышение эффективности служебно-боевых действий с Финляндией, Норвегией, Китаем, Японией и США, в том числе за счет возможностей пограничных ведомств этих государств; активизировать участие в европейских программах (Венгрия (Шиофок), Германия (Кобленц), связанных с охраной границ, борьбой с незаконной миграцией, контрабандой оружия, боеприпасов и наркотических средств; развивать сотрудничество в области подготовки специалистов для пограничных ведомств государств - участников СНГ, других государств и технического обеспечения охраны ими границы, содействовать в продвижении продукции российских производителей технических средств охраны Государственной границы; развивать и углублять взаимодействие с МИДом России; провести переговоры по заключению соглашений о направлении официальных представителей ФПС России в государства - участники СНГ, ускорить завершение создания системы официальных представительств ФПС России в сопредельных государствах.

3. Реализация положений Концепции осуществляется путем участия в процессах международно-правового оформления Государственной границы, достижения соответствующих двусторонних и многосторонних договоренностей с государствами по вопросам сотрудничества в охране границ, совершенствования механизма принятия и реализации решений государственных органов в области пограничной политики.

4. Директор ФПС России организует реализацию Концепции, определяет компетенцию структурных подразделений ФПС России, войск и органов Пограничной службы, осуществляющих, в рамках компетенции, функции в сфере взаимоотношений с пограничными органами сопредельных государств, совершенствует правовую базу сотрудничества с сопредельными государствами.

5. Международно-договорной департамент обеспечивает реализацию положений Концепции по вопросам, входящим в компетенцию ФПС России, в порядке, определенном ее правовыми актами, международно-договорные отделы. (службы) - по вопросам, входящим в компетенцию региональных управлений, пограничной и оперативных групп.

IV. Заключение

Настоящая Концепция может дополняться, уточняться и совершенствоваться по мере развития внешнеполитической ситуации, интеграционных процессов и укрепления пограничного сотрудничества между Российской Федерацией и другими государствами.

Moskovskoe Sovmestnoe Zaevlenie glav gosudarstv Rossii i Kitaâ

Déclaration des chefs d'Etats de la Russie et de la Chine de Moscou de 2001

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

ЗАЯВЛЕНИЕ

ПРЕЗИДЕНТ РФ

16 июля 2001 г.

(Д)

По приглашению Президента Российской Федерации В.В. Путина Председатель Китайской Народной Республики Цзян Цзэминь 15 - 18 июля 2001 года осуществил государственный визит в Российскую Федерацию. Главы государств России и Китая, обстоятельно обсудив ход развития связей между Россией и Китаем на протяжении последнего десятилетия, заявляют, что строительство отношений равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия является правильным историческим выбором, имеющим определяющее значение для укрепления всестороннего сотрудничества между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой, упрочения дружбы народов России и Китая и формирования нового справедливого и рационального международного порядка. Намечен долговременный план перспективного развития двусторонних отношений в XXI веке. Главы государств России и Китая с удовлетворением отмечают, что в наступившем XXI веке все более прочными становятся социально-политическая и экономическая основы российско-китайских отношений. Россия и Китай намерены укреплять добрососедство и дружбу из поколения в поколение, углублять взаимовыгодное практическое сотрудничество, стремиться к совместному развитию и процветанию. Оба государства будут и дальше расширять взаимодействие в международных делах, способствовать миру и стабильности во всем мире, формированию многополярного мира. В этих целях главы государств России и Китая заявляют о следующем:

I

Заключенный главами государств России и Китая 16 июля 2001 года Договор между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о добрососедстве, дружбе и сотрудничестве является важной вехой в истории отношений двух государств и знаменует собой начало нового этапа в отношениях между Сторонами. В Договоре, являющемся программным документом, определяющим развитие российско-китайских отношений в новом веке, на основе исторического опыта обобщены главные принципы, дух и достижения российско-китайских отношений, в юридической форме закреплена мирная идеология двух государств и их народов: "навеки друзья и никогда - враги". В Договоре подтверждено, что дружественные отношения двух стран являются межгосударственными отношениями нового типа, строящимися на основе невступления в союз, неконфронтационности и ненаправленности против третьих стран. Главы государств России и Китая убеждены, что российско-китайские отношения на прочной базе Договора непременно поднимутся в нынешнем столетии на новый, более высокий уровень.

II

Главы государств России и Китая подтверждают готовность и впредь поддерживать традиции и укреплять механизмы проведения между двумя странами взаимных визитов и регулярных встреч

на высоком уровне, вести постоянный обмен мнениями по важнейшим двусторонним и международным вопросам. Внешнеполитические, оборонные, правоохранительные, экономические, научно-технические ведомства двух стран будут усиливать координацию и укреплять сотрудничество. Расширение дружественных контактов и сотрудничества Сторон в области образования, культуры, здравоохранения и спорта благоприятствует укреплению и упрочению социальной основы добрососедства, дружбы и взаимного доверия между двумя государствами. Важную роль в этом призван сыграть Российско-Китайский комитет дружбы, мира и развития.

III

Главы государств России и Китая считают, что практическое осуществление достигнутых договоренностей в торгово-экономической, научно-технической и других областях будет непрерывно обогащать материальную основу отношений равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия между Россией и Китаем.

В целях повышения уровня взаимодействия в торгово – экономической и научно-технической областях Стороны будут активно продвигать сотрудничество в следующих областях: крупные совместные проекты в нефтегазовой сфере и области высоких технологий; участие российских предприятий в освоении западных районов КНР; ядерная энергетика, электроэнергетика и энергетическое машиностроение, телекоммуникации, информационная сфера, поставки гражданской авиатехники и кооперация в ее производстве, судостроение; мирное освоение космического пространства; участие крупных китайских предприятий в инвестировании в России в таких областях, как освоение лесных ресурсов, транспортная инфраструктура, производственная кооперация; охрана окружающей среды и другие. Главы государств России и Китая заявляют о стремлении прилагать совместные усилия по созданию благоприятных условий для торгово-экономического сотрудничества, совершенствованию механизмов банковских взаиморасчетов, в том числе и прямых взаиморасчетов между банками двух стран, улучшению качества финансовых услуг, повышению эффективности механизма российско-китайского коммерческого арбитража, информационному обеспечению экономических связей.С учетом вышеизложенного главы государств России и Китая придают большое значение шестой регулярной встрече глав правительств двух государств, которая пройдет в сентябре 2001 года в Санкт-Петербурге. На этой встрече будет дан новый импульс развитию экономического сотрудничества между Россией и Китаем на длительную перспективу.

IV

Главы государств России и Китая отмечают, что Стороны и в дальнейшем будут предпринимать усилия для того, чтобы российско-китайская граница превратилась в границу добрососедства, дружбы, вечного мира, доверия и взаимовыгодного сотрудничества. Стороны рассматривают успешную реализацию Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о совместном хозяйственном использовании отдельных островов и прилегающих к ним акваторий пограничных рек от 9 декабря 1999 года как свидетельство наличия политической воли Сторон к решению вопросов, оставленных историей. Россия и Китай намерены конструктивно и в деловом духе ускорить выработку оптимального взаимоприемлемого решения по несогласованным участкам границы между двумя государствами. До этого на несогласованных участках будет сохраняться статус-кво.

V

Главы государств России и Китая указывают, что реализация соглашений между Россией, Китаем, Казахстаном, Киргизией и Таджикистаном об укреплении доверия в военной области в районе границы и о взаимном сокращении вооруженных сил в районе границы соответственно от 26 апреля 1996 года и 24 апреля 1997 года способствует миру, спокойствию и стабильности в районе границы, развитию добрососедских отношений между всеми государствами - участниками этих соглашений. Создание Шанхайской организации сотрудничества с участием Узбекистана в качестве одного из государств - учредителей явилось крупным шагом в деле укрепления безопасности и стабильности, развития отношений добрососедства, доверия и сотрудничества в регионе Центральной Азии и в Азиатско-Тихоокеанском регионе в целом.

VI

Главы государств России и Китая отмечают, что государственная независимость, суверенитет и территориальная целостность являются важнейшими элементами международного права,

основополагающими принципами, регулирующими международные отношения, а также необходимыми условиями существования каждого государства. Решительный отпор любым замыслам и действиям, направленным на подрыв вышеуказанных принципов, - законное право каждого государства. Россия и Китай решительно поддерживают политику и действия друг друга в вопросах защиты государственного единства и территориальной целостности. Прогрессирующая экспансия терроризма, сепаратизма и экстремизма представляет серьезную угрозу безопасности суверенных государств, миру и стабильности в глобальном масштабе. Главы государств России и Китая полагают, что противостоять таким явлениям и решать эти проблемы можно только сообща, совместными усилиями. Россия и Китай полны решимости на двусторонней и многосторонней основе предпринимать в этой связи целенаправленные и конкретные шаги.

VII

Главы государств России и Китая считают, что содействие процессу формирования многополярного мира способствует созданию стабильного, демократического, неконфронтационного, справедливого и рационального нового международного порядка. Эта тенденция объективно отвечает коренным интересам всех государств. Главы государств России и Китая отмечают, что формирование справедливого и рационального нового международного порядка сталкивается с целым рядом вызовов. Россия и Китай будут предпринимать совместные усилия по укреплению ведущей роли ООН и ее Совета Безопасности в мировых делах, противодействию попыткам подрыва основополагающих норм международного права при помощи таких концепций, как "гуманитарная интервенция" и "ограниченный суверенитет". Главы государств России и Китая полагают особенно важным всесторонне задействовать потенциал ООН в целях более равномерного распределения выгод экономической глобализации и достижений мирового экономического роста, сокращения растущего разрыва между Севером и Югом, обеспечения равного для всех стран доступа к передовым информационно-коммуникационным технологиям. Акценты экономической глобализации должны быть перенесены на искоренение неравенства и нищеты, содействие развитию и социальной защищенности, повышение качества жизни населения. Главы государств России и Китая считают, что только посредством мирных переговоров можно найти способы урегулирования таких проблем, как ближневосточный и иракский вопросы, проблемы Косово (СРЮ) и Афганистана, что отвечало бы интересам всех заинтересованных сторон. Между Россией и Китаем существует взаимопонимание по вопросу обеспечения безопасности и стабильности в регионах, сопредельных их территориям. Россия и Китай будут на двусторонней и многосторонней основе участвовать в обеспечении стабильности и безопасности, укреплении доверительного сотрудничества в Азиатско-Тихоокеанском регионе.

VIII

Главы государств России и Китая придают весьма важное значение вопросам укрепления стратегической стабильности на глобальном и региональном уровнях, сохранения сложившейся системы договоров в области контроля за вооружениями и разоружения, продвижения процесса нераспространения оружия массового уничтожения и средств его доставки, невывода оружия в космос, гарантирования интересов безопасности всех без исключения государств. Россия и Китай последовательно придерживаются указанных позиций по всем вышеперечисленным вопросам. Главы государств России и Китая подтверждают позиции, зафиксированные в подписанном 18 июля 2000 года в Пекине Совместном заявлении по вопросам ПРО, подчеркивают принципиальную важность Договора по ПРО, являющегося краеугольным камнем стратегической стабильности и основой сокращений стратегических наступательных вооружений, высказываются за сохранение этого Договора в его нынешнем виде. Они выступают за дальнейшее сокращение СНВ в условиях сохранения и соблюдения Договора по ПРО. Главы государств России и Китая считают необходимым наращивать усилия международного сообщества, направленные на предотвращение распространения ракет и ракетных технологий, и при участии всех заинтересованных государств продолжать обсуждение возможности создания глобального режима ракетного нераспространения на равноправной, недискриминационной основе. Главы государств России и Китая полагают, что имеется настоятельная необходимость предотвращения размещения оружия в космосе, заключения международных юридических документов, вводящих запрет на вывод оружия в космическое пространство. В этих целях Россия и Китай выступают за проведение многосторонних переговоров по этой проблеме на Конференции по разоружению и создание Специального комитета по предотвращению гонки

вооружений в космическом пространстве с приданием ему переговорного мандата. Главы государств России и Китая подтверждают приверженность Итоговому документу Конференции 2000 года по рассмотрению действия Договора о нераспространении ядерного оружия (ДНЯО) и будут укреплять сотрудничество в сфере ядерного нераспространения и разоружения, в том числе способствуя присоединению к ДНЯО всех членов международного сообщества. Главы государств России и Китая выступают за скорейшее разблокирование работы на Конференции по разоружению, в том числе за скорейшее начало переговоров по разработке договора о запрещении производства расщепляющихся материалов для целей ядерного оружия и других ядерных взрывных устройств.

IX

Председатель Китайской Народной Республики Цзян Цзэминь пригласил Президента Российской Федерации В.В. Путина посетить Китайскую Народную Республику с государственным визитом в 2002 году в удобное для него время. Приглашение было с благодарностью принято. Сроки визита будут согласованы по дипломатическим каналам.

(Подписи)

16 июля 2001 г.

Dopolnitel'noe soglašenie meždu Rossijskoj Federaciej i Kitajskoj Narodnoj Respbublikoj o rossijsko-kitajskoj granice na ee vostočnom učastke

Traité supplémentaire entre Fédération de Russie et République Populaire Chinoise sur la secteur Orientale de la ligne frontalière

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Российская Федерация и Китайская Народная Республика, далее именуемые Договаривающимися Сторонами, на основе Соглашения между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, ратифицированного Верховным Советом Российской Федерации и Постоянным Комитетом Всекитайского Собрания Народных Представителей, в целях уточнения и определения прохождения линии российскокитайской межгосударственной границы на двух согласованных участках ее Восточной части, от седьмой пограничной точки до восьмой пограничной точки и от десятой пограничной точки до одиннадцатой пограничной точки, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Линия российско-китайской межгосударственной границы от седьмой пограничной точки до восьмой пограничной точки, описание которых приведено в статье 2 Соглашения между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, проходит следующим образом. От седьмой пограничной точки линия российско-китайской межгосударственной границы идет вверх по реке Прорва (на китайской карте - река Хайлар), по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава, в общем юго-юго-восточном направлении до сопряжения середины водного потока или середины главного рукава реки Прорва (на китайской карте - река Хайлар) с серединой водного потока или серединой главного рукава реки Аргунь (на китайской карте - безымянная река), затем идет вниз по течению реки Аргунь (на китайской карте - безымянная река), по середине водного потока или середине ее главного рукава, в общем северо-северо-восточном направлении до пограничной точки 7/1. Эта пограничная точка расположена на середине
водного потока или середине главного рукава реки Аргунь (на китайской карте - безымянная река) с приблизительными прямоугольными координатами: x = 5 490 500, y = 20 564 000. От пограничной точки 7/1 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по прямой в северном направлении, пересекая остров Большой (на китайской карте - остров Абагайту чжоучжу), до пограничной точки 7/2. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока или середине главного рукава реки Прорва (на китайской карте - река Эргунахэ) с приблизительными прямоугольными координатами: x = 5 496 160, y = 20 564 380. От пограничной точки 7/2 линия российско-китайской межгосударственной границы идет вниз по течению реки Прорва (на китайской карте - река Эргунахэ), по середине водного потока этой реки
или середине ее главного рукава, в общем востоко-северо-восточном направлении до восьмой пограничной точки. Линия российско-китайской межгосударственной границы от десятой пограничной точки до одиннадцатой пограничной точки, описание которых приведено в статье 2 Соглашения между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, проходит следующим образом. От десятой пограничной точки линия российско-китайской
межгосударственной границы идет вниз по течению реки Амур (на китайской карте - река Хэйлунцзян), по середине ее главного фарватера, в общем восточном направлении до пограничной точки 10/1. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины главного фарватера реки Амур (на китайской карт - река Хэйлунцзян) и линии, идущей по перпендикуляру от берега из пограничной точки 10/2. От пограничной точки 10/1 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по указанному перпендикуляру в южном

направлении до пограничной точки 10/2. Эта пограничная точка расположена на острове Большой Уссурийский (на китайской карте
остров Хэйсяцзыдао) до пограничной точки 10/3. Эта пограничная точка имеет приблизительные прямоугольные координаты: x = 5 358 300, y = 23 482 740. От пограничной точки 10/3 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении по острову Большой Уссурийский (на китайской карте - остров Хэйсяцзыдао) до пограничной точки 10/4. Это пограничная точка имеет приблизительные прямоугольные координаты: x = 5 349 820, y = 23 479 010. От пограничной точки 10/4 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по прямой в юго-восточном направлении по острову Большой Уссурийский (на китайской карте - остров Хэйсяцзыдао) до пограничной точки 10/5. Эта пограничная точка имеет приблизительные прямоугольные координаты: x = 5 349 790, y = 23 479 040. От пограничной точки 10/5 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по прямой в юго-восточном направлении по острову Большой Уссурийский (на китайской карте - остров Хэйсяцзыдао) до пограничной точки 10/6. Эта пограничная точка имеет приблизительные прямоугольные координаты: x = 5 349 650, y = 23 479 140. От пограничной точки 10/6 линия российско-китайской межгосударственной границы идет по прямой в южном направлении до одиннадцати пограничной точки. Линия российско-китайской межгосударственной границы, описание которой приведено выше, нанесена красным цветом на карты бывшего СССР и карты КНР масштаба 1:100000. Значения прямоугольных координат, приведенные в описании линии российско-китайской межгосударственной границы, измерены по этим картам. Вышеуказанные карты с нанесенной красным цветом линией российско-китайской межгосударственной границы прилагаются к настоящему Дополнительному соглашению и составляют его неотъемлемую часть.

Статья 2

В целях демаркации российско-китайской межгосударственной границы, указанной в статье 1 настоящего |Дополнительного соглашения, Договаривающиеся Стороны решили образовать на паритетных началах Совместную демаркационную комиссию и поручить этой комиссии осуществить демаркацию границы: определить на пограничных реках точные положения середины главного фарватера, середины реки или ее главного рукава, определить в соответствии со статьей 3 настоящего Дополнительного соглашения принадлежность островов на пограничных реках, установить пограничные знаки, подготовить проекты документов о демаркации границы, составить подробные демаркационные карты, а также разрешить конкретные вопросы, связанные с выполнением названных задач.

Статья 3

Линия российско-китайской межгосударственной границы, описание которой приведено в статье 1 настоящего Дополнительного соглашения, проходит на судоходных реках по середине главного фарватера реки, а на несудоходных реках - по середине реки или середине ее главного рукава. Точные положения главного фарватера и принятых за линию границы середины главного фарватера, середины реки или ее главного рукава и в
соответствии с этим принадлежность островов на реках конкретно определяются при демаркации российско-китайской межгосударственной границы. В качестве основного критерия для определения главного фарватера берется его глубина в комплексе с шириной и радиусом закругления. Середина главного фарватера - это линия, обозначающая середину полосы водной поверхности между двумя соответствующими изобатами на главном фарватере. В качестве основного критерия для определения главного рукава реки берется расход воды при ее среднем уровне.

Статья 4

Линия российско-китайской межгосударственной границы, демаркированная на местности, разграничивает также по вертикальным направлениям воздушное пространство и недра Земли.

Статья 5

Любые естественные изменения, которые могут происходить на местности в приграничной полосе, не влекут за собой изменений в положении демаркированной на местности линии российско-китайской межгосударственной границы на участках, указанных в статье 1 настоящего Дополнительного соглашения, а также в принадлежности островов, если Договаривающиеся Стороны не согласятся об ином. Принадлежность островов, появившихся на пограничных реках после демаркации линии границы, определяется в соответствии с положением демаркированной линии российско-китайской межгосударственной границы, а принадлежность островов, появившихся непосредственной на демаркированной линии границы, определяется путем консультаций между Договаривающимися Сторонами.

Статья 6

Настоящее Дополнительное соглашение является дополнением к Соглашению между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года.

Статья 7

Настоящее Дополнительное соглашение подлежит ратификации и вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в кратчайший срок в г.Москве.

Совершено в г.Пекине "---" октября 2004 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Российскую Федерацию За Китайскую Народную Республику

ПРОТОКОЛ между Правительством Российской Федерации и Правительством Китайской Народной Республики о плавании российских и китайских судов в акватории, распложенной вокруг и прилегающей к району островов Тарабаров и Большой Уссурийский (острова Хэйсяцзыдао)

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, далее именуемые Сторонами, Основываясь на Договоре о добрососедстве, дружбе и сотрудничестве между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой от 16 июля 2001 года,

Исходя из задач укрепления добрососедства между Россией и Китаем и совершенствования условий хозяйственной деятельности пограничного населения двух стран, Учитывая подписание Дополнительного соглашения между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской межгосударственной границе на ее Восточной части от " " октября 2004 года, Договорились о нижеследующем:

После завершения демаркации государственной границы между десятой пограничной точкой и одиннадцатой пограничной точкой, упомянутыми в статье 3 Соглашения между Союзом Советских Социалистических Республик и Китайской Народной Республикой о советско-китайской государственной границе на ее Восточной части от 16 мая 1991 года, а также в статье 1 Дополнительного соглашения между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской государственной границе на ее Восточной части от " " октября 2004 года, Стороны выработают отдельное соглашение по вопросу о плавании российских и китайских судов в акватории, расположенной вокруг и прилегающей к району островов Тарабаров и Большой Уссурийский (острова Хэйсяцзыдао), с учетом экономических, транспортных, водно-хозяйственных и природоохранных интересов приграничного населения России и Китая. Настоящий Протокол вступает в силу со дня вступления в силу Дополнительного соглашения между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской межгосударственной границе на ее Восточной части от " " октября 2004 года.

Совершенно в г. ---------- "--" октября 2004 года в двух экземплярах, каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

Memorandum meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Kitajskoj Narodnoj Respubliki o primenimosti dejstvuûŝih soglašenij meždu Rossiej i Kitaem k novym delimitirovannym učastkam rossijsko-kitajskoj granicy

Mémorandum entre les gouvernements russe et chinois sur l'application des traités sino- russes en vigueur par rapport aux secteurs de la frontière sino-russe délimités récemment

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации и Правительство Китайской Народной Республики, В соответствии с Договором о добрососедстве, дружбе и сотрудничестве между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой от 16 июля 2001 года, Учитывая подписание Дополнительного соглашения между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской межгосударственной границе на ее Восточной части от " " октября 2004 года, Договорились о нижеследующем:

Действующие в настоящее время между Россией и Китаем соглашения о сотрудничестве во всех областях в районе уже установленной российскокитайской межгосударственной границы в равной степени применяются к участкам российско-китайской межгосударственной границы, указанным в статье 1 Дополнительного соглашения между Российской Федерацией и Китайской Народной Республикой о российско-китайской межгосударственной границе на ее Восточной части от " " октября 2004 года, после вступления в силу Дополнительного соглашения. Настоящий Меморандум вступает в силу со дня вступления в силу названного Дополнительного соглашения.

Совершено в г.Пекине "--" октября 2004 года в двух экземплярах,
каждый на русском и китайском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации

За Правительство Китайской Народной Республики

Печать

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Respubliki Tadžikistan o peredače dvižimogo imuŝestva, nahodivšegosâ v mestah dislokacii voinskih formirovanij do 25 maâ 1993 goda, vo vremennoe pol'zovanie rossijskoj Voennoj baze na territorii Respubliki Tadžikistan

Traité entre les gouvernements russe et tadjik sur la base militaire russe au Tadjikistan.

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации и Правительство Республики Таджикистан, именуемые в дальнейшем Сторонами, руководствуясь положениями Договора между Российской Федерацией и Республикой Таджикистан о статусе и условиях пребывания российской военной базы на территории Республики Таджикистан от 16 апреля 1999 г. (далее - Договор 1999 года), учитывая Соглашение между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Таджикистан о составе и организационно-штатной структуре российской военной базы на территории Республики Таджикистан от "---" ---------- 2004 г., согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения используемые понятия означают следующее: "движимое имущество" - находящееся в пользовании российской военной базы имущество, включая все виды вооружения и военной техники, а также другие материальные средства; "российская военная база" - находящиеся на территории Республики Таджикистан воинские формирования Вооруженных Сил Российской Федерации с вооружением, военной техникой и необходимыми запасами материальных средств, занимающие земельные участки, границы которых определены и согласованы Сторонами; "воинские формирования" ("воинские формирования российской военной базы") - соединения, воинские части, подразделения, предприятия, учреждения и иные формирования Вооруженных Сил Российской Федерации, находящиеся на территории Республики Таджикистан и входящие в состав российской военной базы.

Статья 2

Для целей настоящего Соглашения уполномоченными органами Сторон являются: с Российской Стороны - Министерство обороны Российской Федерации; с Таджикистанской Стороны - Министерство обороны Республики Таджикистан. Об изменении названий своих уполномоченных органов Стороны уведомляют друг друга по дипломатическим каналам.

Статья 3

Движимое имущество, находившееся в местах дислокации воинских формирований по фактическому техническому состоянию до 25 мая 1993 г., является собственностью Республики Таджикистан. В течение трех месяцев с даты подписания настоящего Соглашения создается совместная российско-таджикистанская комиссия из представителей уполномоченных органов Сторон, которая определяет перечень движимого имущества, находившегося в местах дислокации воинских формирований по фактическому техническому состоянию до 25 мая 1993 г., которое передается по актам Таджикистанской Стороне. В соответствии со статьей 5 Договора 1999 года Таджикистанская Сторона передает Российской Стороне по актам количественный состав движимого имущества в соответствии с организационно-штатной структурой российской военной базы во временное пользование на безвозмездной основе. Акты составляются одновременно, утверждаются Министром обороны Российской Федерации и Министром обороны Республики Таджикистан.

Статья 4

Российская Сторона в течение срока действия настоящего Соглашения поддерживает в технически исправном состоянии переданное во временное пользование российской военной базе движимое имущество с учетом срока эксплуатационной пригодности, а также осуществляет за свой счет все виды ремонта. Движимое имущество, переданное во временное пользование российской военной базе, в необходимых случаях по согласованию между Сторонами может быть вывезено на территорию Российской Федерации для проведения капитального ремонта. Российская Сторона по истечении согласованных между уполномоченными органами Сторон сроков ввозит обратно в места дислокации российской военной базы на территории Республики Таджикистан отремонтированное движимое имущество. В случае безвозвратной потери движимого имущества, переданного во временное пользование российской военной базе, Российская Сторона возмещает Таджикистанской Стороне причиненный ущерб в порядке и объемах, определяемых Согласительной комиссией, образованной в соответствии со статьей 20 Договора 1999 года.

Статья 5

Движимое имущество по истечении срока пребывания российской военной базы на территории Республики Таджикистан или по минованию надобности передается Таджикистанской Стороне в технически исправном состоянии по актам, утверждаемым Министром обороны Российской Федерации и Министром обороны Республики Таджикистан.

Статья 6

Движимое имущество, поставленное в российские воинские формирования, находящиеся на территории Республики Таджикистан, после 25 мая 1993 г., является собственностью Российской Федерации. По истечении срока действия настоящего Соглашения или по окончании срока пребывания российской военной базы на территории Республики Таджикистан решение о дальнейшем использовании указанного имущества принимается в соответствии со статьей 5 Договора 1999 года.

Статья 7

Разрешение споров, которые могут возникнуть при реализации настоящего Соглашения, осуществляется в соответствии со статьей 20 Договора 1999 года.

Статья 8

В настоящее Соглашение по взаимному согласию Сторон могут вноситься изменения, которые оформляются отдельными протоколами и вступают в силу в порядке, предусмотренном статьей 9 настоящего Соглашения.

Статья 9

Настоящее Соглашение временно применяется с даты подписания, вступает в силу после уведомления о выполнении Сторонами необходимых внутригосударственных процедур и остается в силе до прекращения действия Договора 1999 года.

Совершено в г. ---------- "---" ---------- 2004 г.
в двух экземплярах, каждый на русском и таджикском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство	За Правительство
Российской Федерации	Республики Таджикистан

Soglašenie meždu Praviltel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Respubliki Tadžikistan o peredače v sobstvennost' Rossijskoj federacii optiko-elektronnogo uzla « Nurek » sistemy kontrolâ kosmičeskogo prostranstva i porâdke ego funkcionirovaniâ

Accord entre les gouvernements russe et tadjik sur la station de contrôle spatial « Nurek » et l'ordre de son fonctionnement.

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Правительство Российской Федерации и Правительство Республики Таджикистан, именуемые в дальнейшем Сторонами, принимая во внимание Договор между Российской Федерацией и Республикой Таджикистан о сотрудничестве в военной области от 25 мая 1993 г., Соглашение между Российской Федерацией и Республикой Таджикистан о правовом статусе воинских формирований Вооруженных Сил Российской Федерации, находящихся на территории Республики Таджикистан, от 25 мая 1993 г. (далее - Соглашение от 25 мая 1993 г.) и Соглашение о средствах систем предупреждения о ракетном нападении и контроля космического пространства от 6 июля 1992 г., согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения термин "узел "Нурек" означает отдельный оптико-электронный узел системы контроля космического пространства, включающий в себя движимое и недвижимое имущество (за исключением земельных участков), находящееся в пределах обозначенных границ земельных участков. Другие термины применяются в соответствии со статьей 1 Соглашения от 25 мая 1993 г. Воинское формирование, обеспечивающее эксплуатацию и использование узла "Нурек", входит в состав Вооруженных Сил Российской Федерации.

Статья 2

Для целей настоящего Соглашения уполномоченными органами Сторон являются: с Российской Стороны - Министерство обороны Российской Федерации;с Таджикистанской Стороны - Министерство обороны Республики Таджикистан. Об изменении названий своих уполномоченных органов Стороны уведомляют друг друга по дипломатическим каналам.

Статья 3

Таджикистанская Сторона обеспечит передачу в собственность Российской Федерации узла "Нурек" в 3-месячный срок после подписания настоящего Соглашения на условиях, определенных настоящим Соглашением, и с учетом положений Дополнения к Соглашению между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Таджикистан об урегулировании задолженности Республики Таджикистан перед Российской Федерацией по государственным кредитам от 9 декабря 2002 г. Движимое и недвижимое имущество, входящее в состав узла "Нурек", передается Российской Стороне на основании актов, утверждаемых Министром обороны Российской Федерации и Министром обороны Республики Таджикистан.

Статья 4

Для размещения объектов узла "Нурек" Российской Стороне передаются земельные участки, границы которых определены приложением к настоящему Соглашению. Приложение к настоящему Соглашению является его неотъемлемой частью. Таджикистанская Сторона сохраняет за собой право собственности на земельные участки, выделяемые для размещения

объектов узла "Нурек". Земельные участки для размещения объектов узла "Нурек" передаются в пользование Российской Стороне на условиях аренды с оплатой 1 (один) сомони в год.

Статья 5

Содержание и использование узла "Нурек" осуществляются Российской Стороной. Российская Сторона использует узел "Нурек" по его целевому назначению и не может сдавать в аренду или передавать третьей стороне. Эксплуатация узла "Нурек" не может быть осуществлена в ущерб суверенитету, безопасности, политическим, военным, научно-техническим и экономическим интересам Республики Таджикистан. Таджикистанская Сторона обеспечивает узел "Нурек" электроэнергией, каналами связи, топливом, водой и другими услугами по заявке командования узла "Нурек". Российская Сторона производит оплату указанных услуг в соответствии с законодательством Республики Таджикистан для Вооруженных Сил Республики Таджикистан. Таджикистанская Сторона пользуется системой водоснабжения узла "Нурек" на основании договоров (контрактов) между хозяйствующими субъектами Сторон. Обеспечение узла "Нурек" военно-техническим имуществом и материальными средствами осуществляется Российской Стороной. Вновь построенные объекты недвижимости и ввезенное на территорию узла "Нурек" движимое имущество являются собственностью Российской Федерации. Финансирование работ по обеспечению функционирования узла "Нурек", его совершенствованию и развитию, а также выделение необходимых материальных средств осуществляются Российской Стороной. Жилищный фонд, построенный в г. Нурек для лиц, входящих в состав персонала узла "Нурек", и членов их семей, является неотъемлемой частью узла "Нурек" и передается в собственность Российской Федерации. Граждане Республики Таджикистан, не относящиеся к персоналу узла "Нурек" и проживающие на момент подписания настоящего Соглашения в домах жилищного фонда на территории узла "Нурек", сохраняют право на проживание в этих домах.

Статья 6

За узлом "Нурек" сохраняется право на использование его радиоэлектронными средствами полос (номиналов) радиочастот, которыми он пользуется на момент подписания настоящего Соглашения. Российская Федерация регистрирует в Республике Таджикистан полосы (номиналы) радиочастот, используемые радиоэлектронными средствами узла "Нурек". Таджикистанская Сторона регистрирует полосы (номиналы) радиочастот, используемые радиоэлектронными средствами узла "Нурек", по исходным данным Российской Стороны в установленном законодательством Республики Таджикистан порядке на безвозмездной основе. В случае оказания помехового влияния на радиоэлектронные средства узла "Нурек" со стороны радиоэлектронных средств Республики Таджикистан Таджикистанская Сторона устраняет это помеховое влияние. Введение в эксплуатацию Российской Стороной на территории узла "Нурек" новых радиоэлектронных средств осуществляется по согласованию с радиочастотными органами Республики Таджикистан.

Статья 7

Ввозимое на территорию Республики Таджикистан и вывозимое с территории Республики Таджикистан имущество для функционирования узла "Нурек" подлежит таможенному оформлению и контролю в соответствии с законодательством Республики Таджикистан.

Статья 8

Таджикистанская Сторона обеспечивает освобождение от взимания таможенных пошлин, налогов и иных сборов при ввозе с территории Российской Федерации на территорию Республики Таджикистан и при вывозе с территории Республики Таджикистан на территорию Российской Федерации оборудования, топлива и других материалов, необходимых для обеспечения функционирования узла "Нурек", в соответствии с законодательством Республики Таджикистан.

Статья 9

Таджикистанская Сторона обеспечивает освобождение от взимания таможенных пошлин, налогов и иных сборов при ввозе с территории Российской Федерации на территорию Республики Таджикистан и при вывозе с территории Республики Таджикистан на территорию Российской Федерации личного имущества, принадлежащего лицам, входящим в состав персонала узла "Нурек", и членам их семей, в соответствии с законодательством Республики Таджикистан. Ввозимый на территорию Республики Таджикистан и вывозимый с территории Республики Таджикистан личный транспорт персонала узла "Нурек" подлежит беспошлинному таможенному оформлению без права отчуждения на весь период исполнения владельцами личного транспорта обязанностей на узле "Нурек". Личный транспорт персонала узла "Нурек" подлежит временной регистрации в органах внутренних дел Республики Таджикистан на период указанного таможенного оформления, о чем производится запись в регистрационном документе.

Статья 10

В случае привлечения граждан Республики Таджикистан к работе по найму на узле "Нурек" оплата их труда производится в соответствии с законодательством Российской Федерации. Отчисления в фонды Республики Таджикистан (социальной защиты, занятости населения и другие), производимые со всех видов оплаты труда лиц, являющихся гражданами Республики Таджикистан, а также взимание с них налогов производятся командованием узла "Нурек" в порядке и размерах, которые установлены законодательством Республики Таджикистан. Члены семей лиц, входящих в состав персонала узла "Нурек", могут работать по найму в организациях Республики Таджикистан в соответствии с законодательством Республики Таджикистан. Время такой работы засчитывается указанным лицам в стаж, необходимый для пенсионного и другого обеспечения.

Статья 11

Вопросы правового регулирования деятельности воинского формирования, обеспечивающего эксплуатацию и использование узла "Нурек", определяются Соглашением между Российской Федерацией и Республикой Таджикистан по вопросам юрисдикции и взаимной правовой помощи по делам, связанным с пребыванием воинских формирований Вооруженных Сил Российской Федерации на территории Республики Таджикистан, от 21 января 1997 г.

Статья 12

Содержание и использование узла "Нурек" осуществляются с соблюдением экологических норм и требований, предусмотренных законодательством Республики Таджикистан. В случае нарушения экологических норм и требований в результате эксплуатации узла "Нурек" возмещение причиненного ущерба осуществляется Российской Стороной в соответствии с законодательством Республики Таджикистан. Размер ущерба и порядок его возмещения определяются совместной согласительной комиссией, создаваемой для этих целей.

Статья 13

Российская Сторона возмещает ущерб, если он будет причинен Республике Таджикистан или гражданам Республики Таджикистан действиями или бездействием лиц, входящих в состав персонала узла "Нурек", при исполнении ими служебных обязанностей, в размере и порядке, которые определяются в соответствии с законодательством Республики Таджикистан совместной согласительной комиссией, создаваемой Сторонами для этих целей.

Статья 14

Стороны сотрудничают при осуществлении научных исследований в соответствии со статьей 8 Соглашения о средствах систем предупреждения о ракетном нападении и контроля космического пространства от 6 июля 1992 г. Информационные ресурсы, полученные в результате использования узла "Нурек", являются собственностью Российской Стороны. Эти информационные ресурсы по договоренности между уполномоченными органами Сторон могут быть переданы Таджикистанской Стороне.

Статья 15

В настоящее Соглашение по договоренности Сторон могут быть внесены изменения, которые оформляются отдельными протоколами и вступают в силу с даты последнего письменного уведомления, подтверждающего выполнение Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для их вступления в силу.

Статья 16

Настоящее Соглашение подлежит ратификации и вступает в силу в день обмена ратификационными грамотами. Настоящее Соглашение заключается на 49 лет и автоматически продлевается на последующие 10-летние периоды, если ни одна из Сторон
не менее чем за 6 месяцев до истечения срока действия настоящего Соглашения не уведомит в письменной форме другую Сторону о своем намерении прекратить его действие.

Совершено в г. ---------- "----" ----------2004 г. в двух
экземплярах, каждый на русском и таджикском языках, причем оба текста
имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации	За Правительство Республики Таджикиста

Приложение к Соглашению между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Таджикистан о передаче в собственность Российской Федерации оптико-электронного узла "Нурек" системы контроля космического пространства и порядке его функционирования

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

ГРАНИЦЫ
земельных участков для размещения объектов узла "Нурек"

N площадки	N теодолитной точки	Географические координаты	
		восточная долгота	северная широта
1	1	69 град 13` 54"	38 град 16` 08``
	2	69 град 13` 40``	38 град 16` 27``
	3	69 град 13` 49``	38 град 16` 31``
	4	69 град 13` 49``	38 град 16` 49``
	5	69 град 13` 41``	38 град 16` 56``
	6	69 град 13` 41``	38 град 17` 05``
	7	69 град 13` 46``	38 град 17` 08``
	8	69 град 14` 04``	38 град 17` 08``

	9	69 град 14` 10``	38 град 17` 01``
	10	69 град 14` 10``	38 град 16` 49``
	11	69 град 14` 10``	38 град 16` 44``
	12	69 град 14` 01``	38 град 16` 28``
	1	69 град 14` 48``	38 град 20` 53``
	2	69 град 14` 39``	38 град 20` 52``
	3	69 град 14` 31``	38 град 20` 48``
	4	69 град 14` 58``	38 град 20` 34``
	5	69 град 15` 07``	38 град 20` 39``
	6	69 град 15` 05``	38 град 20` 40``
	1	69 град 18` 34``	38 град 22` 53``
	2	69 град 18` 20``	38 град 23` 01``
	3	69 град 18` 20``	38 град 23` 11``
	4	69 град 18` 34``	38 град 23` 13``
	1	69 град 15` 16``	38 град 22` 57``
	2	69 град 15` 14``	38 град 23` 02``
	3	69 град 15` 20``	38 град 23` 04``
	4	69 град 15` 22``	38 град 22` 59``

Soglašenie meždu Respublikoj Kazahstan i Kitajskoj Narodnoj Respublikoj o kazahsko-kitajskoj gosudarstvennoj granice

Accord entre la République du Kazakhstan et la République Populaire de Chine sur la ligne frontalière

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

Республика Казахстан и Китайская Народная Республика в целях уточнения и определения прохождения линии казахстанско-китайской государственной границы на согласованных ее участках договорились о нижеследующем:

Статья I
Договаривающиеся Стороны согласились на основе договоров о нынешней казахстанско-китайской границе, согласно общепринятым нормам международного права, в духе равноправных консультаций, взаимного понимания и взаимной уступчивости, а также на основе договоренностей, достигнутых в ходе переговоров по пограничным вопросам, справедливо и рационально разрешить оставшиеся от истории пограничные вопросы между Казахстаном и Китаем, уточнить и определить прохождение линии границы между обоими государствами.

Статья 2
Договаривающиеся Стороны согласились о нижеследующем прохождении линии государственной границы между Казахстаном и Китаем:
Первая пограничная точка казахстанско-китайской государственной границы находится на гребне хребта Южный Алтай (на китайской карте - хребет Алтай). Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 6.6 км к юго-востоку от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 3251), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 4,4 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 5318.0 (на китайской карте - высота Каладиэр с отметкой 3518) и приблизительно в 9.6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 2993.0 (на китайской карте - 2956), находящихся на территории Китая.
От первой пограничной точки линия казахстанско-китайской государственной границы идет по гребню хребта Южный Алтай (на китайской карте - хребет Алтай) в общем западном направлении через высоту с отметкой 3589.0 (на китайской карте - гора Муцзытаушань с отметкой 3544), высоту с отметкой 3118.6 (на китайской карте - 3092), высоту с отметкой 3331.0 (на китайской карте - 3352) до второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта в его седловине на расстоянии приблизительно в *5M* км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 3359.0 (на китайской карте - 3324) и приблизительно в 5.2 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 3033.0 (на китайской карте - 3011), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 12.1 км к северу от высоты с отметкой 3042 (на китайской карте - высота Улэ с отметкой 3018), находящейся на территории Китая.
От второй пограничной точки линия государственной границы идет по ложбине в общем западо-юго-западном направлении до истока реки Ак-Каба (на китайской карте - река Акэхабахэ), затем идет вниз по течению по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-западном направлении до третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Ак-Каба (на китайской карте - река Акэхабахэ) и середины водного потока реки Кара-Каба (на китайской карте - река Калахабахэ) или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 5.7 км к востоку от высоты с отметкой 1645.0 (на китайской карте-1650) и приблизительно в 10,0 км к югу от горы Шубар-Табулга с отметкой 1781,8 (на китайской карте - гора Цюбаэртабулэцзяшань с отметкой 17,81), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.5 км к северо-западу от высоты с отметкой 1608.0 (на китайской карте - 1608), находящейся на территории Китая.
От третьей пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западо-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 1ч.9 км до четвертой пограничной точки. Эта

пограничная точка расположена на пересечении этой прямой с серединой водного потока реки Белезектын-быр-айрык-басы (на китайской карте - река Болэчжэкэиньбиэрайлакэбашихэ) или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 8.2 км к юго-востоку от высоты с отметкой 2699.5 (на китайской карте - 2709) и приблизительно в 2.2 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 2311.5 (на китайской карте -2511)/ находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 9.ч км к северо-востоку от высоты с отметкой 1890.0 (на китайской карте -1878), находящейся на территории Китая.

От четвертой --пограничной точки линия государственной—границы идет вниз по течению реки Белезектын-быр-айрык-басы (на китайской карте - река Болэчжэкэиньбиэрайлакэбашихэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем западном направлении до пересечения середины водного потока этой реки с серединой водного потока реки Копыр-тас-су (на китайской карте - река Копоэртасыхэ) или середин их главных рукавов, затем вниз по течению реки Копыр-тас-су (на китайской карте - река Копоэртасыхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного, рукава в общем юго-западном направлении до пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Копыр-тас-су (на китайской карте - река Копоэртасыхэ) и середины водного потока реки Белезек или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в ЗА км к югу от горы Мохнатая с отметкой 1865.8- (на китайской карте - 1867), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 5.8 км к западу от высоты с отметкой 1890.0 (на китайской карте - 1878) и приблизительно в 12.6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 888.0 (на китайской карте - 888), находящихся на , территории Китая.

От пятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западном направлении на протяжении приблизительно 12,4 км до шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта Кызыл-Ащи-Кезень на высоте с отметкой 1416,2 (на китайской карте - гора Кэсэньашицикэчжэньшань с отметкой 1412) на расстоянии приблизительно в 8.0 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 1671,4 (на китайской карте - 1669) и приблизительно в 7.0 км к юго-западу от высоты с отметкой 1820.1 (на китайской карте - 1821), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 9.1 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 888.0 (на китайской карте -888), находящейся на территории Китая.

От шестой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западном направлении на протяжении приблизительно 10,4 км до седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой водного потока реки Ак-тас (на китайской карте - река Акэтасыхэ) или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 5.6 км к юго-юго-востоку от горы Мраморная с отметкой 1396.3 (на китайской карте - 1397) и приблизительно в 7.0 км к юго-западу от высоты с отметкой 1416.0 (на китайской карте - 1412)/ находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.6 км к востоко-северо-востоку от горы Тохтанын-биигы с отметкой 982 (на китайской карте - высота с отметкой 941), находящейся на территории Китая.

От седьмой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Ак-тас (на китайской карте - река Акэтасыхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем западном направлении до восьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Ак-тас (на китайской карте - река Акэтасыхэ) и середины водного потока реки Алкабек (на китайской карте - река Алакэбекэхэ) или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 13.4 км к юго-востоку от высоты с отметкой 1459.0 (на китайской карте - 1461) и приблизительно в 7,4 км к юго-юго-западу от горы Мраморная с отметкой 1396.3 (на китайской карте - 1397), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 2.3 км к северу от горы Тохтанын-биигы с отметкой 982 (на китайской карте - высота с отметкой 941), находящейся на территории Китая.

От восьмой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Алкабек (на китайской карте - река Алакэбекэхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-западном направлении до девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Алкабек (на китайской карте - река Алакэбекэхэ) или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 9.0 км к северо-востоку от высоты с отметкой 449.3 (на китайской карте - 449), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.2 км к юго-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 617) и приблизительно в 25.0 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 462, находящихся на территории Китая.

От девятой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Китайка (на китайской карте - река Алакэбекэхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-юго-западном направлении до десятой пограничной точки. Эта

пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Китайка (на китайской карте - река Алакэбекэхэ) и середины водного потока реки Черный Иртыш (на китайской карте - река Ээрцисыхэ) или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 4.0 км к югу от высоты с отметкой 434.8 (на китайской карте - 436), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 20.8 км к западу от высоты с отметкой 462, находящейся на территории Китая.
От десятой пограничной точки линия государственной границы идет в общем южном направлении, сначала вверх по течению южного (левого) рукава реки Черный Иртыш (на китайской карте - река Ээрцисыхэ) по середине его водного потока/ затем по середине старого русла до одиннадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине упомянутого выше старого русла на расстоянии приблизительно 4.9 км к северу от высоты с отметкой 446.8 (на китайской карте - 447), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 19.8 км к западу от высоты с отметкой 462 и приблизительно в 29.0 км к северо-западу от горы Тастобе (на китайской карте - гора Тасытэпэйшань) с отметкой 703, находящихся на территории Китая.
От одиннадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 49.4 км через гору Безымянную (на китайской карте - высота с отметкой 424) до двенадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой водного потока реки Куу-тал (на китайской карте - река Куталэхэ) или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 1.ч км к востоку от высоты с отметкой 693.9 (на китайской карте - 695), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.0 км к юго-западу от горы Акбугулак-Тобе (на китайской карте - гора Дкэдоволакэшань) с отметкой 7^6, находящейся на территории Китая.
От двенадцатой пограничной точки линия государственной границы идет в общем южном направлении сначала вверх по течению реки Куу-тал (на китайской карте - река Куталэхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава, затем вверх по течению реки Улькун-Уласты (на китайской карте - река Улэкуньуласытухэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава до тринадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середин водных потоков восточного и западного истоков реки Улькун-Уласты (на китайской карте - река Улэкуньуласытухэ) или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 7.1 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 2979,0 (на китайской карте - 2971) и приблизительно в 13.5 км к югу от горы Сарытолагай с отметкой 259,О (на китайской карте - гора Шалэйтологоишань с отметкой 2592), находящихся на территории Казахстана/ и приблизительно в 6.2 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 3621 (на китайской карте -3602), находящейся на территории Китая.
От тринадцатой пограничной точки линия государственной границы идет в общем юго-юго-западном направлении сначала вверх по течению западного истока реки Улькун-Уласты (на китайской карте - река Улэкуньуласытухэ) по середине водного потока или середине его главного рукава, затем по ледниковой ложбине до четырнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта Саур (на китайской карте - горы Сауэршань) на расстоянии приблизительно в 6.7 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 2979.0 (на китайской карте - 2971), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 5,4 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 3621 (на китайской карте - 3602) и приблизительно в 2.5 км к западу от высоты с отметкой 3823 (на китайской карте - 3835), находящихся на территории Китая.
От четырнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта Саур (на китайской карте - горы Сауэршань) в общем западном направлении через высоту с отметкой 3728.8 (на китайской карте - 3735) до пятнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на безымянной высоте (на китайской карте - высота с отметкой 3087) на расстоянии приблизительно в ч,2 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 2982.0 (на китайской карте - 2992) и приблизительно в 8.2 км к юго-западу от высоты с отметкой 3255.9 (на китайской карте - 3260), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 2.6 км к северо-западу от высоты с отметкой 2942 (на китайской карте - 2993), находящейся на территории Китая.
Шестнадцатая пограничная точка расположена на гребне хребта Тарбагатай (на китайской карте - горы Таэрбахатайшань) на безымянной высоте на расстоянии приблизительно в 5.2 км к юго-юго-западу от сопки Куртобе с отметкой 1392.6 (на китайской карте - 1392) и приблизительно в 21.3 км к западо-юго-западу от горы Шакпактас с отметкой 2716.6 (на китайской карте - гора Сэбатасышань с отметкой 2728), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.3 км к северу от высоты с отметкой 2261 (на китайской карте - 2243), находящейся на территории Китая.
От шестнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта Тарбагатай (на китайской карте - горы Таэрбахатайшань) в общем западном направлении через

высоту с отметкой 1744.9 (на китайской карте - 1744), перевал Бокай-асу (на китайской карте - перевал Букайасудабань), перевал Кузгунтас (на китайской карте - перевал Куцзыгунтасыдабань), высоту с отметкой 2427.5 (на китайской карте - 2430), перевал Хабар-асу до семнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на горе Сары-Чеку с отметкой 2431.4 (на китайской карте - высота с отметкой 2430) на расстоянии приблизительно в 10.0 км к западо-юго-западу от горы Сарыапай с отметкой 2190.7 (на китайской карте - гора Саланаишань с отметкой 2203), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 5.7 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 2287 (на китайской карте - 2280) и приблизительно в 4,1 км к северо-западу от высоты с отметкой 2385 (на китайской карте - высота с отметкой 2351), находящихся на территории Китая.

От семнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню гор Ластайнын-Джатасы (на китайской карте - безымянные горы) в общем южном направлении до восемнадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутых выше гор на высоте с отметкой 1885.6 (на китайской карте - 1912) на расстоянии приблизительно в 5.7 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 1434.4 (на китайской карте - 1426) и приблизительно в 11.2 км к востоко-юго-востоку от горы Жуантобе с отметкой 2198.0 (на китайской карте - гора Чжуваньтобешань с отметкой 2196), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 9.2 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 2385 (на китайской карте - 2351), находящейся на территории Китая.

От восемнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет до реки Бурхан-булак (на китайской карте - река Буэрханьбулакэхэ), затем идет вниз по течению по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-юго-западном направлении до девятнадцатой пограничной точки, Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Бурхан-булак (на китайской карте - река Буэрханьбулакэхэ) и середины водного потока реки Каракитат (на китайской карте - .река Калацитатэхэ) или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 1.9 км к востоку от высоты с отметкой 1191.0 (на китайской карте - 1177) и приблизительно в 8.2 км к югу от высоты с отметкой 143,4 (на китайской карте - 1426), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 1.6 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 1162 (на китайской карте - высота Безымянная), находящейся на территории Китая.

От девятнадцатой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Каракитат (на китайской карте - река Калацитатэхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем южном направлении до двадцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Каракитат (на китайской карте - река Калацитатэхэ) или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 15.8 км к северо-востоку от высоты с отметкой 929.5 (на китайской карте - 931) и приблизительно в 5,4 км к востоку от высоты с отметкой 857.1 (на китайской карте - 862), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.1 км к северо-западу от высоты с отметкой 884 (на китайской карте - высота Безымянная), находящейся на территории Китая.

От двадцатой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 14.1 км до двадцать первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой водного потока реки Акшокы или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 7.5 км к востоко-северо-востоку от горы Бокты с отметкой 1273.8 (на китайской карте - гора Бакэтушань с отметкой 1271) и приблизительно в 5.5 км к востоко-юго-востоку от горы Жаманший с отметкой 900.9 (на китайской карте - гора Цзяманьцишань с отметкой 932), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.0 км к юго-западу от высоты с отметкой 884 (на китайской карте - высота Безымянная), находящейся на территории Китая.

От двадцать первой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 3.1 км до двадцать второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 7.4 км к востоку от горы Бокты с отметкой 1275.8 (на китайской карте - гора Бакэтушань с отметкой 1271), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.5 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 884 (на китайской карте - высота Безымянная) и приблизительно в 8.4 км к северо-западу от автодорожного моста через реку Каракитат (на китайской карте - река Калацитатэхэ) в квадрате 7846, находящегося на территории Китая.

От двадцать второй пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-западном направлении на протяжении приблизительно 3.8 км до двадцать третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой русла пересыхающей безымянной реки на расстоянии приблизительно в 7.0 км к востоку от высоты с

отметкой 640.2 (на китайской карте - 640) и приблизительно в 5.6 км к юго-востоку от горы Бокты с отметкой 1275.8 (на китайской карте - гора Бакэтушань с отметкой 1271), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.9 км к западо-северо-западу от автодорожного моста через реку Каракитат (на китайской карте - река Калацитатэхэ) в квадрате 7846, находящегося на территории Китая.

От двадцать третьей пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 11.2 км до двадцать четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с осевой линией шоссе, соединяющего казахстанский поселок Вахты и китайский город Тачэн на расстоянии приблизительно в 12.4 км к востоку от высоты с отметкой 590.7 (на китайской карте - 597) и приблизительно в 11.9 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 640.2 (на китайской карте - 6ч0), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 12.6 км к западо-юго-западу от автодорожного моста через реку Каракитат (на китайской карте - река Калацитатэхэ) в квадрате 7846, находящегося на территории Китая.

От двадцать четвертой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 8.9 км до двадцать пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 7.3 км к востоку от высоты с отметкой 421.3 (на китайской карте - 426) и приблизительно в 15.5 км к юго-востоку от высоты с отметкой 590.7 (на китайской карте - 597), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.5 км к северо-северо-западу от горы Ташабкан с отметкой 448 (на китайской карте - высота Тасыкакэ с отметкой 463), находящейся на территории Китая.

От двадцать пятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 12.5 км по двадцать шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой водного потока реки Эмель (на китайской карте - река Эминьхэ) или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 13.0 км к северо-востоку от высоты с отметкой 485.7 (на китайской карте - 487) и приблизительно в 0.8 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 405.1 (на китайской карте - 405), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 7.4 км к юго-западу от горы Ташабкан с отметкой 448 (на китайской карте - высота Тасыкакэ с отметкой 465), находящейся на территории Китая.

От двадцать шестой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 25.8 км до двадцать седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой русла пересыхающей безымянной реки (на китайской карте - сухое русло) на расстоянии приблизительно в 4.1 км к северо-востоку от высоты с отметкой 795.5 (на китайской карте - 795) и приблизительно в 11.6 км к югу от высоты с отметкой 485.7 (на китайской карте - 487), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 4.5 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 931,8 (на китайской карте -929), находящейся на территории Китая.

От двадцать седьмой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении ′ приблизительно 17.1 км до двадцать восьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с 1 серединой водного потока реки Чаган-Тогай (на китайской карте - река Чаханьтохайхэ) или серединой ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 6.2 км к северо-востоку от высоты с отметкой 893.3 (на китайской карте - 891) и приблизительно в 7.0 км к юго-востоку от высоты с отметкой 843.3 (на китайской карте - 822), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 12.6 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 931.8 (на китайской карте - 929), находящейся на территории Китая.

От двадцать восьмой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 20.3 км до двадцать девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой грунтовой дороги (на китайской карте - тропа) на расстоянии приблизительно в 6.0 км к востоку от высоты с отметкой 806.8 (на китайской карте - 778) и приблизительно в 3.9 км к юго-востоку от высоты с отметкой 852.0 (на китайской карте - 832), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 12.9 км к северу от высоты с отметкой 1197.0 (на китайской карте - высота Пусяньдэнэнбасы с отметкой 1204), находящейся на территории Китая.

От двадцать девятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западо-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 2.*Ц* км до тридцатой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой арыка Бурган (на китайской карте - с тальвегом безымянной ложбины) на расстоянии приблизительно в4,4 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 806.8 (на китайской карте - 778), находящейся на

территории Казахстана, и приблизительно в 11.7 км к северу от высоты с отметкой 1197.0 (на китайской карте - высота Пусяньдэнэнбасы с отметкой 1204) и приблизительно в 3.8 км к северо-востоку от высоты с отметкой 855.5 (на китайской карте - 855), находящихся на территории Китая.
От тридцатой пограничной точки линия государственной границы идет по середине арыка Бурган (на китайской карте - по тальвегу безымянной ложбины) в общем западном направлении до тридцать первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине арыка Бурган (на китайской карте - в месте пересечения тальвега безымянной ложбины с серединой дороги Ханьцяоэрлу) на расстоянии приблизительно в 2.4 км к югу от высоты с отметкой 806.8 (на китайской карте - 778), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 2.9 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 855.5 (на китайской карте -855), находящейся на территории Китая.
От тридцать первой пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем юго-западном направлении до тридцать второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины высохшего русла безымянной реки с красной линией, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - середина дороги Ханьцяоэрлу), на расстоянии приблизительно в 9.2 км к северо-востоку от места слияния реки Долаты (на китайской карте - река Долатэгоу) и реки Шуршут (на китайской карте - река Цюэрцютэхэ), находящегося на территории Казахстана, и приблизительно в 4.5 км к западу от высоты с отметкой 855.5 (на китайской карте - 855), находящейся на территории Китая.
От тридцать второй пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем южном "направлении до тридцать третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Долаты (на китайской карте - река Долатэгоу) или середины ее главного рукава с красной линией, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - середина дороги Ханьцяоэрлу), на расстоянии приблизительно в 5.9 км к востоко-северо-востоку от места слияния реки Долаты (на китайской карте - река Долатэгоу) и реки Шуршут (на китайской карте - река Цюэрцютэхэ), находящегося на территории Казахстана, и приблизительно в 7.0 км к юго-западу от высоты с отметкой 855.5 (на китайской карте -855) и приблизительно в 5.5 км к западу от высоты с отметкой 958.6 (на китайской карте - 962), находящихся на территории Китая.
От тридцать третьей пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем южном направлении до тридцать четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Шуршут (на китайской карте - река Цюэрцютэхэ) или середины ее главного рукава с красной линией, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - середина дороги Ханьцяоэрлу), на расстоянии приблизительно в 7.8 км к юго-востоку от места слияния реки Долаты (на китайской карте - река Долатэгоу) и реки Шуршут (на китайской карте - река Цюэрцютэхэ), находящегося на территории Казахстана, и приблизительно в 8.5 км к юго-западу от высоты с отметкой 958.6 (на китайской карте - 962) и приблизительно в 10.8 км к западу от высоты с отметкой 1581 (на китайской карте - 1593), находящихся на территории Китая.
От тридцать четвертой пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем юго-юго-западном направлении до тридцать пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Теректы (на китайской карте - река Цзяманьтелекэтэхэ) или середины ее 'главного рукава с красной линией, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - середина дороги Ханьцяоэрлу), на расстоянии приблизительно в 10.6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 913.4 (на китайской карте - 893), находящейся на-территории Казахстана, и приблизительно в 14.8 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 1581 (на китайской карте - 1595) и приблизительно в 15.7 км к северо-западу от высоты с отметкой 1535 (на китайской карте - 1577)/ находящихся на территории Китая.
От тридцать пятой пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем юго-юго-западном направлении до тридцать шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Кепели или середины ее главного рукава с красной линией, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - середина дороги Ханьцяоэрлу), на расстоянии приблизительно в 5.9 км к сереро-востоку от высоты с отметкой 913.ч (на китайской карте - 895), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.0 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 1535 (на китайской карте -1577), находящейся на территории Китая.

От тридцать шестой пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон (на китайской карте - по середине дороги Ханьцяоэрлу), в общем юго-юго-западном направлении до тридцать седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на безымянной высоте (на китайской карте - высота с отметкой 695) на расстоянии приблизительно в ч.1 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 913.4 (на китайской карте - 893), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 15.6 км к западу от высоты-с отметкой 1535 (на китайской карте - 1577) и приблизительно в ч.9 км к северо-западу от высоты с отметкой 952.5 (на китайской карте - 953), находящихся на территории Китая.

От тридцать седьмой пограничной точки линия государственной границы идет в общем юго-юго-западном направлении по красной линии, обозначенной на картах Сторон, до тридцать восьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Кусак (на китайской карте - река Телекэтихэ) или середины ее главного рукава с вышеупомянутой красной линией на расстоянии приблизительно в 13.2 км к северо-востоку от высоты с отметкой 378.9 (на китайской карте - 379), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 4.2 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 809.5 (на китайской карте - 813) и приблизительно в 10.1 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 1328 (на китайской карте - высота Соланбэй с отметкой 1323), находящихся на территории Китая.

От тридцать восьмой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 13,2 км до тридцать девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена приблизительно в 12.0 км к востоку от высоты с отметкой 378.9 (на китайской карте - 379), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.0 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 1328 (на китайской карте - высота Соланбэй с отметкой 1323) и приблизительно в 12.1 км к западу от высоты с отметкой 1141 (на китайской карте - 1119), находящихся на территории Китая.

От тридцать девятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 1.8 км до сороковой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена в 12.8 км к востоку от высоты с отметкой 378.9 (на китайской карте - 379), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.0 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 1328 (на китайской карте - высота Соланбэй с отметкой 1323) и приблизительно в 11,3 км к западу от высоты с отметкой 1Ш (на китайской карте - 1119), находящихся на территории Китая.

От сороковой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в востоко-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 14.9 км до сорок первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно 22.7 км к северо-востоку от высоты с отметкой 1465.0 (на китайской карте -1463), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.5 км к югу от высоты с отметкой 1141 (на китайской карте - 1119) и приблизительно в 1.2 км к юго-западу от высоты с отметкой 714.0 (на китайской карте - 714), находящихся на территории Китая.

От сорок первой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в востоко-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 9.3 км до сорок второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 28.6 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 1465.0 (на китайской карте - 1463), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 3.2 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 984.7 (на китайской карте - 985) и приблизительно в 12.0 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 1241 (на китайской карте - 1309), находящихся на территории Китая.

От сорок второй пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 9.2 км до сорок третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 30.9 км к востоку от высоты с отметкой 1465.0 (на китайской карте - 1463), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.9 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 1241 (на китайской карте -1309), находящейся на территории Китая.

От сорок третьей пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 13.8 км до сорок четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 3.8 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 376.1 (на китайской карте - 370), находящейся на территории Казахстана/ и приблизительно в 3.6 км к западо-северо-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 371) и приблизительно в 21.0 км к северу от высоты с отметкой 585 (на китайской карте - 635), находящихся на территории Китая.

От сорок четвертой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-западном направлении на протяжении приблизительно 2.4 км до сорок пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с серединой стыка железной дороги ,между Казахстаном и Китаем на расстоянии приблизительно в 3.2 км к юго-востоку от высоты с отметкой 376.1 (на китайской карте - 370), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в ч.9 км к западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 371) и приблизительно в 19.3 км к северу от высоты с отметкой 585 (на китайской карте - 635), находящихся на территории Китая.

От сорок пятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в западо-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 7.3 км до сорок шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении упомянутой выше прямой с тальвегом безымянного оврага (на китайской карте - овраг Каладабаньгоу) на расстоянии приблизительно в 9.9 км к юго-востоку от высоты с отметкой 126ч.7 (на китайской карте - 1273) и приблизительно в 9.8 км к югу от высоты с отметкой 409,0 (на китайской карте - 408), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в ч.8 км к северо-востоку от высоты с отметкой 882 (на китайской карте - высота Безымянная), находящейся на территории Китая,

От сорок шестой пограничной точки линия государственной границы идет вверх по тальвегу безымянного оврага (на китайской карте - овраг Каладабаньгоу) в общем западо-северо-западном направлении до сорок седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта Сарыгура (на китайской карте - хребет Алатаошань) на безымянном перевале (на китайской карте - перевал Каладабань) на расстоянии приблизительно в 16.0 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 1899.6 (на китайской карте - 1921) и приблизительно в 10.1 км к -юлз-западу от высоты с отметкой 608.1 (на китайской карте - 649), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.0 км к северо-востоку от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 1822), находящейся на территории Китая.

От сорок седьмой пограничной точки линия государственной границы идет в общем западо-юго-западном направлении по гребню хребта Сарыгура (на китайской карте - хребет Алатаошань) через высоту с отметкой 2552.4 (на китайской карте - 2568) до сорок восьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на высоте с отметкой 2512.0 (на китайской карте - 2488) на расстоянии приблизительно в 15.1 км к югу от высоты с отметкой 1899.6 (на китайской карте - 1921), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 5.2 км к северо-востоку от высоты с отметкой 2533 (на китайской карте - высота Безымянная), находящейся на территории Китая.

Сорок девятая пограничная точка расположена на гребне хребта Джунгарский Алатау (на китайской карте - горы Алатаошань) на , расстоянии приблизительно в 10,2 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 2169,2 (на китайской карте - 2169) и приблизительно в 8.0 км , к юго-западу от горы Испул с отметкой 3439.0 (на китайской карте -3430), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 5.4 м к северо-северо-западу от высоты с отметкой 5450 (на китайской карте - высота Бэйтухамэнь с отметкой 5472), находящейся на территории Китая.

От сорок девятой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта Джунгарский Алатау (на китайской карте - горы Алатаошань) в общем западо-юго-западном направлении через гору Сандыктас с отметкой 3722.0 (на китайской карте - 5757), перевал Тарлаулы (на китайской карте - перевал Майлицицигэшанькоу), перевал Сарыбирюк (на китайской карте - перевал Цюнкэгэдабань), перевал Коке-тау (на китайской карте - перевал Кукэтому), перевал Баскан (на китайской карте - перевал Басаньсыкэ), высоту с отметкой 5990.0 (на китайской карте - 5976) до пятидесятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на расстоянии приблизительно в 14.5 км к востоку от высоты с отметкой 5721.8 (на китайской карте - 5726), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.6 км к северу от высоты с отметкой 5461 (на китайской карте - высота Тундалинь с отметкой 5449), находящейся на территории Китая.

От пятидесятой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню гор Конгор-Обо (на китайской карте - горы Кацзаньтаошань) сначала в общем юго-западном направлении до перевала Демекпе (на китайской карте - перевал Элэсэньбулэгэдабань), затем поворачивает и идет в общем юго-восточном направлении через перевал Коксу (на китайской карте - перевал Дэмукэдабань) до пятьдесят первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта Беджинтау (на китайской карте - горы Бечжэньтаошань) на высоте с отметкой 4082.0 (на китайской карте - 4125) на расстоянии приблизительно в 8.2 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 4062.8 (на китайской карте - 4062) и приблизительно в 5.5 км к востоку от горы Кабылтау с отметкой 5900.1 (на китайской карте - высота с отметкой 3938), находящихся на территории Казахстана, и

приблизительно в 11.7 км к югу от высоты с отметкой 3461 (на китайской карте - высота Тундалинь с отметкой 3449), находящейся на территории Китая.
От пятьдесят первой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта Беджинтау (на китайской карте - горы Бечжэньтаошань) в общем восточном направлении через перевал Казан-дабан (на китайской карте - перевал Канкадабахань) до пятьдесят второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на высоте с отметкой 4086,5 (на китайской карте - 4073) на расстоянии приблизительно в 7.6 км к северо-востоку от высоты с отметкой 3957.0 (на китайской карте - 3921), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.3 км к западу от высоты с отметкой 4048.0 (на китайской карте - 4102) и приблизительно в 5.9 км к северо-западу от высоты с отметкой З432.0 (на китайской карте -3432), находящихся на территории Китая.
От пятьдесят второй пограничной точки линия государственной границы идет в общем южном направлении сначала до безымянной реки, далее вниз по течению этой реки, реки Жыланды и реки Улькен-Казан (на китайской карте - река с единым названием Хоэргосыхэ) по середине водного потока этих рек или середине их главных рукавов, затем по середине водной поверхности озераКазанколь, далее вниз по течению реки Хоргос по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава до пятьдесят третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Хоргос или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 8.7 км к северо-востоку от развилки шоссейных дорог (на китайской карте - развилка шоссейных дорог с отметкой высоты 863) и приблизительно в 9.2 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 1368.0 (на китайской карте - 1372), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 4.2 км к западо-северо-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 1062), находящейся на территории Китая.
От пятьдесят третьей пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон, в общем южном направлении, пересекая шоссе между казахстанским населенным пунктом Хоргос и китайским населенным пунктом Никанчи (на китайской карте - населенный пункт Хоэргосы), до пятьдесят четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Хоргос или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 7.4 км к северо-востоку от высоты с отметкой 601.7 (на китайской карте - 607) и приблизительно в 11,2 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 672.8 (на китайской карте - 666), находящихся на территории Казахстана.
От пятьдесят четвертой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Хоргос по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем южном направлении до пятьдесят пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Хоргос и середины водного потока реки Или или середины их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 11.1 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 613.0 (на китайской карте - 613) и приблизительно в 10.4 км к юго-юго-востоку от высоты с отметкой 579.2 (на китайской карте -587), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 4.2 км к северо-западу от перекрестка грунтовых дорог в квадрате 5064, находящегося на территории Китая.
От пятьдесят пятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 30.8 км до пятьдесят шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на безымянной высоте (на китайской карте - высота с отметкой 1105) на расстоянии приблизительно в 10.6 км к северу от высоты с отметкой 1528.0 (на китайской карте - высота Безымянная) и приблизительно в 22.2 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 3029.8 (на китайской карте - 5022), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 11.2 км к северо-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 1446), находящейся на территории Китая.
От пятьдесят шестой пограничной точки линия государственной-границы идет по прямой в юго-юго-восточном направлении на протяжении приблизительно 12.2 км до пятьдесят седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на бугре Текельган с отметкой 1601,6 (на китайской карте - гора Тэцилэганьшань с отметкой 1606) на расстоянии приблизительно в 15.3 км к северо-востоку от высоты с отметкой 5029.8 (на китайской карте - 3022) и приблизительно в 6.0 км к востоку от высоты с отметкой 1528.0 (на китайской карте - высота Безымянная), находящихся на территори Казахстана/ и приблизительно в 4,2 км к юго-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 1446), находящейся на территории Китая.
От пятьдесят седьмой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжение приблизительно 3.0 км до пятьдесят восьмой пограничной точки. Эт< пограничная точка расположена на гребне горного отрога на расстоянщ приблизительно в 14.1 км к

востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 3029.8 (на китайской карте - 3022) и приблизительно в 7.4 км востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 1528.0 (на китайской карте высота Безымянная), находящихся на территории Казахстана, приблизительно в 6.4 км к северо-северо-западу от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 2265), находящейся на территории Китая.
От пятьдесят восьмой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню упомянутого выше горного отрога в общем юго-юго-западном направлении через высоту с отметкой 2456.4 (на китайской карте - 2458), затем идет по гребню хребта Темерликтау (на китайской карте - безымянные горы) в общем восточном направлении до пятьдесят девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта Темерликтау (на китайской карте -безымянные горы) на расстоянии приблизительно в 13.0 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 3129.0 (на китайской карте - 3124), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 4.З км к западу от высоты с отметкой 3155 (на китайской карте - 3235)/ находящейся на территории Китая.
От пятьдесят девятой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта Каратау в общем южном направлении через гору Сарынохой с отметкой 3555.8 (на китайской карте - гора Шаэрнохайшань с отметкой 3547), затем спускается по горному склону до шестидесятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Хасан или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 4.З км к югу от высоты 2624,0 (на китайской карте - 2700), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.1 км к юго-западу от высоты с отметкой 2615 (на китайской карте - 2601) и приблизительно в 2.5 км к востоко-северо-востоку от высоты с отметкой 2819 (на китайской карте - высота Безымянная), находящихся на территории Китая.
От шестидесятой пограничной точки линия государственной границы поднимается по горному склону и далее идет по гребню гор Сарытау (на китайской карте - горы Шаэртаошань) в общем западо-юго-западном направлении через перевал Карагайлы (на китайской карте - перевал Аэрциньдабань), перевал Аккурунды (на китайской карте - перевал Акэкулундэшанькоу), затем спускается, по горному склону до шестьдесят первой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Сумбе (на китайской карте - река Сумубайхэ) или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 5.4 км к северу от высоты с отметкой 2233.9(на китайской карте - 2240) и приблизительно в . 0.7 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 2281.8 (на китайской карте ˙ 2271),находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 7.6 км к западо-юго-западу от высоты с отметкой 3089 (на китайской карте - 3175), находящейся на территории Китая.
От шестьдесят первой пограничной точки линия государственной границы идет вниз по течению реки Сумбе (на китайской карте - река Сумубайхэ) по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-восточном направлении до шестьдесят второй пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на пересечении середины водного потока реки Сумбе (на китайской карте - река Сумубайхэ) и середины водного потока реки Текес или середин их главных рукавов на расстоянии приблизительно в 14.4 км к востоко-юго-востоку от высоты с отметкой 2136 (на китайской карте - 2136), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 7,7 км к юго-западу от места слияния реки Ирменды и реки Карасу, находящегося на территории Китая.
От шестьдесят второй пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению реки Текес по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем западо-юго-западном направлении до шестьдесят третьей пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Текес в южной части ее излучины на расстоянии приблизительно в ч. ч км к северо-востоку от горы Ногойтологой с отметкой 1818.0 (на китайской карте - 1825) и приблизительно в 6.6 км к юго-юго-западу от высоты с отметкой 1987.2 (на китайской карте - 1985), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.6 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 1798 (на китайской карте - 1810), находящейся на территории Китая.
От шестьдесят третьей пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 4,4 км до шестьдесят четвертой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на горе Нохой-тологой с отметкой 1853.0 (на китайской карте - гора Могайтолигайшань) на расстоянии приблизительно в 9.1 км к востоко-северо-востоку от развилки шоссейных дорог в квадрате ЗчЗО и приблизительно в 2.7 км к востоко-юго-востоку от горы Ногойтологой с отметкой 1818.0 (на китайской карте - 1825), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 3.5 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 1798 (на китайской карте - 1810), находящейся на территории Китая.
От шестьдесят четвертой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в юго-юго-западном направлении на протяжении приблизительно 8.3 км до шестьдесят пятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на безымянной высоте (на китайской карте - высота с

отметкой 1826) на расстоянии приблизительно в 7.5 км к юго-востоку от развилки шоссейных дорог в квадрате 3430 и приблизительно в 9.2 км к югу от горы Ногойтологой с отметкой 1818.0 (на китайской карте - 1825), находящихся на территории Казахстана, и приблизительно в 8.5 км к юго-западу от высоты с отметкой 1798 (на китайской карте - 1810), находящейся на территории Китая.
От шестьдесят пятой пограничной точки линия государственной границы идет по прямой в южном направлении на протяжении приблизительно 2.1 км до шестьдесят шестой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на расстоянии приблизительно в 9.2 км к юго-востоку от развилки шоссейных дорог в квадрате 3^30, находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 9.9 км к юго-юго-запада от высоты с отметкой 1798 (на китайской карте - 1810) и приблизительно в 4.3 км к северо-северо-востоку от высоты с отметкой 2723 (на китайской карте - 2623), находящихся на территории Китая.
От шестьдесят шестой пограничной точки линия государственной границы идет по красной линии, обозначенной на картах Сторон, в общем западо-юго-западном направлении до шестьдесят седьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на середине водного потока реки Нарынкол или середине ее главного рукава на расстоянии приблизительно в 9.7 км к востоко-юго-востоку от развилки шоссейных дорог в квадрате ЗчЗО, находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 3.0 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 2723 (на китайской карте - 2623), находящейся на территории Китая.
От шестьдесят седьмой пограничной точки линия государственной границы идет вверх по течению реки Нарынкол по середине водного потока этой реки или середине ее главного рукава в общем юго-юго-восточном направлении до ее истока, затем поднимается по ледниковой ложбине до шестьдесят восьмой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне хребта на безымянной'высоте (на китайской карте высота с отметкой 4281) на расстоянии приблизительно в 7.0 км к востоку от высоты с отметкой 4227.0 (на китайской карте - 4245), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 10.7 км к западу от высоты с отметкой 4225 (на китайской карте - 4237) и приблизительно в 7.9 км к западо-северо-западу от высоты с отметкой 4006 (на китайской карте - 4023), находящихся на территории Китая.
От шестьдесят восьмой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню Меридионального хребта (на китайской карте -.безымянный хребет) в общем южном направлении через перевал Алаайгыр (на китайской карте - перевал Алааигээршанькоу), высоту с отметкой 4426.0 (на китайской карте - 4460) до шестьдесят девятой пограничной точки. Эта пограничная точка расположена на гребне упомянутого выше хребта на пике 100 лет ВГО с отметкой 6276.0 (на китайской карте - высота с отметкой 6242) на расстоянии приблизительно в 10.7 км к юго-востоку от горы Безымянная (на китайской карте - высота с отметкой 5790), находящейся на территории Казахстана, и приблизительно в 6.8 км к западу от высоты с отметкой 6769 (на китайской карте - 6731) и приблизительно в 12.0 км к северо-северо-западу от высоты с отметкой 5581 (на китайской карте - 5573), находящихся на территории Китая.
От шестьдесят девятой пограничной точки линия государственной границы идет по гребню хребта в западо-юго-западном направлении до конечной точки казахстанско-китайской государственной границы.
Линия государственной границы между Казахстаном и Китаем, описанная выше, нанесена красным цветом на картах бывшего СССР и картах КНР масштаба 1:100000. Все расстояния, упомянутые в описании линии государственной границы, измерены по этим картам.
Вышеуказанные карты с нанесенной красным цветом линией государственной границы между Казахстаном и Китаем прилагаются к настоящему Соглашению и составляют его неотъемлемую часть.

Статья 3
Договаривающиеся Стороны согласились, что необходимо продолжить переговоры для разрешения вопросов о прохождении линии государственной границы между Казахстаном и Китаем от пятнадцатой пограничной точки до шестнадцатой пограничной точки, от сорок восьмой пограничной точки до сорок девятой пограничной точки в соответствии со статьей I настоящего Соглашения.

Статья 4.
В целях установления на местности указанной в статье 2 настоящего Соглашения линии государственной границы между Казахстаном и Китаем Договаривающиеся сюроны решили образовать на паритетных началах Совместную демаркационную комиссию и поручить этой комиссии осуществить демаркацию границы: определить точные положения водоразделов на пограничных горных хребтах и середины пограничных рек или их главных рукавов, определить в

соответствии со статьей 5 настоящего Соглашения принадлежность островов на пограничных реках, установить пограничные знаки, подготовить проекты документов о демаркации границы, составить подробные демаркационные карты, а также разрешить различны" конкретные вопросы, связанные с выполнением вышеупомянутых задач.

Статья 5
Договаривающиеся Стороны согласились, что линия государственной границы между Казахстаном и Китаем, описанная в статье 2 настоящего Соглашения, проходит на пограничных горных хребтах по водоразделу/ а на пограничных реках - по середине реки или середине ее главного рукава. Точные положения водораздела и середины реки или ее главного рукава и в соответствии с этим принадлежность островов на реках будут конкретно определены при демаркации границы между Казахстаном и Китаем.
В качестве основного критерия для определения главного рукава реки берется расход воды при ее среднем уровне.
Пограничные реки, указанные в статье 2 настоящего Соглашения, являются несудоходными.

Статья 6
Договаривающиеся Стороны согласились, что точки стыков государственных границ Республики Казахстан - Китайской Народной Республики - Российской Федерации и Республики Казахстан - Китайской Народной Республики - Кыргызской Республики будут определены отдельно заинтересованными государствами.

Статья 7
Договаривающиеся Стороны согласились, что линия казахстанско-китайской государственной границы, демаркированная на местности/ разграничивает также по вертикальным направлениям воздушное пространство и недра Земли.

Статья 8
Любые естественные изменения, которые могут происходить в приграничной полосе, в том числе на пограничных реках/ не влекут за собой изменений в положении демаркированной на местности линии казахстанско-китайской государственной границы, а также в принадлежности островов, если Договаривающиеся Стороны не согласятся об ином.
Принадлежность островов, появившихся на пограничных реках после демаркации линии границы, определяется в соответствии с положением демаркированной линии границы/ а принадлежность островов, появившихся непосредственно на демаркированной линии границы, будет определяться путем консультаций между Договаривающимися Сторонами на справедливой и рациональной основе.

Статья 9
Настоящее Соглашение подлежит ратификации и вступит в силу со дн? обмена ратификационными грамотами. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в кратчайший срок в г.Пекине.
Настоящее Соглашение совершено в г. Алматы ", 26 апреля 1994 года в двух экземплярах, каждый на казахском, китайском и русском языках. В случае разногласий при толковании Договаривающиеся Стороны будут исходить из текстов на русском и китайском языках.

Soglaŝenie meždu Pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i sodružestvom nezavisimayh gosudarstva ob uslovii prebyvaniâ na territorii Rossijskoj Federacii Antiterrorističkogo centra gosudarstv učastnikov sodružestva nezavisimyh gosudarstv

Accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et Communauté des Etats Indépendants sur les conditions de l'activité sur le territoire russe du Centre anti-terroriste des pays du C.E.I.

Ce document est issu du Département des fonds administratifs du F.S.B. (U.R.A.F)

СОГЛАШЕНИЕ

ПРАВИТЕЛЬСТВО РФ

21 октября 2003 г.

(Д)

Правительство Российской Федерации и Содружество Независимых Государств, именуемые в дальнейшем Сторонами, основываясь на Решении Совета глав государств Содружества Независимых Государств от 21 июня 2000 г. о создании Антитеррористического центра государств-участников Содружества Независимых Государств, желая обеспечить необходимые условия для эффективного выполнения Антитеррористическим центром государств-участников Содружества Независимых Государств на территории Российской Федерации своих целей, руководствуясь общепризнанными принципами и нормами международного права, принимая во внимание, что местом нахождения Антитеррористическогоцентра государств-участников Содружества Независимых Государств является г. Москва, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Понятия, используемые в настоящем Соглашении, означают следующее: "Центр" - Антитеррористический центр государств-участников Содружества Независимых Государств; "должностные лица" - руководитель Центра и его заместители; "сотрудники" - лица, назначенные руководителем Центра на штатные должности в Центр; "органы государственной власти Российской Федерации" - органы государственной власти Российской Федерации, органы государственной власти субъектов Российской Федерации и органы местного самоуправления; "помещения Центра" - здания или части зданий, используемые для официальных целей Центра, а также для проживания должностных лиц или полномочных представителей государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре; "имущество Центра" - любое движимое и недвижимое имущество, в том числе валюта и валютные ценности, транспортные средства, переданные или приобретенные для официального использования Центром; "члены семей" - супруг (супруга), несовершеннолетние дети и лица, находящиеся на иждивении полномочных представителей государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностных лиц и сотрудников.

Статья 2

Центр является юридическим лицом без права осуществления коммерческой деятельности на территории Российской Федерации. Центр имеет право: Заключать гражданско-правовые договоры; приобретать движимое и недвижимое имущество и распоряжаться им; Открывать и вести банковские счета в любой валюте; Переводить свои денежные средства в пределах Российской Федерации или из Российской Федерации в иное государство и наоборот; Обращаться с исковыми заявлениями в суд и участвовать в судебных разбирательствах. Центр для достижения своих целей, определенных Положением об Антитеррористическом центре государств-участников Содружества Независимых Государств, обладает другими правами юридического лица в соответствии с законодательством Российской Федерации.

Статья 3

Правительство Российской Федерации предоставляет Центру на условиях, установленных для федеральных органов исполнительной власти, служебные помещения, необходимые для осуществления им своих функций, а также оказывает ему помощь в получении жилых помещений для полномочных представителей государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностных лиц и сотрудников.

Статья 4

Имущество Центра пользуется иммунитетом в отношении любой формы административного или судебного вмешательства, за исключением случаев, когда Центр отказывается от иммунитета. Помещения Центра вне зависимости от места нахождения не подлежат обыску, реквизиции, конфискации или любой другой форме вмешательства, препятствующего его нормальной деятельности. Представители органов государственной власти Российской Федерации могут вступать в помещения Центра не иначе как с согласия руководителя Центра или его заместителей и на условиях, ими одобренных. Осуществление любых действий по решению органов государственной власти Российской Федерации может иметь место в помещениях Центра только с согласия руководителя Центра или его заместителей. Помещения Центра не могут служить убежищем для лиц, преследуемых по закону или подлежащих выдаче государству-участнику Содружества Независимых Государств либо третьему государству. Неприкосновенность помещений Центра не дает права использовать их в целях, не совместимых с задачами и функциями Центра или наносящих ущерб безопасности Российской Федерации, интересам ее граждан или юридических лиц. Российская Федерация принимает надлежащие меры для защиты помещений Центра от всякого вторжения или нанесения ущерба. Расходы по охране помещений Центра производятся за счет средств Центра. Центр имеет право в целях создания условий, необходимых для выполнения им своих функций, устанавливать правила внутреннего распорядка, действующие в пределах помещений Центра.

Статья 5

Центр освобождается от прямых налогов и сборов, пошлин и других платежей, взимаемых на территории Российской Федерации, за исключением тех, которые являются оплатой конкретных видов обслуживания (услуг). Предметы и иное имущество, предназначенные для официального использования Центром, освобождаются в Российской Федерации от обложения таможенными пошлинами, налогами и связанными с этим сборами, за исключением сборов за хранение, таможенное оформление вне определенных для этого мест или вне времени работы соответствующего таможенного органа и подобного рода услуги в порядке, предусмотренном для международных организаций.

Статья 6

Центр в отношении своих средств связи пользуется не менее благоприятными условиями, чем те, которые предоставляются Российской Федерацией дипломатическим представительствам иностранных государств.

Статья 7

Полномочные представители государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностные лица, члены их семей, проживающие вместе с должностными лицами, пользуются теми же привилегиями и иммунитетами, которые предоставляются в Российской Федерации дипломатическим представителям иностранных государств и членам их семей. Данное положение не распространяется на граждан Российской Федерации, а также на иностранных граждан и лиц без гражданства, проживающих постоянно на ее территории.

Статья 8

Сотрудники пользуются на территории Российской Федерации следующими иммунитетами и привилегиями: а) не подлежат судебной ответственности в отношении действий, совершенных ими при выполнении служебных обязанностей, за исключением случаев, когда: сотруднику предъявлен гражданский иск о возмещении ущерба в связи с дорожно-транспортным происшествием, вызванным транспортным средством, принадлежащим сотруднику либо управляемым им; сотруднику предъявлен гражданский иск о возмещении ущерба, причиненного жизни или здоровью гражданина и вызванного действием или бездействием этого сотрудника; б) пользуются такими же льготами по репатриации, какими пользуются дипломатические представители во время международных кризисов; в) освобождаются вместе с членами их семей от ограничений в части въезда в Российскую Федерацию, регистрации в качестве иностранцев и получения разрешения на жительство; г) освобождаются от уплаты таможенных платежей при ввозе в Российскую Федерацию товаров, предназначенных для первоначального обзаведения хозяйством, за исключением платежей за хранение и таможенное оформление товаров вне определенных для этого мест или вне времени работы таможенных органов и подобного рода услуги; д) освобождаются от государственных повинностей; е) освобождаются от ограничений по обмену валюты. Положения пунктов "б" - "е" настоящей статьи не распространяются на сотрудников, являющихся гражданами Российской Федерации или иностранными гражданами, постоянно в ней проживающими.

Статья 9

Полномочные представители государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностные лица и сотрудники пользуются свободой передвижения по территории Российской Федерации в той мере, в какой это необходимо для выполнения ими своих официальных функций, при условии соблюдения правил, касающихся посещения объектов и других мер, для которых требуется специальное разрешение.

Статья 10

Иммунитет в отношении действий, совершенных при исполнении полномочными представителями государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностными лицами и сотрудниками своих служебных обязанностей, сохраняется за ними после прекращения их работы в центре.

Статья 11

Полномочные представители государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностные лица и сотрудники, пользующиеся привилегиями и иммунитетами в соответствии с положениями настоящего Соглашения, уважают суверенитет и законодательство Российской Федерации и не совершают действий, наносящих ущерб правам и законным интересам Российской Федерации, ее граждан и юридических лиц. Привилегии и иммунитеты, предусмотренные настоящим Соглашением, предоставляются полномочным представителям государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностным лицам и сотрудникам только для эффективного и независимого выполнения ими своих официальных функций.

Статья 12

Полномочные представители государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностные лица и сотрудники пользуются служебными удостоверениями, которые

признаются органами государственной власти Российской Федерации в качестве документов, удостоверяющих статус этих лиц и подтверждающих их права на иммунитеты и привилегии, установленные настоящим Соглашением. Российская Федерация предоставляет право доступа полномочным
представителям государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностным лицам и сотрудникам по их служебным удостоверениям в здания органов государственной власти Российской Федерации с учетом действующих в них правил пропускного режима. Центр устанавливает аналогичный режим доступа в его служебные помещения представителей органов государственной власти Российской Федерации по их служебным удостоверениям.

Статья 13

Центр может размещать флаг, эмблему или другую символику Содружества Независимых Государств на занимаемых им служебных помещениях.

Статья 14

Центр сотрудничает с органами государственной власти Российской Федерации при осуществлении правосудия и выполнении предписаний правоохранительных и судебных органов Российской Федерации, а также в случае предупреждения любых злоупотреблений в связи с привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящим Соглашением.

Статья 15

Медицинское и санитарно-курортное обеспечение полномочных представителей государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, должностных лиц и сотрудников, а также членов их семей осуществляется в порядке, установленном для сотрудников соответствующих органов государственной власти Российской Федерации.

Статья 16

Архивы Центра неприкосновенны. Сообщения и корреспонденция Центра не подлежит цензуре. Этот иммунитет распространяется на печатную, фотографическую, аудиовизуальную и иные формы информации, получаемой или отправляемой Центром, должностными лицами и сотрудниками, а также полномочными представителями государств-участников Содружества Независимых Государств в Центре, независимо от способа ее передачи.

Статья 17

По взаимному согласию Сторон в настоящее Соглашение могут вноситься изменения или дополнения, которые оформляются отдельными протоколами. Споры и разногласия, связанные с толкованием и применением положений настоящего Соглашения, разрешаются путем консультаций между Сторонами.

Статья 18

В случае прекращения деятельности Центра на территории Российской Федерации действие настоящего Соглашения прекращается после урегулирования всех вопросов, вытекающих из имущественных и неимущественных правоотношений, участником которых в Российской Федерации является Центр, но не позднее чем через 6 месяцев.

Статья 19

Настоящее Соглашение вступает в силу с даты получения Исполнительным комитетом Содружества Независимых Государств письменного уведомления Российской Стороны о выполнении ею внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

Совершено в г. Москве 21 октября 2003 г. в двух экземплярах на русском языке. Один экземпляр хранится в архиве Министерства иностранных дел Российской Федерации, другой - в архиве Исполнительного комитета Содружества Независимых Государств.

La question territoriale :
enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes

Résumé
Cette thèse se propose d'étudier l'importance de la question territoriale et frontalière dans les relations sino-russes depuis le 17ème siècle. Ces deux nations sont en effet en confrontation permanente pour le contrôle de l'espace géopolitique en Sibérie et en Extrême Orient. Bien que la Russie soviétique ait tenté, au début (1917-1930) et à la fin (1959-1989) de son existence, de passer outre la confrontation territoriale en en appelant aux dogmes idéologiques communs, celle-ci est restée un élément central de la cohabitation de ces deux nations. Loin de cette tentative chimérique, c'est la réalité du conflit territorial qui, comme l'avait bien compris Staline qui a mené une politique de création d'Etats-tampons pour sécuriser les frontières de l'Etat soviétique, domine dans les équilibres géopolitiques de la région. Aujourd'hui, l'Etat russe, qui a retrouvé ses frontières d'avant le 18ème siècle, doit faire face à un nouveau défi : assurer sa sécurité bien qu'il ne bénéficie plus de zones tampons dans les espaces conflictuels.

Discipline : Science politique

Mots-clefs : Chine, Russie, Extrême-Orient, Sibérie, Asie centrale, conflits frontaliers, délimitation frontalière, partage territorial, politique secrète de l'Union soviétique en Chine, services secrets soviétiques, conflit idéologique sino-soviétique, Etats-tampons.

The territorial issue: geopolitical and ideological stakes in Russia and China's relations.

Abstract :

This thesis aims at studying the importance of the territorial and border issues in the relations between Russia and China since the 17th century. Indeed, both nations are in continual conflict for the control of the geopolitical area in Siberia and the Far East. Even though Sovietic Russia tried, at the beginning (1917-1930) and the end (1959-1960) of its existence, to go beyond the territorial conflict by appealing to common ideological dogmas, this issue remained an important one in the cohabitation of those two nations. Far from this pipe dream, the reality of the territorial conflict is the dominant figure in the region's geopolitical equilibriums, as Staline had well understood when he implemented his "buffer state policy" to secure the Sovietic state's boarders. Today, Russia, which recovered its 17th Century's boarders, has to face a new challenge: guarantee its security without benefiting from buffer zones in conflictual areas.

Field: Political science

Key-words: China, Russia; Far East, Siberia, Central Asia, boarder conflicts, delimitation, territorial division, USSR's secret policy in China, Soviet Secret services, ideological conflict between China and Russia, buffer states.

Institut d'Etudes politiques de Paris
Cycle supérieur d'analyse comparative des aires politiques
27, rue Saint Guillaume – 75337 Paris cedex 07